ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DÉBATS

TABLES DE LÉGISLATURE

SIXIÈME LÉGISLATURE

3 avril 1978 - 22 mai 1981

TABLE NOMINATIVE

TOME II

E à L

ABRÉVIATIONS

DÉNOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

U.D.R. ... puis R.P.R. ...	Groupe d'union des démocrates pour la République (1). Groupe du rassemblement pour la République.
P.S.R.G. .	Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.
C.	Groupe communiste.
R.I. ..... puis R.	Groupe des républicains indépendants (2). Groupe républicain.
R.C.D.S. .	Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.
R.D.S. ...	Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.
U.C.	Groupe union centriste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe du rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

E

EHRMANN (Charles)

Député des Alpes-Maritimes
(1re circonscription)
(App. UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du 8 juin 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, relative à l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation et de l'échange de lettres afférent à cette Convention (n° 1594) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 1922) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2973).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 151) autorisant l'approbation de l'**Accord de coopération culturelle, scientifique, technique et économique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République des Seychelles,** signé à Paris le 15 juillet 1976, et de la convention relative au concours en personnel apporté par le Gouvernement de la République des Seychelles, ensemble un protocole annexe et un protocole d'application, signée à Victoria le 22 octobre 1976 (n° **316**) [1er juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 652) autorisant la ratification de l'avenant à la Convention entre la **République française** et **l'Etat espagnol** en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 27 juin 1973, signé à Paris le 6 décembre 1977 (n° **727**) [23 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 932) autorisant l'approbation de la **Convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes faite à Londres le 19 novembre 1976** (n° **1120**)]8 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1214) autorisant l'approbation de la **Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la circulation des personnes, signée à Brazzaville le 1er janvier 1974, ensemble l'avenant signé à Brazzaville le 17 juin 1978** (n° **1366**) [31 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1594) autorisant l'approbation de la **Convention** du 8 juin 1978 **entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco,** relative à l'**exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation,** et de l'échange de lettres afférent à cette Convention (n° **1717**) [14 mai 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Prix des transports à destination de la Côte d'Azur** [27 juin 1979] (p. 5728) : la ligne aérienne Paris-Nice est la plus coûteuse du monde ; les conséquences de ces tarifs sur le chômage et le développement industriel de la Côte d'Azur ; déficit du Métrazur ; unification des tarifs de péage sur toutes les autoroutes ; péage des autoroutes de contournement de Cagnes-sur-Mer et de Nice.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2712) : nécessité de l'unité des Français en matière de politique extérieure; maintien du statu quo territorial en Europe, objectif le plus important de la politique extérieure française ; nécessité d'une politique de détente avec l'URSS ; danger de l'élargissement de la communauté européenne à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne ; importance pour la France de sa place de 5e exportateur mondial ; défense de la francophonie ; fragilité des frontières fixées par la colonisation et des régimes politiques africains.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6927) : apport de la CEE sur le plan de la croissance économique et politique de la France jusqu'en 1973 ; avantages tirés de la CEE remis en cause par la crise économique ; problèmes posés par l'élargissement de la CEE notamment par l'entrée de l'Espagne ; mise en place d'un plan décennal de développement du Sud-Ouest ; position stratégique de la ville de Nice dans l'espace européen. **Examen des crédits** [2 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 6939) : son amendement n° 283 : transfert de crédits ; transfert de crédits à quatre postes pour la mise en place d'un véritable service de l'audiovisuel ; adopté.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7598) : effort fait par l'Etat pour le développement du sport depuis 15 ans ; insuffisance du budget ; propose le renouvellement de l'expérience des classes à mi-temps ; difficultés financières des villes à promouvoir le sport ; nécessité d'une harmonisation de l'action du ministère de l'éducation et de celui de la jeunesse ; insuffisance de l'éducation physique à l'école primaire ; insuffisance du nombre de professeurs dans le secondaire ; (p. 7599) : diminution de moitié des enseignants d'éducation physique à l'université ; nécessité d'établir des liaisons entre les clubs et l'école ; problème des affectations géographiques des professeurs.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3401) : efficacité de l'action du ministre des affaires étrangères ; difficultés des Français de l'étranger pour la scolarisation de leurs enfants ; danger de l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ; domination économique de l'Allemagne de l'Ouest en Europe ; redoute la reconstitution de liens trop étroits entre les deux Allemagnes.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9095) : importance économique et sociale du tourisme ; création du groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France » ; demande une subvention de l'Etat pour la construction du palais des congrès de Nice ; souhaite la restitution de la TVA lorsqu'elle est encaissée sur des étrangers ; approuve la création du service France-Information-Loisirs.

I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9117) : budget de l'austérité moralement imposé au ministre par un pays qui n'a jamais rien fait pour le sport ; (p 9118) : approuve la nomination de 980 professeurs d'éducation physique ; nécessité d'orienter les jeunes vers des postes d'animateur de club ; approuve la décision d'augmenter l'aide allouée à l'union nationale de sport scolaire et à la fédération nationale du

sport universitaire ; approuve l'action conduite en faveur des centres de loisirs sans hébergement ; insuffisance de la dotation du chapitre « Equipement » ; nécessité de faire participer les professeurs d'éducation physique à l'encadrement des clubs.

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9567) : succès remporté par la communauté européenne dans les négociations commerciales multilatérales ; (p. 9568) : succès du système monétaire européen ; bonne entente de la France et de l'Allemagne ; effort fait en faveur des réfugiés vietnamiens ; menace pesant sur les bases économiques et sociales intérieures de la politique extérieure française ; demande que la France se limite essentiellement à une politique européenne et africaine ; développement des armements en Europe ; problème de la politique européenne de la Grande-Bretagne.

Coopération. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9872) : budget ne représentant qu'une partie de l'aide de la France aux pays en voie de développement ; son hostilité à l'aide budgétaire ; importance de l'aide militaire ; souhaite un accroissement de l'aide culturelle dans les pays autrefois espagnols ou portugais pour étendre la francophonie ; nécessité d'accentuer l'africanisation de l'enseignement primaire ; nécessité de relancer la coopération avec Madagascar ; insuffisance des émissions de Radio France International en Afrique.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 530) : risques de guerre ; crise économique ; choc pétrolier ; endettement des pays de l'Est ; (p. 531) : Europe ; politique du juste retour de la Grande-Bretagne ; détente ; événements d'Afghanistan ; infériorité de l'Europe pour les armements conventionnels ; Iran ; sort de la Yougoslavie après Tito ; réunion des pays africains à Nice ; problème palestinien ; Etat d'Israël ; reconnaissance de l'OLP.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3107) : problème des classes à double niveau ; exemple de Nice ; application du tronc commun aux classes de seconde ; cas des classes de C.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3721) : budget de stagnation ; développement du sport à Nice (le Nikaïa) : meeting d'athlétisme annuel ; part du budget des villes consacrée au sport ; insuffisance du nombre de professeurs et professeurs adjoints recrutés ; création de postes d'animateurs ; (p. 3722) : possibilité pour les jeunes professeurs, issus de clubs, de rester dans leur département d'origine ; programme des 1.000 terrains de sport et des 5.000 courts de tennis ; désengagement de l'Etat ; modification des rythmes scolaires ; enseignement à mi-temps.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3788) : action de la Grande-Bretagne dans la communauté européenne ; rapprochement entre la France et l'Allemagne ; (p. 3789) : poids des dépenses militaires sur l'économie française ; rapports du nouveau président américain avec l'Europe; nécessité de poursuivre la détente.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1980] (p. 3692) : article 132 du Règlement, titre III « Contrôle parlementaire » ; temps insuffisant consacré au budget concernant le tourisme.

EMMANUELLI (Henri)

Député des Landes
(*3e circonscription*)
(*S*).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 1er juin 1979] (p. 1280).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Agriculture - Dépenses en capital [9 octobre 1980] (p. 2650).

Nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la

décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome XXV : Economie et budget - Entreprises nationales** (n° **575**) [5 ocotobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — 1. Budgets civils. — B. Budgets annexes. — **Annexe n° 48 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe 3 : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Débat sur la peine de mort** [11 avril 1979] (p. 2527) : nécessité de ce débat souhaité par l'opposition pendant la session de printemps.

— **Affaire de Broglie** [9 avril 1980] (p.147).

— **Affaire Delpey** [15 octobre 1980] (p. 2730) : lenteur de la cour de sûreté de l'Etat.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3813**) : **Elevage des oies et canards gras** [30 juin 1978] (p. 3739, 3740, 3741) : répercussions de l'application de la directive 118 de la CEE du 15 février 1971 sur la petite production traditionnelle ; aider les producteurs à installer des salles d'abattage.

— (n° **9461**) : **Marché du foie gras** [1er décembre 1978] (p. 8659, 8660) : importations de foie gras à des prix de dumping ; concurrence déloyale pour les producteurs français qui refusent aussi la réglementation communautaire interdisant l'abattage à la ferme.

— (n° **14646**) : **Industrie du papier** [6 avril 1979] (p. 2419, 2420) : position du Gouvernement français sur la demande de réduction des droits de douane sur le papier « Kraft Leiner » faite par le Gouvernement américain dans le cadre des négociations du Tokyo Round ; conséquences d'une telle mesure sur l'industrie et l'emploi en Aquitaine (surtout dans le département des Landes).

— (n° **23506**) : **Eviscération des volailles** [7 décembre 1979] (p. 11485, 11486) : risques des directives communautaires pour les producteurs de volailles grasses ; délai de 24 heures trop court pour l'éviscération, perturbations dans les circuits de commercialisation ; permettre aux producteurs de volailles grasses de garder la maîtrise de leur production.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion générale** [17 mai 1978] (p. 1753) : le monopole de la profession vétérinaire sur les prophylaxies collectives ; l'état sanitaire peu satisfaisant du cheptel français ; le retard pris dans le domaine sanitaire par rapport à nos principaux partenaires européens ; ses conséquences sur le plan de la production, de la consommation et de l'exportation des produits de l'élevage français ; le vote favorable du groupe socialiste si le projet n'est pas déformé par les amendements de la majorité. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1767) : sur l'amendement n° 2 de la commission ; les contradictions dans l'attitude du Gouvernement ; la réduction par l'amendement n° 2 de la participation des agents et fonctionnaires. **Article 2** (p. 1773) : l'abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3245) : pratique de la cartellisation par les sociétés multinationales ; raisons profondes de la dégradation de la situation des entreprises : politique de contrôle des prix, faiblesse des fonds propres, répugnance de certains entrepreneurs à accepter les capitaux de crainte de perdre le contrôle de leur entreprise, préférence des épargnants pour l'immobilier ou l'exportation de capitaux ; conséquences néfastes de la politique d'encadrement du crédit purement quantitative ; critique de la politique gouvernementale agissant seulement sur l'offre et non sur la demande ; non-prise en compte de la situation du marché ; relance de la demande souhaitée par la plupart des entrepreneurs français ; (p. 3246) : projet accentuant les inégalités de la fiscalité française : déduction de 5.000 F placés sous forme d'actions excessive du point

de vue de la justice fiscale et insuffisance du point de vue de l'efficacité économique ; s'étonne de la création d'actions à dividende prioritaire ; son scepticisme à l'égard des prêts participatifs ; nécessité d'établir une distinction entre l'épargne nominale et l'épargne anonyme alimentée frauduleusement ; nécessité d'un prélèvement libératoire sur l'épargne anonyme supérieur au montant de l'impôt sur les sociétés.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7262) : insuffisance des moyens de financement de l'agriculture ; absence d'une politique de maîtrise du foncier ; endettement de l'agriculture française ; sélectivité des mesures prises pour financer l'agriculture ; offensive menée par le secteur privé contre le secteur coopératif et mutualiste soutenue par le Gouvernement ; mesures prises à l'encontre des CUMA (coopérative d'utilisation en commun de matériel agricole) ; attaque menée contre le crédit agricole.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7905) : importance des disparitions d'entreprises en raison de l'insuffisance de la formation, des difficultés de financement, de la lourdeur des charges fiscales et sociales, de l'absence de statut satisfaisant de l'entreprise individuelle ; nécessité d'une réforme en profondeur de l'apprentissage ; hypocrisie des contrats emploi-formation ; insuffisante formation à la gestion ; difficulté de financement en raison du problème des fonds propres ; incapacité du système bancaire français à répondre aux besoins du secteur artisanal. **Explications de vote** [17 novembre 1978] (p. 7923) : vote hostile du groupe socialiste.

Economie et budget. — I. Charges communes, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les entreprises nationales. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7936) : productivité du travail croissant plus rapidement dans les entreprises nationales que dans les entreprises privées ; progression des salaires moins rapide dans les entreprises nationales que dans les entreprises privées ; baisse des prix relative des entreprises nationales constituant un facteur important de la compétitivité de l'économie française ; régression des dotations en capital et stagnation des prêts du FDES accordés aux entreprises publiques ; (p. 7937) : situation financière des entreprises nationales se caractérisant par la détérioration des marges d'autofinancement et l'augmentation importante de l'endettement notamment extérieur ; avis favorable de la commission de la production et des échanges sur les crédits du budget des charges communes. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat C. - Titre VI** (p. 7946) : soutient l'amendement n° 287 de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : réduction des crédits destinés à abonder les crédits du chapitre 64-00 du budget du commerce et de l'artisanat au titre des primes de développement artisanal ; procédure consistant à transférer les crédits du budget des charges communes au budget du commerce et de l'artisanat aboutissant à des retards de paiement considérables ; amendement n° 287 adopté (p. 7947).

Articles additionnels et articles non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 71** (p. 8011) : soutient le sous-amendement n° 373 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 182 de la commission des finances : gratuité des formules de chèques portant photographie du titulaire du compte ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 374 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 182 de la commission des finances : suppression des chèques au porteur ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux hautes rémunérations** (n° **930**). **Première lecture. Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3336) : critique le dispositif mis en place depuis 1977 sur la limitation de la progression des hautes rémunérations : dispositif ne concernant que les salariés et seulement une fraction d'entre eux ; absence de réglementation des revenus des capitaux mobiliers ; (p. 3337) : absence de resserrement de l'éventail des salaires et de politique des revenus ; la classe ouvrière subit seule le poids de la crise ; réfute la théorie économique sur laquelle s'appuie la politique de Raymond Barre liant la résorption du chômage à la relance de l'investissement elle-même fonction de la restauration des marges d'autofinancement et de profit des entreprises ; disparition de 700.000 emplois industriels prévue par les travaux préparatoires du VIII[e] Plan ; (p. 3338) : vote hostile du groupe socialiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3692) : amélioration de la situation financière des entreprises et non de la situation économique ; aide aux entreprises restant sans effet sur le volume des investissements privés et sur la création d'emplois ; diminution de l'investissement industriel au début de 1978 ; effort d'investissement des entreprises nationales ; (p. 3693) : redoute que l'orientation de l'investissement vers la modernisation de l'appareil de production n'aggrave la tendance à l'augmentation du chômage ; deux conditions d'une reprise de l'investissement ; reconstitution de la capacité financière des entreprises et existence de perspectives de

croissance dues à une augmentation du pouvoir d'achat ; pas de lien obligatoire entre relance de la consommation et inflation ; utilisation du chômage par le Gouvernement pour freiner l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2700) : soutient son amendement n° 13 : instituant un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé et au secteur public ; rejeté ; s'étonne de la façon dont le ministre du budget a répondu aux députés de l'opposition au terme de la discussion générale ; (p. 3701) : soutient son amendement n° 14 : calcul selon la méthode linéaire, avec possibilité de doublement pour la première année, de l'amortissement des biens d'équipement ; fixation par décret en Conseil d'Etat pour les principales catégories de biens amortissables de durées de vie fiscale correspondant à la durée de vie réelle ; rejeté. **Article premier** (p. 3703) : soutient son amendement n° 15 : versement à un compte de réserve spécial de l'excédent de bénéfice après impôt de l'entreprise qui a bénéficié de l'aide fiscale prévue à l'alinéa 1 de l'article premier ; rejeté ; (p. 3704) : son amendement n° 16 soutenu par M. Alain Richard : réservant le bénéfice de l'avantage fiscal aux entreprises qui auront au moins maintenu l'effectif de leurs salariés pendant la période considérée ; rejeté. **Après l'Article 3** (p. 3705) : son amendement n° 18 soutenu par M. Alain Richard : écartant du dispositif de la présente loi les sociétés cotées en bourse ; rejeté ; soutient son amendement n° 19 : écartant du dispositif de la loi les entreprises dont le capital est détenu à plus de 30 % par des sociétés étrangères ; rejeté. **Deuxième lecture. Explications de vote** [27 juin 1979] (p. 5739) : nécessité d'une politique générale de relance de l'économie, seule capable de restaurer l'investissement ; importance de l'effort d'investissement des entreprises publiques ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **925**). **Troisième lecture. Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6** (p. 3718) : vote hostile du groupe socialiste sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social. Budget annexe des journaux officiels. Examen des crédits [7 novembre 1979]. **Etat B - Titre III. Services du Premier ministre. — I. Services généraux** (p. 9528) : soutient son amendement n° 416 : suppression des crédits consacrés aux dépenses diverses des fonds spéciaux à destination particulière ; rejeté par scrutin public ; reproche au Gouvernement d'utiliser des fonds spéciaux pour subventionner les partis politiques de la majorité en période électorale.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9824) : importance de la fraude fiscale qui amplifie les inégalités sociales ; constitue un élément de distorsion économique, et un ferment de désagrégation morale ; insuffisance des effectifs de la direction générale des impôts et dégradation du service public et des conditions de travail des agents.

II. **Section commune. Examen des crédits** [12 novembre 1979] **Etat B - Titre III** (p. 9829) : hausse des prix sans précédent.

III. **Economie** [12 novembre 1979]. **Avant l'Article 74** (p. 9831) : approuve l'amendement n° 436 de la commission de la production portant à 1 million de francs le montant maximum des sanctions pécuniaires que le ministre de l'économie peut infliger aux entreprises ayant enfreint les règles relatives à la répression des ententes illicites ; estime insuffisant le sous-amendement du Gouvernement tendant à porter ce montant à 200.000 F.

IV. **Budget. Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9833) : sur l'amendement n° 456 de M. Joseph Franceschi ; reproche à M. Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances d'avoir exposé la position du Gouvernement et non celle de la commission.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [16 novembre 1979] (p. 10194) : la mort de Madame de Gaulle ; importance des recettes provenant de la subvention du budget général : 51,8 millions de francs pour 53,7 millions de francs du budget ; majoration des recettes attendues des pensions des élèves ; augmentation des produits divers ; le contingent de croix de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite ; la revalorisation des traitements versés aux membres de la Légion d'honneur ; les maisons d'éducation ; (p. 10195) : insuffisance du contingent de croix de Chevalier prévu pour les anciens combattants de la guerre de 1914-1918 ; vétusté des locaux des maisons de la Légion d'honneur ; textes d'application de la mesure permettant aux légionnaires d'abandonner aux sociétés d'entraide de la Légion d'honneur leur

traitement ; stagnation du budget de l'Ordre de la libération. **Réponse au rappel au règlement de M. Jean Bégault** : les observations de la commission ont été adoptées à l'unanimité, mais la commission a adopté les crédits.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [13 décembre 1979] (p. 11745) : proteste contre l'usage abusif de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution et l'attitude irresponsable et incohérente du RPR.

— **Sur le rappel au règlement de M. Michel Debré** [27 novembre 1979] (p. 10701, 10702) : (projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse n° 1328) : les membres de la commission des finances ont le choix entre assister à ce débat ou examiner en commision le projet de loi de finances rectificative pour 1979.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11113) : déficit de 35 milliards de francs ; 150 milliards de déficit au cours des cinq dernières années ; inutilité de ce déficit qui ne sert pas à relancer l'économie ; exemple de la RFA ; (p. 11114) : déficit budgétaire, conséquence de la baisse de l'activité économique ; alourdissement des dépenses sociales résultant du freinage de l'activité économique ; progression de la pression fiscale globale de 12,6 % ; progression alarmante de la charge des intérêts de la dette publique ; financement du déficit par la création monétaire avec les bons du trésor à court terme ; politique budgétaire du Gouvernement sans incidence sur l'économie, la consommation et l'investissement ; l'alibi du pétrole ; (p. 11115) : diminution des investissements productifs sauf pour les entreprises publiques ; échec de toute politique d'investissement qui n'est pas accompagnée d'une relance de la consommation ; le chômage ; accroissement de la précarité de l'emploi ; l'inflation due à la politique de libération des prix qui est une aberration dans le cadre de l'absence de toute réforme de structures ; ralentissement de la croissance prévue pour 1980. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Avant l'Article 5** (p. 11134) : pas de volonté gouvernementale de combattre la fraude fiscale. **Après l'Article 5** (p. 11135) : s'oppose à l'amendement n° 25 du Gouvernement qui ne cherche qu'à pérenniser les sociétés de financement des télécommunications ; (p. 11136) : soutient l'amendement n° 12 de M. Louis Besson : paiement par toute personne qui donne en location un espace publicitaire de la taxe prévue par l'article 40 de la loi de finances pour 1979 ; rejeté. **Article 6** (p. 11137) : soutient son amendement n° 13 : suppression de l'article 6 ; adopté ; exonération de l'impôt sur les opérations de bourse en faveur des bourses régionales entraînant une inégalité devant l'impôt ; part modeste du marché financier dans le financement des investissements en France. **Article 7** (p. 11139) : soutient son amendement n° 14 : faisant dépendre la dévolution des biens de l'Etat aux collectivités locales de Saint-Pierre et Miquelon de l'avis conforme du conseil général ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 11140) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 5 de M. Edgar Faure ; nécessité d'une nouvelle répartition de la fiscalité entre l'Etat, les collectivités locales et les régions.

Commerce et artisanat. Titre IV (p. 11147) : soutient son amendement n° 15 : suppression des crédits destinés à permettre le remboursement à la société d'investissements français industriels et commerciaux des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises ; adopté ; procédure budgétaire inacceptable consistant à rétablir a posteriori des crédits employés à des actions autres que celles que le Parlement avait autorisées.

Education. Titre III (p. 11149) : plafond de distribution des bourses scolaires ne correspondant pas à la réalité du coût de la vie. **Après l'Article 15** (p. 11155) : soutient son amendement n° 39 : faisant figurer parmi les annexes au projet de loi de finances ou au projet de loi de finances rectificative la liste des entreprises publiques ou d'économie mixte qui bénéficient des apports au fonds de dotation ou au capital inscrit au chapitre 54-90 du budget des charges communes ; rejeté. **Article 16** (p. 11155) : soutient son amendement n° 16 : réduction des crédits en signe de protestation contre la politique d'intervention de la France en Afrique ; rejeté. **Article 17** (p. 11156) : soutient son amendement n° 17 : suppression des crédits destinés à l'opération de remembrement du Larzac ; rejeté. **Article 19** (p. 11157) : soutient l'amendement n° 38 2e rectification de M. Billardon : suppression des crédits destinés au financement de nouvelles sociétés sidérurgiques ; rejeté par scrutin public. **Article 20** (p. 11159) : soutient son amendement n° 18 : limitant le montant des crédits pour lesquels est ratifié le décret d'avance du 29 août 1979 et révisant la ratification du décret d'avance du 27 septembre 1979 ; rejeté ; confusion régnant dans les jeux des ouvertures et des annulations des crédits rendant impossible le contrôle parlementaire ; exemple du financement des secours accordés aux victimes du cyclone *David*.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [20 décembre 1979] (p. 12409) : caractère négatif du déficit de 66 milliards de francs résultant du projet de loi de finances rectificative ; (p. 12410) : nécessité d'une autre

politique impliquant une nouvelle distribution de la richesse nationale.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11293) : attachement des socialistes à l'Europe mais discordance entre les institutions du Traité de Rome et les réalités actuelles ; insuffisance des politiques communes de réduction des disparités régionales ; retard avec lequel le Gouvernement aborde le problème du sous-développement du sud-ouest ; (p. 11294) : disparition de la planification en France ; combat d'arrière-garde mené par l'Etat contre les régions ; caractère disparate des mesures en faveur du sud-ouest qui ne constituent pas un plan.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11651) : problème de la fiscalité agricole non abordé par le projet ; difficulté d'appréhender les revenus agricoles ; disproportion entre l'impôt sur le revenu et les impôts sur la consommation ; fiscalité agricole reposant sur le système archaïque du forfait collectif fondé sur le revenu cadastral et sur un régime transitionnel de la TVA ; propositions socialistes en matière de fiscalité agricole.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12552) : soutient l'amendement n° 8 de M. Pierre Joxe : barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (nouveau projet) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 52 de ses collègues** [9 janvier 1980] (p. 20) : utilisation répétée de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution traduisant le mépris du Gouvernement pour le Parlement ; budget aggravant les inégalités ; prélèvement exceptionnel sur les compagnies pétrolières déjà dépassé ; émission d'un emprunt d'Etat dans des conditions illégales ; (p. 21) : projet de budget sans effet de soutien à la conjoncture et dépassé après les événements récents en matière pétrolière ; disparition de la majorité.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1329) : Cour des comptes ; loi organique relative aux lois de finances ; déficit budgétaire ; alourdissement de la fiscalité frappant les ménages ; (p. 1330) : diminution du volume des investissements publics financés par l'Etat ; dépenses de transfert ; coût de la catastrophe de l'*Amoco Cadiz ;* aide à Bokassa et au Zaïre ; fonds de concours ; virement et transfert de crédits ; fonds d'action rurale ; pouvoirs des rapporteurs spéciaux ; (p. 1331) : proposition de loi organique visant à modifier l'ordonnance de 1959. **Discussion des articles** [28 mai 1980]. **Article 16** (p. 1410) : soutient l'amendement n° 1 de M. Laurent Fabius : rejeté ; article 16 non conforme à l'article premier de la loi organique relative aux lois de finances ; remise de dettes des pays sous-développés. **Après l'Article 16** (p. 1412) : soutient l'amendement n° 2 de M. Laurent Fabius : rejeté ; étendue du contrôle de la Cour des comptes ; (p. 1413) : soutient l'amendement n° 3 de M. Laurent Fabius ; rejeté ; moyens de la Cour des comptes ; détachement de ses membres ; (p. 1414) : soutient l'amendement n° 4 de M. Laurent Fabius ; rejeté ; soutient l'amendement n° 5 de M. Laurent Fabius ; retiré ; (p. 1415) : soutient l'amendement n° 6 de M. Laurent Fabius ; rejeté ; soutient l'amendement n° 7 de M. Laurent Fabius ; retiré ; soutient l'amendement n° 9 de M. Laurent Fabius ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1980] (p. 2721) : organisation du débat ; autosatisfaction du Gouvernement ; pression fiscale ; aide à l'investissement ; budget fondé sur une vieille conception libérale ; (p. 2722) : danger d'une évolution vers l'autoritarisme politique.

Première partie :

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Article 2** (*suite*) (p. 2808) : son amendement n° 162 : augmentation de la déduction forfaitaire pour les voyageurs-représentants de commerce ; rejeté par scrutin public ; [21 octobre 1980] : **Article 3** (*suite*) (p. 2901) : soutient l'amendement n° 30 de M. Laurent Fabius : affectation au budget des régions de production du produit de la majoration de la redevance des mines d'hydrocarbures ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 3** (p. 2907) : augmentation du chômage ; stagnation de l'investissement privé ; relèvement des profits ; déficit commercial ; nécessité d'accroître les dotations du FDES et des sociétés de développement régional ; (p. 2909) : soutient l'amendement n° 209 rectifié de M. Laurent Fabius : régime fiscal des titres vacances ; rejeté ; (p. 2910) : soutient l'amendement n° 32 de M. Laurent Fabius : exonérant les associations de la taxe sur les salaires lorsqu'elles

emploient moins de trois salarié ; rejeté. **Avant l'Article 4** (p. 2911) : soutient l'amendement n° 37 rectifié de M. Laurent Fabius : remboursement de la TVA aux associations ; rejeté ; (p. 2913) : soutient l'amendement n° 38 de M. Laurent Fabius : assujettissement au taux zéro de la TVA des produits alimentaires de première nécessité ; rejeté ; (p. 2914) : soutient l'amendement n° 39 de M. Laurent Fabius : perception au taux zéro de la TVA sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale ; rejeté ; (p. 2915) : son amendement n° 163 : réduction du taux de la TVA applicable aux voitures automobiles achetées par les représentants de commerce pour leur usage professionnel ; rejeté. **Après l'Article 4** (p. 2917) : soutient l'amendement n° 34 rectifié de M. Laurent Fabius : taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; rejeté. **Article 6** (p. 2918) : soutient l'amendement n° 41 de M. Jacques Lavédrine : portant à 13,62 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances. **Après l'Article 8** (p. 2923) : soutient l'amendement n° 35 de M. Laurent Fabius portant de 0,9 % à 1 % le taux de la participation patronale figurant à l'article L 313-1 du code de la construction et de l'habitation ; rejeté ; soutient l'amendement n° 42 de M. Christian Pierret : revalorisation du montant de la surtaxe perçue par les communes sur les eaux minérales ; rejeté ; (p. 2925) : soutient l'amendement n° 44 de M. Laurent Fabius : octroi aux taxis de 5.000 litres d'essence détaxée par an, gagé par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières exerçant leur activité en France ; adopté par scrutin public ; (p. 2927) : soutient l'amendement n° 47 de M. Laurent Fabius : suppression de l'anonymat des bons de caisse ; rejeté. **Article 11 : Explications de vote** (p. 2942) ; rappel du recours du groupe socialiste devant le Conseil d'Etat au sujet du vote de cet article l'année dernière ; refus du Gouvernement de discuter les propositions constructives du groupe socialiste ; vote hostile du groupe socialiste. **Seconde délibération. Article 8** *bis* (p. 2944) : abaissement du rôle du Parlement ; propos de M. Jacques Marette à ce sujet.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social. Budget annexe des journaux officiels. Examen des crédits [22 octobre 1980]. **Titre III** (p. 2997) : son amendement n° 58 : suppression des crédits consacrés aux dépenses diverses des fonds spéciaux à destination particulière ; rejeté.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3335) : problème de la chasse ; incompétence du Parlement européen ; attachement du groupe socialiste à la chasse démocratiquement exercée ; (p. 3336) : nécessité de dérogation à la directive communautaire concernant les espèces traditionnellement chassées dans le Sud-Ouest.

Agriculture. — BAPSA, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses en capital. **Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3616) : crise de l'agriculture française ; évolution satisfaisante de la production et de la balance extérieure mais diminution du revenu ; endettement des agriculteurs ; évolution divergente du prix des produits agricoles et de ceux des consommations intermédiaires ; évolution du prix de détail des produits alimentaires et du prix à la production ; politique de soutien artificiel des revenus ne constituant pas une politique agricole ; (p. 3617) : diminution des crédits d'équipement ; difficulté de la production porcine et des producteurs de fruits et légumes et des viticulteurs ; hydraulique agricole ; aide au remembrement ; effort en faveur du Sud-Ouest.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° **2053**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4454) : ultra-libéralisme du Gouvernement ; exemple de la diminution de la part de l'Etat dans le capital des banques nationalisées ; violation de la loi de 1973 qui exclut toute possibilité d'augmenter le capital des banques nationalisées par vente directe d'actions dans le public ; conditions d'affiliation à l'association française des banques. **Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B. Anciens combattants : Titre III** (p. 4463) : approuve l'amendement n° 18 de M. Lucien Villa ; caractère démagogique de certaines opérations de décentralisation. **Commerce et artisanat : Titre IV** (p. 4464) : soutient l'amendement n° 8 de M. Laurent Fabius : suppression d'un crédit destiné à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers industriels et commerciaux des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises ; adopté ; problème de l'indemnisation des petits porteurs impliqués dans l'affaire du sucre à la bourse de commerce en 1974 ; dénonce la procédure bud-

gétaire consistant à faire ratifier par le Parlement des affectations de crédit pour lesquelles il n'avait pas voté dans la loi de finances initiale. **Avant l'Article 11** (p. 4474) : son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 5 de la composition des finances : extension de la déduction du revenu imposable à toutes les dépenses relatives à des installations utilisant des formes d'énergies nouvelles ; rejeté ; (p. 4475) : soutient l'amendement n° 12 de M. Louis Besson : déductibilité du revenu imposable des sommes engagées pour permettre le maintien à domicile d'un ascendant, descendant ou d'un conjoint ou pour faire face à son placement dans un établissement sanitaire de long séjour ; rejeté ; (p. 4476) : coût pour les familles modestes de l'hospitalisation de longue durée ; attitude électoraliste du ministre du budget. **Après l'Article 12** (p. 4487) : soutient l'amendement n° 9 de M. Laurent Fabius : cumul des peines sanctionnant la fraude fiscale ; rejeté ; soutient l'amendement n° 10 de M. Laurent Fabius : instaurant une saisine automatique du tribunal correctionnel en matière de fraude fiscale ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 4488) : son amendement n° 36 : rappelant que les banques nationales et les sociétés centrales d'assurances ne peuvent procéder à aucune cession de leur capital ni à aucune augmentation de leur capital sans autorisation législative expresse ; rejeté ; (p. 4489) : violation de la loi de 1973 qui fait interdiction de vendre dans le public des actions de banques nationalisées.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Après l'Article 13** (p. 4653) : son amendement n° 155 : remboursement des fonds publics perçus par une entreprise au titre de l'indemnisation du chômage partiel si, dans les deux mois qui suivent, elle procède à des licenciements ; non soutenu.

— **Proposition de loi, adopté par le Sénat, tendant à faciliter les crédits à court terme aux entreprises** (n° **1893**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1980] (p. 4845) : échec de la lettre de change-relevé ; proposition ne conduisant qu'à une « réformette » ; absence de débat sur la structure bancaire de la France ; problème du crédit interentreprises et de ses effets inflationnistes ; longueur des délais de paiement en France ; création précipitée d'une caisse d'équipement des PME. **Discussion des articles** [11 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4847) : caractère « kafkaïen » des propositions du Gouvernement sur le plan juridique. **Article 2** (p. 4848) : problème de la faisabilité du protêt sur la base du bordereau sur lequel figurera une multitude de créances ; (p. 4850) : problème de la date apposée par le cessionnaire ; bordereau constituant une simple lettre de change non acceptée. **Article 5** (p. 4851) : proposition ne constituant qu'une « réformette ». **Après l'Article 8** (p. 4854) : approuve l'amendement n° 26 du Gouvernement. **Explications de vote** [11 décembre 1980] (p. 4855) : non-participation au vote du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4946) : déclin du Parlement et démagogie du Gouvernement ; regrette que l'article 40 de la Constitution ne soit applicable qu'aux propositions parlementaires ; (p. 4947) : financement inflationniste du projet ; répartition des aides au revenu injuste et mal étudiée ; cas des ménages de retraités actifs ; (p. 4948) : projet ne faisant pas réellement jouer la solidarité nationale ; présidence de la commission agricole du Parlement européen vendue par le Gouvernement contre l'élection de Mme Veil à la présidence du Parlement européen. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4975) : son amendement n° 7 : instauration d'un impôt annuel progressif sur les fortunes ; contribution exceptionnelle des gros exploitants agricoles ; rejeté par scrutin public. **Article 2** (p. 4978) : son amendement n° 8 : excluant des aides au revenu des agriculteurs dont les recettes ont excédé 1.500.000 F pour les années 1978-1979 à l'exclusion de ceux dont les recettes proviennent en totalité de l'élevage ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 4981) : son amendement n° 10 : présentation par le Gouvernement en annexe au projet de loi de finances pour 1982 d'un rapport sur l'exécution de la présente loi de finances rectificative ; retiré.

— **Fait personnel** [11 décembre 1980] (p. 4856) : inutilité du secrétariat d'Etat auprès du garde des sceaux.

EVIN (Claude)

Député de la Loire-Atlantique
(*6e circonscription*)
(*S*).
Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [3 avril 1978] (p. 1096, 1098), [2 avril 1979] (p. 2165), [2 avril 1980] (p. 87), [2 avril 1981] (p. 2).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Richard portant nationalisation de l'école supérieure des sciences économiques et commerciales (n° 1850) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Crépeau tendant à autoriser des radios locales et régionales dans le cadre du service public (n° 1914) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Besson permettant aux chômeurs de bénéficier de la réduction de 50 % sur le billet annuel SNCF dit de congés payés (n° 1215) [20 novembre 1980] (p. 4241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 21 mars 1981] (p. 834).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission de contrôle** parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués au secteur de la **construction** et de la **réparation navale** et sur la situation qui en résulte pour ce secteur (n° **565**) [2 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la **nationalisation du pont de Saint-Nazaire-Saint-Brévin** (n° **958**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à étendre **aux ayants droit de retraités du régime général le versement d'un capital décès** (n° **1255**) [28 juin 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'affaire dite **des écoutes du** *Canard enchaîné* (n° **1643**) [17 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de la construction navale** [24 mai 1978] (p. 1981) : inquiétudes des travailleurs de la construction navale après les déclarations du Premier ministre.

— **Situation de l'emploi dans la région de Saint-Nazaire** [25 avril 1979] (p. 3032) : Région de Saint-Nazaire en tête de la France pour le taux de chômage, en particulier dans la construction navale.

— **Situation sociale à la SNIAS de Saint-Nazaire** [5 décembre 1979] (p. 11265) : conflit des travailleurs de la SNIAS à Saint-Nazaire avec leur direction locale pour s'opposer à la politique du salaire au rendement ; nécessité d'engager des négociations sur le problème des boni ; la mise en place d'un plan de développement des structures industrielles et d'embauche pour répondre aux besoins de l'Airbus et de lever les sanctions touchant les responsables syndicaux.

— **Réduction du temps de travail** [25 juin 1980] (p. 2254) : lenteur des négociations entre les organisations syndicales et le patronat ; action du Gouvernement.

— **Situation de l'emploi dans le secteur automobile** [17 décembre 1980] (p. 4967) : licenciements dans l'industrie automobile ; augmentation du chômage.

• *question orale sans débat :*

— (n° 32360) : **Contrats de travail à durée déterminée** [20 juin 1980] (p. 2005) : progression des différentes formes d'emploi précaire ; exemple de la SNIAS ; (p. 2006) : situation défavorable du travailleur sous contrat à durée déterminée ; entreprises de travail temporaire.

• *question orale avec débat de :*

— **M. Guy Hermier** (n° **2279**) : **Construction navale** [2 juin 1978] (p. 2469) : incapacité du Gouvernement et de la majorité à trouver une solution aux problèmes de la construction et de la réparation navales ; contrôle des aides de l'Etat qui ne doivent pas se transformer en « pompes à finances » ; assurer une politique de diversification ; besoins de la pêche ; relance de la navigation fluviale ; développement d'accords maritimes bilatéraux ; le Plan Davignon ; (p. 2470) : problèmes des pavillons de complaisance.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale**

(n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1999) : aide sociale palliant les insuffisances de la sécurité sociale ; injustice de l'obligation alimentaire dissuadant certaines personnes âgées de recourir à l'aide sociale ; (p. 2000) : proposition de loi de M. André Boulloche tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire à l'occasion de l'attribution d'allocations d'aide sociale ; désordre résultant de la multiplicité des organes chargés de l'action en faveur du maintien à domicile des personnes âgées ; tendance du Gouvernement à se décharger de ses responsabilités sur les collectivités locales et les associations privées à but non lucratif en matière d'aide sociale ; proposition socialiste de créer des centres de santé intégrés.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5437) : approuve la généralisation territoriale des conseils de prud'hommes, l'extension de leur compétence à tous les conflits individuels, la modification du mode de scrutin et la protection des conseillers ; nécessité d'étendre la compétence des conseils aux conflits collectifs ; principe de la présentation des candidats aux élections prud'homales par les seules organisations syndicales représentatives ; (p. 5438) : nécessité d'un statut garantissant l'indépendance vis-à-vis des employeurs, la formation et la rémunération des conseillers des prud'hommes ; nécessité d'organiser la formation de bureaux de référés dans les conseils. **Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5514) : déclare devenu sans objet son amendement n° 176 : rédactionnel ; [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 511-4 du code du travail** (p. 5615) : son amendement n° 185 (suppression de l'article L 511-4 du code du travail relatif aux audiences foraines ; adopté. **Article premier : Article L 512-1 du code du travail** (p. 5617) : son amendement n° 185 : suppression de l'ar- n° 47 de la commission : présence de quatre représentants de chaque catégorie au sein du conseil des prud'hommes ; adopté. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail** (p. 5631) : son amendement n °197 : caractère automatique de l'inscription sur les listes électorales ; devient sans objet. **Article premier : Article L 513-3 du code du travail** (p. 5631) : son amendement n° 200 : abaissement de l'âge d'éligibilité à 21 ans ; retiré (p. 5632) ; **Article premier : Article L 513-3 du code du travail** (p. 5634) : son sous-amendement n° 198 à l'amendement n° 63 de la commission : information de l'employeur du choix réalisé en cas d'inscription personnelle ; adopté ; (p. 5636) : soutient l'amendement n° 203 de M. Raymond Forni : mise à la disposition des délégués du personnel et des fonctionnaires chargés du contrôle de l'emploi quinze jours avant leur dépôt de toutes les indications relatives à l'établissement des listes ; sans objet ; son sous-amendement n° 197 rectifié à l'amendement n° 63 de la commission : inscription par l'employeur ; rejeté. **Article premier : Article L 513-4 du code du travail** (p. 5647) : déclare devenu sans objet l'amendement n° 204 de M. Paul Quilès : suppression du texte proposé pour l'article L 513-4 du code du travail ; (p. 5648) : soutient le sous-amendement n° 205 de M. Paul Quilès à l'amendement n° 66 de la commission : proportionnalité entre le nombre d'élus cadres et d'électeurs cadres dans les conseils de prud'hommes ; devient sans objet ; son amendement n° 209 soutenu par M. Maurice Andrieu : organisation des élections prud'homales pendant le temps de travail sur ou près des lieux de travail ; rejeté (p. 5658). **Article premier : Article L. 514-1 du code du travail** (p. 5659) : soutient l'amendement n° 211 de M. Alain Richard : fixation à soixante jours du montant maximum d'autorisations d'absences accordées aux conseillers prud'hommes pendant leur mandat ; rejeté. **Article premier : Article L 514-5 du code du travail** (p. 5664) : son amendement n° 217 soutenu par M. François Massot : en cas de dissolution d'un conseil de prud'hommes, compétence d'un autre conseil désigné dans les conditions prévues à l'article L 514-3 ; devient sans objet. **Article premier : Article L 51-10-2 du code du travail** (p. 5672) : son amendement n° 228 : prise en charge par l'Etat des dépenses de formation des conseillers prud'hommes ; retiré. **Après l'Article 12** (p. 5682) : son amendement n° 233 : application de la loi dans les départements d'outre-mer ; adopté (p. 5682).

Explications de vote (p. 5685) : s'étonne de l'absence de généralisation territoriale à l'Alsace et à la Moselle ; refus de prendre en compte la plus forte moyenne plutôt que le plus fort reste ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. **Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6758) : croissance du budget du travail en raison du coût croissant du chômage ; augmentation dérisoire des effectifs du corps des inspecteurs du travail ; échec du premier pacte national pour l'emploi ; absence de contrôle sur l'utilisation des fonds distribués ; (p. 6759) : mobilité des industriels plutôt que des travailleurs ; aména-

gement du temps de travail ; mise en place d'une cinquième équipe obligatoire de travail posté ; réduction de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures ; mise en place d'un contrôle des travailleurs sur les licenciements et les réductions d'horaires.

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale.** [9 novembre 1978] (p. 7387) : absence de contrôle gouvernemental sur les subventions aux entreprises de construction navale ; proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués au secteur de la construction et de la réparation navales ; nécessité d'obliger les chantiers à développer une politique d'autofinancement ; insuffisance du nombre des carferries prévus pour la Corse ; demande des informations sur la reprise des sociétés du groupe Terrin ; (p. 7388) : menaces de liquidation du chantier de La Ciotat.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 4 : Article L 122-3-2 du code du travail** (p. 8849) : son amendement n° 28 soutenu par M. Louis Mexandeau : possibilité pour le salarié d'obtenir des dommages-intérêts ou d'être réintégré dans son emploi en cas de rupture jugée injustifiée d'un contrat de travail à durée déterminée ; rejeté. **Article 5** (p. 8851) : son amendement n° 29 soutenu par M. Jacques-Antoine Gau : faisant bénéficier des droits afférents au licenciement pour motif économique le salarié dont le contrat à durée déterminée n'est pas renouvelé pour raison économique ; rejeté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1696) : responsabilité du patronat et du Gouvernement dans la crise de surcapacité de production frappant la construction et la réparation navales ; critique le plan gouvernemental d'aide à la construction navale ; (p. 1697) : nécessité d'une politique industrielle comportant une planification à moyen terme des commandes maritimes ; nécessité d'une solution européenne à une crise de la construction navale ressentie dans toute l'Europe ; problème des pavillons de complaisance.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4705) : échec de la politique de concession des autoroutes à des groupes privés ; (p. 4706) : illégitimité des péages appliqués à des ouvrages constituant des lieux de passage obligés pour la population concernée, exemple du pont de Saint-Nazaire. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4716) : rançonnement dont sont victimes les usagers du pont de Saint-Nazaire ; (p. 4717) : soutient son amendement n° 12 : suppression de l'article premier *bis* ; rejeté ; hostilité des socialistes aux concessions passées entre l'Etat, les départements et les concessionnaires privés. **Article 3** (p. 4722) : soutient son amendement n° 16 : possibilité pour les conseils généraux qui décident l'institution de tarifs différents de récupérer tout ou partie du montant de la taxe professionnelle perçue par les collectivités locales du fait de l'ouvrage ; adopté. **Explications de vote** (p. 4724) : pas d'opposition du groupe socialiste au principe des péages mais seulement à la manière dont ils sont institués ; vote hostile du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 juin 1979]. **Article premier** *ter* (p. 5886) : soutient son amendement n° 7 : interdiction de percevoir un péage en cas de concession ; retiré ; racket des populations par les sociétés concessionnaires privées. **Explications de vote** (p. 5887) : opposition du groupe socialiste à toute notion de concession ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins** (n° **989**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article 4** (p. 4731) : son amendement n° 7 soutenu par M. Jean-Yves Le Drian : maintenant les droits à pension des veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire ; rejeté. **Article 6** : son amendement n° 8 soutenu par M. Louis Le Pensec : suppression de l'article 6 ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 4732) : son amendement n° 15 retiré par M. Jean-Yves Le Drian.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4950) : maintien des inégalités en France en matière de revenu, de rémunération et de responsabilité entre les hommes et les femmes ; (p. 4951) : en matière de formation professionnelle et d'emploi ; cumul des inégalités aux dépens de certaines classes sociales. **Explications de vote** [30 juin 1979] (p. 5914) : caractère non démocratique de l'élaboration du Plan ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [29 juin 1979]. **Article unique** (p. 5879) : soutient l'amendement n° 2 de M. Alain Hautecœur : prolongeant jusqu'au 1^er^ jan-

vier 1984 la période transitoire où la multi-postulation est autorisée ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [30 juin 1979] (p. 5921) : politique des pactes pour l'emploi inadaptée aux problèmes du chômage des jeunes ; (p. 5922) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8807) : problème de la construction et de la réparation navales ; dégradation de la situation de la flotte de commerce ; désorganisation des bureaux d'études des chantiers navals ; réclame un contrôle plus strict de l'aide accordée à la construction navale : (p. 8808) : commandes indispensables pouvant relancer la construction navale : remorqueurs de haute mer, dragues, matériel de ports ; nécessité d'élargir la vocation des chantiers navals à d'autres activités ; crise de la réparation navale.

Travail et participation - Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8935) : les crédits pour le fonds national du chômage absorbent plus de 74 % de l'augmentation du budget ; (p. 8936) : 12,4 % de chômeurs supplémentaires en un an ; multiplication des contrats à durée déterminée ; carence des réformes structurelles ; inadaptation de la formation à l'emploi ; insuffisance de la formation continue ; diminution des dotations pour le congé de formation ; moyens insuffisants pour l'ANPE ; critique les pactes pour l'emploi qui profitent essentiellement au patronat et permettent de substantiels profits pour les entreprises ; (p. 8937) : refus des négociations par le Gouvernement ; caractère structurel de la crise de l'emploi.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10484) : problème démographique ; baisse de la fécondité, vieillissement de la population ; le coup d'arrêt donné à l'immigration supprime un élément important de la compensation de la baisse de la fécondité ; (p. 10485) : diffusion des méthodes contraceptives sans incidence sur la baisse de la fécondité ; insuffisance des équipements collectifs ; effets de l'évolution démographique actuelle de la France sur les retraités, sur l'emploi, sur le taux d'équipement en infrastructures ; sondage faisant apparaître que les Français ne veulent pas d'une intervention nataliste de l'Etat.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 601) : oppose la question préalable ; (p. 602) : autogestion ; bas salaires ; politique du patronat vis-à-vis des organisations syndicales ; nécessité de garanties accrues pour l'exercice du droit syndical ; aspiration à plus de démocratie dans l'entreprise ; nécessité de moyens nouveaux pour les organisations représentatives pour diffuser les informations aux travailleurs ; extension des droits des comités d'entreprise au collège des délégués du personnel dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; (p. 603) : question préalable rejetée au scrutin public n° 370. **Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Avant l'Article 20** (p. 667) : son amendement n° 56 : droit des sections syndicales ; rejeté ; son amendement n° 57 : extension des pouvoirs des comités d'entreprise ; rejeté. **Après l'Article 20** (p. 670) : son amendement n° 58 : pouvoirs du comité d'entreprise ; rejeté. **Explications de vote** [23 avril 1980] (p. 675) : atteinte au droit syndical ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 935) : inégalité dans le travail entre la femme et l'homme ; (p. 936) : quotient familial ; revenu minimum familial ; cas des non-salariés ; seuil du troisième enfant.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation, rapporteur pour avis suppléant de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour les travailleurs immigrés. **Discussion générale** [27 octobre 1980] (p. 3135) : supplée M. Derosier : stabilisation de la population active étrangère installée en France ; diminution des crédits d'intervention destinés aux travailleurs immigrés ; problème du respect des accords signés à Alger en septembre 1980 ; (p. 3136) : conditions de financement de l'aide au retour en 1981 ; (p. 3138) : chômage plus élevé en France que dans d'autres pays frappés par la crise ; (p. 3139) : diminution du nombre des chômeurs indemnisés ; insuffisance des moyens de l'ANPE ; dénonce la distinction chômeurs-demandeurs d'emploi ; extension du travail intérimaire et des contrats à durée déterminée ; lien entre l'investissement et l'emploi ; propositions

socialistes en matière d'emploi ; (p. 3140) : rôle des collectivités locales ; création d'emplois dans les PME ; réduction du temps de travail.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3989) : pose une question au nom de M. Pierre Jagoret : dotation de la société nationale de sauvetage en mer ; (p. 3990) : augmentation du besoin de financement des réseaux de transports collectifs urbains ; refus du Gouvernement d'abaisser le seuil de population à partir duquel le versement transport peut être institué ; possibilité d'affecter au financement des transports collectifs une partie du produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; (p. 3993) : crise de la construction navale ; diminution de l'aide de l'Etat ; nécessité d'une prise de participation de l'Etat dans les groupes contrôlant les chantiers navals ; (p. 3994) : réduction d'effectifs prévue par le rapport Davignon ; projet de regroupement des chantiers de construction. **Examen des crédits** [15 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4009) : son amendement n° 209 : présentation par le Gouvernement d'un rapport relatif aux modalités actuelles du financement des transports urbains de voyageurs ; rejeté ; (p. 4011) : son amendement n° 213 : présentation par le Gouvernement d'un rapport faisant le bilan de la situation des ports maritimes français ; retiré ; insuffisance des crédits d'équipement des ports maritimes ; exemple du port de Nantes - Saint-Nazaire ; importance économique des ports maritimes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4329) : problème de l'aménagement du temps de travail ; aspiration des travailleurs à une meilleure qualité de la vie ; montée rapide du chômage posant le problème d'une répartition différente du travail entre tous les actifs potentiels ; projet n'aboutissant pas à un nouvel aménagement du temps de travail mais visant seulement à répondre aux besoins des employeurs ; déclin du droit du travail ; multiplication des catégories de salariés ; réalité de l'aspiration au travail à temps partiel ; (p. 4330) : travail à temps partiel constituant une mauvaise solution aux difficultés du chômage. **Discussion des articles** [25 novembre 1980] : **Article premier** (p. 4343) : travail à temps partiel n'étant qu'un aspect de l'aménagement du temps de travail ; négociations se déroulant, à ce sujet, entre les partenaires sociaux ; [26 novembre 1980] : **Article 2 : Article L 212-4-3 du code du travail** (p. 4362) : propos scandaleux du ministre du travail portant atteinte à la représentation syndicale ; **Article 2 *bis*** (p. 4368) : s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission ; nécessité d'informer les comités d'entreprise de l'évolution du travail à temps partiel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4399) : accroissement de la domination patronale dans les entreprises ; insuffisance de la politique de prévention des accidents du travail ; pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; absence dans le droit de 1980 de règle imposant la réinsertion des salariés victimes d'accident du travail au sein de leur propre entreprise ; projet n'offrant aucune garantie aux salariés plus gravement atteints ; nécessité d'accorder le bénéfice de la loi aux victimes d'accident de trajet ; projet conservant la possibilité de licencier des mutilés handicapés ; (p. 4400) : cas des salariés accidentés titulaires de contrats répétitifs à durée déterminée. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-32-1 du code du travail** (p. 4410) : son amendement n° 36 : intégration parmi les bénéficiaires de la loi des travailleurs victimes d'un accident de trajet ; rejeté par scrutin public ; (p. 4411) : assimilation par le législateur de l'accident du travail au regard de la sécurité sociale ; son amendement n° 37 : accordant aux salariés victimes d'un accident du travail une priorité en matière d'accès aux actions de formation professionnelle ; adopté. **Article L 122-32-2 du code du travail** (p. 4412) : son amendement n° 38 : suppression de la possibilité pour l'employeur de résilier le contrat de travail en raison de l'impossibilité où il se trouve de le maintenir pour un motif non lié à l'accident ou à la maladie ; rejeté. **Article L 122-32-5 du code du travail** (p. 4414) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Gilbert Gantier qui viderait le projet de toute sa substance ; s'oppose à l'amendement n° 18 corrigé de la commission ; insuffisance des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; (p. 4415) : son amendement n° 40 : mise à la charge de l'employeur des frais nécessaires en cas de mutation ; rejeté ; (p. 4416) : son amendement n° 39 : accord obligatoire de l'autorité administrative compétente pour le licenciement ; rejeté. **Explications de vote** [26 novembre 1980] (p. 4420) : vote hostile du groupe socialiste.

EYMARD-DUVERNAY (Claude)

Député de la Seine-et-Marne
(4e circonscription)
(App. RPR).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Alain Peyrefitte, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATION

Membre de la commision des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146), [*J.O. d*u 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTION

• *question au Gouvernement :*

— **Convention entre la sécurité sociale et les médecins** [21 mai 1980] (p. 1130).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4053) : couverture sociale des malades en long et moyen séjour ; (p. 4059) : pose une question au nom de M. Daniel Goulet ; difficultés des petits établissements hospitaliers en milieu rural ; (p. 4060) : exemple de l'hôpital de Sées dans l'Orne.

F

FABIUS (Laurent)

Député de la Seine-Maritime
(2e circonscription)
(S).

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Santé et sécurité sociale : Sécurité sociale) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560) **budgets civils. — Annexe n° 30 : Santé et famille - Sécurité sociale** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 30 : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** - (fascicule budgétaire : travail et santé) (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** portant réforme du régime des **droits de succession** (n° **1421**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à créer une commission d'enquête **sur les conséquences de tous ordres qu'entraînerait une conteneurisation du transport des bananes entre les Antilles françaises et la France métropolitaine** (n° **1512**) [19 décembre 1979].

— **Proposition de loi** visant à faciliter la **création des commissions d'enquête et des commissions de contrôle et à donner un caractère public à leurs auditions** (n° **1530**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** portant extension de l'**abattement de 20 %** prévu pour les traitements, salaires et pensions à l'ensemble des

autres revenus tirés d'une activité professionnelle, quelles que soient la nature et la forme juridique de l'exploitation (salaire fiscal) (n° **1662**) [25 avril 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à modifier et à compléter le **règlement de l'Assemblée nationale** en ce qui concerne les modalités d'examen de la **recevabilité des amendements** au regard des dispositions de l'article 40 de la Constitution et de la loi organique sur les lois de finances (n° **1680**) [30 avril 1980].

— **Proposition de loi** portant création d'un **impôt sur la fortune** (n° **1706**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier, préciser et compléter les dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **1718**) [14 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 32 : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser l'**usage d'émetteurs radio-électriques** sur la bande de fréquence de 27 MHz (n° **2222**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Hausse des prix** [28 juin 1978] (p. 3599, 3600) : aggravation de l'inflation depuis les élections.

— **Conditions dans lesquelles se déroule la campagne pour les élections européennes** [9 mai 1979] (p. 3540) : inégalité entre les formations politiques pour la campagne des élections européennes ; soutien disproportionné dont bénéficie la liste Barre-Veil.

— **Suite de plusieurs affaires récentes** [7 novembre 1979] (p. 9542) : disparition de M. Robert Boulin, ministre du travail ; devoir des parlementaires socialistes d'être les interprètes des interrogations montant de toutes parts dans le pays ; obscurité des motifs, circonstances et conditions exactes du décès de M. Boulin ; le Premier ministre est-il prêt à rechercher la vérité ? Fera-t-on justice des fausses accusations portées contre la presse ? La « France des scandales » ; mise en cause des plus hauts responsables de l'Etat sans que des réponses convaincantes aient été apportées ; crise morale des Français devant la désagrégation de l'Etat.

— **Interdiction d'une manifestation sur les droits de l'homme le 1er mai 1980** [7 mai 1980] (p. 926).

— **Indice des prix et causes de l'inflation** [28 mai 1980] (p. 1336).

— **Taux de l'inflation** [26 novembre 1980] (p. 4382) : hausse des prix de 14 % ; incidence de la hausse du pétrole de 3 %.

— **Rachat du groupe Hachette par Matra** [10 décembre 1980] (p. 4804) : conséquences de cette nouvelle concentration pour la presse, la distribution, la radio, la télévision, le satellites, la télématique et éditions.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **15210**) : **Situation des caisses d'épargne** [20 avril 1979] (p. 2914, 2915) : volonté de la direction de supprimer le statut du personnel pour le remplacer par une convention collective ; faible rémunération de l'épargne populaire ; détournement des fonds collectés ; nécessaire démocratisation des conseils d'administration.

— (n° **32327**) : **Construction du CES de Cléon** [20 juin 1980] (p. 2003) : sous-scolarisation de la Haute-Normandie ; rôle de l'établissement public régional ; diminution des dotations ministérielles pour les constructions scolaires du deuxième degré.

— (n° **36090**) : **Procédure d'expulsion à l'encontre d'un journaliste étranger** [3 octobre 1980] (p. 2562) : expulsion de M. Simon Malley, directeur général de la revue *Afrique-Asie ;* devoir de réserve qui s'impose à tout étranger ; (p. 2563) : arrêt du conseil d'Etat du 13 mai 1977 ; liberté d'expression des journalistes étrangers et des journalistes français.

— (n° **39049**) : **Entreprise Eclair-Prestil** [28 novembre 1980] (p. 4503) : licenciement annoncé par la direction ; refus des représentants du personnel ; transfert de production hors de France.

INTERVENTIONS

—**Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au fonds monétaire international** (n° 7). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1165) : le refus du déssaisissement du Parlement ; l'ambiguïté des votes favorables au projet ; (p. 1166) : le refus d'un système fondé sur les « 3 D » ; désordre monétaire, démission de la France, domination des Etats-Unis ; l'abandon par le Gouvernement des positions françaises traditionnelles ; le refus de participer au vote d'un projet tronqué.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° 255). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2807) : oppose la question préalable ; caractère inégalitaire de la fiscalité française ; inapplicabilité de la loi de 1976 ; insuffisance du texte en discussion ; importance de la fraude fiscale, inégalité entre fiscalité du travail et fiscalité du capital, déséquilibre entre fiscalité centrale et fiscalité locale ; fiscalité des entreprises ; injustice de la taxation forfaitaire, de la dégressivité et du système de seuil établi par la loi ; caractère dérisoire du produit de la taxation des plus-values mobilières : 100 millions ; responsabilité du Gouvernement actuel dans l'adoption de la loi de 1976 ; (p. 2808) : justification du dépôt simultané d'une question préalable et d'amendements ; proposition socialiste de taxation des grandes fortunes et des plus-values ou barème de l'impôt sur le revenu ; fiscalité française, fiscalité de classes ; injustice de la taxation des entreprises ; (p. 2811) : rejeté par scrutin public. **Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Après l'Article premier** (p. 2885) : son amendement n° 62 soutenu par M. Christian Pierret : taxation à l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées à l'occasion d'opérations de change manuel de devises étrangères ; (p. 2886) : **Article 2** (p. 2891) : son sous-amendement n° 58 à l'amendement n° 22 de la commission, soutenu par M. Christian Pierret : révision annuelle du seuil d'imposition au plus égale au taux de révision appliqué aux trois plus hautes tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; (p. 2892) : rejeté. **Article 3** (p. 2894) : son sous-amendement n° 63 à l'amendemnt n° 39 de M. Combrisson soutenu par M. Christian Pierret : fixation d'un montant minimum et maximum pour l'atténuation de l'impôt sur le revenu résultant de la prise en compte des enfants à charge ; rejeté ; (p. 2895) : son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 39 soutenu par M. Christian Pierret : remplacement de la déduction pour frais de garde par un crédit d'impôt calculé par enfant ; rejeté ; son amendement n° 65 soutenu par M. Christian Pierret : soumission à l'impôt sur le revenu des produits nets visés à l'article 2 ; rejeté. **Article 4** : (p. 2986) : son amendement de suppression n° 66 soutenu par M. Christian Nucci ; rejeté. **Article 6** (p. 2905) : son amendement n° 67 : soumission des produits nets de cession à l'impôt sur le revenu dans les conditions du droit commun ; rejeté. **Article 10** (p. 2910) : ses sous-amendements n° 70 à l'amendement n° 33 de la commission et n° 84 à l'amendement n° 82 du Gouvernement, identiques : substitution de l'indice de l'évolution boursière de l'INSEE à celui de la compagnie des agents de change ; incompétence de la compagnie des agents de change pour fixer l'assiette de l'impôt ; avantages du choix de l'indice de l'INSEE ; sous-amendement n° 70 rejeté ; (p. 2912) : sous-amendement n° 84 rejeté au scrutin public. **Explications de vote** (p. 2918) : vote hostile du groupe socialiste sur le projet ; réorganisation des privilèges opérée par le texte ; (p. 2919) : attitude de la majorité ; insuffisance des rentrées fiscales attendues de cette taxation. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [28 juin 1978] (p. 3604) : caractère inacceptable de la détermination de la valeur d'entrée par des cours du mois de décembre prochain qui sont inconnus ; conséquence : encouragement à la spéculation boursière.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2297) : écart entre le déficit budgétaire et le déficit réalisé ; écart entre les prévisions économiques et la réalité : taux de croissance de 4,5 % non respecté, hausse des prix de 10 % au lieu de 7,5 % prévu ; échec de la relance de 1975 par l'investissement ; proposition socialiste d'une relance sélective par la consommation ; l'échec de la gauche n'est pas une approbation de la politique du Gouvernement ; bilan du pacte pour l'emploi des jeunes : absence de garanties d'emploi durable ; embauche dans les branches où l'emploi est instable ; (p. 2298) : diminution du nombre des vacataires recrutés ; incompatibilité de l'abaissement du chômage et du rétablissement de l'équilibre des échanges extérieurs ; financement du collectif ; caractère inacceptable de l'augmentation du prix de l'essence, amputation de 50 % de la contribution du budget de la France aux logements des travailleurs immigrés due à la réduction de la cotisation patronale de 1 % en faveur du logement ; absence de substituabilité entre les emplois des travailleurs immigrés et ceux des travailleurs français ; refus par les socialistes de l'aggravation de la politique antisociale du Gouvernement traduite par le collectif : allégement des charges du capital et alourdissement de celles du travail. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2366) : l'abstention du groupe socialiste dans le vote sur l'amendement n° 23 de M. Roger Combrisson. **Article premier** (p. 2367) : son amendement de suppression n° 3 soutenu par M. Christian Pierret ; (p. 2368) : rejeté. **Article 2** (p. 2372) : réunion prévue de la commission des comptes de la nation pour réviser les prévisions ; caractère prématuré de la fixation du taux de majoration de 8 % prévu par l'amendement du Gouvernement ; soutient son amendement n° 4 et l'amendement n° 11 identique de la commis-

sion : exonération des entreprises employant moins de dix salariés ; non-participation des employeurs employant moins de dix salariés à l'effort de construction dont la diminution compense l'augmentation de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage ; volonté du groupe socialiste de défendre les intérêts des PME ; maintient son amendement n° 4 ; (p. 2374) : rejeté. **Article 3** (p. 2378) : son amendement n° 5 : fixation à 2 % du taux de participation des employeurs à la formation professionnelle ; (p. 2379) : rejeté ; (p. 2380) : son amendement n° 6 : interdiction d'mputer le versement de 0,2 % sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; rejeté. **Explications de vote** (p. 2407, 2408) : insuffisance des mesures proposées face à la gravité de la situation notamment en matière d'emploi des jeunes ; attitude négative du Gouvernement et de la majorité lors de la discussion des amendements ; attitude équivoque de la majorité critiquant la politique gouvernementale et se ralliant à elle au moment des votes ; hostilité du groupe socialiste au projet. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3151) : refus de la présence de l'opposition au sein de la CMP ; (p. 3152) : limitation de l'opposition au poste de suppléant ; suppression de la publication des données corrigées des variations saisonnières pour le chômage ; refus de la négociation pratiqué dans de nombreuses entreprises ; limitation de la durée d'application de l'article 4 par la CMP ; utilisation des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction consacrée essentiellement au logement social ; insuffisance de financement de l'UNIL de 875 millions de francs ; conséquences : impossibilité de gérer le secteur du logement social et du logement des immigrés ; impossibilité de respecter les contrats passés par l'UNIL avec l'Etat et de financer les prêts accordés par l'UNIL ; (p. 3153) : insuffisance de financement de l'UNIL.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1978] (p. 3635) : urgence d'un rapport sur la situation financière des collectivités locales et sur l'utilisation des crédits publics.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1978] (p. 5981) : budget de classe ; taux de croissance retenu par le budget implique 100.000 à 200.000 chômeurs supplémentaires en 1979 ; persistance de l'inflation ; accroissement du déficit budgétaire ; (p. 5982) : déficit de la sécurité sociale ; équilibre extérieur et tenue du franc dus à la stagnation intérieure ; les inégalités, cause principale de l'inflation ; échec du Gouvernement dû à l'accroissement des profits qui ne créeent pas d'investissements, à la spécialisation internationale et à la régression du service public ; (p. 5983) : absence de plan ; politique à courte vue en matière de démographie, de recherche ; diminution de crédits civils ; non-respect de la loi de programmation militaire et du programme de Blois ; proposition socialiste ; création d'un impôt sur le capital des sociétés et d'un impôt sur les grandes fortunes ; diminution de l'impôt sur le revenu des moins favorisés ; suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ; interdiction des chèques au porteur ; réduction à 35 heures de la durée du travail sans diminution du salaire ; (p. 5984) : possibilité d'une nouvelle croissance ; responsabilité du Président de la République dans les échecs du Gouvernement ; victoire de la gauche dans les élections partielles ; (p. 5997) : critique l'aspect subi et non voulu du déficit budgétaire. **Discussion des articles** [12 octobre 1978] : **Avant l'Article 2** (p. 6002) : soutient son amendement n° 86 : instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé et au secteur public prenant pour assiette l'actif net de ces sociétés ; risque de suraccumulation de capital aboutissant à la réduction de l'emploi ; nécessité d'un impôt sur le capital à taux modéré ; demande un scrutin public sur son amendement n° 86 ; rejeté ; (p. 6003) : soutient son amendement n° 85 : instauration d'un impôt annuel et progressif sur la fortune des personnes physiques ; inégalité trop importante des revenus et des patrimoines en France ; demande un scrutin public sur son amendement n° 85 ; (p. 6005) : hypocrisie de la majorité refusant toutes mesures concrètes conduisant à l'impôt sur la fortune ; amendement n° 85 rejeté ; soutient son amendement n° 87 : taxation à l'impôt sur le revenu du profit des placements en valeurs mobilières effectuées en vertu d'engagements d'épargne à long terme, taxation des dividendes versés par les sociétés immobilières d'investissements et les sociétés immobilières de gestion ; (p. 6006) : rejeté. **Article 2** (p. 6008) : soutient son amendement n° 134 : revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu ; limitation de l'atténuation d'impôt résultant du quotient familial ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; (p. 6009) : reprend à son compte, au nom du groupe socialiste, l'amendement n° 6 de la commission des finances retiré par M. Fernand Icart ; adopté ; [13 octobre 1978] : **Article 2** *(suite)* (p. 6075) : soutient son amendement n° 89 : régime fiscal des dirigeants des sociétés ; rejeté ; (p. 6076) : soutient son amendement n° 90 : remplacement de la déduction pour frais de garde par un crédit d'impôt calculé par enfant ; rejeté ; (p. 6079) : son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 135

de M. Joseph Franceschi : modification du gage de l'amendement n° 135 ; institution d'une taxe par formule de chèque non barré d'avance; (p. 6080) : adopté. **Après l'Article 2** (p. 6082) : soutient son amendement n° 91 : exonération d'impôt sur le revenu des titres-vacances gagée par la suppression de la provision pour reconstitution de gisements ; rejeté ; (p. 6083) : sur l'amendement n° 133 de M. Lucien Neuwirth : approuve cet amendement en raison de la nécessité d'aider la vie associative ; soutient son amendement n° 136 : déduction du revenu imposable des sommes versées par un conjoint divorcé pour l'entretien des enfants gagée par la réduction de moitié des taux de déduction forfaitaires sur le revenu foncier ; rejeté. **Avant l'Article 4** (p. 6085) : affirme que le gage proposé par l'amendement n° 137 de M. Joseph Franceschi concerne les bateaux de plaisance et non les contrats d'assurance automobile. **Avant l'Article 5** (p. 6086) : soutient son amendement n° 92 : limitation de la déduction des intérêts des prêts contractés pour la construction d'immeubles ; rejeté. **Article 5** (p. 6087) : soutient son amendement n° 93 : suppression des déductions forfaitaires prévues à l'article 5 ; rejeté. **Article 6** (p. 6088) : soutient son amendement n° 197 : établissement d'un système de crédit d'impôts pour la déduction fiscale au titre de l'assurance vie ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 6089) : soutient son amendement n° 199 : exonération temporaire de l'impôt sur le revenu pour les exploitants agricoles débutants et taxation des bénéfices élevés réalisés par les grandes exploitations ; (p. 6090) : rejeté ; [17 octobre 1978] : **Avant l'Article 11** (p. 6119) : soutient son amendement n° 140 : taux zéro de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité gagé par la suppression du titre I du texte relatif à l'orientation de l'épargne ; possibilité de procéder à des déductions avec une TVA au taux zéro ; rejeté. **Article 13** (p. 6129) : adoption de l'article 13 risquant d'ouvrir la porte à des exonérations fiscales injustifiées pour les sociétés d'économie mixte. **Avant l'Article 14** (p. 6131) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : suppression du système de l'amortissement dégressif sauf pour les investissements encouragés par le plan ; (p. 6132) : cite le rapport Delmas Marsalet affirmant que le régime actuel d'amortissement offre aux entreprises des possibilités supérieures aux nécessités de renouvellement du matériel ; (p. 6133) : rejeté. **Avant l'Article 14** (*suite*) (p. 6134) : son amendement n° 98 : limitation de la rémunération des charges des associés au taux applicable aux bons du Trésor ; rejeté ; (p. 6140) : son amendement n° 99 : limitation des déductions possibles pour les dépenses engagées pour les réunions des membres du personnel extérieures à l'entreprise ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 100 : suppression de la déductibilité des frais de restaurant ; limitation des déductions pour frais de voyage ; rejeté au scrutin public ; (p. 6141) : son amendement n° 101 : exclusion de certaines dépenses somptuaires des frais généraux ; rejeté au scrutin public ; (p. 6142) : soutient également l'amendement n° 16 de la commission : obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport d'exécution de l'article 3 de la loi du 13 septembre 1975 relative à l'aménagement des charges sociales ; nécessité de modifier l'assiette de cotisations sociales ; adopté ; système actuel de cotisations sociales pénalise l'emploi ; possibilité d'asseoir les cotisations sur la valeur ajoutée. **Article 14** (p. 6143) : son amendement n° 102 de suppression ; s'oppose à l'abrogation rétroactive des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en 1976 limitant la progression des frais généraux déductibles en 1977 ; risque inflationniste d'une telle mesure ; rejeté. **Avant l'Article 7** (p. 6146) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : abaissement du seuil en deçà duquel le prélèvement de la taxe pour le financement des transports en commun n'est pas autorisé ; (p. 6147) : rejeté. **Article 17** (p. 6150) : son amendement n° 103 soutenu par M. Paul Quilès : modification du barème de la taxe intérieure sur le mélange de butane-propane ; (p. 6151) : rejeté. **Article 25** (p. 6164) : son amendement n° 104 : portant à 2 % le taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; (p. 6165) : rejeté. **Après l'article 25** (p. 6166) : son amendement n° 106 : enjoignant au Gouvernement d'adresser au Parlement le rapport établi à la demande du Premier ministre sur la protection de l'épargne populaire contre l'inflation ; cite la lettre du 16 novembre 1976 par laquelle le Président de la République demande l'étude d'un système de protection de l'épargne populaire ; amendement n° 106 déclaré irrecevable ; (p. 6167) : son amendement n° 102 : augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances ; suppression de l'avoir fiscal ; institution d'un nouveau prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne ; rejeté. **Article 29** (p. 6169) : son amendement n° 107 : fixation du montant du prélèvement visé à l'article 29 avec le concours du comité du fonds d'action locale ; calcul du montant de ce prélèvement selon les règles applicables au VRTS chaque fois que ce système est plus favorable aux collectivités locales ; (p. 6170) : risque de voir les collectivités locales désavantagées par un nouveau système si le produit de la TVA se met à progresser moins vite que les salaires ;

amendement n° 107 rejeté. **Article 7** *(suite)* (p. 6182) : son amendement n° 95 : portant à 23.000 F la limite des déductions du salaire du conjoint de l'exploitant ; augmentation de la taxe sur les véhicules de sociétés ; insuffisante prise en compte des problèmes posés par les femmes d'exploitants ; rejeté. **Article 34** (p. 6193) : refus de la plus grande partie des propositions de l'opposition ; confirmation du caractère de classe du budget.

Deuxième partie :

Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et famille,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la sécurité sociale. **Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6838) : aggravation des conditions de travail des personnels de la sécurité sociale ; insuffisance des concours de l'Etat aux organismes de sécurité sociale ; (p. 6839) : natalité insuffisante pour assurer le renouvellement de la population française ; généralisation imparfaite de la sécurité sociale et harmonisation limitée aux allocations familiales ; s'oppose à l'inclusion du montant des indemnités journalières dans le revenu imposable ; insuffisance des prestations familiales ; caractère dérisoire du minimum vieillesse ; insuffisance des réformes accomplies en matière d'abaissement de l'âge de la retraite ; caractère dérisoire des mesures gouvernementales visant à améliorer la situation financière de la sécurité sociale ; causes du déséquilibre financier de la sécurité sociale : aggravation de la crise économique, charges indues, problème du plafonnement ou du déplafonnement des cotisations sociales, assiette des cotisations sociales ; huit observations adoptées par la commission des finances.

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7957) : estime à 60 ou 80 milliards le montant de la fraude fiscale en France ; (p. 7958) : timidité de l'action de lutte contre la fraude fiscale menée par le Gouvernement ; réclame l'institution d'un impôt sur les grandes fortunes qui permettrait de contrôler plus efficacement la fraude fiscale ; annonce le vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement de M. Jacques Marette : propose la lever de l'anonymat des bons du Trésor ; nécessité d'un accroissement des effectifs de la direction générale des impôts ; (p. 7959) : création d'un seul emploi de vérificateur par département en 1979 ; (p. 7961) : maintient que 90 nouveaux emplois seulement sont affectés au contrôle fiscal.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 63** (p. 7995) : son amendement n° 238 : suppression de l'article 63 ; disposition contraire à l'engagement du Gouvernement de ne pas augmenter la pression fiscale ; non-application de l'article 63 aux tavailleurs les plus aisés en raison du plafond des indemnités journalières ; taux modéré d'absentéisme en France ; son amendement de repli affectant le produit de l'impôt versé au titre de l'article 63 à la sécurité sociale ; rejeté ; (p. 7997) : son amendement n° 324 : réduction du taux de la TVA sur les médicaments financée par les recettes supplémentaires de la sécurité sociale dues à l'application de l'article 63 ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. **Article 65** (p. 8001) : **rappel au règlement** : non-respect du règlement par le vote commun sur l'amendement n° 303 rectifié de M. Henri Ginoux et sur le sous-amendement n° 371 à cet amendement de M. Roland Nungesser. **Avant l'Article 67** (p. 8004) : son amendement n° 326 soutenu par M. Claude Wilquin : portant à dix ans le délai de construction d'immeubles locatifs donnant droit à exonération du paiement de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement pour les collectivités publiques gagé par l'augmentation de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux et les objets d'art ; rejeté. **Avant l'Article 71** (p. 8009) : vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 284, deuxième rectification de M. Jacques Marette tendant à supprimer l'anonymat des bons de caisse et des bons du Trésor. **Article 71** (p. 8011) : son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 182 de la commission soutenu par M. Henri Emmanuelli : gratuité des formules de chèques portant photographie du titulaire du compte ; repoussé ; son sous-amendement n° 374 à l'amendement n° 182 de la commission soutenu par M. Henri Emmanuelli : suppression des chèques au porteur ; repoussé ; son amendement n° 240 : contrôle des personnes auxquelles sont délivrées des formules de chèques non barrés ; devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 183 de la commission des finances : possibilité pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant un faible revenu de transmettre les chèques par endossement ; (p. 8012) : rejeté. **Après l'Article 73** (p. 8017) : son amendement n° 248 soutenu par M. Martin Malvy : information des membres du Parlement par une actualisation des soldes budgétaires compte tenu des dépenses votées et des dépenses annoncées ; rejeté ; (p. 8018) : son amendement n° 249 soutenu par M. Claude Michel : information du Parlement sur le nombre et le montant des recettes fiscales et leur modalité de calcul ; retiré.

Explications de vote sur l'ensemble [17 novembre 1978] (p. 8044) : conditions de

travail déplorables du Parlement ; insuffisance de l'effort accompli en faveur de l'emploi ; (p. 8045) : recettes de l'Etat fournies pour l'essentiel par les salariés et les consommateurs ; indécence de l'emploi de la procédure du vote bloqué à propos de la peine de mort ; intolérance de la majorité à l'égard des propositions de l'opposition notamment en matière de justice fiscale ; vote hostile du groupe socialiste. **Commission mixte paritaire** [14 décembre 1978] (p. 9413) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [13 octobre 1978] (p. 6089) : respect de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, dans la présentation des documents budgétaires du ministère de la culture et de la communication et du ministère de l'environnement et du cadre de vie.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des Communautés européennes du 17 mai 1977** (n° **599**). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1978] (p. 8574) : sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer, souhaite que le Gouvernement français adopte la pratique des gouvernements danois, britannique ou néerlandais consultant leur Parlement avant d'arrêter des directives ou des règlements européens ; vote favorable du groupe socialiste sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean Foyer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735 et 749**). **Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8899) : « politique de Tartarin » menée par le Gouvernement en ce qui concerne la hausse des prix, la croissance, le déficit budgétaire ; (p. 8900) : revirement du RPR sur l'adaptation de la législation française à la sixième directive européenne ; (p. 8901) : position socialiste sur l'Europe : « tout le traité de Rome, rien que le traité » ; absence de consultation du Parlement sur le système monétaire européen ; déficit budgétaire de 35 à 40 milliards de francs ; 110 milliards de déficit en quatre ans ; dispositions concernant les agriculteurs ; absence de réforme profonde du système d'indemnisation des calamités agricoles ; menaces pesant sur le crédit agricole mutuel. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8962) : vote favorable des socialistes sur l'amendement n° 13 de Mme Jacqueline Chonavel. **Après l'Article 2** (p. 8963) : son amendement n° 2 : suppression de la notion de chef de famille pour mettre fin à l'inégalité de l'homme et de la femme au regard de l'impôt ; rejeté au scrutin public ; (p. 8966) : son amendement n° 31 : suppression des réductions des parts des handicapés en cas de mariage gagée par une augmentation de la taxe sur les véhicules des sociétés ; (p. 8967) : rejeté. **Article 12** (p. 8985) : caractère inacceptable de la mesure proposée par le Gouvernement à l'article 12 et consistant à accorder 54 millions d'anciens francs à Marcel Dassault ; problème des incompatibilités parlementaires soulevé par le vote de cet article. **Seconde lettre rectificative. Article additionnel premier** (p. 8996) : sur l'amendement n° 26 de M. Jacques Chaminade : charge financière importante que représente pour les sociétés d'équipement réalisant des opérations d'aménagement pour le compte des collectivités locales la permanence d'un crédit de TVA qui n'est pas remboursé. **Après l'Article additionnel premier :** soutient son amendement n° 42 limitant la répercussion sur les prix des produits vendus ou des prestations fournies dépassant la répercussion nette du nouveau système d'imposition ; (p. 8997) : amendement n° 42 ; rejeté. **Article additionnel 8** (p. 8999) : soutient l'amendement n° 49 de M. Louis Mexandeau : supprimant l'exonération de TVA pour les établissements d'enseignement privé sous contrat simple ; estime que doivent seuls être exonérés les établissements d'enseignement privé placés sous contrat d'association ; (p. 9000) : amendement n° 49 rejeté. **Article additionnel 26** (p. 9004) : soutient son amendement n° 45 : reportant au 1er janvier 1980 l'entrée en vigueur des dispositions des articles additionnels 1 à 25 ; rejeté. **Explications de vote** (p. 9005) : revirement du RPR et constance du PS ; vote hostile du groupe socialiste. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [20 décembre 1978] (p. 9757) : vote hostile du groupe socialiste sur l'ensemble du projet.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1801) : soutient l'amendement n° 7 de M. Alain Hautecœur : confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'une réduction de la durée du travail hebdomadaire à 35 heures ; durée moyenne du travail plus élevée en France que dans les autres pays d'Europe ; (p. 1802) : hostilité traditionnelle de la droite à une réduction de la durée du travail ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 7 ; (p. 1804) : cohérence du parti socialiste proposant à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée européenne la réduction de la durée du travail à 35 heures ; (p. 1805) : amendement n° 7 rejeté par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sans débat sur la mise en œuvre du système monétaire européen** (n° **997**). **Rappel au règlement**

[24 avril 1979] (p. 2978) : demande une suspension de séance en application de l'article 58 du règlement ; (p. 2979) : demande rejetée par scrutin public.

— **Sur le rappel au règlement de M. Paul Quilès** [29 juin 1979] : prend acte de l'intervention des forces de police dans les locaux du parti socialiste sur les instructions du Gouvernement ; radio Monte-Carlo émet dans des conditions illégales et une radio libre « radio fil bleu » a facilité l'élection de M. Delmas à Montpellier ; le respect des socialistes pour la loi lorsqu'elle n'est pas détournée de son sens ; la loi prévoit que le domicile est inviolable et que les partis politiques peuvent librement exercer leur action.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Après l'Article 6** *bis* (*suite*) (p. 7945) : son sous-amendement n° 39 de la commission devient sans objet en raison du vote intervenu sur les sociétés coopératives ouvrières de production.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion générale [17 octobre 1979] (p. 8334 : budget ne constituant ni un bilan honnête ni un projet volontaire ; augmentation des profits des grandes entreprises ; déficit du commerce extérieur ; recul du franc par rapport au deutsche mark ; augmentation du chômage et inflation ; déficit budgétaire n'exerçant pas d'effet de soutien mais provenant de la contraction de l'activité économique et du poids des dépenses sociales ; diminution des créations d'emplois civils et des programmes d'équipement, exemple des programmes d'actions prioritaires ; maintien des inégalités fiscales ; (p. 8335) : baisse du prix du pétrole entre 1974 et 1979 ; solde positif de nos échanges avec le Tiers-Monde ; causes réelles de la crise ; structures économiques et rapports de production dépassés, inégalités ; solutions socialistes au problème de l'emploi : relance par la consommation, création d'emplois d'utilité collective, réduction de la durée du travail, réforme du mode de calcul des cotisations sociales et du système de l'amortissement ; nécessité d'une politique des économies d'énergie ; réforme démocratique de la fiscalité ; caractère inacceptable du barème de l'impôt sur le revenu ; (p. 8336) : nécessité d'une réforme des droits de succession ; fragilité des libertés publiques en France. **Discussion des articles** [18 octobre 1979] : **Avant l'Article 2** (p. 8372) : soutient son amendement n° 51 corrigé : institution d'un impôt sur les fortunes des personnes physiques, barème de cet impôt ; rejeté ; (p. 8373) : soutient son amendement n° 52 : création d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé ou au secteur public assis sur la somme des actifs nets moins les dettes aux tiers de ces sociétés ; rejeté ; divergence des groupes socialiste et communiste sur l'assiette de l'impôt sur le capital des sociétés ; (p. 8375) : vote favorable du groupe socialiste sur les amendements n° 111 et n° 110 de M. Gilbert Millet ; situation extrêmement grave faite aux hôpitaux et maisons de retraite par les décisions gouvernementales ; (p. 8378) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 112 de M. Jean Bardol. **Article 2** (p. 8382) : injustice du barème de l'impôt sur le revenu proposé par le Gouvernement ; insuffisance des amendements n° 102 et n° 103 proposés par MM. Robert-André Vivien et Fernand Icart ; vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 15 de la commission : suppression de l'article 2 ; propose d'atténuer les impôts les plus bas de 15, 10 et 5 % et d'augmenter les plus hauts de 5, 10 et 15 %. **Après l'Article 2** (p. 8386) : abus par le Gouvernement des débats sans vote ; (p. 8388) : demande au ministre de prendre l'engagement qu'à l'occasion du débat sur la politique familiale, sera abordé le problème du quotient familial et du crédit d'impôt ; (p. 8398) : son amendement n° 56 : établissement d'un système de crédit d'impôt par enfant à la place du système du quotient familial ; rejeté ; distingue le système du crédit d'impôt et celui de la déduction fiscale ; quotient familial aboutissant à accroître les inégalités de revenu ; (p. 8401) : son amendement n° 57 : attribution au ménage d'invalides de trois parts de quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu et en contrepartie suppression des avantages fiscaux accordés aux produits de placement d'épargne à long terme et des sociétés immobilières ; rejeté par scrutin public ; (p. 8403) : souscrit à l'amendement n° 127 de M. Roger Combrisson. **Article 3** (p. 8407) : son amendement n° 58 : rapport du Gouvernement au Parlement sur les progrès réalisés en matière de connaissance des revenus des professions non salariées ; adopté ; retire l'amendement n° 59. **Après l'Article 3** (p. 8408) : son amendement n° 62 : établissement d'un crédit d'impôt de 2.000 F pour chaque foyer fiscal pour les travaux de ravalement ou visant aux économies d'énergie ; doublement de ce crédit d'impôt pour les travaux permettant d'utiliser les énergies nouvelles ; rejeté. **Rappel au règlement** (p. 8418) : reproche à la majorité de voter en fonction des auteurs des amendements et non sur le fond des problèmes ; [19 octobre 1979] : **Article 5** (p. 8509) : attachement du groupe socialiste au crédit mutuel ; intervention des caisses de crédit

mutuel dans le financement des investissements sociaux et des équipements en logements ; atteinte portée par le Gouvernement au crédit mutuel : interdiction du cumul du livret Bleu avec le livret A des caisses d'épargne, plafonnement du montant du capital épargné sur le livret Bleu du crédit mutuel ; son hostilité à l'assujettissement du crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés au taux de 50 % ; importance des impôts déjà payés par le crédit mutuel ; handicap pesant sur le crédit mutuel du fait de l'encadrement du crédit ; (p. 8516) : soutient son amendement n° 65 : suppression de l'article 5 ; adopté par scrutin public ; indépendance du Parlement vis-à-vis des groupes de pression ; augmentation rapide de la collecte du crédit mutuel s'expliquant par la modestie de sa part initiale du marché. **Après l'article 5** (p. 8527) : vote favorable des socialistes sur l'amendement n° 148 de M. Roger Combrisson : autorisation de cumul du livret A des caisses d'épargne et du livret bleu du crédit mutuel ; demande également une seconde délibération sur l'amendement n° 101 qui limitait à 3.000 F la part des intérêts des livrets d'épargne, exonérée d'impôts. **Après l'Article 6** (p. 8530) : soutient l'amendement n° 227 rectifié de M. Christian Pierret : institution d'un prélèvement de solidarité pour l'emploi pour financer un crédit d'impôt aux entreprises en cas d'embauche ; rejeté ; limitation de l'avantage prévu à l'amendement n° 227 rectifié au cas de contrats de travail à durée déterminée ; rôle que la fiscalité peut jouer en matière d'emploi ; (p. 8531) : son amendement n° 64 rectifié : limitation de la déduction des bénéfices des sociétés ; rejeté ; (p. 8532) : son amendement n° 66 : réintégration des dépenses personnelles aux dirigeants d'entreprises dans les bénéfices pour un montant triple ; rejeté ; (p. 8533) : son amendement n° 72 : limitation des déductions pour dépenses engagées pour les réunions des membres du personnel ; rejeté ; son amendement n° 67 : abaissement du seuil d'application du versement transport pour le financement des transports en commun, de 100.000 habitants à 50.000 habitants ; rejeté ; (p. 8535) : son amendement n° 68 : suppression du régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé ; rejeté ; (p. 8536) : son amendement n° 69 rectifié : tend à faire bénéficier les associations du remboursement de la TVA sur leurs travaux d'équipement non subventionnés par des tiers gagé par une contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières ; rejeté ; (p. 8537) : son amendement n° 71 : exonération des associations petites et moyennes de la taxe sur les salaires gagée par une augmentation des taux de la taxe sur les salaires appliqués aux banques et aux compagnies d'assurances ; rejeté ; (p. 8538) : son amendement n° 216 déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 ; (p. 8539) : son amendement n° 73 : modification du système d'amortissement ; rejeté ; (p. 8540) : son amendement n° 74 : versement d'une taxe par les personnes physiques ou morales concluant des marchés publics pour la défense nationale destinée à augmenter la solde des appelés ; rejeté. **Article 7** (p. 8544) : son amendement de suppression n° 75 ; rejeté ; incohérence de la politique gouvernementale qui aura pour effet d'augmenter l'imposition supportée par les petits propriétaires et qui va à l'encontre de la relance du bâtiment et des travaux publics ; mesure risquant d'entraîner une hausse des prix pour les petits accédants à la propriété ; (p. 8547) : soutient l'amendement n° 236 de M. Albert Denvers : non-application de l'article 7 aux terrains acquis avec le bénéfice d'un prêt aidé de l'Etat ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 8556) : soutient son amendement n° 232 : assujettissement au taux zéro de TVA des opérations concernant les produits alimentaires de toute première nécessité ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relatives à la détaxation du revenu investi en actions ; rejeté ; (p. 8557) : soutient son amendement n° 77 : assujettissement au taux zéro de la TVA des opérations portant sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relatives à la détaxation du revenu investi en actions ; suppression de l'avoir fiscal ; instauration d'un impôt annuel sur les fortunes ; rejeté. **Après l'Article 10** (p. 8571) : soutient son amendement n° 199 : détaxation du carburant des taxis ; suppression des avantages fiscaux des sociétés immobilières de gestion ; majoration de l'impôt sur les opérations de bourse ; rejeté par scrutin public ; augmentation du prix des carburants pesant lourdement sur la situation financière des chauffeurs de taxi ; mission d'utilité publique des taxis ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8606) : son hostilité à l'instauration d'une vignette moto constituant un prélèvement supplémentaire sur le pouvoir d'achat de catégories peu favorisées ; (p. 8609) : soutient son amendement n° 79 rectifié : suppression de la vignette moto ; rejeté par son scrutin public. **Après l'Article 11** (n° 8613) : estime que l'amendement n° 42 de M. Maurice Arreckx ne permettrait pas d'augmenter le montant des rentes viagères à due concurrence de l'inflation ; annonce le dépôt par le groupe socialiste d'un amendement de suppression de l'article 24 relatif aux rentes viagères ; reprise par le groupe socialiste de l'amendement n° 42 retiré par

M. Maurice Arreckx ; adopté par scrutin public. **Avant l'Article 13** (p. 8617) : soutient son amendement n° 80 : nouveau régime des droits de succession ; rejeté ; principes d'une réforme des droits de succession : doubler les abattements à la base pour exonérer les petites et moyennes successions, augmenter les taux des grandes successions, déterminer le taux de l'imposition en fonction de la fortune de l'héritier ; (p. 8618) : dépôt d'un amendement sur les droits de succession n'impliquant pas un renoncement à l'institution d'un impôt sur la fortune ; refuse les arguments du Gouvernement selon lesquels l'objet de l'amendement n° 80 est trop important pour être abordé lors de la discussion budgétaire. **Explications de vote sur l'Article 13** (p. 8640) : les amendements successifs adoptés par le Parlement vident l'article 13 de sa substance ; interroge le ministre sur les recettes procurées par l'article 13. **Avant l'Article 15** (p. 8644) : son amendement n° 81 soutenu par M. Louis Le Pensec : assujettissement à un impôt annuel progressif sur les fortunes des personnes physiques ayant en France une résidence habituelle ; prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne ; rejeté ; (p. 8645) : ses références à la lettre de M. Giscard d'Estaing à M. Raymond Barre sur la protection de l'épargne populaire. **Rappel au règlement** (p. 8646) : proteste contre le refus de parole à un député en raison du déroulement d'une opération de vote. **Article 15** (p. 8646) : son amendement n° 82 corrigé, soutenu par M. Louis Le Pensec : augmentation du taux de participation patronale à la formation professionnelle ; suppression du versement de 0,2 % que les entreprises effectuent auprès du Trésor ; rejeté. **Après l'Article 15** (p. 8647) : son amendement n° 83 corrigé soutenu par M. Alain Vivien : accroissement de l'effort patronal pour la construction ; rejeté. **Article 19** (p. 8650) : soutient l'amendement n° 233 de M. Alain Richard : porter de 12,35 % à 14,83 % le taux de prélèvement relatif au FSIR ; rejeté ; insuffisance des dotations du FSIR ; estime que le FSIR doit participer aux travaux d'équipement nécessaires pour améliorer les transports en commun. **Avant l'Article 20** (p. 8652) : son amendement n° 85 : progression de 20 % de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté ; (p. 8654) : son amendement n° 176 : augmentation de la dotation globale de fonctionnement en 1980 d'un taux au moins égal à celui de la hausse des prix ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 8** (p. 8663) : **rappel au règlement** : caractère de psychodrame de la discussion budgétaire ; [22 octobre 1979] : **Après l'Article premier** *(suite)* (p. 8694) : s'oppose à l'amendement n° 317 de M. Claude Labbé ; contrôle parlementaire risquant d'aboutir rapidement à un autoritarisme pesant sur l'évolution des recettes et des dépenses sociales. **Article 25** (p. 8704) : attitude méprisante des ministres à l'égard des propositions des parlementaires ; recul du Gouvernement sur les problèmes de l'impôt sur le revenu, du crédit mutuel et de la fiscalité immobilière ; (p. 8705) : vote hostile du groupe socialiste sur l'article 25 ; (p. 8709) : obscurité de la position du groupe UDF sur l'amendement n° 88 de la commission ; (p. 8710) : ambiguïté de l'amendement n° 88 : mesure d'économie symbolique ou accroissement de l'austérité ou aveu déguisé de gaspillage ; vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 88. **Rappel au règlement** (p. 8711) : impossibilité de passer à la discussion de la deuxième partie de la loi de finances après le rejet de l'article 25, qui équivaut à un rejet global de la première partie ; argumentation juridique tirée des articles 31 et 40 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; (p. 8712) : demande une suspension de séance avec vote au scrutin public permettant une réunion du bureau de l'Assemblée ; (p. 8713) : existence à l'Assemblée d'une majorité pour estimer que le rejet de l'article 25 fait obstacle à la poursuite de la discussion budgétaire. **Rappel au règlement** : estime inadmissible que le Parlement vote des dépenses sans avoir, au préalable, déterminé les recettes.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Information [26 octobre 1979]. **Article 70 :** reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour entreprises de presse ; (p. 9061) : son amendement n° 329 soutenu par M. Georges Fillioud : reconduction des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts pour 1980 et 1981 ; rejeté.

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale, rapporteur spécial de la commision des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la santé et l'assurance maladie. **Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10067) : demande qu'on cesse de culpabiliser les Français à propos du déficit de la sécurité sociale ; trois causes souvent oubliées : dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux ; (p. 10068) : importance des charges indues, coût du chômage ; dénonce l'idée selon laquelle les dépenses sociales sont un obstacle au développement de l'économie ; caractère productif du secteur de la santé ; estime indispensable la croissance des prestations de vieillesse et celle des prestations

familiales ; importance des gaspillages : exemple de la tarification à l'acte ; s'inquiète des projets de prélèvement de cotisations d'assurance maladie sur les retraités et les chômeurs et de ticket modérateur d'ordre public ; (p. 10069) : **sur le rappel au règlement** de M. Joseph Comiti : affirme que son intervention à la tribune reflète exactement son rapport écrit. **Rappel au règlement** (p. 10073) : droit de l'opposition à s'exprimer ; pouvoir de contrôle sur pièces et sur place que la loi reconnaît depuis 1958 aux rapporteurs spéciaux ; dénonce le refus de communication de pièces demandées à deux rapporteurs spéciaux par certaines administrations ; (p. 10074) : refus du ministre de la santé de communiquer au rapporteur spécial le dossier des cotisations impayées par les entreprises à la sécurité sociale.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 54** (p. 10248) : s'oppose à l'amendement n° 486 du Gouvernement : prorogation du système actuel d'exonération de la taxe foncière pour les logements neufs pendant deux ans. **Avant l'Article 58** (p. 10250) : soutient son amendement n° 326 corrigé : suppression de l'anonymat des bons de caisse au porteur et des bons du trésor ; rejeté ; fraude autorisée par l'anonymat qui représente 200 milliards de francs. **Article 62** (p. 10262) : article 62 constituant une atténuation du régime d'imposition des rémunérations occultes. **Article 69** (p. 10272) : approuve le contenu de l'article 69 ; nécesité d'une lutte contre les privilèges dans lse DOM et en métropole. **Après l'article 72** (p. 10282) : son amendement n° 332 rectifié soutenu par M. Guy Bêche : institution de titres-vacances ; rejeté ; (p. 10284) : son amendement n° 333, soutenu par Mme Marie Jacq : augmentation des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; rejeté. **Après l'Article 73** (p. 10294) : son amendement n° 338 rectifié : gratuité des chèques ; déclaré irrecevable ; volonté de faire payer les chèques aux petits déposants ; pénalisation de la petite épargne ; importance des profits des banques. **Après l'Article 77** (p. 10297) : son amendement n° 335 : fourniture au Parlement des moyens lui permettant d'évaluer avec précision le coût des mesures proposées ; rejeté ; dépendance de la commission des finances de l'administration du budget pour ses informa- (p. 10298) : son amendement n° 339 soutenu rectifié : obligation du Gouvernement de fournir des renseignements précis sur le nombre et le montant des remises gracieuses consenties par l'administration ; rejeté ; (p. 10298 : son amendement n° 339 soutenu par M. Pierre Lagorce : limitation du secret familial ; rejeté.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et 52 de ses collègues et par M. Louis Odru et 85 de ses collègues (loi de finances pour 1980, n° 1290)** [17 décembre 1979] (p. 12138) : abus de la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution aboutissant à jeter le discrédit sur le Parlement ; politique minoritaire du Gouvernement ; obligation pour l'opposition de déposer des motions de censure.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12553) : son amendement n° 10, soutenu par M. Maurice Pourchon : impôt annuel sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; rejeté au scrutin public ; (p. 12555) : son amendement n° 9, soutenu par M. Pierre Joxe : impôt annuel et progressif sur les fortunes des personnes physiques ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1560**). **Première lecture. Discussion générale** [7 janvier 1980] (p. 5) : maintien en place d'un Gouvernement minoritaire grâce à l'abus des procédures constitutionnelles ; (p. 6) : confirmation par la décision du Conseil constitutionnel de la dénonciation par le groupe socialiste de la procédure illégale suivie pour le vote du budget ; nouveau projet ne comportant pas une évaluation complète des recettes et des dépenses de l'Etat ; emprunt de janvier 1980 lancé sans autorisation législative ; budget inacapable d'améliorer la situation de l'emploi ; dépassement certain du déficit budgétaire prévu ; aucune disposition de solidarité en matière fiscale ; (p. 7) : budget fondé sur des hypothèses économiques incohérentes en matière de croissance, de consommation, d'importation et de prix ; nécessité de refuser une discussion budgétaire bâclée ; régime fiscal scandaleux des compagnies pétrolières ; (p. 8) : nécessité de grandes réformes fiscales ; crise monétaire ; remise en cause des droits du Parlement.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion des articles** [28 mai 1980]. **Article 16** (p. 1410) : son amendement n° 1 : suppression de l'article 16 ; rejeté. **Après l'Article 16** (p. 1412) : son amendement n° 2 : extension du contrôle de la Cour des comptes à l'application des textes concernant les recettes fiscales et non fiscales ; rejeté ; (p. 1413) : son amendement n° 3 : rapport du Gouvernement au Parlement sur les moyens mis à la disposition de la Cour des

comptes ; rejeté ; (p. 1414) : son amendement n° 4 : prélèvements effectués sur les recettes budgétaires de l'Etat ; rejeté ; son amendement n° 5 : gestion des fonds de concours ; retiré ; (p. 1415) : son amendement n° 6 : rapport sur la gestion des autorisations de programme au cours de l'exercice qui fait l'objet du règlement ; rejeté ; son amendement n° 7 : sanctions des dépassements temporaires de crédits limitatifs ou prévisionnels ; retiré ; son amendement n° 9 : information du Parlement sur les activités du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles, du comité interministériel pour le développement et le soutien de l'emploi, du comité ministériel chargé de fixer les orientations des actions de développement industriel à caractère stratégique et des comités départementaux (COFEDI) ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Après l'Article 60** (p. 2116) : son amendement n° 206 : abrogation de l'article 20 de l'ordonnance du 21 août 1967 relative à la sécurité sociale ; non soutenu.

— **Discusison des conclusions du rapport n° 1865 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la seconde délibération** (n° **1639**). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2375) : vote et annulation de la loi de finances pour 1980 ; proposition de loi organique du groupe socialiste tendant à modifier la loi organique de 1959 ; (p. 2376) : application de l'article 40 de la Constitution ; affaiblissement des droits du Parlement ; vote bloqué.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1980] (p. 2745) : atmosphère d'indifférence du débat ; attitude choquante du Premier ministre ; chômage ; hausse des prix ; déficit commercial ; déficit budgétaire ; revenu agricole ; difficultés des Français ; lettre d'une électrice de Seine-Maritime ; scandales ; politique internationale louvoyante ; (p. 2746) : responsabilité du Gouvernement et du Président de la République ; promesses économiques non tenues ; concentration des pouvoirs dans les mains du Président de la République ; rôle du pétrole dans la crise ; déficit commercial à l'égard des pays industrialisés ; hausse des prix en Allemagne ; (p. 2747) : aide à l'investissement et création d'emplois ; emplois publics ; entreprises publiques et investissements publics ; pression fiscale ; prévisions du VIII[e] Plan en matière de chômage ; (p. 2748) : projet socialiste : développer l'emploi, réduire les inégalités ; attitude incohérente du RPR.

Première partie :

Discussion des articles. Avant l'Article 2 (p. 2755) : son amendement n° 7 : création d'un impôt annuel progressif sur les grandes fortunes des personnes physiques et barême de cet impôt ; rejeté ; système fiscal inégalitaire ; discussion des conclusions du rapport Blot, Méraud, Ventejol ; (p. 2758) : son amendement n° 8 : création d'un impôt progressif sur les fortunes des personnes physiques permettant d'indexer l'épargne populaire ; rejeté ; (p. 2760) : son amendement n° 9 : création d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; rejeté ; existence d'un impôt semblable en Allemagne ; imposition des sociétés civiles agricoles et particulièrement des GAEC ; [16 octobre 1980] : **Article 2** (p. 2787) : son amendement n° 10 : barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté ; (p. 2789) : augmentation de l'impôt sur le revenu pour les salariés modestes ; (p. 2793) : son amendement n° 11 rectifié : augmentation du quotient familial pour les ménages d'invalides ; augmentation du taux de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux et les objets d'art ; rejeté ; (p. 2794) : nécessité d'accorder deux parts et demie à un foyer dont l'un des époux est invalide ; (p. 2795) : son amendement n° 161 : abattement sur le revenu imposable en faveur des salariés célibataires ; suppression de la possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values à court terme ; rejeté ; charge supplémentaire entraînée pour le consommateur par l'augmentation de la TVA applicable aux produits alimentaires destinés aux chats, chiens et autres animaux d'agrément. **Article 2** (*suite*) (p. 2806) : son amendement n° 208 : généralisation à tous les revenus de l'abattement de 20 % accordé aux titulaires de traitements, salaires et pensions ; rejeté ; notion de salaire fiscal ; (p. 2807) : son amendement n° 207 : plafonnement des réductions d'impôt résultant du quotient familial ; création d'un crédit d'impôt pour les contribuables les plus modestes ; rejeté par scrutin public ; (p. 2809) : soutient l'amendement n° 225 de M. Michel Rocard : modification du régime fiscal des divorcés ; rejeté ; (p. 2810) : nécessité d'un automatisme de la revalorisation de la pension déductible du revenu imposable. **Après l'Article 2** (p. 2811) : son amendement n° 17 : attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont au moins trois enfants à charge ; suppression du régime de la déduction forfaitaire

de 20 % sur les revenus des propriétés urbaines ; réservé ; [7 octobre 1980] : (p. 2812) : sur le rappel au règlement de M. Claude Michel : amendement n° 53 anticipant sur l'article 4. **Après l'Article 2** (*suite*) (p. 2836) : opposition du groupe socialiste au gage de l'amendement n° 53 de la commission ; demande un vote par division sur cet amendement ; (p. 2839) : son amendement n° 17 précédemment réservé devient sans objet. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2846) : son amendement n° 20 : remplacement de la déduction du revenu professionnel des dépenses nécessitées par la garde des enfants de moins de trois ans par un crédit d'impôt calculé par enfant ; rejeté ; soutient l'amendement n° 14 de M. Pierre Jagoret : rattachement des jeunes chômeurs âgés de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-cinq ans au foyer fiscal de leurs parents ; suppression des abattements pour le revenu d'actions ou d'obligations ; rejeté ; (p. 2850) : son amendement n° 16 : crédit d'impôt pour les intérêts d'emprunt réalisés pour la construction d'habitation principale avec le plafonnement de 2.500 F par foyer porté à 5.000 F pour les travaux réalisés pour économiser l'énergie et utiliser des énergies nouvelles ; rejeté ; mise en cause du système du quotient familial ; organisation d'un débat sur les propositions de réforme fiscale ; (p. 2855) : son amendement n° 40 : modification de l'impôt sur les successions : doubler les abattements à la base, augmenter les impôts sur les grosses successions, moduler l'impôt en fonction de la situation personnelle de l'héritier ; rejeté ; (p. 2856) : organisation d'un débat en commission sur la modification des droits de succession et la réforme de l'impôt. **Avant l'Article 3 précédemment réservé** (p. 2863, 2864) : ses amendements n^os^ 29 et 31 : suppression du bénéfice mondial et du régime de l'avoir fiscal ; affectation des sommes ainsi dégagées à un effort de modernisation et à la lutte contre le chômage ; éviter de permettre aux groupes multinationaux de pratiquer un certain nombre de fraudes ; rejetés ; (p. 2866) : son amendement n° 26 : réintégration dans le bénéfice imposable d'un certain nombre de provisions : provisions constituées en franchise d'impôts par les entreprises d'assurances, provisions pour fluctuations des cours ; rejeté ; (p. 2867) : amendement n° 23 de M. Pierret : abrogation de la provision pour implantations d'entreprises industrielles à l'étranger en franchise d'impôts ; rejeté ; pénalisation de l'implantation d'entreprises en France ; son amendement n° 27 : remplacement de l'amortissement dégressif par l'amortissement linéaire ; rejeté ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 2880) : son amendement n° 25 : suppression de certaines déductions fiscales pour les sociétés ; rejeté. **Article 3** (*suite*) (p. 2901) : son amendement n° 30 : affectation au budget des régions de production du produit de la majoration de la redevance des mines d'hydrocarbures ; rejeté par scrutin public ; (p. 2909) : son amendement n° 209 rectifié : régime fiscal des titres vacances ; rejeté ; (p. 2910) : son amendement n° 32 : exonérant les associations de la taxe sur les salaires lorsqu'elles emploient moins de trois salariés ; rejeté ; (p. 2911) : son amendement n° 37 rectifié : remboursement de la TVA aux associations ; rejeté. **Avant l'Article 4** (p. 2913) : son amendement n° 38 : assujettissement au taux zéro de la TVA des produits alimentaires de première nécessité ; rejeté ; (p. 2914) : son amendement n° 39 : perception au taux zéro de la TVA sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale ; rejeté. **Après l'Article 4** (p. 2917) : son amendement n° 34 rectifié : augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 2923) : son amendement n° 35 : portant de 0,9 % à 1 % le taux de la participation patronale figurant à l'article L 313-1 du code de la construction et de l'habitation ; rejeté ; (p. 2924) : son amendement n° 44 : octroi aux taxis de 5.000 litres d'essence détaxée par an gagé par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières exerçant leur activité en France ; adopté par scrutin public ; son amendement n° 45 : seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun ; rejeté ; son amendement n° 47 : suppression de l'anonymat des bons de caisse ; rejeté.

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la sécurité sociale. **Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4018) : contraste entre le redressement comptable sans lendemain de la sécurité sociale et des perspectives d'avenir inquiétantes ; redressement fragile obtenu par une ponction sur des assurés sociaux ; décision prise puis rapportée d'instituer un ticket modérateur d'ordre public ; institution d'une franchise pour les maladies de longue durée ; (p. 4019) : problème de la protection sociale des chômeurs non indemnisés ; création d'un double secteur médical ; principe de l'enveloppe bloquée des dépenses ; risques de détérioration de l'équilibre financier de la sécurité sociale ; prévisions du VIII^e^ Plan et résultats du modèle DMS ; solde des comptes de la sécurité sociale lié au taux de croissance plus qu'aux

dispositions législatives. **Rappel au règlement** (p. 4020) : présentation des rapports budgétaires par des députés de l'opposition.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 43** (p. 4124) : son amendement n° 42 : pouvoir d'investigation et de contrôle des rapporteurs budgétaires ; cas des fonds spéciaux et voies et moyens ; possibilités pour les commissions du Parlement de demander des enquêtes à la Cour des comptes ; possibilité pour les commissions des financés du Parlement de saisir la Cour de discipline budgétaire ; rejeté ; pouvoir de contrôle sur pièces et sur place conféré aux rapporteurs budgétaires des commissions des finances et non aux rapporteurs pour avis ; (p. 4125) : notion de documents de services ; (p. 4126) : démocratie parlementaire et contrôle du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif ; insuffisance des réponses des ministres aux questions ; exemple du rachat par une entreprise étrangère de la société Eclair industrie. **Deuxième délibération** [18 novembre 1980]. **Article 11 et Etat A :** (p. 4146) : pas de réponse du Gouvernement sur le problème de la subvention à la société nationale de sauvetage en mer.

Explications de vote [18 novembre 1980] (p. 4146) : budget consternant et débat languissant ; déclin du Parlement ; refus systématique des amendements de l'opposition ; pouvoir méprisant et attitude du Premier ministre, Raymond Barre ; (p. 4147) : soutien inconditionnel du groupe UDF au Gouvernement ; perspicacité critique et pusillanimité dans l'action du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B : Commerce et artisanat : titre IV** (p. 4464) : son amendement n° 8 : suppression d'un crédit destiné à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers industriels et commerciaux des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 4485) : son amendement n° 11 : dégageant des moyens financiers permettant aux communes d'utiliser le droit qu'elles ont d'exonérer de la taxe d'habitation certaines catégories de redevables sans reporter la charge sur les autres ; rejeté ; **Après l'Article 12** (p. 4487) : son amendement n° 9 : cumul des peines sanctionnant la fraude fiscale ; rejeté ; son amendement n° 10 : instaurant une saisine automatique du tribunal correctionnel en matière de fraude fiscale ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 4489) : son amendement n° 41 : interdisant de modifier le statut de la caisse nationale des marchés de l'Etat sans autorisation législative expresse ; déclaré irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4542) : situation fiscale de la commune du Petit-Couronne du fait de l'écrêtement de la taxe professionnelle due par Shell.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Après l'Article premier** (p. 4640) : son amendement n° 40 : remboursement de la TVA aux associations ; rejeté ; son amendement n° 41 : exonération de la taxe sur les salaires des associations employant moins de trois salariés ; rejeté ; **Avant l'Article 17** (p. 4667) : son amendement n° 44 corrigé : attribution d'une part supplémentaire de quotient familial aux contribuables mariés invalides ; rejeté ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4684) : son amendement n° 13 réservé. **Après l'Article 23** *(suite)* (p. 4750) : son amendement n° 13 précédemment réservé : rétablissement de la célébration du 8 mai comme jour férié : déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement par scrutin public.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1980 (p. 4905) : création du crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises ; nécessité d'une loi pour supprimer la caisse nationale des marchés de l'Etat ; demande de suspension de la séance : rejetée par scrutin public.

FABRE (Robert)

Député de l'Aveyron
(2e circonscription)
(App. S, puis NI).

Médiateur.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe socialiste [4 avril 1978] (p. 1511).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [20 septembre 1978] (p. 3343).

N'appartient à aucun groupe [20 septembre 1978] (p. 3343).

NOMINATIONS

Médiateur [*J.O.* du 20 septembre 1980] (p. 2190).

Se démet de son mandat de député le 19 septembre 1980 [*J.O.* du 24 septembre 1980] (p. 2215).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 29 septembre 1978] (p. 3418).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756) ; [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions du code des communes relatives **à la classification des stations thermales et climatiques** (n° **1744**) [28 mai 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Difficultés dans l'industrie de la machine-outil** [21 juin 1978] (p. 3212, 3213) : difficultés financières du groupe Ratier-Forest.

INTERVENTIONS

— **Rappel au règlement** [3 octobre 1978] (p. 5465, 5466) : proteste contre l'ordre du jour arrêté par la conférence des présidents.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre 1978]. **Explications de vote** (p. 5581) : politique gouvernementale ne tenant pas compte de l'avertissement des élections de 1978 ; (p. 5582) : retour à un système de capitalisme sauvage ; récession et chômage, prix excessifs payés pour la sauvegarde du commerce extérieur et de la monnaie ; excès de libéralisme et de concurrence, fatale aux petites et moyennes entreprises ; possibilité de créer des emplois dans la fonction publique ; son vote en faveur de la censure.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9817) : inopportunité du moment choisi pour le débat ; prise en compte du seul aspect financier du problème de l'indemnisation ; nécessité d'un débat au Parlement sur la réorganisation de l'ANPE ; (p. 9818) : nécessité d'une politique globale concernant aussi la formation scolaire, l'orientation et la formation professionnelle ; inefficacité et injustice du dispositif d'indemnisation en vigueur ; inutilité des incitations à retrouver un emploi s'il n'y a pas d'emplois nouveaux ; nécessité de trouver un équilibre entre le respect de la règle contractuelle et paritaire et la nécessité d'un contrôle et d'une garantie de l'Etat. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article premier : Article L 351-1 du code du travail** (p. 9842) : son amendement n° 40 : référence à l'inscription à l'agence nationale pour l'emploi ; rejeté ; (p. 9844) : exprime sa crainte d'une privatisation de l'agence nationale pour l'emploi. **Article L 351-2 du code du travail** (p. 9845) : son amendement n° 41 : garantie et contrôle de l'Etat sur l'indemnisation des chômeurs ; rejeté. **Article L 351-5 du code du travail** (p. 9846) : son amendement n° 42 : limitation de l'attribution de la garantie de ressources aux travailleurs privé d'emploi ; retiré ; (p. 9847) : irrecevabilité opposée à son amendement tendant à verser aux bénéficiaires de l'ASA auxquels était offert un emploi, la différence entre (p. 9851) : sur l'amendement n° 5 de M. Philippe Séguin ; cas particulier des salariés licenciés âgés de plus de 56 ans et 8 mois. **Après l'Article L 351-5 du code du travail** ; leur ancien et leur nouveau salaire. **Après l'Article 9** (p. 9864) : son amendement n° 46 : projet de loi cadre déterminant le dispositif du placement des demandeurs d'emploi par le renforcement des moyens de l'ANPE ; (p. 9865) : retiré.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par 86 députés du groupe communiste et par 64 députés du groupe socialiste** [14 mars 1979] (p. 1560) : ordre du jour de la session extraordinaire sans rapport avec la gravité de la situation de l'emploi ; regrette que le Premier ministre n'ait pas engagé la responsabilité du Gouvernement ; son vote favorable sur la motion de censure du parti socialiste ; (p. 1561) : sa mission sur la situation de l'emploi et l'accueil désinvolte réservé à ses propositions par le Premier ministre ; nécessité d'une relance sélective de l'économie ; propose un changement radical des modalités d'octroi des primes et des aides à l'industrialisation ; nécessité d'un allégement des charges sociales ; problème des cumuls abusifs de prestations sociales ; souhaite la mise à l'étude

de l'impôt sur les grandes fortunes ; nécessité d'une meilleure répartition du temps de travail ; (p. 1562) : nécessité d'une solution de dimension européenne au problème de l'emploi.

— **Sur le rappel au règlement** de M. Alain Hautecœur [3 octobre 1979] (p. 7728) : regrette l'absence de questions au Gouvernement sur le Cambodge ; nécessité d'apporter secours au peuple cambodgien.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation - Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8948) : déplore l'absence d'un grand débat sur l'emploi ; insuffisante augmentation des crédits consacrés à l'indemnisation du chômage dans les DOM-TOM ; absence d'emplois stables et durables créée par le troisième pacte pour l'emploi ; souhaite l'extension de la formule des emplois d'intérêt collectif aux collectivités locales ; le Parlement doit être consulté sur la réforme de l'ANPE ; insuffisance de l'effort pour la formation professionnelle ; possibilité d'envisager une retraite fondée sur le nombre d'annuités ; nécessité de faire des efforts en faveur des travailleurs handicapés et pour lutter contre le travail clandestin ; problème des cumuls retraite-emploi ; (p. 8949) : réduction de la durée du travail ; augmentation du chômage prévue par l'INSEE.

FABRE (Robert-Félix)

Député de l'Hérault
(1re circonscription)
(UDF).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. François Delmas, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88), [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (n° 2150) [18 décembre 1980] (p. 5062).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à accorder une **amnistie** complète des condamnations prononcées et une réparation des préjudices découlant des sanctions infligées ou des contraintes imposées, en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance des territoires placés antérieurement sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° **751**) [6 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à créer un régime unique d'enrichissement des **vins** sur le territoire français (n° **865**) [20 décembre 1978].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grèves de personnels enseignants** [12 décembre 1979] : à l'occasion des mouvements de grève d'enseignants, accueil et garde d'enfants non assurés dans les conditions de sécurités attendues par les parents ; part de responsabilité des chefs d'établissement et mesures qu'ils doivent prendre pour assurer le fonctionnement du service public.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7259) : insuffisance du crédit à la recherche agronomique ; réorganisation de l'INRA ; refus de la commission de Bruxelles de proposer un prix minimum dans les échanges intracommunautaires pour le vin ; invite le ministre à déposer un projet de loi tendant à autoriser la chaptalisation ; nécessité de négociations sérieuses et de garanties préalables à l'élargissement du marché commun.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9572) : approuve la création d'une direction des Français de l'étranger ; problème de leur protection sociale et de la scolarisation ; (p. 9573) : nécessité d'adopter des dispositions assurant aux Français rentrant de l'étranger une carrière analogue à celle qu'ils auraient eue s'ils ne s'étaient pas expatriés.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9622) : l'agriculture, principal secteur économique des régions méditerranéennes ; dépendance des productions méditerranéennes des aléas climatiques ; effort des viticulteurs vers la qualité ; accroissement des importations de vin italien ; son vote hostile sur le budget de l'agriculture.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11643) : difficulté de l'agriculture méridionale ; problème de l'amélioration de la qualité et de la diversification de ses produits ; rôle de l'interprofession viticole ; danger de l'élargissement de la communauté européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3417) : problèmes posés par le système actuel d'indemnisation des rapatriés mis en place par la loi de 1978 ; réduction de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation ; augmentation du seuil en dessous duquel les rapatriés seront indemnisés au comptant ; maintien de la durée des titres prioritaires en cas de décès de leur détenteur ; indemnisation des rapatriés les plus âgés ; problème des veuves de guerre rapatriées ; mobilisation des titres. **Examen des crédits - Titre IV** (p. 3425) : soutient l'amendement n° 102 de M. Pierre Lagourgue : réduction de crédits pour attirer l'attention du Gouvernement sur la situation des ex-fermiers de la société professionnelle agricole de la Sakay à Madagascar ; retiré ; son amendement n° 105 : réduction de crédits en vue d'obtenir l'affectation de crédits supplémentaires à l'amélioration du système d'indemnisation des rapatriés ; retiré ; indexation des plafonds pour le calcul des compléments d'indemnisation ; amélioration de l'indemnisation des sociétés familiales ; amélioration de la procédure de l'instance arbitrale ; (p. 3426) : soutient l'amendement n° 104 de M. Georges Mesmin : réduction de crédits pour obtenir l'abaissement à soixante-cinq ans de l'âge requis pour être indemnisable en cinq ans ; retiré.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3659) : situation viticole ; problème posé par l'enrichissement des vins.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3785) : problème des Français à l'étranger ; législation fiscale ; régime de protection sociale ; éventualité d'une disparition de certains établissements scolaires français en Egypte ; (p. 3786) : critique le contenu des programmes radiophoniques français à l'étranger.

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales [25 mai 1978] (p. 2072) ; [26 mai 1978] (p. 2124).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

A donné sa démission de membre de cette commission [*J.O.* du 25 novembre 1978] (p. 3949).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Anciens combattants [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome III : Anciens combattants** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome III : Anciens combattants** (n° 1293) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome III : Anciens combattants** (n° 1977) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Reports spéciaux d'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire** [25 octobre 1978] (p. 6624) : nécessité de modifier le code du service national pour permettre aux étudiants d'achever leurs études ; demande une dérogation en faveur de certains étudiants en chirurgie dentaire âgés de vingt-cinq ans.

— **Mesures en faveur de l'emploi des jeunes** [18 avril 1979] (p. 2694) : le Gouvernement déposera-t-il un nouveau projet de pacte pour l'emploi avec exonération totale des charges sociales pour les employeurs, comme dans la loi de 1977 ?

— **Aide ménagère aux personnes âgées et amélioration de la gestion des hôpitaux** [3 octobre 1979] (p. 7725) : ne serait-il pas judicieux de renforcer au lieu de diminuer le nombre d'heures d'aide ménagère accordées aux personnes âgées pour faciliter leur maintien à domicile, pour ne pas augmenter le nombre des hospitalisés ; ne faudrait-il pas instituer dans les hôpitaux une commission étudiant la gestion la plus économe ?

— **Convention entre la sécurité sociale et les médecins** [28 mai 1980] (p. 1334).

— **Situation économique et plan** [25 juin 1980] (p. 2252).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Explications de vote** [20 avril 1978] (p. 1275) : l'amélioration de la situation des plus défavorisés ; le problème de l'emploi ; la participation ; le soutien du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 22304) : vote favorable du groupe RPR ; caractère non prioritaire de l'emploi dans la politique gouvernementale ; détérioration du marché du travail ; insuffisance du pacte pour l'emploi contenu dans ce collectif ; arrivée sur le marché du travail de 600.000 diplômés à la rentrée ; proposition du groupe RPR : redéfinition du rôle de l'agence nationale pour l'emploi ; encouragement du travail à temps partiel et du travail manuel ; révision des dispositions sur la préretraite ; nécessité d'une relance des investissements productifs d'emplois ; mise en œuvre de grands travaux par l'Etat ; incitation à la création d'entreprises ; (p. 2305) : approbation de la liberté des prix par le RPR ; nécessité de faire progresser les bas salaires plus rapidement que la moyenne des salaires ; inquiétude des Français, risque de troubles sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6497) : rend hommage à son prédécesseur Raymond Valenet : problème du rapport constant et de l'indice de référence des pensions des anciens combattants ; souhaite que des propositions de loi concernant les anciens combattants soient discutées par le Parlement ; demande la reconnaissance du 8 mai comme jour férié et le rétablissement des cours d'instruction civique ; (p. 6498) : souhaite la revalorisation des pensions des

veuves et ascendants d'anciens combattants ; insiste pour qu'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur soit réservé aux anciens combattants de 1914-1918 ; souhaite que la qualité de combattant soit reconnue aux titulaires de citations s'accompagnant du port de la croix de guerre.

— **Rappel au règlement** : protestation au nom du groupe du rassemblement pour la République contre la publication des déclarations révoltantes de Darquier de Pellepoix [2 novembre 1978] (p. 6894).

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Article 2** (p. 8381) : demande un scrutin public au nom du groupe RPR sur l'amendement n° 15 de la commission : suppression de l'article 2 ; (p. 8383) : rappelle que le programme de Blois ne prévoyait pas d'aggravation de la pression fiscale ; demande au Gouvernement de prendre l'engagement de faire de nouvelles propositions raisonnables en matière de barème de l'impôt sur le revenu.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**) ; **lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11233) : soutient sa motion de renvoi en commission ; reconnaît la nécessité de procéder à un examen approfondi de l'ensemble des dépenses de santé ; projet ne comportant que des mesures ponctuelles et sectorielles ; cotisations réclamées aux retraités rapportant à peine un mililard et demi de francs ; impossibilité d'évoquer les problèmes de la sécurité sociale sans les lier à ceux de l'emploi ; nécessité de réaliser des économies sur tous les postes des dépenses de la sécurité sociale et surtout sur le secteur hospitalier ; souhaite un débat d'ensemble.

— **Discussion commune des motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 51 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues** [6 décembre 1979] (p. 11372) : usage abusif de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution pour un texte qui n'est pas d'importance vitale ; nécessité d'un plan d'ensemble pour résoudre le problème de la sécurité sociale ; contradiction entre les propos du Président de la République et les actes du Gouvernement ; intention du RPR de ne pas voter la censure.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [14 novembre 1980] (p. 3910) : fin de non-recevoir opposée par le Gouvernement aux conclusions de la commission tripartite relatives à l'évolution du rapport constant ; (p. 3911) : revalorisation des petites pensions ; célébration de l'anniversaire du 8 mai ; multiplication des actes de vandalisme contre les monuments aux morts ; dépouillement des journaux de marche des unités combattantes en Afrique du Nord ; proposition de loi relative aux anciens combattants d'Algérie ; relèvement de la retraite mutualiste.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4100) : évolution des bourses universitaires ; nouvelles habilitations et problèmes de l'université de Reims.

FARGE (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

NOMINATIONS

Nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

Décret du 4 juillet 1979 [*J.O.* du 5 juillet 1979] (p. 1614).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (troisième Gouvernement Barre). Décret du 12 mai 1981 [*J.O.* du 13 mai 1981] (p. 1343).

Réponse à la question au Gouvernement de :

— **M. Charles Fiterman : Ticket modérateur d'ordre public** [7 mai 1980] (p. 930) : commission d'enquête sur la sécurité sociale ; mutuelles.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **22012**) : **Harmonisation de la couleur des phares automobiles dans la communauté européenne** [12 mai 1980] (p. 982).

— **M. André Rossinot** (n° **30622**) : **Transports ferroviaires dans l'est de la France** [12 mai 1980] (p. 983) : plan de l'union départementale des chemins de fer ; contrat d'entreprise conclu entre la SNCF et l'Etat pour 1979-1982.

— **M. Christian Laurissergues** (n° **30625**) : **Accès de l'occitan à la télévision** [12 mai 1980] (p. 986) : cahier des charges de FR 3 ; émissions de la station FR 3 Midi-Pyrénées et FR 3 Languedoc-Roussillon ; provençal.

— **M. Emile Koehl** (n° **30621**) : **Plafond légal de densité** [12 mai 1980] (p. 987) : mise en place d'une franchise pour le dépassement du plafond légal de densité.

— **M. Alain Richard** (n° **30626**) : **Création d'une ZAC à Cergy-Pontoise** [12 mai 1980] (p. 988) : zone d'aménagement concerté des Toupets.

— **M. André Lajoinie** (n° **30623**) : **Sécurité sociale** [12 mai 1980] (p. 990) : programme de redressement financier de la sécurité sociale; situation de la branche maladie ; (p. 991) : relations conventionnelles entre les caisses de sécurité sociale et les médecins ; ticket modérateur d'ordre public ; régime de la longue maladie ; généralisation d'une cotisation d'assurance maladie pour tous les retraités ; proposition de loi Berger ; établissements de longs séjours ; groupe « Vieillir demain ».

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** (n° **31255**) : **Convention entre la sécurité sociale et les médecins** [23 mai 1980] (p. 1265) : autodiscipline des médecins ; médecins généralistes ; maîtrise des dépenses de santé ; médecine de riches et médecine de pauvres ; droit permanent à dépassement.

— **M. Pierre Lagourgue** (n° **31268**) : **Extension aux départements d'outre-mer de l'allocation logement à caractère social** [23 mai 1980] (p. 1267) : mise en recouvrement non réalisée de la cotisation patronale nécessaire ; prestations familiales dans les départements d'outre-mer.

— **M. Antoine Porcu** (n° **36479**) : **Industrie sidérurgique** [10 octobre 1980] (p. 2675) : fléchissement dans l'activité sidérurgique ; ralentissement économique européen ; plainte en dumping formulée par le principal producteur américain; mise en œuvre des dispositions de l'article 58 du traité de Paris sur l'état de crise.

— **M. Pierre Lagourgue** (n° **36469**) : **Parité globale dans les départements d'outre-mer** [10 octobre 1980] (p. 2667) : équivalence de l'effort financier accompli au profit des familles des départements d'outre-mer et des familles de la métropole ; développement prioritaire des prestations en espèces ; assouplissement de l'exigence d'une activité professionnelle ; stabilisation des ressources du FASSO.

— **M. Georges Hage** (n° **36477**) : **Fermeture de lits d'hôpitaux dans la région Nord-Pas-de-Calais** [10 octobre 1980] (p. 2668, 2669) : application de la loi du 29 décembre 1979 relative aux équipements sanitaires ; suppression de 635 lits représentant 2,6 % de la capacité d'hébergement hospitalière de la région.

— **M. Xavier Hamelin** (n° **35830**) : **Industrie textile** [10 octobre 1980] (p. 2671) : lutte contre la fraude et les détournements de trafic ; décret relatif au marquage d'origine ; instauration de visas, par exemple sur le velours ; adaptation de nos entreprises textiles ; intervention du Gouvernement au niveau de la CEE ; droit compensatoire anti-dumping sur les fibres acryliques et le polyester en provenance des Etats-Unis.

— **M. Jean Laurain** (n° **36467**) : **Industrie sidérurgique** [10 octobre 1980] (p. 2672, 2673) : plan de redressement de la sidérurgie européenne ; application de l'article 58 du traité de Paris ; investissements de modernisation et de productivité.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **36476**) : **Emploi dans le canton de Givors** [10 octobre 1980] (p. 2674) : société Berthiez : machine outil, tours verticaux ; BSN ; augmentation de la taxe professionnelle à Givors : ses conséquences pour l'emploi.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10125) : signification et portée des mesures prises le 25 juillet 1979 concernant la modération des dépenses d'hospitalisation ; exactitude et honnêteté des comptes de la sécurité sociale ; nécessité d'adapter les hôpitaux à la nouvelle conjoncture économique ; (p. 10126) : possibilité de dérogation en faveur des hôpitaux ruraux ou de l'assistance publique de Paris ; rectifie les affirmations de M. Garcin sur les difficultés de l'assistance publique de Marseille ; mesures gouvernementales constituant le point de départ d'une action en profondeur de rationalisation des structures de l'organisation et de la gestion hospitalière ; caractère inflationniste des prix de journée actuels ; (p. 10127) : nécessité de faire établir par les médecins une relation entre le coût des diverses méthodes de diagnostic ou de thérapeutique et l'efficacité médicale de leur application ; rend hommage aux directeurs d'hôpitaux ; maintien des principes de 1945 en matière de sécurité sociale.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11231) : impossibilité de laisser croître indéfiniment le poids des prélèvements collectifs fiscaux et sociaux ; application aux cliniques privées du dispositif prévu pour limiter les dépenses des hôpitaux publics ; saisine, par les médecins conseils, des juridictions ordinale, décidée après la consultation des intéressés eux-mêmes ; justifie la contribution exceptionnelle imposée par le projet aux pharmaciens et aux industries pharmaceutiques et affirme son caractère unique ; (p. 11232) : préparation d'une nouvelle politique des prix des médicaments.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12232) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire ; (p. 12233) : problème de la prise en charge par l'aide sociale de cotisations d'assurance personnelle des chômeurs ne bénéficiant plus de la couverture gratuite de droit commun. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [18 décembre 1979] (p. 12235) : problème du sort des chômeurs qui ne touchent plus d'allocation mais qui bénéficient de la couverture sociale ; projet n'entraînant pas de charge excessive pour les collectivités locales.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et Sécurité sociale. Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4046) : plan adopté en 1979 pour le redressement des équilibres financiers de l'assurance maladie ; (p. 4047) : refus de l'augmentation indéfinie des cotisations et choix d'une politique de modération progressive de la croissance des dépenses de santé ; (p. 4048) : amélioration du système comptable de la sécurité sociale ; succès de la nouvelle convention médicale ; mesures prises pour assainir l'évolution démographique du corps médical ; ralentissement du rythme d'augmentation des dépenses de l'assurance maladie ; augmentation des dépenses d'hospitalisation publique ; (p. 4049) : nécessité de réformer les systèmes actuels de financement, d'organisation de l'hôpital public ; gestion des organismes de sécurité sociale ; excédent en 1980 du régime général ; importance économique du système de sécurité sociale ; démagogie des propositions communistes ; (p. 4050) : lien entre le chômage et la progression de dépenses de protection sociale ; impossibilité de relancer l'économie en augmentant les transferts sociaux ; idéologie communiste de provenance étrangère.

— **Répond à la question de M. Michel Barnier** (p. 4053) : cotisations d'assurance maladie des pluriactifs ; couverture vieillesse des moniteurs de ski.

— **Répond à la question de M. Raymond Guilliod** (p. 4062) : situation des hôpitaux dans les DOM ; efforts accomplis en matière d'équipements hospitaliers ; règles identiques de gestion appliquées dans les DOM.

— **Répond à la question de M. Charles Fèvre** (p. 4065) : cotisations d'assurance maladie des pluriactifs ; exemple des artisans vaniers-osiéristes en Haute-Marne.

— **Répond à la question de M. Antoine Gissinger** (p. 4067) : règles applicables à la préparation du budget des hôpitaux pour 1981 ; maintien des droits acquis des affiliés au régime minier de sécurité sociale.

— **Répond à la question de M. Yvon Tondon** (p. 4068) : volonté du Gouvernement de préserver la sécurité sociale dans ses principes et dans ses modalités actuels de fonctionnement ; rééquilibrage par la modération de l'accroissement des dépenses de santé ; protection sociale des chômeurs.

— **Répond à la question de M. Emile Koehl** (p. 4070) : institution d'une cotisation d'asurance maladie sur l'ensemble des retraites ; cas des retraités de la fonction publique.

— **Répond à la question de M. Marcel Garrouste** (p. 4072) : archaïsme du fonctionnement financier des hôpitaux.

— **Répond à la question de M. René Pailler** (p. 4074) : complémentarité entre secteur public et secteur privé ; classement des cliniques ; (p. 4075) : projet de création d'un service de neurochirurgie au Mans.

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
(8e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

FAURE (Edgar)

Député du Doubs
(3e circonscription)
(RPR puis NI).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Elu sénateur le 28 septembre 1980 [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [9 octobre 1980] (p. 2645).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir au groupe du rassemble- l'économie générale et du Plan [*J.O.* du ment pour la République [*J.O.* du 29 septembre 1979] (p. 2436).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 29 septembre 1979] (p. 2436).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 2 octobre 1979] (p. 2462).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 7 décembre 1979] (p. 3088), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [23 mai 1978] (p. 1958).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour** 1979 (n° 570). **Annexe n° 55 : entreprises nationales (n° 560)** [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à **modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée, portant loi organique relative aux lois de finances, en vue d'instaurer un contrôle parlementaire sur le budget des organismes de sécurité sociale (n° 1177)** [20 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à assurer **la participation du budget de l'Etat au financement du régime général de sécurité sociale** (n° 1219) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi-cadre pour la défense et la promotion de la ruralité** (n° 1220) [28 juin 1979].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'Article 14** (p. 6130) : soutient l'amendement n° 14 de la commission : fixation à l'initiative du Gouvernement du taux et des modalités de la déduction accordée par la loi de finances 1978 en matière de réévaluation des bilans ; retiré ; (p. 6132) : soutient son amendement n° 201 : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur l'application des dispositions relatives à la réévaluation des bilans ; adopté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 24** (p. 2794) : son amendement n° 136 : prescription de l'action publique déterminée par l'application des règles du droit commun ; rejeté ; estime excessif d'attribuer un caractère continu aux infractions réprimées par l'article 19 compte tenu de leur peu de gravité. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 20** (p. 8053) : reproche à l'amendement n° 22 d'introduire dans un texte pénal un système de présomption de complicité. **Article 24** (p. 8055) : son hostilité au caractère continu attribué par l'article 24 aux infractions réprimées par l'article 19.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. V. — **Recherche. Discussion générale** [24 octobre 1979] (p. 8903) : nécessité de supprimer les cloisonnements dans le domaine de la recherche et de mettre en œuvre la pluridisciplinarité ; solidarité des chercheurs avec le monde des salariés, cadres, dirigeants, animateurs ; souhaite que l'on utilise le cadre de la région pour promouvoir la recherche.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 10290) : son amendement n° 396 soutenu par M. Jacques Sourdille ; relèvement des plafonds d'imposition pour les impôts régionaux ; devient sans objet ; (p. 10293) : amendement n° 397 soutenu par M. Jacques Sourdille : intégration dans les budgets des établissements publics régionaux des excédents de recettes fiscales réalisés au cours de l'exercice précédent ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article 7** (p. 11140) : son amendement n° 5 soutenu par M. Jean-Paul de Rocca Serra : élevant le plafond des ressources fiscales des régions de 55 à 60 F par habitant ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Article 14** (p. 11957) : son sous-amendement n° 621 à l'amendement n° 41 de la commission non soutenu ; (p. 11958) : son sous-amendement n° 622 à l'amendement n° 41 de la commission non soutenu.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale. Sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Mitterrand** [11 juin 1980] (p. 1757) : constitutionnalité du projet ; indépendance du juge ; système de l'élection des juges ; article 91 paragraphe 4 du règlement ; compétences respectives de l'Assemblée nationale et du Conseil constitutionnel en matière de constitutionnalité des lois ; déclaration des droits de l'homme ; (p. 1758) : article 34 de la Constitution ; procédure d'instruction ; procédure accusatoire employée dans les pays anglo-saxons ; procédure criminelle ; rôle de la chambre des mises en accusation ; réduction de la peine en cas d'indemnisation de la victime ; prise en compte des facultés contributives des prévenus ; droit de la défense ; (p. 1759) : rapidité de la justice ; exemplarité des peines ; justice et ordre.

FAURE (Gilbert)

Député de l'Ariège
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter la loi du 9 décembre 1974 relative aux anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 1588) [10 avril 1980] (p. 296).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à déclarer l'**anniversaire du 8 mai jour férié** (n° **182**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice des dispositions des **articles 178** (3e et 4e alinéas) et **179 du code des pensions d'invalidité,** aux militaires résistants déportés au camp de Rawa-Ruska (n° **327**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** portant extension aux **bénéficiaires des lois nos 50-1027** du 22 août 1950 et **51-538** du 14 mai 1951 de l'ensemble des dispositions applicables aux anciens **prisonniers de guerre** (n° **424**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la **qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° **616**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative **aux incorporés de force dans l'armée allemande pendant la guerre de 1939-1945** (n° **1149**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **l'assimilation à des périodes d'assurance vieillesse, des périodes d'incapacité de travail pendant lesquelles les pensionnés militaires d'invalidité ont bénéficié de l'indemnité de soins aux**

tuberculeux ou de certaines allocations spéciales (n° **1150**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** relative **à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **1157**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à compléter **la loi du 9 décembre 1974** relative aux **anciens combattants d'Afrique du Nord** (n° **1588**).

— **Proposition de loi** tendant à déclarer **l'anniversaire du 8 mai jour férié** (n° **1660**) [25 avril 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6499) : budget des anciens combattants se bornant à reconduire celui de l'an dernier ; politique gouvernementale refusant la juste réparation à accorder aux anciens combattants et victimes de guerre ; pas d'amélioration de la situation des veuves et ascendants de combattants ; problème du rapport constant ; (p. 6500) : souhaite l'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord justifiant de la participation à des actions de combat ; demande la reconnaissance du 8 mai comme jour férié ; souhaite qu'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur soit accordé aux anciens combattants de 1914-1918 ; (p. 6519) : nombre de bénéficiaires des mesures prises en faveur des veuves et orphelins. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6522). **Etat B - Titre IV ;** son amendement n° 252 : réduction des crédits prévus au titre IV de l'état B ; absence de concertation du Gouvernement avec l'opposition ; manifeste par son amendement sa volonté de refuser l'application du rapport constant faite par le Gouvernement ; (p. 6524) : rejeté par scrutin public.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7502) : gratuité de l'enseignement obligatoire non réalisée ; qualité médiocre des ouvrages fournis gratuitement en sixième ; proteste contre l'extension de la gratuité des manuels aux classes de quatrième des collèges et non à celles des lycées d'enseignement professionnel ; inégalité dans le domaine des transports scolaires ; diminution du nombre des boursiers par augmentation insuffisante du plafond d'ouverture des bourses.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8834) : crainte des socialistes devant la prolifération des contrats de travail à durée déterminée ; nouvelle augmentation du nombre des demandeurs d'emploi imputable à l'arrivée à terme de nombreux contrats à durée déterminée ; projet marquant une régression par rapport aux acquis de la jurisprudence dans la mesure où il ne reconnaît le caractère de contrat de travail à durée déterminée qu'aux contrats dont le terme est fixé avec précision.

— **Rappel au règlement** [5 octobre 1979] (p. 7876) (art. 40 du règlement) : prie le Président de demander que les présidents de commission et notamment celui des affaires culturelles respectent le droit de parole des commissaires.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8742) : diminution de la part du budget de l'éducation dans l'ensemble du budget de l'Etat ; non-réalisation de la gratuité ; renforcement des inégalités au détriment des élèves des lycées d'enseignement professionnel ; absence d'amélioration au système des bourses ; incohérence dans l'octroi des bourses ; insuffisante hausse des crédits pour les transports scolaires ; problème des transports hebdomadaires.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9619) : non-réalisation des engagements pris par le Président de la République à Vallouise ; inexistence de la politique de la montagne ; poursuite de la désertification ; absence de stimulation efficace pour l'installation des jeunes ; (p. 9620) : insuffisance des crédits pour l'électrification rurale et les investissements ; non-revalorisation de l'ISM (indemnité spéciale de montagne) ; injustice de l'ISM qui profite plus aux agriculteurs riches et qui exclut les pluriactifs ; nécessité de promouvoir le développement de modèles d'exploitation adaptés aux zones de montagne ; les productions animales sont les seules productions qui peuvent se développer en zone de montagne ; le dossier ovin ; non-conformité des « milk marketing board » ; perpétuation des importations de beurre en provenance de Nouvelle-Zélande ; (p. 9261) : souhaite que des labels reconnaissent la qualité des produits de la montagne et le développement des circuits courts pour l'écoulement des produits de la montagne ; problèmes fonciers en montagne ; nécessité d'offices fonciers.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10028) : budget placé sous le signe de l'austérité ; seule mesure nouvelle : attribution de 10 points de ma-

joration aux veuves des grands invalides et de 20 points aux aveugles de guerre n° 11 ; absence de revalorisation des pensions de guerre et d'invalidité ; intransigeance du ministre vis-à-vis de la commission tripartite ; propos tenus par M. Raymond Barre ; accepte la reprise des discussions à condition que la commission tripartite accepte de discuter le pré-rapport des parlementaires et que le Gouvernement accepte la conclusion de la majorité des membres de cette commission ; (p. 10029) : le 8 mai ; le problème des pensions abusives ; (p. 10040) : impossibilité de réparer l'injustice subie par les anciens d'Afrique du Nord par la commission Bigeard. **Examen des crédits** [14 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 10045) : soutient l'amendement n° 464 de M. Alain Hautecœur : suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration des pensions d'anciens combatants et d'ayants droit ; rejeté au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education : Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3113) : instaurer une véritable gratuité de l'enseignement ; augmentation de l'aide aux familles ; majoration des bourses ; relèvement de l'allocation de rentrée scolaire.

Anciens combattants : Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3915) : refus du Gouvernement de rétablir la parité entre les pensions de guerre et les traitements de la fonction publique ; non-respect par le Gouvernement de son engagement de faire siennes les conclusions de la commission tripartite fixant le préjudice subi à 14,26 %; commémoration du 8 mai ; attribution de la carte de combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; décision du Gouvernement d'augmenter les petites pensions au-dessous de 85 % ; revalorisation inversement proportionnelle au pourcentage d'invalidité ; (p. 3916) : diminution du pouvoir d'achat des pensions des anciens combattants ; proposition de M. Plantier, en tant que député, tendant à porter l'indice de référence du rapport constant à 172 points. **Examen des crédits** [14 novembre 1980]. **Avant l'Article 44** (p. 3932) : amendements n^{os} 6 à 10 du Gouvernement ; impossibilité de discuter des amendements après le rejet du titre IV.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2027) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre** (n° **1935**). **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4898) : crise économique du textile dans l'Ariège.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4953) : projet conjoncturel et électoraliste ; situation des agriculteurs dans l'Ariège ; difficultés des éleveurs ovins et caprins ; aggravation des disparités entre les agriculteurs ; insuffisance de l'indemnité spéciale de montagne ; mesures discriminatoires à l'égard des pluriactifs ; importance de l'installation des jeunes.

FAURE (Maurice)

Député du Lot
(1re circonscription)
(App. S).
Garde des sceaux, ministre de la justice.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Garde des sceaux, ministre de la justice (premier gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice (premier gouvernement Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756) [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2922**) : **Classification des zones rurales** [16 juin 1978] (p. 3093, 3094) : discrimination artificielle entre zone de piémont, zone de montagne et zone défavorisée ; le département du Lot devrait être classé en totalité zone de piémont.

— (n° **15182**) : **Production et commercialisation du tabac français** [20 avril 1979]

(p. 2930, 2931) : politique anti-tabac du Gouvernement ; publicité des multinationales américaines ; augmentation de la consommation du tabac blond, aux dépens des « produits noirs » fournis par les planteurs français et fabriqués par le SEITA.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1571) : démantèlement du service public ; rapport du SEITA et de son personnel ; rapport entre SEITA et planteurs ; monopole de la fabrication ; politique de relance de la production mise en œuvre par le SEITA ; déficit du SEITA ; évolution du goût de la clientèle en faveur du tabac blond ; projet de loi d'orientation agricole; (p. 1572) : prime à l'emploi versée par le FEOGA ; diminution du volume des achats de tabac métropolitain par le SEITA au profit des importations.

FEIT (René)

Député du Jura
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Membre du bureau provisoire [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2617).

Secrétaire du bureau [*J.O.* du 1er novembre 1979] (p. 2725).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre annexes et deux protocoles, signés, à Paris le 10 novembre 1978 (n° 1578) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores (n° 1737) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n° 2014) [6 novembre 1980] (p. 3689).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un institut de développement agricole** (n° **81**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un institut de promotion rurale** et d'espaces touristiques ruraux (n° **82**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** portant création d'une **commission d'étude des problèmes de la médecine générale** (n° **83**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de la législation relative à **l'adoption** (n° **84**) [18 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 133) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle, scientifique, technique et économique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Cap-Vert,** signé à Paris le 12 février 1976 (n° **246**) [18 mai 1978].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée du 5 au 19 septembre 1978 par une délégation de la commission au **Venezuela**, en **Colombie** et en **Equateur**, (n° **664**) [7 novembre 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 896) autorisant l'approbation de l'**accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale** (n° **976**) [17 avril 1979].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1578), autorisant l'approbation de la con- des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1578), autorisant l'approbation de la **convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores**, ensemble quatre annexes et deux protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978 (n° **1713**) [14 mai 1980].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée du 13 au 23 janvier 1980 par une délégation de la commission au **Mexique** et en **Haïti** (n° **1657**) [24 avril 1980]. Retrait de ce dépôt [28 avril 1980] (p. 3234).

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2014) autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention** générale sur la **sécurité sociale** du 9 juillet 1965 **entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc** (n° **2091**) [20 novembre 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1737) autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financières, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores** (n° **2092**) [20 novembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Concomitance des sessions parlementaires et des sessions des conseils généraux** [5 novembre 1980] (p. 3569).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6907) : budget mettant un terme au processus de dégradation des moyens de l'administration des affaires étrangères ; (p. 6908) : caractère global de la détente empêchant la France de fermer les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialites ; participation de la France à la réforme des mécanismes de négociation en matière de désarmement ; approuve la politique française en Afrique ; dégradation de la situation au Proche-Orient ; édification d'une Europe confédérale, seule réponse cohérente aux problèmes économiques de la France ; (p. 6909) : sa satisfaction devant l'initiative du Président de la République proposant d'engager une réflexion sur le problème de l'amélioration des mécanismes communautaires ; échec de la première tentative d'union monétaire européenne amorcée en 1969 ; approuve les mécanismes de la future zone de stabilité monétaire européenne ; vote favorable du groupe UDF sur le budget des affaires étrangères.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9585) : impossibilité de refuser l'adhésion des pays candidats après l'admission de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark ; élargissement offrant à la communauté européenne la chance de constituer le noyau originaire de la démocratie européenne ; débat sur l'approfondissement et les renforcements des mécanismes existants allant de pair avec celui relatif à l'élargissement ; risques de déstabilisation de la communauté ; nécessité d'une révision des institutions ; difficultés économiques posées par l'élargissement ; problème de la politique agricole ; nécessité d'une refonte de la politique agricole commune et de périodes de transition ; impossibilité de conclure les négociations entre la CEE et les pays candidats simultanément ; (p. 9586) : nécessité d'éviter de fixer un délai impératif pour les périodes transitoires ; rééquilibrage de la communauté vers le sud ; rejet d'une Europe supranationale ; souhaite une Europe confédérale.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3385) : mauvais fonctionnement des mon-

tants compensatoires monétaires : distorsion au niveau de la correction monétaire et distorsion au niveau des revenus des agriculteurs, condition de production et de concurrence ; se déclare satisfait de l'élimination des montants compensatoires monétaires nouveaux ; nécessité de politiques communes dans le domaine de l'énergie et dans le domaine de l'emploi ; litige opposant le Conseil des ministres et l'Assemblée de Strasbourg sur l'élaboration du budget de la communauté de 1979 ; (p. 3386) : problème de l'élargissement de la communauté ; renouvellement de la convention de Lomé ; difficultés des négociations commerciales multilatérales ; voyage du Président de la République en Union soviétique ; justification de la non participation de la France à un éventuel accord Salt III ; approuve la position de la France sur le désarmement ; progrès réalisés par les accords de Camp David ; (p. 3387) : la France doit s'opposer aux tentatives ouvertes de partition au Sud-Liban.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9559) : forte augmentation des crédits des services diplomatiques ; (p. 9560) : nouvelle définition des pouvoirs des ambassadeurs par le décret du 1er juin 1979 ; demande au ministre d'être ferme devant les difficultés pesant sur la discussion budgétaire des communautés et devant les risques de conflits concernant l'avenir de la politique agricole commune ; problème de la politique britannique à l'égard de la CEE ; demande des précisions sur l'état des négociations avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal en vue d'un élargissement de la CEE ; poursuite du dialogue politique avec l'Union soviétique ; reprise du dialogue franco-polonais ; coopération industrielle de la France avec les pays de l'Est ; sa satisfaction devant l'attitude de la France à l'égard des scandaleux événements qui se déroulent en Tchécoslovaquie ; tension récente qui a marqué les relations est-ouest ; approuve la politique africaine du Gouvernement ; succès en Mauritanie, au Tchad, au Shaba ; (p. 9561) : approuve la réaction de la France face au drame cambodgien.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10488) : évolution préoccupante de la situation démographique ; disparition des familles nombreuses ; priorité doit être accordée à la constitution de familles de trois enfants et plus ; fait du 3e enfant, remettant en cause l'équilibre familial ; (p. 10489) : nécessité de poursuivre l'effort de revalorisation et de simplification des prestations familiales pour compenser la chute des revenus liée à la présence du troisième enfant, en accentuant la progressivité entre le montant des prestations et le nombre d'enfants et en généralisant progressivement le complément familial ; nécessité d'établir une véritable confrontation des charges familiales et de développer les possibilités offertes aux femmes de recevoir une formation professionnelle ; demande l'élaboration d'un véritable statut de la mère de famille.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11284) : adhésion constituant la suite logique de l'accord d'association conclu en 1961 et permettant de raffermir la démocratie en Grèce et de rééquilibrer la communauté vers le sud ; risque politique résultant des relations tendues entre la Grèce et la Turquie ; (p. 11285) : libre circulation des travailleurs ne devenant effective qu'à partir de 1988 ; effets économiques neutres sur l'économie française pour la plupart des produits industriels ; stimulation des échanges de la France vers la Grèce ; difficultés possibles dans l'industrie textile et dans la construction navale ; problème de la flotte grecque ; existence d'une clause de sauvegarde générale dans le traité ; aggravation de la concurrence sur le marché français des fruits et légumes, des vins et des agrumes ; problèmes posés par les écarts de prix entre produits grecs et produits communautaires résolus par la mise en place de montants compensatoires « adhésion » ; aide communautaire accordée de façon progressive à la Grèce pendant la période de transition ; conséquences de l'adhésion sur le budget de la communauté ; (p. 11286) : difficultés de l'harmonisation fiscale et de la coordination des politiques économiques en Europe ; conclusions adoptées par la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article 4** *(suite)* (p. 181) : son amendement n° 49 : règles applicables aux produits spécifiques : retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 496) : Afrique ; situation au Tchad ; (p. 497) : accords de Lagos ; rôle de la France au Tchad : aide aux blessés ;

neutralité et médiation ; Mauritanie ; Centrafrique ; Zaïre ; Djibouti.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du premier ministre. — V. **Recherche. Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 2979) : utilisation croissante de l'anglais comme véhicule scientifique de la communauté internationale.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre annexes et deux protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978** (n° **1578**).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores** (n° **1737**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale commune** [9 décembre 1980] (p. 4762) : importance de la coopération franco-comorienne ; convention relative aux concours en personnel ; accord de coopération en matière économique, monétaire et financière : aide apportée par le fonds d'aide et de coopération et par la caisse centrale de coopération économique ; accord monétaire visant à faire entrer les Comores dans la zone franc ; création d'une banque centrale des Comores ; accord de coopération militaire techniques ; clauses relatives au non-engagement des coopérants militaires dans les opérations de maintien de l'ordre.

FENECH (Roger)

Député du Rhône
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 22 novembre 1978] (p. 3919).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [*J.O.* du 1er juillet 1979] (p. 1595).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 7 septembre 1979] (p. 2170).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3205).

Donne sa démission de membre de cette délégation [*J.O.* du 5 juin 1980] (p. 1385).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442).

Fin, le 11 décembre 1980, de cette mission temporaire [11 décembre 1980] (p. 4839).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant **à accorder une amnistie complète des condamnations prononcée en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance des territoires antérieurement placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France** (n° **286**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative **à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels** (n° **1009**) [24 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à modifier le régime d'imposition forfaitaire annuelle des sociétés** (n° **1014**) [24 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à étendre le bénéfice du livret d'épargne manuel aux salariés du secteur de la restauration** (n° **1621**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant **à modifier les lois n° 70-632 du 15 juillet 1970 et n° 78-1 du 2 janvier 1978 relatives à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **1841**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** relative **à l'indemnisation des pharmaciens rapatriés d'Algérie** (n° **1973**) [8 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prêts d'installation aux jeunes artisans** [14 juin 1978] (p. 2875) : nécessité de favoriser l'installation des jeunes artisans ; insuffisance des crédits.

— **Salons professionnels en province** [13 juin 1979] (p. 4996) : dispositions à prendre pour développer ces salons en province, nécessité d'équiper les villes et notamment celle de Lyon des infrastructures nécessaires à leur accueil.

— **Forclusion des salariés rapatriés d'Afrique du Nord** [28 novembre 1979] (p. 10818) : nécessité de lever cette forclusion qui risque de priver d'une partie de leurs droits acquis des rapatriés d'Afrique du Nord au moment de leur retraite.

— **Plasticage du monument à la mémoire des martyrs de l'Algérie française** [11 juin 1980] (p. 1737).

• *question orale sans débat :*

— (n° **17996**) : **Formation aux métiers du tourisme** [29 juin 1979] (p. 5869, 5870) ; amélioration des conditions d'apprentissage ; organisation des stages ; création d'un enseignement supérieur ; demande que la carte scolaire corresponde mieux au besoin du tourisme ; importance de ce secteur pour notre économie ; souhaite une loi-cadre sur le tourisme.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1994) : lacunes de la législation relative aux retraites des rapatriés : cas des étrangers établis en Algérie, des retraités rapatriés venant de pays autres que l'Algérie ; insuffisance de la réforme de l'aide au rachat des cotisations d'assurance vieillesse des rapatriés effectuée par le décret du 14 juin 1976 ; (p. 1995) : extension imparfaite de la retraite complémentaire aux salariés originaires d'Algérie par la loi du 29 décembre 1972.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7906) : rôle indispensable de l'entreprise dans la qualité de la vie ; nombre croissant de créations d'entreprises ; nécessité de majorer la taxe pour frais des chambres de métiers et d'accroître le nombre des classes préparatoires à l'apprentissage ; problème du statut des femmes d'artisans et de commerçants ; nécessité de mettre en place un statut de coexploitation et de collaboration ; nécessité de généraliser la création de zones artisanales et de conforter l'action des commissions départementales d'urbanisme commercial ; souhaite l'augmentation du seuil de dix salariés, critère de l'entreprise artisanale. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 7923) : soutient l'amendement n° 5 rectifié de M. Rémy Montagne portant de 140 F à 169 F le montant de la taxe maximale pour frais des chambres de métiers ; adopté.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7937) ; contentieux des rapatriés ; problème de l'amnistie des faits et condamnations en relation avec les événements d'Algérie ; cas des fonctionnaires révoqués en application de l'article 16 de la Constitution ; loi du 2 janvier 1978 ayant permis de franchir une étape importante dans la voie d'une indemnisation correcte des rapatriés ; (p. 7938) : problème des fonds bloqués dans les banques d'Afrique du Nord.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9090) : insuffisance des crédits du FDES affectés au tourisme ; demande la remise de la TVA aux touristes étrangers séjournant dans les hôtels français ; problème de l'adéquation de la formation aux métiers du tourisme ; conclusions du rapport « Choisir ses loisirs » de M. Jacques Blanc ; création de l'association France-Information-Loisirs et du groupement d'intérêt économique Bienvenue en France ; diminution des crédits d'équipement du tourisme social ; stagnation du thermalisme français.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3695) : tourisme, première industrie exportatrice française ; problèmes de la promotion ; diminution du nombre de touristes américains; formation des professionnels du tourisme ; création d'un enseignement supérieur et d'un institut national du tourisme ; complexité des procédures d'aide à l'hôtellerie ; (p. 3696) : aménagement du régime fiscal des « forfaits en montagne » et des voyages organisés ; accession des agents de voyages au marché à terme des devises ; agences établies outre-mer ; politique du tourisme outre-mer ; développement du tourisme social et familial ; adoption d'une loi d'orientation du tourisme.

FÉRON (Jacques)

Député de Paris
(28e circonscription)
(App. RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939). Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Economie - Budget : Entreprises publiques [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 22 : Industrie - Petite et moyenne industrie** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. A. Budget général. — **Annexe n° 22 : Industrie - Petite et moyenne industrie** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 16 : Economie - Budget : Entreprises publiques** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la petite et moyenne industrie. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6385) : part des PME dans la croissance de l'activité industrielle ; PMI : 45 % des entreprises industrielles, 42 % de leurs effectifs, 37 % de leur chiffre d'affaires ; politique gouvernementale tendant à favoriser l'accès de la PMI aux marchés publics, à l'exportation et au financement ; création de

la délégation à la petite et moyenne industrie ; problème de l'environnement administratif de PMI aux marchés ; le développement de leurs certaines PME ; (p. 6386) : nécessité de motiver l'ensemble des services administratifs en faveur de la PMI ; situation financière des PMI les détournant de l'investissement et de l'embauche.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Article 8** (p. 8563) : soutient son amendement n° 207 : suppression de l'augmentation des droits sur les alcools prévus par l'article 8 pour les produits de parfumerie ; adopté.

Deuxième partie :

Industrie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la petite et moyenne industrie. **Discussion générale** [5 novembre 1979] (p. 9357) : nécessité de favoriser l'accès des PMI aux marchés ; le développement de leurs fonds propres ; aide à la création d'entreprises ; création d'un fonds national de garantie ; réorganisation de l'ANVAR ; le dispositif d'actions régionales pour le commerce extérieur doit être renforcé ; la création d'une caisse d'équipement des petites et moyennes entreprises ; doublement des dotations budgétaires affectées à la PMI ; absence d'égalité de statut juridique des entreprises ; (p. 9358) : problème de l'entreprise à responsabilité limitée et du statut de dirigeant d'entreprise ; difficultés de passer d'une forme juridique d'entreprise à une autre ; obstacle existant à l'embauche de personnel permanent ; (p. 9389) : importance des investissements réalisés par les entreprises nationales ; (p. 9390) : 26,2 % de investissements de l'ensemble des sociétés non financières ; contribution des entreprises nationales au redéploiement industriel dans le domaine de l'énergie du téléphone ; problèmes des entreprises publiques ; déficit des soldes d'exploitation ; financement faisant largement appel aux marchés financiers intérieur et extérieur.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Economie et budget. — I. **Charges communes,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les entreprises publiques. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3413) : difficultés du contrôle du Parlement sur le secteur public ; (p. 3414) : rapports entre l'Etat et les entreprises publiques.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Section commune.** — II. **Jeunesse et sports. Examen des crédits** [7 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3735) : amendements n° 164 de M. Georges Hage et n° 172 de M. Jacques Mellick : réduction de crédits ; création massive de postes d'enseigants EPS. Titre IV (p. 3739) : amendement n° 100 rectifié de M. Bernard Marie : établissement, chaque année, à compter du projet de loi de finances pour 1982, d'un tableau récapitulant par ministère et par chapitre les crédits de toute nature qui concourent à l'intervention de l'Etat en faveur du sport et de l'équipement sportif et socio-éducatif.

FERRETTI (Henri)

Député de la Moselle
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1580), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Coopération), [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1981] (p. 981).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 12) autorisant l'approbation de la **convention relative à la protection du Rhin contre la pollution** par les **chlorures** signée à Bonn le 3 décembre 1976 (n° **160**) [9 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 4 de la **loi n° 72-619** du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions et relative à la connaissance et à la régulation des flux de **l'emploi** par les établissements publics régionaux (n° **285**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative au **financement des campagnes électorales et des partis politiques** (n° **287**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** portant **suppression de l'ordre administratif** et attribution de compétence en matière administrative à l'ordre judiciaire (n° **288**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assimiler les **personnels des districts** à ceux des communautés urbaines, en cas de dissolution de l'organisme de coopération intercommunale (n° **419**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions des articles L 122-18 et L 122-19 du **code du travail** et visant à la protection des jeunes gens appelés aux obligations du service **national actif** (n° **436**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 131) autorisant l'approbation d'un **accord général de coopération militaire technique** entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre**, signé à Kinshasa le 22 mai 1974 (n° **486**) [30 juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome III : Coopération** (n° **572**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer aux **enfants nés après insémination artificielle** un statut irrévocable d'enfants légitimes (n° **604**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 223-3 du livre II du code du travail relatif aux **congés annuels** (n° **605**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **créer un ordre national de l'innovation et de l'entreprise** (n° **906**) [15 mars 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 898) **autorisant l'approbation de la Convention de coopération technique en matière de formation du personnel de l'administration militaire malienne entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali** (n° **977**) [17 avril 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome III : Coopération** (n° **1294**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1283) **autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique du Soudan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements signée à Paris le 31 juillet 1978** (n° **1392**) [8 novembre 1979].

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** (n° **1455**) [5 décembre 1979].

— **Proposition de loi tendant à étendre aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions du titre I du livre V du code du travail relatif aux conseils de prud'hommes** (n° **1529**) [20 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome III : Coopération** (° **1563**). [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome III : Coopération** (n° **1978**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité des coopérants français au Tchad** [16 avril 1978] (p. 1367) : l'affaire de Salal ; perte de deux coopérants chargés de mission d'assistance technique.

— **Troubles au Zaïre** [17 mai 1978] (p. 1757, 1758) : mesures envisagées pour assurer la sécurité des coopérants français au Zaïre.

— **Situation dans la sidérurgie et respect de certaines dispositions communautaires** [31 mai 1978] (p. 2288, 2289) : non-respect des dispositions arrêtées par les autorités européennes dans le cadre du plan Davignon.

— **Sécurité des avions gros porteurs** [13 juin 1979] (p. 4997) : à la suite de l'accident du DC 10 à Chicago, inspection ordonnée par l'administration fédérale de l'aéronautique des réacteurs des avions gros porteurs américains, mais également des Airbus ; ce dernier possède-t-il les certificats de conformité aux normes de sécurité internationales ; si oui, quelle sera la réaction française devant l'attitude de l'administration américaine ?

— **Importations d'acier aux Etats-Unis** [15 octobre 1980] (p. 2725) : sauvegarde des productions sidérurgiques en Europe ; actions anti-dumping de la société « US Steel » ; système des « prix gâchette ».

• *intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Antoine Porcu** (n° **549**) *:* **Sidérurgie française** [28 avril 1978] (p. 1449, 1450) : recherche de solutions européennes ; prêts du FDES ; efforts de reconversion professionnelle.

INTERVENTIONS

— **Rappel au règlement** [28 avril 1978] (p. 1451) : limitation du temps de parole des orateurs inscrits sur les questions orales avec débat.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signée à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**)**. Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1796) : la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 ; les origines et les effets de la pollution par les chlorures ; (p. 1797) : les négociations entre les pays riverains tendant à réduire la pollution du Rhin ; les dispositions de la convention de Bonn ; les moyens financiers et techniques de sa mise en œuvre ; la solution adoptée par la convention de Bonn pour réduire les rejets chlorés dans le Rhin : l'injection à grande profondeur des saumures résiduelles ; la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique signée le 3 décembre 1976.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**)**. Discussion** [24 mai 1978] (p. 2001) : adaptation du régime de la garantie de ressources versée aux personnes âgées de 60 ans privées d'emploi pour cause économique à la situation des anciens militaires, des mineurs de fer de Lorraine ; (p. 2002) : application de l'accord national interprofessionnel du 13 juin 1977 sur le régime de préretraite volontaire aux anciens déportés, internés, prisonniers et combattants ; demande l'amélioration des règles de cumul des pensions d'invalidité du régime général pour les titulaires d'une rente d'accident du travail, d'une pension militaire d'invalidité ou d'une pension d'un régime spécial ; problème de l'affiliation aux caisses d'assurance maladie du régime d'Alsace-Lorraine des agents de la sidérurgie lorraine privés d'emploi pour cause économique.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**)**. Discussion** [8 juin 1978] (p. 2694) : transformation profonde des données de la situation internationale ; compétition commerciale ; pression des désordres monétaires et conflits armés menaçant l'Afrique ; transformations subies par l'Afrique : fin de la colonisation accession à l'indépendance, distorsion dans l'évolution relative des pays africains ; force potentielle et faiblesse actuelle de l'Afrique expliquant les convoitises qui pèsent sur elle ; principes de la politique africaine de la France : condamnation de toute ingérence extérieure, respect de la souveraineté des Etats et des frontières issues de l'accession à l'indépendance, coopération et assistance concernant la sécurité ; jugement favorable porté sur les actions militaires françaises en Afrique par la communauté internationale ; nécessité de combattre les tentatives de déstabilisation de l'Afrique ; (p. 2695) : pas de développement sans le préalable de la sécurité en Afrique ; diminution de la part relative du budget du ministère de la coopération et du nombre global des coopérants français ; contenu de la coopération : action de formation se substituant à un enseignement direct, développement de la

recherche, notamment en matière agricole, intervention dans le domaine de la santé, coopération militaire.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° 563) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 564). **Première lecture. Discussion générale** [9 octobre 1978] (p. 5803) : sur la question préalable de M. Pierre Mauroy ; plan de 1977 ; amélioration de la productivité et concentration de la production sur des produits d'avenir ; suppressions d'emplois intervenues dans les industries sidérurgiques des pays européens ; mesures prises dans le cadre européen ; principe du plan actuel, transformation des créances sur les entreprises en participations ; nécessité de l'effort d'organisation des relations entre producteurs et de régulation du marché dans le cadre d'Eurofer ; (p. 5804) : problèmes des régions ayant comme mono-industrie la sidérurgie.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Coopération**, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [3 novembre 1978] (p. 7053) : progression satisfaisante du budget de la coopération ; aide publique française au développement : 0,62 % du PNB ; progression de la part relative de l'aide multilatérale ; forte progression de la coopération financière ; (p. 7054) : trois types d'aides financières : aide traditionnelle affectée à des opérations précises, aide à Djibouti, aides exceptionnelles ; croissance de l'aide militaire ; substitution à la gestion directe de laboratoires d'une coopération sur programme définie par les Etats en matière de recherche scientifique ; coopération culturelle croissante ; remplacement d'une coopération de substitution par une coopération de formation en matière d'assistance technique par l'augmentation des crédits destinés au personnel enseignant plutôt qu'aux techniciens ; concentration de l'aide à l'équipement sur les Etats les plus démunis ; procédure nouvelle d'aide au développement industriel permettant d'associer le fonds d'aide et de coopération et la caisse centrale de coopération économique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord général de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre, signé à Kinshasa le 22 mai 1974** (n° 131). **Première lecture** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8161) : aucun rapport entre l'intervention française au Zaïre et l'accord de coopération militaire technique ; accord analogue à ceux que la France a passés depuis 1973 avec de nombreux Etats africains ; contenu de l'accord : nomination d'un chef de mission militaire française de coopération, conditions d'emploi des personnels d'assistance technique mis en place à la demande du Zaïre, organisation des stages de personnel militaire zaïrois en France, envoi de missions ponctuelles de coopération militaire ; longueur du délai écoulé entre la signature de l'accord le 22 mai 1974 et le début de son examen par le Parlement le 20 avril 1978 ; avis favorable de la commission sur l'adoption du projet.

— **Projet de loi relatif aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9827) : augmentation de la contribution financière de l'Etat à l'indemnisation du chômage ; gravité de la situation de la sidérurgie ; possibilité de faire verser des cotisations pour financer le système d'indemnisation du chômage par l'Etat et ses employés ; (p. 9828) : souhaite l'institution d'une allocation différentielle au bénéfice des chômeurs acceptant un emploi moins bien rémunéré.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° 15). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2318) : prise de consciences insuffisante des problèmes énergétiques dans l'opinion ; persistance de l'instabilité politique et monétaire dans le monde ; approuve la politique nucléaire actuelle malgré la réalité des risques d'accident ; approuve la création auprès du Parlement d'un comité d'évaluation des choix techniques en matière d'énergie ; projet du Gouvernement permettant de faire intervenir plus directement la population dans les choix énergétiques.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 1036). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3408) : approuve la position du Gouvernement sur le problème du Proche-Orient ; insuffisance du traité israélo-égyptien et nécessité du règlement global pour un établissement durable de la paix ; problème de la Cisjordanie et crise du Liban.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Affaires étrangères. Discussion générale** [7 novembre 1979] (p. 9573) : nécessité d'approfondir la notion de droits de l'homme actuellement fondée sur une inspiration culturelle occidentale ; problème des modalités pratiques d'action en faveur des droits de l'homme ; évolution politique et économique, moyen d'acclimatiser aux différentes cultures la notion des droits de l'homme.

Coopération, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9871) : augmentation rapide du budget de la coopération ; diminution de l'aide multilatérale de la France ; nouvelle convention de Lomé ; priorités : aide militaire, aide budgétaire pour les pays les plus pauvres, aide à l'équipement ; nouvelle politique d'assistance technique visant surtout à la formation de cadres africains ; (p. 9872) : africanisation de l'enseignement primaire ; nécessité de scolariser les enfants français dans les établissements spécifiques.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12341) : présence active et continue de la France en Afrique depuis un siècle ; convoitise extérieure à l'égard de l'Afrique ; nécessité pour la France d'assurer la continuité du développement de l'Afrique et de veiller au maintien de la paix ; (p. 12342) : confiance des Africains dans la France ; nouvelle convention de Lomé ; difficulté économique des pays africains notamment du fait du système monétaire ; justifie les interventions militaires visant à éviter une déstabilisation de l'Afrique, exemple de la Mauritanie, du Tchad, du Zaïre et du Centrafrique.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 525) : accords de Camp David ; (p. 526) : déclaration du Président de la République au Proche-Orient ; conditions d'un règlement du conflit israélo-arabe ; problème palestinien ; reconnaissance de l'OLP.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Coopération, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3745) : amélioration de la situation politique de l'Afrique et dégradation de sa situation économique ; problème du Tchad ; choc pétrolier ; avantages de l'aide bilatérale ; (p. 3746) : trop faible progression des crédits de la coopération culturelle ; augmentation insuffisante des autorisations de programme du fonds d'aide et de coopération ; priorité donnée à la recherche ; limitation de l'aide à l'administration des Etats.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3791) : confusion faite entre la présence culturelle de la France et la langue française ; affirmation de la prééminence du plurilinguisme ; unité de l'action culturelle et de la coopération économique et scientifique ; (p. 3792) : rapport Rigaud.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3828) : évolution de la situation de l'industrie sidérurgique ; chute de la demande d'acier en Europe ; institution d'un régime européen d'un quota de production ; (p. 3854) : création de la caisse française des matières premières et politique française de stockage des matières premières.

FÈVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne (1re circonscription) (UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**obligation pour des collectivités locales d'avoir recours à un architecte** (n° **2202**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Libération des prix dans l'industrie hôtelière** [18 octobre 1978] (p. 6240) : le développement et la modernisation de l'hôtellerie exigent la libération des prix ; exemple d'une station thermale.

— **Lutte contre la brucellose** [10 octobre 1979] (p. 8003) : retard dans le paiement des primes à l'abattage des animaux ; nécessité d'accélérer le paiement des subventions.

— **Crédit agricole** [12 décembre 1979] (p. 11663) : réforme du crédit agricole tendant à le soumettre à l'impôt sur les sociétés, et d'étendre le champ de sa capacité d'intervention ; difficulté pour de nombreuses caisses régionales de bénéficier de l'extension des compétences consentie par les pouvoirs publics.

— **Prêts spéciaux pour le soutien de l'emploi** [21 mai 1980] (p. 1133) : modalités de remboursement.

— **Exportations de blé** [29 octobre 1980] (p. 3259) : relance des exportations vers l'URSS et la Chine.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6673) : insuffisance de l'effort de construction en zone rurale ; nécessité de donner aux maires les moyens de favoriser les constructions nouvelles à l'intérieur des villages ; nécessité d'un effort sur le plan du logement locatif aidé en zone rurale ; (p. 6674) : effort insuffisant de l'Etat en matière de réhabilitation du patrimoine immobilier en milieu rural ; impopularité de la procédure du permis de construire.

Transports. — V. Routes, ports et voies navigables. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7321) : budget marqué par la rigueur et le désengagement de l'Etat ; insuffisance de la subvention accordée aux départements en contrepartie du transfert des routes nationales secondaires ; (p. 7322) : détournement du système de programmes d'action prioritaire d'intérêt régional dans le sens du désengagement de l'Etat.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7768) : inadaptation de la politique d'aménagement du territoire aux nouvelles données économiques ; problèmes d'emploi dans tous les départements ; nécessité de s'appuyer sur les PME plutôt que sur les grandes entreprises ; souhaite le retour à un système d'attribution des aides au coup par coup et la création dans chaque département d'un délégué départemental à l'aménagement du territoire ; nécessité d'accroître les compétences des collectivités locales.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 65** (p. 8001) : son amendement n° 282 : fixation de la limite de la déduction à 50.000 F pour les inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne ; rejeté.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Après l'Article 4** (p. 7939) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission qui tend à réduire l'initiative et la responsabilité des départements et des communes.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4941) : problème de la nature du Plan et de ses rapports avec la définition d'un taux de croissance globale ; nécessité d'établir des programmes d'action prioritaire ; demande à ce que soient annexés au Plan des scénarios de croissance ; (p. 4942) : nécessité de faire de l'aménagement du territoire et de la revitalisation du milieu rural des options à part entière ; (p. 4943) : nécessité de stabiliser le développement des dépenses publiques et des dépenses sociales ; souhaite le développement du travail à temps partiel ; nécessité d'une sensibilisation de l'opinion au Plan.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8796) : augmentation du coût des travaux d'entretien du réseau routier supérieure à celle des crédits ; problème de la desserte de l'est de la France et notamment de la Haute-Marne ; nécessité d'achever l'étoile autoroutière de Langres ; (p. 8797) : demande l'aménagement en voie rapide de la route entre Saint-Dizier et Chaumont.

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8887) : rôle déterminant du commerce et de l'artisanat pour l'existence du monde rural ; nécessité d'une aide spécifique au milieu rural en matière d'installations, d'assistance technique à la gestion ; (p. 8888) : de soutien bancaire ; information insuffisante sur les mesures favorables au commerce et à l'artisanat ; le problème du statut de la femme de commerçant et d'artisan ; le statut de l'artisanat ; nécessité d'une aide de l'Etat au centre de formation des apprentis de Chaumont.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9961) : rigidité de la carte des aides ; nécessité d'une augmentation des pouvoirs des collectivités locales dans le domaine du développement économique et des remèdes aux difficultés d'emplois.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° 1408). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10497) : désagrégation de la vie familiale ; importance des mesures prises pour la famille mais complexité de ces mesures ; nécessité de les regrouper dans une loi-cadre ; tarification SNCF ; situation démographique française ; (p. 10498) : nécessité d'encourager la famille de trois enfants et d'instituer un revenu familial garanti pour la famille de trois enfants ; société insuffisamment ouverte pour l'enfant.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1174) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles** (n° 211). **Première lecture. Discussion des articles** [20 mai 1980]. **Article 3 : Article L 231-1 du code de la construction et de l'habitation** (p. 1100) : son amendement n° 90 : suppression du troisième alinéa du texte de l'article L 231-1 ; adopté ; entreprises artisanales de gros œuvre ; suggestions pesant sur les entreprises artisanales du bâtiment.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3271) : aménagement du territoire et crise économique ; création d'emplois dépendant des règles du marché ; (p. 3272) : nécessité d'accroître les possibilités d'aides financières à la création d'emplois pour les régions, les départements et les communes ; souhaite la généralisation de l'aide spéciale rurale.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3363) : demande la modulation selon les départements de l'octroi des prêts pour l'accession à la propriété ; délivrance des permis de construire ; insuffisance des effectifs des architectes des Bâtiments de France ; conteste la nécessité pour les collectivités locales de recourir aux services d'un architecte pour toutes constructions.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3651) : priorités accordées à l'hydraulique, au drainage, au remembrement à la forêt, à la formation et à la recherche et à l'installation des jeunes agriculteurs ; cohérence avec les objectifs de la loi d'orientation agricole ; problème de la libération des terres et des retraites agricoles ; importance économique de l'agriculture en France ; conditions de vie et avenir de l'exploitation familiale et baisse du revenu agricole ; explosion des coûts de production ; (p. 3668) : pose une question au nom de M. Jean Briane ; lien entre l'aménagement rural et l'aménagement du territoire ; élaboration de la directive nationale d'aménagement rural prévue par la loi d'orientation agricole.

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4065) : cotisations sociales des pluriactifs ; exemple des artisans vanniers-osiéristes en Haute-Marne.

FILLIOUD (Georges)

Député de la Drôme
(*3e circonscription*)
(*S*).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Ministre de la communication.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de la communication (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre de la communication (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Vice-président de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1109, 1111).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [26 avril 1978] et [27 avril 1978] (p. 1404).

Membre suppléant du haut conseil de l'audiovisuel [8 juin 1978] (p. 2729) [9 juin 1978] (p. 2762).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Vice-président de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J.O.* du 22 novembre 1979] (p. 2893).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome IV : Culture et communication - Culture** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome IV : Culture et communication - Culture** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome IV : Culture et communication - Culture** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Respect de la pluralité des opinions à la radio et à la télévision** [9 mai 1979] (p. 3541) : nécessité pour le Gouvernement de faire respecter les règles d'équilibre assurant la pluralité des opinions et l'équilibre entre elles.

— **Interventions du Gouvernement à la télévision** [16 mai 1979] (p. 3854) : nécessité pour le Premier ministre de renoncer à ses interventions trop fréquentes à la télévision ou de faire donner à l'opposition le même temps d'antenne quelques jours avant l'ouverture de la campagne pour les élections européennes.

— **Aide ménagère aux personnes âgées** [24 octobre 1979] (p. 8870) : réduction récente notamment dans la région Rhône-Alpes du nombre d'heures d'aide ménagère pour les personnes âgées ce qui nécessitera leur hospitalisation ou leur prise en charge par les bureaux d'aide sociale.

— **Immunité conférée à M. Poniatowski par sa qualité de membre de l'Assemblée des communautés européennes** [8 octobre 1980] (p. 2603) : impunité totale pour les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg ; possibilité de poursuivre les parlementaires français hors session ; exemple : inculpation de parlementaires ayant pris la parole à des radios libres.

— **Poursuites engagées par M. le Ministre de la justice contre le journal** « *Le Monde* » [12 novembre 1980] (p. 3762) : lien entre l'affaire Delpey et les donations de Bokassa ; nécessité d'un débat sur la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Réponse au rappel au règlement de M. Dominique Taddei** [18 mai 1978] (p. 1820).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Chevènement** [15 juin 1978] (p. 2973).

— **Réponse au rappel au règlement de M. André Billardon** [19 octobre 1978] (p. 6381) : saisira le président de l'Assemblée nationale des faits rapportés.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Crédits militaires - Budget annexe du service des essences. Discussion générale** [7 novembre 1978]. **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** (p. 7110) : saisira la délégation chargée des relations avec l'audiovisuel au cours de la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Antoine Porcu** [21 novembre 1978] (p. 8092) : rappel au règlement de M. Antoine Porcu relatif à l'organisation d'un débat sur l'élargissement des compétences de l'Assemblée européenne ; le représentant du Gouvernement n'a pas refusé l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée d'un débat sur ce sujet.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9301) : refuse le vote par division de l'article L 234-12 du code des communes.

En qualité de député :

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1812) : **oppose la question préalable ;** l'insuffisante préparation du texte ; les déséquilibres entre la région parisienne et la province ; (p. 1813) : la possibilité de présenter séparément le projet de Musée du XIX^e^ siècle ; le problème des frais de fonctionnement occasionnés par ce nouveau musée ; l'excès de centralisation dans la politique culturelle ; l'implantation du musée Picasso, du musée de la Renaissance ; la « misère » des musées de province ; (p. 1814) : la nécessité de revoir le texte ; question préalable rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et**

à la télévision (n° 250). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2608) : **oppose une exception d'irrecevabilité ;** (p. 2609) : monopole actuel au service de la diffusion des opinions gouvernementales ; système du monopole portant atteinte aux libertés publiques ; affaire de radio Fil-Bleu et action de M. François Delmas devenu secrétaire d'Etat ; changement d'attitude du Gouvernement à l'égard des radios libres avant et après les élections ; contradictions entre le projet et le préambule de la Constitution de 1958 reprenant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; projet contraire à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ne permettant pas de remettre en cause le principe de la libre communication des pensées ; (p. 2610) : attitude différente du Gouvernement à l'égard des radios libres et des grands postes périphériques ; main basse du Gouvernement sur tous les moyens d'information ; sociétés nationales de télévision, SOFIRAD, postes périphériques, AFP ; violations répétées des ordonnances de 1944 sur la presse ; s'affirme partisan du monopole de transmission mais non du monopole de programmation ; censure et autocensure pesant sur l'information télévisée ; utilisation abusive des chaînes nationales de radio et de télévision par le Président de la République et le Premier ministre pendant la campagne électorale de mars 1978 ; cas d'Antenne 2 ; (p. 2611) : cas de M. Michel Lemerle, journaliste à France-Inter et responsable syndical dont la réintégration au terme de son mandat syndical a été refusée pour raison politique ; publication de l'ouvrage *L'Information bâillonnée* par le syndicat national des journaliste de FR 3 ; (p. 2612) : critique le contenu des programmes des postes périphériques ; refus du Gouvernement de répondre aux besoins d'expression locale dans le cadre du service public ; (p. 2613) : rejeté par scrutin. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 2644) : sur l'amendement n° 7 de M. Marcel Tassy : qualité des journalistes de la radiotélévision.

— **Fait personnel** : reprise par une chaîne de télévision de sa déclaration relative aux stations périphériques [7 juin 1978] (p. 2645, 2646).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour la culture. **Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6263) : insuffisance des crédits consacrés à l'art populaire de la chanson ; (p. 6264) : fréquence des changements de ministre de la culture ; critique le transfert du secteur architectural au ministère de l'environnement qui rend tout puissants les directeurs départementaux de l'équipement ; proteste contre la limitation de son temps de parole à huit minutes.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6716) : échec de la réforme de 1974 ; majoration de 16,6 % du montant de la redevance télévision ; croissance de 18 % des recettes publicitaires des chaînes de télévision ; propose de plafonner le temps de la publicité et non le montant des recettes et de répartir son produit entre tous les organismes de radio-télévision ; survivance des défauts de l'ancien ORTF ; déplore que les réalisateurs soient éliminés de la production ; pouvoir absolu des présidents et des directeurs des chaînes responsables de la médiocrité des émissions ; (p. 6717) : politique gouvernementale organisant la faillite de la SFP en la soumettant aux lois du marché ; dénonce la campagne de presse hostile à la SFP ; politique gouvernementale incapable de retarder l'avènement d'un nouvel âge de la communication. **Examen des crédits** [26 octobre 1978]. **Avant l'Article 70** (p. 6735) : son amendement n° 259 : transformation en taxe fiscale de la redevance télévision ; possibilité de contrôle parlementaire limitée par le caractère parafiscal de la redevance actuelle ; (p. 6737) : rejeté ; **ligne 70 de l'Etat E** nation ; devenu sans objet. **Après l'Article 76** (p. 6738) : son amendement n° 267 : donne au Parlement en ce qui concerne la répartition des recettes publicitaires de chaînes de télévision des pouvoirs analogues à ceux dont il dispose pour la répartition de la redevance ; rejeté.

Services du Premier ministre. — **I. Services généraux - Information. Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7792) : absence de débat sur l'information en dehors de la discussion budgétaire ; (p. 7793) : construction de l'« empire » Hersant contraire à l'ordonnance du 26 août 1944 qui interdit la direction de plusieurs journaux par une même personne ; direction par le Président de la République des « combinaisons » relatives à la presse ; mainmise de l'exécutif sur tous les mass media ; agonie de la presse ; diminution des tirages des quotidiens ; (p. 7794) : mauvaise répartition de l'aide aux journaux, exemple de *Détective ;* nécessité de sélectionner les bénéficiaires des aides publiques ; possibilités d'alimenter un fonds d'aides à la presse destiné à favoriser la création de vrais journaux et soutenir les journaux en difficultés grâce aux économies réalisées dans l'attribution des aides.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**).

Première lecture. Discussion générale [15 mars 1979] (p. 1647) : responsabilité de Jacques Chirac dans la dépendance de la radio-télévision vis-à-vis du pouvoir ; l'arrestation du directeur du journal *Rouge ;* (p. 1648) : usage des fonds publics octroyés à la police ; nécessité d'enquêter sur le cas Hersant, de développer l'information du pouvoir législatif par l'exécutif. **Discussion de l'article unique** [15 mars 1979] (p. 1659) : son sous-amendement n° 5 soutenu par M. Alain Hautecœur : contrôle de l'exactitude des informations fournies par les pouvoirs publics notamment dans le domaine politique ; (p. 1660) : son sous-amendement n° 6 soutenu par M. Alain Hautecœur : enquête de la commission sur les critères de choix des personnalités désignées par le pouvoir exécutif au sein des organes d'information ; (p. 1661) : rejeté ; son sous-amendement n° 7 soutenu par M. Alain Hautecœur : contrôle des opérations de concentration de la presse écrite ; (p. 1662) : opposition de l'article 141 du règlement au sous-amendement n° 7 qui ne peut dont être mis en discussion ; (p. 1665) : son amendement n° 1 devenu sans objet. **Explications de vote** [15 mars 1979] (p. 1663) : capitulation du RPR par des « concessions infamantes ».

— **Rappel au règlement** [26 avril 1979] (p. 3149) : demande que l'examen de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien sur le droit de grève à la RTF ne débute pas en séance de nuit, la plupart des députés étant absents ; (p. 3150) : demande que le président de l'Assemblée nationale soit saisi et contacte les membres de la conférence des présidents pour décider une modification de l'ordre du jour.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3165) : **oppose la question préalable** (p. 3166) : atteinte au droit de grève ; ralliement d'une majorité désunie sur ce texte ; loi de 1974 sur la radio-télévision adoptée à l'initiative de Jacques Chirac, premier ministre et désavouée aujourd'hui par Robert-André Vivien et les députés RPR ; (p. 3167) : remise en cause de la loi Veil par Jacques Chirac qui était Premier ministre lors de son adoption ; interroge le ministre sur l'affermage d'Antenne 2 à une société privée, sur la non-diffusion de *Français, si vous aimez,* et sur les règles applicables pour la campagne des élections européennes ; (p. 3169) : question préalable rejetée au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la culture. **Discussion générale** [26 octobre 1979] (p. 9017) : niveau dérisoire des crédits de la culture ; (p. 9018) : coût financier excessif de quelques grandes institutions : Opéra de Paris, centre Georges-Pompidou ; réduction des crédits de paiement consacrés aux archives ; réduction de la subvention au théâtre national de Chaillot ; souhaite que le Parlement soit saisi rapidement d'un projet de loi de programme sur la lecture publique et d'un projet de loi-cadre sur l'enseignement de la musique ; nécessité d'assurer la gratuité effective des cours à horaires aménagés dans les conservatoires ; (p. 9034) : problème de l'avenir proche du théâtre de Chaillot.

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9043) : affaire des diamants de Bokassa étouffée par la radio et la télévision ; déformation de l'actualité imposée aux journalistes ; (p. 9044) : conditions scandaleuses de la nomination du nouveau président de l'AFP ; échec de la commission d'enquête parlementaire sur l'information ; (p. 9045) : affirme avoir mis en cause, non pas les journalistes de la télévision, mais un système.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information [26 octobre 1979]. **Article 70 :** reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour entreprises de presse ; (p. 9061) : soutient l'amendement n° 329 de M. Laurent Fabius : reconduction des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts pour 1980 et 1981 ; rejeté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** (n° **1736**). **Première lecture. Discussion générale** [10 octobre 1980] (p. 2660) : non consultation du Parlement sur le programme nucléaire français ; position du PS en matière nucléaire ; (p. 2661) : exonérations fiscales ; mécontentement des collectivités locales ; nécessité de négocier de nouvelles conditions fiscales ; insuffisance du titre II relatif à la non-prolifération et au contrôle ; vote hostile du groupe socialiste ; (p. 2662) : non-information du Parlement sur les promesses d'exonérations fiscales faites par le Gouvernement. **Explications de vote** (p. 2664) : vote hostile du groupe socialiste du fait des dispositions fiscales de la convention.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3528) : insuffisance du

contrôle parlementaire sur la radio-télévision ; grisaille de la télévision (p. 3529) : temps de parole de différents courants politiques dans les journaux télévisés ; manque d'objectivité des informations relatives au Président de la République ; intervention de M. Lionel Stoleru contre l'émission « Mosaïques » de FR 3 ; (p. 3530) : pseudodéontologie des journalistes et problème de la violence ; radios libres ; non-mise en place des comités régionaux de l'audiovisuel. **Examen des crédits. Après l'Article 46** (p. 3541) : son amendement n° 142 : transformant la redevance télévision en taxe fiscale ; rejeté ; contrôle limité du Parlement sur les taxes parafiscales.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3490) : diminution du budget de la culture ; (p. 3491) : politique favorable aux commerçants de la culture ; démission de l'Etat ; risque de disparition de la création artistique ; (p. 3492) : menace pesant sur le patrimoine ; caractère publicitaire de l'opération « Année du patrimoine » ; sacrifice de la province ; offensive contre les bibliothèques et la lecture publique.

FITERMAN (Charles)

Député du Val-de-Marne
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant sur les pouvoirs et les libertés des **collectivités locales** dans l'exercice de la souveraineté populaire (n° **753**) [6 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à valoriser le sel produit par les **mines de potasse d'Alsace** (n° **1376**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi-cadre** tendant à l'utilisation démocratique de la **force publique** et instituant un ensemble de règles déontologiques applicables aux **fonctionnaires de police** (n° **2213**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Ticket modérateur d'ordre public** [7 mai 1980] (p. 929) : journée d'action du 13 mai 1980 (p. 930) : augmentation des cotisations salariales ; protection sociale des chômeurs.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 234). Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2993) : **oppose la question préalable ;** dégradation de la situation économique depuis les élections ; caractère dérisoire d'un collectif de cinq milliards ; (p. 2294) : taux d'inflation de 9 % en 1977 ; baisse du pouvoir d'achat des salaires ; augmentation du chômage ; augmentation des profits réalisés par les grosses sociétés ; importance des investissements qu'elles réalisent à l'étranger ; la course au profit, cause de l'inflation ; pénalisation des petites entreprises par l'accroissement de la concurrence ; fermeture d'entreprises modernes ; « stratégie désastreuse » pour l'indépendance nationale ; l'opposition des communistes à la politique du Gouvernement ; (p. 2295) : propositions communistes : amélioration du pouvoir d'achat : relèvement des bas salaires, annulation des hausses de tarifs publics, suppression de la hausse du prix de l'essence, attribution d'une prime de 500 F aux enfants de familles de condition modeste ; défense de l'emploi : limitation des licenciements et fermetures d'entreprises, création de comités locaux pour l'emploi, création d'un fonds de soutien aux PME, réduction de la durée du travail ; financement de ces mesures : suppression de l'avoir fiscal, création d'une taxe sur les capitaux propres des banques, majoration de l'impôt sur les gros revenus, cotisations supplémentaires à la sécurité sociale pour les grosses entreprises ; question préalable rejetée.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6247) : budget de pénurie et d'abandon national ; diminution de l'effort de recherche depuis 1968 ; détérioration de la balance des brevets et licences ; budget visant à mettre la recherche au service d'un nombre restreint de groupes multinationaux à base française ; politique de rentabilité à court terme de quelques produits ; (p. 6248) : abandon de la recherche dans les sciences humaines ; problème du per-

sonnel de la recherche ; recours systématique aux technologies étrangères ; menaces pesant sur le CNRS ; propositions communistes en matière de recherche.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII[e] Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8412) : **soutient la question préalable de M. Roger Combrisson** ; constat d'échec sur le bilan de réalisation du VII[e] Plan à mi-parcours ; croissance insuffisante, 3,7 % au lieu des 5,5 % prévus par le VII[e] Plan ; inflation de 10 % : accroissement des profits ; priorité donnée à l'exportation ; accroissement de la dépendance de l'économie française vis-à-vis de l'extérieur ; intégration des secteurs de technologie de pointe dans les ensembles multinationaux dominés par les Etats-Unis ; exportation effrénée des capitaux ; investissements des grandes firmes françaises à l'étranger ; (p. 8413) : volonté de lier le franc au mark ; sacrifices demandés aux travailleurs ; chômage massif et permanent ; nécessité du rééquilibrage des échanges extérieurs ; relance des productions nationales permettant d'économiser les importations et d'accroître les exportations ; possibilité de mettre en place des protections provisoires ; nécessité d'améliorer le niveau de vie ; (p. 8414) : conception communiste d'une planification démocratique ; usage de la participation comme moyen de maintenir dans la crise la domination du capital ; question préalable rejetée au scrutin pulbic (p. 8415).

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9108) : conséquences pour la jeunesse de la crise économique ; pratique du sport restant un luxe inaccessible pour beaucoup ; budget sportif scandaleusement faible ; diminution de 25 % de crédits de paiement ; grands besoins d'équipements légers et décentralisés ; régression des subventions pour le mouvement sportif ; (p. 9109) : politique à l'égard du sport de haut niveau caractérisé par l'insuffisance et l'autoritarisme ; boycott rampant des jeux de Moscou ; proteste contre l'augmentation de 15 % des sommes mises à la disposition personnelle du ministre. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9138) : son opposition à l'amendement n° 281 corrigé de M. Roland Beix : réduction des crédits affectés à la préparation olympique ; intérêt pour la France d'avoir une représentation importante aux jeux olympiques.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2519) : **question préalable** : gravité de la situation économique ; (p. 2520) : responsabilité du Président de la République et du Gouvernement ; sidérurgie ; production charbonnière ; textile ; aéronautique ; augmentation des profits et diminution des investissements ; déficit du commerce extérieur ; (p. 2521) : relance de la consommation populaire ; conditions de travail ; problème de Manufrance ; (p. 2522) : question préalable rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3173) : développement de l'insécurité lié à la crise économique et sociale ; détournement des moyens de la police vers la répression des luttes politiques et sociales ; (p. 3174) : opérations « coup de poing » et contrôles d'identité ; bavures ; protection de certains délinquants par le pouvoir ; expulsions de Mody Konaté et de Simon Malley ; revendications justifiées des syndicats de la police ; nécessité d'étendre la pratique de l'îlotage.

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
(2[e] circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 65** (p. 8001) : son amendement n° 325 : fixation du plafond de déduction à 25.000 F ; utilisa-

tion des recettes supplémentaires ainsi dégagées à l'extension des dispositions de l'article 100 *bis* du code général des impôts permettant de répartir sur trois ans les revenus imposables, aux artistes interprètes lyriques, chorégraphiques, dramatiques et de variétés ; rejeté.

FLOSSE (Gaston)

Député de la Polynésie française (2e circonscription) (RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [12 octobre 1978] (p. 6015).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [2 octobre 1978] (p. 5450).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

DÉPOTS :

— **Rapport**, fait au nom de la commission de finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 37 : Territoires d'outre-mer** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un régime de protection sociale au profit des **travailleurs non salariés du secteur agricole** (n° **628**) [19 octobre 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 37 : Territoires d'outre-mer** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 62 de la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française afin de préciser la compétence territoriale sur la zone économique située au-delà de la limite des eaux territoriales** (n° **1353**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **instaurer la collégialité en appel, en matière civile et commerciale dans le territoire de la Polynésie française** (n° **1526**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer des mesures de prévention de la **criminalité en Polynésie française** (n° **1633**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** relative au jugement des **crimes et des délits** commis sur le territoire de la **Polynésie française** (n° **1709**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** relative à **l'organisation de la Polynésie française** (n° **1710**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à créer une **cour d'appel à Papeete** et à instaurer la **collégiabilité** en appel, en matière civile et commerciale, dans le **territoire de la Polynésie française** (n° **1526 rectifié**) [20 décembre 1979] (dépôt) ; [22 mai 1980] (rectification).

— **Proposition de loi** fixant la **composition** et la **formation de l'Assemblée territoriale en Polynésie française** (n° **1753**) [28 mai 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 14 : Départements et territoires d'outre-mer - Territoires d'outre-mer** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** relative à **l'assurance maladie** des **retraités** et fonctionnaires des corps de l'Etat résidant dans un **territoire d'outre-mer** (n° **2043**) [6 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer les conseils du contentieux administratif des territoires de la **Polynésie française** et de la **Nouvelle-Calédonie** et portant création de **tribunaux administratifs** dans ces territoires (n° **2044**) [6 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Polynésie française** [6 décembre 1978] (p. 8885) : le Gouvernement français entend-il renoncer au statut d'autonomie de gestion et acheminer la Polynésie vers une indépendance que redoute la population ?

— **Assassinat d'un industriel en Polynésie** [16 avril 1980] (p. 427) : surveillance de l'immigration en Polynésie.

— **Déclarations faites en Polynésie par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM** [8 octobre 1980] (p. 2608).

• *intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1671, 1672) : situation de la Polynésie ; sa participation à l'effort de défense nationale ; mesures de redressement lui permettant de surmonter la crise actuelle ; relèvement du prix du coprah ; amélioration de la protection sociale ; régularisation de la situation des élèves-maîtres.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant les articles 4 et 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer. Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3468) : donne lecture de la déclaration de M. Benjamin Brial ; caractère limité des modifications du statut de Wallis-et-Futuna ; légitimité des doléances des membres de l'Assemblée territoriale.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7358) : essor du tourisme en Polynésie dépendant du règlement des problèmes posés par les liaisons aériennes internationales ; (p. 7359) : souhaite la reprise de l'exploitation de la ligne Tokyo-Papeete-Lima.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7508) : problème de l'éducation en Polynésie : titularisation des normaliens, extension de l'application de la loi Guermeur, augmentation des investissements dans l'enseignement secondaire, participation de l'Etat aux dépenses de l'enseignement primaire ; souhaite la multiplication des ateliers professionnels en Polynésie.

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. **Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7694) : situation économique et financière difficile des territoires d'outre-mer ; progression du budget de 10 % ; prise en charge à 100 % par l'Etat des corps d'Etat pour l'administration pour la Polynésie française ; éclatement des corps d'Etat dans les budgets des différents ministères ; augmentation de 15 % des effectifs de la police d'outre-mer ; insuffisance des moyens des services des communes en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie ; reconduction des concours apportés aux finances locales ; réalisation des programmes d'investissement d'outre-mer ; évolution contrastée des dotations du FIDES ; caractère résiduel du budget du secrétariat d'Etat dans l'action financière des pouvoirs publics outre-mer ; (p. 7695) : ne représente que 16 % des dépenses financées par l'Etat dans ces territoires ; élaboration d'un document sur les prévisions relatives à l'effort financé par les différents ministères pour les territoires d'outre-mer ; volume modéré des prévisions d'investissement ; crise du nickel en Nouvelle-Calédonie ; baisse de la production du coprah en Polynésie ; nécessité de résoudre le problème du déséquilibre profond des finances calédoniennes ; concours de l'Etat aux producteurs de coprah ; nécessité de relever le niveau des prix garantis du coprah ; nécessité de prévoir une dotation de lancement d'un fonds d'intervention pour la promotion des activités rurales et artisanales à Wallis-et-Futuna ; souhaite l'extension aux communes d'outre-mer de la dotation globale des équipements ; (p. 7709) : souhaite l'institution d'un système direct d'aide aux producteurs de coprah. **Deuxième délibération** [17 novembre 1978]. **Articles 36 et 37** (p. 8042) : sur l'amendement n° 14 du Gouvernement : souhaite savoir si la majoration des crédits contenue dans l'amendement n° 14 sera affectée à la revalorisation du prix garanti aux petits producteurs de coprah.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9264) : se félicite de l'extension aux communes des territoires d'outre-mer du versement d'une dotation annuelle.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil du gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1979] (p. 2709) : inscrit contre la motion de renvoi en commission de M. Joseph Franceschi ; blocage des institutions polynésiennes accentuant la crise existant en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de dégager une majorité dans ce territoire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8741) : augmentation de la population de la Polynésie française dont 53 % des habitants ont moins de vingt ans ; grandes difficultés de l'enseignement du second degré ; (p. 8742) : progression de l'aide du ministère de l'éducation ; problème posé par la titularisation des normaliens ; la prise en charge des constructions scolaires ; nécessité de créer des petites unités de formation pré-professionnelle.

Territoires d'outre-mer, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [31 octobre 1979] (p. 9236) : diminution du budget pour les territoires d'outre-mer de 9 % en francs constants ; revalorisation des crédits de l'administration générale de l'Etat ; augmentation inconsidérée des dépenses de déplacement de l'administration centrale ; évolution des ressources d'investissement du budget des TOM ; régression des subventions au FIDES en crédits de paiement ; effort interministériel compensant la faible progression du budget des territoires d'outre-mer ; (p. 9237) : accès des finances communales à la dotation globale de fonctionnement ; plan à long terme et plan d'urgence pour la Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'accroître le caractère concurrentielle de la production de nickel ; le problème foncier en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de mettre en valeur de potentiel touristique et maritime ; soutien financier à la production de coprah ; problème de la couverture sociale des non-salariés dans les TOM ; coût trop élevé des tarifs aériens freinant l'expansion touristique ; se déclare contre le monopole de la desserte aérienne internationale et de la desserte maritime internationale ; nécessité de mettre en valeur les richesses de la zone économique ; (p. 9238) : effort important en matière d'éducation et de santé dans le condominium des Nouvelles-Hébrides ; services rendus par les territoires d'outre-mer à la France.

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10098) : demande que l'Etat accorde son concours à la mise en place d'un régime de protection sociale des agriculteurs et des pêcheurs polynésiens ; nécessité d'un soutien de l'Etat pour la lutte contre les grandes endémies.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10210) : la justice en Polynésie française ; législation relative à l'enfance délinquante ; nécessité de créer une juridiction pour enfants et d'établir la concertation avec les autorités compétentes du territoire ; caractère non démocratique de l'existence d'un juge unique en appel ; demande la création d'une cour d'appel ; récuse la pratique des audiences foraines.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 766) : garde à vue ; contrôle judiciaire et détention provisoire ; tutelle pénale ; sursis avec mise à l'épreuve ; cour d'assises ; juge de l'application des peines ; collégialité des tribunaux ; dualité de la justice dans les territoires d'outre-mer ; (p. 767) : création d'une cour d'appel en Polynésie. **Discussion des articles** [25 avril 1980]. **Article 2** (p. 769) : son amendement n° 29 : remise des procès-verbaux dans les îles non desservies par l'office des postes ; adopté. **Article 6** (p. 777) : son amendement n° 30 : possibilité pour le prévenu de demander son renvoi devant une formation collégiale ; adopté ; (p. 778) : ses amendements n° 31 et n° 32 : portant à deux mois le délai pour former opposition lorsque le prévenu ne réside pas dans l'île où siège le tribunal ; adoptés.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1702) : caractère artificiel de l'économie polynésienne ; attitude passive du haut commissaire à l'égard des ingérences extérieures dans les affaires de la Polynésie ; organisation judiciaire ; (p. 1703) : rivalité de partis en Polynésie ; projet de raffinerie de pétrole ; carence de la haute administration ; identité polynésienne ; statut de la Polynésie ; (p. 1704) : sa proposition de loi tendant à la transformation du code du travail en Polynésie ; aide directe de l'Etat au territoire et aux communes ; tarifs aériens ; tourisme ; exploitation de la mer ; (p. 1705) : fonctionnement des institutions polynésiennes.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Après l'Article 60** (p. 2116) : son amendement n° 162 : application aux territoires d'outre-mer des dispositions de la présente loi ; retiré.

— **Rappel au règlement** [8 octobre 1980] (p. 2609) : signature par cinquante-deux députés du groupe RPR de sa proposition de loi tendant à modifier le statut de la Polynésie française ; le secrétaire d'Etat ne l'a pas invité à l'accompagner lors de sa visite dans sa circonscription.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education : Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3101, 3102) : problème particulier de la Polynésie ; besoins en constructions scolaires ; problème du bilinguisme ; augmentation des horaires de français ; développement de l'enseignement technique ; création d'un haut conseil de l'éducation.

Départements et territoires d'outre-mer. — I. **Section commune** - III. **Territoires d'outre-mer,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3291) : régression de fait du budget des TOM ; effort accompli en faveur des TOM par l'intermédiaire des ministères techniques ; (p. 3292) : revalorisation des crédits d'investissements du FIDES ; application d'un plan à long terme en Nouvelle-Calédonie ; création de chantiers de développement à Wallis-et-Futuna ; (p. 3293) : action décevante du fonds d'aménagement et de développement des îles de la Polynésie française ; mauvaises perspectives du tourisme en raison du coût des transports aériens et du monopole de fait de la compagnie UTA ; reprise par Air France de la ligne Tokyo-Papeete-Lima ; installation d'une centrale thermique des mers ; situation des Français dans l'ancien condominium franco-anglais des Nouvelles-Hébrides ; orientation des transferts publics vers des investissements économiques productifs.

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3535) : coût prohibitif des quotidiens et hebdomadaires métropolitains en vente à Tahiti ; réception de la télévision dans les îles de la Polynésie ; (p. 3536) : critique le fonctionnement de la station FR 3 de Tahiti ; insuffisance des émissions à caractère éducatif et culturel ; isolement de la Polynésie du monde du Pacifique et des autres TOM.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3585) : création d'une cour d'appel à Papeete ; extension aux TOM du code pénal et du code de procédure pénale ; augmentation de la criminalité en Polynésie ; nécessité d'un contrôle des repris de justice s'installant en Polynésie ; souhaite que le conseil de contentieux administratif de Papeete soit transformé en tribunal administratif.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Article 11** *ter* (p. 4566) : nécessité d'appliquer aux TOM la majoration de population prévue par l'article 11 *ter* pour les DOM.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4663) : son amendement n° 107 : financement des investissements industriels dans les TOM ; réservé ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4679) : son amendement n° 107 précédemment réservé devient sans objet.

FONTAINE (Jean)

Député de la Réunion
(2e circonscription)
(NI).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 juin 1978] (p. 3649, 3650).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre admi-

nistratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre suppléant du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [12 octobre 1978] (p. 6015).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2616).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la législation applicable dans les départements d'outre-mer (n° 1758) [19 juin 1980] (p. 1947).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **législation** applicable dans les **départements d'outre-mer** (n° **1758**) [28 mai 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Indemnisation des demandeurs d'emploi des départements d'outre-mer** [24 octobre 1979] (p. 8872, 8873) : extension aux DOM de la loi du 5 janvier 1979 sur l'indemnisation du chômage non réalisée ; nécessité d'appliquer aux demandeurs d'emploi des DOM le même traitement qu'à ceux de la métropole.

— **Prix de la canne à sucre à la Réunion** [19 décembre 1979] (p. 12314) : conséquences de la nouvelle réglementation sucrière de la CEE ; paiement de la production de canne de la Réunion au prix du quota A de 1980 à 1985 ; projet européen de réduction de 10 % du quota A de la Réunion.

— **Exclusion des départements d'outre-mer du champ d'application du projet de loi instituant un revenu minimum familial** [30 avril 1980] (p. 855).

— **Règlement sucrier européen** [29 octobre 1980] (p. 3262) : défense de la production sucrière des DOM et de la Réunion en particulier.

• *question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) **: Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1666, 1667) : attachement des populations à la France ; problème de l'emploi ; prix de la canne à sucre.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1135**) : **Fermeture de sucreries à la Réunion** [2 juin 1978] (p. 2481, 2482) : rôle de l'inspection du travail dans la procédure de licenciement et de reclassement ; dans le cadre de l'aménagement du territoire, nécessité d'aider la commune de Saint-Leu, privée de 60 % de ses ressources.

— (n° **6033**) : **Statut de Mayotte** [6 octobre 1978] (p. 5772) : inquiétude concernant une éventuelle remise en cause de l'appartenance de Mayotte à la communauté française.

— (n° **9366**) : **Instituteurs de la Réunion** [1er décembre 1978] (p. 8658) : envoi d'une circulaire fixant une date de clôture pour la présentation des listes de candidature à la commission administrative paritaire départementale après cette date limite.

— (n° **15430**) : **Politique familiale et sociale à l'égard des départements d'outre-mer** [11 mai 1979] (p. 3819, 3820) : application de la loi

dans les DOM ; caractère ponctuel et souvent restrictif de la politique familiale et sociale du Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer, traités en « parents pauvres ».

— (n° **20929**) : **Déclarations du secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** [12 octobre 1979] (p. 8192, 8194) : Déclarations de M. Paul Dijoud, sous l'égide du Président de la République, sur les élections et l'éventualité de l'indépendance de la Réunion, le droit de chacun de défendre n'importe quelle idée, y compris celle de l'indépendance, l'extension des protections sociales aux DOM, les privilèges de la fonction publique d'outre-mer, la décentralisation (non respectée par la réforme du FIDOM) ; nécessité de donner aux fonctionnaires d'outre-mer les mêmes droits et mêmes devoirs qu'à leurs collègues métropolitains, mais en tenant compte de l'éloignement et de faire un effort global de justice sociale.

— (n° **23034**) : **Départements d'outre-mer** [30 novembre 1979] : (p. 11054, 11055) : parution d'un livre intitulé *Les danseuses de la France* visant à dresser les uns contre les autres Français de l'hexagone et d'outre-mer, cherchant à accréditer l'idée que les départements et territoires d'outre-mer coûtent cher et à inciter les métropolitains à se débarrasser de la France d'outre-mer en cette période de crise économique ; réaction insuffisante du Gouvernement qui aurait dû proclamer qu'on n'efface pas d'un trait de plume trois siècles d'histoire.

— (n° **27252**) : **Implantation d'une raffinerie pétrolière à l'île Maurice** [11 avril 1980] (p. 318) : industrialisation de l'île de la Réunion ; COFACE.

— (n° **39394**) : **Emploi à la Réunion** [5 décembre 1980] (p. 4698) : indemnisation des chômeurs attendue depuis treize ans ; (p. 4699) : diminution du crédit affecté en 1981 aux chantiers de développement ; ampleur du chômage, facteur de déstabilisation de la société ; insuffisance des aides financières.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 mai 1978]. **Article premier** (p. 1766) : la nécessité d'affirmer dans le texte le caractère exceptionnel du recours à des fonctionnaires relevant de la direction des services vétérinaires ; (p. 1767) : la possibilité de faire appel à des vétérinaires vacataires ou à des élèves vétérinaires ; s'interroge sur l'application du projet aux agents départementaux mis à la disposition de la direction des services vétérinaires par le conseil général de son département ; (p. 1769) : sa question relative à l'application aux agents départementaux du projet de loi.

— **Rappel au règlement** [23 mai 1978] (p. 1923, 1924) : article 132 du règlement ; temps de parole attribué à la formation des non-inscrits dans le débat sur la déclaration du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2308) : timidité des mesures envisagées pour résoudre le problème de l'emploi ; difficultés économiques de la Réunion dues à des importations excessives et à la dégradation des termes de l'échange ; (p. 2309) : données du problème du chômage à la Réunion : offre de travail pléthorique, main-d'œuvre peu ou pas qualifiée, capacité d'emploi limitée ; crise des industries sucrières et du secteur agricole ; bases d'un vrai développement économique de la Réunion : aide à la création de nouvelles industries par amélioration des aides fiscales, abaissement des coûts de production, protection contre la concurrence sauvage des pays sous-développés ; (p. 2310) : nécessité d'appliquer à la Réunion la clause de sauvegarde systématique prévue par le Traité de Rome ; nécessité de créer des emplois dans les services publics et les collectivités locales ; fonctionnement défectueux de l'agence locale pour l'emploi.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2524) : multiplicité des problèmes de l'emploi : jeunes, femmes, handicapés ; (p. 2525) : handicap démographique des départements d'outre-mer : 56 % de moins de vingt ans dans la population ; 52 % de jeunes parmi les demandeurs d'emploi à la Réunion ; déséquilibre persistant entre offres et demandes d'emploi ; nécessité de donner des moyens appropriés et efficaces aux comités régionaux de l'emploi et de la formation professionnelle ; souhaite que les départements d'outre-mer ne soient pas tenus à l'écart du bénéfice des dispositions du projet (amendement dans ce sens du docteur Lagourgue) ; mesures à court terme ; augmenter le nombre des bourses dans les CET, mettre à la charge de l'Etat des frais de ramassage des élèves ; accorder l'aide publique aux jeunes chômeurs dans les départements d'outre-mer. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2541) : modification rédactionnelle de l'article premier qu'entraînerait l'adoption de l'amendement n° 46 du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [7 juin 1978] (p. 2604) : article 132 du règlement ; insuffisance du temps de parole attribué à la formation des non-inscrits dans le débat sur la radiodiffusion ; les non-inscrits ne prendront part ni au débat ni au vote.

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3134) : incertitudes relatives à la fiabilité des appareils analyseurs d'haleine ; incohérence de la procédure d'appel due au choix entre les examens médicaux et l'utilisation des analyseurs d'haleine ; approuve l'amendement de suppression de l'article premier A (n° 1) de la commission ; (p. 3135) : s'interroge sur la réalité du choix laissé aux conducteurs entre prélèvement sanguin et analyseur d'haleine ; (p. 3136) : son opposition à l'interprétation faite par M. Jean Foyer du choix laissé aux conducteurs entre examens médicaux et analyseurs d'haleine.

— **Rappel au règlement** [22 juin 1978] (p. 3285) : article 58 ; alinéa 3 ; demande une déclaration du Gouvernement à la suite de la proposition scandaleuse de l'OUA à Khartoum de décoloniser la Réunion, département français d'outre-mer.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3477) : problème des décrets d'application des textes de loi ; existence de décrets d'application sur l'allocation de parent isolé contraires à la loi ; non-prise en compte par le décret d'application relatif aux départements d'outre-mer du point de départ de l'application de la loi prévu dans le texte de loi.

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article premier E** (p. 3517) : son opposition à l'article rédigé par le Sénat et à l'amendement n° 53 du Gouvernement ; exemples intervenus à la Réunion. **Article 7 A** (p. 3523) : approuve l'amendement n° 20 de la commission. **Article 20** *sexies* (p. 3529) : nécessité d'appliquer l'allocation-logement aux départements d'outre-mer ; financement de cette allocation grâce au 0,1 % sur les salaires déjà versé par les employeurs des départements d'outre-mer ; existence d'une discrimination entre Français de métropole et Français d'outre-mer.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1978] (p. 6614) : article 48 du règlement ; fixation de l'ordre du jour par la conférence des présidents ; vote des crédits budgétaires « par titre et par ministère » ; discussion du budget du ministère de l'intérieur et des crédits des départements d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6346) : s'étonne de l'existence d'un débat séparé pour les DOM-TOM qui relèvent également du ministère de l'intérieur. **Examen des crédits** [19 octobre 1978] (p. 6366) : **Etat B - Titre III** : impossibilité de voter le budget du ministère de l'intérieur sans avoir examiné les crédits du budget des départements et territoires d'outre-mer ; demande la réserve du vote du budget du ministère de l'intérieur.

Travail et Santé. — II. **Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6766) : situation dramatique de l'emploi à la Réunion ; (p. 6767) : inefficacité de l'agence nationale pour l'emploi implantée à la Réunion ; insuffisance des crédits de développement économique ; problème du chômage des cadres ; délai excessif pour la migration volontaire.

Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6862) : insuffisances de la protection sociale dans les territoires d'outre-mer ; inapplication dans les territoires d'outre-mer de la politique de maintien à domicile des personnes âgées ; (p. 6863) : situation des handicapés dans les territoires d'outre-mer ; situation dramatique de la santé scolaire à la Réunion.

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7061) : solidarité avec les pays en voie de développement ; attitude subversive de certains Etats de l'OUA vis-à-vis du département de la Réunion ; incorporation abusive des crédits destinés aux DOM-TOM dans l'aide aux pays en voie de développement. **Examen des crédits** [3 novembre 1978] (p. 7068) : Etat B - Titre IV : son amendement n° 244 : suppression des crédits de la coopération à l'égard des Etats tenant des propos subversifs vis-à-vis de la Réunion ; propos tenus par le Président de la République malgache pour soutenir l'indépendance de la Réunion ; propose une nouvelle rédaction de son amendement n° 286 : supprimant la référence à l'OUA. **Après l'Article 76** : son amendement n° 286 : suspension de la coopération à l'égard des membres de l'OUA s'attaquant au département de la Réunion ; rejeté (p. 7070).

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7355) : problème des tarifs aériens pratiqués par Air France sur

la liaison Métropole-Réunion coupant les Réunionnais de la France ; monopole d'Air France sur les liaisons France-Réunion maintenu dans sa contrepartie indispensable : un tarif de service public ; (p. 7363) : absence de desserte quotidienne de l'île de la Réunion. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7366) : son amendement n° 204 : réduction des crédits affectés à Air France ; demande au ministre de préciser la nature des services remplis par Air France dans la liaison avec la Réunion ; nécessité d'aider la compagnie Air France s'il s'agit d'un service public ou de laisser jouer la concurrence s'il s'agit d'une liaison commerciale ; tarifs trop élevés pratiqués pour les liaisons avec la Réunion ; amendement n° 204 retiré (p. 7368).

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7678) : insuffisante croissance de l'effort budgétaire en faveur des DOM ; ses doutes sur la solidarité de la métropole avec les DOM ; dégradation de la situation de la pêche ; crise du logement ; progression insuffisante des crédits de paiement du FIDOM. **Examen des crédits** [15 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7690) : soutient son amendement n° 272 et l'amendement identique n° 321 de la commission des Lois : retirant des chapitres du budget des départements d'outre-mer les crédits destinés à l'administration préfectorale, aux tribunaux administratifs et aux services des préfectures des DOM pour qu'ils soient rattachés aux crédits du ministère de l'intérieur ; amendement n° 272 retiré ; amendement n° 321 rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735 et 749**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8904) : impasse budgétaire de 12.891.000.000 de francs ; caractère inflationniste de ce crédit ; non-remise en cause des services votés ; nécessité d'achever la départementalisation des départements d'outre-mer ; taux élevé des cotisations des agriculteurs réunionnais au BAPSA ; (p. 8905) : inapplication de la loi du 31 décembre 1974 créant une indemnisation des calamités agricoles dans les départements d'outre-mer ; absence d'allocation non contributive d'aide publique à la Réunion ; insulte faite par l'OUA au département de la Réunion. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8970) : inapplication de la loi du 31 décembre 1974 créant un fonds de garantie contre les calamités agricoles aux départements d'outre-mer.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 novembre 1978] (p. 9593) : immatérialité de l'Europe pour les Réunionnais ; difficultés des départements d'outre-mer du fait de l'association au Marché commun des Etats ACP ; (p. 9594) : nécessité d'un jugement de la Cour de justice des communautés européennes pour rappeler que les DOM font partie intégrante du Marché commun ; menaces de concurrence déloyale de la part des ACP ; souhaite l'achèvement de la construction européenne avant tout élargissement.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3405) : pénétration de l'URSS et rôle de la France dans l'océan Indien ; (p. 3406) : souhaite une politique plus affirmée de présence française dans l'océan Indien ; menace pesant sur l'économie de la Réunion du fait des accords de Lomé.

— **Rappels au règlement** [17 mai 1979] (p. 3927, 3928) : article 48 de la Constitution (p. 3927, 3928) : article 48 de la Constitution, articles 48 et 50 du règlement ; demande l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi tendant à étendre aux départements d'outre-mer la loi concernant les assurances des non-salariés de l'agriculture ; [18 mai 1979] (p. 4019, 4020) : article 136 du règlement ; proteste contre l'absence du ministre de l'agriculture malgré l'importance de la question posée.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Examen des articles** [20 juin 1979]. **Article premier** (p. 5345) : reproche au texte de l'article premier d'exclure ceux qui n'ont pas effectué le service national pour des raisons légales.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5410) : estime que les pouvoirs publics ont déjà les moyens d'empêcher des gaspillages dans le domaine des équipements hospitaliers ; estime injustifiées les critiques adressées aux conseils d'administration des hôpitaux déjà tenus en tutelle ; responsabilité du système du prix de journée dans la croissance des dépenses hospitalières ; sous-équipement hospitalier des départements d'outre-mer ; estime insuffisant le délai de deux mois laissé par le projet aux conseils d'administration des hôpitaux pour répondre aux injonctions ministérielles.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1979] (p. 5668, 5669) : article 132, paragraphes 2

et 3, du règlement de l'Assemblée nationale ; dans les cas de déclaration avec débat, la conférence des présidents fixe le temps global attribué aux groupes dans le cadre des séances consacrées au débat ; inadéquation du règlement et du but visé par la déclaration du Gouvernement, en particulier par celle concernant l'échelle des peines criminelles.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8813) : progrès accomplis dans la desserte de l'île de la Réunion ; augmentation incessante des tarifs ; prix trop élevé du carburéacteur à la Réunion ; suppression des tarifs migrants et des congés payés interdisant aux Réunionnais travaillant en métropole d'aller passer leurs vacances dans leur département ; demande au ministre ses intentions relatives au port de la Pointe des Galets.

Travail et participation. Examen des crédits [25 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8967) : son amendement n° 324 : réduction des crédits de 45 millions de francs ; adopté; le fléau du chômage dans les départements d'outre-mer ; insuffisante organisation dans ces départements.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 9252) : son rappel au règlement fondé sur l'article 118 du règlement et l'article 41 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; nécessité de voter les crédits des DOM en même temps que ceux du ministère de l'intérieur ; (p. 9275) : progression de l'effort global consenti par l'Etat en faveur des départements d'outre-mer inférieure à celle du budget général; problèmes de la Réunion : restructuration du port, mise en service d'une nouvelle centrale hydro-électrique, indemnisation du chômage et rattrapage du SMIC ; augmentation des crédits affectés à la migration volontaire sans commune mesure avec la progression des tarifs aériens ; problème du coût de la vie et du pouvoir d'achat à la Réunion.

Départements d'outre-mer. Examen des crédits [31 octobre 1979] : **Etat B - Titre III** (p 9290) : soutient son amendement n° 325 : suppression des crédits prévus pour le corps préfectoral et les tribunaux administratifs dans les départements d'outre-mer en vue de leur transfert dans les crédits du ministère de l'intérieur ; rejeté ; **Etat C - Titre V** (p. 9292) : son abstention dans le vote sur les autorisations du programme du titre V.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Fonction publique. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 9999) : agents des DOM-TOM ; suppression de l'indemnité de vie chère à la Réunion ; (p. 10000) : alignement des départements d'outre-mer sur la métropole consistant à supprimer des avantages spécifiques aux DOM sans leur accorder ceux de la métropole ; graves difficultés économiques des départements d'outre-mer ; régression des aides budgétaires et fiscales au développement du secteur productif.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10096) : insuffisance de la politique familiale et sociale dans les DOM ; exemple de la Réunion ; allocation spéciale vieillesse des personnes non salariées non étendue aux départements d'outre-mer ; situation défavorisée des handicapés ; (p. 10097) : non-application dans les DOM de la loi du 4 juillet 1975 qui a supprimé la condition d'exercice d'une activité pour obtenir le bénéfice des prestations familiales.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 69** (p. 10269) : nécessité de maintenir la législation fiscale en vigueur dans les départements d'outre-mer dans la mesure où elle ne tend qu'à compenser leur handicap économique : exemple de la réfaction de l'impôt sur le revenu et de la réfaction d'assiette de l'impôt sur les sociétés ; son vote hostile sur l'article 69 ; (p. 10272) : dénonce la lutte contre les privilèges dans les DOM.

— **Rappel au règlement** [21 novembre 1979] (p. 10434) : article 132 et article 55, alinéa 1 ; temps accordé aux députés non-inscrits dans le débat sur la politique familiale ne correspondant pas à la proportionnalité de la formation qu'ils représentent.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10836) : déclare qu'il votera contre le projet de loi ; l'avortement devient un moyen de contraception ; (p. 10837) : transformation de l'esprit de la législation familiale qui devient la réparation du « préjudice » causé par la venue des enfants ; atteinte portée à la clause de conscience ; pas de libération de la femme par l'avortement ; assimile l'avortement à un crime ; assimilation de problèmes de convenances aux situations dites de détresse ; absence de vraie politique familiale ; (p. 10838) : nécessité de mesures encadrant la maternité. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10897) : droit du président de décider un scrutin public en cas de doute.

— **Projet de loi relatif à Mayotte**

(n° **1434**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11358) : rattachement de Mayotte aux Comores ne datant que de 1946 ; nécessité de respecter la volonté des Mahorais de rester Français; (p 11359) : nécessité de ne pas céder aux pressions internationales exercées par des Etats non démocratiques ; reproche au Gouvernement de n'avoir pris aucune des ordonnances prévues par la loi de 1976 ; possibilité d'adapter la législation métropolitaine largement employée pour les DOM actuels et refusée pour Mayotte ; s'interroge sur les raisons poussant le Gouvernement à demander un nouveau délai ; (p. 11360) : pressions de l'OUA, des non-alignés et de l'ONU.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11709) : nécessité d'une application rapide de la loi dans les DOM ; (p. 11710) : s'inquiète de la volonté de la commission européenne de réduire le quota sucre des DOM.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [10 décembre 1979] (p. 12336) : immensité et diversité de l'Afrique ; importance économique de l'Afrique pour la France ; (p. 12337) ; recolonisation de l'Afrique par la Russie ; volonté de l'URSS de contrôler la route du pétrole ; prise de position antifrançaise de l'OUA.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 mai 1980] : **Article 6** (p. 1058) : dispositions applicables dans les DOM ; non-réalisation de la parité entre la métropole et l'outre-mer ; allocation postnatale. **Avant l'Article 10 : Rappel au règlement** (p. 1066) : article 98 du règlement ; [27 mai 1980] : **Article 10** (*suite*) (p. 1283) : spécificité de la législation des prestations familiales dans les DOM ; abrogation des décrets de 1938 ; non-application du revenu minimum familial dans les départements d'outre-mer ; conditions d'attribution de la prestation spécifique ; chômage ; prestations postnatale et prénatale. **Après l'Article 21** (p. 1306, 1307) : lit l'intervention de M. Pierre Lagourgue ; (p. 1308) : sort des familles de chômeurs dans les DOM ; non-réalisation de la parité globale. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article 26** (p. 2324) : **Rappel au règlement** : irrecevabilité de l'article 26 nouveau. **Explications de vote** (p. 2328) : son vote hostile au projet ; discrimination à l'égard des départements d'outre-mer.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1140) : désengagement de l'Occident et solidarité avec le Tiers-Monde ; rôle particulier de la France ; (p. 1141) : situation particulière des DOM ; intégration à la Communauté ; concurrence des pays ACP ; exemple du marché de la Réunion ; clause de sauvegarde ; notion de produit d'origine ; protocoles sur le sucre ; (p. 1142) : sur le rhum et la banane ; problème de la pêche ; absence de tout contenu social dans la convention ; action subversive contre les DOM.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1692) : spécificité des DOM ; moyens du secrétariat d'Etat ; (p. 1693) : présence de la France et des grandes puissances dans l'océan Indien ; attachement des Réunionnais à la France ; (p. 1694) : problème de l'emploi à la Réunion ; problème des communications ; tarifs d'Air France ; cyclone *Hyacinthe ;* attitude de l'administration ; (p. 1695) : problème de l'extension des lois sociales aux DOM ; créolisation ; liens entre la Réunion et les pays de la région ; opinion métropolitaine sur les DOM.

— **Rappel au règlement** [11 juin 1980] (p. 1744) : ordre du jour de l'Assemblée nationale ; déclaration du Gouvernement ; débat sur les DOM.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **1735**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2186) : accord de M. Marc Plantegenest sur le projet.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1980) (p. 2324) : irrecevabilité de l'article 26 nouveau du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses.

— **Rappel au règlement** [8 octobre 1980] (p. 2593) : attentat de la rue Copernic ; non-participation des non-inscrits au débat sur la déclaration du Gouvernement.

— **Projet de loi complétant le code de l'organisation judiciaire (partie législative) et donnant force de loi à cette partie du code** (n° **1926**). **Première lecture. Discussion des**

articles [9 octobre 1980]. **Article 9** (p. 2640) : son amendement n° 9 : suppression de l'article 9 qui exclut les départements d'outre-mer du champ d'application de la loi ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2643) : utilité du suppléant de juge d'instance.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3219) : diminution de l'effort de l'Etat en faveur des DOM ; augmentation du chômage à la Réunion ; (p. 3220) : aide à l'investissement ; insuffisance des crédits affectés au BUMIDOM ; tarifs aériens.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3325) : diminution des crédits affectés au logement dans les DOM ; cyclone *Hyacinthe* et protection des centres habités à la Réunion ; habitat social ; (p. 3326) : nécessité d'appliquer à la Réunion le système de l'APL.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3965) : caractère de service public de la desserte aérienne et maritime de la Réunion, tarifs d'Air France ; implantation d'un port à la Réunion.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4035) : problème de l'extension des lois sociales dans les DOM ; (p. 4036) : nécessité d'une formation continue des médecins ; insuffisance des crédits du service social et de santé scolaire ; modernisation des hôpitaux ruraux à la Réunion.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 42** (p. 4114) : application de la loi sur le vote direct des taux des impôts locaux dans les DOM.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** (n° **2016**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4234) : extension des lois métropolitaines aux DOM ; définition du rhum contenue dans le décret du 19 août 1921 et la loi du 31 décembre 1922 ne fixant aucune distinction entre le rhum agricole et le rhum industriel ; distillation du rhum sur les lieux de production de la canne à sucre ; risque de la convention de Lomé ; importation en provenance des pays de l'ACP ; (p. 4235) : liberté d'importation du rhum sur le plan européen ; régime du contingentement en métropole. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4236) : retard apporté par l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi à l'application de ce texte dans les DOM.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Après l'Article 8** (p. 4318) : approuve l'amendement n° 20 de M. Joseph Franceschi sous réserve qu'il prévoit un délai de réflexion permettant aux assemblées territoriales de prendre les dispositions d'adaptation éventuelles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4524) : augmentation des impôts locaux ; difficultés de trésorerie des communes et insuffisance de la dotation globale de fonctionnement ; transferts de charges ; (p. 4525) : réalisation incomplète de la solidarité financière entre les communes ; prise en compte de la richesse communale par le biais du potentiel fiscal ; majoration du chiffre de la population des DOM pour le mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1980] (p. 4636) : critique l'application de l'article 79 de la loi de finances pour 1980 concernant les aides fiscales aux investissements dans les DOM ; instruction du 19 décembre 1979 supprimant la franchise fiscale du précompte dont jouissait le tiers des bénéfices non soumis à l'impôt sur les sociétés ; délimitation du domaine public maritime dans les DOM ; s'oppose à l'article 15 du projet concernant les droits de mutation des ventes effectuées par les SAFER ; (p. 4637) : allocation compensatrice versée aux handicapés non étendue aux DOM ; dénonce les campagnes menées sur le coût des DOM pour la France.

FONTENEAU (Jean)

Député des Hauts-de-Seine
(12e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1979] (p. 49).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [*J.O.* du 1er juillet 1979] (p. 1595).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Travail et participation - Population [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome XVIII : Travail et participation - Population** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XVIII : Travail et participation - Population** (fascicule budgétaire : Travail et santé) (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XVIII : Travail et participation - Population** (fascicule budgétaire : Travail et santé) (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer **les manifestations donnant lieu à vente ou échange d'objets anciens ou d'occasion** (n° **1569**) [11 janvier 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XIX : Travail et participation - Population** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture**, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5434) : nécessité d'éviter la politisation des conseils de prud'hommes ; approuve la généralisation géographique et l'extension des compétences des conseils de prud'hommes ; approuve l'amélioration des procédures électorales et la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement des conseils. **Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5511) : se déclare personnellement hostile à l'amendement n° 234 adopté par la commission ; [5 octobre 1978] : **Article premier : Article L 514-1 du code du travail** (p. 5659) : soutient l'amendement n° 244 de la commission : compensation du temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil par l'allocation par l'Etat de vacations ; retiré ; son amendement n° 245 soutenu par M. Antoine Gissinger : rémunération par l'employeur des absences autorisées pour l'exercice des fonctions de conseillers prud'hommes et imputation de cette rémunération sur le 1 % patronal versé au titre de la formation professionnelle ; adopté ; (p. 5660) : son amendement n° 249 rectifié soutenu par M. Antoine Gissinger : autorisation du licenciement d'un ancien conseiller prud'homme par décision du bureau de jugement ; (p. 5661) : adopté. **Article premier : Article L 514-2 du code du**

travail (p. 5661) : soutient l'amendement n° 246 de la commission : formation des conseillers prud'hommes employeurs et salariés assurée par les instituts du travail contitués par UER auprès des universités ; rejeté (p. 5662). **Article L 514-7 du code du travail** (p. 5664) : soutient l'amendement n° 248 de la commission : suppression de l'inégibilité des conseillers prud'hommes ayant démissionné ; adopté. **Article L 516-2 du code du travail** (p. 5669) : soutient l'amendement n° 250 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 8** (p. 5680) : soutient l'amendement n° 252 de la commission : possibilité de relever le montant des vacations des conseillers prud'hommes dès la promulgation de la loi ; retiré. **Après l'Article 12** (p. 5681) : soutient l'amendement n° 254 de la commission : recueil des données relatives aux conseils de prud'hommes ; retiré ; (p. 5682) : soutient l'amendement n° 253 de la commission : application de la loi aux départements d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. Travail et participation. — Formation professionnelle, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour la population. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6747) : situation démographique de la France en 1977 ; nécessité de développer la formation des adultes et d'améliorer la politique globale de la famille ; possibilités de réduire la surmortalité masculine et la mortalité infantile.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la population. **Discussion générale** [25 octobre 1979] (p. 8929) : les fléaux sociaux que sont l'alcoolisme, le tabagisme ; les accidents de la circulation, baisse de la natalité en 1978 ; la France est en tête des pays d'Europe occidentale pour le nombre de naissances ; incidence démographique de la libéralisation de l'avortement et de la contraception ; (p. 8930) : la pratique de l'avortement devient un moyen usuel de contraception ; souhaite voir mettre en œuvre les moyens permettant d'atteindre l'objectif fixé en 1975 par le conseil central de planification ; problème de la nouvelle tarification de la SNCF.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la population. **Discussion générale** [27 octobre 1980] (p. 3134) : mutation de la population mondiale ; nécessité de mener une politique d'arrêt du vieillissement de la population et de redressement de la fécondité ; amélioration des aides financières ; assouplissement du temps de travail et aménagement de l'espace ; problème de l'information sur la démographie ; augmentation de l'aide accordée à l'institut national d'études démographiques ; nécessité de ranimer le centre d'information sur les problèmes de la population.

FORENS (André)

Député de la Vendée
(2e circonscription)
(App. RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Asemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [8 juin 1978] (p. 2727).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786), [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Juge titulaire de la haute cour de justice [17 mai 1978] (p. 1759, 1775) ; prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **protection des eaux souterraines** (n° **89**) [18 avril 1978].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8823) : nécessité d'améliorer le réseau routier en Vendée ; suppression de lignes et de gares SNCF, exemple de la desserte de la gare de Luçon.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9211) : absence de concertation avec la fédération des parc naturels régionaux ; affection des crédits du FIDAR.

FORGUES (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) ; Transports - Transports terrestre [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances** (n° 560). — **Tome XVII : Transports - Transports terrestres** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XVIII : Transports - Transports terrestres** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XVIII : Transports - Transports terrestres** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XIV : Transports - Transports terrestres** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *au Gouvernement :*

— **Fermeture du centre de recherche de Pantin de la société Burroughs** [6 décembre 1978] (p. 8880) : licenciements ne respectant pas la législation française ; dangers d'une dépendance de l'industrie informatique française à l'égard des Etats-Unis.

• *orales sans débat :*

— (n° **3937**) : **Salaires des personnels des arsenaux** [30 juin 1978] (p. 3730, 3731) : grève des ouvriers des arsenaux ; application des décrets du 22 mai 1951 et du 31 janvier 1967 accordant la parité avec les ouvriers de la métallurgie ; diminution du nombre d'emplois ; recrutement des personnels temporaires ; les projets de conversion des arsenaux proposés par M. Louis Darinot au nom du parti socialiste.

— (n° **17998**) : **Usine SMF Creusot-Loire de Tarbes** [29 juin 1979] (p. 5865, 5866) : la mise en filiale de cet établissement envisagée par la direction ; les risques d'une prise de contrôle par une société américaine concurrente ; le développement du marché des produits destinés à la recherche du pétrole et au forage.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2015) : insuffisance de la protection sociale des agriculteurs pour la couverture du risque accidents du travail et vieillesse ; sort des conjoints des chefs d'exploitation ; financement de la protection sociale agricole ; importance de la participation de l'Etat ; injustice du système de cotisations basées sur le revenu cadastral.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres**, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les transports terrestres. **Dis-**

cussion générale [9 novembre 1978] (p. 7334) : abandon par l'Etat de son rôle en matière de transports au nom du libéralisme ; diminution en francs constants des crédits des transports terrestres ; politique tarifaire de la SNCF négociée en fonction de deux impératifs, politique des prix et équilibre budgétaire ; (p. 7335) : pas de véritable promotion des transports de province dans le budget de l'Etat ; souhaite l'accroissement du taux du versement de transport effectué par les employeurs dans la région parisienne ; propose l'extension aux villes de 50.000 habitants de la possibilité d'instaurer le versement de transport ; mise à l'étude des schémas régionaux de transport collectif ; distorsion dans la concurrence rail et route au détriment du rail ; (p. 7336) : avis favorable de la commission de la production sur les crédits des transports terrestres.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat de cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9436) : non-réalisation de la parité des revenus ; impossibilité de définir globalement le revenu des agriculteurs ; politique gouvernementale octroyant des revenus de survie aux exploitations familiales artisanales et permettant aux grandes exploitations de réaliser des super-bénéfices ; (p. 9437) : revitalisation du secteur rural exigeant une véritable politique d'aménagement du territoire ; endettement des agriculteurs ; double activité des ménages agricoles résultant le plus souvent d'une contrainte.

— **Projet de loi relatif aux transports publics d'intérêt local** (n° 680). **Première lecture. Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3572) : problème du caractère décentralisateur des décrets d'application de la loi ; (p. 3573) : approuve la volonté de conférer aux collectivités locales la qualité d'autorité organisatrice dans le domaine des transports publics d'intérêt local ; projet tendant à gommer l'échelon régional ; démantèlement de la SNCF ; problème de la maîtrise des élus sur les sociétés de remontées mécaniques dans les stations. **Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Article 8** (p. 3579) : refuse que soient mis à la charge des sociétés organisatrices les frais d'un contrôle de tutelle qui leur est imposé. **Après l'Article 11** (p. 3582) : approuve l'amendement n° 24 de M. René Gaillard ; nécessité de nouvelles ressources pour l'amélioration des transports dans le secteur rural et dans les petites villes.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5037) : conteste les statistiques des communautés européennes concernant le pouvoir d'achat.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les transports terrestres. **Discussion générale** [23 octobre 1979] (p. 8773) : répartition inégale des crédits pour le budget des transports ; réajustement important opéré dans le contrat d'entreprise signé avec la SNCF ; imretraites ; dégradation du fonds de roulement net de la SNCF ; (p. 8774) : privatisation de l'entreprise nationale SNCF au profit du secteur bancaire ; insuffisance de la contribution financière de l'Etat pour les transports urbains en région Ile-de-France ; désengagement progressif de l'Etat pour les transports urbains collectifs en province ; libéralisation des réglementations concernant le secteur routier ; régression des crédits de la batellerie. **Examen des crédits** [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8838) : sur l'amendement n° 331 de M. Guy Guermeur, s'oppose à une réduction des crédits de la SNCF ; (p. 8840) : estime inacceptable la procédure budgétaire utilisée dans la mesure où le Gouvernement propose de prendre en compte le projet relatif à la réforme des transports collectifs en Ile-de-France qui n'est pas encore venu en discussion au Parlement.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. **Tourisme. Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9089) : projet de budget du tourisme baissant en francs constants ; augmentation des dépenses ordinaires du fait de la promotion du tourisme français à l'étranger et diminution des dépenses en capital ; danger de colonisation de nos régions touristiques par des promoteurs ou des particuliers étrangers ; nécessité de favoriser les équipements touristiques légers d'origine locale ; nécessité de créer le « chèque-vancances » ; intervention accrue des grands groupes financiers pour l'organisation des voyages. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9098) : soutient l'amendement n° 378 de M. Maurice Pourchon : réduction de 1 million de francs des crédits destinés à la création de l'association France-Information-Loisirs ; rejeté par scrutin public.

Services du Premier ministre. — IV. **Commissariat général du Plan. Discussion générale** [13 novembre 1979] (p. 9949) : élaboration du plan Sud-Ouest sans tenir compte du Plan ; critique le processus de décision utilisé pour le plan Sud-Ouest absence de mesures en faveur du Sud-Ouest dans le budget des transports ; diminution des crédits du budget des

services du premier ministre pour le Sud-Ouest ; le plan Sud-Ouest, nouvel avatar de l'« Etat-spectacle ».

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11688) : aménagement du territoire réalisé au détriment du milieu rural ; nécessité de mettre en place le zonage et de favoriser le remembrement ; aménagement ; (p. 11689) : projet ne faisant pas une place suffisante au secteur coopératif et associatif dans l'aménagement rural.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979 (n° 1476). Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1160) : lutte contre la pauvreté ; modèle de développement du Tiers-Monde ; aide financière de la communauté ; action concertée pour le développement en Afrique.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° 1731). Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1980]. **Article premier** (p. 1604) : son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 16 de M. Michel Aurillac : priorité accordée au personnel de la SEITA, aux planteurs de tabac et aux débitants de tabac pour participer à la partie privée du capital de la SEITA ; rejeté ; (p. 1605) : solidarité de l'interprofession du tabac.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3506) : répartion des crédits affectés aux théâtres accentuant la politique de centralisme culturel ; diminution de la subvention du centre dramatique national de Toulouse, Grenier de Toulouse.

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3701) : observations du rapport de la Cour des comptes sur l'insuffisance de la structure de l'administration du tourisme et sur les défauts de gestion en résultant ; rattachement du tourisme au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. **Examen des crédits** [7 novembre 1980]. **Etat B - Titre III** (p. 3705) : son amendement n° 165 : réduction des crédits du chapitre 34-13 concernant les crédits d'études ; rejeté. **Titre IV** (p. 3706) : amendement n° 166 de M. Christian Nucci ; diminution des crédits des organismes traditionnels du tourisme : comités régionaux, syndicats d'initiative.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Examen des crédits [7 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3735) : son amendement n° 174 : réduction de crédits, animation sportive, actions en faveur des associations sportives ; rejeté.

Transports, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les transports terrestres. **Discussion générale** [15 novembre 1980] (p. 3939) : objectifs de sécurité et d'économies d'énergie dans les transports terrestres ; problème du devenir des lignes omnibus de la SNCF ; place du rail et de la route dans les transports interrégionaux ; modernisation de la SNCF ; hausse des tarifs ; diminution du nombre des voyageurs ; déséquilibre entre le rail et la route pour les transports de marchandises ; (p. 3940) : durée du travail des transporteurs routiers ; situation financière de la SNCF ; compétence de l'Etat et non de la SNCF pour la définition de la politique des transports.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2141). Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4952) : baisse du revenu agricole en 1980 ; réduction du volume d'essence détaxée accordée aux agriculteurs ; insuffisance des aides à l'agriculture de montagne ; exemple des exploitants du Sud-Ouest ; (p. 4953) : aides allant surtout aux agriculteurs à haut revenu. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4975) : soutient l'amendement n° 7 de M. Henri Emmanuelli : instauration d'un impôt annuel progressif sur les fortunes ; contribution exceptionnelle des gros exploitants agricoles ; rejeté par scrutin public ; (p. 4976) : aide au revenu accordée à certains gros agriculteurs.

FORNI (Raymond)

Député du territoire de Belfort (2e circonscription) (S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 avril 1978] (p. 1805, 1844).

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [30 juin 1978] (p. 3765) [*J.O.* du 11 novembre 1978] (p. 3819).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [*J.O.* du 26 octobre 1978] (p. 3682).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Richard et plusieurs de des collègues relative à la révision des procès pénaux (n° 1532) [10 avril 1980] (p. 297).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 11 avril 1980] (p. 912).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assurer, pour tous les Français, l'égalité d'accès au droit et à la justice (n° 1611) [30 avril 1980] (p. 870).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Guermeur tendant à permettre l'indiction de maisons de jeux et d'appareils électriques à proximité d'établissements scolaires (n° 1617) [30 avril 1980] (p. 870).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à instituer des périmètres de protection autour de certains établissements recevant des mineurs et à interdire l'installation, dans ces périmètres, de maisons et d'établissements de jeux et d'appareils électriques, électroniques et électromécaniques (n° 1629) [30 avril 1980] (p. 870).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les **prises de vue,** dans certaines conditions, au cours des **audiences** des juridictions administratives et judiciaires (n° **676**) [14 novembre 1978]. Retrait [4 janvier 1979] (p. 4).

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les **prises de vue,** dans certaines conditions, **au cours des audiences des juridictions administratives et judiciaires** (n° **957**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi portant nationalisation du musée automobile Schlumpf** (n° **1423**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à assurer, **pour tous les Français, l'égalité d'accès au droit et à la justice** (n° **1611**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier certaines dispositions du **statut des avocats** (n° **1649**) [23 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Semaine de la jeunesse** [6 décembre 1978] (p. 8880) : raisons de la mise à l'écart de certaines associations de jeunesse dans l'organisation de la Semaine de la jeunesse ; signification de cette manifestation.

— **Déclaration de douane dans l'affaire des diamants** [28 novembre 1979] (p. 10814) : application du droit commun fiscal et douanier aux cadeaux reçus par les membres du Gouvernement ; demande à connaître la valeur pour laquelle M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, a déclaré en douane les diamants qui lui ont été offerts en 1973.

— **Projet de loi sur la sécurité des Français** [14 mai 1980] (p. 1055) : publicité faite autour de ce projet de loi.

— **Réouverture des jeux au casino Ruhl de Nice** [28 mai 1980] (p. 1337).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signée à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1798) : la France, « poubelle de l'Europe » ; la lutte contre la pollution du Rhin ; les injections de saumures en couches profondes dans le sud de l'Alsace ; l'absence d'études d'impact et de concertation avec les élus locaux ; la destruction d'un

réservoir d'eau naturelle en Haute-Alsace, conséquence de la solution choisie par la convention de Bonn ; l'adoption d'une technique aléatoire et périmée ; le problème local ; (p. 1799) : les pollutions ayant pour origine les mines de potasse d'Alsace ; les explications incomplètes du rapporteur et du ministre ; le refus du groupe socialiste d'autoriser l'approbation de la convention de Bonn ; (p. 1806) : l'état d'impréparation dans lequel se trouve l'Assemblée au moment d'aborder le débat au fond ; le manque de sérieux de la réponse du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° 562). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1978] (p. 5467) : **oppose une exception d'irrecevabilité** ; (p. 5468) : texte prévu pour l'article 720-4 du code de procédure pénale méconnaissant les principes d'égalité des citoyens devant la loi et de séparation des pouvoirs entre l'instance d'instruction et l'instance de jugement ; texte prévu par l'article 722 du code de procédure pénale méconnaissant le principe faisant de l'autorité judiciaire la gardienne des libertés individueles ; texte prévu pour l'article 733-1 du code de procédure pénale méconnaissant le principe d'individualisation de la peine ; (p. 5470) : demande un scrutin public sur son exception d'irrecevabilité ; rejetée par scrutin public ; (p. 5472) : déplore la précipitation dans laquelle délibère l'Assemblée ; responsabilité du Gouvernement dans la crise du système pénitentiaire ; régime de sûreté de nature à favoriser les révoltes dans les prisons ; (p. 5473) : son hostilité à la création d'une commission de l'application des peines à caractère administratif ; hostilité du groupe socialiste au projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5487) : son amendement de suppression n° 13 ; la remise en cause par le texte des orientations définies en 1945 : individualisation de la peine et réinsertion des délinquants ; son opposition au régime de sûreté ; inconvénients dus à l'automacité du régime de sûreté ; repoussé. **Article 2 : Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5490) : son amendement n° 14 rectifié : fixation d'un délai pour l'intervention de l'avis de la commission d'application des peines repoussé. son amendement n° 15 soutenu par M. Alain Hautecœur : suppression de l'alinéa de l'article 722 relatif à la composition de la commission d'application des peines ; adopté ; **Article 3** (p. 5493) : son amendement n° 16 : suppression de l'article 3 rétablissant l'imputation de la durée des permissions de sortir d'un condamné sur celle de la peine en cours d'exécution ; retiré. **Article 4 : Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5493) : son amendement n° 17 de suppression de l'article 723-4 ; retiré. **Article 2** (*suite*) **: Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5496) : son amendement n° 19 : suppression des dispositions de l'article 722 du code de procédure pénale confiant à la commission d'application des peines certaines compétences sur les permissions de sortir ; compétence exclusive de la juridiction de jugement pour l'aménagement de la peine de suspension du permis de conduire ; repoussé. **Article 4 : Après l'article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5496) : suppression du pouvoir d'interprétation du juge par l'amendement n° 7 de la commission ; incompétence du législateur pour établir une hiérarchie des crimes en fonction de leur caractère plus ou moins odieux. **Article 7 : Article 733-1 du code de procédure pénale** (p. 5499) : son amendement n° 18 : modalités du recours contre les décisions prises par le juge d'application des peines ; retiré.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail : rappel au règlement ;** (p. 5512) : retard dans la distribution des amendements ; (p. 5513) : soutient l'amendement n° 174 de M. Alain Richard : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux litiges d'ordre judiciaire individuels ou collectifs ; rejeté par scrutin public ; (p. 5514) : son amendement n° 175 : extension de la compétence des conseils de prud'hommes à l'ensemble des salariés de droit privé ; rejeté ; (p. 5516) : son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 41 de la commission : plaçant les compromis d'arbitrage au nombre des conventions dérogatoires frappées de nullité à l'égard de la compétence des conseils de prud'hommes ; estime dangereuse l'introduction de la notion de compromis d'arbitrage dans le droit du travail ; retiré ; (p. 5517) : son amendement n° 178 : abrogation de toute disposition autorisant ou organisant le compromis d'arbitrage en matière de relation individuelle et contrat de travail ; retiré. **Article premier : Article 512-8 du code du travail** (p. 5620) : son amendement n° 190 soutenu par M. Alain Richard : possibilité pour les chambres de désigner des conseillers-rapporteurs spécialisés en dehors de leurs chambres ; nécessité d'une disposition légale ; rejeté. **Article premier L 513-1 du code du travail** (p. 5623) : son amendement n° 193 soutenu par M. Alain Richard : suppression des conditions d'ancienneté pour avoir la capacité électorale ; rejeté ; son amendement n° 194 soutenu par M. Alain Richard : capacité électorale des chômeurs qui se sont

régulièrement soumis aux contrôles exercés par l'agence nationale pour l'emploi ; rejeté. **Article premier : Après l'Article L 513-3 du code du travail** (p. 5634) : son amendement n° 203 soutenu par M. Claude Evin : mise à la disposition des délégués du personnel et des fonctionnaires chargés du contrôle de l'emploi cinq jours avant leur dépôt de toutes les indications relatives à l'établissement des listes ; sans objet ; (p. 5636) : son amendement n° 202 soutenu par M. Pierre Joxe : sanctions applicables aux employeurs ; retiré. **Article premier : Article L 513-7 du code du travail** (p. 5657) : son amendement n° 208 soutenu par M. François Massot : respect de la parité même en cas d'effectif incomplet du conseil de prud'hommes ; rejeté. **Article premier : Article L 514-1 du code du travail** (p. 5660) : son amendement n° 212 soutenu par M. François Massot : protection des conseillers prud'hommes contre le licenciement ; rejeté. **Article premier : Article L 514-13 du code du travail** (p. 5665) : ses amendements n°s 218 et 219 soutenus par M. François Massot : procédure juridictionnelle en cas de refus de service par un conseiller prud'homme ; deviennent sans objet.

— **Rappel au règlement** [24 octobre 1978] (p. 6532) : s'étonne qu'après la réunion de la commission des lois et la désignation de ses représentants à la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté, deux nouvelles candidatures aient pu être déposées, rendant un scrutin nécessaire.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6541) : insuffisance du budget de la justice ; justice de classe ; (p. 6542) : problème de l'abolition de la peine de mort ; réfute toute argumentation tirée du caractère subalterne d'un amendement tendant à abolir en pratique la peine de mort ; climat d'insécurité résultant d'une vaste campagne orchestrée par le pouvoir ; rappelle les déclarations des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing et du garde des sceaux hostiles à la peine de mort ; rappelle la recommandation 103 du comité d'études sur la violence favorable à l'abolition de la peine de mort ; (p. 6543) : impossibilité de fixer une hiérarchie des crimes ; pas d'exemplarité de la peine de mort ; (p. 6562) : immunité judiciaire abusive tolérée par l'exécutif : exemples de l'affaire de Broglie, de l'affaire du *Canard-Enchaîné ;* utilisation des sondages et des enquêtes pour déterminer la politique judiciaire du Gouvernement. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6563) : **Etat B - Titre III :** son amendement n° 233 : suppression des crédits affectés au paiement du bourreau ; s'interroge sur le refus du Gouvernement de prendre l'initiative de l'inscription du débat sur la peine de mort à l'ordre du jour de l'Assemblée ; (p. 6567) : amendement n° 233 non adoptée en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 4 : Article L 122-1 du code du travail** (p. 8839) : incohérence du texte proposé pour l'article L 122-1 fixant un terme certain aux contrats de travail à durée déterminée et autorisant des possibilités de renouvellement ; (p. 8840) : caractère nuisible de la possibilité de renouvellement des contrats de travail à durée déterminée ; (p. 8841) : amendement n° 34 de M. Marc Lauriol ayant l'avantage d'offrir la possibilité d'une résolution judiciaire du contrat de travail à durée déterminée.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4232) : **soulève une exception d'irrecevabilité ;** (p. 4233) : efficacité de l'ordonnance de 1945 ; projet encourageant le racisme latent ; projet contraire au préambule de la Constitution dans la mesure où il interdit l'accès du territoire aux réfugiés politiques et où il donne force exécutoire aux décisions refusant l'octroi ou le renouvellement d'une carte de séjour ; suppression de toute possibilité de régularisation pour les étrangers entrées en France de façon illicite ; (p. 4234) : projet violant l'article 55 de la Constitution dans la mesure où il est contraire aux conventions bilatérales de circulation et d'établissement passées par la France avec certains pays d'Afrique ; projet violant l'article 66 de la Constitution qui consacre l'autorité judiciaire comme gardienne de la liberté individuelle ; (p. 4235) : exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public ; (p. 4256) : projet portant atteinte au droit d'asile. **Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article 6** (p. 4259) : suppression des garanties que contenait l'ordonnance de 1945 en matière de procédure d'expulsion ; (p. 4261) : amendement n° 13 de la commission contraire aux prescriptions internationales.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de**

réflexion et d'orientation sur cette déclaration (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5674) : position abolitionniste prise par le parti socialiste ; critique l'absence de vote à l'issue du débat ; les déclarations abolitionnistes du Président de la République et du ministre de la justice ; son indignation devant l'attitude des présidents de groupes de la majorité qui auraient pu imposer à la conférence des présidents la discussion des propositions abolitionnistes ; (p. 5675) : la peine de mort, problème de société qui doit être dissocié de l'échelle des peines ; objectif électoraliste du Gouvernement ; promesse faite par le ministre de la justice devant les journalistes d'organiser un débat suivi d'un vote ; la peine de mort constitue un crime légal pour venger le crime illégal. **Rappel au règlement** (p. 5701) : demande à M. Le Tac de retirer les propos indignes par lesquels il a assimilé les parlementaires abolitionnistes à des porte-parole des assassins.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard** (n° **758**). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5754) : amendement socialiste tendant à permettre aux femmes d'accéder aux cercles de jeux ; proposition de loi frappant surtout les étrangers ; hostilité du groupe socialiste à la procédure du flagrant délit. **Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article premier** (p. 5756) : sévérité excessive de la proposition de loi qui transforme en délit une contravention de deuxième classe ; craint que le texte ne conduise à interdire toute une série de jeux dans le cadre de manifestations organisées par des associations à but non lucratif.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8093) : projet squelettique et incohérent ; relèvement du maximum des amendes contraventionnelles de 300 % ; les nouveaux taux d'amende concernent essentiellement les automobilistes ; caractère inégalitaire de la répression des contraventions qui n'a pas le même impact suivant l'importance du revenu. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8095) : caractère excessif des nouveaux taux. **Après l'Article 2** (p. 8096) : se prononce pour la fixation du taux maximum des amendes de 4e classe à 1.200 F ; (p. 8099) : soutient l'amendement n° 9 de M. Alain Richard : affectation aux collectivités locales du produit de la majoration prévue par le projet de loi pour les infractions au code de la route ; rejeté. **Explications de vote** (p. 8099) : vote hostile du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Article 2** *quater* (p. 12271) : opposition du groupe socialiste à l'ensemble du projet ; taux excessif des contraventions de 3e classe ; exemple du racolage passif sur la voie publique.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article 2** (p. 8107) : son amendement n° 38 de suppression, devenu sans objet. **Article 9** (p. 8109) : son amendement n° 39 soutenu par M. François Massot : suppression de l'exigence de titularisation pour les fonctionnaires et agents publics ; satisfait par l'adoption de l'amendement n° 22 de la commission. **Article 14** (p. 8116) : son amendement n° 42, soutenu par M. François Massot : parité dans la composition de la commission d'avancement ; rejeté. **Article 23** (p. 8123) : son amendement n° 44 soutenu par M. François Massot : réduction du un dixième du pourcentage prévu pour le recrutement latéral ; rejeté. **Article 25** (p. 8125) : son amendement n° 46, soutenu par M. François Massot : réduction de moitié du nombre des postes qui pourront être pourvus annuellement par le recrutement à titre exceptionnel ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article premier** (p. 436) : vacances d'emplois dans la magistrature ; (p. 437) : inamovibilité des juges. **Article 14** (p. 449) : caractère paritaire de la commission d'avancement ; droit syndical des magistrats. **Troisième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 5** *bis* (p. 2198) : problème des congés à la cour de cassation. **Article 5** *ter* (p. 2199) : conditions de nomination à la cour de cassation. **Article 14** : attitude du directeur des affaires criminelles et des grâces à propos du projet « sécurité et liberté ». **Explications de vote** [24 juin 1980] (p. 2206) : exclusion de l'opposition de la commission mixte paritaire ; projet « sécurité et liberté des personnes » ; recrutements exceptionnels ; suspicion jetée sur toute la magistrature ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie* :

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10204) : mauvais fonctionnement de la justice dont témoignent les événements du 23 mars, l'extradition de Franco Piperno, l'arrestation de Jean Fabre ; (p. 10205) : le dossier Tournet-Groult, l'affaire Mesrine l'affaire Pain ; nombreux dossiers restés sans suite : affaire de Broglie, assassinat du juge Renaud, disparition de Ben Barka ; absence d'indépendance de la justice ; secret de l'ins-

truction ; déplacement autoritaire des magistrats ; dispositions du VII[e] Plan relatives à l'éducation surveillée réalisées à 49 % seulement. **Examen des crédits** [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 10216) : son amendement n° 470 : suppression des crédits de la cour de sûreté de l'Etat ; rejeté ; (p. 10218) : seule la France possède une juridiction telle que la cour de sûreté de l'Etat ; (p. 10220) : soutient son amendement n° 479 : suppression des crédits du bourreau ; rejeté au scrutin public ; volonté du Gouvernement de retarder le débat sur la peine de mort ; (p. 10221) : la suppression des crédits du bourreau accélérera la discussion sur l'abolition ou le maintien de la peine de mort.

— **Projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11525) : pas de débat sur la convention de concession générale et ses conditions liant l'Etat à la compagnie nationale du Rhône ; risques engendrés par le projet : basculement de la France au profit de l'Europe du Nord, (p. 11526) : désertification de pays proches de la liaison Rhin-Rhône, déséquilibre de l'économie française au dépens de l'ouest, du nord et de la Lorraine, risques écologiques surtout en Franche-Comté ; nécessité d'insérer le projet dans un programme pluriannuel d'aménagement du territoire ; souhaite un financement hors budget ; nécessité pour les collectivités publiques de maîtriser l'installation des grandes entreprises le long du canal ; problème de la coordination et de la complémentarité des divers modes de transports sur l'axe Rhin-Rhône ; projet ne fixant pas la participation financière des collectivités locales et des régions ; (p. 11528) : interroge le ministre sur la consommation énergétique des convois ferroviaires qui circulent la nuit.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Article 3** (p. 12283) : soutient son amendement n° 2 : application de la loi du 18 janvier 1979 portant modification des dispositions du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; rejeté. **Article 5** (p. 12285) : soutient son amendement n° 3 : conditions d'installation des nouveaux conseils de prud'hommes ; rejeté; soutient son amendement n° 4 : réduisant le conseil ; rejeté.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n[os] **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1980] (p. 327) : ordre du jour de l'Assemblée ; viol et violence de la société ; condition féminine ; (p. 328) : homosexualité ; droit au plaisir. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article premier** (p. 2222) : notion de tentative ; incrimination criminelle du viol ; (p. 2225) : répression pénale de l'homosexualité. **Troisième lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4172) : vote positif du groupe socialiste ; ses réserves sur les dispositions répressives à l'égard des homosexuels ; attribution du prix Goncourt à Yves Navarre.

— **Rappel au règlement** [3 avril 1980] (p. 96) : ordre du jour ; proposition de loi relatives au viol.

— **Rappel au règlement** [27 mai 1980] (p. 1284) : projet de loi concernant la liberté et la sécurité des Français.

— **Incidents et faits personnels** [28 mai 1980] (p. 1343) : accusation lancée par le ministre de l'intérieur sur ses liens avec le milieu ; profession d'avocat.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1980] (p. 2506) : délai de clôture des sessions ordinaires.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1782) : oppose la question préalable n° 2 en application de l'**article 91, alinéa** 4 ; déclaration d'urgence ; question préalable de M. Philippe Séguin ; (p. 1783) : combat pour l'abolition de la peine de mort ; cause de l'insécurité ; nombre total des crimes et délits intentionnels ; faible progression de la criminalité de sang ; (p. 1784) : proposition du comité d'étude sur la violence ; rapport Arpaillange ; débat sur la peine de mort ; vote sur l'abolition ; article 730 du code de procédure pénale ; opposition au projet de loi ; (p. 1785) : procédure parlementaire ; définition de la grande criminalité ; ministère de M. Peyrefitte à l'éducation nationale en 1968 ; (p. 1788) : question préalable rejetée par scrutin public. **Discussion des articles** [17 juin 1980] : **Article premier** (p. 1891) : son amendement n° 261 : suppression de l'article premier ; réservé ; (p. 1892) : insertion du projet dans le code pénal et le code de procédure pénale ; demande de suspension de séance ; conditions de travail de l'Assemblée ; [19 juin 1980] : **Article 2** (p. 1911) : son amendement n° 262 : suppression de l'article 2 ; devient sans objet. **Article 7** : conditions de travail de la commission des lois ; (p. 1912) : organisation du débat ; usage d'armes de procédure

par l'opposition ; intention du groupe socialiste de demander un scrutin public sur chaque amendement ; (p. 1914) : notion de tentative de menace ; (p. 1917) : conclusions de la commission de réforme du code pénal ; (p. 1918) : conclusions de la commission de réforme du code pénal ; (p. 1920) : répression des mouvements sociaux. **Article 7** (*suite*) (p. 1932) : circonstances atténuantes. **Explications de vote sur l'article 7** (p. 1933) : inutilité de nouvelles incriminations ; son opposition à l'article 7. **Article 8** (p. 1934) : son amendement n° 274 : suppression de l'article 8 ; rejeté au scrutin public ; (p. 1935) : utilisation de l'incrimination créée par l'article 8 contre le droit syndical et le droit de grève. **Article 9** (p. 1939) : peines encourues pour les infractions commises de nuit ; fessées paternelles, viol en réunion ; [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1965) : nombre de certificats médicaux ; inconvénients de l'absence de contrôle sur les arrêts de travail délivrés par les médecins ; (p. 1967) : fessées paternelles ; (p. 1968) : contradiction entre l'amendement n° 166 de M. Maurice Sergheraert et l'article R 40 du code pénal ; (p. 1969) : soutient l'amendement n° 278 de M. François Massot ; adopté. **Rappel au règlement** (p. 1970) : utilisation du scrutin public ; instructions de vote de M. Robert-André Vivien. **Rappel au règlement** (p. 1973) : instructions de vote de M. Robert-André Vivien. **Rappel au règlement** (p. 1976) : droit d'utilisation du scrutin public sur chaque amendement ; grève du RPR ; article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Article 9 : Article 309 du code pénal** (*suite*) (p. 2017) : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; travail du groupe socialiste au sein de la commission des lois ; vote par scrutin public des amendements ; initiative du vote bloqué ; refus du groupe socialiste de participer au débat. **Article 11 : Article 381 du code pénal** (p. 2031) : son amendement n° 295 : diminution des amendes sanctionnant le vol simple ; non soutenu ; (p. 2032) : son amendement n° 296 : suppression de la disposition relative au vol d'un objet exposé à la libre appréhension du public ; non soutenu. **Article 382 du code pénal** (p. 2033) : son amendement n° 297 : suppression de la notion d'intrusion ; non soutenu ; son amendement n° 298 : lieu de l'infraction ; non soutenu ; son amendement n° 299 : supprimant l'incrimination tirée du port d'une arme simulée ; non soutenu ; son amendement n° 300 : diminution de la peine prévue par l'article 382 du code pénal ; non soutenu. **Article 384 du code pénal** (p. 2034) : son amendement n° 301 : suppression de la notion d'arme par destination ; non soutenu. **Article 14** (p. 2041) : son amendement n° 373 : abrogation des articles relatifs à la peine de mort ; non soutenu ; (p. 2042) : son amendement n° 374 : maintien de l'article 439 du code pénal relatif à la dissimulation de documents ; non soutenu. **Article 15** : son amendement n° 352 : suppression de l'article 15 ; non soutenu. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2046) : son amendement n° 263 : abrogation du quatrième alinéa de l'article 58 du code pénal qui assimile du point de vue de la récidive les délits de vagabondage et de mendicité ; non soutenu ; son amendement n° 271 : assimilant du point de vue de la récidive des infractions économiques et considérant comme délits du point de vue de la récidive les délits d'entrave au fonctionnement des comités d'entreprise ou de discrimination à l'embauche ; non soutenu ; son amendement n° 264 : suppression de la référence aux articles 305 et 306, alinéa 2 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 265 : suppression de la référence à l'article 309, alinéa 2 du code pénal ; non soutenu ; (p. 2047) : son amendement n° 266 : suppression de la référence aux articles 341-3 et 342 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 267 : suppression de la référence à l'article 382 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 269 : suppression de la référence à l'article 400 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 270 : rectification d'erreurs matérielles ; non soutenu ; son amendement n° 268 : suppression de la référence aux articles 434-2 et-3 et 435 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 272 : suppression de la référence à l'article L 627 du code de la santé publique ; non soutenu ; son amendement n° 273 : suppression de la référence à l'article 32 du décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions ; non soutenu ; [21 juin 1980] : **Avant l'Article 18** (p. 2063) : son amendement n° 357 : suppression des quartiers de haute sécurité : non soutenu. **Article 18** : son amendement n° 358 : suppression de la période de sûreté ; non soutenu. **Après l'Article 18** (p. 2064) : son amendement n° 359 : amendement de conséquence ; non soutenu. **Article 20** (p. 2066) : son amendement n° 363 : suppression des dispositions relatives à l'exécution des peines et à l'extension des périodes de sûreté prévues par la loi du 22 janvier 1978 ; non soutenu. **Après l'Article 20** (p. 2069) : son amendement n° 364 : judiciarisation de l'exécution des peines ; libération conditionnelle ; non soutenu ; son amendement n° 365 : caractère juridictionnel de la libération conditionnelle ; non soutenu. **Article 22** (p. 2069) : son amendement n° 383 : suppression de l'article 22 ; non soutenu. **Après l'Article 22** (p. 2070) : son amendement n° 385 : décision de mise en détention ; non soutenu. **Article 23** (p. 2070) :

son amendement n° 386 : suppression de l'article 23 ; non soutenu. **Après l'Article 24** (p. 2072) : son amendement n° 394 : caractère exécutoire de la décision du juge d'instruction ; non soutenu. **Article 32** (p. 2083) : son sous-amendement n° 481 à l'amendement n° 126 de la commission : pouvoirs du Procureur de la République en cas de délit flagrant ou lorsque la peine encourue est inférieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement ; non soutenu ; (p. 2085) : son sous-amendement n° 489 à l'amendement n° 126 de la commission : possibilité d'appel contre la décision du tribunal de placer le prévenu en détention provisoire ; non soutenu. **Avant l'Article 31** (p. 2097) : son amendement n° 475 : ratification de l'article 25 de la Convention européenne des droits de l'homme ; non soutenu. **Après l'Article 44** (p. 2098) : son amendement n° 476 : suppression de l'interdiction de séjour ; non soutenu. **Article 45** (p. 2098) : internement administratif ; conseil constitutionnel. **Après l'Article 47** (p. 2105) : son amendement n° 467 : amnistie des infractions commises le 23 mars 1979 à l'occasion des manifestations pour le maintien de l'emploi ; non soutenu. **Avant l'Article 7** (p. 2106) : son amendement n° 329 : abolition de la peine de mort ; non soutenu. **Article premier précédemment réservé** (p. 2116) : son amendement n° 261 : suppression de l'article premier ; non soutenu **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5015) : demande une suspension de séance au nom du groupe socialiste ; souhaite que le président de l'Assemblée nationale se prononce sur la possibilité de discuter chaque article du texte de la CMP ; (p. 5020) : souhaite savoir si le Gouvernement déposera de nouveaux amendements au texte de la CMP ; souhaite une réunion de la commission des lois ; (p. 5029) : son sentiment de honte pour le Parlement ; adoption d'une réforme complète du code pénal et du code de procédure pénale dans des conditions inadmissibles ; campagne menée par le Président de la République et par le Gouvernement sur le thème de la sécurité des Français ; (p. 5030) : dévoiement des pouvoirs du Parlement ; travail de la commission de réforme du code pénal ; usage abusif de la procédure d'urgence ; déroulement des débats en première lecture et attitude du groupe socialiste ; amendements du Sénat aggravant le projet et impossibilité pour l'Assemblée nationale de se prononcer ; refus d'une discussion article par article du texte de la CMP. **Discussion des articles. Article 21 B** (p. 5047) : nécessité de l'intervention d'un magistrat du siège dans la prolongation de la garde à vue ; (p. 5048) : existence d'un tour de garde dans les services de police et les services de la justice pendant les fins de semaine ; garde à vue concernant uniquement des suspects et non des coupables ; souhaite connaître les statistiques sur le nombre des gardes à vues se terminant par des inculpations ou une libération pure et simple. **Explications de vote** (p. 5051) : vote hostile du groupe socialiste. **Demande de suspension de séance** [17 juin 1980] (p. 1889) : distribution des amendements au projet renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes. **Demande de suspension de séance** [17 juin 1980] (p. 1892) : conditions de travail de l'Assemblée. **Rappel au règlement** [17 juin 1980] (p. 1902) : amendements au projet de loi sur la sécurité et la liberté des personnes ; conditions de réunion de la commission des lois ; quorum.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [30 juin 1980] (p. 2505) : recours au vote bloqué ; attitude du RPR.

— **Projet de loi complétant le code de l'organisation judiciaire, partie législative, et donnant force de loi à cette partie du code** (n° **1926**). **Première lecture. Discussion générale** [9 octobre 1980] (p. 2638) : précipitation du débat ; non-consultation de la commission permanente d'études chargée de donner un avis sur les problèmes concernant le statut des magistrats de l'ordre judiciaire et les structures judiciaires. **Discussion des articles. Après l'Article 12** (p. 2641) : fonctionnement des cours d'appel relevant de la compétence de la commission permanente d'études ; (p. 2643) : amendement n° 5 de la commission visant à rétablir l'institution du juge suppléant ; (p. 2644) : problème de la primauté des traités sur les lois ; son sous-amendement à l'amendement n° 8 de la commission : substitution du mot « juridictions » au mot « juges » ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Examen des crédits [28 octobre 1980]. **Titre III** (p. 3202) : son amendement n° 88 : suppression des crédits destinés à la mise en œuvre du système de cartes d'identité informatisées ; rejeté ; contrôles d'identité et libertés publiques.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3581) : impossibilité pour le Parlement de modifier les propositions budgétaires du Gouvernement ; absence de vote sur la peine de mort ; utilisation électorale par le Président de la République du sentiment d'insécurité des Français ; lutte du pouvoir contre l'apparition d'une magistrature plus indépendante ; mouvement de protestation contre le projet «sécurité et liberté» (p. 3582);

aggravation de la répression. **Examen des crédits. Titre III** (p. 3598) : son amendement n° 11 : suppression des crédits du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice, de frais de déplacement et d'un crédit relatif à des frais en matière de faillite, de règlement judiciaire et de liquidation de biens réglés par l'Etat ; rejeté ; dotation relative aux vacations réglées aux étudiants en droit ; (p. 3603) : son amendement n° 143 : suppression des crédits relatifs aux exécutions capitales ; retiré ; refus par le garde des sceaux d'un débat réel sur la peine de mort ; responsabilité du garde des sceaux dans les trois condamnations à mort intervenues en 1980 ; (p. 3604) : droit de grâce ; (p. 3606) : reproche à M. Nungesser de confondre le bon sens populaire avec la foule hurlante qui se réjouit du spectacle de la mort ; majorité abolitionniste.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 42-891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° 927). **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4165) : question préalable de M. Gaston Defferre ; proteste contre la procédure d'urgence adoptée pour la discussion du projet de loi « sécurité et liberté » ; impossibilité pour l'Assemblée nationale de se prononcer sur le problème de la garde à vue ; déclaration de M. Dailly sur une radio périphérique ; impossibilité pour l'opposition, de participer à des commissions mixtes paritaires ; respect de la Constitution et de l'équilibre entre les deux assemblées ; (p. 4166) : question préalable non adoptée ; (p. 4170). **Discussion des articles. Article premier** : amendement n° 4 de M. Didier Julia tendant à soumettre l'exercice de la profession à une déclaration préalable au préfet ; utilité des deuxièmes lectures notamment sur le projet « sécurité et libertés ». **Article 3** (p. 4170) : amendement n° 1 du Gouvernement : fermeture provisoire d'une agence par l'autorité administrative. **Demande de suspension de séance** [18 décembre 1980] (p. 5026) : demande une suspension de séance pour permettre une réunion de la commission des lois.

FOSSÉ (Roger)

Député de la Seine-Maritime (8e circonscription) (RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939) ; secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 722), vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [17 mai 1978] (p. 1759, 1775) ; prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (intérieur) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 23 : Intérieur** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980**

(n° 1290). — I. Budgets civils. A) Budget général. — **Annexe n° 23 : Intérieur** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 25 : Intérieur** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'intérieur. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6330) : progression du budget de 17 % ; proportion modérée de mesures nouvelles ; prise en charge par l'Etat de la rémunération des fonctionnaires des corps de l'Etat en Polynésie française ; création de postes de préfets de région hors classe et de quinze emplois nouveaux dans le corps des magistrats des tribunaux administratifs ; 245 emplois créés dans le cadre national des préfectures ; mise en service d'une école nationale des officiers de sapeurs-pompiers à Nainville-les-Roches ; crédits d'équipement affectés à l'entretien des appareils du groupement aérien ; mise en place d'une formule de location de canadair ; programme de lutte contre la pollution par les hydrocarbures ; augmentation de 17 % des dépenses de fonctionnement de la police ; 200 auxiliaires administratifs recrutés ; prise en charge des services de la police dans les départements et territoires d'outre-mer ; situation des polices urbaines ; (p. 6331) : nécessité de renforcer les moyens de la police dans les grandes agglomérations ; renouvellement des moyens de transport, rénovation du parc immobilier. **Examen des crédits** [19 novembre 1978] (p. 6367). **Etat B - Titre III :** soutient l'amendement n° 164 de la commission : réduction des crédits du titre III de l'état B ; souhaite la réduction des crédits destinés à financer les déplacements de la police nationale et leur affectation par le ministère de l'intérieur au recrutement d'un plus grand nombre des conseillers des tribunaux administratifs ; amendement n° 164 rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'intérieur. **Discussion générale** [13 novembre 1979] (p. 9906) : progression des crédits de 19 % ; secteurs privilégiés : matériel et fonctionnement des services, entretien immobilier, équipement des services du ministère de l'intérieur ; faible progression des crédits de sécurité civile ; amélioration de la formation des secouristes et des sapeurs-pompiers ; absence de renforcement des moyens de l'équipement de la flotte d'intervention ; utilité du DC 6 contre les incendies de forêts ; absence de crédits pour les actions de prévention en matière d'incendies de forêts ; (p. 9907) : problème posé par la situation des personnels du groupement aérien de la sécurité civile ; nécessité d'accroître la rapidité des interventions du groupement aérien ; forte augmentation des crédits d'équipement, des crédits consacrés à l'achat de matériel de transmission ; amélioration des crédits pour l'informatique et l'équipement immobilier ; mille emplois nouveaux dans la police ; importante transformation d'emplois dans la police ; insuffisante augmentation des effectifs de police affectés dans les grandes agglomérations ; demande un renforcement des moyens de la police dans l'agglomération lyonnaise ; création de dix-huit emplois dans les tribunaux administratifs ; engorgement des tribunaux administratifs ; (p. 9908) : inadaptation des conditions de fonctionnement et de la conception de la juridiction administrative ; déficit d'emploi dans les préfectures ; demande la réalisation du plan de recrutement arrêté en 1973.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'intérieur. **Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3168) : création et transformation d'emplois dans la police ; utilisation des personnels en tenue à des emplois administratifs ; amélioration de la situation de certains personnels de police ; (p. 3169) : logement des services de police ; renouvellement du parc automobile ; problème de l'armement ; insuffisance du budget de la sécurité civile ; participation de l'Etat aux dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ; indemnité en faveur des personnels navigants du groupement aérien embarqués sur avions engagés dans la lutte contre les feux de forêts ; subvention accordée aux services de lutte contre l'incendie ; problème des moyens affectés à la défense civile ; renforcement des moyens en personnel des tribunaux administratifs et engorgement de ces tribunaux ; (p. 3170) : mise en fabrication de la nouvelle carte d'identité ; nouvelles préfectures de Toulon et de Bastia ; déconcentration à Agen du service central des rapatriés ; pas d'amélioration de la situation des effectifs du cadre national des préfectures.

FOST (Paulette)

Député de la Seine-Saint-Denis
(1re circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [**J.O.** du 27 juin 1980] (p. 1597).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **revaloriser les allocations familiales** (n° **92**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le **régime d'assurance chômage** aux **employés de maison** et à améliorer leur situation au regard de la sécurité sociale (n° **100**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** instituant des mesures immédiates pour **limiter la charge logement supportée par les familles** (n° **546**) [1er juillet 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du personnel des usines Moulinex** [28 juin 1978] (p. 3597, 3598) : réclame de véritables négociations, sans menace et sans intervention policière.

— **Tarifs des transports en commun** [13 juin 1979] (p. 4999) : importante majoration des tarifs voyageurs de la RATP et de la SNCF ; nécessité d'augmenter la prime de transport.

— **Revendications des travailleurs du groupe Alsthom-Atlantique** [24 octobre 1979] (p. 8869) : lutte des travailleurs d'Alsthom dont le pouvoir d'achat baisse alors que les profits des groupes industriels augmentent ; nécessité de contraindre Alsthom-Atlantique et ses filiales à négocier pour satisfaire les revendications des salariés.

— **Grève à l'entreprise Alsthom** [7 novembre 1979] (p. 9540) : poursuite et durcissement du conflit ; aucune proposition nouvelle de la part de la direction, mais nouvelles propositions des syndicats ; nécessité pour le Gouvernement d'intervenir pour qu'elles aboutissent.

— **Conflit à l'entreprise Alsthom de Saint-Ouen** [14 novembre 1979] (p. 10010) : évacuation par la police de l'usine Alsthom de Saint-Ouen ; violence patronale et gouvernementale ; atteinte aux libertés syndicales ; nécessité de contraindre Alsthom à négocier avec les travailleurs et leurs organisations syndicales.

— **Expulsion d'étrangers** [8 octobre 1980] (p. 2606) : expulsion de M. Konaté et de M. Simon Malley, directeur de la revue « Afrique-Asie » ; liberté de la presse ; racisme.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **31794**) : **Imprimerie Chaix** [6 juin 1980] (p. 1642, 1643) : plan de relance de l'imprimerie Chaix.

— (n° **39100**) : **Emploi dans la confection** [28 novembre 1980] (p. 4511, 4512, 4513) : fabrication dans les pays en voie de développement ; chômage partiel.

— (n° **40217**) : **Politique en faveur des femmes** [19 décembre 1980] (p. 5101) : aggravation des inégalités dont les femmes sont victimes ; droit au travail des femmes ; inégalité des salaires ; insuffisance de la formation professionnelle ; inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi du groupe communiste pour l'application du principe de l'égalité des sexes ; travail de nuit des femmes.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [19 avril 1978] (p. 1249) : l'augmentation des profits de la CGE ; le maintien des privilèges des grandes sociétés ; l'audition par le groupe communiste de délégations de travailleurs d'entreprises touchées par les licen-

ciements ; les occupations d'usines ; les difficultés des secteurs de l'industrie textile, de la machine-outil et de l'imprimerie ; (p. 1250) : l'usine Chaix ; la presse ; l'échec de la politique gouvernementale ; la hausse du chômage ; l'augmentation des licenciements ; le cas des usines Boussac dans les Vosges ; le développement de la pratique des contrats à durée déterminée ; les discriminations pesant sur les femmes ; le maintien des inégalités ; les conditions de vie des pauvres ; le non-respect du « droit du pauvre ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 4** (p. 2381) : situation du logement social ; accentuation des inégalités par la libération des prix ; dégradation de la politique de l'habitat ; recul quantitatif des logements sociaux ; (p. 2382) : dégradation de la politique du logement en faveur des immigrés : augmentation de la part des foyers au détriment des logements de famille ; (p. 2383) : atteinte portée à l'accession à la propriété par l'article 4 ; s'interroge sur les mesures gouvernementales pour le relogement des travailleurs immigrés ; (p. 2384) : possibilité d'affecter la part retranchée du 1 % patronal à la construction et à la réhabilitation de logements pour préserver l'emploi dans le secteur du bâtiment.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. **Environnement. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6616) : changement de structures du ministère de l'environnement, mais faibles moyens de ce département le réduisant à des actions de saupoudrage ; inconsistance de la volonté écologique du ministère ; existence d'institution servant d'écran entre l'Etat et les collectivités locales ; volonté de faire payer l'usager et de créer un marché pour les capitalistes : l'industrie de la lutte contre la pollution ; insuffisante information du Parlement sur l'utilisation des fonds relevant de la redevance de pollution ; absence d'exploitation de la forêt française ; (p. 6617) : trop grande centralisation des pouvoirs ; cite une enquête effectuée par un groupe d'études et de programmation dans trois secteurs d'un département de la région parisienne sur l'environnement ; scandale de Pierre-Bénite dans le Rhône.

Territoire d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7708) : dégradation de la situation des travailleurs immigrés en Seine-Saint-Denis.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8502) : utilisation du travail à temps partiel pour justifier les discriminations dont sont victimes les femmes qui travaillent ; (p. 8503) : nécessité de réduire le temps de travail.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8759) : absence de moyens accordés par le Gouvernement aux conseils ; critique le financement des conseils par une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement perçue par les départements ; (p. 8761) : absence de décentralisation.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2314) : identité de vues en matière énergétique entre le Gouvernement et le grand patronat ; (p. 2315) : déficit extérieur de la France ne résultant pas seulement du pétrole ; insuffisance des capacités de production électrique en France ; justifie les grèves d'EDF ; dénonce le secret entourant tout ce qui touche au nucléaire. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Article premier** (p. 2458) : son sous-amendement n° 140 soutenu par M. André Duroméa à l'amendement n° 133 de la commission : caractère automatique et obligatoire de l'information des collectivités publiques ; rejeté ; son sous-amendement n° 141 soutenu par M. André Duroméa à l'amendement n° 133 de la commission : suppression de l'obligation pour les exploitants de faire connaître aux collectivités publiques les conditions techniques d'accords financiers de livraison de la chaleur ; devenu sans objet ; [17 avril 1979] : **Avant le titre premier** (*suite*) (p. 2644) : son sous-amendement n° 144 à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : de conséquence de l'amendement n° 143 de M. Gouhier ; réservé en raison de l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution opposée par le Gouvernement ; son sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : présence de députés aux auditions devant le comité créé par l'amendement n° 75 ; réservé en raison de l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution opposée par le Gouvernement ; [9 mai 1979] : **Avant le Titre premier** (*suite*) (p. 3557) : son sous-amendement n° 144 précédemment réservé, soutenu par M. Roger Gouhier à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : obligeant toute personne dont le

demandeur défini par l'amendement n° 75 juge l'audition utile à déférer à la convocation qui lui est délivrée ; retiré ; son sous-amendement n° 145 précédemment réservé soutenu par M. Roger Gouhier à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : présence de députés aux auditions du comité d'évaluation des options techniques ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radio-diffusion-télévision française** (n° 941). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3182) : lutte du personnel d'EDF constituant un cri d'alarme sur la dégradation du service public ; insuffisance des moyens de production d'EDF.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5022) : accentuation des inégalités du VIII[e] Plan ; drames humains entraînés par le chômage ; (p. 5023) : danger du travail à temps partiel pour les femmes ; situation marginale de la main-d'œuvre féminine.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 75-1255 du 27 décembre 1975 relative aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré** (n° 1058). **Première lecture, discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5620) : loi du 27 décembre 1975 ayant pour objet de s'opposer à ce que des sociétés à but lucratif puissent s'assurer le contrôle des sociétés d'HLM de dimension modeste en acquérant leurs actions ; responsabilité du Gouvernement pendant la crise du logement ; diminution du nombre des mises en chantier ; nécessité de développer la construction de logements en accession à la propriété ; vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9196) : spéculation sur le logement ; surpeuplement et inconfort ; dégradation constante de l'environnement par la politique des transports ; augmentation de la pollution ; absence de contraintes sur les industries ; pollution du Rhin ; caractère dérisoire du comité des technologies propres ; moyens insuffisants de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; nécessité d'agir contre le bruit ; effectifs insuffisants du contrôle des installations classées ; (p. 9197) : parcs naturels ; caractère démagogique de la délégation à la qualité de la vie.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. François Mitterrand et quarante-neuf de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et cinquante de ses collègues, et par M. Robert Ballanger et quatre-vingt-cinq de ses collègues** [20 novembre 1979] (p. 10363) : politique d'austérité et d'abandon national au service exclusif de redéploiement industriel et financier ; organisation de la résistance populaire et succès des luttes ; (p. 10364) : succès des revendications ouvrières dans les entreprises ; mouvements dans la fonction publique pour la création d'emplois, contre les atteintes au droit de grève ; cri d'alarme lancé par les chercheurs ; lutte des femmes ; élargissement du marché commun, véritable danger pour le grand Sud-Ouest.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir les impôts et taxes existants** (n° 1559). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12554) : son amendement n° 5 soutenu par M. Jacques Jouve : impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n[os] 474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. *Article premier* (p. 339) : protection renforcée de l'enfance ; pornographie enfantine ; prévention ; déclaration des libertés du parti communiste français.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° 1167). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 645) : amélioration des conditions de travail ; travail dominical ; réduction du temps de travail.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° 1608). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 916) : logement des familles ; hausse des loyers ; spéculation foncière ; aide personnalisée au logement ; (p. 917) : revenu minimum familial ; difficulté du logement en région parisienne. **Discussion des articles. Avant l'Article 3** (p. 954) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Myriam Barbera ; rejeté ; [14 mai

1980]. **Avant l'Article 9** (p. 1062) : soutient l'amendement n° 183 de Mme Myriam Barbera ; rejeté ; exclusion du champ d'application de l'article des enfants de moins de trois ans ; crèches ; exemple du département dc la Seine-Saint-Denis.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3322) : chute des crédits consacrés à la protection de la nature et à l'environnement ; fin de la politique de promotion des espaces verts ; spéculation immobilière ; problème du bruit ; (p. 3323) : pollution marine ; insuffisance des stations d'épuration.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3853) : rachat par la société nationale Elf-Aquitaine des activités de pétrochimie de Rhône-Poulenc ; nécessité d'obliger les sociétés pétrolières françaises à réserver l'ensemble de leur production à la France.

FOUCHIER (Jacques)

Député des Deux-Sèvres
(2e circonscription)
(App. UDF).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (troisième Gouvernement Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 6 mai 1978 de son mandat dc député [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (troisième Gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Didier Julia : Quotas communautaires** [31 mai 1978] (p. 2287) : efforts de la France pour obtenir une augmentation du quota maximum.

— **M. Pierre Raynal : Application du décret concernant l'indemnité spéciale de montagne** [14 juin 1978] (p. 2876, 2877) : directives communautaires pour l'attribution de l'ISM ; mesures complémentaires favorables arrêtés par le comité interministériel pour l'aménagement du territoire.

— **M. Didier Julia : Entretien des forêts du département de Seine-et-Marne** [14 juin 1978] (p. 2877, 2878) : clés de répartition des dépenses entre les collectivités arrêtées par elles-mêmes ; contribution de l'Etat fixée à 50 %.

— **M. Michel Barnier : Agriculture de montagne** [5 octobre 1978] (p. 5611, 5612) : crédit pour les bâtiments d'élevage non modifié ; augmentation prochaine de l'indemnité spéciale de montagne.

— **M. René Benoit : Conséquences de l'application des montants compensatoires sur l'agriculture française** [10 octobre 1978] (p. 5863) : désir du Gouvernement de démanteler les montants compensatoires ; mesures prises pour soutenir les agriculteurs.

— **M. Jacques Jouve : Projet de règlement du marché ovin** [10 octobre 1978] (p. 5867) : le Gouvernement n'acceptera pas à Bruxelles un règlement désavantageux pour nos producteurs et respectera le traité de Rome.

— **M. Jean-Charles Cavaillé : Agriculture bretonne** [15 novembre 1978] (p. 7672) : poursuite de l'action menée en faveur des éleveurs de porcs ; démantèlement des montants compensatoires ; limitation des importations des pays tiers ; allégement des charges de remboursement d'emprunts ; abondance de la récolte de haricots et de pommes de terre et déséquilibre du marché.

— **M. Georges Gosnat : Licenciements dans la brasserie** [15 novembre 1977] (p. 7675) : adaptation inévitable à la concurrence internationale et à l'évolution de la consommation.

— **M. Maurice Cornette : Fixation des prix agricoles pour la campagne 1979-1980** [4 avril 1979] (p. 2215) : hausse des prix agricoles français de 5,4 % ; réduction de moitié des montants compensatoires monétaires français ; suppression des montants compensatoires français applicables à la viande porcine ; suppression des montants compensatoires des vins à

l'exportation ; élimination des variations hebdomadaires des montants compensatoires par le système monétaire européen ; objectif français : hausse des prix en ECU.

— **M. Francis Geng : Production de viande bovine** [4 avril 1979] (p. 2217) : augmentation de la production bovine pendant le premier trimestre 1979 et diminution des importations ; reprise prochaine des cours ; intervention auprès de la Communauté en faveur de la Normandie touchée par l'épizootie de fièvre aphteuse.

Suppléant de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.

— **M. Philippe Malaud : Situation des éleveurs** [7 novembre 1979] (p. 9543) : augmentation de la production de viande bovine, d'où hausse des prix limitée malgré l'accroissement du prix d'intervention ; rôle de l'ONIBEV ; conséquences très limitées du déstockage des viandes d'intervention ; mesures difficiles pour remédier à la situation du troupeau allaitant.

— **M. Michel Aurillac : Prix du blé** [23 avril 1980] (p. 635) : mise en place d'un plan de soutien du marché du blé tendre.

— **M. Hubert Voilquin : Situation de la petite agriculture** [23 avril 1980] (p. 638) : prix européens ; revalorisation de l'indemnité spéciale ; plan pluriannuel de l'élevage.

— **M. François d'Harcourt : Revenu des agriculteurs** [14 mai 1980] (p. 1049) : fixation des prix agricoles au niveau communautaire ; taxation des matières grasses végétales ; importation de viande de la communauté.

— **M. Jean Bonhomme : Situation de l'agriculture dans le Tarn-et-Garonne** [14 mai 1980] (p. 1053, 1054) : loi d'orientation agricole ; investissements dans les domaines de l'hydraulique et du remembrement ; plan pluriannuel pour l'élevage.

— **M. Christian Nucci : Difficultés dans l'entreprise laitière Marlieu à Virieu dans l'Isère** [4 juin 1980] (p. 1534).

— **M. Jean Desanlis : Développement de l'élevage** [4 juin 1980] (p. 1535) : plan gouvernemental pluriannuel de développement de l'élevage.

— **M. Jean Crenn : Enseignement agricole privé** [26 novembre 1980] (p. 4381) : effort global réalisé en matière d'enseignement privé tout spécialement dans le Finistère.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Didier Julia** (n° **694**) : **Aides aux agriculteurs victimes de la sécheresse** [28 avril 1978] (p. 1455, 1456) : les aides exceptionnelles « sécheresse » se sont substituées aux aides normales ; leur aspect social ; possibilité pour les agriculteurs de Seine-et-Marne dont le revenu brut d'exploitation est en hausse de compenser leurs pertes.

— **M. Maurice Cornette** (n° **239**) : **Montants compensatoires monétaires** [28 avril 1978] (p. 1456, 1457) ; les demandes de la France se sont heurtées aux intérêts de nos partenaires à monnaie forte ; les mesures partielles obtenues pour le porc et les produits amylacés.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **809**) : **Production porcine** [28 avril 1978] (p. 1457, 1458) : les demandes de la France, techniquement irréfutables, s'opposent aux intérêts des Danois et des Allemands ; difficulté de la négociation ; fermeté de la position du Gouvernement français.

— **M. François Autain** (n° **797**) : **Situation de l'industrie aéronautique française** [28 avril 1978] (p. 1458, 1459) : redressement du plan de charge de la SNIAS à la suite des commandes d'Airbus et de Mystère ; arrêt du chômage partiel à Toulouse et à Saint-Nazaire.

— **M. Louis Le Pensec** (n° **771**) : **Navigation sous pavillon de complaisance** [28 avril 1978] ((p. 1459, 1460) : action menée par la France, au sein des organisations internationales ; ratification en cours d'une convention négociée au sein de l'OIT ; réexamen de la question des pavillons de complaisance lors de la prochaine session de l'OMCI.

— **M. Guy Hermier** (n° **782**) : **Industries navales** [28 avril 1978] (p. 1460, 1461) : surcapacité des chantiers français et surinvestissement mondial ; mesures d'aide prises pour assurer le maintien d'une construction navale saine et compétitive ; décision du Gouvernement d'attribuer des aides exceptionneles pour des programmes précis.

— **M. Henri Baudouin** (n° **808**) : **Régime interne de la communauté européenne en matière de pêche** [28 avril 1978] (p. 1461, 1462) : volonté du Gouvernement français de rester ferme sur le principe du maintien de l'égalité d'accès aux eaux communautaires.

— **M. Maurice Masquère** (n° **917**) : **Protection des productions ovines** [19 mai 1978] (p. 1911, 1912) : détermination du Gouvernement de refuser tout règlement communautaire qui ne respecterait pas les principes du marché commun agricole et ses engagements envers les producteurs français ; coordination obligatoire des organisations nationales.

— **M. Paul Balmigère** (n° **459**) : **Viticulture du Languedoc-Roussillon** [26 mai 1978] (p. 2138, 2139) : les mécanismes retenus dans une directive du Conseil des ministres des communautés européennes ; restructuration de 66.000 hectares et reconversion de 33.000 hectares dans le sud de la France ; augmentation des aides accordées.

— **M. Raoul Bayou** (n° **723**) : **Situation de la viticulture** [9 juin 1978] (p. 2768, 2769, 2770) : renforcement des disciplines quantitatives et qualitatives pour le marché du vin dans la communauté.

— **M. Arnaud Lepercq** (n° **1657**) : **Importations de viande porcine** [9 juin 1978] (p. 2770, 2771) : décision prise par le Conseil des ministres de la communauté de diminuer les montants compensatoires monétaires applicables à la viande de porc ; aide envisagée au stockage privé.

— **M. Maurice Faure** (n° **2922**) : **Classification des zones rurales** [16 juin 1978] (p. 3093, 3094) : délimitation difficile entre zone défavorisée et zone de piémont ; étude de la question par les préfets.

— **M. André Lajoinie** (n° **3022**) : **Producteurs de porcs et de moutons** [16 juin 1978] (p. 3094, 3095, 3096) : négociations du Gouvernement avec les instances européennes dans l'intérêt de nos producteurs ; contrôle des importations en provenance des pays tiers.

— **M. Alain Mayoud** (n° **3127**) : **Industries agro-alimentaires** [16 juin 1978] (p. 3096, 3097) : l'action du délégué aux industries agricoles et alimentaires ; les restructurations nécessaires ; développement de la technologie.

— **M. Bernard Deschamps** (n° **3396**) : **Conséquence de l'élargissement de la CEE sur les activités agricoles et industrielles des régions méditerranéennes** [23 juin 1978] (p. 3418, 3419) : réforme de l'organisation communautaire du marché des fruits et légumes ; réorganisation du marché du vin ; adoption de clauses de sauvegarde.

— **M. Daniel Boulay** (n° **9795**) : **Expulsion d'exploitants agricoles dans l'Orne** [8 décembre 1978] (p. 9107) : affaire Levesque : expulsion à la suite d'une demande d'exercice du droit de reprise du propriétaire, la décision de justice remontant à 1972 ; le préfet de l'Orne a demandé à la SAFER de Basse-Normandie d'assurer le reclassement de M. Levesque.

— **M. André Lajoinie** (n° **14121**) : **Prix agricoles** [6 avril 1979] (p. 2414) : mesures récentes destinées à restaurer l'égalité des prix dans le marché commun : augmentation de 5,4 % des prix agricoles, réduction de moitié des montants compensatoires français, élimination des variations hebdomadaires et mise en place d'un mécanisme automatique de suppression des montants compensatoires.

— **M. Xavier Hamelin** (n° **15342**) : **Contrat de développement rural avec la Libye** [4 mai 1979] (p. 3527 3528) : sur le total du marché passé, 75 à 80 % de prestations et fournitures françaises ; pour le matériel d'irrigation, impossibilité pour les entreprises françaises de respecter les délais demandés par la Libye ; 40 % de la commande passée à l'étranger sous-traités en France.

— **M. Jacques Jouve** (n° **15872**) : **Règlement ovin communautaire** [11 mai 1979] (p. 3826) : aides publiques mises en place pour améliorer notre appareil de production dans le secteur ovin ; impossibilité d'accepter un règlement communautaire non conforme à l'article 43 du traité de Rome ; proposition au Conseil des ministres par le Gouvernement français d'un mécanisme permettant de garder l'essentiel des garanties de notre dispositif national dans le cadre d'une organisation commune du marché.

— **M. Pierre Joxe** (n° **16014**) : **Revenu des agriculteurs** [11 mai 1979] (p. 3828) : nette reprise de la production agricole française en 1978 ; progression du pouvoir d'achat des agriculteurs de 2 % environ ; dévaluation du franc vert ayant permis une hausse des prix agricoles qui se poursuivra en 1979 ; volonté de diminuer, voire d'éliminer les montants compensatoires ; agriculture, bénéficiaire du système monétaire européen.

— **M. Maurice Sergheraert** (n° **17331**) : **Octroi d'un crédit pour la promotion à l'exportation de la pomme de terre** [15 jun 1979] (p. 5220) : arbitrage favorable du Premier ministre ; une décision sera prise très rapidement puisque les cours sont inférieurs au niveau nécessaire pour le déblocage de l'aide prévue ; le Premier ministre a été saisi à nouveau par le ministre de l'agriculture.

— **M. Martin Malvy** (n° **17382**) : **Marché de la viande ovine** [15 juin 1979] (p. 5221) : efforts entrepris par le Gouvernement français pour le soutien du marché du mouton ; amélioration de la moyenne régionale des cours ; le Gouvernement est décidé à obtenir avant le 1er juillet du Conseil des ministres de Bruxelles une prise de position sur le futur régime communautaire.

— **M. René Serres** (n° **17995**) : **Culture de la lavande et du lavandin** [29 juin 1979] (p. 5874) : la concurrence des importations ; les prêts accordés pour faciliter les stockages ;

mise en œuvre par le FORMA d'un programme pluriannuel de résorption des excédents ; volonté du Gouvernement de soutenir et de mieux organiser les productions méditerranéennes.

Suppléant de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

— **M. Michel Barnier** (n° **20642**) : **Hôtellerie en zone de montagne** [5 octobre 1979] (p. 7876, 7877) : situation difficile de l'hôtellerie saisonnière de montagne, en particulier de celle à caractère familial ; élaboration en cours de mesures en étroite concertation avec les organisations professionnelles intéressées ; allongement de la saison d'été par la fixation du calendrier scolaire préférable à la libération du prix des chambres, encouragement au développement des gîtes ruraux.

— **M. Jacques Chaminade** (n° **20680**) : **Situation des agriculteurs** [5 octobre 1979] (p. 7878, 7879) : non-remise en cause de notre indépendance alimentaire, forte progression de notre commerce extérieur agricole qui sera encore stimulée par le dernier ajustement monétaire ; le revenu agricole évoluera favorablement en 1979 ; défense et maintien par le Gouvernement du droit des agriculteurs français.

Suppléant de M. René Monory, ministre de l'économie.

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **6843**) : **Contrôle des changes** [5 octobre 1979] (p. 7880, 7881) : assouplissement du contrôle des changes permis par la bonne tenue du franc ; substitution progressive du contrôle par ordinateur à la procédure de domiciliation ; dispense d'autorisation pour la plupart des investissements inférieurs à 3 millions de francs ; effets stabilisateurs du système monétaire européen assurant une protection efficace des usagers du commerce extérieur.

— **M. André Soury** (n° **22773**) : **Politique agricole commune** [23 novembre 1979] (p. 10679, 10680, 10681) : opposition du Gouvernement français aux propositions d'organisation commune du marché du mouton formulées par la Commission de Bruxelles en juillet dernier ; élaboration d'un document de travail par la commission proposant un mécanisme d'intervention et un dispositif visant à garantir le respect de la préférence communautaire ; demande gouvernementale d'amender ce document en proposant la déconsolidation au GATT des droits sur la viande ovine fraîche et l'autolimitation pour la viande congelée ; différence entre production laitière de caractère familial et celle des usines à lait qui devraient être pénalisées.

— **M. Francis Hardy** (n° **22459**) : **Importations de marrons glacés** [30 novembre 1979] (p. 11056) : interdiction d'utiliser en France l'acide sorbique dans la fabrication de fruits confits et marons glacés, mais pas de règlement communautaire ; interdiction de commercialiser ces produits, quelle que soit leur origine ; demande par les fabricants français d'étendre l'utilisation de l'acide sorbique ; en cas de réponse favorable, modification de la réglementation actuelle ; dans l'immédiat, renforcement des contrôles au niveau de l'importation et poursuites des infractions au niveau de la commercialisation.

— **M. Paul Balmigère** (n° **30020**) : **Stocks de vin** [25 avril 1980] (p. 750) : prestations superviniques.

— **M. Pierre Jagoret** (n° **30021**) : **Plan régional légumier pour la Bretagne** [25 avril 1980] (p. 751) : production laitière.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **39930**) : **Revenu des éleveurs** [2 décembre 1980] (p. 4877, 4878) : décisions à la conférence annuelle agricole de compenser la perte de revenu des éleveurs ; plan de développement de l'élevage ; effort gouvernemental pour obtenir en 1981 une augmentation des prix agricoles plus forte pour les productions animales.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 mai 1978]. **Article premier** (p. 1767) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'adoption de l'amendement n° 2 de la commission ; (p. 1768) : l'acceptation par le Gouvernement du sous-amendement n° 8 de M. René de Branche à l'amendement n° 2 de la commission ; (p. 1769) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n^{os} 3 et 4 de la commission ; (p. 1770) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 5 de M. Aurillac ; (p. 1771) : ainsi qu'aux sous-amendements n^{os} 9 et 10 de M. de Gastines ; demande l'adoption de la dénomination officielle de : « direction chargée des services vétérinaires » à l'article 311-1 du code rural ; (p. 1772) : l'opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 7 de M. Marcel Rigout ; la possibilité de mobiliser des moyens de lutte contre les épizooties ; l'opposition probable des organisations communautaires à cet amendement.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole** (n° **147**). **Première lecture. Discussion générale** [25 mai 1978]

(p. 2047) : 73.000 élèves et 2.000 étudiants dans l'enseignement agricole privé ; (p. 2048) : institution d'un « contrat de progrès » entre le Gouvernement et l'enseignement privé ; régularité de la répartition des crédits dans le temps ; objectifs : donner une liberté de choix aux parents, volonté du Gouvernement de résoudre les difficultés juridiques résultant de la décision du Conseil constitutionnel ; (p. 2060) : régularité de la répartition des crédits sur les cinq années ; consultation des organismes professionnels concernés pour la rédaction des décrets d'application ; absence de rivalité entre enseignement public et enseignement privé ; infime pourcentage des maîtres grévistes dans l'enseignement public. **Discussion des articles** [25 mai 1978]. **Article premier** (p. 2061) : avis favorable aux amendements n°s 9, 10, 11 et 13 de M. Guermeur ; (p. 2062) : accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission ; (p. 2064) : sur l'amendement n° 14 de M. Gissinger : nécessité du respect du cadre des dépenses de perfectionnement du personnel de la loi du 6 juillet 1971 pour le financement des établissements reconnus ; approuve l'amendement n° 6 de M. Brocard sous réserve de modifications formelles ; souhaite le retrait des amendements n° 12 de M. Guermeur et n° 14 de M. Gissinger. **Article 2** (p. 2066) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée à propos de l'amendement n° 4 de la commission. **Article 3** (p. 2066) : accepte l'amendement n° 5 de la commission. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3142) : approbation par le Gouvernement des dispositions concernant la situation faite aux établissements déjà reconnus ; création d'une nouvelle catégorie d'établissements : les établissements agréés ; approbation par le Gouvernement du texte proposé par la commission ; (p. 3144) : caractère inopérant de l'argument de l'absence de crédit pour cette loi en raison de son entrée en vigueur le 1er janvier 1979 ; (p. 3155) : rapport Vedel, rapport Jouvenel ; procès d'intention fait au Gouvernement à propos des frais d'inspection ; maintien des avantages acquis par la loi nouvelle ; application de la loi du 16 juillet 1971 aux établissements d'enseignement agricole ; impossibilité de déterminer le coût de la formation des personnes affectées momentanément à l'enseignement ; volonté du Gouvernement de développer la formation des maîtres d'enseignement privé. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier** (p. 3156) : accepte l'amendement n° 3 de la commission ; acceptation par le Gouvernement des amendements n°s 4, 5 et 6 de la commission ; (p. 3157) : caractère satisfaisant du texte en ce qui concerne le contrôle ; enveloppe globale de la formation. **Titre** (p. 3158) : accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commision. **Commission mixe paritaire. Discussion générale** [28 juin 1978] (p. 3593) : demande à l'Assemblée nationale d'adopter le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7273) : effort gouvernemental en matière d'aide aux zones de montagne ; (p. 7274) : effort d'équipement en matière d'assainissement et d'électrification ; progression des crédits réservés aux investissements forestiers ; encouragement au regroupement des scieries ; progression des crédits de fonctionnement de l'enseignement privé ; souhaite le maintien du rattachement de l'enseignement agricole au ministère de l'agriculture. **Examen des crédits** [8 novembre 1978]. **Etat C - Titres V et VI** (p. 7282) : intention du Gouvernement d'appliquer en cinq ans la loi du 28 juillet 1978 sur l'aide à l'enseignement agricole privé.

— **Projet de loi portant validation des résultats du concours d'entrée aux écoles nationales vétérinaires : session 1975** (n° **708**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9225) : arrêt du Conseil d'Etat ne contestant ni le bien-fondé d'une augmentation du nombre des admis en 1975 dans les écoles nationales vétérinaires ni la compétence du ministre pour fixer les modalités d'organisation du concours ; demande l'adoption du projet validant la liste des admis pour 1975.

— **Projet de loi relatif à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture** (n° **137**). **Première lecture. Discussion générale** [24 avril 1979] (p. 2982) : volonté d'assurer la protection de l'homme et de son environnement ; définition très large des matières fertilisantes ; homologation ; amendements du Gouvernement consistant à étendre l'exemption aux rejets, déchets dont l'emploi est réglementé en application de lois spécifiques ; (p. 2983) : projet de loi complété par les décrets d'application précisant les sanctions aux infractions commises dans le commerce de ces produits et d'un décret ayant pour objet de fixer l'étiquetage de ces produits. **Discussion des articles** [24 avril 1979]. **Article 2** (p. 2987) : sur l'amendement n° 35 de M. André Petit : absence de discrimination pratiquée par l'administration à l'encontre des agricultures biologiques ; soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement : exemption de la procédure d'homologation pour les rejets, déchets dépôts ou résidus réglementés par des textes

spécifiques ; adopté. **Article 3** (p. 2988) : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 33 de M. Roger Duroure ; (p. 2989) : soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement : augmentation de la durée des autorisations provisoires à quatre ans ; adopté ; soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement ; adoptés. **Article 4** (p. 2990) : soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement : obliger les producteurs à porter d'une manière claire et apparente à la connaissance du distributeur et utilisateur les prescriptions particulières d'emploi des produits ; devient sans objet ; soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement : possibilité de supprimer ou de retirer l'homologation ou l'autorisation provisoire de vente ou d'importation d'un produit ; rejeté ; (p. 2992) : soutient le sous-amendement n° 26 du Gouvernement à l'amendement n° 10 de la commission : tendant à limiter la délégation envisagée par la commission à l'usage des produits définis à l'article premier de la présente loi ; adopté ; soutient les sous-amendements n^{os} 27 et 28 du Gouvernement à l'amendement n° 10 de la commission : rédactionnels ; adoptés. **Article 8** (p. 2994) : soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement : sanction du défaut de paiement du versement prévu par l'article 8 : adopté.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la circulation des sucres** (n° **1034**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5444) : projet sur le contrôle de la circulation des sucres s'inscrivant dans le dispositif d'ensemble de la réforme de la chaptalisation qui établit un régime unique de l'enrichissement des vins sur le territoire national ; maîtrise de la chaptalisation passant par un contrôle du transport et des livraisons de sucre ; projet imposant aux transporteurs, dans tous les cas où l'acquit à caution n'est pas exigé, de disposer d'un document sur lequel figurent le nom et l'adresse de l'expéditeur et ceux du destinataire ; dérogation visant les petits commerçants ambulants ; (p. 5447) : se déclare disposé à mettre en place un groupe de travail sur les problèmes du Val-de-Loire ; parution avant la fin de juillet 1979 d'un décret mettant en place le nouveau régime de la chaptalisation autorisée dans toutes les régions pour les vins d'appellation d'origine contrôlée ou les vins délimités de qualité supérieure ; (p. 5448) : réforme laissant aux viticulteurs le choix du moyen d'enrichissement du vin. **Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Article premier** (p. 5448) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : authentification de la pièce de circulation par une apostille ; adopté. **Article 2** : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : inapplication de la loi aux transports de sucres entre les départements d'outre-mer ; adopté. **Article 3** (p. 5449) : institution par un règlement communautaire d'une aide à l'enrichissement par les moûts concentrés ; soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement ; formel ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9667) : s'oppose à l'amendement n° 426 de M. Claude Michel qui aurait pour effet de supprimer les crédits prévus pour les objecteurs de conscience ; augmentation des crédits pour la forêt lors de la deuxième délibération du projet de loi. **Etat C - Titre VI** (p. 9671) : bon état sanitaire du cheptel français ; importance des crédits de rénovation rurale.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11300) : obtention depuis 1978, par le Gouvernement français, de règlements européens prévoyant des actions quinquennales permettant une adaptation rationnelle des structures agricoles méditerranéennes ; reconversion de la viticulture dans les Charentes ; problème du prix des conserves grecques de pêches au sirop ; volonté du Gouvernement d'obtenir la réforme des règlements communautaires dans les secteurs du vin et des fruits et légumes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980]. **Répond à la question de M. Lucien Richard** (p. 3666) : école vétérinaire de Nantes ; création d'emplois en 1980. **Répond à la question de M. Albert Brochard** (p. 3669) : importance des impayés qui rendent difficile la situation des éleveurs ; politique menée par le Gouvernement en matière de groupement de producteurs ; expérience de garantie collective des négociants en bestiaux. **Répond à la question de M. Lucien Pignion** (p. 3673) : priorité accordée à la protection des consommateurs ; problème du veau ; renforcement des services vétérinaires. **Répond à la question de M. Jean Pineau posée par M. Jean-Pierre Abelin** (p. 3674) : augmentation de la protection de fromage de chèvre dans la région Poitou-Charentes ; importance du stock de lait caillé ; nécessité d'une organisation interprofessionnelle.

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** (n° **1937**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4824) : contrôle du respect des règles de protection des animaux ; corps des techniciens des services vétérinaires ; limitation des pouvoirs de contrôle des vétérinaires inspecteurs et des agents techniciens des services vétérinaires ; contrôles ne pouvant concerner ni les habitations privées, ni les véhicules particuliers et ne pouvant pas avoir lieu la nuit ; préservation des libertés individuelles. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4825) : préfère le texte de l'article 2 excluant du contrôle les habitations privées à celui de l'amendement n° 2 de la commission ; accepte l'amendement n° 3 de la commission : contrôle des véhicules de toute nature sauf s'ils ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle.

FOURNEYRON (Roger)

Député de la Haute-Loire
(1re circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Jacques Barrot, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 12 mai 1978] (p. 2060).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1978] (p. 49).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 3 janvier 1980] (p. 30).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la loi n° 51-528 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire français occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux **anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre** de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n°**615**) [17 octobre 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du secteur de la tannerie** [7 juin 1978] (p. 2600) : situation des tanneries du Puy.

— **Industrie et marché du cuir** [6 décembre 1978] (p. 8884) : intentions du Gouvernement face aux problèmes de la tannerie française ; mission de M. Michardière sur l'organisation des marchés du cuir brut.

FOYER (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 11007).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Président de cette commission [13 juin 1978] (p. 2835).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loio relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'inventions [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Vice-président de cette commission [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Président de cette commission [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [24 octobre 1978] (p. 6547].

Vice-président de cette commission [24 octobre 1978] (p. 6686).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Rapporteur de cette commission [8 novembre 1978] (p. 7287).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Président de cette commission [14 novembre 1978] (p. 7616).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Président de cette commission [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Président de cette commission [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Président de cette commission [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Président de cette commission [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Président de cette commission [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1978 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Président de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Président de cette commission [*J.O.* du 6 décembre 1979] (p. 3080).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés d'exploitation agricole [*J.O.* du 28 novembre 1979] (p. 2973).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Miossec tendant à compléter l'article 353 du code civil afin de préciser les conditions de présentation de la requête d'adoption (n° 1535) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Etienne Pinte tendant à compléter l'article 61 de la Constitution (n° 1579) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Etienne Pinte tendant à modifier l'article 40 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 1580) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de sa proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 1595) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la haute cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert-André Vivien tendant à compléter les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la seconde délibération (n° 1639) [30 avril 1980] (p. 870).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1301) [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Rapporteur de sa proposition de loi portant modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières (n° 1651) [14 mai 1980] (p. 1071).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet

de loi d'orientation agricole (n° 1041) [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral (n° 1769) [12 juin 1980].

Rapporteur de sa proposition de loi portant validation d'actes administratifs (n° 1790) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Pierre Messmer, André Bord et André Durr, tendant à modifier et à compléter l'article 1527 du code civil relatif aux régimes matrimoniaux (n° 716) [9 octobre 1980] (p. 2648).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, tendant à assurer l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens de leurs enfants (n° 937) [9 octobre 1980] (p. 2648).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 700 du code de procédure civile relatif aux frais de justice (n° 1837) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Leroy et plusieurs de ses collègues portant amnistie de certaines infractions commises en relation avec les manifestations du 23 mars 1979 (n° 1854) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Président de cette commission [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1980] (p. 3015).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 123) tendant à abroger **l'article 1873-4,** alinéa 3, du **code civil,** relatif à **l'indivision conventionnelle** (n° **145**) [27 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 39) relatif à **l'état civil des Français par acquisition** (n° **147**) [27 avril 1978].

— **Proposition de loi** relative au **statut civil des époux co-exploitants agricoles** (n° **191**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative au **statut professionnel des époux co-exploitants agricoles** (n° **192**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur le projet de loi (n° 167), modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'**organisation de la Cour des comptes** (n° **295**) [25 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 164), relatif à la répression de l'organisation frauduleuse de l'**insolvabilité** (n° **296**) [25 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 166), relatif aux **astreintes en matière administrative** et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public (n° **309**) [1er juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 1844-2 du code civil** relatif à la constitution des **sûretés réelles sur les biens sociaux** (n° **333**) [7 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 304), portant **statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **383**) [14 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'état civil des Français par acquisition** (n° **410**) [21 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 493) portant **statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **495**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52.310 du 10 décembre 1952 modifiée, relative à la **composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **533**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 191), relative au **statut civil des époux co-exploitants agricoles** (n° **739**) [30 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 687), modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au **statut de la magistrature** (n° **770**) [5 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 708) portant validation des résultats du **concours d'entrée aux écoles nationales vétérinaires** (session 1975) (n° **771**) [7 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 825) modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au **statut de la magistrature** (n° **827**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58.1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au **statut de la magistrature** (n° **833**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la création de **délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**) [20 décembre 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat (n° 582) **réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **929**) [2 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à permettre la **révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités** (n° **951**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 44 de la loi **n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **961**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à fixer **les conditions dans lesquelles peut être modifié le régime matrimonial des majeurs en tutelle ou en curatelle** (n° **1004**) [24 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à compléter **l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **1007**) [24 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **sur la proposition de loi** (n° 938) **relative à l'exercice de la prostitution** (n° **1064**) [16 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, **sur le projet de loi** (n° 1040) **relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **1104**) [30 mai 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à supprimer **l'article 32** et à modifier **les articles 34 et 87 du Règlement de l'Assemblée nationale** [12 juin 1979] (n° 1123). Erratum [25 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi** modifié par le Sénat (n° 994) relatif **aux fonds communs de placement** (n° **1175**) [20 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi** relatif **à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **1198**) [27 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi** relatif **aux fonds communs de placement** (n° **1199**) [27 juin 1979].

— **Proposition de loi** relative à **la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1193), **relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **1270**) [30 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat en nouvelle et deuxième lecture **relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **1278**) [30 juin 1979].

— **Rapport,** fait **au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture** (n° 1192) **réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **1288**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **sur le projet de loi organique** (n° 1301) **relatif au statut de la magistrature** (n° **1332**) [10 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant **la publicité extérieure et les enseignes** (n° **1407**) [21 novembre 1979].

— **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 29 et 139 du Règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1430**) [27 novembre 1979].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative **aux lois de finances** (n° **1595**) [2 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1607) modifié par le Sénat, **relatif au statut de la magistrature** (n° **1638**) [11 avril 1980].

— **Proposition de loi** portant modernisation et simplification **du régime des valeurs mobilières** (n° **1651**) [23 avril 1980].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **sur les dispositions à prévoir afin de donner aux juridictions les moyens de faire face à leurs charges (en conclusion des travaux d'une mission d'information)** (n° **1690**) [7 mai 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte **sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1695**) [13 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, relatif au **statut de la magistrature** (n° **1726**) [21 mai 1980].

— **Proposition de loi** portant **validation d'actes administratifs** (n° **1790**) [11 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1790) portant **validation d'actes administratifs** (n° **1817**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à reconnaître aux **congrégations** la faculté admise par l'article 11 de la loi du 1er juillet 1901 (n° **1834**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1639) tendant à compléter les **dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la seconde délibération** (n° **1865**) [26 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique modifié par le Sénat en troisième lecture (n° 1882), relatif au **statut de la magistrature** (n° **1885**) [30 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 951), tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines **libéralités** (n° **1938**) [2 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1651) portant modernisation et simplification du **régime des valeurs mobilières** (n° **2030**) [5 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Egalité de traitement en matière de propagande électorale** [9 mai 1979] (p. 3547) : gardien des principes juridiques en tant que président de la commission des lois, demande l'égalité de traitement entre les formations politiques à la radiodiffusion et télévision pour la campagne européenne ; nécessité de modifier le décret du 28 février 1979.

— **Projet d'un régime de marques communautaires** [21 novembre 1979] (p. 10453, 10454) : élaboration par la CEE d'un projet de régime de marques communautaires ; sera-t-il défini par convention ou par règlement ; Strasbourg sera-t-il le siège futur de l'office européen des marques ?

— **Assemblée des communautés européennes** [3 décembre 1980] (p. 4582) : délibération de cette assemblée dans des domaines ne relevant pas de sa compétence (peine de mort, Sahara occidental) ; nécessité d'inclure dans le Traité de Rome des clauses tendant à mettre un terme à des déviations institutionnelles.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion des articles** [25 avril 1978] : **Article 2** (p. 1334) : maintient l'amendement de suppression n° 5 de la commission. **Article 5** (p. 1334) : demande la réserve de l'article 5 et des amendements n° 6 et n° 7 jusqu'après la discussion de l'amendement n° 43. **Article 6** (p. 1334) : demande la réserve de l'article 6. **Après l'Article 6** (p. 1335) : son amendement n° 52 : autorisation pour tout fonctionnaire admis à la retraite de se prévaloir de l'honorariat dans son grade ou son emploi ; la nécessité de généraliser le bénéfice de l'honorariat ; déplore la mauvaise volonté des gouvernements successifs à régler le problème de l'honorariat ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 1338) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : extension de l'attribution de la pension de réversion dans tous les cas de divorce prononcé contre un participant à un régime de retraite complémentaire ; l'absence de charges nouvelles pour les régimes complémentaires ; la volonté d'uniformiser les effets du divorce ; l'absence de rétroactivité ; [26 avril 1978] : **Avant le Titre premier** (*suite*) (p. 1381) : la complexité du problème de la motivation des actes administratifs ; les nombreuses dispositions législatives excluant la motivation ; la nécessité de reprendre ultérieurement le problème dans son ensemble ; (p. 1383) : sa demande d'une seconde délibération de l'article 20 *bis*. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3513) : caractère tardif des amendements déposés par le Gouvernement ; (p. 3514) : coexistence du principe de publicité et du devoir de discrétion. **Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article premier E** (p. 3516) : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 8 de la commission ; (p. 3518) : acceptation par la commission de la discussion de l'amendement n° 59 de M. Alain Richard ; propose une modification de l'alinéa relatif au secret professionnel en matière commerciale et industrielle par la suppression du mot « professionnel » ; adopté. **Article premier G** (p. 3519) : inutilité de l'amendement n° 14 de la commission. **Article premier H** (p. 3520) : propose de modifier la rédaction du premier alinéa de l'article premier H ; suggère une modification de la rédaction de l'article premier H ; accepte de déposer un amendement modifiant la rédaction de l'article premier H ; amendement rédactionnel ; adopté. **Article 20** *bis* (p. 3528) : propose une modification rédactionnelle du sous-amendement

n° 55 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire,** président de la commission mixte paritaire, rapporteur suppléant M. Michel Aurillac. **Discussion générale** [1er juillet 1978] (p. 3795) : déplore la réunion dans un même ensemble de dispositions bonnes individuellement mais sans lien logique entre elles.

— **Proposition de loi tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du code civil relatif à l'indivision conventionnelle** (n° **123**), président et rapporteur de la commission des lois. **Deuxième lecture. Discussion générale** [10 mai 1978] (p. 1564) : les modifications apportées au texte par le Sénat ; la compétence du tribunal pour décider d'un sursis au partage ; l'augmentation du délai de l'exercice du droit de préemption des indivisaires ; l'amendement n° 1 de la commission supprimant les dispositions introduites par le Sénat tendant à préciser que la déclaration de l'indiviseur sera faite par acte authentique ou extrajudiciaire et annexée au procès-verbal ou au jugement d'adjudication ; la date d'évaluation des biens indivis ; la progression de l'article 231 du code de l'urbanisme ; le principe de liberté qui doit prévaloir en matière de convention ; l'inutilité de l'interdiction pour les personnes morales de conclure des conventions d'indivision. **Discussion des articles** [10 mai 1978]. **Article premier B** (p. 1565) : son amendement n° 1 : suppression des dispositions de l'article premier B relatives à la forme de la déclaration permettant à l'indiviseur de se substituer à l'acquéreur en cas de vente des biens indivis par licitation ; adopté. **Titre** (p. 1565) : son amendement n° 2 : modification du titre qui devient : proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions du code civil relatives à l'indivision ; adopté.

— **Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les informations sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises** (nos **5, 10**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 mai 1978]. **Article unique** (p. 1613) : la rédaction extensive de la proposition de résolution ; l'impossibilité juridique du fait du droit international d'habiliter la commission d'enquête à faire des investigations sur le contrôle dans les ports européens ; la règle suivant laquelle les amendements ne peuvent être déposés en cours de discussion des articles sans l'accord du président ou du rapporteur de la commission ; (p. 1614) : son acceptation de la discussion de l'amendement n° 2 de M. Emmanuel Aubert mais non de cet amendement lui-même ; (p. 1615) : propose de changer la place du sous-amendement de M. Louis Le Pensec.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (nos **2902, 117**). **Première lecture. Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Article 38** *bis* (p. 1701) : l'inefficacité de la fonction de conciliation lorsqu'elle n'est pas remplie par l'organe qui a le pouvoir de juger ; le caractère boiteux d'un système institué par l'article 38 *bis* proposé ; (p. 1701) : son amendement n° 28 devient sans objet. **Article 4 précédemment réservé** (p. 1702) : exprime ses doutes quant à la recevabilité de l'amendement n° 45 de M. Edouard Frédéric-Dupont, ses réserves quant au fonds de l'amendement n° 45 contraire au droit international ; (p. 1703) : son amendement n° 24 : tendant à clarifier le texte adopté par le Sénat pour l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968 ; retiré. **Article 9 précédemment réservé** (p. 1704) : son amendement n° 25 : possibilité pour l'administration de rejeter une demande de brevet en l'absence de nouveauté résultant manifestement de rapport de recherche ; rejeté ; (p. 1705) : son amendement n° 34 : possibilité pour l'administration de rejeter une demande de brevet dont les revendications ne se fondent pas sur la description ; adopté. **Article 6 précédemment réservé** (p. 1706) : son amendement n° 26 : conditions d'attribution d'une licence obligatoire d'un brevet pour défaut d'exploitation ; adopté. **Article 21 précédemment réservé** (p. 1707) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission ; (p. 1709) : son approbation de l'amendement n° 17 de la commission. **Article 38** (p. 1710) : son amendement n° 27 : compétence de la cour d'appel de Paris pour connaître des recours formés contre les décisions du directeur de l'institut national de la propriété industrielle ; compétence des tribunaux de grande instance pour les questions de validité, de propriété et de contrefaçon des brevets ; possibilité pour les tribunaux de grande instance et les cours d'appel de se faire assister de techniciens ; rejeté. **Article 38** (*suite*) (p. 1718) : la nécessité d'un partage clair des compétences entre les tribunaux de grande instance en matière de brevets ; la composition mixte juristes-techniciens de la chambre de recours prévue par la Convention de Munich ; (p. 1719) : propose de substituer dans l'amendement n° 19 de la

commission les mots « actions en matière de brevets » aux mots « actions civiles » ; adopté. **Article 25** (suite) (p. 1719) : son amendement n° 46 : étendue des effets des jugements qui prononcent l'annulation du brevet d'invention ; adopté avec une modification rédactionnelle proposée par la commission (p. 1720).

— **Projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition** (n° **39**). **Deuxième lecture.** président et rapporteur de la commission des lois. **Discussion générale** [16 mai 1978] (p. 1721) : les modifications apportées au texte par le Sénat ; la suppression de l'article prévoyant la mention en marge de l'acte de naissance de toutes les décisions affectant la nationalité française ; l'exercice des professions médicales par les Français par acquisition. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1722) : son amendement n° 1 : mention de l'indication de la résidence dans l'acte tenant lieu d'acte de naissance ; adopté. **Article 12** (p. 1723) : son amendement n° 2 : rétablissement de la mention en marge de l'acte de naissance des actes affectant la nationalité de la personne ; adopté. **Article 13** (p. 1723) : son amendement n° 3 : suppression des incapacités frappant les médecins qui acquièrent la nationalité française ; adopté. **Article 14** (p. 1723) : son amendement n° 4 de coordination ; adopté. **Article 16** (p. 1723) : son amendement n° 5 de coordination ; adopté. **Article 17** (p. 1723) : son amendement n° 6 de coordination ; adopté. **Titre** (p. 1724) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction du titre ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3636) : ralliement de la CMP à la position adoptée par l'Assemblée nationale sur la preuve de la nationalité par les Français qui le sont devenus au cours de leur existence ; transfert de l'article litigieux dans le titre du code de la nationalité ; maintien de la force probante de la mention en marge de l'acte de naissance de tout acte administratif ou déclaration sur la nationalité française de l'intéressé.

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de procédure pénale. Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 31** (p. 2412) : avis favorable sur l'amendement n° 3 de la commission.

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3135) : bon accomplissement de ses fonctions de rapporteur par M. Pierre-Alexandre Bourson ; obligation d'avertir le conducteur du choix entre analyseur d'haleine et examens médicaux. **Article premier** (p. 3138) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : caractère de mesure de sécurité de l'annulation automatique du permis de conduire ; caractère non définitif de l'annulation automatique du permis de conduire ; cas d'annulation obligatoire ; maîtrise de la durée d'annulation obligatoire par les juges ; (p. 3139) : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 3 de la commission ; (p. 3140) : caractère préventif et non punitif de l'amendement n° 3 de la commission. **Commission mixte paritaire,** président de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [30 juin 1978] (p. 3752) : transformation de l'annulation du permis de conduire de peine complémentaire en peine accessoire ; risques de difficultés dans la pratique judiciaire ; application du délai maximal de trois années en cas de délai fixé par le juge.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 23** (p. 3318) : soutient l'amendement n° 21 de la commission des lois : suppression de l'assimilation des prêts participatifs à des fonds propres ; souhaite connaître les conséquences de l'assimilation des prêts participatifs à des fonds propres ; repoussé. **Après l'Article 23** (p. 3319) : son avis défavorable sur l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret qui risque de faire disparaître des entreprises en supprimant le caractère participatif des prêts. **Article 26** (p. 3320) : retire l'amendement n° 22 de la commission des lois : rédactionnel ; soutient l'amendement n° 23 de la commission des lois : rédactionnel ; adopté ; (p. 3322) : soutient le sous-amendement n° 54 de la commission des lois à l'amendement n° 46 de la commission des finances : rédactionnel ; adopté.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes** (n° **167**), rapporteur et président de la commission des lois. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3548) : élargissement des conditions de nomination des conseillers référendaires à la Cour des comptes au tour extérieur ; abandon par le Sénat des dispositions votées par l'Assemblée limitant les catégories dans lesquelles les nominations peuvent intervenir ; nouvelles propositions de l'Assemblée n'exigeant que l'âge de trente-cinq ans et une durée minimale de services publics ; avis favorable de la commission sur l'adoption du projet. **Discussion de l'article unique** [27 juin 1978]. **Article unique** (p. 3549) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : conditions requises pour être nommé conseiller référendaire de deuxième classe : être âgé de trente-cinq ans et justifier de dix ans de services publics ou de services dans un organisme relevant du contrôle de la

Cour des comptes ; adopté ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Joxe ; (p. 3550) : soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission : nécessité de l'avis du premier président de la Cour des comptes délibérant avec le procureur général et les présidents de chambres pour la nomination au tour extérieur de conseillers référendaires ; souhaite le retrait de l'amendement n° 4 rectifié par M. Philippe Séguin ; accepte de rectifier l'amendement n° 2 de la commission : avis du premier président de la Cour des comptes délibérant avec les présidents de chambres et du procureur général ; adopté.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **304**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3556) : adoption par le Sénat de nombreux amendements ne remettant pas fondamentalement en cause les dispositions adoptées par l'Assemblée. **Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article 5** (p. 3557) : soutient l'amendement n° 1 rectifié de la commission : possibilité pour les statuts d'imposer aux associés employés dans l'entreprise de souscrire un nombre déterminé de parts sociales dans la limite de la moitié du plafond prévu à l'article L 144-2 du code du travail ; adopté. **Article 6** (p. 3557) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : mode de calcul de la majorité dans les assemblées générales qui prononcent l'admission en qualité d'associé ; adopté. **Article 9** *bis* (p. 3557) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : suppression de la possibilité laissée aux statuts de retirer la qualité d'associé à des travailleurs qui ont achevé normalement leur période de travail ; adopté. **Article 10** (p. 3558) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : possibilité pour l'assemblée des associés de révoquer à tout moment les pouvoirs qu'elle a délégués même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour ; adopté. **Article 11** (p. 3558) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : possibilité de faire précéder l'assemblée générale par des assemblées de sections quand l'effectif des établissements dispersés dépasse un nombre d'associés déterminé par les statuts ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : fixant à quinze jours après la réunion des assemblées de sections le délai maximum de réunion de l'assemblée générale ; adopté. **Article 14** (p. 3559) : soutient l'amendement n° 20 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 14** *bis* (p. 3559) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 18 du Gouvernement sous réserve d'une modification formelle. **Article 21** (p. 3560) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : interdisant la cession de parts à des personnes étrangères à la coopérative ; devient sans objet ; se rallie personnellement à l'amendement n° 19 du Gouvernement. **Article 22** (p. 3561) : soutient l'amendement n° 9 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 26** (p. 3561) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 27** (p. 3561) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : « perfectionnisme rédactionnel » ; adopté. **Article 34** (p. 3562) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 36** (p. 3562) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : nécessité de ne pas introduire de discrimination entre les différentes formes de souscription de parts sociales par le personnel des sociétés coopératives ouvrières ; adopté. **Article 45** (p. 3563) : soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission : conditions de l'option des associés ou actionnaires lorsqu'une société d'une autre forme se transforme en société coopérative ouvrière de production ; adopté. **Article 46** (p. 3564) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : formel ; adopté. **Article 54** (p. 3565) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 16 de la commission : conditions d'attribution de voix supplémentaires aux salariés employés dans l'entreprise proportionnellement à leur ancienneté ; adopté. **Troisième lecture,** rapporteur et président de la commission des lois. **Discussion générale** [1er juillet 1978] (p. 3794) : se réjouit du vote conforme par le Sénat de tous les articles jusqu'à l'article 22 ; recommande à l'Assemblée d'émettre un vote conforme sur les quatre articles qui demeurent en discussion : articles 22, 27, 36 et 54.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-523 du 3 juillet 1967 relative à la Cour de cassation** (n° **396**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1978] (p. 3751) : indication du texte originaire modifié, outre la référence au code de l'organisation judiciaire.

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° **467**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1978]. **Article 6** (p. 3764) : son avis défavorable sur l'amendement n° 14 de M. Alain Richard.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5432) : souhaite l'abandon de l'appellation « conseils de prud'hommes ». **Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Avant l'Article premier** (p. 5510) : son amendement n° 262 : transfert des dispositions du titre I du livre V du code du tra-

vail au titre II du livre IV du code de l'organisation judiciaire ; retiré. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5516) : soutient l'amendement n° 41 de la commission : généralisation de la compétence en premier ressort des conseils de prud'hommes, nullité de toute convention dérogatoire à l'exception du compromis d'arbitrage ; adopté avec modifications ; [5 octobre 1978] : **Article premier : Article L 512-8 du code du travail** (p. 5621) : amendement n° 190 de M. Raymond Forni contraire aux traditions de l'organisation judiciaire française ; nécessité pour les rapporteurs d'appartenir à la formation qui doit statuer. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail** (p. 5630) : soutient l'amendement n° 58 de la commission : suppression des dispositions de l'article L 513-1 relatives à l'inscription sur les listes électorales ; adopté. **Article premier : Article L 513-3 du code du travail** (p. 5632) : inapplication de l'article 3 de la Constitution sur la nationalité française dans ce débat ; (p. 5633) : sur l'amendement n° 12 de M. Claude Wargnies : son opposition à l'ouverture de l'éligibilité à des personnes non inscrites. **Article premier : Article L 513-5 du code du travail** (p. 5650) : son hostilité aux amendements n[os] 207 de M. Pierre Joxe, 139 de M. Guy Ducoloné, 140 de M. Lucien Villa et 141 de Mme Hélène Constans : droit en vigueur ne consacrant aucun monopole de présentation des candidatures pour l'élection des conseils de prud'hommes ; institution d'un monopole en contradiction avec les règles de la démocratie et de la liberté d'expression ; (p. 5653) : rareté d'un partage des voix dans les conseils de prud'hommes prouvant que les conseillers ont une attitude de juges et non de représentants syndicaux ; (p. 5655) : caractère inopérant d'un monopole syndical s'exerçant au premier tour. **Article premier : Article L 514-13 du code du travail** (p. 5665) : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 73 de la commission. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** *(suite)* (p. 5676) : son sous-amendement n° 277 à l'amendement n° 275 de la commission : en cas de licenciement individuel à motif économique, suppression de tout recours hiérarchique ou contentieux contre la décision de l'inspecteur du travail ; adopté ; sur l'amendement n° 275 du Gouvernement et sur son sous-amendement n° 277 : objectifs de ces dispositions : permettre aux salariés licenciés d'obtenir justice rapidement sans que le procès soit compliqué par la coexistence de deux ordres de juridiction différents ; irréalité du risque d'exception d'illégalité qui résulterait de l'adoption de cet amendement. **Après l'Article 12** (p. 5681) : sur les amendements identiques n[os] 172 de M. Guy Ducoloné et 254 de la commission : inutilité de publier une statistique distincte des affaires jugées par les conseils de prud'hommes ; caractère réglementaire des dispositions prévues par ces deux amendements. **Explications de vote :** qualifie le texte de grande réforme sociale (p. 5686). **Commission mixte paritaire,** président de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9677) : proteste contre l'abus de la procédure d'urgence ; absence de divergences de fond entre les deux assemblées. **Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9684) : soutient son amendement n° 1 : formel ; (p. 9685) : acceptation par la commission de la jurisprudence actuelle reconnaissant aux conseils de prud'hommes le pouvoir d'annuler dans certains cas les décisions disciplinaires des employeurs ; adopté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté (n° 562). Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1978] (p. 5468) : **exception d'irrecevabilité de M. Raymond Forni ;** danger d'un octroi trop fréquent des permissions de sortir ; réfute les arguments de M. Raymond Forni et affirme la constitutionnalité des textes prévus pour les articles 720-4, 722 et 733-1 du code de procédure pénale ; demande le rejet de l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Raymond Forni ; (p. 5469) : rappelle les conclusions du rapport Arpaillange de 1972. **Discussion des articles. Article premier : Article 720-4 du code de procédure pénale** (p. 5489) : inapplication du régime de sûreté aux détenus provisoires ; erreur commise par la commission sur la nature de l'amendement n° 3. **Article 4 : Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5494) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : modification de la procédure d'autorisation des permissions de sortir : proposition du chef d'établissement transmise au procureur de la République qui peut en saisir le juge d'application des peines ; caractère non juridictionnel de l'application des peines ; retiré. **Article 2** *(suite)* **: Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5496) : retire l'amendement n° 5 de la commission : suppression des dispositions de l'article 722 confiant à la commission de l'application des peines certaines compétences sur les permissions de sortir. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6654) : absence de limitation des pouvoirs de l'autorité judiciaire par le texte ; application du texte aux mesures pouvant intervenir au cours de l'exécution de la peine ; possibilité d'application automatique aux condamnations d'une durée égale ou supérieure à dix ans, d'une période de sûreté égale à la moitié de la durée de la peine et possibilité pour la juridiction de jugement d'allonger ou de réduire le temps durant

lequel aucune permission de sortir ne peut être accordée ; texte allant dans le sens de la « rejudiciarisation ».

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6359) : possibilité de décharger les tribunaux administratifs en transférant aux tribunaux judiciaires une partie de leur compétence notamment en matière de contentieux des contrats administratifs et de responsabilité de la puissance publique ; nécessité de préciser les règles de droit par une codification permettant d'éviter certain contentieux.

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6546) : progression sensible des moyens de la justice ; durée excessive des instances ; justice submergée par le nombre des affaires ; souhaite connaître les résultats de l'expérience des conciliateurs ; nécessité de dépénaliser certaines sanctions ; souhaite la révision de la loi de 1965 sur la copropriété source de litiges trop nombreux ; recours trop nombreux dans les affaires de construction ; incertitude de la jurisprudence en matière d'accident de la circulation ; application insuffisante de la loi de 1975 permettant de substituer d'autres sanctions aux courtes peines d'emprisonnement ; justice trop indulgente au stade de l'exécution de la peine ; (p. 6547) : corporatisme de la magistrature ; remise en cause par les magistrats eux-mêmes de la légitimité de la répression des lois et de leurs décisions.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7753) : nécessité d'une carte universitaire ; situation des maîtres de conférence agrégés des disciplines juridique, économique et politique défavorisée par rapport à celle de leurs collègues de lettres et de sciences ; (p. 7754) : faiblesse des subventions aux enseignements supérieurs privés. **Examen des crédits** [16 novembre 1978] (p. 7760). **Etat B - Titre III** : sur l'amendement n° 355 de M. Jack Ralite, caractère indécent de l'amendement.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1978] (p. 7710) : article 50, alinéa 7 du règlement ; déroulement des débats budgétaires ; discussion du budget des universités.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° 379). **Première lecture. Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Article 11** (p. 8087) : sur les amendements n^{os} 35 de M. Charles Millon et 22 de la commission, articles 34 et 37 de la Constitution n'empêchant pas le Parlement de voter des dispositions d'ordre réglementaire mais permettant au Gouvernement de s'y opposer s'il l'estime convenable et de les modifier par décret pris avec l'accord du Conseil constitutionnel ; souplesse nécessaire de la législation des fonds communs de placement. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5624) : approuve le recours à une deuxième lecture et non à une commission mixte paritaire. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Article premier** (p. 5624) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 4** (p. 5625) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : détermination hebdomadaire de la valeur liquidative des parts ; rejeté ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; (p. 5626) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : existence de comptes de report à nouveau et de comptes de régularisation des revenus de l'exercice en cours et des revenus de l'exercice clos dans le but d'assurer l'égalité entre tous les porteurs quelle que soit la date de la souscription ou du rachat des parts ; adopté. **Article 5** : soutient l'amendement n° 6 de la commission : régime du démarchage en faveur des parts des fonds communs de placement ; adopté. **Article 6** : soutient l'amendement n° 7 de la commission : excluant la possibilité d'accorder l'agrément à des personnes physiques ; adopté. Article 7 (p. 5627) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : dispensant les agents de change qui seraient dépositaires de fonds communs de placement de la nécessité d'être inscrits sur une liste ; adopté. **Article 7** *quater :* soutient l'amendement n° 9 de la commission : permettant la révocation du gérant ou du dépositaire à la demande d'un porteur de parts ; adopté. **Article 7** *quinquies :* soutient l'amendement n° 10 de la commission : précisant que la juridiction compétente pour désigner le remplaçant du gérant est le tribunal de grande instance ; retiré. **Article 9** (p. 5629) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : supprimant les charges imposées aux dépositaires et aux gérants en application du troisième alinéa de l'article 9 ; adopté. **Article 11** : soutient l'amendement n° 12 de la commission prévoyant que la répartition par grandes masses des actifs du fonds commun de placement est fixée par décret, indiquant que ces masses doivent être au nombre de deux, et fixant la composition globale de l'une et de l'autre ; propose une rectification formelle de l'amendement n° 12 ; rejeté. **Article 13** : soutient l'amendement n° 13 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 14 de la commission ; rédactionnel ; adopté. **Article 14**

(p. 5630) : retire l'amendement n° 15 de la commission : désignation du commissaire aux comptes par ordonnance du tribunal de grande instance. **Article 17** *bis* : soutient l'amendement n° 16 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 17** *ter* (p. 5631) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : éléments constitutifs de l'incrimination ; adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 17** *quinquies* : soutient l'amendement n° 19 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 17** *octies* (p. 5632) : soutient l'amendement n° 20 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 17** *duodecies* : soutient l'amendement n° 21 de la commission : harmonisation des délais prévus par le régime général des fonds communs de placement avec le régime de l'ordonnance de 1967 ; adopté ; introduction par le Sénat de dispositions réglementaires dans un texte législatif. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5739) : désaccord entre les deux Assemblées sur le principe de l'autorisation ou de l'interdiction de la publicité en faveur des fonds communs de placement ; texte de la CMP interdisant la publicité en faveur d'un fonds commun de placement nommément désigné et permettant la publicité tendant simplement à faire connaître la formule des fonds communs de placement.

— **Projet de loi relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivants pour les avocats** (n° 647). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8174) : risque de détérioration de la situation démographique du nouveau régime de retraite complémentaire des avocats. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article 2** *bis* (p. 9689) : demande le retrait de l'amendement n° 1 du Gouvernement en vue de mettre un terme à la discussion du projet.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation** (n° 323). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8187) : son amendement n° 9 : constitution à l'intérieur de chaque chambre d'une formation restreinte ayant la possibilité de rejeter les pourvois irrecevables ou ne reposant sur aucun moyen sérieux de cassation ; adopté. **Article 6** (p. 8189) : son amendement n° 10 : abrogation de l'article 40 de la loi du 15 janvier 1826 ; retiré.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° 662). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 2** (p. 8236) : irrecevabilité des amendements n° 49 et n° 50 de M. Paul Quilès qui s'appliquaient au texte initial de l'article 2 modifié par l'adoption de l'amendement n° 9 de la commission des lois. **Article 3** (p. 8240) : se prononce contre l'adoption du sous-amendement n° 61 de M. Paul Quilès à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois qui aurait pour conséquence de pérenniser le loyer de référence résultant de l'application des lois de 1976 et 1977 ; (p. 8241) : archaïsme du sous-amendement n° 62 de M. Paul Quilès à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois, qui risque de freiner la construction du logement ; (p. 8242) : propose l'incorporation dans l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois, du sous-amendement n° 43 de M. André Rossinot retiré avant la séance. **Après l'Article 6** (p. 8249) : irrecevabilité de l'amendement n° 7 de M. Julien Schvartz repris par MM. Paul Quilès et Jean Auroux ; (p. 8251) : sur l'amendement n° 57 de M. Alain Richard, mauvais fonctionnement des tribunaux paritaires des baux ruraux ; demande la réserve de l'amendement n° 28 de la commission de la production jusqu'avant l'article 8. **Après l'Article 7** (p. 8254) : sur le rappel au règlement de M. Henry Canacos ; discussion par l'Assemblée de deux amendements qui se trouvent être dans le même cas que les amendements n° 35 et n° 36 de la commission de la production ; (p. 8255) : sur le deuxième rappel au règlement de M. Henry Canacos, refus par l'Assemblée de tenir compte de son opinion sur l'application de l'article 98 du règlement ; (p. 8256) : inutilité des dispositions de l'amendement n° 36 de la commission de la production. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 9257) : inutilité des amendements n^{os} 28 et 34 de la commission de la production. **Après l'Article 8** (p. 8258) : estime que l'amendement n° 39 de la commission de la production est inconstitutionnel car il s'apparente à une proposition de résolution.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des communautés européennes du 17 mai 1977** (n° 599). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1978] (p. 8571) : **soulève une exception d'irrecevabilité** ; problème de l'étendue des pouvoirs du Parlement français à l'égard des directives du Conseil des communautés européennes ; distinction règlement-directive contenue dans l'article 189 du traité de Rome ; (p. 8572) : articles de la sixième directive constituant un détournement de procédure et une usurpation du pouvoir législatif des états membres ; exception d'irrecevabilité adoptée par scrutin public.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° **682**) ; **projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Première lecture. Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8737) : caractère dépassé du droit international en matière de navigation maritime ; (p. 8738) : caractère excessif du délit de pollution involontaire par imprudence défini par le Sénat ; problème des pavillons de complaisance ; (p. 8741) : estime excessif de frapper de peines dramatiques la simple faute ou maladresse d'un capitaine se débattant au milieu des éléments déchaînés. **Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article 3** (p. 8744) : propose une rectification formelle pour l'amendement n° 10 de M. Guy Guermeur ; soutient l'amendement n° 6 de la commission des lois : de coordination ; adopté ; (p. 8745) : sur l'amendement n° 11 de M. Guy Guermeur repris par le groupe communiste, difficulté technique d'une information continue des autorités maritimes ; propose une modification formelle pour l'amendement n° 11 de M. Guy Guermeur ; soutient un amendement rédactionnel ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article premier : Article premier de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée** (p. 8747) : sur les amendements n° 3 de la commission des lois et n° 16 de M. Guy Guermeur, impossibilité d'appliquer une législation très sévère punissant de la même peine le délit d'imprudence et le délit volontaire. **Article 2** (p. 8749) : retire l'amendement n° 7 de la commission des lois : suppression de l'article 2 ; (p. 8750) : propose une rectification formelle de l'amendement n° 10 de M. Guy Ducoloné tendant à le rendre plus acceptable au plan du droit international ; droit international ne permettant pas de sanctionner des faits qui se sont produits dans la zone économique exclusive au-delà des 12 milles. **Article premier** (*suite*) : **Article premier de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée** *(suite)* (p. 8752) : soutient les amendements identiques n° 3 de la commission des lois et n° 16 de M. Guy Guermeur précédemment réservés : suppression des dispositions instituant un délit de pollution involontaire par imprudence ; adoptés. **Article 2 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée** (p. 8753) : soutient les amendements identiques n° 5 de la commission des lois et n° 17 de M. Guy Guermeur : amendements de conséquence adoptés. **Article 4** (p. 8753) : propose une modification formelle de l'article 4 ; adoptée. **Après l'Article 4** (p. 8754) : soutient son amendement n° 13 : déclarant non écrites les clauses contractuelles qui ont pour effet de limiter ou de supprimer le pouvoir qu'a le capitaine de conclure les conventions nécessaires à l'assistance de son navire lorsqu'il se trouve en péril ; retiré.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8764) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Guy Guermeur.

— **Projet de loi sur les archives** (n° **306**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8804) : soutient l'amendement n° 55 de la commission des lois : obligation de transmission limitée au cas où l'organisme détenteur d'archives cesse d'exister ; adopté. **Article 5** : soutient le sous-amendement n° 45 de la commission des lois à l'amendement n° 6 de la commission des affaires culturelles : application des règles de communication prévues par la loi du 17 juillet 1978 aux documents de même nature qui sont archivés ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 8807) : son opposition au sous-amendement n° 54 corrigé de M. Alexandre Bolo à l'amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles pour lequel l'accord préalable du déposant est nécessaire et suffisant pour que les consultations des minutes de notaires soient autorisées ; (p. 8808) : soutient l'amendement n° 49 de la commission des lois : règles applicables aux minutes des notaires ; compatibilité de la loi de 1928 et de la loi du 25 ventôse an XI ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 8** (p. 8975) : soutient son amendement n° 16 : nullité des décisions des conseils généraux et municipaux ayant pour effet la restitution de tout ou partie des impôts perçus pour le compte du département ou de la commune ; adopté ; pratique de certains conseils municipaux consistant à utiliser la fiscalité directe locale comme procédé de redistribution, notamment par les prestations d'aide sociale. **Explications de vote** (p. 9004, 9005) : rejet du projet sur l'harmonisation de la TVA témoignant de la prise de conscience du Parlement de la

disparition progressive de son pouvoir législatif à cause du mécanisme des directives ; inadaptation des règles constitutionnelles à l'appartenance de la France à une communauté dont l'activité législative devient considérable ; ses doutes sur la conformité de la procédure suivie avec l'article 42 de l'ordonnance organique sur les lois de finances.

— **Propositions de loi portant interdiction de recevoir des subsides d'origine française ou étrangère pour les élections de l'Assemblée des communautés européennes** (n° 638) ; **tendant à interdire l'ingérence d'une institution étrangère dans l'élection des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **669**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9181) : incompétence des institutions communautaires pour financer des actions de propagande en ce qui concerne l'élection des représentants des Etats membres à l'Assemblée des communautés européennes ; (p. 9182) : incompétence du Conseil constitutionnel pour juger de la conformité des lois internes avec les engagements internationaux de la France ; argent risquant de compromettre l'image que l'ont peut donner de l'Europe aux yeux de l'opinion publique. **Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Article 2** (p. 9187) : souhaite que l'Assemblée se prononce sur l'amendement n° 2 rectifié par M. Roger Chinaud avant de se prononcer sur l'amendedement de la commission ; (p. 9188) : demande la réserve du texte de l'article 2 ; adoption de l'amendement n° 2 de M. Roger Chinaud et de l'amendement de la commission conduisant à un double régime : régime applicable avant la campagne électorale.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature** (n° **687**), président et rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9221) : renvoie l'Assemblée à son rapport écrit. **Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9221) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : responsabilité personnelle des magistrats du corps judiciaire limitée aux dommages causés par une faute personnelle détachable de l'exercice de leurs fonctions ; amendement tendant à permettre l'application de l'article 11 de la loi du 5 juillet 1972 rénovant le régime de la responsabilité civile des magistrats ; retiré ; (p. 9222) : approuve la suppression de l'obligation de justifier du diplôme de licencié en droit pour se présenter au concours de l'ENM. **Article 3** (p. 9222) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : application de l'article 3 à tous les grades de la hiérarchie judiciaire ; (p. 9223) : impossibilité d'appliquer l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 2 ; amendement n° 7 du Gouvernement ayant un caractère discriminatoire à l'égard des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; amendement n° 2 ; rejeté (p. 9223). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9757) : problème d'incompatibilité créé par l'élection du conjoint d'un magistrat à un mandat de député ou de sénateur ; incompatibilité ne s'appliquant pas au magistrat de la Cour de cassation ; problème de la responsabilité personnelle des magistrats ; (p. 9758) : demande à l'Assemblée nationale de revenir au texte qu'elle avait adopté en première lecture pour l'article premier A. **Discussion des articles** [20 décembre 1978]. **Article premier A** (p. 9758) : amendement n° 1 de la commission des lois : responsabilité des magistrats pour leurs fautes personnelles, possibilité d'action récursoire de l'Etat en cas de faute personnelle non détachable de l'exercice de leur fonction ; action récursoire exercée devant une chambre civile de la Cour de cassation ; adopté. **Commission mixte paritaire**, rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9769) : rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale pour l'article premier A relatif à la responsabilité personnelle des magistrats.

— **Projet de loi portant validation des résultats du concours d'entrée aux écoles nationales vétérinaires (session 1975)** (n° **708**), président et rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9225) : annulation par l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 mai 1978 de la décision du ministre de l'agriculture d'admettre 87 élèves supplémentaires aux concours des écoles nationales vétérinaires de 1975 ; projet de loi se proposant de valider la liste des candidats déclarés admis en 1975 ; avis favorable de la commission des lois sur l'adoption du projet.

— **Opposition à une demande de constitution de commission spéciale** [15 décembre 1978] (p. 9597). S'oppose en tant que président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français pren-

nent dans les organes de la Communauté économique européenne.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne (n° 777),** président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9641) : brièveté de la proposition de résolution de M. Ballanger rendant inutile la formation d'une commission spéciale ; constitutionnalité douteuse des moyens de contrôle proposés par la résolution de M. Ballanger.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° 630). **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9637) : détermination des grandes masses entre lesquelles doivent se répartir les placements des SICAV confiée à un décret en Conseil d'Etat ; (p. 9638) : problème de la non-négociabilité des actions d'apport.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée de rassembler les informations sur la situation financière de la sécurité sociale et les perspectives d'avenir de celle-ci ainsi que de proposer des mesures tendant à assurer les réformes de structures indispensables pour réaliser l'équilibre financier de la sécurité sociale** (n° 729). **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9734) : constitution au cours des dernières années de nombreuses commissions d'enquête et de contrôle n'ayant jamais été considérées comme des désaveux à l'égard des commissions permanentes.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° 901). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1651) : puissance du service public de l'information ; absence d'objectivité de la télévision ; existence d'un secteur de presse lié au service public officiel. **Discussion de l'article unique** [15 mars 1979]. **Sur le rappel au règlement de M. Dubedout** (p. 1657) : existence de deux lettres du Garde des Sceaux ; communication par le rapporteur de la commission des lois du contenu de la seconde lettre empêchée par la demande de suspension de séance du groupe socialiste. **Sur le rappel au règlement de M. Dubedout** (p. 1658) : donne lecture de l'article 141, alinéa 2, du règlement de l'Assemblée nationale ; (p. 1661) : pouvoir d'appréciation du Garde des Sceaux sur l'article 141 du règlement de l'Assemblée : poursuites judiciaires ouvertes sur les mêmes faits.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° 900). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1804) : amendement n° 7 de M. Alain Hautecœur se limitant à faire étudier par la commission d'enquête le problème de la réduction de la durée du travail ; vote sur cet amendement ne pouvant être assimilé à un vote pour ou contre la réduction de la durée du travail.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° 15). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1979]. **Après l'Article 8** (p. 2533) : soutient son amendement n° 119 : abrogation de l'article 7 du décret n° 55-662 du 20 mai 1955 ; retiré ; interprétation erronée du décret de 1955 selon laquelle son objectif avait été de restreindre les possibilités de développement du secteur non nationalisé de la production d'électricité.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° 582). **Première lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2645) : abus des publicités ; affichage sauvage pendant la campagne électorale ; inapplication de la loi de 1943 qui est excessive et trop centraliste ; (p. 2645) : sanctions insuffisantes contenues dans la loi de 1943 ; contenu du texte : interdiction de l'affichage sur les monuments et sites précieux, en dehors des agglomérations ; renforcement des sanctions ; modifications proposées par la commission : réaffirmer les principes de la légalité républicaine, renforcer le caractère décentralisateur du texte, donner priorité à l'exécution d'office par rapport à la sanction pénale (p. 2650) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Juquin.

Discussion des articles [18 avril 1979] : **Avant l'Article premier** (p. 2725) : s'oppose aux amendements n° 81 de M. Roger Gouhier, et n°s 101, 102, 103 et 100 de M. Jacques Santrot ; projet ne rétablissant pas le contrôle préalable du message énoncé dans une affiche ; caractère polluant de l'affichage d'opinion quand il prend des proportions exagérées ; soutient l'amendement n° 5 de la commission : rappel du principe de la liberté d'expression conformément aux lois en vigueur et sous réserve des dispositions de la présente loi ; adopté ; approuve l'obligation imposée aux maires par la nouvelle loi de mettre gratuite-

ment à la disposition de l'affichage d'opinion un certain nombre d'emplacements ; (p. 2728) : application partielle des sanctions prévues par la présente loi si les emplacements attribués par les maires à l'affichage d'opinion ne satisfont pas à la réglementation déterminée en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune. **Article premier** : soutient l'amendement n° 6 corrigé de la commission (rédactionnel) ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 2729) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : définition de la publicité ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : nouvelle définition des enseignes et préenseignes ; adopté. **Avant l'Article 2** : soutient l'amendement n° 9 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 2** : soutient l'amendement n° 10 de la commission : suppression de l'article 2 ; adopté. **Article 3** (p. 2730) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Henri Canacos se situant en retrait par rapport au droit actuel ; soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 4** : soutient l'amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 13 de la commission : application des dispositions de l'article 4 à toute publicité quel qu'en soit le support ; adopté. **Article 5** (p. 2731) : soutient l'amendement n° 14 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 5** : soutient l'amendement n° 15 de la commission : régime de la publicité en faveur de la sécurité routière ; adopté. **Avant l'Article 7** (p. 2732) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : régime de la publicité à l'intérieur des agglomérations ; distinction entre les interdictions qui peuvent être levées par l'institution de zones de publicité restreinte et les interdictions qui peuvent être levées également par l'application de la réglementation de droit commun ; adopté avec modification. **Article 7** (p. 2734) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 2735) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. André Petit ; embouteillage des services chargés de délivrer les permis de construire ; soumission des dispositifs publicitaires aux règles générales d'urbanisme et aux prescriptions d'urbanisme applicables dans la zone considérée ; projet de loi prévoyant des moyens rigoureux et efficaces pour faire enlever les publicités irrégulières ; (p. 2736) : soutient l'amendement n° 19 de la commission : supprimant le second alinéa de l'article 7 soumettant la publicité lumineuse à des autorisations individuelles ; rejeté. **Article 8** *bis* : soutient l'amendement n° 22 de la commission : supprimant dans les zones à affichage restreint la possibilité de soumettre la publicité à une autorisation préalable ; adopté. **Article 8** *ter* (p. 2737) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 24 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 25 de la commission : suppression de l'article 9 ; adopté ; [19 avril 1979] : **Article 11** (p. 2774) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : suppression de l'énumération des cas pour lesquels les associations sans but lucratif ont accès aux emplacements publicitaires ; adopté ; (p. 2774) : soutient l'amendement n° 27 de la commission : suppression du mot « locales » après les mots « besoin des associations » ; adopté ; (p. 2775) : soutient l'amendement n° 28 de la commission : pouvoir de substitution du préfet au maire ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 2775) : article 11 *bis* proposé par la commission tendant à définir les règles de compétence et de procédure applicables à la définition et à la réglementation des zones d'affichage autorisé, d'affichage restreint et d'affichage élargi ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : pouvoir de décision du conseil municipal sur la délimitation des zones de publicité même en cas d'avis défavorable de la commission des sites ; rejeté ; (p. 2781) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : nouvel intitulé ; adopté. **Article 6 précédemment réservé** (p. 2781) : soutient l'amendement de suppression n° 16 de la commission ; adopté. **Article 8 précédemment réservé** ; soutient l'amendement n° 20 de la commission : modifications de la dénomination des zones à réglementation spéciale ; adopté ; (p. 2782) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : conséquences de l'adoption de l'amendement n° 139 ; 3e rectification ; adopté. **Article 12** ; soutient l'amendement n° 31 de la commission : rédaction plus concise de l'article 12 supprimant l'autorisation en ce qui concerne la publicité relative à l'activité exercée par le propriétaire ou l'usager d'un véhicule utilisé à des fins qui ne sont pas principalement publicitaires ; adopté. **Article 12** *bis* (p. 2783) : soutient l'amendement n° 32 de la suppression de la commission ; adopté. **Après l'Article 12** *bis* : soutient l'amendement n° 23 de la commission : dérogations ; adopté ; nécessité de coordonner les règles générales destinées à protéger l'environnement et les dispositions relatives aux publicités obligatoires. **Avant l'Article 13** : soutient l'amendement n° 34 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 13** (p. 2784) : soutient l'amendement n° 35 de la commission : suppression de l'article 13 ; adopté. **Article 14** : soutient l'amendement n° 36 de la commission : redéfinition du régime des enseignes ; adopté avec modifications. **Après l'Article 14** (p. 2785) : sou-

tient l'amendement n° 37 de la commission : régime des enseignes provisoires ; adopté. **Article 15** (p. 2789) : soutient l'amendement n° 38 rédactionnel de la commission ; adopté. **Article 16** : soutient l'amendement n° 39 de la commission : motivation des refus d'autorisation ; adopté ; soutient l'amendement n° 40 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 41 de la commission : limitation à deux mois du délai au terme duquel le silence de l'administration vaut autorisation ; adopté. **Article 16** *bis* (p. 2787) : soutient l'amendement de suppression n° 42 de la commission, adopté. **Article 16** *ter* : soutient l'amendement n° 43 de la commission : mise à la disposition du public des délibérations et arrêtés régissant la publicité ; retiré. **Article 18** (p. 2788) : soutient l'amendement de suppression n° 46 de la commission ; adopté. **Avant l'Article 19** (p. 2789) : soutient l'amendement n° 47 de la commission : intitulé du chapitre IV ; adopté ; soutient l'amendement n° 48 de la commission : mise en demeure après constatation d'une violation de la loi ; adopté ; (p. 2790) : soutient l'amendement n° 49 de la commission : délai d'exécution et astreintes administratives ; adopté ; soutient l'amendement n° 50 de la commission : notification de la mise en demeure ; adopté ; soutient l'amendement n° 51 de la commission : intervention des propriétaires ou occupants d'immeubles victimes d'agissements publicitaires illicites ; rectifié sur proposition de M. Alain Richard ; adopté ; (p. 2791) : soutient l'amendement n° 52 de la commission : information du procureur de la République ; adopté ; son opposition au sous-amendement n° 128 du Gouvernement à l'amendement n° 52 de la commission parce qu'il opère un transfert de compétence de la juridiction administrative au tribunal judiciaire, parce qu'il donne aux autorités judiciaires le pouvoir d'agir d'office pour arrêter les effets de la mise en demeure, parce qu'il donne un effet suspensif à l'intervention judiciaire. **Article 19** (p. 2791) : soutient l'amendement n° 53 de la commission : modification du quantum des amendes ; adopté ; soutient l'amendement n° 54 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 55 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 20** (p. 2792) : soutient l'amendement n° 56 de la commission : régime de sanctions atténué en matière de publicité à caractère local ; adopté ; dénonce la naïveté du sous-amendement n° 142 de M. Jacques Santrot. **Article 21** (p. 2793) : soutient l'amendement n° 57 de la commission : écartant en matière d'affichage illicite la règle des cumuls de peine ; adopté ; soutient l'amendement n° 58 de la commission : prévoyant que l'amende cesse de s'appliquer à partir du jour où interviennent la suppression de la publicité irrégulière et la remise en état des choses ; adopté ; soutient l'amendement n° 59 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 60 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 22** (p. 2794) : soutient l'amendement n° 61 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 23** : soutient l'amendement n° 62 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 24** : soutient l'amendement n° 63 de la commission : prescription de l'action publique courant à partir du jour où la publicité en infraction aux dispositions de la présente loi est supprimée ou mise en conformité avec les dispositions auxquelles il est contrevenu ; adopté ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 136 de M. Edgar Faure supprimant le caractère continu des infractions réprimées par l'article 19. **Article 25** (p. 2795) : soutient l'amendement n° 64 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 27** (p. 2797) : soutient l'amendement n° 65 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 66 de la commission : autorisant les agents habilités par les collectivités locales à constater les infractions au code de la route en matière de stationnement des automobiles, à constater les infractions aux dispositions de la présente loi ; adopté. **Article 28** (p. 2798) : soutient l'amendement n° 67 de la commission : suppression de l'article 28 ; adopté. **Article 28** *bis* soutient l'amendement n° 68 de la commission : suppression de l'article 28 *bis* ; adopté. **Article 28** *ter* : soutient le sous-amendement n° 140 de la commission à l'amendement n° 137 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; (p. 2799) : amendement n° 69 de la commission : rédactionnel ; devient sans objet. **Après l'article 28** *ter* (p. 2799) : soutient l'amendement n° 71 de la commission : règles relatives aux contrats de louage d'emplacement à des fins publicitaire ; adopté ; (p. 2800) : soutient l'amendement n° 70 de la commission : insertion d'un nouvel intitulé « chapitre 4 *bis* : des contrats » ; adopté. **Article 17 précédemment réservé** : soutient l'amendement n° 44 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 45 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 29** (p. 2801) : soutient l'amendement n° 72 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 30** : soutient l'amendement n° 73 de la commission : résiliation de plein droit à l'échéance de la 6e année suivant leur signature des contrats de louage d'emplacement conclus entre le 1er janvier 1977 et

la promulgation de la présente loi ; adopté ; (p. 2802) : soutient l'amendement n° 74 de la commission : résiliation à la demande de l'une des parties à l'échéance de la 6e année suivant leur signature des contrats de louage d'emplacement conclus avant le 1er janvier 1977 ; adopté. **Après l'Article 30** : soutient l'amendement n° 75 de la commission : coordination des nouvelles dispositions applicables à la publicité avec la législation relative à l'urbanisme ; adopté avec modification. **Article 32** (p. 2803) : soutient l'amendement n° 76 de la commission : maintenant en vigueur certaines règles d'application prises en exécution de la loi de 1943 abrogée ; adopté ; soutient l'amendement n° 77 de la commission : maintien en vigueur des dispositifs répressifs de la loi de 1943 ; adopté ; soutient l'amendement n° 78 de la commission : rendant immédiatement applicables les règles nouvelles concernant les conventions de location d'emplacements ; adopté avec modification. **Titre** (p. 2804) : soutient l'amendement n° 79 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Deuxième lecture** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8035) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : référence à la notion de circulation publique ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : non-application de la loi à la publicité aux enseignes et aux pré-enseignes situées à l'intérieur d'un local sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité ; adopté. **Article 4** (p. 8036) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : suppression des dispositions qui exceptent des obligations imposées par l'article 4, les publicités qui sont faites sur du mobilier urbain ou sur des véhicules de transport en commun dès lors qu'elles font l'objet d'une convention de concession de publicité signée par les collectivités publiques ; adopté. **Article 7 A** (p. 8037) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 5 de la commission : suppression de la possibilité de déroger à l'interdiction de la publicité lorsqu'elle signale la proximité de monuments historiques ou l'annonce de manifestations culturelles ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 8** *ter* (p. 8038) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : supprimant la possibilité pour le maire d'autoriser exceptionnellement l'installation de dispositifs non conformes aux normes édictées par arrêté ; adopté ; (p. 8039) : danger d'une multiplication des dérogations. **Article 11** (p. 8040) : inutilité de l'amendement n° 54 qui reprend le contenu de l'article 1 A de la loi ; soutient l'amendement n° 9 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 10 de la commission : fixation par décret de la surface minimale que chaque catégorie de communes doit réserver à l'affichage d'opinion ; adopté ; (p. 8042) : affirme que le critère démographique sera retenu pour déterminer les catégories de communes visées par l'amendement n° 10. **Article 11** *bis* (p. 8043) : se déclare hostile à l'amendement n° 41 de M. Gouhier : maîtrise du conseil municipal sur la procédure de délimitation des zones de publicité autorisée et des zones de publicité élargie ; soutient l'amendement n° 11 de la commission : participation des représentants des organisations syndicales des salariés des professions de la publicité au groupe de travail chargé d'élaborer le régime des zones de règlement spécial ; rejeté ; (p. 8044) : approuve personnellement l'amendement n° 56 de M. Alain Madelin ; (p. 8046) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté ; son hostilité à la présence de conseillers généraux au sein des groupes de travail muticommunaux. **Article 14** : soutient l'amendement n° 14 de la commission : prise en compte par la réglementation non seulement du caractère des lieux, des dimensions des immeubles mais aussi de leurs caractéristiques ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Alain Madelin : supprimant les dispositions selon lesquelles les actes instituant des zones de publicité autorisée ou restreinte et des zones de publicité élargie peuvent prévoir des prescriptions relatives aux enseignes. **Article 15** *bis* (p. 8047) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : rédactionnel ; adopté avec modification. **Article 16** : soutient l'amendement n° 16 de la commission : fixation par décret de la durée du délai à l'expiration duquel le silence de l'administration vaut décision implicite d'autorisation ; adopté avec modification. **Article 19 A** (p. 8048) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Henry Canacos : suppression de l'article 19 A. **Article 19 B** (p. 8049) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Alain Madelin : laissant à l'annonceur le pouvoir de reporter l'astreinte sur le responsable de l'infraction et diminuant le montant de l'astreinte ; rappelle que le projet exclut l'application de l'astreinte quand il s'agit d'affichage d'opinion ; (p. 8050) : soutient son amendement n° 52 rectifié : possibilité de procédure de référé devant le tribunal administratif pour obtenir la suspension de l'astreinte ; adopté avec modifications ; accepte de modifier son amendement n° 52 rectifié en vue de porter à vingt jours le délai de jugement du président du tribunal administratif ; s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Philippe Malaud : possibilité pour le président du tri-

bunal administratif de se prononcer à tout moment sur la mainlevée de la mise en demeure prévue à l'article 19. **Article 19 C** (p. 8051) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : obligation d'une notification aux propriétaires ou occupants des lieux avant la date de commencement des travaux ; adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission : supprimant des alinéas relatifs à la prise en charge par la commune des frais de remise en état ; adopté. **Article 19 D** (p. 8052) : soutient les amendements 19 et 20 de la commission : inapplication de l'article 19 D aux enseignes ; adoptés. **Article 19 E** : soutient l'amendement n° 21 de la commission : suppression de la possibilité de mainlevée judiciaire de la mise en demeure ; adopté. **Article 19** (p. 8053) : soutien son amendement n° 53 : amendement de coordination ; adopté. **Article 20** : soutient l'amendement n° 22 de la commission : rétablissement de la présomption de complicité ; adopté ; (p. 8054) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : obligation de remise en état des supports de publicité électorale irrégulière ; adopté. **Article 20** *bis* : soutient l'amendement n° 24 de la commission : suppression de l'article 20 *bis* ; adopté. **Article 24** (p. 8055) : nécessité de reconnaître un caractère continu à l'infraction réprimée par l'article 19. **Article 25** (p. 8056) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture pour l'article 25 ; adopté avec une modification formelle. **Article 28** *ter* **1** : soutient l'amendement n° 27 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 28** *quater* (p. 8057) : soutient l'amendement n° 28 de la commission : tacite reconduction des contrats de louage d'emplacement par périodes d'une durée maximale d'un an ; adopté ; soutient l'amendement n° 29 de la commission : subordination à une mise en demeure préalable assortie d'un délai d'un mois de la possibilité pour le bailleur d'obtenir du juge des référés soit l'exécution des travaux nécessaires et la remise en état de l'emplacement soit la résiliation judiciaire du contrat ; adopté. **Article 29** : soutient l'amendement n° 30 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 30** (p. 8058) : soutient son amendement n° 59 : résiliation des contrats de louage d'emplacement conclus avant l'entrée en vigueur de la loi à l'échéance de la sixième année suivant la signature ou à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Article 30** *bis* : soutient l'amendement n° 33 de la commission : supprimant la possibilité de prévoir une autorisation qui se substituerait à la procédure du permis de construire ; adopté. **Article 32** : soutient l'amendement n° 34 de la commission : permettant de sanctionner les dispositifs publicitaires installés en infraction à la loi de 1943 ; adopté ; (p. 8059) : soutient l'amendement n° 35 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 36 de la commission : conditions d'entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Titre** : soutient l'amendement n° 37 de la commission : nouveau titre du projet : projet de loi relatif à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes ; adopté. **Explications de vote** (p. 8060) : approuve un projet qui ne réduit pas les compétences des autorités locales. **Commission mixte paritaire.** Rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11665) : estime, à titre personnel, que le texte est trop indulgent à l'égard de l'affichage d'opinion. **Discussion des articles** [12 décembre 1979]. **Article 25** (p. 11668) : propose une rectification formelle à l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil du gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1979] (p. 2703) : s'élève contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Roch Pidjot. **Discussion de la motion de renvoi en commission de M. Joseph Franceschi** (p. 2709) : nécessité d'établir un correctif au système de la représentation proportionnelle ; (p. 2710) : son hostilité à la motion de renvoi en commission. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2711) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : augmentation de 16 à 19 du nombre des élus de la circonscription sud ; accepte de rectifier son amendement à la demande du Gouvernement en limitant l'augmentation de 16 à 17 élus pour la circonscription sud, adopté avec modification. **Article 3** (p. 2714) : son opposition à l'amendement n° 12 de M. Roch Pidjot ; caractère prématuré de l'autonomie. **Article 6** (p. 2716) : soutient son sous-amendement n° 13 rectifié à l'amendement n° 11 de la commission : mettant fin, à compter de la promulgation de la présente loi, aux fonctions des conseillers de Gouvernement de Nouvelle-Calédonie élus le 14 novembre 1978, élection du nouveau Conseil de Gouvernement après le renouvellement de l'assemblée territoriale, application pendant la période transitoire des dispositions de l'article 6 de la loi de 1976 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3550) : dissolution d'une Assemblée élue n'ayant rien d'antidémocratique mais visant seulement à permettre au suffrage universel de se prononcer ; blocage des institutions de

la Nouvelle-Calédonie. **Troisième lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3712) : s'oppose à la motion de renvoi en commission proposée par M. Joseph Franceschi. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6** (p. 3714) : amendement n° 1 de la commission permettant de réaliser une synthèse entre les positions de l'Assemblée nationale et celles du Sénat ; (p. 3718) : estime que les amendements n'ont pas à être soumis pour consultation à l'assemblée territoriale.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 974 tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises et du projet de loi n° 975 relatif au traitement des difficultés des entreprises,** présentée par le président du groupe socialiste [25 avril 1979] (p. 3050) : textes relevant de la compétence de la commission des lois ; difficultés d'organisation du travail parlementaire qu'entraînerait la multiplication des commissions spéciales, d'enquête et de contrôle.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° 897). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Article 2** (p. 3142) : son amendement n° 4 : soumettant à autorisation et à contrôle, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, l'importation, l'exportation, l'élaboration, le transfert, l'utilisation et le transport des matières nucléaires définies à l'article premier ; adopté avec modifications par scrutin public.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° 922). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4234) : excès de l'immigration risquant de développer des sentiments xénophobes et racistes ; (p. 4235) : projet ne s'appliquant pas en cas de disposition contraire prévue par des traités ; exécution d'office des décisions administratives n'ayant rien d'inconstitutionnel ; nécessité d'introduire des garanties judiciaires supplémentaires dans le projet ; hostilité de la commission à l'exception d'irrecevabilité ; (p. 4237) : encouragement de l'immigration familiale par la France ; politique française à l'égard des immigrés moins sévère que celle d'autres pays européens gouvernés par des socialistes. **Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article premier** (p. 4258) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : suppression de la condition relative aux « moyens d'existence suffisants » remplacée par la nécessité de garantie de rapatriement ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 4264) : incorrection juridique du mot « appel » employé dans l'amendement n° 22 de M. Jean-Paul Fuchs. **Article 3, précédemment réservé** (p. 4266) : retire l'amendement n° 17 de la commission ; soutient son amendement n° 26 : nécessité d'une décision du président du tribunal de grande instance pour confirmer le maintien de l'internement administratif à l'expiration d'un délai de 48 heures ; adopté ; (p. 4267) : décision du tribunal de grande instance constituant une décision juridictionnelle ; système proposé comparable à celui de la garde à vue. **Après l'Article 5, précédemment réservé** (p. 4268) : soutient son amendement n° 28 à l'amendement n° 20 de M. Georges Gorse : rédactionnel ; rejeté ; soutient son amendement n° 25 rectifié : admettant à la condition de résident privilégié, après un délai d'un an, les étrangers titulaires d'une carte de résident ordinaire séjournant en France avec leur conjoint et leurs enfants ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1979]. **Article 3** (p. 5796) : introduction du système de la garde à vue dans la législation française en 1957 à l'initiative d'un Gouvernement dirigé par M. Guy Mollet dans lequel M. François Mitterrand était garde des Sceaux ; nécessité de l'autorisation d'un magistrat du siège pour maintenir l'internement administratif au-delà de 48 heures. **Après l'Article 5** *ter* (p. 5798) : souhaite le retrait de l'amendement n° 3 de la commission ; possibilité pour le juge de police d'apprécier l'intention dans le cas de contravention de cinquième classe. **Explications de vote** [28 juin 1979] (p. 5800) : texte permettant au Gouvernement de freiner l'immigration clandestine ; son vote favorable. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11342) : estime que le texte de la CMP autorise, dans des conditions libérales, le conjoint et les enfants d'immigrés établis en France à venir les rejoindre ; (p. 11344) : projet se limitant à lutter contre l'immigration clandestine et améliorant la situation des immigrés en situation régulière ; vote favorable du groupe RPR.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° 851). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4430) : sa participation à la réorganisation judiciaire de la région parisienne ; (p. 4431) : nécessité de limiter à deux ans la prorogation de la période transitoire où la multipostulation est autorisée ; nécessité d'une réforme du taux de la postulation ; (p. 4432) : son hostilité à l'institution d'un barreau unique dans la région parisienne ; (p. 4434) : regrette que la réforme du tarif de la postulation n'ait pas été faite en 1972. **Discussion de l'article unique** [30 mai 1979] (p. 4436) : souhaite obtenir du Gouvernement l'engagement qu'il

ne cherchera pas à prolonger une nouvelle fois la période transitoire où la multipostulation est autorisée ; (p. 4438) : problème de la retraite complémentaire des avocats inscrits à de petits barreaux.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **1040**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [31 mai 1979] (p. 4490) : projet rendant applicable aux représentants français les règles déterminant le montant de l'indemnité parlementaire française ; interdiction du cumul de l'indemnité de représentant européen avec celle que perçoivent les députés et les sénateurs ; projet prévoyant la liquidation de cette indemnité et des prestations sociales par un organe commun à l'Assemblée nationale et au Sénat ; préférence de la commission pour une liquidation des indemnités par l'administration de l'Assemblée nationale ; (p. 4491) : hostilité de la commission aux dispositions du projet prévoyant que l'indemnité des représentants européens serait totalement imposable à l'impôt sur le revenu ; sort des membres du Conseil économique et social élus à l'Assemblée des communautés européennes ; avis favorable de la commission sur l'adoption du projet ; (p. 4492) : alignement du régime des membres de l'Assemblée des communautés européennes sur celui des parlementaires français ne conférant pas à cette assemblée le caractère d'un Parlement. **Discussion des articles** [31 mai 1979]. **Article premier** (p. 4492) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : précisant que le régime d'indemnité applicable aux représentants français à l'Assemblée des communautés européennes est identique à celui qui s'applique aux députés et aux sénateurs ; rejeté. **Article 2** (p. 4493) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : réduction du montant des indemnités perçues en application de l'article premier à due concurrence du montant des avantages présentant le caractère d'une indemnité spécifique qui seraient alloués par l'Assemblée des communautés européennes ; adopté avec une rectification formelle. **Article 3** (p. 4494) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : confiant à l'Assemblée nationale la gestion des crédits nécessaires à l'application de l'article premier ; adopté. **Article 4** (p. 4495) : retire les amendements n°s 4 et 5 de la commission : rédactionnels ; soutient l'amendement n° 11 de la commission : régime des membres du Conseil économique et social élus à l'Assemblée des communautés européennes ; adopté. **Article 5** (p. 4496) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; retire l'amendement n° 7 de la commission. **Article 6** : déclare sans objet l'amendement n° 9 de la commission : suppression de l'article 6. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5788) : texte de la CMP laissant aux membres de l'Assemblée européenne qui ne sont ni députés, ni sénateurs le choix de l'administration qui liquidera leur indemnité ; adoption d'une disposition de coordination concernant le régime de retraite des membres du Conseil économique et social élus à l'Assemblée des communautés européennes.

— **Projet de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1979] (p. 4498) : problème du contrôle de l'activité quasi-législative exercée par les institutions des communautés européennes ; solutions adoptées pour ce problème par les autres Etats membres ; déviation dans l'application du système des directives européennes. **Discussion de l'article unique** [31 mai 1979]. **Article unique** (p. 4506) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 6 du Gouvernement : obligeant le Gouvernement à fournir aux délégations parlementaires tous renseignements utiles sur les négociations en cours ; adopté ; son sous-amendement n° 19 soutenu par M. Pierre-Charles Krieg à l'amendement n° 7 du Gouvernement : information de toutes les commissions parlementaires et non de la seule commission des affaires étrangères par les délégations parlementaires ; devient sans objet ; (p. 4508) : nécessité d'une certaine délibération parlementaire avant la négociation sur les projets de règlement ou de directive communautaires.

— **Projet de loi portant suppression des limites d'âges d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4659) : estime raisonnable de supprimer d'une manière générale les limites d'âge restreignant les possibilités d'accès à la fonction publique.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4704) : historique du droit de péage ; annulation par le Conseil d'Etat des actes illégaux par lesquels plusieurs départements avaient institué des péages sur des ponts construits sur la voirie départementale ; projet tendant à valider les actes institutifs des péages en vigueur ; son hostilité à la conception faisant du péage une sorte de

ressource générale et permanente des départements ; nécessité de maintenir le principe de la gratuité de la circulation sur les ponts et sur les routes avec possibilité d'instituer temporairement des péages destinés à l'amortissement financier des ouvrages et à la rémunération du concessionnaire. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4716) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : rappelant le caractère exceptionnel de l'institution de péages ; adopté. **Article premier** *ter :* soutient son amendement n° 17 : modification de la destination des sommes produites par les péages ; adopté avec modifications ; (p. 4178) : institution du péage pour une durée limitée et rétablissement de la circulation libre à l'expiration de cette durée ; son intention de saisir le Conseil constitutionnel de l'article 2 du projet si son amendement est rejeté ; (p. 4719) : propose une modification à son amendement n° 17 permettant d'affecter les sommes recueillies par le péage à la rémunération de l'entretien et à l'exploitation de l'ouvrage ; similitude des problèmes de Noirmoutier et d'Oléron ; (p. 4720) : amendements n[os] 6, 7 et 11 de la commission des lois deviennent sans objet. **Artice 2 :** retire l'amendement n° 8 de la commission des lois : suppression de l'article 2. **Article 3 :** propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 15 de M. Roland Beix ; (p. 4721) : soutient l'amendement n° 9 de la commission des lois : prise en compte du lieu de travail pour fixer les catégories de bénéficiaires de tarifs réduits ; adopté ; (p. 4722) : soutient l'amendement n° 10 de la commission des lois : suppression de la disposition permettant aux conseils généraux qui décident l'institution de tarifs différents de récupérer tout ou partie du montant de la taxe professionnelle perçue par les collectivités locales du fait de l'ouvrage ; adopté. **Article 5** (p. 4723) : soutient son amendement n° 25 rectifié : précisant que les actes qui ont institué des péages illégaux en contradiction avec la loi du 31 juillet 1880 sont désormais régis par les dispositions de la présente loi ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 juin 1979]. **Article premier** (p. 5884) : soutient l'amendement n° 1 de la commission des lois : suppression de l'article premier ; rejeté ; son hostilité personnelle à l'amendement n° 1 ; (p. 5885) : retire les amendements de la commission des lois, n° 2 à l'article premier *ter*, n° 3 à l'article 3, n° 4 à l'article 5 et n° 5 à l'article 7 : conséquence de l'amendement n° 1. **Article premier** *ter* (p. 5886) : procédé de la concession ayant pour avantage de permettre de réaliser par anticipation en recourant à l'emprunt des ouvrages qui n'auraient été construits que plus tardivement ; responsabilité de la collectivité publique concédante dans la détermination du tarif ; impossibilité de concevoir des concessions sans rémunération du concessionnaire.

— **Sur le rappel au règlement de M. Maurice Andrieux** [28 juin 1979] (p. 5787) : s'élève contre la demande de suspension de séance avec scrutin public de M. Maurice Andrieux ; impossibilité de discuter la proposition de loi relative au 8 mai qui n'est pas imprimée et dont la commission compétente n'est pas saisie.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8099) : double objet du texte : apporter une solution au problème des vacances créées dans le corps judiciaire par les mises à la retraite et les congés, remédier à une déformation grave de la pyramide du corps judiciaire ; (p. 8100) : dispositions de caractère temporaire du projet ; prévoit l'ouverture d'un concours de recrutement exceptionnel et l'extension des possibilités de recrutement par l'intégration directe ; dispositions permanentes tendant à élargir le recrutement sur titre en qualité d'auditeur de justice ; exprime des doutes sur l'efficacité de ces mesures ; malaise du corps judiciaire ; entrée dans la magistrature de personnes trop jeunes ; nécessité d'une réforme du corps judiciaire ; (p. 8101) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Guy Ducoloné ; non remise en cause du principe de l'inamovibilité. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article 2** (p. 8017) : soutient l'amendement n° 17 : rédactionnel ; de la commission ; adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission : rattachement des magistrats remplaçants au tribunal le plus important du siège de la cour d'appel ; adopté. **Article 9** (p. 8109) : approuve l'amendement n° 47 de M. Alain Richard : alignement des règles de recrutement posées à l'article 9 sur celles prévues pour l'ENA ; distinction nécessaire entre les auditeurs de justice qui suivent une seule année de scolarité et les autres candidats à l'ENM ; soutient l'amendement n° 22 de la commission : suppression de l'exigence de la titularisation pour les fonctionnaires et agents publics et élargissement aux agents des collectivités locales et des établissements publics ; adopté ; (p. 8110) : garantie suffisante du recrutement hors concours ; demande le rejet des amendements n° 6 de M. Edmond Garcin et n° 40 de M. Alain Richard qui en demandaient la limitation. **Avant l'Article 10** (p. 8115) : le caractère permanent des me-

sures prévues par les amendements 16 corrigé, 41 et 14 corrigé et 49 visant l'accès des assistants des facultés de droit à la magistrature les rend inapplicables car le nouveau statut des assistants fixe la durée minimale de leur fonction à cinq ans ; propose l'adoption d'une disposition transitoire en faveur des assistants. **Article 14** (p. 8117) : soutient l'amendement n° 25 de la commission : maintien du système actuel des dispositions des membres de la commission d'avancement ; adopté par scrutin public ; (p. 8118) : l'article 14 est « un pas de plus dans la voie d'un corporatisme néfaste ». **Article 6** (p. 8118) : soutient l'amendement n° 20 de suppression de la commission ; adopté. **Article 7** (p. 8119) : soutient l'amendement n° 21 de suppression de la commission ; adopté. **Article 10** (p. 8119) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : suppression de la nécessité d'un avis conforme de la commission ; adopté. **Article 13** (p. 8119) : soutient l'amendement n° 24 de la commission : réduction de la composition de la commission d'avancement lorsque celle-ci procède à des opérations de classement ; désignation par tirage au sort de ses membres magistrats ; adopté. **Article 15** (p. 8121) : soutient l'amendement n° 26 de suppression de la commission ; adopté. **Article 16** : soutient l'amendement n° 27 de suppression de la commission ; adopté. **Article 18** : soutient l'amendement n° 28 de suppression de la commission ; adopté. **Article 19** : soutient l'amendement n° 29 de suppression de la commission ; adopté. **Article 20** : soutient l'amendement n° 30 de suppression de la commission ; adopté. **Avant l'Article 21** (p. 8122) : soutient l'amendement n° 31 de la commission : incluant les membres de la Cour de cassation dans le statut de la magistrature ; rejeté. **Article 23** (p. 8123) : insuffisance du délai de cinq ans prévu dans l'amendement n° 43 de M. Alain Richard pour le recrutement latéral. **Article 24** (p. 8124) : soutient le sous-amendement n° 32 de la commission à l'amendement n° 12 du Gouvernement : caractère pratique des épreuves anonymes prévues pour les concours exceptionnels ; adopté ; (p. 8125) : soutient l'amendement n° 33 de la commission : tendant à porter de 4 à 5 ans la durée des services antérieurs au recrutement dans la magistrature qui pourront être pris en compte partiellement pour le classement des magistrats recrutés ; adopté ; soutient l'amendement n° 34 de la commissions : tendant à instituer une deuxième catégorie de concours exceptionnel permettant de recruter des magistrats au deuxième groupe du deuxième grade ; adopté. **Article 25** (p. 8126) : soutient l'amendement n° 35 : rédactionnel, de la commission ; adopté. **Article 32** (p. 8126) : soutient l'amendement n° 36 de suppression de la commission ; rejeté ; s'oppose à l'interdiction du cumul d'une pension de retraite et d'un traitement prévu dans l'article 32. **Article 34** (p. 8127) : soutient l'amendement n° 37 de suppression de la commission, devenu sans objet.

— **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République. **Discussion générale** [16 avril 1980] ; (p. 431) : débat du Sénat ; (p. 432) : pyramide des âges de la magistrature ; commission d'avancement. **Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article premier** (p. 436) : magistrats volants ; vacances d'emplois dans la magistrature ; (p. 437) : œuvre de la V^e^ République en matière judiciaire ; amendement n° 1 de la commission ; rédactionnel ; adopté. **Article 2** (p. 438) : amendement n° 2 de la commission : supprimant l'obligation pour les magistrats remplaçants de demeurer en fonctions jusqu'au retour du magistrat qu'ils remplaçent ; adopté ; amendements n^os^ 3 et 4 de la commission : supprimant la possibilité de nommer en surnombre les magistrats volants au terme de deux années d'exercice de leurs fonctions ; adoptés ; amendement n° 5 de la commission : supprimant la limitation à quatre années maximum fixée pour l'exercice des fonctions de magistrat remplaçant ; adopté. **Article 4** *bis* (p. 440) : détachement de magistrats dans l'administration. **Article 5** *bis* (p. 441) : amendement n° 6 de la commission : suppression de l'article 5 *bis* ; adopté. **Article 5** *ter* (p. 442) : amendement n° 7 de la commission : suppression de l'article 5 *ter* ; adopté. **Article 10 A** (p. 444) : amendement n° 10 de la commission : suppression de l'article 10 A ; adopté. **Article 10 B** (p. 445) : amendement n° 11 de la commission : suppression de l'article 10 B ; adopté. **Article 13** *bis* (p. 445) : amendement n° 15 de la commission : supression de l'article 13 *bis* ; adopté. **Article 13** *ter* (p. 445) : amendement n° 16 de la commission : suppression de l'article 13 *ter* ; adopté. **Article 14** (p. 447) : amendement n° 17 de la commission : désignation et composition de la commission d'avancement ; adopté avec une rectification par scrutin public ; propose une rectification supprimant les dispositions de l'amendement n° 17 relatives à la composition de la commission ; (p. 448) : élection ou désignation des membres de la commission d'avancement ; (p. 449) : risques de politisation de la magistrature. **Article 6, précédemment réservé** (p. 450) : amendement n° 8 de la commission : suppression de l'article 6 ; adopté. **Article 7 précédemment réservé :** amendement n° 9 de la commission : suppression

de l'article 7 ; adopté. **Article 10 précédemment réservé** (p. 451) : amendement n° 12 de la commission : avis conforme de la commission se limitant au seul principe de l'intégration dans l'enceinte de la magistrature ; rejeté ; étendue des pouvoirs de la commission d'avancement. **Article 13 précédemment réservé** (p. 456) : amendement n° 13 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 14 de la commission : supprimant l'adjonction des trois personnalités extérieures dans la commission d'intégration ; adopté. **Article 15** (p. 457) : amendement n° 18 de la commission : suppression de l'article 15 ; adopté. **Article 16 :** amendement n° 19 de la commission : suppression de l'article 16 ; adopté. **Article 18** (p. 459) : amendement n° 20 de la commission : suppression de l'article 18 ; adopté. **Article 19** (p. 459) : amendement n° 21 de la commission : suppression de l'article 19 ; adopté. **Article 20** : amendement n° 22 de la commission : suppression de l'article 20 ; adopté. **Article 21** *bis* (p. 460) : modalités de la participation des auditeurs de justice à l'activité des barreaux ; (p. 461) : amendement n° 23 de la commission : devient sans objet. **Article 24** (p. 464) : amendement n° 24 rectifié de la commission : rétablissant le concours ouvert aux docteurs en droit pour le recrutement de magistrats nommés à des postes du second groupe du second grade ; adopté. **Après l'article 27** (p. 466) : amendement n° 25 de la commission : intégration dans la magistrature des assistants de droit ayant huit ans d'ancienneté et des anciens avoués ; adopté. **Article 36** (p. 466) : amendement n° 26 de la commission : suppression de l'article 36 ; adopté. **Troisième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2195) : désaccord de la commission mixte paritaire sur le problème du mode de recrutement de la commission d'avancement ; refus de l'élection pour la désignation des membres de la commission d'avancement. **Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 2** (p. 2197) : amendement n° 10 de la commission : statut des magistrats remplaçants ; adopté ; principe de l'inamovibilité ; (p. 2198) : amendement n° 11 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 5** *bis* : amendement n° 12 de la commission : suppression de l'article 5 *bis* ; adopté ; problème des congés à la Cour de cassation et dans les tribunaux du premier degré. **Article 5** *ter* : amendement n° 13 de la commission : suppression de l'article 5 *ter* ; adopté. **Article 14** (p. 2200) : amendement n° 18 de la commission : désignation des magistrats qui représentent leurs collègues à la commission d'avancement ; adopté par scrutin public. **Article 6** (p. 2201) : amendement n° 14 de la commission : suppression de l'article 6 ; adopté. **Article 7 :** amendement n° 15 de la commission : suppression de l'article 7 ; adopté. **Article 13 :** amendement n° 16 de la commission : excluant les personnalités qualifiées de la commission d'avancement lorsqu'elle est appelée à connaître du recrutement ; adopté. **Article 13** *ter* (p. 2202) : amendement n° 17 de la commission : suppression de l'article 13 *ter* ; adopté. **Article 15 :** amendement n° 19 de la commission : suppression de l'article 15 ; adopté. **Article 16 :** amendement n° 20 de la commission : suppression de l'article 16 ; adopté. **Article 18** (p. 2203) : amendement n° 21 de la commission : suppression de l'article 18 ; adopté. **Article 19 :** amendement n° 22 de la commission : suppression de l'article 19 ; adopté. **Article 20 :** amendement n° 23 de la commission : suppression de l'article 20 ; adopté. **Article 21** *bis* : conditions dans lesquelles les auditeurs de justice exerceront la profession d'avocat à titre de stage. **Article 24** (p. 2204) : concours sur titres et travaux ou sur épreuves ; (p. 2205) : amendement n° 24 de la commission : rétablissant les concours exceptionnels conduisant à des emplois du deuxième groupe du deuxième grade ; adopté. **Article 25 :** amendement n° 25 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; amendement n° 26 corrigé de la commission : proportion de recrutement de magistrats affectée par la formule des recrutements exceptionnels ; retiré ; amendement n° 27 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 36** (p. 2206) : amendement n° 28 de la commission : suppression de l'article 36 ; adopté. **Quatrième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2459) : adoption par la commission des lois du dernier texte voté par l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif au statut de la magistrature.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 8694) : contrôle parlementaire sur l'évolution des dépenses sociales conforme à la démocratie. **Article 25** (p. 8710) : remarque que l'amendement n° 88 de la commission ne conduit pas à des transferts de dépenses mais à des économies réelles puisque l'amendement n° 89, qui prévoyait l'affectation de ces économies à des dépenses d'investissements, a été déclaré irrecevable. **Rappel au règlement** (p. 8711, 8712, 8713) : le vote et non l'adoption de la première partie du projet de loi de finances est obligatoire

pour pouvoir examiner la seconde partie ; refuserait la suspension de séance.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9926) : nécessité d'alléger les normes de construction dans le domaine scolaire, sanitaire et social ; (p. 9938) : nécessité de veiller à la limitation de services régionaux pour éviter la formation de féodalités.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10212) : s'oppose au classement des secrétaires-greffiers d'après l'activité déployée par les conseils de prud'hommes au cours des années 1975, 1967 et 1977 ; la mission d'information de la commission des lois chargée d'étudier l'évacutaion des affaires dans les diverses juridictions de l'ordre judiciaire a révélé l'encombrement des tribunaux ; accroissement du nombre des pourvois en cassation ; multiplication des tâches extra-judiciaires des magistrats ; problème des décrets d'application; (p. 10214) : insuffisante sévérité du ministère de la justice vis-à-vis de la grève du 6 novembre. **Examen des crédits** [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 10217) : progrès constitué par la création de la Cour de sûreté de l'Etat ; son caractère spécifique se justifie par la répression des crimes dont elle a la charge.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10724) : matraquage des médias en faveur de l'avortement ; (p. 10725) : nombre des avortements clandestins ; caractère exceptionnel de l'avortement dans la conception de la loi de 1975 qui, en fait, a été une loi de libéralisation absolue ; absence de politique familiale ; (p. 10726) : caractère laxiste de la définition de l'état de nécessité, situation de détresse causée par l'état de grossesse ; liberté absolue d'avorter pendant les dix premières semaines de la grossesse pour les majeures ; procédure d'aide sociale permettant de remédier au non-remboursement par la sécurité sociale ; demande le vote d'une nouvelle loi temporaire ; nécessité de contrôler l'existence de l'état de nécessité ; inefficacité du programme pour la prévention générale ; (p. 10727) : le respect de la vie humaine est une des valeurs de notre civilisation. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10893) : soutient son amendement n° 33 rectifié : caractère d'obligation nationale de l'enseignement du principe du respect de la vie et de ses conséquences ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 10919) : soutient son amendement n° 31 rectifié : constatation dans des conditions fixées par décret de la situation de détresse ; rejeté par scrutin public et son amendement n° 32 : interdiction de tout avortement de convenance ; rejeté par scrutin public ; (p. 10920) : propose l'institution d'une commission pour autoriser ou refuser le recours à l'interruption volontaire de grossesse ; (p. 10921) : propose la vérification préalable de l'existence de l'état de nécessité par une commission ; notion de détresse permettant en fait l'avortement libre et discrétionnaire ; (p. 10936) : soutient l'amendement n° 3 corrigé de M. Michel Debré : délivrance par le médecin d'un certificat attestant qu'il y a nécessité de pratiquer l'interruption volontaire de grossesse ; rejeté par scrutin public ; (p. 10937) : propose à M. Henri Colombier de retirer de son amendement n° 70 les dispositions instituant des sanctions pénales ; (p. 10943) : amendement n° 51 de la commission inadmissible ; (p. 10946) : soutient l'amendement n° 53 de la commission : droit de citation directe et de constitution de partie civile en matière d'infraction à la loi sur l'avortement pour certaines associations ; rejeté ; reconnaissance des droits de la partie civile à un grand nombre d'associations ; (p. 10947) : soutient l'amendement n° 127 de M. Michel Debré : limitation des IVG au quart du total des actes chirurgicaux et obstétricaux dans chaque établissement ; rejeté ; (p. 10949) : son amendement n° 128 : interdiction du remboursement des actes afférents à l'IVG par les mutuelles ; rejeté au scrutin public. **Article premier précédemment réservé** (p. 10956) : son amendement n° 34 : prorogation de la loi de 1975 pour cinq ans ; retiré ; son amendement n° 65 rectifié : institution d'une commission nationale chargée d'examiner les conditions d'application de la loi de 1975 prorogée pour deux ans ; retiré. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12296) : regrette que le Gouvernement fasse voter un projet de loi contre la conviction de 200 députés de la majorité ; banalisation de l'avortement par la loi de 1975 ; regrette que l'Année de l'enfance se termine par le vote de la loi sur l'avortement.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1979]. **Article 2** (p. 11365) : amendement n° 4 risquant d'être censuré par le Conseil constitutionnel du fait qu'un amendement d'initiative parlementaire ne peut conférer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement pour légiférer par ordonnances. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12418) : problème de la constitutionnalité de la disposition introduite par le Sénat qui subordonne la signature des ordonnances à un avis du conseil général.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides** (n° **1371**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [7 décembre 1979]. **Avant l'Article unique** (p. 11455) : estime que les amendements n° 3 de M. Maxime Kalinsky et n° 1 de la commission sont inconstitutionnels car ils attentent au principe selon lequel l'initiative des relations internationales appartient au Gouvernement. **Article unique** (p. 11456) : soutient son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 5 du Gouvernement : précise que les ordonnances prévues par le projet doivent viser également la protection des droits et des biens français ; adopté ; rappelle que l'acquisition par un Français d'une nationalité étrangère ne lui fait plus perdre la nationalité française.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1428**). **Première lecture,** rapporteur suppléant de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11456) : nécessité de faire échec à l'application du décret de 1972 qui a institué un mécanisme de plafonnement du prix des baux commerciaux ; (p. 11457) : propose d'abaisser le coefficient proposé par le Gouvernement pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980 de 2,50 à 2,35. **Discussion de l'article unique** [7 décembre 1979]. **Article unique** (p. 11459) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : fixant à 2,35 le coefficient pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980 ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Article 13 précédemment réservé** (p. 12026) : son amendement n° 657 : statut civil des femmes d'exploitants, statut professionnel ; adopté ; l'absence de statut social de la femme d'exploitant due aux difficultés financières qu'il entraînerait ; (p. 12030) : justifie l'idée de solidarité entre époux séparés de bien. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 13 précédemment réservé** (p. 213) : son amendement n° 42 : statut civil et professionnel du conjoint d'exploitant ; adopté ; modification apportée à son amendement de première lecture : solidarité entre les époux en cas de dettes ; compensation démographique, légalisation de la clause de représentation mutuelle.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de la construction et de l'habitation** (n° **1480**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Après l'Article 4** (p. 12288) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : protection des occupants : exercice du droit de préférence en cas de vente par appartements ; adopté.

— **Réponse au fait personnel de M. Louis Mexandeau** [19 décembre 1979] (p. 12299) : ne persécute pas les étudiants, les enseigne ; retire le « ridicule » qu'il avait employé à l'égard de M. Mexandeau.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1979] (p. 12437) : proteste contre la suppression de l'ordre du jour par le Gouvernement de la proposition de loi modifiant la loi sur les faillites.

— **Projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12434) : justifie le contrôle du casier informatisé par le garde des Sceaux.

— **Proposition de loi relative au viol et aux attentats à la pudeur** (n°s **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Article premier** (p. 339) : notion de contrainte ou de surprise ; (p. 340) : délit d'acte impudique avec un individu mineur du même sexe. **Article 4** (p. 347) : retire l'amendement n° 13 de la commission. **Explications de vote** (p. 352) : vote favorable du groupe RPR. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article premier** (p. 2222) : incrimination criminelle du viol ; (p. 2225) : répression pénale de l'homosexualité ; protection des handicapés et débiles mentaux.

— **Propositions de résolution tendant à modifier les articles 32, 34 et 87 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1110, 1123**). **Première lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Après l'Article 2** (p. 469) : son amendement n° 1 : régime des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires ; adopté. **Titre :** son amendement n° 2 : amendement de conséquence ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 570) : régime juridique actuel faisant du vendeur le débiteur des créanciers de l'acheteur ; volonté de pré-

venir les difficultés des entreprises ; rapprochement des législations des pays partenaires de la communauté. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 572) : fait générateur de l'impôt.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 avril 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 688) : mauvaise utilisation du statut de la société anonyme ; nécessité d'augmenter le capital des sociétés anonymes ; régime fiscal et social du gérant majoritaire de SARL ; (p. 689) : non-retroactivité du nouveau capital social prévu par l'amendement n° 1 rectifié. **Après l'Article 5** (p. 703) : caractère réglementaire du sous-amendement n° 113 de M. Alain Hautecœur à l'amendement n° 13 de la commission.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales** (n° **1683**). **Discussion** [21 mai 1980] (p. 1146) : opposition de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la demande de constitution d'une commission spéciale pour examiner le projet de loi relatif à l'extension des responsabilités des collectivités locales ; possibilité de saisir pour avis plusieurs commissions permanentes.

— **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** (n° **309**). **Troisième lecture. Discussion générale** [23 mai 1980] (p. 1276) : contentieux administratif ; exécution des décisions de la juridiction administrative ; astreintes ; paiement des dettes des condamnations prononcées contre l'administration.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [11 juin 1980] (p. 1759) : rejet de l'exception d'irrecevabilité par la commission des lois ; [12 juin 1980] (p. 1788) : réaction des professions judiciaires ; inadaptation de la loi à la réalité actuelle ; inefficacité du système répressif ; rétablissement de la souveraineté de la loi sort sort des victimes ; sécurité (p. 1789) : effet préventif des peines ; Beccaria ; individualisation des peines ; réinsertion du condamné ; lenteur de la justice ; garanties nouvelles apportée par le texte à la liberté individuelle ; droit syndical ; traité des délits et des peines ; (p. 1790) : tradition républicaine ; maintien de la distinction en matière criminelle entre juridiction d'accusation et juridiction de jugement ; modification de la définition des nouvelles incriminations ; compétence du juge de l'application des peines ; compétence en matière de libération conditionnelle ; procédure de saisine directe en matière correctionnelle ; effet de la répartition volontaire. **Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1918) : commission de réforme du code pénal ; obstruction du groupe socialiste ; (p. 1920) : menaces et extorsion de fonds ; répression du racket. **Article 7** *(suite)* (p. 1932) : effet des circonstances atténuantes sur le quantum de la peine applicable. **Article 8** (p. 1934) : définition des éléments constitutif de la « mini-menace » par l'article 8. **Article 9** (p. 1938) : objet de l'article 9 ; reconnaissance de trois degrés pour les coups et blessures graves [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1977) : sur les rappels au règlement de MM. Hamel, Forni et Ducoloné : utilisation du scrutin public ; rôle de l'article 44, alinéa 3. **Après l'Article 10** (p. 2023) : dispositif législatif de lutte contre le proxénétisme ; (p. 2024) : problème posé par la confiscation immobilière. **Article 11** (p. 2031) : répression du vol. **Article 381 du code pénal** (p. 2032) : retire l'amendement n° 86 de la commission : **Article 382 du code pénal** (p. 2033) : retire l'amendement n° 89 de la commission : rédactionnel. **Après l'Article 12** (p. 2036) : sanctions de la banqueroute ; [21 juin 1981] : **Avant l'Article 7 précédemment réservé ;** (p. 2061) : répression des fausses déclarations applicable seulement aux témoins ayant prêté serment ; absence d'obligation de prêter serment pour les témoins entendus par les commissions d'enquête parlementaires ; immunité. **Article 19** (p. 2065) : individualisation de la peine ; institution de la libération conditionnelle ; caractère d'autorité administrative du juge de l'application des peines dans l'exercice de ses attributions relatives à l'exécution des peines ; recours hiérarchique du procureur de la République. **Après l'Article 20** (p. 2068) : article 64 du code pénal ; création d'établissements psychiatriques spécialisés pour malades criminels ; problème de la surveillance psychiatrique après l'expiration de la peine privative de liberté ; articulation des interventions du juge répressif, du juge de l'application des peines et des juridictions civiles. **Après l'Article 25** (p. 2072) : détermination du nombre d'audiences correctionnelles. **Article 32** (p. 2082) : soutient l'amendement n° 126 de la commission : procédure correctionnelle ; adopté avec modification ; trois procédures de saisine du tribunal correctionnel ; nouvelle procédure remplaçant le flagrant délit ; citation directe ; (p. 2083) : délivrance du mandat de dépôt par un magistrat du siège et non par le procureur de la République ; notion

de flagrance de l'infraction ; pouvoir d'instruction des magistrats du parquet ; (p. 2084) : risques d'erreurs judiciaires. **Avant l'Article 31** (p. 2086) : soutient l'amendement n° 124 de la commission : adoptée. **Article 31** (p. 2086) : soutient l'amendement n° 125 de la commission : adopté. **Article 36** (p. 2088) : soutient l'amendement n° 129 de la commission : nouvelle procédure criminelle ; adopté ; intervention de la chambre d'accusation ; rôle du juge d'instruction ; (p. 2089) : délai de transmission du dossier par le juge d'instruction à la chambre d'accusation ; (p. 2090) : rôle de la chambre d'accusation. **Après l'Article 36** (p. 2091) : soutient l'amendement n° 130 de la commission : retiré. **Après l'Article 37** (p. 2092) : soutient l'amendement n° 131 de la commission : adopté ; soutient les amendements n° 132 et n° 133 de la commission ; retirés. **Avant l'Article 38** (p. 2093) : soutient le sous-amendement n° 493 de la commission à l'amendement n° 444 du Gouvernement ; adopté. **Article 38** : soutient l'amendement n° 134 de la commission ; adopté. **Article 39** (p. 2094) : soutient l'amendement n° 135 rectifié de la commission : devient sans objet. **Article 40** (p. 2096) : soutient l'amendement n° 136 de la commission ; devient sans objet. **Après l'Article 47** (p. 2103) : soutient l'amendement n° 496 de la commission ; devient sans objet. **Après l'Article 55** (p. 2112) : son amendement n° 163 : donner au premier président en matière d'exécution provisoire à l'égard de la décision sur les intérêts civils les mêmes pouvoirs que sur toute autre décision civile ; adopté.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **1735**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Après l'Article 2** (p. 2188) : consultation du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **1817**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi portant validation d'actes administratifs** (n° **1790**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2213) : annulation par le Conseil d'Etat du décret instituant un comité technique paritaire au ministère des universités ; statut des personnels de l'enseignement supérieur ; proposition de loi validant les décrets pris après avis du comité technique paritaire ; (p. 2215) : s'opopse à la question préalable de Mme Colette Privat. **Discussion de l'article unique** (p. 2217) : divergence d'appréciation au sein du Conseil d'Etat siégeant en formation administrative ou en formation contentieuse ; (p. 2219) : constitutionnalité du procédé de la validation.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1865) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la seconde délibération** (n° **1639**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2372) : nécessité de mettre en accord le règlement de l'Assemblée avec la décision du Conseil constitutionnel du 24 décembre 1979 pour la mise en œuvre de l'article 40 de la loi organique relative aux lois de finances ; possibilité de demander une seconde délibération après l'examen des articles de la première partie de la loi de finances ; (p. 2375) : progrès accompli dans le domaine du droit budgétaire ; interprétation de l'article 40 de la loi organique.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° **1636**). **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2460) : modification apportée au texte par le Sénat.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 octobre 1980]. **Article 13** (p. 2533) : caractère réglementaire des mentions contenues dans la lettre de résiliation.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **1938**) **sur la proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités** (n° **951**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [8 octobre 1980] (p. 2612) : proposition de loi tendant à rendre applicable aux conditions et charges apposées à certaines libéralités consenties à une personne de droit privé une procédure de révision réservée jusqu'ici aux libéralités consenties à l'Etat et aux collectivités publiques. **Discussion des articles. Article premier : Article 900-5 du code civil** (p. 2613) : nécessité de maintenir à dix ans le délai au-delà duquel la demande de révision est acceptable ; inutilité d'un régime diférent pour les dons et pour les legs.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **1124**). **Première lecture. Discussion des articles** [8 octobre 1980]. **Article premier** (p. 2611) : délai de prescription de l'action civile. **Article 2** (p. 2611) : caractère de charge publique de la fonction de juré. **Deuxième lecture,** rapporteur suppléant de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4281) : rétablissement par la commission des lois des dispositions supprimées par le Sénat relatives au jury. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4283) : amendement n° 1 de la commission : rétablissement de l'article 2 ; conditions d'autorécusation des jurés ; adopté avec modifications.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3580) : mission parlementaire d'information sur la situation des juridictions ; accroissement catastrophique du nombre des affaires ; lenteur de la justice ; insuffisance numérique des magistrats ; nécessité de déjudiciariser un certain nombre de contentieux.

Industrie. Examen des crédits [13 novembre 1980]. **Après l'Article 43** (p. 3867) : son amendement n° 2 : champ d'application des taxes établies au profit de l'institut national de la propriété industrielle ; adopté.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° **927**). **Deuxième lecture : Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4165, 4166) : s'oppose à la question préalable de M. Gaston Defferre ; article 91 du Règlement ; procédure d'urgence adoptée pour la discussion du projet de loi « sécurité et liberté ».

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2030) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean Foyer, portant modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières** (n° **1651**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4207, 4208) : proposition de loi se situant dans le cadre de la politique économique définie après les élections de mars 1978 ; modification à la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. **Titre II** : modernisation du régime des titres ; étude de M. Pérouse, directeur général de la caisse des dépôts et consignations, portant sur ces valeurs ; protection contre la dépossession des titres au porteur perdus ou volés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4209) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Thomas. **Après l'Article 3** (p. 4210) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Thomas. **Article 8** (p. 4211) : obligations avec bons de souscription d'actions ; protection des droits des actionnaires. **Article 22** (p. 4215) : propositions du rapport Pérouse ; mutation des valeurs mobilières semblable à l'évolution de la monnaie ; la SICOVAM ; application des moyens de l'informatique moderne ; nantissement ; secret des inscriptions en compte. **Article 26** (p. 4216) : est favorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement : nantissement des valeurs mobilières inscrites en compte.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1985**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Article 4** (p. 4293) : souhaite que le groupe socialiste renonce à ses amendements qui tendent à revenir sur un texte adopté par les deux assemblées au printemps de 1980.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Après l'Article premier** (p. 4306) : compétences de la Cour de sûreté de l'Etat.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 23** (p. 4688) : son amendement n° 61 rectifié : donnant toute liberté aux congrégations reconnues pour acquérir des biens immobiliers et pour utiliser à cet effet des ressources qu'elles tirent des legs ou des ventes ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises** (n° **1893**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4847) : s'oppose au sous-amendement n° 22 du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission ; impossibilité pour le rédacteur du bordereau de mentionner tous les accessoires ou toutes les sûretés

de la créance cédée ; nécessité d'en rester à l'indication des sûretés conventionnelles ; réserve de propriété prévue par la loi Dubanchet. **Article 2** (p. 4848) : bordereau constituant un instrument juridique permettant de transférer les créances mais ne changeant pas la nature juridique et le régime de chacune d'entre elles ; (p. 4849) : s'oppose à l'amendement n° 24 du Gouvernement qui introduit une disparité entre le régime de la lettre de change et celui du bordereau ; (p. 4850) : bordereau ne constituant pas une simple lettre de change non aceptée. **Article 5** (p. 4851) : son amendement n° 29 : renvoyant à un décret la définition des formes de la notification de la cession de la créance ; adopté ; nécessité de mettre sur pied un mécanisme utilisable par les entreprises d'affacturage ; subrogation conventionnelle ; utilité des réformes juridiques limitées. **Après l'Article 8** (p. 4854) : approuve l'amendement n° 26 du Gouvernement. **Seconde délibération. Article 2** (p. 4855) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : signature du bordereau par le cédant ; apposition de la date par le cessionnaire ; adopté. **Explication de vote.** (p. 4855) : utilité des réformes limitées ; modification de la frontière entre droit civil et droit commercial ; (p. 4856) : amorce d'une nouvelle distinction entre droit civil et droit professionnel.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux** (n° **2104**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique :** (p. 4843) : s'oppose au deuxième alinéa de l'amendement n° 5 de M. Claude Martin qui risque de décourager la conclusion de baux d'une durée supérieure à neuf ans.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1980]. **Après l'Article 12** (p. 5118) : son amendement n° 31 corrigé : précisant que l'application de la loi ne peut avoir pour effet de faire retomber sous un statut coutumier des terres actuellement soumises au régime civil ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1980] (p. 5142) : nouvelle rédaction de l'article 10 limitant les possibilités d'expropriation. **Discussion des articles. Article 5** (p. 5144) : contentieux des décisions de préemption. **Article 9** (p. 5145) : sens précis dans la jurisprudence administrative de la notion d'intérêt direct ou indirect.

FRANCESCHI (Joseph)

Député du Val-de-Marne
(4e circonscription)
(S).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [*J.O.* du 26 octobre 1978] (p. 3682).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Laurent Fabius tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences de tous ordres qu'entraînerait une conteneurisation du transport des bananes entre les Antilles françaises et la France métropolitaine (n° 1512) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à majorer les **pensions des retraités** exclus du bénéfice

de la **loi n° 71-1132** du 31 décembre 1971 et du **décret n° 72-1229** du 29 décembre 1972 (n° **434**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le taux de la **pension de réversion** attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique en application du code des pensions civiles et militaires de retraite (n° **501**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à porter à 60 % le taux de la **pension de réversion** attribuée au conjoint survivant dans le régime général et les régimes alignés ainsi que dans le régime des professions libérales, le régime agricole et les régimes spéciaux (n° **595**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative au **versemet mensuel des rentes** et des pensions de retraite (n° **847**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative à la réévaluation des **prestations** contributives et non contributives de **vieillesse** (n° **878**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à harmoniser les droits en matière de **pension de retraite** (n° **893**) [5 janvier 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1512) **tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences de tous ordres qu'entraînerait une conteneurisation du transport des bananes entre les Antilles françaises et la France métropolitaine** (n° **1653**) [24 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Education physique et sportive** [5 octobre 1978] (p. 5605, 5606) : nocivité du plan gouvernemental qui transfère les professeurs du supérieur au secondaire et accroît le chômage en instituant des heures supplémentaires obligatoires.

— **Approvisionnement en pétrole et fourniture d'électricité** [20 décembre 1978] (p. 9747) : panne d'électricité du 19 décembre 1978 ; le pétrole manquera-t-il en France à partir de février 1979 ; mesures prises par le Gouvernement pour assurer l'approvisionnement en électricité.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificatives pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2312) : dimensions régionales de la politique du chômage délibérément menée par le Gouvernement ; multiplication des cas sociaux ; augmentation de 5 % du nombre de demandeurs d'emploi entre avril 1977 et avril 1978 ; chiffres plus élevés en Haute-Normandie, en Franche-Comté, dans les pays de Loire, en Basse-Normandie ; pacte national pour l'emploi, prolongement d'une politique à courte vue ; embauche définitive d'une faible minorité de stagiaires ; absence de politique industrielle ; secteurs de l'industrie française menacés par la nouvelle division internationale du travail ; textiles, cuir, chaussure, bois, sidérurgie, électroménager ; (p. 2313) : ses doutes sur les plans de restructuration industrielle du Gouvernement ; pas de politique industrielle sans extension du secteur nationalisé et sans planification démocratique ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1978]. **Article 2** *(suite)* (p. 6078) : soutient son amendement n° 135 : relèvement de la limite des cotisations en deçà de laquelle aucun versement n'est demandé au contribuable gagé par la suppression des possibilités de déduction sur les revenus imposables des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition ou l'entretien de propriétés immobilières ; liens existants dans certains départements entre l'exonération d'impôt sur le revenu et l'octroi d'une carte gratuite de transports ; adopté après modification. **Avant l'Article 4** (p. 6084) : son amendement n° 137 : alignement de l'abattement de 10 % sur les retraites sur l'abattement appliqué aux salariés gagé par la majoration de la taxe sur les contrats d'assurances ; s'élève contre les différences de traitement entre actifs et retraités sur le plan fiscal ; (p. 6085) : promesse fallacieuse faite par M. Robert-André Vivien d'aide à une organisation de retraités sur le plafonnement de la déduction de 10 % ; amendement n° 137 réservé. **Article 4** (p. 6086) : son amendement n° 138 : modification de l'abattement de 10 % appliqué aux retraites ; compétence du président de séance pour réserver son amendement ; amendement n° 138 ; réservé. **Article 33** (p. 6177) : soutient son amendement n° 108 : suppression de l'article 33 ; perte de pouvoir d'achat pour les rentiers viagers s'élevant à 50 % pour les quatre dernières années; insuffisance du relèvement proposé par le Gouvernement. **Avant l'Article 4** *(suite)* (p. 6178) : son amendement n° 137 précédemment réservé : refus de toute discrimination fiscale entre actifs et retraités ;

(p. 6179) : citations de M. Soisson et de Mme Crépy souhaitant une véritable égalité de traitement entre les actifs et les retraités ; amendement n° 137 ; rejeté par scrutin public. **Article 4** *(suite)* (p. 6180) : son amendement n° 138 : application de l'article 4 à l'abattement de 10 % en faveur des retraités ; augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurances ; situation actuelle injuste des retraités modestes ; rejeté.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6674) : réforme de l'aide de l'Etat au logement prévue par la loi du 3 janvier 1977 se traduisant par un net recul de la construction de logements sociaux ; (p. 6675) : désengagement financier de l'Etat par substitution à l'aide à la pierre d'une prétendue aide à la personne ; politique gouvernementale favorisant l'accession à la propriété et sacrifiant le logement locatif ; vote hostile des socialistes sur le budget du logement.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978]. **Rapel au règlement** (p. 7493) : absence du ministre ; (p. 7496) : nécessité de réformer en priorité l'école élémentaire sur laquelle repose tout le système éducatif ; (p. 7497) : nécessité de revaloriser le métier d'enseignant et d'assurer une formation initiale et continue des enseignants ; revalorisation nécessaire de la condition matérielle des instituteurs.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Examen des crédits [15 novembre 1978] (p. 7652) : **Etat B - Titre III. Explications de vote** : vote hostile du groupe socialiste.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7669) : insignifiance du budget des DOM ; pratique illégale consistant à inscrire parmi les crédits d'investissements du FIDOM la subvention d'aide au marché du sucre ; problème de la renégociation des accords de Lomé ; pas d'indemnisation des chômeurs dans les DOM ; caractère excessivement centralisateur du système du secrétariat d'Etat aux DOM ; vote hostile du groupe socialiste. **Examen des crédits** [15 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7690) : vote hostile du groupe socialiste sur les crédits du titre III.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7706) : marasme économique et social des territoires d'outre-mer ; budget de stagnation ; diminution des crédits de paiement ; politique conventionnelle empiétant sur la compétence du Parlement ; vote hostile du groupe socialiste sur le budget. **Examen des crédits** [15 novembre 1978] (p. 7709). **Etat B - Titre III** : vote hostile du groupe socialiste sur le titre III et les autres titres.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7940) : difficultés des retraités de la fonction publique ; (p. 7941) : problème de la mensualisation du paiement des pensions ; demande l'augmentation du taux de la pension de réversion ; demande l'intégration complète dans le traitement soumis à retenue pour pension de l'indemnité de résidence ; problème de la péréquation et de l'application systématique du principe de non-rétroactivité en matière de pension ; (p. 7942) : insuffisance de l'allocation servie au titre du fonds national de solidarité ; vote hostile du groupe socialiste ; pas d'amélioration du pouvoir d'achat des bénéficiaires de l'allocation du fonds national de solidarité. **Examen des crédits** [17 novembre 1978] (p. 7945). **Etat B - Titre IV** : vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 357 du Gouvernement. IV. **Budget. Examen des crédits** [17 novembre 1978] (p. 7963). **Etat B - Titre III** : son amendement n° 335 : suppression des crédits affectés à l'extension de la procédure de mensualisation des pensions de l'Etat en signe de protestation contre la lenteur avec laquelle s'effectue cette extension ; rejeté par scrutin public. **Deuxième délibération** [17 novembre 1978]. **Article 33** (p. 8037) : aspect humain des problèmes des rentes viagères ; s'oppose à la nouvelle rédaction de l'article 33 maintenant l'institution d'un plafond de ressources pour l'application des majorations légales ; refuse l'assimilation des majorations de rentes viagères à des allocations sociales.

— Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage (n° 900). Discussion générale [15 mars 1979] (p. 1676) : donne des exemples de drames vécus par de nombreuses familles de la région parisienne ; (p. 1677) : désespoir de la jeunesse ; apparition d'un chômage structurel en Ile-de-France ; conditions d'une politique de l'emploi en Ile-de-France ; maîtrise foncière et simplification des procédures administratives ; (p. 1678) : aggravation des distorsions entre habitat et emploi dans les villes nouvelles. **Discussion de l'Article unique** [16 mars 1979] (p. 1799) : soutient son amendement n° 1 : confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer le nombre d'emplois qui devraient être créés pour répondre aux besoins des services publics ; difficultés de fonctionnement des services publics faute de personnel ; exemple de l'enseignement et de la santé ;

amendement n° 1 ; rejeté ; (p. 1800) : soutient l'amendement n° 3 de M. Alain Hautecœur : confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'un abaissement de l'âge de la retraite ; rejeté ; (p. 1801).

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 925). **Première lecture. Discussion de sa motion de renvoi en commission** [18 avril 1979] (p. 2707) : dépose une motion de renvoi en commission ; un projet hétéroclite et antidémocratique ; contradiction fondamentale entre l'élimination des listes n'ayant pas obtenu 10 % des suffrages et la représentation proportionnelle qui tend à la formation de partis multiples et indépendants ; atteinte portée au principe d'égalité des suffrages du fait que la barre des 10 % auprait un rôle différent dans les quatre circonscriptions en raison deleur hétérogénéité sociologique ; illégalité du recours à la commission permanente du Conseil d'Etat réservé aux cas d'urgence ; (p. 2708) : incompétence de l'Assemblée nationale pour dissoudre le conseil de gouvernement que l'assemblée territoriale a refusé de censurer ; caractère réglementaire de cette mesure depuis la loi de 1976 ; demande la transformation en subventions des avances consenties par l'Etat à la trésorerie du territoire de Nouvelle-Calédonie ; motion de renvoi en commission rejetée par scrutin public. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2711) : son opposition de l'amendement n° 5 de la commission qui porte de 16 à 19 le nombre des conseillers de la circonscription sur pour donner la majorité à la liste locale RPR. **Article premier** (p. 2712) : son amendement n° 2 : suppression de l'article premier éliminant les listes ayant recueilli moins de 10 % des suffrages exprimés ; rejeté. **Article 2** : son amendement n° 3 de coordination, devenu sans objet. **Article 6** (p. 2716) : son amendement n° 4 : suppression de l'article 6 ; rejeté ; responsabilité de la révocation du conseil de gouvernement antérieurement suspendu appartenant au seul Gouvernement français et non à l'Assemblée nationale. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3352) : divergence entre les deux assemblées du Parlement ; (p. 3353) : droit des populations à décider librement de leurs institutions politiques ; utilisation de la politique de la canonnière à l'égard des peuples d'outre-mer ; vœu des Néo-Calédoniens de se voir reconnaître le droit de se gouverner eux-mêmes ; vote hostile des socialistes sur le texte de la CMP. **Deuxième lecture. Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3549) : surenchère entre les deux groupes de la majorité ; caractère antidémocratique d'une dissolution des organes élus d'un territoire d'outre-mer. **Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Article 2 *bis* (p. 3551)** : soutient son amendement n° 3 : prévoyant que les conventions prévues à l'article 2 *bis* ne peuvent dessaisir les autorités du territoire de leurs compétences ; rejeté ; soutient son amendement n° 4 : publication des conventions prévues à l'article 2 *bis* au *Journal officiel* du territoire ; adopté. **Article 6** (p. 3552) : soutient son amendement n° 5 : supression de l'article 6 ; rejeté par scrutin public ; possibilité pour le Gouvernement de dissoudre le conseil de gouvernement de Nouvelle-Calédonie par décret en Conseil des ministres ; vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 2 de la commission ; risque de graves répercussions en Nouvelle-Calédonie en cas de dissolution de l'assemblée territoriale ; souhaite savoir si le Président de la République envisage de se rendre en Nouvelle-Calédonie pendant l'été 1979. **Troisième lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3709) : compétence du Gouvernement pour dissoudre le conseil de gouvernement et l'assemblée territoriale ; (p. 3710) : motifs politiques de l'attitude du Gouvernement cherchant à obtenir la dissolution de l'assemblée territoriale par une loi ; pas d'information réelle du Parlement sur la situation en Nouvelle-Calédonie ; propose au nom du groupe socialiste une motion de renvoi en commission ; demande l'envoi d'une délégation de la commission des lois en Nouvelle-Calédonie ; (p. 3713) : demande un scrutin public sur sa motion de renvoi en commission ; problème du vote des députés non inscrits absents en séance ; motion de renvoi en commission rejetée. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6** (p. 3715) : tractations obscures de la majorité et du Gouvernement au Sénat et à l'Assemblée nationale ; élargissement excessif des conditions de dissolution de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement, contraire à l'esprit du statut de la Nouvelle-Calédonie et incompatible avec la dissolution immédiate adoptée par l'Assemblée nationale ; annulation probable par le Conseil d'Etat de l'arrêté de suspension du conseil de gouvernement ; risque de désordres civils en Nouvelle-Calédonie en cas d'adoption du projet de loi ; (p. 3716) : son intention de saisir le Conseil constitutionnel de la présente loi ; **sur le rappel au règlement de M. Maurice Pourchon** (p. 3717) : affirme n'avoir jamais tenu de propos insultants à l'égard du secrétaire d'Etat ; volonté du Sénat en donnant des moyens réglementaires supplémentaires au Gouvernement d'obtenir la non-dissolution de l'assemblée territoriale par la voie législative ; (p. 3718) : estime qu'il

aurait fallu transmettre pour avis à l'assemblée territoriale l'amendement de la commission à l'article 6.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **924**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4442) : intervient au nom de M. Alain Vivien ; projet sous-tendu par une conception inspirée du néo-colonialisme moderne ; regrette que le projet n'ait pas été soumis à l'assemblée territoriale de Polynésie ; (p. 4443) : vote hostile du groupe socialiste. **Explications de vote** [30 mai 1979] (p. 4451) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **923**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4452) : projet portant atteinte aux compétences statutaires du territoire de Nouvelle-Calédonie et à la spécificité des populations mélanésiennes ; pas de consultation de l'assemblée territoriale ; projet négligeant l'existence des collectivités mélanésiennes créées antérieurement aux communes ; absence de statut des personnels municipaux en Nouvelle-Calédonie. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Après l'Article 13** (p. 4457) : soutient son amendement n° 22 : maintien des droits acquis des populations mélanésiennes en matière de terre et de droit personnel ; rejeté. **Après l'Article 16** : soutient son amendement n° 23 : sauvegarde des attributions statutaires de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement de Nouvelle-Calédonie ; rejeté. **Explication de vote** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 3** (p. 8416) : son amendement n° 60 : égalité fiscale entre les salaires et les pensions gagée par une augmentation de l'imposition forfaitaire des personnes morales ; caractère de salaire différé de la retraite ; rejeté ; (p. 8417) : dépose un sous-amendement à son amendement n° 60 pour gager les mesures de l'amendement n° 60 par une augmentation des droits de timbre ; rejeté. **Rappel au règlement** (p. 8418) : l'amendement n° 8 n'est que la reprise d'une proposition socialiste par la majorité ; (p. 8419) : son amendement n° 61 : augmentation du plafond de l'abattement de 10 % ; retiré ; [20 octobre 1979] : **Article 24** (p. 8660) : son amendement n° 86 de suppression de l'article 24 ; rejeté par scrutin public ; nécessité d'assurer le maintien du pouvoir d'achat des rentiers viagers par une indexation sur le coût de la vie ; cite les engagements pris par M. Giscard d'Estaing durant sa campagne électorale.

Deuxième partie :

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8745) : dégradation du système éducatif français ; nécessité de revaloriser le métier d'instituteur ; approuve la nouvelle formation des instituteurs sur trois ans ; problème de la formation continue des instituteurs ; nécessité de revaloriser la condition matérielle des instituteurs ; situation des écoles maternelles victimes de la baisse démographique ; diminution du nombre de postes d'instituteurs prévu par le budget ; (p. 8746) : insuffisance des salaires des professeurs de l'enseignement secondaire ; besoin impératif de 480 millions de francs pour les équipements scolaires du second degré dans la région parisienne.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9194) : insuffisante croissance des crédits pour les logements neufs ; (p. 9195) : absence de politique de la construction et désengagement de l'Etat ; diminution de l'aide à la pierre ; inégalité du montant de l'allocation mensuelle de l'aide personnalisée ; accroissement de la charge des personnes seules et des familles nombreuses en raison des modalités d'attribution de l'APL ; inadaptation des plafonds de ressources pour les prêts d'accession à la propriété ; raréfaction des crédits d'amélioration de l'habitat locatif ancien.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9268) : augmentation très faible des dépenses civiles affectées aux DOM ; régression des autorisations de programme et des crédits de paiement sauf pour la Guyane ; échec de la conférence interrégionale tenue aux Antilles en 1979 ; manifestations dans les DOM ; non-application des lois sociales françaises ; exemple de l'allocation chômage ; politique gouvernementale électoraliste, autoritaire et affairiste ; pas de réforme politique ou administrative ; mépris vis-à-vis des collectivités locales d'outre-mer. **Examen des crédits** [31 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9260) : impossibilité pour un rapporteur de retirer un amendement adopté par la commission ; propose que soient créés trois postes supplémentaires de conseillers administratifs pour améliorer le fonctionnement des tribunaux administratifs outre-mer.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9244) : faible taux de progression du budget ; importance des créa-

tions d'emplois en faveur des personnels militaires ; diminution des crédits pour la Nouvelle-Calédonie ; (p. 9245) : maintien de la spoliation des Canaques en Nouvelle-Calédonie ; existence de tensions explosives dans ce territoire démontrée par la démission du conseil de gouvernement de Polynésie ; développement des mouvements pour l'indépendance.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9489) : situation des personnels de la gendarmerie ; retard pris dans les créations de postes.

Economie et budget. — IV. Budget. Examen des crédits [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9832) : soutient son amendement n° 456 : réduction de crédits en signe de la volonté du Parlement de voir aboutir la mensualisation des pensions ; adopté par scrutin public ; (p. 9833) : rappelle que de très nombreux députés de la majorité ont réclamé la mensualisation des pensions.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9838) : situation des retraités civils et militaires de la fonction publique ; demande leur participation à la concertation annuelle entre le Gouvernement et les fonctionnaires ; problème crucial du minimum de pension ; (p. 9839) : revendication des retraités : augmentation du minimum de pensions et du montant de la pension de réversion ; nécessité de poursuivre l'intégration dans le traitement soumis à retenue pour pension de l'indemnité de résidence ; problème de l'égalité fiscale entre les retraites et les salaires.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9932) : demande le financement d'un commissariat pour l'année 1981 dans la zone de rénovation urbaine Salvador Allende ; (p. 9933) : prorogation du régime transitoire régissant les tribunaux administratifs d'outre-mer ; nécessité d'appliquer le droit commun aux tribunaux administratifs d'outre-mer.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 59** (p. 10256) : article 59 aboutissant à interdire la pratique des pactes tontiniers ; remise en cause d'un principe du droit français en matière de mutation et suppression d'une forme originale d'acquisition de biens en commun pour les particuliers ; (p. 10257) : accepte de limiter à deux le nombre des personnes intéressées par le pacte tontinier.

— **Discussion commune des motions de censure déposées sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Henry Canacos et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 52 de ses collègues** [22 décembre 1979] (p. 12512) : quatrième engagement de responsabilité en quatre semaines pour le Gouvernement ; cite des déclarations de M. Michel Debré sur la nécessité de réserver l'usage de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution aux circonstances les plus graves ; estime que le Gouvernement n'a plus de majorité ; (p. 12513) : caractère dérisoire du projet sur le financement de la sécurité sociale au regard des problèmes financiers à résoudre ; injustice de la cotisation d'assurance-maladie imposée aux retraités contrairement aux promesses de M. Giscard d'Estaing ; (p. 12514) : critique l'attitude du RPR.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 129) : agriculture dans les départements d'outre-mer ; cyclones *David, Frédéric* et *Hyacinthe* ; mise en valeur agricole de type colonial ; (p. 130) : chômage dans les départements d'outre-mer ; exode agricole ; prix des produits agricoles des départements d'outre-mer ; monoculture ; concurrence des pays ACP ; quotas sucriers européens; (p. 131) : lycées agricoles outre-mer ; réforme agraire dans les DOM. **Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 33** (p. 285) : application des lois de métropole aux départements d'outre-mer ; nécessité d'appliquer les délais de l'article 33 aux DOM ; longueur de parution des décrets d'application.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n°s **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Article premier** (p. 340) : répression de l'homosexualité ; régime de Vichy. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article premier** (p. 2224) : répression pénale de l'homosexualité ; (p. 2225) : protection des handicapés et débiles mentaux.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 764) : atteinte aux droits de l'homme dans les territoires d'outre-mer ; (p. 765) : dualité de la justice dans les territoires d'outre-mer ; séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement ; Conseil constitutionnel ; assignation à résidence ; (p. 766) : libération conditionnelle ; Conseil constitutionnel. **Discussion des articles. Article 2** (p. 769) : son amendement n° 43 : représentation du ministère public auprès de chaque juridiction répressive ; rejeté ; (p. 770) : son amendement n° 44 : suppression des dispositions permettant aux juges de juger les affaires qu'ils auraient instruites ; rejeté ; (p. 771) :

son amendement n° 45 : amendement de conséquence ; rejeté. **Article 3** (p. 771) : son amendement n° 48 : assignation à résidence ou garde à vue ; rejeté. **Article 4** (p. 773) : son amendement n° 46 rectifié : désignation du conseil par le magistrat dans le cas où il n'existe pas d'avocat ; devient sans objet. **Article 5** (p. 775) : nombre minimum de jurés requis pour l'établissement de la liste du jury criminel. **Article 6** (p. 777) : son amendement n° 47 : suppression de la disposition instituant un juge unique en matière correctionnelle ; rejeté. **Explications de vote** (p. 784) : vote hostile du groupe socialiste ; saisine du Conseil constitutionnel. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2423) : conditions d'examen du projet ; atteintes aux droits de l'homme ; discrimination avec les peuples d'outre-mer. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2425) : son amendement n° 3 : suppression d'une disposition prévoyant la confusion des fonctions de magistrat du siège et de magistrat du parquet ; rejeté ; son amendement n° 4 : supprimant les dispositions prévoyant la confusion des fonctions de juge d'instruction et de juge d'instance ; rejeté ; (p. 2426) : son amendement n° 5 : confusion des magistrats du siège et du parquet ; rejeté ; son amendement n° 6 : supprimant la possibilité de dessaisir le juge d'instruction qui aura instruit une affaire ; rejeté. **Article 3** : son amendement n° 7 : suppression de l'article 3 ; rejeté ; assignation à résidence. **Article 4** (p. 2427) : son amendement n° 8 : désignation de l'avocat ; rejeté ; (p. 2428) : son amendement n° 9 : choix de l'avocat en l'absence de conseil de l'ordre ; rejeté ; son amendement n° 10 : choix du défenseur par l'inculpé lui-même ; rejeté ; son amendement n° 11 : supprimant la disposition permettant au juge forain d'annuler d'office tout acte d'instruction qui lui paraît entaché de nullité ; rejeté ; son amendement n° 12 : supprimant la possibilité d'une transmission directe au greffe par le juge ; rejeté ; son amendement n° 13 : supprimant la possibilité de clôture de l'instruction par le juge d'instruction de Papeete ; rejeté. **Article 5** (p. 2429) : son amendement n° 14 : supprimant la disposition selon laquelle sont incapables d'être jurés ceux qui sont placés dans un établissement d'aliénés en vertu de la réglementation territoriale ; retiré ; son amendement n° 15 : suppression de l'incompatibilité des fonctions de juré avec celles de membre de conseil de contentieux administratif et d'assesseur d'un tribunal du travail ; retiré. **Article 6** : son amendement n° 16 : juge unique en matière correctionnelle ; rejeté ; décision du 23 juillet 1975 du conseil constitutionnel ; (p. 2430) : son amendement n° 17 : confusion entre le siège et le parquet ; rejeté. **Article 13** *bis* : application des articles relatifs à la cour de sûrcté de l'Etat dans les TOM. **Explications de vote** (p. 2431) : vote hostile du groupe socialiste et saisine du conseil constitutionnel. **Rappel au règlement** [20 mai 1980] (p. 1093) : ordre du jour ; débat sur les départements et territoires d'outre-mer.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1158) : situation des DOM-TOM ; concurrence des pays ACP ; problèmes du rhum et de la banane ; clauses de sauvegarde ; intervention des organismes financiers de la communauté dans les DOM.

— **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** (n° **309**). **Troisième lecture. Discussion des articles** [23 mai 1980]. **Article premier A** (p. 1277) : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 5 du Gouvernement : possibilité pour une collectivité locale de pourvoir aux ressources nécessaires par application de l'article L 235-5 du code des communes prévoyant des subventions exceptionnelles ; rejeté ; (p. 1278) : tutelle administrative.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1659) : développement économique et structures coloniales ; échec de la politique gouvernementale outre-mer ; hypertrophie du secteur tertiaire ; (p. 1660) : déficit commercial ; dépendance des capitaux publics ; chômage ; niveau de vie ; inégalités sociales ; problème de l'habitat ; salaire minimum inter-professionnel de croissance ; agitation dans les DOM et répression ; revendications culturelles des DOM ; (p. 1661) : causes historiques du sous-développement et colonisation ; (p. 1662) : création d'emplois ; réforme agraire et développement des industries ; pêche ; banque de développement ; sens de la départementalisation ; autodétermination des peuples d'outre-mer.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **1735**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2185) : échec de la départementalisation ; difficultés économiques et sociales de Saint-Pierre-et-Miquelon ; mode d'élection pour l'élection du conseil

général ; découpage cantonal ; (p. 2186) : non-consultation de l'assemblée départementale. **Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Après l'Article 2** (p. 2187) : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 2 de la commission : consultation du conseil général ; rejeté ; (p. 2188) : reprend l'amendement n° 2 de la commission : dépôt, par le Gouvernement, d'un projet de loi instituant pour l'élection du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon un mode de scrutin adapté ; rejeté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Troisième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2195) : refus de l'élection pour la désignation des membres de la commission d'avancement ; (p. 2196) : remplacement des magistrats et création d'un corps de magistrats volants ; projet sécurité et liberté ; recrutement latéral ; concours exceptionnels.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Discussion. Commission mixte paritaire. Explications de vote** [27 juin 1980] (p. 2439) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Après l'Article 8** (p. 2926) : soutient l'amendement n° 45 de M. Laurent Fabius : seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun ; rejeté ; soutient l'amendement n° 46 de M. Louis Darinot : seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun ; rejeté. **Article 10** (p. 2928) : son amendement n° 180 de suppression de l'article 10 en vue d'obtenir l'indexation des rentes viagères, l'article 40 de la Constitution interdisant de proposer un relèvement du taux des rentes viagères ; rejeté par scrutin public.

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [23 octobre 1980]. **Article 15** (p. 3066) : son amendement n° 66 : suppression des crédits relatifs à la création d'une brigade de gendarmerie destinée à la protection de la tour de la délégation générale pour l'armement ; rejeté.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3116) : démocratisation du collège unique ; choix entre la sélection et la démocratisation.

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3214) : diminution de la part des DOM dans le budget de l'Etat ; (p. 3215) : augmentation du chômage ; inégalité entre les DOM et la métropole en matière de législation sociale ; dépendance économique ; déficit commercial ; refus du dialogue et manifestations de violence ; proposition de loi socialiste sur l'organisation des DOM.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3200) : financement de la construction du commissariat de police d'Alfortville.

Départements et territoires d'outre-mer. — I. Section commune. — III. Territoires d'outre-mer. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3298) : situation en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie ; critique de la politique d'assistance du Gouvernement et de l'utilisation des fonds du FIDES ; mise en place d'un exécutif local élu ; mettre un terme aux essais nucléaires en Polynésie.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3338) : dégradation des moyens octroyés au logement social ; dérapage des coûts de la construction ; encadrement financier autoritaire de la construction de parkings souterrains dans le secteur locatif ; (p. 3339) : désengagement financier de l'Etat à l'égard de la construction ; réforme en cours des sociétés d'économie mixte de construction instaurant un encadrement financier de leurs programmes en accession à la propriété.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3417) : revendications des retraités civils et militaires ; (p. 3418) : mensualisation des pensions ; nécessité d'augmenter le taux de la pension de réversion ; évolution du minimum vieillesse ; souhaite l'abrogation des mesures visant à prélever une cotisation maladie sur les retraites ; non-rétroactivité des textes en matière de pensions.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget. Examen des crédits [3 novembre 1980]. Economie et budget. — IV. Budget. **Titre III** (p. 3466) : son amendement n° 43 : suppression des crédits relatifs à la mensualisation des pensions ; rejeté par scrutin public ; mensualisation de moins de la moitié des pensions en 1981.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** (n° **2016**). **Première lecture.**

Discussion générale [20 novembre 1980] (p. 4235) : extension des lois sociales demandée depuis trente-quatre ans par les DOM ; création d'une appellation contrôlée du rhum agricole ; consultation des conseils généraux des DOM ; impact du projet sur le marché intérieur ; définition du rhum au niveau européen « produit de distillation de la canne à sucre sur les lieux de récolte » ; augmentation des droits indirects sur le rhum. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4236) : son amendement n° 1 : avis des conseils généraux des DOM sur les décrets pris pour l'application de cette loi ; rectifié (p. 4238) et rejeté (p. 4238) ; mesures d'application résultant du régime législatif des DOM.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1985**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4288) : pas d'examen du fond du projet par le Conseil constitutionnel ; nouveau projet restant aussi inconstitutionnel que le premier ; projet ne respectant pas la séparation de la poursuite, de l'instruction, et du jugement ; (p. 4289) : atteinte aux droits de la défense ; désignation par le magistrat de la personne chargée d'assister le prévenu ; volonté du groupe socialiste de saisir à nouveau le Conseil constitutionnel. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4290) : son amendement n° 1 : représentation du ministère public auprès de chaque juridiction répressive ; rejeté par scrutin public ; (p. 4291) : son amendement n° 2 : suppression des dispositions permettant aux juges de juger des affaires qu'ils auront instruites ; rejeté par scrutin public ; (p. 4292) : son amendement n° 3 : amendement de conséquence ; devient sans objet ; son amendement n° 4 : amendement de conséquence ; devient sans objet. **Article 3** : son amendement n° 5 : suppression de l'article 3 ; rejeté. **Article 4** (p. 4293) : son amendement n° 6 : suppression de la disposition prévoyant que le greffier peut être désigné comme interprète pour l'une des langues en usage dans le territoire ; rejeté ; son amendement n° 7 : désignation de l'avocat ; rejeté ; (p. 4294) : ses amendement n^{os} 8 et 9 : amendements de coordination ; deviennent sans objet ; son amendement n° 10 : suppression de la possibilité pour le juge forain d'annuler d'office tout acte d'instruction qui lui apparaît entaché de nullité ; rejeté ; ses amendements n^{os} 11, 12, 13, 14 et 15 : amendements de conséquence ; deviennent sans objet ; (p. 4295) : son amendement n° 16 : mode de désignation des magistrats de la chambre d'accusation ; rejeté. **Article 5** : son amendement n° 17 : conditions de tenue des assises ; rejeté ; son amendement n° 18 : interdisant à la réglementation territoriale de fixer le régime de l'internement d'office des aliénés ; rejeté ; son amendement n° 19 : nombre minimum de jurés requis pour l'établissement de la liste du jury criminel ; rejeté ; (p. 4296) : ses amendements n^{os} 20 et 21 : amendements de conséquence ; deviennent sans objet. **Article 6** : son amendement n° 22 : supprimant les dispositions instituant un juge unique en matière correctionnelle dans les TOM ; rejeté ; (p. 4297) : son amendement n° 23 : amendement de conséquence ; devient sans objet ; son amendement n° 24 : supprimant la disposition permettant au prévenu cité dans une île où il ne réside pas de demander à être jugé en son absence ; rejeté ; ses amendements n^{os} 25 et 26 : amendements de conséquence ; deviennent sans objet. **Article 7** : son amendement n° 27 : supprimant la disposition définissant une composition de juridiction différente selon le lieu du jugement ; rejeté. **Article 8** (p. 4298) : son amendement n° 28 : délai minimum entre le jour où la citation est délivrée et le jour fixé pour la comparution devant le tribunal ; rejeté. **Avant l'Article 14** : son amendement n° 29 : rendant inapplicables dans les TOM les dispositions concernant la Cour de sûreté de l'Etat ; rejeté. **Article 17** (p. 4299) : son amendement n° 30 : non-application de la contrainte par corps dans les TOM ; rejeté. **Article 19** : son amendement n° 31 : suppression de l'article 19 ; rejeté. **Article 27** (p. 4300) : son amendement n° 32 : publication identique dans le *Journal officiel* de la République française et dans les journaux officiels des territoires d'outre-mer du texte du code de procédure pénale ; rejeté ; estime que la publication d'un texte de loi n'a pas à faire l'objet d'un décret en Conseil d'Etat.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4302) : urgente nécessité d'une mise à jour du code pénal dans les TOM ; (p. 4303) : pouvoirs excessifs du haut-commissaire en matière d'interdiction de séjour ; projet confiant aux juges de droit commun les fonctions de juges d'enfants ; introduction d'un juge unique pour l'enfance délinquante ; compétences de la Cour de sûreté de l'Etat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4304) : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 1 de la commission : non-application aux TOM des dispositions relatives à la peine de mort ; rejeté ; vote du Parlement européen sur l'abolition de la peine de mort ; (p. 4305) : son sous-amendement n° 15 rectifié à l'amendement n° 1 de la commission : non-application dans les TOM de l'article 226 du code

pénal relatif au respect dû aux décisions de justice ; rejeté ; son amendement n° 13 : suppression des dispositions relatives à l'interdiction de séjour ; devient sans objet ; son amendement n° 14 rectifié : modalités d'application dans les TOM de l'article 88 du code pénal ; devient sans objet. **Après l'Article premier** (p. 4306) : son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 2 de la commission : suppression des dispositions relatives à l'interdiction de séjour ; rejeté ; son sous-amendement n° 14 rectifié à l'amendement n° 2 de la commission : modalités d'application dans les TOM de l'article 88 du code pénal ; rejeté ; compétences de la Cour de sûreté de l'Etat ; (p. 4314) : son amendement n° 16 : constitution dans les TOM de la chambre spéciale de la cour d'appel pour les mineurs ; rejeté. **Article 5** (p. 4315) : son amendement n° 17 : présence obligatoire d'assesseurs aux audiences foraines et en sections ; adopté ; (p. 4316) : son amendement n° 18 : suppression des dispositions tendant à supprimer l'existence d'un juge des enfants ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 4317) : son amendement n° 19 : déplacement obligatoire et non plus facultatif de la Cour de sûreté de l'Etat en cas de poursuite contre un résident des TOM ; rejeté ; son amendement n° 20 : application des lois et règlements en vigueur en métropole en cas d'inexistence des réglementations territoriales nécessaires à l'application de la loi ; réservé, puis rectifié et rejeté. **Explications de vote** (p. 4319) : décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 ; principes fondamentaux de l'organisation judiciaire ; dispositions inconstitutionnelles du projet.

— **Rappel au règlement** [2 décembre 1980] (p. 4549) : ordre du jour de l'Assemblée ; non-inscription de trois propositions de loi du groupe socialiste en faveur du troisième âge.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5077) : accaparement des terres des Mélanésiens pendant la colonisation ; réforme foncière ne se posant pas en termes économiques ; caractère sacré de la relation des Mélanésiens avec leurs terres ; (p. 5078) : possibilité d'une société multiraciale en Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'élaborer un nouveau droit foncier tenant compte du droit civil et des règles coutumières ; projet limité à un réaménagement rural ignorant la conception mélanésienne de la terre ; risques courus pour la paix civile en Nouvelle-Calédonie. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1980] (p. 5136) : vote hostile du groupe socialiste ; refus de la restitution aux Mélanésiens des terres dont ils ont été spoliés.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2153) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social** (n° **1413**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5069) : proteste contre les conditions d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi ; approuve le principe de la création d'un comité économique et social en Nouvelle-Calédonie ; texte oubliant les communautés mélanésiennes et les communes. **Discussion des articles. Article premier : Article 59** *ter* **de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5071) : volonté de voir respecter la représentation des organisations coutumières mélanésiennes. **Explications de vote** (p. 5072) : texte n'apportant rien de nouveau ; rejet des amendements socialistes ; vote hostile du groupe socialiste.

FRANÇOIS-PONCET (Jean)

Ministre des affaires étrangères.

NOMINATIONS

Ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Barre), décret du 29 novembre 1978 [*J.O.* du 30 novembre 1978] (p. 3983).

Fin de ses fonctions de ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Barre), décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** autorisant l'adhésion de la **République française** au **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels** ouvert à la signature le 19 décembre 1966 (n° **787**) [13 décembre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'adhésion de la **République française** au **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** ouvert à la signature le 19 décembre 1966 (n° **788**) [13 décembre 1978].

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne** (n° **800**) [15 décembre 1978].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique**

en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juillet 1967, modifiée par l'avenant du 14 octobre 1970, ensemble un échange de lettres, signé à Washington le 24 novembre 1978 (n° **894**) [14 mars 1979].

— **Projet de loi** portant autorisation d'**approbation de l'accord franco-espagnol relatif à la construction d'un nouveau tracé de la section frontalière des routes N 152 (Espagne) et CD 68 (France) de Puigcerda à Llivia avec passage supérieur sur la RN 20 (France)** et la voie ferrée Villefranche-de-Conflent - Latour-de-Carol (France), signé à Madrid le 9 juin 1978 (n° **895**) [14 mars 1979].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale,** ensemble un protocole signé à La Valette le 25 juillet 1977 (n° **896**) [14 mars 1979].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de la convention de coopération technique en matière de formation du personnel de l'administration militaire malienne** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali signée à Bamako le 14 octobre 1977 (n° **898**) [14 mars 1979].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification du protocole signé à Montréal le 30 septembre 1977 et concernant un amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale,** signée à Chicago le 7 décembre 1944 (n° **899**) [14 mars 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la **République française** et le **Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne,** signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978 (n° **931**) [4 avril 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes** faite à Londres le 19 novembre 1976 (n° **932**) [4 avril 1979].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux** (n° **933**) [4 avril 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger,** ensemble deux annexes, signé à Niamey le 19 février 1977 (n° **963**) [10 avril 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un échange de lettres,** signé à Niamey le 19 février 1977 (n° **964**) [10 avril 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention de coopération en matière judiciaire entre la République française et la République du Niger,** signée à Niamey le 19 février 1977 (n° **965**) [10 avril 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger,** ensemble un protocole annexe et quatre échanges de lettres, signés à Niamey le 19 février 1977, ainsi que l'échange de lettres en date du 4 mars 1978 relatif au protocole annexe (n° **966**) [10 avril 1979] [additif du 11 avril 1979].

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1036**) [3 mai 1979].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978** (n° **1139**) [19 juin 1979].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation du protocole de la convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et l'adhésion au protocole de la convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faits à Londres le 19 novembre 1976** (n° **1140**) [19 juin 1979].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique du Soudan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Paris le 31 juillet 1978** (n° **1283**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi** autorisant **la ratification de l'accord entre la France et le Canada sur l'extradition, signé à Ottawa, le 9 février 1979** (n° **1284**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978** (n° **1285**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de faillite, signée à Vienne, le 27 février 1979** (n° **1286**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou accidents graves, signée à Paris, le 3 février 1977** (n° **1287**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington, le 24 novembre 1978** (n° **1334**) [10 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger sur la sécurité sociale du 28 mars 1973, signé à Niamey, le 26 janvier 1977** (n° **1335**) [10 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation des personnes, signée à Niamey, le l'échange de lettres, signés à Niamey, le 27 juin 1978** (n° **1336**) [10 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'exonération réciproque des impôts et taxes dus par les entreprises de navigation aérienne, signé à Paris, le 23 janvier 1979** (n° **1337**) [10 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles portant cinquième prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention d'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971, ouvert à la signature à Washington du 25 avril au 16 mai 1979** (n° **1338**) [10 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**) [10 octobre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris, le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour** (n° **1474**) [10 décembre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris, le 1er février 1978** (n° **1475**) [10 décembre 1979].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles, le 20 novembre 1979** (n° **1476**) [10 décembre 1979].

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**) [19 décembre 1979].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,** ensemble un échange de lettres, signée à Paris le 23 mars 1979 (n° **1577**) [25 février 1980].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative aux concours en personnel apportés par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores,** ensemble quatre annexes et deux protocoles, signés à Paris le 10 novembre 1978 (n° **1578**) [25 février 1980].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avennnt à la convention générale de sécurité sociale du 22 juillet 1965 entre le**

Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Paris le 30 juin 1977 (n° **1592**) [27 février 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest** relatif à **l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français** (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979 (n° **1593**) [27 février 1980].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de la convention du 8 juin 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco,** relative à **l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation** et de l'échange de lettres afférent à cette convention (n° **1594**) [27 février 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre la **France** et le **Canada** sur la **sécurité sociale,** ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec signée le 12 février 1979 (n° **1637**) [10 avril 1980].

— **Déclaration** sur la politique étrangère (n° **1642**) [17 avril 1980].

— **Déclaration du Gouvernement sur les conclusions du Conseil européen de Luxembourg** (n° **1675**) [30 avril 1980].

— **Déclaration du Gouvernement** sur la **rencontre de Varsovie** (n° **1723**) [21 mai 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la **société EURODIF** (n° **1736**) [23 mai 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores** (n° **1737**) [23 mai 1980].

— **Déclaration du Gouvernement** sur l'accord réalisé le 30 mai au sein du **Conseil des communautés européennes** (n° **1774**) [4 juin 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'**enseignement de sciences et de cultures** entre la **République française et la République du Niger,** ensemble deux échanges de lettres (n° **1786**) [11 juin 1980].

— **Projet de loi** autorisant la ratification des protocoles additionnels n°s 2 et 3 à la **convention révisée pour la navigation du Rhin** et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2 (n° **1787**) [11 juin 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord international pour la mise en place d'un **réseau européen expérimental de stations océaniques** (n° **1796**) [11 juin 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des **représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'organisation de coopération et de développement** économique en France, ensemble un échange de lettres (n° **1797**) [11 juin 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'accord particulier de **coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice,** ensemble un échange de lettres (n° **1798**) [11 juin 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention internationale du travail** n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (n° **1921**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République d'Indonésie** tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'**impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1922**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord de **coopération** économique, technique, scientifique et culturelle entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la République de **Guinée équatoriale** (n° **1923**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention d'établissement et d'une convention relative à la **circulation des personnes,** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la

République du Mali (n° **1924**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Cap-Vert** sur la sécurité sociale, ensemble un **protocole général** (n° **1927**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention de **sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume de Suède** (ensemble un protocole) (n° **1928**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur le **transport de marchandises par mer** (n° **1929**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** sur la **sécurité sociale** (ensemble cinq protocoles) (n° **1930**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République argentine** en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'**impôts sur le revenu et la fortune** (ensemble un protocole) (n° **1931**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'adhésion de la République française à la **Banque africaine de développement** (n° **2023**) [4 novembre 1980].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'un avenant à la convention sur la **sécurité sociale** du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **Principauté de Monaco** (n° **2255**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la **République française** et la **République démocratique allemande** (n° **2256**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Mali** sur la **sécurité sociale** (n° **2257**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention sur la **conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique** (n° **2258**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de l'**île Maurice** tendant à éviter les doubles impositions en matière d'**impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **2259**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire de Pologne** relatif aux instituts français en Pologne et aux instituts polonais en France (n° **2260**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle** en matière de **douane** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République d'Autriche** (n° **2261**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume de Norvège** en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'**impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **2262**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République démocratique allemande** relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de **coopération culturelle conclu** entre eux (n° **2263**) [2 avril 1981].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Guy Ducoloné : Imprescriptibilité des crimes de guerre** [6 décembre 1978] (p. 8883) : difficultés soulevées en France par l'éventuelle ratification de cette convention ; attachement du Gouvernement au principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre.

— **M. Michel Debré : Avenir du traité d'Euratom** [4 avril 1979] (p. 2215) : amorce par le Gouvernement du processus de modification du traité.

— **M. Georges Hage : Rencontres sportives entre la France et l'Afrique du Sud** [11 avril 1979] (p. 2528) : le Gouvernement juge inopportune la tournée en France d'équipes sportives sud-africaines, ne manquera pas de faire connaître sa position aux fédérations

sportives concernées et attirera leur attention sur leurs responsabilités.

— **M. Jean-Guy Branger : Situation au Sud-Liban** [18 avril 1979] (p. 2699) : politique française : maintenir indépendance, unité et intégrité du Liban ; déploiement des forces libanaises dans la zone troublée ; le Gouvernement français souhaite leur succès et persévérera dans l'action qu'il conduit en faveur du Liban.

— **M. Abel Thomas : Situation au Proche-Orient** [9 mai 1979] (p. 3545) : le rôle de la France au Proche-Orient : rappeler qu'il n'y aura de paix durable que si les Arabes retrouvent leurs territoires occupés, si Israël voit sa sécurité assurée et si le peuple palestinien trouve une patrie à laquelle il a droit.

— **M. Jean-Paul Fuchs : Situation des réfugiés vietnamiens** [16 mai 1979] (p. 3851) : accueil par la France de plus de 50.000 réfugiés depuis mai 1975 ; conférence des Nations unies à Genève ; réunion de Djakarta pour examiner la possibilité d'un centre de transit international dans une île au large de la Malaisie ; comité « un bateau pour le Vietnam » ; navire-hôpital « L'Ile de Lumière » battant pavillon français.

— **M. Michel Barnier : Respect des droits de l'homme dans le monde** [16 mai 1979] (p. 3852) : devoir de la France : aider les Etats à accéder à un niveau de développement qui leur permettra d'assurer l'épanouissement de la personne humaine dans le plein respect de ses droits fondamentaux ; témoignages contradictoires sur les assassinats dans l'empire centrafricain.

— **M. André Lajoinie : Déclaration d'un porte-parole du département d'Etat à l'égard du parti communiste français** [16 mai 1979] (p. 3853) : déplore tout commentaire d'un fonctionnaire étranger sur la vie politique d'un autre pays, mais le porte-parole du département d'Etat américain ne faisait que constater la rupture entre partis communiste et socialise français.

— **M. Louis Mexandeau : Situation à Bangui** [23 mai 1979] (p. 4126) : envoi à Bangui d'une commission d'enquête composée de magistrats de divers pays africains pour établir la réalité des faits ; dans l'attente du rapport de cette commission, suspension de l'aide militaire française à l'empire centrafricain.

— **Mme Marie-Thérèse Goutmann: Traité d'adhésion de la Grèce à la CEE** [23 mai 1979] (p. 4128) : débat du 15 décembre sur l'élargissement de la Communauté européenne à la Grèce, l'Espagne et le Portugal ; compétences du Président de la République et du Parlement.

— **M. Alain Léger : Assassinat d'enfants dans l'empire centrafricain** [23 mai 1979] (p. 4129) : le Gouvernement rassemble sur cette affaire des informations et suspend le programme d'aide militaire à l'empire centrafricain ; constitution d'une commission d'enquête.

— **M. Alain Bonnet : Entretiens de Washington** [6 juin 1979] (p. 4689) : son entretien avec le Président Carter et le vice-président Mondale a duré trois quarts d'heure ; convergence entre les objectifs poursuivis par les Etats-Unis et la France ; décision américaine de subventionner ses importations en fuel en liaison avec les désordres du marché de Rotterdam — crise énergétique nécessitant une concertation sur le plan européen et des décisions concrètes sur le plan mondial lors du sommet des pays industrialisés de Tokyo.

— **M. Maxime Kalinsky : Massacres d'enfants à Bangui** [6 juin 1979] (p. 4690) : création d'une commission d'enquête composée de magistrats choisis dans cinq pays africains décidée par la conférence franco-africaine de Kigali ; décision après communication de son rapport ; dès à présent interruption de l'aide militaire de la France à l'empire centrafricain.

— **M. Adrien Zeller : Cinquième CNUCED et dialogue Nord-Sud** [6 juin 1979] (p. 4691, 4692) : bilan non entièrement négatif de la Ve Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement à Manille ; rôle déterminant de la France dans l'obtention des résultats positifs (action en faveur des pays les moins avancés et décision de développer la coopération entre pays en voie de développement).

— **M. Claude Wilquin : Situation des réfugiés cambodgiens** [20 juin 1979] (p. 5336) : le destin dramatique du peuple Kmer ; l'effort d'accueil exemplaire consenti par la France ; la convocation, à l'initiative de la France, d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unies ; la demande faite au Gouvernement thaïlandais de suspendre les mesures de refoulement ; la communauté internationale assurera une aide matérielle et une relève dans l'accueil.

— **M. Michel Debré : Réfugiés de l'ancienne Indochine** [20 juin 1979] (p. 5340) : le drame des réfugiés du Sud-Est asiatique et la volonté de la France de dégager des solutions pratiques ; le comportement des pays de départ ; les démarches entreprises auprès

du Vietnam, de la Thaïlande et de la Malaisie ; la convocation d'une conférence internationale ; l'effort considérable consenti par la France : 51.500 réfugiés accueillis de 1975 à 1979.

— **M. Guy Cabanel : Réfugiés de l'ancienne Indochine** [20 juin 1979] (p. 5342) : la priorité accordée aux réfugiés ayant des liens avec la France ; les conditions exemplaires de leur réinsertion ; autorité morale d'une conférence internationale pour la recherche de pays d'accueil ; les démarches accomplies auprès des pays de départ pour éviter l'organisation d'un exode massif.

— **M. Robert Montdargent : Intervention militaire en Centrafrique** [3 octobre 1979] (p. 7722, 7723) : légitimité de Bokassa non contestée par l'ensemble de la communauté internationale ; attitude des Gouvernements français successifs vis-à-vis de l'Etat centrafricain guidée par le principe de non-ingérence et celui d'apporter un concours de coopération à un peuple démuni ; impossibilité pour la France de refuser d'assurer le transport du Président Dacko à Bangui et d'empêcher le peuple centrafricain de se libérer de l'oppression ; dénouement pacifique de la fin du règne d'un dictateur grâce à nos soldats dont la présence cessera dès que les autorités centrafricaines le demanderont et de toute façon à bref délai.

— **M. Paul Duraffour : Désarmement** [17 octobre 1979] (p. 8322) : importance attachée par le Gouvernement au désarmement ; initiatives prises à l'ONU ; sensibilisation de l'opinion publique ; organisation d'un débat sur FR 3.

— **M. Michel Debré : Compétences de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes** [17 octobre 1979] (p. 8326) : l'Assemblée européenne exerce ses attributions dans la limite des traités qui fondent son existence ; attitude du conseil des ministres sur la question des armements est la même que celle de M. Michel Debré ; M. Davignon a été informé de la position du Gouvernement.

— **M. Michel Barnier : Drame cambodgien** [24 octobre 1979] (p. 8866) : aide matérielle importante du Cambodge par la France, premier pays à attirer l'attention sur les événements du Cambodge et qui a saisi les Nations unies et les ministres des affaires étrangères des Neuf ; difficultés de réaliser une force d'intervention humanitaire.

— **M. Roland Beix : Politique étrangère de la France** [24 octobre 1979] (p. 8871) : France, terre d'accueil pour tous les réfugiés du monde ; formation d'aviateurs chiliens, suite à la vente intercepteurs ; dévouement de l'ambassadeur français au Chili ; attitude française vis-à-vis des réfugiés du Sud-Est asiatique.

— **M. Antoine Porcu : Rapport de la commission régionale Sarre-Lorraine-Luxembourg** [31 octobre 1979] (p. 9261) : ce document est le résultat des travaux de quatre groupes d'études travaillant sur les problèmes frontaliers ; la commission intergouvernementale créée en 1972 ne met pas en cause une souveraineté.

— **M. Gilbert Gantier : Situation au Cambodge** [7 novembre 1979] (p. 9537) : réel génocide au Cambodge, mais les informations reçues par le Gouvernement ne permettent pas de donner des indications officielles ; vote par l'assemblée générale de l'ONU décidant que le Cambodge continuerait à être représenté par le Kampuchéa démocratique ; la France n'a pas voté pour cette solution ; pas de cour criminelle internationale actuellement donc pas de juridiction devant laquelle le Gouvernement français pourrait traduire les responsables du drame cambodgien ; priorité au sauvetage de ce peuple.

— **M. Michel Debré : Défense des intérêts de la France dans le cadre de la communauté économique européenne** [14 novembre 1979] (p. 10012, 10013) : la France n'est pas systématiquement mise en minorité dans les institutions européennes ; l'Europe, fruit de la persuasion de la France sur ses partenaires et non le contraire ; la création de la taxe de coresponsabilité distinguant entre grands et petits exploitants n'est pas nécessairement contraire à nos intérêts ; élaboration de la politique agricole commune par un accord entre les Etats au sein du conseil des ministres et non par la conjonction d'une majorité de l'Assemblée des communautés et d'une minorité de blocage dans le conseil des ministres.

— **M. Robert Montdargent : Reconnaissance du Gouvernement cambodgien** [28 novembre 1979] (p. 10816) : sa surprise devant la déclaration de M. Montdargent ; le Gouvernement n'entend pas s'ingérer dans les affaires du Cambodge et veut laisser la parole au peuple cambodgien ; le Gouvernement français n'a jamais entretenu de relations avec le régime de Pol Pot ; le prince Sihanouk est un symbole de liberté pour son pays ; la France ne renie pas ses amitiés.

— **M. Pascal Clément : Drame cambodgien** [28 novembre 1979] (p. 10818) : intérêt porté par le parlement du peuple français au Cambodge ; contrôle de la distribution

des secours humanitaires impossible pour le moment, le Gouvernement estime que les forces étrangères doivent se retirer et que le peuple cambodgien doit désigner librement ses dirigeants.

— **M. Gabriel Péronnet : Sécurité des Français vivant en Iran** [28 novembre 1979] (p. 10819) : le Gouvernement est en contact permanent avec son ambassade ; des assurances relatives à la sécurité des Français en Iran ont été obtenues.

— **M. Bernard Deschamps : Installation de fusées américaines en Europe** [12 décembre 1979] (p. 11661) : modernisation des armes nucléaires à moyenne portée décidée par l'OTAN à laquelle la France n'est pas partie ; propositions françaises aux membres de l'Alliance atlantique et aux pays du Pacte de Varsovie qui seront discutées lors de la conférence de Madrid en automne prochain.

— **M. Michel Debré : Politique agricole commune** [19 décembre 1979] (p. 12308) : le problème britannique ; fermeté du Gouvernement français ; rejet du budget par l'Assemblée de Strasbourg ; la tension existant entre le Conseil et l'Assemblée ; préserver l'équilibre des institutions.

— **M. Jean-Marie Daillet : Actions humanitaires au Cambodge** [19 décembre 1979] (p. 12310) : acheminement et distribution de l'aide au peuple cambodgien ; difficultés d'un parachutage de vivres ; nouvelle initiative du Gouvernement si nécessaire.

— **Mme Nicole de Hauteclocque : Construction d'un institut du monde arabe sur l'emplacement d'un terrain de sports dans le 15e arrondissement de Paris** [16 avril 1980] (p. 426).

— **M. Gilbert Gantier : Exclusion de la Grande-Bretagne de la Communauté économique européenne** [30 avril 1980] (p. 853) : politique agricole commune ; prix agricoles.

— **M. Jacques Baumel : Retrait des troupes françaises au Tchad** [7 mai 1980] (p. 933).

— **M. Roland Leroy : Exercices franco-allemands** [14 mai 1980] (p. 1052) : accord entre la France et la République fédérale d'Allemagne en matière de transit maritime de matériels militaires.

— **M. Maxime Gremetz : Rencontre de Varsovie** [21 mai 1980] (p. 1127).

— **M. Antoine Porcu : Interventions à l'Assemblée européenne en vue de protéger l'approvisionnement pétrolier** [21 mai 1980] (p. 1128) : compétence de l'assemblée européenne excluant les questions militaires.

— **Jean-Pierre Cot : Sanctions économiques contre l'Iran** [21 mai 1980] (p. 1132) : otages retenus en Iran ; non-application par la Grande-Bretagne des sanctions décidées par la communauté ; (p. 1133) : droit du peuple iranien de choisir son destin.

— **M. Marcel Rigout : Situation en Corée du Sud** [28 mai 1980] (p. 1341).

— **M. Maxime Gremetz : Attentats survenus en Cisjordanie contre des personnalités arabes** [4 juin 1980] (p. 1537).

— **M. Roger Chinaud : Déclaration du Président de la République sur l'Europe** [11 juin 1980] (p. 1736) : position du Gouvernement sur l'élargissement du Marché commun au Portugal et à l'Espagne ; règles financières de la CEE ; écrêtement des déficits et des excédents ; plafonnement du budget de la communauté ; politique agricole commune.

— **M. Bernard Deschamps : Déclaration du Président de la République sur l'Europe** [11 juin 1980] (p. 1738).

— **M. Gérard Bapt : Cas d'Andréi Sakharov** [11 juin 1980] (p. 1742) : problème des droits de l'homme ; intervention du Gouvernement français auprès des autorités soviétiques.

— **M. Pierre Guidoni : Déclaration du Président de la République sur l'Europe** [11 juin 1980] (p. 1742).

— **M. Emile Koehl : Siège à Strasbourg de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes** [17 juin 1980] (p. 1901).

— **M. Jean Bonhomme : Déclaration du Premier ministre d'Israël après l'attentat de la rue Copernic** [29 octobre 1980] (p. 3256) : démarche de l'ambassadeur de France à Tel-Aviv ; politique de la France au Moyen-Orient.

— **M. Yves Lancien : Immunité des membres de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes** [29 octobre 1980] (p. 3255, 3256) : protocole de 1957 réglementant le régime des communautés ; session annuelle de l'Assemblée des communautés ; arrêt de la Cour de justice de 1964 ; la disparité entre la pratique française et la pratique de l'Assemblée européenne n'existe pas chez nos partenaires européens ; observations du Président Foyer.

— **M. Robert Montdargent : Interventions en faveur de M. Kim Dae Jung, chef de l'opposition sud-coréenne** [5 novembre 1980] (p. 3570).

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Conférence de Madrid** [12 novembre 1980] (p. 3761, 3762) : dégradation du climat international consécutive aux événements d'Afghanistan ; mise en œuvre de l'ensemble des principes contenus dans l'acte final d'Helsinki ; propositions nouvelles de la France concernant le désarmement.

— **M. Jacques Baumel : Interventions de troupes libyennes au Tchad** [19 novembre 1980] (p. 4158).

— **M. Pierre-Charles Krieg : Interdiction de séjour au Vanuatu de deux hauts fonctionnaires français** [26 novembre 1980] (p. 4380) : information sans fondement selon notre ambassadeur.

— **M. Gilbert Gantier : Aide aux victimes du tremblement de terre du sud de l'Italie** [26 novembre 1980] (p. 4385) : mesures d'aide et solidarité envers le peuple italien.

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : Prisonniers en Irlande du Nord** [3 décembre 1980] (p. 4580) : condamnation des atteintes aux droits de l'homme, procédures internationales auxquelles la Grande-Bretagne, pays démocratique, a accepté de se soumettre.

— **M. Jean Foyer : Assemblée des communautés européennes** [3 décembre 1980] (p. 4582) : définition des compétences de cette assemblée par l'article 4 du Traité de Rome.

— **M. Maurice Druon : Report d'une conférence des ministres des affaires étrangères à Dakar** [3 décembre 1980] (p. 4582, 4583) : soutien à l'initiative du président Senghor ; report de cette conférence du fait de la non-représentation du Québec.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— (n° **11013**) : **M. Michel Debré : Cour de justice des Communautés européennes et traité Euratom** [1er juin 1979] (p. 4608, 4609) : élaboration actuellement en cours sous l'égide de l'Agence de Vienne d'une convention engageant les Etats signataires à assurer une protection identique aux matières fissiles au cours de leur transport ; litige non artificiel ayant donné lieu à une délibération et non un arrêt de la cour de justice européenne ; pas d'abus de procédure mais tendance de la Cour à appliquer à l'Euratom ce qui est propre au Marché commun ; toutefois, la délibération incriminée n'a pour objet que la question de la protection physique des matières nucléaires et n'est pas un coup porté à notre indépendance ; problèmes posés par le traité Euratom et nécessité de l'adapter à la situation nouvelle créée par le développement de l'énergie nucléaire.

— (n° **13074**) : **M. Michel Debré : Pouvoirs budgétaires de l'Assemblée des communautés européennes** [1er juin 1979] (p. 4611, 4612) : critères de classification des dépenses obligatoires et non obligatoires ; augmentation des dépenses non obligatoires en raison de la mise en œuvre de nouvelles politiques communes décidées par le conseil mais le Gouvernement maintient une position de rigueur budgétaire et de respect des traités ; l'élection des représentants au suffrage universel direct leur conférera une responsabilité effective.

— (n° **16817**) : **M. César Depietri : Convention relative à la protection du Rhin contre les saumures** [1er juin 1979] (p. 4612, 4613) : les saumures seront injectés à une profondeur de 1.800 mètres sous une couche géologique étanche ; irréalisme de l'utilisation des saumures pour en extraire du sel ; la pollution du Rhin par les rejets des mines de potasse d'Alsace diminuera ; nos partenaires financeront à 70 % le programme d'injection des saumures ; le projet de ratification sera inscrit à nouveau à l'ordre du jour de l'Assemblée.

— (n° **16566**) : **M. André Bord : Indemnisation des Alsaciens et des Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande** [1er juin 1979] (p. 4614) : problème des « malgré-nous » en voie de règlement ; le Président de la République et le Chancelier Schmidt ont approuvé les conclusions du rapport déposé par les négociateurs qu'ils avaient désignés, les personnes à indemniser et le montant des indemnités sont encore en cours de négociaion.

— (n° **20068**) : **M. Michel Debré : Délibération de la cour de justice de Luxembourg sur le traité dit « Euratom »** [12 octobre 1979] (p. 8211, 8212, 8213) : refus gouvernemental de laisser mettre en cause l'industrie nucléaire de la France ou sa sécurité ; délibération de la cour contestable, mais non considérable ; pas d'entrave par le traité Euratom ou un organe de la CEE au développement de notre armement nucléaire ; dépôt par le Gouvernement français d'un mémorandum pour la révision du traité ; l'indépendance nucléaire de la France doit être sauvegardée tout en assurant un certain degré d'organisation communautaire.

— (n° **22777**) : **M. Pierre Messmer, suppléé par M. Claude Labbé : « Invitation » de l'Assemblée des communautés européennes au Conseil européen** [23 novembre 1979]

(p. 10681) : les traités excluent toute responsabilité du Conseil européen par rapport à l'Assemblée ; il peut charger son président ou l'un de ses membres d'exposer ses vues à l'Assemblée, dont les conclusions ne l'engagent en rien ; pas d'utilité ni de justification de la procédure nouvelle suggérée par la résolution de l'Assemblée européenne.

— (n° **31905**) : **M. Pierre Lataillade : scolarisation des enfants français de l'étranger** [20 juin 1980] (p. 2009) : carte de l'enseignement français à l'étranger ; redéploiement des postes d'enseignants ; moyens de l'enseignement ; contrôle pédagogique ; droit d'inscription.

— (n° **35587**) : **M. Michel Debré : Souveraineté de la France en matière de législation sur la presse** [10 octobre 1980] (p. 2666) : pas de remise en cause de l'ordonnance de 1944 sur la presse qui n'est pas contraire au Traité de Rome ; indépendance et liberté de la presse.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9563) : préoccupations et inquiétudes suscitées par l'élargissement dans certaines régions ; négociations engagées avec la Grèce, le Portugal et l'Espagne faisant l'objet d'un processus distinct ; (p. 9564) : élargissement inscrit dans le préambule du Traité de Rome de 1957 ; justification de l'élargissement par des raisons de solidarité politique, par des considérations culturelles, pour assurer le rayonnement de l'Europe ; intérêt de la France à l'élargissement de l'Europe vers le Sud ; (p. 9565) : définition des conditions de négociations après la décision de principe d'ouvrir la négociation ; existence d'accords particuliers entre la CEE et la Grèce, le Portugal et l'Espagne ; nécessité de modifier la base des relations économiques avec ces trois pays ; larges secteurs de notre économie déjà ouverts à la libre concurrence des productions des trois pays candidats ; conséquences de l'élargissement positives pour l'industrie ; existence d'un régime de libre échange total avec le Portugal ; situation comparative des industries à l'avantage de l'industrie de la communauté ; réduction de l'écart entre les charges de production provoquée par l'élargissement ; problèmes existants dans la sidérurgie, la construction navale et le textile ; situation différente dans l'agriculture ; avantages de l'élargissement pour les productions des régions tempérées en raison des besoins des pays candidats ; (p. 9566) : en céréales et en viande bovine ; perspective d'une consommation des pays candidats accrue par l'élargissement ; adhésion obligeant l'Espagne à appliquer la préférence communautaire pour l'achat des aliments du bétail ; danger de l'élargissement pour les productions de vins et fruits et légumes ; acceptation par le Conseil des ministres de la communauté du principe de l'institution d'un prix minimum pour le vin ; mesures à prendre pour les productions de fruits et légumes : renforcement des mécanismes communautaires, régulation du marché, adaptation de notre appareil de production aux conditions nouvelles du marché commun élargi ; nécessité de mesures de transition ; existence d'un problème du Grand Sud-Ouest ; (p. 9567) : transformation du Sud-Ouest en voies de passage et en zones d'échanges par l'élargissement ; mise en place d'un plan de dix ans pour le sud-ouest ; incidences de l'élargissement sur les institutions de la communauté ; constitution d'un comité de trois sages pour étudier les problèmes ; solidité des institutions européennes ; constitution d'un Conseil européen réunissant les Chefs d'Etat et marquant une étape importante de la construction européenne en créant un organe exécutif ; création d'un système monétaire européen permettant d'assurer la stabilité monétaire ; acceptation par les partenaires européens du principe du démantèlement des montants compensatoires ; (p. 9568) : création d'une Europe à vocation confédérale ; (p. 9609) : consensus se manifestant dans l'Assemblée sur le principe de l'élargissement de la CEE ; difficultés économiques actuelles ayant une origine extérieure au marché commun ; effet bénéfique du Marché commun sur l'agriculture française ; (p. 9610) : problème des rapports entre la communauté élargie et les pays extérieurs ; absence d'effets de l'élargissement de la CEE sur les productions agricoles des pays ACP ; intégration de la Grèce dans la CEE de nature à la stabiliser et à pacifier ses relations avec la Turquie ; dépôt à Bruxelles le 19 décembre d'un mémorandum en vue d'établir les relations des départements d'outre-mer avec la CEE ; son intention d'exiger qu'une refonte de la politique agricole commune en ce qui concerne les productions méditerranéennes intervienne avec l'élargissement de la CEE ; entrée de l'Espagne dans le Marché commun mettant un terme aux accords de 1970 ; obtention par la France d'une décision de principe sur l'élimination des montants compensatoires ; (p. 9611) : irréalisme du préalable posé par les socialistes et visant à l'établissement pour les productions méditerranéennes d'une réglementation européenne semblable à ce qui existe pour les céréales et la viande bovine ; maintien de l'institution des pêcheurs pru-

d'hommes en Méditerranée ; rapprochement des conditions de concurrence grâce à l'établissement de disciplines par la communauté ; essor partiellement artificiel de l'industrie espagnole fondé sur les réglementations économiques qui devront disparaître en raison de l'adhésion au Marché commun ; plan décennal de développement du Sud-Ouest ; problèmes des conditions juridiques de l'entrée en vigueur du système monétaire européen ; (p. 9612) : intention de la France de ne pas souscrire à un accord de désarmement tarifaire qui ne lui paraîtrait pas juste et équilibré ; s'étonne du peu de crédit accordé par M. Debré aux déclarations du Gouvernement français et du Chef de l'Etat ; dépassement de ses prérogatives par l'Assemblée européenne dans le débat budgétaire de 1978 ; opposition du Gouvernement français à l'avis de la Cour de justice des communautés concernant les problèmes nucléaires ; méfiance excessive de M. Debré à l'égard du comité des sages ; (p. 9613) : cohérence et continuité de la politique étrangère française menée dans la ligne tracée par le général de Gaulle.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3373) : modifications des données de la vie internationale en raison de la crise énergétique, de la présence de la Chine sur la scène mondiale ; (p. 3374) : de la révolution en Iran, de la construction européenne ; redistribution des forces, apparition de la Chine comme nouvelle puissance mondiale ; émergence de contre-pouvoirs : pouvoir industriel et commercial de l'Europe ou du Japon et de nouvelles puissances industrielles, pouvoir pétrolier, pouvoir financier par l'accumulation de réserves monétaires des pays producteurs de pétrole ; évolution vers le monde multipolaire affranchissant l'Europe de l'atlantisme mais engendrant une multiplication des foyers de tensions ; danger du développement de l'énergie nucléaire ; (p. 3375) : mise en cause de la puissance de l'Europe sur le plan démographique et sur le plan des échanges ; la détente entre l'Est et l'Ouest reste la clé de la paix ; résultat des entretiens de Moscou ; détente reposant sur l'équilibre des forces ; action générale en faveur du désarmement proposée par la France ; non-participation de la France à Salt II et Salt III ; proposition d'une conférence de désarmement en Europe faite par la France ; nécessité de faire participer la Chine à la détente ; (p. 3376) : action de la France en Afrique ; importance de l'aide publique : 4 milliards de francs ; sécurité en Afrique reposant sur l'intangibilité des frontières, l'autonomie de chaque Etat et l'indépendance envers toutes les ingérences ; politique française en Afrique reposant sur le principe : « l'Afrique aux Africains » qui justifie l'action française au Zaïre, au Tchad, au Sahara occidental ; portée limitée des négociations israléo-égyptiennes en raison de l'absence de règlement du problème palestinien ; modification de l'équilibre des forces au Proche-Orient à cause de la révolution iranienne dont la France déplore les excès ; succès du dialogue Nord-Sud ; (p. 3377) : réduction des écarts entre le Nord et un certain nombre de pays du Sud ; sommet franco-africain de Kigali ; élaboration d'une charte dénonçant les principes de l'association eurafricaine ; mise en place du système monétaire européen ; poursuites des négociations commerciales multilatérales ; action de la communauté face à la crise limitée et insuffisante ; nécessité d'organiser l'Europe dans le respect de l'indépendance nationale ; (p. 3378) : absence de danger d'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne, du fait de son élection au suffrage universel ; respect des traités s'imposant à la commission et à la Cour de justice ; orientation de l'Europe vers une structure confédérale ; obtention par la France de la suppression à terme des montants compensatoires ; élargissement de la communauté posant des problèmes régionaux ; plan décennal de développement du Sud-Ouest ; rayonnement de la France à l'étranger ; (p. 3379) : **répond au rappel au règlement de M. Louis Odru** : information donnée par lui sur le voyage du Président de la République à Moscou ; (p. 3412) : nécessité d'une augmentation des crédits du ministère des affaires étrangères ; (p. 3413) : adoption par le Conseil des ministres d'un décret conférant aux ambassadeurs la capacité d'exercer leur autorité sur l'ensemble des représentants des différents ministères en fonction à l'étranger ; CEE ne constituant pas une Europe du laisser-faire ; ambiguïté de la conception socialiste de l'Europe ; problème du système monétaire européen ; approbation par la France de certains projets sociaux de la CEE ; (p. 3414) : renégociation de la convention de Lomé ; estime injustifiées les craintes de M. Guéna relatives à un développement des pouvoirs de la commission ou de l'Assemblée européenne au détriment de ceux du Conseil des ministres ; pas d'isolement de la France dans l'Europe des Neuf ; (p. 3415) : action diplomatique de la France au Liban ; niveau modeste du commerce français avec l'Afrique du Sud ; pas d'enlisement de la France au Tchad ; attachement de la France à la défense des droits de l'homme ; approuve l'idée d'organiser une conférence européenne pour le désarmement ; nécessité d'une présence française en Asie ; (p. 3416) : incapacité de l'opposition à proposer une nouvelle politique étrangère.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **1040**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1979] (p. 4491): régime indemnitaire ne s'appliquant qu'aux représentants européens qui ne sont pas déjà membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat ; indemnité européenne exclusive de toute rémunération publique, assimilée dans son montant à l'actuelle indemnité parlementaire, soumise à l'impôt sur le revenu et liquidée par un organe de gestion commun à l'Assemblée nationale ou au Sénat ; projet prévoyant l'affiliation des représentants à l'Assemblée européenne au régime des prestations sociales des Assemblées et au régime général d'assurance vieillesse ; l'Assemblée européenne ne constituant pas une Assemblée parlementaire. **Discussion des articles** [31 mai 1979]. **Article premier** (p. 4493) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 12 de la commision assimilant le régime d'indemnité applicable aux représentants français à l'Assemblée des communautés européennes à celui qui s'applique aux députés et sénateurs. **Article 2** (p. 4494) : précise que les indemnités spécifiques sont celles qui ne correspondent à aucun frais particulier et qui constituent en fait des rémunérations camouflées. **Article 3** (p. 4495) : souhaite que les crédits nécessaires à l'application de l'article premier soient inscrits au budget du ministère des affaires étrangères et immédiatement virés à l'Assemblée nationale.

— **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1979] (p. 4501) : situation nouvelle créée par le développement du droit communautaire dérivé ; nécessité d'assurer au Parlement les moyens d'une information systématique et complète, mais aussi de maintenir l'équilibre des pouvoirs institué par la Constitution ; difficultés d'une comparaison avec la délégation parlementaire à la radio-télévision. **Discussion de l'article unique** [31 mai 1979]. **Article unique** (p. 4502) : soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : mission des délégations parlementaires ; adopté avec modification ; (p. 4503) : hostilité du Gouvernement aux sous-amendements n° 10 de la commission et n° 15 de M. Alain Richard à l'amendement n° 6 du Gouvernement ; (p. 4504) : nécessité de ne pas substituer les délégations parlementaires aux commissions compétentes des deux Assemblées ; (p. 4507) : soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement : communication par le Gouvernement aux délégations parlementaires des projets de directives et de règlement portant sur des matières qui sont du domaine de la loi en vertu de la Constitution avant leur examen pour adoption par le Conseil des communautés européennes ; adopté avec modification ; (p. 4508) : hostilité du Gouvernement à tous les sous-amendements qui tendent à ce que les délégations parlementaires puissent remettre des avis ou puissent être consultées par le Gouvernement avant l'ouverture d'une négociation ; (p. 4509) : nécessité d'empêcher les délégations parlementaires de se substituer aux commissions statuant au fond.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9550) : politique de la France en matière de sécurité et de désarmement ; réforme du comité de Genève sur le désarmement et participation de la France ; évolution du projet français d'agence internationale des satellites de contrôle et d'institut international de recherches sur le désarmement ; rappelle la proposition faite par la France en mai 1978 d'une conférence sur le désarmement en Europe ; (p. 9551) : volonté de la France de ne pas participer aux négociations Salt III ; politique française en faveur des droits de l'homme et respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats ; 150.000 réfugiés politiques en France ; solidarité avec le peuple khmer ; caractère exemplaire de l'Europe occidentale en matière de droits de l'homme ; importance accordée par la France aux initiatives prises sur le plan multilatéral en matière de droits de l'homme ; impossibilité de refuser tout rapport avec les régimes qui méconnaissent les droits de l'homme ; (p. 9552) : politique française tendant à la création dans les pays étrangers des conditions objectives du développement des droits de l'homme par refus de l'ostracisme, par la détente et par le développement ; quatre données de la politique africaine de la France ; dimension historique des rapports franco-africains, relations économiques et humaines, importance des défis auxquels le monde africain est confronté, affrontement de puissances extérieures en Afrique ; nouvelle convention de Lomé ; interventions françaises effectuées seulement à l'appel d'autorités légales qui demandaient à notre pays de les aider à enrayer le processus de déstabilisation ; exemple de la Mauritanie, du Zaïre, du Tchad et du Centrafrique ; (p. 9553) : croissance du budget des affaires étrangères supérieure à celle du budget de l'Etat ; travaux d'automatisation du service du chiffre ; décret du 1er juin 1979 sur les pouvoirs des ambassadeurs ; mise en place d'une structure de crise ; création d'un service des affaires stratégiques et du désarmement et d'une direction des Fran-

çais à l'étranger ; augmentation des moyens de fonctionnement des consulats ; rattachement au budget du ministère des affaires étrangères par décision du Premier ministre d'un crédit à la ville de Strasbourg pour faciliter la construction du siège de l'Assemblée européenne ; (p. 9554) : priorité accordée à la coopération scientifique ; réévaluation des bourses d'étudiants à l'étranger ; nécessité de renforcer les émissions de Radio France internationale à destination de l'Afrique ; efficacité de l'action culturelle française à l'extérieur mal retracée par des chiffres bruts ; poursuite de l'effort entrepris pour relever les contributions volontaires à des organisations internationales ; (p. 9575) : nécessité d'encourager les Français à vivre à l'étranger ; parti pris de l'opposition ; importance accordée au Brésil ; problème de la contribution britannique au budget communautaire et guerre du mouton ; Salt II constitue un pas positif dans la voie de la détente ; (p. 9576) : imprécision du contenu de Salt III et difficulté pour la France d'y participer sans retour à l'OTAN ; dénonce l'attitude qui sous couvert de respecter l'indépendance des Etats africains conduit à les livrer à des ambitions extérieures ; piétinement des négociations relatives au problème palestinien ; éventualité d'une visite de M. Arafat à Paris seulement si elle permet de faire faire à la paix au Proche-Orient un progrès significatif ; activité de la France au Liban ; inutilité d'une attitude polémique à propos du Cambodge ; intérêt que présentent les opérations légères en matières d'actions culturelles à l'étranger ; impossibilité d'accorder une priorité à la construction d'un lycée français à Varsovie ; (p. 9577) : importance du développement de la langue française ; création de l'institut du monde arabe ; problème de la diffusion du livre français à l'étranger ; justifie l'augmentation des crédits affectés aux voyages officiels du Président de la République ; nécessité de faire progresser rapidement l'accord entre la CEE et l'ANSEA. **Examen des crédits** [7 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9577) : s'oppose à l'amendement n° 417 de M. André Delehedde : transfert de quatre emplois des services centraux vers les services extérieurs. **Etat B - Titre IV** (p. 9579) : demande le retrait de l'amendement n° 304 de la commission des affaires étrangères ; se déclare prêt à lancer une opération de vérification du confort d'écoute à l'étranger des émissions radiophoniques françaises ; s'oppose à l'amendement n° 400 de la commission des affaires culturelles ; importance des fonds engagés par les Etats-Unis pour l'opération Louisiane ; (p. 9580) : s'oppose à l'amendement n° 342 de M. Louis Odru ; pas d'intervention militaire au Sahara occidental. **Etat C - Titre VI** (p. 9581) : s'oppose à l'amendement n° 401 de la commission des affaires culturelles : suppression des crédits destinés à une subvention à la ville de Strasbourg en vue de la construction de locaux pour l'Assemblée européenne.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11271) : place naturelle de la Grèce dans la Communauté européenne ; adhésion de la Grèce ne préfigurant pas celle de l'Espagne ou du Portugal ; risques limités pour l'économie française ; accord d'association exposant la communauté et la France depuis vingt ans à la concurrence grecque ; traité d'adhésion prévoyant une clause de sauvegarde générale applicable à tous les secteurs de l'économie ; concurrence grecque menaçant peu l'industrie française sauf le secteur du textile ; importance limitée de l'agriculture grecque par rapport à la production agricole de la communauté ; (p. 11272) : problème des produits méditerranéens, exemple des pêches, des tomates et du vin ; action du Gouvernement tendant à améliorer la réglementation communautaire relative aux productions méditerranéennes ; instauration de la libre circulation des travailleurs au bout de sept ans ; problème de la marine marchande ; perspectives que peut offrir à la France le marché grec sur le plan agricole et surtout pour les produits industriels ; (p. 11273) : aide financière de la communauté à la Grèce ; importance de la consolidation de la démocratie en Grèce ; rééquilibrage de l'Europe vers le Sud par l'adhésion de la Grèce ; (p. 11276) : demande le rejet de l'exception d'irrecevabilité soutenue par M. Maxime Gremetz ; pas de remise en cause du principe de l'unanimité de décision dans la CEE ; (p. 11280) : demande le rejet de la question préalable de M. André Chandernagor ; longueur du processus d'adhésion de la Grèce ; importance du Plan du Grand Sud-Ouest ; (p. 11301) : bilan positif du Marché commun et notamment de la politique agricole commune ; (p. 11302) : progression de la Communauté européenne depuis vingt ans à travers toute une série de crises surmontées ; impossibilité de refuser l'entrée de la Grèce dans le marché commun après une période d'association de quinze ans ; pas de clause de sauvegarde pour les échanges agricoles dans les relations entre la France et l'Italie ; existence de clause de sauvegarde dans le cas de la Grèce et pendant la période transitoire ; concurrence de la marine marchande grecque s'exerçant actuellement sans

aucune protection ; nécessité de bâtir une politique européenne de la marine marchande ; adhésion de la Grèce au marché commun conduisant à une égalisation progressive des charges sociales, salariales et fiscales ; importance et cohérence du Plan Sud-Ouest ; (p. 11303) : défaitisme des adversaires de l'adhésion de la Grèce ; hostilité de principe du parti communiste et ambiguïté de la position du parti socialiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12315) : mutation sans précédent connue par l'Afrique ; caractère complémentaire de l'Europe et de l'Afrique ; nécessité d'une politique française pour le continent africain tout entier ; (p. 12316) : les objectifs de la France : garantir l'indépendance des Etats africains, le développement de leurs économies, instauration d'une paix durable ; règles d'actions de la France : respect de l'intégrité des frontières, respect des institutions et des régimes, respect des droits de l'homme ; la coopération avec le Nigeria et le Kenya, l'Afrique autrale et la Namibie ; l'indépendance de Djibouti, l'Afrique du Nord ; ampleur de la coopération ; (p. 12317) : aide de la France aux pays en voie de développement ; coopération multilatérale ; absence d'ingérence de la France dans les affaires des pays africains ; la présence de corps expéditionnaires étrangers en Afrique évaluée à 50.000 hommes justifie l'action de la France pour maintenir la sécurité en Afrique ; (p. 12318) : les interventions de la France en Mauritanie, au Zaïre, au Tchad, en Centrafrique ; crédit de la France en Afrique ; actions des coopérants ; (p. 12335) : son dégoût devant l'intervention de M. Jean-Pierre Chevènement ; (p. 12355) : impossibilité de parler du développement en refusant de traiter des problèmes relatifs à la paix ; pas d'intervention de la France dans les affaires intérieures des pays africains ; exemple de la Mauritanie et du Tchad ; menaces extérieures pesant sur l'Afrique ; (p. 12356) : développement des relations de la France avec l'Algérie ; rappelle la condamnation par la France de l'apartheid et dément que la France ait contribué à doter l'Afrique du Sud d'une installation d'enrichissement de l'uranium ; progrès réalisé par la convention de Lomé II ; politique libérale de la France en matière d'accueil des travailleurs étrangers.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 476) : orientation de la politique étrangère française depuis vingt ans ; Afghanistan ; détente ; (p. 477) : réactions de la France à l'intervention soviétique en Afghanistan ; maintien de la communication avec l'Union soviétique ; Proche-Orient ; déclaration du Président de la République ; terrorisme ; droit à la sécurité d'Israël ; droit à une patrie du peuple palestinien ; nécessité d'un règlement politique global ; résolution 242 ; (p. 478) : charte palestinienne ; nécessité de frontières sûres et reconnues pour Israël ; accords de Camp David ; crise européenne ; progrès de l'Europe ; positions communes des Neuf ; politique agricole commune ; (p. 479) : excédents communautaires ; préférence communautaire ; organisation des marchés ; organisation du marché pour la viande de mouton ; Grande-Bretagne ; ressources propres de la Communauté ; principe du juste retour ; Afrique ; Tchad ; (p. 480) : relations de la France avec le Maghreb ; indépendance ; alliance atlantique ; prises d'otages à Téhéran ; (p. 512) : France et non-alignement ; communiqué franco-indien ; notion d'alliance ; réaction de la France aux événements d'Afghanistan ; (p. 513) : date de l'intervention soviétique ; conférence de Madrid ; désarmement ; Moyen-Orient ; (p. 514) : problème de Jérusalem ; Liban ; Afrique ; assistance française au Tchad ; institutions de Bruxelles ; politique agricole ; accord signé dans le cadre du GATT sur le mouton ; élargissement de la Communauté économique européenne ; aide de la France au Tiers-Monde ; (p. 515) : dialogue Nord-Sud ; Amérique latine ; délimitation de zones maritimes entre les DOM et les îles vénézueliennes ; droits de l'homme ; assistance au Nicaragua ; Cambodge ; Pacifique sud ; Méditerranée ; relations avec l'Algérie ; atouts de la France ; système monétaire européen ; démographie ; (p. 540) : conférence de Madrid ; événements d'Afghanistan ; visite du Président de la République en Inde ; problèmes de l'ingérence du communisme ; détente ; désarmement ; manœuvres françaises en Méditerranée ; crise économique ; politique des Etats-Unis ; Moyen-Orient ; sécurité d'Israël ; (p. 541) : Afrique du Sud ; Tchad ; conflit du Sahara occidental ; aide au Tiers-Monde ; choc pétrolier ; aide à la Turquie ; Amérique latine ; problème chypriote ; pollution du Rhin ; (p. 542) : redéploiement des moyens diplomatiques français.

— **Déclaration sans débat du Gouvernement sur les conclusions du Conseil européen de Luxembourg** (n° **1675**) [30 avril 1980] (p. 847) : contribution de la Grande-Bretagne au financement de la Communauté européenne ; prix agricoles ; marché de la viande ovine ; mesures nationales de sauvegarde en matière agricole.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté**

économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979 (n° 1476). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1137) : dialogue Nord-Sud ; convention de Yaoundé ; place de l'Afrique et des pays francophones ; libre accès au marché communautaire ; (p. 1138) : aide financière de la communauté ; centre technique de développement agricole et rural ; Stabex ; système sysmin applicable aux produits miniers ; aide aux pays les plus pauvres ; coopération régionale ; notion de produit d'origine ; situation des départements et territoires d'outre-mer ; (p. 1139) : protocoles pour la banane, le rhum et le sucre ; demande d'adhésion de la République d'Haïti ; (p. 1140) : francophonie.

— **Déclaration sans débat du Gouvernement sur la rencontre de Varsovie** (n° 1723). **Discussion** [21 mai 1980] (p. 1124) : crise d'Afghanistan ; rencontre de Varsovie ; (p. 1125) : dialogue entre la France et l'URSS ; intervention inacceptable de l'URSS en Afghanistan ; avenir de la détente ; résultats de la rencontre de Varsovie ; information des alliés ; (p. 1126) : indépendance de la politique étrangère française ; constats entre les alliés et l'URSS.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits civils et politiques ouvert à la signature le 19 décembre 1966** (n° 1470). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1187) : échec de la politique des droits de l'homme ; problème des otages de Téhéran ; (p. 1188) : importance des droits civils et politiques ; droits prévus par la convention européenne des droits de l'homme ; procédure d'expulsion des étrangers ; contrôle de l'application du pacte ; réserves et déclarations interprétatives ; réserve concernant la propagande de guerre ; adhésion de la France au protocole facultatif concernant le droit de recours individuel.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ouvert à la signature le 19 décembre 1966** (n° 1471). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1182) : contenu du pacte sur les droits économiques ; attachement de la France aux droits de l'homme ; droit au travail ; réserves et déclarations émises par le Gouvernement français.

— **Déclaration du Gouvernement et débat sur l'accord réalisé le 30 mai au sein du Conseil des communautés européennes** (n° 1774). **Discussion** [4 juin 1980] (p. 1526) : crise de la communauté ; contribution britannique ; avenir de la politique agricole commune ; prix agricoles ; viande de mouton ; pêche ; (p. 1527) : prix agricoles ; situation des producteurs de viande bovine ; taxe de la coresponsabilité ; montants compensatoires règlement ovin ; contribution britannique ; coût financier des excédents agricoles ; financement de la communauté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3772) : multiplication des foyers de tension ; action de la France pour la paix ; condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan ; justification de la rencontre de Varsovie ; (p. 3773) : action humanitaire en faveur du Cambodge ; problème de la Namibie ; action de l'Europe au Proche-Orient ; conflit entre l'Irak et l'Iran ; actions françaises pour garantir la sécurité ; augmentation de l'effort de défense ; modernisation de la force de dissuasion ; respect par la France des engagements de l'Alliance atlantique ; nouvelle administration américaine ; problème du désarmement ; approbation par la France des accords Salt-I et Salt-II ; politique de non-prolifération nucléaire et fourniture à l'Irak d'un réacteur de recherche ; accumulation des armes conventionnelles en Europe ; conférence de Madrid et problème des droits de l'homme ; événement de Pologne ; (p. 3774) : attente d'un ordre international nouveau ; relations bilatérales confiantes de la France avec tous les pays du Tiers-Monde ; dialogue Nord-Sud ; effort d'économies budgétaires ; absence de création d'emplois ; rénovation de l'outil diplomatique ; actions en faveur des Français à l'étranger ; action culturelle de la France à l'étranger ; (p. 3775) : augmentation des crédits de la direction générale des relations culturelles ; audibilité de la radio française à l'étranger ; formation du personnel scientifique et technique à l'étranger ; diffusion de l'art français ; rapport Rigaud ; crédits affectés à l'aide d'urgence aux pays victimes de calamités ; audience de la France à l'étranger ; nécessité de la construction européenne ; (p. 3798) : consensus sur les données internationales actuelles : gravité de la crise, rôle de l'Europe, avènement d'un nouvel ordre international, principes de la politique étrangère de la France ; style de la politique étrangère ; éloignement des propos de M. Maxime Gremetz de toute espèce de réalité ; (p. 3799) : prétention du parti communiste à défendre les droits de l'homme ; position du Parti communiste sur l'Afghanistan, le Cambodge et l'aide au Tiers-Monde ; relations est-ouest ;

conférence de Madrid ; proposition française de conférence sur le désarmement en Europe ; non-participation de la France aux négociations Salt III ; défense des droits de l'homme ; fermeté et volonté de dialogue de la France ; principes défendus par la France au Moyen-Orient ne procédant pas de préoccupations pétrolières ; (p. 3800) : conflit irano-irakien ; situation au Liban et action de la France ; construction européenne et réforme de la politique agricole commune ; attitude de la Grande-Bretagne ; relations entre la France et l'Allemagne ; groupe européen indépendant de programmes et coopération entre les pays européens et entre l'Europe et les Etats-Unis en matière d'armement ; problèmes du Tiers-Monde ; conditions des travailleurs étrangers en France ; négociations engagées sur les conditions de l'enseignement en France de la langue arabe aux enfants algériens ; contrôle de l'aide au Tiers-Monde ; action française en Afrique australe ; problème de la Namibie ; (p. 3801) : relations avec le Zimbawe ; aide au Cambodge ; présence française en Amérique latine ; remodelage de la carte diplomatique et consulaire ; associations de la loi de 1901 ; relations culturelles et propagation de la langue française dans le monde ; nécessité de défendre le plurilinguisme contre la domination de l'anglais ; couverture sociale et situation fiscale des Français de l'étranger ; (p. 3802) : indemnisation des Français de l'étranger de dommages causés à leurs biens ou à leur personne. **Examen des crédits. Titre III** (p. 3803) : approuve l'amendement n° 127 de la commission des affaires étrangères : réalisation de l'émetteur de Kourou. **Titre VI** : amendement n° 193 du Gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement en vue de financer la construction de l'émetteur de Kourou ; adopté.

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline)

Député des Hauts-de-Seine
(7e circonscription)
(C).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **fonds des pensions alimentaires** (n° **459**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à exonérer **de la taxation des plus-values sur les terrains à bâtir et biens assimilés les terrains expropriés sur lesquels a été édifiée la maison individuelle servant à l'habitation de l'exproprié** (n° **1239**) [28 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse** [17 mai 1978] (p. 1761, 1762, 1763) ; remboursement des interruptions volontaires de grossesses par la sécurité sociale.

— **Difficultés financières de l'université Paris X-Nanterre** [30 avril 1980] (p. 854).

— **Prisonniers en Irlande du Nord** [3 décembre 1980] (p. 4580) : loi d'exception prise par le Gouvernement britannique ; détention d'Annie Maguire.

— **Brutalités à l'université de Nanterre** [17 décembre 1980] (p. 4963) : nécessité de satisfaire les revendications estudiantines.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **31255**) : **Convention entre la sécurité sociale et les médecins** [23 mai 1980] (p. 1264) : inégalité devant l'accès aux soins ; (p. 1266) : maîtrise des dépenses de santé ; proposition de loi Berger ; enveloppe globale ; autodiscipline des médecins ; rôle des médecins conseils ; position de Force ouvrière.

— (n° **32361**) : **Usines Citroën de la région parisienne** [20 juin 1980] (p. 1996) : suppression d'emplois dans la région parisienne ; attitude de certaines municipalités socialistes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article premier** (p. 3478) : durée de la prolongation du congé de maternité ; insuffisance du congé prénatal ; problème de la prématurité ; perte de salaire pendant la période du congé de maternité ; amendement visant à porter à 7 le nombre des examens prénataux remboursés à 100 %. **Article 4** (p. 3481) : son amendement n° 9 : prolongement sans limitation de durée des congés pré et post-natal en cas de grossesse pathologique ; rejeté ; perte de salaire en cas de congé de maladie pendant la grossesse ; son amendement n° 11 : augmentation du congé pour les parents adoptifs ; rejeté. **Article 6** (p. 3483) : regrette le refus par la commission de son amendement visant à étendre la gratuité des soins à toute la grossesse.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 16** (p. 6144) : soutient l'amendement n° 48 de M. Gilbert Millet : exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux publics ; rejeté ; (p. 6145) : proteste contre l'absence de discussion sur son amendement visant à exonérer de la taxe sur les salaires les asociations de la loi de 1901.

Deuxième partie :

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6864) : stagnation des crédits prévus pour 1979 au titre de l'aide sociale pour les interruptions volontaires de grossesse et la contraception ; (p. 6865) : moyens insuffisants de la politique de la périnatalité ; proposition communiste en matière de politique de la maternité.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1979] **Avant l'Article premier** (p. 5431) : soutient l'amendement n° 14 de M. Gilbert Millet : définition par l'Assemblée régionale des objectifs des établissements hospitaliers ; rejeté. **Avant l'Article 2** (p. 5433) : soutient l'amendement n° 16 de M. Gilbert Millet : participation de l'ensemble des intéressés dans chaque service à la définition des besoins en personnel et en équipement ; rejeté ; (p. 5434) : soutient l'amendement n° 17 de M. Gilbert Millet : rendant les conseils d'administration responsables devant l'Assemblée locale élue ; rejeté. **Article 2** : soutient l'amendement n° 18 de M. Gilbert Millet : suppression de l'article 2 ; rejeté. **Article 6** (p. 5439) : contribution intéressante apportée au système hospitalier par les établissement privés ; nécessité de développer en priorité l'hospitalisation publique dans les domaines nécessitant des investissements lourds ; retire l'amendement n° 21 de M. Gilbert Millet : suppression de l'article 6. **Article 10** (p. 5442) : soutient l'amendement n° 25 de M. Gilbert Millet : composition des commissions nationale et régionales de l'équipement sanitaire ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5802) : approuve la suppression de l'examen en fin de second cycle ; projet ne conduisant pas à une revalorisation réelle de la médecine générale ; misère de la médecine préventive ; attaques contre la Sécurité sociale ; (p. 5803) : projet prévoyant une limitation autoritaire du nombre des médecins et une dévalorisation du médecin généraliste. **Discussion des articles** [28 juin 1970]. **Article premier : Article 45 *bis* de la loi du 12 novembre 1968** (p. 5808) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 13 de M. Joseph Comiti ; transformation des études médicales en une succession de barrages de plus en plus sélectifs et inadaptés à la formation des médecins ; vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 13 de M. Joseph Comiti. **Article 3** (p. 5811) : reproche à M. Jacques Sourdille, rapporteur, de confondre ses positions personnelles et celles de la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 24** (p. 8661) : son amendement n° 99 de suppression de l'article 24, rejeté au scrutin public ; rythme annuel d'augmentation des prix de 12 % ; perte de pouvoir d'achat de rentes viagères accentuée par les mesures de libération des prix.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10740) : refus du Gouvernement d'appliquer la loi de 1975 notamment dans les établissements d'hospitalisation publique ; (p. 10741) : propose de porter le délai légal autorisant l'avortement de 10 à 12 semaines ; inutilité de la semaine de réflexion et de l'entretien obligatoire ; demande le remboursement à 100 % par la Sécurité sociale ; souhaite que figure dans la loi le caractère strictement individuel de la clause de conscience du médecin ; souhaite la suppression de l'exigence de l'autorisation parentale pour interrompre la grossesse d'une mineure ; souhaite la suppression des clauses restrictives à l'égard

des étrangères. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10897) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Michel Debré ; baisse de la démographie, sans lien avec l'interruption volontaire de grossesse ; (p. 10900) : son amendement n° 8 : organisation d'une grande campagne d'information scientifique et populaire sur la contraception à la radio et à la télévision ; soutenu par M. Gilbert Millet ; rejeté. **Après l'Article premier** (p. 10923) : soutient son amendement n° 12 rectifié : portant à 12 semaine le délai d'intervention pour interruption volontaire de grossesse ; rejeté ; s'oppose à l'amendement n° 85 de M. François Autain qui entraînerait des risques accrus pour la santé des femmes ; nécessité de multiplier les centres d'accueil ; (p. 10947) : s'oppose à l'amendement n° 54 de la commission qui tend à avaliser et à pérenniser la concurrence des hôpitaux publics ; (p. 10948) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Adrienne Horvath : abrogation de l'article L 647 du code de la santé publique ; rejeté. **Article premier précédemment réservé** (p. 10954) : soutient l'amendement n° 4 de Mme Chantal Leblanc : abrogation de l'article 317 du code pénal ; rejeté au scrutin public. **Titre** (p. 10960) : son amendement n° 56 : modification du titre ; retiré. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12292) : refus du ministre d'apporter la moindre amélioration au texte relatif à l'IVG ; reconduction définitive de la loi imposée au Gouvernement par la lutte des femmes ; attitude irresponsable du parti socialiste qui cautionne les manœuvres gouvernementales visant à remettre en cause la loi de 1975 ; attitude conséquente des communistes.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 936) : congé prénatal ; risque de la prématurité ; (p. 937) : protection de la femme enceinte dans son activité professionnelle ; examens prénataux obligatoires ; congé postnatal obligatoire ; congé postnatal ; examen postnatal obligatoire. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 950) : soutient les amendements n^{os} 37 et 152 rectifié de Mme Myriam Barbera ; rejeté. **Après l'article premier** (p. 951) : nécessité d'étendre à toutes les femmes le congé de maternité de six mois. **Avant l'Article 3** (p. 953) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Jacqueline Chonavel ; rejeté ; prématurité ; (p. 956) : son amendement n° 147 : possibilité d'absence des femmes enceintes ; rejeté ; son amendement n° 148 : possibilité d'absence du père ; rejeté. **Avant l'Article 5** (p. 962) : soutient l'amendement n° 153 de Mme Myriam Barbera; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la Santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° **1598**). **Première lecture. Discussion générale** [3 juin 1980] (p. 1481) projet élaboré sans concertation ; (p. 1482) : directives européennes d'austérité dans le domaine de la santé ; réforme des études médicales et de l'hôpital ; conventions médicales ; libre circulation dans les pays de la Communauté ; commissions de discipline ; statut de la Fonction publique ; gestion démocratique de la profession d'infirmière. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 1492) : soutient l'amendement n° 63 de M. Gilbert Millet ; rejeté par scrutin public. **Article 5. — Article L 482 du code de la santé publique** (p. 1494) soutient l'amendement n° 64 de M. Gilbert Millet ; rejeté ; **Article L 482-7 du code de la santé publique** (p. 1504) : son amendement n° 65 : suppression de l'interdiction temporaire et de l'interdiction définitive d'exercer la profession ; rejeté. **Explications de vote** (p. 1512) : effectifs médicaux ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **1776**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1980]. **Article 4 : article L 359 du code de la santé publique** (p. 2634) : problème de la qualité et du niveau de la formation des dentistes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :* **Discussion des articles** [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** *(suite)* (p. 2778) : son amendement n° 96 : création d'une taxe de 5 % sur le chiffre d'affaires des sociétés pharmaceutiques ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4451) : condition des étrangers en France ; concentration de l'habitat des travailleurs immigrés dans les villes dirigées par les communistes ; problème de la scolarisation des enfants d'immigrés ; conditions effroyables de séjour dans les cités de transit ; volonté du parti communiste de voir stopper l'immigration ; refus des élus de droite et des élus socialistes d'accueillir des étrangers dans leur ville. **Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Avant l'Article 11** (p. 4478) : son amendement n° 21 : dégageant une recette pour permettre à l'Etat d'augmenter sa subvention aux centres de formation des travailleurs sociaux ; rejeté ; (p. 4479) : respect du règlement par les députés communistes.

FRÉDÉRIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
(5e circonscription)
(App. RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 961).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [17 mai 1978] (p. 1773, 1775) ; prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune : ensemble un protocole ; (n° 1931) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative aux délais dont dispose l'administration pour effectuer certains **contrôles fiscaux** (n° **71**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de la législation relative aux **brevets d'invention** (n° **181**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à la profession de **détaillant spécialiste en diététique** (n° **279**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**installation d'ascenseurs** dans les immeubles soumis aux dispositions de la **loi n° 65-557** du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° **280**) [25 mai 1978] ; retrait de cette proposition le 17 octobre 1978 (p. 6195).

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**installation d'ascenseurs** dans les immeubles soumis aux dispositions de la **loi n° 65-557** du 10 juillet 1965, fixant le statut de la **copropriété** des immeubles bâtis (n° **623**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **détaxer** l'essence utilisée par les **chauffeurs de taxi** (n° **861**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 931) **autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978** (n° **1119**) [8 juin 1979].

— **Rapport** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1139) **autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernemet de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signé à Assomption le 30 novembre 1978** (n° **1363**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à déterminer **les mesures régularisant la situation des personnels des ex-concessions françaises en Chine** (n° **1659**) [25 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1931) autorisant l'approbation d'une **Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions** et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune : ensemble un protocole ; (n° **2063**) [13 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Chauffeurs de taxi** [13 décembre 1978] (p. 9364) : décalage entre la progression des tarifs de taxis et la hausse des prix des voitures et carburants ; possibilité d'utiliser comme carburant le gaz liquéfié.

— **Grève des services de nettoiement du métro** [23 avril 1980] (p. 633) : intervention de la mairie de Paris ; (p. 634) : problème des salaires.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1222**) : **Tarifs des taxis** [2 juin 1978] (p. 2480) : suggère des mesures en faveur des chauffeurs de taxi : détaxe du carburant, utilisation du gaz liquéfié, révision du tarif de l' « heure arrêtée ».

— (n° **15167**) : **Mesures d'aide aux taxis** [4 mai 1979] (p. 3524, 3525) : difficultés des chauffeurs de taxi : prix du carburant, salaires trop bas, impossibilité d'employer le gaz liquide, remboursement de la TVA non avantageux.

— (n° **16865**) : **Embauche des apprentis** [22 juin 1979] (p. 5551, 5552) : problème se posant aux coiffeurs engageant des apprentis après le début des cours que ceux-ci doivent suivre à la chambre des métiers, l'inspection académique refusant toute dérogation et obligeant l'employeur à conserver de jeunes employés qu'ils doivent continuer à payer jusqu'à la fin de l'enseignement général.

— (n° **25997**) : **Tranfert à Lyon du service des approvisionnements de la SNCF** [11 avril 1980] (p. 308) : DATAR ; disparition d'emplois dans la région parisienne.

— (n° **28922**) : **Taxe d'apprentissage** [23 mai 1980] (p. 1269) : situation financière des établissements privées d'enseignement technologique ; quota alternance.

Suppléé par Mme Nicole de Hauteclocque.

— (n° **31778**) : **Chauffeurs de taxi** [13 juin 1980] (p. 1362).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **2902, 117**). **Première lecture. Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Article 4** : précédemment réservé ; (p. 1702) : son amendement n° 45 : obligeant tout inventeur ayant son domicile ou son siège en France à déposer son brevet en France ; le dépôt à l'étranger des inventions faites en France par les filiales françaises des sociétés multinationales ; retire son amendement n° 45.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1832) : les discussions antérieures sur la création du musée du XIX^e siècle au palais d'Orsay ; (p. 1833) : l'accueil de la collection Guillaume Walter par le musée de l'Orangerie ; la nécessité du musée du XIX^e siècle ; l'exemple de l'exposition de 1874 ; l'importance du XIX^e siècle sur le plan culturel ; le bien-fondé de l'emplacement du musée du XIX^e dans la gare d'Orsay ; l'urgence de la réalisation du musée d'Orsay ; (p. 1834) : le rôle culturel de Paris.

— **Rappel au règlement** [31 mai 1978] (p. 2293) : possibilité de groupes d'amitié avec des pays qui n'ont pas de Parlement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2310) : conséquences de l'augmentation du prix de l'essence sur la profession de chauffeurs de taxi ; création par le maire de Paris d'une commission de consultation pour les chauffeurs de taxi ; insuffisance des augmentations de tarif des taxis : cas de l' « heure arrêtée » ; nécessité de rétablir la détaxe sur le prix de l'essence au bénéfice des chauffeurs de taxi ; (p. 2311) : problèmes fiscaux posés par l'utilisation du gaz liquifié par les taxis.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2708) : supériorité militaire des forces du pacte de Varsovie ; trois bases d'action des Soviétiques, des Cubains et des Allemands de l'Est en Afrique : Angola, Mozambique et Ethiopie ; 45.000 soldats cubains en Afrique ; (p. 2709) : inquiétude des dirigeants africains modérés devant la menace soviétique ; parallélisme des événements actuels et de ceux de 1938 ; attitude ambiguë de l'ONU à l'égard de la déstabilisation de l'Afrique ; solution du problème africain : présence de forces militaires interafricaines, participation technique des Occidentaux, assistance financière des Etats riches en pétrole.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1978] (p. 5476) : augmentation hallucinante de la criminalité ; danger de l'excès de libéralisme actuel en matière pénitentiaire ; (p. 5477) : développement dangereux mais naturel de l'autodéfense ; son vote favorable au projet. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6653) : nombre considérable de délits et de crimes commis par les permissionnaires ; augmentation de la criminalité.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5966) : s'indigne du

contenu de l'article 33 du projet qui assimile les rentes viagères à des allocations sociales et qui réserve les majorations au crédit rentier dont le Gouvernement fixera le nombre par décret.

Première partie :

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 17** (p. 6148) : crise pesant sur la profession de chauffeur de taxis ; taxation du gaz liquéfié ; interdiction de l'usage du moteur mixte. **Article 33** (p. 6176) : dénonce l'assimilation par le Gouvernement de la revalorisation des rentes viagères et de l'allocation sociale ; publicité mensongère incitant les épargnants à souscrire à la caisse nationale des retraites ; discrimination prévue par l'article 33 transformant des centaines de milliers de rentiers viagers en assistés.

Deuxième partie :

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6926) : incohérence de la politique française à l'égard des étrangers en France ; bienveillance à l'égard de l'Ayatollah Khomeiny ; silence de la France à l'égard de la situation au Cambodge, au Vietnam, en Ouganda, en Ethiopie ; sévérité à l'égard de l'Afrique du Sud ; dangers constitués par la présence communiste en Afrique.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7909) : paracommercialisme ; concurrence faite au secteur privé par les cantines de fonctionnaires ; nécessité de maintenir la propriété commerciale et d'aider les jeunes voulant devenir artisans.

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Article 17** (p. 8033) : soutient ses amendements n^{os} 24 et 25 : conditions d'utilisation du gaz liquéfié comme carburant par les taxis ; nécessité d'adapter la fiscalité afin de ne pas pénaliser l'emploi du gaz liquéfié ; vote des amendements n^{os} 24 et 25 ; (p. 8034) : réservés ; (p. 8047) : non adopté, en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution. **Article 33** (p. 8037) : se réjouit de la suppression du plafond de ressources par le Gouvernement pour les rentes déjà souscrites ; problème du maintien de ce plafond de ressources pour ceux qui souscriront des rentes viagères à l'avenir.

— **Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article premier de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **566**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8167) : problème de la suppression des billets « bon dimanche » de la SNCF.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-6 du code du travail** (p. 9853) : souhaite la suppression de la condition relative à l'existence d'un enfant à charge.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3398) : renforcement militaire russe en Europe et dans le monde ; présence russe en Afrique et importance stratégique de l'Afrique du Sud ; désapprouve la politique française à l'égard de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie ; (p. 3399) : effort accompli par l'Afrique du Sud dans la voie de l'abandon de l'apartheid ; atteinte portée aux droits de l'homme en URSS, en Guinée, en Roumanie, en Irak, au Brésil, au Mexique, en Argentine ; hypocrisie du Conseil de sécurité dénonçant les atteintes aux droits de l'homme dans certains pays et ignorant le cas de la Guinée, de l'Iran, de Cuba, du Vietnam, de l'Inde ; (p. 3400) : politique de l'ONU inspirée par la Russie des Soviets.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 10** (p. 8571) : soutient son amendement n° 107 : détaxation du carburant des taxis ; taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières exerçant leur activité en France ; adopté par scrutin public ; hausse du prix des carburants ayant conduit à la ruine de nombreux foyers de chauffeurs de taxi ; mission d'utilité publique des taxis ; (p. 8573) : rappelle le scandale du gaz liquéfié.

Deuxième partie :

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9564) : génocide perpétré en Indochine par les régimes communistes ; impérialisme vietnamien ; lâcheté de l'ONU ; proteste contre le maintien de l'aide française au Vietnam ; détournement de l'aide au Cambodge.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978** (n° **1139**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11559) : convention permettant au Trésor français d'apporter sa garantie aux entreprises qui investissent à l'étranger ; « boom » économique du

Paraguay ; relations limitées entre la France et le Paraguay ; quatre dispositions essentielles : traitement équitable des investissements étrangers, indemnisation en cas d'expropriation, libre transfert des bénéfices, recours à l'arbitrage international ; politique économique libérale du Paraguay ; (p. 11560) : rejet du projet par la commission des affaires étrangères.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 517) : forces du pacte de Varsovie ; menace soviétique ; (p. 518) : vente d'armes soviétiques en Afrique ; dette soviétique ; événements d'Afghanistan ; jeux olympiques de Moscou ; autodétermination des Palestiniens ; accord de Camp David ; désunion du monde libre.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978** (n° **931**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1163) : pas de convention fiscale entre la France et le Chili ; progression des échanges économiques avec le Chili ; augmentation du trafic aérien ; accord concernant les activités de l'institut géographique national ; situation intérieure du Chili.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1798) : criminalité ; répression ; sentiment d'insécurité ; comité de défense contre la délinquance ; qualité de la vie ; (p. 1799) : réductions de peines ; permissions de sortie ; Mesrine ; faiblesse de certains magistrats ; grève des policiers à propos des contrôles d'identité.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Après l'Article 8** (p. 2925) : amendements n°s 44 et 152 : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxis. **Article 10** (p. 2929) : majoration des rentes viagères ; application des conclusions du rapport de la Cour des comptes.

Deuxième partie :

Economie et budget. — I. **Charges communes. Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3424) : mensualisation des pensions et rentes viagères dans la région parisienne.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3793) : expansionnisme soviétique ; inutilité de la conférence de Madrid ; illusion de la détente ; finlandisation de l'Europe ; solidarité entre la France et l'Occident.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1931**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4275) : convention fiscale entre la France et l'Argentine inspirée du modèle élaboré par l'OCDE ; forte augmentation des exportations françaises vers l'Argentine ; importance des investissement français en Argentine ; relations culturelles.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Article 2** (p. 4643) : son amendement n° 174 : exonération de la TVA des locations d'emplacements de stationnement des véhicules couverts et non couverts ; prélèvement sur les profits des sociétés pétrolières ; adopté ; (p. 4644) : approuve l'amendement n° 119 de M. Hubert Dubedout ; efforts considérables des communes pour créer des parcs de stationnement.

FRELAUT (Dominique)

Député des Hauts-de-Seine
(3e *circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689).

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 24 novembre 1978] (p. 3942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981. Travail et Participation : Travail. [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée** payée sur leurs travaux et achats par les **collectivités locales et régionales** (n° **98**) [18 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Budgets civils. — Annexe n° 42 : Travail et participation** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** portant sur le financement des **collectivités locales** (n° **754**) [6 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 42 : Travail et participation - Travail** (fascicule budgétaire : Travail et santé) (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à créer **une allocation sociale pour les personnes sans emploi ne disposant d'aucune indemnité** (n° **1627**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 45 : Travail et participation - Travail** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à créer une **allocation complémentaire** pour certains **chômeurs** âgés de **plus de cinquante-cinq ans** dans l'attente de percevoir la garantie de ressources (n° **2036**) [6 novembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Vente de la société Kléber-Colombes** [25 juin 1980] (p. 2257) : nécessité d'une autorisation pour la cession de Kléber-Colombes à un groupe allemand ; avenir de l'industrie du pneumatique.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1545**) : **Maison de Nanterre** [19 mai 1978] (p. 1910, 1911) ; scandale de cet établissement où 5.000 personnes séjournent à l'hôpital, l'hospice, le dépôt de mendicité ou le bloc carcéral ; la décentralisation s'impose.

— (n° **9532**) : **Fermeture de l'entreprise SKF à Bois-Colombes** [8 décembre 1978] (p. 9118, 9119) : conséquences pour l'emploi de la fermeture de l'usine de roulements à billes SKF à Bois-Colombes ; possibilité de relancer la production et de reconquérir le marché intérieur des roulements à billes.

— (n° **15429**) : **Industrie du roulement à billes** [4 mai 1979] (p. 3522, 3523) : menaces de fermeture de l'entreprise SKF de Bois-Colombes ; nécessité de favoriser l'expansion de l'industrie du roulement à billes en France ; demande d'une réunion entre administration, professionnels, syndicats et élus.

— (n° **29669**) : **Situation des chômeurs privés d'indemnisation** [18 avril 1980] (p. 553) : loi du 16 janvier 1979 relative aux travailleurs privés d'emploi.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2317) : loi de finances de 1978 et collectivités locales ; financement du fonds d'équipement des collectivités locales : milliard supplémentaire de remboursement de TVA compensant à peine le recul des subventions d'équipement des ministères ; hausse des tarifs publics frap-

pant de plein fouet les collectivités locales ; absence dans le collectif budgétaire de toute disposition facilitant l'équilibre des budgets supplémentaires de 1978 ; proposition : remboursement de la TVA sur les travaux des collectivités locales ; dégagement de nouvelles ressources pour les collectivités locales par l'intermédiaire du FSIR et du VRTS ; (p. 2318) : augmentation des impôts locaux beaucoup plus rapide que celle de l'impôt sur les sociétés ; drainage de l'épargne vers l'industrie au détriment de la réalisation des équipements collectifs ; propose d'affecter immédiatement aux collectivités locales le reliquat d'un crédit de 2 milliards voté par la majorité lors du débat sur la taxe professionnelle ; collectivités locales sinistrées en cas de fermeture d'entreprises sur leurs territoires ; exemple du groupe Boussac dans les Vosges ; projets communistes menant à l'autogestion communale ; propose neuf mesures d'urgence en faveur des collectivités locales. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2379) : son amendement n° 25 : fixation à 2 % du taux de participation des employeurs à la formation professionnelle ; rejeté ; son amendement n° 26 : gestion par les travailleurs dans le cadre du comité d'entreprise des sommes consacrées à la formation professionnelle ; démocratisation de la gestion de la formation professionnelle, moyen d'éviter les abus ; rejeté ; (p. 2380) : soutient l'amendement n° 27 de M. Pierre Zarka : contrat d'embauche définitive à la fin d'un stage pratique en entreprise ; demande un scrutin public sur cet amendement ; rejeté ; (p. 2381) : accroissement de la précarité de l'emploi par recours aux stagiaires et aux travailleurs intérimaires ; demande la mise aux voix par division de l'article 3. **Après l'Article 4** (p. 2392) : son amendement n° 31 rectifié : dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les personnes bénéficiant de cet avantage pour l'impôt sur le revenu, abattement de 20 % pour les personnes âgées de plus de 65 ans assujetties aux trois premières tranches de l'impôt sur le revenu et pour les titulaires de la carte d'invalidité, suppression de l'avoir fiscal ; quatre millions de personnes payant la taxe d'habitation alors qu'elles sont exonérées de l'impôt sur le revenu en raison de la faiblesse de leurs ressources ; rejeté par scrutin public ; (p. 2393) : son amendement n° 32 : prise en compte des indemnités de chômage total ou partiel et du pacte national pour l'emploi pour le calcul du VRTS, suppression de l'avoir fiscal ; baisse progressive du VRTS due à la réduction de la progression des salaires et à la régression du nombre d'emplois dans diverses branches de l'industrie ; rejeté par scrutin public ; (p. 2395) : son amendement n° 44 : remboursement de la TVA payée par les collectivités locales sur leurs travaux, suppression de l'avoir fiscal et de l'amortissement dégressif, augmentation de l'impôt sur les revenus pour les revenus supérieurs à 240.000 F ; insuffisance des crédits inscrits dans la loi de finances initiale pour 1978 au titre du FECL ; absence d'informations claires du Gouvernement sur la TVA des collectivités locales sur les investissements effectués par les collectivités locales ; (p. 2396) : rejeté. **Après l'Article 5** (p. 2401) : dénonce l'atteinte portée à l'autonomie des collectivités locales par la réduction autoritaire de l'assiette de la taxe sur l'électricité. **Après l'Article 6** (p. 2407) : avis favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 1 de M. Maurice Cornette. **Explications de vote** (p. 2408) : opposition du groupe communiste à la loi de finances rectificative, déplore le rejet de tous les amendements qui tendaient à la justice sociale, attitude équivoque de la majorité ; adoption de l'ensemble du projet par scrutin public. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 juin 1978] (p. 3154) : maintient les raisons du vote hostile du groupe communiste en première lecture ; différend entre la ville de Paris et l'Etat ; absence d'aide accordée aux collectivités locales lors de l'élaboration de leur budget supplémentaire.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux (n° 255). Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Après l'Article premier** (p. 2887) : son amendement n° 76 soutenu par M. Roger Combrisson : institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979 (n° 560). Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5954) : dépenses des collectivités locales représentant 40 % du budget de l'Etat ; collectivités locales assurant le tiers des équipements collectifs du pays ; fonds de compensation de la TVA couvrant à peine les conséquences de la stagnation des subventions des ministères ; insuffisance de l'augmentation du montant du VRTS ; obligation pour les communes de demander à la taxe d'habitation des rentrées financières toujours plus importantes ; (p. 5955) : volonté de désengagement de l'Etat aux dépens des collectivités locales sans apport de moyens financiers supplémentaires ; demande l'affectation aux collectivités locales du tiers des recettes fiscales nationales.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978] : **Article 2** (*suite*) (p. 6075) : soutient l'amen-

dement n° 190 de M. Roger Combrisson : régime fiscal des dirigeants des sociétés ; prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne ; rejeté ; (p. 6077) : son amendement n° 36 : limitant la diminution d'impôts sur le revenu résultant du jeu du quotient familial ; rejeté ; (p. 6079) : sur l'amendement n° 135 de M. Joseph Franceschi : nécessité d'élargir l'exonération de la taxe d'habitation pour les personnes ne payant pas d'impôt. **Après l'Article 2** (p. 6081) : sur l'amendement n° 37 de M. René Rieubon : rappelle l'attitude du Premier ministre vis-à-vis de M. Georges Marchais lors d'un précédent débat ; (p. 6082) : soutient l'amendement n° 128 de M. Roger Gouhier : exonération de l'impôt sur le revenu des titres-vacances ; rejeté. **Article 4** (p. 6086) : son amendement n° 38 : relèvement du montant minimal de la déduction forfaitaire pour frais professionnels gagé par la suppression de la détaxation des revenus investis en actions ; rejeté ; [17 octobre 1978] : **Avant l'Article 11** (p. 6119) : son amendement n° 192 soutenu par M. Parfait Jans : taux zéro de la TVA sur les produits de première nécessité gagé par l'institution d'un impôt sur la fortune ; rejeté. **Après l'Article 12** (p. 6127) : son amendement n° 42 soutenu par M. Parfait Jans : remboursement aux collectivités locales de la TVA payée sur le prix de leurs travaux ; rejeté. **Après l'Article 14** (p. 6143) : son amendement n° 46 soutenu par M. Parfait Jans : réintégration des diverses provisions dans le bénéfice imposable ; nécessité de supprimer les contingents grevant les budgets communaux gagée par cet amendement ; rejeté. **Article 29** (p. 6169) : son amendement n° 63 soutenu par M. René Rieubon : portant à 35 milliards de francs le montant servant de référence à la détermination pour 1979 du prélèvement prévu par l'article 29 ; création d'un impôt sur la fortune ; augmentation insuffisante du VRTS au cours des dernières années ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et santé. — II. Travail et participation - Formation professionnelle. Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour le travail et la participation. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6738) : augmentation de 39,6 % du budget du travail par rapport à 1978 en raison de la forte augmentation des dépenses d'intervention du fonds national du chômage représentant 52 % du total du budget du travail ; diminution des offres d'emplois ; 1.700.000 chômeurs selon les normes du bureau international du travail ; augmentation de 17,8 % des licenciements économiques ; mise en cause de l'équilibre des PME en raison du taux élevé des crédits bancaires ; insuffisance des crédits alloués au fonds national de chômage ; montant insuffisant de l'allocation journalière d'aide publique ; (p. 6739) : diminution du pouvoir d'achat des bénéficiaires des aides aux chômeurs ; indexation souhaitable de l'aide publique sur le SMIC ; absence d'indemnisation de nombreux demandeurs d'emplois ; augmentation de la durée du chômage ; augmentation des crédits de financement des contrats d'emploi et formation ; insuffisant développement de l'AFPA ; insuffisance des moyens alloués à l'agence nationale pour l'emploi ; sort des stagiaires des services extérieurs du ministère du travail ; (p. 6740) : 35 % de bénéficiaires de stages de formation ont bénéficié d'une embauche définitive ; développement du « travail précaire » ; nombre insuffisant des inspecteurs ; [27 octobre 1978] (p. 6832) : problème des horaires surchargés des apprentis ; (p. 6833) : chiffres cités sur le chômage s'appliquant à la population disponible à la recherche d'un emploi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives** (n^{os} 735 et 749). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 3** (p. 8968) : son amendement n° 9 soutenu par M. Roger Combrisson : dispositions transitoires pour la taxe professionnelle ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [20 décembre 1978] (p. 9757) : vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 706). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9230) : s'étonne de l'élaboration du texte sur la dotation globale de fonctionnement au moment où les budgets communaux sont déjà préparés ; croissance de la dotation globale de fonctionnement inférieure à celle du VRTS ; pauvreté de toutes les communes françaises ; multiplication des transferts de charges de la part de l'Etat assumée sans recette compensatrice suffisante et avec des impôts locaux vétustes ; (p. 9231) : évolution du VRTS bloquée en 1975 ; nouvelle péréquation ne permettant que d'enlever aux uns pour donner aux autres ; souhaite que la taxe d'habitation soit réformée et liée aux ressources des contribuables ; déplore l'absence d'un projet sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; soupçonne le Gouvernement de souhaiter la péréquation des vieux impôts locaux ; (p. 9232) : dégradation des ressources des collectivités locales rendant indispensable un rattrapage ; souhaite une politique de décentralisation dans

laquelle les collectivités locales percevraient un tiers des ressources nationales publiques ; refus de toutes structures supracommunales ; souhaite la suppression de la taxe d'habitation et son remplacement par un impôt ménage faible auquel s'ajouteraient des centimes additionnels à l'impôt sur le revenu ; souhaite une localisation de la taxe professionnelle ; (p. 9233) : propositions communistes en matière d'impôt foncier ; propose la création d'un fonds d'attribution de fonctionnement des collectivités locales et sa répartition en fonction de la population, du potentiel fiscal et de la nouvelle notion de besoins sociaux. **Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Avant l'Article premier** (p. 9273) : nécessité d'un parallélisme entre la réduction des valeurs locatives servant de base à la taxe d'habitation et l'intégration des bases de calcul de la taxe professionnelle ; (p. 9274) : abstention du groupe communiste sur le sous-amendement n° 165 du Gouvernement à l'amendement n° 112 de la commission ; (p. 9277) : nécessité d'un étalement du paiement de la taxe d'habitation. **Article premier** (p. 9278) : soutient son amendement n° 3 : substitution de l'expression « fonds d'attribution globale de fonctionnement » à l'expression « dotation globale de fonctionnement » ; nécessité d'une analogie entre le fonds de compensation qui concerne l'investissement et le fonds qui garantit le fonctionnement ; souhaite que le ministre lui donne acte que la dotation globale remplace le VRTS ; (p. 9279) : amendement n° 3 retiré. **Article L 234-5 du code des communes** (p. 9288) : sur les amendements n°s 7 et 8 de M. Parfait Jans, iniquité de la référence à l'impôt sur les ménages qui est sans liens avec la richesse des communes et avec la pression fiscale qui s'y exerce ; (p. 9289) : abstention du groupe communiste. **Article L 234-6 du code des communes** (p. 9291) : ses amendements n°s 153 et 154 : distinction entre communes de plus ou de moins de 1.500 habitants pour la répartition des parts ; retirés ; retire son amendement n° 59 : conséquence de l'amendement précédent ; retire l'amendement n° 57 de M. Parfait Jans : calcul de la seconde part de la dotation de péréquation, et l'amendement n° 60 de M. Louis Maisonnat : éléments de la seconde part de la dotation de péréquation ; (p. 9292) : vote hostile du groupe communiste sur l'article L 234-6 du code des communes. **Article L 234-7 du code des communes** : prise en compte des abattements constituant un encouragement de la politique familiale. **Article L 234-11 du code des communes** (p. 9296) : vote hostile du groupe communiste sur l'article L 234-11 du code des communes. **Après l'Article L 234-11 du code des communes** (p. 9297) : demande l'attribution immédiate d'une subvention d'équilibre pour les communes qui en feraient la demande en cas de fermeture d'entreprises ; [13 décembre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **Article L 234-15 du code des communes** (p. 9342) : son amendement n° 15 soutenu par M. Marcel Houël : suppression du texte proposé pour l'article L 234-15 ; rejeté ; (p. 9343) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 48 de M. Hubert Dubedout. **Article L 234-15** *bis* **du code des communes** : abstention du groupe communiste sur les amendements n° 91 de la commission et n° 49 corrigé de M. Hubert Dubedout. **Après l'Article 234-15** *bis* **du code des communes** (p. 9345) : sur l'amendement n° 123 du Gouvernement, souhaite que le financement des organismes de coopération intercommunale soit d'origine exclusivement communale et non étatique. **Article 15** (p. 9376) : son amendement n° 66 : sommes perçues par les communes égales au minimum à 110 % des recettes pour 1978 ; injustice de l'impôt sur les ménages conduisant les communes à une compétition sans fin pour faire progresser l'impôt afin de percevoir une part plus importante de dotation ; (p. 9378) : pénalisation des communes ayant réduit leur pression fiscale ; retire son amendement n° 66.

Deuxième lecture :

Discussion générale [19 décembre 1978] (p. 9697) : renonce à prendre la parole dans la discussion générale. **Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier A** (p. 9700) : nécessité d'établir un parallélisme étroit entre l'évolution de la taxe d'habitation et celle de la taxe professionnelle ; poids excessif de la taxe d'habitation qui n'évolue pas en fonction des ressources et qui est liée uniquement à la valeur locative. **Article premier C** (p. 9701) : son amendement n° 18 soutenu par M. Louis Maisonnat : interdisant aux conseils des communautés urbaines ou des districts de supprimer partiellement les différences existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçu par le groupement et les taux appliqués au profit de celui-ci dans chaque commune membre ; (p. 9702) : adopté. **Explications de vote** (p. 9711) : vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1978] (p. 9768) : vote hostile du groupe communiste ; apport insuffisant du Gouvernement pour le financement de la dotation de péréquation.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9804) : possibilités de discuter les dispositions du texte à l'occasion de la loi de finan-

ces ; (p. 9824) : modification du budget voté en novembre ; désengagement de l'Etat ; accroissement de la charge financière résultant de l'indemnisation du chômage en raison de l'augmentation du chômage ; non-respect de l'orthodoxie budgétaire par le Gouvernement ; problème de la part de l'Etat dans le financement de l'indemnisation ; non-amélioration de la situation des personnes ne bénéficiant pas d'une indemnisation ; absence d'indemnisation des femmes seules qui ont des enfants à élever ; (p. 9825) : absence de dispositions pour les chômeurs de longue durée.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° **987**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3042) : diminution de la part de la taxe professionnelle dans le produit de quatre impôt locaux. **Discussion des articles** [25 avril 1979] (p. 3048) : abstention du groupe communiste sur l'article premier et vote favorable sur l'article 2.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 3701) : son amendement n° 9 rectifié soutenu par M. Roger Combrisson : fixation par décret en Conseil d'Etat des taux d'amortissement linéaire pour chaque profession et chaque nature d'équipement ; limitation des taux d'amortissement dégressif ; rejeté. **Article premier** : son amendement n° 22 soutenu par M. Roger Combrisson : suppression de l'article premier ; rejeté.

— **Rappel au règlement** [16 mai 1979] (p. 3858) : estime utile une réunion de la commission spéciale pour entendre le Gouvernement avant le début de la discussion ; critiques sur l'application de l'article 40, mais aussi sur le texte proposé.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5101) : refus de l'Etat d'apporter des ressources supplémentaires face à l'asphyxie financière des collectivités locales ; transfert de responsabilités sans transfert de moyens aux communes et aux départements ; son hostilité au regroupement des collectivités locales. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979] **Article unique** (p. 5123) : caractère inamendable du rapport sur les options du VIII^e^ Plan ; (p. 5132) : caractère démagogique de l'amendement n° 16 de M. René de Branche ; désindustrialisation de la région parisienne. **Explications de vote** (p. 5137) : vote hostile du groupe communiste contre un Plan qui tend à renforcer l'austérité et le déclin de la France.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1979] (p. 8009) : dénonce l'attitude des membres du Gouvernement lors des réponses aux questions des députés communistes.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7748) : le projet du Gouvernement ne traite pas le problème essentiel qu'est l'obtention de moyens financiers nouveaux indispensables et le nouveau partage des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; l'amélioration de la situation financière des collectivités locales est un préalable à toute discussion sur l'aménagement de la fiscalité ; nécessité d'un seuil de rattrapage en faveur des collectivités locales d'environ 15 milliards ; transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales ; diminution des subventions spécifiques à mesure que le fonds de compensation de la TVA s'accroît ; quasi-suppression de la subvention d'équilibre ; (p. 7749) : désengagement de l'Etat non accompagné de moyens supplémentaires en faveur des collectivités locales ; ampleur de l'offensive menée par le CNPF contre la taxe professionnelle ; projet de loi prorogeant le blocage de l'évolution des quatre vieilles ; le contingentement du fuel aux communes ; objectif du Gouvernement de fixer un taux d'augmentation maximum des impôts locaux et de limiter les investissements réalisés par les communes ; (p. 7750) : la « camisole de force » imposée aux collectivités locales débouche sur l'immobilisme ; approuve la péréquation à condition que l'Etat garantisse aux communes le maintien de leurs ressources antérieures en francs constants ; la nouvelle assiette de la taxe professionnelle a pour objet de modifier la répartition de l'impôt entre les assujettis et non d'apporter des recettes nouvelles aux communes ; approuve la proposition de la commission de supprimer la part départementale de la taxe d'habitation ; créer une recette nouvelle basée sur l'impôt sur le revenu ; [4 octobre 1979] (p. 7784) : bien-fondé des investissements réalisés par les communes. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Article 6 *bis*** (p. 7790) : soutient l'amendement n° 148 de M. Robert Vizet : limitation de l'article 6 *bis* aux entreprises dont la part des frais de personnels dans la valeur ajoutée est supérieure à 65 % ; valeur ajoutée défavorise les petits et moyens commerçants ; poids considérable de la taxe d'habitation sur

les plus défavorisés ; incertitude quant à l'influence de la nouvelle base sur les entreprises de main-d'œuvre ; amendement n° 148 rejeté ; (p. 7792) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 247. **Avant le Titre premier** (p. 7799) : son amendement n° 267 : rattrapage de la dotation globale de fonctionnement pour les communes pour lesquelles la progression a été inférieure au taux moyen de progression de 12,42 % ; rejeté ; soutient l'amendement n° 266 de M. Parfait Jans : augmentation de 20 % de la dotation globale de fonctionnement sur la base du rattrapage prévu à l'amendement n° 267 ; rejeté ; (p. 7801) : son amendement n° 128 : harmonisation des règles d'actualisation des valeurs locatives ; soutenu par M. Louis Maisonnat ; rejeté ; sur l'amendement n° 268 de M. Michel Couillet : son opposition à la compétence reconnue actuellement aux préfets pour trancher les différends entre la direction des services fiscaux et la commune en matière de classement de l'ensemble du patrimoine immobilier. **Avant l'Article premier précédemment réservé** (p. 7804) : recul de la progression de la taxe professionnelle dans la part du principal fictif depuis la loi du 3 janvier 1979 ; souhaiterait un retour au texte du Sénat qui permet une évolution des bases de la taxe professionnelle ; (p. 7806) : volonté manifeste du Gouvernement de bloquer le niveau de la taxe professionnelle et de l'empêcher d'évoluer en fonction de la situation économique. **Avant l'Article 2** (p. 7808) : liberté surveillée dans laquelle sont placées les collectivités locales qui ne peuvent augmenter la taxe professionnelle plus que les autres taxes ; pression exercée sur les élus pour empêcher l'évolution de la taxe professionnelle ; [9 octobre 1979] : **Avant l'Article 3 *bis*** (p. 7910) : avantages considérables pour les petits et moyens commerçants apportés par la loi de 1975 ; les fruits de la cotisation minimum doivent bénéficier aux communes et non aux autres redevables ; (p. 7912) : la mesure proposée dans l'amendement n° 14 ne rapportera rien aux communes. **Article 4** (p. 7918) : son amendement n° 145 : critère de répartition des ressources du fonds de péréquation ; rejeté ; (p. 7919) : accord de son groupe sur le principe de la péréquation qui ne doit pas être réalisée par le moyen de l'écrêtement ; nécessité de prendre en compte les « besoins sociaux » des communes ; problèmes posés aux communes de campagne de moins de 2.000 habitants. **Après l'Article 4** (p. 7933) : soutien par les communistes des actions menées par les dockers dans les ports ; souhaite que les ports soient soumis à la taxe professionnelle immédiatement ; (p. 7940) : se déclare favorable à l'amendement n° 30 de la commission et à la suppression des exonérations ; nécessité de protéger les maires contre les pressions qui sont exercées pour qu'ils acceptent d'accorder le maximum d'avantages fiscaux ; l'existence d'exonérations aboutit à reporter sur la taxe d'habitation le coût de la compensation ; en outre, les communes pratiquant les exonérations bénéficieront d'avantages au titre de la péréquation. **Article 7** (*suite*) (p. 7956) : atteinte portée aux ressources des communes par l'amendement n° 326 du Gouvernement : exonérant de la taxe professionnelle toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création. **Avant l'Article 8** (p. 7958) : son amendement n° 153 : faisant figurer dans la loi les critères de classement des habitations dans les huit catégories figurant à l'article 324 de l'annexe 3 du code général des impôts ; rejeté. **Article 8** (p. 7959) : son amendement n° 154 : dégrèvements en matière de taxe d'habitation ; nouveau barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté. **Après l'Article 9** (p. 7966) : soutient l'amendement n° 269 de M. Louis Maisonnat : institution au profit des départements d'un impôt proportionnel sur le revenu ; rejeté ; transferts de charges imposées aux communes par l'Etat. **Après l'Article 10** (p. 7971) : nécessité de supprimer l'exonération dont bénéficient les immeubles appartenant à l'Etat ; [10 octobre 1979] : **Avant l'Article 11** (p. 8014) : date du paiement de l'impôt avancée par les services fiscaux ; amendement n° 262 corrigé, adopté. **Après l'Article 13** (p. 8019) : importance des transferts de charges de l'Etat vers les budgets des collectivités locales ; volonté de limiter l'autonomie communale. **Article 3** (*suite*) (p. 8023) : danger du plafonnement ; croissance plus rapide de l'impôt sur le revenu que des impôts directs locaux. **Explications de vote** [10 octobre 1979] (p. 8027) : limitation de la croissance de la taxe professionnelle, résultat du démarchage du CNPF ; l'assiette de la valeur ajoutée frappe insuffisamment le capital fixe ; période intermédiaire prolongée pendant le temps de la simulation ; absence de mesures tendant à rapprocher l'assiette de la taxe d'habitation des ressources de l'occupant ; nécessité de revoir les bases de la taxe d'habitation ; non-prise en compte des besoins sociaux des communes dans le système de péréquation ; vote hostile du groupe communiste. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1979] (p. 12147) : injustice de la taxe d'habitation ; souhaite qu'elle soit remplacée par une taxe additionnelle à l'impôt sur le revenu pouvant donner lieu à péréquation départementale ou nationale ; (p. 12148) : nécessité de faire prendre en charge par l'Etat une partie des abattements familiaux ; son opposition à

l'article 3 du projet qui plafonne le taux des impôts locaux. **Discussion des articles** [17 décembre 1979] : **Article premier A** (p. 12157) : déplafonnement du montant de la taxe professionnelle à l'origine des augmentations démesurées constatées en 1979 ; (p. 12159) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission qui aboutit à pénaliser les assujettis à la taxe d'habitation par rapport aux assujettis à la taxe professionnelle. **Article 2 A** (p. 12161) : liberté très surveillée pour les conseils municipaux dans la mesure où la possibilité d'augmenter le taux de la taxe professionnelle est limitée. **Article 3** (p. 12164) : soutient l'amendement n° 93 de M. Louis Maisonnat : suppression de l'article 3 ; rejeté par scrutin public ; insuffisance des compensations du plafonnement de la taxe professionnelle ; (p. 12165) : nombre considérable des communes concernées par le plafonnement de la taxe professionnelle ; (p. 12167) : soutient son sous-amendement n° 146 à l'amendement n° 19 de la commission : faisant référence pour le plafonnement des taux à l'ensemble des communes du département et non plus à l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique ; adopté avec une rectification ; (p. 12168) : souhaite que soit introduite dans la loi en cas d'adoption de l'amendement n° 19 de la commission une clause de sauvegarde permettant aux communes de recouvrer un produit au moins égal à celui de l'année précédente majoré de la hausse des prix ; [18 décembre 1979] : **Article 3** *ter* (p. 12185) : s'oppose à l'amendement n° 74 du Gouvernement qui aboutit à un transfert sur la taxe d'habitation. **Article 4** (p. 12186) : soutient son amendement n° 95 : suppression de l'article 4 ; rejeté. **Article 4** *bis* (p. 12189) : souhaite le rétablissement de l'article 4 *bis* assujettissant les ports maritimes et fluviaux à la taxe professionnelle. **Article 4** *quinquies* (p. 12193) : chantage exercé par les entreprises pour obtenir des exonérations de taxe professionnelle ; (p. 12195) : multiplication des suppressions d'emplois en région parisienne. **Article 5** (p. 12202) : soutient l'amendement n° 97 de M. Louis Maisonnat : plafonnement à 8 % de la valeur ajoutée de la cotisation de taxe professionnelle de chaque entreprise ; rejeté ; (p. 12204) : souhaite que l'Etat cesse de faire supporter par les assujettis aux impôts locaux les frais d'assiette et de mise en recouvrement de ces impôts ; souhaite avoir des éléments d'information actualisés concernant les mises en non-valeur. **Article 6** *bis* (p. 12206) : problème de la localisation de l'imposition des matériels pris en crédit-bail. **Article 8** (p. 12212) : soutient son amendement n° 98 : remplacement des abattements accordés aux redevables de la taxe d'habitation par des dégrèvements compensés par un réaménagement des plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu ; rejeté. **Article 8** (p. 12214) : problème de l'information des assujettis à la taxe d'habitation sur leurs droits nouveaux à paiement fractionné de la taxe. **Article 11 B** (p. 12228) : son amendement n° 101 corrigé soutenu par M. Marcel Houël : abaissement du seuil de fractionnement ; devient sans objet ; (p. 12228) : problème de la publication de la mesure de fractionnement du paiement de la taxe d'habitation. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [20 décembre 1979]. **Article 6** *bis* (p. 12406) : nécessité de prélever la taxe professionnelle à l'endroit où se trouve le matériel. **Explications de vote** (p. 12407) : améliorations apportées au texte en matière de plafonnement, d'écrêtement ; absence de ressources nouvelles pour les communes alors que l'autonomie communale passe nécessairement par l'autonomie financière ; libre fixation des taux des taxes locales à partir de 1981, mais encadrement du taux de la taxe professionnelle ; critique la base de la valeur ajoutée qui n'appréhende pas suffisamment le capital fixe et davantage les salaires ; absence de véritable modernisation de la fiscalité directe locale ; aurait été favorable à un impôt additionnel à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; insuffisance des abattements pour charges de famille.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8502) : son amendement n° 142 : abrogation de la loi du 27 juin 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; soutenu par M. Parfait Jans ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 8559) : son amendement n° 152 : remboursement aux collectivités locales et régionales de la TVA payée sur le prix de leurs travaux ; institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; abrogation de l'avoir fiscal ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions ; augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés ; assimilation des dirigeants de sociétés à des non-salariés au point de vue fiscal ; soutenu par M. Parfait Jans ; rejeté ; [20 octobre 1979]. **Avant l'Article 20** (p. 8652) : son amendement n° 168, soutenu par M. Henry Canacos : progression de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté ; (p. 8653) : son amendement n° 167, soutenu par M. Henry Canacos : tendant à porter la dotation globale de fonctionnement à 42 5 milliards de francs ; rejeté ; (p. 8654) : son amendement n° 170, soutenu

par M. Henry Canacos : prise en compte dans le calcul de la dotation de péréquation de trois critères sur les bases suivantes : un tiers pour le potentiel fiscal, un tiers pour l'impôt des ménages et un tiers pour les besoins sociaux ; rejeté ; son amendement n° 171, soutenu par M. Henry Canacos : fixation à 50 % du total de la dotation de péréquation de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal en 1980 ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et participation. Formation professionnelle, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour le travail. **Discussion générale** [25 octobre 1979] (p. 8920) : progression de 60 % des crédits du budget du travail en raison de l'accroissement de 86,5 % des dépenses du fonds national du chômage ; échec de la politique économique d'austérité ; 1.423.000 demandeurs d'emploi ; baisse du chômage en août peu significative ; baisse des effectifs salariés dans l'industrie ; accroissement des ressources en main-d'œuvre ; investissements croissants à l'étranger ; exemple de l'achat des moteurs pour l'Airbus à Pratt et Whitney plutôt qu'à la SNECMA ; aggravation de l'indépendance de la France dans le domaine du roulement à billes ; diminution de l'investissement productif en France ; difficultés du secteur de la machine-outil ; aspect positif de la réforme sur l'indemnisation du chômage ; critique la clause subordonnant le bénéfice de l'allocation forfaitaire aux femmes à l'accomplissement d'un stage de formation professionnelle d'une durée de 500 heures au moins ; problème des salariés âgés de moins de 55 ans ; le maintien des droits sociaux pour les chômeurs arrivés au terme de l'indemnisation et ceux qui ne bénéficient d'aucune indemnité ; (p. 8921) : 266.000 chômeurs non indemnisés ; nouvelle répartition des charges financières introduites par la réforme ; augmentation de 92,1 % de la subvention de l'Etat versée par l'UNEDIC ; sous-estimation des crédits inscrits dans la loi de finances initiale au titre du fonds national du chômage ; désengagement de l'Etat dans le financement de l'indemnisation du chômage pénalisant avant tout les salariés ; coût de l'indemnisation du chômage : 27,5 milliards de francs en 1979 plus 20 milliards de manque à gagner pour la sécurité sociale ; augmentation de 27,2 % des crédits alloués au fonds national pour l'emploi ; augmentation de 46,4 % de l'aide à la mobilité ; insuffisant développement de la formule du stage-emploi-formation ; coût du troisième pacte pour l'emploi : 3,5 milliards de francs par an ; développement de la précarité du travail par le troisième pacte pour l'emploi ; extension de l'exonération des charges sociales à toutes les entreprises ; moyens insuffisants alloués à l'AFPA (association pour la formation professionnelle des adultes ; insuffisance de moyens de l'ANPE) agence nationale pour l'emploi) ; (p. 8922) : approuve le maintien de l'inscription de droit à l'ANPE ; (p. 8960) : demande que les avantages accordés dans le cadre du pacte pour l'emploi bénéficient également aux collectivités locales. **Examen des crédits** [25 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8967) : caractère évaluatif des crédits du fonds national du chômage.

Transports [17 novembre 1979]. **Article 56 précédemment réservé** (p. 10300) : subvention de l'Etat pour le financement des routes nationales secondaires inférieure de 100 millions de francs à ce qu'elle devrait être.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12232) : problème des droits sociaux pour les chômeurs arrivés au terme de l'indemnisation ; (p. 12233) : volonté du Gouvernement de supprimer l'ouverture du droit à la sécurité sociale pour les demandeurs d'emploi non indemnisés ainsi que les droits à pension de retraite ; problème de la prise en charge par l'aide sociale de l'assurance personnelle qui risque d'accroître les charges des collectivités locales ; croissance du nombre des chômeurs et de la durée du chômage ; nouveau coup porté aux retraités ; vote hostile du groupe communiste. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [18 décembre 1979] (p. 12235) : coût de l'aide sociale pour les collectivités locales.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12552) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaminade : faisant bénéficier du taux 0 de la TVA les produits de première nécessité et instituant un impôt sur la fortune ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2849) : son amendement n° 75 rectifié : dégrèvement de la taxe d'habitation pour les familles exonérées de l'impôt sur le revenu gagé par une surtaxe additionnelle à l'impôt sur le revenu ; rejeté ; son amendement n° 198 : dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour les contribuables acquittant un très faible impôt sur le revenu ; rejeté.

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 13128) : augmentation du chômage ; droit au travail inscrit dans la Constitution ; diminution du nombre des chômeurs aidés ; sous-évaluation des crédits affectés au fonds du chômage ; (p. 3129) : problème des chômeurs arrivés en fin de droit à indemnisation ; loi du 28 décembre 1978 supprimant le droit à la sécurité sociale pour les chômeurs non indemnisés ; problème du revenu des chômeurs licenciés ou démissionnaires de plus de cinquante-cinq ans ; augmentation de la durée d'attente d'un emploi ; indemnisation du chômage dans les DOM ; développement du travail précaire ; aide des sociétés de travail temporaire ; (p. 3130) : coût direct et indirect du chômage ; (p. 3151) : ressources des chômeurs arrivés en fin de droit.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 42** (p. 4113) : vote direct des taux des impôts locaux en 1981 ; nécessité d'une évolution parallèle des bases des quatre taxes locales ; estime anormal d'actualiser les bases de la taxe d'habitation et du foncier bâti en excluant celles de la taxe professionnelle ; pas d'évolution automatique des bases de la taxe professionnelle ; (p. 4114): nécessité d'actualiser la « composante » outillage de la base de la taxe professionnelle ; soutient l'amendement n° 25 de la commission des finances : application des majorations forfaitaires aux valeurs locatives cadastrales des immeubles entrant dans l'assiette de la taxe professionnelle ; rejeté par scrutin public ; (p. 4115) : nécessité d'actualiser la « composante » outillage de la base de la taxe professionnelle ; transfert progressif de la charge fiscale sur la taxe d'habitation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4523) : baisse des investissements des collectivités locales et montée de la pression fiscale sur les ménages ; propositions communistes en matière de finances locales ; souhaite que le tiers des ressources publiques nationales soit affecté aux collectivités locales ; progression de la dotation globale de fonctionnement tenant surtout à l'inflation ; injustice de la TVA et de la taxe d'habitation ; (p. 4524) : système défavorisant les communes urbaines par rapport aux communes rurales ; propose d'abonder la dotation globale de fonctionnement par un prélèvement sur les fortunes et sur le capital des sociétés ; système incitant les communes à augmenter les impôts sur les ménages afin d'obtenir une dotation globale de fonctionnement plus élevée ; mal-vivre dans les banlieues ouvrières ; problème du remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs. **Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4550) : soutient l'amendement n° 3 de M. Louis Maisonnat : portant à 20 % le taux du prélèvement sur la TVA affectée à la dotation globale de fonctionnement ; institution d'un impôt sur les sociétés et sur le capital ; rejeté. **Article 2** (p. 4551) : son amendement n° 40 : fixant à 50.000 F le minimum de la dotation forfaitaire ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 4556) : soutient l'amendement n° 5 de M. Edmond Garcin : prise en compte des besoins sociaux comme élément de la péréquation ; saisine du comité des finances locales ; rejeté ; (p. 4557) : insuffisance de la notion de potentiel fiscal. **Après l'Article 8** *bis* (p. 4558) : soutient l'amendement n° 7 de M. Edmond Garcin : versement supplémentaire à la dotation forfaitaire pour les communes abritant une population immigrée particulièrement nombreuse ; rejeté ; (p. 4559) : croissance des impôts locaux dans les villes où est concentrée la population immigrée. **Article 9** (p. 4565) : estime abusif d'opposer l'irrecevabilité à l'amendement n° 44 de M. Edmond Garcin qui vise à garantir à chaque commune un taux minimum de progression de la dotation globale de fonctionnement correspondant à celui de l'augmentation du coût de la vie.

FUCHS (Jean-Paul)

Député du Haut-Rhin
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 961).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre du Haut Conseil de l'audiovisuel [8 juin 1978] (p. 2729) [9 juin 1978] (p. 2762).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre du Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges Pompidou [5 octobre 1978] (p. 5693).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1978] (p. 49).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (n° 1763) [5 juin 1980] (p. 1620).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 1121) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° 1167) [26 juin 1980] (p. 1586).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Loïc Bouvard tendant à améliorer la condition des femmes seules chefs de famille (n° 1953) [20 novembre 1980] (p. 4241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Rapport,** au nom des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de programme (n° 119) adopté par le Sénat, sur les **musées** (n° **231**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 249) relatif à l'**emploi des jeunes** (n° **314**) [1er juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de programme,** adopté par le Sénat en deuxième lecture (n° 395), sur les **musées** (n° **413**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**emploi des jeunes** (n° **414**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 795) relatif à l'aide aux **travailleurs privés d'emploi** (n° **810**) [19 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'**apprentissage** (n° **850**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux **travailleurs privés d'emploi** (n° **892**) [5 janvier 1979].

— **Proposition de loi** tendant à créer une appellation **« eau de vie d'Alsace »** (n° **1383**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**ouverture des locaux scolaires à des activités**

extérieures au service public de l'éducation (n° **1385**) [7 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1348) relatif **au maintien des droits,** en matière de sécurité sociale, de **certaines catégories d'assurés** (n° 1399) [13 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer **un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés** (n° **1499**) [18 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1763), relatif à la **protection des collections publiques** contre les actes de malveillance (n° **1808**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** sur la **vie associative** (n° **2203**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de loi** relative au **statut des langues et cultures régionales** dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision (n° **2232**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Emploi des jeunes** [22 novembre 1978] (p. 8157) : insuffisance du deuxième pacte national pour l'emploi.

— **Situation des réfugiés vietnamiens** [16 mai 1979] (p. 3851) : quelles initiatives compte prendre la France pour que des solutions soient trouvées pour les milliers de vietnamiens qui quittent leur pays ?

— **Extension du bénéfice des billets de congés payés aux chômeurs** [17 octobre 1979] (p. 8328) : extension du bénéfice des billets de congés payés aux chômeurs.

— **Fermeture de lignes de la SNCF** [19 décembre 1979] (p. 12310) : fermeture de la ligne Sainte-Marie-aux-Mines ; Sélestat, contre l'avis des élus ; sa concession à une compagnie privée ; régression du service public.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **810**) : **Remplacement des professeurs de CES** [28 avril 1978] (p. 1454, 1455) : difficultés rencontrées dans l'académie de Strasbourg ; nécessité de dégager un certain nombre de postes pour l'année à venir.

— (n° **2362**) : **Réception des émissions de télévision dans les zones de montagne** [2 juin 1978] (p. 2482, 2483) : résorption des zones d'ombre à la charge des communes; nécessité de développer une politique culturelle d'ensemble en faveur des zones de montagne.

— (n° **32813**) : **Développement de la lecture publique** [27 juin 1980] (p. 2413) : date de dépôt du projet de loi-cadre d'action culturelle concernant les bibliothèques et les lectures publiques ; (p. 2414) : projet de loi sur le développement des responsabilités locales.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signées à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1803) : les dangers de l'injection de saumures dans le sous-sol ; l'absence de consultation des élus et de la population ; la destruction d'un réservoir d'eaux fossiles ; le problème du bassin de la Doller.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1806) : les aspects financiers du projet de loi ; (p. 1807) : les avantages de la loi de programme ; la régularité de la progression des crédits ; la coordination des programmes d'architecture et de rénovation muséographiques ; le développement de la fonction éducative des musées ; la portée limitée du projet ; le caractère conservatoire des mesures prévues ; l'insuffisance des crédits alloués aux musées de province ; la nécessité de prévoir une augmentation des crédits de fonctionnement ; (p. 1808) : la création du musée du XIX^{e} siècle ; les problèmes financiers qu'elle pose ; la demande de la commission de majorer les crédits proposés. **Discussion des articles. Avant l'Article unique** (p. 1835) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : définition de la politique générale en matière de développement des musées ; adopté ; son opposition au sous-amendement n° 19 de M. Dominique Taddei à l'amendement n° 3 de la commission. **Article unique et annexe** (p. 1837) : l'absence d'examen par la commission de l'amendement n° 13 de M. Gilbert Gantier, le rejet par la commission des amendements n^{os} 1 et 17 ; (p. 1837) : soutient l'amendement n° 7 de la

commission : tendant à modifier l'intitulé « musée du XIXe siècle » en « musée d'Orsay » ; adopté (p. 1838) : retire son amendement n° 5 : suppression des crédits relatifs aux musées classés et contrôlés, et se rallie à l'amendement n° 18 du Gouvernement. **Article unique** (*suite*) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : définition du cadre d'application du projet de loi ; adopté ; soutient l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission : adopté. **Après l'Article unique** : soutient l'amendement n° 8 de la commission : contrôle parlementaire sur l'emploi des crédits pour la réalisation du musée d'Orsay ; adopté ; l'avis favorable de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'amendement n° 2 de la commission des finances ; maintient l'amendement n° 9 de la commission : obligation pour le Gouvernement de faire un rapport sur l'exécution de la loi ; adopté ; (p. 1839) : l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 10 rectifié de M. Hubert Dubedout soutenu par M. Dominique Taddei ; (p. 1840) : l'absence d'examen par la commission de l'amendement n° 15 de M. Etienne Pinte.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** (6 juin 1978] (p. 2512) : caractère conjoncturel du projet ; augmentation des crédits pour les contrats emploi-formation ; réduction de la durée des stages de formation professionnelle ; nouvelle modalité d'exonération des charges sociales : application aux salariés ayant entre dix-huit et vingt-six ans, aux entreprises de moins de 500 salariés ; durée de l'embauche portée à dix-huit mois ; exonération de 50 % applicable pendant douze mois ; nécessité d'étendre le bénéfice de la loi aux femmes chefs de famille ; recul du projet pour les apprentis ; (p. 2513) : réduction de la durée des stages pratiques en entreprise ; financement de la rémunération des stagiaires à 20 % par les employeurs ; abus commis en matière de stage pratique en entreprise ; absence de statut pour les jeunes stagiaires. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2541) : avis de la commission sur l'amendement n° 46 du Gouvernement ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 45 du Gouvernement ; (p. 2542) : amendement n° 25 de la commission : modification rédactionnelle ; adopté ; amendement n° 24 de la commission : seuil de 500 salariés par entreprises et non par établissements ; adopté ; amendement n° 25 de la commission : nécessité d'une augmentation du niveau moyen de l'effectif employé au cours de la période de référence pour bénéficier de la prise en charge des cotisations ; rejeté ; (p. 2543) : l'absence d'examen par la commission de l'amendement n° 1 de M. Daniel Le Meur ; (p. 2544) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 10 de M. André Delehedde ; amendement n° 26 de la commission : application aux DOM-TOM de l'article premier ; adopté ; opposition de la commission à l'amendement n° 2 de M. Daniel Boulay ; (p. 2545) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 43 de M. Alain Léger ; (p. 2546) : soutient l'amendement n° 27 de suppression de la commission : volonté de la commission de pousser le Gouvernement à réexaminer le problème de l'apprentissage ; retiré ; absence d'examen par la commission du sous-amendement n° 47 de M. André Delehedde à l'amendement n° 44 du Gouvernement. **Après l'Article 2** (p. 2547) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 6 de M. René de Branche ; nécessité d'une discussion sur les problèmes de l'apprentissage. **Article 3** (p. 2549) : opposition de la commission à l'amendement n° 13 de M. André Delehedde ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : précision de la notion d'activité manuelle par décret ; adopté ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 16 de M. André Delehedde ; (p. 2550) : opposition de la commission aux amendements n° 3 de M. Marcel Tassy et n° 17 de M. André Delehedde ; soutient l'amendement n° 31 de la commission : régime de la rémunération des stagiaires ; amélioration du statut des intéressés par l'introduction de notion de salaire ; adopté avec modification ; (p. 2551) : soutient l'amendement n° 32 de la commission : organisation des stages, modalités de l'habilitation ; retiré ; soutient l'amendement n° 33 de la commission : nécessité de joindre l'avis du comité d'entreprise à la demande d'habilitation ; rejeté ; (p. 2552) : soutient l'amendement n° 34 de la commission : consultation des représentants du personnel sur les conditions de déroulement des stages pratiques ; adopté ; opposition de la commission à l'amendement n° 18 de M. André Delehedde ; soutient l'amendement n° 35 de la commission : conséquences de l'amendement n° 31 modifié ; devient sans objet. **Après l'Article 3** (p. 2553) : avis défavorable de la commission à l'amendement n° 4 de M. Pierre Zarka ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 20 de M. André Delehedde ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Daniel Boulay ; (p. 2554) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 42 du Gouvernement.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture.**

Discussion générale [7 juin 1978] (p. 2638) : approbation du projet de loi ; prend position en faveur du monopole ; nécessité de répondre aux préoccupations régionales et locales et de garantir l'objectivité ; (p. 2639) : possibilité de créer au niveau des régions un outil audiovisuel institutionnel et de produire des programmes spécifiquement locaux.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi tendant à instaurer pour la femme la promotion, l'égalité, la liberté dans le travail, la famille, la société** (n° 228). **Première lecture** [8 juin 1978] (p. 2689) : opposition de la commission à la demande de création d'une commission spéciale faite par le groupe communiste.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 51-11-1 du code du travail** (p. 5673) : législation particulière des départements d'Alsace et de Lorraine en ce qui concerne les conseils de prud'hommes ; demande la prise en charge par l'Etat des frais de personnel et de fonctionnement des conseils de prud'hommes d'Alsace et de Lorraine, mais le maintien de leur statut particulier.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Culture et communication. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6268) : réalisme du budget qui met l'accent sur des priorités ; (p. 6269) : augmentation des dépenses culturelles en France ; multiplication du budget de la culture par 2,35 % en dix ans ; grands écarts selon les catégories socio-professionnelles dans la consommation culturelle et selon l'importance de la localité ; ses propositions : rénovation de l'école, élargissement du concept de la formation permanente, utilisation plus culturelle de la télévision, augmentation du budget de la culture ; difficultés des communes dans le domaine culturel ; nécessité pour les établissements publics régionaux d'adopter un plan d'équipement culturel d'ensemble ; réhabilitation des bâtiments anciens à des fins culturelles ; utilisation des locaux scolaires pour l'animation culturelle ; (p. 6270) : nécessité d'une politique de décentralisation culturelle s'appuyant sur des lois de programme.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7497) : effort des pouvoirs publics pour l'éducation nationale depuis 1966 ; baisse des effectifs scolaires ; retard dans l'arrivée au rectorat des nominations ministérielles ; caractère tardif des attributions successives du contingentement des heures supplémentaires ; (p. 7498) : nécessité d'une refonte de la télévision scolaire ; souhaite voir accorder une plus grande place aux arts plastiques, à la culture et aux langues régionales, au travail manuel dans l'enseignement.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° 681). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8763) : soutient l'amendement n° 2 rectifié de M. Adrien Zeller : caractère obligatoire de l'application de la loi sur demande des conseils généraux dans un délai maximum de trois ans ; retiré.

— **Projet de loi sur les archives** (n° 306). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8771) : nécessité de donner une nouvelle définition des archives et d'enrayer le mouvement d'exportation ; droit de préemption des collectivités locales.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9461) : inquiétude des populations de montagne ; non-réalisation de l'extension du zonage agriculture-forêt dans l'ensemble des départements inclus en tout ou en partie dans la zone de montagne et de l'accroissement des crédits destinés aux améliorations pastorales ; absence de relèvement de l'aide à la mécanisation agricole et de l'accroissement des crédits de déneigement ; (p. 9462) : absence des décisions nécessaires à l'application des schémas de massifs ; recul de l'aide aux équipements productifs concernant l'élevage ; nécessité d'un effort supplémentaire de l'Etat pour rattraper le retard des régions déshéritées ; nécessité de reprendre l'étude de la taxe sur les friches ; situation des pluriactifs.

— **Projet de loi relatif aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9796) : proteste contre les conditions d'examen du projet de loi ; système d'indemnisation du chômage très complexe ; existence d'allocations de nature et de source différente ; augmentation des dépenses d'indemnisation du chômage qui représentent 19 milliards 900 millions de francs en 1978 ; diminution de la part de l'Etat dans l'indemnisation ; risque de rupture de trésorerie du système d'indemnisation à la mi-janvier ; système d'indemnisation engendrant des inégalités ; absence d'effet dynamique sur l'emploi ; projet tendant à simplifier le régime d'indemnisation par l'uniformisation des prestations réduites à trois ; exten-

sion du régime d'indemnisation et nouveau partage de responsabilités entre l'Etat et les partenaires sociaux ; (p. 9797) : objectif d'incitation à l'emploi par l'institution d'une dégressivité trimestrielle des prestations ; absence de dispositions pour le secteur public ; problème des chômeurs de longue durée ; insuffisante précision des dispositions relatives à la subvention de l'Etat ; nécessité d'accorder aux femmes chefs de famille à la recherche d'un emploi une allocation forfaitaire et d'appliquer ces textes aux départements d'outre-mer. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-1 du code du travail** (p. 9842) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : référence à l'inscription à l'ANPE ; rejeté. **Article L 351-2 du code du travail** (p. 9845) : soutient l'amendement n° 12 : rédactionnel de la commission ; adopté. **Article L 351-5 du code du travail** (p. 9846) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission : précisant le texte du Gouvernement et le sous-amendement n° 94 de la commission à l'amendement n° 17 précisant le texte du Gouvernement ; sous-amendement n° 94 ; adopté ; amendement n° 17 modifié ; adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission : formel ; adopté ; (p. 9848) : soutient l'amendement n° 19 de la commission : de coordination ; adopté. **Article L 351-6 du code du travail** (p. 9848) : soutient le sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 106 du Gouvernement : suppression de l'obligation d'avoir suivi un stage de formation professionnelle pour les femmes titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique; adopté. **Article L 351-7 du code du travail** (p. 9854) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : formel ; adopté. **Article L 351-8 du code du travail** (p. 9856) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : emploi de l'expression « demandeur d'emploi » dans l'article L 351-8 ; devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 24 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article L 351-10 du code du travail** : soutient l'amendement n° 25 de la commission : suppression de la détermination par décret des conditions selon lesquelles le travailleur est considéré comme étant à la recherche d'un emploi ; devenu sans objet ; (p. 9856) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : formel ; adopté. **Article L 351-12 du code du travail** (p. 9858) : soutient l'amendement n° 27 de la commission : symétrie dans l'évolution des recettes et des dépenses ; adopté. **Article L 351-14 du code du travail** : soutient l'amendement n° 28 de la commission : formel ; adopté. **Article 3** (p. 9860) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : nouvelle rédaction du texte ; adopté ; soutient les amendements n° 30 de la commission : nouvelle rédaction ; adopté ; soutient l'amendement n° 31 de la commission : formel ; adopté. **Article L 351-20** (p. 9861) : soutient l'amendement n° 33 de suppression de la commission ; adopté. **Après l'Article 3** : soutient l'amendement n° 34 de la commission : modification de la numérotation ; adopté. **Article 5** : soutient l'amendement n° 35 de la commission : formel ; adopté. **Article 6** (p. 9862) : soutient l'amendement n° 36 de la commission : formel ; adopté. **Article 7** : soutient l'amendement n° 37 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 8** (p. 9863) : soutient l'amendement n° 38 de la commission : formel ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 39 de la commission : formel ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur. **Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 170) : points étudiés par la commission mixte paritaire ; élargissement de l'application de la loi aux femmes chefs de familles ; article permettant aux salariés bénéficiant du congé parental de percevoir également l'allocation forfaitaire ; article ayant pour but de ne pas faire supporter de dépenses supplémentaires aux collectivités locales au titre de l'aide aux travailleurs privés d'emploi.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° 941). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3175) : caractère sacré du droit de grève inscrit dans la Constitution ; existence d'un droit à la culture et à l'information qui est assuré par la télévision ; son adhésion à la proposition en raison du caractère de service public de la télévision justifiant le monopole ; abus du droit de grève à la télévision ; maintien de la possibilité de faire grève à la télévision dans le cadre de cette proposition.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° 922). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4243) : condition aléatoire des immigrés ; nécessité de donner au Gouvernement le moyen de stopper l'immigration clandestine ; (p. 4244) : départ des immigrés incapable de résorber le chômage ; son inquiétude devant la généralisation de l'internement administratif ; absence de possibilité réelle de défense de l'immigré en cas d'expulsion. **Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Après l'Article 6** (p. 4264) : son amendement n° 22 : rendant obligatoire la comparution de l'étranger

devant la commission spéciale prévue par l'article 25 de l'ordonnance de 1945 ; soutenu par M. Bernard Stasi, retiré.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5286) : troisième pacte national pour l'emploi répondant à une situation d'urgence qui résulte de la conjonction de la dépression économique, de la croissance démographique, de la hausse du taux d'activité des femmes et du maintien d'une forte population active d'immigrés ; réussite partielle du deuxième pacte national pour l'emploi ; (p. 5287) : projet amorçant une politique structurelle pour l'insertion des jeunes et étendant des mesures intégrées au deuxième pacte pour l'emploi en faveur des femmes chefs de famille ; inconvénient des stages pratiques en entreprises ; risques d'abus, pas de garantie d'embauche, absence de statut et de contrôle de la formation ; approuve l'atténuation du seuil fiscal de dix salariés et l'octroi d'une prime aux employeurs embauchant des personnes âgées de plus de quarante-cinq ans au chômage depuis plus d'un an ; nécessité d'un allégement des charges sociales ; inadaptation du système éducatif à la vie professionnelle ; nécessité d'une amélioration des conditions de travail. **Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Après l'Article premier** (p. 5349) : demande au ministre de faire procéder à une étude en vue de déterminer les effets de la mesure proposée par l'amendement n° 1 de M. Edmond Alphandery.

— **Projet de loi relatif à la vaccination antivariolique** (n° **1057**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [7 juin 1979]. **Article unique** (p. 4807) : soutient son amendement n° 3 : suppression de l'obligation de renouvellement de la vaccination ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 6** (p. 8538) : son amendement n° 178 : possibilité d'option pour l'application d'un taux unique de la taxe sur les salaires égal à 5 % pour les organisations sans but lucratif ; soutenu par M. Bernard Stasi ; retiré.

Deuxième partie :

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8722) : approuve les réformes accomplies : formation des instituteurs, stages dans les entreprises ; échec de l'application de la loi Haby ; nombre excessif des jeunes sortant du système éducatif sans diplôme ; faiblesse de l'augmentation du budget de fonctionnement ; douloureux problème des maîtres auxiliaires ; insuffisance des crédits élèves ; suppression de 2.200 emplois de surveillants en deux ans ; diminution des bourses ; insuffisance des crédits d'équipement ; nécessité de revoir l'apport de la télévision dans l'enseignement ; souhaite que soit donné un maximum de responsabilités aux enseignants ; son vote favorable.

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9025) : développement de la vie culturelle en France ; inégalité des Français devant l'accès à la culture ; (p. 9026) : budget de la culture ne représentant pas l'ensemble de l'effort culturel de l'Etat ; augmentation des crédits réservés à la protection et à la revalorisation du patrimoine ; accroissement des crédits de la direction de la musique ; poids excessif des grandes institutions de prestige ; insuffisance de l'aide aux collectivités locales ; pas de politique culturelle claire en milieu rural.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9128) : poursuite du plan de rénovation des centres de vacances lancé en 1978 ; accent mis sur les centres de loisirs sans hébergement et sur les offices internationaux ; nécessité d'une loi de programme concernant plusieurs ministères dans le domaine socio-éducatif ; souhaite le développement des agences culturelles existant en Alsace.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9219) : problème posé par la protection acoustique des logements ; (p. 9220) : incidence des versements pour dépassement du plafond légal de densité.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9638) : attachement des Alsaciens au statut de leur vignoble ; nécessité de mettre en place un stock régulateur ; (p. 9663) : nécessité d'augmenter la prime de l'indemnité spéciale pour les vingt premiers bovins.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [23 novembre 1979] (p. 10646) : deux objectifs du texte : décharger l'agence nationale pour l'emploi de tâches administratives et mettre fin à des abus ; déconnexion entre sécurité sociale et chômage ; allongement de la période pendant laquelle les assurés ou leurs ayants droit continuent à être couverts ; prolongation de l'assurance maladie pendant un an après la période d'indemnisation ; modification des modalités déterminant

les droits à pension d'assurance vieillesse ; déconnexion entre l'inscription à l'ANPE et le droit aux prestations familiales ; prolongation du service des prestations pour les enfants suivant un stage de formation professionnelle ; suppression des références à l'ANPE dans la législation à la sécurité sociale ; obligation d'avoir recours à l'assurance personnelle pour ceux qui ne trouvent pas d'emploi dans le délai d'un an ; (p. 10647) : souhaite que les assurés sociaux non salariés bénéficient de la prolongation de douze mois ; problèmes des jeunes demandeurs d'emplois de moins de vingt-sept ans et des droits à pension d'assurance vieillesse pour les personnes d'un certain âge qui ne peuvent trouver du travail ; rejet du texte par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion des articles** [23 novembre 1979]. **Article 2** (p. 10655) : son amendement n° 3 : formel ; adopté ; son amendement n° 4 : revenu de remplacement pris en compte pour l'ouverture du droit à l'assurance maladie ; adopté ; **Article 4** (p. 10659) : son amendement n° 5 : cas de prolongation du droit aux prestations familiales ; adopté. **Article 6** (p. 10660) : son amendement n° 6 : suppression du deuxième alinéa de l'article 6 ; retiré ; (p. 10661) : son amendement n° 8 : formel ; adopté ; son amendement n° 7 : retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10550) : nécessité de donner à la femme le libre choix de travailler ou de rester au foyer en lui assurant un revenu familial garanti ; (p. 10551) : responsabilités de la famille en matière d'éducation ; nécessité d'une collaboration des familles avec les mass-médias et l'école.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11706) : problèmes de la qualité de la vie en milieu rural ; maintien de services publics, équipements collectifs ; défend l'agriculture biologique ; nécessité de mener une politique régionale, en particulier dans les zones de montagne. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 21** *bis* (p. 236) : son amendement n° 172 : agrément départemental pour la constitution d'un GFA ; rejeté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 391) ; participation; tradition du mouvement républicain populaire ; distribution de 3 % des actions aux salariés des entreprises ; caractère facultatif ; (p. 392) : participation à la gestion de tous les salariés et non des seuls cadres.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 620) : création d'une agence nationale d'études et de promotion de la participation.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 937) : existence d'une politique familiale ; revenu minimum garanti ; (p. 938) : complexité du système de prestations familiales ; fusion des allocations familiales en une prestation unique.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1727) : attachement des TOM à la France ; effort de développement ; inégalités sociales ; (p. 1728) : communautés mélanésienne et européenne de Nouvelle-Calédonie ; plan de développement économique et social ; situation de Wallis-et-Futuna ; déséquilibre géographique, démographique et social de la Polynésie ; hypertrophie du secteur public.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2260) : répression des actes de vandalisme ; politique d'ensemble de la promotion des musées français ; création de 200 postes de gardiens dans les musées nationaux ; (p. 2261) : peines applicables pour atteinte à l'intégrité du patrimoine public ; amendement apporté au texte par le Sénat ; article 257 du code pénal ; actualisation des amendes ; extension de la répression exercée à l'encontre des vandales s'attaquant aux immeubles ou objets inscrits ; application de l'article 257 aux personnes portant atteinte à l'intégrité des objets, documents composant les collections publiques ; codification. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2265) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : nouvelle rédaction de l'article 2 ; adopté ; notion d'infractions intentionnelles. **Article 3** (p. 2266) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 5** : soutient l'amendement n° 5 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Arti-**

cle 6 (p. 2267) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : de conséquence ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3085) : les quatre priorités : amélioration de la formation des maîtres avec participation de l'université, réduction des difficultés scolaires, formation professionnelle avec extension des séquences éducatives en entreprises, ouverture sur l'environnement économique ; (p. 3086) : critiques : insuffisance des créations de postes supplémentaires, diminution des crédits de fonctionnement, des crédits d'investissements et des bourses ; créer de véritables communautés scolaires ; concertation entre les parents et les enseignants, entre le primaire et le secondaire; valoriser l'intelligence manuelle et l'intelligence commerciale.

Départements et territoires d'outre-mer. — I. Section commune. — III. Territoires d'outre-mer. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 327) : bilan de l'action en Polynésie française; réussite de la politique des conventions; élaboration d'un plan territorial ; mise en place de l'institution communale ; (p. 3298) : développement de la pêche et de l'aquiculture et du tourisme ; problème de l'emploi ; renforcement de l'aide métropolitaine ; développement de la culture et de la langue polynésiennes.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3354) : situation fiscale et juridique des associations de défense de l'environnement.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3489) : essor culturel de la France ; inégalités sociales pour l'accès à la culture ; poursuite de l'effort en faveur de l'enseignement musical ; (p. 3490) : augmentation des subventions de fonctionnement aux théâtres nationaux ; renforcement des actions de soutien à la création dramatique ; effort en matière de protection et de valorisation du patrimoine ; implications de la loi-cadre sur les musées ; diminution des crédits de la lecture publique ; difficultés des bibliothèques ; difficultés de l'édition à la suite de la libération du prix des livres ; déséquilibre entre Paris et la province ; transfert de charges aux collectivités locales ; insuffisance des crédits affectés aux actions culturelles dans les zones rurales.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4190) : favoriser une meilleure intégration des femmes dans la vie sociale et forcer le blocage de notre société ; projet de loi sur les collectivités locales et le statut des élus ; égalité entre les électeurs et entre les hommes et les femmes ; application de ce texte aux communes de 2.500 habitants.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° 2033). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4332) : travail à temps partiel plus répandu à l'étranger qu'en France ; répartition selon les secteurs économiques ; aspiration au travail à temps partiel de la part des femmes ; coût du travail à temps partiel pour les employeurs ; lien entre le niveau des salaires et le développement du travail à temps partiel ; (p. 4333) : garanties apportées aux salariés par le projet ; neutralité financière du travail à temps partiel pour les entreprises ; ses doutes sur la création d'emplois grâce au travail à temps partiel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5078) : répartition particulière des terres en Nouvelle-Calédonie ; sous-exploitation de nombreuses grandes propriétés ; caractère sacré de la relation des Mélanésiens avec leur terre ; nécessité de donner de nouvelles prérogatives au territoire ; droit de préemption ; appropriation des terres incultes ; expropriation pour cause d'utilité publique.

G

GAILLARD (René)

Député des Deux-Sèvres
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786), [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre du Conseil supérieur de la coopération [8 juin 1978] (p. 2729) ; [9 juin 1978] (p. 2762).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7338) : son opposition aux conclusions du rapport Guillaumat ; présentation confuse des fascicules budgétaires des transports ; diminution en francs constants des autorisations de programme pour les transports terrestres ; développement insuffisant des moyens de transports collectifs urbains ; problème de la réforme du permis de conduire ; multiplication des mouvements sociaux dans le secteur des transports ; (p. 7339) : schématisation suspecte du rapport Guillaumat selon lequel l'avenir des transports repose sur un choix entre économie de marché et centralisation autoritaire ; urgence d'un grand débat parlementaire sur les transports.

— **Projet de loi relatif aux transports publics d'intérêt local** (n° **680**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Article premier** (p. 3575) : soutient son amendement n° 27 : attribuant le caractère d'autorité organisatrice de transports publics aux établissements publics régionaux ; rejeté. **Article 7** (p. 3579) : soutient son amendement n° 28 : aménagement des tarifs des services de transports publics d'intérêt local dans des conditions fixées chaque année par la loi de finances ; retiré. **Article 8** : soutient son amendement n° 29 : absence de caractère obligatoire du contrôle de l'autorité de tutelle ; retiré ; soutient son amendement n° 30 : suppression de la mise à la charge de l'exploitant des frais du contrôle ; rejeté. **Après l'Article 11** (p. 3581) : soutient son amendement n° 24 : possibilité pour les autorités organisatrices d'instituer et de percevoir un versement destiné aux transports en commun dont l'assiette est constituée par les salaires payés par les personnes physiques ou morales, publi-

ques ou privées, employant plus de neuf salariés ; rejeté ; (p. 3582) : nécessité de supprimer par la loi le seuil de perception du versement transport qui existe actuellement dans les agglomérations de plus de cent mille habitants.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8793) : nouvelle présentation du budget des transports rendant plus difficile les comparaisons ; pas de priorité réelle pour les transports collectifs urbains ; (p. 8794) : abandon progressif de la politique des contrats de développement ; situation inquiétante des transports dans les agglomérations moyennes exemple de Niort ; demande l'abaissement du seuil de population à partir duquel le versement transport est institué ; aggravation inadmissible des conditions financières de déplacement dans la région parisienne ; dénonce la politique de fermeture de lignes omnibus menée par la SNCF ; danger de la politique d'emprunts à court terme menée par la SNCF ; problème de la roue d'essai pour moteur linéaire de Grenoble.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Article 6** (p. 2918) : son amendement n° 159 : portant à 16,40 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; non soutenu.

Deuxième partie :

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3951) : abandon de toute notion de service public en matière de transport ; fermeture de lignes SNCF ; transports collectifs urbains dans les villes moyennes ; irrégularité de la participation de l'Etat aux dépenses du FSIR ; (p. 3952) : axe Centre-Europe-Atlantique ; insuffisance des crédits des voies navigables et des ports fluviaux ; relations de l'Etat avec les entreprises nationales et les organismes publics en matière de transport ; situation du secteur des transports routiers ; durée hebdomadaire de travail des conducteurs.

Santé et sécurité sociale - Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Examen des crédits** [17 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4080) : son amendement n° 244 : présentation par le Gouvernement d'un rapport faisant apparaître l'intérêt financier pour les caisses d'assurance maladie du maintien des abattements tarifaires opérés sur la valeur des actes supportés par les centres de santé, de soins ou les dispensaires ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4639) : son amendement n° 39 : régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production ; rejeté.

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube
(2e circonscription)
(RPR).

Ministre de la coopération.

Ministre de la défense et ministre de la coopération.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Ministre de la coopération (troisième gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Chargé de l'intérim du ministère de la défense. Décret du 14 décembre 1980 [*J.O.* du 16 décembre 1980] (p. 2962).

Ministre de la défense et ministre de la coopération. Décret du 22 décembre 1980 [*J.O.* du 23 décembre 1980] (p. 3019).

Fin de ses fonctions de ministre de la défense et ministre de la coopération (troisième gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**) [19 décembre 1979] (erratum 9 janvier 1980).

QUESTIONS

En qualité de ministre de la coopération.

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Accords de coopération avec le Tchad** [26 avril 1978] (p. 1365) : accords renouvelés au cours des dernières années ; nombre de coopérants augmenté à la demande des autorités de N'Djamena.

— **M. Henri Ferretti : Sécurité des coopérants français au Tchad** [26 avril 1978] (p. 1367) : l'affaire du Salal ; perte de deux coopérants chargés de mission d'assistance technique ; la volonté du Gouvernement tchadien de mener une politique de réconciliation nationale.

— **M. Paul Quilès : Intervention française au Tchad** [26 avril 1978] (p. 1369) : l'action de coopération menée au Tchad par la France ; action pouvant aller jusqu'à la formation et la logistique.

— **M. André Labarrère : Intervention française au Tchad** [10 mai 1978] (p. 1556) : respect des accords de coopération prévoyant une assistance militaire en matière de logistique et de formation.

— **M. Maxime Kalinsky : Intervention de la France en Afrique** [10 mai 1978] (p. 1558) : protection des Français en Mauritanie ; déclaration de M. de Guiringaud relative aux cent militaires français assistants techniques en Mauritanie.

— **M. Michel Barnier : Aide aux pays d'Afrique menacés de famine** [21 mai 1980] (p. 1129) : aide apportée aux pays du Sahel.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Jean Fontaine (n° 27252) : Implantation d'une raffinerie pétrolière à l'île Maurice** [11 avril 1980] (p. 319) : industrialisation de l'île de la Réunion.

— **M. André Petit (n° 29290) : Bureaux auxiliaires de poste dans la région parisienne** [11 avril 1980] (p. 320).

En qualité de ministre de la défense par intérim.

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **Mme Marie Jacq : Décision d'un tribunal militaire relative à la mort d'appelés en Nouvelle-Calédonie** [17 décembre 1980] (p. 4966) : punitions disciplinaires infligées aux officiers mis en cause.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de la coopération.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7065) : faiblesse de la production alimentaire et des revenus ruraux au Sahel ; nécessité d'une modification des techniques de production et de commercialisation des produits ; urbanisation très rapide en Afrique ; justifie l'action de la France au Sahara occidental ; perspectives d'une réconciliation nationale au Tchad, réussite de l'opération du Shaba au Zaïre ; stabilisation de l'Etat de Djibouti ; (p. 7066) : part croissante donnée aux investissements au détriment des dépenses de fonctionnement ; priorité accordée au développement de la production agricole, aux infrastructures de communication, au renforcement des structures administratives et militaires des Etats ; accroissement des dotations du fonds d'aide et de coopération ; mise en place de formules de prêts de type nouveau ; effort portant sur l'aide bilatérale ; plafonnement des effectifs en matière d'assistance technique ; création d'une indemnité supplémentaire pour les couples de coopérants ; (p. 7067) : système de sélection psychotechnique des coopérants pour l'Afrique ; accroissement de la recherche pour le développement et de l'aide aux investissements ; difficultés des opérations de développement agricole en raison des problèmes de commercialisation ; nécessité de fixer des prix de stabilisation des cours et d'augmenter les capacités de stockage ; développement des infrastructures et des voies de communication ; augmentation de l'aide militaire et du nombre des assistants techniques militaires. **Examen des crédits** [3 novembre 1978] (p. 7069). **Etat B - Titre IV** : sur l'amendement n° 244 de M. Jean Fontaine ; volonté du Gouvernement d'arrêter toute coopération avec les Etats dont les représentants officiels manifestent officiellement une attitude inacceptable à l'égard de la souveraineté française sur la Réunion.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Coopération. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9877) : défend la politique africaine et les interventions militaires françaises ; pas d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats ; estime que l'éviction de Bokassa en Centrafrique a été conduite d'une manière qui apparaîtra exemplaire ; approbation par les Africains de la politique française ; (p. 9878) : retour au pouvoir de M. Dacko en Centrafrique avec l'appui des dirigeants africains et des hommes politiques centrafricains ;

limites de la politique de non-ingérence quand il s'agit des pays les plus pauvres et les plus fragiles face aux agressions extérieures ; formation d'un nouveau Gouvernement au Tchad ; sens du développement de la francophonie ; nécessité d'un effort particulier en matière d'enseignement des mathématiques et des sciences ; question non résolue du recrutement des professeurs de l'enseignement supérieur pour servir en coopération dans les universités africaines ; importance primordiale de la recherche orientée vers des opérations directement productives ; (p. 9879) : problème de la coopération avec Madagascar ; compétence du Gouvernement mauricien pour décider de la couverture de l'île Maurice par un relais de la télévision française ; sa préoccupation devant le problème de la qualité d'écoute Radio France internationale ; problème du niveau de rémunération des coopérants ; affirme son soutien à l'Association des volontaires du progrès ; effort en faveur du fonds d'aide et de coopération ; difficultés considérables des pays du Sahel ; montant limité des subventions budgétaires versées à la discrétion des Etats ; (p. 9880) : début de coopération avec la République du Cap Vert et la Guinée Bissau ; accord avec la Guinée équatoriale ; nécessité d'un effort particulier pour les pays les moins avancés. **Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9881) : s'oppose à l'amendement n° 457 de M. Alain Vivien : suppression des mesures nouvelles proposées pour l'aide aux armées nationales ; s'oppose à l'amendement n° 341 de M. Bernard Deschamps : suppression de l'aide militaire au Zaïre, au Tchad et à la République centrafricaine. **Après l'Article 77** (p. 9883) : s'oppose à l'amendement n° 459 de M. Alain Vivien dans la mesure où il tend à affecter à tel ou tel secteur économique des crédits qui sont des contributions budgétaires indifférenciées.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12319) : adaptation de la coopération aux frontières et à la croissance démographique ; nécessité des regroupements à l'échelle régionale ; modalités de répartition de l'aide française ; problème de la zone sahelienne ; avantages retirés par les pays africains de leur appartenance à la zone franc ; budget du ministère de la coopération ; (p. 12320) : accent mis sur le projet de développement économique et social ; importance de l'institution du fonds d'aide et de coopération ; effectif des coopérants ; africanisation de l'enseignement ; programme des bourses et des stages ; assistance sanitaire ; contribution en matière de recherches scientifiques ; action des associations bénévoles ; (p. 12321) : aide militaire ; coopération militaire assortie d'accords de défense ; (p. 12356) : politique africaine de la France fondée sur le respect de l'indépendance nationale des partenaires et la coopération pour le développement ; (p. 12357) : justifie les interventions militaires en Mauritanie, au Tchad et en Centrafrique et au Zaïre ; amélioration de la situation en Centrafrique ; importance pour l'Afrique de ses ressources minières ; (p. 12358) : ampleur de l'effort de la France en faveur des pays en voie de développement ; souplesse et rapidité de mise en œuvre de l'aide française ; intervention de M. Chevènement témoignant de son mépris pour les chefs d'Etat africains.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Coopération. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3751) : priorité accordée à la coopération avec l'Afrique ; difficultés de consacrer des sommes plus fortes à l'aide au développement ; coopération intéressant les pays les plus pauvres ; (p. 3752) : réalisme de la coopération française qui ne s'adresse pas aux Etats en fonction de leur régime politique ; coopération française orientée vers les études plus que vers la réalisation intégrale de gros projets ; coût des transports ; coopération culturelle ; sous-développement ne constituant pas une conséquence de la domination coloniale ; faiblesse de l'aide des pays communistes ; (p. 3753) : recherche scientifique ; évolution favorable des pays côtiers d'Afrique francophone et difficultés des pays de l'intérieur ; actions du STABEX ; problème de la pêche ; capacité de solidarité du peuple français ; action des volontaires de progrès ; crédits affectés aux stagiaires militaires africains ; (p. 3754) : effectif de coopérants ; situation au Tchad et intervention libyenne. **Répond à la question de M. Jean Bernard :** (p. 3754) : facture pétrolière des Etats africains non producteurs de pétrole ; nécessité de développer les autres sources d'énergie : hydroélectricité ; énergies nouvelles. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3755) : s'oppose à l'amendement n° 18 rectifié de la commission des finances ; progression extraordinaire des crédits de paiement du fonds d'aide et de coopération en 1980 et 1981.

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris
(21e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel n° 78-840 [28 avril 1978] (p. 1467-1468).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [18 mai 1978] (p. 1845) ; [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Industrie) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** modifiant certaines dispositions du **code électoral** en vue **d'éviter les candidatures uniques** au second tour des élections législatives, cantonales et municipales (n° **56**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer les conditions d'application de la législation relative aux **sondages préélectoraux** (n° **195**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 471 du **code de la Sécurité sociale** (n° **261**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à la **protection des locataires ou occupants de bonne foi** des locaux d'habitation appartenant à la **catégorie II A** qui ne sont plus soumis aux dispositions de la loi du 1er septembre 1948 (n° **262**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la protection et le **contrôle sanitaire** de certains **animaux domestiques** (n° **263**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les **clauses d'indexation** fondées sur le niveau général des **prix** (n° **264**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **compte de patrimoine familial indexé** et à intéresser le titulaire de ce compte aux progrès du franc sur le marché des changes (n° **265**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions de **l'article 355 du code pénal** afin d'aggraver les peines prévues en matière **d'enlèvement de mineurs** (n° **363**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions de **l'article 343 du code pénal** afin d'aggraver les peines prévues en matière de **prises d'otages** (n° **456**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 21. Industrie** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'article LO 178 du **code électoral** en vue d'éviter que les **élections législatives partielles** aient lieu au mois de juillet ou au mois d'août (n° **654**) [27 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 21 : Industrie** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à réprimer **les inscriptions sauvages** (n° **1351**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'article 40 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **1443**) [4 décembre 1979].

— **Proposition de loi** destinée à protéger la **jeunesse** des **publications** à caractère licencieux ou pornographique (n° **1840**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 23 : Industrie** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à assurer l'**indemnisation** des dommages subis par les **victimes d'attentats** (n° **2086**) [20 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Investissements japonais en Grande-Bretagne** [11 avril 1979] (p. 2531) : négociations en cours entre la firme britannique British-Leyland et un groupe japonais pour l'installation en Grande-Bretagne d'une usine automobile ; développement dangereux pour l'industrie européenne, et française en particulier, des relations industrielles de la Grande-Bretagne avec le Japon.

— **Situation au Cambodge** [7 novembre 1979] (p. 9537) : génocide au Cambodge organisé à l'origine par les Kmers rouges ; sa représentation à l'ONU est toujours exercée par le régime responsable de ce génocide ; quelles mesures compte prendre le Gouvernement français pour en poursuivre au niveau international les responsables ?

— **Exclusion de la Grande-Bretagne de la communauté économique européenne** [30 avril 1980] (p. 852) : blocage des institutions communautaires.

— **Evénements survenus à l'université de Paris-Jussieu** [14 mai 1980] (p. 1048).

— **Aide aux victimes du tremblement de terre du sud de l'Italie** [26 novembre 1980] (p. 4385).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3128**) : **Communications téléphoniques** [16 juin 1978] (p. 3091, 3092) : inconvénients de l'automatisation ; communications à longue distance sans trace ; généralisation nécessaire du contrôle à domicile.

— (n° **20683**) : **Approvisionnement en fuel d'un établissement public d'enseignement à Paris** [5 octobre 1979] (p. 7890) : arrêté ministériel du 30 juin 1979 obligeant le consommateur à s'approvisionner auprès du fournisseur de l'année précédente supprime le bénéfice de la concurrence et pénalise les utilisateurs ayant réduit leur consommation les années précédentes ; exemple de l'intendant d'un grand établissement public du 16e.

— (n° **21024**) : **Investissements japonais en France** [12 octobre 1979] (p. 8204, 8205) : appel inquiétant lancé par le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale en faveur de l'investissement industriel japonais en France, malgré les visées hégémoniques japonaises en matière de commerce international et le déséquilibre en notre défaveur de nos échanges commerciaux ; protectionnisme anormal du Japon.

— (n° **32155**) : **T.V.A. sur la collecte des ordures ménagères** [13 juin 1980] (p. 1854).

— (n° **36028**) : **Commerce des produits chimiques européens** [3 octobre 1980] (p. 2565) : commerce avec les pays de l'Est et règles du GATT ; législation en vigueur aux Etats-Unis régissant les prix du pétrole et du gaz ; lenteur et complexité des procédures antidumping communautaires ; (p. 2566) : dangers des mesures protectionnistes ; prix du naphte ; prix du gaz.

— (n° **39499**) : **Gratuité des manuels scolaires** [5 décembre 1980] (p. 4708, 4709) : choix des manuels ; majoration de l'allocation « rentrée scolaire ».

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Article 2 : Articles L 930-1 et L 930-1-1 du code du travail** (p. 1486) : demande de rejet de l'amendement n° 22 de M. Antoine Gissinger : élargissement à la branche professionnelle des conditions de l'ancienneté exigées dans l'article 2 ; alourdissement de la charge pesant sur les entreprises ; son opposition avec les accords contractuels de 1970 et 1976. **Article 4 : Article L 930-1-7 du code du travail** (p. 1488) : s'oppose au lien existant dans

l'amendement n° 23 de M. Antoine Gissinger : nouvelle rédaction de l'article L 930-1-7 : conditions du maintien de la rémunération ; entre l'agrément du stage par l'Etat et l'obligation pour l'entreprise de maintenir la rémunération du bénéficiaire du congé ; critique les conditions d'octroi de l'agrément ; (p. 1490) : le remplacement de la coopération entre les partenaires sociaux par l'intervention de l'Etat ; s'oppose à l'adoption de cet amendement.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° 119). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1828) : les aspects positifs du projet ; l'action de modernisation et de rénovation du musée du Louvre ; les dispositifs de sécurité au Louvre et au musée du Jeu de paume ; l'opportunité de la création du musée du XIXe siècle ; l'école du Louvre ; les bureaux de la direction des musées et de la réunion des musées nationaux (p. 1829) : l'absence d'entretien du Grand Palais ; la nécessité de définir sa mission ; l'insuffisance des musées scientifiques et techniques ; exemple du Palais de la découverte ; le planétarium ; le musée national des techniques, au conservatoire des arts et métiers ; le musée des travaux publics (p. 1830) : la possibilité d'implanter à La Villette un centre de connaissances technologiques, techniques et scientifiques. **Discussion des articles. Article unique et annexe** (p. 1836) : son amendement n° 13 : diminution de 10 % des crédits destinés aux musées du XIXe siècle ; (p. 1837) : la nécessité de réaliser très rapidement le musée d'Orsay ; retiré (p. 1837). **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1841) : le vote positif du groupe UDF.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la Sécurité sociale** (n° 252) [24 mai 1978] (p. 2014) : problèmes posés par l'évolution démographique française ; nécessité de la lutte contre la stérilité ; (p. 2015) : coût comparé des dépenses de contraception et de la lutte contre les accidents périnataux.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2313) : perspectives économiques et financières : reprise de l'activité, augmentation de la consommation des ménages, développement des exportations, situation satisfaisante du franc, réduction du déficit de la balance commerciale ; aspects négatifs du bilan ; stagnation des investissements, hausses des prix et des tarifs publics ; situation de l'emploi ; (p. 2314) : prolongation du pacte national sur l'emploi ; solidité des entreprises fondée sur la reconstitution de leurs fonds propres et de leurs capacités de financement assortie de la liberté des prix ; critique la restriction aux seuls travailleurs manuels des stages pratiques dans les entreprises organisés pour les jeunes de dix-huit à vingt-six ans ; déplore l'absence dans le projet de mesures concernant le cas des cadres âgés de plus de cinquante ans ; financement du collectif : nécessité de dégager des recettes sans toucher au niveau de la fiscalité, sans créer de nouvelles charges pour les entreprises, tout en conservant la politique de rigueur en matière monétaire ; regrette la diminution du prix de reprise des essences ; faiblesse de la croissance prévue jusqu'en 1982 et augmentation du nombre des demandeurs d'emploi ; obstacles s'opposant à une croissance forte : dépendance énergétique et risques d'une reprise de l'inflation ; (p. 2315) : investissement, clé de voûte de l'avenir de l'économie française ; mauvaise situation financière des entreprises ; risque d'une insuffisance des capacités de production en cas de reprise de l'activité conduisant à un accroissement excessif des importations ; taxe professionnelle constituant un impôt sur le capital et un impôt sur les salaires ; déplore le refus des pouvoirs publics de réévaluer les bilans.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° 255). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2828) : opportunité du texte incertaine : contradiction avec la volonté d'encourager l'épargne ; stagnation des investissements productifs ; moins-values enregistrées sur les marchés boursiers au cours des dernières années ; effort nécessaire de justice fiscale ; insuffisance de la distinction entre intention spéculative et vente de placement ; nécessité d'une prise en compte de l'érosion monétaire et de la spécificité du marché des valeurs mobilières ; son vote favorable si le texte est amendé. **Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article 2** (p. 2889) : soutient l'amendement n° 19 de la commission : prise en compte des apports nets en titres dans la détermination de la valeur du portefeuille de référence servant au calcul du coefficient de rotation ; (p. 2890) : problème du régime des apports nets en titre après une donation-partage ; rejeté ; soutient l'amendement n° 21 de la commission : non-prise en compte des remboursements d'obligations pour la détermination du seuil d'imposition ; problème des obligations dont le remboursement s'effectue par tirage au sort ; rejeté ; (p. 2891) : rappelle son amendement n° 92 rejeté par la commission et similaire au sous-amendement n° 80 du Gouvernement ; demande au Gouvernement de fixer une limite d'exonération plus favorable aux contribuables ; (p. 2892) : son amendement n° 4 : inapplication des dispositions de l'article 2

quand les cessions réalisées correspondent à l'intervention d'un événement exceptionnel dans la situation personnelle du contribuable ; retiré. **Article 5** (p. 2901) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : exclusion des remboursements d'obligations et du remploi du produit de ces remboursements dans les produits nets des cessions visés à l'article 5 ; rejeté ; (p. 2903) : son amendement n° 4 : règles applicables en cas de cessions résultant d'événements exceptionnels, détermination par décret pris en Conseil d'Etat de la nature exceptionnelle d'un événement ; retiré. **Article 6** (p. 2906) : son amendement n° 57 : indexation des seuils par rapport à la variation de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; retire les dispositions de son amendement relatives à la modification des seuils applicables aux plus-values immobilières dans la loi de 1976 ; prise en compte intégrale de l'érosion monétaire par la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; maintient dans son amendement la référence à la première tranche de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1978] (p. 5989) : problème de l'investissement ; équilibre précaire du commerce extérieur et des paiements courants ; nécessité d'améliorer la situation financière et la compétitivité des entreprises ; charges du prélèvement pétrolier pesant sur les entreprises et décourageant l'investissement ; effort du Gouvernement en faveur de l'investissement ; liberté des prix, réorientation de l'épargne, création de nouveaux secteurs industriels ; (p. 5990) : investissements industriels privés trop concentrés dans quelques branches ; demande de crédits des entreprises demeurées à un niveau inférieur aux possibilités offertes par les normes d'encadrement ; système actuel de l'avoir fiscal laissant subsister une double imposition pour 50 % des bénéfices ; application en Allemagne d'un système imputant intégralement l'impôt sur les sociétés sur le revenu de l'actionnaire ; souhaite que le Gouvernement donne un début de contenu fiscal à la réévaluation des bilans ; aucun moyen de privilégier le financement des recherches d'innovation dans la fiscalité française.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 6081) : sur l'amendement n° 37 de M. René Rieubon : justifie l'existence de l'avoir fiscal. **Article 5** (p. 6087) : soutient son amendement n° 125 : maintien du taux de 25 % pour les immeubles à usage industriel et commercial ; adopté.

Deuxième partie :

Industrie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6382) : augmentation de 7,6 % des crédits de paiement relatifs à l'industrie ; budget comportant la création de deux cents emplois nouveaux ; nouvelle politique industrielle se manifestant en 1978 avec la suppression du contrôle des prix de l'industrie ; reprise de l'autofinancement des entreprises ; souhaite l'abandon d'une politique distinguant de bons secteurs économiques et de mauvais secteurs dont il s'agit d'organiser la régression ; approuve la recherche pour les entreprises françaises les plus dynamiques de partenaires étrangers ; (p. 6383) : croissance en volume pratiquement nulle des industries électriques et électromécaniques en 1978 ; début de l'application du plan composants ; marasme de l'industrie du poids lourd ; situation financière inquiétante de l'entreprise minière et chimique et de CDF-Chimie ; dépendance de la France dans le domaine de l'énergie ; nouvelle politique énergétique du Gouvernement tendant à libérer les prix des hydrocarbures et à supprimer les quotas d'importation ; avenir incertain des sociétés pétrolières françaises ; avis favorable de la commission des finances sur l'adoption des crédits de l'industrie. **Examen des crédits** [20 octobre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 6466) : soutient l'amendement n° 172 de la commission : réduction des crédits accordés à l'agence pour les économies d'énergie ; rejeté.

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7358) : développement anarchique des aéroports en France et effort insuffisant accompli dans le domaine de la navigation aérienne ; percée commerciale de l'Airbus ; souhaite le relèvement des tarifs appliqués à la liaison Paris-New York par Concorde ; son vote favorable sur le budget de l'aviation civile. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7368) : sur l'amendement n° 204 de M. Jean Fontaine et n° 318 de M. Alain Richard : son opposition aux amendements n°s 204 et 318.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7515) : nécessité de revaloriser la profession d'enseignant et d'améliorer la formation des maîtres ; souhaite la généralisation de la formation continue des maîtres ; situation difficile des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; (p. 7516) : nécessité d'une décentralisation de l'administration de l'éducation ; son vote favorable sur le budget.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Information. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7795) : absence de démocratie sans information honnête et complète des citoyens ; révolution technologique de l'information notamment dans la presse imprimée qui implique de lourds investissements et des méthodes de gestion rigoureuses ; concurrence entre les divers moyens d'information ; diminution du tirage des quotidiens parisiens ; situation plus favorable de la presse de province ; insuffisante application du régime fiscal favorable applicable aux hebdomadaires politiques ; (p. 7796) : importance des tarifs postaux ; dure concurrence exercée par la télévision sur les ressources publicitaires de la presse.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 69** (p. 8006) : son amendement n° 273 rectifié repoussant d'un an le délai de réévaluation comptable des bilans ; adopté. **Article 69** : son amendement n° 273 rectifié repoussant d'un an le délai de réévaluation comptable des bilans ; adopté. **Article 70** (p. 8008) : nécessité de maintenir la possibilité de comptabiliser, exercice par exercice, les créances sur clients réalisées avant la fin de chaque exercice. **Après l'Article 80** (p. 8021) : son amendement n° 159 : relèvement du montant des taxes affectées aux analyses de sûreté des installations nucléaires ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux fonds de placement** (n° 379). **Première lecture. Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Après l'Article premier** (p. 8080) : son amendement n° 31 : modalités de constitution des fonds communs de placement ; retiré. **Article 4** (p. 8081) : sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission, craint que son adoption n'alourdisse la gestion des fonds communs de placement. **Article 5** (p. 8082) : soutient son amendement n° 32 : fixation par décret des conditions dans lesquelles s'exercera la publicité relative aux fonds communs de placement ; retiré. **Article 6** (p. 8083) : son amendement n° 33 : rédactionnel ; non-soutenu.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° 630). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8095) : refonte des textes régissant l'activité des SICAV ; absence durable d'une reprise de l'investissement ; refonte du régime des SICAV reposant sur le rapprochement de la situation du porteur d'une action de SICAV de celle d'un propriétaire direct de valeurs, sur l'assouplissement du statut par l'autorisation des opérations de fusion ou d'apports, par l'harmonisation du statut juridique des SICAV avec le projet de directive communautaire ; suppression par le Sénat de « l'obligation de l'obligation » ; risque dénoncé par M. Marette d'une vente massive de titres après le 1er janvier ; report au premier trimestre de 1979 de l'utilisation des fonds recueillis par les SICAV ; rétablissement de la règle plafonnant à 10 % le montant des titres d'une même société pouvant être détenus par une SICAV ; son amendement de suppression de l'article 13 supprimant la désignation du commissaire aux comptes par une autorité extérieure à la société ; (p. 8097) : risque de ventes d'actions après le 31 décembre. **Discussion des articles** [21 novembre 1978] (p. 8100). **Article 5** : signification de l'obligation faite aux SICAV de détenir pour 90 % de leurs actifs les valeurs mobilières ayant fait l'objet d'une émission publique ou admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs. **Article 13** (p. 8101) : son amendement n° 21 de suppression ; retiré.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° 662). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 7** (p. 8253) : soutient son amendement n° 4 : conditions de révision amiable ou judiciaire du loyer pour les baux en cours à la date de la promulgation de la présente loi ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9736) : maintien de la situation d'inégalité des bailleurs et des preneurs en matière de bail à construction.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe plan** (n° 655). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8509) : bilan de trente ans de planification française ; évolution vers une association plus étroite du commissariat général du plan à la politique conjoncturelle du Gouvernement ; rôle du plan dans une économie libérale : instrument de connaissance et de construction ; ses doutes sur l'efficacité des conseillers commerciaux français à l'étranger ; effondrement de la natalité française ; son vote favorable.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives** (nos 735 et 749). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8964) : difficultés techniques soulevées par la suppression de la notion de chef de famille.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° 703). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [8 décembre 1978]. **Article unique** (p. 9131) : son amendement n° 13 : durée maximale du travail évaluée sur quarante-huit semaines ; (p. 9132): vote réservé ; (p. 9135) : amendement n° 13 non adopté en application de la procédure

de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution. **Explications de vote** [8 décembre 1978] (p. 9135) : soutien de l'UDF sur ce texte.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2240) : accroissement de la consommation d'énergie de la France et de sa dépendance à l'égard du pétrole ; lien entre crise de l'énergie et problèmes de l'emploi ; (p. 2241) : économie réalisée grâce à l'utilisation des rejets thermiques ; objectif consistant à économiser 35 millions de tonnes-équivalent-pétrole en 1985 ; possibilité d'économiser l'énergie dans les secteurs de l'industrie, de l'habitation, des transports (notamment l'automobile) ; investissements réalisés par certaines entreprises pour économiser l'énergie ; (p. 2242) : nécessité de limiter la dépendance du monde occidental à l'égard de l'OPEP ; son opposition à la création d'une taxe parafiscale sur l'énergie. **Discussion des articles** [10 avril 1979]. **Avant le Titre premier** (p. 2453) : son hostilité à la création d'une taxe nouvelle parafiscale.

— **Rappel au règlement** [5 avril 1979] (p. 2330, 2331) : erreur du bulletin de séance concernant son intervention sur l'énergie à la seconde séance du 4 avril 1979.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° **987**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3044) : absence de prise en compte de l'accroissement des bases de la taxe professionnelle du à l'inflation, aboutissant à surtaxer des entreprises qui n'ont connu aucun développement ; effet pernicieux de la taxe professionnelle souligné par la commission de l'industrie au cours de la préparation du VIII[e] plan ; (p. 3048) : poids de la taxe professionnelle sur les entreprises en difficulté qui ne disposent pas nécessairement d'un bénéfice sur lequel elles peuvent déduire le montant de cette taxe.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3696) : problème des entreprises récemment créées qui ont procédé à une réévaluation de bilan et qui disposent d'une réserve de réévaluation trop faible pour imputer l'avantage prévu par le projet ; souhaite que soit prise en compte pour le calcul de l'aide la moyenne des investissements réalisés pendant les trois exercices précédents ; s'étonne du fait que le bénéfice de l'aide à l'investissement soit réservé aux seules entreprises bénéficiaires ; (p. 3697) : ses doutes sur l'estimation de la charge pour l'Etat des dispositions proposées ; défi mondial lancé à l'économie française. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article premier** (p. 3703) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. René de Branche ; nécessité de laisser aux entreprises la possibilité de disposer librement de leurs bénéfices.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5095) : estime illusoire de chercher à conférer au plan un caractère trop normatif ; augmentation du prix du pétrole et des matières premières ; (p. 5096) : nécessité d'une volonté réelle de promouvoir une croissance plus soutenue pour améliorer la situation de l'emploi ; le plan, moyen d'information pour les entreprises, l'Etat et les partenaires sociaux ; importance de la recherche et de l'innovation en matière industrielle ; (p. 5097) : danger d'une réduction brutale de la durée du travail à trente-cinq heures ; regrette qu'aucune option du VIII[e] plan ne soit consacrée au problème démographique.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article premier** (p. 5345) : demande des mesures favorisant l'embauche des scientifiques issus du troisième cycle universitaire. **Après l'Article premier** (p. 5348) : impossibilité de faire financer par l'UNEDIC l'exonération des cotisations prévue par les amendements n[os] 1 et 23.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Deuxième lecture. Discusion des articles** [25 juin 1979] (p. 5624) ; **Article 4** (p. 5625) : son hostilité à l'amendement n° 2 de la commission qui entraînerait pour les fonds communs de placement des frais de gestions excessifs.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7778) : nécessité de proportionner le prélèvement fiscal aux ressources disponibles et de freiner les dépenses des communes qui augmentent plus vite que le PIB ; (p. 7779) : propose d'introduire un plafond aux dépenses des collectivités ; influence de la taxe professionnelle sur le commerce extérieur; la RFA pratique la déductibilité des taxes locales ; nécessité de réduire les effets de distorsion de concurrence de la taxe professionnelle en raison des écarts existant d'une commune à l'autre par un plafonnement des taux à 20 %.

Discussion des articles [4 octobre 1979] : **Article 2** (p. 7811) : son sous-amendement n° 289 non soutenu. **Avant l'Article 3, titre II : taxe professionnelle** (p. 7813) : son amendement n° 290 non soutenu ; [9 octobre 1979] : **Article 3** (p. 7907) : son amendement n° 116, deuxième rectification : plafonnement du taux communal de la taxe professionnelle ; retiré et repris par M. Augustin Chauvet ; [10 octobre 1979] : **Avant l'Article 11** (p. 8014) : soutient l'amendement n° 283 de M. Jean Brocard : établissement d'une taxe sur les chiens ; retiré. **Article 3** (*suite*) (p. 8023) : son amendement n° 116, troisième rectification : plafonnement du taux de la taxe professionnelle. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 6** *quinquies* (p. 12209) : son amendement n° 128, non soutenu. **Article 7** (p. 12210) : **son rappel au règlement** : son amendement n° 128 à l'article 6 *quinquies*, non soutenu. **Article 13** (p. 12230) : souhaite voir repris par le Gouvernement au Sénat son amendement à l'article 6 *quinquies* visant les entreprises dont les établissements multiples peuvent avoir une valeur ajoutée différente.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 19 C** (p. 8052) : problèmes de la répression des graffiti.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 2** (p. 8384) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : accordant une part entière de quotient familial pour le troisième enfant ; augmentation du taux majoré de la TVA, rejeté ; (p. 8388) : attachement de l'UDF et du RPR au quotient familial ; [19 octobre 1979] : **Article 7** (p. 8549) : soutient l'amendement n° 24 de la commission (maintien de la réfaction de 70 % pour les terrains d'une valeur inférieure à 200.000 F), rejeté ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8611) : approuve l'article 11 instaurant une vignette moto ; estime qu'il n'y a aucune raison d'accorder aux possesseurs de moto un régime fiscal extraordinairement privilégié par rapport aux personnes modestes qui roulent en 2 CV. **Article 13** (p. 8633) : absence d'indexation dans les amendements proposés par le Gouvernement et d'exonération de la première mutation à titre gratuit pour les immeubles ayant fait l'objet d'une occupation familiale continue ; engagement pris par l'Etat envers les souscripteurs d'actions de sociétés civiles d'investissement immobilier ; (p. 8638) : son amendement n° 284 corrigé : majoration du plafond d'exonération par enfant ; rejeté ; son amendement n° 305 : non-application du plafonnement aux immeubles ayant fait l'objet d'une occupation familiale continue ; retiré ; (p. 8639) : son amendement n° 285 : application du texte au 1er janvier 1980 ; retiré.

Deuxième partie :

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8822) : développement du programme Airbus ; crédibilité mondiale de la SNECMA dans le domaine de la fabrication des moteurs. **Examen des crédits** [23 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8839) : soutient son amendement n° 340 : réduction des crédits prévus pour la dotation en faveur de la contribution de l'Etat aux transports publics parisiens ; rejeté ; anomalie d'une procédure budgétaire qui consiste à fixer le montant d'un crédit en supposant acquis le vote d'un projet de loi qui n'est pas encore discuté ; situation des transports dans la région parisienne ; (p. 8841) : interroge le ministre sur la possibilité d'un contrat d'entreprise avec la RATP.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9219) : rôle des aides au logement à Paris ; nécessité de lutter contre la ségrégation sociale en permettant aux classes moyennes de rester dans la ville.

Industrie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'industrie. **Discussion générale** [5 novembre 1979] (p. 9354) : budget de l'industrie représentant 1 % du budget général de l'Etat ; dépenses d'intervention dominées par la subvention aux Charbonnages de France et aux fabricants de papier journal ; forte augmentation des dépenses en capital dans le secteur énergétique et celui de l'adaptation des structures industrielles ; dépenses de la France pour les matières premières ; exemple des éponges de titane ; nécessité de refuser la tentation de l'antarcie ; (p. 9355) : nécessité d'accroître les crédits de recherche et de production d'hydrocarbures ; de maintenir la provision pour reconstitution de gisements ; de poursuivre les programmes d'investissements dans le secteur du rafffinage et de développer les formes de production d'électricité les moins onéreuses ; extension du programme d'équipement en centrales nucléaires d'EDF ; approuve l'augmentation des investissements pour l'électricité d'origine thermique ; diminution des crédits pour l'hydroélectricité ; problème de la situation financière d'EDF ; nécessité de rechercher le développement des secteurs industriels de nature à procurer des devises ; secteur automobile ; déficit considérable de la filière bois ; rechercher les progrès de productivité dans l'industrie ; (p. 9356) :

« mirage » d'une réduction brutale de la durée du travail ; demande que le transfert des crédits du ministère des universités à l'Anvar se fasse dès le 1er janvier 1980.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9837) : demande le regroupement au budget des charges communes des crédits destinés à l'établissement public d'aménagement du parc de la Villette ; (p. 9838) : très grandes opérations prévues à la Villette : musée national des sciences et de l'industrie, ensemble musical et parc.

Commerce extérieur. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10185) : dégradation du commerce extérieur depuis mai 1979 imputable à la progression du coût des importations de pétrole ; lien entre le développement du commerce extérieur et les efforts de restructuration de l'appareil productif ; nécessité de développer les moyens de la représentation économique française à l'étranger ; déficit commercial de la France avec les Etats-Unis.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 60** (p. 10260) : dérogation contenue dans l'article 60 aux principes fondamentaux de la législation relative à l'imposition des sociétés ; nécessité de ne pas entraver le développement des entreprises à l'étranger ; propose de modifier l'amendement n° 484 du Gouvernement en élargissant les cas où la société est considérée comme avant une filiale à l'étranger non effective ; modification adoptée. **Article 64** (p. 10264) : propose d'introduire une modification tendant à limiter l'application de l'article 64 au cas d'inobservation grave de l'obligation fiscale par les dirigeants d'entreprise. **Article 69** (p. 10273) : soutient l'amendement n° 105 de M. Edmond Alphandery : suppression du paragraphe 2 de l'article 69 instituant un relèvement progressif de 33 à 50 % de l'impôt sur les sociétés ; devenu sans objet. **Article 71** (p. 10277) : timidité de la législation française en matière d'aide à l'expansion des entreprises ; exemple de la République fédérale d'Allemagne.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10833) : effet de la législation de l'avortement sur la natalité ; (p. 10834) : notion de détresse ; amélioration possible des procédures préalables à l'intervention ; nécessité d'un minimum d'expérience technique de la part des médecins ; demande l'instauration de sanctions plus sévères pour les avortements pratiqués en violation de la loi ; demande des précisions sur les conditions d'application de la législation prorogée. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10925) : soutient son amendement n° 74 : réalisation des interruptions volontaires de grossesse par des médecins répondant à des conditions de titres ou de qualifications fixées par décret ; rejeté par scrutin public ; (p. 10927) : retire son amendement n° 76 : réalisation des interruptions volontaires de grossesse par des médecins répondant à des conditions de titres ou de qualification fixées par décret. **Article premier précédemment réservé** (p. 10955) : son amendement n° 75 rectifié : reconduction de la loi de 1975 à titre provisoire ; rejeté au scrutin public ; (p. 10958) : son amendement n° 119 : renforcement des sanctions prévues à l'article 317 du code pénal; adopté au scrutin public ; son amendement n° 120 corrigé : renforcement des sanctions pénales prévues à l'article 317 du code pénal ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11226) : dépenses des régimes de sécurité sociale excédant pour la première fois en 1980 celles du budget de l'Etat ; insuffisance du contrôle parlementaire ; amélioration de la part de la richesse nationale consacrée aux dépenses de santé ; (p. 11227) : nécessité de maintenir à un niveau modéré les cotisations d'assurance maladie imposées aux retraités du régime général ; inopportunité de la contribution exceptionnelle sur les dépenses de prospection et d'information des praticiens réalisées par l'industrie pharmaceutique ; caractère dirigiste du système de remise conventionnelle ; échec de la politique des prix des médicaments ; diminution de la part des produits pharmaceutiques dans les dépenses des caisses d'assurance maladie ; avenir inquiétant de l'industrie pharmaceutique.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre **1979**] (p. **11550**) : philosophie de la loi d'orientation de 1968 ; (p. 11551) : politisation des assistants et des étudiants qui participent à l'élection des conseils d'université ; pas de formation à la fonction de président d'université ; trouve néfaste la non-rééligibilité des présidents ; son vote positif. **Discussion de l'article unique** [10 décembre 1979] (p. 11554) : approuve l'amendement n° 1 de M. Antoine Rufenacht, seul moyen d'empêcher une politisation excessive des universités.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des**

articles [15 décembre 1979]. **Article 29** (p. 12098) : nécessité de prendre en considération les activités à caractère industriel, commercial ou artisanal et la préservation du milieu environnant dans l'élaboration des cartes départementales ; (p. 12100) : son sous-amendement n° 616 rectifié à l'amendement n° 747 de M. Jean Briane : prise en considération des besoins des activités à caractère industriel, commercial ou artisanal et de la préservation du milieu environnant ; rejeté. **Après l'Article 29** (p. 12104) : son sous-amendement n° 617 à l'amendement n° 79 de la commission : consultation des chambres de commerce et d'industrie ; retiré.

— **Rappel au règlement** [28 décembre 1979] (p. 12618) : le débat juridique dans lequel s'enferment les parlementaires aurait plus de valeur si quelque indignation se manifestait devant les exactions commises en Afghanistan.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 394) : actionnariat et participation ; analyse marxiste de la société industrielle ; (p. 395) : entreprise et marché ; participation et autogestion ; caractère facultatif des distributions d'actions ; compensations accordées par l'Etat. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 401) : son amendement n° 1 : non soutenu.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 536) : prise d'otages de Téhéran ; événements d'Afghanistan ; (p. 537) : déclaration du Président de la République au Proche-Orient ; accords de Camp David ; Alliance atlantique.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 641) : progrès industriel de la France ; ordonnance de 1967 ; cogestion ; autogestion ; (p. 642) : participation des cadres aux conseils d'administration. **Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Article 4** (p. 654) : son amendement n° 74 : alignement des conditions d'application du plan d'épargne sur celles de la distribution d'actions ; rejeté. **Article 20 : Article L 44-1 du code du travail** (p. 668) : son amendement n° 75 ; non soutenu.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Article 2** (p. 834) : champ d'application du projet ; nécessité d'ouvrir aux entreprises la possibilité d'affecter une part du quota réservé à l'alternance au financement des formations indispensables.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1454) : crise de l'énergie ; recherche scientifique et technique ; mise en œuvre de filières de recrutement ; événements de Jussieu ; (p. 1455) : rapport sur l'état des sciences et des techniques françaises ; valorisation de la recherche ; réforme du CNRS ; rôle des conseillers scientifiques d'ambassade ; retard dans le domaine des composants électroniques ; industrie électronique ; industrie pharmaceutique ; coordination des efforts de recherche ; groupements d'intérêt scientifique ; plan décennal pour la recherche ; (p. 1456) : financement de la recherche.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1980] (p. 1595) : situation commerciale de la SEITA ; forte concurrence des produits étrangers ; progression de la consommation de tabac blond ; déficit de la SEITA ; mode de gestion du service ; gestion des personnels ; avantages du statut de société nationale ; situation et emploi des personnels ; situation des débitants de tabac. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1601) : objet social de la SEITA.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1840) : sentiment d'insécurité ; (p. 1841) : autodéfense ; moyens de la justice et de la police ; principe de la légalité des peines ; cas de réduction des peines prévus par le projet ; récidive ; remises de peine ; détention provisoire ; développement de la subversion en France.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [24 juin 1980]. **Article unique** (p. 2229) : son amendement n° 3 : suppression de la possibilité pour l'agence de percevoir des taxes parafiscales ; rejeté.

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1980] (p. 3033) : dénonce la mise en cause, par un de ses collègues, de son indépendance à l'égard

d'intérêts particuliers lors de la discussion d'un amendement à l'article 3 de la loi de finances.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2890) : réforme tendant à récupérer au profit de l'Etat le supplément de rente minière procuré aux compagnies par la hausse des prix des hydrocarbures ; réaménagement du mécanisme de la provision pour reconstitution de gisements ; rentabilité aléatoire de la recherche pétrolière ; nécessité de favoriser la recherche en France ; (p. 2892) : soutient l'amendement n° 56 de la commission : ramenant de cinq à deux ans et non à un an le délai d'emploi de la provision pour reconstitution de gisements ; rejeté par scrutin public ; (p. 2893) : soutient l'amendement n° 57 de la commission : suppression de toute référence dans le temps en ce qui concerne la limitation du cumul entre provision pour reconstitution de gisements et amortissements pour les recherches à l'étranger ; rejeté ; son amendement n° 3 : maintien du régime actuel de la provision pour reconstitution de gisements pour les recherches en France ; retiré ; incertitude du marché pétrolier.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3193) : sécurité des policiers à Paris et en banlieue ; équipement et formation des policiers ; contrôle de la circulation des explosifs.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3363) : législation régissant les locations de logements à loyer libre ; possibilité pour le propriétaire de conclure un bail échappant aux dispositions de la loi de 1948.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3596) : insuffisance de la législation réprimant la détention illégale d'explosifs.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3723) : le sport en milieu urbain, spécialement à Paris ; insuffisance des installations sportives de Paris ; création de nouveaux équipements dans les quartiers : piscines, petits terrains, gymnases ; (p. 3724) : révision des modes de financement actuels.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3798) : conséquences de l'élection du nouveau président américain en matière de relations militaires et économiques avec l'Europe.

Industrie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'industrie. **Discussion générale** [13 novembre 1980] (p. 3806) : faiblesse du budget du ministère de l'industrie si l'on en retire la subvention aux charbonnages de France ; évolution rapide des conditions de la concurrence internationale ; progrès de productivité des entreprises françaises ; tarif extérieur commun de moins en moins protecteur ; concurrence japonaise ; institution d'une aide fiscale à l'investissement ; difficultés des activités traditionnelles : exemple du textile ; nécessité de développer l'industrie des composants électroniques ; (p. 3807) : insuffisance des crédits de recherche en matière de nodules polymétalliques ; programme aérospatial ; difficultés des approvisionnements énergétiques ; importance de l'exploitation des gisements nationaux d'hydrocarbures ; démantèlement du régime fiscal de la provision pour reconstitution de gisements. **Examen des crédits. Après l'Article 46** (p. 3870) : son amendement n° 157 : faisant figurer au fascicule budgétaire du ministère de l'industrie un tableau récapitulant par ministère et par chapitre les crédits de toute nature concourant à l'intervention de l'Etat dans le domaine de la politique industrielle ; retiré.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3889) : facturation des communications téléphoniques.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3977) : problèmes du transport aérien ; importance de l'aéroport de Paris ; effort consacré à la sécurité aérienne ; nécessité d'améliorer la régularité du trafic aérien ; insuffisance de la capacité du système de contrôle français ; problèmes de l'aviation légère ; (p. 3995) : concurrence entre l'Airbus et le Boeing 757 au point de vue des économies d'énergie ; pose une question au nom de M. Charles Millon : infrastructures routières du département de l'Ain ; autoroute A 42 et nationale 504.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4070) : aide sociale à l'enfance et rapport Bianco.

Commission mixte paritaire. Discussion des articles [16 décembre 1980]. **Article 42** (p. 4926) : approuve l'amendement n° 1 du Gouvernement ; problèmes des abattements à la taxe d'habitation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion des articles**

[25 novembre 1980]. **Article 2** (p. 4345) : difficulté de calculer la rémunération des travailleurs à temps partiel par référence à la rémunération versée aux salariés employés à temps plein occupant un emploi équivalent. **Article L 212-4-2 du code du travail** (p. 4349) : son amendement n° 62 : calcul de la rémunération des travailleurs à temps partiel ; rejeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article premier : Article L 122-32-5 du code du travail** (p. 4413) : son amendement n° 34 : possibilité pour l'employeur de licencier le salarié après avoir recherché s'il dispose d'un autre emploi approprié ; rejeté ; difficulté pour les petites entreprises de satisfaire à l'obligation de reclassement prévue par la loi ; (p. 4416) : son amendement n° 35 : conséquence de l'amendement n° 34 ; devient sans objet. **Article L 122-32-7 du code du travail** (p. 4417) : son amendement n° 42 : diminution des indemnités si la non-réintégration n'est pas consécutive à une faute de l'employeur ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1980]. **Article premier** (p. 5053) : soutient l'amendement n° 1 de M. Henri Ginoux : non-application du projet aux victimes d'accidents de trajet ; adopté par scrutin public ; (p. 5054) : son amendement n° 3 : indemnités en cas de licenciement abusif ; faute inexcusable de l'employeur ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Après l'Article 7** (p. 4648) : son amendement n° 160 : régime fiscal applicable aux bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée ; non soutenu. **Après l'Article 16** (p. 4665) : son amendement n° 181 : modification du régime fiscal de bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée ; retiré ; (p. 4666) : résultats décevants de l'application de l'article 70 de la loi de finances pour 1980 ; nécessité de faciliter l'expansion de sociétés françaises à l'étranger ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4692) : son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 65 de M. Tranchant : supprimant l'indexation prévue à partir du 1er janvier 1982 par l'amendement n° 65 ; rejeté.

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
(6e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [27 avril 1978] (p. 1430) et [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3218).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 138) complétant les dispositions du **code des communes**

en vue d'instituer des **comités d'hygiène et de sécurité** (n° **230**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 467) complétant **le code des communes** par des **dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité** (n° **488**) [30 juin 1978].

— **Proposition de loi** relative à la **protection judiciaire de l'enfance** (n° **544**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **sauvegarde et la reconstitution des forêts méditerranéennes** et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts (n° **644**) [26 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 384) de M. Guy Hermier tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur la situation de la construction et de la réparation navales en France** et l'utilisation des fonds publics qui sont alloués aux sociétés de ce secteur (n° 656) [2 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du **code des communes** en vue d'instituer des **comités d'hygiène et de sécurité** (n° **677**) [14 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 565) de M. Claude Evin, tendant à la création d'une **commission de contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics** alloués au secteur de la **construction et de la réparation navales** et sur la situtaion qui en résulte pour ce secteur (n° **692**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi :

1° (n° 64) de M. André Tourné et plusieurs de ses collègues, tendant à célébrer le **8 mai comme fête nationale ;**

2° (n° 182) de M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues, tendant à déclarer **l'anniversaire du 8 mai jour férié ;**

3° (n° 257) de M. Roger Corrèze, tendant à faire du **8 mai un jour férié ;**

4° (n° 346) de MM. Hector Rolland et Henri de Gastines, tendant à faire du **8 mai un jour férié ;**

5° (n° 458) de MM. Guy Cabanel et Hubert Voilquin, tendant à faire du **8 mai** de chaque année un **jour férié,** (n° **793**) [14 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer **l'interdiction de séjour** (n° **2212**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Réparation et construction navales** [17 mai 1978] (p. 1762, 1763) : les licenciements dans la région de Marseille ; nécessité d'ouvrir un débat sur cette question.

— **Menées fascistes** [15 novembre 1978] (p. 7674) : attentat contre le siège du parti communiste à Marseille ; montée du fascisme et de l'antisémitisme.

— **Construction navale** [21 novembre 1979] (p. 10458) : construction par la compagnie Vieljeux-Delmas de quatre porte-conteneurs et par la compagnie nationale de navigation d'un pétrolier ; appel d'offres mondial alors qu'il y a des licenciements à la Ciotat ; que fera le Gouvernement pour que les armateurs français soient obligés de construire leurs navires en France.

— **Fermeture des usines Prior à Marseille** [4 juin 1980] (p. 1538).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° **138**), rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2229) : nombre d'accidents du travail parmi les personnels communaux ; attribution des comités d'hygiène et de sécurité dans le droit du travail ; son vœu de voir les délégués du comité d'hygiène et de sécurité dotés du pouvoir de faire interrompre le travail si la sécurité n'est pas assurée et de circuler librement dans les services ou sur les chantiers ; composition du comité d'hygiène et de sécurité ; réunions trimestrielles de ce comité ; limitation par le projet de loi de la création de comités d'hygiène et de sécurité aux communes employant au moins cent agents. **Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article**

3 : **Article L 417-18 du code des communes** (p. 2236) : rejet par la commission de l'amendement n° 3 de M. Alain Richard ; son amendement formel n° 24 ; adopté ; (p. 2236) : sur l'amendement n° 4 de M. Alain Richard : demande au Gouvernement son interprétation sur le décompte des agents travaillant à temps partiel dans le seuil fixé par l'article L 417-18. **Après l'Article L 417-18 du code des communes** (p. 2237) : le rejet de l'amendement n° 5 de M. Alain Richard par la commission. **Article L 417-19 du code des communes** (p. 2238) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : composition du comité ; 3 à 8 représentants élus selon l'importance des communes ; rejeté : l'approbation par la commission du sous-amendement n° 14 de M. Lucien Villa à l'amendement n° 14 n° 1 de la commission ; (p. 2239) : le rejet par la commission du sous-amendement n° 19 de M. Alain Richard ; (p. 2239) : l'avis favorable de la commission sur le sous amendement n° 22 de M. Alain Richard ; l'approbation par la commission du sous-amendement n° 20 de M. Alain Richard ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 23 du Gouvernement ; imprécision de cet amendement sur le mode de scrutin de l'élection des représentants du personnel ; (p. 2241) : l'accord de la commission sur le sous-amendement n° 27 de M. Alain Richard à l'amendement n° 23 du Gouvernement. **Article L 417-20 du code des communes** : soutient l'amendement n° 2 de la commission : réunions du comité d'hygiène et de sécurité à l'initiative de son président au moins une fois par trimestre ; et s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Lucien Villa et au sous-amendement n° 21 de M. Alain Richard ; (p. 2242) : amendement n° 2 adopté ; (p. 2244) : avis défavorable de la commission sur les amendements n° 17 de M. Maxime Kalinsky et n° 10 de M. Alain Richard ; se déclare personnellement favorable à ces deux amendements. **Après l'Article L 417-20 du code des communes** (p. 2246) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Alain Richard. **Article 5** (p. 2247) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Louis Maisonnat ; se déclare personnellement favorable à cet amendement. **Après l'Article 5** : accepte l'amendement n° 12 de M. Alain Richard ; (p. 2248) : son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 13 de M. Alain Richard : application de la loi à Mayotte mais non aux territoires d'outre-mer ; adopté ; **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1978] (p. 3756) : modifications apportées par le Sénat : désignation par le conseil municipal des conseillers membres du comité d'hygiène et de sécurité, attribution au président d'une voix prépondérante ; restriction de la compétence du comité aux locaux utilisés exclusivement par les agents ; création de commissions intercommunales d'hygiène et de sécurité, création d'un service de médecine professionnelle au profit des agents communaux. **Discussion des articles** [30 juin 1978]. **Article 3 : Article L 417-18 du code des communes** (p. 3758) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : attribution de cinq à dix sièges au sein du comité d'hygiène et de sécurité à des représentants élus du personnel ; adopté. **Article L 417-19 du code des communes** : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 6 de M. Alain Richard ; (p. 3759) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 7 de M. Alain Richard. **Article L 417-19 *bis* du code des communes** : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 9 de M. Alain Richard. **Article L 417-20 du code des communes** (p. 3760) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 10 de M. Alain Richard ; amendement n° 2 de la commission : suppression des dispositions adoptées par le Sénat limitant la compétence du comité d'hygiène et de sécurité aux locaux utilisés exclusivement par les agents ; adopté ; (p. 3761) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 12 de M. Alain Richard. **Article L 417-21 du code des communes** : amendement n° 3 de la commission : formel ; adopté. **Article L 417-22 du code des communes** (p. 3762) : amendement n° 4 de la commission : formel ; adopté. **Article 5** (p. 3763) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 13 de M. Alain Richard. **Article 6** : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Alain Richard. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8158) : adoption de la rédaction du Sénat fixant de 3 à 10 le nombre des représentants du personnel et précisant qu'ils seront élus au suffrage direct ; application de l'article L 417-19 du code des communes aux agents titulaires à temps non complet et aux agents non titulaires.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 513-2 du code du travail précédemment réservé** (p. 5647) : son amendement n° 10 soutenu par M. Lucien Villa : fixation des catégories d'électeurs admis à voter par procuration aux élections prud'homales par référence à l'article L 71 du code électoral ; rejeté. **Article L 513-5 du code du travail** (p. 5649) : son amendement n° 15 :

élection des conseillers prud'hommes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne ; présentation des listes de candidats par les organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national ; retiré par M. Lucien Villa.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'Article 17** (p. 6146) : soutient l'amendement n° 50 de M. Parfait Jans : suppression du seuil en deçà duquel le prélèvement de la taxe pour le financement des transports en commun locaux n'est pas autorisé ; rejeté (p. 6147).

Deuxième partie :

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6545) : insuffisance des mesures prévues au titre de l'éducation surveillée ; causes profondes de la délinquance juvénile : inflation, chômage, conditions de vie dans les grandes villes ; nécessité de donner une vocation strictement éducative à l'éducation surveillée.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° **766**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3054) : nécessité d'une large décentralisation et d'une plus grande circulation de l'information ; souhaite que l'on oblige l'administration à répondre aux lettres qu'elle reçoit ; proposition communiste tendant à informer l'administré préalablement à une décision défavorable et à instaurer une véritable procédure contradictoire ; (p. 3055) : problème des décisions administratives individuelles restreignant l'exercice des libertés publiques ; risque d'abus du secret de la défense nationale. **Discussion des articles** [25 avril 1979]. **Article premier** (p. 3057) : soutient l'amendement n° 6 de M. Lucien Villa : information préalable de l'administré sur une décision défavorable de l'administration ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article premier** (p. 4258) : régime applicable aux étudiants étrangers.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **923**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4452) : démarche autoritaire du pouvoir qui impose au peuple calédonien des aménagements du régime communal sans consulter les élus ; (p. 4453) : vote hostile du groupe communiste. **Explications de vote** [30 mai 1979] (p. 4458) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5419) : insuffisance des effectifs d'infirmières dans les centres hospitaliers ; (p. 5420) : centralisation aboutissant à déposséder les conseils d'administration de leurs compétences.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article 4** (p. 8107) : son amendement n° 4 de suppression devenu sans objet. **Article 5 :** son amendement n° 5 de suppression devenu sans objet. **Article 9** (p. 8110) : son amendement n° 6, soutenu par M. Lucien Villa : limitation du recrutement hors concours ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8093) : l'augmentation des amendes n'améliorera pas la sécurité ; l'objectif du Gouvernement est d'augmenter les ressources de l'Etat ce qui devrait se faire par la répression de la grande délinquance et la taxation des compagnies pétrolières. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 8098) : sur l'amendement n° 14 du Gouvernement : la fixation du taux des amendes est du domaine législatif.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9198) : les incendies de la forêt méditerranéenne ; effectifs insuffisants de l'office national des forêts.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9917) : propose la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les incendies de forêts ; demande au Gouvernement les mesures qu'il compte prendre pour les sinistrés publics ou privés.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10091) : difficultés financières des hôpitaux après les décisions ministérielles du 25 juillet 1979 ; (p. 10092) : exemple des établissements de l'assistance publique de Marseille.

— **Rappel au règlement** [13 novembre 1979] (p. 9946) : proteste contre le refus d'inscrire à l'ordre du jour les propositions de loi tendant à faire du 8 mai, date de la victoire sur le nazisme, un jour férié.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Article 5** (p. 12284) : soutient l'amendement n° 1 de M. Lucien Villa : conditions d'installation des nouveaux conseils de prud'hommes ; rejeté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Après l'Article 27** (p. 466) : soutient le sous-amendement n° 57 de M. Lucien Villa à l'amendement n° 25 de la commission. **Troisième lecture. Explications de vote** [24 juin 1980] (p. 2206) : vote hostile du groupe communiste.

— **Propositions de résolution tendant à modifier les articles 32, 34 et 87 du règlement de l'Assemblée nationale** (n°s **1110, 1123**). **Première lecture. Discussion générale** [16 avril 1980] (p. 468) : mode de constitution des commissions spéciales.

— **Rappel au règlement** [17 juin 1980] (p. 1902) : incendies de forêts ; recommandations de la commission d'enquête.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1913) : son amendement n° 29 : suppression de l'article 7 ; rejeté par scrutin public ; [21 juin 1980] : **Article 18** (p. 2063) : extension par l'article 18 des dispositions de l'article 720-2 du code de procédure pénale. **Article 19** (p. 2064) : suppression des pouvoirs du juge de l'application des peines par le projet ; principe d'individualisation des peines ; exemplarité de la peine ; individualisation pénitentiaire ; institution du juge de l'application des peines ; volonté du Gouvernement de redonner à l'administration le contrôle de l'application des peines. **Article 32** (p. 2080) : procédure de flagrant délit ; droits de la défense ; (p. 2081) : saisine directe ; projet communiste de déclaration des libertés.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Intérieur. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3195) : lutte contre les feux de forêts ; nombre des bombardiers d'eau ; situation des personnels de la base de Marignane ; effectifs et statut des sapeurs forestiers ; débat au Parlement sur les conclusions de la commission d'enquête sur les feux de forêt.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4531) : croissance insupportable des impôts locaux ; rôle irremplaçable des communes en matière de politique sociale ; (p. 4532) : remboursement de la TVA aux communes ; injustice de la taxe d'habitation ; demande la revalorisation des bases d'imposition de la taxe professionnelle ; croissance de la part des impôts locaux directs dans les recettes communales ; insuffisance des effectifs de police et insécurité. **Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 5** (p. 4556) : son amendement n° 5 : prise en compte des besoins sociaux comme élément de la péréquation ; saisine du comité des finances locales ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 4557) : problème du remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs. **Après l'Article 8** *bis* (p. 4558) : son amendement n° 7 : versement supplémentaire à la dotation forfaitaire pour les communes abritant une population immigrée particulièrement nombreuse ; rejeté. **Article 9** (p. 4564) : son amendement n° 33 : garantissant une progression annuelle d'au moins 20 % de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté ; son amendement n° 44 : réintégration de certaines provisions dans le bénéfice imposable des sociétés ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5 du règlement. **Après l'Article 9** (p. 4565) : son amendement n° 45 : abrogation de l'avoir fiscal ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5 du règlement.

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
(4e circonscription)
(S).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4520).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Réserves pétrolières** [3 décembre 1980] (p. 4577) : conséquences du conflit entre l'Iran et l'Irak.

GARROUSTE (Marcel)

Député du Lot-et-Garonne
(*3e circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues tendant à recueillir l'avis des collectivités locales lors des propositions d'ouverture ou de transfert d'officines pharmaceutiques et à définir les tranches démographiques nécessaires à ces ouvertures ou transferts, par rapport à l'ensemble des dénombrements officiels de population, généraux ou partiels (n° 1646) [29 mai 1980] (p. 1463).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de procédure pénale** (n° **165**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er juin 1978] (p. 2409) : nécessité d'une réforme complète de la police nationale ; attribution de pouvoir de police judiciaire à des agents de la force publique portant atteinte au principe de la séparation des pouvoirs ; vote hostile du groupe socialiste ; (p. 2410) : défend le principe de l'égalité des sexes au sein des jurys d'assises. **Discussion des articles. Article 17** (p. 2411) : déplore l'insuffisance de formation des nouveaux officiers de police judiciaire ; demande un scrutin public sur l'article 17.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3114) : suppression d'un certain nombre d'emplois d'enseignants mis à la disposition de diverses associations.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3676) : difficultés de l'agriculture du Sud-Ouest ; (p. 3677) : assainissement et irrigation ; incidences du prix de l'énergie sur les frais de fonctionnement des réseaux d'irrigation.

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3704) : échec du tourisme social.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre

1980]. **Article 19** (p. 3906) : son amendement n° 202 : réduction de crédits ouverts au paragraphe II ; économies sur les dépenses publicitaires de la poste ; affectation de ces crédits au développement des moyens en personnels ; rejeté ; (p. 3908) : amendement n° 204 de M. Christian Nucci : réduction de crédits ; difficultés du personnel des PTT ; situation des receveurs-distributeurs ; rejeté.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4072) : augmentation des dépenses hospitalières dans toute l'Europe ; importance économique du secteur de la santé ; règles d'élaboration des budgets hospitaliers.

GASCHER (Pierre)

Député de la Sarthe
(5e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1585), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à créer, sous **l'appellation de prêts de carrière, une nouvelle catégorie de prêts à long terme pour l'acquisition des terres et bâtiments agricoles** (n° **1315**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à l'institution d'une **détaxe des carburants** utilisés par les artisans chauffeurs de taxi et les voyageurs, représentants de commerce et placiers (n° **2282**) [3 avril 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes (n° 582). Première lecture. Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 16** (p. 2786) : son amendement n° 131 : limitation à trois mois du délai au terme duquel le silence de l'administration vaut autorisation ; non soutenu.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11680) : approuve le renouvellement du choix en faveur de l'exploitation familiale ; nécessité de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs par une politique de formation, d'aménagement des sols et d'action foncière ; propose la création de prêts de carrière. **Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Après l'Article 21** (p. 11979) : approuve les propositions du Gouvernement en matière de GFA.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3686) : endettement de l'agriculture française ; problème de la revalorisation des prix agricoles.

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire du **8 mai un jour férié** (n° **1666**) [25 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le code des débits de boissons, en ce qui concerne l'**implantation de débits de boissons** dans les communes de moins de 2.000 habitants (n° **1697**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la présentation de personnes **handicapées** à des **spectateurs** (n° **1835**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de **combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° **1958**) [8 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 15 : Economie et budget - Charges communes** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 relative aux **rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé** (n° **2136**) [4 décembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L 18 du code de la route afin de permettre à l'autorité préfectorale d'assortir du sursis une décision de suspension du **permis de conduire** ou d'en aménager l'exécution (n° **2297**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Politique agricole commune** [22 novembre 1978] (p. 8156) : remise en cause par le gouvernement britannique de la politique agricole commune.

— **Aide du gouvernement néerlandais aux exportateurs** [23 mai 1979] (p. 4129) : dumping pratiqué par le gouvernement hollandais pour les exportations de produits agricoles (aide aux exportateurs) ; augmentation de leur production de lait, viande de porc, volailles (grâce aux subventions) ; danger pour les autres pays de la communauté.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 mai 1978]. **Article premier** (p. 1770) : son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 5 de M. Michel Aurillac : suppression de la responsabilité des docteurs-vétérinaires prévue à l'amendement n° 5 ; rejeté ; son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 5 de M. Michel Aurillac : obligation pour les vétérinaires prévus à l'amendement n° 5 d'être titulaires d'un mandat sanitaire ; son indépendance vis-à-vis du lobby des vétérinaires ; l'insuffisance du nombre des vétérinaires dont dispose l'administration ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1978]. **Article premier : Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9350) : sur l'amendement n° 93 de la commission, problèmes considérables des communes en expansion et notamment des communes de banlieue et des chefs-lieux de cantons ruraux ; importance des moyens financiers des villes-centres.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 3** (p. 8423) : problème posé par l'article 40 qui conduit à proposer des gages plus ou moins improvisés ; [19 octobre 1979] : **Article 6** (p. 8529) : souhaite une proposition du Gouvernement tendant à favoriser le bénévolat. **Après l'Article 10** (p. 8573) : problème de l'utilisation du gaz liquéfié ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8608) : son sous-amendement n° 316 à l'amendement n° 40 de M. Adrien Zeller : application de l'amendement n° 40 aux véhicules ayant plus de cinq ans mais moins de vingt ans d'âge ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. **Article 13** (p. 8634) : soutient l'amendement n° 47 de M. Jean-Louis Goasduff : maintien de l'exonération pour le GFA et les groupements forestiers ; adopté (p. 8635). **Article 20** (p. 8656) : interroge le Gouvernement sur le déroulement de l'ordre du jour.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Après l'Ar-**

ticle 2 (p. 11791) : problème de la définition de la notion de « producteur organisé » ; [14 décembre 1979] : **Article 14** (p. 11962) : s'oppose à l'augmentation du pouvoir des SAFER et approuve l'amendement n° 620 de M. Alain Mayoud. **Article 18** (p. 11971) : s'oppose au sous-amendement n° 463 de M. Claude Michel ; nécessité de respecter l'égalité des héritiers ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** *(suite)* (p. 12020) : propose de limiter la participation des sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne au tiers du capital du GFA. **Article 29** (p. 12101) : dévitalisation du monde rural.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3340) : interprétation trop restrictive de la législation pour lutter contre le « mitage » ; risques de propagation du désert français ; dégradation de la situation dans le secteur de la construction de maisons individuelles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 4** (p. 4554) : lourdeur des charges des petites communes.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). Lettre rectificative (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 26** (p. 4724) : son amendement n° 137 : assouplissement de la réglementation relative à l'installation des débits de boissons quand il s'agit du dernier débit de boissons d'un village ; adopté.

GAU (Jacques-Antoine)

Député de l'Isère
(4e circonscription)
(S).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Décédé le 29 mai 1981.

Eloge funèbre prononcé le 2 juillet 1981 [2 juillet 1981] (p. 22).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 6 avril 1979] (p. 795).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1979] (p. 49).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Louis Besson, Jacques-Antoine Gau et Michel Rocard tendant à la suppression des récupérations prévues en matière d'aide sociale (n° 1256) [20 novembre 1980] (p. 4241).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Cesse d'être membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 21 mars 1981] (p. 834).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la constitution d'une commission chargée de faire des propositions en faveur des **épouses d'artisans et de commerçants** (n° **179**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice du régime d'**assurance chômage** aux **employés de maison** (n° **259**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'amélioration du **remboursement des dépenses de l'assurance maladie** (n° **449**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** portant abrogation de certaines dispositions de l'**ordonnance n° 67-706** du 21 août 1977 et modification de la composition des **conseils d'administration des caisses de sécurité sociale** (n° **450**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la suppression des **contrôles médicaux patronaux** (n° **451**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer la mise en jeu de l'**obligation alimentaire** à l'occasion de l'**attribution d'allocation d'aide sociale** (n° **497**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à créer un fonds d'**indemnisation des dommages occasionnés par les soins dispensés** par les membres des **professions de santé** (n° **499**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** relative aux **droits économiques et sociaux** liés à la **présence d'enfants dans la famille** (n° **505**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** relative à la **suppression des ordres des professions de santé** (n° **624**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **les dispositions du code du travail** relatives à la **protection de l'emploi du salarié appelé à accomplir son service militaire** (n° **846**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative à la **protection des enfants utilisés par les entreprises de publicité** (n° **2196**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Parc régional du Vercors** [5 décembre 1979] (p. 11266) : déclaration du Président de la République sur l'exemple d'harmonisation entre le développement économique et la préservation de l'environnement que constituent les parcs régionaux naturels, mais en 1980 dotation de l'Etat en crédits de fonctionnement seulement reconduite à son niveau de 1979 et crédits d'investissements diminués ; situation dramatique pour le parc régional du Vercors.

— **Marché de la noix** [22 octobre 1980] (p. 2960).

• *question orale sans débat :*

— (n° **17999**) : **Déficit des régimes sociaux à l'échéance du VIIIe Plan** [29 juin 1979] (p. 5860, 5861) : les difficultés financières de la sécurité sociale sont le résultat de la politique du Gouvernement ; refus de ce dernier de sortir le pays de la crise et de réformer les structures du système de santé ; charge représentée par les chômeurs ; les propositions faites depuis cinq ans par les socialistes en vue d'améliorer le financement de la sécurité sociale : rééquilibrer la part de l'hospitalisation et la part de la médecine de ville, créer des centres de santé intégrés, développer la prévention, maîtriser l'industrie pharmaceutique ; les travailleurs n'accepteront pas que l'on porte atteinte aux droits acquis par les assurés sociaux.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Réponse au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** [26 avril 1979] (p. 3180) : devoir du président de faire respecter la liberté de parole à la tribune.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Gérard Bapt** [9 mai 1979] (p. 3548) : transmettra l'observation à la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [9 mai 1979] (p. 3548) : cette intervention n'est pas un rappel au règlement.

— **Réponse au rappel au règlement de Mme Hélène Constans** [22 mai 1979] (p. 4070) : la séance pouvait être levée en application de l'article 52 du règlement ; transmettra la remarque à la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Paul Quilès** [29 juin 1979] (p. 5876, 5877) : transmettra au président de l'Assemblée nationale la légitime protestation de M. Quilès ; l'intrusion de la police dans les locaux d'un parti politique constitue sans doute une atteinte à la démocratie.

— **Rend hommage** à la mémoire de Mme Germaine Peyroles, ancien député [29 octobre 1979] (p. 9086).

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979]. **Répond au rappel au règlement de M. Pierre Girardot** (p. 9491) : article 40 de la Constitution opposé à six amendements communistes dans les conditions prévues par le règlement.

— **Rend hommage** à la mémoire de M. Camille Laurens, ancien député [16 novembre 1979] (p. 10193).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Alain Hautecœur** [16 novembre 1979] (p. 10201) : temps de parole des commissions fixé par conférence des présidents ; nécessité de les respecter pour éviter les séances de nuit trop longues.

— **Rend hommage** à la mémoire de Mme Francine Lefèbvre et de M. Romain Buffet, anciens députés [27 novembre 1979] (p. 10715).

— **Réponse au rappel au règlement de Mme Hélène Constans** [27 novembre 1979] (p. 10715, 10716) : le président de l'Assemblée connaît la situation ; les propos lui sont immédiatement rapportés.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [27 novembre 1979] (p. 10715, 10716) : le président estime qu'il n'est pas possible de changer l'ordre des orateurs.

— **Réponse au rappel au règlement de M. César Depietri** [4 décembre 1979] (p. 11218) : ne peut répondre à la place du Gouvernement.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Christian Nucci** [11 décembre 1979] (p. 11595) : fera part de cette observation à la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Marcel Rigout** [18 décembre 1979] (p. 12200) : problème du personnel de l'Assemblée nationale inscrit à l'ordre du jour de la réunion du bureau de l'Assemblée nationale du 9 janvier.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [18 décembre 1979] (p. 12204) : ordre du jour de la fin de session très chargé.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Gilbert Gantier** [18 décembre 1979] (p. 12210) : (projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale, n° 1406) ; impossibilité de revenir sur le vote exprimé par l'Assemblée ; suggère de prendre la parole à la fin de la discussion.

En qualité de député :

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Article 3 : Article L 930-1-2 à L 930-1-6 du code du travail** (p. 1487) : son amendement n° 64 soutenu par M. André Delehedde : caractère de droit du congé pour les stages agréés. **Article 4 : Article L 930-1-8 du code du travail** (p. 1488) : son sous-amendement n° 65 rectifié à l'amendement n° 23 de M. Antoine Gissinger : agrément de plein droit des stages fournis par les services publics et les associations qui sont agréées par l'autorité de tutelle ; soutenu par M. André Delehedde ; rejeté (p. 1490) ; (p. 1491) : son amendement n° 66 : suppression de l'article L 930-1-8 ; le contrôle des congés de formation ; les conséquences des pourcentages maxima fixés par l'article L 930-1-8 ; la mise en cause de la liberté des choix des travailleurs pour le congé de formation ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 1503) : son amendement n° 70 : crédit d'heures pour les représentants des travailleurs siégeant dans les instances traitant de formation professionnelle ; soutenu par M. André Delehedde ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article 4** (p. 3165) : son amendement n° 30 soutenu par M. André Delehedde : suppression du texte proposé pour l'article L 930-1-8 du code du travail ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1934) : insuffisante association du Parlement aux grandes décisions en matière de sécurité sociale ; trois dimensions de la crise de la sécurité sociale ; insuffisance de la protection sociale, difficultés financières et fonctionnement administratif défectueux ; relation étroite entre la crise économique et la crise financière de la sécurité sociale ; mode de financement de la sécurité sociale et conséquences sur l'emploi ; pénalisation des industries de main-d'œuvre ; rapport Granger de 1975 et rapport

Ripert de 1977 ; (p. 1935) : impuissance du Gouvernement à freiner la demande de soins et son refus d'aborder le problème de l'offre de soins ; les ordonnances de 1967 et l'échec du redressement financier de la sécurité sociale ; leur objectif réel ; la mainmise du patronat sur les institutions de sécurité sociale ; contradiction fondamentale entre libéralisme économique et social et principes de solidarité assurant la cohérence d'un système de protection sociale ; exemple de la déclaration de politique générale du Gouvernement ; trois questions essentielles en matière de sécurité sociale ; finalité de la sécurité sociale, niveau d'effort que la collectivité nationale est disposée à supporter ; (p. 1936) : organisation de la sécurité sociale ; complexité administrative du système actuel ; mesures nécessaires en matière de financement ; concours accru du budget de l'Etat, déplafonnement progressif des cotisations, recherche d'une meilleure adéquation des contributions des employeurs à leur capacité contributive, nécessité d'améliorer les prestations, mise en œuvre d'une véritable politique de la santé fondée sur la prévention ; sécurité sociale, corps étranger dans le système libéral actuel.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article 4** (p. 3481) : son amendement n° 14, soutenu par M. François Autain (augmentation de la durée du congé de maternité) ; rejeté (p. 3481) ; son amendement n° 15, soutenu par M. François Autain (prolongement des congés pré et postnatal sans limitation de durée en cas de grossesse pathologique) ; rejeté (p. 3481) ; son amendement n° 16 soutenu par M. François Autain (augmentation de la durée du congé de maternité) ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article 13** *bis* (p. 3525) : son amendement n° 48 soutenu par M. Alain Richard : résiliation de plein droit des contrats d'assurance en cas d'application de l'article 13 *bis* ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.**

Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6825) : chômage ; refus du Gouvernement d'abaisser l'âge de la retraite et de diminuer la durée du travail ; mise en cause des mesures de protection contre les licenciements et de leurs conséquences, accusées d'être la cause du chômage ; développement des contrats à durée déterminée ; précarité de l'embauche ; détérioration du climat moral et social du pays : développement du racisme contre les travailleurs immigrés, discrédit jeté sur les chômeurs ; inégalité de l'indemnisation contre le chômage ; (p. 6826) : nécessité d'une réforme de l'indemnisation assurant un revenu à tout travailleur privé d'emploi ; accroissement des charges de l'UNEDIC et problèmes de son financement ; absence d'action du Gouvernement pour régler la crise financière du système d'assurance chômage ; (p. 6834) : interroge le Gouvernement sur les objectifs en matière de législation sur le licenciement.

Deuxième partie :

Travail et santé. — III. **Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6847) : part importante des dépenses obligatoires dans les dépenses ordinaires du budget de la santé ; politique familiale se résumant à des mesures trop fragmentaires ; situation difficile des personnes âgées ; (p. 6848) : insuffisance de l'action en matière de maintien à domicile ; application des indices de besoins en matière hospitalière se traduisant par des réductions d'effectifs affectant le secteur public ; exemples des conditions de la création de la clinique de Saint-Clair de la Tour dans l'Isère ; conditions de travail et de rémunération des personnels hospitaliers ; politique de prévention se limitant à des actions ponctuelles.

— **Projet de loi tendant à favoriser la mobilité des salariés à l'étranger** (n° **701**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8826) : 1.350.000 demandeurs d'emplois à la fin du mois d'octobre 1978 ; refus par le Gouvernement d'un changement de politique économique ; conditions trop rigoureuses d'attribution des indemnités de mobilité et de transport empêchant de nombreux travailleurs d'en bénéficier ; projet ne traitant pas du problème de la protection sociale des travailleurs français à l'étranger ; (p. 8827) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 4 : Article L 122-2 du code du travail** (p. 8847) : sur l'amendement n° 24 de M. Guy Bêche : nécessité de préciser, dans le cas où l'employeur ne respecte pas les dispositions de la loi que la nouvelle situation juridique relève du droit commun du contrat de travail à durée indéterminée ; souhaite l'adoption de l'amendement n° 24. **Article L 122-3 du code du travail** (p. 8847) : soutient l'amendement n° 25 de M. Guy Bêche : supprimant les dispositions prévoyant que le contrat conclu pour une saison ou pour une entreprise déterminée est un contrat à durée déterminée ; texte gouvernemental marquant une régression par rapport à la jurisprudence de la Cour de cassa-

tion ; rejeté (p. 8848). **Article 5** (p. 8851) : soutient l'amendement n° 29 de M. Claude Evin : faisant bénéficier des droits afférents au licenciement pour motif économique le salarié dont le contrat à durée déterminée n'est pas renouvelé pour raison économique ; rejeté. **Explications de vote** (p. 8852) : vote hostile du groupe socialiste sur le projet qui aggrave la précarité de l'emploi.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° **703**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [8 décembre 1978]. **Après l'Article unique** (p. 9132) : son amendement n° 5 soutenu par M. Gérard Bapt : modification de l'article L 212-5 du code du travail ; vote réservé ; son amendement n° 8 soutenu par M. Gérard Bapt : réforme du régime des équivalences ; vote réservé ; (p. 9135) : amendements n°5 et n° 8 non adoptés en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9277) : son amendement n° 151 : possibilité de paiement mensuel de la taxe d'habitation et des taxes foncières ; (p. 9278) : amendement n° 151 réservé ; (p. 9283) : amendement n° 151 précédemment réservé ; rejeté. **Explications de vote** [13 décembre 1978] (p. 9381) : exigences des élus communaux dans le domaine financier ; relèvement de la part des ressources fiscales attribuées aux communes, répartition des ressources entre les communes par application d'indices traduisant réellement les charges et besoins sociaux de chaque collectivité, fiscalité locale directe plus juste ; insuffisance de la dotation globale ; (p. 9382) : vote hostile du groupe socialiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9808) : déficit de l'UNEDIC dû à la crise économique qui multiplie les chômeurs ; insuffisance des mesures prises pour l'emploi et notamment des créations d'emploi d'utilité collective ; (p. 9809) : problème de la durée hebdomadaire du travail ; remise en cause de la procédure normale des négociations auprès des partenaires sociaux ; position des organisations syndicales ; remise en cause du système existant et atteinte portée aux avantages acquis ; limitation dans le temps de l'allocation de base se substituant à l'allocation publique ; imposition des indemnisations du chômage ; substitution de la notion de demandeurs d'emploi inscrits à l'agence nationale pour l'emploi à celle de chômeurs à la recherche d'un emploi ; caractère limité de l'accroissement de la contribution de l'Etat ; (p. 9810) : critique les conditions de discussion du texte ; vote hostile du groupe socialiste sur le texte. **Rappel au règlement** (p. 9841) : proteste contre l'application discriminatoire de l'article 40 à certains amendements du groupe socialiste et notamment à un amendement relatif à l'indemnisation des artistes non salariés. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article premier : Article L 351-1 du code du travail** (p. 9842) : son amendement n° 47 : indemnisation subordonnée à l'inscription à l'ANPE ; rejeté ; (p. 9844) : complexité de la procédure de contrôle de la qualité des demandeurs d'emploi par le Gouvernement. **Article L 351-2 du code du travail** (p. 9845) : proteste contre l'irrecevabilité opposée à l'amendement n° 89 du groupe socialiste ayant le même objet que l'amendement n° 66 de M. Boulay déclaré recevable ; son amendement n° 48 : formation du libre jeu des négociations contractuelles ; rejeté. **Article L 351-4 du code du travail** : son amendement n° 49 de suppression, devenu sans objet. **Article L 351-5 du code du travail** (p. 9846) : son amendement n° 52 de suppression, devenu sans objet ; son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 18 de la commission : suppression du caractère trimestriel de la dégressivité ; rejeté ; (p. 9848) : nécessité de laisser aux organisations syndicales et au patronat le soin de fixer les modalités de la dégressivité ; son amendement n° 56 : conséquences de l'amendement précédent ; devenu sans objet. **Article L 351-6 du code du travail** (p. 9853) : opposition de l'article 40 à l'amendement n° 57 du groupe socialiste tendant à faire bénéficier les femmes de l'allocation forfaitaire sans restriction. **Article L 351-7 du code du travail** (p. 9854) : son amendement n° 90 : non-application de l'extinction du droit au revenu de remplacement pour les bénéficiaires de la garantie de ressources ; compétences de l'ANPE pour les offres d'emplois visées à l'article L 351-7 ; accepte la modification proposée par le Gouvernement (suppression de la référence à l'ANPE), adopté avec modification ; son amendement n° 91 : compétence des commissions paritaires des institutions résultant de la convention du 31 décembre 1958 pour préciser les motifs du refus ; (p. 9856) : rejeté. **Article L 351-10** (p. 9856) : son amendement n° 58 : suppression de la détermination par décret des conditions selon lesquelles un travailleur est considéré comme étant à la recherche d'un emploi ; devenu sans objet. **Article 2** (p. 9859) : son amendement n° 92 : identité des conditions d'indemnisation des agents civils avec les fonctionnaires ; rejeté ; son amendement

n° 62 : suppression de la possibilité offerte à l'employeur d'indemniser directement le salarié licencié pour faute ; rejeté. **Article L 351-18 du code du travail** (p. 9860) : son amendement n° 63 : de suppression ; rejeté. **Article 8** (p. 9863) : son amendement n° 64 : de suppression ; rejeté. **Article 9 :** son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 103 du Gouvernement : interdiction de faire assurer par les collectivités locales la charge de l'aide aux travailleurs privés d'emploi ; rejeté (p. 9864). **Explications de vote** (p. 9865) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Discussion commune des motions de censure, sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale, déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et cinquante et un de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-trois de ses collègues** [6 décembre 1979] (p. 11369) : usage abusif par le Gouvernement de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution aboutissant à un abaissement du Parlement ; (p. 11370) : souhaite savoir si le Premier ministre envisage de gouverner le pays « à coups d'article 49, alinéa 3 » ; projet visant à faire supporter par une catégorie sociale défavorisée une partie du déficit de la sécurité sociale qui est la conséquence de la politique du Gouvernement ; nécessité d'harmoniser la situation des régimes de retraites dans la voie de la suppression et non de la généralisation de la cotisation d'assurance maladie ; produit financier dérisoire du projet ; volonté du Gouvernement de démanteler le système de sécurité sociale de 1945 et de lui substituer un régime comportant pour le plus grand nombre une protection minimale et pour les plus riches un système d'assurance complémentaire ; (p. 11371) : causes véritables du déficit de la sécurité sociale : dettes des entreprises, charges indues, chômage ; politique gouvernementale de la sécurité sociale freinant la consommation des ménages et pénalisant l'emploi ; nécessité d'élargir l'assiette des cotisations ; aspect positif de la croissance régulière des dépenses de santé : amélioration de l'état sanitaire de la population, rôle économique du secteur de la santé ; (p. 11371) : responsabilité de ceux qui ne voteront pas la censure dans l'institution d'une cotisation d'assurance-maladie pour les retraités ; attitude du RPR ne manifestant pas une opposition réelle aux principes de la politique sociale du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° **897**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 3141) : sur l'amendement n° 25 rectifié de M. Robert Wagner, estime dangereux que par un texte de loi l'Assemblée nationale s'érige en juge des décisions de la Cour de justice des Communautés européennes.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 mai 1979]. **Article premier** (p. 4102) : son amendement n° 2 soutenu par M. François Autain : appréciation par les conseils régionaux des besoins de la population quant aux effectifs médicaux et à leur répartition entre spécialités ; rejeté ; (p. 4103) : son amendement n° 3 soutenu par M. François Autain : suppression des dispositions fixant le nombre d'internes en fonction non pas des besoins de la population mais de la capacité de formation ; rejeté.

— **Proposition de loi portant modification du statut du comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, des côtes du Ventoux et des coteaux du Tricastin** (n° **196**) **et proposition de loi relative à l'établissement d'un comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, des côtes du Ventoux et des coteaux du Tricastin** (n° **956**). **Première lecture. Discussion générale commune** [5 juin 1979] (p. 4661) : vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à la vaccination antivariolique** (n° **1057**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [7 juin 1979]. **Article unique** (p. 4807) : son amendement n° 2 : abrogation de l'obligation de vaccination antivariolique des jeunes enfants ; soutenu par Mme Marie Jacq ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5018) : nécessité d'améliorer et non pas seulement de consolider le système de sécurité sociale ; inégalités entre assurés sociaux ; (p. 5019) : préfère une action sur les dépenses de santé par développement de la prévention à une limitation du nombre des étudiants en médecine et à une réduction du nombre des hôpitaux ; disparités des régimes de retraite.

— **Rappel au règlement** [21 novembre 1979] (p. 10434). **Article 41 :** proteste contre la réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pendant le débat sur la politique familiale.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10442) : déplore que le Gouvernement ne propose pas de mesures concrètes pour la famille ; évolution des prestations familiales depuis la dernière guerre ; tendance profonde à la baisse du niveau de vie des familles ; évolution de la politique familiale vers une politique d'assis-

tance ; maquis inextricable des aides ; aggravation des conditions de vie des familles ; (p. 10443) : accentuée par la libération des prix, le chômage ; la conception rétrograde de la famille axée sur le cantonnement de la mère au foyer ; ignore l'aspiration des femmes à se libérer de leur exploitation par l'homme ; nécessité d'assurer l'égalité de la femme et de l'homme ; la politique familiale doit avoir pour objet, non de réduire les inégalités de revenu, mais de compenser la charge des enfants ; inutilité d'une approche exclusivement nataliste de la politique familiale ; révolution de la contraception ; s'oppose à l'effort axé uniquement sur le troisième enfant ; nécessité d'une politique familiale indissociable de la politique économique et sociale ; (p. 10444) : nécessité d'intégrer la dimension familiale dans toutes les politiques sectorielles ; souhaite l'octroi d'une allocation unique incluse dans le revenu imposable avec majoration pour la garde de l'enfant jusqu'à trois ans ; nécessité de remplacer le système du quotient familial par une déduction forfaitaire par enfant et d'accentuer l'effort pour les équipements collectifs en faveur des familles.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° 1348). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1979]. **Article 4** (p. 10659) : son amendement de suppression n° 18 rectifié soutenu par M. Alain Richard ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre (*suite*). — I. **Services généraux. Formation professionnelle. Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 3002) : diminution du fonds de la formation professionnelle ; diminution des crédits de rémunération des stagiaires ; stagnation de la contribution des entreprises ; actions de formation entièrement à la discrétion des entreprises et axées sur la rentabilité immédiate ; détournement des moyens consacrés par les entreprises à la formation de leurs salariés au profit de la formation des demandeurs d'emploi ; non-prise en compte de la promotion sociale et de l'épanouissement culturel des travailleurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° 2021). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4396) : insuffisance de l'effort de prévention des accidents du travail ; nécessité d'une action sur les clauses majeures d'accident résidant dans les conditions de travail et les modes de rémunération liés au système économique ; indemnisation insuffisante des accidents du travail ; insuffisance du projet ; exclusion des victimes d'accident de trajet du champ d'application du texte malgré l'assimilation par le code de la sécurité sociale des accidents de trajet aux accidents du travail ; maintien d'une possibilité de rompre le contrat de travail lorsque l'employeur justifie l'impossibilité d'un reclassement.

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel n° 78-833 [28 avril 1978] (p. 1467).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3218).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à valider diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaire (n° 1825) [26 juin 1980] (p. 2363).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 647), relatif à l'**institution d'un régime complémentaire d'assurance**

vieillesse et survivants pour les **avocats** (n° **688**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 802), relatif à l'**institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse** et survivants pour les **avocats** (n° **804**) [19 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967, portant **réforme du crédit aux entreprises** (n° **843**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **interdire l'ouverture de maisons de jeux** et d'appareils électriques à **proximité d'établissements scolaires** (n° **874**) [20 décembre 1978].

— **Avis,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1055) portant **approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1112**) [6 juin 1979].

— **Proposition de loi tendant à valider plusieurs décisions concernant des nominations dans le corps des professeurs dans les centres de soins d'enseignement et de recherche dentaires** (n° **1350**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à assurer la prévention des incendies de forêt** (n° **1419**) [22 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1350) **tendant à valider plusieurs décisions concernant des nominations dans le corps des professeurs dans les centres de soins d'enseignement et de recherche dentaire** (n° **1484**) [13 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission d'enquête, **sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne** (n° **1740**) [28 mai 1980].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi : 1° adoptée par le Sénat (n° 1825), tendant à **valider** diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des **professeurs** exerçant dans les centres d'enseignement de **soins** et de **recherche dentaires** ; 2° (n° 1350) tendant à valider plusieurs décisions concernant des nominations dans le corps des professeurs dans les centres de soins d'enseignement et de recherche dentaires (n° **1861**) [26 juin 1980].

— **Proposition de loi** relative à la **limitation du nombre de logements dans un grand ensemble d'habitation** (n° **2134**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Groupe de réparation navale Terrin** [10 mai 1978] (p. 1560) : situation préoccupante de ses nombreux salariés.

— **Port de Marseille** [18 octobre 1978] (p. 6251) : les dommages causés aux entreprises du port de Marseille et à leurs ouvriers, par les grèves de la société provençale des ateliers Terrin ;

— **Retraite des enseignants privés** [20 décembre 1978] (p. 9751, 9752) : égalisation des retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et de ceux de l'enseignement public.

— **Poursuite du conflit à la Solmer** [16 mai 1979] (p. 3850) : mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la grève de Solmer à Fos-sur-Mer ?

— **Grève des contrôleurs de la circulation aérienne** [7 novembre 1979] (p. 9536) : préjudice porté à des milliers de personnes par la perturbation du trafic aérien en raison de ce que les organisations syndicales appellent le « démantèlement de la circulation aérienne » et non plus à cause de la sécurité aérienne.

— **Autoroute du Val de Durance** [16 avril 1980] (p. 424).

• *question orale sans débat :*

— (n° **6844**) : **Pollution de la Méditerranée** [6 octobre 1978] (p. 5765) : nécessité de construire une usine d'épuration à Marseille ; répartition de son financement entre l'Etat et la municipalité.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6357) : nécessité de renforcer les effectifs de police à Marseille et d'y généraliser la pratique de l'îlotage ; (p. 6361) : suppression des crédits de déplacement des inspecteurs chargés de faire passer le permis de conduire dans les Vosges.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7484) : recherche d'actualisation du système éducatif et volonté d'égalisation des chances contenues dans le budget ; approuve la création du collège unique ; nécessité d'accorder le rythme des investissements et l'importance des effectifs ; souhaite

voir l'accent mis sur l'histoire, la géographie, l'instruction civique dans les programmes scolaires ; insuffisance des crédits à l'enseignement privé qui représente 7,2 % de la population scolaire ; propose le transfert des crédits affectés au titre de l'assouplissement des conditions de passation des contrats avec les établissements privés à la formation des maîtres du secteur privé ; conditions d'application du principe d'égalisation des situations entre les maîtres titulaires de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé contenu dans la loi Guermeur.

— **Projet de loi relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats** (n° **647**). Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8169) : souhait des avocats d'obtenir à la fin de leur vie professionnelle une retraite en rapport avec leurs revenus d'activité ; (p. 8170) : création d'un régime complémentaire obligatoire compatible avec la politique d'harmonisation des régimes sociaux ; problème de l'intervention du législateur dans les statuts des régimes complémentaires ; nécessité de laisser la plus grande autonomie à la profession pour organiser comme elle l'entend son régime complémentaire ; régime proposé par la caisse nationale des barreaux français reposant sur deux principes : proportionalités des cotisations et des retraites aux revenus professionnels, principe de la répartition ; problème du maintien des régimes supplémentaires facultatifs. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article 2** (p. 8180) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : modifications rédactionnelles ; adopté. **Article 4** *ter* (p. 8184) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : suppression du premier alinéa de l'article 4 *ter*, conséquence de l'adoption par l'Assemblée de l'amendement n° 3 à l'article 2. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9685) : problème des avocats ayant adhéré à des régimes supplémentaires de retraites facultatifs ; nécessité de les autoriser à résilier leur contrat actuel ou de les exonérer des cotisations dues au régime obligatoire ; (p. 9686) : suppression par le Sénat de la référence au taux de 60 % pour les pensions de réversion ; propose l'adoption du projet dans la rédaction du Sénat.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Explications de vote** [13 décembre 1978] (p. 9383) : vote favorable de l'UDF sur le texte.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4920) : nécessité de constituer un secteur tertiaire industriel où l'artisanat jouerait un rôle privilégié ; (p. 4921) : aménagement des durées de travail ; tendance à surestimer les capacités de l'apprentissage ; politique du retour des immigrés conçue dans un état d'esprit trop défensif ; lacunes du rapport : pas de choix d'un mode de régulation des dépenses de sécurité sociale, politique des prestations familiales et financement de la sécurité sociale laissés de côté ; politique de la santé devant tendre à une promotion du médecin généraliste et à une plus grande efficacité du secteur hospitalier ; effort de recherche dans le secteur médical ; (p. 4922) : caractère superficiel des développements relatifs à la recherche ; avis favorable de la commission des affaires culturelles.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8732) : régression de l'éducation dans le budget global de l'Etat s'expliquant par la diminution des effectifs scolaires ; diminution des crédits de fonctionnement ; fermeture de classes dans les maternelles et le primaire ; actions prioritaires : prise en charge des éducateurs en fonction dans les établissements spécialisés, aide aux écoles françaises à l'étranger, situation des maîtres auxiliaires, affectation des enseignants ; approuve l'effort accompli en faveur de l'enseignement privé ; nécessité d'une réelle parité entre les maîtres du public et ceux du privé ; (p. 8733) : vote favorable du groupe UDF.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9122) : jeunesse et sports, oubliés de l'effort national et volonté du ministre de donner au sport la place qu'il mérite ; évolution de la mentalité collective en faveur de la pratique du sport ; approuve l'instauration des plans de carrière pour les athlètes de haut niveau ; insuffisance des ressources des clubs.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9213) : souhaite la mise en œuvre d'opérations de réhabilitation de l'habitat ancien plutôt que la réalisation de grands ensembles.

Agriculture, BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9647) : nécessité de mener une action de prévention contre les incendies de forêt et d'aménager la forêt méditerranéenne.

— **Proposition de loi tendant à valider plusieurs décisions concernant des nominations dans le corps des professeurs dans les centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires** (n° **1350**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2417) : annulation par le Conseil d'Etat de la liste d'aptitude aux fonctions de professeurs établie par l'arrêté de 1968 ; proposition de loi ayant pour but de valider les opérations d'intégration et de nomination effectuées à la suite des travaux de la commission nationale consultative provisoire d'odontologie.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3089) : préserver et augmenter la qualité du système éducatif ; (p. 3090) : ouvrir l'école sur le monde ; égalisation des chances ; formation des maîtres ; diminution des crédits destinés aux bourses ; actions conduites en faveur des enfants d'immigrés ; éducation spécialisée pour les handicapés : école de la Grotte Roland à Marseille ; fermeture de classes : révision de la grille Guichard ; revaloriser la fonction d'instituteur ; participation des parents d'élèves ; les tentatives de démantèlement de la fédération Cornec ; mesures nouvelles prises en faveur de l'enseignement privé.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3194) : lutte contre les feux de forêts ; conditions de travail et de rémunération des personnels du groupement aérien de protection basée à Marignane ; effectifs des unités d'instruction de sécurité civile.

Culture et Communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3511) : activité culturelle à Marseille ; compagnie des ballets de Marseille ; crédits de l'Opéra de Marseille inférieurs à ceux de l'Opéra de Lyon ; nouveau théâtre de la Criée ; théâtre Marcel-Maréchal.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3952) : financement de l'extension du port autonome de Marseille ; (p. 3953) : implantation d'un nouveau terminal méthanier à Fos ; autoroute du Val-de-Durance et autoroute nord littoral de Marseille.

GAUTHIER (Marceau)

Député du Nord
(21e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1993) : aggravation de la politique gouvernementale d'austérité pesant particulièrement sur les personnes âgées ; difficultés financières, sous-consommation alimentaire et sous-consommation médicale des personnes âgées ; demande la création d'une allocation unique de 1.300 F; nécessité de revaloriser les retraites ; difficultés matérielles limitant l'accès des personnes âgées aux loisirs : culture, clubs du troisième âge ; (p. 1994) : critique l'application par foyer et non individuelle du plafond de 5.000 F fixé pour bénéficier de l'abattement de 10 % sur le montant des pensions en matière fiscale ; réclame pour les personnes âgées l'exonération de la redevance mensuelle d'abonnement téléphonique ; inconvénients du paiement trimestriel des prestations vieillesse à terme échu ; approuve le principe du maintien à domicile des personnes âgées ; critique le nombre insuffisant et l'absence de statut des aides ménagères ; nécessité de la construction de nouvelles maisons de retraite ; droit pour les personnes âgées de choisir librement les conditions de leur vieillesse.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article 3** (p. 5678) : soutient l'amendement n° 166 de M. Guy Ducoloné : allongement des délais prévus à l'article 3 ; rejeté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord général de la coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre, signé à Kinshasa le 22 mai 1974** (n° **131**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8162) : délai excessif entre la signature de l'accord et l'examen par le Parlement, reflétant le mépris

du Gouvernement à l'égard de la représentation nationale ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 28** (p. 275) : pouvoir d'achat des agriculteurs âgés ; modalités d'attribution de l'IVD complément de retraite et non-complément de retraite.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 529) : investissement français au Chili ; livraisons d'armes au Chili ; relations avec le Brésil ; Paraguay ; Nicaragua ; massacres de San Salvador et Guatemala ; politique à l'égard de Cuba ; accords économiques franco-mexicains ; affaire de Gafsa en Tunisie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Etat B** (p. 4459) : problèmes de la production de coke et de la production charbonnière.

GENG (Francis)

Député de l'Orne
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1525), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 1121) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° 1167) [26 juin 1980] (p. 1586).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : prestations sociales agricoles [9 octobre 1980] (p. 2651).

Chargé du contrôle des crédits du musée d'Orsay [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2768).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 78-698 du 6 juillet 1978, **relative à l'emploi des jeunes et à certaines catégories de femmes** (n° **950**) [10 avril 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XXIII : Prestations sociales agricoles** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à étendre aux salariés âgés de plus de soixante ans privés d'emploi le bénéfice de l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971** (n° **1358**) [25 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XXIII : Prestations sociales agricoles** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XXIII : Prestations sociales agricoles** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Aides à l'aménagement du territoire** [21 juin 1978] (p. 3218) : l'Est du département de l'Orne est exclu de toute aide à la décentralisation industrielle.

— **Grèves dans les services des postes et télécommunications** [25 octobre 1978] (p. 6625) : crise de l'administration des PTT ; insuffisance en personnel ; redonner à la poste son dynamisme et son efficacité.

— **Production de viande bovine** [4 avril 1979] (p. 2217) : nécessité de redresser les cours de la viande bovine.

— **Réalisation d'un satellite de télévision directe** [6 juin 1979] (p. 4692) : retard inquiétant de la décision gouvernementale concernant la réalisation d'un satellite de diffusion directe ; possibilité de coopération de la RFA ; vive compétition internationale nécessitant un service opérationnel très rapide ; avenir du lanceur Ariane en jeu.

— **Cours de la viande bovine** [31 octobre 1979] (p. 9261, 9262) : stagnation depuis un an des cours de la viande bovine ; quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour encourager la production et redonner espoir aux éleveurs.

— **Régularisation du marché des chevaux** [14 novembre 1979] (p. 10014) : situation préoccupante de l'élevage du cheval lourd en France ; où en est le plan de relance de la production de viande chevaline en France, en particulier pour la régularisation du marché intérieur.

— **Relations commerciales et financières internationales** [30 avril 1980] (p. 851) : difficultés des pays sous-développés ; réunion du fonds monétaire international à Hambourg.

— **Dépôt des candidatures pour les élections présidentielles** [3 décembre 1980] (p. 4578) : information des maires des petites communes sur le droit de parrainage.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6395) : défi de notre époque : quadruplement du prix du pétrole ; concurrence des pays industriels ; industrialisation du tiers-monde ; progrès incessants de la science ; handicaps de l'industrie française ; pas d'opposition entre la restructuration industrielle et la création d'emplois ; nécessité d'un effort massif d'investissement dans des industries d'avenir ; (p. 6396) : redéploiement passant par des mesures susceptibles d'encourager la création d'entreprises par une nouvelle politique d'aménagement du territoire ; régionalisation de la politique industrielle ; nécessité d'une planification concertée ; problème des charges sociales.

Agriculture. BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7247) : répartition inéquitable des progrès de l'agriculture française ; (p. 7248) : situation préoccupante de l'élevage en Basse-Normandie ; pas de politique extérieure commune dans la communauté européenne.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5414) : insuffisance de la loi du 31 décembre 1970 pour maîtriser les investissements sanitaires ; (p. 5415) : transformation de la fonction de l'hôpital et accroissement des dépenses de santé ; nécessité de maintenir le rôle des hôpitaux locaux.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. BAPSA, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le BAPSA. **Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9602) : insuffisance de la protection contre le risque d'incapacité de travail ; faiblesse des retraites et limitation dans l'attribution de l'allocation du fonds national de solidarité ; insuffisance des pensions d'invalidité ; absence d'indemnisation des arrêts de travail ; problème des services de remplacement ; lacune dans l'aide à domicile en milieu rural ; forte augmentation des cotisations techniques ; harmonisation progressive de l'effort contributif des agriculteurs ; (p. 9603) : inadaptation dans la répartition des charges sociales agricoles ; nécessité d'asseoir les cotisations sur le revenu réel et d'accélérer le processus d'intégration du revenu brut d'exploitation dans le revenu cadastral ; souhaite la prise en compte des revenus extra-

agricoles pour l'octroi et le calcul des exonérations ; grands écarts de cotisations selon les départements.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9963) : le conseil de planification souhaite l'élargissement du champ d'activité du FIDAR ; rigidité de la carte des aides ; (p. 9964) : efficacité de l'aide spéciale rurale ; déplore que l'aide spéciale rurale ne soit pas accessible aux cantons de l'Orne ; nécessité d'harmoniser les traitements entre régions similaires ; la prime spéciale d'équipement hôtelier.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10107) : approuve l'effort entrepris pour maîtriser l'évolution des dépenses de santé ; (p. 10108) : diminution des subventions d'investissement pour les équipements sociaux ; diminution des crédits d'action sanitaire et de ceux qui sont consacrés à la formation des personnels sanitaires et sociaux ; caractère préoccupant de l'évolution des dépenses de santé financées par l'assurance maladie ; propose la création d'une conférence annuelle de la santé ; importance économique de l'industrie pharmaceutique ; nécessité de ne pas entraver son effort de recherche ; (p. 10109) : application difficile de mesures autoritaires et uniformes en matière de gestion hospitalière.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11652) : importance du rôle de l'organisation des producteurs et des interprofessions ; difficultés du troupeau allaitant et des producteurs de viande ; approuve la création d'un fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires ; nécessité d'améliorer le système des cotisations cadastrales. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article premier** *bis* (p. 161) : soutient l'amendement n° 163 de M. Bernard Stasi : devenu sans objet.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 915) : nécessité d'une politique familiale ; (p. 916) : proposition de loi d'orientation familiale de M. Jean Briane ; environnement moral et social de l'enfant ; revenu familial garanti.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1800) : renforcement des moyens de la justice ; concertation entre les groupes de la majorité et le Gouvernement ; progression de la protection des prévenus ; climat d'insécurité ; montée de la violence ; défiance des Français vis-à-vis de la justice ; recours à l'autodéfense ; individualisation de la peine ; (p. 1801) : séparation entre le parquet et le magistrat instructeur ; indemnisation des victimes. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Avant l'Article 18** (p. 2063) : soutient l'amendement n° 164 de M. Georges Delfosse ; retiré. **Article 53** (p. 211) : son amendement n° 45 : possibilité pour le tribunal de réduire le maximum légal de la peine encourue de 30 % en cas d'indemnisation de la victime ; devient sans objet ; son amendement n° 23, deuxième rectification : appréciation du tribunal sur l'indemnisation en fonction des capacités financières du prévenu ; sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3273) : diminution des crédits du FIAT ; aménagement du territoire et crise économique ; actualisation de la carte des aides ; exemple du département de l'Orne ; répartition des crédits versés par le fonds européen de développement régional.

IV. **Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3249) : refus des pouvoirs publics d'une production expérimentale d'éthanol destinée à l'énergie ; rejet de l'usine de Mamers.

Agriculture. — BAPSA, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le budget annexe des prestations sociales agricoles. **Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3626) : amélioration de l'assurance vieillesse et insuffisante persistante de l'assurance invalidité ; problème des allocations de remplacement en cas de maternité ; augmentation des cotisations ; assiette fondée sur le revenu cadastral ne reflétant pas le revenu réel des agriculteurs ; nécessité d'augmenter la péréquation des charges de gestion et d'action sanitaire et sociale entre les caisses départementales ; arrêté relatif aux cotisations des éleveurs spécialisés ; (p. 3627) : augmentation de la taxe sur les betteraves.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune - III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4042) : nécessité de maintenir la place d'hôpitaux locaux ; (p. 4043) : intérêt des hôpitaux locaux du point de vue de l'humanisation.

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
(4e circonscription)
(UDF).

En remplacement de M. Georges Klein, décédé le 18 octobre 1980 [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 1er novembre 1980] (p. 2561), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

GÉRARD (Alain)

Député du Finistère
(1re circonscription)
(RPR).

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. Marc Bécam, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Séguin tendant à instituer des mesures pour faciliter l'emploi et garantir un revenu minimum aux salariés âgés licenciés pour un motif économique (n° 1669) [22 mai 1980] (p. 1242).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Arraisonnement d'un bateau de pêche** [17 octobre 1979] (p. 8326) : arraisonnement du bateau de pêche *Le Mousse Bihan Couz* par les Britanniques.

— **Revenu des agriculteurs** [28 mai 1980] (p. 1335) : producteurs de lait ; taxe de coresponsabilité.

— **Attribution du grade d'adjoint d'enseignement aux professeurs d'enseignement technique privé** [19 novembre 1980] (p. 4159).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9210) : problème de la servitude de passage de trois mètres le long du littoral ; dégâts subis par les communes du littoral breton à la suite des tempêtes de l'hiver ; (p. 9215) : s'inquiète des menaces que font peser les achats des étrangers sur les tourbières en Bretagne.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 73** (p. 10285) : soutient son amendement n° 44 rectifié : incluant dans le champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail et admettant au bénéfice de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat des locaux non destinés initialement à l'habitat et transformés en locaux habitables ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale (n° 1408). Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10549) : pas de politique familiale à long terme mais actions au coup par coup en réponse à des revendications ; souhaite l'institution d'une prestation pour les mères de famille de trois enfants et plus et d'une retraite pour les mères de famille nombreuse ; nécessité de combattre le climat psychologique peu favorable à l'épanouissement de la famille.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Première lecture. Discussion géné-**

rale [12 décembre 1979] (p. 11645) : nécessité d'une représentation importante de la profession agricole dans les organisations économiques envisagées par la loi d'orientation ; problème de l'indépendance énergétique de l'agriculture grâce au recyclage des déchets et à l'exploitation des ressources naturelles françaises.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608). Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 903) : allocation postnatale pour le troisième enfant ; logement ; transports scolaires.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3361) : pose une question au nom de M. Jean-Louis Goasduff ; application trop rigide ou trop laxiste du code de l'urbanisme ; exemple des directives réglementant les constructions au bord de mer et près des monuments classés ; (p. 3362) : nécessité d'accorder plus de voix délibératives aux élus dans les commissions départementales d'urbanisme. **Examen des crédits. Après l'Article 43** (p. 3368) : son amendement n° 48 rectifié : incluant dans le champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail et admettant au bénéfice de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat des locaux non destinés initialement à l'habitat et transformés en locaux habitables ; retiré.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3726-3727) : compensation pour les clubs de la perte de recette liée à l'interdiction de vente de boissons alcoolisées sur les stades ; non-relèvement du produit de la taxe spéciale sur les débits de boissons affecté au fonds national pour le développement du sport ; régression des dépenses en faveur de la jeunesse et des activités socio-éducatives ; modification des normes imposées pour les équipements de terrains de sport : vestiaires.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3923) : questions préparées par M. Lepercq ; inadaptation de l'attribution de la carte du combattant aux conditions particulières de la résistance ; (p. 3924) : liste des combats et actions de la résistance donnant droit aux bonifications prévues par la législation ; parution de la liste des combats ; carte du combattant d'Afrique du Nord ; application de la loi du 9 décembre 1974 ; prolongation du délai de présomption d'origine pour les maladies tropicales.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3988) : nécessité d'augmenter l'aide accordée aux pêches maritimes.

GIACOMI (Pierre-Paul)

Député de la Haute-Corse (1re circonscription) (RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103) ; rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 11 juillet 1978] (p. 2767, 2768).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grève des employés de la Banque de France en Corse** [11 juin 1980] (p. 1740).

• *questions orales sans débat :*

Suppléant de M. Pierre Pasquini :

— (n° 39051) : **Assurance des victimes d'attentats en Corse** [5 décembre 1980] (p. 4710, 4711).

— (n° 39143) : **Ordre public et administration en Corse** [5 décembre 1980] (p. 4711, 4712) : le « mal corse » ; insuffisance de l'action contre les auteurs de violence ; lutte contre le terrorisme ; action de la police et de la justice.

GINOUX (Henri)

Député des Hauts-de-Seine
(13e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566). Vice-président de cette commission.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Anciens combattants [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Budgets civils. Annexe n° 5 : Anciens combattants** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils - A. Budget général. — **Annexe 5 : Anciens combattants** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à instituer une indemnité mensuelle pour les mères de famille** (n° **1375**) [7 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 5 : Anciens combattants** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2685**) **: Contrôle de la marge bénéficiaire des commerçants** [9 juin 1978]

(p. 2780, 2781) : amendes abusives pour le contrôle des marges bénéficiaires ; incompatibilité entre ces mesures et l'économie de marché.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1989) : problème des charges sociales supportées par les entreprises de main-d'œuvre ; nécessité d'une réforme envisagée par les pouvoirs publics dès 1974 ; maintien du plafonnement des cotisations ; inégalité des entreprises devant des cotisations sociales assises sur les salaires ; propose de prendre pour assiette la valeur ajoutée de l'entreprise ; lutte contre le chômage et développement des entreprises de main-d'œuvre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Après l'Article 5** (p. 2400) : approuve l'amendement n° 16 de la commission.

— **Rappel au règlement** [8 juin 1978] (p. 2668) : proteste contre les conditions de travail de l'Assemblée obligeant les commissions à se réunir pendant d'importantes séances publiques.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article 5** (p. 2897) : son amendement n° 12 : limite le champ d'application de l'article 5 aux valeurs mobilières acquises depuis moins de dix ans ; (p. 2903) : son amendement n° 73 : règles applicables en cas de cessions résultant d'événements exceptionnels ; refuse la modification de son amendement n° 73 proposé par M. Maurice Charretier ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2914) : son amendement n° 7 : exonération des valeurs mobilières à revenus variables et des obligations cédées plus de dix ans après leur acquisition ; refuse de retirer son amendement en raison du risque de faire payer les détenteurs de titres sur une plus-value correspondant en fait à une vente des titres à perte ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [28 juin 1978] (p. 3606) : son vote défavorable.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article 22** (p. 3310, 3311) : nécessité d'un contrôle rigoureux sur l'emploi des fonds publics. **Article 29** (p. 3330) : son amendement n° 62 soutenu par M. André-Georges Voisin : limitant au 31 décembre 1981 l'application du relèvement du taux du prélèvement libératoire prévu par l'article 29 ; retiré ; (p. 3332) : son amendement n° 63 soutenu par M. André-Georges Voisin : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des comptes courants d'associés des sociétés en nom personnel et des SARL ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**), vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978] (p. 5836) : déroulement du débat ; (p. 5883) : projet du Gouvernement courageux mais sans garanties réelles de succès ; les petits actionnaires victimes de la situation actuelle ; (p. 5892) : opposition de la commission à la motion de renvoi en commission de M. Antoine Porcu.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5957) : sa déception à l'annonce d'un déficit prévisionnel de quinze milliards ; montant excessif des dépenses publiques et des subventions ; (p. 5958) : impossibilité pour le Parlement d'amender efficacement le budget ; désapprouve l'abaissement du plafond des déductions fiscales accordées à certaines professions ; insuffisance des fonds propres des entreprises et coût élevé du crédit ; non-déductibilité fiscale de la provision pour congés payés pénalisant les entreprises de main-d'œuvre ; (p. 5959) : dénonce la règle du décalage d'un mois en matière de TVA ; propose la réévaluation des bilans ; problème de l'assiette des cotisations sociales.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978]. **Article 2** (*suite*) (p. 6079) : sur l'amendement n° 135 de M. Joseph Franceschi : problèmes spécifiques posés en région parisienne par l'octroi de cartes de transport gratuites aux contribuables exonérés.

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6496) : progression du budget des anciens combattants limité à 13,73 % ; absorption par les pensions et retraites de 86 % des crédits ; deux mesures nouvelles : aménagement du régime des pensions des enfants infirmes et relèvement du taux

de la majoration en faveur des veuves et des grands infirmes ; sa satisfaction devant la modernisation et l'humanisation de l'institution des invalides ; nécessité d'un effort supplémentaire pour les veuves et les ascendants d'anciens combattants ; problème du rapport constant ; (p. 6497) : souhaite l'élargissement des conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; souhaite qu'un contingent spécial de Légion d'honneur soit réservé aux anciens combattants de 1914-1918 ; demande le rétablissement du 8 mai parmi les jours fériés. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6523). **Etat B - Titre IV** sur les amendements n° 254 de M. André Tourné et n° 252 de M. Gilbert Faure ; existence d'une commission tripartite chargée de rechercher une solution au problème du rapport constant.

Article et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 63** (p. 7997) : son amendement n° 123 : exonération de l'impôt pour les montants des prestations en espèces versées au titre des maladies de longue durée, retiré ; (p. 7999) : nécessité de classer les VRP dans une catégorie à part. **Article 65** (p. 8000) : son amendement n° 303 rectifié : maintien du plafond de la déduction à 50.000 F ; rejeté. **Après l'Article 67** (p. 8004) : son amendement n° 304 : suppression du décalage d'un mois pour la déductibilité de la TVA ; (p. 8005) ; retiré.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8837) : son amendement n° 38 soutenu par M. Jean Delaneau : possibilité de porter à un an la période d'essai pour les salariés âgés de moins de vingt-six ans ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° **703**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [8 décembre 1978]. **Après l'Article unique** (p. 9133) : soutient l'amendement n° 10 de M. Adrien Zeller : possibilité de réduire le nombre de jours de travail par semaine lorsqu'il y a accord entre employeur et salariés ; (p. 9134) : vote réservé ; son accord sur la modification formelle proposée par M. René Caille ; (p. 9135) : amendement n° 10 rectifié adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution au scrutin public n° 141 ; liste des votants (p. 9137, 9138).

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9258) : rend hommage aux travaux de la commission spéciale ; (p. 9259) : caractère tardif du texte ; nécessité d'un soutien de l'Etat à l'action économique des collectivités locales ; diminution des ressources de certaines villes à la suite de l'application du texte ; difficulté des villes dites riches ; problème des départements d'Ile-de-France ; utilisation des taux de taxation pour faire varier le produit des taxes ; souhaite la prorogation en 1979 du système en vigueur ; possibilité de prendre comme base pour la taxe d'habitation la valeur réelle de location des immeubles et d'élargir l'assiette actuelle de la taxe professionnelle. **Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9269) : soutient son amendement n° 161 : maintien en 1979 sans aucune modification des règles actuelles de répartition entre les impôts locaux du produit voté par les collectivités locales ; (p. 9270) : reproche à l'amendement n° 111 de la commission de s'engager dans une réforme de la fiscalité locale en officialisant la taxe professionnelle (p. 9271) : injustice et distorsion causées par la taxe professionnelle ; amendement n° 161 devenu sans objet ; soutient son amendement n° 163 : conséquence de l'amendement n° 161 ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier A** (p. 9699) : sur l'amendement n° 1 de M. Augustin Chauvet : amendement tendant à ne pas retenir le critère de l'augmentation des salaires mais en revanche à prendre en considération l'évolution des loyers, des effectifs et des investissements afin de ne pas désavantager les entreprises nouvelles par rapport aux anciennes ; nécessité d'une certaine prudence du Parlement en matière d'augmentation de la taxe professionnelle en période de chômage.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7744) : la commune, base de la vie du citoyen et de l'entreprise ; les entreprises sont une source de richesse pour les communes mais aussi une charge en raison des investissements sociaux que leur implantation exige ; nécessité d'une concertation entre les pouvoirs publics et les industriels ; changement d'assiette de la taxe professionnelle proposé par la commission ; la nouvelle assiette, la valeur ajoutée, est l'excédent de la production de l'exercice ; proposition d'une nouvelle formule de péréquation ; (p. 7745) : nécessité de maintenir une liaison entre les taux des différentes taxes ; importance de la simulation préalablement à l'entrée en vigueur

de la loi. **Discussion des articles** [4 octobre 1979]. **Avant l'Article premier précédemment réservé** (p. 7805) : nécessité de maintenir l'égalité entre les taxes sur les ménages et la taxe professionnelle ; amendement n° 4 de la commission, adopté. **Avant l'Article 2** (p. 7811) : son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 11 de la commission : possibilité de majoration dans la limite d'un dixième de l'écart de la moyenne nationale ; devenu sans objet ; [9 octobre 1979]. **Après l'Article 4** (p. 7941) : soutient son amendement n° 114 : assujettissement à la taxe professionnelle des entreprises qui ont une activité agricole de nature comparable à celles d'activités industrielles et commerciales ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8283) : augmentation du budget de 14 % ; déficit de 31 milliards de francs ; aide de l'Etat au budget social de la nation ; insuffisance des personnels qualifiés pour les entreprises ; (p. 8284) : encadrement du crédit excessif aboutissant à des taux usuraires ; souhaite l'établissement d'un avoir fiscal à 100 %, la réévaluation des bilans, la révision de l'assiette des charges sociales ; importations sauvages ; son opposition à l'article 13 qui rétablit le droit de première mutation sur les constructions à usage d'habitation et supprime les exonérations en matière de forêts.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 3** (p. 8421) : favorable à l'amendement n° 204 de M. Etienne Pinte : tendant à actualiser les limites et les abattements applicables à l'imposition des plus-values ; [19 octobre 1979] : **Article 5** (p. 8517) : propose que soit fixé un seul plafond, intérêts compris, pour le livret bleu et pour le livret A des caisses d'épargne. **Après l'Article 6** (p. 8542) : son amendement n° 234 : déductibilité des provisions pour congés pays constituées par les entreprises du bénéfice imposable, gagée par une majoration à due concurrence du taux normal de la TVA ; retiré ; nécessité d'harmoniser la législation française avec la législation des partenaires européens ; (p. 8543) : son amendement n° 235 : suppression du décalage d'un mois pour le paiement de la TVA ; retiré ; [20 octobre 1979]. **Article 13** (p. 8630) : propose de supprimer l'article ; déficit considérable de la France dans le domaine forestier.

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [14 novembre 1979] (p. 10030) : avis favorable de la majorité de la commission des finances sur le budget des anciens combattants ; progression des crédits ; inexistence des mesures nouvelles ; augmentation des pensions de 10,15 % ; augmentation de 4,2 % de l'effectif des titulaires de la retraite du combattant ; rôle fondamental de l'action sociale du secrétariat d'Etat ; office national des anciens combattants ; rénovation de l'institut national des invalides ; effort entrepris pour le contingent de croix de chevaliers de la Légion d'honneur ; problème du rapport constant ; (p. 10031) : reprise des travaux de la commission tripartite ; problème du 8 mai. **Examen des crédits** [14 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 10044) : déclare irrecevable l'amendement n° 463 de M. Lucien Pignion en raison de son caractère purement indicatif ; (p. 10045) : déclare recevable l'amendement n° 464 de M. Alain Hautecœur : suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration des pensions d'anciens combattants et d'ayants droit.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° 1397). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 20** (p. 11159) : difficultés causées à certaines entreprises par les augmentations de taxe professionnelle.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° 1266). **Lettre rectificative** (n° 1370). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11221) : budget social de la Nation supérieur à celui de l'Etat pour la première fois en 1979 ; (p. 11222) : s'oppose à l'assujettissement des retraites du régime général à des cotisations d'assurance maladie ; mode de calcul des cotisations sociales à la charge des employeurs pénalisant les entreprises de main-d'œuvre ; souhaite que les cotisations employeurs soient fondées sur la valeur ajoutée de l'entreprise ; fléau que constitue l'absentéisme ; problème de la maîtrise des dépenses de santé ; son vote hostile sur le projet.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° 663). **Première lecture. Discussion générale.** [15 avril 1980] (p. 396) : caractère facultatif des distributions d'actions ; indifférence ou hostilité des syndicats. **Discussion des articles. Article 21** (p. 412) : durée de la taxe sur le montant des cadeaux et frais de réception des entreprises. **Explications de vote** (p. 413) : son vote hostile.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de**

la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (n° 1481). Première lecture. Discussion des articles [18 avril 1980]. **Après l'Article premier** (p. 573) : Manufrance ; entreprises de sous-traitance.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport (n° 1640) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° 1167). Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 643) : difficultés des entreprises ; inopportunité de relancer la participation ; pénalisation des entreprises déficitaires ; difficultés des industries du livre. **Discussion des articles. Article 24** (p. 671) : son amendement de suppression n° 63 : rejeté. **Article 27 :** son amendement de suppression n° 64 : rejeté.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises (n° 974). Première lecture. Discussion des articles** [24 avril 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 689) : protection du gérant de SARL. **Article 5** (p. 701) : rôle du commissaire aux comptes. **Après l'Article 5** (p. 704) : difficultés des petites et moyennes entreprises. **Article 8 - Article 229 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 715) : rôle du commissaire aux comptes. **Article 458 de la loi de 1966** (p. 716) : on amendement n° 106 : maintien de l'article 458 actuel : rejeté. **Article 230-1 de la loi de 1966** (p. 719) : son sous-amendement n° 132 à l'amendement n° 28 de la commission : suppression de certains cas d'intervention du commisaire aux comptes : rejeté ; [13 mai 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 1026) : son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 1 rectifié de la commission : montant du capital des SA : non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Avant l'Article 3** (p. 2886) : son sous-amendement n° 211 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : faisant bénéficier le matériel reconstruit en France des avantages accordés au matériel neuf importé de l'étranger : réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son sous-amendement n° 213 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : fait générateur de la déduction ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son sous-amendement n° 214 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : cas des matériels qui se trouvent amortis avant la limite de cinq ans fixée dans le projet : réservé puis non adopté en application de l'article 33, alinéa 3, de la Constitution.

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [14 novembre 1980] (p. 3909) : progression du budget des anciens combattants ; augmentation des dépenses de fonctionnement, des pensions et retraites ; institut national des invalides ; progression du nombre de retraites 1939-1945 ; diminution du nombre des retraites 1914-1918 ; appareillage des mutilés ; emplois réservés ; revalorisation des pensions ; rapport constant ; conclusion de la commission tripartite ; revalorisation des petites pensions ; (p. 3910) : situation des aveugles, amputés et sourds totaux ; célébration du 8 mai ; attribution de décorations aux anciens combattants de 1914-1918. **Examen des crédits. Titre IV** (p. 3930) : amendement n° 198 de M. André Delehedde : réduction des crédits ; application du rapport constant ; amendement n° 5 du Gouvernement : majoration de crédits de 98 millions de francs ; mesures nouvelles. **Avant l'Article 44** (p. 3931) : amendements n° 6 à 10 du Gouvernement : impossibilité de répartir les crédits ajoutés à la dotation du titre IV du fait du rejet de ce dernier.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 2095). Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 4** (p. 4555) : lourdeur des charges des grandes communes ; approuve le sous-amendement n° 36 de M. Claude Coulais à l'amendement n° 13 de la commission des lois.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1600) ; lettre rectificative (n° 2098). Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4664) : approuve l'amendement n° 24 de la commission des finances : nécessité de réformer l'imposition des plus-values ; évolution des prix des terrains. **Avant l'Article 17** (p. 4668) : son amendement n° 92 : suppression de la possibilité de mettre à la charge de l'utilisateur de la main-d'œuvre temporaire le paiement des salaires et des cotisations sociales en cas de défaillance de

l'entreprise de travail temporaire ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; proteste contre l'irrecevabilité opposée à son amendement n° 2 ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4718) : son amendement n° 186 : suppression de la mise à la charge de l'utilisateur de la main-d'œuvre temporaire du paiement des salaires et des cotisations sociales en cas de défaillance de l'entreprise de travail temporaire ; augmentation des cotisations sociales des entreprises de travail temporaire ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1980]. **Article premier** (p. 5054) : son amendement n° 1 : non-application du projet aux victimes d'accidents de trajet ; adopté par scrutin public.

GIRARD (Gaston)

Député du Loiret
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prêts du Crédit agricole** [24 mai 1978] (p. 1984) : problèmes posés par l'encadrement très strict du crédit.

— **Obstacles à la création d'emplois** [3 mai 1979] (p. 4129) : nécessité de réformes pour supprimer les obstacles à l'embauche, les employeurs répugnant à embaucher en raison des charges sociales trop pesantes, de la quasi impossibilité de licencier, des charges imposées pour plus de 10 ouvriers.

— **Revenu des agriculteurs et augmentation de leurs coûts de production** [30 avril 1980] (p. 848).

INTERVENTIONS

— **Economies d'énergie et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux. Commission élargie** [10 mai 1978] (p. 1576) : durée de vie des centrales nucléaires.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5706) : la mort, seul châtiment possible pour les grands criminels ; application trop peu fréquente de la peine de mort lui faisant perdre son caractère dissuasif.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12060) : son sous-amendement n° 268 : régime applicable aux terres incultes ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Article 2** (p. 2795) : augmentation de la TVA sur les aliments destinés aux animaux de compagnie, frappant de plein fouet l'industrie agro-alimentaire.

GIRARDOT (Pierre)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Bechter, tendant à lever pendant six mois la forclusion opposée aux

militaires qui ont séjourné en Allemagne entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963 (n° 1704) [19 juin 1980] (p. 1947).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **la dissolution de la légion étrangère** (n° **509**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la défense de la **culture familiale de la lavande** et du **lavandin** (n° **763**) [6 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 1704) tendant à lever pendant six mois la **forclusion opposée aux militaires qui ont séjourné en Allemagne** entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963 (n° **2181**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements de vacataires au ministère du travail** [14 juin 1978] (p. 2878, 2879) : menaces de licenciements des vacataires recrutés dans le cadre du pacte national pour l'emploi pesant sur des services où le personnel est déjà insuffisant.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6507) : assouplissement des conditions de reconnaissance des droits à pension d'invalidité ; scandale des trop-perçus ; nécessité de mettre fin aux révisions des pensions versées ; préservation du dispensaire créé par la grande fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

Crédits militaires. — I. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7137) : problème des retraités militaires et de leur droit au travail ; nécessité d'un remodelage des échelles de solde ; demande l'augmentation progressive du taux de réversion des pensions des veuves de militaire. **Examen des crédits** [7 novembre 1978]. **Article 38** (p. 7143) : évoque le texte d'un amendement adopté par la commission de la défense nationale et des forces armées et déclaré irrecevable par la présidence.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8501) : échec du Plan dans le domaine agro-alimentaire (p. 8502) : précarité de la structure de notre production et de nos échanges ; déficit des licences et brevets et du secteur des semendu Plan dans le domaine agro-alimentaire ; taire ; extension nécessaire de la coopération de transformation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (nos **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 3** (p. 8967) : souhaite que les entreprises n'acquittent la TVA qu'après encaissement de leurs ressources.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9641) : situation de l'élevage du mouton, de la culture de la lavande et du lavandin, et de la production d'huile d'olive ; les dangers de l'élargissement du marché commun à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Décision de l'Assemblée sur une demande de constitution de commission spéciale** [10 mai 1979] (p. 3705) : demande la constitution d'une commission spéciale pour permettre aux membres de plusieurs commissions permanentes de participer aux consultations des organisations professionnelles.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4142) : inefficacité de la loi d'orientation en ce qui concerne l'emploi et les ressources des handicapés ; proposition de loi communiste concernant les handicapés.

— **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** (n° **1042**). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5608) : son hostilité au maintien de la période de grands travaux qui ne peut excéder cinq mois pendant laquelle un salarié agricole ne peut prétendre à une autorisation d'absence de plus de vingt-quatre heures ; vote favorable du groupe communiste si la référence aux grands travaux est supprimée. **Discussion des articles. Article 3** (p. 5609) : soutient son amendement n° 6 : détermination par conventions collectives ou, à défaut, dans le cadre des règle-

ments de travail, des périodes de grands travaux pendant lesquelles un salarié agricole ne peut obtenir d'autorisation d'absence supérieure à vingt-quatre heures ; rejeté ; (p. 5610) : retire son amendement n° 7 ; (p. 5611) : son amendement n° 8 : suppression du paragraphe IV de l'article 3 : inapplication des dispositions relatives aux caisses de congés payés aux salariés agricoles ; soutenu par M. Antoine Gissinger, adopté. **Article 4** : soutient son amendement n° 9 : supprimant la référence à la notion des grands travaux dans l'article 4 ; rejeté. **Après l'Article 9** (p. 5613) : reprend l'amendement n° 5 de M. Antoine Gissinger : réduction de la durée maximale hebdomadaire du travail en agriculture ; rejeté. **Seconde délibération. Article premier** *bis* (p. 5614) : hostilité du groupe communiste à l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Explications de vote** (p. 5614) : abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9471) : politique d'austérité lésant les retraités militaires et profitant à une petite minorité de privilégiés et d'industriels de l'armement ; revendications des associations des retraités militaires ; situation difficile des militaires d'active ; (p. 9472) : son inquiétude devant la nouvelle manière de noter les officiers ; glissement vers l'intégration européenne militaire. **Rappel au règlement** (p. 9490) : proteste contre l'irrecevabilité au titre de l'article 40 de la Constitution opposée à six amendements communistes concernant les retraités militaires et adoptés par la commission de la défense nationale. **Examen des crédits** [6 novembre 1979]. **Article 30** (p. 9494) : soutient l'amendement n° 405 de M. René Visse : suppression des crédits affectés au stationnement des troupes françaises en Afrique ; rejeté.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9649) : critique l'accord ovin ; proposition de déconsolidation de la viande ovine ; mesures à prendre pour faire respecter la préférence communautaire et mettre un terme au détournement de trafic de la viande ovine ; moyens pour garantir aux producteurs français un prix qui corresponde à leur coût de production ; (p. 8650) : demande au ministre si la France utilisera son droit de veto.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10032) : extension par un arrêté du 6 juillet 1979 de la procédure restrictive pour la preuve des services ; les demandes de l'UFAC ; nécessité de publier la circulaire d'application du décret autorisant le rachat des cotisations pour les pensionnés tuberculeux.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11675) : difficultés de l'agriculture de montagne ; politique agricole commune incompatible avec la prise en compte des caractéristiques des régions défavorisées ; (p. 11676) : souhaite l'établissement d'un statut de la pluriactivité. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11759) : soutient le sous-amendement n° 111 de M. Louis Maisonnat à l'amendement n° 9 de la commission : rédactionnel ; devenu sans objet ; soutient le sous-amendement n° 385 de M. Louis Maisonnat à l'amendement n° 9 de la commission : précisant qu'un des objets de la politique régionale est la compensation des handicaps naturels ; devenu sans objet ; (p. 11760) : soutient le sous-amendement n° 386 de M. Louis Maisonnat à l'amendement n° 9 de la commission : définition d'un statut de la pluriactivité dans les régions défavorisées ; devenu sans objet. **Avant l'Article 3** (p. 11800) : son amendement n° 119 : gestion des fonds d'orientation des productions et de régularisation des marchés agricoles par le FORMA ; rejeté. **Article 3** (p. 11802) : soutient le sous-amendement n° 578 de M. François Leizour à l'amendement n° 14 de la commission : limitation du rôle du fonds de promotion ; rejeté ; [14 décembre 1979] : **Après l'Article 13** (p. 11953) : son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 40 de la commission : alignement de la situation des époux faisant valoir séparément sur les conditions faites aux époux co-exploitants ; soutenu par M. Marcel Rigout ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 7** (p. 191) : son amendement n° 139 : conditions d'exonération des cotisations de la MSA ; rejeté. **Article 7** *bis* (p. 193) : son sous-amendement n° 273 à l'amendement n° 33 de la commission : exception en faveur des régions de montagne ; rejeté. **Article 9** (p. 196) : politique de la montagne ; [10 avril 1980] : **Article 22 B** (p. 237) : son amendement n° 144 : prise en compte des revenus extra-agricoles ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion générale [15 octobre 1980] (p. 2751) : nature de la dotation globale de fonctionnement.

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3046) : revendications des retraités militaires ; remodelage des échelles de solde ; taux des pensions de réversion ; droit au travail ; injustice des pensions d'invalidité. **Examen des crédits. Article 15** (p. 3068) : soutient l'amendement n° 75 de M. Maillet : réduction des crédits affectés à l'entretien et aux achats des matériels de la sécurité militaire ; rejeté ; action anti-démocratique et répressive de la sécurité militaire ; revendications des retraités militaires. **Rappel au règlement :** irrecevabilité opposée à trois amendements traitant des revendications des retraités militaires.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3493) : besoins de culture de toute la population ; crédits dérisoires de la culture rurale ; transfert de charges aux collectivités locales ; exemple de Sisteron ; (p. 3494) : disparition du cinéma rural ; dédain pour les langues et la littérature régionales ; dégradation de la vie associative dans les villages.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Article 36** (p. 4736) : son amendement n° 165 : augmentation de 5 % du taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises travaillant dans les secteurs de l'armement et de la défense nationale ; rejeté. **Article 42** *bis* (p. 4738) : son amendement n° 110 : fixant un cadre pour le décret réglant le statut des personnels de la caisse nationale de crédit agricole régi par le règlement intérieur ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4952) : problèmes de l'agriculture dans les montagnes sèches ; difficultés de l'élevage du mouton ; situation tragique des producteurs de lavande et de lavandin ; propositions de loi du groupe communiste.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2026) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à compléter l'article L 238 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité** (n° **1584**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5056) : demande que la limite d'inscription sur les listes électorales soit reportée au 28 février 1981.

GIRAUD (André)

Ministre de l'industrie.

NOMINATIONS

Ministre de l'industrie (troisième gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Fin de ses fonctions de ministre de l'industrie. Décret du 13 mai 1981 (troisième gouvernement Barre) [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif aux **économies d'énergie** et à l'utilisation de la chaleur (n° **15**) [18 avril 1978].

— **Projet de loi relatif aux opérations de la Caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) [2 octobre 1978].

— **Projet de loi** relatif aux **matières nucléaires** (n° **897**) [14 mars 1979].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Auroux : Maintien de l'emploi dans l'industrie textile** [18 avril 1978] (p. 1147) : sauvegarder ce secteur par l'amélioration du matériel employé ; mesures d'aide au groupe Rhône-Poulenc ; prêt du FDES.

— **M. Francis Hardy : Entreprises charentaises en difficulté** [26 avril 1978] (p. 1365, 1366) : solutions mises en place par l'intermédiaire de la Commission pour l'industrialisation de l'Ouest et le Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles.

— **M. Maurice Cornette : Restructuration de l'industrie sidérurgique française** [26 avril 1978] (p. 1366) : action du Gouvernement pour permettre des investissements de modernisation et protéger l'industrie française de la concurrence déloyale.

— **M. Jacques Chaminade : Licenciements aux Tanneries françaises réunies et soutien à l'industrie du cuir** [10 mai 1978] (p. 1559, 1560) : la concurrence étrangère ; création d'une taxe parafiscale permettant la restructuration de la profession ; lutte contre l'hypodermose bovine ; valorisation du cuir brut ; modification des circuits commerciaux.

— **M. Paul Alduy : Difficultés rencontrées par l'industrie de la sandale dans les Pyré-**

nées-Orientales [10 mai 1978] (p. 1560, 1561) : problème de restructuration et de reconversion ; lutte contre la concurrence des pays à main-d'œuvre à bon marché ; droit de douane ; visa administratif préalable aux importations.

— **M. Philippe Séguin : Sauvetage du groupe Boussac et de l'économie vosgienne** [10 mai 1978] (p. 1562, 1563) : les appuis accordés au groupe Boussac par le Gouvernement ; insuffisance du « plan de survie » ; condamnation de la mauvaise gestion ; préparation d'un « plan Vosges » tendant à faciliter la modernisation des industrie vosgiennes.

— **M. François Autain : Centrale nucléaire du Pellerin** [17 mai 1978] (p. 1765) : nécessité de la réalisation du programme électronucléaire pour l'approvisionnement énergétique de la France ; respect des procédures légales et réglementaires.

— **M. Roger Duroure : Fermeture d'une centrale thermique dans les Landes** [24 mai 1978] (p. 1981) : décision prise en fonction de critères de rentabilité.

— **M. Henri Ferretti : Situation dans la sidérurgie et respect de certaines dispositions communautaires** [31 mai 1978] (p. 2288, 2289) : nombreuses interventions du Gouvernement auprès des autorités de Bruxelles pour obtenir l'application du plan Davignon.

— **M. Christian Pierret : Mesures de sauvegarde en faveur de l'industrie textile** [31 mai 1978] (p. 2291, 2292) : mesures à l'étude pour améliorer la situation de l'emploi dans les Vosges.

— **M. Michel Rocard : Situation sociale de la Régie Renault** [7 juin 1978] (p. 2596, 2597) : calendrier des négociations établi par la direction du personnel ; occupation des usines de Flins et de Cléon par une minorité de salariés entravant la liberté des travailleurs ; exécution des décisions prononcées par les tribunaux ; maintien de la politique contractuelle.

— **M. Jean-Yves Le Drian : situation des ports de pêche de Lorient et de Concarneau** [7 juin 1978] (p. 2598) : mesures prises pour faciliter l'adaptation des entreprises de pêche ; prise en charge par l'Etat des intérêts des emprunts.

— **M. Paul Laurent : Grève des machinistes de la RATP** [7 juin 1978] (p. 2599) : application de la politique contractuelle ; discussion entre les représentants de l'entreprise et ceux du personnel.

— **M. Roland Leroy : Revendications des travailleurs de la Régie Renault** [7 juin 1978] (p. 2599) : utilisation des travailleurs de Renault pour des mouvements ne correspondant pas à leurs intérêts ; la politique contractuelle pratiquée par la Régie Renault ; application des décisions des tribunaux.

— **M. Roger Fourneyron : Situation du secteur de la tannerie** [7 juin 1978] (p. 2600, 2601) : raisons techniques et commerciales de la crise ; mesures prises en vue d'améliorer la qualité des cuirs ; lutte contre l'hypodermose bovine ; amélioration des circuits commerciaux internes ; plan de réorganisation des tanneries du Puy.

— **M. Marc Lauriol : Expérience de régulation des accès des autoroutes** [7 juin 1978] (p. 2602) : avantages de cette mesure ; consultation de la commission des transports du Conseil régional ; extension de cette expérience aux secteurs nord et sud.

— **M. Robert Fabre : Difficultés dans l'industrie de la machine-outil** [21 juin 1978] (p. 3212, 3213) : balance commerciale excédentaire dans le secteur de la machine-outil ; difficultés pour les seules entreprises qui ont fait des erreurs de gestion ; l'entreprise Ratier-Forest pourra continuer son activité après que des mesures internes auront été prises.

— **M. Loïc Bouvard : Fragilité de l'économie bretonne** [21 juin 1978] (p. 3218) : déficit trop important de la SPLI (Société parisienne de lingerie indémaillable) pour que le dépôt du bilan puisse être évité ; aide de l'Etat sur le plan social à travers la législation existante.

— **M. Daniel Benoist : Maintien de l'emploi à l'entreprise Alfa-Laval à Nevers** [5 octobre 1978] (p. 5606) : réponse sera donnée par écrit.

— **M. Jacques Lavédrine : Association Ducellier-Ferodo** [5 octobre 1978] (p. 5606, 5607) : réponse écrite déjà donnée à M. Pourchon sur les conséquences de cet accord pour l'emploi en Auvergne ; nécessité du regroupement pour résister à la position dominante des constructeurs allemands.

— **M. Jacques Richomme : Soutien à l'industrie du poids lourd** [5 octobre 1978] (p. 5609, 5610) : regroupement sur le plan national de Renault-Saviem et de Berliet ; accord en cours avec le groupe américain Mack.

— **M. Maurice Brugnon : Aciéries de Paris-Outreau** [10 octobre 1978] (p. 5868) : discussion en cours avec d'éventuels repreneurs des aciéries Paris-Outreau actuellement en difficulté ; suspension des poursuites accordées pour mettre en place de nouvelles structures d'exploitation.

— **M. André Chazalon : Activité du groupe Richier-Ford et de l'entreprise Creusot-Loire**

dans la région stéphanoise [25 octobre 1978] (p. 6626) : situation de Richier-Ford liée à l'évolution du marché des engins de travaux publics ; Creusot-Loire non concernée par le projet de loi relatif à la sidérurgie ; étude sur l'évolution économique du département de la Loire demandée au délégué à l'aménagement du territoire.

— **M. Jean Laurain : Survie de la centrale sidérurgique de Richemont (Moselle)** [25 octobre 1978] (p. 6629) : modernisation de cette centrale.

— **M. André Billardon : Situation de l'emploi dans la sidérurgie fine** [8 novembre 1978] (p. 7223) : l'inspection du travail n'a pas été informée de licenciements à Creusot-Loire ; restructuration du secteur des aciers spéciaux suivie par les services du ministère de l'industrie.

— **M. Christian Nucci : Maintien de l'emploi à l'usine Rhône-Poulenc-textile de Péage-de-Roussillon** [8 décembre 1978] (p. 7224) : de nouvelles implantations ont permis à Rhône-Poulenc de créer un nombre d'emplois équivalant à celui des emplois supprimés ; prise en considération des suggestions des organisations syndicales.

— **M. Antoine Porcu : Utilisation du minerai de fer français** [8 novembre 1978] (p. 7226) : conteste la compétitivité du minerai de fer lorrain concurrencé par la ferraille et le minerai suédois ; impossibilité d'agir sur les débouchés étrangers ; liberté laissée à la sidérurgie française d'utiliser le minerai le plus compétitif ; nécessité d'ajuster la production aux débouchés ; conséquences sociales atténuées par des embauches aux Charbonnages de France.

— **M. Antoine Gissinger : Projet d'implantation d'une usine du groupe Hoffmann-la-Roche en Ecosse** [8 novembre 1978] (p. 7228) : décision non motivée par le contentieux fiscal et douanier existant entre le groupement Roche et le Gouvernement français ; difficultés du même ordre entre le groupement et le Gouvernement du Royaume-Uni.

— **M. Charles Haby : Difficultés de l'industrie textile dans les vallées vosgiennes** [8 novembre 1978] (p. 7229) : problèmes à traiter par les moyens classiques de la DATAR.

— **M. André Delelis : Chimie des charbonnages de France** [15 novembre 1978] (p. 7676, 7677) : problèmes posés à la chimie par les surcapacités de production et la cassure de la croissance ; efficacité de la restructuration.

— **M. Christian Pierret : Mines de potasse d'Alsace** [15 novembre 1978] (p. 7677) : conflit sur l'ajustement de la prime de chauffage ; revendications impossibles à satisfaire du fait du déficit de la société commerciale des potasses et de l'azote.

— **M. Gaston Defferre : Licenciements à l'usine Solmer de Fos** [22 novembre 1978] (p. 8151) : caractère inacceptable des grèves des salariés de Solmer.

— **M. Philippe Madrelle : Avenir de la raffinerie Elf-France d'Ambès** [22 novembre 1978] (p. 8152) : nombre de licenciements limité ; nécessité pour Elf-France de travailler dans des conditions rentables.

— **M. Jacques Mellick : Situation de l'emploi dans les houillères de Douai** [22 novembre 1978] (p. 8152) : nécessaire adaptation des charbonnages de France ; création d'emplois dans la région en compensation des postes supprimés.

— **M. René Rieubon : Lock-out à l'usine Solmer de Fos** [22 novembre 1978] (p. 8154) : réponse donnée dans le cadre de la question 225 de M. Gaston Defferre.

— **M. Jean-Guy Branger : Avances à EDF pour branchement au réseau** [22 novembre 1978] (p. 8158) : modification des modalités de branchement pour permettre à EDF les dépenses d'investissement dues au développement du chauffage électrique ; information des usagers ; dérogation accordée pour les branchements antérieurs au 1er août 1978 ; délais de paiement pour certains usagers modestes.

— **M. Jean Bardol : Aciéries de Paris-Outreau** [29 novembre 1978] (p. 8479) : recherche de partenaires capables de reprendre cette société et lui assurer des sources de matières premières stables ; efforts pour la reconversion industrielle de la région d'Hirson et du Boulonnais.

— **M. Pierre Forgues : Fermeture du centre de recherche de Pantin de la Société Burroughs** [6 décembre 1978] (p. 8880) : licenciements selon une procédure normale ; fourniture de matériel exclusivement français envisagée pour développer dans les collèges l'enseignement de l'informatique.

— **M. Roger Fourneyron : Industrie et marché du cuir** [6 décembre 1978] (p. 8884) : mesures prises par le Gouvernement : aides aux entreprises, recherche technique, travaux de normalisation, régularisation des cours, dépôt imminent du rapport de M. Michardière.

— **M. François d'Aubert : Industrie du téléphone et des télécommunications** [6 décembre 1978] (p. 8885) : adaptations techniques inéluctables pour maintenir la compétitivité française ; développements prévisibles

de l'informatique et de la télématique ; la priorité dans ces secteurs sera conservée à la Bretagne.

— **M. Michel Durafour : Aide à l'industrie stéphanoise** [13 décembre 1978] (p. 9362) : perspectives de développement limitées pour ces deux industries ; examen des possibilités par un groupement d'entreprises stéphanoises ; aide assurée du Gouvernement pour tous les projets capables de déboucher sur le marché.

— **M. Alain Bocquet : Crise de la sidérurgie** [13 décembre 1978] (p. 9366) : nécessité d'un niveau de productivité suffisant dans la sidérurgie ; pour cela effort financier considérable et nouvelle politique industrielle.

— **M. François Mitterrand : Crise de la sidérurgie et mesures prises par le Gouvernement et les entreprises** [13 décembre 1978] (p. 9367) : réponse déjà donnée dans le cadre de la question 271 de M. Pringalle ; incertitudes dissipées sur les nouvelles structures juridiques de la sidérurgie ; prise de fonctions pour les nouveaux dirigeants ; nouvelle convention sociale en avril 1979 ; effets du nouveau programme prioritaire au milieu de 1979 avant qu'interviennent des réductions d'effectifs.

— **M. Yvon Tondon : Situation en Lorraine** [13 décembre 1978] (p. 9368) : réponse donnée dans le cadre des questions 271, 275 et 277 de MM. Pringalle, Bocquet et Mitterrand.

— **M. Sébastien Couepel : Approvisionnement en gazole** [4 avril 1979] (p. 2217) : effort gouvernemental pour maîtriser la spéculation sur les produits pétroliers ; rationnement des stocks particuliers par la régulation des circuits de distribution ; perturbations locales en France, mais difficultés égales et prix moins élevés que pour les pays voisins.

— **M. Louis Darinot : Programme électronucléaire** [4 avril 1979] (p. 2219) : éventualité d'un accident prise en compte dans la conception des centrales nucléaires ; différence entre les modèles français et celui de Three Mile Island ; accord d'échange d'informations conclu avec les Américains ; information de l'opinion française prévue ; éducation nécessaire.

— **Mme Marie Jacq : Licenciements dans l'industrie de l'électronique en Bretagne** [4 avril 1979] (p. 2221) : industrie de la téléphonie électronique : vocation de la Bretagne, mais avec des effectifs réduits ; mesures prises pour y développer les industries voisines de la télématique ; contrats passés par la direction générale des télécommunications avec les entreprises sous-traitantes en difficulté.

— **M. Jean-Pierre Defontaine : Suppression d'emplois dans la sidérurgie** [11 avril 1979] (p. 2527) : grève dans des usines sidérurgiques nullement touchées par la restructuration ; nécessité d'un effort financier considérable de la nation pour sauver la sidérurgie ; obligation de prendre des mesures douloureuses dans certaines usines.

— **M. Gilbert Gantier : Investissements japonais en Grande-Bretagne** [11 avril 1979] (p. 2531) : le Conseil des ministres de la communauté n'a pas actuellement à délibérer des implantations industrielles dans les pays membres ; application des règles relatives à l'origine des produits très surveillée par le Gouvernement : implantation japonaise de 1,80 % dans le marché de l'automobile en France et de 10 % en Grande-Bretagne.

— **M. Augustin Chauvet : Sauvegarde de l'entreprise Sauvagnat d'Aurillac** [11 avril 1979] (p. 2532) : intérêt particulier du Gouvernement pour cette entreprise ; mesures conservatoires prises par le CIASI ; solution de restructuration recherchée.

— **M. Jean-Jacques Barthe : Situation des travailleurs dans la sidérurgie** [18 avril 1979] (p. 2696) : politique actuelle visant à rendre la sidérurgie compétitive, à accroître le volume de ses exportations et par là le nombre de ses emplois, tout en lui redonnant une situation financière satisfaisante, appel à la solidarité financière de la nation et sacrifices des travailleurs ; impossibilité de fonctionnement des usines d'Usinor-Dunkerque et de Fos-sur-Mer du fait de l'arrêt de la production par une minorité de grévistes ; aucune intervention gouvernementale nécessaire dans un conflit soumis aux autorités compétentes.

— **M. Alain Léger : Incendie de l'usine de la Société générale de fonderie à Reims** [18 avril 1979] (p. 2696) : effort maximum de la direction de la SGF en faveur de ses salariés ; impossibilité pour les autorités compétentes d'allouer des indemnités non prévues par la loi.

— **M. Gaston Defferre : Ouverture de négociations entre syndicats et patronat de l'entreprise Solmer** [25 avril 1979] (p. 3033) : sabotage de la production des hauts fourneaux ; intervention des CRS à la suite d'une décision de justice ; perte par l'usine de 100.000 tonnes de produits dont les deux tiers destinés à l'exportation pouvant entraîner des pertes de marché ; la direction de la société doit prendre ses responsabilités et le Gouvernement ne se mêlera pas de cette question.

— **M. René Rieubon : Exploitation des houillères de Provence** [25 avril 1979] (p. 3035,

3036) : examen par les Charbonnages de France et EDF des réserves de charbon dans les houillères de Provence et de la construction d'un nouveau groupe électrogène.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : Approvisionnement en produits pétroliers** [2 mai 1979] (p. 3331) : approvisionnement de la France en pétrole brut assuré ; pas question de rationnement.

— **M. Michel Durafour : Régime pétrolier français** [9 mai 1979] (p. 3544) : pas de demande officielle de modification de notre régime des produits pétroliers par la commission de Bruxelles ; pas de libération des prix des produits pétroliers ; dérèglement du marché international du pétrole et des produits pétroliers ; spéculation éhontée sur le marché de Rotterdam ; demande prochaine du Gouvernement français pour que ce marché soit soumis à des prix plafonds.

— **M. Lucien Villa : Siège de la caisse autonome des mines** [16 mai 1979] (p. 3854) : études en cours mais aucune décision prise ; décentralisation totale improbable.

— **M. André Delelis : Survie des bassins miniers** [16 mai 1979] (p. 3855, 3856) : déficit des Charbonnages de France ; Coût d'exploitation du charbon trop élevé par rapport au prix de vente ; fermetures prévues de certains puits non rentables, mais n'entraînant aucun licenciement.

— **M. Charles Revet : Utilisation de l'alcool comme source d'énergie** [23 mai 1979] (p. 4131) : accentuation de l'effort pour l'utilisation de la « biomasse » ; problèmes posés par la fermentation méthanique et par l'alcool dérivé des produits agricoles : disponibilité des matières premières, bilan énergétique de l'opération et effet de l'alcool sur les moteurs.

— **M. Alain Hautecœur : Fermeture de puits de bauxite dans la région de Brignoles** [30 mai 1979] (p. 4361) : la cadence de l'exploitation dépend de l'importance des réserves disponibles ; l'augmentation dans l'immédiat de la production, donc des effectifs, hâterait l'épuisement des réserves, entraînant des licenciements ; recherches de bauxite en cours.

— **M. Paul Quilès : Incident au centre nucléaire de Cadarache** [6 juin 1979] (p. 4688) : le réacteur expérimental de Cadarache est de conception française ; difficultés d'utilisation du générateur de vapeur Trépaud ; informations fournies à la mission d'information de la commission de la production et des échanges qui s'est rendue à Three Mile Island ; communication prochaine du Gouvernement à la télévision pour que les Français tirent tous les enseignements de cet accident.

— **M. Francis Geng : Réalisation d'un satellite de télévision directe** [6 juin 1979] (p. 4692) : aucun retard de la France pour ce projet ; après sa décision de lancer la fabrication d'un satellite de télécommunication, le Gouvernement fait étudier les différentes possibilités de réalisation ; modalités de coopération avec la RFA actuellement en discussion ; maintien de la présence française dans la concurrence internationale.

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Subventions aux importations de gazole et de fuel par les Etats-Unis** [6 juin 1979] (p. 4693) : présidence française du Conseil des ministres européens chargée d'effectuer une démarche auprès du Gouvernement américain pour protester contre sa décision ; discussions courtoises et cordiales ; manifestation de la solidarité de la CEE ; reproches émis à l'encontre de la mesure prise par le gouvernement américain et réponse du secrétaire d'Etat à l'énergie ; accord entre les autorités américaines et la Délégation de la communauté sur l'opportunité de contrôler les marchés libres.

— **M. Arnaud Lepercq : Personnel français de l'Agence spatiale européenne** [6 juin 1979] (p. 4694) : nos experts spatiaux doivent permettre le fonctionnement de l'Agence spatiale européenne, mais aussi assurer l'exécution de nos programmes nationaux ; sous-représentation française dans le personnel d'encadrement de l'Agence par rapport à sa participation financière, mais deux postes de direction ; création d'un groupe de travail pour améliorer la présence française dans l'encadrement ; pour le remplacement du directeur général, la délégation française défendra nos intérêts.

— **Mme Adrienne Horvath : Usine Vallourec à Bessèges** [13 juin 1979] (p. 5000) : concurrence dont souffre l'usine Vallourec, malgré les efforts du Gouvernement et les plaintes pour dumping déposées par la chambre des fabricants de tubes ; dossiers des suppressions d'emplois devant l'inspection du travail.

— **M. Louis Maisonnat : Vente de l'entreprise Eurotungstène à un groupe suédois** [13 juin 1979] (p. 5001) : le Gouvernement prendra position quand une demande d'autorisation sera déposée.

— **M. Gaston Defferre : Difficultés de la société Comex** [13 juin 1979] (p. 5001) : importance de la société Comex ; le Gouvernement reste attentif à ce que la plus grande partie de l'entreprise ne passe pas sous contrôle étranger ; solution actuellement à l'étude de sa reprise par des actionnaires français.

— **M. Jean-Guy Branger : Approvisionnement pétrolier** [13 juin 1979] (p. 5003) : le problème de l'approvisionnement pétrolier se pose sur le plan international ; nos stocks de réserve ne sont pas entamés ; l'approvision-

nement sera normal pour l'été ; le rationnement de l'essence serait une erreur ; mise au point d'importantes mesures d'économie d'énergie.

— **M. Georges Lemoine : Difficultés dans le secteur de la machine-outil** [3 octobre 1979] (p. 7718) : progrès de l'industrie française de la machine-outil ; difficultés de l'entreprise Ratier-Forest dues à sa gestion et à son marché ; efforts des pouvoirs publics ayant abouti à la reprise de l'usine de Capdenac par d'autres industriels.

— **M. Jacques Boyon : Marché du poids lourd** [3 octobre 1979] (p. 7726, 7727) : amélioration de la situation depuis le mois de septembre ; deuxième place de Renault-Véhicules Industriels (RVI) en Italie et progression en République fédérale d'Allemagne (RFA).

— **M. Claude Martin : Approvisionnement en fuel domestique** [10 octobre 1979] (p. 8004) : approvisionnement français en fuel actuellement connu jusqu'à la moitié de l'hiver d'où nécessité d'un système d'encadrement pour assurer à chaque Français 90 % de sa consommation antérieure, mais pas d'obligation de fractionnement des livraisons ; mise au point d'un système de recensement des chaudières qui permettrait de rétablir la concurrence entre fournisseurs.

— **M. Emile Jourdan : Achat de fuel domestique par les collectivités locales** [10 octobre 1979] (p. 8007) : dispositions prises pour que les préfets fassent bénéficier les écoles et les hôpitaux d'approvisionnements supplémentaires ; plus de concurrence depuis décembre 1978 en raison de la pénurie pétrolière, mais fixation par le Gouvernement de prix plafonds ; rétablissement de la concurrence après recensement des chaudières.

— **Suppléant M. Norbert Segard,** secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications : **M. Bernard Derosier : Service public des postes et télécommunications** [17 octobre 1979] (p. 8322) : importance et structure du budget des PTT ; problèmes des auxiliaires : 60.000 titularisations en cours, 30.000 déjà réalisées.

— **M. Louis Mermaz : Houillères du Dauphiné** [17 octobre 1979] (p. 8322, 8323) : la subvention de 4 milliards de francs consacrée au soutien de l'activité des houillères ; la solution du conflit social des houillères de La Mure dépend des Charbonnages de France ; le déficit d'exploitation de ce bassin.

— **Suppléant M. Norbert Segard,** secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications : **M. Jacques Chaminade : Attribution de carburant dans les PTT** [17 octobre 1979] (p. 8324) : possibilité de réaliser une économie de 10 % de carburant sans que le service public soit altéré ; l'Etat doit donner l'exemple.

— **M. Henri Michel, suppléé par M. Rodolphe Pesce : Usine atomique du Tricastin** [31 octobre 1979] (p. 9258) : défauts seulement superficiels constatés dans les centrales nucléaires ; traitement des problèmes de sécurité selon des procédures établies et par des hommes compétents ; concertation entre EDF et les représentants des agents concernés par les installations nucléaires ayant abouti au chargement de Gravelines ; la décision pour Tricastin appartient à EDF.

— **M. Christian Pierret : Situation de l'emploi dans les entreprises Montefibre-France et Boussac Saint-Frères** [31 octobre 1979] (p. 9259) : évolution favorable de l'emploi à la suite du « Plan Vosges » pour Montefibre-France, marge de manœuvre du Gouvernement restreinte car c'est une société privée ; pour Boussac, les objectifs fixés par le groupe Agache-Willot concernant le volume d'emploi à préserver dans les Vosges ont été atteints.

— **M. Philippe Marchand : Affiliation à la sécurité sociale des gérants libres de station-service** [31 octobre 1979] (p. 9259) : location-gérance, activité commerciale s'exerçant dans le cadre de contrats ; la possibilité d'affiliation à la sécurité sociale pour les gérants libres dépend des clauses contractuelles ; accord des syndicats les plus représentatifs pour les dispositions en vigueur.

— **M. Pierre Jagoret : Chauffage des locaux du ministère de l'industrie** [31 octobre 1979] (p. 9260) : exemple d'économie d'énergie donné par le ministère de l'industrie non chauffé avant le 1er novembre ; plainte des plus jeunes agents du ministère dont la tenue a entraîné l'évacuation.

— **M. Jacques Delhalle : Société du marché aux cuirs de Dijon** [7 novembre 1979] (p. 9538) : préoccupation de l'Assemblée sur la situation de la tannerie, difficile en raison des fluctuations du marché des peaux brutes ; tentative de régularisation pour certaines catégories de peaux de veau par la création d'une société d'intervention, mais expérience encore non concluante car intervention très partielle.

— **M. Claude Pringalle : Travailleurs d'Usinor-Denain** [7 novembre 1979] (p. 9538) : objectifs du Gouvernement (rendre compétitive la sidérurgie nationale, offrir à chaque sidérurgiste une solution satisfaisante, préserver l'équilibre économique des régions) qui seront atteints dans le Nord et en Lorraine ; étalement des arrêts d'installation à Denain pour faciliter le reclassement du personnel ; possibilité d'information offerte aux salariés ; pas de nécessité de créer à Denain une unité de recherche sidérurgique.

— **M. Louis Maisonnat : Revendications des salariés de Rhône-Poulenc-Industrie** [7 novembre 1979] (p. 9540) : le ministre appliquera la loi.

— **M. Théo Vial-Massat : Fermeture des houillères de la Loire** [14 novembre 1979] (p. 10010) : coût de production trop important du charbon du bassin de la Loire et impossibilité de porter atteinte à notre politique charbonnière par l'exploitation de mines non rentables ; effort du Gouvernement en faveur de la production charbonnière nationale ; solution apportée aux problèmes de reconversion.

— **M. Michel Durafour : Compétitivité des entreprises françaises** [14 novembre 1979] (p. 10013) : atténuation des entraves tarifaires, mais recours de certains pays à des entraves techniques ; refus du Gouvernement de donner son approbation au résultat des négociations du Tokyo Round en raison de l'imprécision des règlements techniques et de la lenteur des recours en cas d'infraction ; conditions auxquelles doit satisfaire le règlement d'application des normes et les règlements techniques en discussion à Bruxelles.

— **M. Charles Millon : Approvisionnement en fuel domestique** [14 novembre 1979] (p. 10014) : chaque distributeur dispose de 90 % des quantités qu'il distribuait auparavant ; marge de souplesse accordée aux distributeurs pouvant être insuffisante si les bons distribués sont concentrés sur un petit nombre de distributeurs ; les difficultés connues ont été résolues.

— **M. Auguste Cazalet : Découverte d'un gisement de pétrole dans les Pyrénées-Atlantiques** [21 novembre 1979] (p. 10455) : importance relativement modeste du gisement de Vic-Bilh ; pas de raffinage sur place ; création de structures et financement abondant pour favoriser l'industrialisation du Sud-Ouest qui bénéficiera ainsi des résultats pétroliers acquis.

— **M. André Chazalon : Aciérie Sacilor de Gandrange (Moselle)** [21 novembre 1979] (p. 10457) : consultation internationale effectuée par les responsables Sacilor qui ont conclu en faveur d'un fournisseur étranger en lui imposant que l'essentiel des fabrications correspondantes soit fait en France ; sécurité technique de cette installation mieux assurée.

— **M. André Labarrère : Energie dans le Grand Sud-Ouest** [21 novembre 1979] (p. 10461) : deux milliards versés en 1980 pour le Sud-Ouest ; action dans le domaine de l'hydrocarbure, de l'électricité, de la géothermie, du solaire et de la biomasse.

— **M. André Lajoinie : Fermeture de la verrerie de Souvigny (Allier)** [19 décembre 1979] (p. 12311) : les recettes de la verrerie de Souvigny sont inférieures à ses dépenses ; recherche d'une solution permettant à cette entreprise de retrouver une activité industrielle saine.

— **M. Jean Bardol : Maintien en activité de l'entreprise Masse à Desvres (Pas-de-Calais)** [19 décembre 1979] (p. 12311) : recherche d'une solution industrielle viable.

— **M. Bernard Deschamps : Arrêt du réacteur G2 de Marcoule** [19 décembre 1979] (p. 12311) : arrêté du réacteur G2 pour des raisons de sécurité ; développement de l'énergie nucléaire.

— **M. Antoine Porcu : Situation de la sidérurgie à Longwy** [19 décembre 1979] (p. 12312) : plan Davignon ; défense de la sidérurgie communautaire contre les pays tiers ; redressement de la sidérurgie française ; entrée de l'usine de Rehon dans le groupe Usinor.

— **M. Joseph Vidal : Utilisation des énergies nouvelles** [19 décembre 1979] (p. 12313) : politique tarifaire de l'EDF visant à économiser l'énergie aux périodes de pointe ; subvention des études sur l'énergie solaire.

— **M. André Chandernagor : Retraitement et gestion des déchets radioactifs** [9 avril 1980] (p. 149) : utilisation du centre de stockage de Marcoule pour les déchets radioactifs.

— **M. André Chazalon : Suppression d'emplois à l'usine Gegedur-Pechiney de Couzon** [7 mai 1980] (p. 929).

— **Mme Adrienne Horvath : Occupation du puits de mine Destival dans les Cévennes** [7 mai 1980] (p. 931) : politique charbonnière du Gouvernement ; recherche de nouveaux gisements.

— **M. Raymond Tourrain : Production française de titane** [21 mai 1980] (p. 1129).

— **M. Jacques Mellick : Politique charbonnière** [28 mai 1980] (p. 1337) : Liquéfaction et gazéification du charbon.

— **Retard dans la distribution du courrier dans les Alpes-Maritimes** [28 mai 1980] (p. 1338).

— **M. André Billardon : Avenir de la production d'aciers spéciaux** [4 juin 1980] (p. 1535) : avenir de l'usine du Creusot.

— **M. Philippe Séguin : Accord multifibres** [4 juin 1980] (p. 1539) : formalités de la déclaration d'importation ; (p. 1540) : situation de l'industrie textile ; importations en provenance des Etats-Unis.

— **M. Philippe Malaud : Energies de remplacement** [11 juin 1980] (p. 1743) : livre blanc sur l'énergie ; part du nucléaire dans le bilan énergétique français ; (p. 1744) : équipement des chutes d'eau ; éoliennes.

— **M. Antoine Porcu : Emploi dans la sidérurgie** [17 juin 1980] (p. 1896) : compétitivité de la sidérurgie française.

— **M. Claude Dhinnin : Grève des agents d'EDF** [17 juin 1980] (p. 1896) : abus du droit de grève ; (p. 1897) : sanctions.

— **M. Louis Mexandeau : Situation de deux entreprises dans le Calvados** [25 juin 1980] (p. 2255).

— **M. Emmanuel Hamel : Sommet de Venise et politique de l'énergie** [25 juin 1980] (p. 2256) : politique énergétique ; recours aux énergies de substitution.

— **M. Maurice Ligot : Certificat de qualification des produits industriels** [25 juin 1980] (p. 2256) : loi du 10 janvier 1978 sur l'information et la protection des consommateurs ; certificat de qualification.

— **M. Dominique Frelaut : Vente de la société Kléber-Colombes** [25 juin 1980] (p. 2257).

— **M. Hubert Ruffe : Entreprise de chaussures Imbert à Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne)** [25 juin 1980] (p. 2258) : concordat conclu avec les entreprises.

— **M. Maurice Nilès : Politique de l'emploi** [15 octobre 1980] (p. 2727) : Manufrance ; modernisation de l'industrie ; création de 100.000 emplois chaque année.

— **M. Henri Ferretti : Importations d'acier aux Etats-Unis** [15 octobre 1980] (p. 2725) : actions anti-dumping de la société « US Steel » ; système des « prix-gâchette ».

— **M. Antoine Porcu : Création d'emplois à Beuvillers (Meurthe-et-Moselle)** [15 octobre 1980] (p. 2726, 2727) : reconversion des travailleurs de la sidérurgie ; création d'emplois avec l'aide du fonds spécial d'adaptation industrielle.

— **M. Jean-François Mancel : Situation de l'usine Massey-Ferguson à Beauvais** [15 octobre 1980] (p. 2728).

— **M. Charles Haby : Licenciements à l'entreprise Jaz de Wintzenheim (Haut-Rhin)** [15 octobre 1980] (p. 2729) : retard pris par l'industrie horlogère dans le domaine de l'électronique ; évolution de l'industrie textile.

— **M. Yvon Tondon : Démantèlement des industries lorraines** [15 octobre 1980] (p. 2731) : rattachement des aciéries de Pompey à l'entreprise Sacilor ; société Munch à Frouard ; aide du fonds spécial d'adaptation industrielle.

— **M. Emile Koehl : Industrie de la cellulose et usine de pâte à papier de Strasbourg** [22 octobre 1980] (p. 2963).

— **M. Pierre Lagorce : Société Simplex de Labrède en Gironde** [22 octobre 1980] (p. 2961, 2962).

— **M. Michel Péricard : Situation de l'industrie automobile et difficultés de la société Talbot à Poissy** [22 octobre 1980] (p. 2958) : régression des ventes ; risques de suppression d'emplois.

— **Mme Adrienne Horvath : Exploitation des ressources minières en France** [22 octobre 1980] (p. 2957, 2958) : politique d'exploitation nationale ; politique de stockage ; politique d'importation ; exemple du charbon.

— **M. Vincent Porelli : Situation de la société de constructions métallurgiques de Provence** [22 octobre 1980] (p. 2956, 2957).

— **M. Jean-Pierre Abelin : Importation de chaussures** [5 novembre 1980] (p. 3569-3570) : situation de l'emploi dans le bassin de Châtellerault ; surveillance communautaire des importations en provenance d'Asie.

— **M. Jean Narquin : Fermeture de l'usine Braud d'Angers** [5 novembre 1980] (p. 3572-3573) : les trois tentatives de sauvetage de cette usine; reprise éventuelle de l'usine par un grand groupe étranger permettant de sauver des emplois.

— **M. André Chazalon : Production de titane** [12 novembre 1980] (p. 3758) : importance stratégique du titane ; décisions du plan « métaux » ; étude de deux projets d'usine d'éponges de titane.

— **M. Adrien Zeller : Plan de rationnement des produits pétroliers** [12 novembre 1980] (p. 3759).

— **M. Robert Vizet : Embauche de jeunes au CEA de Saclay** [12 novembre 1980] (p. 3760).

— **M. Antoine Porcu : Revendications des mineurs des houillères de Lorraine** [12 novembre 1980] (p. 3761).

— **M. Bernard Deschamps : Licenciements dans l'entreprise Ugine-Acier de l'Ardoise dans le Gard** [19 novembre 1980] (p. 4157) : déclaration d' « état de crise manifeste » obtenue à Bruxelles.

— **M. Michel Noir : Approvisionnement pétrolier de la France** [19 novembre 1980] (p. 4158, 4159) : stock militaire et stock civil ; recherche d'approvisionnements de remplacement.

— **M. Edmond Alphandery : Situation des Tanneries angevines** [19 novembre 1980] (p. 4162) : problème de la filière cuir.

— **M. Pierre Garmendia : Réserves pétrolières** [3 décembre 1980] (p. 4577) : situation de nos stocks pétroliers ; remplacement de l'approvisionnement venant d'Irak et d'Iran.

— **M. Philippe Pontet : Groupement européen de la cellulose** [3 décembre 1980] (p. 4579) : difficultés de ce groupement ; recherche de solution industrielle assurant une meilleure compétitivité.

— **M. Jacques Delhalle : Industrie de la maille** [3 décembre 1980] (p. 4583) : accord multifibre ; contrôle des importations en provenance des pays en voie de développement ; concurrence italienne ; nécessité pour l'industrie textile française d'adopter une politique offensive ; indemnisation du chômage partiel dans l'industrie textile et l'habillement.

— **M. Alain Bocquet : Difficultés de la société Franco-Belge de matériel roulant** [10 décembre 1980] (p. 4802) : constitution d'une société de location en gérance ; maintien du programme de commandes de la SNCF et de la RATP à cette entreprise.

— **M. Roland Leroy : Dépôt de bilan de l'entreprise La Chapelle-Darblay** [10 décembre 1980] (p. 4802) : difficultés des conditions d'exploitation des forêts en France ; volonté du Gouvernement d'assurer la continuité du fonctionnement de l'outil industriel constitué par La Chapelle-Darblay.

— **M. Georges Marchais : Hausse du prix des carburants** [17 décembre 1980] (p. 4962, 4963) : nécessité des taxes sur les produits pétroliers.

— **M. Pascal Clément : Situation de l'industrie textile** [17 décembre 1980] (p. 4969) : mesures de protection prises par le Gouvernement en faveur de l'industrie textile ; révision de l'accord multifibres.

— **M. Robert Héraud : Situation des petites entreprises d'informatique** [17 décembre 1980] (p. 4969, 4970) : espoir de l'informatique française.

Répond à la question orale avec débat de :

— **M. Antoine Porcu** (n° **549**) **: Sidérurgie française** [28 avril 1978] (p. 1446, 1447, 1451, 1452) : admet le souci de sauvegarder l'indépendance nationale ; améliorer la compétitivité ; lutter contre la concurrence déloyale ; rôle de la CEE dans l'assainissement du marché international ; privilégier la création d'emplois stables ; suivre l'évolution technique ; augmentation de la production et alourdissement des prix de revient ; la France venue plus tard que ses voisins européens à des suppressions d'emplois ; envisager une politique globale et réaliste ; examiner le nouveau plan acier fourni par la chambre syndicale.

Répond aux questions orales sans débat de :

— **M. Philippe Séguin** (n° **288**) **: Restructuration du groupe Boussac et relance de l'économie vosgienne** [21 avril 1978] (p. 1299, 1300, 1301) : la volonté du Gouvernement de défendre l'industrie textile ; mesures prises pour lutter contre les importations sauvages ; nécessité de rationaliser l'industrie ; étude de mesures propices à atténuer les conséquences du chômage.

— **M. André Billoux** (n° **329**) **: Maintien de l'emploi à la société nouvelle du Saut-du-Tarn** [21 avril 1978] (p. 1301, 1302) : l'augmentation provisoire des effectifs due aux importantes commandes de l'URSS ; la bonne gestion de cette entreprise ; la recherche de marchés de vannes pour le gaz et le pétrole à l'étranger.

— **M. Jacques Brunhes** (n° **423**) **: Plan de restructuration du groupe Chausson** [21 avril 1978] (p. 1302, 1303) : augmentation des effectifs du groupe Chausson ; nécessité de replacer le problème de la désindustrialisation de la France sur le plan de l'industrialisation de la France.

— **M. Michel Rocard** (n° **483**) **: Situation de la sidérurgie française** [21 avril 1978] (p. 1303, 1304, 1305) : les actions menées par le Gouvernement pour remettre en ordre le marché européen ; le réemploi ; les problèmes de la durée du travail liés à ceux de la compétitivité ; mener une politique audacieuse en matière de recherche et de commercialisation.

— **M. Christian Pierret** (n° **464**) **: Economie vosgienne** [21 avril 1978] (p. 1305, 1306) : le programme exposé à Saint-Dié par le Premier ministre le 16 mars ; l'attention portée par le Gouvernement aux suggestions des élus et des responsables locaux.

— **M. Lucien Richard** (n° **1731**) **: Implantation d'une cenrtale nucléaire en Loire-Atlantique** [9 juin 1978] (p. 2764, 2765, 2766) : choix du site par un groupe de travail composé de membres du conseil régional et du comité économique et social.

— **M. Roger Combrisson** (n° **2121**) **: Crise à la société d'imprimerie la Néogravure** [9 juin 1978] (p. 2767, 2768) : aide des pouvoirs publics pour une restructuration de l'industrie de l'imprimerie ; 35 % de ces crédits seront consacrés à l'investissement ; le reste doit servir à pallier les conséquences sociales.

— **M. Pierre Prouvost** (n° **2601**) **: Industrie textile** [23 juin 1978] (p. 3419, 3420, 3421) : volonté de lutter contre la concurrence déloyale et de stimuler les exportations françaises ; renouvellement de l'accord multifibres ; concours financiers pour moderniser les entreprises ; concertation entre producteurs et distributeurs.

— **M. Emile Koehl** (n° **3543**) **: Création d'une unité de production de papier journal**

à l'usine de cellulose de Strasbourg [23 juin 1978] (p. 3421, 3422, 3423) : amélioration de la filière bois-papier ; utilisation de papier « recyclé » ; limitation des importations par des mesures anti-dumping ; attente de l'étude des dirigeants de la « Cellulose de Strasbourg » sur le projet de diversification des productions de l'entreprise.

— **M. Philippe Séguin** (n° **3541**) : **Groupe textile Boussac** [23 juin 1978] (p. 3423, 3424, 3425) : le tribunal de commerce étudie les problèmes à court terme ; les biens personnels de M. Boussac supportent gage ou caution ; leur apport est assorti de conditions ; installations modernisées et qualité du produit sont un atout pour le groupe ; pour l'ensemble du département, « Plan Vosges » annoncé par le Gouvernement.

— **M. Gustave Ansart** (n° **14634**) : **Plan Davignon** [6 avril 1979] (p. 2410, 2411) : capacité de production de la sidérurgie française non limitée par le plan Davignon ; nécessité d'une restructuration de la sidérurgie, lui permettant de devenir compétitive, au moins en Europe.

— **M. Jean-Marie Daillet** (n° **14642**) : **Encouragement à l'invention** [6 avril 1979] (p. 2411, 2412) : baisse des dépôts de brevets dans tous les pays depuis la crise de 1973, sauf au Japon ; politique gouvernementale d'aide à l'invention, création d'une mission à l'innovation, réforme en cours de l'ANVAR.

— **M. Charles Miossec** (n° **15240**), **M. Alain Madelin** (n° **16011**) : **Economies d'énergie et revente de produits pétroliers** [11 mai 1979] (p. 3810, 3811, 3812) : difficultés de la Bretagne sur le plan électrique en raison de sa position excentrée, mais résolues par la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff et de lignes électriques supplémentaires ; situation actuelle ne justifiant pas le rationnement de l'électricité, mais nécessité de la modération du chauffage électrique ; le rationnement des produits pétroliers et la hausse de prix supérieure à celle du pétrole brut ont pu être évités en empêchant les achats spéculatifs ; hostilité du Gouvernement au rationnement par tickets débouchant sur le marché noir.

— **M. Paul Quilès** (n° **16012**) : **Rachat de la société Claude** [11 mai 1979] (p. 3812) : aucun dossier concernant une cession de la société Claude n'a été déposé au ministère de l'économie ou de l'industrie ; examen par le Gouvernement de l'intérêt des salariés et de la collectivité avant d'autoriser les investissements étrangers.

— **M. Antoine Gissinger** (n° **17536**) : **Monopole de vente de la potasse d'Alsace** [22 juin 1979] (p. 5543) : le Gouvernement n'a pas l'intention de proposer une modification du code minier pouvant mettre en cause le monopole de la SCPA qui sera maintenu ; progrès accompli par les mines domaniales de potasse d'Alsace pour la productivité.

— **M. Antoine Richard** (n° **17652**) : **Lignes électriques à très haute tension** [22 juin 1979] (p. 5544) : nécessité d'alimenter en électricité la région parisienne dont la consommation augmente ; innocuité des champs électriques engendrés par les lignes de 225.000 et 400.000 volts ; études en cours afin de savoir où pourrait se situer le danger.

— **M. Gérard Longuet** (n° **17812**) : **Organisation d'une bourse d'information et d'échange sur les entreprises en difficulté** [12 octobre 1979] (p. 8201) : importance attachée par le Gouvernement à la transmission autant qu'à la création d'entreprises ; étude des problèmes posés par la transmission des entreprises par un groupe de travail dont le rapport sera remis à la fin du mois ; impossibilité d'une véritable bourse, mais possibilité d'un appui aux initiatives locales et d'échange d'informations entre différents réseaux locaux tout en respectant les secrets industriels et financiers.

— **M. Charles Pistre** (n° **21022**) : **Industrie du verre** [12 octobre 1979] (p. 8203) : création par l'entreprise de verrerie créée à Toulon de 150 emplois ; aucune contribution publique exceptionnelle, mais uniquement prime de développement régional accordée pour cette création ; étude par les pouvoirs publics de tous les projets que pourrait présenter la verrerie ouvrière d'Albi.

— **M. Gilbert Gantier** (n° **21024**) : **Investissements japonais en France** [12 octobre 1979] (p. 8204, 8205) : aucun appel public à l'investissement industriel japonais n'a été lancé par le délégué à la DATAR qui a indiqué que le Gouvernement français était prêt cas par cas et sous certaines conditions à favoriser les investissements japonais s'ils ne menacent pas l'économie française.

— **Suppléant M. Joël Le Theule**, ministre des transports. — **M. Yves Lancien, suppléé par M. Arthur Dehaine** (n° **13365**) : **Eclairage des automobiles** [7 décembre 1979] (p. 11480, 11481) : augmentation de 17 % du nombre des accidents en agglomération de 1970 à 1978 ; efficacité de l'usage obligatoire des feux de croisement dans les quartiers mal éclairés : application de l'article 10 du code de la route ; preuve de l'efficacité de cette mesure dans de nombreux pays ; période d'essai d'un an.

— **M. Alain Bocquet** (n° **23502**) : **Politique charbonnière** [7 décembre 1979] (p. 11481, 11482, 11483) : régression du bassin du Nord - Pas-de-Calais rendue inéluctable par l'épuisement et l'irrégularité de la plupart des gise-

ments ; la conversion, objectif prioritaire dans le bassin du Nord - Pas-de-Calais, rendue inéluctable par l'épuisement et l'irrégularité de la plupart des gisements, subvention de 4.000 millions accordée aux houillères nationales cette année ; augmentation de la consommation du charbon par EDF ; suggère au parti communiste de chiffrer le coût de son plan charbonnier.

— **M. Jean-Yves Le Drian** (n° **23507**) : **Politique pétrolière** [7 décembre 1979] (p. 11483, 11484) : application stricte de la loi de 1928 ; économies réalisées grâce au système de prix plafond ; démenti concernant l'approvisionnement sur le marché de Rotterdam ; mise en œuvre d'une politique concertée entre les pays consommateurs ; approvisionnement de la France assuré de façon continue et à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans d'autres pays ; multiplication par quatre du prix du pétrole en francs constants depuis 1973 ; fiscalité plus forte pour le super carburant que pour le fuel.

— **M. Michel Barnier** (n° **23741**) : **Industrie du titane** [14 décembre 1979] (p. 11902, 11903) : tension sur le marché mondial des éponges de titane ; développement d'une capacité nationale de production d'éponges de tinane ; restructuration de la sidérurgie fine.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **23836**) : **Economies d'énergie et de matières premières** [14 décembre 1979] (p. 11904, 11905) : maintenir un équilibre entre les économies d'énergie et le développement des autres activités de la nation; l'augmentation nouvelle du pétrole équivaut au choc pétrolier de 1973 ; les raisons d'être de certains éclairages nocturnes (avenue Montaigne) ; lutte contre le gaspillage et pour la transformation structurelle de la consommation des automobiles, des appartements, des industries ; limiter les importations de pétrole à 100 millions de tonnes en 1985 ; les opérations d'économie d'énergie réalisées dans la région du Rhône : récupération des eaux chaudes de Bugey et de Pierrelatte.

— **M. Alain Bocquet** (n° **23707**) : **Entreprises de matériel roulant** [14 décembre 1979] (p. 11906, 11907) : l'industrie française du matériel ferroviaire ; sa première place dans le monde pour les exportations ; son importance dans le Valenciennois ; la société franco-belge, le groupement d'intérêt économique Norfer ; les commandes de la SNCF et de la RATP ; le Gouvernement ne privilégie pas la route vis-à-vis du rail.

— **M. Gilbert Gantier** (n° **36028**) : **Commerce des produits chimiques européens** [3 octobre 1980] (p. 2565) : situation difficile dans certaines branches de l'industrie chimique ; différence de productivité entre les industries ; (p. 2566) : opérations de dumping pratiquées sur le marché européen ; prix du naphta ; prix du gaz ; tenter d'établir un mécanisme de prix de référence susceptible de remplacer les droits anti-dumping.

— **M. Théo Vial-Massat** (n° **36095**) : **Entreprise Manufrance** [3 octobre 1980] (p. 2567) : 30 millions déjà accordés par le Gouvernement ; absence de plan de redressement sérieux.

— **M. André Durr** (n° **38823**) : **Industrie de la machine-outil** [28 novembre 1980] (p. 4502) : Poids des concurrences japonaises et italiennes ; mondialisation du marché ; intégration des machines dans les systèmes de production automatisée ; développement et diffusion des produits à technologie avancée ; restructuration industrielle ; contrat de croissance dont bénéficie la société CIT-Alcatel ; problème des sociétés de formage ; fermeture de la société Comessa.

— **M. Laurent Fabius** (n° **39049**) : **Entreprise Eclair-Prestil** [28 novembre 1980] (p. 4503, 4504) : moyens d'action limités du Gouvernement ; effort de diversification de la société Eclair-Prestil ; fonderie de précision et automatisation.

— **M. André Lajoinie** (n° **39908**) : **Gisement polymétallique d'Echassières** [28 novembre 1980] (p. 4505) : travaux du bureau de recherches géologiques minières BRGM et de la société Penarroya visant à la mise en valeur de ce gisement ; utilisation du lithium ; études relatives à la possibilité de valoriser d'autres composants du minerai d'Echassières ; indépendance technologique de la France.

— **M. Bernard Madrelle** (n° **39392**) : **Tarifs préférentiels d'Electricité de France** [5 décembre 1980] (p. 4702, 4703) : zone d'application de la mesure de réduction forfaitaire ; mise en œuvre de l'arrêté du 1er avril 1980 ; centrale nucléaire du Blayais et centrale de Braud et Saint-Louis.

— **M. Antoine Porcu** (n° **39502**) : **Concurrence industrielle de la République fédérale d'Allemagne** [5 décembre 1980] (p. 4704) : rendre l'industrie française plus compétitive ; déficit de nos échanges avec l'Allemagne fédérale ; amélioration du taux de couverture des échanges franco-allemands pour les biens d'équipement et les productions intellectuelles ; politique monétaire et énergétique du Gouvernement ; libération des prix ; modification de l'industrie traditionnelle ; renforcement des techniques de pointe.

— **M. Jean-Pierre Pénicaut** (n° **39787**) : **Centrale nucléaire dans les bassins des Gaves et de l'Adour** [12 décembre 1980] (p. 4887,

4888) : recherches dans les bassins des Gaves et de l'Adour de sites pour l'implantation de deux centrales nucléaires ; tracé de l'autoroute A. 64 sans rapport avec le projet de construction.

— **M. Irénée Bourgois** (n° **39934**) : **Industrie du papier-carton** [12 décembre 1980] (p. 4889, 4890) : solutions apportées aux difficultés des groupes GEC et Chappelle-Darblay ; mise en place d'une solution française sur cellulose d'Aquitaine.

— **M. Pierre Raynal** (n° **40196**) : **Entreprise Lafargue d'Aurillac** [19 décembre 1980] (p. 5095) : effort du Gouvernement pour favoriser le redressement de cette entreprise ; nécessité d'un appui actif aux entreprises industrielles du Cantal ; aide au développement régional ; aide spécifique rurale ; procédure « d'aide au conseil » pour les entreprises industrielles.

— **M. Jean Thibault** (n° **40001**) : **Marchés public dans le secteur du bâtiment** [19 décembre 1980] (p. 5096, 5097) : utilisation des crédits de catégorie I dans les procédures « système constructif » et les « marchés-cadres » ; volonté du ministère de l'environnement et du cadre de vie d'accroître la participation des entreprises locales au développement des techniques nouvelles ; ouverture aux entreprises régionales du marché des constructions publiques.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **2902, 117**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1616) : la menace des pays en voie de développement qui s'industrialisent rapidement ; la nécessité d'une stratégie industrielle offensive fondée sur les capacités d'innovation des Français ; la ratification du traité de Washington instituant une coopération internationale en matière de brevets et de la convention de Munich sur la délivrance de brevets européens ; la ratification de la convention de Luxembourg sur le brevet communautaire ; l'adaptation de la législation française aux conventions européennes ; (p. 1617) : l'approbation par le Gouvernement de la proposition de loi de M. Jean Foyer ; le maintien d'une procédure simple de délivrance des brevets ; le système français de l'avis documentaire ; les effets de l'avis documentaire en droit européen ; le régime de copropriété des brevets d'invention et le régime de dévolution des inventions faites par les salariés au sein de leurs entreprises ; l'accord du Gouvernement sur le texte adopté par le Sénat ; son hommage au rôle de M. André Boulloche lors de la première lecture de la proposition de loi de M. Jean Foyer. **Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Article premier A** (p. 1694) : son hostilité à l'amendement n° 1 de M. Roger Gouhier ; les conditions modernes de la recherche et la difficulté de désigner un inventeur ; l'acception irréaliste de l'invention sur laquelle repose l'amendement proposé ; sa demande d'un scrutin public sur cet amendement n° 1 ; son amendement n° 29 : tendant à supprimer dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article premier *ter* de la loi du 2 janvier 1968 le mot « effectives » ; repoussé ; la difficulté d'apprécier le caractère des fonctions d'un chercheur ; (p. 1695) : son opposition à l'amendement n° 2 de la commission ; (p. 1696) : s'oppose au sous-amendement n° 41 de la commission ; demande un scrutin public sur ce sous-amen- la commission ; (p. 1697) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission ; demande de la réserve des amendements n[os] 30 et 37 du Gouvernement ; (p. 1698) : son hostilité à l'amendement n° 5 de la commission ; l'impossibilité pratique de réviser en baisse la rémunération supplémentaire d'un inventeur salarié ; s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission ; son amendement n° 31 : les obligations mutuelles d'information et de secret pesant sur le salarié et l'employeur ; accepte le sous-amendement n° 40 de M. Alain Chénard et le sous-amendement n° 7 de la commission ; l'amendement n° 31 modifié par les sous-amendements n[os] 40 et 7 ; adopté ; (p. 1699) : son amendement n° 30 précédemment réservé : supprimer la référence à un décret en Conseil d'Etat dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article premier *ter* de la loi du 2 janvier 1968 ; adopté ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée à propos de l'amendement n° 8 de la commission. **Article 38** *bis* (p. 1700) : son amendement n° 38 : rendant facultative la saisine de la commission de conciliation instituée par l'article 68 *bis* de la loi du 2 janvier 1968 ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée à propos du sous-amendement n° 42 de la commission ; s'oppose au sous-amendement n° 43 de la commission ; accepte le sous-amendement n° 44 de la commission ; amendement n° 38 modifié par les sous-amendements n[os] 42, 43 et 44 ; adopté ; (p. 1701). **Article premier A** *(suite)* : son amendement n° 37 précédemment réservé : formel ; adopté ; (p. 1701). **Article 4** : précédemment réservé ; comprend mal le sens de l'amendement n° 45 de M. Edouard Frédéric-Dupont ; son sous-amendement n° 32 à

l'amendement n° 9 de la commission : clarification du texte adopté par le Sénat pour l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968 ; sous-amendement n° 32 ; adopté ; (p. 1703). **Article 9** : précédemment réservé ; (p. 1704) : accepte l'amendement n° 10 de la commission ; s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Alain Chénard ; accepte l'amendement n° 11 de la commission ; accepte l'amendement n° 34 de M. Jean Foyer. **Article 15** : précédemment réservé ; (p. 1706) : accepte l'amendement n° 13 de la commission. **Article 16** : précédemment réservé ; (p. 1706) : accepte l'amendement n° 26 de M. Jean Foyer. **Article 17** : précédemment réservé ; accepte l'amendement n° 14 de la commission. **Article 21** : précédemment réservé ; (p. 1708) : les problèmes posés par le régime de la copropriété des brevets ; son acceptation du texte du Sénat obligeant le copropriétaire exploitant à indemniser les autres copropriétaires d'un brevet ; accepte le nouvel amendement de la commission ; s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission. **Article 28** : précédemment réservé ; (p. 1709) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission. **Article 28** *(suite)* (p. 1717) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jean Foyer ; (p. 1719) : accepte l'amendement n° 19 de la commission ; accepte la modification de l'amendement n° 19 proposée par M. Jean Foyer. **Article 25** *(suite)* (p. 1720) : accepte l'amendement n° 46 de M. Jean Foyer. **Article 41** *bis* : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission. **Article 42** (p. 1721) : accepte l'amendement n° 36 de la commission ; demande un scrutin public sur l'ensemble de la proposition de loi.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la Caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5806) : diminution du taux d'utilisation des capacités de production dans la CEE ; caractère durable de la crise en raison du ralentissement de la croissance économique ; (p. 5807) : de la diminution des besoins spécifiques d'acier de l'émergence de nouveaux producteurs ; délais d'adaptation de l'industrie sidérurgique à ces nouvelles données ; refus du protectionnisme par le Gouvernement mais restauration et maintien de conditions normales de concurrence ; maintien des prix minima ; (p. 5808) : insuffisante compétitivité des entreprises sidérurgiques françaises en raison de leur endettement ; nécessité de doter la France d'aciéries modernes à oxygène, d'utiliser le procédé de coulée continue, de développer des mini-aciéries, d'orienter la production vers les produits plats liés à la fabrication des biens de consommation durable ; sous-utilisation des installations performantes et maintien en activité d'unités trop anciennes ; (p. 5809) : nécessité de délimiter le rôle respectif de l'Etat et des entreprises ; reconstitution de véritables entreprises décidant des choix industriels ; nécessité de mesures sociales d'accompagnement du plan ; création du fonds spécial d'adaptation industrielle destiné en priorité aux régions touchées par la crise de la sidérurgie et des chantiers navals ; [10 octobre 1978] (p. 5886) : nécessité d'éviter la confusion des responsabilités ; distinction entre trois fonctions : fonction industrielle aux mains des responsables industriels, rôle des fonctionnaires de tutelle et des fonctionnaires de contrôle, refus de la proposition de l'opposition tendant à faire décider par des commissions dirigées par le commissaire général du plan ou par le directeur du Trésor des différentes productions sidérurgiques ; mise en œuvre de mesures industrielles variables selon les usines pour accroître la compétitivité de la sidérurgie française ; (p. 5887) : transfert en France de certaines fabrications de produits plats exécutés actuellement à l'étranger pour soutenir l'activité de la région de Denain-Valenciennes ; mise en place de structures nouvelles aux aciéries de Paris Outreau ; rapprochement de la société métallurgique de Normandie avec Sacilor ; absence de solutions définitives sur l'aciérie de Neuves-Maisons ; rachat de terrains par Solmer ; (p. 5888) : consultation syndicale prévue pour le problème social ; exemple des Vosges : 1 milliard de francs dégagé pour aider les investissements créateurs d'emplois ; refus du protectionnisme ; (p. 5889) : augmentation de 10 % des prix de la sidérurgie française ; système de cautionnement choisi par le Gouvernement français ; maintien de la part de la France dans la production communautaire.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6459) : la lutte contre le gaspillage d'énergie, objectif prioritaire ; mise en place d'un contrat de programme avec les Charbonnages de France ; (p. 6460) : régression prévisible de la production charbonnière française ; problème du financement du surcoût du superphénix ; bilan préoccupant d'EDF ; nécessité de distinguer dans les entreprises publiques entre celles qui assurent un service public et celles qui sont dans le secteur concurrentiel ; volonté d'information sur les problèmes nucléaires ; recherche de la diversification des sources d'approvisionnement énergétique ; politique

pétrolière ; nécessité d'adapter la loi de 1928 en raison d'une conjoncture différente ; volonté d'assurer la sécurité de notre approvisionnement pétrolier et de créer des courants commerciaux à double sens avec les pays exportateurs de pétrole ; développement des énergies nouvelles ; création du Commissariat à l'énergie solaire ; (p. 6461) : politique des matières premières, notamment pour les minerais ; intéresser les opérateurs publics à l'action à conduire dans le domaine des minerais ; problèmes de la forêt ; exploitation limitée par les types de propriété et de plantation ; mauvaise organisation de la filière bois ; possibilité de créer de petites papeteries ; problème de l'innovation ; politique industrielle basée sur un bon fonctionnement du marché, une restauration de l'esprit d'entreprise, la réduction des problèmes administratifs ; réalisation d'un musée de l'industrie ; collaboration du secteur bancaire ; place fondamentale des petites et moyennes entreprises dans notre tissu industriel ; (p. 6462) : politiques sectorielles basées sur la défense concurrentielle et l'adaptation concurrentielle-; nécessité de l'interruption de l'exploitation de la mine de Saint-Clair-de-Halouze ; difficultés de Renault-Véhicules industriels dues à la dépression du marché du poids lourd et à la structure de cette entreprise ; phénomène de surproduction dans les entreprises chimiques d'Etat ; effort de rigueur de gestion entrepris à la société Azote et Produits chimiques ; (p. 6463) : difficultés de la société Asturonia de Tonnay-Charente ; solutions apportées à la situation du groupe Boussac ; croissance du chiffre d'affaires du textile français mais nécessité de réduction d'emplois dans ce secteur ; l'innovation, impératif numéro un ; actions en faveur des industries du futur ; importance de la dimension régionale.

Examen des crédits [20 octobre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 6466) : soutient l'amendement n° 235 du Gouvernement : réduction des crédits accordés à l'agence pour les économies d'énergie ; sur les amendements n° 235 du Gouvernement et n° 172 de la commission, excès de crédits relatifs aux investissements actuellement réalisables en matière d'économies d'énergie en raison de la création de la cagnotte pétrolière ; transfert de cent millions de francs à l'aide au développement par l'amendement n° 235 ; (p. 6467) : sur le sous-amendement n° 236 de M. Jean-Pierre Chevènement : affectation d'une part importante des crédits du ministère de l'industrie à la recherche ; (p. 6468) : amendement n° 235 adopté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2225) : problème de l'énergie dominant l'actualité nationale et internationale depuis 1974 ; pessimisme des études prévisionnelles sur la situation de l'offre et de la demande mondiale d'énergie d'ici à l'an 2000 ; (p. 2226) : vulnérabilité de l'approvisionnement pétrolier soulignée par la crise iranienne ; risque de modification dans les mécanismes traditionnels de formation des prix ; nécessaire concertation entre producteurs et consommateurs ; action de la France et de la Communauté européenne ; trois objectifs de la politique énergétique de la France : économiser l'énergie, développer les ressources nationales, diversifier les approvisionnements ; (p. 2227) : limites de la production nationale de charbon et nécessité d'une stratégie charbonnière internationale ; efforts de recherche dans le domaine des énergies nouvelles; pas d'alternative sérieuse à l'énergie nucléaire ; nécessité de tirer les conséquences pour le programme électronucléaire français de l'accident intervenu aux Etats-Unis ; (p. 2228) : causes de la panne d'électricité du 19 décembre 1978 ; (p. 2229) : projet de loi ayant pour but de lever les obstacles administratifs et juridiques au développement de la récupération de la chaleur ; (p. 2230) : titre III du projet complétant les dispositions réglementant la publicité dans le domaine de l'énergie ; (p. 2231) : différence technique entre les centrales nucléaires construites en France et celles des Etats-Unis ; [5 avril 1979] (p. 2324) : nécessité inéluctable du recours au nucléaire ; possibilité de réserver l'usage du pétrole comme carburant et comme matière première pour l'industrie chimique ; (p. 2325) : limitation de la part du nucléaire à 55 % de la production d'électricité française ; complexité des décrets d'application de la loi de 1977 sur les économies d'énergie ; objectif de 35 millions d'économie de tonnes équivalent pétrole d'ici à 1985 ; (p. 2326) : volonté de limiter l'utilisation du chauffage électrique intégré ; intérêt du développement des transports en commun ; intensification du programme de la mer d'Iroise ; prix de revient trop élevé de l'énergie produite à partir du charbon français ; mise en œuvre d'un projet pilote de gazéification ; intérêt du charbon importé ; (p. 2327) : augmentation du seuil de concessibilité des mini-centrales hydrauliques ; influence limitée d'EDF sur les décisions concernant les programmes ; souhaite le rééquilibrage géographique de la production d'électricité, notamment au profit de l'Ouest ; développement de l'énergie solaire ; recherches en cours sur le chauffage solaire ; (p. 2328) : nécessité de mettre en œuvre une conception intégrée de la construction ; recherches sur

la fusion nucléaire ; importance de la politique commune de l'énergie ; irréalisme du traité sur l'Euratom ; le nucléaire, seule source d'énergie permettant de diminuer la dépendance à l'égard du pétrole ; efficacité du système de sécurité des centrales nucléaires françaises ; (p. 2329) : publicité des informations sur l'accident de Harrisburg ; problème de la pénétration de l'information dans le public ; mise en œuvre de la décentralisation sur le plan énergétique ; (p. 2330) : problème des obligations de raccordement ; nécessité d'une assistance technique aux collectivités locales ; maintien du statut actuel d'EDF ; justifie le financement partiel du projet Thermos par le budget de la Communauté européenne ; augmentation des possibilités de financement des collectivités locales pour Rhônalpénergie. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre 1er** (p. 2452) : soulève le problème de l'acceptation des taxes prévues par les amendements n° 32 de la commission et n° 99 de M. Paul Quilès ; (p. 2453) : s'engage à faire étudier la possibilité d'instituer une taxe parafiscale à taux faible et ne frappant pas les consommations d'énergie ayant un sens économique ; (p. 2457) : demande la réserve des amendements n° 33 de la commission, n° 75 de M. Claude Labbé et n° 114 de M. Maurice Andrieux. **Article premier** (p. 2458) : retire l'amendement n° 79 rectifié du Gouvernement : obligations des exploitants dont l'installation développe une puissance supérieure à 3.500 KW ; soutient le sous-amendement n° 81 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 133 de la commission : suppression de la possibilité pour les collectivités locales de demander au ministre de l'industrie de fixer les conditions de livraison de la chaleur ; adopté au scrutin public. **Après l'Article premier** (p. 2460) : soutient l'amendement n° 80 du Gouvernement : obligation d'EDF, dans les dispositions prévues dans l'amendement n° 41 de la commission, de combiner la production d'électricité et de chaleur dans les nouvelles centrales ; retiré ; (p. 2464) : soutient l'amendement n° 116 du Gouvernement : modalités de gestion des centrales électrocalogènes ; adopté ; (p. 2474) : soutient l'amendement n° 82 du Gouvernement : fixation du prix de vente de la chaleur d'EDF grâce à des tarifs à la sortie de chaque unité ; rejeté. **Article 2** (p. 2476) : soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement : suppression de la disposition prévoyant que le classement dans un réseau est prononcé pour une durée déterminée qui ne peut excéder trente ans ; retiré ; nécessité de faire figurer dans le décret de classement la zone de desserte du réseau et les droits et obligations des collectivités locales et des citoyens ; (p. 2477) : intention du Gouvernement de permettre par la procédure du classement la consultation de tous les intéressés. **Article 3** : retire l'amendement n° 84 du Gouvernement : modification ou extension de périmètres de développement prioritaire par décret en Conseil d'Etat. **Article 4** (p. 2479) : soutient l'amendement n° 121 du Gouvernement : obligation de raccordement ; possibilité d'interdire les installations nouvelles d'une puissance supérieure à 120 KW ; devenu sans objet ; [11 avril 1979] : **Après l'Article 8** (p. 2533) : intention du Gouvernement de maintenir tel qu'il est le régime juridique d'EDF et des auto-producteurs d'électricité. **Article 11** (p. 2534) : soutient un amendement du Gouvernement : application du titre 2 aux canalisations transportant des fluides porteurs d'énergie calorifique ou frigorifique susceptibles d'être transférés par échange thermique ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 2535) : clarté des réglementations s'appliquant aux canalisations d'eau, aux oléoducs et aux gazoducs. **Article 12** (p. 2536) : soutient un sous-amendement n° 86 du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission : approbation du tracé par décision administrative ; adopté avec une correction formelle. **Article 14** (p. 2538) : soutient le sous-amendement n° 87 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : procédure de l'enquête parcellaire ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 2539) : soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement : application au stockage souterrain de chaleur de la réglementation applicable aux gîtes géothermiques à basse température ; adopté avec modification ; projet de loi limité à l'énergie calorifique sous forme de chaleur ou de vapeur et ne concernant pas l'énergie nucléaire ; (p. 2540) : inutilité du sous-amendement n° 130 de la commission à l'amendement n° 88 du Gouvernement ; confirme que toutes les opérations visées par le présent projet de loi sont soumises de plein droit à la TVA lorsqu'elles sont réalisées par des personnes morales de droit public ; (p. 2541) : soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement : modification de l'article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974 sur les contrats de chauffage ; adopté ; sur l'amendement n° 23 de la commission : intention du Gouvernement de déposer prochainement un projet de loi réglant le problème de la répartition des gains procurés par les investissements économisant l'énergie ; (p. 2543) : institution d'une nouvelle taxe remplaçant la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; difficultés provoquées par l'application de la priorité donnée à la régénération des huiles usées par rapport à la combustion par l'amendement n° 22 de la commission. **Article 16** (p. 2546) :

retire le sous-amendement n° 90 du Gouvernement à l'amendement n° 25 de la commission : motifs des interdictions de publicité ; [17 avril 1979] : **Avant le Titre premier** *(suite)* (p. 2645) : oppose l'article 41 de la Constitution aux amendements n° 75 de M. Claude Labbé, n° 114 de M. Maurice Andrieux, ainsi qu'aux sous-amendements n^{os} 143, 144 et 145 de Mme Paulette Fost ; [9 mai 1979] : **Avant le Titre premier** *(suite)* (p. 3555) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé qu'il estime inconstitutionnel dans la mesure où il modifie la répartition des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif ; problème de la protection du secret des inventions françaises non résolu par l'amendement n° 75 ; difficulté de trouver six personnes compétentes dans tous les domaines de la politique énergétique ; (p. 3556) : risque de voir l'Assemblée abandonner une partie de ses prérogatives à un comité de technocrates non dotés de mandats démocratiques et irresponsables ; (p. 3559) : importance attachée par le Gouvernement à l'énergie solaire ; augmentation du coût du projet Thémis. **Seconde délibération du projet de loi. Article premier** *bis* (p. 3560) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : conditions de cession de la chaleur produite par les unités thermiques d'EDF déterminées par des tarifs fixant le prix de vente de la chaleur à la sortie de chaque unité ; adopté avec modification ; s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission qui aboutirait à reconstituer un service commercial au sein du ministère de l'industrie faisant double emploi avec le service commercial d'EDF ; (p. 3562) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission ; préparation d'un texte plus détaillé par le ministre chargé du logement.

Deuxième lecture. Discussion générale [22 mai 1980] (p. 1191) : non-prolifération des matières nucléaires ; interdiction de la violation des consignes et règlements de sécurité. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1192) : soutient le sous-amendement n° 9 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission : extension du champ d'application de l'amendement n° 1 ; retiré ; soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement : application de la loi au vol de matières nucléaires destinées à la défense ; adopté. **Article 4** (p. 1193) : soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : violation intentionnelle des règlements de sécurité ; adopté ; (p. 1195) : extension éventuelle des dispositions contractuelles ; maintien du statut d'EDF. **Après l'Article 8** (p. 1197) : soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : amendement de coordination : adopté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15). Deuxième lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1213) : objectifs énergétiques pour la prochaine décennie ; place des énergies nouvelles, de l'énergie hydraulique, du nucléaire, de l'ensemble charbon-gaz et du pétrole ; concours du développement de l'utilisation de la chaleur au redéploiement énergétique ; (p. 1214) : association Promocal ; rôle des collectivités locales dans la mise en valeur des énergies locales ; procédures d'enquête ; micro-centrales électriques ; (p. 1215) : développement de l'énergie charbonnière ; diminution du recours au pétrole ; économies d'énergie ; diversification des sources d'énergie ; (p. 1216) : production nationale d'hydrocarbures ; énergie verte ; capacité de raffinage. **Discussion des articles. Article 15** *ter* (p. 1222) : conventionnement ; jeux des aides publiques. **Article 15** *septies* (p. 1225) : simplification des procédures d'équipement des petites chutes ; dégradation de l'environnement ; application de la loi de nationalisation d'EDF ; limite de la déconcentration aux plus petites des minicentrales ; conditions techniques d'adaptation et de fonctionnement des centrales électriques ; (p. 1226) : conditions de l'autorisation ; problèmes de la répartition de la taxe professionnelle ; raccordement ; droit de préemption du conseil général ; décentralisation et déconcentration. **Article 16** (p. 1232) : crise pétrolière (p. 1233) : dispositif d'encadrement ; nature des sources de chaleur visées par l'amendement n° 22 rectifié de la commission. **Article premier A et Titre premier A** (p. 1235) : pouvoir et moyens d'investigation du Parlement : exemple de l'office technique de l'assessment américain (p. 1236) : contrôle par le Parlement des choix opérés par le Gouvernement ; Plogoff ; équilibre des institutions ; droit du Parlement à l'information ; demande l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, et de l'article 96 du Règlement ; développement technologique complexe ; complexité de l'information ; (p. 1239) : académie des sciences. **Commission mixte paritaire. Discussion des article** [25 juin 1980]. **Article premier** *quater* (p. 2279) : amendement n° 2 du Gouvernement : fixation par le contrat passé entre le producteur d'énergie thermique et l'exploitant du réseau des modalités selon lesquelles la continuité de l'approvisionnement d'un réseau de distribution de la chaleur est assurée ; adopté ; engagement d'EDF et des Charbonnages de France dans la production de chaleur.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires (n° 897). Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3134) : développement de l'énergie nucléaire impli-

quant un développement parallèle de la production et du transport des matières nucléaires ; insuffisance des sanctions actuelles aux infractions à la réglementation des substances vénéneuses ; restriction apportée aux exportations françaises de matières nucléaires ; (p. 3135) : pas de démantèlement du CEA ; (p. 3137) : vote par le Parlement, à chaque débat budgétaire, des crédits correspondants au programme électronucléaire ; fonctionnement de l'usine de La Hague ; (p. 3138) : nécessité de maintenir le principe d'une radioprotection assurée non seulement par l'exploitant mais également par une instance extérieure ; son souci d'une meilleure information sur les problèmes nucléaires ; existence d'une radioactivité naturelle ; information des élus sur les problèmes nucléaires. **Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 3139) : oppose l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 26 de M. Alain Chénard. **Avant l'Article 2** (p. 3140) : sur l'amendement n° 25 rectifié de M. Robert Wagner : négociations engagées en vue de modifier le traité d'Euratom ; (p. 3141) : estime inopportun de préciser qu'une loi serait nécessaire pour assurer une interprétation d'un arrêt de la Cour de Luxembourg ; demande le rejet de l'amendement n° 25 rectifié. **Article 2** (p. 3143) : soutient le sous-amendement n° 29 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de M. Jean Foyer : astreignant les opérateurs étrangers à demander au Gouvernement les mêmes autorisations que les opérateurs français ; adopté ; (p. 3144) : sur les amendements n° 1 de M. Roland Nungesser et n° 6 de M. André Duroméa : incompétence du conseil supérieur de la sûreté nucléaire dans le domaine des matières nucléaires; (p. 3145) : s'oppose au sous-amendement n° 30 de M. Michel Debré à l'amendement n° 5 de M. Jean Foyer : contacts pris par le Gouvernement avec les Gouvernements de la Communauté afin d'entreprendre la révision du traité de l'Euratom ; estime inutile d'exprimer dans une loi un désaccord de la France avec un avis exprimé par une cour internationale. **Après l'Article 2** (p. 3146) : soutient le sous-amendement n° 23 du Gouvernement à l'amendement n° 13 de la commission : étendant aux exportations l'institution de seuils d'exonération ; adopté ; (p. 3147) : soutient le sous-amendement n° 24 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : inapplication du contrôle aux matières nucléaires en cours de transport entre des installations intéressant la défense ; adopté. **Article 4** (p. 3148) : confirme que l'infraction définie à l'article 4 est un délit frappé d'une peine particulièrement sévère. **Article 7** (p. 3148) : soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement : formel ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9359) : atouts industriels de la France : diversité de ses industries ; (p. 9360) : répartition équilibrée des industries françaises ; compétitivité ; déficit de la balance des échanges techniques avec l'extérieur ; assainissement de l'environnement économique par la libération des prix industriels ; l'orientation de l'épargne vers les investissements productifs ; la déconcentration ; importance des augmentations d'effectifs au ministère de l'industrie justifiée par la faiblesse des effectifs initiaux ; importance du développement de l'esprit d'innovation au sein des entreprises ; mesures prises pour la filière bois et la filière cuir ; (p. 9361) : les contrats de développement reposent sur des conventions cadres pluriannuelles ; (p. 9369) : nécessaire neutralité de l'Etat dans les conflits sociaux; (p. 9391) : difficultés de l'information ; justifie la création de postes au ministère de l'industrie ; réalisation en cours du déménagement du ministère de la défense ; (p. 9392) : crise pétrolière ; inutilité de supprimer les courses automobiles ; difficultés des contrôles sur la consommation d'énergie ; caractère limité du recours au nucléaire qui ne représententera que 20 % de l'énergie consommée par la France en 1985 ; récupération des eaux chaudes ; la loi sur la chaleur ; compétence de la direction générale de l'énergie en matière de chaleur ; nécessité de développer la production nationale de pétrole ; (p. 9393) : le charbon bénéficie de près du tiers du crédit du ministère de l'industrie ; prix élevé du charbon français ; difficulté de trouver des mineurs en Lorraine ; la politique charbonnière doit être internationale et prendre en compte les perspectives technologiques du futur ; la liquéfaction du charbon ; problème des mines d'Auvergne ; la reconversion des zones minières ; intérêt de la surrégénération ; poursuite du déroulement du programme de Creys-Malville ; problème du développement de l'électricité hydraulique notamment en Auvergne ; (p. 9394) : poursuite des efforts dans le secteur de la géothermie ; utilité de la bio-masse ; production d'alcool éthylique ; récupération des matières premières ; nécessité de la concertation ; reconquête du marché intérieur ; amélioration du solde commercial ; formes d'intervention de l'Etat ; (p. 9395) : s'interroge sur l'utilité d'une loi d'orientation industrielle ; installation dans les régions de représentants du ministère auprès des industriels ; orientation des aides grâce à la mise en œuvre des contrats de développement ; contrats de dévelopement applicables à des entreprises de taille différente ; aide compensatrice en l'absence de contrat de

développement ; réalisation partielle du système des contrats de programme avec les entreprises publiques; nomination d'un parlementaire en mission pour l'innovation ; office des marques ; rôle de l'agence nationale pour la valorisation de la recherche en faveur des inventeurs isolés ; importance de l'innovation ; (p. 9396) : utilisation du stock de titane et construction de deux usines de titane en France ; mauvaises perspectives de consommation d'acier ; consommation intérieure de vingt et un million de tonnes pour une capacité de production de vingt-neuf millions de tonnes ; bonne santé de l'automobile ; adaptation des constructeurs français aux données nouvelles ; internationalisation des productions ; difficultés de l'industrie du poids lourd ; position compétitive de CII-Honeywell Bull ; adaptation aux mutations technologiques ; (p. 9397) : politique d'achats publics en informatique ; le plan composants français ; justifie le retrait de la CGE de CII-Honeywell Bull ; difficultés de l'industrie textile ne justifiant pas une fermeture des frontières ; l'accord de la commission des communautés avec la Chine ne rentre pas dans le cadre de l'accord multifibres ; problème posé par la concurrence de l'industrie textile américaine ; contrôle des conditions de production en Italie ; institution de déclarations d'importation ; (p. 9398) : rapport Méo et Betolaud sur la filière bois ; importance du secteur agro-alimentaire. **Examen des crédits** [5 novembre 1979] : **Etat C - Titre IV** (p. 9400) : forte augmentation des crédits du Commissariat à l'énergie solaire.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** (n° **1806**). **Troisième lecture. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2273) : sanctions de la violation intentionnelle des règles de sécurité par des personnes physiques ou morales intervenant dans des établissements où sont détenues des matières nucléaires ; problèmes des déchets nucléaires ; droit de grève ; statut des personnels d'EDF ; prétendu démantèlement du CEA. **Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 4** (p. 2274) : statut d'EDF (p. 2275) : responsabilité de la sécurité appartenant à l'exploitant.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3814) : demande à M. Narquin de fournir des preuves concernant l'existence de pots-de-vin (p. 3818) : possibilité pour l'Assemblée de se prononcer sur les crédits inscrits au budget pour le programme nucléaire ; (p. 3832) : nécessité d'assurer l'indépendance énergétique ; (p. 3833) : diversification énergétique ; fis- d'assurer l'indépendance énergétique ; calité pétrolière et provisions pour reconstitution de gisements ; subvention aux charbonnages de France ; promotion de la production nationale de charbon partout où elle est rentable ; crédits destinés à accentuer l'effort technologique d'utilisation du charbon et à accélérer l'inventaire des ressources charbonnières ; poursuite du programme nucléaire ; augmentation des crédits de sûreté nucléaire ; pas de politique du tout-nucléaire ; (p. 3834) : augmentation des crédits pour les économies d'énergie et pour les énergies nouvelles ; vulnérabilité de la France en matière d'approvisionnement de minerais ; programme de stockage stratégique des matières premières et caisse française des matières premières ; renforcement des moyens consacrés à la recherche géologique et minière ; exploitation des nodules polymétalliques et des sources hydrothermales ; regrette l'assimilation entre politique industrielle et aides à l'industrie; (p. 3835) : création d'emplois par l'accroissement de la compétitivité ; aspect bénéfique de la croissance des pays en voie de développement ; danger des fraudes et des détournements de trafic ; concurrence des pays industrialisés, exemple du Japon ; soutien à l'investissement ; aide fiscale à l'investissement ; responsabilité de l'Etat et des entreprises dans la politique industrielle ; impossibilité de supprimer des aides à l'industrie malgré la complexité de l'ensemble ; institution du CODIS : comité d'orientation et de développement des industries stratégiques ; (p. 3836) : effort budgétaire en matière d'informatique, de programme nucléaire et de technologie spatiale ; actions de l'ANVAR : agence pour le développement de l'informatique ; plan informatique et conditions de travail ; lien entre les concepts d'innovation, de liberté d'entreprise et de démocratie.

Réponses aux questions de :

— **Mme Colette Goeuriot** (p. 3839) : politique d'approvisionnement en minerai de fer relevant de la responsabilité des groupes sidérurgiques ; faible compétitivité du minerai lorrain ; indemnité de raccordement ; rôle de l'ATIC : association technique chargée des importations de charbon ; nouvelle politique charbonnière comportant un contrôle par des opérateurs français de ressources à l'étranger ; production d'ardoises.

— **M. Louis Odru** (p. 3840) : difficultés de l'usine de machines-outils Dufour de Montreuil.

— **M. Louis Maisonnat posée par M. Roger Gouhier** (p. 3840) : recherche pétrolière à

l'étranger ; développement de l'emploi en France par les investissements à l'étranger.

— **M. Arthur Paecht** (p. 3841) : programme nucléaire ; objectifs en matière d'énergies nouvelles ; crédits consacrés à l'énergie solaire et à la géothermie ; programme ambitieux en matière de biomasse; programme de centrales thermo-dynamiques solaires Thémis et centrales de Corse ; programme des ressources minières sous-marines ; préparation de demandes d'attribution de zones productives ; problème du ramassage des nodules.

— **M. Abel Thomas** (p. 3842) : élargissement des compétences des Charbonnages de France à une action internationale en matière de charbon ; autorisation accordée aux compagnies pétrolières et à la COGEMA pour investir dans le charbon à l'étranger ; programme technologique pour le développement des usages du charbon.

— **M. Guy Bêche** (p. 3842) : niveau modéré des importations japonaises ; responsabilités des dirigeants des entreprises automobiles.

— **M. Christian Pierret** (p. 3843) : plan d'ensemble destiné à soutenir l'évolution de l'industrie textile ; soutien de l'investissement ; encouragement de la créativité ; soutien à l'exportation ; surveillance des importations et lutte contre les fraudes.

— **M. Jean-Michel Boucheron** (p. 3844) : procédés de ramassage des nodules polymétalliques ; droit de la mer.

— **M. Michel Inschaupé** (p. 3845) : situation de l'industrie de la chaussure et de l'espadrille ; importations en provenance de l'Espagne et de Chine.

— **M. Michel Inschauspé** (p. 3845) : réglementation de l'installation de micro-centrales ; consultation des élus locaux.

— **M. Xavier Hamelin** (p. 3846) : politique de l'énergie et politique industrielle ; tarification de l'électricité ; programme nucléaire français ; révision des modulations de la tarification.

— **M. Jean Jarosz** (p. 3846) : politique du groupe Agache-Willot.

— **M. Pierre Lagourgue** (p. 3847) : création de stocks pétroliers à la Réunion ; géothermie ; utilisation dela canne à sucre et de la bagasse.

— **M. Emmanuel Hamel** (p. 3847) : compétences du CODIS pour encourager la naissance de nouvelles industries et les nouveautés techniques ; (p. 3848) : extension de ces compétences à l'industrie textile ; dispersion des moyens du CODIS dans plusieurs ministères et complexité des procédures.

— **M. Roland Huguet** (p. 3848) : succès du plan de restructuration financière de la sidérurgie adopté en 1978 ; (p. 3849) : nouvelle dégradation de la conjoncture ; recours à un contingentement de la production européenne d'acier ; pas de licenciements supplémentaires.

— **M. Yvon Tondon** (p. 3849) : intérêt pour la Lorraine de l'implantation d'usines automobiles ; industrie de l'électronique.

— **M. Xavier Hamelin** (p. 3850) : taux de pénétration des textiles importés ; distinction entre la concurrence des pays en voie de développement et celle des pays industrialisés ; surveillance des importations et lutte contre les fraudes.

— **M. André Jarrot** (p. 3852) : développement des utilisations du charbon ; préférence nationale impliquant une subvention budgétaire aux charbonnages de France ; gazéification ; programme de constructions de centrales thermiques au charbon ; réserves découvertes dans le gisement de Montceau-les-Mines.

— **M. André Jarrot** (p. 3852) : énergie verte ; cultures énergétiques.

— **M. Jean Bonhomme** (p. 3853) : distillation du topinambour ; nouvelles technologies pour fabriquer de l'alcool à partir de végétaux ; s'oppose à l'adoption de dispositions fiscales particulières.

— **Mme Paulette Fost** (p. 3854) : nécessité d'une présence des compagnies pétrolières françaises à l'étranger ; accord passé en matière de pétrochimie.

— **M. Henri Ferretti** (p. 3854) : importance de la sécurité et de l'approvisionnement en matières premières ; action de la caisse française des matières premières.

— **M. François d'Aubert** (p. 3855) : essor de l'industrie de l'électronique ; plan circuits intégrés ; évolution technique du téléphone ; priorité accordée à l'Ouest.

— **M. Jean Morellon** (p. 3855) : pas de réalisation de forage géothermique en cas de risque pour les richesses thermales.

— **M. Guy Guermeur posée par M. Michel Barnier** (p. 3856) : procédure préalable à l'implantation d'une centrale nucléaire ; enquête publique ; consultation des élus locaux.

— **M. Michel Barnier** (p. 3856) : dégradation du marché des aciers spéciaux ; application des décisions européennes ; (p. 3857) : modernisation d'Ugine-Aciers.

— **M. Auguste Cazalet** (p. 3857) : situation de la machine-outil ; dispersion de l'industrie française ; procédure de mise à l'essai chez les clients des machines-outils ; contrats de croissance ; intervention du CODIS.

— **M. Pierre Weisenhorn** (p. 3860) : réalisation d'une saline pour utiliser les sous-produits des potasses d'Alsace ; pollution du Rhin ; possibilités d'utiliser le sel des mines domaniales des potasses d'Alsace pour la consommation humaine ; doute sur la possibilité de construire un complexe chimique.

— **M. Pierre Weisenhorn** (p. 3860) : situation de l'industrie textile ; stagnation des débouchés nationaux ; concurrence internationale ; pays en voie de développement représentant une faible part des importations ; (p. 3861) : lutte contre les fraudes ; concurrence avec les pays industrialisés dépendant de la compétitivité de nos entreprises et du fonctionnement du système monétaire international ; danger d'une politique de quotas d'importations entre les pays industrialisés.

— **M. Pierre Weisenhorn** (p. 3861) : application de la loi relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur ; centrales électrocalogènes et développement des réseaux de chaleur ; (p. 3862) : colloque sur la chaleur à Paris ; utilisation des rejets des centrales nucléaires pour l'aquaculture et le chauffage des logements, centrale de Nogent-sur-Seine.

— **M. Julien Schvartz** (p. 3862) : réouverture du puits de Sainte-Fontaine ; approvisionnement en coke ; retraite des mineurs de fer ; participation de l'Etat au financement de l'indemnité de raccordement.

— **M. Michel Noir** (p. 3863) : développement de l'industrie des circuits intégrés ; concurrence japonaise.

— **M. Michel Aurillac, posée par M. Philippe Séguin** (p. 3863) : situation préoccupante des entreprises de sous-traitance dans la confection ; (p. 3864) : création d'un fonds de garantie spécial utile aux petites entreprises victimes de restrictions de crédits ; concours du comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE).

— **M. Claude Dhinnin, posée par M. Philippe Séguin** (p. 3864) : application du programme gouvernemental pour renforcer l'industrie du textile et de l'habillement ; prêt du FDES ; prêts participatifs, publics ou privés ; augmentation des ressources du comité interprofessionnel de rénovation des structures industrielles et commerciales de l'industrie textile.

— **M. Philippe Séguin** (p. 3865) : situation de l'entreprise Vincey-Bourget ; contrat d'association défini avec Usinor.

Examen des crédits. Titre VI (p. 3866) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Jean Laurain ; diminution de la consommation d'acier en Europe ; bonnes relations entre les compagnies sidérurgiques et l'IRSID ; s'oppose à la réduction des crédits de l'ANVAR ; (p. 3867) : amendement n° 197 du Gouvernement : inscription au chapitre concernant les interventions dans le domaine de l'énergie d'une dotation affectée à la promotion et au développement du charbon ; adopté. **Après l'Article 45** (p. 3869) : amendement n° 11 du Gouvernement : augmentation des redevances perçues à l'occasion des examens techniques de sûreté nucléaire ; adopté.

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589) [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857),[*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre du conseil supérieur de la mutualité [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi modifiant certaines dispositions du Livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle [29 juin 1978] (p. 3652).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispoitions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-978 du 12 décembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherches pharmaceutiques [15 novembre 1978] (p. 7711).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la Sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [*J.O.* du 1er juillet 1979] (p. 1595).

Rapporteur du projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants, les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1576) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à prévoir pour la société nationale de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de télévision un temps minimum d'antenne permettant la diffusion de messages d'information des associations de donneurs de sang bénévoles (n° 1668) [22 mai 1980] (p. 1242).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à créer un statut professionnel des prothésistes dentaires (n° 1701) [5 juin 1980].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à améliorer le statut et l'emploi des travailleurs temporaires (n° 1762) [12 juin 1980].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° 1167) [26 juin 1980] (p. 1586).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [20 novembre 1980] (p. 4242).

Rapporteur de sa proposition de loi relative au travail occasionnel en agriculture (n° 2004) [4 décembre 1980] (p. 4675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 11) modifiant certaines dispositions du **Livre IX du code du**

travail relatives à la **promotion individuelle,** au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (n° **120**) [20 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 5 de la **loi du 5 juillet 1972** relative au mode d'**élection de certains conseillers régionaux** (n° **224**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 149) modifiant les dispositions de l'article 7 de la **loi n° 60-791** du 2 août 1960 relative à l'**enseignement** et à la **formation professionnelle agricoles** (n° **237**) [18 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 238) relative à l'**intégration dans la fonction publique** de certaines catégories de personnels en fonction auprès des **écoles nationales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° **313**) [1er juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 370) adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture modifiant les dispositions de l'article 7 de la **loi n° 60-791** du 2 août 1960 relative à l'**enseignement** et à la **formation professionnelle agricole** (n° **392**) [15 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 380) modifié par le Sénat modifiant certaines dispositions du **Livre IX du code du travail** relatives à la **promotion individuelle,** au **congé de formation** et à la rémunération des **stagiaires** de la **formation professionnelle** (n° **393**) [15 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du **Livre IX du code du travail** relatives à la **promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **480**) [30 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires cuturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 705) relatif aux **entreprises de travail temporaire** (n° **733**) [29 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relaif à l'**apprentissage artisanal** (n° **818**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 367), tendant à **modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de Président d'université** (n° **1065**) [16 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1109), portant **diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1134**) [14 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1042), relatif à l'**application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** (n° **1172**) [20 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi **portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1271**) [30 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à prévoir pour **la société nationale de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de télévision un temps minimum d'antenne permettant la diffusion de messages d'information des Associations de donneurs de sang bénévoles** (n° **1668**) [25 avril 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1576) étendant aux **femmes** qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les **facilités d'accès aux universités** ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur (n° **1682**) [6 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **statut** professionnel des **prothésistes dentaires** (n° **1701**) [14 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1668) **tendant à prévoir** pour la société nationale de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de télévision **un temps minimum d'antenne** permettant la **diffusion de messages d'information des associations de donneurs de sang bénévoles** (n° **1780**) [5 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1807), portant diverses **dispositions en**

faveur de certaines catégories de femmes et de personnes chargées de famille (n° **1810**) [19 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1824) tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la **loi d'orientation** de l'**enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 (n° **1863**) [26 juin 1980].

— **Proposition de loi** relative au **travail occasionnel** en **agriculture** (n° **2004**) [23 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2053) (n° **2100**) [26 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 998) tendant à à donner la qualité de **« pupilles de la nation »** aux enfants de sapeurs-pompiers morts en service commandé et qui avaient obtenu à titre posthume la médaille d'or pour acte de courage et de dévouement (n° **2120**) [4 décembre 1980].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du Règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur une mission d'information effectuée en **Autriche** du 23 juillet au 1er août 1980 (n° **2243**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Projet d'implantation d'une usine du groupe Hofmann-La-Roche en Ecosse** [8 novembre 1978] (p. 7228) : projet d'implantation en Ecosse d'une usine de vitamine C initialement prévue en France ; versement de subventions françaises par l'entremise de la communauté européenne.

— **Modalités de réunion des conseils d'école** [20 décembre 1978] (p. 9749) : diminution des horaires de classe en raison de la réunion des conseils d'école le samedi prévue par une circulaire du 14 novembre 1978.

— **Enseignement des langues étrangères** [2 mai 1979] (p. 3329) : modifications surprenantes de l'enseignement des langues proposées par le secrétaire d'Etat à l'éducation, privilégiant l'anglais et pénalisant le plurilinguisme.

— **Attribution des prêts résultant de la participation des employeurs à l'effort de construction** [4 juin 1980] (p. 1539) : décret du 5 mars 1980 instituant un plafond de ressources.

— **Subventions à la mutuelle nationale des étudiants de France** [5 novembre 1980] (p. 3573) : aides accordées par la caisse d'assurance maladie à cette mutuelle ; gestion des mutuelles régionales.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17536**) : **Monopole de vente de la potasse d'Alsace** [22 juin 1979] (p. 5543) : nécessité de maintenir le monopole de la société commerciale de la potasse et de l'azote.

— (n° **22460**) : **Contrôle douanier de l'autoroute A 36** [23 novembre 1979] (p. 10678) : mise en service en juillet-août 1980 de l'autoroute A 36 ; retard de la remise en état par la France et l'Allemagne d'une plateforme douanière pour les poids lourds à Ottmarsheim (Haut-Rhin), ce retard obligeant ces véhicules à de longs détours ; proposition de préfinancement des installations provisoires par la chambre de commerce de Mulhouse.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1404) : les progrès des dix dernières années en matière de formation professionnelle ; le rôle bénéfique du Conservatoire national des arts et métiers ; (p. 1405) : les étapes du développement de la formation professionnelle : accords et textes législatifs ; l'avenant de juillet 1976 sur le congé de formation : la nécessité d'en étendre et d'en améliorer le contenu par une loi ; l'extension à tous les salariés du droit au congé énoncé par la loi de 1966 ; la simplification des conditions de rémunération des stagiaires ; les deux chapitres du projet de loi ; la promotion individuelle, la rémunération ; (p. 1406) : la formation professionnelle des agriculteurs. **Discussion des articles** [27 avril 1978]. **Après l'Article premier** (p. 1423) : l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 56 du Gouvernement : typologie des stages de formation ; (p. 1424) : exprime l'avis favorable de la commission au sous-amendement n° 76 de M. Louis Besson.

Article 2 : Articles L 930-1 et L 930-1-1 du code du travail (p. 1425) : son amendement n° 18 : le congé de formation peut avoir pour but de changer de profession, adopté ; (p. 1426) : son amendement n° 19 : possibilité pour le congé de formation d'avoir uniquement une finalité culturelle, repoussé ; son amendement n° 20 : possibilité pour le congé de formation d'avoir pour but l'ouverture à la vie sociale, soutenu par M. Jean Laurain, adopté ; son amendement n° 21 rédactionnel, adopté ; (p. 1427) : sur les amendements n° 1 corrigé de M. Pierre Juquin et n° 62 de M. André Delehedde : repos compensateur lorsque le stage ne s'impute pas ou s'impute partiellement sur le temps de travail ; la charge supplémentaire imposée aux petites entreprises par ces amendements ; [9 mai 1978] (p. 1486) : l'absence d'examen de l'amendement n° 46 de M. Jean Brocard : suppression par la commission de la référence à l'article L 940-2 du code du travail dans l'article L 930-1-1 du code du travail ; son amendement n° 22 : élargissement à la branche professionnelle des conditions de l'ancienneté exigées dans l'article 2 ; adopté ; (p. 1497) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 71 de M. Hubert Voilquin : caractère non consécutif de l'ancienneté de vingt-quatre mois exigée. **Article 3 : Article L 930-1-2 à L 930-1-6 du code du travail** (p. 1487) : le rejet par la commission de l'amendement n° 2 de M. Pierre Juquin : augmentation de 2 à 3 % du pourcentage de travailleurs de l'entreprise pouvant bénéficier simultanément du congé de formation ; le rejet par la commission de l'amendement n° 64 de M. Jacques-Antoine Gau : caractère de droit du congé pour les stages agréés. **Article 4 : Article L 930-1-7 à L 930-1-11 du code du travail** (p. 1488) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction de l'article L 930-1-7, conditions de maintien de la rémunération ; la procédure d'agrément ; les inconvénients du système d'agrément paritaire ; la proposition de la commission de revenir à une procédure d'agrément par l'Etat ; (p. 1489) : le problème de la prise en charge de la rémunération des stages posé dans le sous-amendement n° 3 de M. Pierre Juquin : interdiction de mettre les frais de formation à la charge du salarié ; (p. 1490) : son sous-amendement n° 24 soutenu par M. Delehedde à son amendement n° 23 : agrément de plein droit des stages fournis par les services publics et les associations qui sont agréées par l'autorité de tutelle ; identique au sous-amendement n° 65 rectifié de M. Jacques Antoine Gau ; l'adoption par la commission de ces deux sous-amendements ; sous-amendement n° 24 et amendement n° 23 ; rejetés ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 4 de M. Pierre Juquin : définition par des conventions collectives des personnels d'encadrement ; le rejet par la commission de l'amendement n° 47 de M. Jean Brocard : définition par des conventions collectives des personnels d'encadrement ; (p. 1491) : demande le rejet de l'amendement n° 66 de suppression de M. Jacques-Antoine Gau en raison des nouvelles charges créées pour les entreprises ; son amendement n° 25 : mention des cours de promotion sociale dans l'article L 930-1-10 du code du travail ; adopté. **Article 5 : Article L 930-1-12 du code du travail** (p. 1492) : son amendement formel n° 26, adopté ; le faible nombre de salariés détachés dans des fonctions d'enseignement touchés par l'amendement n° 48 de M. Jean Brocard : suppression d'une disposition relative aux salariés détachés dans des fonctions d'enseignement. **Article 6 : Article L 930-2 du code du travail** (p. 1493) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 53 du Gouvernement : limitation de l'article 6 aux jeunes n'ayant pas de diplômes professionnels ; le caractère restrictif de la rédaction retenue pour l'amendement n° 6 de M. Pierre Juquin : suppression de la condition d'ancienneté dans l'entreprise remplacée par une condition d'activité professionnelle ; son amendement rédactionnel n° 27, devenu sans objet ; s'oppose à la modification de l'amendement n° 6 de M. Pierre Juquin proposée par le Gouvernement ; son amendement n° 28 soutenu par M. Alain Léger : nécessité de l'agrément de l'Etat pour les stages prévus à l'article 6, rejeté ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Jean Brocard : de conséquence de l'amendement n° 46 à l'article 2. **Après l'Article 6** (p. 1494) : le rejet par la commission de l'amendement n° 8 de M. Pierre Juquin : interdiction d'accroître le travail des autres salariés en raison des absences pour congé de formation ; son amendement n° 29 : imputation des dépenses faites pour les divers congés de formation sur le 1 % fixé par la loi de finances de 1978 ; adopté. **Article 9 : Article L 960-3 du code du travail** (p. 1495) : sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Juquin : agrément automatique de l'Etat lorsqu'il y a congé de formation rémunéré ; la création automatique de charges financières pour l'Etat ; le problème de l'article 40 de la Constitution ; son amendement rédactionnel n° 30, adopté ; (p. 1496). **Article L 960-4 du code du travail :** son amendement n° 31 : soumettant les renseignements prévus à l'article L 960-4 aux mêmes conditions que celles existant pour le maintien de la rémunération des salariés en congé de formation ; adopté. **Article L 960-5 du code du travail :** son amendement n° 32 : identique à son amendement n° 31 ; adopté ; son amen-

dement n° 34 : suppression du second alinéa de l'article L 960-5 du code du travail ; adopté. **Article L 960-6 du code du travail :** son amendement n° 35 : explicitation de la condition d'activité professionnelle fixée à l'article L 960-6 du code du travail ; adopté. **Article L 960-8 du code du travail** (p. 1501) : son amendement n° 36 : règles juridiques applicables à tous les fonds d'assurance formation ; le rôle de ces fonds ; accepte le sous-amendement du Gouvernement : suppression de l'agrément obligatoire de l'Etat, à son amendement n° 36 ; adopté avec modification. **Article L 960-9 du code du travail :** son amendement n° 37 : règles applicables aux fonds d'assurance formation destinés aux salariés; adopté avec modification. **Après l'Article L 960-9 du code du travail** (p. 1502) : son amendement n° 38 : création d'un article L 960-10 relatif aux fonds d'assurance formation pour les travailleurs non salariés ; les difficultés financières des fonds d'assurance formation des exploitants agricoles ; l'absence de règles précises d'attribution des concours financiers de l'Etat aux fonds d'assurance formation des chambres de métiers ; les problèmes des chambres de métiers d'Alsace ; les modalités de calcul de la rémunération des travailleurs non salariés en stage ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 1503) : son amendement n° 39 : crédits d'heures rémunérées pour les représentants des travailleurs siégeant dans les instances traitant de la formation professionnelle ; soutenu par M. Alain Léger, repoussé par scrutin public ; (p. 1504) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 54 du Gouvernement : procédure des autorisations d'absence accordées par l'employeur aux salariés s'occupant de formation professionnelle ; son sous-amendement n° 73 : autorisations d'absence pour la participation à des jurys d'examens ; à l'amendement n° 54 du Gouvernement ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 77 de M. Louis Besson : maintien automatique de la rémunération en cas d'autorisations d'absence ; (p. 1505) : le rôle des comités d'entreprise ; s'oppose au droit de veto accordé aux comités d'entreprise par l'amendement n° 14 de M. Pierre Juquin : rôle des comités d'entreprise dans la politique de formation professionnelle ; son amendement n° 40 : pouvoirs des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle ; l'avenant du 9 juillet 1976 ; son accord sur le sous-amendement proposé par le Gouvernement : délai de trois semaines pour la communication des documents par le chef d'entreprise au comité d'entreprise ; repoussé ; son accord sur l'amendement n° 55 du Gouvernement : pouvoirs des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle sous-amendé par le Gouvernement ; (p. 1506) : sur l'amendement n° 15 de M. Pierre Juquin : fixation à 2 % de la contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle, l'obligation créée par la loi de finances de maintenir le taux de participation des entreprises à 1 % ; son opposition à l'amendement n° 16 de M. Pierre Juquin : conclusion des stages pratiques en entreprises par des contrats d'embauche définitive ; le maintien des stagiaires placés en entreprises dans 95 % des cas ; (p. 1507) : le rejet par la commission de l'amendement n° 17 de M. Jack Ralite : prise en compte de la formation acquise par le salarié pour sa classification et son salaire ; le problème de la reconnaissance des diplômes de qualification. **Article 10** : son amendement de codification n° 41, adopté. **Article 11** : ses amendements de coordination n° 42 et 43 ; adoptés ; son amendement n° 44 : soumission des décrets d'application à la délégation permanente du Conseil national de la formation professionnelle ; adopté. **Article 13** (p. 1508) : son amendement formel n° 45 ; adopté. **Article 4,** seconde délibération. **Article L 930-1-7 du code du travail :** son amendement n° 1 : modification de la procédure d'agrément et modalités de la rémunération des salariés stagiaires ; les insuffisances du projet de loi ; le problème de la continuité de la rémunération des salariés en congé de formation ; les dangers représentés par le recours systématique aux partenaires sociaux pour la procédure d'agrément ; adopté. **Article L 930-1-8 du code du travail** (p. 1509) : son sous-amendement n° 3 : limitation des charges incombant aux employeurs occupant moins de dix salariés à l'amendement n° 2 du Gouvernement : rétablissement de l'article L. 930-1-8 du code du travail ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3159) : modifications apportées par le Sénat : nouveau classement des divers types de stages, substitution du mot « actions » au mot « stages » pouvant mettre en cause la qualité de la formation professionnelle ; (p. 3160) : retour aux termes de l'avenant de 1976 pour la définition des cadres et du personnel d'encadrement ; dispositions nouvelles concernant le régime des salariés en congés d'enseignement ; introduction d'une procédure d'agrément à l'article 6 ; transfert de la procédure d'agrément à l'article 8 ; définition plus précise du statut des fonds d'assurance formation ; principe du maintien du salaire en cours d'absence pour les salariés siégeant dans un organisme traitant de problèmes de formation ; couverture sociale des salariés délégués dans les conseils ; comités ou commissions de formation. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3161) : son

amendement n° 34 ; réservé ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : substitution du mot « stages » au mots « actions » dans l'article premier A ; adopté ; son amendement n° 34 : existence d'actions de formation autres que les stages; rejeté ; amendement n° 7 de la commission : suppression du mot « acquisition » dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 900-2 ; adopté ; amendement n° 8 de la commission soutenu par M. André Delehedde : faisant de la prise en charge de responsabilités accrues dans la vie associative un des objectifs de la formation professionnelle ; adopté ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 28 de M. Louis Besson. **Article 2** (p. 3162) : amendement n° 9 de la commission : accès plus facile aux stages à dominante culturelle ; rejeté ; (p. 3163) : soutient l'amendement rédactionnel n° 10 de la commission ; adopté ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 29 de M. André Delehedde ; soutient l'amendement n° 11 de la commission : possibilité d'acorder un congé à un salarié pour lui permettre de préparer un examen ; impossibilité de retirer un amendement adopté par la commission ; adopté. **Article 4** (p. 3164) : mauvaise définition de la notion d'encadrement ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement ; amendement rédactionnel de la commission ; adopté ; (p. 3165) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 30 de M. Jacques-Antoine Gau ; absence d'examen par la commission de l'amendement n° 37 du Gouvernement ; émet personnellement un avis favorable à cet amendement ; déclare sans objet l'amendement n° 13 rédactionnel de la commission ; (p. 3166) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 35 : suppression de la référence aux deux premières années de présence dans la branche professionnelle dans l'article L 930-2 du code du travail ; retiré ; soutient l'amendement n° 14 de la commission : droit des jeunes salariés visé par l'article L 930-2 du code du travail à des stages du type de ceux définis à l'article 900-2 ; adopté ; amendement n° 15 rédactionnel de la commission ; adopté. **Article 6** *bis* (p. 3167) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 3 corrigé du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 16 de la commission : rendant automatique l'imputation prévue par l'article 6 *bis* ; adopté. **Article 8** : soutient l'amendement n° 17 de la commission : conditions de l'association des partenaires sociaux à la procédure d'agrément des stages de plus de 160 heures ; (p. 3168) : amendement n° 18 de la commission soutenu par M. André Delehedde : agrément prioritaire des stages proposés par les établissements publics d'éducation ou de formation ; adopté. **Article 9** (p. 3169) : soutient l'amendement n° 19 de la commission : modalités de la participation de l'Etat à la rémunération du personnel d'encadrement bénéficiant des dispositions de l'article L 930-17 du code du travail; adopté ; amendement formel n° 20 de la commission ; adopté ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement ; soutient et accepte de rectifier le sous-amendement n° 26 formel de la commission ; adopté ; (p. 3170) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 27 du Gouvernement ; amendement n° 22 formel de la commission ; adopté. **Article 9** *bis* **A** : soutient l'amendement n° 23 de la commission : suppression de l'article 9 *bis* A ; adopté. **Article 9** *bis* (p. 3171) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. **Article 9** *ter* **A** : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 32 du Gouvernement ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 33 du Gouvernement ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 38 du Gouvernement. **Article 9** *ter* : amendement n° 25 de la commission : communication sur leur demande aux délégués syndicaux des documents d'information fournis aux comités d'entreprise ; adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signée à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1799) : la gravité de la pollution saline et chimique du Rhin ; les deux accords signés en 1976 en matière de pollution chimique et saline ; les dangers de la solution retenue par la convention de Bonn ; (p. 1800) : le financement de la mise en œuvre de la convention ; l'incomplète information du Parlement et des élus locaux ; les dangers de l'injection en territoire français des saumures prévue par la convention de Bonn ; les autres solutions possibles au problème des résidus salés ; le maintien nécessaire de l'activité des mines de potasse d'Alsace ; les efforts des mines de potasse d'Alsace en matière de lutte contre la pollution ; (p. 1801) : réserve son vote sur l'approbation de la convention de Bonn.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2009) : progrès accomplis dans la couverture sociale ; (p. 2010) : problème du financement de la sécurité sociale et contrôle des dépenses ; incidence sur les prix de journée de l'obligation pour les hôpitaux d'aménager un service d'accueil et de réception des urgences et d'accorder une indemnité de sujétion spéciale ; effets de la généralisation de la sécurité sociale

sur l'aide sociale ; extension du tiers payant à certaines catégories ; raisons du maintien du régime local des départements du Rhin et de la Moselle.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° 147), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [25 mai 1978] (p. 2045) : principe de la liberté de l'enseignement ; (p. 2046) : primauté du rôle de la famille dans l'éducation ; annulation pour des raisons de procédure de la proposition Guermeur par le Conseil constitutionnel ; situation actuelle de l'enseignement agricole privé : 75.192 élèves répartis entre trois grandes fédérations nationales, résultats de l'enseignement privé inférieurs à ceux de l'enseignement public en raison de l'insuffisance des crédits de fonctionnement, de l'infériorité du taux d'encadrement et de la valeur professionnelle d'une partie du personnel enseignant ; aide de l'Etat à l'enseignement privé ; 25,1 % des crédits de fonctionnement pour 60 % des effectifs de l'enseignement agricole, 13,6 % pour les crédits d'équipement ; la proposition de loi Guermeur ; répartition de trois cents millions de francs sur cinq ans ; (p. 2047) : annulation par le Conseil constitutionnel de la proposition Guermeur en vertu de l'article 40 de la Constitution ; modifications apportées au texte du Gouvernement par le Sénat : réintroduction du principe de parité et d'automatisme dans le calcul de l'aide financière ; contrôle financier et pédagogique de l'Etat ; reconnaissance du rôle des organisations représentatives ; souhaite l'inclusion dans les frais de fonctionnement de la rémunération des personnels ; extension des dispositions du projet aux DOM-TOM par décret. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2061) : avis favorable de la commission aux amendements n°s 9, 10, 11 et 13 de M. Guermeur ; (p. 2062) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : champ d'application des conventions passées entre le ministre de l'agriculture et les organisations représentatives de l'enseignement agricole privé ; adopté ; (p. 2064) : son amendement n° 14 au texte proposé pour l'article 7 *bis* de la loi du 2 août 1960 : étendue de l'aide de l'Etat accordée aux établissements reconnus ; nécessité de tenir compte dans le calcul de l'aide de l'Etat de l'ensemble des frais de fonctionnement des établissements au sens large ; retiré ; se rallie à l'amendement n° 12 de M. Guermeur. **Article 2** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée à propos de l'amendement n° 3 de la commission : obligation pour le Gouvernement d'inscrire chaque année dans la loi de finances les mesures d'aide financière prévue pour l'application de la loi ; rejeté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : obligation pour le Gouvernement de déposer chaque année un rapport sur l'application de la loi ; adopté. **Article 3** : soutient l'amendement n° 5 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3141) : modification apportée au texte par le Sénat ; dualité, reconnaissance, agrément : rétablissement de deux stades successifs dans l'aide financière de l'Etat ; distinction entre l'aide financière aux établissements reconnus, aux établissements agréés, aux établissements actuellement reconnus ; complexité de ce système ; problème de l'aide foncière ; (p. 3142) : absence de définition des dépenses de formation du personnel ; amendements adoptés par la commission. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier** (p. 3156) : amendement n° 3 de la commission : simplification du mécanisme d'aide financière de l'Etat aux établissements privés ; adopté; amendement n°s 5 et 6 ; adoptés. **Titre** (p. 3158) : amendement n° 7 de la commission : modification du titre résultant des votes précédents ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [28 juin 1978] (p. 3593) : adoption par la commission mixte paritaire du texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° 249). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2526) : augmentation de 4,75 % du nombre des demandes d'emploi d'avril 1977 à avril 1978 ; risque d'une brutale aggravation du chômage en septembre 1978 ; insuffisance du nouveau pacte national pour l'emploi par rapport à celui de 1977 ; 19.000 demandeurs d'emploi en Alsace ; insuffisance de la collaboration entre les services de l'agence nationale pour l'emploi et les employeurs ; dommages causés à l'économie française par la concurrence de pays à bas salaires ; résultat satisfaisant du premier pacte national pour l'emploi ; s'oppose à la nouvelle définition de l'âge minimum d'embauche (18 ans au lieu de 16) éliminant les jeunes qui ont bénéficié de trois ans de formation sans obtenir de diplôme ; insuffisance des crédits des centres de formation ; (p. 2527) : regrette que la prise en charge par l'Etat ne couvre plus que 50 % des cotisations sociales et ne porte plus sur la totalité de la période du contrat d'apprentissage ; regrette que les stages pratiques en entreprise soient réservés aux activités de caractère manuel ; regrette la réduction de la durée des stages passant de 6 et 8 mois à 4 mois ; problème

de la durée minimale d'emploi des salariés embauchés à l'issue du premier pacte ; nouveau partage des responsabilités financières dans le deuxième pacte pour l'emploi exigeant un effort accru de la part des employeurs et permettant à l'Etat de réduire sa participation ; nécessité d'une relance économique; (p. 2528) : problème de la reconversion de certains travailleurs. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2540) : non-aplication du projet aux jeunes de 16 à 18 ans ; possibilités d'appliquer à 16 ans la limite d'âge pour les titulaires des diplômes de l'enseignement technologique ; (p. 2541) : obligation faite aux entreprises d'augmenter les effectifs pour bénéficier des dispositions ; diminution de la durée des stages ; (p. 2543) : son interprétation de l'amendement n° 45 du Gouvernement ; son accord sur l'interprétation de l'amendement n° 45 du Gouvernement donnée par M. Robert Boulin. **Article 2** (p. 2546) : mesures prises par le premier pacte pour l'emploi pour l'apprentissage ; nécessité d'une amélioration des conditions d'exonération. **Article 3** (p. 2548) : problème financier soulevé par l'article 3 : versement au Trésor de 0,2 % de la taxe sur la formation professionnelle ; (p. 2549) : problèmes des stages pratiques, insuffisance de leur durée. **Explications de vote** (p. 2554) : vote du groupe RPR favorable au projet.

— **Proposition de loi relative à l'intégration dans la fonction publique de certaines catégories de personnels en fonction auprès des écoles normales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° **238**), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3642) : création de deux écoles nationales publiques en remplacement de l'école de chimie de Mulhouse et de l'école des industries textiles de Mulhouse ; conditions de nomination et de titularisation des personnels à temps complet de ces écoles.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 512-8 du code du travail** (p. 5621) : son amendement n° 255 : bases de l'encadrement ; sans objet. **Article L 513-1 du code du travail** (p. 5627) : sur l'amendement n° 56 de la commission et l'amendement n° 259 de la commission saisie pour avis : existence d'une différence entre les cadres et les autres salariés ; multiples définitions des cadres. **Article L 514-1 du code du travail** (p. 5659) : soutient l'amendement n° 245 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; rémunération par l'employeur des absences autorisées pour l'exercice des fonctions de conseil de prud'hommes et imputation de cette rémunération sur le 1 % patronal versé au titre de la formation professionnelle ; adopté ; (p. 5660) : soutient l'amendement n° 249 rectifié de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : autorisation du licenciement d'un ancien conseiller prud'homme par décision du bureau de jugement ; adopté ; (p. 5661). **Article L 51-11-1 du code du travail** (p. 5673) : demande la mise en place d'une commission chargée de trouver un compromis entre le contenu du projet et le caractère spécifique de la législation applicable en Alsace et en Moselle ; souhaite que la présidence des conseils de prud'hommes reste assurée par un juge dans ces départements. **Explications de vote** (p. 5685) : maintien de la parité ; effort fait par l'Etat pour le financement ; vote favorable du RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Première lecture. Examen des crédits [18 octobre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 6282) : demande le respect de la loi sur la réforme de l'architecture malgré le transfert de l'architecture au ministère de l'environnement ; importance des associations régionales et départementales d'animation musicale.

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6510) : indemnisation des militaires internés en Suisse ; détermination des droits des internés de Tambow ; octroi de la carte de combattant aux militaires de la guerre de 1939-1940 internés en Suisse ; droits des anciens membres des FFI du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; nécessité d'augmenter l'indice de référence pour le calcul des allocations versées aux aveugles de guerre et à leurs veuves.

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6631) : budget manifestant la volonté des pouvoirs publics d'intégrer la dimension qualitative dans l'action quotidienne de l'administration ; principaux aspects d'une politique de l'eau ; eau, principal facteur d'avenir du développement économique de l'Alsace ; conséquences désastreuses d'une pollution éventuelle de la nappe phréatique d'Alsace ; insuffisance de l'effort entrepris pour prévenir la pollution des eaux souterraines ; bilan positif de l'action des agences de bassin ; performance décevante des ouvrages d'épuration ; problème du financement des parcs naturels ; (p. 6632) : importance de la récupération des déchets dans le cadre européen.

Travail et santé. — II. **Travail et participation.** — **Formation professionnelle. Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6762) : réalisme de la politique française en matière d'immigration ; nécessité du renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine ; (p. 6763) : diminution de la contribution des employeurs à l'effort de construction affecté aux logements des travailleurs migrants ; nécessaire réforme d'ensemble des foyers d'immigrés ; déficit des foyers ; problème de l'alphabétisation et de l'apprentissage linguistique ; disparition de l'association pour l'enseignement des étrangers ; augmentation des crédits consacrés à la formation professionnelle ; augmentation du nombre des apprentis ; développement des centres de formation d'apprentis CFA ; succès des contrats d'emploi-formation du pacte national pour l'emploi ; défaillance des entreprises de travail temporaire ; (p. 6764) : absence d'incitation au travail dans le système actuel d'indemnisation du chômage.

I. **Section commune.** — III. **Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6853) : conditions d'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés ; difficultés de fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel ; insuffisance du nombre de centres d'aide par le travail et d'ateliers protégés ; (p. 6854) : difficultés des demandeurs d'emploi handicapés ; effort insuffisant des collectivités et de l'Etat patron pour embaucher des handicapés ; souhaite le maintien du régime local de sécurité sociale en Alsace et en Moselle ; perspective préoccupante de la sécurité sociale.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7487) : accroissement des dépenses de personnel ; diminution des crédits d'équipement ; absence de dotation pour la mise en place des enseignements technologiques et techniques en classe de quatrième ; poursuite de l'effort de préscolarisation ; création dans les écoles maternelles de groupes d'aide psycho-pédagogique ; efforts accomplis pour absorber l'auxiliariat ; (p. 7488) : situation défavorisée des professeurs techniques de lycée ; nombre insuffisant des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; indemnisation insuffisante des directeurs et directrices des écoles maternelles et élémentaires ; neutralité nécessaire de l'école ; réforme de la formation des enseignants ; place de l'apprentissage dans la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement ; nécessité de développer l'apprentissage et l'enseignement en alternance.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7600) : effort consenti pour les équipements sportifs ; non-respect des normes prévues dans le VII[e] Plan ; s'interroge sur la nature de la politique des heures supplémentaires ; avenir des services d'associations sportives ; suppression de postes dans les centres d'éducation physique spécialisés ; (p. 7601) : réduction des heures forfaitaires pour l'animation de l'association sportive scolaire et universitaire ; nécessité d'accroître l'aide à l'office franco-allemand. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Après l'Article 79** (p. 8026) : soutient l'amendement n° 340 de M. Lucien Neuwirth : organisation de concours de pronostics sur les compétitions sportives et prélèvement de 20 % sur le montant des mises engagées ; rejeté au scrutin public.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7752) : problème de la construction du restaurant d'université d'Illkirch ; nécessité de nouveaux locaux pour l'université de Mulhouse ; insuffisance des relations entre l'université et l'économie ; problème de la création d'une licence d'archiviste ; souhaite obtenir des renseignements sur la gestion de la société des étudiants mutualistes SEM et de la mutuelle nationale des étudiants de France MNEF.

Economie et budget. — I. **Charges communes. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7944) : demande la rectification d'un tableau fourni à la commission de la production et des échanges et concernant les impôts et taxes payés par les entreprises nationales.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture** [5 décembre 1978]. **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8852) : vote favorable du groupe R.P.R.

— **Projet de loi relatif aux entreprises de travail temporaire** (n° **705**), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8852) : caractère indispensable du travail temporaire dans le système économique actuel ; projet exigeant des entreprises de travail temporaire une garantie financière des salaires et charges sociales dont elles sont redevables ; importance du travail temporaire employant 130.000 intérimaires par jour ; (p. 8853) : définition des modalités de recouvrement des sommes dues aux salariés ou aux organismes sociaux par le décret du 13 mars 1973 ; substitution de l'entreprise utilisatrice à la société défail-

lante; mise en place de systèmes de garanties par le décret du 13 mars 1973 : substitution par la profession : la SOCAMET : société de caution mutuelle des entreprises de travail temporaire, et l'ASCOBATT : association de caution bancaire pour les entreprises de travail temporaire ; principe de l'obligation du cautionnement ; amendement rédactionnel de la commission rétablissant l'ordre des priorités entre l'intervention de l'établissement gérant et celle de l'entreprise utilisatrice ; imprécision du projet sur l'origine et le montant de la caution exigée et sur le mode de calcul de la caution exigée et sur son mode de calcul ; nécessité de fixer un minimum pour la caution de 8 % du chiffre d'affaires ; travail temporaire ; subrogation de l'organisme assurant la garantie financière dans les droits des salariés et des organismes sociaux ; impossibilité de se retourner contre l'entreprise utilisatrice ; (p. 8854) : article nouveau proposé par la commission ; garantie du pluralisme des établissements habilités à donner la caution, base de calcul de la caution. **Discussion des articles** [5 décembre 1978] : **Article premier** (p. 8857) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : rétablissement de l'ordre des priorités entre l'organisme de caution, garant principal, et l'entreprise utilisatrice n'intervenant qu'à titre subsidiaire ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 8858) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : pluralisme des établissements habilités à donner caution, adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : garanties financières proportionnelles au chiffre d'affaires, adopté avec modification ; (p. 8859) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 3 de la commission : minimum des garanties financières fixé annuellement, adopté ; demande au Gouvernement d'accepter l'indexation sur les salaires moyens annuels. **Après l'Article 2** : soutient l'amendement n° 4 de la commission : article additionnel tendant à réévaluer les amendes prévues par l'article L. 152-2 du code du travail, adopté ; son amendement n° 18 : entrée en vigueur de la loi au plus tard le 1er janvier 1980, adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives n° 735 et 749. Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978] seconde lettre rectificative. **Article adidtionnel 10** (p. 9000) : soutient l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Delalande : suppression de l'exonération de TVA pour les commissions, agios et intérêts payés ; amendement n° 46 rejeté (p. 9001).

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° 710). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9205) : effort de l'apprentissage ; (p. 9206) : engagement d'une campagne de découverte des métiers dans le département du Haut-Rhin ; souhaite l'harmonisation de la durée de l'apprentissage et la fixation à quinze ans de l'âge d'entrée en apprentissage; financement des centres de formation ; possibilité de financement complémentaire des CFA ; insuffisance du nombre des CFA publics ; nécessité de renforcer les moyens destinés à faciliter l'accueil des apprentis dans les CFA ; institution d'une carte « étudiant en apprentissage » ; situation défavorisée des apprentis pour le régime des allocations familiales ; insuffisance du salaire minimal des apprentis ; (p. 9207) : différence dans les possibilités d'accès à la formation continue entre les petites et les grandes entreprises ; problème du financement de la formation dans les petites entreprises ; nécessité de perfectionner la formation des maîtres d'apprentissage ; son amendement tendant à faire bénéficier les entreprises artisanales de la deuxième section des avantages du projet déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 ; nécessité de simplifier le processus de recouvrement des cotisations forfaitaires des apprentis. **Discussion des articles** [11 décembre 1978] : **Article premier** (p. 9211) : son amendement n° 24 : cotisations forfaitaires de l'apprenti payables au cours du premier mois de chaque année d'apprentissage ; rejeté. **Titre** (p. 9220) : son amendement n° 25 (suppression du mot « artisanal » dans le titre), adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9761) : suppression de la cotisation forfaitaire pour les apprentis et possibilité pour les entreprises de dix salariés de bénéficier de l'exonération de cotisations sociales ; suppression de dispositions qui auraient permis de faire travailler les apprentis dès quatre heures du matin ; (p. 9762) : possibilité pour l'inspection du travail d'accorder éventuellement des dérogations pour certaines professions : exemple de la boulangerie, problème complexe des mousses et des novices ; problème du droit aux prestations sociales des apprentis exonérés de cotisations.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5027) : aggravation constante de la situation énergétique ; (p. 5028) : nécessité de relancer la production charbonnière française et d'utiliser le bois et la géothermie ; insuffisance des économies d'énergie ; succès de l'Allemagne dans la lutte contre le chômage ; problème de l'emploi des femmes ; (p. 5029) : nécessité de maîtriser la pro-

gression des dépenses sociales et en particulier des dépenses hospitalières.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 1109). Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5280) : diminution du chômage aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale ; progression en France ; insuffisance de la formation professionnelle des jeunes ; augmentation du nombre de jeunes de moins de vingt-cinq ans à la recherche d'un premier emploi ; niveau modeste des offres d'emplois ; (p. 5281) : bilan des deux premiers pactes nationaux pour l'emploi ; crédits insuffisants du troisième pacte national ; contenu du projet ; exonération de charges sociales pour les apprentis, allégement des charges lorsque les apprentis fréquentent les CFA ; mesures en faveur des femmes seules, relance des stages pratiques ; mesures d'ordre réglementaire ne figurant pas dans le projet : aide au développement des contrats emploi-formation dans le secteur de l'artisanat, prime à l'embauche du premier salarié, prime pour les employeurs embauchant des personnes âgées de plus de quarante-cinq ans et étant au chômage depuis plus d'un an ; problème du délai du dépôt de la demande d'exonération des cotisations ; (p. 5282) : absence de statut pour les bénéficiaires de stages pratiques ; danger d'une politique d'assistance aux entreprises. **Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article premier** (p. 5345) : difficultés suscitées par les délais prévus pour les demandes d'exonération des cotisations sociales ; amendement n° 20 de la commission soutenu par M. André Delehedde : suppression de la condition afférente au service national actif ; adopté ; (p. 5346) : soutient l'amendement n° 21 de la commission: tendant à éviter que, par le biais de licenciements en 1982 consécutifs à des embauches intervenues en 1981 la prise en charge de cotisations sociales ne bénéficie à des entreprises dont l'effectif global aurait diminué ; adopté ; amendement n° 22 de la commission, soutenu par M. André Delehedde : excluant du bénéfice de la loi les employeurs qui ont embauché moins de la moitié des jeunes employés dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977 et de celle du 6 juillet 1978 ; rejeté ; difficultés d'application des amendements n° 22 de la commission et n° 4 corrigé de M. André Delehedde ; déclare sans objet son amendement n° 42. **Après l'Article premier** (p. 5348) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : tendant à appliquer à toute personne embauchée à la suite d'un licenciement pour cause économique une exonération des cotisations sociales identique à celle qui est prévue en faveur des jeunes ; rejeté. **Article 3** (p. 5350) : soutient l'amendement n° 24 de la commission : tendant à remplacer ultérieurement les stages pratiques par la formation en alternance ; rejeté ; (p. 5351) : soutient son amendement n° 51 : formel ; adopté ; amendement n° 25 de la commission soutenu par M. André Delehedde : versement aux bénéficaires de stages pratiques d'une indemnité au moins égale au SMIC ; rejeté ; amendement n° 26 de la commission : possibilité pour les employeurs de verser des compléments de rémunération aux stagiaires ; adopté ; (p. 5352) : soutient l'amendement n° 27 de la commission : prise en compte des conditions dans lesquelles se sont déroulés et conclus les stages précédents pour l'habilitation des employeurs ; adopté ; soutient l'amendement n° 28 de la commission : interdisant d'accorder l'habilitation aux employeurs qui ont procédé à un licenciement pour cause économique dans les douze mois précédant la demande ou qui ont fait l'objet d'une condamnation pour infraction grave à la législation du travail ; adopté avec modification ; soutient son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 13 de M. André Delehedde : rédactionnel ; devient sans objet. **Article 4** (p. 5353) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : rédactionnel ; adopté avec modification. **Article 5** (p. 5356) : soutient l'amendement n° 31 de la commission : formel ; adopté ; demande pour les petites entreprises le maintien du rythme trimestriel de la déclaration relative au versement des cotisations de maladie et maternité ; regrette que l'art. 40 de la Constitution ait été opposé à un amendement allant dans ce sens. **Après l'Article 5** : s'oppose en son nom personnel et au nom de la commission unanime à l'amendement n° 57 de M. Jean Brocard qui porte atteinte à la législation du travail. **Article 7** (p. 5360) : soutient l'amendement n° 33 de la commission : suppression de l'article 7 ; retiré ; souhaite obtenir des précisions sur la fraction de la taxe d'apprentissage qui doit être versée à un fonds de péréquation ; (p. 5362) : soutient son amendement n° 43 : tendant à ce que le prélèvement prévu à l'article 7 ne s'effectue pas aux dépens des CFA ; retiré ; soutient son amendement n° 44 : précisant que le fonds prévu à l'article 7 sera géré au plan national ; adopté ; soutient son amendement n° 45 (limitant à 0,05 % des salaires retenus pour le calcul de la taxe d'apprentissage la fraction définie à l'article 7 ; adopté avec modification ; (p. 5363) : soutient son amendement n° 52 ; supprimant la disposition selon laquelle le versement prévu à l'article 7 vient en déduction du montant dû au titre de la taxe d'apprentissage ; adopté ; (p. 5364) : son amendement n° 46 soutenu par M. Jean Briane : simplification des procédures de constitution du fonds prévu à l'article 7 ;

adopté ; soutient son amendement n° 53 : conditions d'entrée en vigueur de la compensation créée par l'article 7 ; adopté avec une correction formelle ; soutient son amendement n° 47 : formel ; devient sans objet. **Après l'Article 7** (p. 5365) : soutient l'amendement n° 34 de la commission : présentation en 1980, 1982 d'un rapport du Gouvernement au Parlement sur l'emploi des jeunes ; adopté. **Explications de vote** : demande la simplification des documents à fournir par les petites entreprises lors de la signature de contrats emploi-formation. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5920) : demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la CMP. **Explications de vote** [30 juin 1979] (p. 5922) : ambiguïté de la rédaction de l'article 7 ; souhaite connaître la politique du Gouvernement en matière d'incitation aux entreprises pour les actions de formation.

— **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** (n° **1042**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5606) : projet ayant pour objet de rendre applicable aux salariés agricoles, aux employés de maison, concierges, gardiennes d'immeubles, assistantes maternelles, un certain nombre de dispositions relatives au bulletin de paie, aux congés payés et aux congés pour événements familiaux ; (p. 5607) : problème de la durée hebdomadaire du travail en agriculture qui reste fixée à cinquante-sept heures ; avis favorable de la commission. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Article 3** (p. 5611) : soutient l'amendement n° 1 de la commission et l'amendement n° 8 identique de M. Pierre Girardot : suppression du paragraphe IV de l'article 3 : inapplication des dispositions relatives aux caisses de congés payés aux salariés agricoles ; adoptés. **Article 5** (p. 5612) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 7** : soutient l'amendement n° 3 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 8** : soutient l'amendement n° 4 de la commission : faisant bénéficier de congés pour événements familiaux toutes les assistantes maternelles et non pas seulement celles qui sont employées par des personnes morales de droit privé ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 5613) : soutient son amendement n° 5 : réduction de la durée maximale du travail en agriculture ; retiré ; repris par M. Pierre Girardot et rejeté.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [26 juin 1979]. **Article unique** (p. 5663) : demande un scrutin public sur l'ensemble de la proposition au nom du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8736) : complémentarité de l'appareil éducatif et de la formation permanente ; place trop réduite faite à l'histoire dans les programmes scolaires ; priorité accordée à l'enseignement technologique ne se traduisant pas dans le budget ; suppression de 2.000 postes de surveillants. **Examen des crédits** [22 octobre 1979. **Etat C - Titre V** (p. 8753) : soutient l'amendement n° 296 de la commission des affaires culturelles : diminution des autorisations de programmes et des crédits de paiement pour favoriser l'éducation manuelle et technique ; rejeté ; souhaite que le Gouvernement opère des retenues correspondantes aux grèves.

Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8944) : proteste contre la présentation des budgets par les rapporteurs de l'opposition ; situation des immigrés, des réfugiés ; participation des employeurs à l'effort de construction ; demande un récapitulatif détaillé de l'utilisation du 1 % logement ; le règlement du conflit des loyers dans les foyers ; situation préoccupante de la SONACOTRA ; utilisation des crédits du fonds d'action sociale : FAS ; nombre de bénéficiaires de la préretraite des immigrés ; (p. 8945) : augmentation des crédits prévus pour l'aide au retour ; s'élève contre l'octroi de l'aide aux ressortissants du Portugal et de l'Espagne en raison de leur entrée dans le Marché commun et de la libre circulation qui en est la conséquence ; nécessité de contrôler l'hébergement collectif ; effort accompli pour accueillir les réfugiés indochinois ; diminution du chômage en RFA ; coordination nécessaire du ministère de l'éducation et du travail pour la formation ; augmentation de 40 % des crédits de l'apprentissage ; nécessité de revoir le salaire des apprentis ; la gestion des CFA ; nécessité d'un contrôle de la pédagogie dans le domaine de l'apprentissage ; les crédits du CNAM : Conservatoire national des arts et métiers ; fonctionnement de l'AFPA ; avenir des ACEP : actions collectives de l'éducation permanente ; la réforme de l'ANPE ; (p. 8946) : bons résultats de la formule contrat-emploi-formation. **Examen des crédits** [25 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV**

(p. 8969) : existence de deux problèmes en matière de formation professionnelle : le problème du contrôle et le problème du statut du personnel chargé du contrôle.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10072) : proteste contre la manière dont a été présenté le rapport de M. Alain Léger, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; (p. 10113) : problème de l'application de la loi d'orientation de 1975 en faveur des handicapés ; insuffisance des moyens financiers des COTOREP et complexité des procédures ; (p. 10114) : insuffisance des capacités d'accueil des centres de rééducation professionnelle ; insuffisance du nombre de places offert par le travail protégé ; non-respect de l'obligation d'emploi de handicapés dans les entreprises et dans le secteur public ; nécessité d'un effort particulier pour les maisons d'accueil spécialisées pour les handicapés ; problème du mode d'imposition des assistantes maternelles ; projet gouvernemental de réforme des études et du diplôme d'Etat de service social risquant de dévaloriser les études ; difficultés financières des centres de soins en Alsace ; avenir incertain de l'assurance vieillesse ; demande le maintien du système de sécurité sociale en vigueur en Alsace et en Moselle.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1979] (p. 10648) : déconnexion consistant à ne plus lier le droit à la sécurité sociale à l'inscription à l'ANPE ; inconvénient résultant du projet pour les premiers demandeurs d'emplois et pour les chômeurs âgés ; limitation de l'acquisition d'annuités pour la future pension de vieillesse à la seule période d'indemnisation ; (p. 10649) : nouvelles dépenses imposées aux collectivités locales par la prise en charge par l'aide sociale des cotisations à l'assurance personnelle ; la dissociation de la protection sociale et de l'inscription à l'ANPE met fin aux abus ; problèmes des droits réels des jeunes entre dix-sept et vingt ans. **Discussion des articles** [23 novembre 1979]. **Article 2** (p. 10655) : son amendement n° 21 : prolongation de la période d'assurance pour les jeunes primo-demandeurs d'emploi ; retiré puis repris par M. Joseph Legrand ; (p. 10656) : demande au Gouvernement jusqu'à quel âge les dispositions de l'amendement n° 24 s'appliqueront et quel sera le montant de la cotisation forfaitaire exigée par cet amendement. **Après l'Article 2** : retire son amendement n° 22. **Article 3** (p. 10657) : problème des conscrits, des mobilisés non assurés avant leur départ sous les drapeaux. **Article 4** (p. 10659) : problème des jeunes salariés apprentis dont le salaire est fixé en fonction du SMIC et dont la progression n'est pas la même que celle du salaire de référence pour les allocations familiales ; ce qui provoque la suppression du bénéfice des allocations familiales pour certaines familles. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [18 décembre 1979] (p. 12235) : nécessité de moraliser l'indemnisation du chômage et de réformer l'ANPE ; problème du sort réservé aux chômeurs qui ne touchent plus d'allocation mais qui bénéficient de la couverture sociale.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11210) : nécessité de tenir compte de la conjoncture économique dans la politique de la sécurité sociale ; vieillissement de la population ; situation financière inquiétante de la sécurité sociale ; (p. 11211) : souhaite que le régime général soit déchargé de certaines charges indues ; évolution du bilan financier de la sécurité sociale marquée par une évolution divergente des recettes et des dépenses ; mesures adoptées pour régler des problèmes analogues en Italie, en Angleterre et en Allemagne ; nécessité de sensibiliser davantage l'opinion aux dépenses de santé ; impopularité de l'institution d'une cotisation d'assurance maladie à la charge des retraités du régime général ; nationalisation de l'industrie pharmaceutique ne constituant qu'un faux remède ; puissance de l'industrie pharmaceutique allemande.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11544) : rappelle les modifications intervenues depuis l'adoption de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; proposition de loi Séguin modifiant le statut du président d'université pour supprimer la clause de non-rééligibilité immédiate ; problème de la dérogation aux conditions d'éligibilité ; (p. 11545) : souhaite l'adoption sans modification de la proposition de loi. **Discussion de l'article unique** [10 décembre 1979] (p. 11553) : approuve à titre personnel l'amendement n° 1 de M. Antoine Rufenacht ; compétition des universités étrangères ; nécessité d'améliorer le niveau de la représentation des universités

françaises ; intégration des maîtres de conférences dans le corps des professeurs.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 813) : expériences d'enseignement par alternance ; formation initiale ; inadaptation de l'enseignement technique au monde du travail ; séquences éducatives ; absence d'information des jeunes sur les entreprises ; (p. 814) : valeur pédagogique de l'alternance ; expériences d'alternance en Angleterre, en Allemagne et dans les pays socialistes ; apprentissage ; contrat emploi-formation ; compagnonnage ; expériences d'alternance dans les universités ; université de Mulhouse ; (p. 815) : travail manuel ; valeur pédagogique de l'alternance ; alternance dans les universités. **Discussion des articles : Article premier** (p. 828) : rôle de la formation professionnelle alternée ; soutient l'amendement n° 51 de la commission : contenu de l'enseignement alterné ; obligation des entreprises de disposer de responsables de la formation ; [30 avril 1980] : **Article 2** (p. 835) : notions de diplômes, de titres, d'attestation de l'enseignement technologique supérieur. **Article 4** (p. 838) : consultation du conseil national de la formation professionnelle. **Article 5** (p. 839) : coordination ministérielle. **Article 8** (p. 840) : situation des départements du Rhin et de la Moselle. **Après l'Article 8** (p. 843) : son amendement n° 87 : procédure spécifique de délivrance des habilitations dans les départements d'Alsace et de Moselle ; adopté. **Article 10** (p. 844) : droit des femmes enceintes en matière de prestations de maternité ou en cas d'accident. **Après l'Article 14** (p. 857) : jeunes de moins de seize ans ; insuffisance de la limite d'âge de vingt-trois ans ; dispositions applicables à ceux qui accomplissent leur service militaire. **Après l'Article 15** (p. 859) : son amendement n° 88 : dispositions applicables en Alsace et Moselle ; retiré. **Après l'Article 18** (p. 862) : soutient l'amendement n° 82 de la commission ; adopté ; son amendement n° 90 : procédure de mise en œuvre des textes d'application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle ; retiré. **Article 19** (p. 863) : problème du quota alternance ; financement du fonds national de compensation. **Après l'Article 19** (p. 865) : son amendement n° 91 : limitation des possibilités d'exonération des versements au Trésor ; retiré. **Explications de vote** [30 avril 1980] (p. 868) : enseignement par alternance à l'étranger ; problème du reversement au Trésor des fonds relatifs au quota alternance et au quota apprentissage ; rôle des universités ; problème posé par la limitation du bénéfice de la loi aux jeunes de dix-huit à vingt-trois ans. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2284) : pratique des alternances en Allemagne fédérale ; avenir de l'apprentissage ; participation des universités aux formations alternées à finalité économique.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 901) : législation sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception ; droit à la retraite des mères de famille ; politique familiale globale ; accueil des enfants ; chômage ; habitat ; transfert financier entre les citoyens sans enfant et les familles ; (p. 902) : fiscalité locale ; quotient familial ; suppression des critères de revenu pour l'attribution des prestations familiales.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1576**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1007) : débat de 1971 ; article 23 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de juillet 1971 ; facilités d'accès accordées à certaines catégories de salariés ; régime particulier d'études en faveur des salariés étudiants ; université de Paris-Vincennes ; accès des handicapés aux universités ; accueil des enfants ; couverture sociale des mères inscrites à l'université ; (p. 1008) : l'amendement Chauvin. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 1013) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : extension des facilités d'accès à l'université ; adopté ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : suppression des conditions de délai ; rejeté ; (p. 1014) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : amendement de conséquence ; devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : accès des handicapés aux universités ; rejeté. **Titre** (p. 1018) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : modification du titre ; devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2227) : problème de l'accueil à l'université ; (p. 2228) : dispositions autorisant les mères de trois enfants à se présenter à tout concours administratif sans condition de diplôme ; délai d'application de la loi.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République fran-**

çaise et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977 (n° 1287). Première lecture. Discussion générale [21 mai 1980] (p. 1169) : problème de la région des trois frontières (France-Allemagne-Suisse) ; pas de convention d'assistance mutuelle entre la France et la Suisse.

— Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger (n° 1692) (rapport n° 1766). Première lecture. Discussion générale [3 juin 1980] (p. 1514) : développement du commerce extérieur de la France ; parité sociale entre Français de l'étranger et Français de métropole ; (p. 1515) : régime d'assurance volontaire de la loi Armingaud ; protection contre le risque de chômage ; généralisation de la protection sociale ; disparité entre les salariés de France et les salariés français à l'étranger ; sort des personnes âgées ; handicapés ; allocations familiales ; calcul des cotisations de sécurité sociale ; personnel titulaire d'un contrat de coopération ; problème des retraites complémentaires ; information des Français vivant à l'étranger sur leur protection sociale ; (p. 1516) : décrets d'application.

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière (n° 1598). Première lecture. Discussion générale [3 juin 1980] (p. 1484) : liberté d'établissement dans les pays de la Communauté ; tenue des listes professionnelles ; désignation des membres de la commission nationale de discipline ; accès d'étrangers à des postes dans des hôpitaux publics.

— Discussion de la conclusion du rapport (n° 1824) de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université (n° 367). Deuxième lecture, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Discussion générale [26 juin 1980] (p. 2334) : proposition de loi Séguin ; amendement de M. Rufenacht ; modification par le Sénat de la composition des conseils d'universités et d'UER ; augmentation de la représentation des professeurs, des maîtres de conférence et des maîtres assistants ; (p. 2335) : diminution de la représentation des assistants, des personnalités extérieures, des personnels non enseignants et des étudiants ; abaissement du quorum pour les élections estudiantines ; rééligibilité immédiate des présidents d'universités ; (p. 2336) : collège électoral des présidents d'universités et des directeurs d'UER ; mesures transitoires ; possibilité d'intervention directe du ministre ; périodicité des élections estudiantines ; (p. 2337) : présence de personnalités extérieures dans les conseils d'UER ; enseignement en alternance. Discussion des articles. Article premier B (p. 2354) : règles du quorum ; participation des étudiants aux élections.

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture. *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre *(suite)*. — I. Services généraux. — Formation professionnelle. Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 3003) : nécessité d'un meilleur contrôle de l'utilisation des crédits ; cas des contrats emploi-formation ; insuffisante coordination administrative en matière de formation professionnelle ; problème de la couverture sociale des stagiaires ; nécessité de revaloriser les conditions de travail des apprentis ; (p. 3004) : problèmes de l'AFPA ; plan quinquennal de développement de la formation professionnelle ; nécessité de coordonner la politique de formation professionnelle et la politique industrielle.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3110) : faiblesse des crédits d'investissements ; situation en Alsace ; application d'un programme étalé sur plusieurs années ; charte des constructions scolaires ; (p. 3118) : situation des personnels de service des écoles maternelles.

Justice. Examen des crédits [5 novembre 1980]. Après l'Article 46 (p. 3609) : possibilité de consacrer une partie de l'annexe relative à la formation professionnelle aux contrôles de la formation professionnelle des avocats.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4101) : délivrance du diplôme de docteur ingénieur par les universités ; autonomie des grandes écoles ; raison de la mise en place de la commission Fréville chargée d'étudier le problème du financement des études universitaires.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4067) : difficultés de gestion des établissements hospitaliers ; remise en cause du régime minier de sécurité sociale ; (p. 4071) : pose une question au nom de M. Serge Charles ; abattements de tarif appliqués aux centres de soins infirmiers.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel (n° 2033). Première lecture. Discussion des articles [26 novembre 1980] Article 3 (p. 4389) : s'oppose à l'amen-

dement n° 63 du Gouvernement dont la rédaction est trop complexe. **Explications de vote** [26 novembre 1980] (p. 4392) : vote favorable du groupe du RPR.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2053). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4439) : mesures sociales contenues dans le collectif budgétaire ; situation de l'Etat employeur au regard de la sécurité sociale ; contribution de l'Etat au redressement financier du régime de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; charges indues ; article 13 permettant aux caisses d'allocations familiales de recourir aux comptables du Trésor pour recouvrer les avances qu'elles consentiront aux créanciers d'une pension alimentaire ; (p. 4440) : crédits supplémentaires en matière d'éducation ; critères retenus pour la répartition des crédits de chauffage ; problème des bourses ; crédits de formation professionnelle ; situation financière de l'association nationale pour la revalorisation du travail manuel ; hausse des abonnements de l'Etat à l'AFP ; dotation en capital accordée aux sociétés nationales de programmes de télévision. **Discussion des articles. Article 2 et Etat B. Travail et santé.** — II. **Travail et participation : Titre IV** (p. 4465) : amendement n° 19 de la commission des affaires culturelles : suppression des crédits supplémentaires demandés pour l'organisation de la semaine du travail manuel ; retiré puis repris par M. Parfait Jans et rejeté par scrutin public. **Article 3 et Etat C. Economie et budget.** — I. **Charges communes : Titre V** (p. 4471) : amendement n° 20 de la commission des affaires culturelles : réduction des crédits de paiement du titre V en vue de supprimer une dotation en capital aux sociétés de programmes de télévision ; retiré ; régime comptable et fiscal des sociétés nationales de programmes. **Avant l'Article 11** (p. 4474) : problème du renouvellement de la déduction fiscale liée aux économies d'énergie.

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 13 mai 1978], (p. 2085).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés d'exploitation agricole [*J.O.* du 28 novembre 1979] (p. 2973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée de rassembler les informations sur les conditions de **contrôle de la navigation maritime** dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de **lutte contre la pollution marine** accidentelle ou volontaire, et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises (n° **10**) [18 avril 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation provoquée par le naufrage de l' « Amoco Cadiz »** [18 avril 1978] (p. 1150).

— **Ouvriers des arsenaux** [21 juin 1978] (p. 3216) : raisons de la suspension pour la deuxième année consécutive de l'application

du décret de 1951 régissant les salaires des ouvriers de l'Etat.

— **Encadrement du crédit en Bretagne** [11 juin 1980] (p. 1741) : non-respect des engagements pris envers les candidats à la construction ; difficultés engendrées par l'encadrement du crédit en Bretagne.

— **Salaires des personnels ouvriers des établissements de la défense** [27 juin 1979] (p. 5724) : demande le retour à l'application des décrets du 22 mai 1951 et 31 janvier 1967 alignant les salaires des ouvriers des établissements de la défense sur ceux des métallurgistes de la région parisienne ; application interrompue par le décret du 28 mars 1977.

— **Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement** [24 octobre 1979] (p. 8865) : financement par les départements de ces conseils dont la consultation doit devenir obligatoire ; nécessité d'une participation de l'Etat à ces dépenses ; rôle des présidents des CAUE aux commissions permanentes départementales du permis de construire.

— **Naufrage du caboteur danois « Peter-Sif »** [5 décembre 1979] (p. 11262) : conséquences du naufrage à Ouessant du *Peter-Sif* dont les cuves contiennent 400 tonnes de pétrole brut ; mesures envisagées pour qu'une nouvelle pollution ne frappe pas le Finistère.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3542**) : **Remboursement de la TVA aux agriculteurs** [30 juin 1978] (p. 3747) : nécessité d'un remboursement dans les meilleurs délais ; difficultés de trésorerie des agriculteurs ; leur avance, sans intérêt, à l'Etat.

— (n° **9140**) : **Imposition des bénéfices agricoles dans le Finistère** [1er décembre 1978] (p. 8657) : forfait fiscal pour les producteurs de plants de pommes de terre fixé à un niveau élevé en 1976 ; difficultés des agriculteurs après les mauvaises récoltes des deux années suivantes.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9437) : étapes de la politique d'aménagement du territoire : rééquilibrage entre Paris et la province, accroissement des villes moyennes, revitalisation nécessaire de l'espace rural ; (p. 9438) : vieillissement de la population rurale ; agriculture devant devenir le support du développement rural ; cas particulier de la Bretagne ; nécessité d'une nouvelle politique de la montagne ; pénurie des moyens de communications, exemple du réseau routier breton ; implantation nécessaire d'activités de transformation agro-alimentaires ; souhaite la généralisation du zonage ; (p. 9439) : nécessité de maintenir à l'échelon local la polyvalence des services publics.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 13** (p. 8634) : son amendement n° 47 soutenu par M. Henry de Gastines : maintien de l'exonération pour les GFA et les groupements forestiers ; adopté.

Deuxième partie :

Transports. Examen des crédits [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8836) : soutient son amendement n° 318 rectifié : réduction des crédits en vue d'organiser la continuité territoriale entre le continent et les îles du Finistère ; rejeté.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9656) : insuffisance des effectifs de l'enseignement agricole privé agréé ; insuffisance des moyens actuels des établissements reconnus ; (p. 9664) : conséquences désastreuses de la loi sur l'architecture en milieu agricole.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11614) : nécessité de renforcer l'autonomie de l'agriculteur par le choix de son circuit commercial et d'une fiscalité adaptée à l'agriculture ; développement de la formation ; (p. 11615) : utilité de la formation par alternance ; nécessité d'inclure le BAPSA dans l'examen du budget social de la nation ; problème de l'installation des agriculteurs étrangers en France ; le maintien des services publics en zone rurale. **Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Avant l'Article 22** *(suite)* (p. 12050) : son sous-amendement n° 701 à l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : seuil du contrôle ; rejeté ; (p. 12052) : son sous-amendement n° 729 à l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : possibilité d'abaisser le seuil d'une demi-SMI à un quart de SMI ; rejeté ; (p. 12053) : son sous-amendement n° 702 à l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : élargissement de la possibilité d'abaisser le seuil d'une demi-SMI à un quart de SMI ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 134) : environnement agricole ; urbanisation ; mitage.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3249) : difficultés

des industries agro-alimentaires de Bretagne ; (p. 3250) : problème de l'aviculture en Bretagne ; perspectives d'exportation au Moyen-Orient ; organisations laitières.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3348) : financement du conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement du Finistère ; (p. 3361) : application trop rigide ou trop laxiste du code de l'urbanisme ; exemple des directives réglementant les constructions au bord de mer et près des monuments classés.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3997) : nécessité d'instituer la continuité territoriale entre le continent et les îles finistériennes et les îles du Ponant.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1980] (p. 4839) : agression et menaces à l'égard de M. Guy Guermeur.

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4e circonscription)
(App. RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 1523) de M. Michel Debré, tendant à l'interdiction de l'exportation du patrimoine immobilier français (n° 1523) [22 mai 1980] (p. 1243).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer la résorption des **surplus** de denrées **agricoles** (n° **1857**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** relative au **paiement** de la viande de **veau** et de **porc**, à la qualité, après classement des carcasses sur des critères physiques et biologiques (n° **1962**) [8 octobre 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1523) tendant à l'interdiction de l'**exportation du patrimoine immobilier français** (n° **2160**) [16 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Lutte contre la fièvre aphteuse** [11 avril 1979] (p. 2631) : en cas d'extension de l'épidémie de fièvre aphteuse en Normandie, l'abattage des animaux dans les foyers d'infection serait-il maintenu, ce qui serait dramatique pour le Cotentin et le Bessin ; quelle sera l'indemnisation accordée aux éleveurs normands ?

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1978] (p. 7282) : **Etat C - Titres V et VI** : problème des maisons familiales rurales et de l'aide à l'enseignement agricole privé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978], première lettre rectificative. **Article additionnel** (p. 8994) : soutient l'amendement n° 33 de M. Guy Guermeur : faisant obligation au Gouvernement de déposer avant le 31 décembre 1979 un projet de loi portant harmonisation des modalités d'intervention du crédit maritime avec celles du crédit agricole ; régime fiscal du crédit maritime ; (p. 8995) : retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9460) : bilan de la politique agricole depuis 1960 ; expansion de la production et indépendance alimentaire ; nécessité de faire de l'exploitation familiale la cellule de base de l'agriculture ; (p. 9461) : déficit de la production ovine ; inquiétude des éleveurs devant les propositions de la commission de Bruxelles ; crise de mévente de la lavande et du lavandin ; nécessité de revaloriser les produits contenant uniquement des essences naturelles ; inquiétude des oléiculteurs devant les perspectives d'élargissement du marché commun.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9656) : crédits consacrés à l'assainissement du cheptel.

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron
(3e *circonscription*)
(*RPR*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 14 mars 1980] (p. 723).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Cornette relative au régime de production, d'utilisation et de taxation de certains carburants biochimiques (n° 1908) [2 octobre 1980] (p. 2556).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant **à fixer les conditions dans lesquelles peut être modifié le régime matrimonial des majeurs en tutuelle ou en curatelle** (n° **1004**) [24 avril 1979].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges **sur l'économie de la Pologne à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 15 juillet 1979 au 21 juillet 1979** (n° **1520**) [20 décembre 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grève des contrôleurs aériens** [28 novembre 1979] (p. 10820) : la grève des contrôleurs aériens met en cause le principe de la continuité territoriale avec la Corse ; les pertes subies par Air France, Air Inter et les compagnies régionales ; les bases de négociations existant entre les organisations professionnelles des contrôleurs aériens et l'administration.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6727) : réaction de la France profonde devant le phénomène de la radio et de la télévision ; souhaite la diminution de la redevance TV dont sont passibles les débits de boissons ; concurrence déloyale de la radio-télévision à l'égard des autres moyens d'information dans le domaine de la publicité ; (p. 6728) : croissance des recettes publicitaires des chaînes de télévision ; accès à la publicité télévisée étendu à presque tous les secteurs.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7238) : cycle du porc remettant en cause le revenu d'éleveurs de plus en plus endettés ; demande la création d'une organisation interprofessionnelle du porc ; souhaite le maintien de l'esprit mutualiste du crédit agricole.

Transports. — IV. Marine marchande. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7378) : crise mondiale se traduisant par une baisse considérable des taux de fret ; organisation par les Etats concernés de la survie de leurs armements ; (p. 7379) : charges sociales élevées en France ; nécessité de réduire le surcoût social et financier pesant sur la marine française ; nécessité d'aider le vrac, le cabotage et les pétroliers.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8817) : développement de l'assise internationale de l'armement français ; coût d'exploitation nettement supérieur à celui de la concurrence étrangère ; problème des critères des aides sélectives accordées aux armements.

— **Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger** (n° **1692**) (rapport n° 1766). **Première lec-**

ture. **Discussion générale** [3 juin 1980] (p. 1516) : délai de rachat des cotisations d'assurance vieillesse de la loi du 10 juillet 1965 ; extension du bénéfice de la sécurité sociale aux titulaires d'un contrat de coopération ; cotisation des salariés de l'étranger à l'assurance volontaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3656) pose deux questions au nom de M. Gérard César ; taxe parafiscale instituée au profit des comités interprofessionnels du vin ; (p. 3657) : calamités frappant la Gironde viticole ; possibilité de classer certaines régions en zone sinistrée ; (p. 3657) : devenir du Crédit agricole.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3950) : situation inquiétante de l'établissement des invalides de la marine ; (p. 3951) : volonté des Etats-Unis de développer leur flotte de commerce ; désenclavement du Sud-Aveyron.

GOEURIOT (Colette)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(6e circonscription)
(C).

Elue le 19 mars 1978.

L'assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à la jeunesse [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° **689**) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° **706**) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 27 mars 1979] (p. 675).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982). Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1980] (p. 2995).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la reconnaissance du **cancer broncho-pulmonaire** comme conséquence de la **maladie professionnelle du mineur de fer** (n° **361**) [7 juin 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a permis le **démantèlement de l'industrie française du textile** (n° **490**) [30 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 portant **réforme des conseils de prud'hommes** (n° **1756**) [28 mai 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Restructuration du groupe Boussac** [26 avril 1978] (p. 1368) : situation de

l'emploi dans les entreprises vosgiennes ; intervention policière aux Tricots Saint-Joseph à Gardignan ; fermeture de l'entreprise Glotz à Nancy.

— **Incidents du 23 mars 1979 et manifestations dans le centre des villes** [4 avril 1979] (p. 2218) : annonce par le Président de la République de l'interdiction des manifestations ; provocations du 23 mars ; commission d'enquête demandée par le groupe communiste ; protestation contre les menaces proférées par le Premier ministre contre le droit de grève.

— **Conflit de la SNIAS à Saint-Nazaire** [19 décembre 1979] (p. 12311) : les sanctions injustifiées ; la répression.

— **Liberté de l'information et libertés dans les entreprises** [12 novembre 1980] (p. 3759, 3760) : exemple de Peugeot.

— **Institutrices d'école maternelle** [26 novembre 1980] (p. 4385) : sanctions contre les institutrices appliquant la consigne syndicale limitant le nombre d'enfants dans les classes.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **214**) : **Chômage féminin** [28 avril 1978] (p. 1462, 1463) : mesures envisagées par le Gouvernement pour créer et sauvegarder les emplois féminin ; mettre un terme à la discrimination à l'égard des salariées femmes.

— (n° **32362**) : **Action en faveur des femmes** [20 juin 1980] (p. 2012) : décennie de la femme ; accès des femmes à la formation professionnelle et à l'emploi ; inégalité devant la promotion et en matière de salaire.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production (n° 304). Deuxième lecture. Explications de vote** [27 juin 1978] : dénonce les illusions que peuvent faire naître chez les travailleurs les sociétés coopératives ouvrières de production ; approuve l'amélioration par le projet des possibilités de fonctionnement des sociétés coopératives ouvrières ; vote favorable du groupe communiste (p. 3565).

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier (n° 563) et projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 564). Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5823) : dispositions du plan acier gouvernemental s'inscrivant dans le cadre d'une politique d'intégration européenne et d'abandon national ; liquidation de l'exploitation du minerai de fer lorrain ; cinq milliards de tonnes de réserve dans le bassin lorrain ; dénonce la pratique de l'écrémage des couches de minerai, source de gaspillage ; (p. 5824) : coût social de la réduction des effectifs dans les mines ; possibilités techniques d'enrichir le minerai lorrain.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan (n° 655). Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8506) : démantèlement de la sidérurgie française organisée par le plan Davignon ; (p. 8507) : propositions communistes pour la relance de la sidérurgie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 709). Lettres rectificatives (n^os 735 et 749). Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8902) : caractère inflationniste du déficit budgétaire ; accentuation de l'atlantisme ; renforcement de la domination économique et monétaire des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne ; annulation des crédits consistant en une réduction des crédits de fonctionnement et des crédits consacrés aux équipements sociaux ; réduction des crédits de la recherche ; accroissement des inégalités sociales ; (p. 8903) : menaces pesant sur la sécurité sociale ; réforme des finances de la sécurité sociale proposée par les communistes allant dans le sens d'un véritable droit à la santé ; équipements et logements sacrifiés ; importance des bas salaires en France ; alourdissement de la fiscalité frappant les salariés modestes ; budget de stagnation économique ; projet de loi de finances contraire à la lutte contre l'inflation ; propositions communistes : développement de la production industrielle par le développement du marché intérieur, réforme démocratique de la fiscalité, création d'un impôt progressif sur la fortune.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706). Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Article premier : Article L 234-11 du code des communes** (p. 9294) : son amendement n° 13 soutenu par M. Louis Maisonnat : suppression des concours particuliers aux groupements de communes ; (p. 9295) : amendement n° 13 rejeté ; [13 décembre 1978]. **Article L 234-17 du code des communes** (p. 9358) : son amendement n° 16 soutenu par M. André Duroméa : vote annuel par le Parlement de la dotation destinée à couvrir les frais de fonctionnement du comité des finances locales ; imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposées à l'im-

pôt sur les sociétés portées à cinq mille francs ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9456) place des femmes dans l'agriculture ; exode rural des agricultrices ; nécessité d'accorder aux agricultrices la qualité d'exploitant et de reconnaître le statut social de la femme paysanne : congé de maternité, possibilité de remplacement, indemnité journalière en cas de maladie ; équipements sociaux des régions rurales insuffisants ; (p. 9457) : nécessité d'offrir aux personnes âgées le choix entre le maintien dans leur logement personnel avec le concours d'une aide ménagère et leur entrée dans un foyer.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Deuxième partie :**

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8741) : remise en cause du statut de la fonction publique pour les enseignants ; limitation des droits et libertés des enseignants ; légitimité de la revendication de trente enfants par classe.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9933) : s'élève contre l'absence de répression contre les trafiquants de drogue.

Comptes spéciaux du Trésor. Examen des crédits [14 novembre 1979] **Article 45** (p. 10021) : soutient l'amendement n° 188 de M. Roger Combrisson : suppression de la dotation pour la CAPA ; rejeté.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. I. Section commune. III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10099) : situation déplorable de la santé publique en Lorraine ; sous-équipement médical et hospitalier scandaleux ; (p. 10100) : carence de la protection maternelle et infantile et de la maternité.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10828) : la politique d'austérité du Gouvernement empêche les couples de choisir librement d'avoir ou non des enfants ; (p. 10829) : les difficultés de vie des familles conduisent au refus des enfants ; s'élève contre l'abandon d'enfants, palliatif de l'avortement ; nécessité de crédits et de moyens pour l'éducation sexuelle, la contraception et l'IVG. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10893) : hypocrisie de la majorité qui proclame de grands principes moraux mais mène une politique d'austérité. **Après l'Article premier** (p. 10927) : soutient son amendement n° 15 : obligeant le médecin, sollicité en vue d'une interruption de grossesse, à informer la femme des conditions et du sérieux de cet acte médical sans chercher à influencer sa décision ; rejeté ; (p. 10945) : son amendement n° 24 : compétences pour l'attestation d'avortement thérapeutique ; rejeté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 5** *bis* (p. 442) : soutient l'amendement n° 47 de M. Lucien Villa. **Article 14** (p. 447) : soutient l'amendement n° 53 de M. Lucien Villa : portant de dix à douze le nombre des magistrats élus par leurs collègues à la commission d'avancement ; devient sans objet.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1980] intervention des forces de police dans les locaux de l'union départementale CGT de Meurthe-et-Moselle.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 17** (p. 2044) : son amendement n° 30 : suppression de l'article 17 ; rejeté par scrutin public.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n°s **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233**) (rapport n° 1400). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 3** *bis* (p. 222) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Constans ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3143) : problème de l'emploi féminin ; chômage, précarité de l'emploi inégalité des salaires ; dénonce la campagne menée en faveur du travail à temps partiel et de l'intérim (p. 3144) : luttes des femmes ; formation professionnelle des jeunes filles et des femmes.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3588) : diminution de la part réservée à l'éducation surveillée ; insuffisance des créations de poste ; statut des personnels éducatifs ; prise en charge de l'assistance éducative par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale et diminution du rôle du juge des enfants ; crise économique et délinquance juvénile. **Examen des crédits. Titre III** (p. 3604) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Constans : suppression des crédits relatifs aux exécutions capitales ; rejeté par scrutin public ; condamnations à mort prononcées en 1980 ; inutilité et inef-

ficacité de la peine de mort ; archaïsme du droit de grâce.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3839) : fermeture de mines de fer et augmentation des importations d'acier ; renforcement du rôle de l'ATIC (association technique chargée des importations de charbon) ; diminution de la production et augmentation des importations d'ardoises.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4333) : projet ne répondant pas aux aspirations des femmes ; inégalités et discriminations dans le travail féminin en matière de salaires, de qualification et de formation ; (p. 4334) : multiplication des emplois déqualifiés et précaires ; pas de libre choix du travail à temps partiel pour les femmes ; propositions communistes en matière d'emploi féminin. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4342) : son amendement n° 4 : répartition de la durée hebdomadaire du travail ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du règlement. **Article 2 : Article L 212-4-2 du code du travail** (p. 4348) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Gisèle Moreau : droits des travailleurs à temps partiel en matière de promotion, de salaires et de repos hebdomadaire ; rejeté ; [26 novembre 1980]. **Article L 212-4-4 du code du travail** (p. 4365) : son amendement n° 16 : prise en compte des salariés à temps partiel comme des salariés à temps plein pour l'application de la législation du travail subordonnée à des conditions d'affectif minimum ; rejeté par scrutin public. **Article L 212-4-5 du code du travail** (p. 4367) : soutient l'amendement n° 17 de Mme Gisèle Moreau : droit du salarié à l'attribution de l'emploi qu'il souhaite ; rejeté par scrutin public. **Article 2** *quater* (p. 4369) : son amendement n° 18 : suppression de l'article 2 *quater ;* rejeté. **Article 3** (p. 4388) : son amendement n° 19 : suppression de l'article 3 ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4598) : son amendement n° 1 : consultation des comités techniques paritaires sur les décrets d'application de la loi ; réservé ; (p. 4611) : devenu sans objet. **Après l'Article 3** (p. 4601) : son amendement n° 6 rectifié : assimilation des services à temps partiel à des services à temps plein pour la détermination des droits à avancement et à promotion ; adopté. **Article 6** (p. 4607) : son amendement n° 5 de suppression : prise en compte des services comptés à temps partiel au titre des services actifs ouvrant droit à la retraite anticipée ; adopté par scrutin. **Article 7** (p. 4608) : modalités de calcul des rémunérations des fonctionnaires à temps partiel ; demande le rejet de l'article 7 ; application de la règle du trentième ; rejet de la règle du *prorata temporis ;* (p. 4609) : son amendement n° 20 : tendant à inclure les primes dans le calcul de la rémunération ; cet amendement devient sans objet ; (p. 4610) : vote positif du groupe communiste sur l'amendement n° 34 de M. Bernard Derosier relatif aux modalités de calcul de la fraction de traitement perçue et de la retenue éventuelle pour absence de service fait. **Article 9** (p. 4612) : son amendement n° 23 de suppression ; réduction à trente-cinq heures de la semaine de travail ; treizième mois ; rejeté.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2027) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre** (n° **1935**). **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4894) : rejet systématique des propositions d'amendements ou de commissions d'enquête du groupe communiste ; (p. 4895) : diminu-des effectifs du secteur textile ; hypocrisie de la majorité ; pénétration du marché français par les importations ; déficit commercial ; augmentation des importations en provenance des pays européens et des USA ; (p. 4896) : casse des usines textiles ; investissements français à l'étranger ; propositions communistes ; relance du marché intérieur ; (p. 4897) : développement des capacités de production française ; contrôle des importations ; démocratisation de la gestion des entreprises.

GOLDBERG (Pierre)

Député de l'Allier
(2e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1110, 1111).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [J.O. du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Agriculture : Marchés agricoles) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). Budgets civils. — **Annexe n° 7 : Commerce et artisanat - Artisanat** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 4 : Agriculture : Marchés agricoles** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 4 : Agriculture - Marchés agricoles** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Inscription des bacheliers dans les universités** [14 juin 1978] (p. 2876) : barrages pour les bacheliers à l'entrée en université ; exigence de mention au bac ou tirage au sort.

— **Autoroute A 71** [18 avril 1979] (p. 2697) : intentions du Gouvernement concernant tracé et réalisations des travaux de l'autoroute A 71 Paris - Clermont-Ferrand par Orléans et Bourges.

— **Fermetures de classes** [11 juin 1980] (p. 1739).

— **Problèmes de logement** [26 novembre 1980] (p. 4386) : nécessité de bloquer les charges locatives, d'arrêter expulsions, saisies pour les locataires notamment d'HLM et de prendre des mesures en faveur des propriétaires de « chalandonnettes ».

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3247) : objectif du projet : défendre les profits des firmes capitalistes les mieux placées dans la concurrence des groupes multinationaux ; moyens du projet : austérité pour les travailleurs, concentration des capitaux et sélectivité du financement public ; idée fallacieuse que les entreprises sont aujourd'hui trop endettées pour investir ; endettement des PME résultant des pillages dont elles sont victimes de la part des grandes sociétés capitalistes ; risque de voir les grandes entreprises utiliser leurs ressources nouvelles à l'exportation de capitaux ; aggravation des injustices fiscales et des inégalités par le projet ; (p. 3248) : projet faisant échapper à l'impôt le capital investi en actions des couches sociales les plus favorisées ; accentuation de l'écart existant entre les actionnaires minoritaires et les actionnaires du contrôle, véritables propriétaires des entreprises ; pas d'amélioration de la protection de l'épargne contre l'inflation ; propositions : relance de la consommation populaire, nationalisation du système bancaire, démocratisation de la fiscalité des entreprises, impôt sur le capital.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Après l'Article 25** (p. 6165) : son amendement n° 189 soutenu par M. Parfait Jans : obligeant les entreprises qui ont bénéficié des avantages prévus par la loi du 6 juillet 1978 à rembourser à l'Etat les sommes versées lorsqu'elles n'auront pas procédé à l'embauche définitive des stagiaires ; rejeté.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'artisanat. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7897) : nécessité d'améliorer la connaissance statistique du secteur du commerce et de l'artisanat ; incertitude des statistiques relatives à la création d'entreprises et aux cessations d'activités ; (p. 7898) : nécessité d'étudier les causes des fermetures d'entreprises ; non-réalisation de l'harmonisation des régimes sociaux ; problème du statut des épouses ; nécessité de moduler les charges sociales au profit des artisans et d'étendre l'abattement de 20 % sur le revenu imposable à tous les artisans ; nécessité de revoir les modalités d'attribution des primes à l'installation d'entreprises artisanales ; insuffisance des primes d'installation ;

possibilité d'aider l'installation des entreprises artisanales par les prêts à taux d'intérêt bonifiés ; (p. 7899) : avis favorable de la commission sur le projet de budget.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 63** (p. 7996) : son amendement n° 70 : inapplication de l'impôt sur le revenu aux indemnités journalières de maladie de la sécurité sociale ; (p. 8050, 8051) : rejeté par scrutin public n° 119.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan (n° 655). Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8434) : orientation du VII^e Plan : confirmer la stratégie de redéploiement des sociétés multinationales à base française ; non-réalisation du programme d'action prioritaire n° 5 « désenclaver l'Ouest, le Sud-Ouest et le Massif central » ; situation économique désastreuse du département de l'Allier.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan (n° 1055). Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5035) : politique de « déménagement du territoire » ; difficultés économiques en Auvergne et dans le Centre ; (p. 5036) : démantèlement du potentiel industriel ; exode rural ; austérité dans le domaine des équipements et des grandes infrastructures ; inexploitation des ressources minières.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 1109). Première lecture. Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5304) : situation économique dans la région de Montluçon dans l'Allier.

— **Projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 6** (p. 8533) : son amendement n° 116 : suppression de tout seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun ; rejeté par scrutin public.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour les marchés agricoles. **Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9595) : les crédits d'intervention sur les marchés sont constitués essentiellement par les dépenses du FEOGA et portent atteinte à la liberté de décision de la France ; essentiel des crédits consacrés à la régularisation des marchés ; diminution du revenu brut agricole en valeur réelle ; conditions de compétitivité altérées par les montants compensatoires monétaires ; hiérarchie des prix de soutien déséquilibrée au détriment des productions animales ; (p. 9596) : avantage donné aux modèles de production intensive à base de produits importés à l'image des pays du nord de l'Europe ; dégradation en volume et en valeur de nos échanges ; fragilité de nos exportations ; insuffisant développement de la production bovine ; capitulation du Gouvernement dans « la guerre du mouton » ; accord communautaire ayant pour conséquence l'importation de deux cents tonnes de viande de mouton en France chaque semaine ; effondrement des cours ; nécessité de garantir les prix à la production ; production déficitaire de l'élevage équin ; insuffisance des aides à la restructuration du vignoble méridional. **Examen des crédits** [8 novembre 1979]. **Article 74** (p. 9672) : rejet de l'amendement n° 419 par la commission car il est incompatible avec les engagements internationaux.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979 (n° 1397). Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11119) : un tiers des dépenses nouvelles consacré à l'aide publique aux entrepirses privées ; chômage en Auvergne et dans le Limousin ; problème des éleveurs de charolais et de mouton du Bourbonnais ; (p. 11120) : la lentille du Velay ; conséquence du plan Guillaumat pour le Massif central ; fermeture des bassins charbonniers de l'Aumance ; transferts de charges vers les collectivités locales ; désertification de l'Auvergne. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Avant l'Article 5** (p. 11134) : soutient l'amendement n° 30 de M. Parfait Jans : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la fraude fiscale à laquelle recourent les sociétés et sur l'évasion fiscale ; rejeté.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Première lecture. Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Article 7** (p. 11929) : soutient l'amendement n° 128 corrigé de M. Alain Léger : critères d'affiliation à la MSA basés sur le revenu ; rejeté ; soutient l'amendement n° 129 de M. Jacques Jouve : calcul des cotisations proportionnellement à la surface des exploitations ; rejeté ; (p. 11932) : soutient l'amendement n° 130 de M. Jacques Jouve : nouvelle répartition des cotisations ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 11935) : soutient l'amendement n° 131 de M. Louis Maisonnat : critères de définition de la pluriactivité en zone de montagne ; rejeté. **Article 8** (p. 11936) : soutient l'amendement n° 133 de M. Emile Jourdan : suppression de l'application du nouveau seuil d'affiliation ; rejeté. **Après l'Article 9** (p. 11942) : s'oppose à l'amendement n° 370 de M. Eugène Berest : alignement des condi-

tions d'attribution du FNS sur celles de l'IVD. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 26** *(sexies)* **A** (p. 265) : son amendement n° 152 : suppression de l'article 26 *sexies* A ; adopté.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1327) : hypothèses économiques tronquées ; déficit budgétaire ; impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés ; pacte pour l'emploi des jeunes ; caisse d'amortissement pour l'acier ; profits des multinationales ; (p. 1328) : développement de la pauvreté en France ; chômage ; emploi dans la fonction publique ; déficit extérieur ; intégration européenne. **Discussion des articles** [28 mai 1980]. **Article 16** (p. 1411) : liens financiers entre la France et divers pays francophones. **Après l'Article 16** (p. 1414) : régime des prélèvements effectués sur les recettes budgétaires de l'Etat ; tutelle financière sur les collectivités locales.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** *(suite)* (p. 2782) : son amendement n° 77 : surtaxe frappant les gros revenus ; rejeté ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 2880) : son amendement n° 129 : suppression du régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par une société mère ; rejeté ; difficultés des sociétés d'économie mixte de construction et d'aménagement ; (p. 2886) : son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : affectation des sommes déduites du bénéfice imposable à un fonds emploi-investissement géré par les comités d'entreprise et servant à financer les créations d'emplois et les réductions du temps de travail ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; lien entre profit, investissement et emploi. **Avant l'Article 4** (p. 2912) : son amendement n° 140 rectifié : remboursement de la TVA aux associations ; rejeté ; (p. 2915) : son amendement n° 230 : réduction du taux de la TVA applicable aux voitures automobiles de tourisme d'une puissance inférieure à huit chevaux fiscaux ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 2926) : son amendement n° 127 : seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture. — **BAPSA**, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur les marchés agricoles. **Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3618) : importance de l'organisation des marchés ; mécontentement de tous les agriculteurs ; augmentation des crédits affectés aux subventions économiques destinées à la valorisation des productions ; accroissement de la dotation de l'ONIC ; plan pluriannuel de l'élevage ; dégradation du revenu des éleveurs ; endettement croissant ; nécessité de supprimer la taxe de coresponsabilité ; faiblesse des dépenses communautaires dans le domaine des viandes ; règlement ovin ; (p. 3619) : insuffisance de la revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne ; attribution d'une prime à la vache allaitante ; crise de l'élevage porcin ; plan de soutien à l'élevage ovin français ; importations de viande ovine.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3831) : plan Massif central ; augmentation du chômage en Auvergne et dans le Limousin ; exemple de la ville de Montluçon ; investissement à l'étranger des grands groupes français ; déficit commercial dans le secteur de la fonderie ; possibilité de développer l'industrie en Auvergne et dans le Limousin.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Article 22** (p. 4683) : son amendement n° 102 : suppression de l'article 22 ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4942) : mesure constituant un recul du pouvoir devant l'action des paysans mais incapable de compenser les pertes de revenu de 1980 ; diminution du pouvoir d'achat des éleveurs dans l'Allier ; politique de chômage pesant sur la consommation de viande ; pas de politique de soutien des marchés ; endettement des éleveurs ; augmentation des cotisations sociales ; nécessité de prix véritablement garantis à la production.

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(10e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 24 janvier 1979] (p. 246).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie des travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale (n° 2032) [6 novembre 1980] (p. 3690).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 159) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République arabe syrienne** sur l'encouragement et la protection réciproques des **investissements,** signée à Damas le 28 novembre 1977 (n° **319**) [1er juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 577) autorisant l'approbation de la **convention** relative au **concours en personnel** apporté par le Gouvernement de la République française au fonctionnement des services publics de la **République de Djibouti,** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, ensemble cinq annexes et un échange de lettres, signés à Djibouti le 28 avril 1978 (n° **772**) [7 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 578) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti** relative au transfert du privilège de l'**émission monétaire** à la République de Djibouti, faite à Djibouti le 27 juin 1977 (n° **773**) [7 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 579) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti,** signé à Djibouti le 27 juin 1977, ensemble l'échange de lettres en date du 26 janvier 1978 (n° **774**) [7 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 580) autorisant l'approbation du **protocole provisoire** fixant les conditions de **stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti** après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977 (n° **775**) [7 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer la **redevance** pour création de locaux à usage **industriel** en région d'**Ile-de-France** (n° **1760**) [28 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2032) autorisant l'approbation de l'**échange de lettres franco-algérien** relatif au **retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille** ainsi que de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la **sécurité sociale** (n° **2064**) [13 novembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2717) : engagement de la France au Liban, au Tchad, en Mauritanie, au Zaïre ; (p. 2718) : conséquences de ses actions sur les relations de la France avec les Palestiniens, avec l'URSS, avec l'Algérie ; resserrement de l'alliance atlantique ; absence de mesures de la poussée soviétique en Afrique ; risque de renforcement de la position de l'Union soviétique en Afrique par les interventions militaires ; inadaptation du principe de l'intangibilité des frontières ; nécessité de réexaminer les structures et les objectifs de la politique de coopération, d'explorer les possibilités de règlement pacifique des conflits ; (p. 2720) : absence de l'Europe en Afrique.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail**

(p. 5626) : son amendement n° 1 : intégration des agents de maîtrise et assimilés dans le collège des cadres ; non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6916) : demande des explications sur la signification de l'article de la loi de finances fixant à quatorze milliards les prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit du budget de la communauté européenne.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 novembre 1978]. **Article 15** (p. 9378) : soutient les amendements n° 134 et n° 135 de M. Robert Wagner : limitation de l'application de l'article 15 à l'année 1979 ; taux de progression fixé à 110 % ; (p. 9379) : rejetés.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977, ensemble l'échange de lettres en date du 26 janvier 1978** (n° **579**). **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par le Gouvernement de la République française au fonctionnement des services publics de la République de Djibouti, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, ensemble cinq annexes et un échange de lettres, signés à Djibouti le 28 avril 1978** (n° **577**). **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative au transfert du privilège de l'émission monétaire à la République de Djibouti, faite à Djibouti le 27 juin 1977** (n° **578**). **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti, le 27 juin 1977** (n° **580**), rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Première lecture. Discussion générale commune** [18 décembre 1978] (p. 9628) : nécessité de fixer le cadre de la coopération entre la France et Djibouti après l'accession de Djibouti à l'indépendance ; déplore la longueur excessive des délais dans lesquels le Parlement est saisi des accords entre la France et Djibouti ; (p. 9629) : souhaite connaître les règles que le Gouvernement s'est fixées en matière d'autorisation parlementaire de ratification ; fragilité de la République de Djibouti ; nécessité de préserver son indépendance par rapport à ses deux voisins ; accords de coopération en matière économique et financière ; protocole provisoire fixant des conditions de stationnement des forces françaises ; (p. 9630) : convention relative au concours en personnel ; convention relative au transfert du privilège de l'émission monétaire ; regrette l'absence de conventions consulaires et de conventions d'établissements avec Djibouti.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4241) : regrette que le texte ne soit pas discuté en même temps que le projet relatif aux conditions de séjour et de travail des étrangers ; problèmes sociaux engendrés par le flot d'immigrés clandestins dont la situation a été régularisée facilement parce qu'ils servaient les intérêts du patronat ; projet ne distinguant pas les étrangers admis à travailler en France de ceux qui sont entrés clandestinement ; nécessité de renforcer les garanties données aux résidents privilégiés et d'accorder libéralement ce statut ; influence du vote du projet sur la renégociation des accords bilatéraux entre la France et les pays africains ; (p. 4242) : nécessité de développer la coopération franco-algérienne. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [6 novembre 1979] (p. 11343) : se félicite du retrait de l'ordre du jour du projet Stoléru ; inutilité du projet actuel et existence dans la législation de dispositions suffisantes pour lutter contre l'immigration clandestine ; son vote hostile.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 3** (p. 8409) : son amendement n° 4 corrigé : relèvement du plafond des déductions possibles pour les intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de la résidence principale à condition que les deux cinquièmes au moins de ces déductions soient réservés à l'amortissement des dépenses permettant une économie d'énergie ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2857) : son amendement n° 2 : relèvement du seuil à partir duquel les employeurs sont tenus de déclarer les rémunérations de toutes natures et remboursement de frais versés à un tiers, majoration de la taxe sur les contrats d'assurance ; retiré ; problèmes des clubs sportifs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** (n° **2032**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4264) : relations entre la France et l'Algérie depuis les accords d'Evian ; caractère spécifique de l'immigration algérienne en France ; (p. 4265) : convergences de vues entre Français et Algériens sur la nécessité de bloquer l'immigration et de favoriser le retour d'immigrés dans leur pays ; contenu des accords du 18 septembre ; incertitudes sur les perspectives d'application ; construction de centres de formation professionnelle en Algérie ; place faite par les entreprises françaises à la formation professionnelle des Algériens ; convention de sécurité sociale ; contentieux encore en suspens avec l'Algérie : archives algériennes ; gel des pensions versées aux anciens fonctionnaires français ayant acquis la nationalité algérienne ; problème de nationalité.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Après l'Article 7** (p. 4648) : son amendement n° 49 : réévaluation de l'abattement prévu par l'article 240 du code général des impôts en matière de déclaration fiscale par des tiers ; non soutenu.

GOSNAT (Georges)

Député du Val-de-Marne
(3e *circonscription*)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **démocratiser le fonctionnement des caisses d'épargne pour protéger l'épargne populaire** (n° **1163**) [19 juin 1979]. Retrait de cette proposition de loi [7 janvier 1980] (p. 14).

— **Proposition de loi tendant à démocratiser le fonctionnement des caisses d'épargne pour protéger l'épargne populaire** (n° **1539**) [20 décembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Licenciements dans la brasserie** [15 novembre 1978] (p. 7674, 7675) : fermeture de plusieurs brasseries par le groupe BSN ; conséquences pour l'emploi ; effets sur la balance commerciale de la France.

— **Suppression d'emplois à la direction de la concurrence et de la consommation** [20 juin 1979] (p. 5339) : mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer le respect des droits des personnels concernés et pour endiguer la hausse des prix.

• *Question orale sans débat :*

— (n° **9243**) : **Ordre public** [1er décembre 1978] (p. 8665) : nécessité de la création d'un commissariat à Vitry ; insuffisance de la politique gouvernementale en matière de prévention des délits.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discus-**

sion générale [31 mai 1978] (p. 2307) : protestation contre la hausse du prix du pétrole ; financement à raison de 56 % du collectif par l'augmentation de la fiscalité sur les produits pétroliers ; évolution de la fiscalité sur les produits pétroliers ; taux de la fiscalité sur le fuel domestique : 25,47 % du prix de vente ; privilège dont bénéficient les sociétés pétrolières révélés par le rapport de l'Assemblée ; (p. 2308) : absence de déclaration de leurs bénéfices par les filiales françaises des sociétés pétrolières due à la déclaration des bénéfices dans les pays pratiquant une exonération fiscale ; proposition par le groupe communiste de l'institution de 7 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des sociétés étrangères opérant en France. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2367) : ralliement du groupe socialiste à l'amendement n° 40 de M. Louis Le Pensec ; nécessité d'augmenter les crédits prévus pour la couverture des dommages de l'*Amoco-Cadiz* et pour la prévention de la pollution marine. **Article premier** (p. 2368) : son amendement n° 24 : création d'une taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; augmentation de 85 % de la fiscalité intérieure sur le super carburant ; déficit des compagnies pétrolières étrangères, bénéfice des compagnies françaises pour un tonnage équivalent ; demande un scrutin public au nom du groupe communiste ; (p. 2369) : non-respect par le Gouvernement des conclusions de la commission d'enquête parlementaire ; possibilité d'instituer une taxe spécifique par tonne de pétrole importée, valable pour toutes les sociétés et imputable sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année ; rejeté par scrutin public ; (p. 2370) : sur l'amendement n° 43 de M. Guy Guermeur : approuve la fixation du prix de vente du carburant aux pêches maritimes à 35 F par hectolitre ; (p. 2371) : rejette la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; propose un amendement instituant une contribution de 0,25 F par hectolitre de super carburant et la fixation à 35 F l'hectolitre du carburant destiné aux pêches maritimes ; déclaré irrecevable.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1978] : **Après l'Article 2** (p. 6080) : soutient l'amendement n° 37 de M. René Rieubon : suspension du versement du solde de l'IRPP pour les chômeurs gagée par la suppression de l'avoir fiscal ; (p. 6081) : rejeté ; [17 octobre 1978] : **Article 17** (p. 6147) : septième hausse de la fiscalité indirecte sur les produits pétroliers ; poids de la fiscalité dans le prix de vente des carburants : 70 % ; caractère inflationniste de cette fiscalité ; (p. 6148) : proteste contre l'absence d'un grand débat sur les questions pétrolières ; refus du Gouvernement de s'attaquer aux privilèges du lobby pétrolier ; dissimulation des bénéfices par les sociétés pétrolières ; libération des prix des produits pétroliers ; laisse le champ libre aux cartels pétroliers multinationaux ; s'oppose à la réduction de l'incitation fiscale et à la régénération des huiles usagées et est donc favorable à l'amendement n° 18 de la commission ; (p. 6151) : son amendement n° 51 : suppression de la taxe intérieure sur les carburants et création d'une taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; rejeté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° 901). **Discussion de l'article unique** [15 mars 1979]. **Rappel au règlement** (p. 1657) : communication confidentielle concernant l'examen des amendements faite au groupe socialiste ; discussion, non du texte de la commission des lois, mais de celui présenté par l'UDF ; lettre adressée par le garde des sceaux au président de l'Assemblée nationale ; retrait du texte de la résolution de tout ce qui concerne M. Hersant ; (p. 1657, 1658) : proteste contre l'obligation faite à l'Assemblée de se prononcer sur un texte commun aux groupes UDF et RPR ; dénonciation des méthodes utilisées pour « bâillonner l'information ».

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Article 4** (p. 8425) : campagne engagée contre les pays producteurs de pétrole ; inanité du soi-disant « choc pétrolier » ; effet limité des hausses du pétrole sur l'économie ; augmentation des importations des produits pétroliers due au gonflement des stocks ; (p. 8426) : augmentation considérable des profits pétroliers ; vote favorable du groupe communiste sur le prélèvement fiscal exceptionnel prévu à l'article 4 ; son amendement n° 134 : institution d'un prélèvement exceptionnel de 10 % sur les profits bruts réalisés par les sociétés pétrolières en 1978 ; taxation annuelle sur la réévaluation des stocks réalisés par les sociétés pétrolières exerçant leurs activités en France ; rejeté. **Après l'Article 4** (p. 8429) : son amendement n° 135 : création d'une taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; rejeté au scrutin public ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8501) : son amendement n° 136 : réintégration de

diverses provisions dans le bénéfice imposable ; soutenu par M. Parfait Jans ; rejeté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux. Information. Examen des crédits** [26 octobre 1979]. **Article 70** (p. 9061) : soutient son amendement n° 193 : suppression de l'article 70 ; rejeté ; article 39 *bis* du code général des impôts ne profitant qu'aux journaux riches.

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9823) : projet de démantèlement de la direction de la concurrence et de la consommation ; accroissement du rythme de la hausse des prix et gonflement des profits ; liquidation du contrôle des prix ; (p. 9824) : bilan dérisoire de la commission des ententes.

Commerce extérieur. Examen des crédits [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 10190) : son amendement n° 444 : réduction des crédits du centre français du commerce extérieur ; soutenu par M. Gérard Bordu ; rejeté ; (p. 10191) : son amendement n° 443 : réduction des crédits de l'agence pour la coopération technique, industrielle et économique ; soutenu par M. Gérard Bordu ; rejeté.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° 1559). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12550) : soutient l'amendement n° 1 de M. Roger Combrisson : prélèvement exceptionnel sur les profits réalisés par les sociétés pétrolières en 1978 ; taxation annuelle sur la réévaluation des stocks réalisés par les sociétés pétrolières ; rejeté.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Georges Gosnat et plusieurs de ses collègues tendant à démocratiser le fonctionnement des caisses d'épargne pour protéger l'épargne populaire** (n° 1539). **Discussion** [8 avril 1980] (p. 116) : épargne populaire ; rémunération des livrets A et hausse des prix ; (p. 117) : exploitation des personnels des caisses d'épargne ; démocratiser la gestion des caisses d'épargne ; enterrement des propositions de loi par la commission des finances.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2758) : son amendement n° 125 : indexation de l'épargne populaire et suppression de certains privilèges fiscaux ; rejeté ; (p. 2764) : son amendement n° 78 : création de nouveaux emplois par un prélèvement exceptionnel de 10 % sur les liquidités des entreprises de plus de 50 salariés et une augmentation à 60 % du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés de plus de 500 salariés ; rejeté ; (p. 2765) : inflation ; lutte contre le chômage ; liquidités financières des grandes sociétés ; financement des partis politiques ; commission d'enquête parlementaire sur l'activité des partis ; (p. 2766, 2767) : exportation de capitaux à l'étranger ; (p. 2767) : son amendement n° 80 : création d'un prélèvement sur les investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises en 1979 et 1980 ; rejeté ; création d'emplois ; réduction du temps de travail ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** *(suite)* (p. 2779) : son amendement n° 76 : suppression de la fiscalisation du crédit mutuel ; rejeté ; [17 octobre 1980] : **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2858) : son amendement n° 124 : cumul du livret A de caisse d'épargne et du livret bleu du crédit mutuel, gagé par une taxe de 1 % sur l'actif net des banques privées et nationalisées ; rejeté. **Avant l'Article 3, amendements précédemment réservés** (p. 2863) : son amendement n° 135 rectifié : abrogation du régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé sur option ; rejeté ; (p. 2864) : suppression des avantages des compagnies pétrolières ; [21 octobre 1980] (p. 2885) : son sous-amendement n° 194 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : conditions d'octroi de l'aide à l'investissement : achat de matériel français, avis des comités d'entreprise, création nette d'emplois ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2890) : conclusion de la commission parlementaire d'enquête sur les activités de sociétés pétrolières ; (p. 2891) : bénéfices scandaleux des compagnies pétrolières ; avantages excessifs de la double déduction de la provision pour reconstitution de gisements et des amortissements ; avantages exorbitants tirés par les compagnies pétrolières des dispositions réglementant le bénéfice mondial et consolidé ; proteste contre la nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers ; (p. 2903) : son amendement n° 134 rectifié : prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières ; taxation annuelle sur la réévaluation des stocks réalisés sur les sociétés pétrolières ; rejeté ; nécessité de supprimer la provision pour fluctuations de cours ; augmentation du prix des produits pétroliers ; importance des stocks spéculatifs ; son amendement n° 136 rectifié : taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières étrangères exerçant leur activité en France ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectficative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Après l'Article 11** (p. 4650) : son amendement n° 97 : taxation à 100 % de la revalorisation des stocks pétroliers entraînée par l'augmentation des prix à la production ; rejeté.

GOUHIER (Roger)

Député de la Seine-Saint-Denis
(5e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à instaurer la gratuité sur l'ensemble des infrastructures routières (n° 1521) [10 avril 1980] (p. 298).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Services du premier ministre - Commissariat général du Plan [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **la construction** de 100.000 **logements HLM locatives supplémentaires** par an (n° **547**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la **prime** spéciale uniforme **mensuelle de transport** instituée dans la région parisienne, et à la réévaluer (n° **548**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux **personnels des entreprises de transports routiers, urbains et de nettoiement, l'affiliation à la caisse autonome mutuelle de retraite** et de bénéficier des droits y afférents, notamment l'avancement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans et soixante ans (n° **552**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à instaurer la gratuité sur l'ensemble des infrastructures routières** (n° **1521**) [20 décembre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome XVI : Services du premier ministre - Commissariat général du plan** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Grèves à la SNCF** [10 octobre 1978] (p. 5866) : caractère justifié des grèves de cheminots : salaires bas, sanctions disciplinaires renforcées, licenciements multipliés, rapport Guillaumat.

— **Revendications des électriciens et gaziers** [16 avril 1980] (p. 424).

• *Intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. François Mitterrand (n° 1041) : Salaire minimum interprofessionnel de croissanve** [19 mai 1978] (p. 1900) : regrette l'absence d'un véritable débat sur la dégradation du pouvoir d'achat ; l'accroissement du chômage ; les hausses des prix dans les secteurs privé et public ; rappelle les moyens envisagés par le programme commun de la gauche : réforme fiscale, nationalisations, pour que le SMIC à 2.400 F ne conduise pas les PME à la faillite ; (p. 1901) : le Gouvernement réduit les dépenses sociales et d'équipements publics pour orienter les fonds publics vers les grandes sociétés ; disparition de la notion du service public ; appui du parti communiste aux revendications des travailleurs.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17993**) : **Approvisionnement énergétique de la France** [29 juin 1979] (p. 5863, 5864, 5865) : ampleur donnée à la crise du pétrole pour camoufler la relance de l'inflation et la politique d'austérité ; liberté d'action des compagnies pétrolières ; organisation de forces d'intervention aux Etats-Unis, en France et en RFA ; bénéfice des grandes compagnies pétrolières ; diversification nécessaire des sources d'énergie : charbon, énergie hydraulique, développement de l'utilisation solaire ; planification démocratique des ressources d'énergie ; opérer une meilleure répartition des richesses.

— (n° **29670**) : **Transfert de services de la SNCF** [18 avril 1980] (p. 559) : conséquences des transferts de services centraux en province sur les PME de la région parisienne ; réduction des effectifs de la SNCF.

INTERVENTIONS

— **Rappel au règlement** [12 mai 1978] (p. 1670) : organisation des séances de questions orales sans débat.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **117**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Article premier A** (p. 1693) : son amendement n° 1 : renforcer les droits de l'inventeur salarié en lui assurant la propriété de l'invention ; (p. 1694) : rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2321) : situation dramatique de l'emploi en Franche-Comté malgré les richesses naturelles et le potentiel industriel de la région ; exemples de Peugeot et de Rhône-Poulenc.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1978] (p. 5990) : difficultés accrues à l'occasion de la rentrée scolaire ; budget dérisoire accordé aux lycées et collèges récemment nationalisés ; (p. 5991) : conspiration du silence sur la colère des parents, des enseignants et des jeunes ; contribution du ministre de l'éducation à la campagne anticommuniste ; proteste contre la façon dont sont accueillies les demandes d'audience de députés communistes.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 6082) : son amendement n° 128 soutenu par M. Dominique Frelaut : exonération de l'impôt sur le revenu des titres-vacances ; rejeté (p. 6082).

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7336) : budget des transports terrestres marqué par la politique d'austérité ; politique gouvernementale d'adaptation des transports aux besoins du grand capital ; diminution constante des effectifs et aggravation des conditions de travail à la SNCF et à la RATP ; suppression en 1978 de tarifs préférentiels dont bénéficiaient les salariés et les associations ; remise en cause des crédits nécessaires au prolongement des lignes de métro jusqu'à Villejuif, Bobigny ; rapport Guillaumat, reflet de l'abandon de toute notion de service public ; (p. 7337) : demande l'organisation d'un débat sur l'ensemble des modes de transport ; besoins particuliers de la région parisienne.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9592) : menaces pesant sur la région parisienne du fait de l'intégration européenne ; (p. 9593) : diminution du nombre des emplois industriels à Paris et en Ile-de-France : exemple de la

liquidation du centre de recherches Burroughs à Pantin ; objectif du Gouvernement : livrer Paris aux sociétés multinationales.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15). Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2242) : politique énergétique soumise à l'intérêt des sociétés multinationales ; inspiration européenne du projet ; consommation française d'énergie par habitant inférieure à celle des partenaires européens ; maintien de l'anarchie dans la consommation d'énergie ; économies prévues par le texte portant surtout sur le secteur de l'habitat et mises à la charge des habitants ; nécessité d'actions d'information ; (p. 2243) : financement extérieur pour les économies d'énergie réalisées dans l'industrie ; volonté de porter atteinte aux statuts d'EDF ; danger de l'intégration européenne ; choix exclusif du tout nucléaire. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2454) : son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 32 de la commission : création d'une redevance sur les produits énergétiques importés ; rejeté ; son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 32 de la commission : assujettissement des entreprises de plus de 500 salariés à la redevance créée par le sous-amendement n° 61 ; rejeté ; son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 32 de la commission : accroissement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises pétrolières étrangères ; rejeté ; son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 32 de la commission : produit de la taxe fixé à trois milliards de francs en 1979 ; rejeté. **Après l'Article premier** (p. 2461) : son sous-amendement n° 68 : production combinée d'électricité et de chaleur par EDF ; rejeté ; (p. 2465) : soutient le sous-amendement n° 70 de M. André Lajoinie à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : limitation de l'application de l'amendement n° 42 de la commission aux installations calogènes ; rejeté ; (p. 2467) : vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 116 corrigé du Gouvernement. **Article 2** (p. 2475) : soutient son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 47 de la commission : classement d'un réseau subordonné à la condition qu'il ne se substitue pas à des installations non amorties ; rejeté ; [11 avril 1979] : **Article 11** (p. 2533) : soutient l'amendement n° 73 de M. Michel Couillet : application du titre 2 aux canalisations réalisées par un établissement public ; rejeté. **Après l'Article 15** (p. 2542) : amendement n° 23 de la commission risquant de reporter sur les locataires la charge financière des installations propres à économiser l'énergie ; [17 avril 1979] : **Avant le Titre premier** *(suite)* (p. 2644) : son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : saisine du comité créé par l'amendement n° 75 à la demande des commissions de l'Assemblée nationale ; réservé en raison de l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution opposée par le Gouvernement ; [9 mai 1979] : (p. 3556) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé ; comité d'évaluation des options techniques constituant un écran supplémentaire à l'information du Parlement ; (p. 3557) : retire son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : saisine du comité d'évaluation des options techniques par les commissions de l'Assemblée ; retire le sous-amendement n° 144, précédemment réservé, de Mme Paulette Fost à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : obligeant toute personne, dont la délégation juge l'audition utile à déférer à la convocation qui lui est délivrée ; retire le sous-amendement n° 145, précédemment réservé, de Mme Paulette Fost à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : présence de députés aux auditions du comité d'évaluation des options techniques. **Explications de vote** [9 mai 1979] (p. 3568) : portée limitée et application très difficile du texte voté ; l'intérêt du pays passe par l'exploitation diversifiée de toutes les sources d'énergie ; véritable objet du projet : limiter le champ d'application de la loi de nationalisation d'EDF ; (p. 3569) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes (n° 582). Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1979] : **Avant l'Article premier** (p. 2724) : son amendement n° 81 : excluant de l'application des dispositions de la présente loi l'affichage d'opinion ; rejeté ; projet portant atteinte aux libertés et à la démocratie sous le voile de la défense de l'environnement ; (p. 2726) : son hostilité à l'amendement n° 5 de la commission faisant référence aux dispositions pénales de la présente loi. **Article premier** (p. 2729) : son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 7 de la commission : interdisant d'assimiler l'affichage d'opinion à l'affichage publicitaire ; rejeté ; [19 avril 1979] : **Article 11** (p. 2774) : son amendement n° 87 soutenu par M. Marcel Tassy : droit des conseils municipaux de fixer des emplacements supérieurs à une surface minimale définie par décret d'application ; rejeté. **Article 14** (p. 2784) : son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 36 de la commission soutenu par M. Henry Canacos : limitation des cas où l'installation d'une enseigne est soumise à l'autorisation du maire ; retiré. **Article 15** (p. 2786) : son sous-amendement n° 119 à l'amendement n° 38 de la commission : préenseigne traitée dans le cadre de la législation

relative à la signalisation ; retiré par M. Henry Canacos ; son amendement n° 120 soutenu par M. Henry Canacos : conséquences du sous-amendement n° 119 ; devenu sans objet. **Article 16** : son amendement n° 121 : limitation à un mois du délai au terme duquel le silence de l'administration vaut autorisation ; retiré par M. Henry Canacos. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8035) : soutient l'amendement n° 38 de M. Lucien Villa : inapplication de la loi aux publicités situées à l'intérieur d'un local ; retiré. **Article 7** (p. 8038) : son amendement n° 39 soutenu par M. Henry Canacos : supprimant la possibilité de fixer par décret les conditions d'utilisation du mobilier comme support publicitaire ; rejeté. **Article 11** *bis* (p. 8043) : soutient son amendement n° 41 : maîtrise du conseil municipal sur la procédure de délimitation des zones de publicité autorisées ou élargies ; rejeté. **Explications de vote** (p. 8059) : projet constituant une arme dangereuse pour la vie associative et les professions ayant un rapport avec l'affichage ; (p. 8060) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires (n° 897). Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3136) : problème de sécurité soulevé par l'accroissement des quantités de matières nucléaires en circulation; réclame des conditions démocratiques d'exercice du contrôle de la sécurité ; nécessité de publier les études d'impact préalables à la construction d'installations nucléaires et les plans Orsec-Rad ; (p. 3137) : position ambiguë de la France sur le problème de la non-prolifération ; souhaite que soient créés des comités régionaux de sécurité et d'information. **Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 3141) : approuve l'amendement n° 25 rectifié de M. Robert Wagner ; caractère illimité du pouvoir de l'Assemblée nationale ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 25 rectifié. **Article 2** (p. 3143) : soutient l'amendement n° 6 de M. André Duroméa : consultation du conseil supérieur de la sûreté nucléaire ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 3146) : soutient son amendement n° 7 : rapport présenté chaque année par le conseil supérieur de la sûreté nucléaire sur les avis donnés en application de l'alinéa 1 de l'article 2 ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 3149) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Paulette Fost : présentation par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'application des articles 2, 4, 5 et 6 de la loi ; adopté. **Explications de vote** [26 avril 1979] (p. 3149) : abstention du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française (n° 941). Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3185) : campagne menée contre les luttes des cheminots ; volonté du Gouvernement de démanteler la SNCF.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales (n° 1075). Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4708) : projet permettant au Gouvernement de revenir sur le principe de la gratuité de l'usage du réseau routier ; (p. 4709) : exploitation des automobilistes ; nécessité de faire payer les grandes entreprises redevables de la taxe sur les salaires pour les transports et les infrastructures routières. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4717) : vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 5 de la commission des lois. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5882) : volonté du Gouvernement de faire payer toujours plus les familles des travailleurs et les automobilistes pour augmenter les profits des grandes sociétés privées ; opposition de principe des communistes au péage ; dénonciation par la Cour des comptes des profits scandaleux réalisés par les sociétés concessionnaires d'autoroutes ; vote hostile du groupe communiste. **Explications de vote** [29 juin 1979] (p. 5887) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière (n° 995). Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5419) : situation dramatique des hôpitaux psychiatriques de la région parisienne ; exemple de l'hôpital de Maison-Blanche à Neuilly-sur-Marne.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Examen des crédits [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8841) : s'oppose aux amendements n° 242 de la commission des finances et n° 340 de M. Gilbert Gantier : réduction des crédits affectés à la contribution de l'Etat aux transports publics parisiens.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9193) : augmentation des charges locatives ; renchérissement du fuel dû aux spéculations des trusts pétroliers ; les économies d'énergie passent par l'abandon de la politique actuelle de construction ; nécessité de bloquer les loyers et les charges, d'abaisser le prix du fuel domestique en réduisant la TVA et en diminuant les taxes spécifiques ; (p. 9210) : demande l'institution

immédiate d'une allocation de logement supplémentaire pour les travailleurs frappés par le chômage.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Article 14** (p. 11959) : soutient le sous-amendement n° 631 de M. Lucien Dutard à l'amendement n° 41 de la commission : mission des commissions cantonales des structures ; devient sans objet.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12237) : refus du Gouvernement de faire payer les pollueurs ; recherche du profit organisant le gaspillage et engendrant la pollution ; demande la création d'une commission d'enquête sur la situation des riverains des grands aéroports. **Discussion de l'article unique** [18 décembre 1979]. **Article unique** (p. 12244) : soutient son amendement n° 13 : composition du conseil d'administration de l'agence ; rejeté.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 585) : information des comités d'entreprise ; droits des comités d'entreprise dans les multinationales.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° **897**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1190) : prolférération des armes nucléaires ; Euratom ; participation des travailleurs à la sécurité ; fissures dans les cuves de réacteurs nucléaires ; droit de grève des personnels des installations nucléaires. **Discussion des articles. Article 4** (p. 1194) : droit de grève ; statut du personnel d'EDF ; ses sous-amendements n° 14 : application des peines aux personnes morales ; rejeté et n° 15 : dispositions applicables aux personnes physiques bénéficiant d'un statut ou de conventions ; rejeté. **Explications de vote** (p. 1197) : respect du statut des personnels ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [22 mai 1980]. **Article 11** (p. 1219) : nature des fluides visés à l'article 11. **Article 15** *septies* (p. 1223) : protection de la nature ; rentabilité économique des installations concernées à l'article 15 *septies ;* risques de disparition d'espèces de poissons ; exploitation des microcentrales électriques par le secteur privé ; (p. 1225) : son amendement n° 25 : suppression de l'article 15 *septies ;* rejeté ; profit retiré de la construction de microcentrales hydroélectriques. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2277) : politique d'économie d'énergie pesant sur les ménages plus que sur les industriels ; atteinte au monopole d'EDF ; développement des microcentrales ; (p. 2278) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 9** (p. 1937) : régime policier ; actions racistes ; organisation de l'insécurité par le Gouvernement ; exemple de la Seine-Saint-Denis ; impunité des groupes fascistes ; (p. 1938) : travailleurs immigrés ; [21 juin 1980] : **Article 32** (p. 2082) : soutient l'amendement n° 43 de M. Jean-Jacques Barthe ; rejeté.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [24 juin 1980]. **Explications de vote** (p. 2230) : dépendance de l'agence à l'égard du patronat ; pilotage par l'aval ; statut du personnel ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** (n° **1806**). **Troisième lecture. Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 4** (p. 2274) : son amendement n° 1 : sanctions de la violation intentionnelle d'instructions permanentes de l'exploitant en matière de sécurité ; rejeté ; attachement des syndicats à la sécurité ; droit de grève ; (p. 2275) : son amendement n° 2 : règles de sécurité prises obligatoirement en accord avec le comité d'hygiène et de sécurité ; rejeté ; son amendement n° 3 : en cas de violation intentionnelle des règles de sécurité, application des sanctions prévues pour faute grave par les conventions, les statuts des personnels ou la législation du travail ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Article 3** précédemment réservé (p. 2891) : approvisionnement énergétique de la France ; nécessité de développer les capacités de production d'énergie nationale ; entrave mise au développement des réacteurs surrégénérateurs ; action du groupe Empain ; menace de dispari-

tion de Novatome ; nécessité de nationaliser l'industrie nucléaire.

Services du premier ministre. — IV. **Commissariat général du plan,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3285, 3286) : rejet du budget du plan par la commission ; planification orientée dans les instances supranationales en dehors de toutes concertations démocratiques ; diminution des crédits des CERC (centres d'études des revenus et des coûts) et du CREDOC ; mise en sommeil du CORDES depuis 1979 ; stagnation des crédits du CEPERMAP ; augmentation des crédits du centre d'études prospectives et d'informations internationales CEPII ; échec relatif de l'expérience des PAP ; (p. 3287) : préparation antidémocratique du VIII[e] Plan ; demande sa discussion avant la fin de l'année.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3355) : multiplication des saisies et expulsions.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3840) : pose une question au nom de M. Louis Maisonnat ; aides à l'industre et rapport Hannoun ; développement de l'investissement à l'étranger.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3972) : volonté gouvernementale de liquider le service public ; actions des usagers et des salariés des entreprises publiques ; rapport Guillaumat et situation de la SNCF ; fermeture de lignes ; situation financière préoccupante de la SNCF ; (p. 3973) : désengagement de l'Etat du financement de la RATP et augmentation des tarifs ; diminution du versement des employeurs ; liaison Ermont-Invalides.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 35** (p. 4109) : augmentation des besoins de transport collectif en région parisienne ; plan d'entreprise de la RATP ; désengagement de l'Etat compensé partiellement par un accroissement de la part de la région Ile-de-France ; ligne Ermont-Invalides ; nécessité d'accroître la part de financement des entreprises.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 23** (p. 4687) : décalage entre le salaire forfaitaire servant de base de calcul aux pensions des marins et les salaires réels ; (p. 4690) : dénonce les accusations de M. Vivien sur le prétendu monopole de la CGT à EDF ; amendement n° 65 de M. Tranchant visant à réduire les ressources des caisses d'activités sociales d'EDF ; prélèvement de 1 % sur le chiffre d'affaires d'EDF en faveur des anciens actionnaires des sociétés nationalisées ; rôle de la caisse centrale des activités sociales d'EDF ; (p. 4691) : contrôles exercés sur son budget ; (p. 4692) : volonté de la majorité de limiter les avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs d'EDF.

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne
(1[re] circonscription)
(RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1981] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer avec précision les pratiques de l'**élevage industriel en France** (n° **1936**) [2 octobre 1980].

— **Proposition de loi** portant **statut des agents de maîtrise** (n° **2188**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Taxe professionnelle** [12 décembre 1979] (p. 11662) : nécessité de plafonner les hausses dépassant un certain pourcentage jusqu'à l'application de la nouvelle loi et de déposer devant le Parlement un projet avec déclaration d'urgence.

— **Commercialisation des fruits à cidre** [29 octobre 1980] (p. 3254, 3255) : distillation des fruits non commercialisés.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 3753) : **Enseignement préscolaire en zones rurales** [30 juin 1978] (p. 3741, 3742) : difficultés rencontrées par les petites communes pour la mise en place de la préscolarisation et des regroupements pédagogiques.

— (n° 23269) : **Aides à la presse hebdomadaire** [14 décembre 1979] (p. 11909, 11910) : hebdomadaires exclus des réductions de tarif des PTT ; situation de la presse hebdomadaire régionale.

— (n° 35871) : **Jeunes gens non admis dans les établissements d'enseignement technique** [3 octobre 1980] (p. 2572, 2573) : difficultés rencontrées dans certaines filières : hôtellerie, mécanique auto, électronique, service de santé, gestion des entreprises, administration ; orientation des élèves ; mise à jour de la carte nationale relative aux sections de préparation aux brevets de technicien supérieur.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'Article 18** (p. 6156) : non-réalisation de l'étude promise par le Gouvernement sur la véritable cause de l'alcoolisme en France.

Deuxième partie :

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6451) : difficultés d'un grand nombre d'entreprises industrielles françaises ; (p. 6452) : nécessité d'une aide gouvernementale au fonctionnement et au financement des entreprises ; souhaite la confirmation de l'autorité et de la responsabilité des chefs d'entreprise et la participation effective des cadres à la marche de l'entreprise.

Travail et santé. — I. Section commune - III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6864) : résultat positif de l'humanisation des établissements hospitaliers ; poids excessifs des charges d'aide sociale et de sécurité sociale en France.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6929) : ambiguïté et dangers des accords de Camp David ; absence de solution au problème palestinien ; (p. 6930) : inertie de la France au Proche-Orient.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7267) : priorité donnée à l'action sociale dans le budget de l'agriculture ; diminution du revenu agricole en Basse-Normandie ; disparité des prêts agricoles fixés par la CEE ; critique la diminution des crédits consacrés à l'électrification rurale et la suppression des subventions et des prêts aux bâtiments d'élevage ; (p. 7268) : non-application de la loi sur la liberté de l'enseignement agricole.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7501) : nécessité d'une restructuration administrative et financière du ministère de l'éducation ; nécessité d'une plus grande décentralisation dans l'administration de l'éducation ; déficit incontestable de postes d'enseignants dans l'Orne et excédent dans le département voisin ; (p. 7502) : problème de la rémunération des chefs d'établissement du second degré ; disparité des conditions de travail et de rémunérations dans le corps enseignant ; disparition du prestige de la fonction enseignante.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7607) : insuffisance des moyens budgétaires ; freinage du programme de recrutement d'enseignants ; importance des obligations de service des enseignants d'éducation physique ; (p. 7608) : stagnation des crédits d'équipement ; gonflement des charges de fonctionnement ; difficultés des associations et petits clubs d'animation socio-éducatifs ; nécessité du débat sur le recours à des ressources extra-budgétaires.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7912) : difficultés du commerce ; nécessité pour la politique de revitalisation du milieu rural de s'appuyer sur le petit commerce ; (p. 7913) : nécessité d'assouplir les règles administratives ; psychose des contrôles chez les petits commerçants ; actualisation nécessaire de la loi d'orientation ; lutte contre le travail clandestin.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 8015) : son amendement n° 196 : détermination par les établisements publics régionaux de leurs ressources ; déplafonnement des ressources fiscales des régions ; retard de la plupart des régions dans leur développement économique ; (p. 8016) : amendement n° 196 ; rejeté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage (n° 900). Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1682): aggravation du chômage plus rapide en France que dans les autres pays européens ; crise économique en Basse-Normandie ; (p. 1683) : complexité excessive des mesures de lutte

contre le chômage ; nécessité d'adapter le système éducatif aux besoins économiques réels ; problèmes du travail des femmes et de l'accueil des travailleurs étrangers en situation de chômage.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 1109). Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979] **Article 7** (p. 5360) : soutient son amendement n° 50 : suppression de l'article 7 ; retiré ; atteinte directe portée au droit des entreprises d'affecter la totalité de la taxe d'apprentissage aux usages qu'elles jugent les plus appropriés ; menace pesant sur les établissements publics et privés d'apprentissage ; souhaite que soit prévue une ligne budgétaire particulière pour favoriser l'essor de l'apprentissage artisanal.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689). Première lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Après l'Article 12** (p. 8017) : son sous-amendement n° 344 à l'amendement n° 265 rectifié du Gouvernement : participation des chambres de commerce, chambres des métiers, chambres d'agriculture, à l'élaboration du rapport.

— **Projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1979] (p. 8348) : le barème de l'impôt sur le revenu ne tient pas suffisamment compte de la situation des veuves ; s'oppose à l'interdiction du cumul du livret bleu du crédit mutuel et du livret A des caisses d'épargne ; le blocage du livret bleu ; (p. 8349) : son hostilité à la modification du plafonnement des exonérations de droits de mutation et à la remise en cause de la réduction des droits prévue en faveur des donations-partages ; illégalité de ces mesures en raison de leur caractère rétroactif ; possibilité de créer un plafond par enfant et non par donateur dans l'exonération des droits de succession ; le relèvement du taux de la TVA sur les terrains à bâtir va à l'encontre de la relance du bâtiment ; s'oppose aux mesures prises dans le domaine forestier.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 3** (p. 8417) : soutient l'amendement n° 8 de M. Pierre Mauger : application de l'abattement de 10 % pour chaque retraite gagée par une augmentation des droits de timbres ; adopté par scrutin public.

Deuxième partie :

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9571) : approuve l'initiative prise par le Gouvernement français aux Nations unies provoquant une conférence en faveur du Cambodge ; nécessité d'une offensive au service de la paix dans le Sud-Est asiatique et au Proche-Orient ; (p. 9572) : responsabilités particulières de la France en Indochine ; position privilégiée de la France auprès des peuples du Proche-Orient ; limites de la « paix américaine ».

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9658) : situation de la Basse-Normandie rendant impossible toute diminution autoritaire de la production laitière dans cette région ; (p. 9665) : caractère excessif des importations de viande bovine ; brèche ouverte dans la protection du marché communautaire par les concessions faites dans le cadre des accords internationaux.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 10290) : soutient l'amendement n° 106 de M. Vincent Ansquer : augmentation du plafond des ressources des régions à 65 F par habitant ; rejeté au scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale (n° 1408). Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10547) : dénonce les conditions dans lesquelles s'instaure le débat, qui discréditent la fonction parlementaire ; (p. 10548) : souhaite une politique familiale d'ensemble et non une série de mesures ponctuelles ; mesures gouvernementales faisant surtout appel à la notion d'assistance.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10755) : estime que le droit français est étranger à l'esprit familial ; non-réalisation des objectifs de dissuasion de la loi de 1975 ; (p. 10756) : application de la loi facilitant l'avortement pour convenances personnelles ; problème non résolu de l'avortement clandestin ; contribution de l'avortement au fléchissement de la natalité française ; nécessité d'une véritable politique de la famille.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11695) : nécessité de mettre davantage l'accent sur les secteurs indispensables de la commercialisation et de l'exportation ; (p. 11696) : souhaite la définition d'un statut de l'agriculteur ; importance de la formation initiale et permanente des agriculteurs ; nécessité de maîtriser le prix de la terre et de refondre la législation sur les cumuls et les successions ; souhaite que les établissements publics régionaux reçoivent des moyens adaptés pour régionaliser les programmes et orientations nationaux ; nécessité d'une loi complé-

mentaire. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Après l'Article premier** (p. 11763) : approuve l'amendement n° 349 rectifié de M. René de Branche ; nécessité de sanctionner la formation initiale et la formation continue des agriculteurs par un contrôle des connaissances et des compétences et de définir clairement le statut des exploitants agricoles. **Après l'Article 2** (p. 11786) : son sous-amendement n° 687 à l'amendement n° 11 de la commission : établissement d'une conférence tripartite annuelle régionale chargée de faire des propositions pour les plans d'orientation régionaux ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** *(suite)* (p. 12051) : son sous-amendement n° 697 à l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : suppression du régime de l'autorisation pour les cumuls ou réunions d'exploitations réalisés par un exploitant parent ou allié jusqu'au troisième degré du propriétaire ou du preneur du fonds, si cette opération aboutit à maintenir ou à reconstituer l'exploitation familiale initiale ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 2** *quater* (p. 169) : soutient l'amendement n° 45 de M. Arnaud Lepercq ; rejeté ; [10 avril 1980] : **Article 14** *bis* **C** (p. 221) : soutient l'amendement n° 46 de M. Arnaud Lepercq ; adopté. **Article 22 C** (p. 244) : soutient le sous-amendement n° 131 de M. Arnaud Lepercq à l'amendement n° 78 de la commission : retiré ; **Article 26** *sexies* (p. 271) : son sous-amendement n° 331 à l'amendement n° 95 de la commission : obligation de différencier les prix des baux de carrière par rapport à ceux des baux à long terme ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires, budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3053) : caractère bénéfique de la présence d'un détachement français au Sud-Liban ; (p. 3054) : présence française en Afrique.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3731-3732) : animation des centres socio-éducatifs et sportifs.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Article 19** (p. 3905) : son amendement n° 156 : réduction de crédits ; extension au profit de la presse hebdomadaire régionale de la réduction des tarifs téléphoniques consentis à d'autres formes de presse ; retiré.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4059) : difficultés des petits établissements hospitaliers en milieu rural ; (p. 4060) : exemple de l'hôpital de Sées dans l'Orne.

GOUTMANN (Marie-Thérèse)

Député de la Seine-Saint-Denis
(9e circonscription)
(C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103) ; élection annulée par décision du Conseil constitutionnel du 7 juin 1978 [8 juin 1978 (p. 2693, 2727).

Réélue le 23 juillet 1978 [*J.O.* du 26 juillet 1978] (p. 2919).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 26 juillet 1978] (p. 2919).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1109, 1111), [3 octobre 1978] (p. 5486).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 5 octobre 1978] (p. 3481), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à garantir l'**emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée** (n° **948**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** relative à l'**action sociale** en faveur de l'**enfance** (n° **1912**) [30 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Difficultés rencontrées par les usagers du « tout électrique »** [31 mai 1978]

(p. 2290, 2291) : position du Gouvernement devant les coûts alourdis pour les usagers du « tout électrique ».

— **Discrimination à l'égard des élus communistes du département de la Seine-Saint-Denis** [22 novembre 1978] (p. 8152) : refus par le Gouvernement de recevoir des élus communistes alors qu'il accepte le dialogue avec les délégués extra-parlementaires de l'UDF.

— **Traité d'adhésion de la Grèce à la CEE** [23 mai 1979] (p. 4128) : absence d'information du Parlement sur les termes du traité d'adhésion de la Grèce à la Communauté économique européenne que le Président de la République doit signer à Athènes le 28 mai ; ce dernier ne devrait pas pouvoir engager le pays dans un traité si important sans vote au Parlement et information des Français.

— **Désarmement** [10 octobre 1979] (p. 8005) : initiative importante prise par l'Union soviétique en faveur de la paix en Europe en annonçant sa décision d'allégement du dispositif du Pacte de Varsovie en RDA ; refus de la France de prendre position sur le déploiement américain des fusées Pershing 2 ; que compte faire le Gouvernement français pour la détente militaire ?

— **Vacances des enfants** [25 juin 1980] (p. 2258) : diminution du pouvoir d'achat des ouvriers.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17641**) : **Financement des équipements collectifs de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée** [22 juin 1979] (p. 5545) : refus de l'établissement aménageur de Marne-la-Vallée de respecter les textes légaux et réglementaires imposant le versement aux collectivités locales de fonds de concours au financement des équipements collectifs rendus nécessaires par la réalisation des ZAC, de Noisy-le-Grand en particulier ; charges importantes de cette ville.

— (n° **32798**) : **Augmentation du chômage** [27 juin 1980] (p. 2408) : redéploiement industriel ; pactes nationaux pour l'emploi ; réforme de l'ANPE ; moyens de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; (p. 2409) : travail intérimaire ; contrats à durée déterminée ; progression des profits.

— (n° **38720**) : **Accès des handicapés au réseau express régional** [5 décembre 1980] (p. 4706) : accès des cinq gares de Marne-la-Vallée ; application de la loi d'orientation de 1975.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Réponse au rappel au règlement de M. Henri Ferretti** [28 avril 1978] (p. 1451) : temps de parole des orateurs inscrits sur les questions orales avec débat.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Louis Odru** [9 mai 1978] (p. 1500).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1978] (p. 7281) : **réponse au rappel au règlement de M. Pierre Joxe ;** ordre de discussion des crédits établi par l'ordre du jour prioritaire et ne pouvant être modifié sans l'accord du Gouvernement.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7493) : **réponse aux rappels au règlement de MM. Joseph Franceschi, Louis Mexandeau et Jean Delaneau ;** présence du secrétaire d'Etat ; refuse de suspendre la séance ; droit de parole.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Alain Chénard, Marcel Tassy et Alexandre Bolo** [21 décembre 1978] (p. 9801) : enquête relative à l'intervention de la police à l'intérieur de la mairie de Saint-Nazaire au cours de négociations au sujet des chantiers de l'Atlantique.

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2365) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Gisèle Moreau : augmentation de l'impôt sur les hauts revenus et suppression de l'avoir fiscal ; but de cet amendement : dégager les sommes nécessaires à la création d'une prime de vie chère et de rentrée scolaire payable en janvier 1978 d'un montant de 500 F par enfant pour les familles ayant un revenu égal ou inférieur à 60.000 F en 1977 ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 21, rejeté. **Article 3** (p. 2375) : conséquences désastreuses de la désindustrialisation de la région parisienne ; situation du département des Hauts-de-Seine ; licenciements à la Néogravure, à la SNIAS, dans le secteur de la machine-outil ; (p. 2376) : échec des villes nouvelles ; solution possible : réhabilitation industrielle des locaux anciens, prise en compte des plans de sauvegarde par les travailleurs.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Première lecture. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6913) : problème de la course aux armements et de son coût ; vente d'armes françaises à l'étranger ; engagement purement verbal de la France en faveur du désarmement ; proposition communiste en matière de désarmement fondée sur le réalisme de la sécurité et l'indépendance ; souhaite que la France signe le traité de non-prolifération des armes nucléaires.

— **Projet de loi relatif à la vaccination antivariolique** (n° **1057**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1979] (p. 4805) : **Soutient une motion de renvoi en commission** ; (p. 4806) : délibération de l'académie nationale de médecine demandant le maintien de l'obligation de la primo vaccination du jeune enfant ; incertitude de l'éradication complète de la variole ; estime prématurée la suspension de l'obligation de vaccination ; motion de renvoi en commission rejetée.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10471) : crise économique organisée par le Gouvernement et le patronat frappant de plein fouet des millions de familles ; asphyxie financière des communes organisée délibérément par le Gouvernement et d'autant plus grave que les collectivités locales prennent en charge une grande part des besoins sociaux des familles ; multiplication des secours d'urgence qui prennent le pas sur une action de prévention et une aide socio-culturelle efficace ; instauration de la dotation globale de fonctionnement traduisant la politique de désengagement financier de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales ; (p. 10472) : injustice de la taxe d'habitation.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10709) : **Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Florence d'Harcourt** ; (p. 10710) : approbation par les adversaires de l'avortement de la politique familiale du Gouvernement qui conduit, par son insuffisance, à recourir à l'avortement ; proposition de loi-cadre sur la famille déposée par le groupe communiste ; absence de lien entre la natalité et l'interruption de grossesse ; volonté des adversaires de la loi de 1975 d'imposer par une loi répressive leur éthique à l'ensemble de la population ; inégalités créées par la législation de 1920.

— **Discussion commune des motions de censure relatives à la politique économique du Gouvernement déposées en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Georges Marchais et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues** [27 février 1980] (p. 50) ; (p. 67) : bilan négatif de l'année 1979 en matière d'emploi et de hausse des prix ; l'alibi pétrolier ; coût du crédit insupportable pour les consommateurs modestes ; perte du pouvoir d'achat des salaires ; nécessité de revaloriser les prestations familiales ; baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs ; insuffisance des revenus des retraités ; (p. 68) : aggravation de la précarité de l'emploi ; dégradation de l'indemnisation du chômage ; mesures prises dans le domaine médical.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette Convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1142) : conférence de Yaoundé I, Yaoundé II et Lomé I ; mouvements anti-impérialistes ; nouvel ordre économique international ; (p. 1143) : néo-colonialisme ; bilan de la Convention de Lomé I ; système Stabex ; produits miniers ; centre pour le développement industriel ; aide financière de la communauté ; inflation ; centre technique de développement agricole et rural ; situation des DOM ; (p. 1144) : ingérence française en Afrique ; budget de la coopération ; échec de la CNUCED ; problème de la faim ; abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (p. 2764) : son amendement n° 95 : création d'une taxe de 0,5 % sur la masse salariale des entreprises employant plus de 500 salariés ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3141) : situation de l'emploi en Seine-Saint-Denis ; exemples de désindustrialisation du département ; fermeture de Manufrance ; augmentation du chômage depuis 1974 ; (p. 3142) : difficultés des chômeurs arrivant à la fin de leur droit à indemnisation ; développement du travail intérimaire ; luttes des travailleurs ; attaques contre le droit syndical ; conditions d'existence déplorables des travailleurs immigrés.

GRANET (Paul)

Député de l'Aube
(3e circonscription)
(App. UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Contrats d'échanges entre le groupe Renault et la Chine** [7 juin 1978] (p. 2601) : importations des chaussettes ; politique du Gouvernement sur les accords de compensation ; respect des quotas d'importation.

— **Grève des inspecteurs du permis de conduire** [17 juin 1980] (p. 1900).

— **Loyers des HLM et allocation de logement** [10 décembre 1980] (p. 4799, 4800) : augmentation des loyers HLM de 10 % maximum par semestre ; revalorisation de l'allocation logement une fois par an.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7322) : grande misère du budget des voies navigables ; économies d'énergie réalisées grâce aux voies d'eau ; (p. 7323) : intérêt de la mise au gabarit international de la Seine en amont de Paris financée par une participation des collectivités locales et l'EDF.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9589) : élargissement prévu par le Traité de Rome ; conséquences de l'élargissement : aggravation des disparités régionales ; nécessité de restructuration des secteurs en crise ; exiger des pays candidats l'instauration de la TVA ; problème du sort réservé aux produits agricoles des pays en voie de développement, notamment ceux des régions méditerranéennes ; incidences de l'élargissement sur la part des ressources budgétaires communautaires consacrées à l'aide au développement ; rapport de la communauté avec la Yougoslavie ; (p. 9590) : problème institutionnel posé par l'élargissement ; nombre de membres de la commission ; évolution du nombre des fonctionnaires des administrations de Bruxelles ; problème de la règle de l'unanimité au conseil ; tendance à la rétention des pouvoirs de l'Assemblée européenne en matière de contrôle budgétaire notamment ; problème des langues.

— **Projet de loi portant suppression des limites d'âges d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4656) : approuve le caractère concret du projet et les amendements qui ont pour objet d'en étendre le champ d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9213) : insuffisance du prix de référence ; limitation de l'accession aux HLM aux personnes pour lesquelles l'aide personnalisée est très forte.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12327) : intérêt historique du débat ; reconnaissance par le groupe UDF du rôle spécifique de la France en Afrique ; (p. 12328) : impossibilité d'isoler la politique française en Afrique et l'ensemble de la politique étrangère française visant à construire un monde multipolaire ; résonnance en Afrique du slogan « l'Afrique aux Africains » ; nécessité de reconnaître tous les régimes politiques ; exemple des importantes aides apportées au Congo socialiste ; attachement des Africains à l'indépendance nationale et volonté de voir respecter les frontières héritées de la colonisation ; refus du marxisme et du capitalisme par les Africains ; (p. 12329) : justifie les interventions militaires françaises au Zaïre, au Tchad et en Mauritanie ; cas particulier du Centrafrique ; stabilité de Djibouti ; aides à la réconciliation nationale au Tchad et en Centrafrique ; nécessité de remplacer le plus possible l'aide budgétaire par l'aide technique affectée ; (p. 12330) : souhaite que la politique africaine ne soit pas un enjeu de la politique intérieure

française ; importance des accords de Lomé ; politique française soutenant et encourageant l'OUA ; approuve la réunion de conférences franco-africaines ; (p. 12331) : cite des propos de M. Maurice Couve de Murville sur la qualité de la coopération franco-africaine et justifiant les interventions militaires françaises ; volonté de la France de défendre les droits de l'homme ; rappelle la condamnation par le Gouvernement français de l'apartheid en Afrique-du-Sud ; refuse toute forme de néocolonialisme et que la politique africaine de la France soit arrêtée en fonction de nos besoins en uranium ; (p. 12332) : dénonce les interventions soviétiques et cubaines.

GREMETZ (Maxime)

Député de la Somme
(1re circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [8 juin 1978] (p. 2726).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 30 septembre 1978] (p. 3428), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instituer la **représentation proportionnelle** pour l'**élection des députés**, des **conseillers généraux** et des **conseillers municipaux** (n° **619**) [17 octobre 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Rencontre de Varsovie** [21 mai 1980] (p. 1127) : implantation de missiles américains en Europe ; solution politique en Afghanistan ; reconnaissance de l'OLP.

— **Attentats survenus en Cisjordanie contre des personnalités arabes** [4 juin 1980] (p. 1537).

— **Interventions policières et emprisonnement de militants syndicaux** [11 juin 1980] (p. 1737) : intervention des CRS à Nancy contre des militants CGT.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **30018**) : **Départements d'outre-mer** [25 avril 1980] (p. 747) : présence de gendarmes mobiles à la Martinique ; (p. 748) : horaire d'été dans les DOM ; campagne anticubaine et anticommuniste ; autodétermination des peuples d'outre-mer.

— (n° **36093**) **Suppléé par Mme Chantal Leblanc : Entreprises textiles du groupe Willot** [3 octobre 1980] (p. 2579, 2580).

— (n° **39099**) : **Région Picardie** [28 novembre 1980] (p. 4499) : besoins de cette région à la veille du VIIIe Plan : emploi, formation, équipement sportif, routes, voies ferrées, voies fluviales, hôpitaux ; demande de crédits de rattrapage du conseil régional de Picardie.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1929) : inégalités devant la maladie ; augmentation des accidents du travail ; non-satisfaction des besoins en matière de soins par la sécurité sociale ; excès des contrôles ; dégradation de la valeur des prestations ; (p. 1930) : sort des retraités ; remise en cause des droits en matière de protection sociale ; nécessité de modifier les conditions de travail pour aboutir à une véritable prévention ; profits des grands groupes dans le domaine de la santé ; prétendue surconsommation médicale ; (p. 1931) : rapport Heilbronner sur la « répression » des arrêts de travail ; aggravation du centralisme par les décrets et circulaires récents ; projet de loi sur la réforme de la tarification hospitalière ; mesures à prendre pour assurer le droit à la sécurité sociale ; (p. 1932) : nécessité de démocratiser la gestion de la sécurité sociale.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du**

code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 513-3 du code du travail** (p. 5668) : son amendement n° 26 soutenu par M. Guy Ducoloné : désignation d'un départiteur pour présider le bureau de conciliation en cas de renvoi d'une affaire après partage des voix ; (p. 5669) : rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6905) : intégration de la France dans un bloc occidental et européen ; mépris des institutions communautaires pour les souverainetés nationales ; proteste contre la campagne de propagande pour l'Europe financée en France par des pays étrangers ; (p. 6906) : multiplication des attaques contre la nation française au plan économique, social et politique ; dénonce le projet d'élargissement de la communauté européenne ; nécessité d'opposer une Europe démocratique, indépendante et pacifique à l'Europe des multinationales et de l'atlantisme ; inquiétude du groupe communiste face à la situation des populations musulmanes et chrétiennes au Liban ; (p. 6907) : nécessité d'un nouvel ordre économique mondial ; accords de Camp David ne répondant pas aux désirs profonds des peuples de la région ; nécessité d'une politique française de désarmement active et réaliste garantissant la sécurité de la France.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 1036). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3382) : politique étrangère française liée au redéploiement des multinationales à base française ; orientation de la politique extérieure vers l'atlantisme ; participation de la France à la course aux armements et développement du commerce des armes ; la France, « bras armé de l'atlantisme en Afrique » ; soutien au régime raciste d'Afrique du Sud ; accélération de l'intégration européenne ; position hégémonique de la RFA en Europe ; s'indigne du versement de 20 % de nos réserves d'or et de devises au fonds européen de coopération monétaire, filiale de la Bundesbank ; son refus de l'élargissement du marché commun à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal ; (p. 3383) : double jeu des partis politiques français sur le problème de l'Europe ; nécessité de prendre en compte les aspirations des peuples des départements et territoires d'outre-mer ; (p. 3384) : nécessité pour la France de faire valoir l'originalité des départements d'outre-mer au sein de la CEE ; soutien par le parti communiste français de la revendication du droit à l'autodétermination ; politique coloniale menée par le Gouvernement dans les DOM ; les vingt propositions communistes pour une France indépendante dans une Europe démocratique.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9561) : écroulement de régimes d'oppression ; reproche au Président de la République d'avoir soutenu jusqu'au bout des despotismes condamnés par l'histoire ; refus de la politique des blocs ; dénonce des tentatives de l'Assemblée européenne d'excéder ses pouvoirs ; son hostilité à l'élargissement du marché commun ; alignement atlantique et européen de la France ; absence de propositions concrètes de nature à contribuer au désarmement ; danger des projets de l'OTAN prévoyant l'installation en Europe de nouvelles fusées américaines ; (p. 9562) : reproche au Gouvernement de faire de la France un gendarme de l'impérialisme en Afrique ; demande la reconnaissance officielle de l'OLP ; actualité des principes de souveraineté des nations et de non-ingérence ; intérêt des propositions de réduction des forces en Europe formulées par Léonid Brejnev ; demande que la France prenne l'initiative d'une conférence portant sur le problème du désarmement en Europe ; approfondissement de la détente inséparable de la mise sur pied d'un nouvel ordre économique et politique mondial ; hypocrisie de la prétendue neutralité française au Sahara occidental ; demande la rupture des relations avec l'Afrique du Sud ; (p. 9563) : dénonce les campagnes stimulées par le Gouvernement tendant à dresser les Français contre les pays producteurs de pétrole ; nécessité de relancer des négociations globales dans le cadre des Nations unies portant sur les problèmes de l'énergie, des matières premières et du système monétaire international ; politique de la communauté à l'égard du Tiers-Monde visant à prolonger les rapports de subordination et d'exploitation de type néo-colonialiste.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° 1339). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11273) : **Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Louis Odru :** élargissement de la communauté aboutissant à accélérer l'intégration européenne et à enfoncer la France dans la voie de la supranationalité ; volonté du Gouvernement de dissimuler les conséquences catastrophiques de l'élargissement ; finalité politique de l'élargis-

sement consistant à augmenter les pouvoirs des institutions européennes et notamment à abandonner le compromis de Luxembourg sur la règle de l'unanimité ; (p. 11274) : adhésion de la Grèce ne constituant qu'un premier pas vers l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal ; concurrence redoutable de la flotte marchande grecque ; amplification des déséquilibres existant au sein de la CEE ; nécessité de doubler le budget de la communauté si celle-ci passe de neuf à douze ; conséquences néfastes de l'adhésion pour le peuple grec ; (p. 11275) : limites de la démocratie en Grèce ; élargissement de la CEE, moyen de consolider le flanc sud de l'OTAN ; combat l'argument tiré du renforcement de la démocratie en Grèce ; législation sociale grecque permettant une exploitation renforcée des travailleurs par les investisseurs étrangers ; solidarité du parti communiste français avec le peuple grec ; (p. 11276) : exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 novembre 1979] (p. 12324) : étroitesse des liens entre la France et l'Afrique ; immensité des besoins de l'Afrique ; la revendication d'égalité et d'intérêt mutuel dans les échanges ; tendance à la diminution de la part des pays ACP dans les importations de la CEE ; dégradation des relations entre les pays ACP et l'Europe des neuf ; nécessité de respecter la dignité des peuples africains ; rôle de gendarme de l'impérialisme en Afrique joué par la France ; (p. 12325) : spoliation de l'uranium de Namibie par la France ; renforcement de l'exploitation des peuples africains et des travailleurs français ; les bases françaises à l'étranger ; l'Afrique du Nord ; le rôle de la France en Afrique australe ; (p. 12326) : nécessité de respecter les décisions de l'OUA, de l'ONU et les recommandations du mouvement des non-alignés.

— **Demande de suspension de séance** [25 avril 1980] (p. 747) : opération militaire américaine en Iran ; position du Gouvernement français ; demande de suspension de séance rejetée par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1667) : situation économique des DOM ; Martinique ; (p. 1668) : expatriation des jeunes ; indemnisation des travailleurs privés d'emploi ; non-respect de l'identité culturelle des peuples d'outre-mer ; production sucrière ; secteur du bâtiment ; élevage ; deuxième convention de Lomé ; application de l'heure d'été aux départements d'outre-mer ; (p. 1669) : droit à l'autodétermination ; immigration ; avenir démographique des DOM.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3779) : duplicité de la politique étrangère française ; relations diplomatiques de la France avec la Bolivie et refus du Gouvernement de nouer des relations avec le Cambodge ; (p. 3780) : intégration de la France dans une Europe dominée par l'Allemagne et renforcement de la solidarité atlantiste ; tapage mené par l'UDF, le RPR et le parti socialiste sur le prétendu danger de l'expansionnisme soviétique ; approbation par la France du redéploiement du dispositif militaire américain ; abandon de la stratégie de dissuasion tous azimuts au profit de celle de la bataille de l'avant ; rencontre de Madrid ; relations avec l'Algérie ; droit des peuples à se libérer et à choisir leur destin ; (p. 3781) : construction d'une Europe du capital ; rencontre de Madrid ; nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique et politique mondial ; politique française de domination néo-colonialiste en Afrique ; proposition du mouvement des non-alignés et du groupe des 77 ; (p. 3782) : problèmes du Proche-Orient ; conflit Irak-Iran ; problème de l'Afghanistan.

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
(7e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre du comité de contrôle du fonds forestier national [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à terme à des sociétés d'exploitation agricole [*J.O.* du 28 novembre 1979] (p. 2973).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **distillation, en franchise de droits,** d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'**eau-de-vie** naturelle (n° **258**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi du 16 juillet 1971 relative aux **fusions et regroupements de communes** afin de prolonger le délai d'octroi de majoration de subventions de l'Etat accordées aux communes fusionnées (n° **635**) [26 octobre 1978].

— **Rapport d'information,** fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** et à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** sur l'activité de ces deux Assemblées au cours de leurs 29e et 23e sessions ordinaires respectives (1977-1978) et présenté à la commission des affaires étrangères (n° **722**) [23 novembre 1978].

— **Rapport d'information,** fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **30e** session ordinaire (1978-1979) (n° **1186**) [21 juin 1979].

— **Rapport d'information,** fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **31e** session ordinaire (1979-1980) et présenté à la commission des affaires étrangères (n° **1764**) [29 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à l'institution d'une **taxe communale** sur les **chiens** (n° **1836**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 700 du code de procédure civile relatif aux **frais de justice** (n° **1837**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Définition de la surface de plancher hors d'œuvre dans la construction** [26 avril 1978] (p. 1365) : souhaite éviter le recours à l'architecte pour les constructions de faible importance.

— **Bouilleurs de cru** [21 novembre 1979] (p. 10455) : mécontentement chez les récoltants familiaux de fruits et producteurs d'eau-de-vie naturelle ; nécessité de faire inscrire à l'ordre du jour les six propositions de loi concernant le rétablissement de la franchise.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **15341**) : **Recours obligatoire aux architectes** [27 avril 1979] (p. 3263) : demande d'une nouvelle définition de la surface de plancher à partir de laquelle le recours à un architecte est obligatoire.

— (n° **37049**) : **Indemnisation des anciens incorporés de force** [12 décembre 1980] (p. 4876) : nécessité de hâter le versement des 250 millions de deutsche Mark que doit verser la République fédérale d'Allemagne en indemnisation aux « Malgré nous » ; intentions du Gouvernement français pour obtenir du Bundestag la ratification de la Convention franco-allemande de 1962.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2000) : cotisations sociales assises sur les salaires : impôt sur l'emploi ; propose l'établissement d'un quotient familial plus favorable aux familles ; (p. 2001) : nécessité d'une réforme mettant à l'abri de toute récupération fiscale les petites successions ; programme d'action prioritaire n° 15 : création de secteurs géographiques où sont réalisées conjointement une amélioration de l'habitat et une meilleure participation des personnes âgées à la vie sociale et culturelle ; nécessité d'améliorer le droit de cumul des pensions pour les veuves ; demande le maintien du régime local de sécurité sociale d'Alsace et de Moselle ; nécessité d'une action en faveur des cliniques privées à but non lucratif.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3248) : timidité de la politique de soutien de l'épargne menée avant 1978 ; (p. 3249) : conséquences néfastes de l'inflation sur l'épargne ; souhaite la suppression de la fiscalité frappant la petite

épargne ; projet risquant de léser les petites et moyennes entreprises locales dont les concours financiers sont assurés par l'épargne populaire ; absence de l'idée de participation dans le débat.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'Article 18** (p. 6155) : son amendement n° 115 : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru. **Article 18** (p. 6159) : son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 3 de M. Francis Hardy : application de l'amendement n° 3 aux eaux-de-vie de mirabelles, de prunes, de poires ou de cerises ; retiré.

Deuxième partie :

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6511) : subsistance du contentieux franco-allemand ; nécessité de l'indemnisation des incorporés de force ; droits des anciens de Tambow ; droits des évadés de guerre ; droit à la retraite anticipée réclamée par les associations de patriotes réfractaires à l'occupation ; octroi effectif de la campagne double aux combattants d'Afrique du Nord.

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6666) : actualisation nécessaire du décret régissant les aides à l'accession à la propriété ; nécessité d'abolir la procédure de demande d'autorisation de démolition ; (p. 6667) : modification de la structure ministérielle de l'ancien secteur de l'équipement ; problèmes propres à l'Alsace ; importance de la définition de la surface du plancher hors d'œuvre ; nécessité d'autoriser les maires à délivrer les permis de construire ; situation préoccupante du bâtiment en Alsace.

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6858) : problème de l'assiette des cotisations sociales ; souhaite la publication rapide des décrets relatifs aux droits à la pension de réversion pour les femmes divorcées ; situation des veuves et des invalides ; sa satisfaction devant la prorogation du régime de sécurité sociale en vigueur en Alsace et en Moselle ; situation des assurés frontaliers travaillant en Allemagne.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7261) : progression des dépenses de fonctionnement du budget ; concertation entreprise pour la préparation du projet de loi d'orientation de l'agriculture ; importance de l'installation des jeunes en Alsace ; restructuration laitière réalisée dans le Bas-Rhin ; droit de plantation réclamé par la viticulture alsacienne ; diminution de la production de houblon ; augmentation des subventions aux caisses d'assurances accidents agricoles d'Alsace et de Moselle.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8495) : rapport d'adaptation consistant en une seule réactualisation ; nécessité d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire pour l'Alsace réalisant son désenclavement effectif ; réalisation de l'axe routier Nord-Sud-Alsacien ; (p. 8496) : nécessité de renforcer les zones excentrées ; nécessité de promouvoir la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises très nombreuses en Alsace.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5034) : nécessité de la planification en période de difficultés économiques ; dénatalité dans les pays occidentaux ; (p. 5035) : difficultés de l'industrie alsacienne ; problème des travailleurs frontaliers ; souhaite que l'Alsace du Nord soit desservie en gaz naturel ; liaison Rhin-Rhône ; insuffisante prise en compte du rôle des régions dans le développement économique.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8290) : absence d'une grande orientation politique dans le budget ; nécessité de revenir à la planification telle qu'elle était pratiquée au temps du général de Gaulle ; s'indigne des mesures prises à l'encontre du crédit mutuel ; demande le rétablissement de la distillation en franchise pour les petits propriétaires-récoltants de fruits ; budget ne reconnaissant pas de priorité à la liaison Rhin-Rhône ; difficultés des petites et moyennes entreprises du bâtiment ; pas de mensualisation des pensions civiles et militaires en Alsace.

Première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1979] : **Après l'Article 5** (p. 8525) : soutient l'amendement n° 50 de M. Germain Sprauer : établissement d'un seul plafond pour le livret bleu du crédit mutuel et pour le livret A des caisses d'épargne ; déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique. **Après l'Article 8** (p. 8565) : son amendement n° 220 soutenu par M. Jean-Marie Caro : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; réservé ; son amendement n° 221 soutenu par M. Jean-Marie Caro : rétablissement pour cinq ans du privilège des

bouilleurs de cru ; paiement d'un droit forfaitaire par tout nouveau bénéficiaire de ce privilège ; réservé ; [20 octobre 1979] : **Après l'Article 8** (p. 8663) : ses amendements nos 220 et 221, précédemment réservés, déclarés irrecevables en vertu de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10104) : retards anormaux de la parution de certains textes d'application de la loi du 2 janvier 1978 sur la généralisation de la sécurité sociale, de celle du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales, et de celle du 12 juillet 1978 portant diverses mesures en faveur de la maternité ; non-application de la loi d'orientation sur les handicapés ; situation des veuves civiles ; nécessité de prévoir la réinsertion sociale des personnes âgées ; demande la prorogation du régime local de sécurité sociale d'Alsace et de Moselle ; situation sociale des travailleurs frontaliers alsaciens.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10839) : les mesures prises par le Gouvernement pour la famille risquent de n'avoir que des effets compensateurs et non incitatifs ; situation antérieure à la loi Veil ; insuffisance des mesures récentes prises par le Gouvernement pour la famille ; (p. 10840) : persistance de la clandestinité ; tendance à utiliser l'avortement comme une méthode de contraception ; « le garrot démographique ».

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11687) : contribution de l'agriculture à l'équilibre extérieur de la France ; situation de l'agriculture en Alsace ; approuve la création d'un établissement public appelé à prendre des décisions sur l'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; nécessité d'instituer un comité chargé d'étudier une réforme de la fiscalité agricole ; danger du seuil de 50 % de la SMI pour l'affiliation au régime social agricole ; insuffisance des retraites agricoles ; approuve la création d'un régime facultatif d'assurance invalidité pour les épouses d'exploitants ; risque de paralysie des transactions privées si les SAFER deviennent les maîtresses du marché foncier ; problème du régime des successions ; absence de la forêt dans le projet ; problème de l'aménagement rural.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **1174**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles** (n° **211**). **Première lecture. Discussion générale** [20 mai 1980] (p. 1083) : situation du bâtiment et des travaux publics ; (p. 1084) : prêts d'accession à la propriété ; encadrement du crédit ; hausse des prix ; prêts conventionnés ; délai exigé pour la délivrance des permis de construire ; publicité en matière immobilière.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1583) : suppression du monopole ; avenir des planteurs ; diminution de superficies plantées en tabac ; expérience de la coopérative d'Alsace dans la culture de tabac blond ; risque de réduction massive des achats de tabac français ; conséquence pour le personnel du SEITA ; statut du personnel ; privatisation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2154) : progrès réalisés par la Ve République en faveur des veuves ; plafond de ressources ; droit des concubins ; régime des professions non salariées ; prise en compte de la notion d'enfant adopté ; nombre de veuves ; réinsertion professionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2699) : aide aux familles nombreuses : octroi d'une demi-part supplémentaire ; économies budgétaires ; situation de l'emploi en Alsace ; aide de la DATAR aux zones frontalières ; crise du logement ; épargne populaire ; accroissement des droits sur l'alcool.

Première partie :

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Article 4** (p. 2816) : lutte contre l'alcoolisme ; rapport du Professeur Bernard ; nécessité de rétablir le privilège des bouilleurs de cru.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3348) : difficultés de la politique du logement en Alsace ; (p. 3361) : délai d'instruction des demandes de permis de construire.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4053) : application restrictive de l'assurance veuvage ; insuffisance des pensions de réversion ; (p. 4054) : retraite des travailleuses manuelles en Alsace ; couverture sociale des travailleurs frontaliers.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [16 décembre 1980] (p. 4915) : répercussion fâcheuse de l'article 4 sur la commercialisation des alcools blancs fabriqués en Alsace ; (p. 4916) : nécessité de rétablir le privilège des bouilleurs de cru ; arrêt de la Cour de justice des communautés européennes.

GUÉNA (Yves)

Député de la Dordogne (1re circonscription) (RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [17 mai 1978] (p. 1773, 1775), prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'enseignement de sciences et de culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres (n° 1786) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement et d'une convention relative à la circulation des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (n° 1924) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° 2149) [18 décembre 1980] (p. 5062).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 963) **autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble deux annexes, signées à Niamey le 19 février 1977** (n° **1076**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 964) **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un échange de lettres, signé à Niamey le 19 février 1977** (n° **1077**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 965) **autorisant l'approbation de la Convention de coopération en matière judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, signée à Niamey le 19 février 1977** (n° **1078**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 966) **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un Protocole annexe et quatre échanges de lettres, signé à Niamey le 19 février 1977, ainsi que l'échange de lettres en date du 4 mars 1978 relatif au Protocole annexe** (n° **1079**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1335) **autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger sur la sécurité sociale du 28 mars 1973, signé à Niamey le 26 janvier 1977** (n° **1367**) [31 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1336) **autorisant l'approbation de la**

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation des personnes, signée à Niamey le 19 février 1977, ensemble l'avenant et l'échange de lettres signés à Niamey le 27 juin 1978 (n° **1368**) [31 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1924) **autorisant l'approbation d'une Convention d'établissement et d'une Convention relative à la circulation des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali** (n° **2051**) [6 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1786) **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'enseignement, de sciences et de culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres** (n° **2052**) [6 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2149), **autorisant l'approbation d'un Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France** (n° **2264**)

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **15167**) : **Recrutement et affectation des personnels d'exécution de la fonction publique** [4 mai 1979] (p. 3526, 3527) : affectation hors de leur région d'origine des jeunes fonctionnaires et notamment des personnels d'exécution ; ne peut-on pas remplacer les concours nationaux de recrutement par des concours départementaux ou régionaux ?

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [20 avril 1978] (p. 1266) : approbation des options du Gouvernement ; la crise économique, ses effets, ses remèdes, la priorité nécessaire du retour au plein emploi, la sauvegarde des institutions de la V^e^ République ; (p. 1267) : son hostilité à l'instauration d'un régime présidentiel ; le maintien d'une politique d'indépendance nationale ; les dangers de l'ouverture politique.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5815) : application du plan aux trois principaux groupes de la sidérurgie : Sacilor, Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons ; transformation des dettes de la sidérurgie en participations ; création de trois sociétés financières contrôlant les trois groupes ; protection de l'épargne grâce à la caisse d'amortissement pour l'acier ; problème du sort des petits actionnaires ; (p. 5816) : incertitude sur les titulaires du pouvoir au sein des sociétés sidérurgiques ; prise de participation majoritaire de l'Etat ; absence de recours à l'actionnariat ouvrier ; objectif de production révisé en baisse par rapport au VII^e^ Plan ; productivité française de 10 heures/tonnes au lieu de 6 heures/tonnes au Japon ; nécessité d'une aide exceptionnelle aux zones touchées notamment en Lorraine.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Première lecture. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7679) : taux de chômage quatre à cinq fois supérieur dans les DOM à celui qui est enregistré en métropole pour la protection sociale des citoyens ; problème de l'appartenance des DOM à la communauté européenne.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3389) : isolement de la France en Europe en raison de l'atlantisme des partenaires européens ; (p. 3390) : danger de supranationalité que représente une assemblée européenne élue au suffrage universel ; règle de l'unanimité inapplicable dans une assemblée ; affaire des fonds de publicité électorale ; arrêt de la Cour de justice sur l'approvisionnement de la Communauté en matières fissiles ; caractère excessif du pouvoir législatif de la Communauté ; problème du transfert de 20 % du stock or et devises de la France au Fonds européen de coopération monétaire.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un échange de lettres, signé à Niamey le 19 février 1977** (n° **964**).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un protocole**

annexe et quatre échanges de lettres, signé à Niamey le 19 février 1977, ainsi que l'échange de lettres en date du 4 mars 1978 relatif au protocole annexe (n° 966).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération en matière judiciaire entre la République française et la République du Niger, signée à Niamey le 19 février 1977** (n° 965).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble deux annexes, signé à Niamey le 19 février 1977** (n° 963). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4699) : renégociation à partir de 1971 des accords de coopération de 1961 ; (p. 4700) : nouveaux accords signés le 19 février 1977 : importance des fournitures d'uranium du Niger à la France ; accords classiques en matière de coopération économique et financière et d'assistance technique en matière de personnel ; accords de coopération militaire technique et non plus de défense ; accords de coopération judiciaire.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° 1305). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7655) : exécution satisfaisante de la loi de programmation ; retard pour certains armements classiques ; priorité donnée au nucléaire durant les trois premières années d'application de la loi de programmation ; la dissuasion exige un arsenal nucléaire diversifié, un matériel en quantité suffisante et un effort régulier et continu ; (p. 7656) : la défense européenne est une tentation et une illusion ; impossibilité pour la France de se rallier à la stratégie de défense suivie par ses partenaires européens.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9636) : diminution des cours de la viande bovine ne se répercutant pas au stade de la consommation ; rumeurs sur la quantité des veaux de lait.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° 1513). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12337) : politique française en Afrique marquée par une décolonisation exemplaire après une colonisation honorable ; Afrique francophone, chance pour la langue française ; (p. 12338) : nécessité de préserver l'Afrique des hégémonies sans prendre partie pour une Afrique modérée contre une Afrique révolutionnaire ; refuse que la France intervienne militairement dans les affaires intérieures des Etats africains ; conditions particulières justifiant l'intervention en Centrafrique ; nécessité de passer de l'aide budgétaire à une aide affectée ; (p. 12339) : regrette le déclin de la part du budget de la coopération par rapport au budget général ; contribution excessive de la France au fonds européen de développement ; souhaite une coopération orientée vers l'éducation, la santé et les équipements.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 1642). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 510) : menace de guerre internationale ; parité nucléaire entre les supergrands ; éclatement du camp communiste ; avènement des nouveaux Etats du Tiers-Monde ; indépendance de la France ; événements d'Afghanistan ; communiqué commun franco-indien ; déclaration du Président de la République sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens ; droit du peuple palestinien ; existence d'Israël ; otages américains de Téhéran ; Assemblée européenne.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° 1731). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1572) : culture du tabac ; diminution de la production de tabac et des surfaces plantées ; conséquences du projet sur les producteurs ; passage du tabac brun au tabac blond ; institut expérimental de Bergerac ; soutien du Forma ; achat de tabac étranger ; accord européen sur la fiscalité sur les tabacs ; [5 juin 1980] (p. 1597) : maintien du service de la recherche.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2703) : environnement économique international ; croissance ; dégradation de l'investissement, de l'emploi et du commerce extérieur ; inflation ; déficit budgétaire ; (p. 2704) : modération des dépenses publiques ; limitation des créations d'emplois et des investissements ; économies sur le fonctionnement des services publics ; fonds d'action conjoncturelle ; aide à l'investissement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement et d'une convention relative à la circulation des personnes, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Mali** (n° 1924). **Première lecture. Rapporteur de la commission des affaires étrangères. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4270) : dispositions de la convention

d'établissement ; contrôle de l'immigration entre les pays d'Afrique noire et la France ; (p. 4271) : institution d'un visa pour les séjours supérieurs à trois mois ; protocole traitant des immigrants exerçant des activités salariées.

GUERMEUR (Guy)

Député du Finistère
(7e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre suppléant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

Président de cette commission [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur le transport des marchandises par mer (n° 1929) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la prévention et à la **lutte contre la pollution marine** (n° **63**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation **à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **1162**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant au dépôt d'un projet de loi **établissant l'égalité des conditions de concurrence entre les organismes bancaires ou établissements financiers** (n° **1570**) [11 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à permettre l'interdiction de **maisons de jeux** et d'appareils électriques à proximité d'établissements scolaires (n° **1617**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1929) autorisant l'approbation d'une **convention des Nations unies sur le transport de marchandises par mer** (n° **2089**) [20 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 relative aux **rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé** (n° **2136**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Problèmes maritimes et pollution par les hydrocarbures** [2 mai 1979] (p. 3328) : demande que la Manche soit considérée comme une zone spéciale où le contrôle des navires sera permanent et qu'un débat soit organisé sur la sécurité en mer.

— **Conséquences des grèves des dockers dans les ports** [27 juin 1979] (p. 5725, 5726) : grève notamment à Brest ; les conséquences néfastes de cette situation pour les agriculteurs, les transporteurs routiers et les chambres de commerce qui hésitent à investir dans des infrastructures lourdes.

— **Application de la loi sur la liberté de l'enseignement** [30 juin 1979] (p. 4355) : application des lois du 25 novembre 1977 et 28 juillet 1978 devant assurer l'égalité entre maîtres de l'enseignement privé et public.

— **Accès des maîtres de l'enseignement privé au concours de recrutement de professeurs d'enseignement professionnel** [17 dé-

cembre 1980] (p. 4965) : discrimination à l'égard des maîtres de l'enseignement privé malgré les lois d'égalité scolaire.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **382**) : **Cours de la viande de porc** [21 avril 1978] (p. 1297-1298) : baisse du cours ; modification de la méthode de calcul des montants compensatoires.

— (n° **39789**) : **Enseignement privé** [12 décembre 1980] (p. 4874, 4875) : possibilité d'accorder des avances remboursables en trois ans sans intérêt aux communes devant financer un contrat d'association avec une école privée.

INTERVENTIONS

— **Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les informations sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises** (n° **5, 10**). **Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1609) : les propositions du groupe UDR après la catastrophe de l'*Olympic-Bravery* faites sous forme d'amendements au projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs ; les mesures prises par le Gouvernement après le désastre de l'*Amoco-Cadiz ;* son hommage aux militaires et à la solidarité manifestée ; la nécessité de corriger les effets du désastre et d'assurer une prévention efficace ; le versement d'avances sur les indemnisations ; (p. 1610) : l'élaboration de règles internationales pour la circulation maritime ; la création d'un fonds commun des Etats pour les interventions financières ; la mise en œuvre de la « loi de nécessité » ; le rôle de la commission d'enquête parlementaire. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 1612) : l'usage limité des pavillons de complaisance par la France ; la limitation apportée au champ d'investigation de la commission par l'amendement n° 1 de M. Louis Le Pensec ; (p. 1613) : soutient l'amendement n° 2 de M. Emmanuel Aubert : mention dans le texte de l'article unique du cas des pavillons de complaisance ; son vote positif sur l'amendement n° 1 de M. Louis Le Pensec ; l'avantage de l'amendement n° 2 par rapport à l'amendement n° 1 vis-à-vis du droit international ; adopté avec modification.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2316) : amélioration de la situation financière des entreprises par le blocage des charges sociales ; (p. 2317) : nécessité d'ouvrir l'enseignement aux réalités économiques ; information des Français sur l'importance des transferts sociaux, le rythme d'augmentation des impôts, la part du revenu national affectée à l'usage des familles et la part affectée à l'usage collectif ; timidité de la politique en faveur de l'emploi des jeunes ; approuve l'inscription d'un crédit de cent trente-cinq millions de francs en faveur de l'indemnisation des dommages causés par l'échouement de l'*Amoco-Cadiz ;* problème du sauvetage des pêches maritimes ; son amendement tendant à augmenter le prix du carburant automobile et à réduire le prix du carburant utilisé par les pêcheurs ; son vote favorable au collectif budgétaire. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'article premier** (p. 2367) : interdiction pour le Parlement de prévoir l'affectation des recettes aux dépenses ; engagement du Gouvernement de prévoir les dépenses pour la création de moyens propres à assurer la sécurité de la navigation dans la loi de finances pour 1979. **Article premier** (p. 2370) : son amendement n° 40 : majoration de la taxe intérieure sur le supercarburant et l'essence ordinaire pour détaxer le gasoil utilisé par les pêches maritimes ; situation des pêches maritimes ; politique de contingentement et de quotas fixée par les pays européens ; augmentation du prix du gasoil ; solution : apporter des aides budgétaires ou taxer le supercarburant pour détaxer le gasoil utilisé pour les pêches maritimes ; demande l'inscription au budget de 1979 de cinquante-huit millions nécessaires pour assurer l'équilibre des pêches maritimes ; retiré.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° **147**). **Première lecture. Discussion générale** [25 mai 1978] (p. 2053) : les oppositions rencontrées par la proposition de l'association parlementaire ; liberté de l'enseignement et liberté de choix des familles ; philosophie et objectifs de la proposition initiale : aide globale à chaque établissement, application de la loi sur cinq ans ; (p. 2054) : reconnaissance du rôle des associations nationales représentatives ; déception provoquée par la décision d'annulation du Conseil constitutionnel ; attribution de l'aide de l'Etat sous forme d'un crédit calculé pour chaque établissement sur une base paritaire avec l'enseignement public ; principe de non-affectation de la subvention ; son opposition à la formule du contrat d'association en faveur

des conventions entre l'Etat et les associations nationales ; son amendement visant au maintien du statut actuel pour les établissements présentement reconnus et non agréés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2061) : ses amendements n° 9, 10, 11 et 13 : possibilité pour l'Etat d'agréer sur leur demande les établissements reconnus ; nécessité de ne pas priver de toute aide de l'Etat les établissements dont le niveau est encore insuffisant ; son amendement n° 9, adopté ; ses amendements n°s 10 et 11, adoptés ; (p. 2062) : ses amendements n°s 7 et 8 : champ d'application des conventions passées entre le ministre de l'agriculture et les organisations représentatives de l'enseignement agricole privé ; valeur du système de la convention pour mettre en œuvre le contrôle de l'Etat sur l'action des établissements d'enseignement agricole privés ; amendement n° 7 et 8 retirés ; (p. 2063) : son amendement n° 12 au texte proposé pour l'article 7 *bis* de la loi du 2 août 1960 : objet et mode de calcul de l'aide financière accordée par l'Etat aux établissements agréés ; interprétation restrictive par l'administration de la notion de frais de fonctionnement des établissements privés ; refuse que les frais de personnel soient isolés à l'intérieur de l'aide globale attribuée aux établissements privés ; nécessité de maintenir la liberté de discussion des établissements privés et de leur personnel ; (p. 2064) : propose de ne pas prendre en compte dans le calcul du montant de l'aide de l'Etat les dépenses des service d'inspection extérieurs aux établissements ; amendement n° 12 adopté ; son amendement n° 13 devient sans objet ; (p. 2065) : caractère incomplet de la rédaction de l'amendement n° 6 de M. Brocard. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3142) : misère de l'enseignement agricole privé ; amélioration du texte par le Sénat ; (p. 3143) : suppression des frais de formation dans les éléments du coût servant de référence pour l'établissement de l'aide de l'Etat aux établissements privés ; nécessité d'intégrer les frais de formation dans le calcul de l'aide de l'Etat ; irrecevabilité opposée à son amendement sur ce sujet ; existence dans les établissements privés d'un corps de contrôle ; opposition à la prise en compte dans le calcul du coût pour l'Etat de l'enseignement public du simple contrôle de l'enseignement privé ; demande la réintroduction dans le calcul de l'aide de la notion du coût de contrôle de l'enseignement public pour l'Etat. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier** (p. 3157) : son amendement n° 1 : modification rédactionnelle de l'article 7 *bis* et simplification des mécanismes de l'aide financière, retiré ; identité des charges entre établissements publics et établissements privés ; illogisme de la déduction des frais de contrôle des établissements publics du coût de référence ; opposition de l'article 40 de la Constitution à son amendement rétablissant le texte adopté en première lecture par l'Assemblée ; contradiction entre l'octroi d'une subvention forfaitaire globale aux associations nationales pour la formation et un financement affecté par élèves-maîtres. **Explications de vote** (p. 3158) : consécration de la liberté dans l'enseignement ; sectarisme de l'opposition ; (p. 3159) : enseignement agricole aux mains des agriculteurs ; vote favorable du RPR sur le texte.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juin 1978]. **Après l'Article unique** (p. 2642) : soutient l'amendement n° 4 de la commission ; importance du journal télévisé de FR3 pour l'expression des régions ; (p. 2643) : nécessité d'accroître ces émissions.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article 2** (p. 3163) : sur l'amendement n° 11 de la commission : propose que soient décidées par décret toutes dispositions permettant d'éviter les abus en matière de congés accordés pour préparation d'examens.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 29** (p. 3330) : soutient l'amendement n° 74 de M. Charles Miossec : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des comptes sur livret des caisses de crédit mutuel ; (p. 3331) : rôle des caisses de crédit mutuel dans le financement des investissements des collectivités locales ; son amendement n° 75 : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les produits des bons de caisses de crédit mutuel ; adopté. **Explications de vote** (p. 3335) : début du redémarrage de l'économie française ; nécessité d'orienter vers les affaires le goût de l'épargne des Français ; vote favorable du groupe RPR.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail : rappel au règlement** (p. 5512) :

demande le respect du délai réglementaire entre l'annonce des scrutins publics et les scrutins eux-mêmes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 15** (p. 6144) : opposition de l'article 40 de la Constitution à son amendement tendant à faire bénéficier les dispositions de l'article 15 les petites et moyennes entreprises sans fonds propres importants et n'ayant pas la possibilité d'acquérir des matériels neufs. **Après l'Article 17** (p. 6153) : son amendement n° 161 : création d'une redevance sur le gaz, le charbon et les produits pétroliers à usage énergétique qui sont en vente sur le marché national ; souhaite la création d'un nouveau carburant « gazole-pêche » qui permettrait de réduire le déficit des comptes d'exploitation des navires de pêche ; conséquences du naufrage de l'*Amoco-Cadiz* ; importance des moyens à mettre en œuvre pour éviter de nouvelles catastrophes ; (p. 6154) : objet de son amendement : mise en place de remorqueurs, de bouées ; création d'une unité opérationnelle de sécurité civile pour la lutte contre la pollution marine, retiré.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6364) : dispersion des responsabilités dans l'application du plan Polmar : compétences du chef de la mission interministérielle avant la marée noire et du ministre de l'intérieur après la marée noire ; possibilité de créer en Bretagne une unité de la sécurité civile ; (p. 6364) : absence d'information de l'opinion en matière nucléaire ; nécessité de limiter le rôle des responsables d'associations au sein des commissions préfectorales ; indemnisation des maires des communes des îles pour leurs frais de déplacement.

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6646) : problème de la pollution marine par les hydrocarbures ; mauvaise coordination administrative des moyens de lutte anti-pollution ; souhaite la création d'un corps de garde-côtes militaires, d'une agence anti-pollution et d'une unité d'intervention anti-pollution ; (p. 6649) : risque de voir les associations exercer des pressions propres à influencer les décisions de l'administration.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux, services divers. — II. Journaux officiels. — III. Secrétariat général de la défense nationale. — IV. Conseil économique et social. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7045) : insuffisance des moyens de fonctionnement de la défense civile ; exemple de l'unité de défense contre les feux de forêts de Brignoles ; souhaite la création d'une unité spécialisée dans la lutte contre la pollution ; nécessité de tirer les leçons de l'affaire de l'*Amoco-Cadiz*. **Examen des crédits** [3 novembre 1978]. **Etat C. — Titre V,** secrétariat général de la défense nationale (p. 7049) : son vote favorable sur l'amendement n° 168 de la commission des finances ; insuffisance des moyens consacrés à la défense civile.

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7056) : organisation d'une conférence sous l'égide de la Bretagne relative au transfert de technologie marine des régions développées vers les pays en voie de développement ; nécessité de fournir aux pays en voie de développement les moyens de surveiller leur zone économique ; diminution des capacités de capture des pêches maritimes en raison de la fixation de quotas européens ; possibilité de passer des accords d'exploration et d'exploitation de leurs eaux avec les pays en voie de développement.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7136) : activité de la commission d'enquête sur les suites du naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* absence totale de moyens de prévention lors de l'accident de l'*Amoco-Cadiz ;* compétence du ministre de la défense pour assurer la défense civile du littoral ; équipement de la marine nationale disproportionné à la mission de surveillance des pétroliers ; propose la création d'un corps spécialisé homologue dans le domaine naval à la gendarmerie nationale ; (p. 7137) : situation des officiers mariniers retraités et de leurs veuves.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7271) : difficultés des éleveurs bretons ; suppression des montants compensatoires monétaires, condition de survie de l'élevage en France ; nécessité d'un nouveau régime de crédits pour la production animale ; (p. 7272) : demande une aide exceptionnelle pour les éleveurs endettés. **Examen des crédits** [8 novembre 1978] (p. 7278). **Après l'Article 74** : s'oppose aux amendements n°s 278, 279 et 280 du Gouvernement ; suppression de l'allocation du fonds national de solidarité accroissant les difficultés des agriculteurs âgés défavorisés sans faciliter l'installation des jeunes. **Etat B. — Titre IV** (p. 7279) : son amendement n° 314 : réduction de 500.000 F des crédits du titre IV exprimant la volonté de l'Assemblée de voir supprimer les montants compensatoires monétaires ; (p. 7280) : situation difficile des producteurs français de porcs même en cas de suppression des montants compensatoires ; retire son amendement n° 314. **Etat C. —**

Titres V et VI (p. 7282) : son scepticisme sur l'application en cinq ans de la loi du 28 juillet 1978 sur l'aide à l'enseignement agricole privé.

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7373) : son amendement tendant au regroupement des crédits concernant la mer ; insuffisante croissance des ressources de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM) ; difficultés financières de l'AGEAM ; absence de compétitivité de la flotte de croisière française ; possibilité d'une action des syndicats auprès de leurs collègues étrangers pour harmoniser la protection sociale ; problème des pêches maritimes ; (p. 7374) : nécessité de faire respecter le droit de pêcher dans toutes les zones de la communauté ; nécessité de créer le gazole-pêche pour soutenir les pêches et de créer un marché commun du poisson ; (p. 7390) : objet de la visite de la délégation du groupe de la mer et de la délégation des marins-pêcheurs auprès du ministre des transports. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7397) : sur l'amendement n° 319 de M. Le Drian : se déclare favorable à l'augmentation de l'aide aux carburants : refus par le Gouvernement de sa proposition créant le gazole-pêche. **Après l'Article 79** (article additionnel) (p. 7399) : son amendement n° 316 : obligation pour le Gouvernement de déposer un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux activités maritimes et littorales ; retiré.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7516) : angoisse des familles devant l'incapacité de l'école à éduquer l'enfant et à le former pour la vie active ; insuffisance de la création de postes d'enseignants ; proteste contre les mesures relatives à la formation continue et aux ateliers de technologie ; souhaite un effort en faveur de la formation initiale des maîtres ; problème de l'égalité des conditions d'accès à la retraite pour les maîtres de l'enseignement privé et ceux de l'enseignement public ; s'oppose à l'assimilation des maîtres de l'enseignement privé aux auxiliaires de l'enseignement public ; (p. 7517) : problème de l'imposition à la TVA des établissements d'enseignement privé ; problème de la conciliation de la future loi sur les collectivités locales et de l'autonomie des écoles privées. **Examen des crédits** [13 novembre 1978] (p. 7525). **Etat B - Titre III** : soutient son amendement n° 337 : tendant par le biais de la réduction des crédits de renouvellement du parc automobile à demander au ministre de l'éducation de prendre un engagement à propos des retraites des maîtres de l'enseignement privé ; retiré.

Première partie :

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Article 17** (p. 8034) : soutient son amendement n° 23 : institution d'une redevance sur les produits énergétiques ; dépôt de l'amendement n° 23 par les membres du bureau de la commission d'enquête sur les causes et les conséquences du naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* (p. 8035) : souhaite que s'engage le processus d'une loi de programmation des dépenses civiles aussi importante que la loi de programmation militaire ; vote de l'amendement n° 23, réservé (p. 8034) : non adopté, en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8047). **Articles 36 et 37** (p. 8042) : sur les amendements n° 8 et 9 du Gouvernement : se réjouit des résultats positifs de la concertation s'instaurant à l'occasion de la discussion budgétaire. **Explications de vote sur l'ensemble** [17 novembre 1978] (p. 8046) : vote favorable et résigné du groupe RPR sur le budget ; insuffisance des investissements productifs et situation de l'emploi inacceptables ; aggravation des déséquilibres régionaux.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° 682) et **projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8733) : nécessité de ne pas oublier le naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* souhaite que toutes les propositions figurant dans le rapport de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage de l'*Amoco-Cadiz* soient discutées ; action de la marine nationale dans la Manche et publication d'un nouveau plan Polmar ; information insuffisante du Parlement sur la politique du Gouvernement en matière de lutte contre la pollution ; caractère dérisoire des pénalités frappant les coupables de pollution ; (p. 8734) : inégalité de traitement entre les navires français et les navires étrangers au point de vue des poursuites pénales.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° 682). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article 3** (p. 8743) : son amendement n° 10 : soumettant aux obligations de signalement et d'information tout navire ayant eu connaissance de la position d'un navire en difficulté dès lors que ce navire pouvait être reconnu comme transportant des hydrocarbures ; (p. 8744) : rejette l'objection technique oppo-

sée par la commission des lois à son amendement n° 10 ; accepte une rectification formelle proposée par M. Jean Foyer pour son amendement n° 10 ; amendement n° 10 corrigé, adopté ; (p. 8745) : son amendement n° 11 : tendant à obliger le capitaine d'un navire en cours d'opération de remorquage ou d'assistance à tenir informé le préfet maritime ; amendement n° 11 retiré et repris par le groupe communiste.

— **Projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article premier de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée** (p. 8747) : son amendement n° 16 : suppression des dispositions instituant un délit de pollution involontaire par imprudence ; (p. 8748) : sévérité excessive des peines prévues par le projet en cas de pollution involontaire ; souhaite la réserve de l'article premier et l'examen immédiat des amendements de substitution réglant le problème de la pollution involontaire ; amendement n° 16 réservé ; **Article 2** (p. 8749) : soutient son amendement n° 10 : application des peines prévues aux articles 1 et 2 à tout capitaine français ou étranger lorsque le rejet d'hydrocarbures constaté dans les eaux territoriales est consécutif à un accident de mer survenu dans la limite des deux cents milles ; sanctions applicables à l'armateur ; inapplication des sanctions aux personnes qui à l'occasion d'opérations de remorquage, d'assistance ou de lutte contre la pollution seraient involontairement responsables d'une pollution ; (p. 8751) : accepte une rectification formelle de son amendement n° 10 ; (p. 8752) : amendement n° 10 adopté avec modifications. **Article premier** *(suite)* : **Article premier de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée** *(suite)* : amendement n° 16 précédemment réservé ; adopté. **Article 2 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 modifiée** (p. 8753) : son amendement n° 17 soutenu par M. Jean Foyer ; amendement de conséquence ; adopté. **Explications de vote** [4 décembre 1978] (p. 8755) : qualité du débat parlementaire sur les deux projets de loi ; souhaite que les futurs textes concernant la mer soient débattus de la même manière et fassent l'objet d'un vote unanime de l'Assemblée.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° 681). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8762) : son amendement n° 4 : délai supplémentaire de trois ans pour la consultation obligatoire des conseils d'architecture ; (p. 8763) : complexité de la procédure d'obtention du permis de construire justifiant un délai de trois ans pour le recours obligatoire aux conseils d'architecture ; (p. 8765) : demande au Gouvernement la présentation d'un rapport faisant le point sur la mise en place des conseils d'architecture et dressant un bilan de leur activité ; amendement n° 4 devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9740) : demande au Gouvernement de renouveler son engagement d'organiser une campagne d'information sur les conseils d'architecture ; demande que soit accordée une priorité d'examen aux demandes de permis de construire qui auront été soumises aux conseils d'architecture ; (p. 9741) : nécessité d'éviter que les conseils d'architecture ne deviennent des soviets d'écologistes ; nécessité de respecter les usages des régions autant que les règlements d'urbanisme.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives** (n°s 735 et 749). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Première lettre rectificative, article additionnel** (p. 8994) : son amendement n° 33 soutenu par M. Pierre Godefroy : faisant obligation au Gouvernement de déposer avant le 31 décembre 1979 un projet de loi portant harmonisation des modalités d'intervention du crédit maritime avec celles du crédit agricole ; retiré.

— **Rappel au règlement** [13 décembre 1978] (p. 9369). **Article 134 du règlement** : suppression de la séance réservée aux questions orales ; projet de décret d'application de la loi du 25 novembre 1977 relative à la liberté de l'enseignement.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9455) : rôle des paysans dans l'environnement ; souhaite une agriculture basée sur une coopération libre ; nécessité de donner aux agriculteurs une priorité dans l'usage du foncier et d'élaborer une charte rurale adaptée à chacun des pays français ; inadaptation des SDAU et des POS ; nécessité de remplacer la politique de délivrance des permis de construire sur la base du règlement national d'urbanisme par un système de responsabilités des élus ; orientation agricole et rurale pour la fin du siècle : faire une place à la zone littorale ; inconvénient des montants compensatoires pour l'agriculture française ; avantages qu'ils procurent à l'Allemagne ; (p. 9456) : politique de fermeté à l'égard des partenaires européens ; nécessité de mettre l'accent sur la formation des agriculteurs, sur celle des chefs d'exploitation et de leur famille.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9762) : difficultés financières des écoles d'apprentissage maritime.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2249) : souhaite le renforcement des recherches de gisements de pétrole notamment en mer d'Iroise ; nécessité d'informer l'opinion sur le nucléaire ; insuffisance du budget de l'agence pour les économies d'énergie ; souhaite la création du comité national interprofessionnel ou d'un organisme d'information des parlementaires sur les problèmes technologiques ; monopole d'EDF justifié pour les centrales électronucléaires mais non pour les centrales calo-électrogènes ; autonomie nécessaire des collectivités locales. **Discussion des article** [10 avril 1979]. **Après l'Article premier** (p. 2462) : son amendement n° 112 : obligation pour EDF de procéder à une étude sur l'utilisation des rejets thermiques préalablement à la construction de nouvelles centrales ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : liberté de gestion des centrales calo-électrogènes par les collectivités locales ; non soutenu.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **923**). **Première lecture. Explications de vote** [30 mai 1979] (p. 4458) : vote favorable du groupe RPR.

— **Proposition de loit tendant à compléter l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **1072**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Article premier** (p. 4460) : problème du cumul des mandats trop important pour être résolu à l'occasion du vote d'une proposition de loi ; (p. 4461) : son hostilité à la représentation proportionnelle défendue par les communistes ; (p. 4462) : importance des pouvoirs du bureau du conseil général.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5119) : caractère insuffisamment volontariste du Plan dans un environnement international incertain ; estime possible de fixer des objectifs chiffrés dans les grands domaines de la production et de la répartition des richesses ; (p. 5120) : insuffisance de la politique des économies d'énergie, de la lutte contre le chômage et de la politique familiale ; nécessité de modifier la loi de 1972 pour donner aux régions un rôle de coordination du développement économique ; souhaite que le budget de la sécurité sociale soit soumis au Parlement ; ses doutes sur la solidarité économique des pays européens ; crainte de la Bretagne de se voir oubliée dans la construction européenne ; (p. 5121) : demande la création d'une commission sur les problèmes de la mer. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5126) : soutient son amendement n° 29 : faisant du développement des activités maritimes une septième option du VIII^e^ Plan ; réservé, non adopté ; regrette la dispersion de tout ce qui concerne la mer dans les structures administratives ; (p. 5127) : fait remarquer que l'instauration d'un salaire pour les mères de famille demeurant chez elles permettra de libérer des emplois et de verser moins d'indemnités de chômage ; (p. 5133) : soutient son amendement n° 32 : instauration d'un véritable pluralisme scolaire permettant l'exercice effectif de la liberté de choix des familles entre les écoles ; réservé, non adopté. **Explications de vote** (p. 5136) : se déclare sensible aux efforts du Gouvernement pour intégrer dans les options du Plan ses préoccupations concernant la mer ; caractère insuffisamment normatif du Plan ; (p. 5137) : remercie le ministre de son sens de la concertation.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1979] (p. 8008) : titre III, chapitre 2 du règlement : demande l'inscription à l'ordre du jour de sa question sur le crédit mutuel.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Après l'Article 10** (p. 8011) : nécessité d'un débat sur les problèmes de l'urbanisme en zone rurale. **Avant l'Article 11** (p. 8014) : s'oppose à la création d'une taxe sur les chiens. **Après l'Article 12** (p. 8017) : son sous-amendement n° 345 : retour du texte devant le Parlement au 1^er^ juin 1981.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 11** *bis* (p. 8045) : souhaite qu'un représentant du conseil général soit membre de droit du groupe de travail multicommunal. **Article 24** (p. 8056) : propose d'allonger le délai de prescription de l'action publique tendant à constater les infractions sanctionnées par l'article 19.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979] **Avant l'Article 10** (p. 8115) : son amendement n° 14 corrigé soutenu par M. Emmanuel

Aubert : accès des assistants de faculté de droit ayant enseigné pendant huit ans au moins à la magistrature ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8808) : impossibilité d'un débat réel sur le budget ; problème de l'exploitation des grands fonds, de la réparation navale, des pavillons de complaisance ; menace pesant sur l'administration des affaires maritimes ; difficultés de la société nationale des sauvetages en mer ; sécurité insuffisante à bord des navires ; pollution pétrolière ; (p. 8809) : désengagement de l'Etat de la formation des marins ; crise de la pêche ; augmentation de la charge du prix des carburants et nécessité d'une aide accrue. **Examen des crédits** [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8835) : amendement n° 320 de M. François d'Harcourt incapable de résoudre le problème du gazole-pêche ; (p. 8836) : approuve l'amendement n° 318 rectifié de M. Jean-Louis Goasduff ; souhaite que la solidarité nationale joue en faveur des habitants des îles du Finistère ; (p. 8837) : soutient son amendement n° 331 : réduction des crédits en vue d'améliorer l'aide au carburant des pêcheurs ; rejeté ; augmentation des prix du carburant défavorisant particulièrement la flotte française qui est la plus éloignée des lieux de pêche ; (p. 8838) : possibilité de financer une aide accrue à la pêche avec les deux milliards d'économies proposés par le RPR.

Départements d'outre-mer. Examen des crédits [31 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9289) : estime qu'il est impossible de prendre dès le mois de janvier 1980 des mesures relatives à la prime de vie chère des fonctionnaires.

Services du Premier ministre. — I. Service généraux : Services divers. - II. Secrétariat général de la défense nationale. - III. Conseil économique et social. Budget annexe des journaux officiels. Examen des crédits [7 novembre 1979]. — **Etat B - Titre III : Services du Premier ministre. — I. Services généraux** (p. 9527) : soutient son amendement n° 420 : réduction de crédits en signe de protestation contre la multiplication des organismes rattachés au Premier ministre ; adopté ; s'interroge sur l'efficacité de la mission interministérielle de la mer ; pas de véritable politique de la mer. **Etat B - Titre III : Services du Premier ministre. — II. Secrétariat général de la défense nationale** (p. 9529) : **rappel au règlement** : vote de crédits importants en séance publique alors que se poursuivent les travaux en commission.

Coopération. Examen des crédits [12 novembre 1979]. **Après l'Article 77** (p. 9883) : s'oppose à l'amendement n° 459 de M. Alain Vivien qui procède d'une méfiance à l'égard du Gouvernement, des fonctionnaires en poste à l'étranger et des Etats africains ; (p. 9884) : coopération exemplaire entre les Etats côtiers.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9966) : inexistence de l'aménagement du territoire ; importance du sous-emploi en Bretagne ; (p. 9967) : nécessité d'établir une politique contractuelle systématique avec les régions et les collectivités locales ; nécessité d'une politique d'emploi et de formation dans l'Ouest, d'encouragement à la collecte de l'épargne populaire par les établissements régionaux de crédit ; le nouvel institut de participation de l'Ouest (IPO).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 1328). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10849) : les conditions du vote de la loi de 1975 ; statistiques de l'avortement falsifiées ; effet néfaste de la loi qui a accru le nombre total d'avortements ; abus de la notion de détresse ; non-réalisation de la politique familiale promise lors du vote de la loi de 1975 ; condamnation de l'avortement par l'Eglise ; conséquences graves de l'avortement ; (p. 10850) : chantage à la loi de 1920 pratiqué par le Gouvernement ; nécessité de développer la voie de l'adoption ; utilisation des suffrages communistes et socialistes par le Gouvernement ; (p. 10859) : justifie l'expression employée par lui de « dossier falsifié » à propos de l'avortement.

— **Rappel au règlement** [2 avril 1980] (p. 89) : naufrage du pétrolier *Amoco Cadiz ;* commission d'enquête parlementaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3662) : développement agricole du Finistère ; préférence communautaire ; prix agricoles ; problème de l'urbanisme en Bretagne ; application de la loi sur l'enseignement agricole privé ; (p. 3663) : critères d'agrément ; difficultés des enseignements féminins en zone rurale.

Coopération. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3749) : continuité de la politique africaine de la France ; coopération française appréciée en Afrique ; (p. 3750) : coopération maritime franco-seychelloise ; problème de la pêche.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3960) : crise de la pêche ;

protection sociale des pêcheurs dans la communauté européenne ; (p. 3961) : prévention des pollutions marines ; règles de circulation maritime dans la Manche ; conflit de la pêche de l'été 1980 et intervention de la marine nationale ; propositions des élus bretons pour régler le problème de la pêche ; garantie d'un accès à la ressource ; diminution des quotas ; transformation et valorisation du poisson ; inefficacité du FIOM ; concertation avec les organisations de producteurs ; nécessité d'une conférence annuelle des pêches maritimes ; problèmes de la sécurité et de la formation professionnelle ; (p. 3979) : nécessité d'un débat parlementaire sur la sécurité de la navigation ; (p. 3995) : pose une question au nom de M. Jean Bernard : revendications des chauffeurs routiers ; (p. 3996) : propose de leur attribuer un régime de retraite similaire à celui des conducteurs de la SNCF ; pose une question au nom de M. Pierre Lataillade : problème du regroupement à Arcachon de l'administration des affaires maritimes du quartier d'Arcachon et du service des ponts et chaussées maritimes ; liaison routière entre le bassin d'Arcachon et Bordeaux ; pose une question au nom de M. Michel Noir : construction de la ligne C du métro de Lyon ; (p. 3997) : pose une question au nom de M. Jean-Louis Goasduff : nécessité d'instituer la continuité territoriale entre le continent et les îles finistériennes et les îles du Ponant.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4747) : son amendement n° 162 rectifié : publication en annexe à la loi de finances d'un barème national annuel concernant le forfait d'externat relatif aux écoles primaires privées ; rejeté ; son amendement n° 161 rectifié : répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves ; retiré.

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
(7e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité interprofessionnel pour les économies d'énergie [15 juin 1978] (p. 3007), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier le régime électoral du Sénat (n° 1752) [19 juin 1980] (p. 1947).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant réforme de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** (n° **603**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **le régime électoral du Sénat** (n° **1752**) [28 mai 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Après l'Article 10** (p. 7974) : notion de zone NA. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 10** (p. 12218) : approuve l'amendement n° 86 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 10291) : soutient l'amendement n° 396 de M. Edgar Faure : relèvement des plafonds d'imposition pour les impôts régionaux ; devient sans objet ; (p. 10292) : importance du rôle des régions dans les équipements ; indique que les présidents des conseils régio-

naux sont prêts à accepter la fixation du plafond à 60 F par habitant.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article 7** (p. 11140) : approuve l'amendement n° 5 de M. Edgar Faure qui tend à augmenter le plafond des ressources fiscales des régions.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1839) : campagne menée contre le projet ; principe de la légalité des peines ; juge d'application des peines ; détention préventive ; responsabilité des criminels.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 43** (p. 4123) : son sous-amendement n° 219 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : tendant à ce que seul l'excédent des ressources recouvrées par les régions dépassant de plus de 5 % le montant maximum autorisé au titre d'un exercice donne lieu à déduction ; adopté.

GUIDONI (Pierre)

Député de l'Aude
(2e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

DÉPOTS

— **Proposition de loi-cadre** sur **l'agriculture de la façade méditerranéenne** et de son arrière-pays (n° **2239**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Déclaration du Président de la République sur l'Europe** [11 juin 1980] (p. 1742) : élargissement du Marché commun.

— **Travaux de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Michel Poniatowski** [8 octobre 1980] (p. 2603, 2604) : témoignages des policiers ; publication des documents archivés entre septembre et le 24 décembre 1976.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2711) : conséquences sur l'économie française de l'élargissement probable du Marché commun à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne ; s'interroge sur la crédibilité réelle de la France dans les rapports Est-Ouest ; déplore l'absence de la politique méditerranéenne dans la déclaration du Gouvernement ; abandon des thèses monétaires traditionnelles de la France dans les accords de la Jamaïque et dans les nouveaux statuts du FMI ; déficit structurel de la balance des paiements français depuis 1973 ; situation malsaine du marché des eurodevises où la France emprunte pour pouvoir prêter à ses partenaires commerciaux.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1978] (p. 5427) : nécessité d'organiser dans les plus brefs délais un débat sur l'élargissement éventuel de la communauté européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Examen des crédits [2 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 6937) : soutient son amendement n° 274 : suppression des crédits nécessaires au financement au poste d'attaché culturel à l'ambassade de France en Argentine en raison des propos tenus par l'attaché culturel en poste ; rejeté.

Transports. — IV. Marine marchande. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7389) : problème du Languedoc-Roussillon ; insuffisance des moyens de surveillance des côtes et nécessité de respecter la délimi-

tation entre pêche artisanale et pêche industrielle ; nécessité de protéger les étangs de la pollution et de consentir un effort en matière d'aquaculture et de conchyliculture ; nécessité de moderniser le port de Port-la-Nouvelle ; préalable socialiste à l'élargissement de la CEE.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9600) : émotion provoquée par l'élargissement de la Communauté économique européenne dans la région Languedoc ; (p. 9601) : résultat catastrophique du Marché commun soumis à la loi du capitalisme national ; risques d'aggravation de la crise viticole après l'élargissement de la CEE ; contradiction de la politique viticole française ; (p. 9602) : nécessité d'imposer le système du prix minimal vérifié aux frontières et exprimé dans la monnaie officielle du pays destinataire ; nécessité d'une politique de développement régional, préalable posé par les socialistes à l'élargissement de la CEE.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 4404) : vacuité des propos du Président de la République en matière de politique étrangère ; laxisme de la France dans les négociations pour l'élargissement de la CEE ; abandon du dialogue Nord-Sud et retour à des relations bilatérales avec les pays producteurs de pétrole.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9556) : attitude passive de la France face aux diverses crises actuelles : énergie, système monétaire international et Europe ; diminution de l'aide au Tiers-Monde ; (p. 9557) : incohérence de la politique étrangère de la France qui parle de détente et qui entretient la tension par des ventes d'armes ; danger d'une politique d'intervention en Afrique ; estime indigne l'établissement de relations privilégiées avec les pays où la violation des droits de l'homme est inhérente à la nature du régime, exemple du Chili ; nécessité de contrôler étroitement les conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne ; hostilité des socialistes à l'espace judiciaire européen.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11303) : défend la demande d'ajournement présentée par M. Gaston Defferre ; rappelle les préalables posés par le parti socialiste à l'adhésion de la Grèce à la Communauté ; (p. 11304) : aspect positif, mais manque de cohérence du plan Sud-Ouest ; aggravation des difficultés financières de la Communauté par l'adhésion de la Grèce ; attachement des socialistes à la restauration de la démocratie en Grèce ; nécessité de poser les problèmes d'ensemble de la politique agricole commune et de l'Europe du Sud ; vote hostile du groupe socialiste contre le traité d'adhésion si l'ajournement n'est pas décidé ; (p. 11306) : demande d'ajournement rejetée par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 505) : crise en Europe ; dossier ovin ; prix agricoles ; montants compensatoires ; revenus agricoles ; demandes de création de commissions d'enquête sur la réforme de la politique agricole commune ; productions méditerranéennes : vins ; élargissement de la Communauté ; (p. 506) : menaces pesant sur la détente ; politique étrangère des socialistes ; conférence européenne sur le désarmement ; conférence de Madrid ; rapports Nord-Sud ; nouvel ordre économique international ; (p. 507) : France et non-alignement ; (p. 535) : citation tronquée faite par M. Bordu des propos de M. Robert Pontillon.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Affaires étrangères. Discussion générale** [12 novembre 1980] (p. 3787) : confusion et indécision de la politique étrangère française ; élargissement de la Communauté européenne ; problèmes de l'Afrique ; faiblesse de l'outil diplomatique ; menaces sur l'indépendance de la France ; action culturelle ; conférence de Madrid ; droits de l'homme.

GUILLIOD (Raymond)

Député de la Guadeloupe
(3e *circonscription*)
(*RPR*).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité consultatif des programmes pour les départements et territoires d'outre-mer [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854) ; démissionne de cette commission [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Activités politiques indépendantistes du président du centre universitaire des Antilles-Guyane** [7 mai 1980] (p. 932).

• *Intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1673) : la situation en Guadeloupe ; développement de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme, critique de la politique des tarifs pratiqués par Air France.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3543**) : **Production sucrière en Guadeloupe** [30 juin 1978] (p. 3733, 3734) : la situation exceptionnelle créée par la période de sept années de sécheresse ; application aux petits planteurs antillais des mesures d'aide envisagées pour les planteurs de la Réunion ; maintien de la production sucrière en Guadeloupe à un seuil minimum de 100.000 tonnes par an ; modification des règles communautaires ; situation dramatique de la seule industrie de Marie-Galante ;

— (n° **6773**) : **Zone des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer** [6 octobre 1978] (p. 5773) : difficultés posées par l'application du décret du 30 juin 1955 concernant les cinquante pas géométriques.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2016) : conséquences bénéfiques de l'application de la législation de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer en matière de santé, de famille et de troisième âge ; subsistance de disparités, notamment pour les artisans et commerçants ; (p. 2017) : opposition de l'article 40 à la demande d'extension de l'allocation logement aux départements d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7681) : concurrence de la production des pays tropicaux et problème de l'application des accords de Lomé, fragilité des cours de la banane sur le marché français ; (p. 7682) : situation critique des exploitants bananiers de montagne à la Guadeloupe ; potentiel touristique des Antilles restant à exploiter ; problème posé par la zone des cinquante pas géométriques ; caractère prohibitif des tarifs des liaisons aériennes entre la France et les DOM.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p. 1795) : difficultés des départements d'outre-mer dans le domaine de l'emploi ; inapplication de la législation sur le chômage aux départements d'outre-mer ; nécessité de développer l'agriculture, l'artisanat et la petite industrie de ces départements ; (p. 1796) : s'élève contre la décision de « conteneuriser » la production bananière et la suppression du port bananier de Basse-Terre ; « conteneurisation » **créatrice de** chômage ; développement du tourisme freiné par la complexité des formalités administratives imposées aux promoteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9273) : effet de deux cyclones s'ajoutant au chômage qui frappe plus de 20 % de la population active aux Antilles ; difficultés des exploitations bananières ; problème de la conteneurisation des bananes ; menaces pesant sur l'exportation vers la métropole d'aubergines de la Guadeloupe et de la Martinique ; (p. 9274) : climat politique inquiétant aux Antilles ; ses doutes sur la détermination de la France à faire respecter sa souveraineté sur les départements d'outre-mer.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 9650) : nécessité de défendre la production d'aubergines de contre-saison ; (p. 9663) : conséquences désastreuses de la conteneurisation de la banane pour la

production bananière ; fermeture des ports de Basse-Terre et de Dieppe et diminution des salaires des dockers de Rouen.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1663) : crise économique aux Antilles ; chômage et propagande extrémiste ; ressources économiques de la Guadeloupe ; agriculture ; difficultés de la canne à sucre ; (p. 1664) : réforme foncière ; problème du rhum ; conteneurisation des bananes ; diversification de l'agriculture ; tourisme ; directives d'Ornano sur la protection et l'aménagement du littoral ; (p. 1665) : départementalisation et volonté des populations d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3222) : dépendance économique des DOM ; chômage ; climat d'insécurité contrariant l'investissement ; développement du racisme à FR 3 Guadeloupe ; circulaire relative à l'utilisation des terrains domaniaux du littoral dans les DOM et directives de 1979 sur la protection et l'aménagement du littoral.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4061) : extension de la législation sociale aux départements d'outre-mer ; (p. 4062) : conditions d'attribution des prestations familiales ; nécessité d'étendre le bénéfice des prestations familiales aux titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ; contraintes budgétaires imposées aux établissements hospitaliers des DOM.

GUIRINGAUD (Louis de)

Ministre des affaires étrangères.

NOMINATIONS

Ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Fin de ses fonctions de ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Barre). Décret du 29 novembre 1978 [*J.O.* du 30 novembre 1978] (p. 3983).

DÉPOTS

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la convention relative à la **protection du Rhin contre la pollution par les chlorures,** ensemble deux annexes, signés à Bonn le 3 décembre 1976 (n° **12**) [18 avril 1978].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de l'**accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne** relatif à la construction d'un **pont autoroutier sur le Rhin entre Ottamarsheim et Steinenstadt,** signé à Paris le 17 novembre 1977 (n° **155**) [9 mai 1978].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de l'**accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne** relatif à la construction d'un **pont routier sur le Rhin entre Huningue et Weil-Am-Rhein,** signé à Paris le 17 novembre 1977 (n° **156**) [9 mai 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'avenant à la **convention générale entre la France et le Portugal sur la sécurité sociale,** signé à Lisbonne le 7 février 1977 (n° **157**) [9 mai 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe syrienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,** signée à Damas le 28 novembre 1977 (n° **159**) [9 mai 1978].

— **Déclaration** sur la **politique étrangère** (n° **372**) [8 juin 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume hachémite de Jordanie** sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Paris le 23 février 1978 (n° **576**) [9 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** relative au **concours en personnel** apporté par le Gouvernement de la République française au fonctionnement des services publics de la **République de Djibouti,** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, ensemble cinq annexes et un échange de lettres, signés à Djibouti le 28 avril 1978 (n° **577**) [9 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti** relative au transfert du privilège de l'**émission monétaire** à la Répu-

blique de Djibouti, faite à Djibouti le 27 juin 1977 (n° **578**) [9 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation du l'**accord de coopération en matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti,** signé à Djibouti le 27 juin 1977, ensemble l'échange de lettres en date du 26 janvier 1978 (n° **579**) [9 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **protocole provisoire** fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la **République de Djibouti** après l'indépendance et les principes de la **coopération militaire,** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin (n° **580**) [9 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de **convention européenne** relative aux **obligations en monnaie étrangère,** signée à Paris le 11 décembre 1967, sous l'égide du Conseil de l'Europe (n° **587**) [17 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la **convention franco-allemande** additionnelle à la convention européenne d'**entraide judiciaire en matière pénale** du 20 avril 1959 (n° **588**) [17 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la République française et la **commission centrale pour la navigation du Rhin** du 10 mai 1978 relatif au siège de la commission centrale pour la navigation du Rhin et ses privilèges et immunités sur le territoire français, ensemble deux annexes et un accord par échange de lettres (n° **589**) [17 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'échange de lettres du 19 janvier 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**Etat espagnol** sur les **questions fiscales** concernant les locaux de l'Etat français en Espagne et ceux de l'Etat espagnol en France (n° **590**) [17 octobre 1978].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**échange de notes franco-suisse** des 4 et 7 juillet 1977 relatif à l'entrée en vigueur de la convention du 25 février 1953 entre la France et la Suisse sur diverses **modifications de la frontière** (n° **591**) [17 octobre 1978].

QUESTIONS

• *Réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Pierre-Alexandre Bourson : Mission des troupes de l'ONU au Sud-Liban** [10 mai 1978] (p. 1561) : les résolutions 425 et 426 du conseil de sécurité des Nations unies ; création d'une force intérimaire des Nations unies au Liban ; retrait de l'armée israélienne du Sud-Liban ; permettre aux autorités libanaises d'assumer leurs responsabilités.

— **M. Henri Ferretti : Troubles au Zaïre** [17 mai 1978] (p. 1757, 1758) : poursuite de l'assistance technique et encouragements au Gouvernement zaïrois pour l'aider à rétablir sa souveraineté sur tout le territoire ; sort des ressortissants français du Shaba, employés d'une société minière zaïroise et non coopérants.

— **M. Maurice Couve de Murville : Accord de coopération militaire avec le Zaïre** [17 mai 1978] (p. 1760) : la ratification de l'accord de 1974 ne pose pas de problème de principe ; soutien au Zaïre décidé à la demande de son Gouvernement.

— **M. Michel Debré : Mouvements de subversion à la Réunion** [17 mai 1978] (p. 1760) : protestation du Gouvernement français auprès des autorités libyennes après le discours du chef de l'Etat libyen évoquant l' « indépendance » de la Réunion.

— **M. Claude Wilquin : Délégation française à la coupe du monde de football en Argentine** [17 mai 1978] (p. 1764) : sécurité de la délégation.

— **M. Jean Briane : Développement des relations avec l'Inde** [10 octobre 1978] (p. 5863) : voyage prochain en Inde du ministre du commerce extérieur ; vitalité des échanges et de la coopération scientifiques et culturels entre l'Inde et la France.

— **M. Maurice Druon : Cessez-le-feu au Liban** [10 octobre 1978] (p. 5864) : impossibilité pour la France d'envoyer des unités navales au large de Beyrouth pour faire respecter les décisions du conseil de sécurité.

• *Réponse à la question orale sans débat de :*

— **M. Claude Labbé** (n° **2781**) **: Français rapatriés du Vietnam** [23 juin 1978] (p. 3428, 3429, 3430) : aide du comité d'entraide aux Français rapatriés ; réinsertion sociale facilitée ; mais la loi du 15 juillet 1970 ne peut s'appliquer qu'aux Français dépossédés de leurs biens avant le 1er juin 1970, et la loi de 1961 qu'aux personnes installées dans les pays de l'ancienne Indochine avant l'accession de ceux-ci à l'indépendance.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 372). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2669) : principes de la politique étrangère française ; crédibilité de la force nationale de dissuasion nucléaire, moyen de la détente et du relâchement des tensions en Europe ; conception française de la détente : dialogue entre Etats souverains et indépendants ; absence d'alternative à la détente ; refus de la « guerre fraîche » ; diffusion de la langue et de la culture françaises ; protection des ressortissants français à l'étranger ; renforcement et approfondissement de la construction européenne ; (p. 2670) : nécessité d'une politique économique et monétaire commune ; orientations du Conseil européen de Copenhague ; action communautaire dans le domaine commercial, industriel et agricole ; réduction des montants compensatoires ; création d'une fondation européenne de la culture ; divergence politique entre pays européens ; élargissement du marché commun ; fidélité à l'alliance atlantique ; relations avec l'Afrique : coopération culturelle, technique et économique (quatre milliards de francs) ; aide publique au moins égale à 0,7 % du PNB ; développement de la contribution à l'aide multilatérale à l'Afrique ; dialogue politique avec les Etats africains ; dénonciation de la politique de l'apartheid ; (p. 2671) : affirmation du principe « l'Afrique aux Africains », protection de la France à l'égard de ses ressortissants ; réponse aux demandes d'aide formulées par les Etats liés à la France par des accords de coopération ; affaire du Sahara occidental, du Tchad (non-respect du cessez-le-feu par le Frolinat) ; aide militaire de la France au Gouvernement tchadien justifiée par la protection des ressortissants français ; appui logistique de la France au Zaïre ; (p. 2672) : réunion à Paris d'une conférence de hauts fonctionnaires des Cinq ; justification du concours apporté à la force intérimaire des Nations unies au Liban : attachement de la France à l'intégrité territoriale du Liban ; appel de l'organisation internationale ; stagnation du conflit israélo-arabe ; position de la France : exigence d'un règlement global ; représentation du peuple palestinien aux négociations ; action de la France pour un meilleur rapport entre pays riches et pauvres : convention de Lomé ; (p. 2673) : problème de la pénurie d'énergie ; volonté de réduire la dépendance énergétique française du désarmement ; absence de respect des droits de l'homme ; accueil par la France des réfugiés politiques ; (p. 2720) : information du Parlement par le Gouvernement : audition des ministres en commissions ; intervention française au Zaïre ; volonté d'assurer la sécurité des ressortissants étrangers ; rapatriement des parachutistes ; absence de solution militaire en Afrique ; cas de la Mauritanie : appui au Gouvernement légitime ; appui logistique à la force inter-africaine ; (p. 2721) : caractère global de la défense ; absence d'intervention de la France dans les affaires intérieures des Etats africains ; offre de coopération française à tous les pays africains ; condamnation des situations coloniales en Rhodésie, en Libye ; hommage aux coopérants français ; action diplomatique française au Liban ; importance des garanties juridiques existant pour la limitation des pouvoirs de l'Assemblée européenne après son élection au suffrage universel ; mise en place d'un règlement d'application sur l'organisation matérielle de la campagne électorale ; caractère confédéral de l'Europe ; (p. 2722) : ouverture de discussions sur le renouvellement de la convention de Lomé ; refus des limitations dans le domaine des essais d'armes nucléaires par la France ; caractère limité des ventes d'armes de la France : 4,5 % du commerce mondial des armes ; conditions de l'adhésion de la France au traité de Tlatelolco ; non-participation de la France aux objectifs du programme de défense fixés par l'OTAN ; problème du pétrole ; dialogue Nord-Sud ; politique d'accueil des réfugiés indochinois ; (p. 2723) : évolution de la situation internationale : dépassement de la division en deux blocs.

— **Rappels au règlement** de MM. Falala, Lajoinie, Daillet, Savary relatifs à la publication des déclarations de Darquier de Pellepoix ; dément catégoriquement toute relation entre ce dernier et un service officiel français en Espagne [2 novembre 1978] (p. 6894, 6895).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6899) : contribution positive apportée par ses déclarations du 16 octobre aux problèmes du Liban ; progression du budget des affaires étrangères supérieure à celle du budget de l'Etat ; mesures d'amélioration de la condition des diplomates ; maintien des autorisations de programme et croissance des crédits de paiement pour les constructions et acquisitions d'immeubles diplomatiques ; maintien des actions culturelles de la France dans les pays francophones ; nécessité de recourir à l'audiovisuel et de développer l'opération des téléthèques ; soutien de l'effort d'expansion économique et commerciale de la France ; (p. 6900) : création de 28 emplois pour la scolarisation des enfants des Français de l'étranger ; effectifs raisonnables de l'administration centrale ; effort accompli pour l'action radiophonique extérieure ; re-

lèvement des contributions volontaires de la France aux organisations internationales ; extension aux Français de l'étranger d'un régime minimum vieillesse ; création d'un fonds de secours pour venir en aide aux Français victimes d'événements politiques ; permanence des principes guidant la politique extérieure française : indépendance nationale, solidarité en particulier avec les pays francophones, dialogue ; (p. 6901) : élargissement certain des communautés européennes ; nécessité de réformes tendant à renforcer la capacité de décision des institutions européennes ; problème de l'élection au suffrage direct du Parlement européen sans extension de ses compétences ; mise en place prochaine d'un système monétaire européen ; justifie les actions de soutien exercées par la France en Afrique dans le respect de la souveraineté des Etats ; se félicite de la réconciliation nationale intervenue au Tchad et de la réconciliation du Zaïre et de l'Angola ; (p. 6902) : situation préoccupante en Afrique australe ; souhaite que les accords de Camp David soient une étape vers un règlement d'ensemble du problème du Proche-Orient ; nécessité de respecter le caractère du Liban, Etat arabe et multiconfessionnel ; participation de la France à une nouvelle politique de désarmement prenant en compte les situations régionales ; (p. 6903) : politique nucléaire de la France inspirée par l'exigence de non-prolifération et par le souci de diffuser les bénéfices de l'énergie nucléaire pacifique ; piétinement du dialogue Nord-Sud ; participation active de la France à la concertation instaurée entre les pays industrialisés ; (p. 6933) : possibilité d'un débat sur l'élargissement de la CEE ; mise en place d'un système monétaire européen ; (p. 6934) : opposition du Gouvernement français à l'extension des pouvoirs de l'Assemblée européenne à la suite de son élection au suffrage universel ; impossibilité pour l'Assemblée d'utiliser la motion de censure ; possibilité pour un Etat d'invoquer le compromis de Luxembourg pour éviter les votes à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres ; problème du cumul des mandats à l'Assemblée européenne ; reversement des ressources propres de la communauté (quatorze milliards) ; pérennité de la convention de Lomé ; départementalisation des départements d'outre-mer ; politique en Afrique ; (p. 6935) : fidélité de la France aux principes d'un règlement global au conflit israélo-arabe ; problème du désarmement ; établissement d'un nouveau comité de Genève ; projet de conférence sur le désarmement en Europe ; inefficacité des MBFR ; stabilité des ventes d'armes de la France qui ne représentent que 4 % du commerce mondial ; amitiés de la France avec le peuple vietnamien ; accueil des réfugiés cambodgiens ; (p. 6936) : révision des fichiers des bénéficiaires des privilèges et immunités diplomatiques ; mission d'enquête sur le rôle et le fonctionnement des consulats ; enseignement du français par les stages des boursiers et par les relations commerciales de la France avec les autres pays.

H

HABY (Charles)

Député du Haut-Rhin
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre de l'industrie et du ministre du commerce et de l'artisanat [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442).

Fin, le 11 décembre 1980, de cette mission temporaire [11 décembre 1980] (p. 4839).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la formation professionnelle dans le secteur des métiers (n° 2110) [11 décembre 1980] (p. 4859).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant **à donner la qualité de « pupilles de la nation » aux enfants des sapeurs-pompiers morts en service commandé et qui avaient obtenu à titre posthume la médaille d'or pour acte de courage et de dévouement** (n° **998**) [24 avril 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Difficultés de l'industrie textile dans les vallées vosgiennes** [8 novembre 1978] (p. 7229) : menaces de fermetures d'usines et de licenciements dans les vallées vosgiennes.

— **Licenciements à l'entreprise Jaz de Wintzenheim (Haut-Rhin)** [15 octobre 1980] (p. 2728) : sauvegarde des emplois dans la région.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6508) : le contentieux alsacien-lorrain ; souffrance des Alsaciens durant la guerre.

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6661) : situation préoccupante du secteur du bâtiment ; importance des crédits destinés à l'amélioration de l'habitat ; problème des « mètres carrés sociaux » dans l'habitat social.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7251) : consé-

quence grave de l'insuffisance des crédits d'équipement sur les petites et moyennes exploitations agricoles d'Alsace ; insuffisance des crédits affectés au remembrement et à l'aménagement hydraulique ; absence de crédits pour les bâtiments d'élevage en plaine et les interventions d'urgence ; souhaite la mise en place d'un fonds d'urgence à la disposition du préfet.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1702) : suppression d'emplois en Alsace dans l'industrie textile et dans les mines de potasse ; fragilité du marché du travail en Alsace et importance des travailleurs frontaliers partant travailler en Allemagne ou en Suisse ; dénonce les opérations du dumping pratiquées par l'Italie dans le domaine du textile ; (p. 1703) : difficultés financières des collectivités locales dans les régions touchées par la crise.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9642) : particularité des vins d'Alsace.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10033) : sort fait à la commission tripartite ; (p. 10034) : exprime ses doutes sur les possibilités de réalisation de mesures catégorielles ; la nécessité de la publication rapide de la liste complète des unités combattantes en Afrique du Nord ; problème douloureux des Alsaciens et des Lorrains.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education : Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3115) : mauvaises conditions de la rentrée dans sa circonscription ; manque d'enseignants et d'agents de service.

HABY (René)

Député de la Meurthe-et-Moselle (4e circonscription) (UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° 563) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5833) : importance du geste de solidarité nationale accompli en faveur de la sidérurgie ; son opposition à l'immixtion de l'Etat dans la gestion des entreprises sidérurgiques ; (p. 5834) : souhaite que le contrôle de l'utilisation des fonds publics versés à la sidérurgie soit confié aux banques de l'Etat ; nécessité de revenir rapidement à des mécanismes normaux de financement auprès de l'actionnariat privé ; rôle social accru de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978]. **Rappel au règlement** (p. 7520) : attitude discourtoise de M. Louis Mexandeau faisant remarquer son absence en séance.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9203) : insertion professionnelle assurée pour les apprentis ; diversification souhaitable des modes de formation offerts aux jeunes ; (p. 9204) : nécessité d'augmenter les rémunérations des apprentis ; possibilité de prise en charge par l'Etat des salaires des apprentis pour le temps passé dans les centres de formation ; iniquité du maintien des versements d'une partie des cotisations dues par les apprentis alors que les maîtres d'apprentissage

en sont totalement exonérés. **Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9212) : contradiction contenue dans l'article premier à la suite des amendements adoptés.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10757) : problème démographique dépassant celui de l'avortement ; impossibilité de revenir à la loi de 1920 ; nécessité de faire reculer l'avortement en agissant sur la mentalité de la femme, du couple et de la société ; souhaite le développement de la contraception ; s'oppose à tout ce qui peut banaliser l'avortement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4338) : qualité des relations sociales dans les petites entreprises ; réticence des employeurs devant les augmentations d'effectifs ; problème des seuils sociaux et financiers dans les entreprises ; problème de la comptabilisation du travail à temps partiel du point de vue de ces seuils.

HAESEBROECK (Gérard)

Député du Nord
(10e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2653**) de **M. André Delelis : Equipement hospitalier de la région Nord-Pas-de-Calais**, en qualité de suppléant [16 juin 1978] (p. 3085, 3086, 3087) : faiblesse des indices « lits-population » retenus par la nouvelle carte sanitaire ; nécesité de revoir les taux retenus en médecine.

— (n° **28065**) : **Centre hospitalier d'Armentières** [11 avril 1980] (p. 305) : circulaire du 29 mars 1979 ; (p. 306) : situation des services de santé dans la région du Nord et du Pas-de-Calais ; prix de journée.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9820) : situation dramatique de l'industrie textile du département du Nord ; possibilité de sauver l'entreprise Tiberghien par l'obtention de prêts de garantie bancaire ; non-respect de l'accord multifibres ; concentration dans le textile ; critères d'obtention des mesures d'incitation, subventions et avantages fiscaux.

HAGE (Georges)

Député du Nord
(15e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOT

— **Proposition de loi** tendant à interdire le **contrôle médical patronal** (n° **452**) [22 juin 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Contrôles pour l'indemnisation des arrêts pour maladies ou accidents du travail** [18 avril 1978] (p. 1147, 1148).

— **Rencontres sportives entre la France et l'Afrique du Sud** [11 avril 1979] (p. 2528) : protestation contre la venue en France d'équipes sportives d'Afrique du Sud, pays raciste ; nécessité pour le Gouvernement de faire respecter les décisions de l'ONU condamnant les contacts sportifs avec les pays pratiquant l'apartheid.

— **Expulsions** [17 octobre 1979] (p. 8324) : l'inhumanité des expulsions ; cas d'une veuve et de ses six enfants à Douai ; mise en place de commissions paritaires dans chaque département.

— **Financement du voyage d'un intergroupe de l'Assemblée nationale en Afrique du Sud** [21 novembre 1979] (p. 10457) : financement par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs et par le ministère des affaires étrangères d'une mission encourageant l'apartheid.

— **Retransmission télévisée des jeux Olympiques de Moscou** [17 juin 1980] (p. 1894).

— **Tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud** [15 octobre 1980] (p. 2728) : condamnation de l'apartheid ; racisme.

— **Hôpital psychiatrique d'Armentières** [5 novembre 1980] (p. 3571) : grève du personnel en vue d'obtenir la création de 450 emplois pour assurer l'humanisation de l'hôpital.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **6529**) : **Education physique et sportive** [6 octobre 1978] (p. 5762) : conséquences néfastes du plan de relance de l'éducation physique appliqué par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ; nécessité de créer des postes d'enseignants d'éducation physique.

— (n° **17533**) : **Education physique et sportive** [22 juin 1979] (p. 5547, 5548, 5549) : diminution des postes d'enseignants, destruction des structures pédagogiques ; mauvaise répartition des dotations aux fédérations sportives ; opposition au plan de relance et aux recours à des moyens extra-budgétaires.

— (n° **36477**) : **Fermeture de lits d'hôpitaux dans la région Nord - Pas-de-Calais** [10 octobre 1980] (p. 2668) : mise en garde des pouvoirs publics contre l'application aveugle de la loi du 29 septembre 1979 relative aux équipements sanitaires ; fermeture de 14 petites maternités ; rôle des maternités dans les villes de cinq mille à quinze mille habitants : centre d'éducation sanitaire et de prévention.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2322) : crise économique dans la région d'Aniche-Somain ; suppression d'emplois ; liquidation de la production charbonnière ; redéploiement à l'étranger des grands groupes dominants ; application à la région des orientations communistes en matière de croissance.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3252) : dénonce le projet du Gouvernement conduisant à un détournement de l'épargne ; nécessité de consacrer une proportion suffisante de l'épargne au logement ; déclin de l'activité de construction en France.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Après l'Article 5 :** son amendement n° 7 soutenu par Mme Jacqueline Chonavel : dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi sur l'amélioration des conditions de travail des femmes enceintes avant le 15 octobre 1978 ; (p. 3483) : rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6855) : adoption en 1977 de mesures renforçant le contrôle technocratique et préfectoral des budgets hospitaliers ; insuffisance des capacités d'hébergement hospitalier ; aggravation des conditions de travail des personnels hospitaliers ; obsession du coût de la santé ; modalités de financement des investissements hospitaliers pesant sur les prix de journée.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7591) : insuffisance du sport à l'école dans l'enseignement primaire et le secondaire ; heures supplémentaires imposées à chaque enseignant malgré le chômage dans cette profession ; atteinte portée au sport universitaire par le transfert de postes d'ensei-

gnants des universités à l'enseignement secondaire ; réduction des moyens d'encadrement des associations sportives scolaires et universitaires ; échec du Gouvernement sur le plan du sport de masse et du sport d'élite ; succès du sport d'élite lié au redressement du sport français ; promesses électorales non tenues ; création de quatre cent soixante postes de professeurs adjoints au lieu de mille prévus par le programme d'action prioritaire ; régression des équipements ; réclame l'élaboration d'une quatrième loi de programme et se déclare hostile au recours aux moyens extra-budgétaires ; nécessité de généraliser l'éducation physique et sportive à l'école et de doubler le budget de la jeunesse et des sports ; soutien aux étudiants, enseignants, parents d'élèves et sportifs qui refusent les « mesures Soisson », dépôt de pétitions ; vote hostile du groupe communiste sur le budget. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 8023) : son sous-amendement n° 346 à l'amendement n° 312 du Gouvernement : suppression des crédits consacrés à la rémunération des heures supplémentaires ; rejeté ; s'élève contre l'institution d'heures supplémentaires imposées aux professeurs ; inapplicabilité de cette mesure ; (p. 8024) : nécessité de créer des postes plutôt que d'imposer des heures supplémentaires ; son amendement n° 370 : suppression des crédits destinés au service d'animation sportive ; rejeté.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7967) : baisse constante des effectifs ouvriers dans l'établissement de Paris ; insuffisance des créations d'emplois à Douai par rapport au nombre de chômeurs de la région ; proteste contre l'augmentation importante de la sous-traitance ; souhaite que l'Imprimerie nationale se charge de l'impression des livres scolaires fournis gratuitement en sixième et en cinquième ; revendications des travailleurs originaires d'outre-mer de voir prendre en charge leurs frais de transports ; vote hostile du groupe communiste ; (p. 7968) : regrette le refus du ministre de répondre à sa question sur la possibilité pour l'Imprimerie nationale d'assurer la réalisation des manuels scolaires.

— **Rappel au règlement** [17 novembre 1978] (p. 7947) : critique les mauvaises méthodes de travail imposées à l'Assemblée ; discussion des crédits du budget de la jeunesse et des sports.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8503) : humanisation des hôpitaux encore inachevée ; insuffisance de l'hébergement dans la région Nord-Pas-de-Calais. **Discussion de l'article unique** [29 novembre 1978] (p. 8515) : vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 1 de M. Julien Schvartz ; fausseté de l'analyse selon laquelle l'équilibre de la sécurité sociale dépendrait d'une reprise de la natalité.

— **Projet de loi tendant à favoriser la mobilité des salariés à l'étranger** (n° **701**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8829) : précarité de la protection sociale des Français travaillant à l'étranger ; difficultés des travailleurs frontaliers. **Discussion de l'article unique** [5 décembre 1978] (p. 8832) : vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 1 de la commission.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os **735** et **749**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8954) : application chaotique d'un prétendu plan de relance de l'éducation physique et sportive à l'école ; proteste contre les deux heures supplémentaires imposées à tous les enseignants d'éducation physique ; désengagement de l'Etat vis-à-vis des centres d'éducation physique spécialisés et des sports à l'université ; (p. 8955) : diminution des moyens de l'union nationale des sports scolaires. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 13** (p. 8987) : son amendement n° 19 : suppression des crédits consacrés à la rémunération des heures supplémentaires des enseignants d'éducation physique ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° **703**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [8 décembre 1978] (p. 9131) : soutient l'amendement n° 1 de M. Daniel Boulay : réduction de la durée du travail à quarante-cinq heures ; réservé ; (p. 9135) : amendement n° 1 non adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— **Rappel au règlement** [20 octobre 1979] (p. 8628) : atteinte à l'honorabilité de l'Assemblée par la décision d'un groupe interparlementaire pour le sport d'effectuer une mission d'information en Afrique du Sud.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 21** (p. 8656) : dénonce le recours aux moyens extra-budgétaires pour financer le

sport ; son opposition à la création de ressources extra-budgétaires pré-affectées en raison de l'absence de contrôle du Parlement ; absence de rapport sur la gestion du fonds national d'aide au sport malgré la loi de finances de 1976 ; (p. 8657) : son amendement de suppression n° 223, rejeté ; artifice utilisé par le Gouvernement pour gonfler le fonds national pour le développement du sport ; immoralité des jeux de hasard ; (p. 8658) : irrecevabilité de son article additionnel contraignant le Gouvernement à déposer un rapport détaillé sur les ressources et les dépenses du fonds national pour le développement du sport.

Deuxième partie :

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8738) : dévalorisation du métier d'enseignant ; nécessité d'augmenter les salaires ; surcharge des classes maternelles ; critique la nouvelle formation des instituteurs ; amputation massive du corps des professeurs d'école normale ; suppression de 2.200 postes de maîtres d'internat et de surveillants d'externat.

Jeunesse, sport et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9121) : insuffisance criante du budget de la jeunesse et des sports ; accentuation des transferts de charges vers les collectivités locales ; augmentation insuffisante du crédit franc-élève ; diminution des subventions aux mouvements sportifs ; importance des sommes rapportées à l'Etat par le sport ; nécessité de consacrer 1 % du budget global à la jeunesse et au sport ; (p. 9130) : volonté du Gouvernement de développer le sport optionnel contredite par la diminution des crédits. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9131) : son amendement n° 380 : réduction des crédits concernant le traitement du ministre ; rejeté ; son amendement n° 381, soutenu par M. Robert Vizet : suppression des crédits relatifs au financement des heures supplémentaires ; rejeté ; (p. 9133) : son amendement n° 382 : suppression des crédits de fonctionnement des services d'animation sportive ; rejeté ; volonté du Gouvernement de sortir le sport de l'école. **Après l'Article 33** (p. 9139) : son sous-amendement n° 387 à l'amendement n° 357 de la commission des affaires culturelles : débat à l'Assemblée nationale sur le rapport prévu à l'amendement n° 357 ; rejeté ; caractère antiparlementaire du recours à des finances extra-budgétaires ; mouvement sportif perdant tout droit de proposition et de contestation.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale [12 novembre 1979]. **Article 33**, paragraphe II (p. 9868) : soutient son amendement n° 448 : réduction de crédits en vue de manifester la volonté du Parlement d'obtenir la construction d'un troisième hall à l'usine de Douai ; rejeté ; réduction des effectifs globaux de l'Imprimerie nationale ; augmentation du budget inférieure à la hausse des prix ; réduction des crédits d'investissements ; lancement de l'annuaire téléphonique électronique remettant en cause l'avenir de l'Imprimerie nationale ; demande que les livres scolaires soient imprimés à l'Imprimerie nationale ; revendications du personnel.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10095) : politique gouvernementale cohérente visant à agresser la santé des travailleurs ; situation critique de l'hospitalisation et de la santé publique dans le Nord - Pas-de-Calais ; (p. 10096) : exemple des conditions de travail à l'usine Renault à Douai ; multiplication des accidents du travail dans la zone industrielle et portuaire de Dunkerque ; situation des travailleurs de l'entreprise Prochim de Courchelettes près de Douai.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10929) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Myriam Barbera : suppression du caractère obligatoire de la consultation et de l'entretien prévus par la loi ; rejeté ; soutient l'amendement n° 17 de Mme Gisèle Moreau : suppression de l'obligation de fournir un certificat de consultation ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1771) : revendications du peuple canaque ; mouvement pour l'ordre et la paix (MOP) ; répression policière ; réforme foncière.

— **Proposition de loi tendant à valider plusieurs décisions concernant des nominations dans le corps des professeurs dans les centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires** (n° **1350**). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2418) : utilisation de la procédure législative pour valider des procédures reconnues illégales par le Conseil d'Etat ; création d'une commission nationale chargée de réexaminer et éventuellement de valider les inscriptions sur les listes d'aptitude. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2419) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Chonavel ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA)** (n° 1731). **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2379) : fiscalité des tabacs ; campagne anti-tabac et déplacement des préférences des fumeurs vers le tabac blond ; disparition du monopole de la SEITA ; (p. 2380) : statut du personnel ; mission de service public de la SEITA ; crise des tabacs ; intégration européenne ; réduction des capacités de production tabacole. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2382) : son amendement n° 10 : monopole de la SEITA ; réservé, puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Article 3** (p. 2386) : son amendement n °12 : impossibilité de modifier les statuts du personnel sans avis conforme des syndicats et de la commission supérieure d'organisation ; réservé, puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'article 2** (*suite*) (p. 2780) : soutient l'amendement n° 101 de M. Gilbert Millet : suppression du titre premier de la loi de 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises en vue de dégager des recettes en faveur des hôpitaux ; rejeté ; difficultés des centres de santé.

Deuxième partie :

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3431) : diminution des effectifs de l'Imprimerie nationale ; impression des livres scolaires.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3715) : le plus mauvais budget depuis vingt ans ; (p. 3716) : politique désastreuse atteignant le sport et la vie culturelle et sociale ; la société socialiste autogestionnaire mettra de grands moyens au service du sport ; situation de l'éducation physique à l'école primaire, dans le secondaire et le supérieur ; création de postes de professeurs ; diminution du « franc-élève » ; insuffisance de la dotation d'équipement ; exemple d'Aubervilliers ; création de 1.000 terrains de football et de 5.000 courts de tennis ; (p. 3717) : anticipation sur la loi relative au transfert des responsabilités aux collectivités locales ; moyens extra-budgétaires ; contrôle parlementaire strict de leur distribution ; sport de haut niveau ; échec du boycottage des jeux Olympiques ; les médailles obtenues par les judokas au jeux Olympiques ; organisation du centenaire des jeux Olympiques ; organisation de l'éducation physique et sportive à l'école et dans l'entreprise. **Examen des crédits** [7 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3734) : son amendement n° 164 : suppression de 40 millions de francs affectés aux heures supplémentaires ; création de postes d'enseignants ; rejeté par scrutin public ; solution aux problèmes des UER d'éducation physique et sportive ; (p. 3735) : son amendement n° 163 : réduction des crédits du chapitre 34-12 ; animation sportive ; son opposition au sport optionnel ; création de postes d'enseignants EPS ; rejeté. **Titre IV** (p. 3738) : son amendement n° 188 : réduction de crédits du chapitre 43-91 ; augmentation des crédits pour le sport de masse et le sport de haut niveau ; rejeté.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4030) : inégalité devant la vie et devant la mort dans la société libérale avancée ; multiplication des accidents du travail ; insuffisance de la lutte contre les nuisances dans les entreprises ; développement du travail posté et du travail en alternance ; campagne de culpabilisation des malades menée par le pouvoir et le patronat ; licenciements pour maladie ; nécessité d'exiger la création de comités d'hygiène et de sécurité ; développement de la pauvreté ; (p. 4031) : problème du logement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° 2021). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4406) : ampleur des accidents du travail ; insuffisance de la prévention ; (p. 4407) : incapacité du projet à protéger l'emploi ; volonté du patronat de banaliser les licenciements pour accident ou pour maladie ; campagne menée contre l'absentéisme ; politique de licenciements abusifs de la régie Renault ; situation des OS ; pouvoir dans l'entreprise. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-32-2 du code du travail** (p. 4412) : son amendement n° 3 : suppression de la possibilité pour l'employeur de résilier le contrat de travail en raison de l'impossibilité où il se trouve de le maintenir pour un motif non lié à l'accident ou à la maladie ; rejeté ; soutient l'amendement n° 4 de M. Joseph Legrand : supprimant la référence à la notion de force majeure pour les contrats à durée déterminée ; rejeté.

Article L 122-32-5 du code du travail (p. 4414) : difficulté de la réinsertion d'un travailleur malade ou accidenté même dans les grandes entreprises. **Article L 122-32-6 du code du travail** (p. 4416) : son amendement n° 7 : maintien du droit du salarié à indemnité en cas de refus du nouvel emploi ; rejeté.

HAMEL (Emmanuel)

Député du Rhône
(8e circonscription)
(UDF).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88), [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 24 avril 1981] (p. 1155).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 24 avril 1981] (p. 1155).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 11 mai 1979] (p. 1114).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 juin 1980] (p. 1609).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Economie - Budget : Economie et budget) [9 octobre 1980[(p. 2650).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 15 : Economie et budget - II. Section commune - III. Economie - IV. Budget** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 15 : Economie et budget** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi (n° 663) créant une **distribution d'actions en faveur des salariés** des entreprises industrielles et commerciales (n° **1599**) [2 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi créant une **distribution d'actions en faveur des salariés** des entreprises industrielles et commerciales (n° **1875**) [27 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une **distribution d'actions en faveur des salariés** des entreprises industrielles et commerciales, rejeté par le Sénat (n° **1891**) [30 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en nouvelle et deuxième lecture, créant un droit d'**attribution d'actions en faveur des salariés** de certaines sociétés par actions (n° **1947**) [8 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 17 : Economie et budget - Economie et budget** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Publicité des résultats obtenus en matière de commerce extérieur** [28 juin 1978] (p. 3596, 3597) : souhaite que le public soit mieux informé des bons résultats de notre commerce extérieur.

— **Déprédations commises dans un train de permissionnaires** [25 avril 1979] (p. 3039) : commence par remercier le Président de la République et le Gouvernement de la prise en charge de l'entretien de « La Boisserie » ; quelles conséquences le ministre de la défense tire-t-il des déprédations commises dans ce train ?

— **Situation d'un professeur de l'université de Lyon** [23 mai 1979] (p. 4132) : reprise des cours à l'université d'un enseignant de l'université ayant commis des falsifications graves de l'histoire (négation des chambres à gaz dans les camps nazis).

— **Pensions militaires d'invalidité** [16 avril 1980] (p. 423) : pouvoir d'achat des pensions militaires d'invalidité.

— **Sommet de Venise et politique de l'énergie** [25 juin 1980] (p. 2255).

— **Exportations d'aciers spéciaux français vers les Etats-Unis** [19 novembre 1980] (p. 4161) : décision de l'administration américaine d'interdire les importations d'aciers spéciaux sous le prétexte qu'ils contiendraient du nickel en provenance de Cuba.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17366**) : **Politique familiale** [15 juin 1979] (p. 5204, 5205, 5206) : place secondaire faite dans le VIII[e] Plan à la politique familiale ; nécessité d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée un débat sur ce sujet avant que le Plan soit définitif et d'étudier la possibilité d'un salaire maternel.

— (n° **22774**) : **Industrie du poids lourd** [23 novembre 1979] (p. 10682, 10683) : grève de la faim de deux travailleurs licenciés de Renault Véhicules Industriels ; manifestations des ouvriers de cette firme à Lyon ; quelle est la situation actuelle de l'industrie française du poids lourd ? conséquences des grèves et manifestations sur la situation de RVI après son effort d'exportation, notamment vers l'Allemagne ; diminution des livraisons et du chiffre d'affaires de RVI.

— (n° **23053**) : **Crédits du ministère de l'éducation dans la région Rhône-Alpes** [30 novembre 1979] (p. 11049, 11050) : selon quels critères sont répartis entre régions, académies et départements les crédits d'équipement et les crédits de personnels du ministère de l'éducation ; efforts de l'Etat et de la région Rhône-Alpes pour les équipements scolaires du second degré ; les erreurs de prévisions scolaires en Rhône-Alpes commises à l'occasion de la préparation du VII[e] Plan seront-elles compensées ?

— (n° **23836**) : **Economies d'énergie et de matières premières** [14 décembre 1979] (p. 11903, 11904) : la nouvelle hausse des prix décidée par les pays producteurs de pétrole ; programme énergétique ; développement des sources nationales d'énergie ; récupération des matières premières ; fixer un programme par région ; gaspillage des éclairages nocturnes.

— (n° **29665**) : **Liaison Rhin-Rhône** [18 avril 1980] (p. 562) : décret d'application de la loi du 4 janvier 1980 relative à la Compagnie nationale du Rhône ; date de mise en chantier des chutes du Haut-Rhône ; transport du charbon vers la centrale de Loire-sur-Rhône.

— (n° **31878**) : **Pollution dans le Rhône** [6 juin 1980] (p. 1640) : ordre du jour ; politique de lutte contre la pollution ; (p. 1641) : caractère interdépartemental des problèmes de pollution.

— (n° **32452**) : **Dépendance française en matière de papier** [20 juin 1980] (p. 1997) : rapport Bertolaud-Méo sur une meilleure utilisation de la filière bois ; politique forestière française ; projet d'implantation en Alsace d'une usine de production de papier journal ; (p. 1998) : dispersion des responsabilités en matière de politique du papier.

— (n° **36476**) : **Emploi dans le canton de Givors** [10 octobre 1980] (p. 2673, 2674) : difficultés de l'entreprise Fives-Cail-Babcok et de l'entreprise Berthiez (machine-outil) ; augmentation de la taxe professionnelle à Givors ; situation de BSN, montant de son imposition au titre de la taxe professionnelle ; classement de Givors en zone A au titre de l'aménagement du territoire.

— (n° **39091**) : **Maîtres d'œuvre en architecture** [28 novembre 1980] (p. 4510, 4511) : conditions d'intégration des maîtres d'œuvre non architectes ; avis des commissions régionales.

— (n° **39501**) : **Population immigrée dans le département du Rhône** [5 décembre 1980] (p. 4700, 4701) : problèmes posés par la forte concentration d'étrangers dans une même commune ; mesures prévues pour une meilleure intégration ; modification des grilles scolaires dans les zones où la concentration d'étrangers est forte.

— (n° **39931**) : **Exportations des pays asiatiques vers la France** [12 décembre 1980] (p. 4883, 4884) : mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter un déficit trop important de la balance des paiements et une aggravation du chômage face à la concurrence des pays du Sud-Est asiatique et face au protectionnisme américain.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international** (n° 7). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1159) : intervention sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Louis Odru ; la réduction de l'influence du dollar au profit des droits de tirages spéciaux ; le retour à un système monétaire ordonné entrave à la spéculation ; l'attitude des pays en voie de développement, indice de la valeur des accords de la Jamaïque; la place de la France en Europe ; les conséquences du programme commun ; la constitutionnalité de la procédure choisie par le Gouvernement ; (p. 1163) : intervention sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement ; la nécessité d'approuver l'augmentation des quotes-parts avant le 30 avril pour en retirer les avantages ; les défauts du système monétaire international et la responsabilité des Etats-Unis ; (p. 1164) : la nécessité pour la France de ne pas entamer un retrait progressif du Fonds monétaire international.

— **Rappel au règlement** [19 avril 1978] (p. 1219) : demande la publication au *J.O.* de l'erratum du feuilleton à la déclaration politique du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1978]. **Article 26** (p. 1377) : l'importance du théâtre de marionnettes et la nécessité de le faire bénéficier de subventions budgétaires.

— **Rappel au règlement** [26 avril 1978] (p. 1382) : demande le renouvellement des bulletins de vote pour les scrutins publics.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-523 du 3 juillet 1967 relative à la Cour de cassation** (n° 18). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1978] (p. 1566) : les conséquences financières du texte pour les conseillers référendaires.

— **Rappel au règlement** [23 mai 1978]. **Article 17 du règlement** (p. 1924) : félicitations de l'Assemblée nationale aux parachutistes qui sont intervenus au Zaïre.

— **Rappel au règlement** [2 juin 1978]. **Article 58, alinéa 2** (p. 2477) : abus du règlement par M. Jack Ralite ; protection des Etats africains ; position du parti communiste en politique étrangère ; son alignement sur celle des Russes.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° **17**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2162) : regrette le peu d'intérêt du Parlement pour les lois de règlement ; attitude inverse du Parlement britannique ; amélioration des délais de dépôt des lois de règlement ; valeur des informations contenues dans les travaux de la Cour des comptes ; nécessité de renforcer les moyens en personnel de la Cour des comptes.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2808) : intervention sur la question préalable opposée par M. Laurent Fabius ; possibilité d'amender le projet ; (p. 2809) : motifs justifiant le rejet de la question préalable : nécessité de taxer les plus-values réalisées sur la cession de valeurs mobilières, application de la loi du 19 juillet 1976 si la question préalable était adoptée, nécessité de dissiper les craintes inspirées par les conséquences possibles de l'imposition des plus-values sur l'activité du marché financier ; critique les arguments de M. Laurent Fabius contre le projet : taux d'imposition et revenus de l'intéressé ; (p. 2810) : effet de seuil, taxation du produit des cessions ou taxation des plus-values, imputation des pertes antérieures au gain ; aspects positifs du projet ; texte ne frappant que 5 % des porteurs de valeurs mobilières détenant 50 % de la valeur des portefeuilles, compatibilité avec l'effort entrepris pour encourager l'épargne à s'investir en actions ; demande le rejet de la question préalable. **Explications de vote** [14 juin 1978] (p. 2919) : unité de la majorité ; coopération entre le Gouvernement et l'Assemblée.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1978] (p. 3149) : ordre du jour établi le 20 juin 1978.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article 22** (p. 3312) : bien-fondé de la création de prêts participatifs de l'Etat ; aide accordée par les Etats étrangers à leur économie. **Article 22** (p. 3317) : souligne l'esprit de coopération de la majorité et du Gouvernement. **Article 28** (p. 3325) : sur l'amendement n° 4 du Gouvernement, projet de loi facilement gagé par le surcroît de confiance inspiré aux épargnants par la politique gouvernementale. **Article 29** (p. 3330) : son sous-amendement n° 55 : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les produits de créances nées avant le 1er juin 1978 ; nécessité de respecter le principe de non-rétroactivité ; retiré. **Commission mixte paritaire** [1er juillet 1978]. **Explications de vote** (p. 3791) : le projet, moyen de rétablir le plein emploi ; concurrence des pays étrangers vis-à-vis de l'économie française ; volonté d'attirer l'épargne vers les entreprises ; difficultés de l'économie française liées à la crise économique mondiale ; vote favorable sur le texte.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture** [26 juin 1978]. **Explications de vote** (p. 3485) : se réjouit du vote favorable de l'opposition; intérêt du projet pour les familles; son vote favorable.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes** (n° **167**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [27 juin 1978] (p. 3550) : souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant à l'augmentation des effectifs des corps de vérification.

— **Rappel au règlement** [4 octobre 1978] (p. 5547) : la tenue simultanée de séances publiques et de séances de la commission des finances a comme conséquence l'absence de certains députés aux débats.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5943) : sur la question préalable de M. Roger Combrisson ; mauvaise analyse de la crise faite par M. Georges Marchais ; économie française résistant mieux à la crise que ses partenaires européens ; retour à l'équilibre du commerce extérieur ; appréciation du franc ; causes de la crise : les événements internationaux ; nécessité de distinguer demandeurs d'emploi et chômeurs ; concurrence des pays en voie de développement ; (p. 5944) : impossibilité de diminuer la durée du travail à rémunération égale ; augmentation des crédits pour l'emploi ; huit milliards de francs consacrés à la formation professionnelle ; importance des crédits destinés à l'investissement industriel ; création du fonds spécial d'adaptation industrielle ; demande le rejet de la question préalable.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978] : **Après l'Article 2** (p. 6081) : nécessité d'organiser une publicité autour de la circulaire du 23 septembre 1975 permettant des aménagements pour les chômeurs dans le paiement de leurs impôts ; [17 octobre 1978] : **Article 10** (p. 6115) : inscrit sur l'article : exprime sa sympathie envers tous les Libanais ; multiplication des adhésions aux centres de gestion agréés ; absence de dispositions relatives au relèvement du seuil per-

mettant d'adhérer à un centre de gestion agréé ; risque de freiner le développement de ces associations. **Article 34** (p. 6194) : aspects positifs de la situation économique de la France ; vote favorable du groupe UDF sur la loi de finances.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6357) : nécessité d'augmenter les effectifs de la police dans la communauté urbaine de Lyon.

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6457) : inquiétude se répandant dans la région Rhône-Alpes à propos de l'activité et de l'emploi ; nécessité de mesures favorisant les vocations de créateurs d'entreprises ; souhaite la promotion dans l'enseignement supérieur commercial de sections de création de petites et moyennes entreprises ; souhaite que la télévision diffuse des interviews de chefs d'entreprises suscitant des vocations ; (p. 6458) : souhaite l'institution d'une agence pour la création d'entreprises ; information insuffisante sur les efforts accomplis en faveur de la reconstitution des fonds propres, de la création d'entreprises, de la promotion des exportations et du développement des investissements ; refus gouvernemental de satisfaire les revendications des PME ; nécessité d'un recyclage et d'une formation permanente des chefs d'entreprises ; contribution nécessaire du Gouvernement à l'amélioration de l'image de marque des chefs d'entreprises ; utilité des investissements français à l'étranger ; souhaite que les établissements publics régionaux soient associés plus activement au combat pour l'emploi ; (p. 6459) : reproche à la politique industrielle du Gouvernement de manquer d'âme et d'espérance.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6526) : nécessité de publier assez tôt la liste des nouveaux titulaires de la Légion d'honneur pour organiser les cérémonies du 11 novembre.

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6557) : effet dissuasif de la peine de mort ; inopportunité d'une décision sur ce problème.

Travail et santé. — II. Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6826) : caractère mondial de la crise économique ; interroge le Gouvernement sur les mesures envisagées pour développer la formation professionnelle des cadres ; (p. 6827) : problèmes de la réinsertion des mères de famille ; égalité des salaires entre hommes et femmes ; projet Partage ; projet sur la participation financière et sociale dans l'entreprise ; accélération souhaitable de l'harmonisation des législations sociales européennes.

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7059) : désintéressement de la France dans sa politique de coopération ; nécessité d'assurer la sécurité politique des Etats africains ; accroissement de l'assistance aux pays du Sahel. **Examen des crédits** [3 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7067) : la Réunion fait partie intégrante de la France ; inopportunité d'amputer les crédits d'aide et de coopération aux Etats partisans de l'indépendance de la Réunion en raison de la nécessité de la présence française dans l'océan Indien.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978]. **Rappel au règlement** (p. 7109) : s'élève contre la non-retransmission du débat par la télévision ; (p. 7110) : s'interroge sur les critères de retransmission télévisée.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7513) : efforts déployés depuis 1975 par la région Rhône-Alpes pour participer au financement des constructions scolaires du second degré ; problème de la scolarisation des enfants d'immigrés ; déficit en postes dans les écoles maternelles et primaires dans le département du Rhône ; (p. 7514) : son vote favorable sur le budget de l'éducation.

Universités. Examen des crédits [16 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7761) : sur l'amendement n° 355 de M. Jack Ralite, félicite le ministre des universités d'avoir choisi la date du 20 septembre, anniversaire de Valmy, pour prendre son décret sur le personnel des universités.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7902) : nécessité de favoriser les surfaces moyennes de vente de meubles qui vendent des meubles français, par rapport aux très grandes surfaces qui vendent des meubles importés.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la section commune, l'économie et le budget. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7952) : attitude trop économe des deux ministres dans la gestion de leur département

ministériel ; création de vingt-cinq emplois à l'INSEE ; croissance du budget de l'ANIFORM ; insuffisance de la majoration des effectifs de la Cour des comptes ; rend hommage à l'administration du Trésor ; croissance insuffisante des effectifs des services extérieurs du Trésor ; (p. 7953) : nécessité de tenir compte de l'exigence de revitalisation des zones rurales dans l'aménagement du réseau des comptables du Trésor ; nécessité d'une protection accrue pour les fonctionnaires des administrations fiscales et d'un respect des droits des contribuables dans les contrôles fiscaux ; sept cent soixante et onze emplois nouveaux affectés au renforcement des effectifs du contrôle fiscal ; rend hommage à l'action de la nouvelle direction générale pour les relations avec le public ; adresse ses vives félicitations au corps d'élite que constituent les douaniers ; réorientation de l'activité des services de la concurrence et de la consommation vers la régulation des marchés ; problème de la sécurité des personnels et des fonds ; (p. 7954) : réorientation nécessaire de l'activité des services extérieurs de la direction des prix ; renforcement nécessaire des moyens des douanes en matière de fausses déclarations d'origine, de détournements de trafics et de pratiques de dumping ; moyens des associations et des centres de gestion agréés ; (p. 7961) : création de sept cent soixante et onze emplois à la direction générale des impôts en 1979. **Explications de vote** [17 novembre 1978] (p. 8045) ; éléments positifs du budget (p. 8046) : budget d'indépendance nationale, de soutien de l'activité économique et de solidarité sociale ; vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6652) : pression exercée sur les magistrats par le milieu pour obtenir des réductions de peines ; (p. 6653) : son opposition à la possibilité laissée à la Cour d'assises ou au tribunal de réduire la durée de la période de sûreté.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1978] (p. 7230) : organisation du débat sur le budget de l'agriculture.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1978] (p. 7334) : proteste contre les tentatives de pression de manifestants ; publicité faite en faveur d'un syndicat ; demande que sa protestation soit soumise au bureau de l'Assemblée.

— **Rappel au règlement** [17 novembre 1978] (p. 7918) : demande la réunion d'une conférence des présidents pour aménager l'ordre du jour afin de poursuivre la discussion budgétaire samedi.

— **Rappel au règlement** [29 novembre 1978] (p. 8481) : propose que le bureau, au nom de l'Assemblée tout entière, adresse des vœux de rétablissement à M. Jacques Chirac.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° **655**). **Première lecture** [29 novembre 1978]. **Explications de vote** (p. 8516)) : vote sur l'ensemble : confiance du groupe UDF dans l'action du Gouvernement pour défendre la France contre les menaces extérieures et la concurrence internationale.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8761) : son amendement n° 3 : suppression du caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture pour les constructions ayant une surface inférieure à 250 mètres carrés ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9741) : nécessité de préserver la liberté des citoyens en matière de construction.

— **Projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Première lecture. Explications de vote** [4 décembre 1978] (p. 8755) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture** [5 décembre 1978]. **Explications de vote** (p. 8852) : vote favorable du groupe UDF ; excès des charges sociales risquant de conduire les entreprises à leur perte.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **702**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article premier** (p. 8862) : sur l'amendement n° 3 de la commission ; responsabilité de la CFDT dans l'affaire Teppaz en raison de son refus d'accepter le projet de FO de création d'une coopérative ouvrière de production financée par la caisse centrale de crédit coopératif.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os **735** et **749**). **Première lecture. Discus-**

sion générale [6 décembre 1978] (p. 8896) : sur l'exception d'irrecevabilité de M. Louis Odru : la gauche n'a pas le monopole du patriotisme ; constitutionnalité du projet du Gouvernement. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 12** (p. 8985) : égards dus à M. Marcel Dassault. **Explications de vote** (p. 9005) : vote favorable du groupe UDF.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9603) : appréhensions suscitées dans la région Rhône-Alpes par l'élargissement de la CEE ; problème des viticulteurs et des maraîchers ; nécessité d'une action du Gouvernement en matière de relations publiques.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9762) : problème des horaires d'apprenti boulanger.

— **Rappel au règlement** [5 janvier 1979] (p. 180) : demande l'établissement d'un bilan de l'œuvre législative des vingt premières années de la Ve République.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2231) : demande un scrutin public sur l'exception d'irrecevabilité de M. Paul Quilès. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2452) : son opposition à la création d'une taxe supplémentaire qui alourdirait les prix de revient des industries françaises. **Après l'Article premier** (p. 2466) : son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : gestion des centrales nucléaires par les sociétés nationales et les établissements publics ; devenu sans objet. **Après l'Article 7** (p. 2482) : sur l'amendement n° 110 de M. Paul Quilès ; nécessité de ne pas tirer des critiques adressées par la Cour des comptes aux gestions privées lea conclusion que tout doit être publicisé ; [11 avril 1979] : **Après l'Article 15** (p. 2542) : rend hommage à Electricité de France pour sa position dans la politique de récupération d'énergie ; inconvénients de la récupération de la chaleur.

— **Rappel au règlement** [5 avril 1979] (p. 2308) : la majorité entière a applaudi certaines questions au Gouvernement et réponses des ministres du 4 avril ; souhaite rectification au *Journal officiel ;* travail difficile des services.

— **Rappels au règlement** [10 avril 1979] (p. 2473) : détournement de l'article 58, alinéa 3, du règlement ; l'abstention au vote sur une suspension de séance ne peut être interprétée comme une prise de position sur le problème de la célébration du 8 mai ; [11 avril 1979] (p. 2533) : souhait des parlementaires que l'Assemblée ne siège pas le 8 mai.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2665) : inquiétude provoquée par le projet chez les professionnels de la publicité extérieure et notamment les fabricants d'enseignes ; importance des petites entreprises dans le secteur de la fabrication d'enseignes. **Discussion des articles** [18 avril 1979] : **Avant l'Article 7** (p. 2733) : souhaite que le souci de préserver le caractère des villes françaises ne conduise pas à en bannir toute forme de publicité ; [19 avril 1979] : **Article 14** (p. 2781) : demande au Gouvernement de réaffirmer son intention d'être libéral dans le domaine des enseignes publicitaires. **Article 27** (p. 2796) : demande au ministre une application libérale de la nouvelle loi. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [12 décembre 1979]. **Article 25** (p. 11668) : demande que les décrets d'application soient élaborés dans un esprit libéral.

— **Rappel au règlement** [18 avril 1979] (p. 2710) : demande suspension de la séance à 20 h 30 en raison de la conférence de presse du Président de la République.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Explications de vote** [18 avril 1979] (p. 2717) : possibilité pour les Calédoniens de faire un choix historique pour ou contre le maintien de l'association de la Nouvelle-Calédonie avec la France ; vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi relatif à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture** (n° **137**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 avril 1979]. **Article 2** (p. 2987) : sur l'amendement n° 35 de M. André Petit : inapplication de l'homologation aux produits organiques et aux supports de culture d'origine naturelle ; nécessité de préserver la possibilité d'échange de fumure ; discrimination pratiquée par les directions départementales de l'agriculture à l'encontre des agriculteurs biologiques.

— **Rappel au règlement** [25 avril 1979] (p. 3039) : demande si l'on a pris en considération sa demande visant à ce que l'Assemblée ne siège pas le 8 mai.

— **Rappel au règlement** [2 mai 1979] (p. 3350) : exprime satisfaction de l'ordre du jour qui ne prévoit pas de séance le 8 mai.

— **Rappel au règlement** [9 mai 1979] (p. 3548) : constate qu'à l'instant M. Gérard Bapt a été filmé.

— **Projet de loi relatif aux transports publics d'intérêt local** (n° **680**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Après l'Article 11** (p. 3582) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. René Gaillard ; nécessité de ne pas créer une nouvelle taxe qui réduirait la compétitivité des entreprises.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3696) : demande l'exclusion temporaire de l'assiette de la taxe professionnelle des investissements nouveaux et des salaires correspondant aux emplois supplémentaires créés par les entreprises. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article premier** (p. 3701) : demande au ministre du budget de bien vouloir transmettre au douanier Lelièvre, recordman du monde de marche sur vingt kilomètres, les félicitations de l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4137) : s'oppose à la question préalable de M. Guy Ducoloné ; intervention de M. Guy Ducoloné sans rapport avec le projet de loi et constituant une manœuvre dilatoire.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4432) : nécessité de tenir compte de la spécificité de la région parisienne en matière de territorialité de la postulation et de maintenir la multipostulation. **Discussion de l'article unique** [30 mai 1979]. **Article unique** (p. 4437) : accepte d'envisager une nouvelle prorogation de la période transitoire où la multipostulation est possible.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978 relative aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **1035**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4647) : préjudice causé aux PME par le retard excessif avec lequel les administrations paient leurs dettes ; souhaite que le projet soit appliqué également aux établissements publics industriels et commerciaux de l'Etat ; demande que la caisse des marchés de l'Etat soit plus libérale dans l'octroi d'avances à des taux préférentiels à des entreprises victimes des paiements tardifs des collectivités locales. **Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4648) : soutient son amendement n° **1** : extension de la procédure d'intervention de la caisse des marchés de l'Etat aux créances que les petites et moyennes entreprises peuvent détenir sur les établissements publics industriels et commerciaux de l'Etat ; adopté.

— **Proposition de loi portant modification du statut du comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, des Côtes-du-Ventoux et des Coteaux-du-Tricastin** (n° **196**) **et proposition de loi relative à l'établissement d'un comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, des Côtes-du-Ventoux et des Coteaux-du-Tricastin** (n° **956**). **Première lecture. Discussion générale commune** [5 juin 1979] (p. 4661) : demande au Gouvernement de promouvoir à la dignité de vins d'appellation contrôlée les vins de la zone des coteaux du Lyonnais.

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juillet 1967, modifiée par l'avenant du 14 octobre 1970, ensemble un échange de lettres, signé à Washington le 24 novembre 1979** (n° **894**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4698) : profite du débat pour rendre hommage aux soldats américains tués en France lors du débarquement de Normandie.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins** (n° **989**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4728) : intervient au nom de M. Kerguéris ; problème des cotisations versées à l'établissement national des invalides de la marine par des marins qui ont abandonné leur activité avant le 30 juin 1930.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **386**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juin 1979]. **Article 7** (p. 4789) : soutient son amendement n° **64** : substitution d'un délai de rétraction au délai de réflexion prévu par l'article 7 ; rejeté. **Article 17** (p. 4795) : soutient l'amendement n° 61 de M. Jean-Marie Daillet : portant à six semaines la durée minimale de la validité de la condition suspensive ; retiré. **Article 21** (p. 4797) : soutient l'amendement n° 62 de M. Jean-Marie Daillet : pouvoirs du juge ; interdépendance dans l'exécution d'un contrat

d'entreprise et du contrat de prêt ; devient sans objet. **Explications de vote** (p. 4802) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi relatif à la vaccination antivariolique** (n° **1057**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1979] (p. 4805) : problème de l'indemnisation des victimes de la vaccination antivariolique qui ont été vaccinées ailleurs que dans des centres agréés. **Discussion de l'article unique** [7 juin 1979]. **Après l'article unique** (p. 4808) : interroge le ministre sur le délai dans lequel les 8 millions de doses de vaccins seront disponibles.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4837) : abus de la procédure de la question préalable par les députés communistes ; description inexacte de la situation économique par M. André Lajoinie ; refus par les communistes d'un débat nécessaire sur les grands problèmes économiques ; (p. 4938) : énergie, développement industriel, emploi, sécurité sociale, rôle du profit, politique familiale ; demande le rejet de la question préalable. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5123) : soutient l'amendement n° 3 de la commission des finances : exécution de la loi de programmation militaire ; réservé, non adopté ; (p. 5124) : soutient l'amendement n° 4 de la commission des finances : priorité de la politique de promotion de la famille et consolidation de la protection sociale des Français tout en maîtrisant le coût global des transferts sociaux et des dépenses de santé ; réservé, repris dans la lettre rectificative n° 1132, adopté ; (p. 5127) : soutient l'amendement n° 5 de la commission des finances : mise à l'étude de l'instauration du salaire familial ; réservé, non adopté ; (p. 5130) : soutient son amendement n° 28 corrigé : aide accordée à l'artisanat ; réservé, repris dans la lettre rectificative n° 1132, adopté ; (p. 5134) : soutient l'amendement n° 7 de la commission des finances : amendement de cohérence ; réservé, repris dans la lettre rectificative, adopté. **Explications de vote** (p. 5136) : vote favorable du groupe UDF sur un rapport fondé sur une analyse exacte de la situation de la France dans le monde ; nécessité d'un effort particulier pour rédiger le Plan de façon claire et compréhensible.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Après l'Article premier** (p. 5349) : poids trop élevé des salaires et des charges sociales, cause du chômage. **Article 5** (p. 5355) : demande que soient étudiés les moyens permettant de donner une certaine souplesse au seuil des 10 salariés au-dessus duquel une entreprise cesse d'être artisanale. **Après l'Article 5** (p. 5359) : rappelle que toute la majorité n'accepte pas les propositions d'une inspiration comparable à celle de l'amendement n° 57 de M. Jean Brocard. **Article 7** (p. 5364) : soutient l'amendement n° 49 de M. Henri Ferretti : institution dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la fraction de taxe d'apprentissage nécessaires pour financer les actions de formation prévues ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5423) : diversité des critères de rentabilité et d'efficacité suivant les établissements hospitaliers ; projet témoignant de la volonté du Gouvernement de parvenir à une plus grande efficacité des dépenses de santé grâce à un effort accru de concertation avec les conseils d'administration des hôpitaux et le corps médical ; pas de risque d'arbitraire.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5686) : augmentation de la violence dans la société française ; son hostilité à l'abolition de la peine de mort ; nécessité pour les législateurs de faire passer la défense de la société avant la noblesse de l'idéal des abolitionnistes ; abolition impossible tant que n'est pas instituée une peine de remplacement consistant en un emprisonnement perpétuel ; (p. 5687) : conteste les arguments des abolitionnistes ; maintien de la peine de mort n'empêchant pas de lutter contre les causes de la criminalité ; application de moins en moins fréquente de la peine de mort en France lui ôtant son caractère dissuasif ; peine de mort, solution du problème de la récidive pour les grands criminels ; multiplication des réactions d'autodéfense en cas d'abolition de la peine de mort.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1979] (p. 7639) : **exécution et actualisation de la loi de programmation militaire** ; le nombre peu important de députés en séance motivé par l'examen en commission du projet de loi de finances pour 1980 et le nombre restreint des orateurs dû à l'organisation du débat.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 octobre

1979]. **Avant l'Article 11** (p. 8012) : son amendement n° 322 : modalités d'attribution des subventions aux communes qui font partie d'un organisme de coopération intercommunal ; adopté ; l'exemple de la commune de Vénissieux ; son amendement n° 323 : fiscalité des communes membres d'un organisme de coopération ; retiré. **Après l'Article 12** (p. 8018) : nécessité de moyens nouveaux pour la direction générale des impôts. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 5** (p. 12204) : **rappel au règlement** : réunion d'une commission mixte paritaire l'obligeant à quitter l'hémicycle. **Article 11 A** (p. 12227) : soutient son amendement n° 145 : rétablissement de l'article 11 A ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8268) : intervient contre la question préalable de M. Georges Marchais ; procès d'intention dressé par M. Georges Marchais contre le budget ; crise économique dans le monde entier y compris dans les pays socialistes due notamment à la hausse du pétrole et des matières premières ; (p. 8269) : budget de relance pour 1980 ; stabilité du franc par rapport au panier des monnaies de nos dix-neuf principaux partenaires et ralentissement de sa dépréciation par rapport au mark ; (p. 8270) : augmentation des crédits des interventions sociales ; maintien de l'effort de défense ; investissements à l'étranger, moyen de développer les exportations ; anachronisme des analyses pessimistes du parti communiste ; impossibilité d'accroître le poids des prélèvements obligatoires ; (p. 8271) : rend hommage aux syndicats réformistes ; nécessité d'un consensus social ; demande le rejet de la question préalable.

Première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8610) : caractère dangereux du gage proposé dans l'amendement n° 161 corrigé de M. Parfait Jans : prélèvement exceptionnel sur le montant des investissements réalisés à l'étranger par les sociétés françaises du secteur automobile. **Article 14** (p. 8641) : caractère préjudiciable du choix du 1er septembre pour l'entrée en vigueur de l'article 14 ; [22 octobre 1979] : **Article 25** (p. 8711) : **rappel au règlement** : organisation du débat budgétaire ne laissant qu'un temps de parole trop réduit aux députés.

Deuxième partie :

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8806) : problème des contrôles de la sécurité aérienne ; disparité considérable entre les crédits alloués à la RATP et ceux du métro de Lyon ; (p. 8807) : mauvaise répartition ou absence de chariots pour le transports des bagages dans les gares ; problème de prix de la nourriture servie dans les trains ; demande au ministre d'attacher son nom à la réalisation de nouvelles grandes liaisons fluviales.

Rappel au règlement [25 octobre 1979] (p. 8943, 8944) : s'associe à la dénonciation par l'un des membres de l'Assemblée des Communautés européennes d'un article du Bulletin des Communautés européennes critiquant l'absence des députés français aux séances publiques.

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9027) : estime que Lyon ne bénéficie pas de privilèges du fait que M. Barre en est le député.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Examen des crédits [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9131) : amendement n° 380 de M. Georges Hage aboutissant à instituer un nouveau mode de mise en cause de la responsabilité ministérielle.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9217) : pollution du Rhône ; rôle du fonds d'intervention pour la qualité de la vie et de la future agence de l'air ; harmonisation souhaitable des normes européennes en matière de pollution.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9383) : nécessité d'informer l'opinion ; mauvaise foi de l'opposition ; nécessité de renforcer la politique d'économies d'énergie et de matières premières.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9656) : délais de versement de l'ISM ; problème des classements en zone de piémont de l'est lyonnais ; promotion au rang de vins d'appellation d'origine contrôlée des crus des coteaux du Lyonnais.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9780) : sa gratitude envers le secrétaire d'Etat, ses collaborateurs et envers tous les postiers et tous les agents des télécommunications ; campagne de dénigrement systématique des PTT ; triplement en huit ans des équipements téléphoniques français ; (p. 9781) : perspectives exaltantes s'ouvrant aux exportations et aux techniques françaises de télécommunications et de télématique ; demande l'amélioration des équipements téléphoniques dans les zones rurales du département

du Rhône ; dimensions excessives de certains centres de tri automatique.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget, rapporteur spécial de la commission des finances de l'économie générale et du plan, pour l'économie et le budget. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9821) : problème de la sécurité des personnels des ministères du budget et de l'économie ; résultats considérables obtenus par le service des douanes dans la répression des fraudes ; nécessité de renforcer la lutte contre la fraude sur l'alcool ; moyens du contrôle fiscal ; lutte énergique menée contre la fraude fiscale ; nécessité d'orienter les moyens des services fiscaux en priorité vers les tâches d'information et de contrôle ; effort de développement des relations publiques ; problème des effectifs de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; (p. 9822) : redéploiement des effectifs rendu possible par la libération des prix en vue d'une amélioration de la protection du consommateur. **Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9832) : sur l'amendement n° 456 de M. Joseph Franceschi : paiement mensuel des pensions appliqué déjà à quarante-quatre départements et concernant le tiers des intéressés en métropole.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9841) : progression du service de la dette ; concurrence de l'Etat sur le marché financier avec des entreprises contraintes d'emprunter.

Coopération. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9876) : importance des contrôles qui s'exercent sur l'utilisation des crédits de la coopération ; politique française de coopération militaire et d'aide au service de la paix.

Intérieur. Rappel au règlement [13 novembre 1979] (p. 9905) : temps trop court consacré à la discussion des crédits de l'intérieur ; possibilité pour les députés d'envoyer leur intervention écrit au ministre de l'intérieur ; gratitude à l'égard de ce dernier pour les succès de la police.

Justice. Rappel au règlement [13 novembre 1979] (p. 9944) : possibilité de prévoir un temps plus long pour l'examen du budget de la justice, un amendement important posant le problème de la peine de mort. **Discussion générale** [16 novembre 1979] (p. 10211) : la rareté d'application de la peine capitale multiplie les réactions d'autodéfense ; (p. 10212) : nécessité d'une peine de remplacement en cas d'abolition.

— Rend hommage à la mémoire de Mme de Gaulle [8 novembre 1979] (p. 9616).

— Discussion commune des motions de censure sur le projet de finances pour 1980 (première lecture) déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. François Mitterrand et 49 de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues et par M. Robert Ballanger et 85 de ses collègues. Explications de vote [20 novembre 1979] (p. 10380) : danger d'une crise politique dans le contexte international actuel ; affirme sa confiance dans le Gouvernement ; (p. 10381) : aspect positif du budget de 1980 en ce qui concerne la solidarité nationale, la lutte contre la fraude fiscale ou le développement des investissements scientifiques et techniques ; rend hommage aux qualités personnelles du Premier ministre.

— Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10552) : nécessité d'une information systématique sur la politique familiale ; nécessité de promouvoir un environnement favorable à la famille en combattant pour l'assainissement du climat moral ; demande que soit réservée une place plus importante aux associations familiales au conseil économique et social et aux comités économiques et sociaux des régions ; propose des mesures sociales en faveur de la mère et de l'enfant ; (p. 10553) : souhaite l'institution d'un statut social de la mère de famille comprenant un salaire maternel, un droit personnel à la retraite et un droit à la sécurité sociale ; propose la création d'un budget annexe de la compensation familiale alimenté par le produit d'un impôt sur les grandes fortunes, le relèvement des droits sur le tabac et l'alcool, et une taxe de compensation familiale sur les produits de luxe ; nécessité de revoir le système fiscal dans le sens de la suppression des dispositions défavorables au mariage ; proteste contre la diffusion à la télévision d'un film magnifiant la cohabitation juvénile et ne comportant aucune image d'enfant.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1979 (n° **1397**). **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11111) : une seule loi de finances rectificative en 1979 portant le déficit de 15 à 35 milliards de francs ; (p. 11112) : répartition des crédits supplémentaires : 9 milliards pour les interventions sociales, 3 milliards pour l'aide aux entreprises publiques, 6,2 milliards pour le financement d'actions économiques ; importance de l'aide aux familles ; nécessité de récapituler dans une loi de programme d'aide à la famille toutes les aides consenties ; les dotations à la SNCF, à la Régie Renault ; multiplication des mouvements de grèves chez Renault et Renault Véhicules Industriels ; les départements d'outre-

mer ; (p. 11113) : la sidérurgie lorraine ; se félicite du réexamen des services votés ; impossibilité d'augmenter l'impôt à la charge de l'entreprise ; pression de la taxe professionnelle. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 4** (p. 11133) : demande l'assimilation des cotisations au système de garantie sociale des chefs d'entreprise à des cotisations de l'UNEDIC déductibles du bénéfice imposable des entreprises. **Article 15 : Economie et budget.** — I. **Charges communes** (p. 11152) : soutient l'amendement n° 36 rectifié de M. Hubert Voilquin : suppression de la dotation en capital supplémentaire accordée à la SFP ; adopté ; suggère que les crédits anciens dégagés soient affectés à la création de postes de maîtres auxiliaires. **Explications de vote** (p. 11160) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11213) : coût sans cesse grandissant de la santé par suite des progrès de la science médicale ; (p. 11214) : nombre des vies sauvées grâce au développement du système de santé ; son exemple personnel ; nécessité de lutter contre certains gaspillages ; économies sur les prescriptions médicales, sur les dépenses pharmaceutiques et sur les dépenses hospitalières ne permettant pas de résoudre le problème de la sécurité sociale.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11300) : rend hommage à la Grèce et rappelle tout ce que la France et l'Europe lui doivent ; prend l'exemple de la décoration du Palais-Bourbon.

— **Projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11520) : se réjouit du rejet de la question préalable par le parti socialiste, le **RPR** et l'UDF ; projet assurant l'unité d'action sous l'égide de la Compagnie nationale du Rhône ; volonté personnelle du ministre d'imposer une politique de la voie d'eau ; (p. 11521) : danger que créerait pour l'économie française sa mise à l'écart de la liaison Rhin-Main-Danube ; crise de l'énergie imposant une politique favorable à la voie d'eau ; nécessité d'un schéma directeur des voies navigables ; liaison Rhin-Rhône, grand dessein pour la France. **Explications de vote** [10 décembre 1979] (p. 11536) : vote favorable du groupe UDF.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1979] (p. 11597) : explique l'absence de certains députés en séance par le fait que la commission des finances siège en même temps.

— **Rappel au règlement** [15 décembre 1979] (p. 12037) : demande que le début de la séance de l'après-midi soit reporté à 15 h 15 en raison du lancement de la fusée Ariane.

— **Projet de loi d'orientation** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11691) : problèmes des agriculteurs de l'ouest lyonnais ; rend hommage au passé de la paysannerie française et au rôle futur de l'agriculture. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11760) : soutient le sous-amendement n° 676 de M. Jean-Marie Daillet à l'amendement n° 9 de la commission : mention de l'activité des agro-biologistes dans la filière alimentaire ; rejeté. **Article 2** (p. 11783) : soutient le sous-amendement n° 506 de M. Georges Mesmin à l'amendement n° 10 de la commission : représentation des associations de protection de l'environnement dans le Conseil supérieur d'orientation ; devient sans objet ; [14 décembre 1979] : **Article 15** (p. 11966) : soutient l'amendement n° 517 de M. Loïc Bouvard : établissement d'une taxe progressive sur le montant de la vente en cas de vente à un prix supérieur à la valeur de rendement potentiel ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12021) : interroge le ministre sur le montant des disponibilités financières affectées au cours des prochaines années aux achats des parts de GFA.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1979] (p. 12204) : nécessité pour certains parlementaires de quitter l'hémicycle pour participer aux travaux de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12238) : importance de la pollution atmosphérique ; exemple de la région lyonnaise ; nécessité de ne pas accroître les coûts des entreprises en leur faisant payer la lutte contre la pollution ; souhaite le développement d'une politique européenne de prévention de la pollution de l'air.

— **Discussion de la motion de censure sur l'installation de fusées nucléaires américaines en Europe, jointe à la demande d'interpellation de M. Georges Marchais, et déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitu-**

tion et de l'article 156 du règlement, par M. Maurice Andrieux et 85 de ses collègues. Explications de vote [20 décembre 1979] (p. 12431) : nécessité d'un désarmement entre Français.

— **Sur le rappel au règlement de M. André Lajoinie** [28 décembre 1979] (p. 12616) : serait-il possible de connaître la date de la décision du Conseil constitutionnel sur le recours effectué par le groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [3 avril 1980] (p. 97) : ordre du jour ; célébration du 8 mai.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n[os] **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233)** (rapport n° 1400). **Première lecture. Explications de vote** [11 avril 1980] (p. 352) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture ; rapporteur de la commission spéciale. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 368) : Robert Boulin ; coopération entre l'Assemblée et le Gouvernement ; discours de Verdun-sur-le-Doubs ; esprit de réforme ; participation ; distinction entre les sociétés cotées en bourse et les sociétés non cotées ; financement de l'indemnisation des sociétés par l'Etat ; (p. 369) : montant global des actions distribuées ; participation obligatoire ou volontaire ; texte adopté par la commission ; nombre d'actionnaires en France ; (p. 374) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Bernard Derosier : coût du projet pour les entreprises ; absence d'incidence sur les finances publiques ; (p. 376) : contre la question préalable de M. Guy Bêche. **Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article premier** (p. 400) : amendement n° 4 de la commission : donnant un caractère facultatif à la distribution d'actions ; adopté. **Avant l'article premier précédemment réservé** (p. 401) : amendement n° 3 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Après l'Article premier** : amendement n° 5 de la commission : assemblée générale extraordinaire pour décider de la distribution d'actions ; devient sans objet ; amendement n° 7 de la commission : information du salarié de la décision de l'assemblée générale ; devient sans objet ; (p. 402) : amendement n° 6 de la commission : délai plus long accordé aux sociétés non cotées pour décider de la participation ; adopté ; amendement n° 8 de la commission : procédure de décision des assemblées générales extraordinaires ; adopté ; amendement n° 9 de la commission : renonciation des anciens actionnaires au droit préférentiel qu'ils possèdent en cas d'augmentation de capital ; adopté. **Article 2** : amendement n° 10 de la commission : suppression de l'article 2 ; adopté. **Article 3** (p. 403) : amendement n° 11 de la commission : suppression de l'article 3 ; adopté. **Article 4** : amendement n° 12 de la commission : nombre et valeur des actions à distribuer ; devient sans objet. **Article 5** (p. 405) : amendement n° 13 de la commission : fixant à 75 % de la valeur boursière des actions l'indemnisation de la société ; devient sans objet ; (p. 406) : amendement n° 14 de la commission formel ; adopté. **Article 6** : amendement n° 15 de la commission : rachat éventuel en bourse des actions à distribuer ; adopté. **Avant l'Article 8** (p. 407) : amendement n° 17 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 8** : amendement n° 18 de la commission : suppression de l'article 8 ; adopté. **Article 9** : amendement n° 19 de la commission : suppression de l'article 9 ; adopté. **Article 10** : amendement n° 20 de la commission : suppression de l'article 10 ; adopté. **Avant l'Article 11** : amendement n° 21 de la commission de coordination ; adopté. **Article 11** (p. 408) : amendement n° 22 de la commission : répartition des actions par référence aux règles définies par l'accord de participation en vigueur dans l'entreprise ; devient sans objet. **Article 12** : amendement n° 23 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 13** (p. 409) : son amendement n° 48 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 49 : gestion des actions pendant la période d'incessibilité par un fonds commun de placement propre à la société ; adopté. **Article 14** : amendement n° 24 de la commission : formel ; adopté. **Article 15** (p. 410) : amendement n° 26 de la commission : formation des salariés qui reçoivent des actions ; adopté. **Article 16** : amendement n° 27 de la commission : information de l'autorité administrative sur les modalités des distributions d'actions ; adopté. **Avant l'Article 17** : amendement n° 28 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 17** : amendement n° 29 de la commission : non-application de la loi aux SICAV ; adopté. **Article 21** (p. 411) : date de mise en place de la taxe sur le montant des cadeaux et frais de réception. **Article 22** (p. 412) : amendement n° 30 de la commission : rédactionnel. **Après l'Article 22** (p. 413) : amendement n° 31 de la commission : rapport du Gouvernement au Parlement avant le mois de juin 1982 ; adopté avec modifications. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2431) : caractère facultatif ou obligatoire de la distribution d'actions à caractère gratuit ou non ; (p. 2432) : date de réunion de l'assemblée générale extraordinaire décidant d'une distribu-

tion d'actions ; montant de la créance sur l'Etat naissant de la distribution d'actions ; problème de la nationalité des salariés bénéficiant du droit d'attribution d'actions ; information des salariés relative à la distribution d'actions ; taxe de 5 % assise sur le montant des cadeaux et frais de réception ; caractère nominatif et délai d'incessibilité des actions distribuées ; non-application de la loi aux sociétés sidérurgiques et aux sociétés coopératives ouvrières de production. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2477) : rejet du texte par le Sénat. **Troisième lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [9 octobre 1980] (p. 2625) : divergences de vue entre l'Assemblée et le Sénat sur le principe du droit d'attribution ; participation et actionnariat salarié.

— **Rappel au règlement** [22 avril 1980] (p. 617) : séance du 8 mai ; commémoration du 8 mai.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 648) : division de la majorité ; (p. 649) : encycliques pontificales ; lutte des classes ; actionnariat des salariés ; constitution de sociétés d'actionnariat-salarié ; (p. 650) : participation à la gestion.

— **Rappel au règlement** [29 avril 1980] (p. 790) : ordre du jour de l'Assemblée ; célébration du 8 mai.

— **Rappel au règlement** [29 avril 1980] (p. 810) : ordre du jour de l'Assemblée ; célébration du 8 mai.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 818) : inadaptation du système éducatif à certains jeunes ; adaptation entre la formation et les débouchés ; contrat emploi-formation ; séquences éducatives dans l'entreprise ; maisons familiales rurales ; (p. 819) : propositions de loi du RPR et de l'UDF. **Discussion des articles** [29 avril 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 827) : enseignement privé agricole.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 923) : cadres et classes moyennes ; mutation des mères de famille dans la fonction publique ; statut de la mère de famille ; revenu minimum familial ; quotient familial. **Discussion des articles. Article 4** (p. 958) : soutient l'amendement n° 118 de M. Gilbert Barbier ; rejeté ; (p. 961) : soutient l'amendement n° 85 de la commission : conséquence d'un amendement précédent ; devenu sans objet. **Rappel au règlement** [14 mai 1980] (p. 1057) : ordre du jour. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article 26** (p. 2324) : rejet de la proposition de loi de M. Jean Briane ayant le même objet que l'article 26 ; (p. 2325) : représentation des familles nombreuses dans les associations familiales ; son amendement n° 28 : composition des conseils d'administration de l'UNAF et des UDAF ; retiré.

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi n° 864 tendant à modifier l'article 8 du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux conseils d'administration des unions d'associations familiales** (n° 973). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1006) : représentation des familles nombreuses.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 1026) : son sous-amendement n° 146 à l'amendement n° 1 rectifié de la commission : capital social des SA ; retiré. **Avant l'Article 14** (p. 1029) : son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 38 de la commission : portant à cinq ans le délai accordé aux sociétés pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires ; retiré.

— **Rappel au règlement** [21 mai 1980] (p. 1140) : ordre du jour de l'Assemblée ; discussion du projet de loi sur la famille.

— **Rappel au règlement** [27 mai 1980] (p. 1298) : visite du pape.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion des articles** [28 mai 1980]. **Article 16** (p. 1411) : remise de dettes accordée aux pays sous-développés.

— **Rappel au règlement** [3 juin 1980] (p. 1478) : quarantième anniversaire de l'appel du général de Gaulle ; situation inter-

nationale ; (p. 1479) : organisation des travaux de l'Assemblée.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1569) : dégradation des résultats de la SEITA ; incidences de la campagne antitabac ; (p. 1570) : personnel de la SEITA ; débitants de tabac ; rôle de la culture du tabac dans l'équilibre des exploitations agricoles ; objectif de la SEITA en matière de plantations ; volume global des contrats de culture ; prix du tabac ; risques de diminution des surfaces plantées en France au bénéfice des importations ; problème de la publicité ; production de tabac blond.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1980] (p. 1614) : ordre du jour de l'Assemblée ; débat sur les départements et territoires d'outre-mer.

— **Rapel au règlement** [10 juin 1980] (p. 1684) : ordre du jour de l'Assemblée ; célébration du 18 juin.

— **Rappel au règlement** [10 juin 1980] (p. 1686) : ordre du jour de l'Assemblée ; célébration du 18 juin.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1687) : situation des Nouvelles-Hébrides et attitude du Gouvernement britannique.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1837) : sentiment d'insécurité ; autodéfense ; hostilité des magistrats et des avocats fondée sur une analyse exacte du projet ; (p. 1838) : détention préventive ; détention des étrangers ; tutelle pénale ; moyens de la justice ; humanisation des prisons ; prévention de la violence ; délinquance financière. **Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 9 : Article 309 du code pénal. Rappel au règlement** (p. 1975-1976) : article 44, alinéa 3, de la Constitution ; abus de la procédure par le groupe socialiste ; maintien de l'institution parlementaire ; [21 juin 1980] : **Après l'Article 28** (p. 2076) : sur-occupation des prisons lyonnaises. **Après l'Article 57** (p. 2113) : soutient l'amendement n° 71 de M. Charles Revet; retiré. **Après l'Article 60** (p. 2116) : soutient l'amendement n° 260 de M. Charles Revet ; retiré.

— **Rappel au règlement** [17 juin 1980] (p. 1905) : séance publique du samedi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2155) : droit des concubins ; mariage ; fixation par la loi du plafond des ressources ; effort de simplification des procédures. **Discussion des articles** [23 juin 1980]. **Titre** (p. 2173) : gages proposés par les amendements communistes ; (p. 2174) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2229) : pollution atmosphérique dans la région Rhône-Alpes.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères** (n° **1771**). **Première lecture. Explications de vote** [24 juin 1980] (p. 2236) : volonté d'hégémonie économique des Etats-Unis.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 5** (p. 2267) : excès commis pour la protection des sites archéologiques.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2522) : information des assurés ; prospection à domicile ; coût administratif des résiliations et des rachats de contrat ; délai de réflexion.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** (n° **1736**). **Explications de vote** [10 octobre 1980] (p. 2664) : vote favorable du groupe UDF.

— **Rappel au règlement** [14 octobre 1980] (p. 2685) : organisation du débat budgétaire ; (p. 2686) : temps de parole des différents groupes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2714) : bonne tenue du franc ; déficit budgétaire modéré ; faiblesse de la dette publique ; taux de croissance ; compétitivité des entreprises et emploi ; compression des dépenses publiques ; stabilisation de la pression fiscale ; (p. 2715) : justice fiscale ; effort en matière de défense ;

incitation aux investissements ; effort de recherche ; attribution d'une demi-part de quotient familial supplémentaire aux familles de trois enfants et plus ; fonds d'action conjoncturelle ; nécessité d'augmenter les dépenses de sécurité et d'aide aux pays en voie de développement.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3181) : hommage à la police ; condamnation du racisme anti-policier ; (p. 3182) : décès du brigadier Gatuingt assassiné par un détenu ayant bénéficié d'une permission de sortie ; suppression des permissions de sortie pour les détenus ayant fait usage de leurs armes au moment de l'infraction pour laquelle ils ont été condamnés.

Services du Premier ministre. — VI. Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3248) : problème du maintien de la collecte de lait dans le cadre de l'union des coopératives fromagères françaises, la SCOFF ; sauvegarde de l'emploi à la fromagerie Bourdin.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3389) : octroi des primes d'installation aux jeunes artisans ; aide aux chambres des métiers pour la formation à la gestion.

Economie et budget. — I. Charges communes. Examen des crédits [3 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 3428) : montant du plafond d'indemnisation pour les veufs ou veuves dont le conjoint est mort avant la spoliation.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3450) : hommage rendu à tous les fonctionnaires du ministère de l'économie et du ministère du budget ; pas de création d'emplois ; activités de l'INSEE ; missions de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; suppression progressive de la mission de contrôle des prix ; augmentation de la subvention accordée à l'institut national de la consommation ; (p. 3451) : lutte contre la fraude fiscale ; effort déployé par les services extérieurs du Trésor ; crédits de la direction générale des impôts ; multiplication des vérifications fiscales ; développement des moyens informatiques ; actions de la direction générale des douanes ; procédures fiscales et garantie des contribuables ; paiement mensuel des pensions ; fraude sur les boissons alcoolisées.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3510) : action culturelle en milieu rural.

— **Rappel au règlement** [4 novembre 1980] (p. 3528) : participation de l'Assemblée nationale à la célébration du dixième anniversaire de la mort du général de Gaulle.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3594) : assassinats de policiers ; nécessité de supprimer les permissions de sortie pour les détenus ayant fait usage de leurs armes.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3665) : organisation des débats ; possibilité de communiquer par écrit des questions au ministre de l'agriculture.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1980] (p. 3756) : participation de l'Assemblée nationale à l'hommage rendu au général de Gaulle pour le dixième anniversaire de sa mort.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3731) : problème de la nomination et de la rémunération des responsables de maisons de jeunes et de la culture. **Examen des crédits** [7 novembre 1980]. **Titre IV** (p. 3739) : réduction des dépenses militaires du pacte de Varsovie ; affectation d'une partie de nos dépenses militaires au développement du sport.

Coopération. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3750) : hommage aux coopérants français ; différence parmi les pays en voie de développement entre ceux qui ont des ressources en pétrole et ceux qui n'en ont pas ; possibilité d'obtenir de la solidarité française un mouvement plus important d'aide aux pays d'Afrique francophone ; insuffisance de la dotation affectée à la formation des stagiaires militaires africains ; (p. 3751) : pas d'empiétement sur l'indépendance des pays en voie de développement.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3846) : pose une question au nom de M. Gérard Longuet ; nécessité d'autoriser les compagnies d'assurances, les sociétés d'investissements à capital variable et les caisses de retraite à acquérir des actions ou parts de sociétés non cotées ; (p. 3847) : bilan du CODIS (comité d'orientation et de développement des industries stratégiques).

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4038) : maîtrise des dépenses de santé ; (p. 4039) : importance des prélève-

ments sociaux sur les entreprises ; croissance des dépenses d'hospitalisation publique plus rapide que celle des dépenses d'hospitalisation privée. **Explications de vote** [18 novembre 1980] (p. 4148) : rejet des amendements démagogiques de l'opposition ; mérites du budget ; vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4194) : augmentation du quota de 20 à 30 % ; extension du champ d'application de la loi aux communes de 2.500 habitants ; (p. 4195) : préparation des élections municipales de 1983 ; favoriser la constitution d'associations de conseillères municipales semblables à celles du Rhône ; participation plus active des femmes à la vie publique.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2030) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Jean Foyer, portant modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières** (n° **1651**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4208) : distribution d'actions aux salariés. **Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article 27** (p. 4217) : publication des décrets d'application nécessaires à la mise en œuvre de l'extension de l'actionnariat des salariés.

— **Rappel au règlement** [25 novembre 1980] (p. 4332) : regrette la simultanéité d'une séance publique de l'Assemblée et d'une réunion de la commission des finances.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Avant l'Article 11** (p. 4479) : utilité des investissements à l'étranger des entreprises pharmaceutiques.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4529) : succès de la dotation globale de fonctionnement ; (p. 4530) : accroissement de la dotation globale de fonctionnement grâce au rattachement ment à la TVA ; information des maires sur la régularisation de la dotation au titre de 1980 ; institution de la dotation de péréquation permettant une répartition plus équitable des concours de l'Etat entre les collectivités locales ; critère du potentiel fiscal permettant une redistribution des ressources favorable aux moyennes et petites communes ; cite les vers de Charles Péguy consacrés à sainte Geneviève. **Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4549) : caractère anti-économique de l'amendement n° 39 de M. Louis Maisonnat ; utilité des investissements français à l'étranger. **Après l'Article 8** *bis* (*suite*) (p. 4567) : soutient l'amendement n° 47 (deuxième correction) précédemment réservé de M. Adrien Zeller : versement supplémentaire pour les communes dont la population s'est accrue d'au moins 12 % depuis le dernier recensement général ; rejeté ; son amendement n° 29 : prise en considération du résultat du recensement complémentaire lorsqu'il fait apparaître un chiffre au moins égal à 15 % de la population légale selon le dernier recensement ; adopté avec modification.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4591) : aménagement de l'offre globale du temps de travail ; résorption du sous-emploi ; (p. 4592) : non-marginalisation du travail féminin ; consultation des syndicats de la fonction publique ; incidence du travail à temps partiel sur le volume global des effectifs de la fonction publique ; consultation des comités techniques paritaires lors de l'élaboration des textes d'application ; période probatoire de deux ans ; extension du texte aux personnels titulaires des collectivités locales ; réintégration à temps plein des bénéficiaires du temps partiel ; choix des secteurs d'expérience d'application de la loi ; amélioration des conditions de vie des mères de famille. **Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article 9** (p. 4612) : extension du texte aux personnels des collectivités locales. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [17 décembre 1980] (p. 5000) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Avant l'Article 17** (p. 4667) : son amendement n° 177 : mention dans le contrat de travail temporaire d'un étranger de l'attestation de toutes les formalités exigées par la loi pour le séjour en France et pour l'exercice d'une activité professionnelle salariée ; adopté ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4688) : son amendement n° 57 : tendant à ne pas exclure du bénéfice de la distribution d'actions les salariés de nationalité étrangère employés en France par des

filiales dont le siège est en France ; adopté ; (p. 4691) : nécessité de traiter sans passion le problème des œuvres sociales d'EDF abordé par l'amendement n° 65 de M. Tranchant ; nécessité d'attendre les conclusions de la Cour des comptes. **Article 25** (p. 4723) : soutient l'amendement n° 143 de M. Colombier : portant à 14 le nombre des membres de la commission de la concurrence ; adopté. **Après l'Article 45** (p. 4742) : amendement n° 86 corrigé de la commissoin des finances : droits acquis des maîtres d'œuvre en bâtiment ; rejeté ; taux énorme d'avis négatifs sur les demandes d'agrément présentées par les maîtres d'œuvre en bâtiment ; (p. 4743) : tentation des architectes de rejeter les maîtres d'œuvre en bâtiment ; défiguration de la France ; (p. 4745) : sa satisfaction devant l'engagement du ministre d'examiner personnellement tous les dossiers des maîtres d'œuvre en bâtiment. **Après l'Article 46** (p. 4747) : soutient l'amendement n° 158 de M. Georges Delfosse : répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves ; retiré. **Après l'Article 47** (p. 4750) : amendement n° 88 corrigé de la commission des finances : droit de vote des actionnaires dans les assemblées générales extraordinaires des sociétés commerciales ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **981**) **et propositions de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la Résistance et contre les apologies de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis** (n° **643 rectifié**) **et relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **1157**). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4779) : actes récents d'apologie du fascisme et du racisme ; utilité de la transmission du souvenir de telles atrocités afin d'éviter au pays d'en connaître de semblables.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement** (n° **2023**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1980] (p. 4866) : introduction d'Etats non africains dans le capital de la Banque depuis 1979 ; volonté de la France de contribuer à la promotion économique, sociale et politique de l'Afrique ; (p. 4867) : extrême faiblesse de l'aide des Etats communistes aux pays en voie de développement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4945) : unité et diversité de l'agriculture française ; baisse du revenu agricole en 1980 ; réfute les accusations d'électoralisme portées contre le projet ; (p. 4946) : conférence annuelle agricole constituant une instance de concertation avec les dirigeants agricoles ; aspect positif de la politique agricole commune ; augmentation du coût de production des produits nécessaires à l'agriculture ; projet faisant jouer la solidarité nationale ; problème de la connaissance du revenu agricole ; sort dramatique des agriculteurs dans les pays socialistes ; (p. 4947) : projet sans caractère démagogique. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4874) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaminade tendant à réduire les possibilités de financement des entreprises françaises et à aggraver le chômage.

— **Rappel au règlement** [17 décembre 1980] (p. 4986) : mise au point au sujet de votes sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1980.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [18 décembre 1980] (p. 5055) : vote favorable du groupe UDF.

HAMELIN (Jean)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
(RPR).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Yvon Bourges, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

HAMELIN (Xavier)

Député du Rhône
(12e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre titulaire du conseil supérieur de l'hydraulique [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propotion de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) ; Industrie-Petite et moyenne industrie [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome XI : Industrie - Petite et moyenne industrie** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur l'organisation **de la protection de la population en cas d'accident pouvant entraîner des émissions radioactives** (n° **1200**) [27 juin 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XII : Industrie - Petite et moyenne industrie** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XII : Industrie - Petite et moyenne industrie** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XIII : Industrie - Petite et moyenne industrie** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3870**) : **Réalisation des objectifs du VIIe Plan en matière d'éducation physique et sportive** [30 juin 1978] (p. 3731, 3732) : difficultés dans l'enseignement du sport dans le second cycle ; développement du sport extra-scolaire ; recrutement d'enseignants supplémentaires dans le Rhône ; rigidité anormale des mutations.

— (n° **15342**) : **Contrat de développement rural avec la Libye** [4 mai 1979] (p. 3527) : signature entre la SATEC (société d'aide technique et de coopération), société d'Etat française, et la Libye d'un contrat pour une mise en valeur agricole du Sarir ; origine étrangère du matériel, objet de ce marché, au détriment de nos PME.

— (n° **35830**) : **Industrie textile** [10 octobre 1980] (p. 2670, 2671) : difficultés de la région Rhône-Alpes ; efforts d'adaptation, de modernisation et de restructuration accomplis ; limitation du taux de pénétration des importations ; renforcement des contrôles douaniers ; tarif douanier de la CEE : le plus bas du monde ; renouvellement de l'accord multifibres ; étude d'un label européen ;

(p. 2672) : proposition de M. Chaban-Delmas tendant à faire au niveau de la CEE un Buy European Act ; extension à l'industrie textile des mesures de sauvegarde appliquées à l'agriculture et à la métallurgie.

INTERVENTIONS

— **Economies d'énergie et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux. Commission élargie** [10 mai 1978] (p. 1576) : la possibilité d'utiliser la centrale de Bugey pour le chauffage urbain ; [31 mai 1978] (p. 2329) : problèmes de l'influence de la dimension des centrales électriques sur leur rendement énergétique.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 17** (p. 6149) : sur l'amendement n° 18 de la commission ; s'oppose à la condamnation de l'industrie de la régénération lubrifiante qu'entraînerait l'adoption de l'article 17.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6251) : regrette le manque de moyens du budget de la recherche ; nécessité d'une plus grande mobilité des chercheurs dans le passage du secteur public au secteur privé ; souhaite un effort particulier pour la conquête de l'espace et l'exploitation des océans.

Culture et communication. Examen des crédits [18 octobre 1978] : **Etat B - Titre IV** (p. 6283) : sur l'amendement de M. Gaston Defferre, opposition stérile entre les deux métropoles de Lyon et de Marseille.

Industrie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour la petite et moyenne industrie. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6386) : diversité des secteurs d'activité des PMI ; PMI : 45 % des entreprises industrielles, 42 % des effectifs de l'industrie, 37 % du chiffre d'affaires de l'industrie ; nouvelle politique depuis 1976 substituant à une action diffuse une série de mesures spécifiques en matière de financement, d'aides à l'exportation, à l'innovation et à l'accès aux marchés publics ; (p. 6387) : nécessité de résoudre le problème des fonds propres ; renforcement du rôle des SDR ; problème de la création des entreprises ; rôle essentiel des régions ; rappelle la proposition de loi du sénateur Lucotte sur les interventions des régions en faveur de l'emploi ; avis favorable de la commission de la production sur le budget de la PMI.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7608) : insuffisance des créations d'emplois ; absence de concertation avec les instances professionnelles pour la mise en œuvre du plan de relance ; inégale répartition géographique des postes d'éducation physique et sportive ; nécessité d'abroger la circulaire limitant les possibilités de mutation des enseignants ; limitation des débouchés pour les étudiants des unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive en raison du faible nombre de postes créés ; (p. 7609) : mesure d'annulation prise par la loi de finances rectificative votée en juin 1978 pour les équipements ; (p. 7612) : demande une enquête sur les postes universitaires actuellement non pourvus.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° 15). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2243) : possibilité d'accroître le rendement des installations par l'utilisation des rejets thermiques ; (p. 2244) : amendement tendant à la création d'un comité d'évaluation technique au sein de l'Assemblée nationale pour éclairer le législateur et limiter l'influence des grands établissements publics sur les décisions de caractère politique ; nécessité d'un libre accès du comité aux informations détenues par les administrations ou les établissements publics ; expérience de Rhônalpénergie ; rôle des collectivités locales dans la politique énergétique ; (p. 2245) : nécessité de créer un fonds d'investissement pour le financement des économies d'énergie et des incitations financières spécifiques pour l'installation de réseaux de distribution de chaleur ; problème de la géothermie. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2455) : son sous-amendement n° 115 : exemption de la taxe prévue à l'amendement n° 32 pour les produits énergétiques utilisés comme matière première ; rejeté ; (p. 2456) : nécessité de créer des incitations aux économies d'énergie pour les entreprises industrielles en mettant en place un système de prêts bonifiés ou de prêts participatifs. **Après l'Article premier** (p. 2464) : son amendement n° 137 corrigé : gestion des centrales électrocalogènes, augmentation du seuil au-dessous duquel les installations peuvent être gérées librement par les collectivités locales ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : rôle des collectivités locales dans la gestion des centrales calo-électrogènes. **Article 4** (p. 2479) : soutient le sous-amendement n° 76 de M. Maurice Cornette à l'amendement n° 51 de la commission : soumettant à l'obligation de raccordement toute installation nouvelle d'une puissance supé-

rieure à 6 kW ; rejeté. **Article 6** (p. 2480) : soutient l'amendement n° 118 rectifié de M. Maurice Cornette : application des dispositions de l'article 4 aux installations existantes de chauffage utilisant l'eau chaude comme vecteur énergétique ; adopté ; son amendement n° 93 : obligation de raccordement pesant sur les installations de chauffage à eau chaude d'une puissance supérieure à 5 thermies/heure ; devenu sans objet ; [11 avril 1979] : **Après l'Article 15** (p. 2539) : son amendement n° 95 : retiré par M. Julien Schvartz ; application des dispositions relatives au stockage souterrain de gaz au stockage souterrain de vapeur.

Deuxième lecture. Discussion des articles [22 mai 1980]. **Article 15** *septies* (p. 1223) : études réalisées par l'association Rhône-Alpes énergie ; conditions techniques d'adaptation et de fonctionnement des centrales électriques ; calcul de l'assiette de la taxe professionnelle destinée aux communes ; raccordement de production d'électricité au réseau basse tension d'EDF. **Explications de vote** (p. 1238) : son attachement aux institutions de la Ve République ; procédure du vote bloqué.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9125) : problème de l'éducation physique dans le second degré ; réalisation du VIIe plan en matière de sport, insuffisance des effectifs enseignants en éducation physique dans le Rhône ; nécessité de prolonger l'expérience sports-études au niveau de l'enseignement supérieur ; (p. 9126) : souhaite qu'une expérience en ce sens soit tentée à l'INSA de Lyon.

Industrie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour la petite et moyenne industrie. **Discussion générale** [5 novembre 1979] (p. 9358) : importance des PMI dans l'industrie française ; l'aide aux exportations des PMI ; l'adaptation des mécanismes financiers ; problème de la création de la caisse d'équipement des PMI ; nécessité de concrétiser les études et rapports en cours d'élaboration ; (p. 9359) : nécessité de développer au niveau régional des structures d'aide et de soutien des PMI ; souhaite un accroissement des effectifs des chambres de commerce et d'industrie régionales et départementales ; (p. 9363) : le projet de loi sur l'utilisation de la chaleur ; les possibilités d'économies d'énergie dans le secteur domestique permettraient d'économiser 5 millions de tonnes d'équivalent de pétrole ; (p. 9364) : nécessité de privilégier la recherche pétrolière en France et de continuer les recherches sur la gazéification du charbon ; le nucléaire ; long délai de mise en place des centrales nucléaires.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9485) : problème du découpage des zones d'action entre la gendarmerie et la police dans les zones suburbaines où règne l'insécurité ; cas particulier de la région lyonnaise.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10920) : approuve l'amendement n° 42 de la commission qui substitue à la situation de détresse l'état de nécessité.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 650) : formation et information ; (p. 651) : responsabilités dans l'entreprise.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. Recherche. Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 2980) : rôle des établissements publics régionaux dans la recherche ; (p. 2981) : nécessité de développer les contrats de programme de recherche dans certains créneaux définis par les régions ; modification nécessaire de la loi de 1972 ; rôle de la recherche pour les petites et moyennes industries.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3727) : problèmes du sport scolaire dans le second degré ; déficit actuel d'heures d'éducation physique ; création de postes de professeurs d'éducation physique ; création d'une section sports-études à l'Institut des sciences appliquées de Lyon ; (p. 3731) : problème des équipements sportifs concernant les gymnases scolaires ; retard existant dans le département du Rhône ; création de postes de FONJEP, particulièrement dans le Rhône.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3809) : importance des PMI dans l'industrie française ; (p. 3810) : développement de la création d'entreprises ;

nécessité d'une plus grande décentralisation de l'agence pour la création d'entreprises ; succès des fonds régionaux de garantie pour les prêts attribués aux créateurs d'entreprises ; conditions de passation des marchés des collectivités locales ; procédure de soutien à l'exportation et à l'innovation ; constitution du crédit d'équipement pour les PME ; rapport Gouiart sur la transmission des entreprises ; mise en place du réseau de cautionnement mutuel et du crédit interentreprises ; (p. 3845) : incidences économiques de la tarification électrique ; nécessité de faire profiter de tarifs spéciaux les industries grosses ou moyennes consommatrices ; (p. 3849) : situation de l'industrie textile dans la région Rhône-Alpes ; action du CODIS : comité d'orientation et de développement des industries stratégiques ; (p. 3850) : taux de pénétration des textiles importés.

HARCOURT (Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
(NI).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du Haut Conseil de l'audiovisuel [9 juin 1978] (p. 2762).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Hernu et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un médiateur militaire (n° 1751) [25 juin 1980] (p. 2293).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter le **code pénal** et le **code de procédure pénale** afin de mieux assurer la répression du crime de **viol** (n° 272) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi organique** relative au **financement** de la **campagne électorale pour l'élection du Président de la République** (n° **586**) [13 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative au **financement des campagnes électorales** lors des **élections législatives, cantonales et municipales** (n° **606**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi-cadre pour la femme, l'enfant, la famille** (n° **1424**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les **parlementaires** à se faire représenter par leurs **suppléants** dans les **assemblées départementales et régionales** (n° **1838**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du logement social dans le département des Hauts-de-Seine** [21 juin 1978] (p. 3219) : insuffisance du nombre des logements sociaux pour satisfaire les demandes dans les Hauts-de-Seine.

— **Centre d'examen du permis de conduire** [18 octobre 1978] (p. 6242) : le budget des centres d'examen du permis de conduire.

— **Détention provisoire des mineurs** [6 décembre 1978] (p. 8887) : conditions strictes et limitées de la détention provisoire ; restrictions supplémentaires pour les mineurs ; mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter que la détention d'un mineur de seize ans pendant plus d'un mois ne se reproduise.

— **Accidents sur l'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly** [4 avril 1979] (p. 2221) : fréquence des accidents de la circulation et nécessité d'un passage souterrain pour détourner le trafic trop important sur cette avenue.

— **Rapports entre l'administration et les administrés** [30 mai 1979] (p. 4362) : limitation de la portée des efforts du Gouvernement pour humaniser le service public ; nécessité d'une action amenant les fonctionnaires à comprendre qu'ils sont au service de nos concitoyens : suppression de l'anonymat.

— **Loi sur l'avortement et la politique de la famille** [10 octobre 1979] (p. 8008) : en 1974, engagement non tenu du Gouvernement de faire précéder par la mise en place d'une vaste politique familiale le réexamen de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; nécessité d'une loi-cadre sur la famille.

— **Participation de la France aux jeux Olympiques de Moscou** [28 mai 1980] (p. 1342) : sport et politique.

— **Service du courrier dans le département des Hauts-de-Seine** [10 décembre 1980] (p. 4806, 4807) : protestations relatives a la suppression de la distribution du courrier de l'après-midi ; détérioration de la qualité du service postal.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **16741**) : **Diffusion de certains sondages d'opinion** [1er juin 1979] (p. 4602) : sondage express de *France-Soir* du 5 mai à la suite d'un débat télévisé, établi par un institut de sondage n'ayant pu obéir aux prescriptions légales sur la publication et la diffusion des sondages ayant un rapport avec des élections ; rôle et moyens de la commission des sondages ; possibilité pour leurs victimes d'intenter une action en dommages et intérêts.

— (n° **29971**) : **Défense civile antinucléaire** [25 avril 1980] (p. 752) : programme de construction d'abris nucléaires élaborés en URSS, en Suisse, aux Etats-Unis et en RFA ; danger des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ; (p. 753) : information des populations ; abris antiatomiques.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Explications de vote** [20 avril 1978] (p. 1276) : son soutien au Gouvernement ; les conditions d'accession au mandat parlementaire ; le financement des groupes politiques et des campagnes électorales ; les pouvoirs de l'argent et la démocratie libérale ; le contrôle des dépenses des partis et la publicité de leurs comptes ; le rôle du Conseil constitutionnel ; la défense de la société libérale.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2965) : contestation des modalités d'exécution du service national ; nécessité de la conscription ; difficulté de la Grande-Bretagne et de l'armée de métier ; revendications de la jeunesse sur la durée des permissions et les affectations rapprochées ; trop faible part accordée aux activités militaires par rapport aux servitudes « encasernées » ; absence de responsabilités des appelés ; (p. 2966) : nécessité d'accroître les crédits d'instruction et d'entraînement.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6729) : rapport entre la jeunesse et la télévision ; absence de politique d'ensemble pour les jeunes à la télévision ; souhaite que soit évitée l'exaltation de la violence ; rôle du Haut Conseil de l'audiovisuel ; (p. 6730) : son abstention dans le vote du budget des organismes de télévision ; pose, au nom de M. Jean Fontaine, une question sur le problème de la réception des émissions de radio dans la partie ouest de l'île de la Réunion.

Travail et santé. — II. **Travail et participation : Formation professionnelle. Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6761) : cadres sacrifiés par la politique économique ; dévalorisation de la notion de cadre ; risque de fuite à l'étranger ; problèmes du chômage des cadres ; possibilité d'élargir l'accès des cadres à la fonction publique.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9825) : mauvaises conditions de travail du Parlement ; contribution des cadres à l'effort de redressement ; risques d'une fuite des cerveaux ; projet équivalent à accorder un blanc-seing au Gouvernement ; renseignements insuffisants sur la diminution du plafond de l'ASA et sa dégressivité ; problème des cadres âgés de plus de cinquante ans.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [30 mai 1979] (p. 4437) : soutient son sous-amendement n° 1 : situation des avocats inscrits au barreau de Paris dont le domicile professionnel est établi hors de Paris ; retiré.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8092) : critique le système de contraventions applicables au stationnement ; son hostilité à la perception directe des amendes pour les contraventions routières ; la perception directe accentuerait le caractère répressif des tâches des fonctionnaires de police et irait à l'encontre du principe de la séparation des pouvoirs.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8740) : nécessité d'augmenter l'enseignement de l'histoire et de la géographie ; influence des médias sur l'éducation ; souhaite

une modification de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, l'enseignement de l'instruction civique.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9109) : intervient au nom de M. Jean-Baridon ; nécessité d'équipements sportifs scolaires ; exemple dans le département du Rhône ; problème du bon emploi des équipements sportifs ; (p. 9110) : absence dans de nombreuses classes de lycée d'éducation physique et sportive.

— Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10450) : la famille, communauté de base de la nation ; demande la création d'un ministère de la famille ; non-réalisation de la politique familiale promise lors de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; sa proposition de loi d'orientation pour la femme, l'enfant et la famille ; (p. 10451) : nécessité d'instaurer un contexte familial positif et de discuter d'une loi cadre sur la famille.

— Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10708). **Exception d'irrecevabilité :** aspect anticonstitutionnel de la loi sur l'IVG ; la décision du Conseil constitutionnel de 1975 ; avortement constituant une mort d'homme ; possibilité, grâce à la contraception, d'assurer le libre choix pour les femmes sans avoir à pratiquer l'avortement ; avortement contraire à l'avenir national ; (p. 10709) : texte inconstitutionnel eu égard aux principes généraux de la déclaration des droits de 1789, aux principes du droit civil : article 725 du code civil ; objectifs d'actions fixés au Gouvernement par le préambule de la Constitution de 1946 ; projet contraire à la lettre de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ; (p. 10711) : exception d'irrecevabilité rejetée au scrutin public ; (p. 10735) : droit à la vie de tout individu ; vote en 1975 d'une loi provisoire sous réserve que le Gouvernement mettrait aussitôt en œuvre une politique familiale d'ensemble ; incertitude pesant sur les effets de la loi de 1975 ; substitution progressive de l'avortement pour convenance à l'avortement pour raison de détresse ; non-respect du délai de réflexion et de l'entretien social prévu par la loi de 1975 ; tendance à user de cette loi comme une méthode de régulation des naissances ; existence de solutions plus généreuses que l'avortement pour prendre en compte la détresse de certaines femmes ; nécessité de prendre le temps d'étudier une loi plus généreuse, de développer un effort d'information en matière de contraception ; démission et facilité de la société actuelle.

— Rappel au règlement [19 décembre 1979] (p. 12315) : avis de constitution d'une commission mixte paritaire deux heures après l'heure limite de dépôt des candidatures ; atteinte portée à l'institution parlementaire par la précipitation des travaux ; nécessité de combattre les idées toutes faites sur « l'absentéisme parlementaire ».

— Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur (n°s 474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1980] (p. 326) : ordre du jour de l'Assemblée ; viol et évolution de la société ; (p. 327) : accueil des victimes par la police et par la justice ; définition du viol ; huis clos ; correctionnalisation du viol.

— Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 917) : crise démographique ; nécessité d'une loi-cadre sur la famille ; (p. 918) : logement des familles ; crèches et maternelles ; revenu minimum familial.

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1833) : montée de la criminalité ; droit de manifestation ; limitation des pouvoirs du juge d'instruction ; habeas corpus ; lacunes du projet : infractions économiques, sociales, morales et délinquance juvénile.

— Rappel au règlement et demande de suspension de séance [7 octobre 1980] (p. 2584) : ordre du jour de l'Assemblée ; débat sur le racisme et l'antisémitisme ; politique française et résurgence de l'antisémitisme ; (p. 2585) : demande de suspension de séance adoptée par scrutin public.

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3046) : nécessité de maintenir le service militaire de douze mois et de faire prendre conscience aux appelés de leur rôle dans la défense ; problème du prêt du soldat ; (p. 3047) : nécessité d'insister sur l'entraînement ; condition des cadres militaires ; problème du logement ; bombe à neutrons.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3088) : mission éducative de

l'Etat ; enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique ; la formation pédagogique des enseignants ; éducation physique et sportive après le baccalauréat.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3178) : sécurité des Français et augmentation des moyens de la police ; montée du terrorisme international ; caractère excessif et injuste de certaines critiques adressées à la police ; défense civile et abris antiatomiques ; efforts accomplis à l'étranger.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3784) : condition des étrangers travaillant en France ; problème de la conservation de leur culture nationale.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4176) : son soutien à toute initiative tendant à s'associer les femmes à la construction de la société ; compatibilité des responsabilités communales et des responsabilités familiales ; application de ce texte aux communes de 2.500 habitants ; effets d'entraînement attendu de ce projet ; problème des quotas ; reconnaissance de l'égalité dans la différence ; proposition de loi organique tendant à instaurer une équipe mixte des candidats aux élections législatives et sénatoriales.

HARCOURT (François d')

Député du Calvados
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération économique, technique, scientifique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale (n° 1923) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement (n° 2023) [27 novembre 1980] (p. 4493).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** rétablissant l'**allocation de franchise** supprimée par les ordonnances n°s 60-907 du 30 août 1960 et 60-1253 à 1256 du 29 novembre 1960 (n° **193**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à la limitation du **cumul des mandats** (n° **496**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à accorder aux **régions** la liberté de **choix de leurs ressources et leurs dépenses** (n° **859**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise »** (n° **1218**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à instituer **un droit de préemption au profit des communes rurales** (n° **1230**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à renforcer le **droit au maintien dans les lieux des occupants de locaux à usage d'habitation** (n° **1312**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à limiter les **hausses abusives des loyers du secteur libre** (n° **1534**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à renforcer la **protection des animaux utilisés pour la recherche expérimentale en laboratoire** (n° **1536**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à instituer une **détaxation du carburant** utilisé par les artisans chauffeurs de **taxi** (n° **1712**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à favoriser le **renouvellement du bail des occupants de locaux à usage d'habitation** (n° **1312 rectifié**) [3 octobre 1979], dépôt ; [22 mai 1980], rectification.

— **Proposition de loi** tendant à éviter les **hausses abusives des loyers du secteur libre** (n° **1534 rectifié**) [22 décembre 1979], dépôt ; [22 mai 1980], rectification.

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les **parlementaires** à se faire représenter par leurs **suppléants** dans les **assemblées départementales et régionales** (n° **1838**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1923) autorisant l'approbation d'un **accord de coopération économique, technique, scientifique** et **culturelle** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de **Guinée équatoriale** (n° **2049**) [6 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2023) autorisant l'**adhésion de la République française à la Banque africaine de développement** (n° **2147**) [11 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Compostage de billets de la SNCF** [10 octobre 1978] (p. 5863) : difficultés causées par le compostage obligatoire des billets SNCF par les usagers.

— **Revenu des agriculteurs** [14 mai 1980] (p. 1049) : négociations communautaires ; problème des aides complémentaires compensant la diminution du revenu ; allégement des charges sociales ; prélèvement exceptionnel sur les matières grasses végétales.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17994**) : **Imposition des indemnités de reconstruction du cheptel** [29 juin 1979] (p. 5868, 5869) : agriculteurs victimes de la fièvre aphteuse et de la brucellose ; nécessité de tenir compte de la perte en capital subie sur l'instrument de travail ; perte de revenu n'est pas toujours compensée par les indemnités ; demande que l'effet comptable de ces recettes soit échelonné sur trois ans.

— (n° **32453**) : **Pêche maritime** [20 juin 1980] (p. 2004) : pouvoir d'achat des pêcheurs ; prix du gazole ; aide aux carburants ; taxe portuaire ; encadrement du crédit maritime.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1978] (p. 7286) : **Budget annexe des prestations sociales agricoles. Après l'article 74** : soutient son amendement n° 313 : substituant la base des impositions agricoles de chaque exploitation au revenu cadastral comme assiette des cotisations sociales agricoles ; retiré.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'article 73** (p. 8015) : son amendement n° 343 soutenu par M. René de Branche : détermination par les établissements publics régionaux de leurs ressources fiscales ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5304) : conditions du développement nécessaire des exportations : compétivité des entreprises ; (p. 5305) : productivité suffisante grâce à une reprise des investissements ; bureaucratie paralysante pesant sur l'économie française ; nécessité d'un transfert des prestations chômage à l'investissement et d'une politique d'organisation industrielle plus élaborée ; souhaite la réduction des dépenses publiques au profit de l'investissement et la réduction des impôts frappant les entreprises ; souhaite que les services publics soient autorisés à faire appel à des chômeurs lorsque des besoins en main-d'œuvre le nécessitent.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Examen des crédits [23 octobre 1979] : **Etat B - Titre IV** (p. 8835) : son amendement n° 320 : réduction des crédits en vue d'accroître l'aide au carburant utilisé par les marins-pêcheurs ; rejeté.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9652) : nécessité de réactualiser les indemnités d'abattage dans la lutte contre la brucellose et la tuberculose ; assiette des cotisations agricoles ; nécessité d'utiliser les possibilités de dévaluation de la monnaie verte en vue de relever les prix agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3968) : crise de la pêche française et en particulier de la pêche artisanale ; aide aux constructions de bateaux neufs ; importation de poissons ; insuffisance de la dotation du FIOM ; pas d'indemnité pour les matelots licenciés pour cause économique ; aide aux régions ; diminution des aides des associations de sauvetage en mer.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement** (n° **2023**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre

1980] (p. 4866) : difficultés de la Banque africaine de développement ; introduction d'Etats non africains dans le capital de la banque depuis 1979.

HARDY (Francis)

Député de la Charente
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **commercialisation** des vins à appellation d'origine contrôlée **« Pineau des Charentes »** ou « Pineau charentais » (n° **755**) [6 décembre 1978].

— **Retrait,** le 31 mai 1979, de sa proposition de loi (n° 755) relative à la **commercialisation** des vins à appellation d'origine contrôlée **« Pineau des Charentes »** ou « Pineau charentais ».

— **Proposition de loi** relative à la **commercialisation** des eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée **« Cognac »** (n° **756**) [6 décembre 1978].

— **Retrait,** le 31 mai 1979, de sa proposition de loi (n° 756) relative à la **commercialisation** des eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée **« Cognac ».**

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Entreprises charentaises en difficulté** [26 avril 1978] (p. 1365-1366).

• *question orale sans débat :*

— (n° **22459**) : **Importations de marrons glacés** [30 novembre 1979] (p. 11056) : commercialisation importante de marrons glacés d'origine italienne contenant de l'acide sorbique dont l'emploi est interdit en France ; nécessité que la conformité des produits alimentaires importés soit contrôlée au moment de l'importation.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Art. 18** (p. 6158) : son amendement n° 2 : maintien du taux actuel fixé en 1976 de taxation des eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée ; retiré ; (p. 6159) : son amendement n° 3 : relèvement du droit pour les eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée de 10 % ; contraintes pesant sur les eaux-de-vie d'appellation d'origine ; adopté ; capitulation du Gouvernement devant la CEE ; nécessité de faire reconnaître par les partenaires européens la spécificité des appellations d'origine contrôlées.

Deuxième partie :

Commerce extérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6373) : problèmes des exportations de cognac ; (p. 6374) : montée du protectionnisme chez les pays importateurs de cognac.

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7320) : situation défavorisée de l'Ouest de la France du point de vue des investissements routiers ; nécessité de la mise à quatre voies de la nationale 10 entre Poitiers et Bordeaux et de la réalisation de la liaison Centre-Europe-Atlantique.

— **Proposition de résoultion tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1700) : crise économique et licenciements dans l'Ouest ; augmentation excessive des charges salariales et sociales des entreprises ; (p. 1701) : dénonce la division de l'opposition.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Article 8** (p. 8561) : soutient son amendement n° 230 : suppression du droit de fabrication sur les alcools et remplacement par un droit indirect unique de consommation subissant des abattements en fonction de la nature des produits imposables ; soumission des produits passibles de ce droit au taux réduit de la TVA, retiré ; (p. 8562) : soutient son amendement n° 46 : imposition atténuée pour

les eaux-de-vie et liqueurs d'appellation d'origine contrôlée et réglementée ; rejeté ; volonté du Parlement français de voir reconnue la spécificité des eaux-de-vie d'appellation d'origine par nos partenaires européens ; quinzième rang mondial de la France pour la consommation de spiritueux.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Article 4** (p. 2814) : augmentation de 49 % des droits sur les eaux de vie et les liqueurs et absence d'augmentation des droits sur le whisky et les apéritifs anisés ; décision de la cour de justice des Communautés européennes du 27 février 1980 ; situation difficile des producteurs d'eaux-de-vie et de ligueurs ; [17 octobre 1980] : **Article 4** (*suite*) (p. 2827) : son opposition à la suppression de l'article 4 ; (p. 2828) : son amendement n° 4 : nouveau barème des droits indirects sur les alcools ; extension à l'ensemble des produits spiritueux et surtaxe sur les apéritifs anisés ; adopté par un scrutin public ; nécessité de répartir l'augmentation des droits entre tous les types d'alcools ; fiscalité des apéritifs anisés ; (p. 2833) : son amendement n° 63 ; retiré. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2860) : amendement n° 202 de M. Etienne Pinte ; critique le gage proposé : majoration des droits indirects sur l'alcool.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3666) : application aux maisons familiales rurales de la loi de 1978 réformant les modalités d'aides aux établissements d'enseignement agricole privé ; modalités d'application de la procédure d'agrément qui pénalise les maisons familiales ; exemple de la région Poitou-Charentes ; (p. 3671) : pose une question au nom de M. Jean de Lipkowski : nécessité de demander à la communauté européenne de reconduire la distillation préventive des vins de Cognac.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3988) : aménagement de la route Paris-Bordeaux-Hendaye.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [16 décembre 1980] (p. 4905) : rappelle son amendement à l'article 4 relatif aux droits sur les alcools, adopté en première lecture ; (p. 4906) : vote par le Sénat d'un amendement augmentant la taxation des eaux-de-vie naturelles de 49 % en 25 mois ; critique l'abandon de ces deux amendements par la CMP ; texte voté par l'Assemblée conforme à l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes ; sensibilité du rapporteur général de la commission des finances aux pressions extérieures ; pénalisation des eaux-de-vie par rapport aux apéritifs anisés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1980]. **Après l'Article 2** (p. 4981) : son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 12 de M. André Cellard : composition de la commission tripartite prévue par l'amendement n° 12 et chargé d'examiner les incidences de la taxation sur les alcools prévue par l'article 4 du projet de loi de finances pour 1981 ; devient sans objet.

HAUTECLOCQUE (Nicole de)

Député de Paris
(18e circonscription)
(RRP).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'exécution des **condamnations pour abandon de famille** (n° **202**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à faire prendre en compte, dans le **calcul des années de service effectif accomplies dans les administrations** et établissements publics de l'Etat et des collectivités locales, tout ou partie de la **durée des services militaires ou de résistance** accomplis par les fonctionnaires et agents (n° **203**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à majorer automatiquement les **rentes viagères** privées en fonction de l'évolution de l'**indice du coût de la vie** (n° **204**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à la **validation des services accomplis par des assistants**

ou assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics (n° **205**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter et à modifier la **loi n° 65-557** du 10 juillet 1965 fixant le **statut de la copropriété des immeubles bâtis** (n° **206**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article premier de la **loi n° 48-1360** du **1er septembre 1948** (n° **207**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 75-4** du 3 janvier 1975 en élevant le **montant des chèques** obligatoirement payés par le tiré (n° **208**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** visant à étendre au corps des **porteurs des services municipaux des pompes funèbres** le bénéfice des dispositions de la **loi n° 50-328** du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture des droits à pension (n° **209**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à la protection de certains lieux publics contre les auteurs d'**attentats aux mœurs** ou d'incitations à la débauche (n° **1761**) [28 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à créer une **agence nationale d'indemnisation** (n° **1995**) [23 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer l'exercice de la profession de directeur ou de gérant de **sociétés de surveillance,** de sécurité ou de gardiennage (n° **2270**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Commémoration du 8 mai** [9 mai 1979] (p. 3546) : souhaite que, le 8 mai, des cérémonies officielles soient organisées et demande au secrétaire d'Etat de réfléchir à la possibilité d'en faire un jour férié.

— **Construction d'un institut du monde arabe sur l'emplacement d'un terrain de sports dans le XVe arrondissement de Paris** [16 avril 1980] (p. 426).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **31778**) : **Chauffeurs de taxi,** suppléant de M. Edouard Frédéric-Dupont [13 juin 1980] (p. 1862) : augmentation du carburant ; nécessité d'une détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi.

— (n° **31284**) : **Indemnisation des dommages matériels dus à des attentats** [27 juin 1980] (p. 2396) : recrudescence des attentats par explosifs.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6354) : souhaite la création d'une police montée ; insuffisance des effectifs de la police ; possibilité de créer un corps féminin de police ; (p. 6355) : avenir des « aubergines ».

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Après l'Article 10** (p. 2021) : son amendement n° 182 : sanctions des outrages publics à la pudeur commis dans un lieu public protégé ; rejeté. **Après l'Article 60** (p. 2114) : son amendement n° 42 : interdisant à toute personne dont le dommage est la conséquence directe d'une infraction intentionnelle de sa part d'intenter une action pour réparation ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3191) : prise en compte de l'indemnité de sujétion spéciale pour le calcul de la retraite des fonctionnaires de police ; nécessité d'élaborer un statut relevant du service actif de police pour les agents du contrôle du stationnement payant ; loi-cadre sur la fonction policière ; projet de loi tendant à réserver aux policiers 1 % des logements nouvellement construits dans les grandes villes.

HAUTECŒUR (Alain)

Député du Var
(1re circonscription)
(S).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [*J.O.* du 26 octobre 1978] (p. 3682).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre I[er] du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la Délégation parlementaire pour les communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Membre du bureau provisoire [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2617).

Vice-président du bureau [*J.O.* du 1[er] novembre 1979] (p. 2725).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3218).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la politique agricole commune sur le revenu des agriculteurs français (n° 1581) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Faure et plusieurs de ses collègues tendant à déclarer l'anniversaire du 8 mai jour férié (n° 1660) [22 mai 1980] (p. 1242).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 1664) [22 mai 1980] (p. 1243).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roger Corrèze tendant à faire du 8 mai un jour férié (n° 1665) [22 mai 1980] (p. 1243).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Hector Rolland et Henri de Gastines tendant à faire du 8 mai un jour férié (n° 1666) [22 mai 1980] (p. 1243).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Guy Cabanel et Hubert Voilquin tendant à faire du 8 mai de chaque année un jour férié (n° 1661) [5 juin 1980].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mauger tendant à compléter les dispositions de l'article L 222-1 du code du travail en vue de faire du 8 mai un jour férié (n° 1951) [15 octobre 1980] (p. 2769).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 132 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 2115) [18 décembre 1980] (p. 5062).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 629) de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conséquences de la grave **insuffisance de la réglementation européenne pour les productions agricoles méditerranéennes** et des violations des dispositions du traité de Rome de 1957 dans le domaine des échanges intra-communautaires ainsi que sur la situation qui en résulte pour les exploitants agricoles des régions concernées (n° **794**) [14 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1209) tendant à **compléter les dispositions de l'article L 222-1 du code du travail** (n° 1391) [8 novembre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à **modifier et compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relative aux commissions d'enquête et aux commissions de contrôle** (n° **1488**) [13 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à instituer une **commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront étendues aux fonction-règlement de l'Assemblée nationale relatives cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964** (n° **1548**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre diverses dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants-cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964** (n° **1549**) [20 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1381) relative à une journée nationale d'évocation de la **Résistance** et de la **France libre** et aux conditions de célébration de l'anniversaire du **8 mai 1945** (n° **1610**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1581) tendant **à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la politique agricole commune sur le revenu des agriculteurs français** (n° **1688**) [7 mai 1980].

— **Proposition de loi** portant **suppression** de la **vignette moto** et création d'une commission chargée de faire des propositions dans le sens d'une reconnaissance du phénomène « moto » dans notre société (n° **1904**) [30 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : (n° 1660) tendant à déclarer l'anniversaire du **8 mai jour férié** ; (n° 1661) tendant à faire du 8 mai de chaque année un jour férié ; (n° 1664) tendant à compléter les dispositions de l'article L 222-1 du code du travail ; (n° 1665) tendant à faire du 8 mai un jour férié ; (n° 1666) tendant à faire du 8 mai un jour férié ; (n° 1951) tendant à compléter les dispositions de l'article L 222-1 du code du travail en vue de faire du 8 mai un jour férié (n° **2178**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Annulation de circulaires par le Conseil d'Etat** [29 novembre 1978] (p. 8480) : commentaires du Gouvernement sur l'annulation par le Conseil d'Etat de circulaires ministérielles sur le statut des travailleurs immigrés ; remplacement des mesures annulées.

— **Fermeture de puits de bauxite dans la région de Brignoles** [30 mai 1979] (p. 4361) : annonce par la direction de Pechiney-Ugine-Kuhlmann de la suspension du puits d'Engardin à Brignoles ; que compte faire le Gouvernement pour permettre la pleine exploitation et enrayer le processus de fermeture des mines de bauxite de Brignoles ?

— **Evénements d'Iran** [21 novembre 1979] (p. 10459) : silence de la France devant ces événements ; les relations diplomatiques et économiques avec l'Iran ne doivent pas se perpétuer au détriment du respect des droits de l'homme.

— **Enseignement maternel** [28 novembre 1979] (p. 10814, 10815) : demande sur quel texte l'administration s'appuie pour prononcer des sanctions contre les maîtresses d'écoles maternelles refusant d'accueillir plus de 30 enfants par classe.

— **Expulsion d'immigrés à Marseille** [12 décembre 1979] (p. 11659) : interpellation à Marseille de travailleurs immigrés en situation irrégulière ; expulsion de 11 d'entre eux sans qu'ils aient été déférés à la justice, alors que certains étaient officiellement déclarés par un employeur.

— **Menaces de licenciements à la tannerie Vaillant à Barjols dans le Var** [17 juin 1980] (p. 1899).

• *question orale sans débat :*

— (n° **32449**) : **Situation de l'agriculture varoise** [20 juin 1980] (p. 2001) : viticulture ; (p. 2002) : rapport de la chambre d'agriculture du Var ; mévente des produits de la viticulture ; importations abusives ; répression.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1978]. **Article 25** (p. 1377) : soutient l'amendement de suppression n° 43 de M. Alain Richard ; la charge supplémentaire imposée par l'amendement de la commission aux collectivités locales ; adopté. **Article 20** *bis* : seconde délibération (p. 1384) : soutient l'amendement n° 1 de M. Alain Richard : suppression de toute référence à la notion de faute dans l'article 20 *bis ;* repoussé.

— **Proposition de loi tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du code civil relatif à l'indivision conventionnelle** (n° **123**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [10 mai 1978] (p. 1564) : les raisons du vote hostile du groupe socialiste.

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3134) : fiabilité incertaine des analyseurs d'haleine ; coût élevé des appareils ; insuffisance des moyens financiers pour mettre en application le système proposé ; position du groupe socialiste en faveur de la suppression de l'article premier A ; (p. 3135) : contradiction entre la position défendue par le rapporteur et celle de la commission. **Article premier B** (p. 3136) : son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 2 de la commission : nécessité de la présence d'un officier de police judiciaire pour l'accomplissement des contrôles prévus à l'amendement n° 2 ; risques pour les libertés présentées par l'amendement n° 2 ; sous-amendement n° 4 retiré ; (p. 3137) : en référence à l'intervention de M. René Pléven en 1970 lors du débat sur l'alcoolémie ; s'interroge sur l'effet pratique du sous-amendement n° 6 de la commission. **Article premier** (p. 3139) : vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 3 rectifié de la commission ; l'automobile, instrument moderne de la liberté d'aller et de venir ; empiètement sur les libertés que constitue l'annulation du permis de conduire à l'appréciation du juge ; rétablissement par l'amendement n° 2 d'une peine accessoire alors que l'avant-projet de réforme du code pénal propose la suppression des peines accessoires ; contradiction entre l'amendement n° 3 et l'objectif d'individualisation des peines ; (p. 3140) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 3 de la commission ; refusé par le président. **Explications de vote** [20 juin 1978] (p. 3140) : vote favorable du groupe socialiste ; risques présentés par le texte pour les libertés.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article premier : Article 720-4 du code de procédure pénale** (p. 5489) : incohérence juridique du texte due aux discriminations créées entre condamnés et

détenus non jugés. **Article 2 : Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5490) : soutient l'amendement n° 15 de M. Raymond Forni : suppression de l'alinéa de l'article 722 relatif à la composition de la commission d'application des peines ; (p. 5491) : nécessité d'une réforme profonde du système de l'exécution des peines ; diminution par l'article 722 des pouvoirs accordés aux magistrats et renforcement du pouvoir exécutif ; principe de la nécessité d'un juge indépendant du pouvoir exécutif en matière de libertés publiques ; repoussé. **Article 4 : Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5495) : dépendance du juge d'application des peines vis-à-vis du procureur de la République dans la procédure envisagée par l'amendement n° 6 de la commission ; suppression pour ce juge de la possibilité de statuer seul pour les peines inférieures à trois ans. **Article 5 : Article 723-6 du code de procédure pénale** (p. 5498) : discrimination entre les mesures proposées par la majorité et celles proposées par l'opposition. **Explications de vote** (p. 5500) : remise en cause des principes de 1945 ; inefficacité du texte ; remise en cause de l'institution du juge d'application des peines; (p. 5501) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Justice. Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6555) : insuffisance du nombre des magistrats ; nécessité d'assurer une véritable indépendance de la magistrature ; atteinte portée à la crédibilité de la justice en raison des poursuites disciplinaires vis-à-vis des magistrats ; (p. 6556) : des pressions exercées par le pouvoir dans certaines affaires ; nécessité de séparer le corps judiciaire du Gouvernement et de le rattacher au Conseil supérieur de la magistrature ; rattachement au ministère de la justice des magistrats de l'ordre administratif et extension du principe d'inamovibilité ; nécessité d'élaborer un statut de la magistrature.

— **Projet de loi relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivants pour les avocats** (n° **647**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8172) : nécessité de mettre en harmonisation le mode de calcul des cotisations du régime de base et le régime complémentaire ; problème des ressources de la caisse des barreaux français ; nécessité de percevoir un droit sur l'activité juridique de la profession d'avocat ; problème des droits acquis des avocats qui ont souscrit à titre individuel ou collectif des contrats de retraite complémentaire ; (p. 8173) : indépendance de la profession d'avocat et respect des droits de la défense. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8181) : soutient l'amendement n° 6 de M. François Massot : préservation des droits acquis dans les anciens régimes complémentaires ; retiré ; son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 1 de la commission des lois : possibilité de bénéficier de l'exonération des cotisations en contrepartie de la non-acquisition des droits correspondants, adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article 2** *bis* (p. 9687) : soutient son amendement n° 3 : possibilité pour les avocats ayant souscrits des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite de résilier ces conventions ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation** (n° **323**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Explications de vote** (p. 8189) : vote favorable du groupe socialiste sur le texte malgré le retard d'une réforme globale de la procédure civile.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**). **Discussion de l'article unique** [15 mars 1979]. **Article unique** (p. 1659) : soutient le sous-amendement n° 5 de M. Georges Fillioud à l'amendement n° 4 de M. Henri Baudouin : contrôle de l'exactitude des informations fournies par les pouvoirs publics, notamment dans le domaine politique ; rejeté par scrutin public ; (p. 1660) : soutient le sous-amendement n° 4 de M. Henri Baudouin : enquête de la commission sur les critères de choix des personnalités désignées par le pouvoir exécutif au sein des organes d'information ; capitulation du RPR ; (p. 1661) : sous-amendement n° 6 rejeté ; soutient le sous-amendement n° 7 de M. Georges Fillioud à l'amendement n° 4 de M. Henri Baudouin : contrôle des opérations de concentration de la presse écrite ; proteste contre l'invocation de l'existence de poursuites juidiciaires pour écarter le contrôle des opérations de concentration dans la presse écrite ; (p. 1662) : son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 4 de M. Henri Baudouin : contrôle de l'application de l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse française ; opposition de l'article 141 du règlement aux sous-amendements n° 7 et n° 9 qui ne peuvent donc être mis en discussion ; (p. 1665) : son amendement n° 3 devenu sans objet.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1800) : sur l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi, souhaite que

l'Assemblée fixe elle-même les orientations de la commission d'enquête ; son amendement n° 2 soutenu par M. Guy Bêche : confiant à la commission d'enquête le soin de faire des propositions destinées à rendre à l'agence nationale pour l'emploi les moyens d'exercer le monopole public de placement ; rejeté ; son amendement n° 3 soutenu par M. Joseph Franceschi : confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'un abaissement de l'âge de la retraite ; rejeté ; (p. 1801) : soutient son amendement n° 4 : confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'une modification de l'assiette des charges sociales ; souci du parti socialiste de défendre les entreprises ; amendement n° 4 rejeté ; son amendement n° 5 soutenu par M. Roland Beix : confiant à la commission d'enquête le soin de déterminer le nombre de travailleurs temporaires et de faire des propositions tendant à la suppression des intermédiaires privés de placement ; rejeté ; (p. 1801) : son amendement n° 7 soutenu par M. Laurent Fabius : confiant à la commission d'enquête le soin d'évaluer les effets sur l'emploi d'une réduction de la durée du travail hebdomadaire à 35 heures ; rejeté par scrutin public.

— **Rappel au règlement** [2 mai 1979] (p. 3350) : tout en se félicitant de la décision de la conférence des présidents, de ne pas siéger le 8 mai regrette que le rapport tendant à faire du 8 mai une journée nationale n'ait pas été discuté.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Après l'Article 3 précédemment réservé** (p. 4267) : système proposé par l'amendement n° 26 de M. Jean Foyer sans rapport avec la garde à vue.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4433) : spécificité de la région parisienne ; suppression de la multipostulation aboutissant à une reconstitution des charges d'avoués dans la région parisienne ; nécessité de maintenir une période transitoire allant jusqu'en 1984. **Discussion de l'article unique** [30 mai 1979] (p. 4435) : soutien son amendement n° 3 : prolongation jusqu'au 1er janvier 1984 de la période transitoire où la multipostulation est possible ; adopté ; (p. 4438) : amendement n° 4 du Gouvernement allant à l'encontre de ses objectifs avoués. **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [29 juin 1979]. **Article unique** (p. 5879) : son amendement n° 2 soutenu par M. Claude Evin : prolongeant jusqu'au 1er janvier 1984 la période transitoire où la multipostulation est autorisée ; retiré.

— **Projet de loi modifiant l'article premier-1° de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° 927). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4652) : danger de l'inorganisation actuelle de la profession de détective privé pour les libertés publiques ; dangereuse prolifération des sociétés de gardiennage ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant suppression des limites d'âges d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4658) : possibilité de prouver facilement la séparation de fait.

— **Rappel au règlement** [3 octobre 1979] (p. 7728) : situation dramatique du Cambodge; nécessité de saisir le bureau pour qu'il demande au Gouvernement de déterminer une aide efficace.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8879) : secteur du commerce et de l'artisanat frappé par l'exode rural ; le développement du petit commerce et de l'artisanat est un moyen prioritaire de lutte contre la désertification des campagnes ; nécessité de coordonner les actions en faveur du commerce et de l'artisanat en milieu rural ; (p. 8880) : et de mettre en œuvre une approche globale du monde rural ; souhaite l'adaptation des mesures aux particularités du monde rural, notamment en matière de crédits bancaires ; disparité de taux et de durée des prêts ; caractère excessif des droits d'enregistrement sur la cession d'un fonds artisanal et commercial ; souhaite l'octroi d'aides aux communes rurales obligées d'intervenir pour défendre les petites entreprises. **Examen des crédits** [24 octobre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 8893) : s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Jean Brocard ; réactualisation du montant de la taxe pour frais de chambre de métiers qui alourdirait les charges des commerçants et artisans.

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1979] : **Etat B - Titre III** (p. 9667) : soutient l'amendement n° 426 de

M. Claude Michel : suppression des crédits relatifs aux objecteurs de conscience ; rejeté ; possibilité d'affecter des sommes rendues disponibles par l'amendement n° 426 à la lutte contre les incendies de forêt dans la forêt méditerranéenne; souhaite la création d'un secrétariat d'Etat de la forêt ; possibilité de mettre en œuvre des moyens de prévention contre les incendies de forêt dans la région méditerranéenne ; (p. 9668) : attachement des socialistes au statut des objecteurs de conscience ; importance des dévastations de forêt, 50.000 hectares en 1979 ; nécessité d'abattre très rapidement les arbres brûlés.

Anciens combattants. Examen des crédits [14 novembre 1979] : **Etat B - Titre IV** (p. 10044) : soutient l'amendement n° 423 de M. Lucien Pignion : suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration de la retraite du combattant ; déclaré irrecevable en application de l'article 42 de la loi organique ; proposition du ministre contraire à la position unanime exprimée par les parlementaires désignés pour siéger au sein de la commission tripartite ; un vote favorable reviendrait à accepter l'interprétation du Gouvernement sur le rapport constant ; (p. 10045) : son amendement n° 464 soutenu par M. Gilbert Faure : suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration des pensions d'anciens combattants et d'ayants droit ; rejeté par scrutin public ; (p. 10046) : dans le débat sur les crédits des anciens combattants, n'a pas pu donner un sens au vote de M. Guermeur car il n'y avait pas eu de vote ; se retrancher derrière un artifice de procédure pour refuser un débat ne grandit pas le Parlement.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] : **Rappel au règlement** (p. 10200) : restriction considérable du droit de parole; (p. 10208) : pourcentage d'augmentation du budget artificiellement gonflé par le transfert au budget de la justice des dépenses prévues pour la mise en œuvre des conseils de prud'hommes ; diminution de la croissance des dépenses ordinaires et des dépenses en capital ; diminution des moyens mis à la disposition des juridictions ; retard dans les affaires jugées ; réalisation à 45 % du programme d'action prioritaire sur l'accès à la justice ; (p. 10209) : déficit des magistrats ; diminution du nombre des affaires confiées aux juges d'instruction ; développement des commissions rogatoires dites générales ; subordination du juges aux experts ; insuffisance des crédits affectés à l'aide judiciaire ; l'indemnisation des commissions d'office en matière pénale ; (p. 10214) : existence d'une centaine de commissions administratives de tous ordres. **Examen des crédits** [16 novembre 1979] : **Etat B - Titre III** (p. 10218) : son amendement n° 480 : suppression des crédits relatifs aux postes de quatorze magistrats dont l'affectation n'est pas précisée ; rejeté ; la création de quatorze emplois dont l'affectation n'est pas précisée est destinée à la mise en œuvre de la réforme visant à instituer les magistrats volants auxquels son groupe est hostile ; (p. 10222) : son amendement n° 481 : suppression des crédits relatifs à la formation professionnelle des avocats ; retiré.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 72** (p. 10281) : soutient son amendement n° 327 rectifié : permettant aux commerçants, aux artisans et aux travailleurs indépendants de bénéficier de l'abattement de 20 % applicable actuellement aux traitements, salaires et pensions ; rejeté.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11288) : agriculture méditerranéenne française concurrencée par les produits grecs ; insuffisance de l'action du Gouvernement pour obtenir une meilleure réglementation européenne des productions méditerranéennes ; (p. 11289) : marché viticole offrant l'exemple du non-respect d'un calendrier et de l'inefficacité des périodes transitoires ; refus par les socialistes d'un calendrier déterminé à l'avance pour les étapes de l'intégration de la Grèce dans la CEE ; absence de volonté politique de faire appliquer les clauses de sauvegarde contenues dans le traité; aggravation des déséquilibres économiques entre les pays du Nord et les pays méditerranéens, exemple de la répartition des crédits du FEOGA ; refuse que la politique d'aide communautaire aux régions méditerranéennes de la France soit pénalisée par l'adhésion d'un nouvel Etat membre ; adhésion de la Grèce constituant un précédent pour l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; (p. 11290) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11461) : amélioration entraînée par l'automatisation du casier judiciaire ; exemple des détentions préventives ; risque de voir le recours à l'informatique permettre de tenir encore plus rapidement les audiences de flagrant délit ; (p. 11462) : vigilance des socialistes quand il s'agit de protéger les libertés ; problème de l'interconnexion entre le casier judiciaire et d'autres fichiers ; centralisation du fichier accroissant les risques d'utilisation abusive ; souhaite que le casier judiciaire reste

placé sous le contrôle d'une autorité judiciaire. **Discussion des articles** [7 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11464) : soutient son amendement n° 10 : précisant que le numéro d'identification de l'INSEE ne peut en aucun cas servir de base à la vérification de l'identité ; adopté; soutient son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 2 de la commission : proposant de placer le casier judiciaire sous l'autorité du procureur général de la Cour de cassation ; rejeté. **Article 2** (p. 11465) : soutient son amendement n° 11 : égalité de traitement des étrangers avec les personnes nées en France ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 11466) : soutient son amendement n° 12 : délivrance du bulletin n° 1 du casier judiciaire aux seules autorités judiciaires agissant dans le cadre de leurs fonctions juridictionnelles ; rejeté. **Article 4** : soutient son amendement n° 13 : précisant que la communication ne vaut pas notification des décisions non définitives et ne fait pas courir les délais de recours ; adopté. **Avant l'Article 5** (p. 11467) : soutient son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 4 de la commission : sanctions pénales en cas de non-respect de l'interdiction d'interconnexion du casier judiciaire avec d'autres fichiers ; adopté. **Explications de vote** (p. 11468) : abstention du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 décembre 1979]. **Article premier** (p. 12434) : s'oppose au contrôle du casier informatisé par le Garde des Sceaux. **Article 3** *bis* (p. 12436) : s'oppose à la suppression de l'article 3 *bis* tendant à renforcer l'indépendance des magistrats. **Explications de vote** [20 décembre 1979] (p. 12437) : justifie le vote négatif du groupe socialiste sur ce projet en raison du rejet par l'Assemblée nationale de toutes les dispositions adoptées par le Sénat et qui visaient à garantir les libertés.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Article 13 précédemment réservé** (p. 12028) : importance des agricultrices qui représentent 40 % de la population active agricole ; insuffisance des droits de la femme d'agriculteur en ce qui concerne le capital foncier et le capital d'exploitation et le travail sur l'exploitation ; inégalité des époux en matière de protection sociale et de coopération.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1428**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [20 décembre 1979]. **Article unique** (p. 12417) : absurdité d'une situation où le prix des baux défini par le décret de 1973 est inapplicable et entraîne le recours à des coefficients de plafonnement.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 577) : nombre des défaillances d'entreprises ; licenciements collectifs ; rapport Sudreau ; (p. 578) : projet de loi initial édulcoré par la commission des lois ; (p. 579) : objectif de réalisation de profits ; champ d'application du texte ; exclusion des sociétés non commerciales ; formation et droit d'intervention des salariés ; rôle du comité d'entreprise ; (p. 580) : absence d'intervention extérieure en cas de carence des dirigeants. **Discussion des articles** [24 avril 1980] : **Article premier** (p. 690) : son amendement n° 108 : abaissement du seuil d'application du projet de loi ; rejeté ; (p. 691) : statistiques de l'INSEE sur les effectifs des entreprises ; seuil trop élevé prévu par l'article premier ; (p. 692) : son amendement n° 109 : suppression de l'obligation d'établir les documents visés à l'article 340-1 pour les entreprises qui ne répondent pas au seuil ; rejeté ; (p. 693) : son amendement n° 128 : sanctions pénales pour les sociétés ne respectant pas l'obligation de fournir les documents visés à l'article premier. **Article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 699) : son amendement n° 110 : augmentation de trois à six ans de la durée du mandat des commissaires aux comptes ; adopté. **Article 5** (p. 700) : son amendement n° 111 : suppression de l'article 5 ; rejeté ; (p. 701) : son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 12 de la commission : seuil de 300.000 F pour le capital social ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 703) : son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 13 de la commission : procédure ; rejeté ; son sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 13 de la commission : extension de la procédure de l'expertise de minorité aux comités d'entreprise ou aux délégués du personnel ; rejeté ; (p. 706) : son sous-amendement n° 120 à l'amendement n° 14 de la commission : statut de société civile des sociétés de commissaires aux comptes ; rejeté. **Article 6 : Article 225 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 710) : son sous-amendement n° 116 à l'amendement n° 19 de la commission : extension aux comités d'entreprise des possibilités de récusation données aux actionnaires minoritaires, au ministère public et à la commission des opérations de bourse ; rejeté. **Après l'Article 225 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 711) : son sous-amendement n° 117 à l'amendement n° 20 de la commission : possibilité, pour le président du tribunal de commerce, de statuer en référé ; rejeté ; son sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 20 de la commission : possibilité pour le comité d'entreprise de demander une expertise de minorité ; rejeté. **Article 227 de**

la loi du 24 juillet 1966 (p. 712) : son sous-amendement n° 119 à l'amendement n° 22 de la commission : extension du droit de formuler la demande de révocation au comité d'entreprise ; rejeté. **Article 8 : Article 228 de la loi de 1966** (p. 715) : son amendement n° 122 : rapport sur l'évolution des données comptables adressées aux délégués du personnel ; devenu sans objet. **Article 9** (p. 716) : système d'alerte interne ; système d'alerte externe. **Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 718) : rôle du dirigeant d'entreprise ; (p. 720) : son amendement n° 124 : communication du rapport spécial aux comités d'entreprise ; rejeté. **Après l'Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 722) : son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 24 de la commission : droit des actionnaires ; devenu sans objet. **Après l'Article 9** (p. 723) : son amendement n° 127 : procédure d'alerte externe ; rejeté. **Article 10** (p. 724) : ses sous-amendements n° 125 et n° 126 à l'amendement n° 31 de la commission : élargissement des pouvoirs des représentants du personnel ; devenus sans objet ; [13 mai 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 1025) : son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 1 rectifié de la commission : maintien du montant du capital des SARL ; rejeté. **Titre** (p. 1036) : son amendement n° 115 : nouvelle rédaction du titre : projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises et à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales ; retiré.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° 1681). Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1801) : hypocrisie du projet ; campagne orchestrée sur le thème de l'insécurité ; rapport sur la violence ; sondage ; indulgence des juges ; (p. 1802) : association légitime défense ; sentiment d'insécurité ; juge de l'application des peines ; problème de la détention provisoire ; tutelle pénale ; instruction en matière correctionnelle ; indépendance des juges ; limitation des pouvoirs d'appréciation du juge ; rapport « réponse à la violence » ; (p. 1805) : responsabilité en matière de libération conditionnelle. **Discussion des articles** [17 juin 1980] : **Article premier** (p. 1892) : insertion du projet dans le code pénal et le code de procédure pénale ; [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1915) : répression du racket ; (p. 1917) : conclusions de la commission de réforme du code pénal ; pouvoir d'appréciation du juge ; (p. 1918) : avant-projet de révision du code pénal. **Article 8** (p. 1936) : **Explications de vote sur l'article 8** : atteinte portée par l'article 8 aux activités syndicales ; son opposition à l'article 8. **Article 9** (p. 1940) : organisation du débat ; [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1965) : nécessité d'augmenter le nombre de médecins experts ; (p. 1969) : son amendement n° 277 : aggravation de la peine lorsque les victimes sont des avocats ; adopté ; (p. 1970) : nécessité de protéger les avocats ; (p. 1977) **sur les rappels au règlement** de MM. Emmanuel Hamel, Raymond Forni et Guy Ducoloné : conditions d'examen du projet de loi ; droits du parlement ; (p. 1978) : procédure du scrutin public ; utilisation du vote bloqué pour un texte pénal. **Article 310 du code pénal** (p. 2018) : son amendement n° 287 : rédactionnel ; non soutenu ; (p. 2019) : son amendement n° 289 : menace envers un avocat ; non soutenu. **Article 311 du code pénal** (p. 2020) : son amendement n° 291 : de coordination ; non soutenu ; [21 juin 1980] : **Après l'Article 18** (p. 2064) : son amendement n° 361 : création d'un tribunal de l'application des peines ; non soutenu. **Article 19** (p. 2065) : son amendement n° 362 : compétences du juge de l'application des peines ; non soutenu. **Après l'Article 20** (p. 2069) : son amendement n° 366 : recours contre les décisions relatives à l'exécution des peines ; non soutenu. **Avant l'Article 22** : son amendement n° 382 : limitation de la détention provisoire ; non soutenu. **Après l'Article 23** (p. 2070) : son amendement n° 388 : cas où la détention provisoire peut être ordonnée ou maintenue ; non soutenu ; (p. 2071) : son amendement n° 389 : cause de la détention provisoire ; non soutenu ; son amendement n° 390 : cause de la détention provisoire ; non soutenu ; son amendement n° 391 : durée de la détention provisoire ; non soutenu. **Article 24** (p. 2072) : son amendement n° 392 : suppression de l'article 24 ; non soutenu. **Article 27** (p. 2073) : son amendement n° 403 : délai de décision en matière de détention provisoire ; non soutenu ; son amendement n° 404 : délai de décision en matière de détention provisoire ; non soutenu ; son amendement n° 404 : délai d'examen des pourvois en cassation contre un arrêt rendu en matière de détention provisoire ; non soutenu. **Article 32** (p. 2083) : son sous-amendement n° 482 à l'amendement n° 126 de la commission : audition par le procureur de la République en présence d'un avocat ; non soutenu. **Avant l'Article 34** (p. 2086) : son amendement n° 430 : cas où l'inculpé ou la partie civile désigne plusieurs conseils ; non soutenu ; (p. 2087) : son amendement n° 431 : augmentation du délai accordé pour la consultation de la procédure par les avocats ; non soutenu ; son amendement n° 432 : appel de l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel ; suppression de l'ordonnance de prise de corps ; non soutenu. **Après l'Article 36** (p. 2091) : son amendement n° 454 : pré-

cision quant à la procédure de l'article 197 du code de procédure pénale ; non soutenu. **Après l'Article 37** (p. 2092) : son amendement n° 456 : rapport spécial sur les affaires dans lesquelles sont inculpés des mineurs détenus provisoirement ; non soutenu. **Après l'Article 39** (p. 2095) : son amendement n° 471 : appel des arrêts de cour d'assise ; non soutenu ; (p. 2096) : son amendement n° 472 : appel des arrêts de cour d'assise ne s'appliquant qu'aux décisions rendues en dernier ressort ou devenues définitives ; non soutenu. **Après l'Article 47** (p. 2105) : son amendement n° 464 : sanction de tout manquement aux obligations que lui impose son serment commis par un avocat ; non soutenu ; son amendement n° 465 : possibilité pour les juges de prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants, ou diffamatoires ; non soutenu ; son amendement n° 466 : serment des avocats ; non soutenu. **Article 49** (p. 2109) : son amendement n° 192 : faisant bénéficier la partie civile de bonne foi des indemnités accordées au témoin ; non soutenu. **Article 50** (p. 2110) : son amendement n° 193 : étendant la présomption de désistement au cas où la partie civile aurait eu connaissance de manière avérée de la citation à comparaître ; non soutenu. **Article 55** (p. 2112) : son amendement n° 200 : rédactionnel ; non soutenu ; son amendement n° 201 : interdisant à la partie civile de demander une augmentation des dommages et intérêts pour le préjudice souffert depuis la décision de première instance ; non soutenu. **Article 59** (p. 2113) : son amendement n° 205 : suppression de l'article 59 ; non soutenu. **Explications de vote** (p. 2117) : inconstitutionnalité du projet ; droits de la défense ; conseil constitutionnel ; sentiment d'insécurité ; répression sociale ; pouvoirs du parquet ; (p. 2118) : droits du Parlement ; conditions d'examen du texte ; attitude du groupe socialiste; vote hostile du groupe socialiste.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1938) **sur la proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités (n° 951). Première lecture. Discussion des articles** [8 octobre 1980]. **Article premier : Article 900-5 du code civil** (p. 2613) : soutient l'amendement n° 1 de M. François Massot ; rejeté ; soutient l'amendement n° 2 de M. François Massot ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3191) : moyens et compétences des régions ; plate-forme élaborée par les présidents de conseils régionaux ; (p. 3192) : demande la reconnaissance du statut de collectivités locales aux régions et l'élection du conseil régional au suffrage universel ; asphyxie des tribunaux administratifs ; insuffisance des créations d'emplois ; dispense de l'intervention du commissaire du Gouvernement dans certaines affaires.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3383) : exclusion du tourisme saisonnier du bénéfice des exonérations de cotisation sociale ; (p. 3388) : concurrence inégale entre le petit commerce et les grandes surfaces ; implantation de grandes surfaces dans la région de Provence-Alpes - Côte d'Azur. **Examen des crédits. Article 44** (p. 3396) : prorogation de l'application de l'aide compensatrice ; critiques de la procédure d'irrecevabilité financière.

Justice. Examen des crédits [5 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3599) : son amendement n° 112 : suppression des crédits prévus au titre des frais en matière de faillite, de règlement judiciaire et de liquidation de biens ; rejeté ; montant de l'aide judiciaire dans les différents pays de la communauté européenne ; (p. 3600) : non-rémunération de la commission d'office en matière pénale ; nécessité de faire souscrire une assurance aux entreprises pour couvrir les frais de faillite, de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ; (p. 3603) : constitution de partie civile devant la cour de sûreté de l'Etat. **Après l'Article 46** (p. 3608) : son amendement n° 113 : présentation par le Gouvernement d'un rapport annuel sur la formation professionnelle des avocats ; rejeté ; nécessité pour le Parlement de contrôler la mise en place des centres de formation professionnelle d'avocats ; problème de la participation financière de l'Etat.

Jeunesse, sports et loisirs. — **III. Tourisme. Examen des crédits** [7 novembre 1980] : **Etat B - Titre IV** (p. 3707) : son amendement n° 167 : réduction des crédits de l'article 20 du chapitre 44-11 ; mauvaise répartition des crédits ; problèmes du tourisme rural et du camping ; rejeté ; camping sauvage dans le Var ; développement du camping à la ferme, des gîtes ruraux et de la petite hôtellerie rurale.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi (n° 981) et propositions de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la Résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis (n° 643 rectifié) et**

relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi (n° **1157**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [9 décembre 1980] (p. 4780) : amendement n° 1 de M. Guy Ducoloné ; possibilité pour les associations de se constituer partie civile, de contrôler la marche de l'instruction ; extension du champ d'application de la loi. **Explications de vote** (p. 4781) : vote positif du groupe socialiste ; danger persistant du fascisme ; garantir aux associations de participer aux poursuites engagées.

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** (n° **1937**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 décembre 1980]. **Article 3** (p. 4825) : préfère le texte de l'amendement n° 2 de la commission (interdiction des contrôles dans les pièces à usage d'habitation et dans leurs dépendances).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2104**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4842) : impossibilité de concilier une politique de libération des prix et de plafonnement du montant des baux commerciaux.

HENRY (André)

Ministre du temps libre.

NOMINATIONS

Ministre du temps libre (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre du temps libre (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

HÉRAUD (Robert)

Député de Seine-et-Marne
(3e *circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle [29 juin 1978] (p. 3652).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (jeunesse, sports et loisirs : jeunesse et sports) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Avis** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome XI : Jeunesse, sports et loisirs - Jeunesse et sports** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi relative au financement du sport** (n° **1081**) [22 mai 1979].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 1081 relative **au**

financement du sport (n° **1133**) [14 juin 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XI : Jeunesse, sports et loisirs - Jeunesse et sports** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XI : Jeunesse, sports et loisirs - Jeunesse et sports** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XI : Jeunesse, sports et loisirs : Jeunesse et sports** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité des habitants des campagnes** [31 mai 1978] (p. 2288, 2289) : insécurité croissante dans les campagnes.

— **Création de postes de professeurs d'éducation physique** [8 novembre 1978] (p. 7226): insuffisance du nombre de postes mis au concours du CAPES en 1979.

— **Promotion du tourisme** [30 mai 1979] (p. 4358) : inquiétude des professionnels du tourisme en particulier en Bretagne ; possibilités d'accueil insuffisamment exploitées notamment en Ile-de-France ; bilan de l'action gouvernementale en faveur des différentes catégories de tourisme et perspectives de la prochaine saison touristique.

— **Situation des petites entreprises d'informatique** [17 décembre 1980] (p. 4969) : avenir de l'informatique française.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **30620**) : **Protection civile** [12 mai 1980] (p. 992) : abris anti-atomiques.

— (n° **40260**) : **Pompes funèbres** [19 décembre 1980] (p. 5086) : exploitation abusive de la mort par certaines entreprises de pompes funèbres ; moralisation du système funéraire français ; rapport d'un conseiller d'Etat sur ce problème.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7579) : action conduite en faveur de la jeunesse et des sports ne représentant que 0,72 % du budget de l'Etat ; (p. 7580) : augmentation des crédits du sport scolaire et universitaire ; approuve la décision d'offrir quatre cents postes au prochain CAPEPS (certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive) ; efficacité du plan gouvernemental de relance de l'éducation physique et sportive ; problème des débouchés des étudiants en éducation physique et sportive ; le renforcement de l'éducation physique dans l'enseignement secondaire ne devrait pas se faire au détriment du secteur extrascolaire ; nécessité de l'éducation physique au niveau de l'enseignement primaire ; problème de la modification des rythmes scolaires ; (p. 7581) : augmentation de 23 % des crédits destinés au sport civil ; importance du maintien de l'organisation en clubs ; nécessité du développement de la pratique du sport par tous les Français ; préparation des prochains jeux Olympiques ; problème du maintien de la moralité du sport ; pratique du sport, signe de santé des individus et des nations ; (p. 7582) : avis favorable de la commission des affaires culturelles sur le budget de la jeunesse et des sports.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 21** (p. 8657) : souhait émis par la commission des affaires culturelles de voir affecter une part du prélèvement effectué sur les sommes engagées au pari mutuel au fonds national pour le développement du sport.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9102) : volonté des pouvoirs publics d'en finir avec le problème des déficits horaires dans le second degré ; moyens supplémentaires du sport scolaire ; approuve les choix du Gouvernement concernant la haute compétition ; (p. 9103) : diminution des crédits mis à la disposition du mouvement sportif ; trois priorités en ce qui concerne la jeunesse : développement de l'information, rénovation des centres de vacances, soutien en faveur des offices internationaux de la jeunesse ; nécessité de mesures nouvelles pour garantir le développement des centres de loisirs sans hébergement ; nécessité d'une politique du sport et des loisirs à long terme ;

sport à l'école et réforme des rythmes scolaires ; engouement en faveur de la pratique sportive ; (p. 9121) : raisons techniques pour lesquelles les crédits d'équipement votés en 1978 n'ont pas été consommés. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Après l'Article 35** (p. 9139) : soutient l'amendement n° 357 de la commission des affaires culturelles : contrôle parlementaire sur l'utilisation des ressources du fonds national pour le développement du sport ; adopté.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10090) : nécessité d'une politique de prévention dans trois domaines : protection maternelle et infantile, médecine scolaire avec contrôle médical sportif ; (p. 10091) : lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme et la drogue.

— Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale [27 novembre 1979] (p. 10752) : avortement, constat d'échec de la politique familiale ; reproche aux adversaires de l'avortement leur refus du libre choix des couples et leur tendance à faire de la femme une accusée ; conséquences médicales dramatiques des avortements clandestins ; (p. 10753) : loi de 1975 allant dans le sens de l'égalité sociale ; réalité de la détresse de nombreuses femmes ; évolution des mentalités en faveur de l'avortement ; s'oppose à l'avortement de convenance moyen de contraception ; nécessité de repousser à l'extrême limite le recours à l'avortement tout en gardant cette possibilité légale en cas de besoin ; nécessité de redonner à la famille la place qui lui revient ; souhaite le développement des clubs de santé et des centres d'information et de planning familial diffusant les méthodes de contraception ; nécessité de maintenir la procédure préalable destinée à décourager l'avortement et le délai de réflexion.

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980 (n° 1428). Première lecture. Discussion de l'article unique [7 décembre 1979]. **Article unique** (p. 11459) : soutient son amendement n° 4 : fixant à 2,45 le coefficient pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980 ; devient sans objet.

— Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur (nos 474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233) (rapport n° 140). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1980] (p. 332) : échelle des peines ; circonstances aggravantes ; viol collectif ; prévention ; libéralisation des mœurs ; accueil des victimes par la police et par la justice.

— Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° 1681). Première lecture. Discussion des articles [21 juin 1980]. **Article 32** (p. 2084) : son sous-amendement n° 477 à l'amendement n° 126 de la commission : possibilité pour le tribunal d'ordonner lui-même l'ouverture d'une information confiée à un juge d'instruction ; retiré.

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture. *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Avant l'Article 3** (p. 2884) : son sous-amendement n° 167 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement ; réservé, puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3045) : nécessité d'accroître les activités militaires des jeunes du contingent ; place du sport dans la formation militaire.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3097) : insuffisance de la loi du 12 juillet 1980 sur l'enseignement en alternance ; rapprocher l'école du monde du travail ; (p. 3098) : le pacte pour l'emploi ; favoriser une meilleure adéquation entre l'école et le marché du travail.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3712) : insuffisance du budget maintenant néanmoins notre potentiel sportif ; sport à l'école ; résorption du déficit horaire du second degré ; avenir des étudiants inscrits dans les UER d'éducation physique et sportive ; sport optionnel ; réorganisation des sections sports-études ; exemple : « super-section » de ski ; modification des rythmes scolaires ; (p. 3713) : politique sportive ; préparation des jeux Olympiques ; sports de masse ; crédits du fonds national de développement du sport ; aide aux clubs sportifs ; développement du sport dans les entreprises, l'armée et parmi les handicapés ; réunion d'une conférence nationale pour définir les grandes lignes d'une véritable politique sportive.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4057) : moyens prévus

pour adapter la formation des médecins face au développement du nucléaire ; problème des entreprises de transport sanitaire non agréées.

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône (4e circonscription) (C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur la situation de la **construction** et de la **réparation navales en France** et l'utilisation des fonds publics qui sont alloués aux sociétés de ce secteur (n° **384**) [14 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer un **statut démocratique du soldat et du marin** (n° **856**) [20 décembre 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Jeune homme abattu par un CRS à Marseille (Laouri Ben Mohammed)** [22 octobre 1980] (p. 2956).

— **Situation des mutualistes des Bouches-du-Rhône** [29 octobre 1980] (p. 3261) : décision prise, par la caisse primaire, de supprimer le bénéfice du tiers payant à trois centres médicaux mutualistes de Marseille.

— **Remboursement des actes prescrits par les médecins des centres hospitaliers mutualistes** [12 novembre 1980] (p. 3761) : situation du mouvement mutualiste des Bouches-du-Rhône ; déconventionnement illégal d'une quarantaine de médecins.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **782**) : **Industries navales** [28 avril 1978] (p. 1460, 1461) : situation préoccupante de la construction et de la réparation navales ; sort du groupe Terrin à Marseille ; les réductions d'effectifs acceptées sous le couvert de restructuration ; modernisation de la flotte et des installations portuaires.

— (n° **2279**) : **Construction navale** [2 juin 1978] (p. 2464, 2465) : dénonce la volonté du Gouvernement de démanteler la construction et la réparation navales ; nécessité d'un débat au Parlement et de négociations avec les travailleurs concernés ; situation catastrophique de la réparation (groupe Terrin) et de la construction navale ; le plan Davignon (institutionnalisation de la supranationalité économique de fait des grands monopoles) ; ses conséquences désastreuses pour les travailleurs et pour l'indépendance monétaire, commerciale et politique de la France ; (p. 2467) : les difficultés du groupe Terrin ; (p. 2468) : les propositions du groupe communiste : renouvellement et développement de la flotte, de l'équipement portuaire, lutte contre les pavillons de complaisance ; (p. 2469) : satisfaire les revendications des travailleurs ; solidarité du parti communiste avec les travailleurs de la construction navale ; (p. 2475) : demande un débat parlementaire sur la situation du groupe Terrin.

— (n° **17352**) : **Réparation navale marseillaise** [15 juin 1979] (p. 5209, 5210, 5211, 5212) : situation inquiétante des entreprises de réparation navale marseillaise, et notamment de la Société provençale, des ateliers Terrin (SPAT, Ateliers provençaux et SAM) ; objectif du Gouvernement d'appliquer le plan Davignon visant le démantèlement de la réparation navale.

— (n° **20962**) : **Maîtres auxiliaires** [12 octobre 1979] (p. 8200, 8201) : 8.000 maîtres auxiliaires sans emploi contrairement à l'engagement du ministre de l'éducation nationale le 3 septembre ; offres d'emploi uniquement pour des postes à mi-temps dont la rémunération est insuffisante ; exemple de l'académie d'Aix-Marseille et des Bouches-du-Rhône ; dégradation constante de la qualité de service public de l'éducation nationale ; mesures à prendre en faveur des maîtres auxiliaires.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Réponses aux rappels au règlement de MM. Marcel Rigout et Alain Hautecœur** [2 mai 1979] (p. 3350) : application de l'article 41 de la Constitution à cette proposition de loi acceptée par le président de l'Assemblée.

— **Réponses aux rappels au règlement de MM. Hubert Dubedout, Robert-André Vivien, Dominique Frelaut, Robert Wagner, Roger Chinaud, Michel Aurillac, Robert Ballanger** [16 mai 1979] (p. 3858) : la suspension de séance est de droit.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Michel Cointat** [18 octobre 1979] (p. 8418) : les amendements ne sont pas discutés en fonction du gage.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Joseph Franceschi** [18 octobre 1979] (p. 8418) : l'intervention de M. Joseph Franceschi n'est pas un rappel au règlement.

— **Réponse au rappel au règlement de Mme Colette Privat** [30 octobre 1979] (p. 9026) : il n'y a pas de rappel au règlement sur l'ordre du jour quand il n'y a pas d'ordre du jour complémentaire.

— **Annonce le report de la clôture de la première session ordinaire de 1979-1980,** conformément à l'article 51 de la Constitution [20 décembre 1979] (p. 12443).

En qualité de député :

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense (n° 388). Discussion** [15 juin 1978] (p. 2956) : doctrine militaire française révélée par le discours du Président de la République à l'institut des hautes études de défense nationale : livrer bataille à l'Est, agir pour l'équilibre Nord-Sud, intervention en cas de changement politique ; lutter contre la « déstabilisation intérieure » ; (p. 2957) : absence de proposition française sur la limitation de la course aux armements lors de la session spéciale des Nations unies sur le désarmement ; la France, premier exportateur d'armes par habitant ; expérimentation de la bombe à neutrons ; absence de bases juridiques pour justifier les interventions françaises à l'étranger ; proteste contre la politique mise en œuvre en Afrique par la France ; alignement de la France sur les conceptions stratégiques de l'OTAN ; recherche la caution des Etats-Unis par le Président de la République ; changement dans la stratégie française : abandon de la doctrine de défense tous azimuts et adoption de la doctrine de la bataille de l'avant ; participation de la France à l'eurogroupe de l'OTAN ; (p. 2958) : association de la France à l'interopérabilité des matériels alliés en Europe ; réunion du « groupe des quatre » : France, USA, Grande-Bretagne et RFA ; conséquences néfastes de cette politique d'abandon national sur l'industrie ; diminution de la flotte française ; insuffisance des moyens conventionnels illustrée par l'opération Léopard au Zaïre ; « entreprise de démantèlement » de l'armée de conscription menée par le Gouvernement ; cantonnement du contingent dans des tâches civiles ; mesures répressives prises à l'encontre des soldats du contingent ; (p. 2959) : attachement du parti communiste à l'armée de conscription ; nécessité d'une doctrine militaire nucléaire axée sur la stratégie de dissuasion.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7742) : niveau dérisoire des créations d'emplois ; médiocrité de l'enveloppe pour la recherche ; nouvelle atteinte aux conditions de vie des étudiants ; décret du 20 septembre 1978 menaçant l'emploi de 10.000 assistants non titulaires et vacataires ; autoritarisme présidant à la préparation de la carte universitaire ; destruction de l'IUT de Saint-Denis ; dénigrement des universitaires par le ministre ; remodelage de l'enseignement supérieur en fonction des besoins des grandes firmes multinationales à base française ; (p. 7743) : nécessité d'une réelle autonomie des universités et du maintien du lien enseignement-recherche ; vote hostile du groupe communiste.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° 900). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1674) : importance des crédits publics accordés aux armateurs et aux chantiers navals ; liquidation du pavillon national ; plan Davignon prévoyant la réduction de moitié de l'appareil productif naval ; aggravation de la situation par l'élargissement du marché commun ; (p. 1675) : rôle essentiel des industries navales en Provence.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° 1305). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7635) : augmentation des crédits consacrés au budget militaire ; mise en œuvre d'une politique de défense euro-atlantique alignée sur l'OTAN ; le débat de l'Assemblée européenne sur les programmes communautaires d'armement ; (p. 7636) : liquidation des arsc-

naux et établissements d'Etat ; doctrine interventionniste du Gouvernement ; réorganisation des différentes armes ayant pour but de renforcer le rôle de gendarme de l'impérialisme en Afrique joué par la France ; les interventions françaises en Afrique ; la propagande relative à la « menace soviétique » ; (p. 7637) : les exportations d'armes de la France ; opposition des communistes français aux orientations de politique de défense.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9023) : budget d'austérité pour la culture ; (p. 9024) : reproche au ministre de se livrer à une apologie du rôle de l'argent privé dans le domaine de la culture ; attaque contre la décentralisation culturelle ; aspects positifs de la politique d'André Malraux : maisons de la culture et décentralisation ; difficultés de la création artistique dans un cadre capitaliste ; appel au mécénat industriel visant à ouvrir la France aux sous-modèles culturels américains ou ouest-allemands ; difficultés du Théâtre national de Chaillot ; (p. 9025) : succès des luttes populaires pour la création de la maison de la culture de Seine-Saint-Denis et dans l'enseignement de la musique ; intérêt du projet de création d'un musée des arts et techniques sur l'emplacement des abattoirs de la Villette.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1432): programme décennal pour la recherche ; affaiblissement de la part du produit intérieur brut consacrée à la recherche publique et universitaire ; modification des structures des grands organismes publics de recherche ; démantèlement de l'IRIA et du LETI ; statut des chercheurs ; vieillissement des équipes de recherche ; aide fiscale à l'activité de recherche ; (p. 1433) : augmentation de l'aide publique à la recherche privée ; baisse de la part du PIB affectée à la recherche publique ; diminution d'activité du centre de recherche de Rhône-Poulenc Textile à Vénissieux et du centre de recherche Kodak à Vincennes ; indépendance de la France ; politique de la CEE ; création d'Ariane, espace ; statut des chercheurs.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3080) : refus d'un débat sur l'éducation ; insuffisance de la formation professionnelle ; augmentation du taux de redoublement ; ségrégation sociale à l'école ; diminution des crédits des bourses ; gratuité sélective ; (p. 3081) : construction d'une école de qualité ; danger des restrictions des dépenses d'éducation ; école pluraliste ; école liée à la vie économique et à la production ; enseignement technique.

Culture et communication. Examen des crédits [4 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3514) : son amendement n° 129 : réduction des subventions de fonctionnement du théâtre ; rejeté par scrutin public.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. - III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4058) : situation des centres de santé mutualistes Paul-Paret, la Feuilleraie et de la Grignan à Marseille ; centre mutualiste de Gardanne.

HERNU (Charles)

Député du Rhône
(6e circonscription)
(S).

Ministre de la défense.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de la défense (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonction de ministre de la défense (premier Gouvernement Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une **commission** chargée de proposer les mesures indispensables à la **réforme du service national** (n° **539**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** relative **à l'exercice de la profession d'expert en automobiles** (n° **1254**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à l'institution d'un médiateur militaire** (n° **1751**) [28 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission tripartite chargée d'examiner la **situation des retraités militaires et des veuves de militaires** (n° **2192**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les moyens de renforcer les **actions humanitaires à l'étranger** (n° **2193**) [18 décembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2961) : indifférence de la jeunesse vis-à-vis de l'armée ; engagement de la France dans des opérations extérieures au territoire national ; contradiction entre volonté de désarmement et interventions à l'extérieur ; (p. 2962) : réintégration de l'OTAN par la France ; interventions sans bases juridiques ; contradiction entre les propositions sur le désarmement et l'importance des ventes d'armes de la France ; opposition du lobby militaro-industriel français aux conférences régionales proposées par le Gouvernement ; propositions socialistes : cessation de toute vente d'armes, réunions de conférences régionales pour le plafonnement des ventes d'armes, instauration d'un contrôle politique effectif, création d'un conseil pour le désarmement et la sécurité ; (p. 2963) : absence de fondement juridique des interventions françaises en Afrique ; utilisation de la logistique des partenaires de l'OTAN pour réaliser cette nouvelle politique africaine ; ambiguïté de la politique française en matière d'intégration militaire ; limitation de l'autonomie de décision de la France au sein de l'OTAN ; participation aux travaux du Conseil Atlantique, au groupe européen indépendant de programme ; (p. 2964) : similitude entre l'eurogroupe et le groupe européen indépendant de programme ; concertation avec l'Allemagne à propos du système d'armes Pluton ; expérimentation de la bombe à neutrons ; hésitations de la politique étrangère française ; existence de trois armées ; armée de la dissuasion nucléaire ; tassement de la progression des autorisations de programme pour les forces nucléaires, atteinte à la crédibilité de la composante sous-marine de la force nucléaire stratégique par le renoncement à la construction du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; (p. 2965) : modernisation nécessaire de la force nucléaire stratégique aérienne ; armée d'intervention au Liban et en Afrique ; armée du plan Polmar et du plan Primevère, armée du service civil ; transformation de l'armée du contingent en armée du service civil ; propositions socialistes de création d'une commission sur la réforme du service national ; (p. 2983) : demande des précisions sur la doctrine d'emploi des fusées Pluton.

— **Rappel au règlement** [25 octobre 1978] (p. 6630) : s'étonne de la désinvolture des réponses du Gouvernement aux questions d'actualité.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7100) : absence de politique de défense ; absence de mesures nouvelles en faveur des retraités militaires et des veuves de militaires ; crise de l'institution du service national ; plan délibéré de sabotage de l'institution par le Gouvernement en vue d'aboutir à une armée de métier ; effectifs insuffisants de la gendarmerie ; ralentissement du programme d'équipement en armes nucléaires tactiques ; (p. 7101) : absence de débat sur la défense. **Examen des crédits** [7 novembre 1978]. **Article 39** (p. 7143) : son amendement n° 276 soutenu par M. Gérard Bapt : diminution des crédits permettant d'éviter l'extension de l'activité de la sûreté militaire ; rejeté. **Après l'Article 73** (p. 7144) : son amendement n° 277 soutenu par M. Jacques Cambolive : institution d'une taxe sur l'ensemble des marchés militaires et des marchés publics de grande ampleur dégageant les ressources nécessaires à l'amélioration de la situation des retraités militaires et des veuves de militaires ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° **1305**). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7641) : ce débat sans vote est une parodie de contrôle de l'activité gouvernementale par le Parlement ; (p. 7642) : existence de divergences dans la majorité sur la défense européenne ; priorité au désarmement ; plan de désarmement présenté par M. François Mitterrand ; diminution des crédits de la force nucléaire par rapport aux objectifs de la loi de programmation depuis 1977 ; critique l'organisation du service national qui permet d'utiliser la jeunesse comme main-d'œuvre bon marché ; la politique d'intervention française ; la déclaration de l'amiral Lannuzel : politique de défense définie à l'Elysée ; (p. 7650) : interroge le ministre sur l'existence de l'obligation de réserve dans l'armée ; le cas de l'amiral Sanguinetti ; (p. 7660) : s'élève

contre la manière dont le ministre de la défense traite les parlementaires de l'opposition.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9464) : information insuffisante du Parlement sur les problèmes de défense ; refus de la commission des finances d'attribuer à l'opposition un rapport dans le cadre de la préparation du budget ; rien dans le budget pour les retraités militaires et les veuves de militaires ; augmentation dérisoire de la solde des appelés ; (p. 9465) : baisse du pouvoir d'achat des militaires et des personnels civils de la défense ; insuffisance des crédits de recherche et de développement et confusion de leur présentation ; s'interroge sur le rôle exact de la France dans l'alliance Atlantique ; pas de débat sur les problèmes posés par la conscription ; sondage inquiétant : 57 % des Français refuseraient de mourir pour la patrie ; danger de la professionnalisation des régiments ; entraînement des troupes insuffisant. **Examen des crédits** [6 novembre 1979]. **Article 29** (p. 9491) : son amendement n° 404 : suppression des crédits consacrés à la sécurité militaire ; soutenu par M. Robert Aumont ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3030) : insuffisance de la participation du Parlement à l'élaboration de la politique de défense ; abandon de la stratégie de dissuasion; ambiguïté des armes nucléaires tactiques ; retard des crédits du titre V par rapport aux objectifs de la loi de programmation militaire ; insuffisance de l'entraînement des forces ; problème des stocks de carburant ; système de service national de moins en moins toléré par la jeunesse ; inactivité de nombreux appelés. **Examen des crédits. Article 16** (p. 3069) : son amendement n° 45 : diminution des crédits de fabrication des rechanges destinés à l'entretien programmé des matériels de l'armée de terre ; retiré.

HERVÉ (Edmond)

Ministre de la santé.

NOMINATIONS

Ministre de la santé (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre de la santé (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

HOEFFEL (Daniel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille.

Ministre des transports.

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale. Ministre des transports. Décret du 2 octobre 1980 [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Fin de ses fonctions de ministre des transports (troisième Gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille :

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Augustin Chauvet : Fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel** [24 mai 1978] (p. 1983, 1984) : mesures à l'étude pour améliorer le fonctionnement de ces commissions.

— **M. Alain Léger : Accès des locaux publics pour les handicapés** [21 juin 1978] (p. 3215, 3216) : la loi d'orientation en faveur des handicapés de juin 1975 prévoit l'adaptation des bâtiments publics et des logements à leurs besoins.

— **M. Jean Briane : Associations gestionnaires de services d'aide ménagère** [29 novembre 1978] (p. 8477) : action du Gouvernement sur le financement de l'aide ménagère, la simplification des procédures et l'admission d'urgence au bénéfice de l'aide.

— **M. Jacques Richomme : Accueil des réfugiés** [13 décembre 1978] (p. 9363) : arrivée en France de mille réfugiés par mois ; existence d'une centaine de centres de transit ;

majoration des crédits accordés au Haut commissariat aux réfugiés à Genève.

— **M. Irénée Bourgois : Prise en charge de certains forfaits-soins par la sécurité sociale** [9 mai 1979] (p. 3544) : publication prochaine d'un décret sur le classement des établissements hospitaliers.

Suppléant de M. Michel d'Ornano (ministre de l'environnement et du cadre de vie) :

— **M. Claude Dhinnin : Application des mesures relatives aux économies d'énergie dans les habitations** (n° **16742**) [5 octobre 1979] (p. 7888, 7889) : mise en œuvre du contrôle de la réglementation thermique des constructions neuves par les centres d'études techniques de l'équipement ; augmentation prévue des taux de sondage.

— **M. Jean-Pierre Delalande : Partage de la pension de réversion entre la veuve et la femme divorcée** (n° **20643**) [5 octobre 1979] (p. 7889, 7890) : difficultés des caisses à répartir la pension de réversion entre veuves et femmes divorcées.

— **M. Georges Fillioud : Aide ménagère aux personnes âgées** [24 octobre 1979] (p. 8870) : augmentation du nombre des personnes âgées prises en charge en particulier dans la région de Lyon, ce qui explique la restriction du nombre d'heures affectées à chacune d'entre elles ; crédits supplémentaires dégagés.

— **M. Paul Pernin : Aide ménagère à domicile dans la région parisienne** [31 octobre 1979] (p. 9263) : en cinq ans, doublement du nombre de bénéficiaires de l'aide ménagère et triplement des crédits ; régime particulier de la caisse primaire d'assurance maladie de Paris ; réflexion en cours pour résoudre en 1980 le problème de l'aide ménagère pour les ressortissants des régimes spéciaux.

— **M. Maurice Tissandier : Réforme des études d'assistant de service social** [5 décembre 1979] (p. 11260, 11261) : projet de réforme élaboré sous le signe de la concertation et prévoyant renforcement de la formation pratique par revalorisation des stages, adaptation des matières théoriques à l'exercice pratique et homogénéisation de la formation dans les différentes écoles ; élargissement de l'accès aux épreuves d'admission à des personnes ayant une expérience pratique ; pas de dévalorisation du diplôme.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Xavier Deniau** (n° **3315**) : **Aides ménagères aux personnes âgées** [23 juin 1978] (p. 3410, 3411, 3412) : aide de l'Etat pour faciliter le démarrage des services, couvrir tout le territoire, former les aides ménagères ; négociations en cours pour aboutir à des conventions collectives définissant le statut des aides ménagères.

— **M. Jacques Baumel** (n° **9723**) : **Construction de maisons de cure médicale et d'établissement de long séjour dans la région parisienne** [8 décembre 1978] (p. 9108) : difficultés du problème de l'hébergement en long séjour des personnes âgées ; transformation d'un certain nombre de lits d'hôpital en lits pour personnes âgées à Paris ; étude en cours sur le reclassement des lits de médecine dans la région Ile-de-France ; possibilités offertes aux maisons de retraite de médicaliser un certain nombre de leurs lits.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **9724**) : **Politique en faveur des femmes chefs de famille** [8 décembre 1978] (p. 9109, 9110) : les mesures prises pour leur assurer des ressources suffisantes et faciliter leur insertion sociale ; les prestations familiales spécifiques complétant les prestations habituelles : allocation d'orphelin, allocation de parent isolé ; assurer un revenu minimum aux veuves jusqu'à l'obtention de leur pension de réversion ; l'affiliation gratuite à l'assurance maladie ; le recouvrement accéléré des pensions alimentaires ; l'extension aux veuves et aux femmes seules ayant au moins un enfant à charge, du bénéfice des contrats emploi-formation ; suppression des limites d'âge pour entrer dans la fonction publique.

— **M. Fernand Marin** (n° **9796**) : **Intentions du Gouvernement sur la sécurité sociale** [8 décembre 1978] (p. 9111) : le Gouvernement n'arrêtera pas le dispositif destiné à rétablir l'équilibre de la sécurité sociale avant le 13 décembre ; le Gouvernement n'a pas l'intention de réduire les prestations et les taux de remboursement ; les régimes complémentaires de retraite ne seront pas mis en difficulté ; Madame le ministre de la santé et de la famille exposera les mesures prises devant la commission des affaires culturelles le 13 décembre.

— **M. Xavier Deniau** (n° **9441**) : **Emploi des handicapés** [8 décembre 1978] (p. 9112, 9113) : 52.000 handicapés bénéficient des dispositions favorables de la législation ; instructions données pour une meilleure application des règles relatives à la priorité d'emploi ; la réservation des emplois ; modification des conditions d'aptitude physique mises à l'accès aux emplois de la fonction publique.

— **M. Jean Jarosz** (n° **15483**) : **Prestations familiales** [27 avril 1979] (p. 3275) : respect par le Gouvernement du programme de Blois (progression annuelle de 1,5 % des allocations familiales) ; amélioration de la législation par complément familial ; engagement du Gouvernement à instituer un revenu minimum garanti pour les familles de trois enfants.

— **M. Jean Delalande** (n° **15830**) : **Partage de la pension de réversion entre la veuve et la femme divorcée** [18 mai 1979] (p. 4023) : loi du 17 juillet 1978 fixant les conditions de partage de la pension de réversion adoptée à la demande des femmes seules chef de famille ; nécessité de favoriser les mères de famille compte tenu de la modicité de leurs droits à la retraite ; problèmes d'application posés par cette loi.

— **M. Parfait Jans** (n° **16213**) : **Rémunération des aides ménagères** [18 mai 1979] (p. 4024) : protocole d'accord signé en mars 1978 entre 3 fédérations d'employeurs d'aides ménagères et les organisations syndicales ; efforts accomplis par les divers financeurs de la prestation ; progression du nombre d'heures d'aide ménagère ; priorité pour les pouvoirs publics de la politique du maintien à domicilie des personnes âgées.

Suppléant M. Jean-Philippe Lecat (ministre de la culture et de la communication) :

— **M. Emile Koehl** (n° **16308**) : **Restauration de la cathédrale de Strasbourg** [18 mai 1979] (p. 4025) : crédits importants utilisés pour restaurer la cathédrale de Strasbourg ; mesures de sécurité prises et études en cours pour détecter l'origine des fissures constatées dans la voûte de la nef ; crédits supplémentaires alloués hors programme.

— **M. Jacques-Antoine Gau** (n° **17999**) : **Déficit des régimes sociaux à l'échéance du VIII Plan** [29 juin 1979] (p. 5860, 5861) : les hypothèses de déficit du régime général pour 1985 ; la croissance très rapide des dépenses de santé ; maintien du système de protection sociale des Français ; recherche par le Gouvernement, les caisses d'assurance maladie et les professions de la santé des moyens de ralentissement des dépenses de santé.

— **Mme Hélène Missoffe** (n° **26721**) : **Placement des jeunes handicapés** [11 avril 1980] (p. 305) : instituts médico-professionnels.

— **M. Parfait Jans** (n° **29708**) : **Extension du service des aides ménagères** [23 mai 1980] (p. 1262) : maintien à domicile des personnes âgées ; (p. 1263) : association gestionnaire de l'aide ménagère ; amélioration du statut des aides ménagères ; convention collective non agréée.

En qualité de ministre des transports :

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. René Ricubon : Journée d'action des cadres et agents de maîtrise** [15 octobre 1980] (p. 2726) : commande de 14 milliards de francs de matériel naval ; emploi dans les chantiers de construction navale.

— **M. Pascal Clément : Retards sur les lignes aériennes du Sud-Est de la France** [15 octobre 1980] (p. 2726) : politique de renforcement du contrôle aérien.

— **M. Jean Bozzi : Vols directs d'Ajaccio et de Bastia vers Paris** [15 octobre 1980] (p. 2729).

— **M. Pierre Jagoret : Ecoles d'apprentissage maritime** [15 octobre 1980] (p. 2730, 2731) : modification des conditions d'obtention de rémunération pour les élèves de ces écoles.

— **M. André Petit : Liaison ferroviaire Ermont-Invalides** [29 octobre 1980] (p. 3260) : étude des différentes variantes pour mettre la ligne en souterrain dans la partie des Epinettes.

— **M. Alain Vivien : Transports en commun en grande banlieue parisienne** [5 novembre 1980] (p. 3568) : amélioration des infrastructures et des liaisons ; extension de la carte orange à toute l'Ile-de-France ; problème de l'extension du versement transport à toutes les entreprises.

— **M. Jean-Pierre Delalande : Liaison Ermont-Invalides** [12 novembre 1980] (p. 3762).

— **M. Pierre Raynal : Plan routier du Massif central** [19 novembre 1980] (p. 4158) : travaux réalisés sur la route nationale n° 122 ; opérations de rectification à Cayrols ; embranchement de Saint-Mamet.

— **M. René Souchon : Désenclavement du Cantal** [3 décembre 1980] (p. 4577) : plan routier « Massif central » ; RN 9 Clermont-Ferrand-Issoire ; RN 122 Aurillac-Figeac.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. André Delehedde** (n° **38955**) : **Programme d'action foncière d'Arras** [5 décembre 1980] (p. 4705) : orientations de la nouvelle politique foncière ; terrains destinés à la construction ; priorité accordée aux grandes agglomérations françaises ; prêts de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

— **Mme Marie-Thérèse Goutmann** (n° **38720**) : **Accès des handicapés au réseau express régional** [5 décembre 1980] (p. 4706) : application de la loi d'orientation de 1975 ; accès des cinq gares de Marne-la-Vallée.

— **M. Louis Mexandeau** (n° **39933**) : **Transports ferroviaires et routiers en Basse-Normandie** [12 décembre 1980] (p. 4882).

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6846) : progression de 22 % des crédits concernant l'action sociale ; alourdissement des charges provenant essentiellement de l'augmentation des prix de journée dans les établissements sociaux ; trois volets de la politique gouvernementale concernant les personnes âgées : augmentation de leurs ressources, suppression des hospices, maintien à domicile ; nécessité de terminer la mise en place des réglementations découlant de la loi d'orientation sur les handicapés de 1975 ; (p. 6871) : résultat positif du contrôle des prix de journée ; réalisation des objectifs du programme d'action prioritaire n° 15 relatif aux personnes âgées ; accord intervenu sur la rémunération des aides ménagères ; difficultés d'application de la loi de 1975 sur les handicapés ; insertion des handicapés dans le secteur public et secteur privé.

— **Projet de loi relatif à la vaccination antivariolique** (n° **1057**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1979] (p. 4804) : principe de la suspension de l'obligation de la primo-vaccination antivariolique ; (p. 4805) : maintien de l'obligation de revaccination et de vaccination des personnels de santé ; succès des campagnes d'éradication menées par l'OMS ; constitution d'une réserve de vaccins ; (p. 4805) : indemnisation des victimes de la vaccination antivariolique ne constituant pas l'objet du présent projet de loi ; (p. 4806) : demande le rejet de la motion de renvoi en commission ; prudence du projet de loi. **Discussion de l'Article unique** [7 juin 1979]. **Après l'Article unique** (p. 4808) : projet de budget pour 1980 prévoyant les crédits indispensables pour financer la constitution d'un stock de trois millions de doses de vaccins et d'un stock de semences vaccinales permettant de fabriquer 5 millions de doses supplémentaires ; estime suffisants les 8 millions de doses stockées en France.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10123) : application satisfaisante du programme d'action prioritaire relatif au maintien à domicile des personnes âgées ; problèmes de l'aide ménagère ; difficultés de l'aide ménagère dues à son succès ; cas particulier des DOM ; (p. 10124) : difficultés de l'application de la loi d'orientation de 1975 relative aux handicapés ; fonctionnement des COTOREP ; effort nécessaire pour les établissements destinés aux handicapés adultes ; expériences de maintien à domicile ; souhaite mettre l'accent davantage sur le développement d'ateliers protégés que sur celui des centres d'aide par le travail ; problèmes du paiement de la garantie de ressources ; problème de l'incitation des handicapés au travail ; difficultés de l'IMPRO dans les Côtes-du-Nord ; projet de réforme des études d'assistante de service social ; (p. 10125) : statut des aides ménagères ; bourses en faveur des éducateurs spécialisés.

En qualité de ministre des transports :

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3977) : place des transports dans l'activité économique ; (p. 3978) : part des interventions économiques et sociales dans le budget des transports ; priorité accordée à l'amélioration de la sécurité ; investissements des entreprises publiques ; résultats satisfaisants en matière de sécurité routière ; conditions de travail des chauffeurs routiers ; sécurité aérienne ; diminution du nombre des incidents graves de contrôle aérien (air miss) ; (p. 3979) : amélioration de la capacité du système de contrôle de la navigation aérienne et création d'emploi ; sécurité du trafic maritime ; mise en place des centres de surveillance et de sauvetage d'Ouessant, Jobourg et Gris-Nez ; renforcement des centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage ; visites d'inspection des navires ; développement de la flotte de surveillance ; aide de l'Etat à la société nationale de sauvetage en mer ; conférence internationale sur la sécurité maritime ; (p. 3980) : moyens financiers de la météorologie ; effort pour le programme autoroutier ; investissements routiers en milieu urbain et en rase campagne ; plan routier breton et plan routier du Massif central ; crédits d'entretien du réseau routier ; suppression du FSIR ; investissements portuaires ; (p. 3981) : participation aux investissements des usagers et intérêts économiques ; crédits de protection et d'aménagement du littoral ; crédits de lutte contre la pollution ; pas d'abandon des voies navigables ; fonds d'action conjoncturelle ; nécessité d'un programme pluriannuel ; liaison entre le bassin de la Seine et celui du Nord ; liaison Rhin-Rhône ; (p. 3982) : faible consommation des crédits prévus pour l'aide à la modernisation de la batellerie ; amélioration des transports en région parisienne ; transports collectifs dans

les grandes villes de province et efforts pour la mise au point d'un tramway français ; consolidation de l'aéroport de Nice ; problème des nuisances ; situation satisfaisante de la construction aéronautique civile ; développement du programme Airbus et délais de livraison ; programme de moteur CFM 56 ; (p. 3983) : aide au secteur des hélicoptères ; formation des élèves-pilotes de lignes ; crise de la construction navale ; plan de développement de la flotte de commerce et aide aux armateurs ; pavillons de complaisance ; crise mondiale des pêches maritimes ; nécessité de défendre l'accès à la ressource ; politique communautaire des pêches ; (p. 3984) : négociations avec le Canada sur le zones de pêche ; augmentation des charges entraînées par la hausse du carburant ; concours lancé pour la réalisation de navires de pêche économes et performants ; circuits commerciaux et organisation des marchés du poisson ; projet de réforme du FIOM ; conflit de la pêche de l'été 1980 ; impulsion donnée à la conchyliculture et à l'aquaculture ; coût de l'instauration d'un service statistique centralisé pour l'emploi dans le secteur des pêches maritimes ; retraites des marins ; situation financière et préoccupante de l'AGEAM (association de gérance des écoles d'apprentissage maritime) ; (p. 3985) : contributions de l'Etat à la SNCF ; diminution de la subvention forfaitaire d'équilibre ; complémentarité des divers modes de transports terrestre ; fermeture de lignes omnibus de la SNCF ; retard dans l'application de la nouvelle répartition des responsabilités entre l'Etat et la région Ile-de-France en matière de transports en commun ; crise mondiale du transport aérien ; concurrence sauvage ; concours de l'Etat à Air France ; mise en service de la seconde aérogare de l'aéroport Charles-de-Gaulle ; dotation d'Air Inter ; difficultés chroniques des compagnies régionales ; liaisons avec les DOM-TOM; aéroclubs ; institut du transport aérien ; dotation de la Compagnie générale maritime ; desserte aérienne et maritime de la Corse ; (p. 3986) : liaison maritime avec l'Italie. **Répond à la question de M. Francis Hardy** (p. 3988) : élargissement de l'axe Poitiers-Angoulême-Bordeaux. **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 3989) : subvention de l'Etat pour la construction des navires de pêche artisanale ; extension au secteur des pêches maritimes du système des prêts participatifs et création d'une société de caution mutuelle pour les pêches maritimes. **Répond à la question de M. Jean Bernard** (p. 3989) : modernisation de la route nationale 4 dans la région Champagne-Ardennes. **Répond à la question de M. Pierre Jagoret posée par M. Claude Evin** (p. 3989) : crédits supplémentaires accordés à la Société nationale de sauvetage en mer. **Répond à la question de M. Claude Wilquin** (p. 3990) : liaisons routières dans le Pas-de-Calais. **Répond à la question de M. Claude Evin** (p. 3991) : refus d'abaisser le seuil de population à partir duquel le versement transport peut être institué ; étude de l'affectation d'une partie de la taxe sur les produits pétroliers au financement des transports en commun. **Répond à la question de M. Sébastien Couepel posée par M. Pierre Monfrais** (p. 3991) : aménagement de l'axe Rennes-Brest par le nord. **Répond à la question de M. Pierre Monfrais** (p. 3991) : tarification ferroviaire ; desserte ferroviaire du département de l'Eure. **Répond à la question de M. Henri Colombier** (p. 3992) : crédits destinés aux ports maritimes ; cas du port de Rouen. **Répond à la question de M. Roland Nungesser** (p. 3992) : avenir des voies navigables ; programme pluriannuel. **Répond à la question de M. Roland Nungesser** (p. 3993) : liaison Seine-nord. **Répond à la question de M. Pierre-Bernard Cousté** (p. 3993) : liaison Rhin-Rhône ; financement par l'Etat, les collectivités locales et éventuellement la communauté européenne ; pont de Mâcon. **Répond à la question de M. Claude Evin** (p. 3994) : crise des constructions navales ; aide de l'Etat ; renouvellement du carnet de commande ; effort à l'exportation ; effort de diversification ; refus d'une prise de participation de l'Etat ; éventuel regroupement des chantiers. **Répond à la question de M. Louis Le Pensec posée par M. Jean-Yves Le Drian** (p. 3994) : problème des retraites des marins ; revalorisation des cinq premières catégories. **Répond à la question de M. Jean Laborde** (p. 3995) : amélioration des routes nationales dans le cadre du plan du grand Sud-Ouest ; département du Gers. **Répond à la question de M. Gilbert Gantier** (p. 3995) : compétitivité de l'Airbus au point de vue des économies d'énergie. **Répond à la question de M. Charles Millon posée par M. Gilbert Gantier** (p. 3995) : problème routier dans le département de l'Ain ; autoroute A 42. **Répond à la question de M. Jean Bernard posée par M. Guy Guermeur** (p. 3996) : régime social des chauffeurs routiers ; négociations entre les partenaires sociaux. **Répond à la question de M. Pierre Lataillade posée par M. Guy Guermeur** (p. 3996) : amélioration de l'installation du quartier des affaires maritimes d'Arcachon ; désenclavement routier du bassin d'Arcachon. **Répond à la question de M. Michel Noir posée par M. Guy Guermeur** (p. 3997) : financement de la construction de la ligne C du métro de Lyon. **Répond à la question de M. Jean-Louis Goasduff posée par M. Guy Guermeur** (p. 3997) : desserte des îles du Ponant. **Répond à la question de M. Pierre Lagorce** (p. 3997) : application du programme

de modernisation du canal du Midi. **Répond à la question de M. Jean-Yves Le Drian** (p. 3998) : problème de la commercialisation du poisson ; mémorandum remis par le Gouvernement à la communauté européenne ; règlement des halles à la marée ; projet de réforme du FIOM. **Répond à la question de M. Jacques Huyghues des Etages posée par M. Christian Nucci** (p. 3999) : aménegement de la nationale 7 dans le Val-de-Loire. **Répond à la question de M. Michel Aurillac** (p. 3999) : aménagement de la route nationale 20 dans la région Centre ; participation régionale au financement. **Répond à la question de M. Michel Aurillac** (p. 3999) : sous-emploi de l'aéroport de Châteauroux ; possibilité de transférer les installations de Bonneuil. **Répond à la question de M. Xavier Deniau** (p. 4000) : déviation de Bonny-sur-Loire ; négociation en cours avec l'EDF pour définir les modalités de financement. **Répond à la question de M. Xavier Deniau** (p. 4000) : priorité absolue accordée à l'entretien et à la restauration du réseau de canaux à petit gabarit. **Répond à la question de M. Martin Malvy** (p. 4001) : plan routier du Massif central et aménagement du réseau routier du Lot. **Répond à la question de M. Pierre Weisenhorn** (p. 4001) : réalisation et intégration dans l'environnement de la liaison Rhin-Rhône. **Répond à la question de M. André Bord** (p. 4002) : réseau routier et autoroutier dans l'agglomération de Strasbourg ; réalisation de l'axe nord-sud d'Alsace. **Répond à la question de M. Yves Lancien** (p. 4002) : situation des auto-écoles. **Répond à la question de M. Yves Lancien** (p. 4002) : utilisation des feux de croisement en agglomération. **Examen des crédits** [15 novembre 1980]. **Titre III** (p. 4003) : recrutement depuis dix ans de techniciens de la sécurité de la navigation ayant le statut de contractuels ; volonté de ratifier rapidement les conventions de l'OMCI. **Titre V** (p. 4004) : réunion de concertation entre pêcheurs professionnels, plaisanciers et pêcheurs de chasse sous-marine ; augmentation des crédits de la conchyliculture et de l'aquaculture ; aménagement du littoral et création de sentiers de douaniers ; (p. 4005) : amendement n° 93 du Gouvernement : rattachement au budget général du ministère des transports des crédits relatifs à la tranche nationale des routes inscrits au fonds spécial d'investissement routier ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 169 corrigé de la commission de la production à l'amendement n° 93 du Gouvernement ; (p. 4007) : souhaite le retrait de l'amendement n° 187 de la commission de la production ; utilisation du fonds d'action conjoncturelle. **Titre VI** : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Maxime Kalinsky visant en réalité l'institut de recherche des transports. **Article 36** (p. 4009) : s'engage à accroître à la fin de la discussion du budget les crédits en faveur du réseau routier national déclassé.

HORVATH (Adrienne)

Député du Gard
(3e *circonscription*)
(*C*).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à engager un programme de travaux neufs dans les Charbonnages de France (n° 1793) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à valoriser les réserves charbonnières du bassin des Cévennes (n° 1971) [4 décembre 1980] (p. 4675).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **assurer un minimum de ressources aux veuves** (n° **189**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à engager un **programme de travaux neufs dans les Charbonnages de France** (n° **1793**) [11 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à valoriser les réserves **charbonnières** du bassin des **Cévennes** (n° **1971**) [8 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Usine Vallourec à Bessèges** [13 juin 1979] (p. 5000) : licenciements à l'usine Vallourec de Bessèges ; quelles sommes ont été reçues par Parisbas, dont Vallourec est une filiale ? Qu'en a-t-il été fait ? Quelles mesures seront prises pour protéger les travailleurs de cette entreprise ?

— **Grève aux forges de Tamaris (Gard)** [5 décembre 1979] (p. 11264) : grève des travailleurs des Ateliers de fonderie de Tamaris à Alès, filiale d'Alsthom à 85 % et refusant à ses ouvriers les avantages acquis par les travailleurs d'Alsthom ; le ministre entend-il intervenir auprès de la direction d'Alsthom-CGE pour que les travailleurs de toutes les filiales d'Alsthom obtiennent les mêmes avantages que ceux d'Alsthom-CGE ?

— **Occupation du puits de mine Destival dans les Cévennes** [7 mai 1980] (p. 931).

— **Exploitation des ressources minières de la France** [22 octobre 1980] (p. 2957) : manifestation des mineurs à Paris ; démantèlement du potentiel minier par la mise en place de la CECA.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes (n° 249). Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2535) : impossibilité pour les jeunes diplômés de trouver l'emploi de leur choix et gaspillage de compétences ; (p. 2536) : 7.000 jeunes sans emploi dans le Gard ; la jeunesse victime dans le système éducatif du manque de locaux, de maîtres, de professeurs, de bourses d'études, et dans les entreprises de cadences infernales ; aggravation de la situation des jeunes par le nouveau pacte national pour l'emploi ; mesures prioritaires de lutte contre le chômage dans le Gard : industrialiation, diminution de la durée du travail, abaissement de l'âge de la retraite, cinquième semaine de congés payés.

— **Projet de loi de finances pour 1979 (n° 560). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6397) : déficit énergétique français dépassant soixante-quatre milliards ; (p. 6398) : aucun signe d'intérêt pour les charbonnages de France dans le budget de l'industrie ; suppression de plus de cent mille emplois en dix ans dans les charbonnages ; diminution de la production française de charbon et augmentation des importations ; effets de la crise de la sidérurgie sur les charbonnages ; nécessité d'intensifier les études sur la gazéification du charbon.

— **Projet de loi portant suppression des limites d'âges d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4655) : projet ne constituant qu'une opération poudre aux yeux ; pas de création d'emplois dans la fonction publique, pas d'information sur les résultats obtenus grâce aux précédentes mesures de la même inspiration ; projet ne s'appliquant ni aux femmes séparées de fait, ni aux femmes vivant maritalement et violant le principe constitutionnel de l'égalité des droits des hommes et des femmes ainsi que le statut de la fonction publique ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8279) : aggravation des conditions de vie des familles ; accentuation des inégalités ; majoration des cotisations de sécurité sociale ; inégalité de chances ; mauvaises conditions d'habitat ; sentiment d'inquiétude et d'insécurité dans les familles ; augmentation du nombre des saisies, des expulsions ; (p. 8280) : utilisation des fonds des caisses d'allocation familiale pour d'autres actions ; l'année de l'enfance ne se traduit par aucune mesure en faveur des enfants ; nécessité d'améliorer les conditions de vie des familles les plus modestes, de revaloriser de 50 % les prestations familiales, d'établir l'égalité des familles devant l'impôt ; nécessité d'assurer par l'enseignement l'égalité d'accès au savoir, de reconnaître le droit au logement, de stopper la hausse des loyers et des charges.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 8378) : soutient l'amendement n° 114 de M. Robert Vizet : création d'une surtaxe à l'impôt sur le revenu destinée à financer une prime exceptionnelle de 600 francs aux familles ; rejeté par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10496) : politique agricole entraînant une diminution de la population rurale ; problème du remplacement de la femme d'agriculteur ; discriminations pesant sur les enfants de milieu rural dans le domaine scolaire et dans le domaine du logement ; problème du revenu des agriculteurs ; (p. 10497): propositions communistes.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10895) : son amendement n° 9 : intégration à la formation des médecins et des personnels médi-

caux et sanitaires de connaissances en matière de contraception ; formation assurée par l'enseignement public ; soutenu par M. Gilbert Millet, rejeté. **Après l'Article premier** (p. 10948) : son amendement n° 28 : abrogation de l'article L 647 du code de la santé publique ; soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; rejeté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11653) : exode rural et vieillissement de la population agricole ; (p. 11654) : difficultés des femmes d'agriculteurs ; problème de leur remplacement en cas de maternité ; insuffisance des équipements scolaires en milieu rural ; problème du logement et des équipements collectifs. **Discussion des articles** [14 décembre 1979] : **Article 8** (p. 11937) : son amendement n° 134 : modalités de calcul des cotisations ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Article 13 précédemment réservé** (p. 12030) : volonté du groupe communiste de voir prises des mesures concrètes en faveur des femmes paysannes. **Avant l'Article 22** (*suite*) p. 12069) : soutient le sous-amendement n° 176 de M. Hubert Ruffe : précisant que le contrevenant ne peut s'opposer à l'exercice du droit de préemption des SAFER ; retiré.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n°s **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Après l'Article 3** (p. 344) : son amendement n° 23 rectifié : accueil des victimes d'agressions sexuelles par une équipe médico-sociale dans chaque hôpital ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 mai 1980]. **Article 3** (p. 956) : différence faite entre les enfants suivant leur rang dans la famille; discrimination à l'encontre des femmes enceintes dans le travail ; projet de loi-cadre communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3637) : désengagement de l'Etat dans le financement du BAPSA; absence d'indemnité journalière en cas de maladie ; faiblesse des retraites ; droit des conjoints exploitants ; problème de la démographie ; diminution du revenu et augmentation des cotisations sociales.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3822) : augmentation des profits et diminution des investissements ; richesses humaines et économiques de la France; domination de l'Allemagne sur la sidérurgie ; gazéification du charbon ; accord du Gouvernement et du parti socialiste sur le programme nucléaire ; (p. 3823) : domination américaine sur notre potentiel en matière informatique ; difficultés de l'industrie automobile ; crise du textile ; démantèlement du secteur nationalisé et public au profit des multinationales ; difficultés de l'agriculture ; propositions communistes en matière de politique industrielle.

HOUEL (Marcel)

Député du Rhône
(11e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à améliorer **la situation des Français d'outre-mer titulaires de rentes d'accidents du travail** (n° **1244**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à sauvegarder et à développer **l'artisanat et le commerce indépendant** (n° **1250**) [28 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Paiement mensuel des pensions de retraite et d'invalidité** [21 juin 1978] (p. 3214): nécessité d'un paiement mensuel des pensions.

Suppléant M. Louis Maisonnat :

— **Revendications des travailleurs de Merlin-Gérin** [24 octobre 1979] (p. 8870) : grève et occupation de douze usines par les travailleurs du groupe Merlin-Gérin et particulièrement ceux de La Mure dans l'Isère ; augmentation de salaire minime offerte par le groupe du Baron Empain ; poursuites engagées contre délégués du personnel ; nécessité de les annuler et d'engager de véritables négociations entre partenaires sociaux du groupe.

— **Licenciement de délégués du personnel aux établissements Berliet de Vénissieux** [14 novembre 1979] (p. 10009, 10010) : mesures de licenciement prises par la direction de Berliet-Renault-Véhicules industriels à l'encontre de trois délégués du personnel CGT contre l'avis du comité d'entreprise et de l'inspection du travail avec l'autorisation de M. Boulin ; ne serait-il pas opportun de rapporter la mesure comme l'avait envisagé ce dernier ?

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7903) : importance du nombre des faillites ; renforcement de la concentration, concurrence des hypermarchés ; ouverture de deux magasins Carrefour à Nice et à Limoges ; nécessité de relancer la consommation intérieure dont le freinage est responsable des difficultés du commerce ; (p. 7904) : nécessité de faciliter l'accès au crédit pour les commerçants et d'accélérer la mise en place d'une politique sociale assurant la parité ; statut des femmes ; souhaite l'extension de l'abattement de 20 % sur les bénéfices imposables aux commerçants imposés au forfait ; nécessité de revoir le plafond du chiffre d'affaires qui limite l'application du régime forfaitaire ou du mini-réel ; pénalisation des activités de main-d'œuvre en raison des charges sociales ; rejet du budget par le groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9259) : dispositions relatives aux communautés urbaines ; communautés urbaines constituant un écran supplémentaire entre les habitants de la commune et ceux qui prennent les décisions au sein de la communauté ; son hostilité au nivellement de l'impôt, exemple de la taxe professionnelle ; (p. 9260) : amendement tendant à maintenir la situation actuelle jusqu'à la remise en ordre définitive de la fiscalité des communes ; disparités entre les communes. **Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Avant l'Article premier** (p. 9274) : soutient son amendement n° 156 : reportant au 1er janvier 1981 l'application d'un taux unique en ce qui concerne la taxe d'habitation prévue au profit des communautés urbaines ; rejeté ; soutient son amendement n° 65 rectifié : possibilité pour les conseils de communautés urbaines de décider de maintenir totalement ou partiellement les écarts de taux existant en 1978 entre les communes groupées pour la taxe d'habitation perçue par le Gouvernement ; rejeté ; soutient son amendement n° 155 : répartition entre les communes intéressées au prorata du montant des valeurs locatives brutes du produit de la taxe d'habitation perçue par les départements, les communautés urbaines et les districts à fiscalité propre ; rejeté. **Article premier : Après l'Article L 234-11 du code des communes** (p. 9296) : soutient son amendement n° 63 : subvention de compensation en cas de disparition d'entreprise pour cause économique sur le territoire d'une commune, gagée par la création d'une taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des filiales françaises des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; rejeté ; [13 décembre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **Article L 234-15 du code des communes** (p. 9342) : soutient l'amendement n° 15 de M. Dominique Frelaut : suppression du texte proposé pour l'article L 234-15 du code des communes ; rejeté. **Article L 234-18 du code des communes** (p. 9354) : soutient son amendement n° 17 : extension de la possibilité d'acomptes à toutes les communes bénéficiaires de concours particuliers ; devenu sans objet. **Article L 234-19 du code des communes :** soutient son amndement n° 64 corrigé : portant à quinze le nombre des représentants des maires dans le comité des finances locales ; adopté ; soutient son amendement n° 18 : amélioration de la représentation des petites communes ; devenu sans objet ; (p. 9355) : soutient son amendement n° 19 : présidence du comité des finances locales par un élu ; adopté. **Article L 234-20 du code des communes** : soutient son amendement n° 20 : obligeant le Gouvernement à consulter le comité des finances locales sur toute disposition réglementaire à caractère financier concernant les collectivités locales ;

rejeté. **Article 3** (p. 9357) : soutient son amendement n° 21 rectifié : suppression de l'article 3 ; nécessité de préserver la souveraineté des communes ; rejeté. **Article 5 :** soutient son amendement n° 22 : suppression de l'article 5 ; rejeté.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7753) : les conseils délibérants des communautés urbaines, groupements de communes et districts urbains doivent conserver la liberté de leurs décisions sur l'application d'un taux unique pour toutes les communes urbaines ; loi du 3 janvier 1979 augmentant les inégalités entre communes membres d'une même communauté ; augmentation des transferts de charges de l'Etat sur les collectivités locales ; (p. 7755) : nécessité de porter la dotation globale de fonctionnement à 42 milliards et demi, de créer une dotation spéciale de 800 millions pour les communes rurales, de prendre en compte la notion de « besoins sociaux de la population » ; nécessité de réviser la loi sur les communautés urbaines. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 7801) : son amendement n° 123 : modification des critères de répartition de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté ; [9 octobre 1979] : **avant l'Article 3** *bis* (p. 7915) : le refus de son groupe de déléguer les pouvoirs des maires aux groupements de communes dont les compétences sont déjà trop larges. **Article 4** (p. 7916) : son amendement n° 142 de suppression de l'article 4 ; rejeté. **Article 9** (p. 7962) : soutient son amendement n° 157 : suppression de l'article 9 ; rejeté ; hostilité des communistes aux organismes supra-nationaux ; soutient son amendement n° 158 : possibilité pour les conseils délibérants de maintenir les différences existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par le groupement et les taux appliqués au profit de celui-ci dans chaque commune membre ; rejeté ; (p. 7963) : retire son amendement n° 159 : calcul de la taxe d'habitation dans les communes urbaines. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 4** *sexies* (p. 12196) : soutient son amendement n° 96 : suppression de l'article 4 *sexies ;* rejeté ; hostilité du groupe commuinste aux organismes supra-communaux. **Article 10** *sexies* (p. 12227) : soutient son amendement n° 100 : suppression de l'article 10 *sexies ;* adopté ; hostilité du groupe communiste à toutes les mesures tendant à renforcer la supracommunalité. **Article 11 B** (p. 12228) : soutient l'amendement n° 101 corrigé de M. Dominique Frelaut : abaissement du seuil de fractionnement ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8877) : poursuite de la concentration du commerce ; ralentissement dans la progression de l'artisanat ; nécessité de lutter contre les ententes entre grands fournisseurs et la concentration industrielle ; non réalisation de l'harmonisation entre les régimes de protection sociale ; inégalité demeurant en matière d'assurance maladie ; inégalité fiscale ; (p. 8878) : reconnaissance du travail des épouses d'artisans et de commerçants ; réforme nécessaire du financement des charges sociales ; rôle du commerce et de l'artisanat en milieu rural ; nécessité d'assurer la parité de la protection sociale.

HOUTEER (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(5e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du Conseil national des services publics, départementaux et communaux [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre I du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Yves Le Drian et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la crise des pêches maritimes françaises (n° 1943) [6 novembre 1980] (p. 3689).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 274) de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues, tendant à **soumettre les travaux des télécommunications sur les voies publiques au droit commun** à l'égard des autorités municipales (n° **769**) [7 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1943) tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **crise des pêches maritimes françaises** (n° **2077**) [20 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Licenciements à l'Union des brasseries de Castanet** [18 avril 1979] (p. 2697, 2698) : autorisation par le Gouvernement des licenciements pour cause économique à l'Union des brasseries de Castanet, contrairement aux décisions de la direction départementale du travail pour la Haute-Garonne.

— **Fermeture des centres ruraux de formation professionnelle des adultes** [29 octobre 1980] (p. 3256) : fermeture des centres de Muret et de Libos en Lot-et-Garonne.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications en ce qui concerne les contraventions de grande voirie relatives aux installations du réseau souterrain des télécommunications** (n° **14**). **Première lecture. Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 1727) : soutient l'amendement n° 3 de M. Gaston Defferre : pouvoirs de police du maire sur les services des télécommunications ; retiré. **Après l'Article premier** (p. 1728) : soutient l'amendement n° 4 de M. Gaston Defferre : conséquence de l'amendement présenté avant l'article premier, retiré.

— **Rappel au règlement** sur la distribution tardive du rapport de la commission mixte paritaire relatif à l'exécution des peines privatives de liberté ; recours au vote bloqué ; réponses méprisantes faites par le Gouvernement aux parlementaires de l'opposition [25 octobre 1978] (p. 6657).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6361) : modalités d'obtention des subventions d'équilibre par les communes.

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6548) : accroissement de la dotation budgétaire du ministère de la justice dérisoire en comparaison du retard accumulé ; vétusté et surpeuplement des établissements pénitentiaires ; absence de politique éducative dans les prisons ; insuffisance du personnel administratif des établissements pénitentiaires ; revendications de ce personnel ; souhaite l'élargissement des compétences du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [28 juin 1979] (p. 5813) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [4 octobre 1979] (p. 7772) : non information des parlementaires sur le contenu d'un rapport rendu public au moins de juin par le conseil des impôts diffusé par la presse et nécessaire pour la préparation d'amendements au projet de loi de finances.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. Recherche. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8906) : interroge le ministre sur la nature des recherches fondamentales entreprises maintenant par la France.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10210) : augmentation de la popu-

lation pénale ; décalage du régime indemnitaire et refus d'alignement des régimes de retraite par rapport aux personnels de police ; (p. 10211) : nécessité d'attribuer la prime de risque au personnel administratif des établissements pénitentiaires ; dégradation des conditions de travail des personnels de l'éducation surveillée ; nécessité de créer 1.500 postes de toutes catégories ; insuffisance des équipements publics d'éducation surveillée ; vétusté des centres de détention et des maisons d'arrêt ; déplore qu'il ait été mis fin au mandat de la mission formée par la commission des lois pour promouvoir une réforme. **Examen des crédits** [16 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10223) : s'indigne de l'absence de réponse du ministre aux questions qu'il avait posées durant le débat.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11655) : nécessité d'implanter la culture du soja en France.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1843) : caractère électoraliste du projet ; crise de la famille et de la jeunesse ; violence de la société capitaliste ; détention provisoire. **Discussion des articles** [20 juin 1980] : **Article 16** (p. 2042) : son amendement n° 353 : limitant l'incrimination criminelle aux actes commis volontairement aux fins de faire dérailler les véhicules ou de provoquer leur collision ; non soutenu. **Article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer** (p. 2044) : son amendement n° 354 : limitant la possibilité d'incrimination aux actes menaçant la sécurité des usagers ; non soutenu ; son amendement n° 355 : limitant l'incrimination aux atteintes aux installations nécessaires à la sécurité ; non soutenu. **Article 18-2 de la loi du 15 juillet 1845** : son amendement n° 356 : suppression de l'article 18-2 ; non soutenu ; [21 juin 1980] : **Article 28** (p. 2074) : son amendement n° 408: suppression de l'article 28 ; non soutenu ; son amendement n° 409 : protection des victimes en matière pénale; non soutenu ; (p. 2075) : son amendement n° 410 : diminution du taux de l'amende et suppression des peines d'emprisonnement en cas de récidive ; non soutenu ; son amendement n° 411 : peine en cas de récidive ; non soutenu. **Article 32** (p. 2085) : son sous-amendement n° 488 à l'amendement n° 126 de la commission : en cas de renvoi de l'affaire, possibilité pour le tribunal de placer le prévenu sous contrôle judiciaire ou d'ordonner la détention provisoire si la peine d'emprisonnement encourue est égale ou supérieure à deux ans ; non soutenu ; son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 126 de la commission : possibilité d'appel contre le refus de mettre fin à la détention provisoire ; non soutenu. **Article 39** (p. 2094) : son amendement n° 470 : modalités relatives à l'ouverture des scellés et à la transcription de la bande sonore ; non soutenu.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° **1636**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 juin 1980]. **Article 4** (p. 2139) : soutient l'amendement n° 5 de suppression de l'article 4 de M. Alain Richard ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3534) : mainmise du pouvoir sur la radio et la télévision ; (p. 3535) : rémunérations de certains producteurs ; problème de la violence à la télévision ; déontologie des personnels de la télévision.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3589) : insuffisance des créations d'emploi dans l'administration pénitentiaire ; surpopulation des prisons ; situation de la maison d'arrêt de Mayotte ; débat sur le projet « sécurité et liberté » ; insuffisance du secteur socio-éducatif de l'administration pénitentiaire.

Anciens combattants. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Avant l'Article 44** (p. 3932) : amendements n°s 6 à 10 du Gouvernement ; impossibilité de discuter des amendements après le rejet du titre IV.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1985**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Article 2** (p. 4290) : soutient l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi : représentation du ministère public auprès de chaque juridiction répressive ; rejeté par scrutin public. **Article 4** (p. 4293) : soutient l'amendement n° 6 de M. Joseph Franceschi : suppression de la disposition prévoyant que le greffier peut être désigné comme interprète pour l'une des langues en usage dans le territoire ; rejeté.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Article 5** (p. 4315) : soutient l'amendement n° 17 de M. Joseph Franceschi : présence obligatoire d'assesseurs aux audiences foraines et en sections ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées** (n° **2018**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4283) : ré-

pression atteignant les citoyens qui sont contre leur gré détenteurs de fausse monnaie ; moyens préventifs pour lutter contre la falsification de la monnaie ; nécessité de dédommager les porteurs de bonne foi ; (p. 4284) : imprécision de l'article 4 prévoyant une amende pour toute personne refusant de remettre à la Banque de France les faux billets ou la fausse monnaie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4598) : soutient l'amendement n° 24 de M. Bernard Derosier : limitation de l'application de la loi à des administrations et à des services déterminés après consultation du comité technique paritaire compétent ; réservé ; (p. 4611) : devenu sans objet. **Article 2** (p. 4600) : soutient l'amendement n° 25 de M. Bernard Derosier : tendant à supprimer la faculté d'apprécier si les besoins du service permettent d'octroyer le bénéfice à temps partiel ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Article 4** (p. 4645) : soutient l'amendement n° 120 de M. Dominique Taddei : suppression de l'article 4 ; adopté ; injustice de la suppression du régime de dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour pertes de récoltes et de bétail. **Article 8** (p. 4648) : réforme de la procédure d'appréhension par l'Etat des immeubles présumés vacants et sans maître et consolidation des pouvoirs du préfet face aux collectivités locales. **Article 17** (p. 4670) : soutient l'amendement n° 124 corrigé de M. Taddei : service de l'allocation aux adultes handicapés jusqu'à ce que le relais soit effectivement pris par le paiement d'un avantage vieillesse ; adopté.

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** (n° **1937**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4823) : compétences des techniciens des services vétérinaires ; problèmes posés par les mesures prévues à l'article 3 ; pouvoirs d'investigation nouveaux donnés aux vétérinaires ; contrôle des conditions de transport des animaux ; défense de la liberté des personnes. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4825) : soutient l'amendement n° 4 de M. Claude Michel : contrôle des véhicules de toute nature sauf si ces véhicules ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle ; rejeté ; (p. 4826) : jurisprudence assimilant le véhicule au domicile.

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
(8e circonscription)
(S).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1109-1111).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Agriculture : dépenses en capital) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome II : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome II : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome II : Agriculture - Dépense en capital** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome II : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Limitation de la production d'acier dans la CEE** [14 juin 1978] (p. 2881) : baisse de 20 % de la production d'acier recommandée par le comité consultatif de la CEE ; mesures envisagées par le Gouvernement dans le plan de sauvetage qui doit être connu début juillet.

— **Prix agricoles** [9 mai 1979] (p. 3542) : renvoi au 18 juin du conseil des neuf sur les prix agricoles ; diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs ; nécessité d'un débat à la télévision sur les problèmes agricoles, auquel participeraient les représentants de toutes les listes aux élections européennes.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Rappel au règlement** de M. Pierre Joxe [5 octobre 1978] (p. 5646) : répond que le président de l'Assemblée sera saisi.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article premier : Article L. 511-1 du code du travail : réponse au rappel au règlement de M. Raymond Forni** (p. 5512) : précise que la distribution des amendements se fera pendant la durée du scrutin public ; **réponse au rappel au règlement de M. Guy Guermeur ;** (p. 5512) : il sera tenu compte de son souhait ; le délai réglementaire sera respecté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978]. **Rappel au règlement de M. René Haby** (p. 7520) ; intervention de M. Haby constituant plus un fait personnel qu'un rappel au règlement.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** [16 novembre 1978] (p. 7738) : déroulement des débats ; discussion budgétaire.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des communautés européennes du 17 mai 1977** (n° **599**). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1978]. **Réponse au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** (p. 8575) : intervention de M. Louis Odru en vertu de l'article 56, alinéa 3, du règlement disposant que le président peut autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9268) : **réponse au rappel au règlement de M. Hubert Dubedout :** accepte de suspendre la séance si les amendements ne sont pas distribués au début de la discussion des articles.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Philippe Malaud** [13 décembre 1978] (p. 9369) : délai prévu pour les réponses des ministres aux questions écrites.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Louis Besson** [13 décembre 1978] (p. 9369) : mise à la disposition des parlementaires des rapports établis à la demande du Gouvernement.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Guy Guermeur** [13 décembre 1978] (p. 9369) : suppression de la séance réservée aux questions orales.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jacques-Antoine Gau** [21 décembre 1978] (p. 9841) : application de l'article 40 de la Constitution.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [5 janvier 1979] (p. 180) : le Bureau sera saisi de la demande de M. Hamel relative à l'établissement d'un bilan de l'œuvre législative des vingt premières années de la V^e^ République.

— **Clôture de la session extraordinaire** [5 janvier 1979] (p. 181).

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6448) : industrialisation encore insuffisante de la France ; conséquences sociales de la crise de la sidérurgie ; ses répercussions sur le marché du charbon ; nécessité d'intensifier les études sur les procédés de pointe en matière d'extraction et de conversion du charbon ; réindustrialisation nécessaire des bassins miniers et particulièrement de la région de Lens-Béthune ; (p. 6449) : problèmes de l'industrie du téléphone.

Agriculture. — **BAPSA,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les dépenses en capital. **Discussion générale** [8 novembre 1978] (p. 7208) :

insuffisance des crédits de l'agriculture ; option prise en faveur du soutien des revenus agricoles par les transferts ; crise d'efficacité de l'agriculture à l'égard des secteurs d'amont ; nécessité d'aider la « tierce agriculture » ou agriculture des secteurs défavorisés qui représente 1/8 de la surface agricole utile ; nécessité de limiter le processus de diminution de la population active agricole et d'accentuer la formation de base des exploitants agricoles ; intensification souhaitable des actions de promotion du progrès technique en agriculture ; (p. 7209) : souhaite la relance des formules d'utilisation en commun des biens de production et l'information objective des agriculteurs sur les caractéristiques des équipements agricoles ; possibilité d'économiser 1,25 milliard de francs sur le budget de l'agriculture et de les affecter aux dépenses d'avenir ; souhaite voir donner aux aides de l'Etat une orientation plus économique.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° 655). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8420) : retard dans la réalisation des programmes d'actions prioritaires ; inégale réalisation des PAPIR (programmes d'actions prioritaires d'intérêt régional) ; liaison Boulogne-Saint-Omer ; insuffisantes réalisations des programmes relatifs aux voies navigables ; nécessité de réaliser la liaison Seine-Est-Nord ; incapacité du libéralisme à répondre aux problèmes d'adaptation et de développement économique du Nord-Pas-de-Calais ; crise dans la chimie lourde; (p. 8421) : problèmes du raccordement de la région Nord-Pas-de-Calais à un réseau d'éthylène ; nécessité de réduire la dépendance française dans le domaine des industries agro-alimentaires par une articulation entre agriculture, industrie agro-alimentaire, distribution et consommation ; politique agro-alimentaire devant être basée sur le respect des droits du consommateur ; (p. 8422) : souhaite la création d'une cellule administrative régionale spécialisée dans les industries agro-alimentaires ; créations d'emplois fondées sur la différence entre productivité et croissance.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les dépenses en capital. **Rappel au règlement** [8 novembre 1979] (p. 9593) : proteste contre la déclaration d'irrecevabilité, en application de l'article 98 alinéa 6 du règlement, de l'amendement à l'article 28, état C, titre V, du budget de l'agriculture déposé par lui en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges visant à réduire les autorisations de programme, des amendements analogues ayant déjà été mis en discussion. **Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9598) : redressement des dépenses d'équipement ; sélectivité du budget d'équipement ; souhaite que l'information du Parlement passe avant celle des grandes organisations professionnelles ; augmentation des dotations affectées aux actions de productivité de 35 % en 1980 ; (p. 9599) : priorité accordée au remembrement ; augmentation des crédits pour l'hydraulique agricole ; retard dans le drainage et l'assainissement ; sous-utilisation du potentiel forestier ; plan de financement de 5 milliards sur cinq ans ; évolution insuffisante des dotations d'équipement de l'enseignement public ; sollicitude du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé ; insuffisance des crédits pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles et alimentaires ; problème du stockage, notamment pour les vins ; amélioration du cadre de vie et aménagement de l'espace rural négligés par le budget.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9960) : échec de l'orientation consistant à renforcer l'action menée en vue de susciter des créations d'emplois, notamment dans les zones de redéploiement industriel ; dépôt de bilan de la société coopérative agricole du Beau-Marais à Béthune ; crise dans l'industrie du papier carton, la sidérurgie ; insuffisance des crédits du FIDAR ; critique le rattachement du FIDAR au budget des services généraux du Premier ministre ; problème de la répartition des crédits du fonds ; souhaite une augmentation du rôle des établissements publics régionaux.

Transports [17 novembre 1979]. **Article 56 précédemment réservé** (p. 10300) : soutient l'amendement n° 307 précédemment réservé de la commission de la production et des échanges : suppression de l'article 56 ; rejeté ; insuffisance de la subvention de l'Etat pour le financement des routes nationales secondaires.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° 1408). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10539) : problèmes de la famille en milieu rural ; (p. 10540) : analyse les causes d'interruption volontaire de grossesse dans les milieux ruraux ; surémigration féminine à la campagne ; problèmes de l'installation des jeunes ménages agricoles ; problèmes de l'emploi non agricole et de la pluriactivité ; équipements collectifs déficients en milieu rural ; (p. 10541) : demande un statut de la femme agricultrice ; mesures proposées en matière d'éducation.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11649) : projet ne comportant aucune mesure d'incitation au fermage ; tensions sur le marché foncier ; dépassement des prix des baux ruraux officiellement contrôlés ; incidence inquiétante de certains types de groupements fonciers agricoles sur la valeur des fermages ; attachement des socialistes au statut du fermage et nécessité de créer un établissement public écran entre bailleurs et preneurs ; (p. 11650) : échec du libéralisme économique en agriculture au niveau des marchés et au niveau foncier ; insuffisance des crédits d'équipement du budget de l'agriculture et nécessité de lancer un grand emprunt. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article 2** (p. 11782) : avantage du statut d'établissement public pour le conseil supérieur d'orientation ; [14 décembre 1979] : **Article 9** (p. 11938) : retire l'amendement de suppression n° 286 de M. Claude Michel ; (p. 11939) : soutient le sous-amendement n° 595 de M. Claude Michel à l'amendement n° 27 de la commission : première étape de l'harmonisation des retraites au 1er juillet 1980 ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 596 de M. Claude Michel à l'amendement n° 27 de la commission : effort contributif fixé proportionnellement aux revenus de l'exploitation ; rejeté. **Après l'Article 17** (p. 11969) : soutient l'amendement n° 436 de M. Claude Michel : droit de préemption des SAFER sur une partie des patrimoines transmis par succession ; rejeté. **Article 18** (p. 11971) : soutient le sous-amendement n° 463 de M. Claude Michel : suppression de la reconnaissance de la dépréciation due à l'existence du bail ; rejeté ; [15 décembre 1979]. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12048) : soutient l'amendement n° 443 de M. Claude Michel : extension du contrôle total ; devenu sans objet ; nécessité d'étendre le contrôle total aux installations et successions ; (p. 12049) : soutient le sous-amendement n° 724 de M. Louis Le Pensec : diminution du seuil d'application du contrôle des cumuls ; rejeté ; (p. 12050) : soutient le sous-amendement n° 725 de M. Louis Le Pensec à l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : limitation de la liberté d'installation aux personnes apparentées jusqu'au troisième degré ; adopté ; (p. 12055) : soutient les amendements n° 444 : démocratisation des commissions des cumuls ; n° 445 : publicité des décisions de la commission des cumuls ; n° 446 : fixation d'un plafond pour la SMI ; n° 447 : possibilité pour la commission de soumettre à autorisation préalable tout cumul ou toute réunion d'exploitation quelle que soit leur superficie, de M. Claude Michel ; rejetés ; (p. 12065) : soutient l'amendement n° 448 de M. Claude Michel : obligation pour le propriétaire de signifier à la commission dans le même délai qu'au fermier le congé délivré en cas de reprise de terres louées ou de résiliation d'un bail ; rejeté; (p. 12066) : soutient l'amendement n° 449 de M. Claude Michel : réattribution des terres exploitées irrégulièrement à un ou plusieurs autres exploitants agricoles par les commissions cantonales des structures ; rejeté. **Après l'Article 26** (p. 12074) : soutient l'amendement n° 450 de M. Claude Michel : lutte contre les faux contrats ; rejeté et l'amendement n° 451 écrit les contrats de baux ruraux et de les enregistrer ; rejeté. **Après l'Article 26** (*suite*) de M. Claude Michel : obligation de rédiger par (p. 12083) : soutient l'amendement n° 452 de M. Claude Michel : report de la date d'effet du congé à la fin de l'année culturale du retour de l'intéressé à la vie civile ; satisfait ; (p. 12084) : soutient l'amendement n° 453 de M. Claude Michel : sanction applicable au complice d'un « dessous de table » ; rejeté ; soutient l'amendement n° 454 de M. Claude Michel : extension de la possibilité de recours contre la pratique des « dessous de table » aux syndicats d'exploitants agricoles ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1204) : réserves énergétiques mondiales ; répartition géographique ; (p. 1205) : recherche des ressources énergétiques nationales ; gazéification du charbon ; biomasse ; comportement des administrations ; exemple de l'office départemental d'HLM de l'Aude.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3199) : augmentation de la dotation globale de fonctionnement mais réduction des subventions spécifiques ; (p. 3200) : difficultés des communes rurales ; information des élus sur l'évolution de la structure de la matière imposable entre les quatre catégories de contributions locales ; agression policière contre Radio Quinquin.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3349) : modification par décret du 5 mars 1980 de l'utilisation du 1 % patronal consacré au logement.

Agriculture. — **BAPSA,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les dépenses en capital. **Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3621) : actions prioritaires du budget ; recherche, remembrement, hydraulique, forêt ; baisse des revenus agricoles ; coût et ineffica-

cité des aides directes aux revenus ; importance du soutien budgétaire à l'agriculture ; modération des prix agricoles à la production et augmentation rapide des prix alimentaires ; mécanisme de formation des prix agricoles ; (p. 3622) : nécessité d'organiser les producteurs ; mesures structurelles pour sortir de la crise des revenus : amélioration du niveau technique des exploitations et promotion d'un modèle français de développement économe en biens et services importés ; effort de recherche ; difficultés dans l'enseignement public. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3687) : amendement n° 123 de la commission de la production et des échanges : suppression des crédits relatifs aux regroupements de communes ; rejeté ; bilan du regroupement communal ; possibilités d'augmenter les crédits d'assainissement.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Section commune.** — II. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3732-3733) : abandon des responsabilités de l'Etat dans le domaine de l'éducation physique et sportive au profit du secteur privé.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3848) : crise de la sidérurgie ; contingentement autoritaire de la production européenne d'acier ; insuffisance des dispositions d'accompagnement dans le domaine social ; problème des aciers spéciaux ; nécessité d'un plan industriel pour la sidérurgie.

Santé et sécurité sociale. — **Travail et santé.** — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Examen des crédits** [17 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4080) : soutient l'amendement n° 224 de M. René Gaillard : présentation par le Gouvernement d'un rapport faisant apparaître l'intérêt financier pour les caisses d'assurance maladie du maintien des abattements tarifaires opérés sur la valeur des actes supportés par les centres de santé, de soins et dispensaires ; rejeté ; (p. 4081) : volonté du Gouvernement d'étouffer les dispensaires et les centres de soins et de santé mutualistes et municipaux.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4451) : s'interroge sur l'utilité de la discussion budgétaire ; (p. 4452) : abaissement du Parlement ; crédits ouverts au titre de dépenses ordinaires du ministère de l'agriculture ; procédure du décret d'avances inacceptable en matière agricole ; augmentation des subventions incapable de résoudre les vrais problèmes de l'agriculture ; arrière-pensées électorales de la politique d'aides directes aux revenus.

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
(*5e circonscription*)
(*NI*).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 24 novembre 1978] (p. 3941).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 24 novembre 1978] (p. 3942).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouver-

nement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6923) : l'Europe, moyen de résoudre le chômage et le sous-développement ; caractère inévitable des renforcements des pouvoirs de l'Assemblée européenne ; nécessité de poursuivre l'union européenne ; élargissement de l'Europe par multiplication des Etats associés ; nécessité d'ouvrir un débat sur les problèmes européens au cours d'une session extraordinaire.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9433) : rôle de l'agriculture en matière d'équilibre des échanges, d'emploi et d'occupation équilibrée du territoire ; souhaite que soit dressé un bilan de l'application en France des quatre directives communautaires de 1972 ; nécessité de tenir compte de l'évolution des rapports entre la CEE et les pays en voie de développement ; souhaite que soit clairement défini le droit de propriété ; demande que soient consentis des baux dont la durée correspondrait à la période d'activité de l'exploitant agricole ; insuffisance des équipements ruraux ; problème du versement effectué par les abattoirs communaux au fonds national des abattoirs.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5119) : rôle des collectivités locales dans l'élaboration du VIII^e^ Plan ; effort nécessaire en matière d'équipements ruraux.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9624) : propose l'institution d'un bail de carrière qui n'aurait pas pour effet de majorer les loyers mais qui permettrait au bailleur de céder ses droits immobiliers, à tout moment au cours du bail, à une société foncière et d'aménagement rural ; l'équipement rural ; gros écarts de revenus agricoles selon les régions ; la réduction des crédits du FEOGA est inadmissible.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. — Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9958) : non-réalisation de la division du travail entre les régions de la Communauté européenne ; politique des contrats de pays ; problème des disparités régionales ; nécessité de créer des sociétés départementales d'action foncière d'aménagement rural ; politique de revitalisation de l'Ouest ; (p. 9959) : importance du chômage dans l'ouest atlantique ; demande au Gouvernement d'instituer un plan décennal de développement et d'aménagement de l'ouest atlantique.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11688) : possibilité de résoudre le problème de l'installation des jeunes agriculteurs par le bail de carrière avec intervention au bail de sociétés foncières et d'aménagement rural. **Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 11798) : soutient le sous-amendement n° 344 de M. Michel Delprat à l'amendement n° 13 de la commission ; représentation des propriétaires dans le comité d'études sur la fiscalité ; retiré ; [14 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (p. 11978) : reproche au dispositif prévu par le Gouvernement de ne s'adresser qu'au secteur privé ; nécessité de créer un bail de carrière auquel pourraient participer les collectivités locales ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 26** (p. 12075) : son sous-amendement n° 720 : non-application du statut du fermage aux baux de carrière ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 114) : revenu agricole ; disparités régionales ; prix agricoles ; réforme du système monétaire international ; baux de carrière ; statut du fermage. **Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 26** sexies (p. 266) : formule des baux de caractère avec intervention au bail des sociétés foncières et d'aménagement rural garantissant aux bailleurs la possibilité de céder leurs droits fonciers à tout moment au cours du bail ; (p. 272) : son amendement n° 129 : non-application au bail de carrière des dispositions de l'article 795 du code rural ; rejeté ; dépréciation importante du foncier due aux baux de carrière.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3629) : baisse de revenu des agriculteurs ; augmentation de la dotation affectée à l'installation des jeunes agriculteurs ; nécessité d'instituer un bail de carrière et de mettre en place une société foncière et d'aménagement rural.

HUYGHUES DES ÉTAGES (Jacques)

Député de la Nièvre
(2e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe au service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9487) : problème de la participation de la France au sytème Awacs ou au système Nimrod ou de la mise en place d'un système français de surveillance radar ; (p. 9490) : souhaite savoir si des études ont été entreprises au sujet de la construction d'abris souterrains.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3057) : système Roland dépassé ; insuffisance de l'entraînement de l'armée de terre et de l'armée de l'air ; retard du programme Mirage 2000 ; retard en matière de guerre électronique ; impossibilité pour une puissance moyenne de suivre l'accélération des technologies de plus en plus coûteuses ; nécessité de construire des abris antiatomiques. **Examen des crédits. Article 16** (p. 3069) : soutient l'amendement n° 45 de M. Charles Hernu : diminution des crédits de fabrication des rechanges destinés à l'entretien programmé des matériels de l'armée de terre ; retiré ; information du Parlement sur le détail des crédits d'entretien programmé des matériels de l'armée de terre.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3998) : aménagement de la nationale 7 dans la traversée du Val de Loire.

I

ICART (Fernand)

Député des Alpes-Maritimes
(3e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur général de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Chargé du contrôle des crédits du musée d'Orsay [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2768).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2975).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 7) autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au **Fonds monétaire international** (n° **16**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter les dispositions du **code électoral** relatives aux **incompatibilités applicables aux députés** en vue d'interdire le cumul des mandats (n° **121**) [20 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **interdire le cumul des mandats** (n° **178**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1976** (n° 17) (n° **253**) [24 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234) (n° **294**) [25 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 255) relatif à l'**imposition** des produits de cession à titre onéreux de **valeurs mobilières** et de **droits sociaux** (n° **377**) [8 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 320 rectifié) relatif à l'**orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **390**) [15 juin 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1978** (n° **403**) [20 juin 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **466**) [28 juin 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **487**) [30 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 563) relatif aux **opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **568**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 564) (n° **569**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome I : Rapport général. — Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 655) portant **approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **694**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 559) portant adaptation de la législation relative à la **taxe sur la valeur ajoutée** à la sixième directive du **Conseil des communautés européennes** du 17 mai 1977 (n° **724**) [23 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709) (n° **736**) [30 novembre 1978].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 709) et la lettre rectificative (n° 735) au **projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **748**) [5 décembre 1978].

— **Deuxième rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 709) et les lettres rectificatives (n^os^ 735 et 749) au **projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **767**) [7 décembre 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances pour 1979** (n° **784**) [13 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi et des lettres rectificatives au

projet de **loi de finances rectificative pour 1978** (n° **816**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à renforcer la prévention et les sanctions contre le **travail clandestin** (n° **890**) [21 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 930) **relatif aux hautes rémunérations** (n° **993**) [19 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 983) relatif au **soutien de l'investissement productif industriel** (n° **1037**) [3 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 782) **portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **1068**) [17 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1035) **modifiant la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978 relative aux procédures d'intervention de la Caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **1071**) [17 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1055) **portant approbation des principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1117**) [7 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1131), relatif au **soutien de l'investissement productif industriel** (n° **1173**) [20 juin 1979].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, **sur le fonctionnement du Fonds national de garantie contre les calamités agricoles** (n° **1262**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1267), **portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1268**) [30 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome I : Rapport général. — Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à la suite d'une enquête demandée à la Cour des comptes **sur les majorations légales des rentes viagères** (n° **1396**) [8 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1979** (n° 1397) (n° **1429**) [27 novembre 1979].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte **sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980** (n° **1479**) [12 décembre 1979].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte **sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1503**) [18 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1559) **autorisant le gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1561**) [27 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome I : Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome II : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales - Rapports spéciaux** (n° **1565**) [7 janvier 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1600) **portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1676**) [30 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1491) **portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1722**) [21 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1731) portant modification du statut de la Société d'exploi-

tation industrielle des **tabacs** et **allumettes** (*SEITA*) (n° **1768**) [29 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1871), portant modification du statut du Service d'exploitation industrielle des **tabacs** et **allumettes** (*SEITA*) (n° **1872**) [27 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à assurer un **service minimum de production et de distribution d'électricité** (n° **1899**) [30 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome I : Rapport général. — Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier. — Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2053) (n° **2075**) [19 novembre 1980].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1600) et la lettre rectificative (n° 2098) au projet de loi **portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2103**) [26 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1981** (n° **2144**) [11 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2012), portant **règlement définitif du budget de 1978** (n° **2155**) [12 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2141) (n° **2156**) [12 décembre 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2162**) [16 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Retard dans la distribution du courrier dans les Alpes-Maritimes** [28 mai 1980] (p. 1338).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international** (n° **7**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1153) : le système de Bretton-Woods ; les deux crises du dollar ; l'effondrement du système ; la crise pétrolière ; les déséquilibres du système monétaire international ; (p. 1154) : la nécessité du rééquilibrage des balances courantes ; la coopération européenne et les orientations de Copenhague ; les principes de la sixième révision des quotes-parts ; les raisons de son acceptation par la France.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° **17**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2154) : conséquences du programme de développement de septembre 1975 sur l'exécution du budget de 1976 ; rentrées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés gonflées par les reports d'échéance, recouvrement de la TVA réduit par les mesures d'aide à l'investissement ; (p. 2155) : insuffisance du cadre annuel de la loi de règlement pour une appréciation correcte des effets du programme de développement de septembre 1975 ; réduction du déficit budgétaire de trente-huit à dix-sept milliards de francs de 1975 à 1976 ; sécheresse de l'été 1976 ; financement des dépenses imprévues de caractère exceptionnel ; majoration de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, relèvement des tarifs de la vignette automobile et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; écart entre les prévisions et l'exécution du budget 1976 ; critiques de la commission : irréalisme de la présentation équilibrée du budget 1976, maintien de la fiction de l'équilibre tout au long de l'année 1976, altération de la portée de la loi de finances initiale par la multiplication des collectifs, sous-estimation systématique de certaines dépenses concourant artificiellement à l'équilibre du budget ; (p. 2156) : ampleur excessive des remboursements et dégrèvements en 1976 et complexité de leur mécanisme rendant difficile l'appréciation exacte de leur coût réel, recul de la part consacrée aux équipements civils dans les dépenses publiques; négligence par l'administration des observations

de la Cour des comptes sur la gestion des autorisations budgétaires ; répartition trop tardive des crédits concernant la rémunération des personnels, importance accrue des dépassements de crédits, non-publication au *Journal officiel* de certains textes réglementaires pris en application des lois de finances : adoption par la commission d'un article additionnel au projet rendant plus contraignante l'obligation de publication ; rapport sur les fonds publics attribués à titre d'aide aux entreprises industrielles ; nécessité d'un redéploiement de certaines aides ; collaboration satisfaisante entre la commission et la Cour des comptes ; décret du 1er septembre 1977 et compétence de la Cour des comptes sur le recouvrement des impôts ; souhaite l'adoption du projet et de l'article additionnel proposé par la commission. **Discussion des articles. Après l'Article 19** (p. 2223) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : publication obligatoire au *Journal officiel* des dispositions réglementaires d'exécution des lois de finances ; non-respect par le Gouvernement de l'engagement pris en 1975 ; adopté ; (p. 2224) : le rejet par la commission de l'amendement n° 2 de M. Pierre Joxe ; l'élargissement des missions de la Cour des comptes par un décret de septembre 1977 ; (p. 2225) : s'oppose à l'amendement n° 3 de de M. Pierre Joxe ; inconvénients de la multiplication des documents budgétaires ; (p. 2226) : le rejet par la commission de l'amendement n° 4 de M. Pierre Joxe en raison du risque de complication pour les budgets locaux qu'il entraîne ; institution d'une nouvelle procédure consistant à demander au président de la Cour des comptes de venir devant la commission des finances ; (p. 2227) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 6 de M. Pierre Joxe ; inconvénients de l'inflation des documents budgétaires ; nécessité d'une meilleure vision d'ensemble de l'exécution des autorisations de programme ; (p. 2228) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 7 de M. Pierre Joxe en raison du risque du blocage de l'administration.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2280) : collectif de 1977 : vingt milliards de francs ; collectif de 1978 : quatre mille sept cents millions de francs de dépenses, financées par quatre mille trois cents millions de francs de ressources et quatre cents millions de francs d'annulations de crédits ; conséquences de la crise des années 1974 et 1975 ; (p. 2281) : faiblesse structurelle du commerce extérieur français révélée par la reprise de 1976 ; politique d'austérité budgétaire menée par le Gouvernement ; déséquilibre budgétaire de huit mille neuf cents millions de francs dans la loi de finances pour 1978 ; croissance modérée de la masse monétaire et des rémunérations ; résultats de cette politique ; problèmes posés par le retour à la vérité des prix industriels ; contenu du collectif : neuf cent vingt millions de francs pour la garantie de ressources des travailleurs handicapés et l'indemnisation publique du chômage ; deux mille sept cent quarante millions de francs pour le pacte national pour l'emploi des jeunes ; 546.000 bénéficiaires des contrats emploi-formation ; deux cents millions pour l'aide au retour volontaire des travailleurs immigrés ; (p. 2282) ; mille huit cent quinze millions de francs pour la rémunération des stagiaires bénéficiaires du pacte national pour l'emploi ; dotation pour la prolongation du pacte national pour l'emploi ; limitation de la prise en charge des cotisations sociales patronales à 50 % ; coût : sept cent soixante-cinq millions de francs ; crédits complémentaires pour la consolidation d'emplois de vacataires et la dotation pour dépenses accidentelles ; couverture des dépenses : quatre cents millions de francs d'annulation de crédits ; réévaluation des recettes du loto : quatre cents millions de francs ; cotisations complémentaires à la taxe d'apprentissage ; majoration de la contribution des entreprises à la formation professionnelle ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2363) : rejet par la commisison de l'amendement n° 19 de M. Roger Combrisson ; suppression de l'avoir fiscal contraire à la politique du Gouvernement d'encouragement à l'industrie et d'incitation à l'épargne ; rejet par la commission de l'amendement n° 20 de M. Robert Vizet qui autoriserait l'abattement jusqu'à un revenu de cent mille francs ; opposition de la commission à l'amendement n° 21 de Mme Gisèle Moreau en raison de l'affectation de recettes aux dépenses qu'il suppose ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Roger Combrisson ; opposition de la commission à l'amendement n° 40 de M. Louis Le Pensec ; impossibilité des affectations de recettes ; difficultés de l'industrie du raffinage ; caractère réglementaire de certaines dispositions prévues par l'amendement. **Article premier** (p. 2368) : rejet de l'amendement n° 3 de M. Laurent Fabius par la commission ; recettes procurées par la majoration de la taxe intérieure : deux milliards trois cent quatre-vingt millions de francs ; aggravation de la situation des entreprises de raffinage consécutive à l'adoption de cet amendement ; possibilités de répercuter les variations du cours du dollar sur les prix des produits pétroliers ; rejet par la commission de l'amendement n° 24 de M. Georges Gosnat ;

non-respect par l'amendement de la règle selon laquelle l'imposition est déterminée par le lieu de résidence ou le siège d'une société ; nécessité d'étudier la situation de l'industrie du raffinage ; son opposition au sous-amendement de M. Christian Pierret ; absence d'exament par la commission de l'amendement n° 43 de M. Guy Guermeur. **Article 2** (p. 2372) : amendement n° 9 de la commission : limitation de l'article 2 à l'année 1978 ; non-présentation par le Gouvernement du rapport permettant de juger des résultats d'application de la loi du 5 juillet 1977 ; adopté ; amendement n° 10 de la commission : suppression de la disposition permettant au Gouvernement de majorer l'assiette de la cotisation par arrêté ; adopté ; approuve l'amendement verbal du Gouvernement tendant à fixer à 8 % la majoration forfaitaire applicable à l'exercice 1978 ; amendement n° 11 de la commission : exonération des entreprises employant moins de dix salariés pour le paiement de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage ; rejeté ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 42 de M. René de Branche. **Article 3** (p. 2379) : rejet par la commission de l'amendement n° 26 de M. Dominique Frelaut ; amendement n° 12 de la commission : limitation de l'application de l'article 3 à l'année 1978 ; adopté ; amendement n° 13 de la commission : suppression de la disposition permettant de majorer par arrêté l'assiette du versement ; adopté ; opposition de la commission à l'amendement n° 6 de M. Laurent Fabius ; effet dissuasif sur l'embauche par les employeurs de l'amendement n° 27 de M. Pierre Zarka. **Article 4** (p. 2382) : amendement n° 14 de la commission : maintien du taux de la contribution patronale à la construction de logements à 1 % au lieu de la réduire à 0,9 % ; rejeté au scrutin public ; absence d'unanimité sur le vote des amendements n° 14 de la commission, n° 7 de M. Claude Michel et n° 29 de M. Parfait Jans de maintien du 1 % patronal pour la construction de logements. **Après l'Article 4** (p. 2393) : s'oppose à l'amendement n° 31 rectifié de M. Dominique Frelaut ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Dominique Frelaut ; hostilité de la commission à l'amendement n° 44 de M. Dominique Frelaut gageant des dépenses définitives sur des ressources temporaires. **Après l'Article 5** (p. 2402) : opposition de la commission à l'amendement n° 36 rectifié de Mme Chantal Leblanc ; opposition de la commission à l'amendement n° 38 de Mme Colette Privat. **Après l'Article 6** (p. 2407) : accord de la commission sur l'amendemnt n° 1 de M. Maurice Cornette. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3149) : caractère permanent des propositions du Gouvernement sur le taux et l'emploi de la cotisation patronale pour la construction ; (p. 3150) : limitation des dispositions de l'article 4 aux exercices 1978 et 1979 par la CMP ; rejet de l'extension au syndicat mixte constitué uniquement de collectivités locales du remboursement de la TVA au taux le plus élevé ; (p. 3153) : sous-consommation des crédits disponibles pour le logement.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances. **Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2802) : inapplicabilité de la loi de 1976 ; nécessité de la taxation des plus-values sur valeurs mobilières ; spécificité du marché des valeurs mobilières ; objectif du projet ; simplification, équité fiscale ; distinction faite par le texte entre opérations habituelles et opérations faites par les épargnants ; taxation forfaitaire des opérateurs non habituels ; taxation des opérations habituelles au au barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; critères retenus pour la définition des opérations habituelles ; opérations faisant appel au crédit et opérations conditionnelles, taux de rotation du portefeuille ; risque d'injustice fiscale résultant de ces critères ; (p. 2803) : amendement excluant la prise en compte des mouvements de titres indépendant de la volonté des porteurs ; résultats inégaux des exonérations prévues par le Gouvernement ; absence de prise en compte de l'érosion monétaire ; amendements déposés par la commission des finances ; exonération pendant trois ans des produits tirés des opérations non habituelles, majoration du coefficient de rotation du portefeuille, prise en compte des mouvements de titres indépendants de la volonté des porteurs, exonération pour les titres cédés dans le cadre d'un contrat d'épargne à long terme ou obtenus en application de la législation sur la participation ; choix du cours de référence ; champ d'application du texte ; environ 120.000 contribuables et cent cinquante millions de francs ; approbation du texte par la commission des finances. **Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2882) : amendement n° 16 de la commission : abrogation de la loi du 19 juillet 1976 dans toutes ses dispositions concernant les produits de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux ; réservé. **Après l'Article premier** (p. 2883) : amendement n° 17 de la commission soutenu par M. Jacques Marette : exonération pendant trois ans de toutes taxations de gains en capital pour les portefeuilles dont le solde laisse apparaître un excédent des achats sur les ventes dépassant 3 % de leur valeur ; (p. 2885) :

impossibilité de retirer un amendement adopté par la commission ; rejeté ; (p. 2886) : opposition de la commission à l'amendement n° 62 de M. Laurent Fabius ; (p. 2887) : opposition de la commission à l'amendement n° 76 de M. Dominique Frelaut. **Article 2** (p. 2888) : son amendement n° 43 : définition des opérations de bourse à caractère habituel ; adopté ; amendement n° 18 de la commission soutenu par M. Jacques Marette : fixation à deux du coefficient de rotation des portefeuilles permettant de déterminer les opérations habituelles ; l'amendement devient sans objet ; (p. 2889) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 18 du Gouvernement ; amendement n° 19 de la commission soutenu par M. Gilbert Gantier : prise en compte des apports en titre dans la détermination de la valeur du portefeuille de référence servant au calcul du coefficient de rotation ; rejeté ; amendement n° 21 de la commission soutenu par M. Gilbert Gantier : non-prise en compte des remboursements d'obligations pour la prise en compte des remboursements d'obligation ; pour la détermination du seuil d'imposition ; impossibilité de retirer un amendement adopté par la commission ; rejeté ; (p. 2891) : amendement n° 22 de la commission : révision annuelle du seuil d'imposition en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation ; avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 68 de M. Laurent Fabius ; absence d'examen par la commission du sous-amendement n° 80 du Gouvernement ; (p. 2892) : impossibilité de retirer un amendement adopté par la commission ; se déclare personnellement favorable à une référence à la 6e ou à la 7e tranche du barème de l'impôt sur le revenu pour la révision annuelle du seuil d'imposition ; amendement n° 22 modifié par le sous-amendement n° 80 adopté ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier ; (p. 2893) : amendement n° 23 de la commission : suppression du dernier alinéa de l'article 2 ; rejeté. **Article 3** (p. 2894) : opposition de la commission à l'amendement n° 39 de M. Roger Combrisson; opposition de la commission au sous-amendement n° 63 de M. Laurent Fabius opposition de la commission au sous-amendement n° 64 de M. Laurent Fabius sans rapport avec l'objet du projet de loi ; opposition de la commission à l'amendement n° 65 de M. Laurent Fabius ; (p. 2895) : opposition de la commission à l'amendement n° 8 de M. René de Branche ; (p. 2896) : refuse de demander la réserve du vote sur l'article 3. **Article 4** (p. 2896) : opposition de la commission à l'amendement n° 40 de M. Roger Combrisson et à l'amendement n° 66 de M. Laurent Fabius ; amendement n° 24 de la commission : application de l'article 4 aux produits visés à l'article 2 quand leur montant est inférieur ou égal à l'ensemble des autres revenus du contribuable ; adopté ; amendement n° 25 de la commission : suppression de la référence à l'impôt sur le revenu dans l'article 4 ; devient sans objet ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 71 de M. Arthur Dehaine. **Article 5** (p. 2897) : complexité de l'application du critère de durée de détention des titres ; opposition de la commission à l'amendement n° 12 de M. Henri Ginoux ; amendement n° 27 de la commission : application de l'article 5 aux cessions de parts de Sicav et de parts de fonds communs de placement ; adopté. **Article 5** (p. 2900) : avis défavorable de la commission sur l'amendement : adopté ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Marette ; avis favorable sur les amendements n° 28 de la commission et n° 2 de M. Augustin Chauvet identiques : augmentation du seuil prévu à l'article 5 ; (p. 2901) : impossibilité pour le rapporteur de retirer l'amendement n° 28 de la commission tendant à augmenter le seuil fixé à l'article 5 ; rejeté ; amendement n° 29 de la commission soutenu par M. Gilbert Gantier : exclusion des remboursements d'obligations et du remploi du produit de ces remboursements dans les produits nets des cessions à l'article 5 ; rejeté ; rejet par la commission de l'amendement n° 13 de M. Rémy Montagne ; amendement n° 30 de la commission : révision du seuil en fonction de l'érosion monétaire ; son avis favorable sur le sous-amendement n° 81 du Gouvernement ; amendement n° 30 modifié ; adopté ; amendement n° 31 de la commission : exonération de certaines opérations ; adopté ; (p. 2902) : avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 74 de M. René de Branche en raison de la difficulté de calculer le prix d'acquisition des titres en cas d'échange ; (p. 2903) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 73 de M. Henri Ginoux ; opposition à l'amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier. **Article 6** (p. 2905) : avis défavorable de la commission sur les amendements n° 41 de M. Roger Combrisson et n° 67 de M. Laurent Fabius ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 59 de M. Arthur Dehaine ; (p. 2906) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 57 de M. Gilbert Gantier ; soutient la position du Gouvernement sur l'amendement n° 57 relativement à la 7e tranche de l'impôt sur le revenu. **Article 7** (p. 2907) : risque de pénalisation des PME par l'amendement n° 54 de M. Roger Combrisson ; avis défavorable de la commission sur cet amendement. **Après l'Article 7** (p. 2908) : opposition de la commission à l'amendement n° 51 de M. Jacques Marette. **Article 9** (p. 2909) : soutient l'amen-

dement formel n° 32 de la commission ; adopté. **Article 10** (p. 2909) : amendement n° 33 de la commission : possibilité de choisir entre le cours au comptant le plus élevé de l'année 1978 et ce cours corrigé par un coefficient établi par la compagnie des agents de change et réévalué chaque année ; (p. 2910) : avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 70 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 33 de la commission ; caractère officiel de l'indice de la compagnie des agents de change ; risque de confusion en cas de choix de l'indice de l'évolution boursière de l'INSEE ; approuve l'amendement n° 82 du Gouvernement ; refus du coefficient égal au quotient de 85 par le dernier indice de la compagnie des agents de change ; (p. 2911) : amendement n° 34 de la commission soutenu par M. Rémy Montagne : possibilité de retenir le cours au comptant le plus élevé de l'année 1985 à partir de 1986 ; retiré ; amendement n° 33 rejeté. **Après l'Article 11** (p. 2913) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 72 de M. Bernard Marie ; similitude entre cet amendement et les amendements n° 35 : exonération des cessions de titres obtenus en application de la législation sur la participation ; et n° 36 : inapplication de la loi aux titres cédés dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme, de la commission ; amendement n° 35 adopté ; amendement n° 36 adopté. **Après l'Article 12** (p. 2914) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 77 de M. Henri Ginoux ; (p. 2915) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 60 de M. Augustin Chauvet. **Après l'Article 13** (p. 2915) : amendement n° 37 de la commission soutenu par M. Jacques Marette : conditions d'appréciation du prix d'actions et parts de société ; rejeté. **Article 14** (p. 2916) : amendement n° 38 de la commission soutenu par M. Jacques Marette : suppression des dispositions de la loi de 1976 relatives au produit de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux ; réservé jusqu'après le vote de l'amendement n° 16 avant l'article premier ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 2916) : rejet de l'amendement n° 42 de M. Roger Combrisson par la commission. **Titre** (p. 2917) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Roger Chinaud.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances. **Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3220) : évolution des éléments de la valeur ajoutée des entreprises : augmentation de la part affectée à la rémunération des salariés, diminution du montant des impôts acquittés par les sociétés, diminution du revenu brut d'exploitation ; diminution de l'épargne de l'entreprise au sein du revenu brut d'exploitation ; (p. 3221) : baisse de l'investissement ; accroissement des charges sociales ; réduction des capacités d'autofinancement ; appel à des ressources externes : marche des capitaux : 6 à 7 % des ressources des entreprises ; recours à l'emprunt ; charges des intérêts : 26 % du revenu brut d'exploitation en 1976 ; diminution de la part des fonds propres dans l'actif ; augmentation des dettes à court terme ; inconvénient de cette situation d'endettement : fragilité de la trésorerie des entreprises ; dépendance à l'égard du système bancaire ; part disponible de l'épargne des ménages : soixante-dix milliards de francs ; raisons du divorce entre les Français et leur industrie : désir de liquidité ; habitudes d'investir dans la pierre ; faible rendement des actions ; absence d'encouragement de l'investissement à long terme par les pouvoirs publics ; mesures prises pour orienter l'épargne vers les entreprises : déductibilité des dividendes attribués aux actions nouvelles, avoir fiscal, possibilités de déduire du revenu imposable les dividendes reçus par les particuliers ; (p. 3222) : le projet : déduction du revenu imposable des sommes investies chaque année en actions ; nécessité d'une action d'information du public ; dispositions fiscales ayant pour but de favoriser les augmentations de capital applicables jusqu'en 1981 : création d'actions à dividende prioritaire et de prêts participatifs ; modifications apportées au texte par la commission des finances : cumuls de la déduction de trois mille francs sur les dividendes et de la déduction pour les sommes investies en actions, suppression du prélèvement forfaitaire de 40 % remplacé par un prélèvement sur les dépôts bancaires ; disparité de traitement entre sociétés anonymes et SARL ; distinction entre prêts participatifs privés et prêts de l'Etat. **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 3291) : avis défavorable de la commission sur les amendements n° 8 corrigé de M. Jacques Jouve, et n° 64 de M. Christian Pierret. **Article premier** (p. 3293) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 65 de M. Christian Pierret. **Article 2 :** amendement n° 25 rectifié de la commission soutenu par M. Pierre Ribes : suppression de certaines sanctions prévues à l'article 2 et diminution compensatoire de la déduction autorisée ; devenu sans objet ; (p. 3294) : soutient l'amendement n° 26 rectifié de la commission : énumération des circonstances exceptionnelles dans lesquelles un contribuable peut être admis, même en cas de désinvestissement, à continuer à bénéficier de la loi ; nature législative de la détermination des exceptions ; devient sans objet ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 76 du

Gouvernement. **Article 3** : soutient les amendements formels nos 27 et 28 de la commission ; s'interroge sur l'application de la déduction aux sociétés dont le siège social est hors de France et situées en zone franc ; adoptés. **Article 4** (p. 3295) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 77 du Gouvernement ; non-attribution de l'avantage prévu à l'amendement n° 77 en cas de création d'une société et de constitution d'un capital. **Article 5** (p. 3296) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : suppression de l'article 5 ; retiré. **Article 6** : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 91 du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : modification de la date mentionnée à l'article 6 : 1er mai 1978 ; devenu sans objet ; (p. 3297) : avis favorable de la commission sur l'amendement de coordination n° 79 du Gouvernement. **Article 7** : retire l'amendement n° 31 de coordination de la commission sur l'amendement n° 80 du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 32 de coordination de la commission ; devenu sans objet. **Article 8** (p. 3298) : soutient l'amendement n° 33 de la commission : cumul de la déduction de cinq mille francs et de l'abattement de trois mille francs sur les dividenes ; relèvement de 25 à 27 % du taux du prélèvement forfaitaire sur les produits d'obligations ; repoussé ; soutient l'amendement n° 34 de la commission : consécutif à l'amendement n° 4 du Gouvernement à l'article 28 ; adopté ; soutien l'amendement n° 35 de la commission ; réparation d'une erreur matérielle ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 36 de la commission : conséquence d'un amendement précédent ; adopté. **Article 12** (p. 3301, 3302) : son amendement n° 57 : limitation de l'article 12 aux sociétés françaises ; adopté ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 81 du Gouvernement. **Avant l'Article 15** (p. 3303) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 10 de la commission des lois. **Article 29 : Article 269-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3304) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission des lois. **Article 269-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3305) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 13 rectifié de la commission des lois. **Article 269-3 de la loi du 24 juillet 1966** : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission des loi. **Article 269-5 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3306) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 15 de la commission des lois ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 51 de M. René de Branche. **Article 269-6 de la loi du 24 juillet 1966** : opposition de la commission à l'amendement n° 52 de M. René de Branche. **Article 269-7 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3307) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 16 rectifié de la commission des lois. **Article 269-8 de la loi du 24 juillet 1966** : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 17 de la commission des lois. **Article 17** : précédemment réservé ; (p. 3308) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 11 de la commission des lois. **Article 20 : Article 467-1 de la loi du 24 juillet 1966** : avis favorable de la commission sur les amendements nos 18 et 19 de la commission des lois. **Article 467-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3309) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 20 de la commission des lois. **Avant l'Article 22** : soutient l'amendement n° 38 de la commission ; réservé ; portée des prêts sans rapport avec l'objet du projet de loi ; participatifs consentis par l'Etat ; cadre juridique trop large prévu par le projet pour ces prêts ; risque de voir ces prêts se transformer en subventions ; proposition de la commission de distinguer les prêts participatifs consentis par les banques de ceux accordés par l'Etat ; (p. 3310) : nécessité du contrôle du Parlement sur les fonds publics. **Article 22** (p. 3317) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Christian Pierret ; avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 67 rectifié de M. Christian Pierret ; absence d'examen par la commission du sous-amendement n° 92 de M. François d'Aubert. **Article 23** (p. 3318) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 21 de la commission des lois ; soutient l'amendement n° 40 de la commission : suppression de la référence au FDES dans l'article 23 ; adopté. **Après l'Article 23** (p. 3319) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret. **Article 26** (p. 3320) : soutient l'amendement rédactionnel n° 41 de la commission ; adopté. **Après l'Article 27** : soutient l'amendement n° 43 de la commission : conditions d'octroi des prêts participatifs de l'Etat ; adopté ; soutient l'amendement n° 44 de la commission : inscription en recettes et dépenses au compte de prêts du FDES des prêts participatifs de l'Etat ; adopté ; avis défavorable de la commission sur le sous-amendement de M. Alain Savary à l'amendement n° 44 de la commission ; (p. 3322) : soutient l'amendement n° 45 de la commission : subordination de l'octroi de prêts participatifs de l'Etat à des engagements précis de l'emprunteur ; remboursement exigible du prêt en cas de non-respect de ces engagements ; adopté avec modification ; avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 93 du Gouvernement à l'amendement n° 45 de la commission ; soutient l'amendement n° 46 de la commission : intérêts des prêts particl-

patifs de l'Etat au moins égaux au deux tiers du taux d'intérêt des prêts du FDES ; majoration de l'intérêt par une clause de participation aux résultats de l'emprunteur ; adopté avec modification ; avis favorable de la commission sur les sous-amendements nos 94 et 95 du Gouvernement et n° 54 de la commission des lois ; (p. 3324) : soutient l'amendement n° 47 de la commission : publicité du montant des prêts participatifs de l'Etat, du contenu des contrats et de leurs conditions d'exécution ; avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 96 du Gouvernement à l'amendement n° 47, adopté avec modification. **Avant l'Article 22** (*suite*) : soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 27** (*suite*) : soutient l'amendement n° 42 de la commission, précédent réservé : rédactionnel ; adopté. **Article 28** (p. 3325) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Après l'Article 28** (p. 3326) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Roger Combrisson. **Article 29** : amendement n° 48 de la commission soutenu par M. André-Georges Voisin : relèvement du taux du prélèvement libératoire sur les obligations remplacé par l'institution d'un prélèvement de 0,5 % sur les exigibilités des banques ; repoussé par scrutin public ; (p. 3329) : avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 53 de M. René de Branche ; (p. 3330) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 62 de M. Henri Ginoux ; (p. 3331) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 74 de M. Charles Miossec ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 75 de M. Guy Guermeur ; soutient l'amendement n° 49 de la commission : formel ; adopté ; absence d'examen par la commission de l'amendement n° 97 du Gouvernement ; (p. 3332) : avis favorable de la commission sur les amendements n° 63 de M. Henri Ginoux et n° 89 de M. Augustin Chauvet.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la Caisse d'amortissement pour l'acier (n° 563) et projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 564). Première lecture,** rapporteur général pour avis de la commission des finances. **Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5798) : mesures prises pour la sidérurgie depuis février 1977 ; endettement des entreprises sidérurgiques : 111 % du chiffre d'affaires en 1977 ; impossibilité du dépôt de bilans et de la nationalisation ; 75 % de la production française d'acier concernés par le plan proposé par le Gouvernement encours des dettes à convertir : 22 milliards de francs ; prise de participation des principaux créanciers d'Usinor, Sacilor, Châtillon-Neuves-Maisons ; création de trois sociétés financières qui contrôleront les sociétés d'exploitation ; (p. 5799) : contrôle des sociétés sidérurgiques par la puissance publique à 67 % ; emprunts contractés par les sociétés sidérurgiques transformés en prêts de type participatif ; coût de l'opération pour l'Etat : 2 milliards de crédits supplémentaires ; nécessité de limiter précisément le champ d'application du dispositif aux sociétés sidérurgiques concernées par les accords de restructuration et de prévoir la participation des salariés.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances. **Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5934) : augmentation des dépenses au rythme de 15,2 % ; croissance des dépenses ordinaires de 16 %, des dépenses en capital de 13 % ; accroissement de la charge de la dette publique (p. 5935) : interventions publiques dans le domaine social : 13 milliards de francs pour l'action en faveur de l'emploi ; persistance du déficit budgétaire ; accroissement de la part de l'IRPP dans les ressources fiscales ; caractère trop complexe de la fiscalité de l'impôt sur le revenu ; progressivité irrégulière de cet impôt ; différence dans les conditions d'imposition entre titulaires de revenus déclarés par des tiers et les autres ; stabilisation de l'aide aux entreprises publiques en 1979 ; (p. 5936) : nécessité de la vérité dans le financement des entreprises publiques ; création du fonds spécial d'adaptation industrielle : souhaite l'association des chefs d'entreprise à la gestion et à l'animation du fonds ; effort de solidarité réalisé en faveur des catégories défavorisées ; action en faveur des collectivités locales ; majoration des crédits du fonds de compensation pour la TVA ; importance de l'accroissement du budget social et problème de son financement ; rôle respectif de l'Etat et des entreprises dans le fonctionnement de l'économie.

Première partie :

Discussion des articles [12 octobre 1978]. **Article 2** (p. 6008) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : exonération d'impôt sur le revenu pour les contribuables salariés dont le revenu brut ne dépasse pas le montant du SMIC ; (p. 6009) : retire l'amendement n° 6 repris par MM. Laurent Fabius, Roger Combrisson et Joseph Comiti ; amendement n° 6 adopté ; (p. 6009) : son amendement n° 191 : déduction fiscale accordée aux contribuables salariés ne disposant que d'une part de quotient familial ; augmentation du taux de la taxe annuelle sur les impôts des crédits ; (p. 6011) : modifie le gage de son amendement n° 191 déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution ; devient sans ob-

jet ; [13 octobre 1978] : **Article 6** (p. 6088) : soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 9 de la commission : suppression de l'abrogation des déductions pour les dépenses effectuées après le 31 décembre 1980 ; restrictions pour les déductions des dépenses effectuées en vue d'économiser l'énergie instaurées par le décret du 29 janvier 1975 ; détournement de la procédure législative réalisé par les services administratifs lorsqu'ils établissent des dispositions plus restrictives que celles retenues dans la loi ; amendement n° 9 de la commission ; adopté ; [17 octobre 1978] : **Article 10** (p. 6116) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : suppression de l'article 10 ; rejeté. **Avant l'Article 11** (p. 6119) : sur l'amendement n° 192 de M. Dominique Frelaut, suppression des possibilités de déduction en amont en cas d'abaissement de la TVA au taux zéro. **Article 11** (p. 6121) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : cas d'exonération de la taxe sur les encours ; devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 12 de la commission : modification du taux de la taxe prévue au troisième alinéa du paragraphe 4 de l'article 12 ; devenu sans objet. **Article 13** (p. 6132) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : suppression de l'article 13 ; rejeté. **Avant l'Article 14** (p. 6142) : amendement n° 16 de la commissiion soutenu par M. Lucien Neuwirth : obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport d'exécution de l'article 3 de la loi du 13 septembre 1975 relative à l'aménagement des charges sociales ; nécessité de modifier l'assiette de cotisations sociales ; adopté. **Article 14** (p. 6143) : sur l'amendement n° 102 de M. Laurent Fabius ; inapplicabilité de la disposition votée en 1977 en raison de la difficulté de distinguer les frais généraux somptuaires de ceux qui ne le sont pas. **Article 17** (p. 6148) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : suppression du paragraphe II de l'article 17 tendant à exempter de la taxe intérieure de consommation les lubrifiants et assimilés actuellement passibles d'une taxation de 27 F par quintal ; proteste contre l'hermétisme du code des douanes et des impôts ; rejeté ; (p. 6151) : discrimination que créerait l'amendement n° 51 de M. Georges Gosnat dans le droit fiscal français. **Après l'Article 17** (p. 6154) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. François Grussenmeyer en raison de la détermination des modalités de l'assiette par le Conseil d'Etat que prévoit cet amendement. **Article 19** (p. 6160) : son amendement n° 19 de suppression de l'article 19 ; rejeté. **Article 21** (p. 6162) : soutient l'amendement n° 20 de la commission : taux uniforme de 2,33 % applicable aux résidences principales comme aux résidences secondaires ; adopté après modification. **Article 27** (p. 6168) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : portant à 12,6 % le taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; rejeté. **Article 33** (p. 6177) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : suppression de l'article 33 ; insuffisance des mesures de revalorisation des pensions de rentes viagères prises par le Gouvernement ; croissance de la charge budgétaire résultant de la majoration des rentes viagères ; souhaite que le Président de la commission des finances formule une demande d'enquête sur le problème des rentes viagères auprès de la Cour des comptes ; amendement n° 23 adopté.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6357) : sentiment d'insécurité régnant dans les Alpes-Maritimes.

Commerce et artisanat. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 7923) : son amendement n° 185 portant de 140 à 168 F le montant de la taxe maximum pour frais des chambres de métiers ; adopté.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 63** (p. 7996) : soutient l'amendement n° 178 de la commission des finances : excluant de l'article 63 les indemnités allouées aux victimes d'accidents du travail et aux personnes atteintes d'une affection comportant un traitement prolongé ; (p. 7997) : adopté ; soutient l'amendement n° 179 de la commission des finances ; non-application de l'artice 63 aux indemnités représentant un montant inférieur au salaire mensuel d'une personne payée au SMIC ; retiré. **Article 65** (p. 7999) : soutient l'amendement n° 180 de la commission des finances : limitation à 40.000 F des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels ; application à l'année 1979 ; (p. 8000) : amendement n° 180 adopté. **Article 69** (p. 8005) : soutient l'amendement n° 181 de la commission des finances ; réduction du délai prévu à l'article 69 ; rejeté. **Article 71** (p. 8010) : soutient l'amendement n° 182 de la commission des finances : maintien de la gratuité des formules de chèques ; (p. 8011) : amendement n° 182 adopté après adoption des sous-amendements n° 362 et n° 367 du Gouvernement ; amendement n° 183 de la commission des finances soutenu par M. Laurent Fabius : possibilité pour les personnes âgées de plus de 65 ans et ayant un faible revenu de transmettre les chèques par endossement ;

amendement n° 183 rejeté. **Article 73** (p. 8013) : soutient l'amendement n° 184 de la commission : application de l'article 73 aux immeubles dépendants du domaine de l'Etat et situés à l'étranger ; rejeté. **Après l'Article 73** (p. 8018) : inutilité de l'amendement n° 249 de M. Laurent Fabius dont les dispositions sont déjà prévues par la loi du 29 décembre 1977. **Deuxième délibération** [17 novembre 1978]. **Article 17** (p. 8033) : donne à titre personnel un avis défavorable sur l'amendement n° 22 de M. Julien Schvartz. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [14 décembre 1978] (p. 9398) : modification apportée au texte par le Sénat ; rejet de la diminution de cinq points des taux de déduction forfaitaire applicables au revenu foncier par le Sénat rétabli par la commission mixte paritaire après modification ; limitation du plafond pour les abattements sur les salaires et pensions aux seuls revenus de 1978-1979 ; augmentation des limites du chiffre d'affaires de près de 5 % pour le poids des allégements fiscaux accordés aux gérants des centres de gestions agréés ; accord de la commission mixte paritaire sur la nouvelle rédaction proposée par le Sénat pour l'article 11 excepté l'exclusion des crédits consentis aux ménages ; limitation de l'exonération accordée à Transpac jusqu'au 31 décembre 1980 ; non-adoption de l'article 14 C : exonération de la taxe sur les salaires pour les centres de formation des personnels communaux ; (p. 9399) : rejet par la commission mixte paritaire de l'article 17 A nouveau qui prévoit que les communes dont la population est comprise entre 75.000 et 100.000 habitants pourront instituer une taxe assise sur les salaires versés par les entreprises employant plus de 9 salariés ; suppression de la taxe de 10 centimes par litre sur l'essence et les supercarburants distribués par les grandes surfaces ; nécessité d'attirer l'attention du Gouvernement sur les conséquences du régime des rabais actuellement pratiqués ; approbation du relèvement à 12,26 % de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; institution d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat en vue du versement de la dotation globale de fonctionnement ; dispositions permettant aux communes d'établir une taxe sur la location, la concession ou la vente d'espaces publicitaires ; nécessité de modifier l'article 44 relatif aux comptes d'affectation spéciale ; création d'une indemnité compensatrice au conjoint âgé de plus de 60 ans lorsque l'exploitant bénéficie de l'indemnité viagère de départ avant 65 ans ; dispositions permettant aux collectivités d'engager des travaux d'électrification rurale même sans subvention de l'Etat ; insuffisance des informations communiquées au Parlement sur les aides attribuées par le Trésor aux entreprises en difficultés.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Après l'Article 17** (p. 8089) : avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° **630**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Article 5** (p. 8100) : interroge le Gouvernement sur la signification du terme « valeurs françaises » employé dans le texte. **Article 23** (p. 8103) : soutient l'amendement n° 17 de la commission des finances : élargissement de la notion du bénéfice exonéré de l'impôt sur les sociétés ; adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission des finances : dispositions applicables pour l'avoir fiscal, le précompte mobilier ou le transfert aux actionnaires des crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés au revenu du portefeuille ; adopté ; soutient l'amendement n° 19 de la commission des finances : règles fiscales applicables aux sommes attribuées aux actionnaires pour le rachat de leurs actions ; adopté. **Article 24** (p. 8104) : absence de dispositions transitoires prévues par l'article 24. **Après l'Article 28 :** soutient l'amendement n° 20 de la commission des finances : rachat des actions de Sicav considérées comme une cession à titre onéreux pour l'application de la loi du 16 juillet 1978 ; adopté.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8402) : maintien des grandes orientations retenues en 1976 ; insistance mise sur le taux de croissance ; objectifs prioritaires : équilibre extérieur, rejet du protectionnisme; (p. 8403) : priorité accordée à l'industrie ; approche d'ensemble des problèmes industriels ; nécessité de connaître l'affectation des concours de l'Etat ; inconvénients de la restructuration ; promotion d'activités du futur ; absence de définition des six projets pilotes comme celui de la télématique ; refus d'une répartition autoritaire de la quantité de travail ; rejet de la solution de la relance ; révision de deux des vingt-cinq programmes prioritaires : le programme sur l'humanisation des hôpitaux, la liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée ; absence de dispositions sur le déficit des finances publiques et le déséquilibre du système de sécurité sociale ; problème démographique ; (p. 8404) : absence de réexamen de la politique énergétique ; exprime sa conviction de la nécessité

d'arrêter le VII[e] Plan et d'entamer la préparation du VIII[e] Plan.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des communautés européennes du 17 mai 1977** (n° **559**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [30 novembre 1978] (p. 8567, 8568) : directive de la communauté visant à établir un système commun de TVA et à déterminer une assiette uniforme pour son application ; création d'un impôt communautaire dans la limite de 1 % du produit de la TVA ; lenteur de la définition d'une assiette uniforme de la TVA ; objectif de suppression des frontières fiscales subordonné à une harmonisation des taux d'imposition ; différence entre le régime de TVA français et celui des partenaires européens : règle du décalage d'un mois, limitation du droit à remboursement, exclusion du droit à déduction ; problème des conséquences de l'article 55 de la Constitution ; (p. 8569) : décision du Conseil constitutionnel jugeant conforme à la Constitution la décision du Conseil des communautés sur le passage au régime des ressources propres ; absence de bouleversement apporté à la législation française ; extension du champ d'application de la TVA ; peu de changement pour la territorialité ; insuffisant usage de la faculté d'exonération ouverte par la sixième directive pour les activités d'enseignement ; nécessité de ménager la capacité concurrentielle des activités liées à l'avitaillement, à l'entretien et à la réparation des navires de plaisance ; absence de changement notable pour le secteur agricole ; perte de recettes de 164 millions de francs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n° **735** et **749**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8891) : troisième loi de finances rectificative en 1978 ; (p. 8892) : rejet de l'article 4 relatif aux ressources du fonds de garantie contre les calamités agricoles par la commission ; problèmes de la prise de participation de l'Etat dans le capital de la société AMDBA ; progression des dépenses de fonctionnement au détriment des dépenses d'équipement ; nouveaux crédits pour les dépenses sociales représentant plus de 5 milliards de francs ; crédits d'aide sociale ; (p. 8893) : problème des crédits supplémentaires demandés pour le fonds national de garantie des calamités agricoles ; accroissement considérable des indemnisations versées par ce fonds ; caractère limité des dotations budgétaires accordées aux entreprises publiques ; importance du concours de l'Etat à l'Entreprise minière et chimique ; augmentation des aides à la commercialisation de l'Airbus ; diminution des ressources fiscales de 9 milliards par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale ; déficit de 17,9 milliards ; modification du régime fiscal du crédit agricole et adaptation de la législation française en matière de TVA à la sixième directive européenne. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8962) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : suppression du deuxième alinéa de l'article 2 ; retiré. **Article 4** (p. 8970) : nécessité de faire procéder à une enquête par la Cour des comptes sur les conditions d'attribution des indemnités par les commissions départementales ; son amendement n° 7 : suppression de l'article 4 ; rejeté au scrutin public. **Article 12** (p. 8983) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : nouvelle rédaction de l'article 12 prévoyant la présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les moyens financiers affectés au soutien des programmes des sociétés aéronautiques et aux commandes passées auprès de chacune de ces sociétés ; interrogation de la commission sur l'objet de l'opération envisagée par l'article 12, sur les modalités financières de l'opération ; caractère indéterminé du délai dans lequel les créances de l'Etat seront exigibles ; rejeté au scrutin public. **Seconde lettre rectificative. Article additionnel premier** (p. 8996) : sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Chaminade, impossibilité de faire entrer les contribuables dans le champ d'application de la TVA à des dates différentes suivant leur profession ; (p. 8997) : caractère inapplicable de l'amendement n° 42 de M. Laurent Fabius. **Article additionnel 5** (p. 8998) : soutient son amendement n° 43 : supprimant l'exonération de TVA pour les prestataires de service établis à l'étranger lorsque le preneur est établi en France sans y être assujetti à la TVA ; retiré. **Article additionnel 14** (p. 9002) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Fernand Marin contraire à l'harmonisation européenne. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9756) : rétablissement par la commission mixte paritaire des dispositions concernant la nullité des délibérations des assemblées départementales et communales qui ont pour effet de procéder à la restitution de certains impôts perçus pour le compte du département ou de la commune ; adoption de nouvelles dispositions concernant la date ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ; institution à la charge des chasseurs de gros gibier d'une taxe devant assurer l'indemnisation des exploitants agri-

coles dont les cultures subissent des dégâts du fait du gibier ; adjonction de l'enseignement supérieur à la liste des activités exonérées de TVA.

— **Projet de loi relatif aux hautes rémunérations** (n° **930**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3335) : suppression des contraintes relatives à l'évolution des rémunérations élevées depuis le 1er janvier 1979 ; mécanisme de limitation des hautes rémunérations adopté en 1977 et en 1978 ; (p. 3336) : efficacité du dispositif mis en place à l'automne 1976 ; article unique du projet ayant pour but d'éviter un phénomène de rattrapage.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3685) : projet comportant trois articles qui concernent l'aide fiscale à l'investissement industriel, la majoration de l'avantage représenté par l'octroi de certaines primes et le développement de l'investissement dans le domaine de la recherche ; amélioration de la situation financière des entreprises en 1978 du fait de l'évolution respective des prix et des salaires ; liens entre le mécanisme de l'aide prévue par le projet et la procédure de réévaluation des bilans ; problème des causes de la répugnance des entreprises à investir ; (p. 3686) : son désaccord avec la thèse selon laquelle un niveau d'activité plus élevé pourrait résulter d'une plus forte consommation stimulée par un pouvoir d'achat supplémentaire ; problème des investissements de productivité aboutissant à réduire les effectifs au travail ; avis favorable de la commission des finances sur le projet. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 3** (p. 3705) : soutient l'amendement n° 2 de la commission précisant que les avantages fiscaux ne sont accordés que pour les entreprises qui réalisent des investissements en matériel et outillage de recherche en France ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5738) : acceptation par la commission des finances de l'extension du dispositif de déduction prévu par l'article premier aux entreprises de crédit-bail ; propose l'adoption du projet tel qu'il a été modifié par le Sénat.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4133) : écart entre les prévisions budgétaires et la réalité ; trois lois de finances rectificatives en 1977 ; découvert budgétaire s'élevant à 19,5 milliards de francs en 1977 ; stabilité apparente de la pression fiscale ; (p. 4134) : importance grandissante de la fiscalité directe dans les impôts d'Etat ; rigidité des dépenses publiques ; diminution des dépenses d'équipement de 1976 à 1977 ; usage abusif des fonds de concours, rétablissement de crédits, virements, transferts, reports, annulations et répartitions ; insuffisante information du Parlement sur les aides versées aux entreprises industrielles ; collaboration entre l'Assemblée et la Cour des comptes. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Après l'Article 18** (p. 4425) : soutient l'amendement n° 1 rectifié de la commission : récapitulation des transferts en diminution ou en augmentation des découverts du Trésor ; adopté ; soutient les sous-amendements de la commission à l'amendement n° 2 de M. Maurice Pourchon, sous-amendements de clarification ; adoptés.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978 relative aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **1035**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4644) : retard dans le paiement par l'Etat des créances des PME ; projet étendant aux marchés des collectivités locales la procédure instituée par la loi du 4 janvier 1978 permettant aux petites et moyennes entreprises d'obtenir un paiement rapide de leurs créances par l'intervention de la caisse des marchés ; procédure toujours inapplicable aux établissements publics à caractère industriel et commercial de l'Etat ; (p. 4645) : problème juridique de la cession de créances par l'entreprise à la caisse nationale des marchés ; avis favorable de la commission des finances. **Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4649) : nécessité d'éviter que, par crainte de mesures de rétorsion, les petites entreprises hésitent à entamer la procédure prévue par la loi de 1978.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIIIe Plan** (n° **1055**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4918) : développement économique de la France dominé par les problèmes extérieurs ; incertitude des marchés du pétrole et des matières premières ; apparition de nouveaux pays producteurs de

biens manufacturés ; difficulté à maîtriser la progression des dépenses de l'Etat et de la sécurité sociale ; croissance des transferts sociaux plus rapide que celle de la productivité intérieure brute ; (p. 4919) : nécessité de maintenir une capacité d'autofinancement des entreprises suffisante pour leur adaptation aux nouvelles conditions économiques ; nécessité d'une reconquête du marché intérieur par l'industrie française ; rapport sur les options du VIII[e] plan négligeant trop le secteur tertiaire ; (p. 4920) : nécessité d'un effort quantitatif pour résoudre le problème de l'emploi ; problèmes démographiques ; incertitude de l'environnement international empêchant de fixer a priori un taux de croissance ; avis favorable de la commission des finances. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5912) : compléments apportés au texte par le Sénat : exercice de simulation fondé sur un objectif d'amélioration de l'emploi, importance du secteur tertiaire et du tourisme, recherche appliquée et recherche fondamentale, étude prospective des conditions d'approvisionnement en pétrole, inventaire des ressources charbonnières nationales, reconquête du marché intérieur par les entreprises françaises, création d'emplois d'utilité collective, étude de la répartition du temps de travail dans les entreprises, communication aux commissions compétentes du Parlement des travaux effectués par le commissariat du plan.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8254) : perspectives mondiales plus incertaines qu'en 1979 ; nouveau choc pétrolier ; (p. 8255) : priorités de la politique économique : rétablissement de l'équilibre extérieur, adaptation des entreprises, décentralisation économique ; moyens : politique monétaire visant à stabiliser le taux de liquidité de l'économie, aide aux secteurs en difficulté, orientation de l'épargne vers les investissements ; points faibles de l'économie française : maintien d'un chômage élevé et d'une forte hausse des prix ; dynamisme profond de l'économie française ; création d'emplois ; évolution favorable des investissements ; (p. 8256) : augmentation du budget reflétant sa rigidité mais aussi une volonté politique de croissance économique ; effort de solidarité se traduisant par la croissance des dépenses d'intervention sociale ; priorité accordée à la sécurité intérieure et extérieure ; croissance des concours apportés aux collectivités locales ; croissance du produit de l'impôt sur le revenu plus rapide que celle du produit de la TVA ; déficit de 31 milliards résultant de l'augmentation des dépenses plus que de la modération des recettes ; très forte progression des dépenses d'intervention et problème de leur efficacité sociale ; (p. 8257) : évolution inquiétante des prélèvements obligatoires ; assiette imparfaite et inégalitaire de l'impôt sur le revenu ; amendements adoptés par la commission des finances : barème de l'impôt sur le revenu, économies sur les dépenses ordinaires de l'Etat, vote par le Parlement du budget social de la nation, droits de mutation à titre gratuit ; approbation du budget par la commission des finances. **Discussion des articles** [18 octobre 1979] : **Article premier** (p. 8371) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : suppression des dispositions relatives aux sanctions applicables aux actes répréhensibles relevant de la concussion ; adopté. **Avant l'Article 2** (p. 8372) : hostilité de la commission aux amendement n° 115 de M. Jean Bardol et n° 51 corrigé de M. Laurent Fabius ; (p. 8373) : s'oppose aux amendements n° 113 de M. Jean Bardol et n° 52 de M. Laurent Fabius : impôt sur le capital des sociétés privées et publiques ; (p. 8373) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Gilbert Millet : abrogation de l'avoir fiscal en vue de permettre aux hôpitaux d'élaborer leur budget d'exploitation à la hauteur de leurs besoins ; et à l'amendement n° 110 de M. Gilbert Millet : suppression de la détaxation autorisée pour le revenu investi en actions en vue de permettre aux hôpitaux d'élaborer leur budget supplémentaire en fonction de leurs besoins ; (p. 8376) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Jean Bardol : suppression en cas de fusion de sociétés ou de scission de l'exonération de l'impôt sur le revenu accordée par les distributions d'actions gratuites ; (p. 8377) : hostilité de la commission à l'amendement n° 112 de M. Jean Bardol : prélèvement exceptionnel sur le montant des investissements bruts réalisés en 1978 et 1979 à l'étranger par les sociétés françaises ; (p. 8378) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Robert Vizet : création d'une surtaxe à l'impôt sur le revenu destinée à financer une prime exceptionnelle de 600 F aux familles. **Article 2** (p. 8381) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : suppression de l'article 2 ; adopté par scrutin public ; volonté de la commission des finances d'arriver à un barème plus équitable. **Après l'Article 2** (p. 8384) : amendement n° 16 de la commission soutenu par M. Gilbert Gantier : accordant une part entière du quotient familial pour le troisième enfant ; augmentation du taux majoré de la TVA ; rejeté ; (p. 8388) : fait des réserves sur le gage prévu par l'amendement n° 101 de M. Alexandre Bolo : plafonnant à 3.000 F par foyer fiscal la part exonérée d'impôt sur le revenu des intérêts des livrets A de caisse d'épargne ; (p. 8399) : opposition de la commission aux amendements n° 33 par M. Adrien Zeller :

déduction des frais de garde gagée par un abaissement de la déduction forfaitaire pour les revenus fonciers ; et n° 180 rectifié de M. Lucien Neuwirth : déduction des frais de garde des enfants gagée par une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée ; (p. 8402) : difficulté d'application de l'amendement n° 127 de M. Roger Combrisson ; souhaite que de nouvelles instructions soient données aux comptables du Trésor pour tenir compte de la situation des chômeurs dans le paiement de l'impôt ; (p. 8404) : augmentation considérable de la limite de déduction du bénéfice imposable du salaire du conjoint déjà réalisée ; (p. 8405) : s'oppose à l'exonération des chèques-vacances de l'impôt sur le revenu proposée par l'amendement n° 131 de M. Jean Bardol. **Article 3** (p. 8406) : amendement n° 17 de la commission soutenu par M. Arthur Dehaine : augmentation des limites de chiffres d'affaires ou de recettes prévues dans le paragraphe premier de l'article 3 ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 8417) : s'oppose au gage proposé par les amendements n° 122 de M. Jean Bardol et n° 60 de M. Joseph Franceschi ; (p. 8420) : s'inquiète de la date d'application trop proche retenue par l'amendement n° 11 de M. Michel Cointat ; la création par le projet de loi d'orientation agricole d'un comité tripartite sur la fiscalité agricole ; (p. 8422) : s'oppose au gage de l'amendement n° 181 2e correction de M. Lucien Neuwirth : tendant à diminuer la déduction forfaitaire de 20 % applicable au revenu brut des propriétés urbaines. **Avant l'Article 4** (p. 8423) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Julien Schvartz : taxation des bénéfices des compagnies pétrolières au profit des communes et des départements ; qui aurait pour effet de décourager les recherches pétrolières et minières. **Article 4** (p. 8426) : nécessité de multiplier les efforts de recherche ; soutient le sous-amendement n° 303 de la commission à l'amendement n° 290 du Gouvernement : caractère exceptionnel et provisoire du prélèvement ; (p. 8427) : accepte la modification au sous-amendement n° 303 de la commission proposée par le Gouvernement et tendant à supprimer les dispositions relatives à l'affectation des recettes ; sous-amendement n° 303 ainsi modifié adopté ; (p. 8428) : l'amendement n° 19 de la commission devient sans objet ; l'amendement n° 20 de la commission devient sans objet. **Avant l'Article 4** (*suite*) (p. 8429) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Julien Schvartz : établissement d'une taxe au profit de l'Etat sur le pétrole brut et le gaz naturel extrait du territoire national ; car il engage la fiscalité pétrolière pour les années 1980 et au-delà ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8500) : s'oppose à l'amendement n° 299 de M. Roger Combrisson : économies d'énergie ; (p. 8501) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Georges Gosnat : réintégration de provisions dans le bénéfice imposable ; (p. 8502) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Dominique Frelaut : abrogation de la loi du 27 juin 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Jacques Jouve : création d'un impôt sur la valeur des biens agricoles détenus par les sociétés françaises et étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire ; (p. 8503) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Jacques Jouve (taxe assise sur la valeur des terres achetées par des sociétés) ; s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Jacques Jouve : augmentation du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement ; (p. 8505) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Jacques Jouve : surtaxation des terres faisant l'objet d'une chasse privée ; s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Henry Canacos dont l'adoption conduirait à pénaliser les entreprises les plus compétitives. **Après l'Article 5** (p. 8525) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : établissement d'un seul plafond pour le des caisses d'épargne ; gage : augmentation du livret Bleu du crédit mutuel et pour le livret A taux de la taxe sur les encours ; amendement déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique. **Article 6** (p. 8528) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : augmentation de la décote en matière de TVA pour les associations visées à l'article 6 gagée par une augmentation du taux de la taxe sur les ventes de bijoux et d'objets d'art ; déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution. **Après l'Article 6** (p. 8530) : le gage proposé pour l'amendement n° 39 de M. Adrien Zeller entraînerait une fragmentation de la solidarité nationale ; (p. 8535) : l'amendement n° 139 de M. Parfait Jans : suppression du régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par une société mère ; supprimerait les avantages de la transparence fiscale et conduirait à des doubles impositions ; demande au Gouvernement des précisions sur les résultats du régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé ; (p. 8539) : son opposition aux amendements n° 140 de M. Jean Bardol et n° 73 de M. Laurent Fabius, qui supprimeraient l'amortissement dégressif alors qu'il constitue une incitation à l'investissement ; (p. 8541) : difficultés d'application de l'amendement n° 137 corrigé de M. Parfait Jans en raison de l'impossibilité de déterminer les entreprises qui se consacrent exclusivement à des activités relatives à la défense nationale ; (p. 8542) : imprécision des gages qui consistent à majorer à due concurrence une taxe. **Article 7** (p. 8544) : l'article 7 se justifie par rapport à l'accroissement de 24 % des crédits du ministère de

l'environnement qui sont, en grande partie, consacrés aux logements sociaux ; (p. 8549) : amendement n° 24 de la commission : maintien de la réfaction de 70 % pour les terrains d'une valeur inférieure à 200.000 F ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 8556) : s'oppose aux amendements n° 153 de M. René Ricubon et n° 232 de M. Laurent Fabius contraires à la sixième directive du Conseil des communautés européennes qui proscrit l'usage du taux zéro de la TVA ; (p. 8557) : hostilité de la commission à l'amendement n° 77 de M. Laurent Fabius : assujettissement au taux zéro de la TVA des opérations concernant le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale ; (p. 8558) : hostilité de la commission à l'amendement n° 38 de M. Adrien Zeller : application du taux majoré de la TVA aux climatiseurs, tondeuses à moteurs et piscines ; application du taux réduit aux appareils de chauffage utilisant l'énergie solaire et aux pompes à chaleur destinées au chauffage ; s'oppose à l'amendement n° 268 rectifié de M. Jean Bardol : perception au taux zéro de la TVA sur les véhicules achetés par les handicapés ; (p. 8559) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Dominique Frelaut : remboursement de la TVA payée par les collectivités locales sur leurs travaux. **Article 8** (p. 8560) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Jacques Jouve : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; instauration et tarifs d'un droit de consommation sur les alcools ; (p. 8562) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Francis Hardy : imposition atténuée pour les eaux-de-vie et vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée ; (p. 8563) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 207 de M. Jacques Féron : suppression de l'augmentation des droits sur les alcools pour les produits de parfumerie ; (p. 8564) : soutient l'amendement n° 25 de la commission rédactionnel : adopté ; **Après l'Article 8** : s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Jacques Jouve : taxe exigible de tout producteur de vin d'appellation d'origine contrôlée. **Article 9** (p. 8570) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : exonération de la taxe spéciale prévue par l'article 9 pour les aéronefs appartenant à des centres d'instruction et aux écoles de sport aérien relevant d'associations agréées; adopté avec modification. **Après l'Article 10** (p. 8572) : hostilité de la commission aux amendements n° 199 de M. Laurent Fabius, n° 107 de M. Frédéric-Dupont et n° 158 de M. Parfait Jans : détaxation du carburant des taxis ; régime fiscal favorable des chauffeurs de taxi ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8608) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Didier Julia : suppression de la taxation des véhicules de plus de 16 chevaux ; (p. 8609) : s'oppose aux amendements n° 161 corrigé de M. Parfait Jans et n° 79 rectifié de M. Laurent Fabius : suppression de la vignette moto. **Après l'Article 11** (p. 8613) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 175 corrigé de M. Robert Vizet : application de l'article 40 de la loi de finances pour 1979 ; (p. 8615) : se déclare personnellement favorable à l'amendement n° 175 corrigé de M. Robert Vizet. **Avant l'Article 13** (p. 8616) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Jean Bardol : instauration au titre de 1980 d'un prélèvement exceptionnel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Jean Bardol : instauration au titre de 1980 d'un prélèvement exceptionnel et progressif sur la fortune des personnes physiques ; (p. 8617) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Laurent Fabius : nouveau régime des droits de succession ; (p. 8631) : amendement de suppression n° 28 de la commission; rejeté. **Article 14** (p. 8642) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : décalage de cinq ans des âges prévus à l'article 14 ; adopté ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : entrée en vigueur du texte au 1er septembre 1980 ; adopté avec modification. **Article 17** (p. 8648) : soutient l'amendement n° 31 de la commission : réajustement technique ; adopté. **Avant l'Article 20** (p. 8653) : progression de la dotation globale de fonctionnement de 16 % en 1980. **Article 24** (p. 8659) : problème de la revalorisation des rentes viagères ; demande faite à la Cour des comptes par la commission des finances d'un rapport sur le problème des rentes viagères ; [22 octobre 1979] : **Après l'Article premier** (*suite*) (p. 8692) : amendement n° 14 de la commission précédemment réservé : vote du Parlement sur le budget social de la nation à partir de l'exercice 1981 ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 127, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale. **Article 25** (p. 8705) : soutient l'amendement n° 88 de la commission : minimum d'économies à réaliser par le Gouvernement fixé à 1.900 millions sur les dépenses ordinaires du budget général et à 100 millions sur les charges des budgets annexes ; rejeté par scrutin public ; soutient l'amendement n° 89 de la commission : dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de finances rectificative portant répartition des économies prévue par l'amendement n° 88 en vue d'éventuelles affectations à des nouveaux investissements ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 90 de la commission : obligeant le Gouvernement à retracer dans le fascicule « voies et moyens », annexé au projet de loi de finances, l'évolution des dépenses fiscales ; adopté ; nécessité de stopper l'évolution qui tend à une rigidité exces-

sive des structures du budget national et qui diminue la marge de manœuvre du Gouvernement ; (p. 8706) : problème des dépenses de l'Assemblée nationale ; reprise par l'amendement n° 90 des conclusions du dernier rapport du conseil des impôts.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9923) : situation de la justice administrative ; insuffisance des postes créés par le budget de 1980 ; l'allongement des délais de jugement provoque une dégradation de l'image de marque de la justice.

Articles et articles additionnels non rattachés, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [17 novembre 1979]. **Après l'Article 54** (p. 10248) : soutient l'amendement n° 247 de la commission : exonération de la taxe foncière pendant quinze ans pour les logements financés par les nouveaux prêts aidés par l'Etat ; devient sans objet. **Avant l'Article 58** (p. 10251) : la levée de l'anonymat risque d'inciter les épargnants à investir en des placements improductifs ; augmentation du taux de prélèvement libératoire à 40 % ; problème du financement du déficit budgétaire en cas de suppression de l'anonymat. **Article 58** (p. 10255) : soutient l'amendement n° 49 de la commission : précisant que c'est l'âge de l'assuré qui constitue une limite au-delà de laquelle l'exonération ne peut jouer. **Article 59** (p. 10257) : soutient l'amendement n° 250 de la commission : exclusion du champ d'application de l'article 59 du cas des habitations principales ; adopté avec rectification ; (p. 10258) : suggère de modifier l'amendement n° 250 de la commission : en fixant la limite de 500.000 F pour la valeur de l'habitation principale ; modification adoptée. **Article 63** (p. 10262) : absence de caractère de pénalité des intérêts moratoires dus à la suite d'un sursis à paiement de l'impôt. **Article 65** (p. 10266) : s'oppose à l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Caro : suppression de l'article 65. **Article 66** (p. 10267) : soutient l'amendement n° 252 de la commission des finances : formel ; adopté. **Article 69** (p. 10275) : soutient l'amendement n° 255 de la commission des finances : suppression du paragraphe 3 de l'article 69 ; devient sans objet ; (p. 10276) : soutient l'amendement n° 256 de la commission des finances : suppression du paragraphe 4 de l'article 69 ; devient sans objet. **Article 71** (p. 10277) : s'oppose à l'amendement n° 195 de M. Roger Combrisson : suppression de l'article 71 ; article 71 destiné non pas à encourager l'expansion des banques à l'étranger mais à favoriser les investissements d'entreprises n'appartenant pas au système bancaire ; soutient l'amendement n° 258 de la commission des finances : application de l'article 39 *octies* aux établissements financiers qui prendront une participation dans un investissement d'une entreprise française à l'étranger ; adopté. **Article 71** (p.10278) : s'oppose à l'amendement n° 196 de M. Jacques Jouve : incluant dans un rapport annuel au Parlement sur les fonds publics attribués aux entreprises un recensement des marchés publics, des aides fiscales et de toute cession de l'Etat susceptibles d'entraîner des rentes de situation en faveur des entreprises ; rejeté. **Article 72** (p. 10280) : s'oppose à l'amendement n° 197 de Mme Gisèle Moreau ; approuve le maintien dans l'article 72 de la notion de chef de famille qui est nécessaire pour que soit assurée une bonne administration de l'impôt. **Après l'Article 72** (p. 10282) : s'oppose à l'amendement n° 327 rectifié de M. Alain Hautecœur ; approuve la politique des pouvoirs publics qui s'engagent dans la voie d'une extension progressive de l'abattement de 20 % en la subordonnant à la connaissance des revenus ; (p. 10283) : s'oppose à l'amendement n° 332 rectifié de M. Laurent Fabius : institution d'un titre-vacances ; imposant des charges nouvelles aux entreprises et créant des inégalités entre les différents salariés ; son hostilité à la majoration entre les différents salariés ; son hostilité à la majoration de la taxe sur les encours des crédits ; (p. 10284) : s'oppose à l'amendement n° 333 de M. Laurent Fabius qui prévoit comme gage le rétablissement de la taxe sur les éléments du train de vie. **Article 73** (p. 10285) : s'oppose à l'amendement n° 214 et au sous-amendement n° 487 de M. Robert Vizet ; exonération de la taxe additionnelle au droit de bail pour les logements ayant bénéficié ou bénéficiant de l'aide de l'Etat ; (p. 10286) : s'oppose à l'amendement n° 44 rectifié de M. Alain Gérard : incluant dans le champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail, des locaux non destinés initialement à l'habitat et transformés en locaux habitables. **Après l'Article 73** (p. 10290) : incidence des amendements n° 396 et n° 106 sur la pression fiscale globale ; plafond des ressources des régions non atteint dans de nombreuses régions ; interdiction par la loi de 1972 sur les régions de la création de services propres aux régions ; limitation de la mission d'établissements publics aux seules actions d'intérêt régional ; nécessité d'éviter la naissance d'une nouvelle administration faisant double emploi avec les services extérieurs des différents ministères dans les départements ; (p. 10295) ; s'oppose au gage proposé dans l'amendement n° 334 rectifié : doublement de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés. **Avant l'Article 74** (p. 10296) : l'amendement n° 184 de M. Julien Schvartz sur les

obligations de la Caisse nationale de l'énergie porte atteinte au crédit de l'Etat. **Après l'Article 77** (p. 10298) : s'oppose à l'amendement n° 339 de M. Laurent Fabius car le secret fiscal est la garantie des citoyens. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [13 décembre 1979] (p. 11741) : principales dispositions adoptées par la commission mixte paritaire ; demi-part de quotient familial supplémentaire à partir du cinquième enfant, régime fiscal des adhérents des centres de gestion agréés, prélèvement sur les entreprises pétrolières, assujettissement du crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés, vignette moto, régime des donations ; (p. 11742) : rétablissement des crédits des anciens combattants, majoration du budget de la justice, du budget de l'intérieur, diminution des crédits du ministère des transports en vue de supprimer les campagnes d'information menées sur l'obligation d'allumer les codes en villes, suppression de la taxe parafiscale sur les recettes de publicité de certains organes d'information, rétablissement de l'article 56 qui prévoit une subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé, régime des bons anonymes, droit de communication pour l'administration en matière fiscale ; (p. 11743) : système d'incitation aux investissements dans les DOM, fiscalité des régions, pension de réversion pour les veuves de fonctionnaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**), rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11107) : une seule loi de finances rectificative en 1979 ; (p. 11108) : ouverture de 21,5 milliards de crédits supplémentaires demandée par le Gouvernement ; multiplication par 2,3 du déficit prévisionnel de la loi de finances ; 9 milliards de francs affectés aux interventions sociales, 2 milliards au financement de la contribution exceptionnelle au redressement de l'assurance maladie du régime général, 4 milliards pour l'équilibre financier des systèmes de transferts sociaux ; problème de la conception d'ensemble de notre système de transferts sociaux ; concours aux entreprises publiques de 3 milliards de francs ; dotation de la SNCF représentant 7 milliards de francs ; 3,6 milliards de francs pour les Charbonnages de France ; 300 millions au titre des subventions économiques en faveur de la construction aéronautique ; ampleur des dotations en capital destinées à l'entreprise minière et chimique et à Renault ; 220 millions de crédits demandés pour le financement des programmes aéronautiques ; les crédits relatifs à Concorde ; (p. 11109) : 6 milliards de francs pour les dépenses d'actions économiques ; 3,2 milliards au FDES ; 1,7 milliard pour le fonds spécial d'adaptation industrielle ; 1 milliard de prêt participatif supplémentaire ; imprécision des critères en fonction desquels les prêts participatifs sont attribués ; les annulations et les augmentations de recettes ne couvrent que très partiellement le nouveau déficit budgétaire ; majoration du déficit de la loi de finances qui passe de 15,6 milliards de francs à 34,8 milliards ; collectif ne représentant que 3,9 % de la loi de finances. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11132) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Parfait Jans : abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières versées par les organismes de la sécurité et de la mutualité sociale agricole ; suppression de l'avoir fiscal. **Après l'Article 3** (p. 11133) : approuve le principe de l'amendement n° 20 de M. Julien Schvartz mais estime celui-ci contraire à l'amendement n° 127 du règlement qui interdit d'introduire un amendement de nature organique à l'occasion d'un projet de loi. **Avant l'Article 5** (p. 11134) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Parfait Jans : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la fraude fiscale à laquelle recourent les sociétés et sur l'évasion fiscale. **Article 5** (p. 11135) : soutient l'amendement n° 2 de la commission des finances : non rétroactif de l'article 5 ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 11135) : s'oppose à l'amendement n° 25 du Gouvernement : autorisant les sociétés agréées pour le financement des télécommunications à concourir au financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie ou à développer l'utilisation des énergies nouvelles ; (p. 11136) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Louis Besson qui ne précise ni les conditions de recouvrement ni les obligations des redevables ni la procédure de contrôle et les pénalités applicables à propos de la taxe dont il définit les redevables ; (p. 11137) : s'oppose au sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 19 rectifié de M. René de Branche portant à trois ans le délai fixé à l'administration pour donner assignation à fins de condamnation en matière de contribution indirecte. **Article 6** (p. 11137) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Henri Emmanuelli : suppression de l'article 6 ; (p. 11138) : soutient l'amendement n° 3 de la commission des finances : rédactionnel ; retiré. **Article 7** (p. 11139) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Henri Emmanuelli : faisant dépendre la dévolution des biens de l'Etat aux collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'avis conforme du conseil général. **Article 11** (p. 11142) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Gilbert Mathieu : nécessité de faire participer les exploitants agricoles à l'effort de solidarité devant le

déficit croissant de l'assurance maladie. **Article 13** (p. 11143) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. René de Branche : suppression de l'article 13. **Après l'Article 13** (p. 11144) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Julien Schvartz : réforme des bases de l'indemnisation des anciens propriétaires des centrales et des réseaux de distribution électrique touchés par la nationalisation du gaz et de l'électricité ; (p. 11145) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Roger Combrisson : paiement par les entreprises françaises réalisant des investissements non commerciaux susceptibles de se traduire par une détérioration de la balance des paiements d'un prélèvement de 2 % assis sur la valeur brute de ces investissements.

Commerce et artisanat - Titre IV (p. 11148) : approuve l'amendement n° 15 de M. Henri Emmanuelli.

Education - Titre III (p. 11148) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission des affaires culturelles, s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Roger Combrisson. **Après l'Article 15** (p. 11155) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Henri Emmanuelli. **Article 16** (p. 11155) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Henri Emmanuelli. **Article 17** (p. 11156) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Henri Emmanuelli. **Article 19** (p. 11157) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Julien Schvartz, n° 35 de M. Antoine Porcu et n° 38, deuxième rectification, de M. Billardon. **Article 20** (p. 11158) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Henri Emmanuelli ; (p. 11159) : augmentation préoccupante des cotisations des taxes professionnelles dans certaines entreprises en 1979. **Article 11, deuxième délibération** (p. 11160) : approuve l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 12, deuxième délibération** (p. 11160) : approuve l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12408) : articles examinés par la commission mixte paritaire ; adoption de l'article additionnel du Sénat allégeant le barème du prélèvement progressif sur le produit brut des jeux dans les casinos ; de l'article nouveau assouplissant les conditions d'imposition des plus-values, réalisées à l'occasion de cession de droits sociaux ; de l'article tendant à supprimer le plafonnement imposé à la déductibilité des rémunérations de prêts participatifs ; de l'article relatif au taux du prélèvement forfaitaire sur le produit des placements à revenu fixe autres que des obligations et de l'article tendant à assouplir les limites imposées par le code général des impôts à l'enrichissement des vins par sucrage ; la contribution exceptionnelle des exploitants agricoles au BAPSA ; exonération de la contribution exceptionnelle des chefs d'exploitation retraités ; prise en charge par l'Etat de la stabilisation des charges d'emprunt en devises contractées par les établissements de crédit à statut légal spécial ; revalorisation des pensions d'ascendant du code des pensions militaires d'invalidité.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [27 décembre 1979] (p. 12540) : décision du Conseil constitutionnel constatant que la procédure suivie pour le vote de la loi de finances devant l'Assemblée nationale n'était pas conforme à l'article 40 de la loi organique ; impossibilité d'adopter une loi de finances avant le 1er janvier 1980 rendant nécessaire le dépôt d'un projet de loi autorisant en 1980 le Gouvernement à percevoir les impôts et taxes existants.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1560**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [7 janvier 1980] (p. 2) : décision du Conseil constitutionnel du 24 décembre 1979 déclarant non conforme à la Constitution la loi de finances pour 1980 pour des motifs de procédure et non de fond ; reprise par le Gouvernement du texte établi par la CMP ; adoption du projet par la commission.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1322) : déficit budgétaire ; évolution de l'impôt sur le revenu; progression des dépenses ordinaires; dépenses d'intervention en matière sociale ; dépenses en capital ; gestion des autorisations budgétaires ; Cour des comptes ; (p. 1323) : virements, dépassements et reports de crédits ; rapport au parlement sur les fonds publics attribués à titre d'aide aux entreprises industrielles ; complexité de l'organisation administrative des aides ; remise de dettes contractées à l'égard de la France par certains pays en voie de développement. **Discussion des articles** [28 mai 1980]. **Article 16** (p. 1411) : résolution adoptée par la CNUCED demandant aux pays industrialisés d'alléger la dette des pays sous-développés les plus pauvres. **Après l'Article 16** (p. 1412) : missions et moyens de la Cour des comptes ; (p. 1413) : moyens de la Cour des comptes ; (p. 1415) : fonds de concours. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4902) : deux articles additionnels adoptés par le

Sénat ; publication en annexe au projet de loi de règlement de toutes indications sur les actions financées dans le cadre des attributions de comités spécialisés d'aide ou de soutien aux activités ou aux politiques industrielles ; CIASI, CIDISE, CODIS ; publication en annexe au projet de loi de finances d'un rapport sur la gestion des autorisations de programme au cours de l'avant-dernier exercice précédant celui auquel s'applique le projet de loi de finances.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1541) : abandon partiel du monopole du tabac ; évolution du goût du public en faveur du tabac blond ; concurrence des marques étrangères ; campagne anti-tabac ; répartition des contingents de publicité en application de la loi Veil ; prix de vente des tabacs ; projet faisant du SEITA une société anonyme ; contrat d'entreprise ; maintien des droits acquis des personnels, débitants et planteurs de tabac ; (p. 1542) : domaine d'activité de la nouvelle société ; (p. 1545) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Christian Nucci ; monopole du tabac ; [5 juin 1980] (p. 1598) : erreur dans la rédaction du titre du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1606) : sous-consommation des possibilités offertes au SEITA pour la publicité. **Article 3** (p. 1611) : amendement n° 1 de la commission : garantie des retraites des personnels du SEITA par l'Etat ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2377) : suppression de toute possibilité de participation au capital de la part des groupes multinationaux étrangers ; activité industrielle, commerciale ou de service liée aux activités principales de la SEITA ; culture du tabac et approvisionnement de la SEITA ; organisation de la société ; modalités d'évaluation des apports ; participation des salariés.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** (n° **1736**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, rapporteur pour avis. **Discussion générale** [10 octobre 1980] (p. 2658) : dispositions fiscales de la convention ; remboursement par l'Etat à la société des sommes acquittées au titre de l'impôt sur les sociétés ; versement, aux collectivités locales, par Eurodif, d'une dotation forfaitaire ; garantie d'emprunt accordée à Eurodif par les Etats signataires ; (p. 2659) : rétroactivité des dispositions fiscales.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2686) : hausse du prix du pétrole en 1979 ; déficit de la balance courante des pays de l'OCDE ; rétablissement de la situation des entreprises ; recyclage des excédents pétroliers ; conséquences du nouveau choc pétrolier sur les pays en voie de développement ; ralentissement durable de la croissance ; (p. 2687) : échec de mesures de relance ; défense de la monnaie ; impossibilité d'une relance globale de l'activité ; rôle de l'Etat ; incidences de la défense du franc sur la compétitivité extérieure ; hypothèses économiques retenues pour 1981 : taux de croissance, consommation des ménages, investissements, inflation ; libération des prix ; (p. 2688) : découvert budgétaire ; augmentation des dépenses de fonctionnement ; croissance minimum des emplois publics ; effort en faveur des investissements publics ; stabilisation de la pression fiscale ; augmentation excessive des cotisations sociales ; mesures d'encouragement à l'investissement. **Discussion des articles** [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2755) : hostilité de la commission aux amendements n° 69 de M. Jacques Jouve, et n° 7 de M. Laurent Fabius ; discussion des conclusions du rapport Blot, Méraud, Ventejol relatif à l'impôt sur la fortune ; (p. 2759) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Laurent Fabius et à l'amendement n° 125 de M. Georges Gosnat ; (p. 2760) : s'oppose aux amendements n° 9 de M. Laurent Fabius et n° 70 de M. Jean Bardol ; (p. 2762) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Parfait Jans ; impossibilité de financer les dettes des offices d'HLM en majorant le taux de l'impôt sur les sociétés ; (p. 2763) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Théo Vial-Massat ; inopportunité de la suppression de la faculté d'étaler l'imposition des plus-values à court terme ; mesure contraire à la politique suivie en matière de soutien à l'emploi ; s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jacques Brunhes ; (p. 2764) : s'oppose à l'amendement n° 95 de Mme Marie-Thérèse Goutmann ; moyens de décourager l'embauche dans les entreprises ; (p. 2765) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Georges Gosnat ; prélèvement dangereux pour les petites et moyennes entreprises ; (p. 2767) : amendement n° 100 de M. Jacques Brunhes contraire à l'article 34 de la Constitution ; pénalisation des installations réalisées à l'étranger ; amendement n° 80 de M. Georges Gosnat contraire à l'article 34 de la Constitution ; hostilité de la commission à l'amen-

dement n° 82 de M. Robert Vizet ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2775) : amendement n° 83 contraire au principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt et au traité de Rome ; (p. 2776) : hostilité à toute augmentation de l'impôt sur le bénéfice des sociétés ; (p. 2777) : inconstitutionnalité de l'amendement n° 92 de M. Jacques Brunhes ; (p. 2778) : amendement n° 93 contraire au principe de l'égalité devant l'impôt ; concurrence internationale frappant l'industrie pharmaceutique ; (p. 2779) : surproduction d'acier ; assujettissement du crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés ; (p. 2780) : nécessité des sociétés de travail intérimaire ; réussite de la loi Monory instituant une déduction fiscale relative à l'achat d'actions ; (p. 2781) : risque de fraude en cas d'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des collectivités publiques. **Article 2** (p. 2787) : nécessité de ne pas augmenter le taux maximum de l'impôt sur le revenu ; (p. 2788) : amendement n° 5 de M. Pierre Bas contraire à la politique fiscale de réduction des inégalités ; nécessité d'une réforme de l'impôt sur le revenu ; (p. 2791) : injustice de l'impôt indirect ; perte de recettes entraînée par les amendements n° 1 et n° 178 de M. Pierre Bas ; (p. 2794) : amendement n° 50 de la commission : abattement sur le revenu imposable en faveur des salariés célibataires ; augmentation du taux de TVA sur les produits alimentaires destinés à la nourriture des chiens, chats et autres animaux d'agrément ; rejeté ; (p. 2795) : problème de la fiscalité propre aux célibataires ; (p. 2797) : lourdeur excessive de la fiscalité frappant les célibataires ; incidence minime sur les prix de l'augmentation de la TVA frappant les aliments pour animaux ; situation de la sidérurgie ; prospérité de l'industrie des aliments pour animaux ; importance de ses dépenses de publicité télévisée ; son opposition à la suppression de la possibilité d'étaler l'imposition des plus-values à court terme ; (p. 2798) : amendement n° 51 de la commission : relèvement de la limite d'adhésion aux centres de gestion agréés ; adopté avec modification ; (p. 2799) : amendement n° 52 de la commission : augmentation de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice de la profession pour les adhérents des centres de gestion et associations agréés ; adopté avec modification. **Article 2** (*suite*) (p. 2806) : motifs pour lesquels un abattement de 20 % est accordé aux seuls salariés ; mauvaise connaissance des revenus non salariaux ; (p. 2807) : attachement de la commission au quotient familial ; (p. 2808) : déduction forfaitaire supplémentaire pour frais professionnels applicable aux représentants de commerce ; (p. 2809) : régime fiscal actuel des pensions alimentaires non satisfaisant. **Après l'Article 2** (p. 2810) : amendement n° 53 de la commission : demi-part supplémentaire de quotient familial attribuée aux familles de trois enfants et plus ; majoration exceptionnelle du droit de consommation sur les alcools, du droit de circulation sur les vins, cidres, poirés, hydromels et « pétillants de raisin » et augmentation du taux de consommation sur les tabacs ; réservé ; [17 octobre 1980] : **Article 4** (*suite*) (p. 2826) : rejet par la commission des amendements à l'article 4 ; (p. 2834) : amendement n° 60 de la commission : conditions de remboursement des droits indirects régis par le code général des impôts ou des droits et taxes recouvrés selon les procédures du code des douanes lorsqu'ils ont été acquittés indûment ; adopté. **Après l'Article 2** (*suite*) (p. 2836) : amendement n° 53 de la commission : précédemment réservé ; adopté avec modification. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2847) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Pierre Jagoret ; extension de l'application du quotient familial ; la suppression de l'exonération prévue en faveur des revenus d'obligations et d'actions semble inopportune ; (p. 2848) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Roger Combrisson ; difficulté d'appréhender la situation du chômage ; s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Robert Vizet ; imposition des indemnités journalières de sécurité sociale ; exonération des indemnités de longue maladie ; (p. 2851) : amendement n° 16 de M. Laurent Fabius et amendement n° 155 de M. Adrien Zeller ; problèmes de la substitution d'un crédit d'impôt à une déduction du revenu imposable ; mise en cause du système du quotient familial ; risques de réduire l'avantage accordé pour l'acquisition ou la construction d'un logement ; amendement n° 54 de la commission : indexation des plus-values professionnelles en tenant compte de la variation annuelle des prix à la consommation gagée par le relèvement du taux de la taxe sur les conventions d'assurances ; rejeté ; (p. 2855, 2856) : amendement n° 40 de M. Laurent Fabius : modification de l'impôt sur les successions ; conclusions du rapport Ventejol-Blot-Méraud sur les droits de succession et du rapport Gomart ; (p. 2857) : amendement n° 55 de la commission : réduction des droits de succession pour les familles de plus de trois enfants, cette réduction ne pouvant excéder 4.000 F par enfant ; adopté ; (p. 2858) : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Georges Gosnat : cumul du livret A de caisse d'épargne et du livret bleu du crédit mutuel ; décloisonnement des réseaux de collecte d'épargne ; s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Robert Vizet : étalement du

versement des impôts sur le revenu après le décès d'un contribuable lorsque le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche, majoration des dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; la commission des finances a adopté l'amendement n° 202 de M. Etienne Pinte : actualisation des limites d'exonération et des abattements prévus par la loi sur les plus-values gagée par la majoration des droits indirects sur l'alcool ; (p. 2861) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Etienne Pinte ; risque de favoriser les spéculateurs. **Avant l'Article 3 précédemment réservé** (p. 2862) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Pierre Mauger ; caractère injustifié de l'extension des mesures fiscales adoptées en 1979 aux secteurs agricoles et aux opérations de construction immobilière ; (p. 2863) : s'oppose à l'amendement n° 135 rectifié de M. Georges Gosnat ; nécessité du régime du bénéfice mondial pour le redéploiement de notre industrie ; éviter les doubles impositions pour permettre aux sociétés de créer des filiales ; [21 octobre 1980] (p. 2880) : s'oppose aux amendements n° 25 de M. Laurent Fabius et n° 130 de M. Jacques Jouve : déductions fiscales accordées aux sociétés ; s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Goldberg ; article 216 du code général des impôts permettant d'éviter une double imposition du bénéfice ; (p. 2881) : constitution de la cinquième équipe de travail ; pouvoir dans l'entreprise ; (p. 2883) : sous-amendement n° 175 de la commission à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : extension aux entreprises qui réalisent des bénéfices non commerciaux de l'aide fiscale à l'investissement ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 2884) : sous-amendement n° 176 de la commission à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 2886) : s'oppose aux sous-amendements n^{os} 211, 213 et 214 de M. Ginoux à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement ; sous-amendement n° 177 de la commission à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : en cas de revente avant un délai de cinq ans réintégration au bénéfice de la valeur résiduelle du bien ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; s'oppose au sous-amendement n° 181 de M. de Branche : problème du cumul entre l'incitation fiscale à l'investissement et les autres formes d'aide ; (p. 2887) : s'oppose au sous-amendement n° 195 de M. Goldberg. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2892) : amendement n° 56 de la commission : ramenant de cinq à deux ans et non à un an le délai d'emploi de la provision pour reconstitution de gisements ; rejeté par scrutin public ; longueur des délais pour l'attribution des permis de recherche sur le territoire national ; (p. 2893) : amendement n° 57 de la commission : suppression de toute référence dans le temps en ce qui concerne la limitation du cumul entre provision pour reconstitution de gisements et amortissement pour les recherches à l'étranger ; rejeté ; (p. 2901) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Laurent Fabius ; (p. 2902) : amendement n° 58 de la commission : affectation aux groupements de communes du bénéfice de l'augmentation du taux des redevances minières communales ; retiré ; (p. 2903) : s'oppose à l'amendement n° 134 rectifié de M. Georges Gosnat ; importance des stocks. **Après l'Article 3** (p. 2904) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Julien Schvartz ; difficultés des charbonnages de France ; (p. 2906) : amendement n° 59 de la commission : régime fiscal facilitant la transformation des entreprises individuelles en société ; adopté avec modifications ; (p. 2908) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Christian Pierret ; danger pour les entreprises d'un crédit d'impôt remboursable ; (p. 2909) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Guy Ducoloné ; (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Laurent Fabius et à l'amendement n° 133 de M. Jean Bardol ; fiscalité des associations ; (p. 2911) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 216 de M. Jean Bonhomme malgré ses difficultés d'application ; (p. 2912) : s'oppose aux amendements n° 37 rectifié de M. Laurent Fabius et n° 140 rectifié de M. Pierre Goldberg. **Avant l'Article 4** (p. 2913) : s'oppose à l'amendement n° 73 contraire aux engagements européens de la France ; (p. 2914) : s'oppose aux amendements n° 145 rectifié de M. Robert Vizet et n° 38 de M. Laurent Fabius ; s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Laurent Fabius : fiscalité sur le fuel domestique ; (p. 2915) : s'oppose aux amendements n° 163 de M. Henri Emmanuelli, n° 230 de M. Pierre Goldberg et n° 231 de M. Robert Vizet. **Après l'Article 4** (p. 2916) : amendement n° 61 de la commission : taxe sur les locations et ventes d'espaces publicitaires ; réservé jusqu'après l'article 42 ; (p. 2917) : s'oppose aux amendements n° 34 rectifié de M. Laurent Fabius et n° 147 de M. Parfait Jans ; participation des employeurs à la formation continue. **Article 6** (p. 2918) : actualisation des recettes du fonds spécial d'investissement routier correspondant à une stagnation en francs courants des autorisations de programme ; (p. 2919) : diminution de la subvention aux collectivités locales pour le réseau routier national secondaire déclassé ;

amendement n° 62 de la commission : portant à 13,52 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances ; curiosité juridique constituée par le compte d'affectation spéciale « fonds spécial d'investissement routier » ; nécessité de supprimer le FSIR et d'ajouter ses crédits aux budgets des transports et de l'intérieur. **Article 7** (p. 2921) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Michel Couillet contraire aux engagements internationaux de la France. **Article 8** (p. 2922) : approuve l'amendement n° 185 de M. Hubert Voilquin ; aide à l'agriculture de montagne. **Après l'Article 8** (p. 2924) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Christian Pierret ; dotation supplémentaire accordée aux communes thermales ; (p. 2925) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Laurent Fabius, à l'amendement n° 152 de M. Parfait Jans ; revalorisation des tarifs des taxis ; avantages fiscaux dont bénéficient déjà les chauffeurs de taxis : exonération de la vignette, de la taxe professionnelle, régime du forfait ; (p. 2927) : s'oppose aux amendements n° 45 de M. Laurent Fabius, n° 131 de M. Parfait Jans, n° 127 de M. Pierre Goldberg et n° 46 de M. Louis Darinot ; participation des employeurs au financement des transports en commun ; s'oppose aux amendements n° 47 de M. Laurent Fabius et n° 128 de M. René Rieubon.

Deuxième partie :

Intérieur. Examen des crédits [28 octobre 1980]. **Titre VI** (p. 3204) : article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances non applicable à l'amendement n° 92 du Gouvernement ; fonds spécial d'investissement routier constituant une source de confusion dans l'appréciation des dépenses budgétaires ; majoration de la dotation affectée au réseau national déclassé.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 38** (p. 4111) : nécessité de maintenir pour la durée du VIII[e] plan le régime de financement des travaux d'électrification rurale. **Article 40** (p. 4112) : amendement n° 24 de la commission des finances : suppression de l'article 40 ; adopté. **Après l'Article 40 :** adoption à l'unanimité par la commission des finances de l'amendement n° 85 de M. Marette supprimant la serisette. **Article 42** (p. 4114) : amendement n° 25 de la commission des finances : application des majorations forfaitaires aux valeurs locatives cadastrales des immeubles entrant dans l'assiette de la taxe professionnelle ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 42** (p. 4117) : amendement n° 50 de la commission des finances : application de la taxe sur les locations ou ventes d'espaces publicitaires prévue par l'article 40 de la loi de finances pour 1979 ; retiré ; s'oppose au sous-amendement n° 184 de M. Vizet à l'amendement n° 136 du Gouvernement, et l'estime inapplicable ; s'oppose aux sous-amendements n° 168 de M. Schneiter et n° 85 corrigé de M. Vizet à l'amendement n° 136 du Gouvernement : nécessité de maintenir l'exonération des abribus ; s'oppose au sous-amendement n° 186 de M. Vizet à l'amendement n° 136 du Gouvernement tendant à modifier le seuil d'application de taxation. **Article 43** (p. 4119) : reconduction automatique de mesures d'aide parfois anciennes ; (p. 4120) : multiplicité des régimes d'aide compliquant la fiscalité. **Après l'Article 43** (p. 4121) : amendement n° 26 de la commission des finances : fixant à 65 F par habitant le montant maximal de ressources fiscales de chaque région ; devient sans objet ; (p. 4122) : sous-amendement n° 152 de la commission des finances à l'amendement n° 33 du Gouvernement : évolution du montant maximal par habitant des ressources fiscales de chaque région aligné sur celle de l'indice de valeur dc la formation brute du capital fixe des administrations publiques ; adopté ; (p. 4125) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Fabius relatif aux pouvoirs d'investigation et de contrôle des rapporteurs budgétaires. **Après l'Article 46** (p. 4133) : amendement n° 190 de la commission des finances : présentation d'annexes récapitulant, par ministère, l'ensemble des crédits budgétaires qui s'appliquent à une action conduite par un ministère et faisant l'objet de financements budgétaires provenant d'autres ministères ; adopté avec modification ; (p. 4134) : son sous-amendement à l'amendement n° 190 de la commission des finances : document récapitulatif unique annexé à la loi de finances elle-même et non à chaque fascicule budgétaire ; adopté. **Deuxième délibération** [18 novembre 1980]. **Article 13** (p. 4138) : rétablissement et majoration des crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; amendement du Gouvernement traduisant le vote émis par l'Assemblée en faveur de l'implantation d'une tour hertzienne à Lyon ; avis favorable de la commission des finances sur les amendements déposés par le Gouvernement en seconde délibération ; amélioration, par l'amendement n° 1, du contrôle de la qualité des produits alimentaires d'origine animale, nationaux et importés. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4903) ; aide fiscale à l'investissement ; aide à l'investissement dans les territoires d'outre-mer ; régime fiscal des sociétés de personnes et des

SARL ; dégrèvement de la taxe d'habitation en faveur des contribuables les plus modestes et augmentation du droit de timbre applicable aux cartes d'identité ; augmentation de la taxe sur les contrats d'assurance des bateaux de plaisance et de la taxe sur les contrats d'assurance vie ; régime fiscal des alcools ; majoration de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA ; droits de francisation et de navigation ; redevances communale et départementale des mines ; (p. 4904) : relèvement de la taxe perçue par les communes thermales sur les eaux minérales ; possibilité pour les redevables de la taxe d'habitation de se libérer en deux acomptes provisionnels et un solde ; imposition en faveur des communes sur les gazoducs et oléoducs enterrés ; abattement facultatif appliqué par les communes à la valeur locative en matière de taxe d'habitation ; taxe communale sur l'affichage ; taxe départementale destinée au financement des espaces verts ; ressources fiscales des régions ; relèvement des plafonds de ressources autorisé par la loi au profit de l'établissement de la métropole lorraine et de l'établissement public de la Basse-Seine ; modalités de paiement de la taxe due en cas de dépassement du plafond légal de densité ; âge d'attribution du supplément exceptionnel s'ajoutant aux pensions de veuves de guerre ; financement de l'indemnité de remplacement prévue en cas de maternité au profit des agricultrices ; service ménager pour les personnes âgées ; publication d'un document regroupant l'ensemble des crédits budgétaires s'appliquant à un ministère ; financement du centre de protection civile de Lacq ; (p. 4906) : dénonce la mise en cause du président de la commission des finances et du rapporteur général par M. Francis Hardy ; (p. 4907) : insinuations inacceptables de M. Francis Hardy.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4437) : usage excessif de la procédure du décret d'avances ; légère augmentation du déficit prévisionnel du budget 1980 ; majoration du budget des charges communes pour couvrir la hausse des rémunérations dans la fonction publique ; (p. 4438) : situation de l'Etat employeur au regard de la sécurité sociale ; ajustement des charges de la dette publique ; subvention de l'Etat à l'UNEDIC ; contribution exceptionnelle de l'Etat au redressement de l'assurance maladie ; ajustement des dotations des entreprises publiques ; consolidation de prêts du FDES à EDF ; augmentation des ressources du FDES et difficultés du contrôle parlementaire ; crédits supplémentaires du budget de l'agriculture ; majoration de l'aide à la marine marchande et au commerce extérieur ; supplément de recettes fiscales provenant de l'impôt sur les sociétés et de la TVA ; (p. 4439) : annonce du dépôt d'un nouveau projet de loi de finances rectificative tirant les conséquences des travaux de la conférence annuelle agricole ; problème de la validité des méthodes utilisées pour mesurer l'évolution du revenu agricole ; (p. 4446) : méthode d'évaluation des revenus de l'agriculture. **Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B. — Economie et budget. — I. Charges communes : Titre I** (p. 4460) : critique la pratique consistant à amputer les crédits destinés aux travaux routiers du montant de la dotation nécessaire au financement des interventions en garantie de l'Etat pour les échéances de la société de l'autoroute A 4. **Anciens combattants : Titre III** (p. 4462) : amendement n° 3 de la commission des finances : réduction du crédit destiné à rembourser aux autorités vietnamiennes les dépenses d'entretien des sépultures françaises au Vietnam ; adopté ; (p. 4463) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Lucien Villa visant à supprimer une opération de décentralisation. **Commerce et artisanat : Titre IV** (p. 4464) : amendement n° 4 de la commission des finances : suppression d'un crédit destiné à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers, industriels et commerciaux des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises ; adopté. **Travail et santé. — II. Travail et participation : Titre IV** (p. 4465) : approuve l'amendement n° 19 de la commission des affaires culturelles ; mauvaise évaluation des crédits nécessaires pour une manifestation concernant le travail manuel. **Article 3 et Etat C. — Economie et buget. — I. Charges communes : Titre V** (p. 4471) : ouverture d'une dotation en capital en faveur des sociétés de télévision en vue de financer, à titre exceptionnel, leurs stocks de programmes. **Avant l'Article 11** (p. 4473) : amendement n° 5 de la commission des finances : déduction du revenu imposable des dépenses relatives à la réalisation d'installations de chauffage solaire ; majoration du droit de timbre sur le Loto ; rejeté ; (p. 4474) : amendement n° 6 de la commission des finances : régime fiscal au regard de l'impôt sur le revenu des primes d'incitation au départ versées par de nombreuses entreprises ; réservé puis adopté avec modifications ; (p. 4475) : nécessité de trouver un système encourageant au maximum le maintien à domicile. **Article 11** (p. 4484) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Irénée Bourgois. **Après l'Article 12** (p. 4487) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Laurent

Fabius visant à dessaisir la commission des infractions commises en matière fiscale. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4984) : rétablissement par la commission mixte paritaire du crédit supprimé par l'Assemblée au budget des anciens combattants en raison du mauvais entretien des sépultures des anciens combattants français au Vietnam ; rejet par la commission mixte paritaire de l'article 11 B introduit par le Sénat tendant à modifier le calcul de l'impôt sur le revenu des assistantes maternelles ; rejet par la commission mixte paritaire de l'article 11 C introduit par le Sénat réduisant la liste des établissements du secteur de l'énergie pour lesquels le montant du prélèvement au titre de la péréquation départementale ne peut dépasser 20 % du produit de la taxe professionnelle ; suppression de l'article 12 *bis* introduit par l'Assemblée prévoyant que la commission des infractions fiscales serait dessaisie en cas de fraude internationale, de fausses factures ou d'emploi de travailleurs au noir ; adoption par la commission mixte paritaire des dispositions étendant aux ressortissants de la mutualité sociale agricole le système d'avances sur pensions alimentaires consenties par les caisses d'allocations familiales.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [4 décembre 1980] (p. 4633) : projet ne consistant qu'en un regroupement de dispositions concernant des situations auxquelles il apporte une solution législative nécessaire. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4639) : s'oppose aux amendements n° 39 de M. René Gaillard et n° 95 de M. Jacques Jouve : régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production. **Article 2** (p. 4643) : amendement n° 14 de la commission des finances : exonération de la TVA des emplacements non couverts ; devient sans objet ; (p. 4644) : caractère commercial des opérations effectuées en régie municipale. **Article 4** (p. 4645) : s'oppose aux amendements n° 96 de M. Jacques Chaminade et n° 120 de M. Dominique Taddei ; régime actuel de dégrèvement mal adapté et coûteux pour le Trésor. **Article 8** (p. 4648) : amendement n° 16 de la commission des finances : portant de six à douze mois le délai donné au propriétaire pour se manifester ; adopté avec modifications. **Article 11** (p. 4650) : amendement n° 17 de la commission des finances : suppression de l'article 11 ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 4651) : s'oppose aux amendements n° 97 de M. Georges Gosnat et n° 43 rectifié de M. Dominique Taddei ; caractère purement comptable des plus-values sur stocks pétroliers. **Article 12** (p. 4652) : amendement n° 18 de la commission des finances : suppression de l'article 12 ; rejeté ; problème de la fiscalité applicable aux cigarettes ne contenant pas de tabac. **Article 14** (p. 4653) : amendement n° 19 de la commission des finances : excluant du champ d'application de l'article 14 les gains de course réalisés par les éleveurs de chevaux et les recettes provenant de certificats d'obtention végétale ; adopté ; amendement n° 20 de la commission des finances : augmentant le coefficient multiplicateur prévu par l'article 14 ; rejeté ; (p. 4654) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Jacques Chaminade ; problème de la connaissance des revenus agricoles. **Après l'Article 15** (p. 4656) : lien entre le caractère obligatoire d'une assurance et la déductibilité fiscale des primes. **Article 16** (p. 4660) : amendement n° 22 de la commission des finances : régime particulier de l'échange standard en matière douanière ; adopté avec modifications. **Après l'Article 16** (p. 4662) : s'oppose à l'amendement n° 108 corrigé de M. Lagourgue qui élargit excessivement le champ d'application des aides à l'investissement au secteur de l'hôtellerie, du tourisme et des exploitations forestières ; (p. 4663) : amendement n° 23 de la commission des finances : régime d'aide à l'investissement dans les TOM ; réservé ; amendement n° 24 de la commission des finances : prise en compte de la variation de l'indice pour l'imposition des plus-values immobilières ; rejeté ; (p. 4664) : estime, à titre personnel, que l'amendement n° 24 remet en cause une partie du dispositif d'ensemble de la fiscalité des plus-values immobilières. **Article 16** *bis* (p. 4666) : amendement n° 80 corrigé de la commission des finances : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de l'article 16 *bis* ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 4670) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Taddei : nécessité de maintenir la faculté pour les entreprises de faire procéder à des contre-visites médicales. **Avant l'Article 19** (p. 4671) : s'oppose au dispositif fiscal prévu par l'amendement n° 163 de M. Léger ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4679) : amendement n° 23 de la commission des finances précédemment réservé : régime d'aide à l'investissement dans les TOM et à Mayotte ; adopté avec modification ; (p. 4779) : soutient l'amendement n° 107 précédemment réservé de M. Flosse : financement des investissements industriels dans les TOM ; devient sans objet. **Article 19** (p. 4680) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Vizet qui aboutit

à majorer de 50 % la taxe sur les voitures particulières des sociétés. **Article 19** *bis* : approuve l'article 19 *bis* qui introduit plus de souplesse dans les relations du ministre de la santé et des organismes de sécurité sociale. **Article 22** (p. 4684) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Tissandier : nécessité d'une toilette du code rural. **Après l'Article 23** (p. 4689) : approuve l'amendement n° 65 de M. Tranchant : enquête effectuée par la Cour des comptes à la demande du président de la commission des finances sur le budget des caisses d'action sociale d'EDF ; (p. 4717) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Martin : suppression des pas-de-porte risquant d'augmenter le montant des loyers. **Après l'Article 24** (p. 4720) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Martin qui poserait un problème de fonctionnement à la direction générale de la concurrence et de la consommation ; manque de moyens de la commission de la concurrence ; (p. 4721) : s'oppose aux amendements n° 89 corrigé de M. Martin et n° 45 de M. Malvy : nécessité de ne pas encombrer les travaux de la commission de la concurrence ; possibilité de renforcer ses effectifs. **Après l'Article 26** (p. 4724) : approuve l'amendement n° 137 de M. de Gastines. **Article 31** (p. 4727) : amendement n° 28 de la commission des finances : amendement de précision ; adopté. **Après l'Article 31** : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Jean Bégault qui tend à faire fixer des titres de métaux précieux par décret. **Article 33** (p. 4729) : amendement n° 29 de la commission des finances : fixation au 1er janvier 1976 de la date d'effet des statuts particuliers publiés avant le 1er janvier 1980 ; fixation au 1er janvier 1979 de la date d'effet des statuts particuliers des ingénieurs des travaux des essences, des militaires infirmiers techniciens des hôpitaux des armées et des ingénieurs de l'armement ; adopté. **Article 35** (p. 4732) : amendement n° 30 de la commission des finances : rédactionnel ; adopté. **Article 36** (p. 4733) : amendement n° 31 de la commission des finances : suppression de l'article 36 ; rejeté ; approuve l'amendement n° 48 du Gouvernement. **Article 38** (p. 4736) : amendement n° 32 de la commission des finances : suppression de l'article 38 ; rejeté ; article 38 prévoyant des mesures restrictives ne visant que les personnels militaires et constituant une discrimination inacceptable. **Article 44** (p. 4740) : s'oppose aux amendements n° 11 de M. Jean-Claude Pasty et n° 105 de M. Jacques Chaminade. **Après l'Article 46** (p. 4748) : rejet par la commission des finances des amendements n° 158, n° 161 rectifié et n° 176 qui reprennent un article introduit par le Sénat lors de l'examen du projet de loi sur le développement des responsabilités locales ; condamne la méthode consistant à court-circuiter le travail parlementaire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2141). **Première lecture,** rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4926) : mesures exceptionnnelles de soutien du revenu agricole ; augmentation du déficit prévisionnel du budget financé par trois emprunts à long terme ; difficultés d'évaluation de la baisse du revenu agricole ; (p. 4927) : aide directe calculée en fonction du chiffre d'affaires des agriculteurs, sélective et plafonnée ; modalités de liquidation de l'aide ; prise en charge des intérêts de certains prêts ; mesures structurelles ; augmentation de l'indemnité viagère de départ versée aux agriculteurs qui cesseront d'exploiter en 1981 et 1982 et qui céderont leurs terres en bail à ferme à de jeunes agriculteurs ; danger d'un processus permanent d'aide directe à l'agriculture ; problème de la hausse rapide des consommations intermédiaires de l'agriculture ; (p. 4928) : rôle de la recherche agronomique ; réforme de l'INRA ; problème de la diffusion des progrès technologiques en agriculture ; mise en place d'un réseau national d'expérimentation. **Discussion des articles** [17 novembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4973) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jacques Chaminade relatif à la participation française au fonds européen de développement ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaminade ; nécessité de développer les industries agro-alimentaires ; (p. 4975) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Henri Emmanuelli : instauration d'un impôt annuel progressif sur les fortunes. **Article 2** (p. 4977) : approuve l'amendement n° 6 de la commission de la production ; baisse de revenu apparente des producteurs de maïs ; (p. 4978) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Henri Emmanuelli mais souhaite qu'un dispositif soit mis en place pour écarter du bénéfice des aides au revenu les agriculteurs disposant de revenus élevés. **Après l'Article 2** : approuve l'amendement n° 1 de M. Georges Mesmin ; nécessité de favoriser les investissements tendant à augmenter la consommation de charbon dans l'industrie ; (p. 4979) : problème des conditions de transport, de manutention et de stockage du charbon ; (p. 4980) : nécessité d'aides spécifiques à la reconversion vers le charbon ; s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission de la production ; estime suffisantes les sanctions prévues par l'article 2020-A du code général des impôts ; (p. 4981) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Henri Emmanuelli ; souhaite que le ministre s'engage à présenter un rapport sur l'exécution de la présente loi de finances rectificative à la fin de 1981.

INCHAUSPÉ (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques (3e circonscription) (RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Royer et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la création de centres de formation et d'assistance technique, en matière de gestion et de comptabilité, pour les petites et moyennes entreprises (n° 1571) [10 avril 1980] (p. 298).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à supprimer l'article L 62 du **code des débits de boissons** relatif à la fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants (n° **223**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 177-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en ce qui concerne les conditions de création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote** (n° **1235**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 15-1 du **code de l'expropriation** afin de faciliter, dans certains cas, la prise de possession par l'autorité expropriante (n° **2007**) [23 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Etablissements hospitaliers de Cambo (Pyrénées-Atlantiques)** [15 octobre 1980] (p. 2729).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 8385) : soutient l'amendement n° 101 de M. Alexandre Bolo : attribuant une part supplémentaire de quotient familial pour le quatrième enfant et plafonnant à 3.000 francs d'intérêts par foyer l'exonération en matière d'impôt sur le revenu dont bénéficient les livrets A de la caisse d'épargne ; adopté. **Avant l'Article 4** (p. 8424) : faiblesse de la redevance proposée à l'amendement n° 182 de M. Julien Schvartz par rapport aux bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Après l'Article 26** (p. 12076) : son sous-amendement n° 615 à l'amendement n° 68 de la commission, non soutenu.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport n° 1640 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Article 3** (p. 653) : son amendement n° 60 : rédactionnel ; retiré ; son amendement n° 79 : champ d'application du texte ; adopté ; (p. 654) : son amendement n° 61 rectifié : rédactionnel ; retiré. **Article 6** (p. 659) : son amendement n° 62 : vente des actions à expiration du délai d'inaliénabilité ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Article 3** (p. 2902) : son amendement n° 65 rectifié : tarif de la redevance minière communale et départementale ; adopté ; son amendement n° 157 rectifié : affectation aux groupements de communes du bénéfice de l'augmentation du taux des redevances minières communales ; adopté ; (p. 2911) : soutient l'amendement n° 216 de M. Jean Bonhomme : incitation fiscale à l'utilisation de l'énergie tirée de la biomasse ; retiré. **Après l'Article 4** (p. 2917) : soutient l'amendement n° 49 rec-

tifié de M. Germain Sprauer : augmentation de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance vie ; retiré ; nécessité d'augmenter le plafond d'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3279]. : mesures à prendre au pays basque ; liaison pays basque-Navarre espagnole.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3682) : conditions d'attribution des primes communautaires et nationales aux troupeaux ovins ; (p. 3683) : problème posé dans les Pyrénées par les débouchés de la production de lait de brebis.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3844) : difficultés de l'industrie de la chaussure et des espadrilles ; déficit extérieur ; concurrence de l'Espagne et de la Chine ; (p. 3845) : mesures destinées à lutter contre les importations ; consultation des conseils généraux sur la liste des cours d'eau interdits à l'installation de nouvelles microcentrales.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053). Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Après l'Article 11** (p. 4485) : son amendement n° 28 : répartition des redevances communales et départementales des mines applicables aux minerais de soufre autres que les pyrites de fer ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1600). Lettre rectificative (n° 2098). Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Avant l'Article 11** (p. 4649) : son amendement n° 145 : harmonisation de la loi du 8 avril 1946 avec la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur ; adopté ; son amendement n° 146 : conséquence de l'amendement n° 145 ; adopté.

J

JACOB (Lucien)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)
(App. RPR).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Jean-Philippe Lecat, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés d'exploitation agricole [*J.O.* du 28 novembre 1979] (p. 2973).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Agriculture. — BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9643) : financement de la dégustation des vins d'appellation d'origine contrôlée ; souhait des organisations professionnelles de voir mettre en place une redevance spécifique ; proposition de loi de M. Gérard César instituant un mode de financement pour la dégustation des vins d'appellation d'origine contrôlée ; opposition du Gouvernement à cette proposition ; (p. 9662) : importance de la récolte viticole de 1979 ; nécessité d'augmenter la consommation, d'accroître les exportations et de réduire l'importation des vins italiens.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10822) : disparition des avortements clandestins grâce à la loi de 1975 ; banalisation de l'avortement ; déclare qu'il votera contre le projet ; nécessité de repenser la politique familiale ; difficultés de l'adoption.

JACQ (Marie)

Député du Finistère
(4e circonscription)
(S).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692).

Secrétaire de cette commission [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Jagoret et plusieurs de ses collègues, relative à la majoration des taux de certaines indemnités journalières deux fois par an (n° 886) [10 avril 1980] (p. 295).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Edwige Avice tendant à lutter contre la discrimination raciste et sexiste dans les manuels scolaires (n° 1906) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation provoquée par le naufrage de l'« Amoco-Cadiz »** [18 avril 1978] (p. 1145).

— **Licenciements dans l'industrie de l'électronique en Bretagne** [4 avril 1979] (p. 2221) : nécessité de prendre des mesures pour protéger l'industrie électronique en Bretagne et assurer sa reconversion.

— **Hausse des prix** [28 novembre 1979] (p. 10814) : augmentation de 1,2 % de l'indice des prix de détail en octobre ; inflation galopante ; le taux de l'inflation est moindre chez nos partenaires européens ; maintien nécessaire du pouvoir d'achat des travailleurs et des pensionnés.

— **Décision d'un tribunal militaire relative à la mort d'appelés en Nouvelle-Calédonie** [17 décembre 1980] (p. 4966) : clémence du tribunal militaire de Rennes.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17081**) : **Réforme de l'INRA** [8 juin 1979] (p. 4887, 4888) : éventuelle transformation de l'institut national de recherche agronomique en établissement public à caractère industriel et commercial laissant planer de graves menaces sur l'orientation de ses travaux et le statut de son personnel ; futur statut des fonctionnaires, des chercheurs et des contractuels de l'institut ; finalité industrielle de la réforme et nécessité d'un débat sur ce sujet.

INTERVENTIONS

— **Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les information sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes française** (n°s **5, 10**). **Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1608) : la promesse faite de l'implantation à Brest d'un centre anti-pollution ; ses missions ; la forme juridique de cet établissement : un syndicat mixte ; le financement du centre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2366) : soutient l'amendement n° 40 de M. Louis le Pensec : contribution financière des sociétés pétrolières de un franc

par hectolitre de produits pétroliers mis à la consommation au financement des équipements nécessaires à la lutte contre les marées noires ; insuffisance des moyens mis en œuvre pour suivre les pétroliers ; dégagement par l'amendement des sommes nécessaires pour la réalisation des équipements de prévention des marées noires, rejeté. **Article premier** (p. 2371) : hostilité du groupe socialiste à l'amendement n° 43 de M. Guy Guermeur.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Après l'Article 17** (p. 6154) : son sous-amendement n° 229 à l'amendement n° 161 de M. Guy Guermeur : application de la taxe prévue à l'amendement n° 161 aux carburants consommés par les entreprises ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7256) : non-réalisation de la parité des revenus entre agriculteurs et non-agriculteurs ; exode rural entraîné par la politique de modernisation du monde rural ; capitalisation croissante de l'agriculture ; l'agriculture devient un secteur économique fermé en raison de la spéculation foncière ; (p. 7257) : anarchie régnant sur les marchés ; difficultés des jeunes agriculteurs à s'installer ; crise subie par les éleveurs de porcs en raison de la non-répercussion de la baisse du franc sur les prix des produits agricoles français ; appropriation par les pays à monnaie forte de la production européenne de porc ; nécessité de pratiquer une politique de prêts à intérêts bonifiés ; difficultés de fonctionnement des interprofessions ; inefficacité de la taxe de coresponsabilité.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7751) : intervient au nom de M. Jacques Santrot ; nécessité d'une concertation préalable à l'élaboration de la carte universitaire ; inégalités géographiques et sociales pour l'accès à l'université ; remise en cause des habilitations données à certaines universités.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7910) : problème du statut du conjoint de l'artisan ou du commerçant ; dépôt d'une proposition de loi tendant à la création d'une commission nationale chargée de définir un statut de collaborateur pour le conjoint d'artisan ou de commerçant ; (p. 7911) : inexistence de la protection sociale des conjoints d'artisans ; rôle modérateur du chômage d'un véritable statut des conjoints d'artisans et de commerçants.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9471) : problème du statut des femmes d'agriculteurs ; nécessité d'assurer à l'agricultrice une sécurité de revenus et de reconnaître le travail de l'agricultrice ; insuffisance des droits de la femme en matière de retraite ; conséquences de la reconnaissance du travail de l'agricultrice : nécessité d'une réforme du régime matrimonial ; (p. 9472) : et d'une réforme de la coopération ; nécessité de définir un statut de l'exploitant agricole, la femme étant reconnue comme exploitante.

— **Projet de loi relatif à la vaccination antivariolique** (n° **1057**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [7 juin 1979]. **Article unique** (p. 4807) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jacques-Antoine Gau : abrogation de l'obligation de vaccination antivariolique des jeunes enfants ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5102) : processus de déplanification de l'économie française ; mainmise de l'étranger sur les industries agro-alimentaires ; (p. 5103) : importance du rôle de la coopération agricole, désengagement de l'Etat et développement des interprofessions agricoles ; inefficacité de la prime d'orientation agricole ; son inquiétude devant la réforme envisagée pour l'INRA.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8881) : commerçants et artisans durement atteints par la crise ; solde légèrement positif des créations d'entreprises commerciales et artisanales ; nécessité de respecter les objectifs d'harmonisation fiscale et sociale retenus par la loi d'orientation de 1973 ; lacune dans l'harmonisation sociale en matière de généralisation de l'exonération des cotisations sociales pour les retraités, de la couverture des incapacités temporaires de travail, du statut du conjoint du commerçant ; problème des prestations de maternité ; (p. 8882) : problème des arriérés de cotisations d'assurance vieillesse ; nécessaire reconduction de l'aide spéciale compensatrice.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 72** (p. 10279) : retard du code général des impôts sur le code civil en ce qui concerne l'amélioration des droits de la femme mariée ; pas d'égalité des époux en droit fiscal ; amendements socialistes déclarés irrecevables au titre de l'article 40 et donnant les mêmes droits à l'homme et à la femme en matière fiscale.

Après l'Article 72 (p. 10284) : soutient l'amendement n° 333 de M. Laurent Fabius : augmentation des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale (n° 1408). Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10466) : regrette que le débat ne débouche pas sur un vote ; dégradation de la part des aides aux familles dans les revenus des ménages ; revalorisation insuffisante des prestations familiales qui permet de réaliser des excédents qui sont répartis entre les autres branches de la sécurité sociale ; injustice du mécanisme du quotient familial ; inégalité fiscale entre les familles tenant aussi au poids des impôts sur la consommation ; (p. 10467) : insuffisance des aides financières pour inciter les familles à avoir plus d'enfants ; demande la revalorisation de 50 % des allocations familiales qui doivent être servies sans condition de ressources ni de travail ; demande que le bénéfice des allocations nouvelles soit étendu au premier enfant.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10723) : absence d'augmentation du nombre des avortements à la suite de la loi de 1975 ; critique le caractère temporaire de cette loi ; impossibilité d'imposer un choix éthique pour les adversaires de l'avortement ; lien entre contraception et IVG ; (p. 10724) : hypocrisie et caractère dissuasif de la loi de 1975 ; inutilité de la procédure préalable qui risque d'augmenter le nombre d'actes tardifs ; humiliation causée par le caractère obligatoire de l'entretien qui devrait être facultatif ; demande le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la sécurité sociale ; inégalités créées par loi de 1975 en raison de l'âge et de la nationalité des femmes ; situation juridique faite aux adolescentes ; nécessité d'affirmer le caractère individuel de la clause de conscience du médecin ; l'avortement est toujours ressenti comme un drame personnel. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10895) : soutient son amendement n° 80 : intégration de l'information sexuelle et de la contraception à la formation des membres du corps enseignant, des travailleurs sociaux, des médecins et du personnel para-médical ; participation des centres d'orthogénie à cette formation ; rejeté. **Après l'Article premier** (p. 10904) : soutient son amendement n° 84 : suppression de la référence à la situation de détresse ; rejeté par scrutin public ; (p. 10922) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean Foyer ; rareté extrême des avortements de convenance ; (p. 10932) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Alexandre Bolo : interdisant de donner suite à la demande d'interruption volontaire de grossesse si le père qui fait opposition à cette demande prend par écrit l'engagement d'élever l'enfant ; (p. 10937) : soutient son amendement n° 95 : suppression de l'exigence d'une autorisation parentale pour les femmes mineures célibataires ; rejeté. **Titre** (p. 10960) : son amendement n° 112 : modification du titre ; retiré. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12295) : rejet par la CMP de toutes les propositions socialistes visant à une meilleure éducation sexuelle et à une meilleure information sur la contraception ; (p. 12296) : pas d'avortement de convenance ; vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale (n° 1266). Lettre rectificative (n° 1370). Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11227) : intervient au nom de M. Joseph Franceschi ; atteinte portée par la loi Boulin aux droits des anciens pensionnés de la sécurité sociale ; niveau insuffisant des retraites ; (p. 11228) : rappelle les propos du Président de la République en 1974 qui déclarait « que tous les retraités seraient exonérés de cotisations d'assurance maladie » ; causes du déficit de la sécurité sociale ; opposition absolue du groupe socialiste au projet.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041) . Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11677) : non-réalisation de la parité en matière de revenu et de protection sociale ; accroissement des cotisations sociales agricoles sans contrepartie en matière de prestation ; nécessité de rattraper le retard pris en matière d'assurance vieillesse ; situation des épouses d'agriculteurs et des salariés agricoles ; nécessité d'une réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles. **Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11759) : soutient son sous-amendement n° 699 à l'amendement n° 9 de la commission : conséquence du sous-amendement n° 698 de M. Louis Besson ; devenu sans objet.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608). Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 900) : importance de l'aide au premier et au deuxième enfant ; déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; discrimination établie entre salariés et non-salariés ; revenu minimum familial ; faiblesse des salaires et insuffisance des prestations familiales ; mécanismes du quotient familial ; (p. 901) : pé-

nalisation des familles aux revenus modestes ; portée limitée du texte ; fiscalisation des prestations familiales. **Discussion des articles** [7 mai 1980] : **Article 4** (p. 958) : son amendement n° 8 : amendement de conséquence ; devenu sans objet ; discrimination de la longueur du congé de maternité selon le rang de l'enfant dans la famille ; (p. 961) : son amendement n° 9 : congé d'adoption ; devenu sans objet ; [14 mai 1980] : **Article 9** (p. 1063) : son amendement n° 13 : suppression de l'article 9 ; rejeté ; [27 mai 1980] : **Article 11** (p. 1291) : son amendement n° 15 : suppression de l'article 11 ; adopté. **Article 15** (p. 1292) : son amendement n° 19 : suppression de l'article 15 ; rejeté. **Article 17** (p. 1293) : son amendement n° 21 : amendement de conséquence, suppression de l'article 17; rejeté. **Article 19** (p. 1294) : son amendement n° 23 : suppression de l'article 19 ; retiré ; pénalisation des ressources dues au travail par rapport à l'allocation différentielle. **Article 21** (p. 1297) : son amendement n° 25 : suppression de l'article 21 ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 juin 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 1599) : son amendement n° 11 : remise en vigueur de l'accord du 11 décembre 1978 entre les planteurs de tabac et le Seita ; rejeté par scrutin public. **Article premier** (p. 1601) : son amendement n° 9 : suppression de l'article premier ; rejeté par scrutin public ; opposition du groupe socialiste à la transformation du Seita ; (p. 1602) : politique des prix du tabac ; remise en cause des avantages acquis du personnel ; démantèlement du service public ; (p. 1603) : son amendement n° 10 : détention par l'Etat, ses établissements publics et ses entreprises nationales de la totalité du capital de la Seita ; rejeté ; (p. 1606) : soutient l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Cot ; rejeté ; (p. 1607) : son amendement n° 19 : représentation du personnel, des planteurs et des débitants de tabac et du ministère de la santé au conseil d'administration de la Seita ; devient sans objet. **Article 3** (p. 1608) : son amendement n° 13 : maintien des avantages acquis et du statut du personnel du Seita ; rejeté ; (p. 1610) : son amendement n° 14 rectifié : faisant régir les personnels du Seita par un accord d'entreprise autonome ; rejeté ; (p. 1611) : son amendement n° 15 : garantie par l'Etat du régime de retraite des personnels du Seita ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [23 octobre 1980]. **Article 15** (p. 3066) : son amendement n° 57 : suppression des crédits affectés à la commission juridictionnelle chargée de statuer sur les demandes des jeunes qui se réclament de l'objection de conscience ; rejeté ; (p. 3067) : non-respect des décisions du Conseil d'Etat par la commission ; nécessité de mettre en place dans les unités des commissions d'hygiène et de sécurité ; accident survenu à des appelés en Nouvelle-Calédonie.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3201) : financement de l'action sociale des communes.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3362) : restauration du littoral breton atteint par la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz ;* aquiculture ; pose une question au nom de M. Guy Bêche ; accès des jeunes au logement.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3381, 3382) : critique de la charte de l'artisanat préparée sans avis du parlement et des intéressés ; reprise des dispositions non appliquées de la loi Royer ; charges pesant sur les entreprises artisanales ; assiette des cotisations sociales ; déséquilibre croissant du régime autonome de sécurité sociale des commerçants et artisans ; statut des femmes d'artisans et de commerçants ; formation continue. **Examen des crédits - Titre IV** (p. 3395) : amendement n° 122 de M. Alain Richard : réduction des crédits destinés à la formation professionnelle ; retiré ; utilisation des sommes prélevées au titre de la taxe d'apprentissage ; ne pas donner aux chambres de métiers un monopole sur les actions de formation.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3643) : nécessité de parvenir à la parité entre le régime agricole et le régime général de sécurité sociale ; déséquilibre dû à la politique d'exode rural ; nécessité de réformer l'assiette des cotisations sociales ; accroissement des cotisations sociales des agriculteurs ; fonds de congé de maternité des agricultrices ; FOCOMA ; remise en cause des accords de classification signés par la fédération nationale de la mutualité sociale agricole et par les fédérations syndicales nationales de salariés agricoles.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4176) : faiblesse de la participation des femmes dans la vie publique ; (p. 4177) : inégalité des chances des femmes ; système socio-culturel imprégné de misogynie ; chômage

des femmes ; salaire d'appoint ; formation professionnelle ; ségrégation pour l'embauche ; situation des divorcées ; donner aux femmes les moyens de participer à la vie publique ; formation appropriée, indemnisation. **Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4199) : son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 2 de la commission des lois : tendant à porter le quota de 20 à 30 % ; adopté. **Explications de vote** (p. 4206) : insuffisance de ce projet de loi ; arrière-pensées électoralistes ; droit de la femme ; vote positif du groupe socialiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4335) : projet constituant une remise en cause du droit des femmes à l'emploi ; pas de création d'emplois par le travail à temps partiel ; tentative de récupération de l'aspiration des femmes à mieux vivre ; pas de liberté réelle de choix pour le travail à temps partiel ; (p. 4336) : situation inférieure du travailleur à temps partiel. **Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article 2 : Article L 212-4-4 du code du travail** (p. 4364) : soutient l'amendement n° 43 de M. Guy Bêche : suppression du texte proposé pour l'article L 212-4-4 du code du travail ; rejeté ; nécessité de considérer chaque salarié comme un salarié à temps complet dans le décompte des effectifs ; volonté du Gouvernement de remettre en cause l'application de certaines dispositions sociales subordonnées à des conditions d'effectif minimum. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [10 décembre 1980] (p. 4828) : satisfaction du patronat ; texte ne créant pas d'emplois nouveaux ; transformation du travail partiel en chômage partiel ; discrimination à l'égard des femmes ; vote négatif du groupe socialiste ; réformes souhaitées par les travailleurs : réduction de la durée hebdomadaire de travail sans diminution de salaire, cinquième semaine de congés payés, abaissement de l'âge de la retraite.

— **Fait personnel** [17 décembre 1980] (p. 4986) : dénonce le terme d'antimilitarisme utilisé par le ministre de la coopération chargé de la défense à propos de sa question au Gouvernement.

JAGORET (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(*5e circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [20 juin 1978] (p. 3174).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1979] (p. 49).

Rapporteur de sa proposition de loi portant création d'une taxe parafiscale sur les emballages perdus de boissons alimentaires (n° 1551) [10 avril 1980] (p. 298).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Le Pensec relative à la création d'une commission d'enquête après les accidents de mer (n° 1589) [10 avril 1980] (p. 298).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Sainte-Marie et Alain Hautecœur portant suppression de la vignette moto et création d'une commission chargée de faire des propositions dans le sens d'une reconnaissance du phénomène « moto » dans notre société (n° 1904) [2 octobre 1980] (p. 2556).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **majoration des taux de certaines indemnités journalières** deux fois par an (n° **886**) [21 décembre 978].

— **Proposition de loi** portant création **d'une taxe parafiscale sur les emballages perdus de boissons alimentaires** (n° **1551**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** portant création **d'un fonds de garantie contre les marées noires** (n° **1698**) [14 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 1589) relative à la création **d'une commission d'enquête après les accidents de mer** (n° **1765**) [29 mai 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des compagnies régionales d'aviation** [14 juin 1978] (p. 2880) : incertitude sur la situation de l'aviation civile de troisième niveau.

— **Navigation sous pavillon de complaisance et recrutement de personnels étrangers** [10 octobre 1978] (p. 5867) : offensive menée par les armateurs avec l'appui du Gouvernement français contre le pavillon national ; licenciement du personnel français au profit de la main-d'œuvre du Tiers-Monde.

— **Pollution de la rivière du Guic** [17 octobre 1979] (p. 8323) : nécessité de débloquer les crédits indispensables à la construction d'une station d'épuration traitant des effluents d'un abattoir de poulets dont la production doit doubler.

— **Chauffage des locaux du ministère de l'industrie** [31 octobre 1979] (p. 9259) : évacuation de force par la police du VII[e] arrondissement d'une délégation du personnel demandant la mise en route du chauffage dans les locaux du ministère de l'industrie ; brutalités exercés par les forces de l'ordre.

— **Ecoles d'apprentissage maritime** [15 octobre 1980] (p. 2730) : rétablissement de la rémunération des élèves de ces écoles au titre de la formation professionnelle.

— **Objecteurs de conscience** [19 novembre 1980] (p. 4160) : situation des Français ayant renvoyé leur livret militaire.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **30021**) : **Plan régional légumier pour la Bretagne** [25 avril 1980] (p. 750) : élargissement de la CEE ; (p. 751) : politique agricole commune ; pratiques de dumping.

— (n° **32151**) : **Pollution du bassin du Léguer** [13 juin 1980] (p. 1848) : problème de l'alimentation en eau des habitants du nord-ouest des Côtes-du-Nord ; possibilité de développement d'un abattoir de volailles : carence des administrations départementales ; stations d'épuration ; conditions de financement.

INTERVENTIONS

— **Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les informations sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises** (n[os] **5, 10**). **Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1607) : l'origine de l'accident : la logique du système économique capitaliste ; la lenteur de la mise en place des moyens d'intervention et de coordination ; l'ampleur des dommages causés ; (p. 1608) : exemple de la baie de Lannion ; la nécessité d'une indemnisation intégrale et rapide ; le renforcement des moyens d'intervention ; l'élaboration des plans Polmar.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mars 1978] (p. 2002) : ambitions de 1945 et état actuel du système de sécurité sociale : multitude des régimes, mécanisme injuste de compensation pesant sur le régime général, juxtaposition de protections d'ampleur inégale, complexité des conditions d'octroi des prestations ; (p. 2003) : absence d'un plan d'informatique applicable à toutes les institutions de protection sociale ; nécessité d'une simplification des textes et d'une harmonisation des prestations ; restauration de la responsabilité des conseils d'administration des caisses par abrogation des ordonnances de 1967 ; humanisation par multiplication des centres de paiement des prestations.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1978] (p. 3553) : le monopole de la radio-télévision ; composition du plateau de l'émission « Les dossiers de l'écran » consacrée à la marée noire ; refus opposé à M. Guermeur, président de la commission d'enquête sur la catastrophe

de l'*Amoco-Cadiz*, et à lui-même de participer à cette émission.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5956) : bilan des vingt dernières années de la politique agricole du Gouvernement ; deux millions d'exploitants agricoles frappés par l'exode rural depuis vingt ans ; (p. 5957) : modèle de développement de l'agriculture conduisant à son surendettement ; demande la création d'un office national du porc, la dévaluation du franc vert et le démantèlement des montants compensatoires monétaires ; refus du Gouvernement d'un statut de l'exploitant agricole et de la femme d'exploitant ; nécessité d'établir la parité entre les prestations vieillesse du régime général et celles du régime agricole.

Deuxième partie :

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6508) : transfert de charges de l'Etat propriétaire vers le ministère des anciens combattants révélé par le fascicule budgétaire ; contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918 ; rétablissement du 8 mai comme jour férié ; (p. 6509) : difficulté d'homologation des dossiers et des cartes de combattants volontaires de la résistance.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7563) : problème posé par l'irruption de l'électronique dans l'industrie téléphonique ; (p. 7564) : menaces pesant sur l'emploi dans l'industrie téléphonique ; politique de francisation consistant en fait à fabriquer sous licence des produits d'origine étrangère concurrençant le matériel de conception française ; politique d'industrialisation de la Bretagne fondée sur l'industrie des télécommunications.

— **Projet de loi relatif aux entreprises de travail temporaire** (n° **705**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 8857) : soutient l'amendement n° 7 de M. Guy Bêche : extension aux travailleurs temporaires des dispositions relatives à la mensualisation ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **702**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 3** (p. 8864) : soutient l'amendement n° 16 de M. Claude Evin : suppression de l'article 3 ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9604) : embarras du RPR sur les problèmes européens ; conséquences de l'élargissement de la CEE sur toute l'agriculture française ; dérèglement de l'Europe verte, conséquence des divergences monétaires des pays européens ; son scepticisme sur les débouchés ouverts à l'économie française par l'élargissement de la CEE ; (p. 9605) : arrivée de l'Espagne au stade de l'auto-approvisionnement pour les produits alimentaires ; menace particulière pesant sur le secteur des fruits et légumes ; préalable nécessaire à l'élargissement : refonte de la politique agricole commune comportant une véritable organisation des marchés, application d'un système de prix minimum vérifiés aux frontières, démantèlement des montants compensatoires.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p. 1793) : problèmes des matériels téléphoniques ; utilisation de matériels de conception étrangère ; choix du passage au « tout électronique » diminuant les besoins de main-d'œuvre ; conséquences pour la Bretagne ; nécessité d'enquêter sur la politique sectorielle conduite par les pouvoirs publics.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4953) : augmentation des profits des entreprises sans développement de l'investissement privé ; insuffisance de l'effort de recherche ; (p. 4954) : recours excessif à la création de sociétés franco-américaines, exemple de l'informatique, des circuits intégrés et des télécommunications.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9781) : développement de la télématique constituant un choix de société qui aurait mérité un débat national ; craint une dégradation du service postal pour ceux qui ne pourront se procurer de télécopieur ; importance des fonds publics distribués à l'industrie privée du téléphone ; nécessité de poursuivre l'équipement téléphonique des régions urbaines et rurales défavorisées ; souhaite un plan de développement des industries électroniques en Bretagne.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9654) : problèmes d'adaptation posés par l'élargissement de la communauté européenne aux régions productrices de primeurs ; programme de la région de Bretagne ; nécessité de diversifier les productions ; déficit de la France pour les productions légumières.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé - I. Section commune. - III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10101) : dénonce les mesures gouvernementales tendant à limiter de façon autoritaire les dépenses hospitalières ; mesures frappant moins durement les cliniques privées à but lucratif ; nécessité d'une maîtrise des dépenses de santé et d'une réforme du système hospitalier.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1979] (p. 11267) : attire l'attention du Gouvernement sur le fait que les communes paient charges et loyers des appartements retenus pour accueillir les réfugiés indochinois qui tardent à arriver.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11707) : cohérence des propositions du parti socialiste en matière de politique agricole ; rôle de l'agriculture dans le renouveau des régions ; importance du maintien de l'exploitation familiale ; critique le soutien uniforme des revenus par les prix et la libération des marchés ; développement de la pluriactivité ; souhaite la mise en place d'offices par produits ; (p. 11708) : nécessité d'abandonner le système du revenu cadastral ; souhaite un renforcement de la législation des cumuls et la création d'offices fonciers.

— **Rappel au règlement** [2 avril 1980] (p. 88) : ordre du jour de l'Assemblée ; naufrage du pétrolier *Tanio ;* Bretagne.

— **Rappel au règlement** [9 avril 1980] (p. 154) : demande un débat sur le sort de l'épave du *Tanio.*

— **Rappel au règlement** [10 avril 1980] (p. 211) : sort de la demande de M. Gaston Defferre au sujet d'une mission d'information chargée d'examiner les circonstances de l'accident du *Tanio.*

— **Rappel au règlement** [16 avril 1980] (p. 431) : ordre du jour de l'Assemblée ; naufrage du *Tanio.*

— **Rappel au règlement** [29 mai 1980] (p. 1426) : inscription à l'ordre du jour du projet de loi d'orientation agricole.

— **Rappel au règlement** [13 juin 1980] (p. 1849) : présence des ministres concernés par les questions.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Après l'Article 2, précédemment réservé** (p. 2846) : son amendement n° 14 : rattachement des jeunes chômeurs âgés de plus de 18 ans et de moins de 25 ans au foyer fiscal de leurs parents ; suppression des abattements sur le revenu d'actions et d'obligations ; rejeté.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3201) : nécessité de l'étatisation de la police dans les villes de plus de 10.000 habitants ; effectifs de la police.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3884) : situation de l'emploi dans l'administration des télécommunications ; cas des jeunes reçus à d'anciens concours et inscrits à l'A.N.P.E. ; conséquences du développement des nouvelles techniques électroniques sur l'emploi dans les administrations ; exemple de l'annuaire téléphonique ; planification de la politique de l'emploi ; politique industrielle menée dans le secteur des télécommunications ; utilisation de trois systèmes différents de centraux téléphoniques ; retombées industrielles des marchés publics passés par l'administration des postes et télécommunications ; pourcentage du chiffre d'affaires à l'exportation.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3989) : dotation de la société nationale de sauvetage en mer.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé - I. Section commune. - III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4073) : problème des équipements hospitaliers ; suppression de lits d'hôpitaux publics ; fusion entre les établissements d'Elbeuf et de Caudebec. **Examen des crédits. Après l'Article 46** (p. 4080) : soutient l'amendement n° 223 de M. Daniel Benoist : présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les économies et l'amélioration de la qualité du service public résultant de la transformation de la plupart des postes de médecins à temps partiel dans les hôpitaux en emplois de médecins à temps plein ; rejeté.

Deuxième délibération [18 novembre 1980]. **Article 13** (p. 4138) : problème de la subvention accordée aux bénévoles de la société nationale de sauvetage en mer.

JANS (Parfait)

Député des Hauts-de-Seine
(4e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [1er juin 1978] (p. 2415, 2416).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [J.O. du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Travail et participation - Travailleurs immigrés [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **suspendre les mesures de saisie,** d'expulsion ou autres voies d'exécution lorsqu'elles ont pour cause le non-paiement d'une dette dû au **chômage,** à la **maladie** ou plus généralement à la **crise économique** (n° **171**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à rétablir, sous forme de **détaxe,** la ristourne sur l'essence en faveur des **chauffeurs de taxi** (n° **226**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** visant à garantir le **relogement** des **salariés** contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur (n° **340**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article premier de la loi n° 77-6** du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des **voitures** dites de « **petite remise** » (n° **362**) [7 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 44 : Travail et participation - Travailleurs immigrés** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. — Budgets civils. — **A. Budget général. — Annexe n° 44 : Travail et participation - Travailleurs immigrés : fascicule budgétaire : Travail et santé** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 46 : Travail et participation - Travailleurs immigrés** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Inscription sur les listes électorales** [10 décembre 1980] (p. 4801) : caractère obligatoire de l'inscription sur les listes électorales ; nécessité d'une campagne d'information.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1370**) : **Démocratisation des offices d'HLM** [19 mai 1978] (p. 1907, 1908, 1909) : demande l'accroissement de la représentation des élus locaux et des locataires au conseil d'administration des offices HLM.

— (n° **2738**) : **Marasme dans l'industrie du taxi** [9 mai 1978] (p. 2773, 2774) : nécessité de détaxer l'essence pour les chauffeurs de taxi afin de préserver leur pouvoir d'achat.

— (n° **16213**) : **Rémunération des aides ménagères** [18 mai 1979] (p. 4024) : nécessité d'assurer une protection aux personnes âgées ; insuffisance des salaires des aides ménagères.

— (n° **20682**) : **Réalisations de la SONACOTRA** [5 octobre 1979] (p. 7882, 7883) :

rapport de la cour des comptes soulignant l'absence de plan d'ensemble pour remédier au problème de logement des travailleurs immigrés ; politique ségrégative pour le choix des constructions et leurs emplacements ; décision autoritaire du Gouvernement pour l'implantation des foyers et gaspillage de l'argent public ; référendum à Levallois.

— (n° **29708**) : **Extension du service des aides ménagères** [23 mai 1980] (p. 1262) : revendications et convention collective des aides ménagères ; maintien à domicile des personnes âgées ; (p. 1263) : plafond pour l'admission par l'aide sociale.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° 17). **Première lecture. Discussion générale.** [30 mai 1978] (p. 2161) : but essentiel du budget de 1976 : accroître l'austérité ; continuité de la politique économique menée en 1976 par les deux Gouvernements Chirac et Barre ; rappelle les déclarations optimistes des membres du Gouvernement sur la situation économique en 1976 ; aveu tardif du déficit de 1976 ; rappelle les objectifs proclamés en 1976 par le Gouvernement en matière de commerce extérieur, d'inflation, de croissance et d'emploi ; rapport sur l'orientation préliminaire du VII[e] Plan et politique favorable aux capitalistes ; aggravation de la crise par la politique menée par le Gouvernement en 1976 ; bilan de l'année 1976 : « cadeaux » aux entreprises industrielles, multiplication des licenciements, déficit budgétaire, déficit du commerce extérieur, stagnation de la consommation et de la production, inflation atteignant 12 %, police des salaires ; (p. 2162) : échec de l'action gouvernementale en faveur des plus défavorisés ; utilisation du prétexte de la sécheresse pour peser sur les revenus des salariés ; confirmation des analyses communistes par le train de hausses décidé en 1978 ; vote négatif du groupe communiste sur le projet de loi de règlement. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2165) : le vote hostile du groupe communiste contre l'article premier et les autres articles ; (p. 2228) : le vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion des articles** [1[er] juin 1978]. **Article 3** (p. 2379) : nécessité d'appliquer intégralement la loi du 16 juillet 1971 qui prévoit un taux de participation à la formation professionnelle de 2 % en 1976. **Article 4** (p. 2383) : son amendement n° 29 : maintien du taux de la contribution patronale à la construction de logements à 1 % ; possibilité d'affecter le 1 % soit à la réhabilitation, soit à la construction ; l'aggravation du logement des familles immigrées par l'article 4 ; le 1 %, droit acquis des salariés ; rejeté au scrutin public ; absence de consultation des organismes collecteurs du 1 % et des syndicats par le Gouvernement ; mise en cause de la participation dans l'entreprise par la diminution du 1 %.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail** (p. 5628) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Hélène Constans : définition de la notion d'employeur, sans objet ; soutient l'amendement n° 130 de M. Lucien Villa : institution de trois collèges employeurs suivant le nombre des salariés employés ; déclaré sans objet puis rejeté ; soutient l'amendement n° 131 de M. Lucien Villa : existence de deux collèges employeurs ; retiré ; soutient l'amendement n° 128 de M. Guy Ducoloné : définition de la notion d'employeur ; retiré ; (p. 5630) : soutient le sous-amendement n° 132 de Mme Hélène Constans à l'amendement n° 157 de la commission : suppression du vote plural ; sous-amendement n° 132 ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978]. **Rappel au règlement de M. Robert Ballanger** (p. 5944) : reproche au président son indulgence envers les propos de M. Maurice Papon.

Première partie :

Discussion des articles [12 octobre 1978]. **Article 2** (p. 6007) : son amendement n° 149 : revalorisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, exonération des contribuables gagnant moins de 2.400 F par mois et augmentation de l'impôt pour les autres revenus ; limitation de l'atténuation d'impôt résultant du jeu du quotient familial ; déduction appliquée au revenu des personnes âgées ; suppression de l'avoir fiscal ; régime fiscal des dirigeants de sociétés ; rejeté ; [17 octobre 1978]. **Avant l'article 11** (p. 6119) : soutient l'amendement n° 192 de M. Dominique Frelaut : taux zéro de la TVA sur les produits de première nécessité gagé par l'institution d'un impôt sur la fortune ; rejeté. **Après l'Article 12** (p. 6127) : soutient l'amendement n° 42 de M. Dominique Frelaut : remboursement aux collectivités locales de la TVA payée sur le prix de leurs travaux ; rejeté. **Après l'Article 14** (p. 6143) : soutient l'amen-

dement n° 46 de M. Dominique Frelaut : réintégration des diverses provisions dans le bénéfice imposable ; nécessité de supprimer les contingents grevant les budgets communaux gagés par cet amendement ; rejeté. **Avant l'Article 17** (p. 6146) : son amendement n° 50 soutenu par M. Edmond Garcin : suppression du seuil en deçà duquel le prélèvement de la taxe pour le financement des transports en commun locaux n'est pas autorisé ; rejeté. **Article 22** (p. 6163) : effort fiscal excessif demandé aux automobilistes. **Après l'article 25** (p. 6165) : soutient l'amendement n° 189 de M. Pierre Goldberg : obligeant les entreprises qui ont bénéficié des avantages prévus par la loi du 6 juillet 1978 à rembourser à l'Etat les sommes versées lorsqu'elles n'auront pas procédé à l'embauche définitive des stagiaires ; rejeté. **Après l'Article 31** (p. 6175) : son amendement n° 65, deuxième correction : fixation à 50 % du prix du carburant vendu au public du prix utilisé par les taxis ; création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des filiales françaises des sociétés pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; crise actuelle de l'industrie des taxis ; demande un scrutin public sur son amendement n° 65 ; rejeté par scrutin public. **Article 34** (p. 6192) : rejet de tous les amendements déposés par le groupe communiste ; alignement systématique de la majorité sur les propositions gouvernementales ; confirmation des critiques fondamentales formulées par les communistes dans la discussion générale ; vote hostile du groupe communiste sur l'article 34.

Deuxième partie :

Travail et santé. — II. Travail et participation - Formation professionnelle, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les travailleurs immigrés. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6740) : sous-utilisation des services de l'ONI, office national d'immigration, en période d'expansion ; développement des entrées clandestines ; (p. 6741) : volonté du patronat de créer des divisions parmi les salariés en rendant les travailleurs immigrés responsables du chômage ; diminution de l'aide au retour volontaire des travailleurs ; place fondamentale des travailleurs immigrés dans l'économie ; nécessité d'une majoration de l'aide au retour volontaire ; utilisation de l'aide au retour pour des salariés non chômeurs et non volontaires ; violation de la convention de la conférence internationale du travail ; (p. 6742) : nécessité d'accorder aux travailleurs immigrés une formation retour et de maintenir les droits acquis ; suppression des droits acquis par l'aide au retour ; réduction des crédits destinés à l'accueil et à l'insertion des travailleurs immigrés malgré le maintien du nombre de travailleurs immigrés en France ; nécessité d'une meilleure répartition de la population immigrée entre les communes d'un même département et d'une aide suffisante de l'Etat aux communes d'accueil ; création de ghettos dans les villes ; nécessité d'une négociation entre les organismes gérant les foyers immigrés et les organismes de résidents et les syndicats ; critique le modalités d'acquisition de terrains par la SONACOTRA ; (p. 6743) : ventilation des crédits de l'Etat et du FAS entre une multitude d'organisations ; absence d'aide aux communes. **Examen des crédits** [27 octobre 1978] (p. 6836). **Etat B - Titre IV :** opposition des communistes au déplacement autoritaire des immigrés ; nécessité d'utiliser les subventions accordées à la SONACOTRA pour les opérations dans les communes ayant un faible pourcentage de travailleurs immigrés.

I. **Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6861) : minimum vieillesse n'étant égal qu'à la moitié du SMIC ; problème des personnes âgées dont les ressources dépassent de peu le plafond d'attribution du minimum vieillesse ; (p. 6862) : insuffisance du programme d'action prioritaire n° 15 tendant à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ; rénumération insuffisante des aides ménagères.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget. Examen des crédits [17 novembre 1978] : **Etat B - Titre III** (p. 7964) : vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 335 de M. Joseph Franceschi. **Articles et articles additionnels non rattachés** [17 novembre 1978]. **Article 60** (p. 7994) : nécessité d'une mise en place complète et rapide du RER notamment avec l'interconnexion ouest. **Deuxième délibération** [17 novembre 1978]. **Article 17** (p. 8034) : vote favorable du groupe communiste sur les amendements n°s 24 et 25 de M. Edouard Frédéric-Dupont, en signe de reconnaissance du bien-fondé de la revendication des chauffeurs de taxi d'obtenir une détaxe sur le carburant.

— Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau (n° 661). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8520) : **Rappel au règlement :** s'étonne de l'intervention de M. Paul Pernin au nom de la commission de la production et des échanges alors qu'une commission spéciale a été constituée ; (p. 8522) : projet portant atteinte à la libre décision communale et n'ayant pour objectif que de peser sur l'indice des prix ; demande que l'Assemblée soit saisie

d'un projet d'ensemble portant sur l'eau et sur les grands distributeurs privés. **Discussion de l'article unique** [29 novembre 1978] (p. 8523) : refus des députés communistes de prendre part au vote sur l'amendement n° 5 en commission et en séance publique.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives** n°s **735 et 749. Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 3** (p. 8968) : son amendement n° 10, soutenu par M. Roger Combrisson : exonération de la taxe foncière pour la construction nouvelle, les reconstructions et les additions de constructions à usage d'habitation pendant vingt-cinq ou quinze ans ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 706). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9274) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 112 de la commission ; (p. 9278) : soutient son sous-amendement n° 169 à l'amendement n° 151 de M. Jacques-Antoine Gau : possibilité de paiement en deux versements de la taxe d'habitation et des taxes foncières ; réservé. **Article premier : Article L 234-1 du code des communes** (p. 9280) : soutient son amendement n° 51 : interdisant au Gouvernement de revenir sur la prévision du taux de progression du produit net de la TVA retenu pour le calcul du montant du fonds d'attribution globale de fonctionnement ; rejeté. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 9282) : sous-amendement n° 169 précédemment réservé, déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution. **Article premier** (*suite*) *:* **Article L 234-5 du code des communes** (p. 9287) : soutient ses amendements n°s 7 et 8 : introduction d'un troisième critère dans la péréquation calculée de façon inversement proportionnelle aux ressources des ménages de la commune et déterminée en fonction des bases de l'impôt sur le revenu ; amendement n° 7 ; rejeté par scrutin public ; amendement n° 8 ; rejeté par scrutin public ; caractère inéquitable des critères retenus pour la péréquation ; exemple de Gennevilliers et de Neuilly. **Article L 234-6 du code des communes** (p. 9291) : son amendement n° 57 soutenu par M. Dominique Frelaut : calcul de la seconde part de la dotation de péréquation ; retiré. **Article L 234-8 du code des communes** (p. 9293) : son amendement n° 9 : suppression de l'article L 234-8 du code des communes ; incitation à l'augmentation de la taxe d'habitation par cet article ; rejeté ; vote hostile du groupe communiste sur l'article L 234-8 du code des communes. **Article L 234-9 du code des communes :** son amendement n° 11 : conséquence de l'amendement n° 9 ; devenu sans objet. **Article L 234-11 du code des communes** (p. 9295) : son amendement n° 62 : part des ressources affectées aux concours particuliers fixée à 6 % du montant du fonds d'attribution globale de fonctionnement et alimentée par un versement complémentaire de l'Etat gagé par la suppression de l'avoir fiscal ; rejeté. **Article L 234-12 du code des communes** (p. 9301) : son amendement n° 14 soutenu par M. Lucien Dutard : montant des dotations de fonctionnement égal au minimum à 50 % des ressources prévues pour les concours particuliers ; rejeté ; [13 décembre 1978] : **Article 8** (p. 9358) : soutient son amendement n° 116 : obligeant le fonds d'égalisation des charges à faire connaître aux communes les critères retenus pour la redistribution des fonds soumis à sa compétence ; adopté. **Article 11** *quater* (p. 9372) : sur l'amendement n° 174 du Gouvernement, imprécision de la notion de résidence secondaire retenue par le Gouvernement. **Article 12** (p. 9374) : son amendement n° 117 : obligeant le fonds d'égalisation des charges à faire connaître aux communes les critères retenus pour la redistribution des fonds soumis à sa compétence ; adopté après une modification formelle. **Article 15** (p. 9379) : vote hostile du groupe communiste sur l'article 15. **Explications de vote** [13 décembre 1978] (p. 9382) : texte reposant sur le transfert de ressources entre communes sans apport du Gouvernement ; refus du Gouvernement de prendre en compte la crise des collectivités locales ; vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-15 du code des communes** (p. 9708) : opposition du groupe communiste à toute incitation financière au regroupement des communes.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° 983). **Première lecture. Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 3700) : son amendement n° 8 soutenu par M. Jacques Jouve : fixant le montant du SMIC à 2.800 F par mois et réintégrant dans les bénéfices imposables un certain nombre de provisions ; rejeté. **Rappel au règlement** [18 mai 1979] (p. 4013) : proteste contre l'ordre d'appel des questions orales sans débat.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° 1072). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Article premier** (p. 4461) : son amendement n° 1 : élection à la représentation propor-

tionnelle des groupes du Conseil général, des vice-présidents et des secrétaires ; soutenu par M. Jacques Chaminade ; rejeté.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 7799) : son amendement n° 266 : augmentation de 20 % de la dotation globale de fonctionnement sur la base du rattrapage prévu à l'amendement n° 267 ; soutenu par M. Dominique Frelaut ; rejeté ; (p. 7800) : son amendement n° 124 : modification du critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement, soutenu par M. Louis Maisonnat ; rejeté ; [9 octobre 1979] : **Article 4** (p. 7917) : son amendement n° 143 : caractère départemental de la péréquation ; rejeté ; (p. 7919) : l'amendement n° 84 devenu sans objet, l'amendement n° 147 est également sans objet. **Article 3 précédemment réservé** (p. 7926) : se déclare favorable au sous-amendement n° 300 de M. Hubert Dubedout qui est dans la logique du sous-amendement n° 199 ; [10 octobre 1979] : **Avant l'Article 11** (p. 8014) : opposition du groupe communiste à l'établissement d'une taxe sur les chiens. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1979] : **Article premier A** (p. 12156) : soutient son amendement n° 92 : correction de la part de la taxe professionnelle en 1980 ; devient sans objet. **Article 3** (p. 12168) : souhaite que la loi précise que la cotisation instituée par le sous-amendement n° 110 du Gouvernement disparaîtra avec la compensation ; [18 décembre 1979] : **Article 3** *ter* (p. 12182) : retire son amendement n° 94 ; (p. 12185) : s'oppose à l'amendement n° 74 du Gouvernement qui aboutit à transférer une partie des recettes fiscales de la taxe professionnelle sur la taxe d'habitation. **Article 4** *ter* (p. 12190) : son hostilité à l'assujettissement des coopératives ouvrières à la taxe professionnelle. **Article 8** (p. 12211) : soutient son amendement n° 99 : permettant au conseil municipal d'accorder un abattement facultatif à la base allant de 10 à 20 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune et faisant participer l'Etat à la réduction de la taxe d'habitation payée par les familles non redevables de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 2** (p. 8398) : son amendement n° 121 soutenu par M. Joseph Legrand : extension de l'abattement d'impôt sur le revenu accordé aux personnes seules, aux mères travailleuses mariées qui ont des enfants en garde gagée par la suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8501) : soutient l'amendement n° 136 de M. Georges Gosnat : réintégration de diverses provisions dans le bénéfice imposable ; mesure permettant la suppression des contingentements qui grèvent les budgets communaux ; rejeté ; (p. 8502) : soutient l'amendement n° 142 de M. Dominique Frelaut : abrogation de la loi du 27 juin 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; possibilité pour les salariés qui ont cotisé plus de trente-cinq ans à la sécurité sociale de mettre fin à leur activité professionnelle ; rejeté. **Après l'Article 6** (p. 8535) : son amendement n° 139 : suppression du régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par une société mère ; rejeté ; (p. 8536) : source de fraude constituée par l'article 209 *quinquies* du code général des impôts ; (p. 8540) : son amendement n° 137 corrigé : augmentation de 10 % de l'impôt sur le bénéfice des sociétés payé par les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense nationale dans le but de relever les pensions de guerre et les pensions d'anciens combattants ; soutenu par M. Guy Ducoloné ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 7** (p. 8559) : soutient l'amendement n° 152 de M. Dominique Frelaut : remboursement aux collectivités locales et régionales de la TVA payée sur le prix de leurs travaux ; institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; abrogation de l'avoir fiscal ; abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 relative à la détaxation du revenu investi en actions ; augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés ; assimilation des dirigeants de sociétés à des non-salariés au point de vue fiscal ; rejeté. **Après l'Article 10** (p. 8572) : soutient son amendement n° 158 : détaxation du carburant des taxis ; taxe sur le chiffre d'affaires des filiales françaises des sociétés pétrolières étrangères ; devient sans objet ; tarifs des taxis n'évoluant pas au même rythme que les dépenses des chauffeurs de taxi : prix des voitures, assurance et carburant ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8604) : son hostilité à l'instauration d'une vignette moto qui ne frappe pas les titulaires de hauts revenus mais les jeunes disposant de revenus peu élevés ; (p. 8605) : difficultés de Motobécane ; (p. 8606) : soutient son amendement n° 160 : suppression des dispositions augmentant le tarif de la vignette auto ; prélèvement exceptionnel sur le montant des investissements réalisés à l'étranger par les sociétés françaises du secteur de l'automobile ; rejeté ; (p. 8609) : soutient son amendement n° 161 corrigé : suppression de la vignette moto ; prélèvement

exceptionnel sur le montant des investissements réalisés à l'étranger par les sociétés françaises du secteur automobile ; rejeté par scrutin public ; niveau élevé des tarifs d'assurance imposés aux motards. **Article 13** (p. 8637) : s'indigne que l'indexation soit acceptée lorsqu'il s'agit de grandes fortunes et refusée pour les mesures sociales. **Après l'Article 15** (p. 8647) : son amendement n° 165, soutenu par M. Henry Canacos : accroissement de l'effort patronal pour la construction ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et participation - Formation professionnelle, rapporteur spécial pour la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les travailleurs immigrés. **Discussion générale** [25 octobre 1979] (p. 8926) : nécessaire majoration du montant de l'aide au retour volontaire qui sera inférieure en 1980 à celle accordée en 1977 en francs constants ; diminution des crédits destinés à l'accueil ; nombre insuffisant de conventions relatives aux travailleurs immigrés passées entre l'Etat et les municipalités ; interroge le ministre sur l'emploi de la somme inscrite à l'article 10, paragraphe 19, « Frais d'enquête sociale sur les conditions de logement » ; mauvaise gestion de la SONACOTRA relevée par la Cour des comptes ; absence de fondement légal au financement de l'aide au retour volontaire ; (p. 8927) : diminution des crédits de l'article 10, souhait de la commission de voir définir à l'échelon départemental et régional une politique des structures d'accueil des travailleurs immigrés.

Industrie. Examen des crédits [5 novembre 1979] : **Etat C - Titre VI** (p. 9400) : son amendement n° 226 : limitation de l'augmentation des crédits affectés aux économies d'énergie à la dérive monétaire ; soutenu par M. Alain Bocquet, rejeté. **Articles et articles additionnels non rattachés** [17 novembre 1979] : **Article 60** (p. 10258) : fraude fiscale des sociétés grâce aux relations capitalistes internationales ; (p. 10259) : Gouvernement complice des grandes sociétés ; nécessité d'instaurer un véritable contrôle des changes. **Article 62** (p. 10261) : s'oppose à l'article 62 qui entraînerait un développement des rémunérations occultes qui permettent d'échapper en toute légalité à l'impôt sur le revenu.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 11131) : son amendement n° 28 soutenu par M. Jacques Jouve : abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières versées par les organismes de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté. **Article 5** (p. 11134) : son amendement n° 30 soutenu par M. Pierre Goldberg : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la fraude fiscale à laquelle recourent les sociétés et sur l'évasion fiscale ; rejeté.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12555) : son amendement n° 12, soutenu par M. Guy Ducoloné : suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants utilisés par les taxis ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2761) : son amendement n° 79 : création d'un prélèvement exceptionnel sur les sociétés en vue d'aider les offices d'HLM ; rejeté ; (p. 2762) : son amendement n° 72 : création d'une contribution directe annuelle des entreprises de cinquante salariés au profit des comités d'entreprise ; rejeté ; défense de l'emploi ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2782) : son amendement n° 199 : abrogation de la taxe différentielle sur les motocyclettes ; rejeté ; [17 octobre 1980] : **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2846) : son amendement n° 116 : extension de l'avantage pour garde d'enfants ; remplacement de la déduction par un crédit d'impôt calculé par enfant ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; soutient l'amendement n° 171 de M. Roger Combrisson : suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu dû par les chômeurs et en contrepartie suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; (p. 2849) : soutient l'amendement n° 75 rectifié de M. Dominique Frelaut : dégrèvement de la taxe d'habitation pour les familles exonérées de l'impôt sur le revenu gagé par une surtaxe additionnelle à l'impôt sur le revenu ; rejeté ; soutient l'amendement n° 198 de M. Dominique Frelaut : dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour les contribuables acquittant un très faible impôt sur le revenu ; rejeté ; (p. 2854) : amendement n° 54 de la commission : indexation des plus-values professionnelles en tenant compte de la variation annuelle des prix de la consommation ; rejeté ; (p. 2858) : amendement n° 126 de M. Robert Vizet : étalement du versement des impôts sur le revenu après le décès d'un contribuable lorsque le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche ; majoration des dernières tranches du barème de l'impôt sur le

revenu ; rejeté ; [21 octobre 1980] : **Après l'Article 4** (p. 2917) : son amendement n° 147 : augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 2923) : son amendement n° 146 : portant de 0,9 % à 2 % le taux de la participation patronale figurant à l'article L 313-1 du code de la construction et de l'habitation ; rejeté ; construction de 50.000 logements HLM supplémentaires ; son amendement n° 152 : octroi aux taxis de 5.000 litres d'essence détaxée par an gagé par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières exerçant leur activité en France ; devient sans objet à la suite de l'adoption de l'amendement n° 44 de M. Laurent Fabius ; son amendement n° 131 : seuil de population pour la participation des employeurs au financement des transports en commun ; rejeté. **Article 10** (p. 2930) : majoration des rentes viagères ; amendement de suppression n° 180 de M. Joseph Franceschi.

Deuxième partie :

Travail et participation, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les travailleurs immigrés. **Discussion générale** [27 octobre 1980] (p. 3130) : diminution des crédits affectés aux travailleurs immigrés ; recul de la participation de l'Etat ; diminution du budget du fonds d'action sociale ; nécessité d'un accueil des familles et des réfugiés ; rôle bénéfique de l'immigration pour l'évolution de la population française ; recommandations du haut comité de la population ; service social d'aide aux immigrants ; (p. 3131) ; construction de logements pour les travailleurs immigrés trop orientés vers le relogement des célibataires ; diminution des crédits destinés à l'aide au retour du fait de l'exclusion des travailleurs espagnols et portugais ; annulation par le Conseil d'Etat de la décision de 1977 instituant l'aide au retour ; accord de septembre 1980 signé avec le gouvernement algérien ; (p. 3136) : coût de l'application de l'accord intervenu avec l'Algérie en septembre 1980.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4448) : projet ne témoignant d'aucun effort pour relancer l'activité économique et lutter contre le chômage ; (p. 4449) : politique d'austérité et de soutien au redéploiement ; progression de l'inflation et diminution du pouvoir d'achat ; déséquilibre extérieur ; augmentation des profits et diminution des investissements privés ; augmentation du découvert prévisionnel du budget ; augmentation des rentrées de l'impôt sur les sociétés ; importance des annulations de crédits ; perspectives économique du VIII[e] Plan. **Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B - Anciens combattants - Titre III** (p. 4462) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission des finances ; nécessité pour la France de payer ses dettes au gouvernement vietnamien. **Travail et santé. — II. Travail et participation - Titre IV** (p. 4468) : reprend l'amendement n° 19 de la commission des affaires culturelles : suppression des crédits supplémentaires demandés pour l'organisation de la semaine de travail manuel ; rejeté par scrutin public ; dégradation constante de la situation des travailleurs manuels. **Avant l'Article 11** (p. 4476) : son amendement n° 15 : création de ressources pour augmenter l'aide aux associations d'aide ménagère ; rejeté.

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
(23[e] circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agri- [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative **à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public** (n° **1001**) [24 avril 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation économique en Sambre-Avesnois et refus de recevoir des élus locaux** [25 octobre 1978] (p. 6627) : mépris manifesté par le Gouvernement à l'égard des élus du Nord venus défendre leur région contre le chômage.

• *question orale sans débat :*

— (n° **15483**) : **Prestations familiales** [27 avril 1979] (p. 3274, 3275) : baisse du pouvoir d'achat des prestations familiales : 50 % depuis 1958 ; nécessité de revaloriser les allocations familiales ; demande l'adoption des mesures figurant dans la proposition de loi communiste sur la femme : augmentation de 50 % des allocations familiales.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2376) : refus par le Gouvernement du débat sur la politique industrielle demandé par le groupe communiste ; situation de l'emploi dans l'Aube ; licenciements dans les industries textiles ; mesures à prendre pour protéger l'industrie de la bonneterie.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7258) : insuffisante formation des agriculteurs malgré la technicité croissante de l'agriculture ; disparition de l'enseignement général dans les villages et diminution des bourses scolaires ; pénurie dans l'enseignement agricole public ; insuffisante création d'emplois à l'INRA : institut national de recherches agronomiques ; insuffisance des crédits affectés à la recherche agronomique.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8437) : liquidation de l'industrie textile ; (p. 8438) : transfert de ses activités à l'étranger ; chute de la consommation de textiles en France.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives nos 735 et 749. Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8955) : insuffisance des crédits du BAPSA ; reprise par le Gouvernement d'un amendement supprimant le bénéfice de l'allocation du fonds national de solidarité aux retraités agricoles continuant d'exploiter. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Première lettre rectificative, article additionnel** (p. 8992) : soutient l'amendement n° 20 de M. Jacques Jouve : suppression de l'article additionnel tendant à assujettir à l'impôt sur les sociétés les caisses de crédit agricole ; politique gouvernementale tendant à fiscaliser le crédit agricole et à le détourner de sa mission primitive ; (p. 8993) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 20 ; amendement n° 20 rejeté par scrutin public. **Seconde lettre rectificative : Article additionnel premier** (p. 8995) : soutient l'amendement n° 36 de M. Jacques Chaminade : repoussant au 1er janvier 1983 la mise en application des articles du code général des impôts tendant à assujettir les professions libérales à la TVA ; amendement n° 36 rejeté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIIIe Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5118) : mort lente du bassin de la Sambre et de l'Avesnois ; restructuration européenne de l'industrie du matériel ferroviaire au profit de l'Allemagne ; diminution de la production charbonnière ; demande la mise en œuvre d'expériences de gazéification du charbon ; (p. 5122) : reproche au ministre de ne pas avoir répondu à ses questions sur la gazéification du charbon dans la région du Nord-Pas-de-Calais.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5418) : sous-équipement hospitalier du Nord - Pas-de-Calais ; atteintes portées à la sécurité sociale ; sélection des étudiants en médecine.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9650) : mesures à prendre pour le développement des petites productions : miel, châtaignes, marrons, etc.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11608) : l'agro-alimentaire ; dégradation de notre taux de couverture agro-alimentaire depuis 1970 avec les pays de la CEE ; accroissement du déficit des produits d'importation non remplaçables ; accord du Gouvernement avec les autorités communautaires pour réduire le potentiel agricole français ; (p. 11609) : attaques portées contre la coopération, en matière de crédit, pour la prime d'orientation agricole, en matière d'aide accordée par le comité du fonds de développement économique et social ; nécessité de consentir un effort réel en faveur de débouchés pour les produits agricoles par une relance de la consommation. **Discussion des**

articles [13 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11754) : son amendement n° 105 : politique d'enseignement et de formation permanente en agriculture ; soutenu par Mme Chantal Leblanc ; rejeté ; [14 décembre 1979]. **Article 5** (p. 11919) : son amendement n° 125 : suppression de la subordination des règles relatives à l'orientation des productions agricoles aux règles de la communauté économique européenne ; rejeté au scrutin public ; exemple de la production ovine ; (p. 11920) : danger de l'élargissement du marché commun ; (p. 11921) : son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 19 corrigé de la commission : contrôle de l'Etat ; adopté ; [15 décembre 1979]. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12070) : son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 62 de la commission : application de la procédure de l'astreinte à toutes les infractions soutenu par M. André Soury, rejeté.

— **Rappel au règlement** [4 juin 1980] (p. 1540) : intervention de la police pour mettre fin aux émissions de radio Quinquin, radio CGT.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 juin 1980]. **Article 2** (p. 1911) : son amendement n° 7 : suppression de l'article 2 : devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2775) : son amendement n° 86 : augmentation du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés non coopératives de plus de 200 salariés clients ou fournisseurs de l'agriculture ; rejeté ; (p. 2781) : soutient l'amendement n° 170 de M. Joseph Legrand : exonération de TVA pour les combustibles vendus aux mineurs pour leurs besoins personnels ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3146) : augmentation du chômage et de sa durée ; record de la région Nord - Pas-de-Calais ; (p. 3147) : échec des pactes pour l'emploi ; travail des femmes ; travailleurs âgés ; affectation à Rhône-Poulenc-textiles de 17 millions de subventions au titre de la formation et suppression de 14.000 emplois ; prévisions du VIII[e] Plan en matière de chômage.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3643) : insuffisance des crédits de l'enseignement agricole ; formation professionnelle agricole continue et promotion sociale ; (p. 3644) : enseignement agricole féminin.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3846) : difficultés de l'industrie textile dans le Nord.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3892) : son amendement n° 194 : suppression des crédits affectés à la substitution des vélomoteurs aux automobiles ; rejeté ; retard dans l'acheminement du courrier et de la presse.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** n° **2098. Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Article 14** (p. 4653) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jacques Chaminade : non-application de l'article 14 aux recettes des petits éleveurs intégrés ; rejeté ; procédés inqualifiables des firmes intégrantes et faiblesse de la rémunération du travail des engraisseurs ; [5 décembre 1980]. **Article 22** (p. 4683) : soutient l'amendement n° 102 de M. Goldberg : suppression de l'article 22 ; rejeté ; augmentation des cotisations sociales agricoles ; problème de l'installation des jeunes agriculteurs et de la libération des terres. **Article 44** (p. 4740) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jacques Chaminade : suppression de l'article 44 ; rejeté par scrutin public ; contrôles actuellement assurés par les services du FORMA ; grignotage des pouvoirs du ministère de l'agriculture et des organismes nationaux ; absence de compétence technique des douanes dans le domaine agricole.

— **Rappel au règlement** [9 décembre 1980] (p. 4789) : proteste contre la non-inscription à l'ordre du jour des propositions de loi communistes acceptées par les commissions compétentes.

JARROT (André)

Député de la Saône-et-Loire
(4[e] circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [6 juin 1978] (p. 2556).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Bechter tendant à modifier l'article 2 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique (n° 1913) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Contentieux résultant du tracé du train à grande vitesse Paris-Lyon** [17 octobre 1979] (p. 8326) : les difficultés provoquées par la réalisation de terrassement et la construction de nombreux ouvrages ; nécessité de provoquer des réunions entre la SNCF, le préfet, les services de l'équipement et de l'agriculture pour aider les maires à régler ce contentieux.

INTERVENTIONS

— **Economies d'énergie et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux. Commission élargie** [10 mai 1978] (p. 1576) : les conséquences de l'utilisation de l'eau chaude des condensateurs sur le rendement d'une centrale nucléaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3349) : parcs naturels régionaux ; nécessité de maintenir les activités économiques, sociales et culturelles dans les parcs ; application de la circulaire du Premier ministre du 12 septembre 1979 ; assujettissement des parcs naturels régionaux à la TVA et à la taxe sur les salaires ; ambiguïté de leur nature juridique.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3852) : développement de l'utilisation du charbon et nécessité d'un effort particulier en faveur du charbon français ; construction de centrales électriques fonctionnant au charbon ; maintien en activité du gisement de Blanzy-Montceau-les-Mines ; objectifs en matière d'énergies nouvelles ; substitution de cultures énergétiques aux cultures traditionnelles.

JOBERT (Michel)

Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.

NOMINATIONS

Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

JOURDAN (Émile)

Député du Gard
(1re circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'organisation de l'**action sociale au ministère des postes et télécommunications** (n° **357**) [7 juin 1978].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Achat de fuel domestique par les collectivités locales** [10 octobre 1979] (p. 8006) : nécessité d'abroger l'arrêté du 28 juin 1979 qui contingente les livraisons de fuel aux collectivités à 90 % de la consommation de l'année précédente alors que les élus locaux l'ont déjà réduite au maximum ; victimes de cette décision : enfants, personnes âgées, petites gens ; augmentation des charges financières communales.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4140) : volonté du gouvernement de démanteler la SNCF dans la perspective de l'intégration européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9474) : entreprise systématique de dévalorisation de l'armée de conscription ; insuffisance des responsabilités et de la formation des appelés ; malaise ressenti par les appelés ; diminution constante de la solde par rapport au SMIC ; problème de l'affectation des appelés ; conditions de transport innommables ; problèmes de la réinsertion des jeunes dans la vie professionnelle après leur service militaire ; répression brutale s'exerçant par le biais de la sécurité militaire ; s'indigne du contenu de l'ouvrage « *Euroshima* » portant délibérément atteinte à la volonté de défense nationale et au moral de l'armée ; restriction de l'accès à l'information pour les appelés.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 11794) : son sous-amendement n° 115 à l'amendement n° 12 de la commission : possibilité de différenciation des aides par région ; soutenu par Mme Chantal Leblanc ; adopté ; [14 décembre 1979]. **Article 8** (p. 11936) : son amendement n° 133 soutenu par M. Pierre Goldberg : suppression de l'application du nouveau seuil d'affiliation ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3051) : attaques contre le service militaire ; intégration de la défense française dans un conglomérat européen ; mise en cause de l'universalité du service militaire ; conditions d'entraînement et d'instruction des appelés ; situation matérielle des appelés. **Examen des crédits. Article 15** (p. 3067) : soutient l'amendement n° 35 de M. Visse : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire ; rejeté ; demande la suppression des tribunaux permanents des formes armées ; insuffisance des crédits de la préparation militaire.

JOUVE (Jacques)

Député de la Haute-Vienne
(3e *circonscription*)
(*C*).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88), [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [26 mai 1978] (p. 2124).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1978] (p. 3869).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Prestations sociales agricoles [9 octobre 1980] (p. 2651).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Budgets annexes - Annexe n° 50 : Prestations sociales agricoles** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **exclure le logement de fonction des bases d'imposition pour le calcul de l'impôt sur le revenu des receveurs, receveurs-distributeurs et chefs de centre** (n° **1089**) [22 mai 1979].

— **Proposition de loi tendant à reconnaître la qualité de comptable public des receveurs-distributeurs des PTT** (n° **1090**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils - B) Budgets annexes - **Annexe n° 51 : Prestations sociales agricoles** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **élever à 75 % le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant des agents de la fonction publique en application du code des pensions civiles et militaires de retraite** (n° **1757**) [28 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à **garantir et renforcer le caractère de service public du service d'exploitation industrielle du tabac et des allumettes (SEITA)** (n° **1792**) [11 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933) : **Annexe n° 53 : Budget annexe des prestations sociales agricoles** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Projet de règlement du marché ovin** [10 octobre 1978] (p. 5866) : danger pour l'élevage des ovins en France du projet de règlement communautaire, contraire au Traité de Rome.

— **Revendications des fonctionnaires** [16 mai 1979] (p. 3854) : soutien du parti communiste à la grève du 17 mai ; les discussions salariales prochaines s'en tiendront-elles à 8 % d'augmentation pour la fonction publique ? Y aura-t-il des négociations sur réduction du temps de travail et titularisation des auxiliaires ?

— **Licenciements dans une entreprise d'Ambazac (Haute-Vienne)** [12 décembre 1979] (p. 11661) : le Gouvernement acceptera-t-il la fermeture de l'entreprise de confection Mavest, entreprise moyenne, au profit d'une société multinationale à capitaux américains et français voulant récupérer le circuit commercial ?

• *questions orales sans débat :*

— (n° **15872**) : **Règlement ovin communautaire** [11 mai 1979] (p. 3824, 3825, 3826) : impasse dans laquelle s'enfonce le marché ovin français ; nécessité de lui ouvrir des perspectives de développement en demandant en particulier la « déconsolidation » des droits sur les importations de viande ovine ; le Gouvernement en saisira-t-il la CEE ?

— (n° **17042**) : **Revendications des travailleurs de Renault-Véhicules-Industriels** [8 juin 1979] (p. 4890) : nécessité de lever le lock-out décidé par la direction de Renault-Véhicules-Industriels à Limoges et Blainville et d'engager de véritables négociations ; mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour l'avenir et le développement du poids lourd français ; versement incomplet de l'intégralité des concours promis par l'Etat lors de la fusion Berliet-Saviem ; liquidation des bases matérielles de notre indépendance nationale.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2378) : chômage dans le Limousin ; caractère viable des entreprises en liquidation ; possibilité de créations d'emplois en Haute-Vienne par la mise en valeur des ressources naturelles du département : développement de l'agro-alimentaire, création d'une industrie de panneaux et de plaquages.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises (n° 320 rectifié). Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 3291) : son amendement n° 8 corrigé soutenu par M. Roger Combrisson : institution d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées assujetties à cet impôt ; assiette de l'impôt ; repoussé. **Article 11** (p. 3301) : problèmes d'investissements et d'endettement des entreprises publiques ; accroissement du financement extérieur des PTT ; coût excessif de ces emprunts privés acquis par les sociétés de financement. **Explications de vote** (p. 3334) : réorientation de l'épargne vers les grandes entreprises aboutissant à des exportations de capitaux et à l'aggravation du gaspillage ; système des prêts participatifs consentis par l'Etat, nouvelle façon de faire des cadeaux aux grandes entreprises ; répercussion sur l'avoir fiscal des mesures proposées ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 13** (p. 6127) : gestion par une société d'économie mixte du service de transmission de données par paquets Transpac ; (p. 6128) : immixtion des capitaux privés dans le financement du service de la transmission des données portant un nouveau coup au monopole des PTT ; demande la suppression de l'article 13 ; soutient son amendement n° 44 : suppression de l'article 13 ; rejeté. **Avant l'Article 14** (*suite*) (p. 6140) : son amendement n° 74 : soumission de certaines rémunérations et dépenses à l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; évasion fiscale due à l'existence des frais généraux qui permet également le financement des campagnes électorales de certains élus de la majorité ; rejeté au scrutin public. **Après l'Article 25** (p. 6165) : soutient son amendement n° 57 : abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 concernant la détaxation du revenu investi en actions ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture. — **BAPSA,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour le BAPSA. **Discussion générale** [8 novembre 1978] (p. 7210) : maintien des insuffisances de la protection sociale en raison de la faible progression du BAPSA : trente-deux milliards de francs en 1979 ; absence de prestations en espèces en cas de maladie ; conditions trop restrictives d'attribution de la prestation congé-maternité ; nécessité d'établir un statut de co-exploitant ; insuffisance de l'assurance invalidité et des prestations vieillesse ; (p. 7211) : participation de 28 % des agriculteurs au BAPSA ; situation démographique défavorable du régime social agricole ; poids excessif des cotisations au BAPSA sur les exploitations agricoles ; nécessité d'une plus juste répartition des cotisations ; demande des informations sur l'attribution d'une prestation vieillesse aux épouses d'exploitant.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7556) : revendications des personnels des PTT liées au maintien du service public ; (p. 7557) : pénurie des effectifs ; conditions de travail insupportables et bas niveau des salaires ; insuffisance des créations d'emplois ; course à la rentabilité à outrance supportée par le personnel ; diminution de la présence de la poste à la campagne ; crise dans les PTT due au manque de moyens et non à des structures de gestion dépassées ; conteste les conclusions des rapports Nora et Ripert ; critique le recours au marché des capitaux pour le financement des investissements des PTT ; PTT devenues un marché considérable pour les grandes entreprises privées ; système de filiales encerclant la direction générale des télécommunications ; intention gouvernementale de démanteler le centre national d'études des télécommunications ; (p. 7558) : manque de moyens financiers de la poste ; politique de scission des postes et des télécommunications.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 61** (p. 7986) : sur l'amendement n° 289 de M. Maurice Pourchon : création d'un office national du cuir exigé par les syndicats de cette branche ; déplore les exportations vers l'Allemagne ou l'Espagne de peaux brutes et leur retour sur les marchés français sous forme de produits finis ; vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 289. **Etat E - Ligne 67** (p. 7987) : reprend au nom du groupe communiste l'amendement n° 84 retiré par M. Adrien Zeller : suppression de la taxe parafiscale à la charge des entreprises productrices de granulats ; rejeté.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 67** (p. 8004) : difficulté de développement du cheptel ; dispositions insuffisantes pour assurer le développement de la production française de viande ; déficit du solde de nos échanges de viande bovine ; baisse de la compétitivité de l'élevage français et stagnation de la production. **Après l'Article 73** (p. 8016) : son amendement n° 79 rectifié : extension des renseignements obtenus dans le

rapport annuel au Parlement sur les fonds publics attribués à titre d'aide aux entreprises industrielles ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives n°s 735 et 749. Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978] : **Première lettre rectificative : Article additionnel** (p. 8992) : son amendement n° 20 soutenu par M. Jean Jarosz : suppression de l'article additionnel tendant à assujettir à l'impôt sur les sociétés les caisses de crédit agricole ; rejeté par scrutin public.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3181) : proposition de loi ne constituant qu'une étape dans l'attaque menée par le Gouvernement contre le droit de grève dans les services publics ; atteinte portée au monopole des PTT ; (p. 3182) : attaque contre les droits statutaires du personnel des PTT.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3694) : augmentation de l'épargne de précaution des ménages du fait de la politique d'austérité et pillage de cette épargne au profit des grands monopoles ; besoins des monopoles en liquidité pour financer les investissements à l'étranger ; problème de la réforme du système bancaire ; (p. 3695) : tentative du Gouvernement d'aligner le système bancaire français sur le modèle allemand; lutte des travailleurs des caisses d'épargne ordinaires ; problème de l'indexation des dépôts de livret A de caisse d'épargne. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 3699) : soutient son amendement n° 5 : intégrant dans le bénéfice imposable des sociétés les rémunérations indirectes des cinq ou dix salariés les plus rémunérés ainsi que certains frais généraux ; rejeté ; (p. 3700) : soutient l'amendement n° 8 de M. Parfait Jans : fixant le montant du SMIC à 2.800 F par mois et réintégrant dans les bénéfices imposables un certain nombre de provisions ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5045) : offensive du Gouvernement contre le statut de la fonction publique et le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Avant l'Article 2** (p. 8404) : son amendement n° 130 : augmentation de la limite de déduction du bénéfice imposable du salaire du conjoint pour les non-salariés ; rejeté ; [19 octobre 1979]. **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8502) : soutient son amendement n° 143 : création d'un impôt sur la valeur des biens agricoles détenus par les sociétés françaises et étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire ; rejeté ; (p. 8503) : son amendement n° 144 : création d'une taxe assise sur la valeur des terres achetées par des sociétés françaises ou étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire permettant d'améliorer l'assurance maladie-maternité des agriculteurs ; soutenu par M. André Soury, rejeté ; son amendement n° 145 : portant à 30 % le taux de la taxe de publicité ou du droit d'enregistrement lorsque des terres agricoles changeront d'utilisation ou seront achetées par des étrangers ou des non-agriculteurs ; soutenu par M. André Soury, rejeté ; (p. 8504) : son amendement n° 146 : multiplication par 40 de la valeur locative des propriétés non bâties si ces terres font l'objet d'une chasse privée ; soutenu par M. André Soury, rejeté. **Article 8** (p. 8560) : son amendement n° 154 soutenu par M. Marcel Rigout : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; instauration et tarifs d'un droit de consommation sur les alcools ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 8564) : son amendement n° 155 : taxe exigible de tout producteur de vin d'appellation d'origine contrôlée ; rejeté ; (p. 8565) : son amendement n° 156 soutenu par M. Marcel Rigout : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; réservé ; [20 octobre 1979] : **Article 22** (p. 8658) : son amendement n° 174 soutenu par M. Marcel Rigout : augmentation du contingent des quantités d'essence détaxée en faveur des agriculteurs et maintien de la détaxe sur le fuel domestique destiné à la production agricole gagés par une augmentation des impôts sur les bénéfices des sociétés non coopératives de plus de 100 salariés fournisseurs ou clients de l'agriculture ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 8662) : son amendement n° 156 précédemment réservé, déclaré irrecevable.

Deuxième partie :

Agriculture. — **BAPSA,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour le BAPSA. **Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9600) : augmentation des cotisations et graves lacunes de la protection sociale des exploitants agricoles ; augmentation de la consommation médicale ; amélioration insuffisante de l'allo-

cation de remplacement en cas de maternité ; problème de l'assurance invalidité ; (p. 9601) : insuffisance des retraites ; restriction dans l'attribution du fonds national de solidarité ; insuffisante incitation au départ de l'agriculteur âgé ; revalorisation insuffisante des prestations familiales ; alourdissement des cotisations ; effort contributif très inégalement réparti. **Examen des crédits** [8 novembre 1979]. **Article 74** (p. 9671) : son amendement n° 414 : création d'un impôt spécial fondé sur le chiffre d'affaires hors taxe des importateurs de vins ; soutenu par M. Fernand Marin, rejeté.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9774) : budget dramatiquement inquiétant pour le service public ; (p. 9775) : lutte des personnels des PTT ; ponction sans précédent sur leur pouvoir d'achat ; insuffisance des créations d'emplois et dégradation de la qualité du service ; menaces de licenciements dans l'industrie des télécommunications; politique d'investissements favorable aux grands groupes privés ; mauvaises performances actuelles de la poste ; menaces contre le droit de grève et le statut de la fonction publique. **Examen des crédits. Article 33** (p. 9791) : hostilité du groupe communiste à l'amendement n° 421 de la commission de la production qui aboutit à réduire les dépenses de fonctionnement du budget des PTT ; amendement conforme à la volonté du RPR de réduire de 2 milliards de francs les dépenses de fonctionnement de l'Etat ; (p. 9795) : sur l'amendement n° 440 de M. Paul Quilès : demande le rétablissement du quota de commandes publiques dont bénéficiait l'AOIP (association des ouvriers en instruments de précision).

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 71** (p. 10270) : soutient son amendement n° 196 : incluant dans le rapport annuel au Parlement sur les fonds publics attribués aux entreprises le recensement des marchés publics, des aides fiscales et de toute cession de l'Etat susceptibles d'entraîner des rentes de situation en faveur des entreprises ; rejeté ; proteste contre la non-publication du rapport Hannoun.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 11131) : soutient l'amendement n° 28 de M. Parfait Jans : abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières versées par les organismes de la sécurité et de la mutualité sociale agricole ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté. **Article 11** (p. 11141) : dénonce l'augmentation de la participation des exploitants au financement du BAPSA alors que le revenu brut agricole diminue.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11615) : parité sociale non réalisée ; persistance des retards dans le domaine de la protection sociale ; situation des conjoints d'exploitants ; (p. 11616) : nécessité de considérer les revenus du foyer fiscal pour l'affiliation à la protection sociale agricole ; critique le nouveau seuil d'affiliation ; soutien aux revenus plutôt qu'aux prix ; nécessité de calculer les cotisations sociales proportionnellement au revenu réel brut. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11755) : soutient l'amendement n° 106 de M. André Soury : encouragement à la coopération ; rejeté par scrutin public ; obstacles juridiques, fiscaux et économiques dressés devant les coopératives ou les institutions mutualistes ; nécessité de faire de la coopération l'outil central de l'expansion de l'agriculture ; [14 décembre 1979] : **Article 7** (p. 11929) : son amendement n° 129 soutenu par M. Pierre Goldberg : calcul des cotisations proportionnellement à la surface des exploitations ; rejeté ; (p. 11932) : son amendement n° 130 soutenu par M. Pierre Goldberg : nouvelle répartition des cotisations ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12056) : soutient le sous-amendement n° 170 de M. André Tourné à l'amendement n° 56 de la commission : présidence de la commission départementale par un magistrat de l'ordre administratif ; rejeté ; (p. 12057) : soutient le sous-amendement n° 171 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 56 de la commission : composition de la commission nationale des structures ; tombe. **Après l'Article 26** (p. 12074) : tentative de démantèlement du statut du fermage ; (p. 12086) : soutient le sous-amendement n° 178 de M. Jacques Chaminade à l'amendement n° 71 de la commission : suppression de la liberté des prix pour le bail de carrière ; rejeté au scrutin public ; la libre négociation des prix du loyer du bail de carrière éliminera les petits exploitants ; (p. 12090) : soutient le sous-amendement n° 179 de M. Lucien Dutard tendant à exclure de l'obligation de remboursement les propriétaires qui auraient été contraints de vendre leurs biens pour une raison de force majeure ; devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 7** (p. 189) : alourdissement du poids des cotisations sociales agricoles ; dégradation du rapport cotisants-bénéficiaires, en raison de l'exode rural ; participation égale des agriculteurs au financement de leur protection sociale par rapport aux salariés de l'industrie et du commerce ; absence d'indemnité journalière en cas de maladie ; nécessité de réviser les cotisations

sociales et de relever les prestations de vieillesse et d'invalidité ; [10 avril 1980] : **Article 14** *bis* **C** (p. 221) : son amendement n° 140 : représentation de tous les syndicats agricoles au sein de la commission départementale ; rejeté. **Article 17** (p. 225) : soultes ; transfert du secteur agricole vers les autres secteurs économiques ; prix agricoles à la propriété, GFA. **Article 22 B** (p. 237) : soutient l'amendement n° 144 de M. Girardot. **Article 26** *sexies* (p. 269) : son sous-amendement n° 325 à l'amendement n° 95 de la commission : application des méthodes retenues pour le calcul des prix de bail à long terme aux baux de carrière ; rejeté ; son opposition à la liberté des prix ; (p. 271) : son sous-amendement n° 326 à l'amendement n° 95 de la commission : suppression des dispositions relatives au prix du bail ; rejeté au scrutin public.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12554) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Paulette Fost : impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté ; (p. 12555) : son amendement n° 11 soutenu par M. Henri Canacos : suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants utilisés par les voyageurs, représentants, placiers ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1545) : oppose la question préalable ; (p. 1546) : transformation de la SEITA en société nationale ; multinationales du tabac et expansion du marché mondial ; déplacement du goût des fumeurs vers le tabac blond ; intégration européenne et abandon du monopole du tabac ; (p. 1547) : régime fiscal du tabac ; situation financière de la SEITA ; concurrence étrangère ; campagne anti-tabac au seul détriment du tabac noir de la SEITA ; non-saturation du marché français ; application de la loi Veil du point de vue de la publicité pour les produits à fumer ; (p. 1548) : réduction des capacités de production ; monopole de distribution des débitants de tabac ; qualité du service public de la SEITA ; (p. 1549) : question préalable : rejetée par scrutin public. **Discussion des articles** [5 juin 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 1600) : son amendement n° 4 : fiscalité du tabac ; rejeté. **Article premier** (p. 1601) : son amendement n° 5 : suppression de l'article premier : rejeté par scrutin public ; mission de service public de la SEITA ; fermeture d'établissements ; (p. 1606) : son amendement n° 20 : surface de publicité accordée à la SEITA ; rejeté. **Article 3** (p. 1609) : son amendement n° 8 : nécessité d'un avis des organisations syndicales représentatives et de la commission supérieure d'organisation pour toute modification des statuts du personnel de la SEITA ; rejeté ; personnel des poudreries du ministère de la défense ; (p. 1610) : opposition du groupe communiste à l'amendement n° 14 rectifié de Mme Marie Jacq faisant régir les personnels de la SEITA par un accord d'entreprise autonome ; (p. 1611) : son amendement n° 7 rectifié : garantie par l'Etat des retraites des personnels de la SEITA ; rejeté.

— **Rappel au règlement** [4 juin 1980] (p. 1574) : intervention de forces de police dans les locaux de l'union départementale CGT de Nancy.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 9** (p. 1937) : resserrement de l'éventail des peines ; formulation imprécise des violences intermédiaires ; jeu des circonstances aggravantes ; [20 juin 1980] : **Article 11** (p. 2030) : délinquance économique ; notion d'intrusion dans un lieu d'habitation ou de travail ; répression anti-ouvrière. **Article 5 précédemment réservé** (p. 2047) : législation relative aux circonstances atténuantes ; pouvoir d'appréciation du juge ; [21 juin 1980] : **Article 53** (p. 2111) : son amendement n° 15 : suppression de l'article 53 ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2754) : son amendement n° 69 : création d'un impôt sur la fortune des personnes physiques et barème de cet impôt ; rejeté ; discussion des conclusions du rapport Blot, Méraud, Ventejol sur l'imposition des grandes fortunes ; injustice du barème de l'impôt sur le revenu ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 2880) : son amendement n° 130 : suppression de certaines déductions fiscales pour les sociétés ; rejeté. **Après l'Article 3** (p. 2909) : son amendement n° 97 : exonération des chèques vacances de l'impôt sur le revenu et du versement forfaitaire sur les salaires ; rejeté ; (p. 2910) : soutient l'amendement n° 133 de M. Jean Bardol : exonérant les associations de la taxe sur les salaires lorsqu'elles emploient moins de trois salariés ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour le budget annexe

des prestations sociales agricoles. **Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3624) : augmentation des dépenses d'assurance maladie ; absence d'indemnité journalière pour les agriculteurs non compensée par l'intervention de travailleurs sociaux ; insuffisance des prestations d'invalidité ; diminution du pouvoir d'achat des retraites agricoles ; (p. 3625) : restrictions apportées à l'attribution de l'allocation du fonds national de solidarité par la loi d'orientation ; conditions d'attribution de la retraite forfaitaire ; modification du calcul de la retraite proportionnelle ; augmentation des cotisations au BAPSA ; inégalités du système de répartition des cotisations ; mise en place d'un nouveau revenu cadastral.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3880) : application des consignes d'austérité du Premier ministre ; défense du personnel et des usagers ; resserrement des dépenses de fonctionnement ; augmentation de la productivité ; situation du personnel des P et T : 50 % du personnel perçoit moins de 3.000 F par mois ; absence de création d'emplois de titulaires ; détérioration des conditions de travail ; attaque contre le statut de la fonction publique ; privatisation de certains services ; (p. 3881) : atteintes portées aux libertés syndicales ; dégradation du service des renseignements téléphoniques, des télégraphes, et de la distribution en milieu rural ; situation des receveurs-distributeurs ; suppression d'effectifs entraînée par la modernisation ; lutte entre les multinationales pour accaparer le marché de la télématique. **Examen des crédits : Crédits ouverts à l'article 18, au titre des services votés** (p. 3892) : amendement n° 189 de la commission de la production ; déficit du compte d'exploitation de la poste dû à l'importance des charges indues : acheminement de la presse, insuffisance des taux de rémunérations des comptes de chèques postaux. **Crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3892) : amendement n° 194 de M. Jean Jarosz : distribution rurale ; reclassement des receveurs-distributeurs ; (p. 3893) : son amendement n° 195 : réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I affectées à la télématique ; rejeté ; recherche et développement de nouvelles techniques de liaisons doivent rester du domaine des P et T ; (p. 3907) : amendement n° 202 de M. Marcel Garrouste : traitement des personnels des P et T.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 4639) : son amendement n° 95 : régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production ; rejeté. **Article 4** (p. 4645) : injustice de l'article 4 qui remet en cause un avantage acquis. **Article 8** (p. 4648) : dépenses supportées par les communes à l'occasion des mesures prises en vue d'assurer la sauvegarde d'immeubles laissés à l'abandon. **Après l'Article 11** (p. 4651) : soutient l'amendement n° 97 de M. Georges Gosnat : taxation à 100 % de la revalorisation des stocks pétroliers entraînée par l'augmentation des prix à la production ; rejeté. **Article 13** (p. 4652) : s'oppose à l'article 13 qui avantage les entreprises et introduit une différence avec le régime fiscal supporté par les ménages qui contractent des conventions d'assurance. **Article 15** (p. 4655) : action de la majorité en faveur de la limitation du champ d'intervention des SAFER ; [5 décembre 1980] : **Article 22** (p. 4684) : vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 139 de M. Tissandier ; Article 22 tendant à limiter le pouvoir d'appréciation des conseils d'administration des caisses de la mutualité sociale agricole. **Article 42** *bis* (p. 4738) : soutient l'amendement n° 104 rectifié de M. Jacques Chaminade : permettant à tout le personnel de la caisse nationale du crédit agricole de choisir le statut de la fonction publique ou celui qui est défini par le règlement intérieur ; rejeté ; danger de privatisation de la caisse nationale de crédit agricole ; (p. 4739) : soutient l'amendement n° 110 de M. Pierre Girardot : fixant un cadre pour le décret qui réglera le statut des personnels du crédit agricole régis par le règlement intérieur ; rejeté.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2027**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre** (n° **1935**). **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4896) : restructuration de l'entreprise de confection Manudor.

— **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [17 décembre 1980]. **Article 7** (p. 4998) : s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement constituant une mesure de restriction portant sur le supplément familial de traitement et des frais de déplacement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1980].

Avant l'Article premier (p. 4973) : soutient l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaminade : institution d'un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés non coopératives de plus de 500 salariés fournissant des biens nécessaires à l'agriculture ou utilisant des produits agricoles ; rejeté par scrutin public ; profits fabuleux réalisés par les grandes entreprises en pillant le travail des paysans ; compagnies pétrolières et entreprises de l'agro-alimentaire.

JOXE (Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
(5e circonscription)
(S).

Ministre de l'industrie.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de l'industrie (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre de l'Industrie (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Démissionne de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 1er juin 1979] (p. 1280).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède (ensemble un protocole) (n° 1928) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **situation juridique des conjoints d'exploitants agricoles** (n° **535**) [1er juillet 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe 3 : Agriculture, dépenses en capital** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils - A) Budget général. — **Annexe 3 : Agriculture, dépenses en capital** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** relative à l'**élection des commissions syndicales** constituées dans les sections de communes ou à l'occasion de modifications aux limites territoriales des communes (n° **1531**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les conséquences de la politique agricole commune sur le revenu des agriculteurs français** (n° **1581**) [25 février 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1928) autorisant l'approbation d'une **convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède** (ensemble un protocole) (n° **2107**) [27 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Financement de l'UNEDIC** [10 octobre 1978] (p. 5867) : situation financière inquiétante des ASSEDIC en raison d'un million et demi de « chômeurs » ; solution anormale

envisagée par le Gouvernement : un prêt de la caisse des dépôts et consignations.

— **Magistrats syndiqués** [13 juin 1979] (p. 5001) : question écrite sur les inacceptables conditions de détention des condamnés de la manifestation du 23 mars ; refus aux magistrats syndiqués du droit de faire connaître leurs positions sur la justice.

• *Intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. François Mitterrand** (n° **1041**) : **Salaire minimum interprofessionnel de croissance** [19 mai 1978] (p. 1903) : rappelle l'opposition du Gouvernement à des mesures fiscales progressistes et à une augmentation sensible des bas salaires ; pouvoir d'achat amputé par l'augmentation des tarifs publics et la libération des prix industriels ; (p. 1903) : remise en cause du SMIC.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **16014**) : **Revenu des agriculteurs** [11 mai 1979] (p. 3826, 3827, 3828) : regrette l'absence du ministre de l'agriculture, candidat aux élections européennes, et son refus à tout débat ; baisse du revenu des agriculteurs d'un tiers en cinq ans ; position du Gouvernement sur la fixation des prix agricoles et le démantèlement des montants compensatoires.

— (n° **22654**) : **Emploi en Bourgogne** [23 novembre 1979] (p. 10683, 10684) : accélération spectaculaire de la dégradation de l'emploi en Bourgogne ; augmentation du chômage en Saône-et-Loire ; aucun crédit nouveau pour l'agriculture n'est apporté par le FIDAR ; aucune mesure concrète proposée par le Gouvernement.

— (n° **29584**) : **Aggravation du chômage** [18 avril 1980] (p. 552, 553) : pacte pour l'emploi ; réduction du temps de travail et abaissement de l'âge de la retraite ; emploi des femmes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° **17**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2158) : aveu d'échec contenu dans le projet de loi de règlement du budget de 1976 : déficit budgétaire, extension du chômage, aggravation de l'inflation, essoufflement de la reprise économique ; (p. 2159) : nécessité de trois lois de finances rectificatives en 1976 ; maintien dans les deux premières d'un équilibre artificiel ; échec des aides fiscales aux entreprises normalement destinées au soutien de la reprise ; aveu tardif du déficit à la fin de 1976 ; utilité politique de l'obscurité des comptes et des budgets ; critiques contenues dans le rapport de la Cour des comptes annexé au projet : nécessité d'une remise en ordre de la gestion des fonds de concours échappant au contrôle parlementaire, multiplication des modifications apportées aux crédits ouverts par la loi de finances, sous-évaluation systématique de certaines dépenses permettant de présenter un équilibre fictif, chute des crédits d'investissements publics, altération de la loi de finances initiale par la multiplication des lois de finances rectificatives ; (p. 2160) : confirmation par la loi de règlement des observations des députés socialistes sur le budget de 1976 : injustice du barème actuel de l'impôt sur le revenu et du barème de la taxe sur les salaires, aide fiscale aux investissements des entreprises camouflant de véritables subventions, insuffisance de l'information du Parlement ; couverture des dépenses entraînées par le plan de relance de 1975 et création monétaire ; critique de la pratique des virements de crédits systématiques. **Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article premier** (p. 2165) : vote hostile du groupe socialiste sur les articles de la loi de règlement. **Après l'Article 19** (p. 2223) : soutient son amendement n° 5 identique à l'amendement n° 1 de la commission : obligation pour le Gouvernement de publier au *Journal officiel* les textes réglementaires d'exécution des lois de finances ; non-respect par le Gouvernement des engagements pris en 1975 ; les violations de ces engagements relevées par la Cour des comptes dans son rapport ; adopté ; (p. 2224) : son amendement n° 2 : extension des pouvoirs de contrôle de la Cour des comptes aux recettes budgétaires ; rejeté ; (p. 2225) : son amendement n° 3 : obligation pour le Gouvernement d'adresser au Parlement un rapport sur la gestion des fonds de concours ; rejeté ; son amendement n° 4 : transformation des différents prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en crédits de dépenses inscrits dans les budgets des ministères intéressés ; insuffisance du contrôle effectué sur les subventions économiques réalisées par déduction sur les taxes revenant au Trésor ; rejeté ; (p. 2227) : son amendement n° 6 : rapport annuel du Gouvernement sur la gestion des autorisations de programme ; nécessité d'informer le Parlement sur la gestion des autorisations de programme ; rejeté ; son amendement n° 7 : saisine obligatoire de la Cour de discipline budgétaire pour les dépassements de crédits limitatifs ou provisionnels ; importance des dépassements de crédits limitatifs : trois milliards de francs en 1976 ; (p. 2228) : insuffisante exploita-

tion des documents budgétaires par le Parlement ; amendement n° 7 ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes (n° 249). Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1978]. **Article premier** (p. 2541) : attitude procédurière du Gouvernement sur le sous-amendement n° 48 de M. André Delehedde à l'amendement n° 45 du Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes (n° 167). Deuxième lecture. Discussion de l'Article unique** [27 juin 1978] (p. 3549) : son amendement n° 7 : nécessité de l'avis d'une commission interministérielle pour la nomination au tour extérieur de conseillers référendaires de deuxième classe ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises (n° 320). Première lecture** [1er juillet 1978]. **Explications de vote** (p. 3790) : renforcement de la discrimination fiscale entre revenu du travail et revenu du capital ; aggravation de la fiscalité pesant sur les revenus des travailleurs ; refus du Gouvernement d'examiner les propositions de l'opposition tendant à démocratiser le système fiscal ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [5 octobre 1978] (p. 5646) : proteste contre l'attitude du ministre de la défense lors de son audition par la commission de la défense nationale ; estime inacceptable que M. Yvon Bourges ait mis en cause M. Jean-Yves Le Drian, favorable au désarmement et opposé aux livraisons d'armes à l'Argentine.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 321). Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5517) : son amendement n° 179 : effet suspensif de la saisine du conseil de prud'hommes à l'égard des mesures de licenciements ; adopté ; [5 octobre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **Article L 511-3 du code du travail** (p. 5613) : soutient l'amendement n° 181 de M. Alain Richard : pouvoir d'initiative des organisations syndicales pour la création des conseils de prud'hommes ; rejeté. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail** (p. 5627) : sur les amendements n° 56 de la commission et n° 259 de la commission saisie pour avis : risques de complexité juridique dus à la notion de cadre retenue par la commission ; (p. 5629) : hostilité du groupe socialiste au vote plural. **Rappel au règlement** (p. 5630) : demande un vote sur l'amendement n° 130, indûment déclaré sans objet. **Article premier : Après l'Article L 513-3 du code du travail** (p. 5636) : soutient l'amendement n° 202 de M. Raymond Forni : sanction applicable aux employeurs ; retiré. **Article premier : Article L 513-2 du code du travail précédemment réservé** (p. 5647) : déclare devenu sans objet l'amendement n° 199 de M. Alain Richard : limitation à deux du nombre de procurations que peut recevoir un mandataire. **Article premier : Article L 513-5 du code du travail** (p. 5649) : soutient l'amendement n° 206 de M. Alain Richard : élection des conseils prud'hommes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne ; rejeté ; son amendement n° 207 : présentation des listes de candidats par les organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national ; (p. 5650) : soupçonne une tentative du Gouvernement de remettre en cause le principe de la représentativité des organisations syndicales démocratiques ; (p. 5651) : parité des conseils de prud'hommes mise en péril si le monopole de présentation des candidats par les organisations syndicales représentatives n'est pas établi ; demande un scrutin public sur son amendement n° 207 rejeté par scrutin public. **Article premier : Article L 515-1 du code du travail** (p. 5667) : soutient l'amendement n° 221 de M. Alain Richard : création d'un bureau de référés dans les conseils de prud'hommes ; adopté. **Article premier : Après l'Article L 515-2 du code du travail** (p. 5668) : soutient l'amendement n° 222 de M. Alain Richard : création d'une formation de référés dans chaque conseil de prud'hommes ; rejeté. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (*suite*) (p. 5676) : sur l'amendement n° 275 du Gouvernement et le sous-amendement n° 277 de M. Jean Foyer : risques de conflits de compétence si un tribunal judiciaire, le conseil des prud'hommes, est chargé de contrôler la décision d'une autorité administrative, l'inspecteur du travail. **Article 7** (p. 5679) : soutient l'amendement n° 231 de M. Alain Richard : conditions d'intégration des anciens secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes ; retiré. **Seconde délibération du projet de loi. Article L 511-1 du code du travail** (p. 5683) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement : insuffisance de la protection des salariés en cas de licenciement, absence d'obligation pour l'employeur d'apporter la preuve de la cause réelle et sérieuse du licenciement et absence d'obligation de réintégration en cas de licenciement abusif ; propositions socialistes sur le droit de licenciement ; (p. 5684) : nécessité d'étendre l'effet suspensif du recours au conseil de prud'hommes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — **BAPSA**, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses en capital. **Discussion générale** [8 novembre 1978] (p. 7203) : budget d'équipement inacceptable rejeté par la commission des finances ; demande une modification des crédits d'investissement, l'annulation de la circulaire du ministre de l'agriculture du 28 juillet 1978 diminuant les aides à l'élevage, une politique d'amélioration de la situation des petites et moyennes exploitations agricoles par le projet de loi d'orientation agricole ; (p. 7204) : volonté de supprimer la coopération agricole ; insuffisance de l'effort de recherche et diminution des crédits de l'aménagement foncier ; augmentation des autorisations de programme relatives aux travaux hydrauliques. **Rappel au règlement** (p. 7237) : modification des propositions du Gouvernement rendant difficile le contrôle parlementaire. **Examen des crédits** [8 novembre 1978] (p. 7277) : **Après l'Article 74** : s'oppose aux amendements n^os^ 278, 279 et 280 du Gouvernement privant les agriculteurs âgés les plus défavorisés du bénéfice du fonds national de solidarité ; (p. 7280) : **Etat B - Titre IV** : objet explicite des amendements n° 310 de M. François Leizour et n° 314 de M. Guy Guermeur sans rapport avec le problème des montants compensatoires ; acceptation par le Gouvernement d'un vote sur la position qu'il prendra dans les négociations communautaires sur les montants compensatoires ; se réjouit de la remise en vigueur du droit d'interpellation. **Rappel au règlement** [8 novembre 1978] (p. 7281) : souhaite que le Président de l'Assemblée prononce la réserve du vote sur les titres V et VI en application de l'article 95 du règlement ; (p. 7282) : **Etat C - Titre V et VI** : soutient les amendements n^os^ 165 et 169 de la commission des finances : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement des titres V et VI de l'état C, traduction financière de la décision de la commission de rejeter le budget d'équipement ; amendement n° 165 rejeté ; amendement n° 169 rejeté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**). **Discussion de l'Article unique** [15 mars 1979]. **Rappel au règlement** (p. 1656) : article 98 du règlement : la discussion de l'amendement n° 4 a été commencée malgré la demande du président du groupe socialiste de formuler un rappel au règlement concernant cet amendement. **Rappel au règlement** (p. 1662) : inapplicabilité de l'article 141 du règlement ; nécessité de mettre aux voix le sous-amendement de M. Hautecœur.

— **Rappel au règlement** [3 octobre 1979] (p. 7743) : alinéa 3 de l'article 59 du règlement : déformation par le bulletin de séance du contenu de la question de M. René de Branche sur la position socialiste à l'égard de la politique agricole commune ; demande de veiller à l'exactitude du compte rendu analytique et du compte rendu intégral.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Services divers. — II. Secrétariat de la défense nationale. — III. Conseil économique et social - Budget annexe des journaux officiels. Examen des crédits [7 novembre 1979]. **Etat B - titre III. Services du Premier ministre.** — I. **Services généraux** (p. 9528) : sur l'amendement n° 416 de M. Henri Emmanuelli, refus du Gouvernement d'informer le rapporteur de la commission des finances et le Parlement sur l'utilisation des fonds spéciaux.

Agriculture. — **BAPSA**, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses en capital. **Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9594) : diminution des crédits publics consacrés aux dépenses d'équipement ; poursuite de l'exode rural ; suréémigration féminine ; processus de concentration des exploitations ; endettement croissant des exploitants ; augmentation des crédits consacrés au remembrement et à l'aménagement ; (p. 9595) : insuffisance des crédits pour la recherche et l'enseignement ; stagnation des crédits consacrés aux industries agro-alimentaires.

— **Rappel au règlement** (p. 9611) : déplore l'absence de M. Michel Debatisse et le rattachement de l'agro-alimentaire au Premier ministre.

— **Rappel au règlement** (p. 9628) : interroge le ministre sur la personne compétente pour répondre aux questions relatives aux industries agro-alimentaires ; l'absence de M. Michel Debatisse.

— **Rappel au règlement** [14 novembre 1979] (p. 10015) : attaque personnelle contre M. Derosier par le ministre de l'intérieur refusant de répondre à la question au Gouvernement qui lui était posée sur les libertés publiques.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par**

M. François Mitterrand et 49 de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues et par M. Robert Ballanger et 85 de ses collègues [20 novembre 1979] (p. 10361) : dénonce la « loi du secret » contenue dans l'amendement n° 27 déposé par M. Raymond Barre et prévoyant que dans les publicités relatives à l'émission des bons de caisse il ne peut être fait allusion à leur anonymat ; (p. 10362) : situation politique empoisonnée ; règlement de compte entre Premiers ministres ; mise en cause de M. Jacques Chirac par M. Raymond Barre ; annulation par la procédure de l'article 49, alinéa 3, de plusieurs propositions de la gauche en matière de justice fiscale adoptées grâce à l'appoint de députés RPR ; pas de majorité pour voter le budget ; (p. 10363) : regrette que le RPR n'aille pas jusqu'à la censure, conséquence logique de ses critiques envers le Gouvernement ; révélation par le rapport n° 1296 de M. Longuet de l'importance des fonds de concours qui échappent au contrôle du Parlement.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants (n° 1559). Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12552) : son amendement n° 8 soutenu par M. Henri Emmanuelli : barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté ; (p. 12555) : soutient l'amendement n° 9 de M. Laurent Fabius : impôt annuel et progressif sur les fortunes des personnes physiques ; rejeté.

— **Sur le rappel au règlement de M. André Lajoinie** [28 décembre 1979] (p. 12616, 12617) : risque d'un double barème applicable pour la fixation des recettes à compter du 1er janvier 1980.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Paris le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour (n° 1474). Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2303) : situation politique en Corée du Sud.

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne
(5e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter **la loi n° 64-1245** du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des **eaux** et à la **lutte contre la pollution** (n° **175**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 153), autorisant l'approbation de la **convention relative à l'opposition sur titres au porteur à circulation internationale,** signée par la France le 28 mai 1970, sous l'égide du Conseil de l'Europe (n° **302**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **office pour l'évaluation des options technologiques** (n° **598**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** visant à **indemniser toute personne participant bénévolement aux actions de lutte et de prévention prévues à l'article L 131-26 du code des communes** (n° **940**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 188 du code forestier relatif aux forêts de protection** (n° **1083**) [22 mai 1979].

— **Proposition de loi** relative à **l'action sociale en faveur des exploitants agricoles des départements d'outre-mer** (n° **1960**) [8 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Quotas communautaires** [31 mai 1978] (p. 2287) : décision prise à Bruxelles de réduire le quota betteravier.

— **Entretien des forêts du département de Seine-et-Marne** [14 juin 1978] (p. 2877, 2778) : crédits d'Etat pour l'entretien des forêts domaniales épuisés au mois de juin ; suppression du crédit départemental décidée par le conseil général ; urgence d'une solution.

— **Invasion de l'ambassade américaine à Téhéran** [21 novembre 1979] (p. 10454) : silence du Gouvernement français devant l'invasion de l'ambassade américaine à Téhéran et la prise en otages du personnel diplomatique en violation des usages diplomatiques et de la charte des droits de l'homme.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **694**) : **Aides aux agriculteurs victimes de la sécheresse** [28 avril 1978] (p. 1455, 1456) : impossibilité pour certains agriculteurs de cumuler les aides directes et les aides indirectes prévues par l'Etat ; injustice dont les céréaliculteurs ont été victimes.

— (n° **29554**) : **Ticket modérateur d'ordre public** [18 avril 1980] (p. 548) : ordonnance du 19 octobre 1945 ; consommation médicale des adhérents des mutuelles ; atteinte à la liberté individuelle ; restriction au principe de la mutualité.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre Ier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article 7** (p. 5678) : son amendement n° 261 : modalités d'intégration des secrétaires et secrétaires adjoints dans les corps des fonctionnaires ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5691) : souhaite que soit améliorée la situation des familles des victimes de criminels ; se déclare choqué par la gloire ou la notoriété littéraire réservée aux assassins ; et par l'oubli réservé aux victimes ; (p. 5692) : nécessité d'assurer la protection des enfants, des personnes âgées, des faibles ; nombre des récidives ; problème des peines de substitution ; estime que la suppression de la peine de mort créerait une situation absurde.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 11** (p. 8608) : son amendement n° 1 soutenu par M. Lucien Neuwirth : suppression de la taxation des véhicules de plus de 16 chevaux ; rejeté. **Article 12** (p. 8615) : son amendement n° 208 : exonération du droit de timbre et de quittance pour les discothèques, cafés-bars et cafés dansants ; majoration du droit de timbre sur les formules de chèque ; non soutenu.

Départements d'outre-mer. Examen des crédits [31 octobre 1979]. **Etat C - Titre III** (p. 9289) : soutient son amendement n° 358 : suppression des crédits affectés à l'augmentation des frais de personnel de l'administration centrale en signe de protestation contre les menaces pesant sur la prime de vie chère allouée aux fonctionnaires servant outre-mer ; retiré ; retire son amendement n° 358 dans la mesure où l'amputation de la prime de vie chère cesse d'être un objet d'actualité ; regrette d'avoir retiré son amendement n° 358.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10485) : proteste contre le plafonnement au SMIC des allocations de la femme seule ; misère des familles nombreuses des villes et des campagnes ; (p. 10486) : problème des tarifs consentis aux familles nombreuses par la SNCF.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11358) : positions contradictoires prises par le Gouvernement sur Mayotte ; responsabilité de la France dans un sous-développement ; appartenance de Mayotte à la France assurant la sécurité des habitants ; estime que la dignité de la France est en cause. **Discussion des articles** [6 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11364) : son amendement n° 2 rectifié soutenu par M. Pierre Mauger : précisant que le délai de cinq ans prévu par l'article premier est un délai maximum ; adopté avec modification.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1979] (p. 11597) : articles 62 et suivants du règlement ; s'élève contre les propos du Premier ministre à la télévision traitant les députés de « nabots de la politique intéressés uniquement par l'élection présidentielle ».

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1767) : intérêt national du débat ; (p. 1768) : fiscalité et aide aux investissements ; événements de la Martinique ; erreurs administratives dans l'aménagement des ports de Guyane ; (p. 1769) : problème de l'urbanisme en Martinique ; rémunérations annexes des fonctionnaires liées aux équipements publics ; politique partisane dans les DOM ; décentralisation administrative ; indemnisation du chômage ; fiscalité dans les DOM ; (p. 1770) : irrigation ; industrie sucrière ; réforme foncière ; statistiques sur le coût de la vie dans les DOM ; absence de fermeté du Gouvernement dans la luttte contre les indépendantistes ; politique de l'éducation ; (p. 1771) : problème de Mayotte.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3215) : difficultés des DOM à la suite des cyclones ; (p. 3216) : insuffisance de l'aide à la diversification agricole ; problème du transport des bananes ; rôle des SAFER ; nécessité de généraliser la mutualité sociale agricole dans les DOM ; sa proposition de loi visant à organiser l'aide sociale en faveur des exploitants agricoles dans les DOM ; fiscalité agricole.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° **927**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4168) : son amendement n° 2 tendant à exiger la nationalité française pour exercer les fonctions de dirigeant ou d'agent dans une agence privée de recherches ; rejeté ; son amendement n° 3 tendant à exiger que les dirigeants d'agences soient âgés de vingt-cinq ans au moins et titulaires d'un diplôme équivalent au BEPC ; rejeté ; (p. 4169) : son amendement n° 4 tendant à soumettre l'exercice de la profession à une déclaration préalable au préfet ; rejeté.

JULIEN (Raymond)

Député de la Gironde
(5e circonscription)
(App. S).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [7 juin 1978] (p. 2728).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'organisation de coopération et de développement économique en France, ensemble un échange de lettres (n° 1797) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'école internationale de Bordeaux (n° 2151) [18 décembre 1980] (p. 5062).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 653) autorisant l'approbation de l'échange de lettres en date du 22 décembre 1977 **entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède relatif à l'exonération** réciproque des **impositions sur les salaires** dues par les établissements culturels des deux pays (n° **699**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 895) portant autorisation d'approbation de l'**Accord franco-espagnol relatif à la construction d'un nouveau tracé de la section frontalière des route nationale 152 (Espagne) et chemin départemental 68 (France) de Puigcerda à Llivia, avec passage supérieur sur la route nationale 20 (France) et la voie ferrée Villefranche-de-Conflent - La Tour-de-Carol (France), signé à Madrid le 9 juin 1978** (n° **1023**) [26 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 933) autorisant **la ratification de la Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux** (n° **1067**) [16 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1286) autorisant **la ratification de la Convention entre la République française et la République d'Autriche sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des**

décisions en matière de faillite, signée à Vienne, le 27 février 1979 (n° **1393**) [8 novembre 1979].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2709) : devoirs de la France envers ses coopérants civils ou militaires et envers les Français travaillant en Afrique ; richesse de l'Afrique en matières premières expliquant les convoitises qu'elle inspire ; corruption de nombreux régimes politiques africains ; caractère artificiel des frontières tracées par la colonisation ; tendance hégémonique des grandes puissances trouvant un terrain favorable en Afrique ; (p. 2710) : ses doutes sur l'efficacité du nouveau plan Marshall en Afrique envisagé par la France, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne de l'Ouest et la Belgique.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6915) : croissance des crédits du titre III, moyens des services, beaucoup plus forte que celle des crédits du titre IV, interventions publiques ; amélioration encore insuffisante de la condition diplomatique ; (p. 6916) : augmentation considérable des contributions de la France à des organismes internationaux aux dépens des moyens d'intervention propres à la France ; nécessité d'une coopération débouchant sur la promotion économique de la France ; problème du port du Verdon dans le sud-ouest.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 novembre 1978] (p. 9594) : piétinement actuel de la construction européenne dû à la crise économique ; souhaite que la construction européenne soit limitée au contenu du traité de Rome ; élargissement de la communauté et modification de son fonctionnement ; (p. 9595) : conséquences économiques de l'élargissement ; problème du vin et des fruits et légumes ; nécessité d'aboutir à une planification démocratique européenne ; problème de l'avenir du port du Verdon ; proteste contre l'interdiction par la commission de Bruxelles de la chasse à la tourterelle.

— **Projet de loi portant autorisation d'approbation de l'accord franco-espagnol relatif à la construction d'un nouveau tracé de la section frontalière des route nationale 152 (Espagne) et chemin départemental 68 (France) de Puigcerda à Llivia avec passage supérieur sur la route nationale 20 (France) et la voie ferrée Villefranche-de-Conflent - La Tour-de-Carol (France), signé à Madrid le 9 juin 1978** (n° **895**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4698) : engagement de la France à maintenir la libre circulation sur la route reliant l'enclave de Llivia au territoire espagnol ; financement par l'Espagne d'un pont construit en territoire français ; avis favorable de la commission des affaires étrangères.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9566) : évolution favorable des dépenses ordinaires du ministère des affaires étrangères sauf en ce qui concerne les créations d'emplois ; (p. 9567) : stagnation des dépenses en capital consacrées à l'administration centrale ; insuffisance du financement des radios françaises vers l'étranger ; augmentation de la contribution au programme des Nations unies pour le développement ; absence d'une véritable politique d'échanges culturels, scientifiques et techniques ; volonté de maintenir au sommet de l'Etat la décision en matière de politique étrangère sans contrôle du Parlement ; exemple des missions effectuées par M. Poniatowski ; direction des Français de l'étranger ; problème de la protection sociale des Français à l'étranger ; augmentation vertigineuse des crédits affectés aux voyages du Président de la République.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 51 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues** [6 décembre 1979] (p. 11374) : nécessité d'une réforme d'ensemble de la sécurité sociale et insuffisance des mesures ponctuelles ; estime déraisonnable de vouloir limiter la croissance des dépenses de santé à celle de la production intérieure brute ; causes du déficit de la sécurité sociale ; cotisations impayées, charges indues, chômage ; insuffisance des données chiffrées sur la sécurité sociale ; décision gouvernementale frappant surtout les salariés ; (p. 11375) : emploi de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution retirant à l'Assemblée son droit constitutionnel d'amendement.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'une agence spatiale européenne, faite à Paris le 30 mai 1975** (n° **400**). **Première lecture. Explications de vote** [26 juin 1980] (p. 2308) : société Arianespace ; vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour** (n° **1474**). **Première lecture. Explications de vote** [26 juin 1980] (p. 2303) : abstention du groupe socialiste ; situation politique en Corée du Sud.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3792) : diminution de la part des affaires étrangères dans le budget ; non-application du plan de cinq ans ; avis défavorable de la commission des affaires étrangères sur les crédits des relations culturelles ; absence de création d'emploi et augmentation des tâches ; modalités de recrutement du personnel ; problème des secrétaires adjoints ; carte consulaire ; insuffisance des émissions de radio vers l'étranger ; actions en faveur des Français de l'étranger ; (p. 3793) : scolarisation des enfants des Français de l'étranger ; indemnisation des victimes d'expropriation ; place de la France dans l'Alliance atlantique ; trilogue et dialogue Nord-Sud.

JUQUIN (Pierre)

Député de l'Essonne
(*3e circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Démission de cette commission [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 novembre 1978] (p. 3745), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au respect du scrutin de liste dans les **élections des représentants du personnel** au sein des entreprises (n° **337**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à mettre fin à l'agression contre les libertés que constituent les **écoutes téléphoniques** (n° **2207**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Répression aux usines Peugeot** [12 décembre 1979] (p. 11660) : fichier des ouvriers spécialisés et professionnels établi par la direction de Peugeot prenant en compte opinions politiques ou syndicales ; demande au Garde des sceaux d'interdire ces pratiques patronales et de faire instruire des poursuites contre Peugeot.

— **Libertés des travailleurs dans les entreprises** [14 mai 1980] (p. 1050) : fraude électorale à Fontenay-sous-Bois ; (p. 1051) : licenciement de représentants du personnel ; exemple de Renault-Véhicules-Industriels à Lyon ; bulletin du comité pour la défense des droits de l'homme ; proposition de loi communiste.

— **Attitude de l'AFP à l'égard du parti communiste** [3 décembre 1980] (p. 4581) : attitude de M. Pigeat, directeur de l'AFP ; liberté de l'information.

• *question orale sans débat :*

— (n° **39498**) : **Sécurité des personnes** [5 décembre 1980] (p. 4707, 4708) : causes de l'insécurité ; utilisation de la police et de la gendarmerie contre les travailleurs ; développement de l'îlotage.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 avril 1978] : **Article 2 : Articles L 930-1 à L 930-1-1 du code du travail** (p. 1427) : son amendement n° 1 corrigé soutenu par

M. Pierre Zarka : repos compensateur au cas où le stage de formation n'est pas imputé sur le temps de travail ; repoussé ; [9 mai 1978] : **Article 3 : Articles L 930-1-2 à L 930-1-6 du code du travail** (p. 1487) : son amendement n° 2 soutenu par M. Pierre Zarka : augmentation de 2 à 3 % du pourcentage de travailleurs de l'entreprise pouvant bénéficier simultanément du congé de formation ; rejeté. **Article 4 : Article L 930-1-7 du code du travail** (p. 1488) : son sous-amendement n° 3 rectifié soutenu par M. Jack Ralite : interdiction de mettre les frais de formation à la charge du salarié ; à l'amendement n° 23 de M. Antoine Gissinger : nouvelle rédaction de l'article L 930-1-7 : conditions du maintien de la rémunération ; rejeté ; son amendement n° 4 soutenu par Mme Chantal Leblanc : définition par des conventions collectives des personnels d'encadrement ; rejeté. **Article 6 : Article L 930-2 du code du travail** (p. 1493) : son amendement n° 6 soutenu par M. Alain Léger : suppression de la condition d'ancienneté dans l'entreprise remplacée par une condition d'activité professionnelle ; modifié et adopté ; amendement n° 7 soutenu par M. Alain Léger : nécessité de l'agrément de l'Etat pour les stages prévus à l'article 6 ; rejeté. **Après l'Article 6** (p. 1494) : son amendement n° 8 soutenu par M. Pierre Zarka : interdiction d'accroître le travail des autres salariés en raison des absences pour congé de formation ; rejeté. **Article 9 : Article L 960-3 du code du travail** (p. 1495) : son amendement n° 9 soutenu par M. Pierre Zarka : agrément automatique de l'Etat lorsqu'il y a congé de formation rémunéré ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 9** (p. 1503) : son amendement n° 13 : crédit d'heures rémunérées pour les représentants des travailleurs siégeant dans les instances de la formation professionnelle ; soutenu par M. Alain Léger ; repoussé par scrutin public ; son amendement n° 14 soutenu par M. Jacques Brunhes : rôle des comités d'entreprise dans la politique de formation professionnelle ; repoussé ; son amendement n° 15 soutenu par Mme Chantal Leblanc : fixation à 2 % de la contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle ; repoussé ; son amendement n° 16 soutenu par M. Jack Ralite : conclusion des stages pratiques en entreprise par des contrats d'embauche définitive ; repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6632) : charte de défense de la mer proposée par le parti communiste : nouvelles règles de navigation, multiplication des stations d'épuration, lutte contre la privatisation du littoral, création d'un centre de coordination et de recherches appliquées pour la Méditerranée et l'océan, financement par les grands groupes industriels pollueurs de mesures efficaces de lutte anti-pollution ; souhaite la suppression des actuelles agences financières de bassin ; nécessité de mettre fin aux rejets industriels ; (p. 6633) : nécessité d'un renforcement des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité dans les entreprises ; problème des produits chimiques utilisés en agriculture ; politique de lutte contre le bruit ; problème du transport des matières radioactives ; (p. 6634) : problème du financement de la politique de l'environnement.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2649) : son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Marcel Tassy ; (p. 2651) : rejetée au scrutin public. **Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 22** (p. 2793) : son amendement n° 95 soutenu par M. Henry Canacos : suppression de la détermination par la loi du montant maximum de l'astreinte ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5014) : proteste contre les conditions de retransmission télévisée des débats parlementaires ; (p. 5015) : importance des ressources matérielles et humaines de la France ; faiblesse de la croissance et augmentation du chômage ; dépréciation du franc ; subordination de la France à l'Allemagne fédérale et aux Etats-Unis ; investissements français à l'étranger, cause du chômage ; diminution du coût réel du pétrole brut ; (p. 5016) : augmentation des tarifs publics ; refus du Gouvernement de donner un chiffre de croissance pour les cinq prochaines années ; nécessité d'une nouvelle croissance fondée sur la satisfaction des besoins populaires, l'indépendance nationale et le développement de la démocratie.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9041) : pression exercée sur les Français par la présidence de la République par le biais de la radio-télévision ; ingérence de l'Elysée subtile et dissimulée se traduisant par la mise en place, à la tête des sociétés issues de l'ORTF, des hauts fonctionnaires ou de journalistes « sûrs » ; extrême personnalisation autour des présentateurs jouant, en fait, le rôle de rédacteur en chef ; situation similaire des radios périphériques ; (p. 9042) : présence à la radio-télévision de membres ou de sympathisants du parti socia-

liste mais d'un seul journaliste communiste ; pratique de l'autocensure ; 60 % des journalistes de l'audiovisuel issus de milieux sociaux très favorisés ; défense du pluralisme par le parti communiste ; lutte du parti communiste pour le maintien du monopole de diffusion.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3583) : développement de l'insécurité ; projet « sécurité et liberté » permettant la répression des luttes sociales ; dégradation des libertés en France ; multiplication des procès contre la presse, les syndicats et les élus communistes ; (p. 3584) : refus du ministre de soumettre au Parlement l'avant-projet de réforme du code pénal ; délinquance financière ; abolition de la peine de mort.

JUVENTIN (Jean)

Député de Polynésie française
(1re circonscription)
(App. UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [2 octobre 1978] (p. 5450).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Assassinat d'un industriel en Polynésie** [16 avril 1980] (p. 423) : effectifs de police à l'aéroport de Tahiti ; présentation par toute personne désireuse de séjourner plus de trois mois en Polynésie d'un extrait de casier judiciaire.

• *question orale sans débat :*

— (n° 3464) : **Application de la loi sur l'enseignement privé en Polynésie française** [23 juin 1978] (p. 3414-3415) : souhaite que la « loi Guermeur » soit rapidement rendue applicable dans les territoires français du Pacifique.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6557) : absence de lien entre évolution de la criminalité et existence ou absence de la peine de mort ; (p. 6558) : risque d'erreur judiciaire.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6726) : problème de l'information radiodiffusée et télévisée en Polynésie française ; (p. 6727) : effort de FR 3 en matière d'informations radiodiffusées en langue tahitienne ; efforts insuffisants en matière d'informations télévisées ; nécessité d'adapter la nature des programmes aux mentalités des Polynésiens ; souhaite la création d'une télévision par vidéocassettes en Polynésie.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7701) : problèmes économiques et sociaux de la Polynésie française ; inégalité économique entre l'île de Tahiti et les autres archipels de la Polynésie ; s'élève contre le monopole d'UTA pour les liaisons entre Tahiti et la métropole ; (p. 7702) : discrimination sociale à l'égard des îles de l'archipel polynésien, notamment dans le domaine scolaire ; coût de la vie très élevé dans les archipels ; augmentation des cours mondiaux du coprah et diminution de la production ; système actuel de soutien du coprah privilégiant les propriétaires de la terre par rapport à l'exploitant ; nécessité d'une politique globale d'aide aux producteurs ; propose la mise en place d'un fonds d'aide aux archipels ; nécessité de la rénovation des quartiers insalubres de la zone urbaine de Papeete.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° 924). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Article 3** (p. 4444) : son amendement n° 20 soutenu par M. Jacques Douffiagues : suppression de l'article 3 ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 4446) : son amendement n° 22 soutenu par M. Jacques Douffiagues : biens et droits indivis entre plusieurs communes ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 23 corrigé

soutenu par M. Jacques Douffiagues : référence à la réglementation territoriale en vigueur ; rejeté. **Article 8** (p. 4447) : son sous-amendement n° 24 soutenu par M. Jacques Douffiagues à l'amendement n° 8 de la commission : attributions de l'Assemblée territoriale et du conseil du Gouvernement en matière d'urbanisme ; adopté. **Article 10** (p. 4447) : son amendement n° 25 ; devient sans objet. **Article 11** (p. 4448) : ses amendements n°s 26, 27 et 28 soutenus par M. Jacques Douffiagues : compétence de l'assemblée territoriale en matière d'hygiène s'agissant des cimetières, des pompes funèbres et funérailles ; rejetés. **Article 12** (p. 4449) : son sous-amendement n° 29 rectifié à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Jacques Douffiagues : référence à la réglementation territoriale applicable en matière d'hygiène et de santé publique ; adopté ; son amendement n° 30 soutenu par M. Jacques Douffiagues : application à la distribution d'électricité des dispositions applicables à la distribution d'eau potable ; devient sans objet ; son amendement n° 31 ; devient sans objet ; (p. 4450) : son amendement n° 32 soutenu par M. Jacques Douffiagues : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 33 soutenu par M. Jacques Douffiagues : conditions de constitution de syndicats mixtes ; rejeté. **Article 14** (p. 4451) : son amendement n° 35 soutenu par M. Jacques Douffiagues : possibilité pour l'Assemblée territoriale de subventionner des opérations concernant une seule commune ; rejeté ; son amendement n° 37 soutenu par M. Jacques Douffiagues : modalités selon lesquelles le fonds de péréquation assurera à chaque commune et le cas échéant à chaque commune associée un minimum de ressources ; rejeté.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 764) : conditions particulières des territoires d'outre-mer ; organisation pénitentiaire ; application de la loi du 17 juillet 1970 en Polynésie. **Discussion des articles** [25 avril 1980]. **Article 4** (p. 773) : son amendement n° 49 : désignation du défenseur parmi les avocats par le bâtonnier de l'ordre ; retiré ; (p. 774) : son amendement n° 50 : choix du conseil de la partie civile ; retiré. **Article 5** (p. 775) : son amendement n° 51 : règles de formation du jury criminel ; retiré. **Après l'Article 13** (p. 779) : son amendement n° 52 : écartant l'application dans les territoires d'outre-mer des dispositions relatives à la Cour de sûreté de l'Etat ; rejeté par scrutin public ; (p. 780) : autonomie des territoires d'outre-mer.

K

KALINSKY (Maxime)

Député du Val-de-Marne
(8e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juin 1978] (p. 3003, 3304).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1118), [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786), [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre du conseil national des services publics, départementaux et communaux [18 mai 1978] (p. 1845) ; [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jacques Brunhes et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'indemnisation des victimes du cyclone David dans les départements d'outre-mer (n° 1582) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur le rôle de l'urbanisation, du manque de barrages-réservoirs, et de toutes autres causes des **inondations en région parisienne** et visant à faire des propositions pour réaliser les aménagements et infrastructures préventives nécessaires (n° **411**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre à la Réunion** les dispositions relatives à **l'aide publique aux travailleurs privés d'emploi** (n° **634**) [26 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de résolution (n° 411) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur le rôle de l'urbanisation, du manque de barrages-réservoirs, et de toutes autres causes des **inondations en région parisienne** et visant à faire des propositions pour réaliser les aménagements et infrastructures préventives nécessaires (n° **658**) [2 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et d'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 585) tendant **à la création d'une commission de contrôle sur les biens fonciers et immobiliers du ministère de la défense et leur utilisation en fonction des besoins réels des forces armées** (n° **971**) [11 avril 1979].

— **Proposition de résolution** tendant **à la création d'une commission d'enquête sur la situation des riverains des grands aéroports et les moyens à mettre en œuvre afin d'améliorer leurs conditions de vie dans le cadre d'une politique du développement de la production aéronautique et de l'accroissement du transport aérien** (n° **1102**) [29 mai 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à la mise en œuvre de mesures urgentes pour réduire les nuisances causées par les avions à réaction aux riverains de l'aéroport d'Orly** (n° **1156**) [19 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1582) tendant **à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'indemnisation des victimes du cyclone David dans les départements d'outre-mer** (n° **1689**) [7 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à empêcher les augmentations des frais de gestion des **emprunts** contractés auprès des **sociétés de crédits immobiliers** par des accédants à la propriété individuelle et à rembourser les familles victimes des augmentations indues de leurs charges d'emprunt (n° **1909**) [30 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à **interdire les vérifications d'identité** en matière de police administrative (n° **2208**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *Questions au Gouvernement :*

— **Interventions de la France en Afrique** [10 mai 1978] (p. 1558) : faute de pouvoir poser la question au Président de la République qui multiplie les expéditions militaires en Afrique, demande l'inscription à l'ordre du jour d'un débat sur la politique de la France en Afrique.

— **Augmentation du prix de la « carte orange »** [24 mai 1978] (p. 1982) : propositions d'aménagement des tarifs de transport dans la région parisienne.

— **Massacres d'enfants à Bangui** [6 juin 1979] (p. 4690) : absence de condamnation de l'Elysée et aide financière de la France apportée à Bokassa.

— **Insonorisation des logements aux abords d'Orly** [27 juin 1979] (p. 5730) : les revendications des riverains de l'aéroport d'Orly à la suite d'une décision de justice ; nécessité de subventionner l'insonorisation des habitations aux abords d'Orly.

— **Revendications des travailleurs de la Réunion** [17 octobre 1979] (p. 8325) : la grève générale prévue vendredi à la Réunion ; la politique de ségrégation du Gouvernement ; l'application de la loi d'indemnisation du chômage ; le soutien du parti communiste français aux travailleurs réunionnais.

— **Revendications des contrôleurs de la navigation aérienne** [7 novembre 1979] (p. 9541) : responsabilité du ministre des transports dans les grèves des contrôleurs aériens en raison de sa politique de gâchis et d'autoritarisme.

• *intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) **: Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1670) : situation à la Réunion ; le chômage croissant ; le déséquilibre entre les importations et les exportations ; l'inégalité des prestations sociales dans les DOM par rapport à la métropole.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3838**) **: Utilisation de la force publique** [30 juin 1978] (p. 3736, 3737, 3738) : le développement des crimes racistes et politiques demeurant impunis ; la multiplication d'activités de polices parallèles au service du patronat et d'affaires politico-économiques ; la responsabilité du ministère de l'intérieur.

— (n° **5401**) : **Organisation de la police** [27 avril 1979] (p. 3275, 3276, 3277) : opposition de la majorité de l'Assemblée et du Gouvernement à la création d'une commission d'enquête sur l'origine des provocations lors des manifestations : en particulier celle du 23 mars 1979 ; sanction infligée au secrétaire général du syndicat de police CGT ; refus par le ministre de l'intérieur d'une confrontation télévisée avec la CGT.

— (n° **16721**) : **Indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer** [1er juin 1979] (p. 4600, 4601, 4602) : quand sera appliquée dans les départements d'outre-mer la loi du 16 janvier 1979 relative à l'aide aux travailleurs privés d'emploi ; nécessité d'étendre sans discrimination le régime d'indemnisation des chômeurs aux départements d'outre-mer où la situation de l'emploi est catastrophique ; nécessité de réviser les clauses du marché commun préjudiciables aux départements d'outre-mer.

— (n° **22685**) : **Application de la loi d'indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer** [23 novembre 1979] (p. 10669, 10670) : nécessité pour le Gouvernement de respecter ses engagements et de signer le décret permettant une indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer, adaptée aux situations locales, mais sans discrimination et avec caractère rétroactif ; politique discriminatoire et colonialiste des pouvoirs publics ; rapport de la mission parlementaire qui s'est rendue aux Antilles et en Guyane ; propositions faites par le conseil général de la Réunion.

— (n° **23501**) : **Pollution des eaux de l'Yerres** [7 décembre 1979] (p. 11477, 11478) : la catastrophe qui a frappé la rivière de l'Yerres ; le problème général de la protection des rivières contre la pollution ; mesures envisagées pour nettoyer l'Yerres et reconstituer sa faune ; danger d'intoxication des eaux potables ; inertie des pouvoirs publics ; aide insuffisante aux collectivités locales pour réaliser des stations d'épuration ; prise en charge des travaux de régulation du cours de l'Yerres.

— (n° **36480**) : **Attentats fascistes et racistes** [10 octobre 1980] (p. 2679, 2680, 2681) : appartenance de membres de la police à l'ex-FANE ; recrudescence des attentats ; attentat de la rue Copernic ; exclure de la police les éléments fascistes ou néo-nazis ; rôle de la police : assurer la sécurité des citoyens ; combattre toutes les formes de racisme ; création d'une commission de contrôle sur l'utilisation des forces de police et les complicités dont bénéficient les mouvements se réclamant du nazisme à l'intérieur des services.

— (n° **40258**) : **Situation dans les départements d'outre-mer** [19 décembre 1980] (p. 5087) : respect des libertés et des droits démocratiques des travailleurs des DOM ; activité de l'usine de Lareinty en Martinique ; développement de la production de la canne à la Réunion et à la Guadeloupe, de la banane aux Antilles ; (p. 5088) : augmentation du chômage ; droit à l'autodétermination.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° **138**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article 3 : Article L 417-19 du code des communes** (p. 2240) : sur l'amendement n° 23 du Gouvernement ; l'absence de critères pour choisir le nombre des membres du comité entre cinq et dix. **Article L 417-20 du code des communes** (p. 2243) : son amendement n° 17 : pouvoirs des délégués du personnel siégeant au comité d'hygiène et de sécurité ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1978]. **Article 3 : Article L 417-18 du code des communes** (p. 3758) : son avis favorable sur l'amendement n° 6 de M. Alain Richard.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 6** (p. 2404) : insuffisance des crédits supplémentaires destinés à améliorer le régime de protection des travailleurs licenciés pour cause économique dans les départements d'outre-mer ; conséquences de la situation dramatique de l'emploi dans les départements d'outre-mer : transformation des populations des départements d'outre-mer en peuples assistés, exode important et grave ; coût de la vie dans les départements d'outre-mer de 30 à 40 % plus élevé qu'en France alors que le SMIC y est fixé à un niveau inférieur de 20 à 30 % ; chute vertigineuse de la production de la canne à sucre dans les départements d'outre-mer ; accroissement de leur dépendance économique vis-à-vis de la France ; nécessité d'aligner le montant de l'aide aux chômeurs dans les départements d'outre-mer sur ce qu'il est en France.

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 juin 1978] (p. 3140) : vote favorable du groupe communiste sur la proposition de loi ; nécessité de mesures sociales pour lutter contre l'alcoolisme et insuffisance de la loi.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° 11). **Commission mixte paritaire** [1er juillet 1978] (p. 3793) : vote hostile du groupe communiste contre l'ensemble du projet.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1978] (p. 5427) : projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté ; proteste contre l'inscription de ce projet à l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° 562). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1978] (p. 5470) : responsabilité du Gouvernement dans le développement de l'insécurité (p. 5471) ; nécessité de renforcer les effectifs de la police et d'améliorer sa formation ; mécontentement des policiers, des magistrats, des avocats et des gardiens de prison ; déplore la suspension des travaux de la mission parlementaire d'enquête sur les prisons ; s'oppose au libéralisme injustifié dont bénéficient des individus dangereux ; risque du développement de l'autodéfense. **Discussion des articles. Article 2 : Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5492) : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 4 de la commission : substitution de deux magistrats au procureur et au chef d'établissement dans la composition de la commission d'application des peines ; devenu sans objet ; son amendement n° 20 : composition purement juridictionnelle de la commission d'application des peines ; rejeté par scrutin public. **Article 4 : Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5495) : son amendement n° 22 : avis du procureur de la République et du chef d'établissement dans les décisions relatives aux permissions de sortir ; le vote hostile du groupe communiste sur l'article 723-4 du code de procédure pénale ; devenu sans objet. **Article 2** (*suite*) : **Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5496) : son amendement n° 21 : suppression des dispositions de l'article 722 confiant à la commission d'application des peines certaines compétences sur les permissions de sortir ; repoussé. **Article 7 : Article 733-1 du code de procédure pénale** (p. 5499) : son amendement n° 23 : modalités du recours contre les décisions relatives aux autorisations de sortir ; retiré. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [25 octobre 1978] (p. 6657) : abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 514-1 du code du travail** (p. 5660) : son amendement n° 20 soutenu par M. Roland Renard : autorisation de l'inspecteur du travail pour tout licenciement d'un ancien conseiller prud'homme ou d'un candidat aux élections prud'homales ; rejeté. **Article premier : Article L 51-12-1 du code du travail** (p. 5675) : son amendement n° 30 soutenu par M. Lucien Dutard : consultation des organisations syndicales et professionnelles les plus représentatives au plan national avant la publication des décrets en Conseil d'Etat déterminant les modalités d'application de la loi ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Intérieur. Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6339) : absence de véritable débat sur la sécurité des Français ; développement des polices parallèles ; multiplication des organisations d'autodéfense ; nécessité de prendre des mesures préventives ; (p. 6340) : limiter l'utilisation de la police à la sécurité des citoyens ; utilisation de la police pour la répression des travailleurs ; nécessité d'un véritable « îlotage » dans les villes et de l'établissement de liens entre la police et les élus locaux ; activités des polices patronales et des membres du SAC ; mécontentement des policiers ; (p. 6341) : problèmes d'indice et de classification des policiers ; liberté syndicale dans la police ; (p. 6352) : nécessité d'un débat sur la sécurité ; (p. 6363) : action entreprise pour lutter contre les milices patronales ; milice intevenue dans la grève des travailleurs de Gervais-Danone à Marseille ; protection de commando par la police.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7664) : bilan désastreux de la politique gouvernementale à caractère colonialiste ; (p. 7665) : proportion gigantesque atteinte par le chômage ; stagnation de la production de sucre aux Antilles et à la Réunion ; solidarité du parti communiste avec les luttes menées par les peuples d'outre-mer ; problème de l'identité guadeloupéenne ; association des peuples des DOM aux principaux combats conduits par le peuple français ; (p. 7666) : nécessité d'un développement des liens des peuples des DOM avec la France sur la base de leur libre consentement ; pas d'indemnisation du chômage à la Réunion ; nécessité de réexaminer les tarifs des transports aériens entre la France et les DOM ; monopolisation de FR 3 outre-mer par la majorité ; vote hostile du groupe communiste ; (p. 7685) : liens unissant le peuple

français et les peuples des départements d'outre-mer. **Examen des crédits** [15 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7690) : vote hostile du groupe communiste sur les crédits du titre III.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 60** (p. 7994) : nécessité de la prolongation de la ligne de métro n° 7 vers Villejuif ; absence d'investissements prévus à cet effet dans le budget de la RATP.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° 682). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8742) : son amendement n° 9 soutenu par M. Vincent Porelli : extension des amendes particulières prévues pour les navires transportant des substances dangereuses ; retiré ; son amendement n° 1 soutenu par M. Vincent Porelli : augmentation du montant minimum de l'amende en cas d'infraction aux règles de la circulation maritime ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 8743) : son amendement n° 2 soutenu par M. André Duroméa : définissant la responsabilité des sociétés de transports maritimes en cas d'infractions ou d'accidents afin de faciliter l'action en réparation des communes victimes de la pollution ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Titre** (p. 8754) : son amendement n° 2 rectifié : nouvelle rédaction du titre du projet ; devenu sans objet.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° 800). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9603) : projet d'intégration monétaire européenne aboutissant à la création d'une zone mark incapable de remettre en cause la suprématie du dollar et de fonder la stabilité monétaire ; intégration monétaire permettant d'accélérer le redéploiement à partir de mouvements de capitaux vers l'étranger ; (p. 9604) : impossibilité d'appliquer le système monétaire européen sans un vote du Parlement français.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9829) : discrimination existant à l'égard des départements d'outre-mer en matière de salaires, de prestations sociales ; (p. 9830) : importance du chômage dans les départements d'outre-mer qui touche jusqu'à 50 % de la population active ; diminution de la population des Antilles ; 19.437 chômeurs à la Martinique ; nécessité d'étendre aux départements d'outre-mer les dispositions sur l'indemnisation du chômage. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-7 du code du travail** (p. 9854) : retire l'amendement n° 72 de M. Daniel Boulay : conditions d'extension du droit à l'allocation d'aide publique. **Article 2** (p. 9859) : soutient l'amendement n° 80 de M. Marcel Tassy : maintien des dispositions antérieures ; rejeté ; soutient l'amendement n° 81 de M. Daniel Boulay : maintien des dispositions antérieures ; rejeté. **Article L 351-8 du code du travail** (p. 9860) : soutient l'amendement n° 82 de suppression de M. Le Meur ; rejeté. **Article 7** (p. 9862) : sur l'amendement n° 93 de M. Pierre Lagourgue : situation intolérable des départements d'outre-mer ; insuffisance des indemnisations du chômage. **Article 8** (p. 9863) : soutient l'amendement n° 86 de suppression de M. Marcel Tassy ; rejeté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° 582). **Première lecture. Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 11** (p. 2774) : son amendement n° 86 de suppression soutenu par M. Henry Canacos; retiré. **Article 15** (p. 2785) : son amendement de suppression n° 91, retiré par M. Henry Canacos. **Article 25** (p. 2795) : son amendement n° 97 : inapplication aux contraventions des dispositions relatives à la complicité ; devient sans objet ; (p. 2796) : demande que son amendement n° 97 soit mis aux voix avant l'amendement n° 64 de la commission. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 11** (p. 8041) : soutient l'amendement n° 40 de M. Lucien Villa : fixation par décret de la surface minimale que chaque commune doit réserver à l'affichage d'opinion ; retiré. **Article 19 A** (p. 8048) : soutient l'amendement n° 42 de M. Henry Canacos : suppression de l'article 19 A ; rejeté ; regrette qu'aucune distinction ne soit faite dans le texte entre l'affichage d'opinion et l'affichage commercial du point de vue sanctions. **Article 19** (p. 8053) : soutient son amendement n° 44 : non-application des dispositions de l'article 19 à l'affichage d'opinion ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° 386). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juin 1979]. **Article 5** (p. 4787) : son amendement n° 41 soutenu par M. Guy Ducoloné : obligeant toute publicité à mentionner l'objet du prêt, sa durée, ainsi que le taux effectif global calculé selon la méthode actuarielle ; retiré. **Article 6** (p. 4787) : son amendement n° 47

rectifié soutenu par M. Guy Ducoloné : précisant que l'offre de crédit devra prévoir la possibilité pour l'emprunteur de transférer son prêt à un nouvel emprunteur ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8735) : 7.000 à 8.000 maîtres auxiliaires non réemployés ; alourdissement du service des maîtres auxiliaires ; problème de la reconduction du plan de titularisation ; diminution des postes mis au concours pour le CAPES et le CAPET ; (p. 8736) : demande l'abaissement des effectifs à 25 élèves par classe ; l'arrêt du recours à l'auxiliariat et la révision du nombre de places offertes au concours.

Départements d'outre-mer. Examen des crédits [31 octobre 1979] : **Etat B - Titre III** (p. 9290) : s'étonne du retrait de l'amendement n° 368 adopté par la commission de la production et des échanges.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9911) : mécontentement des policiers ; nécessité d'un débat sur la sécurité et le rôle de la police ; (p. 9912) : diminution de l'effectif budgétaire du personnel en tenue ; problème spécifique des policiers de la région parisienne ; absence de réponse aux revendications des retraités ; orientation de la police vers des tâches de répression ; mainmise du pouvoir politique sur la police ; absence de statut réglementant les polices parallèles ; militarisation accrue de la police ; absence de parité police - gendarmerie ; (p. 9913) : les « bavures » dans la police ; insuffisante formation des policiers ; pas de formation permanente dans la police ; s'oppose à la création d'une école de la police. **Examen des crédits** [13 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 9939) : demande au président de la commission des finances d'expliquer l'opposition de l'article 40 à son amendement qui tendait à empêcher les forces de police de participer à des opérations dites de maintien de l'ordre et d'être équipées de grenades défensives.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 14** (p. 11146) : injustice dans la répartition de l'indemnisation accordée aux Antilles à la suite du cyclone David ; politique du Gouvernement favorisant l'installation d'un tourisme de luxe aux Antilles et d'émigration des Antillais.

— **Rappel au règlement** [4 décembre 1979] (p. 11204) : demande que le Gouvernement engage des négociations avec les contrôleurs de la navigation aérienne.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11355) : politique colonialiste du Gouvernement ; déclarations contradictoires du Gouvernement quant à l'avenir de Mayotte ; volonté du Gouvernement de conserver un pouvoir de contrôle sur les Comores, soit en mettant en place aux Comores un pouvoir qui lui serait soumis, soit en en détachant Mayotte ; participation de mercenaires français au coup d'état qui a remis M. Ahmed Abdallah au pouvoir aux Comores ; (p. 11356) : constance des positions du parti communiste ; décision du Gouvernement détachant l'île de Mayotte des Comores désavouée par l'ONU et l'OUA ; dénonce le régime d'Ahmed Abdallah soutenu par la France ; refus des communistes de choisir entre la prolongation du régime provisoire et la départementalisation de Mayotte.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides** (n° **1371**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11452) : ambiguïté de la politique du Gouvernement ; nécessité de fixer une date limite rapprochée pour l'indépendance des Nouvelles-Hébrides ; estime inadmissible le recours à l'article 38 de la Constitution. **Discussion de l'article unique** [7 décembre 1979]. **Avant l'Article unique** (p. 11454) : soutient son amendement n° 3 : invitant le Gouvernement à mettre fin, par voie de convention, à l'exercice des responsabilités de la France aux Nouvelles-Hébrides avant le 1er mars 1980 ; rejeté. **Article unique** (p. 11455) : soutient son amendement n° 4 : suppression de l'article unique ; rejeté ; caractère antidémocratique du recours aux ordonnances.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 9** *bis* (p. 443) : soutient l'amendement n° 49 de M. Lucien Villa. **Article 24** (p. 462) : soutient l'amendement n° 52 de M. Lucien Villa.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 761) : son exception d'irrecevabilité ; principes de la déclaration des droits territoriales ; principe de la séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement ; égalité des citoyens devant la loi ; violations des droits de l'homme en Nouvelle-Calédonie ; assignation à résidence ; (p. 764) : exception d'irrecevabilité ; rejetée. **Discussion**

des articles [25 avril 1980]. **Article 2** (p. 769) : son amendement n° 34 corrigé : représentation du ministère public auprès de chaque juridiction répressive ; rejeté ; (p. 770) : son amendement n° 36 : suppression des dispositions permettant aux juges de juger les affaires qu'ils auraient instruites ; rejeté ; son amendement n° 37 : amendement de conséquence ; rejeté ; (p. 771) : son amendement n° 35 corrigé : amendement de conséquence ; rejeté. **Article 3** (p. 771) : son amendement n° 38 : suppression de l'article 3 ; rejeté ; garde à vue ; assignation à résidence. **Article 4** (p. 772) : son amendement n° 39 : laissant aux parties la liberté de choix du conseil ; rejeté ; (p. 774) : son amendement n° 40 : liberté de choix du conseil de la partie civile ; rejeté. **Article 6** (p. 777) : son amendement n° 41 : suppression de la disposition instituant un juge unique en matière correctionnelle ; rejeté ; son amendement n° 42 : choix du défenseur en matière correctionnelle; adopté. **Explications de vote** [25 avril 1980] (p. 784) : vote hostile du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [30 avril 1980] (p. 856) : violation du code électoral dans le Val-de-Marne.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1980] (p. 1614) : ordre du jour de l'Assemblée ; débat sur les départements et territoires d'outre-mer.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration (n° 1783). Discussion** [10 juin 1980] (p. 1690) : situation économique des DOM ; production sucrière et bananière ; (p. 1691) : déficit extérieur ; DOM devenant des colonies collectives de la CEE ; convention de Lomé ; droit à l'autodétermination des peuples d'outre-mer ; (p. 1692) : diversification agricole.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° 1681). Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1813) : sentiment d'insécurité ; accroissement de la délinquance et politique économique et sociale du Gouvernement ; atteintes aux libertés ; rapport sur la violence ; crimes impunis ; (p. 1814) : détournement du rôle de la police ; bavures policières ; mesures de prévention de la délinquance et de réinsertion ; légitime défense. **Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 14** (p. 2041) : abrogation de l'article 439 du code pénal relatif à la dissimulation de documents et affaire Poniatowski ; [21 juin 1980]. **Après l'Article 47** (p. 2101) : son amendement n° 13 rectifié : interdiction des vérifications d'identité en matière de police administrative ; rejeté par scrutin public. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5027) : offensive du pouvoir giscardien contre les libertés ; bilan des lois contraires aux libertés publiques adoptées pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing ; violations de la Constitution par le Gouvernement ; dénonce la proposition de loi organique déposée par le RPR et l'UDF tendant à modifier la définition actuelle de l'obligation de réserve des magistrats ; responsabilité du pouvoir dans l'aggravation de l'insécurité ; propositions communistes en matière de libertés ; (p. 5028) : nécessité d'étendre la pratique de l'îlotage.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1735). Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2186) : prorogation de mandat et tradition républicaine.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (n° 1026). Première lecture. Discussion des articles** [2 octobre 1980]. **Après l'Article 20** (p. 2545) : son amendement n° 55 : régime du démarchage, délai de réflexion ; devient sans objet ; (p. 2547) : son amendement n° 56 : sanctions pénales ; rejeté.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs (n° 1636). Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2127) : situation de la juridiction administrative ; augmentation du nombre des requêtes ; création de postes budgétaires ; domaine législatif du recrutement ; remise en activité des fonctionnaires des tribunaux administratifs admis à la retraite ; suppression du double examen des litiges.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3216) : augmentation du chômage ; dépendance économique ; atteintes aux libertés ; discrimination en matière d'application des lois sociales ; (p. 3217) : insuffisance de l'indemnisation après les cyclones ; difficultés de l'industrie sucrière ; émigration ; (p. 3218) : droit à l'autodétermination des peuples des DOM.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3195) : rémunérations des policiers; intégration dans le traitement soumis à retenue pour pension de l'indemnité de sujétion spéciale ; pension de réversion ; formation initiale et continue.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3968) : lutte des travailleurs

de l'aéronautique ; nécessité de développer le programme Airbus ; situation d'Air France et d'Air Inter ; (p. 3969) : revendications des travailleurs de l'aéronautique ; nuisances de l'aéroport d'Orly. **Examen des crédits** [15 novembre 1980] (p. 4007) : son amendement n° 217 : réduction de crédits en vue d'attirer l'attention sur les menaces de disparition pesant sur l'institut du transport aérien ; retiré ; (p. 4008) : caractère indicatif de son amendement n° 217.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2179**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi relative au logement des fonctionnaires de la police nationale** (n° **959**). **Rappel au règlement** [19 décembre 1980] (p. 5108) : distinction entre renvoi en commission et retrait de l'ordre du jour.

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
(*7e circonscription*)
(*RPR*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

KERGUÉRIS (Aimé)

Député du Morbihan
(*2e circonscription*)
(*UDF*).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Christian Bonnet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2086), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative aux congés payés des **marins-pêcheurs** rémunérés à la part (n° **1848**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Plan de relance de la pêche artisanale** [16 mai 1979] (p. 3850) : situation grave de certains dirigeants de chantiers navals ; dans l'attente de la prochaine réunion de la commission du plan de relance, le crédit maritime mutuel ne peut-il pas leur assurer les prêts du FDES ?

— **Utilisation du lait contenant des antibiotiques** [19 décembre 1979] : loi du 3 janvier 1969 ; propose l'utilisation de ce lait pour l'alimentation des animaux.

— **Assurance vieillesse des conjoints non salariés non agricoles** [19 décembre 1980] (p. 4162) : majoration pour conjoint à charge acquittée par les célibataires.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6635) : problème des personnels non titulaires des directions départementales de l'équipement ; fonctionnement des commissions régionales d'agrément des maîtres d'œuvre au titre de la loi du 3 janvier 1977

sur l'architecture ; composition des groupes de travail chargés de l'élaboration des plans d'occupation des sols où les élus se trouvent en position d'infériorité en face de l'administration.

Crédits militaires. — Budget annexe du budget des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7132) : insuffisance du taux de la pension de réversion accordée aux veuves de militaires ; problème des conditions d'accession à la propriété des gendarmes occupant un logement de fonction ; niveau satisfaisant à moyen terme des plans de charge des arsenaux ; ralentissement du recrutement dans les arsenaux ; nécessité d'une étude sur l'impact économique des dépenses militaires.

Transports. — IV. Marine marchande. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7381) : possibilité d'une aide sous forme d'abaissement du taux de référence des bonifications d'intérêt ; nécessité de prévoir des mesures de rétorsion contre l'Union soviétique; flotte non rentable pour la pêche industrielle ; l'institution d'un gazole pêche permettrait de réduire les charges d'exploitation ; mauvais fonctionnement du FIOM ; renouvellement nécessaire de la pêche artisanale ; souhaite la mise en place d'une caisse de compensation ; nécessité de l'aide aux ostréiculteurs ; problème de la non-rétroactivité des mesures relatives au surclassement catégoriel ; réalisation d'une révision du code des pensions ; souhaite l'amélioration du taux de bonification des retraites ; nécessité de préserver le potentiel représenté par la flotte de commerce et la flotte de pêche. **Examen des crédits** [9 novembre 1978] (p. 7398). **Après l'Article 79 : Article additionnel** : son amendement n° 309 : possibilité pour l'armement coopératif d'offrir ses services aux non-adhérents jusqu'à concurrence de 20 % du chiffre d'affaires ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9457) : stagnation de l'agriculture, problème européen ; nécessité d'assainir les mécanismes monétaires régissant les échanges agricoles à l'intérieur de la communauté par la suppression des montants compensatoires et l'organisation du système monétaire européen ; définition des conditions d'élargissement de la communauté européenne ; coup porté au secteur viticole et au secteur des fruits et légumes par l'élargissement ; nécessité d'une période transitoire la plus longue possible ; sensibilisation nécessaire des agriculteurs aux problèmes commerciaux ; création d'un véritable enseignement agricole et agro-alimentaire ; souhaite l'association des régions à l'élaboration de la loi-cadre.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8800) : problème de la sécurité en mer ; multiplication des accidents de navigation ; choc salutaire provoqué par le naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* (p. 8801) : difficulté de la pêche industrielle ; conflit de la langoustine avec les Anglais ; augmentation du coût du carburant et des frais de déchargement ; nécessité d'une aide aux armements ; demande l'établissement d'un gazole pêche ; aide à la pêche artisanale permettant d'améliorer les conditions de travail et de rémunérations des marins ; (p. 8802) : problème de la flotille ételloise dans le Morbihan ; difficulté des ports de pêche ; difficulté des retraités et des veuves dépendant de l'établissement national des invalides de la marine.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9486) : nouveau classement de l'hôpital maritime de Lorient risquant de conduire à une régression progressive de ses activités ; (p. 9486) : problème du plan de charges pour 1982-1983 de l'arsenal de Lorient.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9653) : modalités du transfert des filières d'enseignement qui ne concernent pas directement l'avenir de l'agriculture vers d'autres ministères ; avenir des collèges ruraux d'enseignement agricole féminin.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11700) : nécessité de développer l'enseignement et la formation professionnelle agricole ; retard de la France dans ce domaine ; souhaite que les aides aux agriculteurs soient modulées en fonction des niveaux de formation ; (p. 11701) : nécessité d'implanter les unités agro-alimentaires sur les lieux mêmes de production.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3060) : opération de dégagement des cadres pour les personnels civils des arsenaux ; logement des gendarmes.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3281) : attitude du conservatoire national du littoral à l'égard des activités aquicoles ; exemple de l'étang de Canet-Saint-Nazaire dans le Roussillon.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [3 novembre 1980] : **Etat E - Ligne 22** (p. 3449) : son amendement n° 12 : suppression de la ligne 22 concernant le financement du comité interprofessionnel de la conchyliculture ; nécessité de créer une taxe parafiscale au bénéfice des sections régionales ; retiré.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3928) : question au nom de M. Yves Le Cabellec : appareillage des mutilés.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3890) : personnels des postes et télécommunications ; revalorisation des indices ; développement de la formation continue.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3976) : archaïsme des procédures de mise en marché et de commercialisation du poisson à l'origine des crises de la pêche ; nécessité de mettre en place une réglementation européenne des importations de poissons ; soutien aux organisations de producteurs ; disparition de l'inspection du crédit maritime mutuel ; blocage des projets de réforme des coopératives maritimes ; insuffisance des crédits du FIOM ; problème de gestion des ports de pêche.

KLEIN (Georges)

Député du Bas-Rhin
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Décédé le 18 octobre 1980 [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Eloge funèbre prononcé le 29 octobre 1980 [29 octobre 1980] (p. 3254).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code la nationalité française, du code du service national et du code électoral (n° 1769) [2 octobre 1980] (p. 2556).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11705) : nécessité de loi complémentaire concernant la fiscalité agricole, la pluriactivité et l'assiette des cotisations sociales ; souhaite l'extension du champ d'action des disciplines interprofessionnelles ; problème des modalités d'assujettissement des doubles actifs au régime agricole ; nécessité de créer un véritable marché des parts de GFA ; s'inquiète d'une libération des prix des fermages par le biais des baux de carrière.

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier et compléter l'article premier de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 instituant un régime particulier de **retraites** en faveur des personnels actifs de la **police** [20 décembre 1978] (n° **836**).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Siège à Strasbourg de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes** [17 juin 1980] (p. 1901).

— **Industrie de la cellulose et usine de pâte à papier de Strasbourg** [22 octobre 1980] (p. 2963).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2686**) : **Situation du bâtiment et des travaux publics** [9 juin 1978] (p. 2776, 2777, 2778) : grave crise du bâtiment ; nécessité économique autant que sociale d'entreprendre rapidement des travaux de voirie rapide urbaine à Strasbourg.

— (n° **3534**) : **Création d'une unité de production de papier journal à l'usine de cellulose de Strasbourg** [23 juin 1979] (p. 3421, 3422, 3423) : investissement nécessaire pour relancer l'activité économique de l'Est de la France.

— (n° **16308**) : **Restauration de la cathédrale de Strasbourg** [18 mai 1979] (p. 4025, 4026) : nécessité de dégager les crédits nécessaires à la réfection de la voûte de la cathédrale de Strasbourg qui est fissurée.

— (n° **17367**) : **Renforcement des effectifs de police à Strasbourg** [15 juin 1979] (p. 5218) : nécessité de renforcer les effectifs de la police à Strasbourg en raison de son rôle de capitale parlementaire de l'Europe.

— (n° **30621**) : **Plafond légal de densité** [12 mai 1980] (p. 986) : loi de réforme foncière du 31 décembre 1975 ; (p. 987) : crise dans la construction immobilière ; nécessité de relever le plafond légal de densité pour les constructions à fins sociales.

— (n° **31876**) : **Sections de cure médicale des maisons de retraite** [6 juin 1980] (p. 1634) : insuffisance du nombre de lits affectés aux sections de cure médicale dans les maisons de retraite ; insuffisance du forfait octroyé aux établissements pour le fonctionnement de la section des cures médicales ; non-admission directe des personnes âgées non valides dans les maisons de retraite ; (p. 1635) : conséquences du programme d'action prioritaire axé sur le maintien des personnes âgées à domicile.

— (n° **35671**) : **Enseignement de l'allemand en Alsace** [3 octobre 1980] (p. 2571, 2572) : application de la méthode Holderith ; formation des instituteurs ; nomination d'un inspecteur départemental spécialisé ; approbation de la nouvelle charte culturelle de l'Alsace.

— (n° **38718**) : **Accession à la propriété en Alsace** [21 novembre 1980] (p. 4257, 4258) : diminution de la vente des logements neufs ; dotation complémentaire de prêts PAP au titre de l'année 1980.

— (n° **39500**) : **Mensualisation des pensions de retraite des fonctionnaires** [5 décembre 1980] (p. 4709, 4710).

— (n° **39932**) : **Epargne logement pour les industriels forains** [12 décembre 1980] (p. 4880, 4881) : refus aux industriels forains vivant en caravane du bénéfice du plan d'épargne logement.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10206) : absence de crédits pour la construction de la nouvelle maison d'arrêt de Strasbourg en projet depuis 1967 ; (p. 10207) : surpeuplement de la maison d'arrêt de la rue du Fil ; souhaite l'affectation à des fins culturelles de la prison Sainte-Marguerite.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10842) : « débâcle morale » entraînée par la loi de 1975 ; 46 % des femmes ont été l'objet de pressions explicites en faveur de l'avortement ; (p. 10843) : l'avortement, acte de mort ; la loi de 1975 encourage le subjectivisme éthique ; laxisme de la loi de 1975.

— **Projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11517) : projet visant à étendre la concession de la compagnie nationale du Rhône pour lui permettre de réaliser les travaux de mise à grand gabarit de la liaison Saône-Rhin ; rend hommage à la compagnie nationale du Rhône ; élargissement de son conseil d'administration et représentativité accrue des établissements publics régionaux ;

approuve le financement des travaux par les recettes tirées de l'hydroélectricité ; intérêt de la liaison Saône-Rhin pour l'Alsace ; dimensions internationales de la liaison Rhin-Rhône qui permet à la France de s'intégrer dans le réseau européen des voies fluviales de grand gabarit ; souhaite une participation financière de la communauté européenne ; nécessité de faire respecter un calendrier précis de réalisation.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 539) : déclaration du Président de la République sur le Moyen-Orient ; légitimité de l'OLP ; droit d'Israël à la sécurité ; accords de Camp David.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3183) : malaise régnant dans la police ; formation des policiers ; amélioration de leur équipement ; renforcement des effectifs ; pensions de réversion à 100 % pour les conjoints des fonctionnaires tués en service.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Fonction publique. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3563, 3564) : revendications des administrateurs civils : création d'un grade d'administrateur général et d'un conseil de direction du corps des administrateurs civils.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3588) : construction de la nouvelle maison d'arrêt de Strasbourg.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3925) : indemnisation des alsaciens-lorrains incorporés de force dans l'armée allemande ; situation des anciens incorporés de force ayant séjourné dans des camps de prisonniers situés en Union soviétique (Tambow).

Santé et sécurité sociale : travail et santé. — I. Section commune. - III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4069) : instauration d'une cotisation de sécurité sociale sur les pensions ; cas des fonctionnaires retraités ayant retrouvé un emploi dans le secteur privé et des veuves exerçant une activité rémunérée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4588) : complément des textes ayant autorisés le travail à mi-temps ; étape décisive dans la voie de la réconciliation des Français avec leur travail et dans celle de la conciliation des impératifs économiques et de la qualité de la vie.

KRIEG (Pierre-Charles)

Député de Paris
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 30 octobre 1980] (p. 2532), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes [J.O. du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Donne sa démission de membre de cette délégation [*J.O.* du 22 décembre 1979] (p. 3252).

Membre suppélant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'Office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Rapporteur de la proposition organique de M. Georges Mesmin tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social en vue d'assurer la représentation des associations de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics (n° 1502) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse tendant à instaurer la collégialité en appel en matière civile et commerciale dans le territoire de la Polynésie française (n° 1526) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Etienne Pinte tendant à compléter l'article L 239 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité (n° 1584) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 2 mai 1980] (p. 1112).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse tendant à instituer des mesures de prévention de la criminalité en Polynésie française (n° 1633) [30 avril 1980] (p. 870).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse relative au jugement des crimes et des délits commis sur le territoire de la Polynésie française (n° 1709) [29 mai 1980 (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse relative à l'organisation de la Polynésie française [12 juin 1980] (p. 1710).

Rapporteur de la proposition de loi de Gaston Flosse fixant la composition et la formation de l'assemblée territoriale en Polynésie française (n° 1753) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur du projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer (n° 1280) [9 octobre 1980] (p. 2648).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Lafleur tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social (n° 1413) [9 octobre 1980 (p. 2648).

Rapporteur du projet de loi modifié par le Sénat complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 1671) [9 octobre 1980] (p. 2648).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460).

Rapporteur du projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer (n° 1985) [23 octobre 1980] (p. 3073).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Jean-Louis Masson relative au remplacement des parlementaires nommés aux fonctions de médiateur (n° 1941) [30 octobre 1980] (p. 3369).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Michel Inchauspé et André Chazalon tendant à modifier l'article L 15-1 du code de l'expropriation afin de faciliter, dans certains cas, la prise de possession par l'autorité expropriante (n° 2007) [27 novembre 1980] (p. 4493).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à modifier les articles 256, 287, 291, 372, 373 et 374 du code civil relatifs à la garde de l'enfant après séparation des parents, et à instituer en ce cas le principe d'une garde associée et le maintien de l'autorité parentale conjointe (n° 1956) [4 décembre 1980] (p. 4675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 158 du code électoral relatif au cautionnement (n° 2041) [11 décembre 1980] (p. 4859).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse tendant à supprimer les conseils du contentieux administratif des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie et portant création de tribunaux administratifs dans ces territoires (n° 2044) [11 décembre 1980] (p. 4859).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **protection des gisements fossiles** (n° **62**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 22 *bis* de la **loi du 1er septembre 1948**, relatif au **droit de reprise contre certains occupants âgés** (n° **76**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 99 du **code civil** afin de permettre la **rectification des actes de l'état civil** par le président du tribunal du ressort du domicile du demandeur (n° **77**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 24 du **décret n° 53-960** du 30 septembre 1953 relatif au **versement d'intérêts** pour les sommes payées d'avance au propriétaire à titre de loyer ou de **dépôts en garantie** (n° **78**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi organique** visant à compléter les dispositions de l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** (n° **140**) [25 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi organique :

1° (n° 38) de M. Pierre Mauger, tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des retraités et des personnes âgées ;**

2° (n° 41) de M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique au **conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des anciens combattants et victimes de guerre ;**

3° (n° 136) de Mme Hélène Missoffe, tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des familles les plus défavorisées ;**

4° (n° 140) de M. Pierre-Charles Krieg, visant à compléter les dispositions de l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** (n° **311**) [1er juin 1978].

— **Proposition de loi** portant prorogation de certaines dispositions transitoires prévues par la **loi n° 64-1339** du 26 décembre 1964 portant réforme du **code des pensions civiles**

et militaires de retraite (n° **602**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à proroger le délai prévu à l'article 63 *bis* de la **loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **717**) [22 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat (n° 463), tendant à compléter l'article 7 de l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** (n° **721**) [23 novembre 1978].

— **Proposition de loi** portant modification des dispositions de la loi n° 76-1036 du 15 novembre 1976 complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 **sur la filiation** (n° **920**) [15 mars 1979].

— **Proposition de loi tendant** à modifier **l'article 2 du décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public** (n° **946**) [10 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 838) **tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **985**) [18 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 777) **tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux prennent dans les organes de la communauté européenne** (n° **986**) [18 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 851) **prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **1045**) [9 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 924) **complétant la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **1061**) [16 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 1196) **tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **1203**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1197), **prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **1212**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1434) **relatif à Mayotte** (n° **1444**) [5 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1428) **relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1445**) [5 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1430) **tendant à modifier les articles 29 et 139 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1446**) [5 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur **le projet de loi, modifié par le Sénat** (n° 1508), **relatif à Mayotte** (n° **1509**) [19 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur **le projet de loi rejeté par le Sénat** (n° 1497) **relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1510**) [19 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution :

1° (n° 1110) tendant à modifier les **articles 32 et 87 du règlement de l'Assemblée nationale ;**

2° (n° 1123) tendant à supprimer l'**article 32** et à modifier les **articles 34 et 87 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1609**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le premier alinéa de l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques** (n° **1618**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 77) **tendant à modifier l'article 99 du code civil afin de permettre la rectification des actes de l'état civil par le président du tribunal du ressort du domicile du demandeur** (n° **1677**) [30 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 920) portant modification des dispositions de la loi n° 76-1036 du 15 novembre 1976 complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la **filiation** (n° **1870**) [26 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1985) rendant applicables le **code de procédure pénale** et certaines dispositions législatives dans les **territoires d'outre-mer** (n° **2025**) [5 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1584) tendant à compléter l'article L 239 du **code électoral** en ce qui concerne un cas particulier d'**incompatibilité** (n° **2026**) [5 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 158 du code électoral relatif au **cautionnement** (n° **2041**) [6 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1280) rendant applicables des **dispositions du code pénal** et la **législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **2068**) [13 novembre 1980].

— **Proposition de loi** visant à accorder une **amnistie** complète des **condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté,** le protectorat ou la tutelle de la **France,** et à réparer les préjudices subis à la suite de ces condamnations et sanctions (n° **2133**) [4 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1413) tendant à compléter les **institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** par la création d'un comité économique et social (n° **2153**) [11 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2041) tendant à modifier l'article L 158 du code électoral relatif au **cautionnement** (n° **2170**) [17 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 2168) tendant à modifier les dispositions de l'article L 238 du **code électoral** (n° **2173**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Interdiction de séjour au Vanuatu de deux hauts fonctionnaires français** [26 novembre 1980] (p. 4380) : annonce par la presse d'interdiction de séjour de Français dans le Vanuatu ; nécessité de supprimer l'aide française à ce pays.

— **Délégations parlementaires pour les communautés européennes** [13 juin 1979] (p. 4999) : adoption urgente de la proposition de loi tendant à créer des délégations parlementaires pour les communautés européennes pour permettre à l'Assemblée nationale et au Sénat d'exercer leur contrôle sur certaines activités à caractère européen.

— **Réforme du certificat d'aptitude à la profession d'avocat** [5 décembre 1979] (p. 11262) : réforme du CAPA prévue par la loi du 30 juin 1977 ; promulgation très prochaine du décret d'application d'où modification des programmes et des cours alors que l'année scolaire est commencée ; pénalisation des étudiants les moins favorisés.

• *question orale sans débat :*

— (n° **1009**) : **Troubles à Paris lors du défilé du 1er mai** [26 mai 1978] (p. 2137) : gravité et nombre croissants des actes de vandalisme à Paris ; inefficacité des moyens

mis en place par la politique ; opinion de M. Abel Thomas.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droit sociaux** (n° 255). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article 5** (p. 2904) : demande un vote sur le sous-amendement de M. Maurice Charretier préalablement au vote sur l'amendement n° 73.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 512-6 du code du travail** (p. 5619) : son amendement n° 39 : nécessité de désigner un président du conseil des prud'hommes parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ; non soutenu.

— **Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article premier de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° 566). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8167) : approuve le réquisitoire prononcé par M. Lauriol ; son vote hostile sur le projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats** (n° 647). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8181) : soutient l'amendement n° 1 de la commission des lois : possibilité de résilier les contrats d'assurance antérieurs à la loi ; autoriser la résiliation des contrats, seul moyen de résoudre la contradiction résultant de la coexistence de deux systèmes, celui de l'assurance et celui du régime obligatoire ; adopté avec modification ; (p. 8182) : sur l'amendement n° 1 de la commission des lois et le sous-amendement n° 11 de M. Alain Hautecœur ; retrait par le Gouvernement d'un amendement n° 10 identique à l'amendement n° 1 de la commission des lois. **Article 5** (p. 8184) : son vote favorable sur le projet ; déplore le caractère de moins en moins libéral de la profession d'avocat. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article 2** *bis* (p. 9688) : soutient son amendement n° 2 : possibilité pour les avocats ayant souscrit des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite de résilier ces conventions ; retiré.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° 900). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1801) : son vote favorable sur l'amendement n° 6 de M. Maurice Pourchon.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° 851). **Première lecture.** Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4428) : institution à titre transitoire par la loi du 31 décembre 1971 de la multipostulation ; proposition de loi tendant à prolonger la période pendant laquelle la multipostulation est possible ; opposition des barreaux situés auprès des tribunaux périphériques au maintien de la multipostulation ; fonctionnement satisfaisant de ces barreaux ; barreau de Paris favorable au maintien de la multipostulation ; (p. 4429) : adoption par la commission d'un amendement de M. Joseph Franceschi prolongeant de deux ans et non de quatre la période transitoire où la multipostulation est possible. **Discussion de l'article unique** [30 mai 1979]. **Article unique** (p. 4436) : avis défavorable de la commission sur les amendements n° 3 de M. Alain Hautecœur et n° 2 de M. Roger Chinaud ; (p. 4437) : propose une modification formelle à l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5878) : fixation par le Sénat au 1er janvier 1983 de la limite de la période transitoire où la multipostulation est autorisée dan la région parisienne ; avis favorable de la commission des lois sur le texte voté par le Sénat ; impossibilité d'accorder un nouveau délai au terme de celui qui est prévu par la présente loi. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1979]. **Article unique** (p. 5880) : hostilité de la commission aux amendements n° 2 de M. Alain Hautecœur et n° 1 de M. Louis Odru du fait de son accord sur le délai proposé par le Sénat ; texte n'ayant pas pour objet de permettre aux barreaux périphériques de s'organiser ; difficultés des barreaux périphériques provenant de l'existence d'un barreau de Paris pléthorique qui a tendance à tout drainer vers lui.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° 924). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion**

générale [30 mai 1979] (p. 4442) : projet ayant pour objet d'étendre les dispositions du livre III du code des communes à la Polynésie ; continuité de la politique de développement des communes en Polynésie ; avis favorable de la commission des lois. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Article premier** (p. 4443) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 2** (p. 4444) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : suppression de l'article 2 ; adopté. **Article 3** : position de la commission sur les amendements de M. Jean Juventin : avis favorable sur les amendements qui se bornent à prévoir la réserve de la réglementation territoriale en vigueur ; rejet des amendements qui tendent à réserver la compétence de l'Assemblée teritoriale dans des matières exclusivement communales ; (p. 4445) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : rédactionnel ; adopté, soutient l'amendement n° 4 corrigé de la commission : consultation de l'assemblée territoriale avant le classement ; adopté. **Article 4** : soutient l'amendement n° 5 de la commission : rédactionnel ; adopté ; demande au Gouvernement de reprendre à son compte l'amendement n° 21 de M. Jean Juventin déclaré irrecevable et tendant à donner une existence juridique aux maires délégués des chefs-lieux. **Article 5** : soutient l'amendement n° 6 de la commission : suppression de l'article 5 ; adopté. **Article 8** (p. 4447) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : permettant aux communes d'acquérir moyennant le paiement de rentes viagères des immeubles pour les opérations d'aménagement et d'équipement ; adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : rédactionnel ; adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 9 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 10 de la commission : détermination par un règlement d'administration publique des modalités d'application du chapitre IV du titre III du livre 3 du code des communes relatif aux concessions et affermages ; adopté. **Article 10** : soutient l'amendement n° 11 de la commission : suppression de l'article 10 ; adopté. **Article 11** (p. 4448) : s'oppose aux amendements n°s 26, 27 et 28 de M. Jean Juventin qui concernent un domaine exclusivement communal. **Article 12** (p. 4449) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 13 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 14 de la commission : assainissement et eaux usées ; adopté ; soutient l'amendement n° 15 de la commisssion : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 16 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 4450) : soutient l'amendement n° 38 de la commission : substitution d'un arrêté du haut-commissaire au décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L 377-2 du code des communes ; adopté ; soutient l'amendement n° 19 de la commission : rédactionnel ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **1040**). **Première lecture. Discussion des articles** [31 mai 1979]. **Article 2** (p. 4494) : demande des précisions sur la signification de l'expression « indemnités spécifiques ». **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5916) : s'étonne que le Gouvernement ait opposé l'article 40 de la constitution devant l'Assemblée nationale et non devant le Sénat aux propositions tendant à assimiler le régime fiscal des membres de l'Assemblée européenne à celui des parlementaires.

— **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [31 mai 1979] (p. 4496) : proposition déterminant les conditions dans lesquelles le Parlement pourrait être tenu informé des travaux de l'Assemblée des communautés européennes et des négociations menées au sein du conseil des ministres européens ; (p. 4497) : condition de l'information des parlements dans les autres Etats membres ; choix du système de la délégation parlementaire ; (p. 4498) : avis rendu par les délégations ne devant pas constituer des propositions de résolution. **Discussion de l'article unique** [31 mai 1979]. **Article unique** (p. 4503) : soutient le sous-amendement n° 9 de la commission à l'amendement n° 6 du Gouvernement : précisant que la communication des documents aux délégations doit être effectuée dans les meilleurs délais ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 10 de la commission à l'amendement n° 6 du Gouvernement : donnant aux délégations parlementaires les moyens de procéder aux investigations qu'elles souhaiteraient ; rejeté ; (p. 4506) : retire l'amendement n° 11 de la commission : communication aux délégations parlementaires par le Gouvernement des projets de directives, de règlement et autres actes communautaires portant sur des matières qui sont du domaine de la loi en vertu de la Constitution avant leur examen pour adoption par le Conseil des Communautés européennes ; (p. 4507) : soutient le sous-amendement n° 17 de la commission à l'amendement n° 7 du Gouvernement : avis des délégations sur tous les projets d'actes

communautaires ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 18 de la commission à l'amendement n° 7 du Gouvernement : publication des avis des délégations parlementaires ; adopté avec modification rédactionnelle ; soutient le sous-amendement n° 19 de M. Jean Foyer à l'amendement n° 7 du Gouvernement : information de toutes les commissions parlementaires ; devient sans objet ; (p. 4509) : soutient le sous-amendement n° 23 de la commission à l'amendement n° 7 du Gouvernement : communication par le Gouvernement aux délégations parlementaires de tous les projets d'actes communautaires portant sur des matières qui sont du domaine de la loi ; adopté ; (p. 4510) : déplore que le débat conduise à créer des délégations parlementaires sans pouvoir réel. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5789) : modification introduite par le Sénat visant à assurer une meilleure représentation des groupes politiques au sein des délégations parlementaires ; demande l'adoption de la proposition de loi dans le texte du Sénat ; (p. 5790) : problème de la date de mise en application de la nouvelle loi.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° **766**). **Troisième lecture.** Rapporteur suppléant de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5922) : obscurité de la nouvelle rédaction de l'article 7 relatif à la communication des documents à caractère nominatif aux personnes concernées. **Discussion des articles** [30 juin 1979]. **Article 7** (p. 5924) : soutient l'amendement n° 1 rectifié de la commission : rédactionnel ; adopté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 8** *ter* (p. 8039) : approuve l'amendement n° 8 de la commission : supprimant la possibilité pour le maire d'autoriser exceptionnellement l'installation de dispositifs non conformes aux normes édictées par arrêté ; problème de la permanence du groupe de travail chargé d'élaborer le régime de chaque zone de publicité élargie. **Article 11** *bis* (p. 8045) : soutient l'amendement n° 51 rectifié de la commission : création de groupes de travail multicommunaux ; adopté ; pas de remise en cause du principe de la parité entre les représentants des communes et ceux de l'Etat. **Article 19 B** (p. 8050) : approuve l'amendement n° 60 de M. Philippe Malaud : possibilité pour le président du tribunal administratif de prononcer à tout moment la mainlevée de la mise en demeure prévue à l'article 19 A. **Explication de vote** (p. 8060) : approuve un texte qui améliore le cadre de vie en laissant à chacun la liberté de s'exprimer. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [12 décembre 1979]. **Article 25** (p. 11668) : demande la publication rapide des décrets d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 11** (p. 8610) : se plaint des pressions intolérables exercées par les motards sur les habitants des grandes villes ; problème de l'assujettissement au taux majoré de la TVA des petites motos et des accessoires de sécurité. **Après l'Article 11** (p. 8614) : rappelle que le projet de loi relatif à l'affichage et aux enseignes discuté en 1979 ne contient aucune disposition de caractère fiscal.

— **Rappel au règlement** [21 novembre 1979] (p. 10434) : réunion de la commission des lois pendant le débat sur la politique familiale.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10894) : demande que l'irrecevabilité tirée de l'article 98, paragraphe 5 du règlement, soit opposée à l'amendement n° 36 corrigé de M. Adrien Zeller et au sous-amendement n° 133 de M. Charles Revet. **Rappel au règlement** (p. 10917) : organisation du débat.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11351) : passage de Mayotte sous la souveraineté française en 1841 ; différence ethnique entre Mayotte et les Comores ; constance de l'amitié des Mahorais à l'égard de la France ; volonté des Mahorais de voir leur île devenir département ; impossibilité de faire de Mayotte un département d'outre-mer en 1976 ; insuffisance de l'action du Gouvernement qui aurait dû donner à Mayotte une armature législative et réglementaire rendant nécessaire le projet actuel tendant à prolonger le délai pour la consultation sur le statut de Mayotte ; nécessité de faire figurer dans la loi l'appartenance de Mayotte à la République française ; impossibilité d'y porter atteinte sans le consentement de la population ; avis favorable de la commission des lois. **Discussion des articles** [6 décembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 1163) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : rappelant que Mayotte fait partie

de la République française et ne peut cesser d'y appartenir sans le consentement de sa population ; adopté. **Article premier** (p. 11364) : approuve l'amendement n° 5 de M. Pierre Mauger : ramenant à 3 ans le délai prévu par l'article premier ; soutient le sous-amendement de la commission à l'amendement n° 2 rectifié de M. Didier Julia : suppression du mot maximum dans l'amendement n° 2 rectifié ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 11365) : irrecevabilité de l'amendement n° 6 de M. Pierre Mauger en application de l'article 127 alinéa 4 du règlement de l'Assemblée ; déclare sans objet l'amendement n° 7 de la commission ; (p. 11366) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12417) : modification apportée au texte par le Sénat ; (p. 12418) : problème posé par le statut personnel de droit coranique qui s'applique à la majorité de la population de Mayotte et qui rend insuffisante la latitude du Gouvernement d'étendre et d'adapter la législation métropolitaine ; problème du rapport sur l'application de la loi.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1428**). **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12416) : rejet du texte par le Sénat ; demande à l'Assemblée d'adopter le coefficient de 2,40. **Discussion de l'article unique** [20 décembre 1979]. **Article unique** (p. 12417) : soutient son amendement n° 1 : fixation du coefficient à 2,40 ; adopté ; influence néfaste sur le petit commerce de coefficient supérieur à 2,40.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 21** *bis* (p. 460) : modalités de la participation des auditeurs de justice à l'activité des barreaux.

— **Propositions de résolution tendant à modifier les articles 32, 34 et 87 du règlement de l'Assemblée nationale** (n°s **1110, 1123**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [16 avril 1980] (p. 468) : mode de constitution des commissions spéciales ; article 139 du règlement relatif aux questions écrites.

— **Projet de loi rendant applicable le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 avril 1980]. **Article 4** (p. 773) : caractère usuel de la désignation d'un conseil par un magistrat.

— **Rappel au règlement** [12 juin 1980] (p. 1782) : rectification de vote sur le scrutin n° 415 concernant l'exception d'irrecevabilité.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [16 juin 1980] (p. 1871) : inapplication des lois ; malaise de la magistrature. **Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1972) : insécurité la nuit. **Après l'Article 10** (p. 2022) : soutient l'amendement n° 182 de Mme Nicole de Hauteclocque ; rejeté ; [21 juin 1980] : **Après l'Article 23** (p. 2071) : insuffisance des motivations des ordonnances de placement en détention provisoire. **Après l'Article 28** (p. 2075) : son amendement n° 251 : suppression du principe d'interdiction de l'emploi d'appareils d'enregistrement visuel et sonore pour l'ensemble des juridictions judiciaires et administratives ; adopté ; son amendement n° 252 : répression de la cession et de la publication des enregistrements filmés ou photographiés obtenus en violation des dispositions légales ; adopté. **Après l'Article 47** (p. 2102) : soutient l'amendement n° 38 de M. Claude Martin ; adopté ; contrôles d'identité et prévention de la criminalité ; (p. 2104) : soutient l'amendement n° 41 de M. Claude Martin ; adopté ; soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Martin ; adopté ; soutient l'amendement n° 39 de M. Claude Martin ; adopté ; (p. 2105) : son amendement n° 161 : sanctions de tout manquement commis par un avocat aux obligations que lui impose son serment ; retiré. **Article 53** (p. 2111) : soutient l'amendement n° 157 de M. Emmanuel Aubert ; adopté. **Après l'Article 60** (p. 2114) : soutient l'amendement n° 42 de Mme de Hauteclocque ; rejeté ; (p. 2116) : soutient l'amendement n° 162 de M. Gaston Flosse ; retiré. **Explications de vote** (p. 2119) : collaboration entre le Gouvernement et la majorité ; attitude du groupe RPR ; sentiment d'insécurité ; attitude du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article 2** (p. 4201) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 3 de la commission : application pour les grandes villes de la proportion de 80 % à l'ensemble de la liste ; adopté.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer**

(n° **1985**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4285) : adoption par l'Assemblée nationale et le Sénat d'un projet de loi presque identique au printemps 1980 et annulation de ce projet par le Conseil constitutionnel en raison de l'absence de consultation des assemblées territoriales ; avis favorable des assemblées territoriales sur le nouveau projet ; modifications apportées par le Gouvernement à la rédaction du projet issu des délibérations de l'Assemblée nationale et du Sénat ; (p. 4287) : rejet de l'exception d'irrecevabilité par la commission des lois ; décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 contenant déjà un examen du fond du projet. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4290) : rejet par la commission de tous les amendements qui lui ont été soumis ; article 2 reprenant un texte déjà adopté par les deux assemblées ; (p. 4291) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Joseph Franceschi et n° 35 de M. Jacques Brunhes ; consultation des assemblées territoriales. **Article 8** (p. 4298) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Joseph Franceschi qui supprime une disposition demandée par l'assemblée territoriale de Polynésie.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4301) : projet n'étendant pas l'ensemble du code pénal métropolitain aux TOM ; suppression des travaux forcés, de la relégation, de la déportation et de la contrainte par corps pour dette civile ; nouvelle échelle des peines ; application, dans les TOM, des peines de substitution aux courtes peines ; extension de la catégorie des contraventions de cinquième classe ; interdiction de séjour ; réforme intervenue en matière d'infractions à la sûreté de l'Etat ; extension aux TOM d'une partie des textes relatifs à l'enfance délinquante et à l'organisation des juridictions de mineurs ; projet ne concernant pas l'île de Mayotte mais concernant les îles françaises de l'océan Indien et Clipperton ; avis favorable et observations des assemblées territoriales ; (p. 4302) : amendements de la commission des lois tendant à étendre tout le code pénal à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4303) : amendement n° 1 de la commission : substitution des articles premier à 476 du code pénal en vigueur en métropole aux dispositions du code pénal en vigueur dans les TOM ; adopté ; (p. 4304) : s'oppose au sous-amendement n° 12 de M. Joseph Franceschi dont l'adoption aboutirait à supprimer la peine de mort. **Après l'Article premier** (p. 4306) : amendement n° 2 de la commission : dispositions relatives à l'interdiction de séjour et à l'interruption volontaire de grossesse ; adopté avec modifications. **Article 2** (p. 4312) : amendement n° 3 de la commission : suppression de l'article 2 ; adopté. **Article 3 :** amendement n° 4 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 4** (p. 4313) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes ; amendement n° 5 de la commission : application dans les TOM du principe de la séparation dans la détention des majeurs et des mineurs ; adopté ; (p. 4314) : amendement n° 6 de la commission : précisant les mesures que le juge des enfants pourra prescrire ; adopté ; souci de la Chancellerie de ne pas étendre les dispositions relatives à la chambre spéciale pour les mineurs à la cour d'appel du fait de l'insuffisance des effectifs de magistrats dans les TOM. **Article 5** (p. 4315) : amendement n° 7 de la commission : extension de l'article du code d'organisation judiciaire qui définit la compétence du juge des enfants en matière d'assistance éducative ; adopté ; amendement n° **8** de la commission : présence obligatoire d'assesseurs aux audiences foraines et en sections ; adopté ; principe de la collégialité des juridictions. **Article 7** (p. 4316) : amendement n° 9 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 8** (p. 4317) : amendement n° 10 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Après l'Article 8 :** s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Joseph Franceschi ; caractère facultatif du déplacement de la Cour de sûreté de l'Etat ; (p. 4318) : s'oppose à titre personnel à l'amendement n° 20 de M. Joseph Franceschi ; nécessité d'inciter les TOM à adapter leur réglementation particulière à la législation. **Après l'Article 9 :** amendement n° 11 de la commission : modalités de publication de la loi ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées** (n° **2018**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4284) : situation des collectionneurs de faux billets ou de fausses pièces.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2026**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi tendant à compléter l'article L 238 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité**

(n° **1584**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4584) : réduction des incompatibilités au conseil municipal dans les communes de plus de 500 habitants aux conjoints, ascendants, descendants, frères et sœurs ; extension de cette disposition aux communes dans lesquelles les élections se font par secteur. **Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4586) : son sous-amendement à l'amendement n° 2 de M. Philippe Séguin : suppression des quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article L 238 du code électoral ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **981**) **et propositions de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la Résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis** (n° **643** rectifié) **et relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **1157**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [9 décembre 1980] (p. 4781) : demande que le texte soit soumis au Sénat avant la fin de la session et devienne définitif et immédiatement applicable.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2026**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à compléter l'article L 238 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité** (n° **1584**). **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5055) : hostilité de la commission à la disposition adoptée par le Sénat tendant à ne supprimer les incompatibilités d'ordre familial que dans les communes où les membres des conseils municipaux sont élus par arrondissement ou groupe de cantons, lorsqu'ils ont été élus dans des secteurs électoraux différents. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5056) : amendement n° 1 de la commission : retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; rejeté. **Article 2** : amendement n° 2 de la commission : amendement de conséquence ; devient sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1980]. **Après l'Article 12** (p. 5118) : soutient l'amendement n° 31 corrigé de M. Foyer : précisant que l'application de la loi ne peut avoir pour effet de faire retomber sous un statut coutumier les terres actuellement soumises au régime civil ; rejeté ; (p. 5119) : archaïsme des régimes coutumiers constituant un obstacle au développement agricole.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5106) : nécessité d'inclure parmi les bénéficiaires du projet les victimes d'accidents de trajet.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2153**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social** (n° **1413**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5068) : institution en Nouvelle-Calédonie d'un organisme comparable à celui dont est dotée la Polynésie française ; consultation de l'assemblée territoriale. **Discussion des articles** [19 décembre 1980]. **Article premier : Article 59 *ter* de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5070) : s'oppose à l'amendement n° 1 rectifié de M. Roch Pidjot ; nécessité d'assurer une représentation de toutes les communautés de Nouvelle-Calédonie sans défavoriser les Mélanésiens. **Article 59 *quater* de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5071) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Roch Pidjot ; volonté de l'assemblée territoriale de voir adopter l'âge de 23 ans pour les membres du comité économique et social. **Article 59 *quinquies* de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5072) : rejet par la commission de l'amendement n° 3 de M. Roch Pidjot en conformité avec l'avis de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.

L

LABARRÈRE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(1re circonscription)
(S).

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [28 avril 1978] (p. 1468).

NOMINATIONS

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Intervention française au Tchad** [10 mai 1978] (p. 1556) : interprétation abusive de l'accord de coopération avec le Tchad acceptée par le Gouvernement français.

— **Emploi** [15 novembre 1978] (p. 7675) : nécessité d'un débat parlementaire sur l'emploi.

— **Energie dans le Grand Sud-Ouest** [21 novembre 1979] (p. 10460, 10461) : la découverte de pétrole dans le Sud-Ouest doit entraîner des « retombées » sur la région de Lacq, l'Aquitaine et le Grand Sud-Ouest ; contradictions entre les promesses faites par le Président de la République et par le ministre de l'industrie : y aura-t-il des crédits supplémentaires pour le Grand Sud-Ouest ?

— **Abattoirs publics et privés** [22 octobre 1980] (p. 2961).

— **Attentats à Paris et à Hendaye** [26 novembre 1980] (p. 4383) : absence de réaction du Gouvernement français devant la violation de la convention franco-espagnole de 1965.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9598) : nécessité de relever le défi lancé à l'Aquitaine pour l'élargissement de la CEE à l'Espagne ; problème des communications en Aquitaine ; demande l'abrogation des accords commerciaux signés avec l'Espagne en 1970 ; (p. 9599) : problème particulier du secteur des fruits et légumes ; fragilité des industries traditionnelles : ameublement, bois, habillement, chaussure.

LABBÉ (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
(9e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Président du groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510), [*J.O.* du 1er avril 1979] (p. 747), [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 922).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel n° 78-847 [18 mai 1978] (p. 1846).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Transports : Aviation civile et météorologie (n° 1981 - XX) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi d'orientation de l'enseignement de l'architecture** (n° **57**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à créer une commission chargée de se prononcer sur les conditions d'application du principe de la **péréquation des pensions de retraite aux retraités militaires** (n° **58**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier d'un intérêt les versements de garantie** effectués par les **locataires** à leurs propriétaires (n° **59**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **grade de directeur d'école** (n° **60**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** d'orientation relative à **l'insertion professionnelle des jeunes** (n° **61**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** sur la **participation** des salariés à l'élaboration des décisions et à la **gestion** dans les entreprises (n° **272**) [25 mai 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome XVIII : Transports - Aviation civile et météorologie** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** portant interdiction de recevoir des subsides d'origine française ou étrangères pour les **élections à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **638**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter le **code électoral** afin d'interdire le **cumul des mandats** de député ou de sénateur et de représentant à l'Assemblée des communautés européennes (n° **678**) [14 novembre 1978].

— **Proposition de loi** portant création du **contrat d'emploi-insertion** (n° **714**) [22 novembre 1978].

— **Proposition de loi** portant réforme de l'**agence nationale pour l'emploi** (n° **715**) [22 novembre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission de contrôle** chargée de rassembler les informations sur la situation financière de la **sécurité sociale** et les perspectives d'avenir de celle-ci ainsi que de proposer des mesures tendant à assurer les réformes de structure indispensables pour réaliser l'équilibre financier de la sécurité sociale (n° **729**) [23 novembre 1978].

— **Proposition de loi** sur la **formation professionnelle**, l'insertion professionnelle et la promotion sociale dans le cadre de l'**éducation permanente** (n° **740**) [30 novembre 1978].

— **Proposition de loi organique** visant à interdire le **cumul des indemnités parlemen-**

taires françaises et européennes (n° **779**) [8 décembre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**) [14 mars 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**) [14 mars 1979].

— **Proposition de loi** relative au **logement des fonctionnaires de la police nationale** (n° **959**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** relative à l'**intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**) [19 juin 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XIX : Transports - Aviation civile et météorologie** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à limiter les **dépenses engagées par les candidats aux élections législatives** (n° **1320**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi sur la famille** (n° **1461**) [5 décembre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XIX : Transports - Aviation civile et météorologie** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Proposition de loi tendant à célébrer le 40e anniversaire de l'appel adressé aux Français par le général de Gaulle le 18 juin 1940** (n° **1623**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** d'orientation sur l'**enseignement de l'histoire** (n° **1858**) [25 juin 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** visant à préciser les atteintes portées en France à l'usage de la **langue française**, à définir la situation de la langue française dans le monde, à analyser les raisons des difficultés qu'elle connaît actuellement et à proposer des mesures afin d'assurer aux Français le rôle qu'il mérite de langue de civilisation et de culture internationales (n° **1916**) [30 juin 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XX : Transports - Aviation civile et météorologie** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** qui s'efforcera de déterminer les causes qui ont permis la multiplication, depuis le début de l'année 1980, d'attentats terroristes à caractère raciste, leur évolution en France et dans les pays voisins, ainsi que les mesures pouvant être mises en œuvre pour lutter contre le **terrorisme** (n° **1986**) [14 octobre 1980]. Retrait de cette proposition [24 octobre 1980] (p. 3125).

— **Proposition de loi** tendant à modifier les loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 et n° 78-1 du 2 janvier 1978 relatives à l'**indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer** dépossédés de leurs biens (n° **2135**) [4 décembre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions d'application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'**éducation et ses résultats** (n° **2253**) [2 avril 1981].

— **Proposition de loi** relative à l'attribution **des prestations familiales aux adultes handicapés des départements d'outre-mer** (n° **2292**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Usage des feux de croisement en ville** [19 décembre 1979] (p. 12306, 12307) : décret du 12 octobre ; expérimentation qui en trois mois a fait l'unanimité contre elle.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2781**) : **Français rapatriés du Vietnam** [23 juin 1978] (p. 3428, 3429, 3430) : ces rapatriés se sont vu refuser le bénéfice de la loi d'indemnisation ; la qualité de réfugié a été reconnue à certains, sans être assortie de la totalité des droits attachés à cette qualité.

— (n° **22777**) : **Suppléant M. Pierre Messmer : Invitation de l'Assemblée des communautés européennes au Conseil européen** [23 novembre 1979] (p. 10681) : tentative de l'Assemblée des communautés européennes d'étendre ses compétences expressément limitées par les traités ; résolution prise lors de la séance du 23 octobre 1979 prévoyant que l'Assemblée invite le Conseil européen à charger son président ou l'un de ses membres à participer à une session du Parlement pour l'informer des orientations choisies et en débattre, contrairement à la lettre et à l'esprit des traités.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Titre** (p. 2917) : soutient l'amendement n° 7 de M. Roger Chinaud : modification du titre ; adopté.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre 1978] (p. 5551) : refus du RPR de voter la motion de censure ; (p. 5552) : abus de l'usage de la motion de censure par l'opposition ; sentiment d'insécurité des Français ; l'emploi, préoccupation majeure des Français ; (p. 5553) : proposition du RPR ; souligner l'importance durable de la crise, procéder à un recensement catégoriel des offres et demandes d'emplois, mettre en œuvre un plan de six mois pour résorber le chômage et un plan de cinq ans pour la création de 100.000 à 200.000 emplois, réaliser une politique de l'entreprise s'appuyant sur les petites et moyennes industries ; protection de l'entreprise contre la concurrence sauvage ; (p. 5562) : intervention de la France par l'intermédiaire du président du Conseil de sécurité à New York à propos du Liban.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7347) : affirme la vocation aéronautique et aérospatiale de la France ; souhaite que le développement des compagnies aériennes françaises ne soit pas altéré par des conflits sociaux ; souhaite l'adoption du budget de l'aviation civile. **Examen des crédits** [9 novembre 1978] : **Etat B - Titre IV** (p. 7367) : sur les amendements n° 204 de M. Jean Fontaine et n° 318 de M. Alain Richard : desserte satisfaisante de la Réunion assurée par Air France ; sanctions contenues dans les amendements n° 204 et 318 imméritées.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**). **Explications de vote** [15 mars 1979] (p. 1662) : « sabotage » de la session extraordinaire.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2457) : son amendement n° 75, réservé ; [17 avril 1979] (p. 2644) : son amendement n° 75 : institution d'un comité d'évaluation des options techniques auprès de l'Assemblée nationale ; réservé en raison de l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution opposée par le Gouvernement ; [9 mai 1979] : **Avant le Titre premier** (*suite*) (p. 3554) : son amendement n° 75 précédemment réservé soutenu par M. Julien Schvartz, adopté par scrutin public.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Explications de vote** [18 avril 1979] (p. 2718) : demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 8692) : soutient son amendement n° 317 : vote du Parlement sur l'évolution des recettes et des dépenses constituant l'effort social de la nation dans le cadre des dispositions constitutionnelles, organiques et législatives en vigueur ; adopté par scrutin public. **Article 25** (p. 8710) : abstention du groupe RPR sur l'article 25.

Deuxième partie :

Transports, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour l'aviation civile et la météorologie. **Discussion générale** [23 octobre 1979] (p. 8776) : croissance du transport aérien mondial ; succès croissant d'Airbus ; déstabilisation des tarifs ; rôle des aéroclubs ; nécessité de faire un effort pour l'enseignement des techniques industrielles de l'aéronautique ; prolongements de Concorde.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 déposées, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. François Mitterrand et 49 de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues et M. Robert Ballanger et 85 de ses collègues.** [20 novembre 1979] (p. 10359) : attachement du RPR aux institutions de la V^e^ République qui exclut le régime d'assemblée ; impossibilité pour le RPR de voter dans les circonstances présentes une motion de censure ; critiques de la majorité ne pouvant constituer que des avertissements au Gouvernement ; inutilité de le renverser ; lutte du RPR pour un sursaut national à la mesure de la crise.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la**

commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 604) : difficultés de réaliser des réformes en France ; faillite du capitalisme classique ; idées sociales du gaullisme ; (p. 605) : limites de l'actionnariat salarié ; **Explications de vote** [23 avril 1980] (p. 674) : attitude de l'opposition.

— **Déclaration du Gouvernement et débat sur l'accord réalisé le 30 mai au sein du Conseil des communautés européennes** (n° **1774**). **Discussion** [4 juin 1980] (p. 1529) : victoire des thèses britanniques à Bruxelles ; contribution financière britannique ; industrie agro-alimentaire ; règlement ovin ; avenir de la politique agricole commune ; prix agricoles et revenu des agriculteurs ; (p. 1530) : montants compensatoires monétaires ; taxe de coresponsabilité ; règlement ovin.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 9 : Article 309 du code pénal : Rappel au règlement** [20 juin 1980] (p. 1975) : blocage du système par l'opposition ; nécessité d'utiliser l'article 44, alinéa 3 : vote bloqué ; (p. 1977) : grève du RPR.

— **Rappel au règlement et demande de suspension de séance** [7 octobre 1980] (p. 2584) : manifestations de protestation contre l'attentat de la rue Copernic ; (p. 2585) : propose un vote par assis et levé ; demande de suspension de séance adoptée par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'attentat de la rue Copernic et débat sur cette déclaration** (n° **1946**) [8 octobre 1980] (p. 2596) : montée de la violence et de la délinquance ; indivisibilité du terrorisme ; tolérance et unité de la nation française ; attentat de la rue Copernic et manifestations de protestation ; fermeté nécessaire du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges ; pour l'aviation civile et la météorologie. **Discussion générale** [15 novembre 1980] p. 3942) : aspect de service public du transport aérien ; desserte de la Corse et des DOM-TOM et nécessité du renforcement du service public ; étude d'un nouvel avion de 100 places et d'un super Concorde ; augmentation des crédits de la navigation aérienne et problème des contrôleurs aériens ; problème des infrastructures aéronautiques ; formation des élèves pilotes ; (p. 3943) : sort de l'aviation légère et insuffisance des crédits d'équipement des aéro-clubs.

LABORDE (Jean)

Député du Gers
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-798 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherches pharmaceutiques [15 novembre 1978] (p. 7711).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 893) tendant à harmoniser les **droits en matière de pension de retraite** (n° **2101**) [26 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Négociations de Bruxelles sur les prix agricoles** [10 mai 1978] (p. 1556, 1557) : réduction des montants compensatoires ; mesures en faveur de la viande de porc ; dévaluation du franc vert.

— **Retraites de la sécurité sociale** [11 juin 1980] (p. 1743).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1952) : inégalités entre les personnes du troisième âge ; vocation redistributive de la sécurité sociale ; proposition socialiste (p. 1953) : abaissement de l'âge de la retraite ; augmentation du minimum vieillesse à 1.300 F par mois ; majoration des pensions de réversion ; suppression de l'obligation alimentaire des descendants ; amélioration du fonctionnement de l'assurance vieillesse ; correction des disparités entre régimes complémentaires.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. Travail et participation - Formation professionnelle. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6767) : absence de politique volontariste de l'emploi démontrée par le budget ; moyens insuffisants de l'agence nationale pour l'emploi ; (p. 6768) : intention gouvernementale sur l'avenir de l'ANPE ; état d'exécution du VII[e] Plan ; rapport sur l'ANPE et possibilité de décentraliser les actions des agences pour l'emploi ; nécessité de former le personnel des agences pour l'emploi.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7241) : inquiétude des agriculteurs de la région Midi-Pyrénées suscitée par l'élargissement éventuel de la communauté européenne ; politique agricole commune servant surtout l'Europe du Nord ; effet négligeable des aides du FEOGA en faveur des régions défavorisées ; contraste entre le rythme du développement de l'agriculture espagnole et le retard de la région Midi-Pyrénées ; situation difficile des coopératives viticoles de l'Armagnac.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4091) : part excessive laissée aux décrets d'application ; aspect positif de l'internat « qualifiant » ; (p. 4092) : pas de promotion du généraliste malgré l'institution du résidanat ; imprécision du projet quant aux internes en psychiatrie, aux stages chez les praticiens, aux passerelles entre spécialistes et généralistes, au statut des résidents.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8956) : insuffisante progression des crédits de l'agence nationale pour l'emploi ; effectifs insuffisants de l'agence ; réduction de 40 % des crédits de paiement en matière d'équipement ; nécessité d'associer le Parlement à la réforme de l'ANPE ; son hostilité au statut d'établissement public à caractère industriel et commercial de l'agence ; la dissociation des opérations d'indemnisation du chômage et de celle du placement aura pour conséquence la multiplication des démarches imposées aux chômeurs ; s'oppose à la suppression du lien existant entre le droit aux avantages de la sécurité sociale et l'inscription à l'agence ; progression du travail temporaire ; (p. 8957) : nécessité d'une réforme du travail temporaire ; l'agence nationale pour l'emploi doit être la pièce maîtresse d'un service public de placement.

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1979] : **Etat B. Titre III** (p. 9666) : soutient l'amendement n° 425 de M. Claude Michel : diminution des crédits relatifs au service Nouvelles du marché ; rejeté ; le plan sud-ouest ; rythme d'installation des jeunes agriculteurs insuffisant pour compenser les départs.

Intérieur. Examen des crédits [13 novembre 1979] : **Etat C - Titre VI** (p. 9940) : son amendement n° 460 : suppression des crédits relatifs aux subventions pour travaux divers d'intérêt local ; rejeté ; difficultés insurmontables des collectivités locales pour faire face à leurs dépenses de voirie, exemple du département du Gers.

Santé et sécurité sociale. — Travail et Santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10089) : croissance des dépenses d'aide sociale traduisant une extension de la misère ; régression dans l'action en faveur des handicapés, des familles, des enfants et des jeunes ; exemple de la prévention et de la réadaptation des toxicomanes ; amélioration des moyens de l'action sociale en faveur des personnes âgées ; (p. 10090) : insuffisante réalisation du programme d'action prioritaire destiné à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ; problème des personnels sociaux.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 123) : retraites agricoles ; indemnité viagère de départ ; assurance maladie et invalidité des agriculteurs ; (p. 124) : services sociaux ruraux ; affiliations et assiette des cotisations sociales agricoles.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 621) : préoccupations des travailleurs ; capitalisme multinational ; politique contractuelle ; création de nou-

velles disparités entre les travailleurs ; participation des salariés à la gestion des entreprises ; marginalisation des cadres ; affaiblissement de la représentation syndicale des cadres ; (p. 622) : nécessité d'améliorer les institutions représentatives des salariés ; financement de la participation ; viticulture ; absence de disposition sur l'amélioration des conditions de travail ; autogestion.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2156) : extension de l'allocation aux ressortissants des régimes de protection sociale des travailleurs non salariés ; conditions d'enfants à charge ou d'enfants élevés ; conditions de ressources ; dégressivité dans le temps de l'allocation ; nécessité d'abaisser l'âge limite d'octroi de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; montant de l'allocation veuvage.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Article 4** (*suite*) (p. 2826) : difficultés des producteurs d'armagnac ; (p. 2827) : augmentation des taxes incapable de résoudre le problème de l'alcoolisme.

Deuxième partie :

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3165) : problème des chômeurs non indemnisés ; nouvelles procédures d'inscription à l'A.N.P.E.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3197) : difficultés rencontrées par des communes rurales pour entretenir et moderniser leur voirie ; nécessité de maintenir les subventions spécifiques pour la voirie locale ; (p. 3198) : fonds spécial d'investissement routier. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3204) : amendement n° 92 du Gouvernement visant à supprimer le fonds spécial d'investissement routier et tombant sous le coup de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3672) : mise en œuvre du plan sud-ouest ; retard des équipements publics ruraux.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3995) : faible place accordée par le plan sud-ouest aux infrastructures routières ; exemple du département du Gers.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Examen des crédits [17 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4077) : soutient l'amendement n° 220 de M. Gérard Bapt : présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les économies que permettrait de réaliser dans les hôpitaux publics la suppression des consultations et lits privés ; rejeté ; discrimination sociale entraînée par le secteur privé dans les hôpitaux publics ; (p. 4078) : rémunération des médecins hospitaliers.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [16 décembre 1980] (p. 4915) : article 4 aboutissant à majorer de 50 % les droits sur les eaux-de-vie de vin et de fruits ; effets catastrophiques pour l'armagnac ; nécessité de distinguer les alcools industriels et les eaux-de-vie de qualité de nos terroirs.

LA COMBE (René)

Député du Maine-et-Loire
(6e circonscription)
(RPR).
Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978].

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1109, 1111).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Georges Tranchant et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner la gestion de la caisse centrale d'activités sociales du personnel des industries électriques et gazières (CCAS) et des caisses mutuelles complémentaires et d'action sociale des industries électriques et gazières (CAS) et de rechercher une méthode de gestion de nature à permettre

une collaboration étroite de l'ensemble des organisations syndicales représentées dans ce secteur d'activités (n° 1601) [17 avril 1980] (p. 545).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Tranchant tendant à étendre les cas spéciaux de légitime défense prévus à l'article 329 du code pénal et à interdire à l'auteur d'un crime ou d'un délit de demander réparation du dommage subi du fait de l'infraction dans l'hypothèse d'une riposte (n° 1711) [29 mai 1980] (p. 1463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à créer une commission chargée d'examiner le rapport fait en 1976 par le groupe d'études des **problèmes des retraités militaires** et à mettre en place une commission d'études des problèmes nés de l'entrée en vigueur de la **réforme de la condition militaire** (n° **525**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires par une disposition visant à garantir le **droit au travail des militaires retraités** (n° **526**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 instituant un **régime particulier de retraites** en faveur des **personnels actifs de police** (n° **527**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin de porter le **taux de la pension de réversion des veuves** de 50 % à 66 % (n° **528**) [1er juillet 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1601) tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner la gestion de la **caisse centrale d'activités sociales du personnel des industries électriques et gazières (CCAS)** et des **caisses mutuelles complémentaires et d'action sociale des industries électriques et gazières (CAS)** et de rechercher une méthode de gestion de nature à permettre une collaboration étroite de l'ensemble des organisations syndicales représentées dans ce secteur d'activités (n° **1696**) [14 mai 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité des personnes, lutte contre la drogue et la violence** [7 juin 1978] (p. 2603).

— **Attitude de certains enseignants face aux drogues « douces »** [28 mai 1980] (p. 1335).

— **Moyens d'action de la police et formation des gardiens de la paix** [22 octobre 1980] (p. 2960) : insuffisance des équipements de la police en armes, moyens de communication et véhicules.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **16743**) : **Implantation d'un lycée français à Varsovie** [15 juin 1979] (p. 5219, 5220) : demande adressée au ministre des affaires étrangères d'étudier la possibilité de la création d'un lycée français à Varsovie, dans l'intérêt de renforcer nos relations d'amitié avec la Pologne.

— (n° **17001**) : **Barème de l'aide personnalisée au logement** [29 juin 1979] (p. 5858, 5859) : caractère trop restrictif du plafond retenu pour l'attribution de l'APL ; risques de créer une ségrégation ; importance du secteur locatif dans les communes rurales ; plaidoyer en faveur du repeuplement rural.

INTERVENTIONS

• *en qualité de vice-président :*

— **Réponse au rappel au règlement de M. Michel Debré** [12 mai 1978] (p. 1660).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Roger Gouhier** [12 mai 1978] (p. 1670).

— **Réponse au rappel au règlement de M. César Depietri** : projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures (n° 12) ; possibilité pour le Gouvernement de retirer un texte de l'ordre du jour à tout moment [18 mai 1978] (p. 1806).

— **Réponse au rappel au règlement de M. François Mitterrand** [18 mai 1978] (p. 1814) : intervention militaire française au Zaïre.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jack Ralite** [18 mai 1978] (p. 1815) : intervention militaire française au Zaïre.

— **Réponse au rappel au règlement de M. André Lajoinie** [23 mai 1978] (p. 1940) :

débat sur la politique étrangère prévue pour le 8 juin 1978.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jean Fontaine** [22 juin 1978] (p. 3885).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jacques Marette** [22 juin 1978] (p. 3301).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Marcel Rigout** [27 juin 1978] (p. 3568).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1978]. **Rappel au règlement de M. Robert Vizet** (p. 6080) : confirme à l'orateur que son amendement a été déclaré irrecevable.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Laurent Fabius** [13 octobre 1978] (p. 6089) : prend acte du rappel au règlement de M. Laurent Fabius ; transmettra ses observations à la conférence des présidents.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978]. **Réponse au rappel au règlement de M. Pierre Joxe** (p. 7237) : rappelle que le Gouvernement a le droit de déposer des amendements quand bon lui semble.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jean Delaneau** [8 novembre 1978] (p. 7230) : temps de parole pendant les séances réservées aux questions.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [8 novembre 1978] (p. 7230) : organisation du débat sur le budget de l'agriculture.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [9 novembre 1978] (p. 7334) : fera part au bureau de la protestation de M. Emmanuel Hamel contre les tentatives de pression de manifestants.

— **Réponse au rappel au règlement de Mme Hélène Constans** [15 novembre 1978] (p. 7694) : déplore que des propos injurieux soient tenus en séance ; transmettra les observations de Mme Constans à la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de MM. Joseph Comiti, Jean Foyer, André Delehedde et Marcel Rigout** [15 novembre 1978] (p. 7710) : déroulement des débats budgétaires ; discussion du budget des universités.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [29 novembre 1978] (p. 8481) : transmettra au bureau la proposition de M. Emmanuel Hamel relative à l'envoi des vœux de rétablissement de M. Jacques Chirac.

— **Clôture** de la première session ordinaire 1978-1979 [20 décembre 1978] (p. 9772).

— **Ouverture** de la session extraordinaire 1978-1979 [21 décembre 1978] (p. 9795).

• *en qualité de député :*

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3133) : conséquences du retrait temporaire du permis de conduire pour les conducteurs dont le véhicule est l'outil de travail.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p.1794) : situation des mines de fer de Segré dans le Maine-et-Loire ; nécessité de stopper la désertification des campagnes.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9212) : critique le projet de décret modifiant la loi du 3 janvier 1977 relative à la réforme de l'aide au logement et qui consiste à lier l'octroi du 1 % aux seules opérations conventionnées.

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9570) : problème de l'implantation d'un lycée français à Varsovie.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10195) : dévaluation de l'ordre de la Légion d'honneur en raison de son attribution aux hauts fonctionnaires.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10200) : caractère scandaleux de la grève des magistrats.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1979] (p. 9544) : souhaite que soient nombreux les députés participant à la cérémonie du 13 novembre à l'Arc de triomphe pour ranimer la flamme.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10549) : nécessité de remettre les allocations familiales à leur niveau de 1946 ; politique de la famille permettant de freiner la désertification de certaines régions et de résoudre le problème du chômage.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion géné-**

rale [12 décembre 1979] (p. 11670) : souhaite que le secrétaire d'Etat chargé des industries agricoles et alimentaires agisse auprès des services de l'aménagement du territoire et mène une politique de collaboration entre l'industrie et l'agriculture.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3271) : politique gouvernementale favorisant le développement des grandes agglomérations.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3575) : mise au point des textes relatifs à la possibilité pour les légionnaires et les médaillés militaires d'affecter leurs traitements à des œuvres sociales.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3642) : sélection dans les maisons familiales rurales.

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie
(2e circonscription)
(RPR)

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842). [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [2 octobre 1978] (p. 5450).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à proroger les délais d'application du contrat simple dans les rapports entre l'Etat et les établissements privés d'enseignement du second degré et d'enseignement technique de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1352**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social** (n° **1413**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **protection sociale des retraités** d'un régime métropolitain résidant dans un **territoire d'outre-mer** (n° **1852**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1668, 1669) ; gravité de la crise économique en Mélanésie ; diminution des ventes de nickel et augmentation des charges du territoire ; opposition des séparatistes à toute tentative de réforme ; nécessité de créer un système électoral permettant de dégager une majorité cohérente.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7704, 7705) : son discours, lu par M. Hector Riviérez.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1979] (p. 2704) : contradictions du parti de l'union calédonienne ; nécessité de tenir compte de l'augmentation de la population dans la circonscription sud ; nécessité d'une dissolution immédiate de l'assemblée territoriale. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3352) : division de l'assemblée territoriale empêchant la mise en œuvre du plan de relance par le secrétaire d'Etat ; rejet de la dissolution de l'assemblée territoriale par le Sénat malgré le blocage des institutions causé par cette Assemblée. **Deuxième lecture. Explications de vote** [9 mai 1979] (p. 3553) : néces-

sité et urgence de la réforme à mettre en œuvre pour la Nouvelle-Calédonie ; son vote favorable sur l'ensemble du projet. **Troisième lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3708) : opposition subsistant entre l'assemblée et le Sénat sur l'opportunité de procéder immédiatement à la dissolution de l'assemblée territoriale ; situation de la Nouvelle-Calédonie appelant des mesures immédiates en matière financière, sociale et foncière ; pas de stabilité institutionnelle sans majorité claire à l'assemblée territoriale ; son vote favorable sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9241) : réalisation d'une prospection systématique du vaste potentiel minier du territoire de Nouvelle-Calédonie ; évolution favorable du marché du nickel ; nécessité de moderniser les exploitations et de promouvoir le nickel calédonien sur le marché européen ; l'opération café ; rôle du tourisme dans le développement ; conférence sur la mer ; ampleur du chômage en Nouvelle-Calédonie ; situation financière et budgétaire du territoire : impasse de 165 millions de francs ; (p. 9242) : la création d'un centre hospitalier territorial ; nécessité d'appliquer la réforme foncière; institution d'un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux des sociétés et d'un impôt sur les sociétés exportatrices de nickel ; réforme de la fiscalité ; refus de l'indépendance par les deux tiers des habitants de Nouvelle-Calédonie.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides** (n° 1371). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11452) : rôle joué par les Français dans le développement économique des Nouvelles-Hébrides ; (p. 11453) : problème de la réintégration, dans la nationalité française, des habitants des Nouvelles-Hébrides ; sort des fonctionnaires français ; risque de domination de l'Australie.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° 1783). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1697) : situation politique en Nouvelle-Calédonie ; (p. 1698) : chômage ; problèmes spécifiques de la communauté wallisienne ; situation des retraités du régime métropolitain installés en Nouvelle-Calédonie ; production de nickel et débouchés dans la CEE ; tourisme ; exploitation de la mer ; pêche ; (p. 1699) : aide aux investissements ; problème de l'énergie ; réforme foncière et plan de développement de l'agriculture ; mouvement indépendantiste ; situation des Nouvelles-Hébrides ; [11 juin 1980] (p. 1722) : attribution de terres en Nouvelle-Calédonie ; situation des métis.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — I. Section commune — III. Territoires d'outre-mer. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3296) : indépendance de l'ex-condominium des Nouvelles-Hébrides ; aide de la France au nouvel Etat de Vanuatu ; défense de l'intérêt de nos compatriotes ; réduction des crédits du FIDES prévus pour la Nouvelle-Calédonie ; poursuite de la réforme foncière en Nouvelle-Calédonie ; progression des crédits du ministère de la santé pour les TOM excepté en Nouvelle-Calédonie ; renforcement des liens entre la métropole et la Nouvelle-Calédonie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 2095). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Article 11** *ter* (p. 4566) : son amendement n° 18 : application de l'article 11 *ter* aux TOM ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2159). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5076) : nécessité d'une réforme foncière permettant aux Mélanésiens d'accéder à la propriété privée ; (p. 5077) : position du front indépendantiste ; souhait de la majorité des Mélanésiens de voir effacer les injustices dues à la juridiction coutumière en matière foncière. **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1980] (p. 5148) : son vote favorable sur le projet malgré le mauvais compromis intevenu sur l'article 10.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2153) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social** (n° 1413). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5069) : nécessité de faire participer les groupements et organismes socio-professionnels à la gestion territoriale ; existence d'un comité économique et social en Polynésie ; avis favorable de l'assemblée territoriale. **Explications de vote** [19 décembre 1980] (p. 5073) : place faite aux Mélanésiens dans le comité économique et social.

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde
(8e circonscription)
(S).
Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Vice-président de cette commission [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Convention de Lomé** [30 mai 1979] (p. 4361) : répercussions sur la convention de Lomé des massacres d'enfants de Bangui.

— **Aides publiques à une société étrangère** [31 octobre 1979] (p. 9258) : implantation dans les Pyrénées-Atlantiques d'une société espagnole d'élevage industriel de cailles grâce au financement du Crédit agricole et à une subvention gouvernementale ; détournement des aides publiques.

— **Société Simplex de Labrède en Gironde** [22 octobre 1980] (p. 2961) rachat éventuel par l'entreprise tunisienne africa-production.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 16613) : **Imposition des cercles ruraux** [22 juin 1979] (p. 5560, 5561, 5562) nécessité d'exonérer les « cercles » des communes rurales, témoignage de la tradition rurale, de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés.

— (n° 39788) : **Retraite des sapeurs-pompiers** [12 décembre 1980] (p. 4870, 4871) : nécessité de doter les sapeurs-pompiers d'un régime de retraite analogue à celui des personnels actifs de la police des sapeurs-pompiers de Paris et de prévoir des compensations pour les sapeurs-pompiers volontaires.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Réponse au rappel au règlement de M. Maxime Kalinsky** [30 avril 1980] (p. 856).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jacques Jouve** [4 juin 1980] (p. 1574).

— **Rend hommage à la mémoire de M. Tarsyle Dewasme** [10 juin 1980] (p. 1667).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [10 juin 1980] (p. 1684).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Louis Besson** [23 juin 1980] (p. 2142).

— **Réponses aux rappels au règlement de MM. Louis Mexandeau et de M. Philippe Séguin** [30 juin 1980] (p. 2472).

— **Rend hommage à la mémoire de MM. Gérard Duprat et Georges Kuntz,** anciens députés [6 novembre 1980] (p. 3635).

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] (p. 2812) : **réponse au rappel au règlement de M. Claude Michel :** décide la réserve de l'amendement n° 53 de la commission jusqu'après l'article 4.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° 2033). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4342) : appilcation de l'article 98, alinéa 5, du règlement aux amendements n° 1 à 5 déposés par le groupe communiste.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Vincent Porelli** [2 décembre 1980] (p. 4549) : motifs de l'absence d'inscription à l'ordre du jour du projet relatif au VIIIe Plan.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Joseph Franceschi** [2 décembre 1980] (p. 4549) : étude de la possibilité d'inscrire à

l'ordre du jour un certain nombre de propositions de loi.

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9190) : pénurie et pollution de l'eau ; exploitation abusive des gravières ; (p. 9191) : nécessité de créer des zones d'exploitation et des réaménagements coordonnés ; nécessité d'accroître l'efficacité des stations d'épuration ; progression de la lutte contre la pollution mais inefficience des stations d'épuration ; insuffisante progression des crédits budgétaires d'intervention dans le domaine de l'eau qui sont inférieurs de 5,13 % en francs constants à ceux de 1979 ; (p. 9208) : immersion de déchets radioactifs dans l'Atlantique.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9923) : diversification des missions des pompiers ; nécessité d'accorder des bonifications de retraite ; de régler la situation indiciaire des cadres de catégorie A ; de rendre obligatoire l'allocation de vétérance de 100 F ; de donner la qualité juridique d'orphelin de soldats du feu aux enfants mineurs des pompiers décédés dans l'exercice de leurs fonctions ; d'étendre aux pompiers devenus invalides le bénéfice de la législation sur les emplois réservés ; d'accorder des avantages fiscaux particuliers aux sapeurs-pompiers volontaires artisans et commerçants ; projet de création d'une unité d'instruction de sécurité civile au camp du Poteau. **Examen des crédits** [13 novembre 1970]. **Etat C - Titre V** (p. 9939) : son amendement n° 458 : suppression des crédits concernant les études liées au plan de développement des responsabilités locales ; rejeté ; situation des secrétaires généraux de mairie.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 77** (p. 10298) : soutient l'amendement n° 339 de M. Laurent Fabius : limitation du secret fiscal ; rejeté ; nécessité de modifier la législation applicable aux commissions d'enquête et de contrôle pour déterminer les cas dans lesquels l'Assemblée pourra décider qu'elles seront affranchies du secret fiscal.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11361) : projet ne tendant qu'à prolonger le statut provisoire de Mayotte ; nécessité de respecter la spécificité de Mayotte au sein des Comores mais aussi de tenir compte du contexte international ; critiques de l'OUA et l'ONU ; (p. 11362) : abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides** (n° **1371**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11453) : menaces pesant sur l'unité des Nouvelles-Hébrides ; mesures nécessaires pour garantir les droits des nationaux français ; (p. 11454) : estime inutile le recours à l'article 38 de la Constitution ; problème de l'opportunité du recours à la procédure de l'autorisation parlementaire de ratification prévue par l'article 53 de la Constitution ; abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11680) : insuffisance des moyens financiers consacrés à la formation professionnelle des agriculteurs ; propositions socialistes.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 908) : législation sur l'adoption ; conditions administratives et matérielles de son application.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Article 48** (p. 2109) : son amendement n° 468 : exercice du droit à réparation ouvert par l'article 1382 du code civil ; non soutenu.

Agriculture. — BAPSA Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3667) : crise de la tabaculture ; augmentation des importations de tabac blond ; nécessité de préparer une reconversion en tabac blond d'une partie des surfaces plantées en tabac noir.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3997) : nécessité de poursuivre la modernisation des voies navigables du Sud-Ouest ; exemple du canal du Midi.

LAGOURGUE (Pierre)

Député de la Réunion
(3e *circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocartie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 juin 1978] (p. 3635, 3648).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [*J.O.* du 1er juillet 1979] (p. 1595).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2616).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOT

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'exercice du **mandat de conseiller général** (n° **1789**) [11 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Déclaration de l'OUA concernant la Réunion** [28 juin 1978] (p. 3595) : indignation des élus de la Réunion devant les incitations à l'insurrection.

— **Avenir des terres françaises de l'océan Indien** [11 avril 1979] (p. 2529, 2530) : quelle sera la réponse du Gouvernement à la déclaration du secrétaire général du parti communiste soutenant le parti communiste réunionnais et demandant la restitution des îles Chagos et Tromelin à Maurice, des Glorieuses et Juan Nova à Madagascar et de Mayotte aux Comores ?

— **Régime fiscal des investissements dans les DOM** [21 mai 1980] (p. 1134) : décret d'application de l'article 79 de la loi de finances pour 1981.

— **Retraite de certains travailleurs manuels** [29 octobre 1980] (p. 3258) : impossibilité pour les salariés des DOM de bénéficier de la loi du 30 décembre 1975.

• *question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1667) : aggravation du chômage à la Réunion ; mise en place d'un système d'aide publique ; relèvement nécessaire du plafond de ressources pour les personnes âgées ; application des prestations sociales à la Réunion ; fixation d'un prix rémunérateur de la canne à sucre.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **9378**) : **Allocations de chômage dans les départements d'outre-mer** [1er décembre 1978] (p. 8669) : indemnisation du chômage inexistante dans les départements d'outre-mer ; insuffisance des crédits pour les chantiers de développement.

— (n° **15200**) : **Logement social** [20 avril 1979] (p. 2915, 2916) : situation catastrophique de la construction de logements sociaux à la Réunion ; licenciements dans le bâtiment ; quand l'extension de l'aide personnalisée au logement entrera-t-elle en vigueur ; charges nouvelles pour communes.

— (n° **16307**) : **Electrification rurale dans les départements d'outre-mer** [18 mai 1979] (p. 4020) : éventuelle extension aux départements d'outre-mer de la circuaire du 14 février 1979 modifiant les modalités de financement des opérations d'électrification rurale ; régime défavorable appliqué actuellement aux DOM ; insuffisance des subventions de l'Etat pour les DOM et de l'électrification rurale à la Réunion en particulier.

— (n° **21023**) : **Fonctionnaires de la Réunion** [12 octobre 1979] (p. 8196, 8197, 8198) : grève des fonctionnaires de la Réunion le 19 octobre 1979 motivée par la baisse de leur pouvoir d'achat due à la diminution

progressive de leur index de correction décidée par un décret de 1971, malgré un indice du coût de la vie plus élevé à Saint-Denis qu'à Paris ; nécessité d'une concertation ; insuffisance du SMIC à la Réunion.

— (n° **31268**) : **Extension aux départements d'outre-mer de l'allocation logement à caractère social** [23 mai 1980] (p. 1267) : non-application de la loi du 18 juillet 1978 ; mise en recouvrement non réalisée de la cotisation patronale nécessaire ; prestations familiales dans les DOM.

— (n° **32812**) : **Autorisation des vols charters vers la Réunion** [27 juin 1980] (p. 2400) : difficultés du tourisme à la Réunion ; demande de la compagnie française Minerve; (p. 2401) : problèmes des Réunionnais travaillant en métropole.

— (n° **36449**) : **Parité globale dans les départements d'outre-mer** [10 octobre 1980] (p. 2667, 2668) : révision du mode de calcul de la parité globale ; suppression du critère d'activité ; blocage en 1980 du fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO).

— (n° **39092**) : **Habitat rural dans le département de la Réunion** [28 novembre 1980] (p. 4513, 4514) : construction de logements très sociaux neufs ; aménagement et amélioration de l'habitat existant.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2006) : disparités existant entre départements d'outre-mer et métropole notamment pour le complément familial, l'allocation logement, l'indemnisation du chômage ; absence de publication des décrets sur l'extension de l'assurance-maladie aux travailleurs non salariés non agricoles.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2306) : accroissement du chômage dans les départements d'outre-mer ; diminution des placements réalisés par le BUMIDOM ; action des pouvoirs publics : création de centres de formation pour adultes ; (p. 2307) : insuffisance des crédits consacrés aux chantiers de développement local ; risque d'explosion sociale.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978]. **Article premier** (p. 2544) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : application de la loi aux DOM-TOM ; sa volonté de fixer la date d'application du texte au 1er janvier 1978 pour les DOM-TOM ; situation de l'emploi préoccupante à la Réunion ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article 20** *sexies* (p. 3529) : nécessité de poursuivre la départementalisation économique et sociale de la Réunion ; soutient l'amendement n° 28 de la commission tendant à l'application des dispositions relatives à l'allocation de logement à caractère social aux départements d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Transports.** — III. **Aviation civile et météorologie. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7355) : importance du coût des transports maritimes et aériens pour le département de la Réunion; (p. 7356) : tarif excessif appliqué par Air France sur la ligne France-Réunion. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7369) : demande à M. Jean Fontaine de retirer son amendement.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7664) : progression du budget ne couvrant même pas l'effet de l'inflation ; sa satisfaction devant le renforcement des effectifs de police dans les DOM ; proteste contre l'imputation de l'aide au sucre sur le FIDOM ; insuffisance des crédits affectés au BUMIDOM et au service militaire adapté ; problème de l'emploi à la Réunion, exemple de l'opération de mise en valeur des Hauts ; insuffisance de l'indemnisation des chômeurs dans les DOM.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (nos **735 et 749**). **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 3** (p. 8969) : soutient son amendement n° 12 : relèvement de la taxe à la consommation sur les carburants alimentant le fonds d'investissement routier des départements d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9823) : simplification du système d'indemnisation entraînant la disparition de l'aide publique ; absence de décret d'application pour l'ordonnance prévoyant le versement de l'aide publique aux chômeurs des départements d'outre-mer ; chômage à la Réunion atteignant 25 % de la population active ; insuffisance des crédits de chômage accordés par l'Etat entraînant une surcharge des dépenses d'aide sociale; (p. 9824) : nécessité d'appliquer le texte aux départements d'outre-mer. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article 7** (p. 9862) : son amendement n° 93 : date limite fixée pour l'application du projet de loi aux départements d'outre-mer ; adopté après modification.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8815) : progrès accomplis dans les liaisons avec la Réunion ; augmentation excessive des tarifs ; hausse du coût du pétrole à la Réunion ; problème des tarifs appliqués aux travailleurs migrants ; (p. 8816) : augmentation récente des tarifs du fret maritime ; nécessité de prévoir l'extension du port de la pointe des Galets.

Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8954) : extension du régime d'indemnisation du chômage aux départements d'outre-mer prévue par la loi du 16 janvier 1979 ; le décret d'application de cette loi limite la participation de l'Etat ; son hostilité aux chantiers de chômage ; demande une modification du projet de décret.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9213) : financement du logement social dans les DOM par le ministère de l'environnement ; (p. 9214) : extension de l'APL aux départements d'outre-mer.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9269) : insuffisance des aides apportées par le FIDOM à la Réunion ; dégradation de l'emploi à la Réunion ; nécessité d'élargir l'éventail des bénéficiaires de l'aide aux travailleurs privés d'emploi ; problème du coût du transport aérien et de l'aide en faveur des travailleurs migrants ; demande l'extension du port de la Pointe-des-Galets ; non-application de l'aide personnalisée au logement à la Réunion.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10117) : mesures discriminatoires distinguant les départements d'outre-mer de l'hexagone du point de vue de la protection sociale ; exemple des prestations versées aux personnes âgées et de l'allocation de logement à caractère social ; (p. 10118) : exemple des prestations familiales ; problèmes des hôpitaux de Saint-Pierre et de Saint-Denis-de-la-Réunion.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 69** (p. 10269) : mise en cause par l'article 69 de la législation fiscale des départements d'outre-mer risquant de rompre leur équilibre économique ; (p. 10270) : législation particulière dans les DOM ne constituant qu'une compensation de leur handicap économique dû au coût de la vie et à la distance ; alignement fiscal sur la métropole risquant d'aboutir à une diminution du pouvoir d'achat et à une dégradation de l'emploi ; problème de l'extension aux DOM du système de paiement mensuel de l'impôt ; (p. 10271) : soutient l'amendement n° 104 de M. Edmond Alphandery : suppression du paragraphe 1 de l'article 69 concernant l'impôt sur le revenu ; rejeté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11640) : handicap de l'agriculture des DOM ; espoir suscité par la loi d'orientation agricole ; effort accompli pour l'agriculture dans les DOM ; nécessité d'une application de la loi. **Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Article 32** (p. 12108) : retire son amendement n° 347 : modalités d'application du projet dans les DOM-TOM. **Article 33** (p. 12109) : retire son amendement de suppression de l'article 33 n° 348 ; (p. 12109) : son amendement n° 469 : application du projet de loi dans les DOM-TOM ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 908) : départements d'outre-mer ; (p. 909) : inégalité entre les familles nombreuses de différentes catégories sociales ; revenu minimum familial ; cas des non-salariés ; non-application de l'allocation postnatale et du revenu minimum familial aux départements d'outre-mer. **Discussion des articles** [27 mai 1980]. **Après l'Article 21** (p. 1306) : son intervention lue par M. Jean Fontaine ; application du revenu minimum familial dans les DOM ; critère d'activités. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article 23** (p. 2322) : application de la loi dans les départements d'outre-mer.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1157) : augmentation de l'aide financière de la communauté ; droits de l'homme ; système Stabex ; situation des DOM et concurrence des pays ACP ; clauses de sauvegarde ; protocoles relatifs au sucre et au rhum ; (p. 1158) : projet de règlement portant organisation des marchés de l'alcool ; action subversive dans les DOM.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11

juin 1980 (p. 1717) : situation politique à la Réunion ; statut départemental ; système de financement du logement ; structures administratives des DOM et rôle du secrétariat d'Etat ; thèses du parti communiste réunionnais ; autodétermination et autonomie ; (p. 1718) : situation sociale à la Réunion ; indemnisation du chômage ; départementalisation économique ; production sucrière ; plan d'aménagement des Hauts ; plan de développement de l'hydraulique agricole ; exploitation de la mer ; problème de l'éloignement ; (p. 1719) : cyclone Hyacinthe.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Recherche. Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 2980) : problème de la recherche dans le département de la Réunion ; insuffisance de la recherche agricole ; souhaite l'installation à la Réunion d'une antenne de l'INRA.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3112) : retard considérable du département de la Réunion dans le domaine de l'éducation.

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3159) : chômage à la Réunion ; nécessité d'augmenter l'effectif du personnel de l'ANPE à la Réunion.

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3218) : diminution du budget du secrétariat d'Etat ; restriction apportée à l'application des lois sociales ; critères d'activité pour l'ouverture des droits aux prestations familiales ; non-application de l'allocation spéciale de vieillesse ; augmentation du chômage ; structures d'accueil des migrants ; tarifs aériens ; plan d'aménagement des Hauts à la Réunion ; incitation aux investissements productifs ; (p. 3219) : nécessité de l'extension du port de la Pointe-des-Galets ; solidarité nationale à la suite du passage du cyclone Hyacinthe ; bilan positif de la départementalisation.

Economie et budget. — I. Charges communes. Examen des crédits [3 novembre 1980]. **Titre IV** (p. 3425) : son amendement n° 102 : réduction de crédits pour attirer l'attention du Gouvernement sur la situation des ex-fermiers de la société professionnelle agricole de la Sakay à Madagascar ; retiré.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3847) : politique énergétique à la Réunion ; problème du stock des produits pétroliers ; problème de l'alimentation en électricité ; utilisation de la bagasse et de la canne à sucre ; géothermie.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Article 19** (p. 3905) : amendement n° 156 de M. Daniel Goulet ; compensation pour les quotidiens dans les DOM.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3974) : problèmes de la Réunion ; extension du port de la Pointe-des-Galets ; (p. 3975) : coût du transport maritime ; tarifs aériens ; pêche dans les mers australes.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4056) : conditions d'ouverture des droits aux prestations familiales dans les DOM ; non-application aux DOM du décret instituant l'allocation spéciale vieillesse.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** (n° 2016). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4233) : obtenir l'appellation d'origine pour certains rhums ; augmenter la production et la commercialisation du rhum en provenance des DOM ; danger du protocole du rhum de la dernière convention de Lomé ; surveillance des importations de rhum en provenance des pays ACP. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4237) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi : avis des conseils généraux des DOM.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979, instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 2095). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4525) : évolution de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation ; extension de la dotation globale de fonctionnement à Mayotte ; majoration de la population des DOM pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ; (p. 4526) : faiblesse des budgets départementaux et communaux de l'outre-mer ; maintien de l'octroi de mer.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 1600). **Lettre rectificative** (n° 2098). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4662) : son amendement n° 108 corrigé : extension à Mayotte et non aux TOM du régime d'aide à l'investissement applicable dans les DOM ; extension de la déduction aux sommes investies dans le tourisme et dans les exploitations forestières ; réservé (p. 4663) : problème de l'emploi dans les DOM ; [5 décembre 1980] :

Après l'Article 16 (p. 4678) : son amendement n° 108, deuxième rectification, précédemment réservé : possibilité pour les sociétés et les contribuables salariés ou non salariés non assujettis à un régime réel d'imposition de déduire de leur revenu imposable de l'année une somme égale au montant de leur souscription effectuée au cours de la même année au capital des sociétés à développement régional des DOM ; adopté avec modification. **Après l'Article 20** (p. 4682) : son amendement n° 93 : permettant à la fédération nationale de la mutualité française de siéger avec voix consultative au conseil d'administration des caisses générales de sécurité sociale des DOM ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4943) : baisse du revenu agricole en 1980 ; application des aides prévues par le projet aux agriculteurs des DOM ; problèmes agricoles à la Réunion ; effet du cyclone Hyacinthe ; difficultés des producteurs de géraniums ; nécessité de renforcer les actions en faveur du secteur de la vanille et de celui des fruits et légumes ; prise en charge des intérêts de certains prêts ; organisation des marchés des fruits et légumes.

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
(3e *circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978].

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Président du groupe communiste [*J.O.* du 13 février 1981] (p. 546), [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 923).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues tendant à l'aménagement de la Loire (n° 1541) [22 mai 1980] (p. 1243).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges commerciaux** avec les trois pays candidats à l'élargissement de la CEE (n° **325**) [6 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **assimiler à des périodes d'assurance vieillesse les périodes d'incapacité de travail pendant lesquelles les pensionnés militaires d'invalidité ont bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux ou de certaines allocations spéciales** (n° **1003**) [24 avril 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête pour déterminer les personnes physiques ou morales françaises ayant reçu des fonds de la République fédérale d'Allemagne à l'occasion de la campagne menée par ce pays sur les interdits professionnels** (n° **1118**) [7 juin 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête et de contrôle chargée de rechercher les causes d'incendie qui ravagent la forêt méditerranéenne et de déterminer les mesures efficaces à sa protection et sa rénovation** (n° **1281**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer l'importance des achats de propriétés foncières et immobilières par des ressortissants étrangers, d'en rechercher les causes et de proposer des mesures efficaces de protection de cette partie du patrimoine national** (n° **1291**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête **sur la spéculation sur le marché de l'or de Paris, les moyens d'y mettre fin et les mesures de protection à prendre en faveur des petits porteurs** (n° **1568**) [9 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à alléger **l'impôt sur le revenu des contribuables modestes** et à ramener au taux zéro **la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité** en taxant les grandes sociétés, les profits spéculatifs des compagnies pétrolières et les hauts revenus (n° **1626**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** pour la **famille**, « Bien-être, Dignité, Liberté » (n° **1844**) [25 juin 1980].

— **Demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée** (n° **2265**) [2 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à la lutte contre le fléau de la **drogue** par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour démanteler le trafic et réprimer les trafiquants (n° **2287**) [3 avril 1981].

— **Demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée** (n° **2309**) [15 mai 1981).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Reclassement des travailleurs de l'entreprise Amisol de Clermont-Ferrand** [31 mai 1978] (p. 2289, 2290) : problèmes posés aux employés licenciés de l'entreprise Amisol par la maladie professionnelle et le chômage.

— **Politique énergétique du Gouvernement** [20 décembre 1978] (p. 9748) : imprévoyance du Gouvernement dans sa politique énergétique du « tout nucléaire » ; nécessité de construire des centrales thermiques.

— **Déclaration d'un porte-parole du département d'Etat à l'égard du parti communiste français** [16 mai 1979] (p. 3853) : mise en doute, dans une déclaration officielle, par le porte-parole du département d'Etat américain, de l' « attachement des communistes français aux pratiques démocratiques » ; silence du Premier ministre.

— **Propagande du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans les pays du marché commun** [30 mai 1979] (p. 4358) : crédits importants débloqués depuis 1972 par la R.F.A. pour une campagne de propagande à travers les pays du marché commun pour atténuer les effets des « interdits professionnels ».

— **Fermeture de la verrerie de Souvigny (Allier)** [19 décembre 1979] (p. 12310) : quels moyens le Gouvernement emploiera-t-il pour empêcher cette fermeture ?

— **Position du conseil européen en matière agricole** [30 avril 1980] (p. 853) : prix agricoles ; contribution financière britannique ; mesures nationales pour maintenir le revenu agricole ; (p. 854) : exclusion de la Grande-Bretagne de la communauté ; danger de l'élargissement de la communauté.

— **Condamnation du journal de la section communiste de l'entreprise Michelin** [19 novembre 1980] (p. 4156) : atteinte à la liberté de la presse ; poursuites intentées contre le journal *Le Monde.*

• *questions orales sans débat :*

— (n° **14121**) : **Prix agricoles** [6 avril 1979] (p. 2413, 2414, 2415) : problèmes actuels des revenus agricoles français à l'intérieur du marché commun ; nécessité d'une augmentation des prix agricoles supérieure au taux d'inflation, de la suppression des montants compensatoires monétaires et de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; refus de tout projet d'élargissement de la communauté.

— (n° **3022**) : **Producteurs de porcs et de moutons** [16 juin 1978] (p. 3094, 3095, 3096) : insuffisance des décisions gouvernementales en ce qui concerne le porc ; suppression des montants compensatoires ; revalorisation des prix ; relance de la production porcine ; renforcer la protection de la production ovine ; soutien du parti communiste aux éleveurs.

— (n° **30623**) : **Sécurité sociale** [12 mai 1980] (p. 989) : allégement de la contribution des entreprises au financement de la sécurité sociale ; coûts salariaux en France ; hausse des cotisations salariales ; (p. 990) : compression des dépenses des établissements hospitaliers ; profils médicaux ; enveloppe globale ; conventions médicales ; contrôle des arrêts de maladie ; chômage ; accidents du travail ; charges indues ; déplafonnement des cotisations ; prix pharmaceutiques ; institution du ticket modérateur d'ordre public ; proposition de loi Berger ; rapport « vieillir demain » ; (p. 992) : bénéfices des grands groupes.

— (n° **39098**) : **Gisement polymétallique d'Echassières** [28 novembre 1980] (p. 4504, 4505) : avis du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ; exploitation du lithium ; nouvelles utilisations de ce métal ; possibilité d'exportation ; chômage dans l'Allier ; manifestations organisées pour l'exploitation immédiate de ce gisement.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Explications de vote** [20 avril 1978] (p. 1272) : l'absence de changements significatifs dans la politique du Gouvernement ; l'aspiration au renouveau exprimée par les élections ; la politique d'austérité ; le groupe communiste, force de dialogue et de proposition ; (p. 1273) : le refus de la confiance par le groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [23 mai 1978] (p. 1939, 1940) : ordre du jour : organisation d'un débat sur la politique française en Afrique en particulier au Zaïre.

— **Rappel au règlement** [11 octobre 1978] (p. 5934) : proteste contre l'attitude des membres du Gouvernement dans leurs réponses lors des séances de questions et contre l'information partiale qu'en donnent les stations de radio et de télévision nationales ou sous contrôle de l'Etat.

— **Rappel au règlement** [2 novembre 1978] (p. 6894) : protestation contre la publication des déclarations de Darquier de Pellepoix et la campagne de réhabilitation du nazisme ; demande l'extradition de Darquier de Pellepoix.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Après l'Article 25** (p. 6165) : son amendement n° 76 par M. Jacques Chaminade : création d'une taxe sur les achats de terres effectués par des sociétés françaises ou étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire ; nécessité de dégager les moyens d'une meilleure protection sociale des agriculteurs ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Première lecture. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7216) : diminution des dépenses d'équipement ; soumission du Gouvernement français à la volonté du Gouvernement allemand ; abandon des principes fondamentaux du marché commun ; préférence communautaire, solidarité financière, unicité des prix agricoles ; aggravation de la situation en raison de l'élargissement de la Communauté économique européenne ; (p. 7127) : choix fait par le Gouvernement de ne conserver que les secteurs compétitifs entraîne l'abandon de régions entières ; proposition de loi-cadre du groupe communiste ; établissement d'une garantie de revenus décents, organisation des marchés, abandon des projets d'élargissement de la CEE ; mesures en faveur des exploitations familiales ; modification des modalités du crédit agricole ; amélioration de la protection sociale de la famille paysanne ; création d'une caisse de calamités agricoles ; développement des équipements collectifs ; mise en œuvre d'une nouvelle politique de la montagne et des zones défavorisées ; (p. 7232) : distorsions monétaires intracommunautaires et nécessité du démembrement des montants compensatoires. **Examen des crédits** [8 novembre 1978] (p. 7281). **Etat B - Titre IV :** maintien par le groupe communiste de l'amendement n° 310 de M. François Leizour ; souhaite que l'Assemblée fasse exigence impérative au Gouvernement d'imposer le démantèlement des montants compensatoires pour tous les produits.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9576) : extrême danger de l'élargissement ; marché commun dominé par les forces de la finance ; politique communautaire aboutissant à la fermeture des mines de charbon, au démantèlement de la sidérurgie, à la liquidation des industries textiles ; diminution du pouvoir d'achat des paysans ; montants compensatoires ; entorses à la règle de préférence communautaire ; nouveau système monétaire européen dominé par le deutsche Mark ; accentuation des déséquilibres entre le sud et le nord de l'Europe au détriment du sud provoqué par l'élargissement ; élargissement ayant pour conséquence l'accroissement du chômage ; (p. 9577) : accroissement des pressions sur les conditions sociales des travailleurs ; renforcement du poids de l'Allemagne ; glissement vers la supranationalité ; pouvoirs nouveaux confiés à l'Assemblée européenne par l'élection au suffrage universel ; risques d'étouffement de la culture nationale et de l'indépendance militaire ; inanité des justifications données à l'élargissement ; appui du parti communiste aux forces démocratiques des pays candidats ; véritable raison du Gouvernement : répondre aux objectifs des multinationales à base européenne, accentuer le caractère supranational du marché commun ; (p. 9578) : Europe des travailleurs souhaitée par les communistes ; bilan négatif du marché commun ; détérioration des échanges avec les pays du marché commun ; combat mené par les communistes pour faire échec à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans la communauté économique européenne.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1804) : vote hostile du groupe communiste sur la proposition de création d'une commission d'enquête sur l'emploi ; décision du groupe communiste de ne pas participer à la discussion des amendements.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2232) : oppose la question préalable ; projet visant à élargir les possibilités de mainmise du capital privé sur notre approvisionnement en énergie ; passage dans les années 1970 du « tout au pétrole » au « tout au nucléaire » pour satisfaire les multinationales ; politique gouvernementale aboutissant à un gaspillage du potentiel national de res-

sources énergétiques et du potentiel scientifique (p. 2233) : opposition des communistes à un moratoire nucléaire ; nécessité de développer le potentiel de recherches d'EDF et du CEA ; demande la nationalisation des groupes impliqués dans le programme nucléaire ; demande la mise en place de comités régionaux de sécurité et d'information ; souhaite le développement et la mise en œuvre des technologies françaises en matière nucléaire et s'oppose à l'intégration européenne ; nécessité d'une politique d'approvisionnement pétrolier déliée du carcan des sociétés du cartel ; malfaisance de la politique charbonnière européenne ; (p. 2234) : charbon et énergies nouvelles négligés parce que n'intéressant pas les grands monopoles ; (p. 2235) : question préalable rejetée au scrutin public. **Discussion des articles** [10 avril 1979]. **Après l'Article premier** (p. 2465) : son sous-amendement n° 70 soutenu par M. Roger Gouhier à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : limitation de l'application de l'amendement n° 42 de la commission aux installations calogènes ; rejeté.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979]. **Rappel au règlement** (p. 3180) : absence des signataires de la proposition dans l'hémicycle ; objet des interventions des députés communistes correspondant à celui du débat ; (p. 8185) : offensive du pouvoir contre les droits démocratiques ; (p. 3186) : plan concerté d'agression contre les libertés en France visant le droit au travail, le droit de manifestation, la liberté d'affichage d'opinion et les droits des assemblées élues ; atteinte aux libertés s'inscrivant dans le cadre de la politique d'intégration européenne.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4934) : **soutient la question préalable de M. Robert Ballanger ;** aggravation de la crise par le VII^e Plan ; augmentation de la population active, atout de la France ; objectif du VIII^e Plan : rechercher pour un petit nombre de firmes multinationales les moyens de sauver leurs profits ; réfute les arguments tirés de la concurrence des pays en voie de développement et de la hausse du prix du pétrole ; (p. 4935) : pas d'objectif de croissance pour les cinq prochaines années dans le VIII^e Plan ; politique d'abandon national dans le domaine de l'énergie ; démantèlement de la production de charbon ; pénurie d'électricité ; organisation du chômage comme une arme contre les travailleurs ; refus du Gouvernement d'abaisser la durée du travail à trente-cinq heures sans diminution de salaire ; augmentation record des profits et stagnation des investissements en 1978 ; attaque contre la sécurité sociale ; (p. 4936) : politique de déclin de la recherche ; élimination des exploitants agricoles familiaux ; propositions communistes ; croissance nouvelle fondée sur la satisfaction des besoins sociaux et nationaux, indépendance nationale, développement de la démocratie et des libertés ; question préalable rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1979]. **Article 25** (p. 8712) : **rappel au règlement :** estime impossible de passer à l'examen de la deuxième partie de la loi de finances avant que l'Assemblée ne se soit prononcée sur les nouvelles propositions qui doivent lui être faites par le Gouvernement.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9609) : stagnation des crédits ; loi d'orientation agricole ayant pour effet d'accélérer la disparition des petites exploitations ; diminution des crédits de bonification ; mise en place d'une division du travail internationale ; acceptation du règlement européen ovin ; (p. 910) : distorsions entre les divers producteurs agricoles de la communauté ; problème posé par l'élargissement de la communauté ; son hostilité au projet de règlement européen ovin et à toute augmentation de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; la proposition de loi-cadre du groupe communiste ; (p. 9631) : demande au ministre de s'engager à exercer le droit de veto de la France à l'encontre de la décision de diminution des dépenses du FEOGA.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] p. 10437) : aggravation des conditions de vie des familles ; problèmes des familles rurales ; insécurité pour les familles due au chômage ; mauvaises conditions de logement ; fiscalité frappant lourdement les familles ; absence de formation donnée aux jeunes ; démantèlement de la sécurité sociale ; (p. 10438) : profits des grandes firmes ; caractère préoccupant de la natalité ; nécessité d'améliorer le niveau et les conditions de vie des familles, de stopper la dévalorisation des prestations familiales, d'établir l'égalité fiscale ; nécessité de verser des prestations sociales aux familles victimes du chômage ; (p. 10439) : nécessité de créer les conditions permettant aux couples de

décider librement de leur style de vie et du nombre de leurs enfants et d'élever la contribution de la société et de l'Etat à l'éducation de l'enfant ; demande l'institution d'une prime mensuelle de 200 F pour les enfants de chômeurs.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Avant l'article 22** (*suite*) (p. 12062) : son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : information du demandeur sur la situation personnelle du preneur en place ; soutenu par M. Claude Wargnies, adopté. **Seconde délibération. Article 21** *bis* (p. 12110) : s'oppose à l'amendement n° 3 du Gouvernement. **Explications de vote** (p. 12112) : accélération de la disparition des petits et moyens exploitants et de l'exode rural ; intégration de l'agriculture à un secteur dominé par les grandes sociétés alimentaires.

— **Rappel au règlement** [28 décembre 1979] (p. 12616, 12617) : caractère anticonstitutionnel et illégal du deuxième alinéa de la loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants ; saisine du Conseil constitutionnel par le groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1560**). **Première lecture. Discussion générale** [7 janvier 1980] (p. 3) : **oppose la question préalable** : manœuvre politicienne du RPR ; usage abusif de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution conduisant au transfert du pouvoir législatif au Président de la République et au Gouvernement ; nouveau projet de budget fondé sur des hypothèses économiques erronées ; (p. 4) : dénonce le prélèvement de la facture pétrolière sur les travailleurs et non sur les entreprises ; budget aggravant les inégalités fiscales ; propositions communistes pour une politique de l'énergie et de l'emploi ; nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et des familles ; (p. 5) : demande une réduction de la pression fiscale et la confiscation des plus-values sur stocks réalisées par les compagnies pétrolières ; question préalable rejetée par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement et débat sur l'accord réalisé le 30 mai au sein du conseil des communautés européennes** (n° **1774**). **Discussion** [4 juin 1980] (p. 1527) : prix agricoles ; taxe de coresponsabilité ; (p. 1528) : règlement ovin ; contribution britannique ; politique agricole commune ; indépendance alimentaire de la France; élargissement du marché commun.

— **Demande de suspension de séance** [4 juin 1980] (p. 1540) : demande une suspension de séance en signe de protestation contre la capitulation du Gouvernement à Bruxelles ; rejetée par scrutin publique.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2694) : attaque du Gouvernement contre le secteur public et les entreprises nationalisées ; dénationalisation ; atteinte portée à la notion de service public : régie des tabacs, réforme institutionnelle du crédit agricole, SNCF, PTT ; (p. 2695) : résistance des travailleurs ; nationaliser l'ensemble du système bancaire et financier et les grandes entreprises.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3628) : régression des dépenses destinées à l'agriculture ; diminution du revenu agricole ; élimination de la petite exploitation individuelle et exode rural ; augmentation des cotisations sociales ; difficultés d'installation des jeunes agriculteurs ; (p. 3629) : prêts bonifiés ; élargissement de la communauté ; injustice de la taxe de coresponsabilité ; propositions communistes en matière agricole. **Explications de vote** [18 novembre 1980] (p. 4147) : coupure entre la réalité du pays et la présentation qu'en fait le pouvoir giscardien ; budget d'aggravation de la crise ; augmentation des profits et diminution des investissements ; augmentation du chômage ; rejet de toutes les propositions de l'opposition ; déclin du Parlement ; rejet arbitraire d'amendements communistes par le président de la commission des finances ; (p. 4148) : nécessité de réformer la procédure budgétaire ; souhaite la discussion, au printemps, d'un projet de loi d'orientation budgétaire fixant les grandes lignes de la loi de finances et les équilibres.

LALUMIÈRE (Catherine)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la

fonction publique et des réformes administratives (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

LANCIEN (Yves)

Député de Paris
(15e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3508), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à une réforme du service national (n° 1843) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **service national** (n° **1818**) [19 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 67) tendant à l'extension du service national par l'**institution d'un service civil** (n° **1819**) [19 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 330) portant **modifications du code du service national** pour ce qui concerne le service militaire (n° **1820**) [19 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 539) tendant à la **création d'une commission chargée de proposer les mesures indispensables à la réforme du service national** (n° **1821**) [19 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 856) tendant à instaurer un **statut démocratique du soldat et du marin** (n° **1822**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à une réforme du **service national** (n° **1843**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les propositions de loi (n° 599) instituant un **report complémentaire d'incorporation** en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L 10 du code du service national ; (n° 670) tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° **2182**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Evasions de criminels** [10 mai 1978] (p. 1561, 1562) : évasion de Mesrine ; sanctions à prendre ; mesures à envisager pour éviter le retour de pareilles « bavures ».

— **Immunité des membres de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes** [29 octobre 1980] (p. 3255) : interprétation de la cour de justice ; notion de session annuelle permanente ; immunité plus étendue que celle des parlementaires français ; interdire le cumul entre le mandat européen et tout autre mandat national.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **9285**) : **Logement** [1er décembre 1978] (p. 8662, 8663) : prix élevé du terrain à Paris ; départ vers la banlieue des couches de population les plus modestes ; nécessité dans les villes d'un logement social intermédiaire entre les HLM et les appartements à loyer libre.

— (n° **14632**) : **Action d'officiers français au Tchad** [6 avril 1979] (p. 2426) : la relation par un quotidien parisien d'une intervention, à l'insu de leur chef, de militaires français dans le récent conflit du Tchad est-elle fondée ?

Suppléant de M. Jean-Pierre Delalande :

— (n° **14633**) : **Partage de la pension de réversion entre la veuve et la femme divorcée** [6 avril 1979] (p. 2427) : insuffisance de la protection des droits des veuves par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative au partage des pensions de réversion entre épouses divorcées et veuves.

Suppléé par M. Arthur Dehaine :

— (n° **13365**) : **Eclairage des automobiles** [7 décembre 1979] (p. 11480).

— (n° **40214**) : **Locaux du lycée technique Louis-Lumière de Paris** [19 décembre 1980] (p. 5092) : échec de nombreux projets de réinstallation ; dissémination de cet établissement dans Paris ; sa préférence pour la réalisation du projet à Paris ; possibilité d'une nouvelle implantation rue de Châtillon dans le quatorzième arrondissement.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2995) : indépendance nationale fondée sur la capacité de défense mais aussi sur l'approvisionnement énergétique, la recherche et le développement de la production ; constitution prioritaire de la force nucléaire de dissuasion aux dépens des possibilités budgétaires des autres chapitres ; s'interroge sur les missions futures de l'armée française ; menaces venant essentiellement de l'Est ; ses doutes sur le « parapluie » nucléaire américain et sur la détermination des autres pays européens ; approuve le revirement de l'opposition en faveur de la force de dissuasion ; hypothèses de conflit : agression nucléaire stratégique généralisée, contournement par l'Afrique, affrontements conventionnels en Europe assortis ou non de la mise en œuvre d'armes nucléaires tactiques ; (p. 2996) : vulnérabilité de la force nucléaire tactique ; place essentielle des sous-marins nucléaires dans la force nucléaire stratégique ; problème du sixième sous-marin nucléaire et de la fusée à têtes multiples M 4.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7520) : problème du paiement de l'indemnité de responsabilité consentie aux chefs d'établissement de second degré ; problème de la création d'un corps unique des chefs d'établissement du second degré.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° **1305**). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7647) : changement de l'indice de référence pour le budget de la défense ; l'accroissement des menaces extérieures justifie une augmentation du budget de la défense ; le précédent de 1939 ; nécessité de préserver la force de riposte en second ; réduction possible des effectifs du corps de bataille aéroterrestre ; (p. 7648) : efficacité des forces d'intervention extérieures mais nécessité d'un avion gros porteur ; souhaite que le Parlement soit associé aux véritables choix stratégiques pour les années 1990.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9460) : nouvelle croissance de la part des crédits affectés à la défense ; nécessité de la défense nationale dans la situation internationale actuelle ; danger d'un déséquilibre marqué entre les deux camps en présence en Europe et nécessité d'un renforcement de l'effort français de dissuasion ; approuve la décision du Gouvernement de refuser toute participation de la France à une éventuelle négociation Salt 3 ; souhaite le développement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et des plates-formes mobiles plutôt que celui des missiles du plateau d'Albion.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3056) : nécessité de tirer la leçon des années d'avant 1939 et de dépasser les objectifs de la loi de programmation de 1976 ; risques d'un conflit en Europe, d'une rupture des approvisionnements et d'une combinaison du terrorisme et de la subversion ; force de dissuasion à la limite de la crédibilité ; moyens insuffisants des forces d'intervention extérieure ; défense civile négligée ; nécessité de remettre en cause le service militaire de douze mois.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3509) : vocation artistique de la rue de la Gaîté dans le quatorzième arrondissement de Paris ; occupation illégale d'un ancien atelier de menuiserie par un petit groupe de sculpteurs.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 4002) : difficultés des exploitants d'auto-école ; interdiction, pour eux, d'utiliser des véhicules de type utilitaire soumis au taux normal de TVA pour le passage de l'examen ; expérience de l'utilisation obligatoire des feux de croisement en agglomération.

LANG (Jack)

Ministre de la culture.

NOMINATIONS

Ministre de la culture (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre de la culture (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

LATAILLADE (Pierre)

Député de la Gironde
(7e circonscription)
(RPR).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de l'éducation [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1442).

Fin, le 11 décembre 1980, de sa mission temporaire [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 4839).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2973).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter la **loi n° 66-537** du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales par la création de **« sociétés d'actionnariat salarié »** (SAS) (n° **328**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** d'orientation sur **l'enseignement de l'histoire** (n° **1858**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Ostréiculteurs dans le bassin d'Arcachon** [16 avril 1980] (p. 426).

• *question orale sans débat :*

— (n° **31905**) : **Scolarisation des enfants français de l'étranger** [20 juin 1980] (p. 2009) : carte de l'enseignement français à l'étranger ; enseignement par correspondance.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7514) : création d'emplois provenant davantage de transformations que d'ouvertures de postes ; situation défavorisée de la catégorie des certifiés au sein des personnels de l'éducation ; difficulté d'orientation à partir de la classe de cinquième et développement de l'apprentissage ; souhaite que la préparation au CAP s'étende sur trois ans ; nécessaire mise en valeur de l'audiovisuel dans l'enseignement des langues vivantes.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9300) : propose une modification de l'amendement n° 86 de la commission : prise en compte du nombre d'élèves domiciliés dans la commune jusqu'à l'âge final de la scolarité obligatoire ; (p. 9301) : se rallie à la modification proposée par M. Albert Denvers à l'amendement n° 86 de la commission. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9304) : nécessité de rendre obligatoire le taux de 30 % des ressources affectées aux concours particuliers ; nécessité de revoir la finalité du FAL (fonds d'action locale).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10804) : non-respect de la volonté du législateur de 1975 qui a souhaité élaborer une loi dissuasive et protectrice ; loi de 1975 faisant de la femme l'objet d'un nouveau langage méprisant ; refus des services ministériels de définir des critères de détresse ou de nécessité ; impossibilité de définir l'avortement comme un acte qui ne porte pas atteinte à la vie.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Explications de vote** (p. 413) : vote favorable du groupe RPR.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 623) : évolution du monde industriel ; remède à la dépendance économique ; (p. 624) : dépendance des travailleurs dans les régimes communistes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3081) : réformes trop nombreuses ; (p. 3082) : politique de qualité et d'ouverture ; rapport de l'enseignement avec les réalités économiques, techniques et scientifiques ; suppression d'emplois ; redistribution du personnel enseignant ; suppression des postes de surveillants ; réduction du personnel de service ; formation continue des enseignants ; évolution démographique permettant une amélioration des conditions d'enseignement ; renforcer les moyens de remplacement ; scolarisation des jeunes Français à l'étranger ; problème des municipalités accueillant des élèves venant d'autres communes ; (p. 3083) : diminution des crédits de fonctionnement et d'investissement ; ouverture de l'école sur la vie et sur l'entreprise ; lutte contre le chômage ; (p. 3084) : critique de la globalisation des méthodes et des mathématiques modernes ; dévaluation des diplômes.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3679) : application de la loi sur l'enseignement agricole privé ; retard des agréments ; disparités régionales ; (p. 3680) : taxe sur le défrichement ; nécessité d'en exonérer les agriculteurs des Landes.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3996) : problème du regroupement à Arcachon de l'administration des affaires maritimes du quartier d'Arcachon et du service des ponts et chaussées maritimes ; liaison routière entre le bassin d'Arcachon et Bordeaux.

LAURAIN (Jean)

Député de la Moselle
(*1re circonscription*)
(*S*).
Ministre des anciens combattants.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [22 juin 1978] (p. 3343, 3344).

NOMINATIONS

Ministre des anciens combattants (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de ministre des anciens combattants (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle [29 juin 1978] (p. 3652).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la réduction du temps de travail hebdomadaire (n° 1546) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à inclure la langue internationale espéranto dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur comme langue à option (n° 1550) [10 avril 1980] (p. 296).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi instituant une assurance veuvage (n° 1734) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à établir un statut des travailleurs frontaliers (n° 1900) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Mitterrand relative au développement démocratique des activités physiques et sportives (n° 1903) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**extension à l'Alsace et à la Moselle des dispositions de la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 portant réforme des conseils de prud'hommes** (n° **1448**) [5 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 878) **relative à la réévaluation des prestations contributives et non contributives de vieillesse** (n° **1486**) [13 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à la **réduction du temps de travail hebdomadaire** (n° **1546**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à inclure la **langue internationale espéranto dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur comme langue à option** (n° **1550**) [20 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1546), tendant à la **réduction du temps de travail hebdomadaire** (n° **1809**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à établir un statut des **travailleurs frontaliers** (n° **1900**) [30 juin 1980].

— **Proposition de loi** relative au droit d'usage des **eaux** d'exhaure du **bassin ferrifère lorrain** (n° **1901**) [30 juin 1980].

— **Proposition de loi** portant création de **sidérurgie** en France (n° **2220**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Ecole des beaux-arts de Metz** [17 mai 1978] (p. 1764) : problème national des écoles des beaux-arts.

— **Survie de la centrale sidérurgique de Richemont (Moselle)** [25 octobre 1978] (p. 6629) : respect du libre exercice du droit de grève ; mise en place d'un plan de reclassement pour les travailleurs licenciés.

— **Semaine de trente-cinq heures** [23 mai 1979] (p. 4127) : la semaine de trente-cinq heures sans perte de salaire, remède contre le chômage et revendication du parlement européen ; quand sera publiée l'étude faite sur le coût économique de cette semaine de trente-cinq heures et quand engagera-t-on des négociations avec les travailleurs à ce sujet ?

— **Proclamation des résultats des élections européennes** [20 juin 1979] (p. 5337) : raisons de la non-proclamation des résultats des élections européennes du 10 juin, malgré obligation légale.

— **Fermetures de classes** [23 avril 1980] (p. 636) : nécessité d'un collectif budgétaire.

• *question orale avec débat de :*

— **M. Antoine Porcu** (n° **549**) : **Sidérurgie française** [28 avril 1978] (p. 1449) : le système capitaliste responsable du démantèlement de la sidérurgie lorraine ; solutions proposées

par les socialistes ; recensement des besoins et planification ; restructuration par la nationalisation.

• *question orale sans débat :*

— (n° **36467**) : **Industrie sidérurgique** [10 octobre 1980] (p. 2672, 2673) : aggravation de la situation de l'emploi dans la sidérurgie française et particulièrement en Lorraine à la suite de l'application de l'état de crise manifeste ; responsabilité du Gouvernement ; plan Davignon ; étude du marché de l'acier sur le plan national et sur le plan international ; instaurer un véritable contrôle public de la sidérurgie ; satisfaire la revendication syndicale de réduction du temps de travail pour créer des emplois.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 avril 1978]. **Article 2 : Articles L 930-1, L 930-1-1 du code du travail** (p. 1424) : le lien entre formation permanente et vie associative ; son amendement tendant à permettre aux stages de formation d'avoir pour but l'ouverture à la vie sociale ; (p. 1425) : la dimension culturelle du congé de formation ; l'insuffisance des congés cadres-jeunesse prévus par la loi du 29 décembre 1961 ; l'absence d'incidence financière de son amendement ; la nécessité d'assurer les moyens de développement de la vie associative ; (p. 1426) : soutient son amendement n° 61 ainsi que l'amendement identique n° 20 de M. Antoine Gissinger : possibilité pour les congés de formation d'avoir pour but l'ouverture à la vie sociale ; adoptés.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1831) : le musée de l'automobile Schlumpf à Mulhouse ; le classement de la collection Schlumpf.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2011) : économies réalisées grâce à la prévention ; « révolution culturelle » qu'elle implique ; propositions socialistes relatives à la prévention : protection maternelle et infantile, conditions de vie et de travail (prévention des accidents du travail) ; (p. 2012) : éducation sanitaire ; insuffisance des effectifs de la médecine scolaire ; révision des programmes scolaires ; information du public ; création de centres de santé intégrés dans les communes.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du code du travail relative aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 51-11-1 du code du travail** (p. 5672) : inscrit sur l'article : statut local des conseils de prud'hommes en Alsace et en Moselle en retrait par rapport au projet sur deux points : présidence assurée par un juge et non par les salariés et les employeurs et prise en charge des frais de gestion par les communes et non par l'Etat; (p. 5673) : son amendement n° 270 : extension aux départements d'Alsace et de Moselle des règles de fonctionnement applicables à tous les conseils de prud'hommes ; rejeté ; (p. 5674) : son amendement n° 271 : suppression de la prise en charge par les collectivités locales des dépenses des conseils de prud'hommes d'Alsace et de Moselle ; devient sans objet.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978] (p. 5869) : drame de la Lorraine ; plan de liquidation et de non-sauvetage de la sidérurgie ; ressources naturelles et humaines de la Lorraine ; suppression de plus de 30.000 emplois de 1977 à 1980 ; répercussion sur les autres secteurs économiques et sur les finances des communes de la crise de la sidérurgie et des mines de fer ; projet gouvernemental se limitant à un simple mécanisme financier incapable de résoudre le problème du marché sidérurgique ; plan Davignon consacrant le démantèlement de la sidérurgie française ; (p. 5870) : plan de sauvetage de la Lorraine : sept points proposés par le groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6250) : effort de recherche, facteur essentiel du progrès économique et de l'indépendance nationale ; exemple de la sidérurgie ; manque de planification de la recherche en France ; dispersion des crédits de recherche dans tous les ministères ; diminution de la part consacrée à la recherche fondamentale ; nécessité d'une meilleure liaison entre activité de recherche et activité de production ; insuffisance des crédits accordés à la recherche en matière d'énergie solaire ; (p. 6251) : vote hostile du groupe socialiste sur le budget de la recherche.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7509) : alibi démographique pour une politique de recrutement malthusienne dans l'éducation ; baisse massive de

tous les types de recrutement ; maintien scandaleux du système de l'auxiliariat ; suppression des IPES ; sans réforme positive de la formation des maîtres.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7594) : développement de la vie associative en France ; rejet du budget par les organisations sportives ; progression de 16,32 % du budget ; nécessité de doubler les crédits de fonctionnement et d'appliquer effectivement la loi sur les congés cadres jeunesse ; augmentation nécessaire des postes d'animateurs professionnels ; désengagement de l'Etat investisseur ; souhaite l'élaboration d'un statut de l'élu social ; nécessité d'accorder un statut aux associations leur facilitant l'accès aux moyens d'information et leur donnant un nouveau régime pour leurs publications. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 8025) : son amendement n° 351 soutenu par M. Georges Lemoine : suppression des mesures nouvelles prévues en faveur des centres d'information et de documentation pour la jeunesse ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 14** (p. 8989) : soutient l'amendement n° 41 de M. Louis Mexandeau : suppression des crédits relatifs au transfert de l'université de Paris VIII-Vincennes ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9828) : hypocrisie des incitations à la recherche d'un emploi lorsqu'il n'y a pas d'emploi disponible ; le chômage « tare congénitale du système capitaliste » ; droit au travail ; exemple de la sidérurgie lorraine ; nécessité d'une politique industrielle s'appuyant sur une prise de contrôle de la sidérurgie par les pouvoirs publics ; maintien des emplois existants par la réduction du temps de travail sans perte de salaire ; politique de diversification industrielle ; suppression des heures supplémentaires ; (p. 9829) : dimension européenne de la revendication des 35 heures.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1701) : son scepticisme sur les résultats de la commission d'enquête sur l'emploi ; causes du chômage dans le département de la Moselle ; insuffisance des propositions sociales du Gouvernement concernant la Lorraine et absence de politique industrielle ; propositions industrielles du parti socialiste pour l'avenir de la sidérurgie ; (p. 1702) : nécessité d'un véritable plan acier européen ; dénonce la réduction injustifiée de la capacité de production des usines sidérurgiques françaises. **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979] (p. 1803) : amendement n° 7 se limitant à confier à la commission d'enquête l'étude des problèmes de la réduction de la durée du travail ; adoption par l'Assemblée européenne du principe de la semaine de 35 heures ; coût social et économique de la semaine de 35 heures inférieur au coût social du chômage actuel. **Explications de vote** (p. 1805) : incohérence de l'attitude du RPR vis-à-vis du Gouvernement ; vote hostile du groupe socialiste contre la création d'une commission d'enquête dépourvue de toute compétence.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8730) : chômage de nombreux auxiliaires ; (p. 8731) : exemple de l'académie de Nancy-Metz ; pas de résorption de l'auxiliariat ; insuffisance des créations de postes dans les lycées ; nécessité de développer les lycées d'enseignement professionnel ; résorption de l'auxiliariat rendue impossible du fait de la diminution des nombres de postes proposés aux concours de l'agrégation et du CAPES ; impossibilité de développer une pédagogie nouvelle sans accroissement des moyens en personnel et en matériel ; menace pesant sur les expériences pédagogiques : exemple de la Villeneuve à Grenoble et de Woippy en Moselle ; (p. 8732) : intérêt de la pédagogie Freinet ; vote hostile du groupe socialiste. **Examen des crédits** [22 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 8753) : s'oppose à l'amendement n° 295 de la commission des affaires culturelles qui redéploie les dépenses incompressibles.

Services du Premier ministre. — V. Recherche. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8899) : absence de politique cohérente et globale de la recherche ; stagnation du budget ; non-réalisation des objectifs du VII[e] Plan ; régression de l'emploi scientifique ; déclin de la part des recherches civiles au profit des crédits militaires de recherche ; absence de structure de coordination interministérielle ; (p. 8900) : non-réalisation de l'INREM ; diminution des crédits de l'IRSID ; souhaite une augmentation de la subvention de l'Etat ; la réforme des organismes de recherche ; orientation vers la recherche appliquée donnée au CNRS ; retard dans la réalisation du GANIL. **Examen des crédits** [24 octobre 1979] (p. 8908) : vote hostile du groupe socialiste sur les titres IV, V et VI.

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8940) : nécessité de réduire le temps de travail à 35 heures ; le précédent de 1936 s'explique par l'absence de volonté d'embauche de la part du patronat ; incertitude quant au coût économique de l'opération.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9118) : insuffisance de l'aide accordée aux associations de jeunesse et d'éducation populaire ; (p. 9119) : centres d'information et de documentation jeunesse privilégiés aux dépens des associations ; régression préoccupante des dépenses en capital. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9135) : son amendement n° 388 : réduction des crédits du centre d'information et de documentation de la jeunesse pour leur affectation au fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ; rejeté au scrutin public ; absence de création de postes pour le Fonjep en 1980 ; transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales ; nécessité de porter le taux de participation de l'Etat à 30.000 F par poste.

Industrie. Examen des crédits [5 novembre 1979]. **Etat C - Titre V** (p. 9398) : son amendement n° 402 : diminution des crédits du chapitre « études industrielles » ; rejeté ; cette réduction de crédits a pour objet d'affecter des moyens de financement à une étude sur la situation actuelle et l'avenir des produits sidérurgiques dans le marché mondial de l'acier ; liquidation de la sidérurgie française par le Gouvernement ; absence de modernisation des installations de Sacilor-Rombas ; (p. 9399) : le plan Davignon ; malthusianisme industriel de la France.

— Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (n° **1039**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12237) : contradiction entre l'économie libérale et la défense de l'environnement ; accepte la création d'une agence de l'atmosphère si celle-ci est dotée de moyens réels ; (p. 12238) : nécessité d'accorder une place suffisante aux associations de défense dans le conseil d'administration de l'agence ; souhaite que l'agence soit installée à Metz ; importance de la pollution atmosphérique dans le département de la Moselle.

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 864) **tendant à modifier l'article 8 du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux conseils d'administration des unions d'associations familiales** (n° **973**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1004) : réforme de la composition des conseils d'administration de l'UNAF et des UDAF ; fonctionnement de la vie associative ; autogestion ; constitutionnalité de l'article 8 ; rapport entre le pouvoir et les associations ; revendications de l'UNAF.

— Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) (n° **1731**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 juin 1980]. **Article premier** (p. 1603) : soutient l'amendement n° 10 de Mme Marie Jacq ; rejeté ; (p. 1604) : introduction de capitaux privés dans la SEITA.

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. Recherche. Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 2974) : insuffisance des efforts de recherche industrielle ; nécessité de mesures d'encouragement ; recherche sidérurgique et financement de l'IRSID (institut de recherche de la sidérurgie) ; rapport entre la recherche industrielle et la recherche universitaire ; difficultés de l'université de Metz.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3100) : revendications du personnel enseignant ; revalorisation indiciaire ; formation des instituteurs ; situation des maîtres auxiliaires ; plan de résorption de l'auxiliariat ; augmenter le nombre de places mises aux concours de recrutement CAPES et agrégation.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3720) : associations de jeunesse et d'éducation populaire ; fonds national pour le développement du sport ; situation du Fonjep ; insuffisance du nombre de créations de postes d'animateurs ; aides aux centres de vacances ; (p. 3721) : besoins en équipements sociaux et éducatifs ; charges financières assumées par les collectivités locales ; revendications exprimées par le comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) : allégement de la TVA, exonération de la taxe sur les salaires ; formation des animateurs bénévoles et professionnels ; proposition de loi socialiste sur la vie associative.

Industrie. Examen des crédits [13 novembre 1980]. **Titre VI** (p. 3865) : son amendement n° 191 : réduction des crédits affectés à l'aide au développement de la recherche industrielle par le canal de l'ANVAR en vue de l'accroissement de la contribution de l'Etat au budget de l'IRSID (institut de recherche de la sidérurgie) ; rejeté ; insuffisance des ressources

de l'IRSID ; nécessité d'un contrôle public sur l'IRSID.

Anciens combattants. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 3932) : amendement n° 192 : inscription au budget de l'Etat des fonds versés par l'Allemagne pour l'indemnisation des Français originaires d'Alsace et de Moselle incorporés de force dans l'armée allemande pendant la dernière guerre mondiale ; rejeté.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4063) : politique des prestations aux personnes âgées et aux handicapés adultes ; nécessité d'augmenter le taux de la pension de réversion et de revaloriser le minimum vieillesse et l'allocation aux adultes handicapés.

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1980]. **Article premier** (p. 5054) : son amendement n° 5 : indemnité de licenciement ; rejeté.

LAURENT (André)

Député du Nord
(6e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1995) : nécessité de réformes de structures de l'assurance maladie ; caractère inaliénable et sacré du droit à la santé ; limites de la notion de solidarité appliquée à l'assurance maladie ; insuffisance de l'approche financière des problèmes sociaux ; nécessité de réintégrer les handicapés dans la vie économique et sociale ; aspects administratifs du problème des handicapés ; (p. 1996) : service de l'allocation aux grands infirmes travailleurs et de l'allocation de tierce personne confiés à deux administrations différentes ; nombre insuffisant et composition critiquable des commissions d'orientation technique et de reclassement professionnel.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7519) : insuffisance des moyens pour les constructions et les personnels de l'enseignement technique ; inadaptation de l'enseignement technique à l'évolution économique ; (p. 7520) : politique gouvernementale abandonnant de plus en plus la formation professionnelle à l'entreprise ; son vote hostile sur le budget de l'éducation.

LAURENT (Paul)

Député de Paris
(29e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [8 juin 1978] (p. 2726).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** sur l'**organisation des transports en commun en région d'Ile-de-France** (n° **2139**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grève des machinistes de la RATP** [7 juin 1978] (p. 2599) : revendications des machinistes : reclassement, amélioration des conditions de travail.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6270) : insuffisance de l'augmentation des subventions de fonctionnement des théâtres nationaux : 8,9 % ; problème du théâtre de Chaillot ; progression des crédits de la décentralisation dramatique de 10 % ; augmentation des crédits de l'action culturelle de 7 % ; crise du cinéma français ; critique la taxe sur le théâtre pornographique ; (p. 6271) : abandon de la politique culturelle au profit et à la domination étrangère ; apport financier de l'activité culturelle à l'Etat de sept milliards ; standardisation accélérée des produits culturels ; invasion croissante des produits culturels étrangers ; contrainte sur la création au nom des lois du marché ; existence d'une ségrégation sociale devant la culture.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1672) : problèmes de l'emploi dans la région parisienne, 400.000 emplois industriels supprimés depuis 1969 ; transferts opérés vers la province, exemple de la SKF dans les Hauts-de-Seine, des entreprises de la téléphonie.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9370) : évolution de la région parisienne ; décentralisation ayant entamé un processus de désindustrialisation ; démantèlement de l'industrie régionale ; diminution d'emplois dans la métallurgie diversifiée et de haute qualification ; le secteur automobile ; menaces sur l'aéronautique ; (p. 9371) : l'usine de papeterie de Nanterre ; le maintien des fabrications chez Chausson.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** (n° **1806**). **Troisième lecture. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2271) : attaque contre le droit de grève ; (p. 2272) : compétitivité du service public ; approvisionnement du réseau croix-rouge en cas de grève ; droit du personnel et sécurité des installations nucléaires.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Fonction publique. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3558) : remise en cause de la notion de service public ; exemples de l'Angleterre et des Etats-Unis ; campagne contre les prétendus « nantis » ; dégradation du service public ; (p. 3559) : dégradation du pouvoir d'achat ; rémunération des services publics inférieure à celle du privé ; arrêt du recrutement ; multiplication des emplois précaires ; suppression de services importants ; privatisation ; mise en cause du droit de grève et des libertés syndicales.

LAURIOL (Marc)

Député des Yvelines
(4e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [17 mai 1978] (p. 1759, 1775) ; prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives

à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Président de cette commission [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 622).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à faciliter l'accès aux emplois publics des pères de famille nombreuse (n° 1458) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à célébrer le quarantième anniversaire de l'appel adressé aux Français par le général de Gaulle le 18 juin 1940 (n° 1623) [30 avril 1980] (p. 870).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à abroger les articles 626 et suivants du code de procédure civile (anciens) relatifs à la saisie-brandon (n° 1702) [29 mai 1980] (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à l'usage de la langue française, à définir la situation de la langue française dans le monde, à analyser les raisons des difficultés qu'elle connaît actuellement et à proposer des mesures afin d'assurer au français le rôle qu'il mérite de langue de civilisation et de culture internationales (n° 1916) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à l'usage de la langue française, à définir la situation de la langue française dans le monde, à analyser les raisons des difficultés qu'elle connaît actuellement et à proposer des mesures afin d'assurer au français le rôle qu'il mérite de langue de civilisation et de culture internationales (n° 1920) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964, tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 1614) [30 octobre] (p. 3369).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

Président de cette délégation [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2769).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à imposer l'emploi de la langue française à tous les services publics de l'Etat, des collectivités territoriales, aux établissements publics, sociétés nationales ou sociétés dans lesquelles l'Etat a une participation égale ou supérieure à 10 % du capital social (n° 2003) [27 novembre 1980] (p. 4493).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à définir un **statut juridique du concessionnaire revendeur de produits de marque** (n° **529**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer les **droits des auteurs** et les conditions de passation des **contrats d'édition** (n° **530**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la situation des **magistrats administratifs** ayant rang et prérogative de président (n° **674**) [14 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 379) relatif aux **fonds communs de placement** (n° **691**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 729) ten-

dant à la création d'une **commission de contrôle** chargée de rassembler les informations sur la situation financière de la **sécurité sociale** et les perspectives d'avenir de celle-ci ainsi que de proposer des mesures tendant à assurer les réformes de structure indispensables pour réaliser l'équilibre financier de la sécurité sociale (n° **792**) [14 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à accorder une **amnistie** complète des condamnations prononcées et une réparation des préjudices découlant des sanctions infligées ou des contraintes imposées, en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance des territoires placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° **839**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter **l'article 168 du code général des impôts** afin de préciser les conditions d'application du régime de taxation forfaitaire prévu par cet article (n° **845**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 901) **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **903**) [14 mars 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les conditions d'ouverture des droits aux prestations maladie applicables aux assurés ayant exercé simultanément ou successivement plusieurs activités professionnelles salariées ou non salariées** (n° **916**) [15 mars 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à **modifier l'article 143 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1398**) [13 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **l'abrogation des trois derniers alinéas de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires** (n° **1420**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la **pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **1614**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à abroger les articles 626 et suivants du code de procédure civile (ancien) relatifs à la **saisie-brandon** (n° **1702**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à imposer l'emploi de la **langue française** à tous les services publics de l'Etat, des collectivités territoriales, aux établissements publics, sociétés nationales ou sociétés dans lesquelles l'Etat a une participation égale ou supérieure à 10 % du capital social (n° **2003**) [23 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution :

1. (n° 1916) tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à **l'usage de la langue française,** à définir la situation de la langue française dans le monde, à analyser les raisons des difficultés qu'elle connaît actuellement, à proposer des mesures afin d'assurer au français le rôle qu'il mérite de langue de civilisation et de culture internationales et, d'une manière générale, à définir les éléments d'une politique de la langue française ;

2. (n° 1920) tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à **l'usage de la langue française,** à définir la situation de la langue française dans le monde, à analyser les raisons des difficultés qu'elle connaît actuellement et à proposer des mesures afin d'assurer au français le rôle qu'il mérite de langue de civilisation et de culture internationales ;

3. (n° 1993) tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à **l'usage de la langue française,** à définir la situation de la langue française dans le monde, à déterminer les causes politiques et économiques des difficultés qu'elle connaît et à proposer des mesures afin d'assurer la défense de la langue française (n° **2058**) [13 novembre 1980].

— **Rapport d'information** établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (n° **2109**) [27 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1614) tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964, tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la **pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **2114**) [3 décembre 1980].

— **Proposition** de loi visant à accorder une **amnistie** complète des **condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France,** et à réparer les préjudices subis à la

suite de ces condamnations et sanctions (n° 2133) [4 décembre 1980].

— **Propositions de loi** tendant à introduire la notion de connaissance chez l'auteur des infractions soumises à l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des **infractions à la législation économique** (n° **2277**) [3 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux **prix** (n° **2280**) [3 avril 1981].

— **Proposition de loi** visant à autoriser le cumul des droits propres et des droits dérivés des conjoints survivants, en matière de **pensions de retraite** (n° **2283**) [3 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux directeurs et aux directeurs adjoints de **laboratoires d'analyses de biologie médicale** en exercice à la date de publication de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 et conjointement **pharmaciens** titulaires d'une officine ouverte au public à la même date, de poursuivre leur vie durant l'exercice simultané de ces deux activités (n° **2302**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Expériences de régulation des accès aux autoroutes** [7 juin 1978] (p. 2602) : inconvénients de cette expérience pour les habitants de la banlieue parisienne ; non-consultation du conseil régional de l'Ile-de-France.

— **Contrôle des fonds affectés à l'élection de l'Assemblée des communautés européennes** [18 octobre 1978] (p. 6238) : problèmes soulevés par la distribution et la gestion des fonds communautaires destinés au financement de la campagne électorale ; absence de tout contrôle du Parlement et du Gouvernement français.

— **Déplafonnement des cotisations de sécurité sociale** [22 novembre 1978] (p. 8155) : risques encourus par les caisses de retraite des cadres, en cas de déplafonnement des cotisations de sécurité sociale ; nécessité d'une refonte des structures de la sécurité sociale et d'un contrôle du Parlement.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **8561**) : **Crise de la marine marchande** [18 mai 1979] (p. 4010, 4011) : situation inquiétante de l'armement naval français ; nécessité de prendre des mesures d'urgence : aides au financement, en particulier des charges sociales ; et des mesures structurelles : réduction d'excès de tonnage, lutte contre les pavillons de complaisance, les pratiques déloyales de certains armements, dumping des pays de l'Est.

— (n° **21121**) : **Crise de la marine marchande** [23 novembre 1979] (p. 10665, 10666) : crise mondiale de l'armement naval ; surcoût du pavillon français ; ses causes : sécurité, construction, réparation et concurrence des pavillons de complaisance ; ses conséquences : suppression des emplois de marins et des navires ; nécessité de constituer une association internationale des armateurs ; existence de la marine marchande mise en cause.

— (n° **31283**) : **Examen du permis de conduire** [6 juin 1980] (p. 1631) : système des quotas accordés aux différentes auto-écoles ; jugement du tribunal administratif de Poitiers du 21 mai 1980 ; excès de la réglementation.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2991) : flotte française totalisant 300.000 tonnes pour 131 navires de combat ; quatre missions de la marine nationale : protection de nos côtes, participation aux opérations ponctuelles entreprises par la France en un point quelconque du globe, assurer la sécurité de nos voies maritimes commerciales, protection des prospections françaises de matières premières ; (p. 2992) : problème de l'équilibre à l'intérieur du budget de défense des efforts en faveur de l'armée de terre et en faveur de la marine ; en France priorité traditionnelle à la défense terrestre ; pérennité des nations maritimes ; découvertes de l'importance de la mer par l'URSS.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**), rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3233) : création d'actions à dividendes prioritaires ; (p. 3234) : nécessité de préciser la place des actions particulières dans le droit des sociétés anonymes; caractère d'associé du titulaire d'actions à dividende prioritaire ; particularité de ce type d'associé ; absence de droit de vote ; prééminence sur les autres associés dans la distribution des bénéfices et le remboursement du capital ; caractère artificiel de la division des aspects fonctionnels et financiers du droit de l'actionnaire ; risque d'évasion des béné-

fices en salaires ; possibilité pour l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ordinaires de modifier la structure des droits des actionnaires prioritaires ; pouvoir des actionnaires prioritaires réunis en assemblée spéciale ; précarité de la protection des actionnaires prioritaires en raison de leur simple pouvoir d'avis ; droit pour l'assemblée générale des actionnaires ordinaires de décider la suppression des actions nouvelles ; (p. 3235) : risques de blocage dus à la nécessité de l'accord de l'assemblée spéciale des actionnaires prioritaires pour toutes modifications de la structure de leurs droits ; remède : rachat par la société des actions prioritaires sans droit de vote à un prix raisonnable ; caractéristiques des prêts participatifs ; rétrogradation dans la distribution des biens du débiteur, participation aux bénéfices ; risques de découragement des prêteurs en raison du déclassement du prêteur participatif par rapport aux autres créanciers ; les prêts participatifs, consolidation des dettes de l'entreprise ; qualification du droit du prêteur participatif par rapport aux associés ; différence entre actionnaires prioritaires sans droit de vote et prêteur participatif : le prêteur participatif passe avant la réserve légale, l'associé vient après la réserve légale dans la distribution des bénéfices ; (p. 3236) : nécessité de prévoir l'adaptation du droit des sociétés aux prêts participatifs ; caractère de créancier du prêteur participatif ; le montant du prêt participatif n'est pas constitutif de capitaux propres. **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article 15** (p. 3303) : soutient l'amendement n° 10 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : modifications de la dénomination des actions à dividendes prioritaires ; adopté ; (p. 3303) : demande la réserve des articles 15 à 18 ; réservés. **Article 19 : Article 269-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3303, 3304) : soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : nouvelle rédaction de l'article 269-1 : référence à la limite du quart du capital social, clarification du mécanisme d'acquisition éventuelle du droit de vote ; adopté. **Article 269-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3304, 3305) : soutient l'amendement n° 13 rectifié de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : nouvelle rédaction de l'article 269-2 : prélèvement du dividende prioritaire sur le bénéfice net ; définition du dividende prioritaire cumulatif ; règles applicables en cas d'insuffisance du bénéfice ; incidence de la prime d'émission ; règles applicables lorsqu'il y a plusieurs catégories d'actions ordinaires ; caractère vague du terme « résultats » employé dans l'article 269-2 ; adopté. **Article 269-3 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3305) : soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : nouvelle rédaction de l'article 269-3 : droit des titulaires d'actions à dividendes prioritaires d'assister aux assemblées générales ; possibilité de désigner des mandataires, d'émettre un avis sur toute décision de l'assemblée générale pouvant avoir un effet sur leurs droits ; accord nécessaire de l'assemblée spéciale pour toute décision de l'assemblée générale modifiant les droits des actionnaires prioritaires ; adopté. **Article 269-5 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3306) : soutient l'amendement n° 15 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : extension de l'article 269-5 au gérant d'une société en commandite par actions ; adopté ; absence de décision de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'amendement n° 51 de M. René de Branche ; caractère non significatif de la limite de 25 % pour les structures juridiques d'une société ; conséquences néfastes de cet amendement sur les PME. **Article 269-6 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3307) : son opposition personnelle à l'amendement n° 52 de M. René de Branche en raison du déséquilibre apporté au texte par cet amendement. **Article 269-7 de la loi du 24 juillet 1966** : soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : substitution de la notion de rachat à celle de remboursement ; modalités de rachat ; conséquences juridiques du rachat ; nécessité de l'antériorité de la clause des statuts autorisant le rachat au rachat ; suppression du rapport spécial établi par le commissaire aux comptes prévu à l'article 269-7 ; adopté. **Article 269-8 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3308) : soutient l'amendement n° 17 formel, de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; adopté. **Article 17 précédemment réservé** : soutient l'amendement de coordination n° 11 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; adopté. **Article 20 : Article 467-1 de la loi du 24 juillet 1966** : soutient l'amendement n° 18 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : application de l'article 467-1 au gérant d'une société en commandite par actions ; adopté ; soutient l'amendement de coordination n° 19 de la commission des

lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; adopté. **Article 467-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3309) : soutient l'amendement n° 20 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : application de l'article 467-2 au gérant d'une société en commandite par actions ; adopté. **Avant l'Article 22** (p. 3311) : vocation des prêts participatifs à se transformer en subventions.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux. Commission mixte paritaire. Discussion générale** [28 juin 1978] (p. 3603) : impossibilité d'appliquer à une valeur déterminée la moyenne quotidienne la plus élevée des cours de l'année 1976 appliquée à l'ensemble des valeurs françaises. **Discussion des articles** (p. 3606) : son vote défavorable.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Après l'Article L 513-3 du code du travail** (p. 5635) : absence d'inscription obligatoire par le maire sur les listes électorales.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° 379), rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8071) : fonds communs de placement : ensemble de valeurs mobilières et de sommes placées à court terme ou à vue appartenant à plusieurs personnes qui ont sur lui un droit de propriété ; fonds communs de placement non dotés de la personnalité morale, non soumis aux règles de l'indivision ; exercice de tous les pouvoirs par le gérant sous le seul contrôle de la commission des opérations de bourse et du commissaire aux comptes ; possibilités pour les participants de se retirer en faisant racheter leurs parts par le fonds ; pas de garanties réelles du prix de rachat des parts ; nécessité de rétablir le droit des porteurs de parts au partage annuel des produits nets ; conservation des actifs assurés par un dépositaire exécutant les ordres du gérants ; inexistence totale de toute assemblée générale des porteurs de parts ; fonds communs de placement, traduction française de l'institution anglo-saxonne de l'opened investment trust ; (p. 8075) : création des fonds communs de placement par décret du 28 décembre 1957 et expérience de fonds communs de placement dans le domaine de l'intéressement des salariés et des plans d'épargne ; modalités de création d'un fonds commun de placement ; fonds commun de placement permettant d'offrir aux épargnants un moyen de gestion de leurs avoirs mobiliers qui les déchargent du souci de cette gestion mais qui demeure souple et personnalisée ; fonds communs de placement, formule intermédiaire entre les clubs d'investissement et les SICAV; problème de la coexistence de la gestion conseillée et des fonds communs de placement ; (p. 8073) : nécessité d'une grande campagne d'information sur les valeurs mobilières **Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8079) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : suppression de la disposition de la loi selon laquelle les fonds communs de placement ne sont pas des sociétés ; adopté. **Après l'Article premier** : soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission : droit d'action des créanciers sur le fonds commun de placement et à l'encontre des gérants ; adopté ; (p. 8080) : sur l'amendement n° 31 de M. Gilbert Gantier, problèmes des apports aux fonds communs de placement déjà réglés par le projet. **Article 3 :** soutient l'amendement n° 6 de la commission : substitution du mot « actif » au mot « avoir » dans l'ensemble du projet ; adopté ; soutient l'amendement n° 7 de la commission : formel ; adopté. **Après l'Article 3 :** soutient l'amendement n° 8 corrigé de la commission : processus de constitution des fonds communs de placement ; adopté. **Article 4** (p. 8081) : soutient l'amendement n° 9 rectifié de la commission : conditions de détermination des prix de souscription et de rachat des parts de fonds communs de placement ; adopté ; soutient l'amendement n° 10 de la commission : coordination ; adopté. **Article 5** (p. 8082) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : fixation par arrêté ministériel du contenu des documents de publicité pour les fonds communs de placement ; visa obligatoire de la commission des opérations de bourse ; adopté. **Article 6** (p. 8083) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 13 corrigé de la commission : représentation du fonds commun de placement par son gérant en cas d'action en justice ; adopté ; soutient l'amendement n° 14 corrigé de la commission : possibilité pour une société anonyme ayant pour unique objet la gestion de fonds communs de placement de gérer un fonds si elle fait l'objet d'un agrément particulier accordé dans des conditions fixées par décret ; adopté ; soutient l'amendement n° 15 de la commission : fixation par décret du nombre maximum de fonds pouvant être gérés par le même gérant ; rejeté. **Article 7** (p. 8084) : soutient l'amendement n° 16 de la commission :

conservation des actifs compris dans un fonds commun de placement par un dépositaire unique ; adopté. **Article 7** : soutient l'amendement n° 17 de la commission : conditions de remplacement du gérant ou du dépositaire d'un fonds commun de placement ; adopté avec rectification formelle. **Article 8** (p. 8085) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 19 de la commission : modifications du règlement décidées conformément aux règles fixées pour son établissement ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 20 de la commission : condition de négociation des rompus en cas de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actifs ; adopté. **Article 10** : soutient l'amendement n° 21 de la commission : fixation par décret après avis de la commission des opérations de bourse du montant maximum de la rémunération des gérants et des dépositaires ; adopté avec modification. **Article 11** (p. 8086) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : fixation par décret de la répartition des actifs compris dans un fonds commun de placement ; répartition des grandes masses du patrimoine des fonds communs de placement ne relevant pas du domaine de la loi ; propose une rectification formelle à l'amendement n° 22 : fixation par décret de la répartition par grandes masses des actifs compris dans un fonds commun de placement ; adopté. **Article 13** (p. 8087) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : remplaçant la notion d'année par celle d'exercice et rendant obligatoire la répartition annuelle du produit des avoirs compris dans le fonds commun de placement ; adopté. **Article 14** (p. 8088) : soutient les amendements n°s 24, 25 et 26 de la commission : de coordination ; adoptés ; soutient l'amendement n° 27 de la commission : substituant à la notion d'exactitude des comptes celle de sincérité et de régularité ; conditions de nomination du commissaires aux comptes ; adopté. **Après l'Article 17** (p. 8089) : soutient les amendements n°s 28 et 29 de la commission : sanction pénale applicable aux gérants de fonds communs de placement ; adoptés. **Après l'Article 18** (p. 8090) : soutient l'amendement n° 30 de la commission : entrée en vigueur de la loi dans les trois mois suivant sa publication au *Journal officiel* si tous les textes d'application sont pris ou au moment de la publication du dernier texte d'application ; retiré.

— **Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article premier de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **566**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8163) : projet ayant pour objet de différer d'un an l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 6 mai 1976 portant création et organisation de la région Ile-de-France ; (p. 8164) : éloignement croissant du lieu de travail et du domicile pour les habitants de la région parisienne ; augmentation de la circulation des voitures particulières ; impossibilité de respecter les normes habituelles de rentabilité publique ou privée en matière de transports collectifs ; souhaite la reprise du trafic voyageurs sur le chemin de fer de grande ceinture ; proteste contre l'ajournement par l'administration d'une expérience de remise en service décidée par le conseil régional ; (p. 8165) : problème des accès de gares et insuffisance des parcs de stationnement dans la région Ile-de-France, exemple du parc de Saint-Nom-la-Bretèche ; tendance à faire prévaloir, en Ile-de-France, les intérêts des zones très urbanisées au détriment de ceux des secteurs de la grande périphérie ; son vote hostile sur le projet.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 4 : Article L 122-1 du code du travail** (p. 8841) : soutient son amendement n° 34 : possibilité de résilier un contrat de travail à durée déterminée en cas de faute grave ou en cas d'impossibilité de poursuivre son exécution ; souhaite savoir si la faute grave ou la force majeure constitue un cas de résolution du contrat de travail à durée déterminée pendant sa période de validité ; (p. 8842) : amendement n° 34 adopté avec rectification. **Article 4 : Article L 122-2 du code du travail** (p. 8846) : soutient son amendement n° 35 : établissant un équilibre entre l'employeur et le salarié en ce qui concerne le préavis de non-renouvellement du contrat ; adopté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée de rassembler les informations sur la situation financière de la sécurité sociale et les perspectives d'avenir de celle-ci ainsi que de proposer des mesures tendant à assurer les réformes de structure indispensables pour réaliser l'équilibre financier de la sécurité sociale** (n° **729**), rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9732) : affirme la recevabilité juridique de la résolution tendant à créer une commission de contrôle de la sécurité sociale ; dépenses de la sécurité sociale échappant largement au contrôle du Parlement ; déficit considérable pour 1979 ; absence de maîtrise de la situation par le Gouvernement ; contrôle de la sécurité sociale ne relevant pas de la compétence d'une commission permanente ;

(p. 9733) : mécanisme de base de la sécurité sociale confondant ce qui relève de l'assurance et ce qui ressortit à la solidarité nationale ; avis favorable de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution ; (p. 9734) : création d'une commission de contrôle n'impliquant pas de suspicion à l'encontre de la commission des affaires culturelles.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9739) : s'étonne de l'attitude de la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme invitant les directeurs départementaux de l'équipement à ne pas appliquer une circulaire adressée aux préfets par le ministère de la culture ; (p. 9740) : risque de bureaucratisation des conseils d'architecture.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**). **Discussion générale,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [15 mars 1979] (p. 1646) : nécessité de garantir l'exactitude des renseignements officiels, l'indépendance des journalistes de la radiotélévision, de contrôler la concentration dans la presse. **Discussion de l'article unique** [15 mars 1979] : **sur le rappel au règlement de M. Hubert Dubedout** (p. 1658) : examen par l'Assemblée du texte de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; donne lecture des deux lettres du garde des sceaux.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10467) : pas de remise en cause de l'institution de la famille ; ses deux grandes fonctions : racine de l'épanouissement de l'homme, lieu privilégié de transmission d'un patrimoine intellectuel et culturel ; (p. 10468) : absence d'une véritable politique parentale ; demande la mise en œuvre d'une politique familiale et non d'une politique de refus de la vie ; refuse de considérer la baisse de la natalité comme irréversible ; faiblesse du taux de natalité actuel constituant un danger mortel pour la nation ; politique familiale nécessaire à la défense de l'ordre social et des libertés politiques ; politique sociale de vérité ne devant pas se confondre avec une politique des revenus ni avec une politique d'assistance ; (p. 10469) : non-réalisation par le Gouvernement de son engagement de présenter un projet global de politique familiale ; demande la création d'un grand ministère de la famille ; réalisation d'une politique familiale, problème de volonté politique et non de coût ; propose sept mesures clés : revalorisation du complément familial, suppression du plafond de ressources, création d'une prestation d'éducation parentale ; (p. 10470) : statut du travailleur familial, statut de prévoyance, politique de l'habitat et de l'accession à la propriété ; nécessité de réunir une conférence annuelle familiale et d'élaborer une loi d'orientation ; (p. 10471) : demande l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de la proposition de loi d'orientation familiale n° 870 de M. Etienne Pinte et de M. Michel Debré.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 10 précédemment réservé** (p. 451) : soutient l'amendement n° 12 de la commission ; rejeté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1980]. **Article premier** (p. 571) : inscrit : frein à l'évolution vers les concordats ; problème posé par le texte pour le sauvetage des entreprises.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 581) : fonds propres des entreprises ; instauration d'un plan épargne entreprise réclamé par les PME ; dispositif d'alerte ; rôle subjectif donné par le texte au commissaire aux comptes ; risque de bicéphalisme dans l'entreprise ; remise en cause de la fonction de contrôle de gestion du commissaire aux comptes ; (p. 582) : étendue du champ d'intervention des commissaires aux comptes dans le droit des sociétés ; mandat des actionnaires ; mission d'intérêt général remplie par les commissaires aux comptes ; rapport Vasseur ; présence des commissaires aux comptes dans les sociétés en nom collectif importantes ; nécessité d'augmenter le nombre des SARL contrôlées par les commissaires aux comptes ; indépendance des commissaires aux comptes ; (p. 583) : durée de la mission des commissaires aux comptes ; rémunérations ; incompatibilité de fonctions ; incompatibilité avec une profession salariée ; (p. 584) : respect des droits acquis ; exercice de la profession de commissaire aux comptes en société ; (p. 585) : contrôle de la gestion ; problème posé par l'extension du commissariat aux comptes.

Discussion des articles [24 avril 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 689) : nécessité d'actualiser régulièrement les seuils de création des sociétés anonymes et des SARL. **Article 5** (p. 701) : nature de la mission du commissaire aux comptes ; contrôle des sociétés en nom collectif et à responsabilité limitée. **Après l'Article 5** (p. 705) : problème du statut de la société formée par les commissaires aux comptes pour l'exercice de leur profession ; composition des sociétés de commissaires aux comptes. **Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 718) : commissaire aux comptes et gestion de l'entreprise ; [13 mai 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 1027) : mécanisme français de révision du capital des sociétés. **Article 14** (p. 1030) : son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 76 rectifié du Gouvernement ; devient sans objet. **Après l'Article 14** (p. 1031) : pouvoir du conseil de surveillance ; révocation du directoire ; (p. 1032) : information des actionnaires ; (p. 1034) : son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 160 du Gouvernement : respect des droits acquis des salariés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes à la date de promulgation de la loi ; adopté ; sociétés de commissaires aux comptes. **Article 9 (seconde délibération)** (p. 1039) : critères limitatifs pour l'intervention du commissaire aux comptes ; continuité de l'exploitation ; procédure d'alerte externe ; possibilité pour le commissaire aux comptes d'alerter le président du tribunal de commerce ; (p. 1042) : son sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 2 du Gouvernement : non-responsabilité des commissaires aux comptes ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 899) : revenu minimum familial ; discrimination entre salariés et non-salariés ; prestations d'éducation parentale pour les familles nombreuses ; affectation des excédents de la caisse nationale d'allocations familiales ; notion d'excédent comptable des recettes sur les dépenses ; politique de l'habitat ; fiscalisation des prestations familiales ; politique d'assistance ; (p. 900) : coût de la politique familiale ; délais de mise en œuvre de la politique familiale. **Discussion des articles** [14 mai 1980]. **Article 8** (p. 1061) : date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'allocation postnatale.

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi** (n° **864**) **tendant à modifier l'article 8 du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux conseils d'administration des unions d'associations familiales** (n° **973**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1005) : composition des conseils d'administration des associations familiales ; rôle des familles nombreuses.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 5** (p. 2267) : nécessité de concilier la protection du patrimoine culturel avec la réalisation de travaux urgents.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social - Budget annexe des journaux officiels. Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 2996) : défense de la langue française ; utilisation de l'anglais en France par des organismes publics.

Départements et territoires d'outre-mer. — I. Section commune. — III. Territoires d'outre-mer. Discussion générale [29 octobre 1980]. **Rappel au règlement** (p. 3291) : modification de l'ordre du jour ; regrette que la discussion du budget des TOM ait été séparée de celle du budget des DOM.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Fonction publique. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3562) : répartition des compétences entre le ministre chargé des réformes administratives et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3976) : importance de la marine marchande pour l'indépendance nationale ; diminution de la flotte de commerce française ; (p. 3977) : diminution de l'aide à la marine marchande ; situation de la Compagnie générale maritime ; (p. 3983) : insuffisance des fonds propres de la Compagnie générale maritime.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° **927**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4168) : amendement n° 2 de M. Didier Julia : tendant à exiger la nationalité française pour exercer les fonctions de dirigeant ou d'agent dans une agence privée de recherches ; (p. 4169) : sur l'amendement n° 3 de M. Didier Julia : tendant à exiger que les dirigeants d'agences soient âgés de vingt-cinq ans au moins et titulaires d'un diplôme équivalent au BEPC ; rejeté ;

amendement n° 4 de M. Didier Julia : tendant à soumettre l'exercice de la profession à une déclaration préalable au préfet ; rejeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Explications de vote** [3 décembre 1980] (p. 4615) : critique de la procédure du vote bloqué ; abstention du groupe RPR.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2058) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la langue française** (n°s **1916, 1920, 1993**). **Discussion générale,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [10 décembre 1980] (p. 4809) : unanimité des quatre groupes de l'Assemblée nationale pour proposer une commission d'enquête sur la langue française ; défense de la langue française en France et à l'étranger ; rayonnement de la francophonie ; recevabilité et opportunité de ces propositions de loi ; (p. 4810) : loi du 31 décembre 1975 ; langue française, moyen de communication et expression d'une culture ; échec de l'espéranto ; plurilinguisme ; (p. 4811) : utilisation abusive de l'anglais (Air France, SEITA, communications scientifiques et techniques) ; fautes de français à l'ORTF ; décret du 11 juin 1980 relatif au statut du haut comité de la langue française ; (p. 4812) : inquiétude de la commission devant le développement de l'influence américaine. **Discussion de l'Article unique** (p. 4820) : pense que la commission des lois n'aurait pas adopté les amendements n°s 1 et 2 de M. Jack Ralite.

LAURISSERGUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du conseil supérieur de l'hydraulique [26 mai 1978] (p. 2124).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **création d'un département de Pays basque** (n° **2224**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Demande de débat sur la situation en Corse** [11 juin 1980] (p. 1742) : discussion de la proposition de loi socialiste portant statut particulier pour la Corse ; proposition de création d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements survenus à Bastelica et à Ajaccio ; (p. 1743) : nécessité d'un débat sur la Corse.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **15724**) : **Construction d'un pont à Agen** [4 mai 1979] (p. 3521, 2522) : mise en chantier et financement d'un second pont à Agen (Beauregard) pour éviter les problèmes de circulation après l'ouverture de l'autoroute A 61.

— (n° **30625**) : **Accès de l'occitan à la télévision** [12 mai 1980] (p. 985) : charte internationale garantissant la liberté d'expression des langues minoritaires ; cahier des charges de FR 3.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 4** (p. 8969) : 330 millions de déficit du fonds de garantie contre les calamités agricoles ; absence de garantie sur la non-reconduction de la mesure de financement prévue par le Gouvernement ; (p. 8970) : proposition de loi socialiste ; possibilité d'étendre le champ de l'assurance obligatoire ; vote hostile du groupe socialiste sur l'article 4.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat**

sur cette déclaration (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9422) : croissance de la production agricole fondée sur une modernisation rapide de l'appareil de production ; (p. 9423) : solde positif du commerce extérieur agricole ; doublement en cinq ans du taux d'endettement des exploitants agricoles ; augmentation des prix des facteurs de production plus rapide que celle des prix agricoles à la production ; élargissement de la CEE ; fragilité de notre commerce agro-alimentaire ; difficultés provoquées par le mécanisme des montants compensatoires ; risques de disparition de l'agriculture des régions les moins favorisées ; (p. 9424) : disparité des revenus excessive dans l'agriculture, coût élevé pour la collectivité nationale d'une agriculture industrialisée ; (p. 9473) : divergences des socialistes français avec le groupe socialiste européen.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° 1731). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1980] (p. 1594) : dégradation de la situation du SEITA ; détérioration de la protection communautaire ; politique des prix du tabac ; régression de la consommation de tabac noir ; organisation des ventes ; réglementation de la publicité ; campagne antitabac ; progression des ventes de cigarettes étrangères ; modification du goût des consommateurs ; prise de participation de groupes étrangers dans le SEITA ; diminution des surfaces plantées ; (p. 1595) : conséquences du projet dans le Sud-Ouest ; rôle de la culture du tabac pour l'équilibre des exploitations agricoles.

LAVÉDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme
(3e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

Association Ducellier-Ferodo [5 octobre 1978] (p. 5606, 5607) : inquiétudes pour l'emploi en Auvergne après l'accord Ducellier-Ferodo.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 19** (p. 8651) : soutient l'amendement n° 84 de M. Maurice Pourchon : portant à 12,47 % le taux du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers ; rejeté ; l'année 1980 servira de référence pour la constitution de la future dotation globale d'équipement dans laquelle seront regroupées les tranches locales du FSIR.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° 1041). **Première lecture. Explications de vote** [15 décembre 1979] (p. 12111) : rejet des propositions de l'opposition ; désengagement de l'Etat ; mainmise des industries agro-alimentaires sur le secteur agricole ; insuffisance des dispositions relatives aux salariés d'exploitation ; (p. 12112) : faiblesse du volet relatif à l'aménagement rural.

LAVIELLE (Henri)

Député des Landes
(2e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Décédé le 27 octobre 1980 [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504).

Son éloge funèbre est prononcé le 5 novembre 1980 (p. 3566).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **modification de l'article 384, alinéas 2 et 3, du code rural relatif au corps de la police nationale de la nature** (n° **1006**) [24 avril 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Avenir de l'union des associations de défense de la forêt contre l'incendie** [20 juin 1979] (p. 5337) : le rejet, à l'unanimité, par le conseil général des Landes, du budget de la DFCI : défense des forêts contre l'incendie ; la charge insupportable pesant sur le département : 55 % de la dépense totale ; nécessité d'augmenter la part de l'Etat et celle du ministère de l'intérieur.

LAZZARINO (Georges)

Député des Bouches-du-Rhône
(5e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant **à mettre fin aux nuisances que créent les carrières** (n° **1240**) [28 juin 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grève dans la marine marchande** [25 octobre 1978] (p. 6627) : raisons de la grève ; recrutement de personnel étranger par la nouvelle compagnie de paquebots ; lutte contre les pavillons de complaisance ; défense du pavillon national ; atteinte portée au statut des gens de la mer.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2534) : diminution de la durée des stages et de la rémunération des stages de formation ; pacte national pour l'emploi, moyen de faire bénéficier le patronat d'une main-d'œuvre à bon marché grâce à la prise en compte des charges sociales par l'Etat ; insuffisance des embauches définitives des stagiaires dans les Bouches-du-Rhône ; (p. 2535) : situation inférieure des stagiaires du point de vue des rémunérations, des conditions de travail, de la qualification professionnelle ; situation du bâtiment et des travaux publics dans les Bouches-du-Rhône ; rappelle les propositions communistes en matière d'emploi.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2994) : soutient les revendications des gendarmes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7134) : non-satisfaction des revendications de la gendarmerie ; insuffisance des soldes et des effectifs ; multiplication des missions de la gendarmerie et primauté des missions de répression ; conditions de logement déplorables des gendarmes ; vote hostile du groupe communiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9599) : élargissement de la CEE conduisant à la désertification économique des régions méditerranéennes ; démantèlement de la construction et de la réparation navales inscrit dans le projet Davignon ; marasme du bâtiment et des travaux publics en Provence ; problème de la viticulture languedocienne ; (p. 9600) : difficultés des producteurs des fruits et légumes en Provence ; proposition communiste pour une relance de l'économie du midi.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3400) : situation inquiétante du Proche-Orient ; nécessité de prendre en compte les droits nationaux du peuple palestinien ; accord israélo-égyptien ne constituant pas une première étape dans le sens de la paix ; défaite

politique des Etats-Unis en Iran ; dénonce la décision du commandant Haddad de proclamer l'indépendance du Sud-Liban ; inaction de la France au Proche-Orient.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9484) : demande l'application aux ouvriers de l'Etat des décrets salariaux de 1951 et 1967 prévoyant l'indexation de leurs salaires sur ceux de la métallurgie parisienne ; demande au ministre de garantir qu'aucun hôpital, aucune école, aucun arsenal ne sera fermé.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11290) : crise de la réparation et de la construction navales ; régression de la flotte de commerce française ; volonté des armateurs de démanteler le statut des gens de mer et de généraliser l'embarquement de marins du Tiers-Monde ; danger que représenterait l'élargissement de la Communauté à la Grèce dans le domaine de la marine marchande ; propositions communistes visant à doter la France d'industries navales et d'une marine marchande forte.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [23 octobre 1980]. **Article 16** (p. 3068) : son amendement n° 76 : suppression des crédits affectés à l'étude et à la fabrication de la bombe à neutrons ; rejeté ; (p. 3070) : son amendement n° 77 : suppression de crédits affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées outre-mer ; rejeté.

LEBLANC (Chantal)

Député de la Somme
(5e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des affaires cutlurelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à porter le **congé maternité** à dix-huit semaines entièrement indemnisées (n° **91**) [18 avril 1978].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Emploi dans les entreprises Willot** [24 octobre 1979] (p. 8868) : liquidation de l'industrie du textile français par le groupe Agache-Willot en application du plan concerté du pouvoir et du patronat ; licenciements dans une filature de Seine-Maritime et d'Harondel.

• *question orale sans débat :*

Suppléant M. Maxime Gremetz :

— (n° **36093**) : **Entreprises textiles du groupe Willot** [3 octobre 1980] (p. 2579) : résultats de la politique de gouvernement dans le domaine du textile et de l'habillement ; responsabilité du Gouvernement dans la prise de contrôle des établissements Boussac par le groupe Willot ; (p. 2580) : révision de l'accord multifibres.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1416) : la formation professionnelle des femmes ; l'augmentation des stages, camouflage du chômage féminin ; la situation inférieure et marginale de la main-d'œuvre féminine ; l'inégalité des hommes et des femmes devant la formation professionnelle négligée par le projet. **Discussion des articles**

[9 mai 1978]. **Article 4 : Article L 930-1-7 du code du travail** (p. 1490) : soutient l'amendement n° 4 de M. Pierre Juquin : définition par des conventions collectives du personnel d'encadrement ; rejeté. **Après l'Article 9** (p. 1506) : soutient l'amendement n° 15 de M. Pierre Juquin : fixation à 2 % de la contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Explication de vote** (p. 3172) : vote du groupe communiste hostile au projet.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1830) : la non-prise en compte des problèmes de fonctionnement par le projet ; l'absence de politique d'inventaire ; l'insuffisance des moyens de conservation du patrimoine ; les problèmes de personnel ; le manque de conservateurs ; l'accueil dans les musées ; le statut spécifique pour les personnels de surveillance et de gardiennage ; (p. 1831) : le statut des restaurateurs, des documentalistes ; les problèmes posés par l'établissement public constructeur du musée d'Orsay ; le recours aux vacataires. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3551) : s'élève au nom du groupe communiste contre l'attentat commis au palais de Versailles ; met en rapport cet attentat et la campagne menée actuellement contre les artistes et la création ; insuffisance des moyens des musées et problèmes de sécurité.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Après l'Article 25** (p. 6166) : soutient son amendement n° 77 : création d'un impôt sur la valeur des biens agricoles détenus par les sociétés française et étrangère de caractère industriel, commercial ou bancaire ; nécessité de limiter la hausse du prix de la terre ; nécessité de dégager les ressources permettant l'attribution de prestations maternité durant 18 semaines aux femmes d'agriculteurs ; amendement n° 77 rejeté.

Deuxième partie :

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6274) : suppression de l'Opéra-studio ; numérus clausus introduit dans les unités pédagogiques d'architecture ; menaces pesant sur les écoles des beaux-arts ; insuffisance des crédits consacrés aux conservatoires de musique ; terme du plan décennal pour le développement de l'enseignement musical ; baisse des crédits d'équipement pour l'enseignement artistique.

Travail et santé. — II. Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6766) : insuffisance des moyens de l'AFPA (agence pour la formation professionnelle des adultes) ; déqualification des travailleurs ; nécessité d'une formation initiale de bon niveau.

— **Projet de loi sur les archives** (n° **306**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8771) : lien entre conservation du patrimoine et recherches historiques ; excès des délais particuliers prévus en matière de secret médical, dossiers de justice... (p. 8772) : nécessité d'une différenciation entre l'accès du grand public et celui des chercheurs aux documents archivés ; insuffisance des moyens en personnel des services d'archives ; nécessité du pré-archivage ; avenir du centre de Fontainebleau ; vétusté des locaux des archives d'outre-mer. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 5** (p. 8805) : son amendement n° 53 : délai de 50 ans pour les documents n'entrant pas les quatre catégories visées à l'article 5 ; devenu sans objet ; son amendement n° 40 : autorisation de consultation pour les chercheurs ; devenu sans objet. **Après l'Article 5** (p. 8807) : son sous-amendement n° 70 : distinction entre chercheurs et grand public pour les autorisations de consultation ; repoussé. **Article 11** (p. 8811) : soutient l'amendement n° 41 de M. Joseph Legrand : interdiction de toute destruction d'archives classées ; devenu sans objet. **Article 15** (p. 8816) : son sous-amendement n° 74 : de conformité ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3183) : dénonce la campagne orchestrée de calomnies contre les prétendus privilégiés du service public ; (p. 3184) : remise en cause des droits syndicaux dans la fonction publique ; pratique des interdits professionnels.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 mai 1979]. **Article 2** (p. 4106) : soutient l'amendement n° 22 de M. Gilbert Millet : suppression de l'article 2 ; rejeté. **Article 3** (p. 4107) : caractère malthusien du projet de réforme adaptant le nombre d'étudiants en médecine à la pénurie dans laquelle se trouve l'université ; nécessité de définir démocratiquement les besoins de santé ; soutient l'amendement n° 35 de M. Gilbert Millet : suppression de l'article 3 ; rejeté par scrutin public ; (p. 4108) : soutient l'amendement n° 23 de M. Gilbert Millet :

institution d'une commission chargée de définir les modalités de mise en place d'unités de valeur dans le cadre d'un premier cycle d'orientation commun aux professions médicales et para-médicales ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article premier** (p. 5344) : situation défavorisée de la main-d'œuvre féminine.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10551) : incohérence de la position des députés de la majorité à l'égard du problème de la famille ; décalage entre les paroles du ministre et la politique menée par le Gouvernement ; (p. 10552) : exemple de la réduction du temps de travail, de l'insuffisance de l'allocation de rentrée scolaire, des bourses scolaires nationales, de la politique du logement, du pouvoir d'achat.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1979]. **Article 3** (p. 10658) : soutient l'amendement n° 11 de M. Alain Léger : suppression de l'article 3 ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10934) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Jacqueline Chonavel : donnant au délai de réflexion un caractère facultatif ; rejeté ; (p. 10935) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Adrien Zeller : institution d'un délai de deux jours entre l'entretien et l'interruption de grossesse. **Article premier, précédemment réservé** (p. 10954) : son amendement n° 4 : abrogation de l'article 317 du code pénal : soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11229) : s'oppose au prélèvement d'une cotisation maladie sur les retraites du régime général ; situation défavorisée des femmes retraitées ; (p. 11230) : inconséquences de l'attitude du RPR qui souhaite, en fait, aller encore plus loin dans le sens de l'austérité.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11294) : volonté du grand capital d'accélérer l'intégration européenne et d'élargir la communauté pour organiser le marché européen sur une plus grande échelle ; importance des investissements français en Grèce effectués en vue d'exploiter une main-d'œuvre à bon marché ; exemple du groupe Agache-Willot ; (p. 11295) : suppression d'emplois dans l'industrie textile française et menace de concurrence grecque.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 51 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues. Première lecture** (p. 11373) : aggravation de l'austérité et des inégalités ; déficit de la sécurité sociale traduisant les conséquences de la politique gouvernementale de chômage et de dégradation des conditions de travail ; dénonce l'appel du Gouvernement à la solidarité nationale.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11701) : imprécision du projet quant à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole ; sous-équipement scolaire en milieu rural ; (p. 11702) : carence du budget de l'enseignement agricole public pour 1980 ; diminution des moyens de la formation continue. **Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11754) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jean Jarosz : politique d'enseignement et de la formation permanente en agriculture ; rejeté ; nécessité de respecter le statut d'établissement public à caractère administratif de l'INRA. **Après l'Article 2** (p. 11789) : soutient l'amendement n° 114 de M. Paul Balmigère : limitation de la réservation des aides aux producteurs organisés ; devient sans objet ; (p. 11794) : soutient le sous-amendement n° 115 de M. Emile Jourdan à l'amendement n° 12 de la commission : possibilité de différenciation des aides par région ; adopté ; (p. 11797) : soutient le sous-amendement n° 117 de M. Paul Balmigère à l'amendement n° 13 de la commission : composition du comité ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 118 de M. Paul Balmigère à l'amendement n° 13 de la commission : représentation de toutes les organisations syndicales dans le comité d'études sur la fiscalité ; rejeté ; [14 décembre 1979] : **Article 4** (p. 11917) : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 17 corrigé de la la commission : recours devant l'administration ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12068) : son sous-

amendement n° 175 à l'amendement n° 61 de la commission ; devenu sans objet.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n°s **474, 271, 273 rectifié, 441** et **1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Article 4** (p. 345) : son amendement n° 25, deuxième rectification : durée d'existence des associations pouvant se porter partie civile ; rejeté par scrutin public. **Explications de vote** (p. 352) : vote favorable du groupe communiste ; lutte des femmes. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article premier** *bis* (p. 2226) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Hélène Constans ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 816) : précarité de l'emploi des jeunes ; pactes nationaux pour l'emploi ; inadéquation entre la formation et l'emploi ; stages pratiques en entreprise ; contrat à durée déterminée ; travail temporaire ; (p. 817) : propositions de loi de l'UDF et du RPR. **Discussion des articles** [29 avril 1980] : **Article premier** (p. 830) : soutient l'amendement n° 24 de M. Maurice Andrieux ; rejeté. [30 avril 1980] : **Article 4** (p. 838) : soutient l'amendement n° 30 de M. Maurice Andrieux ; rejeté. **Article 8** (p. 840) : soutient l'amendement n° 34 de M. Maurice Andrieux ; rejeté ; (p. 842) : soutient le sous-amendement n° 104 de M. Maurice Andrieux à l'amendement n° 66 de la commission ; rejeté. **Article 14** (p. 858) : soutient l'amendement n° 42 de M. Maurice Andrieux ; adopté. **Article 16** (p. 859) : soutient l'amendement n° 44 de M. Maurice Andrieux ; rejeté. **Article 17** (p. 861) : soutient l'amendement n° 46 de M. Maurice Andrieux ; rejeté.

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi** (n° 864) **tendant à modifier l'article 8 du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux conseils d'administration des unions d'associations familiales** (n° **973**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1005) : participation des familles nombreuses au conseil d'administration des UDAF et de l'UNAF ; vitalité du mouvement associatif ; revendications des familles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2154) : insertion professionnelle des veuves ; (p. 2155) : absence de garantie d'emploi à la sortie des stages de formation.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2261) : année du patrimoine ; conception élitiste de l'art ; l'art, objet de spéculation ; art et enseignement scolaire ; (p. 2262) : insuffisance du personnel des musées ; fuite des œuvres d'art vers l'étranger ; remise en cause de l'accès gratuit des scolaires aux musées ; inventaire des biens ; moyens des ateliers de restauration des musées des archives ; maisons de la culture. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2265) : sous sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 3 de la commission : champ d'application de la loi ; rejeté ; son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 3 de la commission : suppression du doublement des peines en cas de menace préalable à l'infraction ; rejeté. **Article premier précédemment réservé** (p. 2266) : son amendement n° 8 : champ d'application du projet ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Article 4** (p. 2817) : nécessité de rétablir le privilège des bouilleurs de cru aboli sous prétexte de lutte contre l'alcoolisme ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 4** (p. 2913) : soutient l'amendement n° 73 de M. Roger Combrisson : surtaxe à l'importation de certains produits sensibles ; rejeté ; (p. 2915) : soutient l'amendement n° 227 de M. Jack Ralite : perception au taux de 2,5 % de la TVA sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; rejeté par scrutin public.

Deuxième partie :

Radio-télévision. Examen des crédits [4 novembre 1980]. **Après l'Article 37** (p. 3540) : son amendement n° 115 : dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel sur les activités de la SOFIRAD ; rejeté par scrutin public ; absence de tout contrôle parlementaire sur la SOFIRAD.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3487) : budget de régression ; cri d'alarme des artistes ; (p. 3488) : problème des droits des artistes-interprètes ; menace pesant sur les initiatives culturelles des régions ; difficultés des théâtres et des maisons de la culture ; transfert de charges aux collectivités locales ; mécénat conduisant à la mainmise du capital privé sur la culture. **Examen des crédits** [4 novembre 1980]. **Titre VI** (p. 3517) : soutient l'amendement n° 132 de M. Jack Ralite : réduction

des subventions d'investissement de la lecture publique ; rejeté par scrutin public ; diminution des crédits de la lecture publique ; (p. 3518) : inégalités sociales dans l'accès à la lecture.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2112) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative au contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel** (n° **1969). Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4774) : objet réel du texte : imposer la précarité de l'emploi et des droits sociaux réduits aux personnels du spectacle et des sociétés de télévision ; (p. 4775) : jurisprudence relative au contrat à durée indéterminée ; nouveau coup porté à la SFP ; spécificité de la création et des professions artistiques ; avantages des effectifs permanents ; soutien du groupe communiste aux salariés du spectacle et de l'audiovisuel.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession** (n° **1921). Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1980] (p. 4864) : vote favorable du groupe communiste ; insécurité économique des travailleurs français et profits du patronat ; effet du chômage sur la santé des travailleurs ; discrimination à l'égard de la main-d'œuvre féminine ; aggravation des écarts de salaires entre les femmes et les hommes ; volonté du Gouvernement d'introduire le travail de nuit pour les femmes ; précarité de l'emploi des jeunes ; (p. 4865) : discrimination envers les travailleurs immigrés ; conflit d'Essilor ; discrimination politique et licenciements de délégués syndicaux ; lutte des travailleurs.

LE CABELLEC (Yves)

Député du Morbihan
(6e *circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7911) : nécessité d'accorder des dérogations aux règles d'implantation des cafés en milieu rural ; nécessité de procéder à un aménagement de l'assiette des cotisations sociales et de généraliser l'abattement de 20 % sur le revenu imposable ; le travail au noir ; (p. 7912) : statut de la femme ; nécessité d'un statut de l'entreprise unipersonnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8882) : revendications du commerce et de l'artisanat de Bretagne.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9217) : élévation continue de la teneur en nitrates des eaux de surface résultant d'un abus des engrais.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10037) : maigre teneur en mesures nouvelles de ce budget ; le rapport constant ; les travaux de la commission tripartite ; nécessité d'alléger la procédure d'octroi de la carte d'ancien combattant.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3386) : éviter la trop grande prolifération des grandes surfaces et des commerces parallèles ; mesures de bienveillance en faveur des faillis victimes de la conjoncture.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3359) : rôle et moyens des associations de défense de l'environnement.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3928) : appareillage des mutilés.

LECAT (Jean-Philippe)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)

(NI).
Ministre de la culture et de la communication.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de la culture et de la communication (troisième Gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de ministre de la culture et de la communication (troisième Gouvernement Barre). Décret du 4 mars 1981 [*J.O.* du 5 mars 1981] (p. 694).

DÉPOTS

— **Projet de loi** complétant la **loi n° 74-696** du 7 août 1974 relative à la **radiodiffusion** et à la **télévision** (n° **320**) [18 mai 1978].

— **Projet de loi** modifiant **l'ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles** (n° **1046**) [9 mai 1979].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Jean Laurain : Ecole des beaux-arts de Metz** [17 mai 1978] (p. 1764) : examen avec la municipalité de Metz des moyens de maintenir un enseignement de qualité dans cet établissement.

— **M. Gérard Bapt : Coupe du monde de football en Argentine** [24 mai 1978] (p. 1980) : impossibilité pour le Gouvernement d'agir sur les programmes des sociétés de télévision.

— **M. Jack Ralite : Taux de la TVA applicable au cinéma** [24 mai 1978] (p. 1982) : abaissement du taux de la TVA déjà réalisé pour les prestations des industries techniques ; mesure similaire envisageable pour le spectacle cinématographique.

— **M. Jack Ralite : Ecoles des beaux-arts** [21 juin 1978] (p. 3215) : avec le budget de 1979 présentation d'une politique d'ensemble des enseignements artistiques ; répartition des dépenses entre l'Etat, collectivités locales et régions.

— **M. Jacques Chaminade : Diffusion d'une interview par la télévision** [5 octobre 1978] (p. 5607) : indépendance du conseil d'administration de TF 1 pour le choix des programmes; le Gouvernement le saisit du problème.

— **M. Roland Leroy : Ordonnance sur la presse** [18 octobre 1978] (p. 6238) : perfectionnement des mécanismes d'aide à la presse écrite, afin d'éviter les concentrations excessives ; attachement du Gouvernement à la défense du pluralisme.

— **M. Jack Ralite : Respect du droit de grève** [25 avril 1979] (p. 3034) : proposition de loi tendant à assurer la continuité du service public à la télévision inscrite à l'ordre du jour par la conférence des présidents.

— **M. Roland Nungesser : Entretien de « La Boisserie »** [25 avril 1979] (p. 3037) : décision favorable du Premier ministre ; parmi les solutions possibles, celle recevant l'accord de la famille de Gaulle sera retenue.

— **M. Jean-Paul de Rocca Serra : Radio privée étrangère destinée à émettre vers la France** [24 octobre 1979] (p. 8865) : le Gouvernement fera respecter la loi qui s'oppose à la réalisation de cette radio privée ; attirera l'attention du Gouvernement italien sur le caractère irrégulier de cette entreprise.

— **M. Bernard Derosier : Information télévisée** [24 octobre 1979] (p. 8871) : objectivité de l'information confiée par la loi aux présidents et aux conseils d'administration des chaînes de télévision, comité mis en place par les socialistes et présidé par Mme Charles Roux a constaté l'équilibre des informations diffusées ; mise en cause des membres des conseils d'administration par ces accusations.

— **M. Jacques Brunhes : Exonération de la redevance télévision pour les personnes âgées** [21 novembre 1979] (p. 10459) : proportion importante des exonérations de la redevance ; maintenir la règle appliquée depuis dix-neuf ans pour les exonérations tenant compte du plafond fixé pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, permet de concentrer l'aide au profit des personnes les plus démunies.

— **M. Roger Duroure : FR 3 Aquitaine** [28 novembre 1979] (p. 10815) : la politique de l'établissement public télédiffusion de France pour l'ensemble des régions françaises sera exposée lors de la discussion sur l'autorisation de perception de la redevance.

— **M. Gérard Longuet : Information sociale à la télévision** [12 décembre 1979] (p. 11664) : créneaux de libre expression prévus par le cahier des charges pour formations politiques ou organisations professionnelles ; radio mieux équipée techniquement que télévision à ce type d'émission car nécessiterait protestations aux heures de grande écoute ; étude dans le cadre des nouvelles radios.

— **M. François Massot : Protestation au sujet d'une émission de radio** [19 décembre 1979] (p. 12312, 12313) : responsabilité juridique de la société Radio France qui doit procéder à l'audition des émissions « Libre expression » ; insinuations à l'égard des journalistes ; prétendue réunion d'une commission de contrôle.

— **M. Paul Pernin : Titres de films incitant à la violence** [12 novembre 1980] (p. 3758) : loi du 30 décembre 1975 tendant à limiter l'incitation à la violence tout en préservant la liberté de création.

— **M. Pierre Juquin : Attitude de l'AFP à l'égard du parti communiste** [3 décembre 1980] (p. 4581, 4582) : statut de l'AFP.

— **M. Laurent Fabius : Rachat du groupe Hachette par Matra** [10 décembre 1980] (p. 4805) : difficultés de juger les conséquences d'une restructuration non encore accomplie ; gestion des nouvelles messageries ; application des lois sur la presse ; faiblesse du secteur de l'édition en France face au groupe allemand Bertelsmann.

— **M. Michel Suchod : Retransmission à la télévision d'une déclaration de M. Mitterrand** [17 décembre 1980] (p. 4966) : responsabilités du conseil d'administration de TF 1 sur la diffusion des informations.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Alain Richard** (n° **811**) : **Conséquences de l'éclatement du ministère de la culture** [28 avril 1978] (p. 1464, 1465) : extension des compétences du ministère de la culture : rattachement des maisons de la culture au ministre de la culture et au ministre de la jeunesse ; rattachement de la direction de l'architecture à la culture et à l'environnement ; liaison établie entre culture et communication.

— **M. Jean-Paul Fuchs** (n° **2362**) : **Réception des émissions de télévision dans les zones de montagne** [12 juin 1978] (p. 2482, 2483) : mesures prises pour réduire la participation financière des communes aux travaux de résorption des zones d'ombre ; espoir en des progrès techniques ; animation culturelle inscrite dans le cadre d'une politique générale de la montagne ; rôle du fonds d'intervention culturelle.

— **M. Lucien Villa** (n° **2122**) : **Situation du théâtre de l'Est-parisien** [9 juin 1978] (p. 2763, 2764) : reconstruction du théâtre à son emplacement actuel ; pour l'instant étude de programmation qui aboutira en 1979 à l'appel d'offres.

— **M. Lucien Villa** (n° **9377**) : **Presse** [1er décembre 1978] (p. 8656, 8657) : procédure d'instruction judiciaire en cours, M. Hersant étant accusé de violation de l'ordonnance du 26 août 1944 ; étude demandée au Conseil économique et social sur les problèmes de la presse.

— **M. Jean-Louis Goasduff** (n° **9140**) : **Imposition des bénéfices agricoles dans le Finistère** [1er décembre 1978] (p. 8657, 8658) : réduction de la base forfaitaire par le ministre du budget ; suppression de la tarification spéciale après la campagne 1977.

Suppléé par M. Daniel Hoeffel (secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille) :

— **M. Emile Koehl** (n° **16308**) : **Restauration de la cathédrale de Strasbourg** [18 mai 1979] (p. 4025).

— **M. Michel Durafour** (n° **17071**) : **Subventions aux centres d'art dramatique** [8 juin 1979] (p. 4880) : signature en avril dernier, par le directeur de la Comédie de Saint-Etienne, d'un contrat de décentralisation le liant à l'Etat sur la base d'une subvention annuelle de 3,9 millions de francs ; contestation par lui de l'arrondissement de cette somme ; réexamen pour les années à venir des sommes allouées aux différents centres d'art dramatique.

— **M. Jack Ralite** (n° **17306**) : **Conservatoires et écoles de musique minicipaux** [15 juin 1979] (p. 5223) : succès du plan établi depuis dix ans par le ministère de la culture concernant l'enseignement musical ; augmentation des aides de l'Etat ; prochain plan de cinq ans appliqué à partir de 1980 modifiant les modes d'intervention de l'Etat et les modalités pédagogiques et administratives régissant l'enseignement musical spécialisé ; études menées en collaboration avec le ministère de l'éducation et des universités pour un renouveau de la vie musicale.

— **M. Pierre Mauroy** (n° **31256**) : **Station de radio expérimentale « Fréquence Nord »** [23 mai 1980] (p. 1254) : conditions d'émission de Radio Monte-Carlo ; (p. 1255) : examen du problème par le Conseil d'Etat ; expérimentation de radios de service public ; commission nationale d'évaluation et commission des émissions d'expressions locales ; comités régionaux de l'audiovisuel ; fonctionnement de « Fréquence Nord » ; (p. 1256) : problème de l'émission consacrée à l'expression locale ; accès des élus.

— **M. Henri Michel** (n° **31874**) : **Vins des Côtes-du-Rhône** [6 juin 1980] (p. 1644) : inégalités existant entre les différentes régions viticoles en matière d'enrichissement des vins.

— **M. Philippe Séguin** (n° **31515**) : **Aide à la presse** [6 juin 1980] (p. 1645) : création d'un fonds d'aide alimenté par une taxe parafiscale assise sur les recettes publicitaires de la télévision ; réunion d'une table ronde.

— **M. Michel Noir** (n° **31592**) : **Renforcement de la police à Lyon** [6 juin 1980] (p. 1646) : modernisation du parc automobile ; effort réalisé dans le domaine de l'équipement immobilier de la police ; ouverture du commissariat du premier arrondissement.

— **M. Lucien Dutard** (n° **31880**) : **Services publics communaux** [6 juin 1980] (p. 1647) : projet de loi relatif au développement des responsabilités des collectivités locales et tendant à accroître l'autonomie communale ; (p. 1648) : passage entre fonction communale et fonction publique ; gestion des carrières ; procédure de recrutement ; création de la commission des emplois supérieurs des communes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1810) : la volonté de rendre les musées plus accueillants par la restauration des bâtiments, la création ou l'achèvement de quelques grandes opérations ; le musée du XIX^e^ siècle d'Orsay ; (p. 1811) : le lien entre la création de ce musée et la restauration du Louvre et du Jeu de Paume ; son engagement de ne pas dépasser l'enveloppe de 388 millions de francs prévus ; la mise en place d'un établissement public constructeur pour le musée d'Orsay ; l'aide de l'Etat aux musées locaux ; l'enveloppe de 236 millions de francs de crédits de subvention pour ces musées ; (p. 1812) : le problème des châteaux-musées ; la possibilité grâce au projet de loi de programme d'assurer l'avenir des métiers d'arts et des entreprises artisanales ; (p. 1834) : sa réponse aux différents orateurs ; sa volonté de respecter l'enveloppe globale fixée au Sénat pour la réalisation du musée d'Orsay ; son amendement tendant à augmenter les crédits des musées classés et contrôlés ; l'origine financière de ces nouveaux crédits. **Question préalable de M. Georges Fillioud** (p. 1815) : la possibilité d'améliorer ce texte ; demande le rejet de la question préalable. **Discussion des articles. Avant l'Article unique** (p. 1835) : l'acceptation de l'amendement n° 3 de la commission par le Gouvernement ; son opposition à l'adoption du sous-amendement n° 19 de M. Dominique Taddei à l'amendement n° 3 de la commission. **Article unique et annexe** (p. 1837) : demande à M. Gilbert Gantier de retirer son amendement n° 13 et le rejet de l'amendement n° 17 de M. Dominique Taddei, l'amendement du Gouvernement augmentant de 50 millions de francs les crédits accordés aux musées classés et contrôlés ; (p. 1837) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'adoption de l'amendement n° 7 de la commission ; (p. 1838) : son amendement n° 18 : augmentation de 50 millions des crédits relatifs aux musées classés et contrôlés ; adopté. **Article unique** *(suite)* : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 4 de la commission ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission. **Après l'Article unique** (p. 1838) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles ; (p. 1839) : l'inutilité de faire figurer dans une loi de programme d'équipement des engagements en matière de fonctionnement ; l'impossibilité matérielle de réaliser les tâches impliquées par les amendements n° 10 de M. Hubert Dubedout et n° 12 de M. Jack Ralite ; (p. 1840) : demande le retrait de l'amendement n° 15 de M. Etienne Pinte ; l'absence d'engagement financier pour des périodes supérieures au délai d'application de la loi de programme ; sur l'amendement n° 15 de M. Dominique Taddei, l'inconstitutionnalité de l'abrogation d'un décret par une loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3552) : associe le Gouvernement à la dénonciation de l'attentat commis à Versailles et condamne l'exploitation politique qui en est faite par le parti communiste ; conséquences financières de l'attentat de Versailles : projet de loi de programme amputée de 5 à 10 millions de francs. **Discussion des articles** [27 juin 1978] (p. 3553) : propositions du Gouvernement : 191 millions de crédits de travaux pour les cinq ans à venir pour Versailles.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2607) :

confirmation du monopole par la loi du 7 août 1974 ; objet du projet : dissiper l'incertitude juridique provoquée en matière de monopole par des décisions de justice contradictoires ; missions du système de communication dans une société libérale ; permettre la création, faire respecter la qualité, assurer le pluralisme et imaginer l'avenir ; risque d'anarchie à l'italienne en cas d'abandon du monopole ; danger du développement de radios commerciales au détriment de la presse écrite ; (p. 2608) : rareté de fréquences ; développement des besoins localisés de communication assuré par le service public ; activité de FR 3 en matière de radio et de télévision régionales ; 25 000 heures de radio régionale par an ; satisfaction du public devant les radios régionales actuelles. **Exception d'irrecevabilité opposée par M. Georges Fillioud** (p. 2613) : pas de problème de cohérence entre le monopole et la Déclaration des droits de l'homme qui ne traite que de liberté d'expression individuelle ; rappelle la réserve expresse formulée par le Gouvernement lors du débat sur la ratification de la convention européenne des droits de l'homme qui avait déclaré interpréter les dispositions de l'article 10 comme compatibles avec le régime institué en France par la loi du 17 juillet 1972 ; demande le rejet de l'exception d'irrecevabilité de M. Georges Fillioud par scrutin public ; question préalable de M. Jack Ralite ; (p. 2615) : demande le rejet de la question préalable de M. Jack Ralite par scrutin public ; (p. 2639) : confirmation par le texte de la loi du 7 août 1974 ; besoin de communication ; distinction entre monopole de diffusion et de programmation ; choix fait par le Gouvernement : perfectionnement du service public. **Discussion des articles** [7 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2640) : demande le rejet des amendements n° 3 de la commission et n° 1 de M. Joël Le Tac ; le problème de Radio Monte-Carlo relève du droit international des télécommunications ; risque d'affaiblissement de la position de la France pour la conférence de Genève de 1979 ; (p. 2641) : demande un scrutin public sur les amendements n° 3 de la commission et n° 1 de M. Joël Le Tac ; problèmes posés par la gestion des réseaux de télévision au nom de l'Etat. **Article unique** (p. 2641) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 5 de suppression de M. Jack Ralite. **Après l'Article unique** (p. 2642) : sur l'amendement n° 4 de la commission : moyens donnés par la loi de 1974 au Parlement pour le contrôle et l'orientation de la politique audiovisuelle ; délégation parlementaire pour la radio et la télévision, procédure des questions orales, questions d'actualité ; s'oppose à l'adoption de cet amendement ; (p. 2643) : son soutien au développement de l'audience de la télévision régionale ; opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 10 de M. Dominique Taddei ; (p. 2644) : et à l'amendement n° 7 de M. Marcel Tassy ; son opposition à l'amendement n° 9 de M. Jack Ralite ; inapplicable. **Commission mixte paritaire** [27 juin 1978] (p. 3554) : approuve l'introduction d'un article additionnel portant amnistie des infractions à l'article L 39 du code des télécommunications.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978] **Article 30** (p. 6172) : affirme la compatibilité de la taxe spéciale additionnelle par le traité de Rome ; relèvement de la taxe permettant de dégager une épargne collective du cinéma et d'encourager la création et la production de films français de qualité ; (p. 6173) : prochain renouvellement de la commission d'avances sur recettes ; relèvement de la taxe spéciale permettant de maintenir les avantages du cinéma d'art et d'essai ; (p. 6174) : s'oppose aux amendements n°s 156 et 158 de M. Jack Ralite ; souhaite la mise au point par les professionnels de tarifs modulés pour les places de cinéma pour les jeunes et les personnes âgées.

Deuxième partie :

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6279) : doublement des crédits consacrés à la culture ; trois grands axes de développement dans le budget : patrimoine, diffusion et création ; souci d'ouverture sur les collectivités locales dans la politique du patrimoine ; problème du château de Versailles ; répartition des compétences entre ministères de l'environnement et de la culture ; maintien des actions pour la diffusion culturelle ; moyens importants accordés à la décentralisation dramatique ; nécessité de trouver une nouvelle vocation au théâtre de Chaillot ; crise de l'action culturelle ; (p. 6280) : demande considérable en matière de musique ; nécessité d'une étroite association entre ministères de la culture et de l'éducation dans le domaine musical ; problème de la grange de la Malvialle ; possibilité de diffuser le livre par l'achat du livre à faible prix ; effort en faveur des personnes âgées ; programme pluriannuel présenté aux organisations du cirque ; maintien de l'école des beaux-arts de la ville de Metz en 1979 ; réforme nécessaire de l'ensemble des enseignements artistiques en France ; (p. 6281) : dispositions fiscales pour la création audiovisuelle et le cinéma ; baisse de la TVA et augmentation de la TSA ; création d'une épargne collective de soixante millions de francs par la profession ; rapports entre

cinéma et télévision ; sa volonté de traiter également les rapporteurs des commissions du Parlement ; grave problème de la SFP. **Examen des crédits** [18 octobre 1978. **Etat B - Titre III** (p. 6281) : soutient l'amendement n° 220 du Gouvernement : modification des crédits en raison du partage des compétences entre ministère de l'environnement et ministère de la culture ; transfert au ministère de l'environnement de 51 % des moyens de fonctionnement de l'ancienne direction de l'architecture et de 52 % de son personnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 214 du Gouvernement : traduction budgétaire de l'emploi de directeurs du patrimoine ; adopté ; (p. 6281) : état B du titre IV ; (p. 6282) : soutient l'amendement n° 221 du Gouvernement : conséquences du partage de compétences entre le ministère de la culture et le ministère de l'environnement ; assure M. Antoine Gissinger du financement des relais culturels d'Alsace ; adopté ; (p. 6283) : justifie l'augmentation des subventions au théâtre de Lyon en raison d'une politique basée sur le développement des opéras de Lyon, Strasbourg, Toulouse et Bordeaux.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6713) : rappelle les objectifs de la réforme de l'ORTF intervenue en 1974 ; situation financière de la SFP caractérisée par un déficit de trésorerie et par un déficit budgétaire ; diminution relative des commandes de productions de la part des sociétés de programme ; refuse de faire supporter le déficit de la SFP par les sociétés de programme ; rejette la liquidation de la SFP ; (p. 6714) : nécessité pour la SFP de trouver sa place dans un marché ouvert de la production audiovisuelle et de cesser de dépendre d'un marché captif caractérisé par un système de commandes obligatoires ; établissement par le président-directeur général par intérim de la SFP d'un programme d'activité assurant en trente mois le retour à l'équilibre ; importance de la concertation avec les cadres et les syndicats de la SFP ; (p. 6715) : situation financière satisfaisante des sociétés de programmes ; déficit de TDF dû aux attentats criminels ayant frappé ses installations ; nécessité de préciser le rôle et la mission de l'INA ; refuse de remettre en cause le principe d'une répartition du produit de la redevance fondée sur les résultats d'audience et de qualité ; souhaite qu'un pourcentage de la redevance soit dégagé chaque année pour constituer un fonds de la qualité ; difficulté d'apprécier la qualité des programmes télévisés ; effort considérable accompli en matière de régionalisation et de diffusion ; augmentation modeste de la redevance télévision ; (p. 6720) : lettre de M. le Premier ministre aux présidents des chaînes de télévision à la suite de l'interview de la « chienne de Tulle » et du film sur Eva Braun ; (p. 6733) : annonce la diffusion expérimentale sur cassettes des programmes de FR 3 aux îles Marquises ; (p. 6734) : poursuite de l'effort de diffusion d'informations en langue tahitienne ; annonce de nouvelles études sur la situation des petits débits de boissons en zone rurale; augmentation du nombre d'heures d'émissions télévisées destinées aux jeunes ; refuse que soit établi un lien entre l'appartenance politique d'un journaliste et ses possibilités d'accès à la radiotélévision ; (p. 6735) : annonce une expérience de coloration de TF 1 par le procédé de la conversion dans la région d'Aurillac ; rappelle la position du Gouvernement sur la SFP. **Examen des crédits** [26 octobre 1978]. **Article 62** (p. 6737) : soutient l'amendement n° 256 du Gouvernement : attribuant un crédit supplémentaire de quinze millions à Antenne 2 ; adopté (p. 6738).

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Information. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7799) : aide de l'Etat ayant pour but de préserver les conditions d'indépendance et du pluralisme de la presse ; importance des aides indirectes : assujettissements optionnels à la TVA décidés par une commission de hauts magistrats ; problème de la comptabilité des avantages postaux ; concentration des aides budgétaires attribuées par le fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger ; crédits d'abonnement au service de l'agence France presse figurant au titre III, crédits de fonctionnement ; (p. 7800) : augmentation moyenne de 13 % des tarifs d'abonnements à l'AFP ; pas de publicité sur FR 3 ; plafond de 25 % pour les ressources que les sociétés de programme peuvent tirer de la publicité ; souhaite le développement de la presse scientifique et technique de langue française ; problème de la sélectivité des aides à la presse ; difficulté du choix entre le critère du contenu et celui de la périodicité ; problème des concentrations dans la presse ; impossibilité pour le Gouvernement de commenter les faits relatifs à l'application des articles 7 et 9 de l'ordonnance du 26 août 1944 en raison d'instances juidiciaires ; mission nouvelle du service juridique et technique de l'information ; bon fonctionnement de la commission paritaire des publications et agences de presse ; (p. 7801) : effort de redressement accompli pour la société nationale des entreprises de presse et pour la SOFIRAD.

— **Projet de loi sur les archives** (n° **306**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8772, 8773) : patrimoine menacé ; cité de Fontainebleau relevant du

ministère de la culture ; évolution de la notion de pré-archivage ; problème des archives audiovisuelles ; accroissement des moyens des archives. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article premier** (p. 8801) : soutient l'amendement n° 56 du Gouvernement : objet de la loi ; adopté. **Article 3** (p. 8803) : soutient le sous-amendement n° 57 du Gouvernement : détermination des règles par un décret en Conseil d'Etat plutôt que par un règlement d'administration publique ; adopté. **Article 8** (p. 8810) : soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 8811) : soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement : réglementation de la destruction d'archives classées ; accepte la modification de l'amendement n° 59 proposée par M. Alexandre Bolo, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; adopté avec modification ; (p. 8812) : soutient le sous-amendement n° 60 du Gouvernement : extension de l'amendement n° 16 aux altérations portant sur la teneur et sur la forme ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 71 du Gouvernement : absence de droit de préemption en cas de ventes d'archives classées par son propriétaire ; adopté. **Article 12** *bis* (p. 8813) ; soutient le sous-amendement n° 61 du Gouvernement : suppression des indications relatives à l'origine, à la nature, au contenu et à la forme des documents ; adopté. **Article 14** (p. 8815) : soutient le sous-amendement n° 63 corrigé du Gouvernement : suppression de l'avis du directeur des archives de France ; adopté. **Article 15** (p. 8816) : soutient les sous-amendements rédactionnels n° 64 et 65 du Gouvernement : adoptés. **Après l'Article 16** (p. 8817) : soutient les sous-amendements n° 66 : formel ; n° 67 et 68 : supression de la référence aux épreuves de sceaux ; du Gouvernement ; adoptés ; (p. 8818) : motivation des décisions devant s'entendre par rapport à l'existence de la loi. **Avant l'Article 21** (p. 8819) : soutient le sous-amendement n° 69 du Gouvernement : substitution d'un décret en Conseil d'Etat au règlement d'administration publique ; adopté. **Seconde délibération du projet de loi. Article 5** *ter* (p. 8821) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : suppression de l'article 5 *ter* ; adopté. **Article 5** *quater* (p. 8822) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : précision des délais visés à l'article 5 *quater* ; adopté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1653) : participation de son ministère à l'information du Parlement.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radio-diffusion télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3161) : préservation du droit de grève à la radio-télévision ; distinction entre création, transmission, émission des signaux de radio-télévision et programmation ; droit de réquisition ; volonté du Gouvernement de faire respecter le droit des téléspectateurs à l'usage d'un service public qu'ils payent. **Discussion de l'article unique** [26 avril 1979]. **Titre** (p. 3189) : rappelle que lorsqu'il s'agit d'une proposition de loi le texte soumis au vote de l'Assemblée est celui qui est issu des travaux de la commission. **Deuxième lecture, discussion générale** [26 juin 1979] (p 5657) : nécessité de supprimer trois automatismes : déclenchement du service minimum ; pas de suppression du droit de grève à la radio et à la télévision. **Discussion de l'article unique** [26 juin 1979]. **Article unique** (p. 5662) : nécessité de ne pas fixer dans la loi le contenu du programme minimum.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9020) : manque d'objectivité de MM. Fillioud et Ralite ; organisation du festival de Deauville et du Cisco ne relevant pas du Gouvernement ; (p. 9021) : forte progression des autorisations de programme du budget de la culture ; coopération avec les collectivités locales ; priorité du budget ; conservation du patrimoine, enseignement de la musique et de la danse ; budget de la culture ne représentant pas la totalité de l'effort culturel de l'Etat ; s'étonne de voir les communistes et les socialistes défendre l'héritage d'André Malraux après l'avoir combattu ; (p. 9022) : estime périmée la décentralisation missionnaire ; (p. 9033) : rappelle que le parti communiste a toujours combattu l'action d'André Malraux ; estime suffisants les moyens accordés au centre Pompidou ; problème du théâtre de Chaillot ; (p. 9034) : problème difficile de la rémunération des personnels des musées et des monuments historiques ne pouvant être résolu que dans le cadre du statut général de la fonction publique ; restauration de l'Arc-de-Triomphe et de la Sainte-Chapelle ; annonce un projet de loi sur l'enseignement de la danse ; programme d'action prioritaire du VIII[e] Plan consacré à l'action culturelle en milieu rural ; pas d'abandon des chartes culturelles ; diminution apparente de crédits de fonctionnement des musées de province pouvant être compensée par les crédits relatifs au patrimoine et par les crédits d'investissements ; (p. 9035) : plan de cinq ans pour l'enseignement de la musique ; application de la charte culturelle bretonne ;

problème du ballet théâtre Libault-Estier ; difficulté du livre et du film français à l'étranger ; préparation d'une loi de programme sur la lecture publique.

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9049) : amélioration de la situation financière des organismes de télévision ; augmentation de la redevance limitée à 6,8 % ; (p. 9050) : accusation injustifiée de M. Pierre Juquin contre les journalistes de télévision ; indépendance de la rédaction d'Europe 1 vis-à-vis du président de la société ; présence de journalistes communistes à FR 3 à Dijon ; nomination du président de l'AFP par treize voix sur quinze dans un conseil d'administration comportant trois représentants de l'Etat ; composition des conseils d'administration des sociétés de télévision garantissant l'indépendance et le pluralisme ; mise en place, pour le budget de 1981, d'un nouveau système de répartition de la redevance et d'un fonds de la qualité ; son intention de limiter les fonds qui pourront être consacrés par les sociétés de programme à la coproduction de films ; estime que le service public a plus d'avenir que le monopole en matière de programmation, mais qu'en matière de diffusion service public et monopole doivent s'identifier encore longtemps ; (p. 9051) : étude de la création d'une agence française d'images et d'une cour de l'audiovisuel ; création, sur le plan industriel, de la préfiguration d'un système de communications par satellite ; accélération de la mise en couleur de TF 1 dans le sud-est. **Examen des crédits** [26 octobre 1979]. **Article 57** : répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision ; (p. 9052) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Jack Ralite : suppression de la TVA sur la redevance télévision ; s'oppose à l'amendement n° 360 de M. Jack Ralite : réduction du taux de TVA sur la redevance télévision ; (p. 9053) : s'oppose à l'amendement n° 367 de M. Marcel Tassy dont l'adoption réduirait la liberté d'action de TDF en matière de recherche.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Information. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9060) : recherche pour 1980 de l'équilibre financier de Sud Radio ; problème des tarifs postaux ; souhaite que l'abstention des membres RPR de la commission d'enquête sur l'information ne s'étende pas au vote sur l'article 70 qui ne concerne que l'aide à la presse ; s'engage à réunir une table ronde afin d'examiner des conditions de passage au droit commun en ce qui concerne les aides accordées par l'Etat à l'investissement des entreprises de presse ; son intention de soutenir un amendement à l'article 70 permettant à la presse de disposer en 1980 et 1981 de ressources importantes au titre de l'article 39 *bis* du code général des impôts. **Examen des crédits. Article 70** : reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour entreprises de presse ; (p. 9061) : s'oppose aux amendements n° 257 de la commission des finances et n° 193 de M. Georges Gosnat : suppression de l'article 70 ; (p. 9062) : s'oppose à l'amendement n° 329 de M. Laurent Fabius : reconduction des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; renonce pour l'instant au projet de taxe parafiscale assise sur la publicité ; soutient l'amendement n° 374 du Gouvernement : augmentation du pourcentage de bénéfice susceptible d'être utilisé par les quotidiens pour la constitution des provisions prévues par l'article 39 *bis* du code général des impôts ; augmentation du pourcentage de l'investissement qui peut être financé avec ces provisions ; adopté avec modification ; soutient un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 374 du Gouvernement ; reprise sans son gage du sous-amendement n° 375 de M. Louis Sallé : augmentation pour les non-quotidiens du pourcentage de l'investissement qui peut être financé avec les provisions prévues par l'article 39 *bis* du code général des impôts ; adopté ; (p. 9063) : sur l'amendement n° 362 de M. Marcel Tassy ; impression de nombreuses publications communistes françaises dans les pays de l'Est.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2263) : texte de codification ; nombre de gardiens ; opération lancée à l'occasion de l'année du patrimoine ; (p. 2264) : financement des maisons de la culture et des centres d'action culturelle. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2265) : soutient le sous-amendement n° 13 du Gouvernement : fouilles et découvertes archéologiques ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 14 du Gouvernement : champ d'application du texte ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 15 du Gouvernement : application de la loi aux expositions organisées par les personnes publiques à l'aide d'objets provenant de collections privées ; adopté. **Article 5** (p. 2266) : soutient le sous-amendement n° 16 du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission : non-application de l'amendement aux chantiers et dépôts de fouilles ; adopté ; (p. 2267) : programme pluriannuel de protection du patrimoine ; rapidité insuffisante d'intervention des services des monuments historiques. **Explications de vote** (p. 2269) : affaire Robatel ; statut des personnels ; maintien du principe de la parité dans le financement des maisons de la culture.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Information. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3546) : table ronde sur les aides de l'Etat à l'investissement des entreprises de presse ; problème posé par les incidences du changement de régime de la TVA des périodiques ; centre de presse du grand palais ; information sur les travaux du haut conseil de l'audiovisuel ; modernisation de l'AFP ; fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger et problème des tarifs aériens ; attachement du Gouvernement à l'équilibre des médias. **Répond à la question de M. Robert-André Vivien** : (p. 3547) : nécessité de modifier certains cadres juridiques et certains dispositifs de soutien pour faire face aux techniques nouvelles de communication.

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3537) : majoration modérée de la redevance télévision ; limitation des dépenses de fonctionnement et des frais généraux ; redressement financier de la SFP et de l'INA ; contrats pluriannuels signés avec TF 1 et Antenne 2 ; effort sans précédent en faveur de la création ; appel à de nouvelles formes d'organisation se maintenant dans le cadre général du service public. **Répond à la question de M. Jean Briane** : (p. 3537) : résorption des zones d'ombre dans l'Aveyron ; importance de la couverture de la France par satellite. **Répond à la question de M. Claude Biwer** : (p. 3538) : difficultés pour la réception des images de télévision dans la Meuse ; situation de la télévision en Polynésie ; prix des hebdomadaires dans les territoires et départements d'outre-mer. **Examen des crédits. Article 37** (p. 3539) : conditions d'examen du budget d'Antenne 2 par le conseil d'administration de la société. **Après l'Article 37** (p. 3540) : information du Parlement sur les activités de la SOFIRAD ; s'oppose à l'amendement n° 115 de Mme Chantal Leblanc. **Après l'Article 46** (p. 3541) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Georges Fillioud : étendue du contrôle du Parlement sur la redevance télévision.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3497) : augmentation de la fréquentation des salles de cinéma; crédits du ministère de la culture ne représentant que la moitié des crédits consacrés par l'Etat aux actions culturelles ; succès du rapprochement sous une même tutelle du cinéma et de la télévision ; importance des interventions indirectes de l'Etat ; (p. 3498) : économies réalisées dans le budget ; priorité accordée aux musées, à l'enseignement musical et à la création dramatique ; politique à l'égard du théâtre national de l'Opéra de Paris ; extension de la procédure du 1 % pour la décoration à toutes les constructions de l'Etat conduisant à un doublement de la commande publique aux artistes ; maisons de la culture et centres d'action culturelle ; effort accompli en faveur de l'enseignement musical ; (p. 3499) : poursuite de la politique de protection et de valorisation du patrimoine ; succès de l'Année de patrimoine et attitude contradictoire de l'opposition ; engagement d'un programme pluriannuel de protection du patrimoine ; application de la loi de programme sur les musées ; crédits des monuments historiques ; encouragement des métiers d'art par des commandes publiques ; inventaire du patrimoine ; (p. 3500) : problèmes de la lecture publique ; mission d'enquête et de réflexion confiée au directeur du livre au ministère de la culture ; annonce le dépôt d'un amendement du Gouvernement tendant à renforcer les crédits d'équipement de la lecture publique ; statut et conditions de travail des personnels des monuments historiques et des gardiens de musée ; (p. 3501) : concertation en cours entre les artistes interprètes et les représentants de l'industrie du phonogramme et de l'industrie des appareils enregistreurs et des bandes vierges ; problème de la ratification de la convention de Rome; aménagement du musée du XIX^{e} siècle à la gare d'Orsay ; problèmes du cinéma ; abaissement, en 1980, du taux de la TVA applicable au cinéma ; situation satisfaisante du cinéma français ; (p 3502) : succès de films français au festival de Cannes 1980. **Répond à la question de M. Robert-André Vivien** (p. 3504) : subvention à la fédération nationale pour l'animation des monuments historiques privés ; rôle des propriétaires privés dans la sauvegarde du patrimoine ; projet de statut de la demeure privée d'intérêt public. **Répond à la question de M. Dominique Pervenche** (p. 3504) : orchestres régionaux ; problèmes de l'orchestre philarmonique des Pays de Loire ; effort de création de chœurs auprès des orchestres régionaux ; multiplication des retransmissions radiodiffusées et télévisées. **Répond à la question de Mme Hélène Missoffe** (p. 3505) : annonce le dépôt d'un amendement du Gouvernement améliorant les moyens de la lecture publique ; caractère interministériel d'une politique de la lecture. **Répond à la question de M. Jean-Michel Boucheron** (p. 3505) : école nationale d'Angoulême ; coordination nécessaire des écoles d'art ; diplôme national d'art et techniques. **Répond à la question de M. Pierre Forgues** (p. 3506) : subvention accordée au « Grenier de Toulouse ». **Répond à la question de M. Bernard Derosier** (p. 3506) : modalités de fonctionnement des maisons de la culture et des centres d'action culturelle et nouveaux modes de diffusion culturelle ; (p. 3507) : création de nouveaux

centres d'action culturelle. **Répond à la question de M. Paul Pernin** (p. 3507) : conditions de l'extension du 1 % au titre de la décoration à toutes les constructions de l'Etat. **Répond à la question de M. Claude Coulais** (p. 3507) : aide à la décentralisation du théâtre lyrique en France ; situation de l'orchestre de Nancy. **Répond à la question de M. Jean Briane** (p. 3508) : place des cultures et langues régionales à la radio et à la télévision ; conseil de l'ethnologie française. **Répond à la question de M. Gérard Chasseguet** (p. 3508) : restauration de l'église et du château de Sillé-le-Guillaume. **Répond à la question de M. Yves Lancien** (p. 3509) : coopération entre l'Etat et la Ville de Paris dans le domaine du logement des artistes. **Répond à la question de M. Dominique Pervenche** (p. 3509) : augmentation de la dotation de la maison de la culture de Nantes. **Répond à la question de M. Gaston Defferre** (p. 3510) : activités culturelles de Marseille ; opéra ; tournée aux Etats-Unis du ballet national ; théâtre national de Marcel Maréchal. **Répond à la question de M. Emmanuel Hamel** (p. 3510) : action culturelle en milieu rural ; éducation musicale ; (p. 3511) : compagnie théâtrale de Bourgogne. **Répond à la question de M. Jean-Claude Gaudin** (p. 3511) : vie culturelle de Marseille. **Examen des crédits** [4 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3512) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jean-Michel Boucheron ; compétence de la direction du patrimoine pour gérer les résidences présidentielles qui sont des monuments historiques et des palais nationaux ; (p. 3512) : s'oppose aux amendements n° 133, 134 et 135 de la commission des affaires culturelles relatifs à la lecture publique ; intention du Gouvernement de majorer les crédits de la lecture publique lors de la deuxième délibération de la deuxième partie de la loi de finances ; (p. 3513) : coût d'une reconstruction du théâtre de l'Est parisien ; (p. 3514) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Jack Ralite. **Titre IV** (p. 3515) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Jack Ralite : augmentation des crédits de l'enseignement musical ; création de trois ateliers musicaux expérimentaux ; (p. 3517) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jack Ralite ; politique de la danse ; intention du Gouvernement de rendre obligatoire le diplôme de professeur de danse dans l'enseignement public et facultatif dans l'enseignement privé.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2112) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative au contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel** (n° **1969**). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4774) : s'oppose à la question préalable du groupe communiste ; (p. 4777) : ne s'oppose pas à la motion de renvoi en commission de M. Rodolphe Pesce ; utilité du débat ; concertation avec les organisations syndicales.

LE DOUAREC (François)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), (*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Plan du grand Sud-Ouest** [28 novembre 1979] (p. 10819) : demande si le Gouvernement prépare d'autres plans régionaux pour éviter que nombre de nos compatriotes ne s'estiment victimes de discrimination.

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan
(5e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du [4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral (n° 1769) [12 novembre 1980] (p. 3804).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur **l'affaire dite des écoutes** du *Canard enchaîné* (n° **1643**) [17 avril 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur la **crise des pêches maritimes** françaises (n° **1943**). [7 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 226 du **code pénal** (n° **2215**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des ports de pêche de Lorient et de Concarneau** [17 juin 1978] (p. 2598) : politique de la pêche du Gouvernement.

— **Droits des travailleurs des arsenaux** [8 novembre 1978] (p. 7223) : nécessité de rétablir l'alignement des salaires des travailleurs des arsenaux sur les indices de la métallurgie de la région parisienne.

— **Mesures à prendre après l'accident du** *Gino* [2 mai 1979] (p. 3333) : utilité des dispositifs mis en place après l'accident de l'*Amoco-Cadiz ;* insuffisance de l'action du Gouvernement à l'encontre des pavillons de complaisance.

— **Conséquences de l'accord du 30 mai 1980 à Bruxelles sur les pêches françaises** [4 juin 1980] (p. 1534) : principe de l'égalité d'accès à la ressource.

• *questions orales sans débat :*

— (N° **16310**) : **Financement des superstructures des ports de pêche** [18 mai 1979] (p. 4016, 4017) : nécessité d'organiser d'urgence un débat pour définir une politique de la mer ; interventions insuffisantes de l'Etat dans le financement des superstructures des ports de pêche ; assimilation abusive des ports de pêche aux ports de commerce ; coût du transit portuaire et de la manutention du poisson ; impossibilité pour les ports de pêche de bénéficier des aides du Fonds européen de développement.

— (N° **20625**) : **Epargne populaire** [12 octobre 1979] (p. 8208, 8209) : coups portés à l'épargne par l'interdiction du cumul du livret bleu du Crédit mutuel avec le livret A des caisses d'épargne et par le projet de loi de finances pour 1980 ; atteinte au développement du Crédit mutuel.

— (N° **23507**) : **Politique pétrolière** [7 décembre 1979] (p. 11483, 11484) : politique du Gouvernement envers les sociétés pétrolières françaises — respect de la loi de 1928 ; marché de Rotterdam ; baisse du prix du pétrole en francs ou en dollars constants ; gains de l'Etat par le biais de la fiscalité pétrolière ; critique de la politique du « tout pétrole » ; mise en œuvre d'une nouvelle politique énergétique.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1991) : deux objectifs des prestations familiales : réduction des inégalités entre les ménages avec enfants et les ménages sans enfant, maintien d'une natalité raisonnable ; insuffisance actuelle des prestations familiales et des équipements sociaux mis à la disposition des familles rendus plus nécessaires par la transformation des modes de vie et des mentalités ; absence d'une politique gouvernementale de la petite enfance rendant compatibles vie professionnelle et vie familiale ; dramatique insuffisance des crèches collectives ; manque de formation des assistantes maternelles ; insuffisance et difficulté de financement des

services de travailleuses familiales ; critique l'absence de lien administratif entre les crèches et les écoles ; propositions : création d'établissements polyvalents et de maisons de l'enfance, amélioration des systèmes de garde.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2984) : grève des arsenaux ; baisse du pouvoir d'achat des personnels des arsenaux ; diminution du tonnage de la marine compromettant l'avenir des arsenaux ; nécessité de confier des travaux civils de haute technicité aux arsenaux ; imprécision de la politique de la marine ; (p. 2985) : incertitude de la construction du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins et des porte-aéronefs ; une marine de 250.000 tonnes à l'horizon 1985 ; affaiblissement des moyens de soutien logistique de la marine ; deux sous-marins nucléaires seulement en mer en même temps ; modernisation insuffisante de la force nucléaire stratégique ; manque de crédibilité d'une marine dotée de matériel trop ancien ; nécessité de construire des remorqueurs de haute mer pour la surveillance des rails de navigation ; problème de repyramidage.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. **Travail et participation - Formation professionnelle. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6822) : abandon des objectifs initiaux de la loi de 1971 sur la formation professionnelle ; taux de participation des entreprises limité à 1,1 % en dépit de l'objectif de 2 % ; allongement des files d'attente pour les stages de formation professionnelle ; 14.000 salariés seulement touchés par les actions du fonds national pour l'emploi ; renoncement à la planification industrielle ; développement des « formations parking » ; précarité des emplois fournis dans le cadre du pacte national pour l'emploi ; (p. 6823) : absence de contrôle de l'Etat sur les actions qu'il finance.

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences. Discussion générale** [7 novembre 1978] (p. 7129) : insuffisance des moyens de la marine ; problème de la construction d'un nouveau porte-aéronefs et d'un choix de l'avion embarqué ; (p. 7130) : incidence de l'abandon du plan naval sur le plan de charge des arsenaux ; remise en cause par le Gouvernement des droits acquis des ouvriers des arsenaux en matière de salaire.

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7389) : visite de la délégation du groupe de la mer et de la délégation des marins pêcheurs auprès du ministre des transports ; (p. 7390) : critique les ventes de chalutiers à l'étranger ; impossibilité de répercuter l'augmentation des charges de la pêche sur les prix ; possibilité de reconstituer les stocks grâce à l'application du système des quotas ; non-utilisation des fonds du FIOM ; insuffisance de l'aide au gazole. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7396) : son amendement n° 319 : réduction des crédits en faveur de l'organisation des marchés ; affectation de cette dotation à l'aide aux carburants ; rejeté au scrutin public.

Articles et Articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 80** (p. 8020) : soutient l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Cot : dépôt d'un rapport sur la protection de l'épargne populaire contre l'inflation ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° **682**) **et projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Première lecture. Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8732) : insuffisance scandaleuse de la lutte contre la pollution marine ; approuve la volonté du Gouvernement d'aggraver les sanctions pénales et financières en cas de pollution ; faiblesse du droit international et disparités excessives des législations nationales en matière de pollution marine ; propositions faites par la commission d'enquête parlementaire créée à la suite du naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* efficacité des sanctions pénales supposant l'existence d'une véritable police des mers ; inégalité de traitement entre navires français et étrangers au point de vue des poursuites pénales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Explications de vote** [4 décembre 1978] (p. 8754) : insuffisance des dispositions du projet pour régler l'ensemble des problèmes posés par la pollution et l'aggravation des risques de la navigation ; vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant modification du statut des courtiers d'assurances maritimes** (n° **583**). **Première lecture. Explications de vote** [4 décembre 1978] : vote favorable du groupe socialiste (p. 8756).

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion**

[14 décembre 1978] (p. 9466) : déclin des exploitations familiales françaises ; absence de moyens de financement du développement des exploitations ; transformation de l'agriculture en industrie lourde ; nécessité d'investissements initiaux considérables pour suivre la modernisation des techniques de production ; rôle néfaste de la politique des prix minima garantis pour la majorité des producteurs ; attribution des aides aux plus grandes exploitations ; coût social de la désertification de la France rurale ; accroissement des inégalités entre exploitations par le système de la bonification des taux d'intérêts qui sert surtout aux grandes exploitations en raison de l'obligation de l'apport personnel ; (p. 9467) : difficultés financières des éleveurs de porcs ; accroissement des taux d'endettement ; mise en œuvre de la liquidation de l'agriculture bretonne.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins** (n° **989**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4727) : timidité du projet ; demande la validation des périodes de chômage dû aux intempéries ; importance des accidents du travail dans la marine ; niveau scandaleusement bas des pensions de réversion perçues par les veuves ; nécessité d'une refonte importante des modalités de la protection sociale des marins ; (p. 4728) : exemple des congés payés et de la limitation du temps de travail. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4730) : problème de la validation du chômage dû aux intempéries. **Article 4** (p. 4731) : soutient l'amendement n° 7 de M. Claude Evin : maintenant les droits à pension des veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire ; rejeté. **Après l'Article 60** (p. 4732) : retire l'amendement n° 15 de M. Claude Evin : institution d'une taxe sur le chiffre d'affaires des navires.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5100) : proteste contre l'intervention des forces de l'ordre contre les travailleurs des arsenaux de Lorient; pas de politique de la mer dans le VIII^e^ Plan ; crise de la construction navale, de la marine marchande et de la pêche ; nécessité de réduire la dépendance alimentaire de la France par développement de l'aquaculture ; compétitivité de l'industrie française dans le secteur de l'exploration et de l'exploitation des océans ; transferts des technologies aux pays du tiers-monde.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° **1305**). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7658) : la mer enjeu stratégique essentiel; dépendance grandissante des Etats par rapport aux océans ; risques de balkanisation des océans ; insuffisance du rapport gouvernemental sur l'enjeu stratégique que représente l'océan ; dissuasion réalisée au détriment des forces maritimes classiques ; (p. 7659) : avenir du Redoutable ; (p. 7659) : diminution du tonnage des forces navales classiques ; incohérence de la politique suivie qui fixe des missions importantes à la marine sans lui donner les moyens de les assurer ; dispersion des crédits consacrés à la marine ; élaboration de la politique de défense à l'Elysée sans contrôle du Parlement.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création de l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites « Inmarsat » et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites « Inmarsat »** (n° **1329**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1979] (p. 8217) : conditions scandaleuses dans lesquelles le projet de loi est examiné par le Parlement ; (p. 8218) : rappelle que les socialistes ont déposé une proposition de loi constitutionnelle limitant à six mois le délai dans lequel les accords internationaux doivent être soumis à l'approbation du Parlement ; souhaite que le Gouvernement fasse une déclaration de politique générale sur ses choix en matière de communications par satellites au niveau international ; abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8819) : situation d'assistée de la flotte industrielle ; dégradation de la situation des ports français, exemple de Lorient ; demande la mise en œuvre d'un plan régionalisé de modernisation de la flotte industrielle ; insuffisance des industries françaises de transformation des produits de la mer ; s'inquète d'un projet de fusion des garde-pêche avec le service des douanes ; promesse gouvernementale de déconcentrer le régime d'aide au financement des navires de pêche artisanale ; (p. 8820) : problème de la conchyliculture et de l'aquaculture. **Examen des crédits** [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8835) : amendement n° 320 de M. François d'Harcourt incapable de résoudre le problème du gazole pêche.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9198) : urbanisation excessive des côtes ; moyens d'action insuffisants du conservatoire du littoral ; (p. 9199) : rôle des schémas régionaux du

littoral ; le versement de 1 % par EDF du coût de la construction des centrales nucléaires pour la conservation et la protection du littoral ; insuffisance de la directive du mois d'août 1978.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9473) : information insuffisante du Parlement ; revendications des travailleurs des arsenaux ; pénétration du secteur privé menaçant l'emploi dans les arsenaux et leur statut ; problème des secrétaires administratifs et des ingénieurs des techniques d'études et de fabrication (p. 9481) : construction complète d'un aviso par des entreprises sous-traitantes à Lorient ; (p. 9488) : souhaite que soient précisées les attributions de la sécurité militaire et ses possibilités d'intervention envers les appelés.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique (n° 1339). Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11295) : danger de l'adhésion de la Grèce à la Communauté dans le secteur des transports maritimes ; essor récent de la flotte grecque s'expliquant par ses coûts d'exploitation inférieurs à ceux des armements européens ; (p. 11296) : aspect maritime négligé dans les négociations relatives à l'entrée de la Grèce dans le marché commun.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [16 juin 1980] (p. 1868) impunité de la délinquance financière ; (p. 1870) : pratique de recouvrement forcé ; indulgence excessive de la justice pour la délinquance « astucieuse » ; limitation des moyens de l'instruction par le projet ; intervention de la justice dans la répression des fraudes et dans la publicité mensongère ; contrôle du démarchage à domicile et de la vente par correspondance ; banalisation de la violence policière ; impunité des crimes et attentats politiques ; groupe Charles Martel ; affaire Henri Curiel.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires : Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3052) : insuffisance de l'information du Parlement ; imprécision du plan naval ; problème de la production et du commerce des armes et de la place des établissements d'Etat ; développement de la sous-traitance ; (p. 3053): revendications des personnels des arsenaux ; problème des ventes d'armes et de leur contrôle par le Parlement ; doctrine d'utilisation des forces d'intervention ; capacités de transport aérien ; (p. 3065): contrôle parlementaire sur les exportations d'armes.

Services du Premier ministre. — VI. Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3243) : rôle du secrétariat d'Etat aux industries agro-alimentaires ; (p. 3244) : exemple de la crise du veau ; politique privilégiant le développement des exportations en oubliant la réduction des importations ; conventions de développement fonds d'intervention stratégique ; retard des industries de transformation du poisson ; (p. 3247) : difficultés des industries de transformation des produits de la mer.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3496) : désengagement de l'Etat à l'égard du cinéma ; situation dominante de quelques grandes firmes françaises ou américaines ; aide à l'exportation avantageant les groupes dominants ; libération du prix des places ; rapport Seydoux ; méfaits de la concentration au niveau de la programmation ; stagnation des crédits du cinéma d'art et d'essai ; (p. 3497) : absence de politique de création en matière de cinéma.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3981) : participation des usagers aux investissements consacrés aux superstructures des ports de pêche ; (p. 3994) : pose une question au nom de M. Louis Le Pensec : grève de la marine marchande ; dégradation des retraites des marins et rapport Dufour ; (p. 3998) : organisation des marchés et problème des prix du poisson ; mémorandum remis par le gouvernement à la CEE ; déficit du FIOM. **Examen des crédits** [15 novembre 1980]. **Titre III** (p. 4003) : son amendement n° 210 : suppression des crédits prévus pour le recrutement des trois techniciens contractuels de la sécurité de la navigation ; retiré ; catastrophe du *Tanio* et problème de la sécurité des navires ; qualification des équipages ; non-ratification, par la France, de la convention « Marpol » ; projet de directive européenne rendant obligatoire l'application à tous navires faisant escale dans un port de la CEE des normes de sécurité prévues dans les conventions internationales de navigation ; (p. 4004) : son amendement n° 218 : réduction des crédits affectés aux études générales en faveur des pêches maritimes et des cultures marines ; retiré ; problème de la gestion des ressources face au risque de disparition de certaines espèces ; réglementation en matière de pêche plaisancière ; incertitude de la politique de l'aquaculture. **Titre V** : son amendement n° 21 : suppression des autorisations de programme prévues pour l'aménagement des sentiers de douaniers en bordure du littoral ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 24** (p. 4720) : approuve l'amendement n° 3 de M. Martin visant à améliorer l'action de la commission de la concurrence ; (p. 4721) : reprend pour le compte du groupe socialiste l'amendement n° 3 de M. Martin : mise à la disposition de la commission de la concurrence d'enquêteurs requis par elle ; rejeté ; soutient l'amendement n° 45 de M. Malvy : possibilité pour les commissions permanentes du Parlement de saisir la commission de la concurrence sur les projets et propositions de loi ; rejeté ; (p. 4722) : utilité de la commission de la concurrence pour le Parlement ; soutient l'amendement n° 168 de M. Malvy ; possibilité pour la commission de la concurrence de se saisir elle-même de toute affaire concernant la concurrence, les ententes illicites et les abus de position dominante ; rejeté. **Article 25** (p. 4723) : soutient l'amendement n° 129 de M. Taddei : suppression de l'article 25 ; rejeté ; nécessité de créer une quatrième section à la commission de la concurrence ; soutient l'amendement n° 169 de M. Malvy : publication obligatoire au *Journal officiel* des avis rendus par la commission de la concurrence ; rejeté. **Article 33** (p. 4728) : dénonce le retard apporté à la publication du statut particulier des ingénieurs d'études et techniques d'armements ; désaccord entre le ministère de la défense et le ministère des finances ; nécessité de rendre la publication du statut rétroactive au 1er janvier 1976 ; (p. 4730) : dénonce la non-publication du statut d'ingénieur d'études et techniques d'armement cinq ans après la loi de 1975 ; son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 29 de la commission des finances : respect des situations acquises depuis le 30 octobre 1975 par les personnels concernés en activité ; retiré ; (p. 4731) : son sous-amendement n° 191 à l'amendement n° 29 de la commission des finances : examen particulier des situations des personnels qui pourraient être désavantagés par les dispositions de l'amendement n° 29 ; rejeté. **Article 36** (p. 4732) : volonté du ministre de faire valider des arrêtés de nominations annulés par le tribunal administratif de Paris ; organisation illégale du concours prévu pour la constitution initiale du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications du fait de la pré-répartition des postes par direction d'emplois ; nécessité d'élargir le recrutement du corps ; (p. 4734) : son sous-amendement n° 183 à l'amendement n° 48 du gouvernement : création d'une commission tripartite en vue de rechercher des solutions techniques et financières permettant de remédier aux difficultés créées par la position de l'administration lors de la définition du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications ; rejeté ; (p. 4735) : refus du Gouvernement de poser globalement le problème de l'intégration des techniciens d'études et de fabrications dans le corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications ; son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 48 du Gouvernement : création d'une taxe sur le montant des ventes d'armes à l'exportation ; rejeté. **Rappel au règlement** (p. 4737) : nécessité d'appliquer l'article 40 de la Constitution aux amendements nos 158, 161, 162, 175 et 176 après l'article 46 qui tendent à rendre obligatoires les dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association à la charge des communes. **Article 42** *bis* (p. 4738) : soutient l'amendement n° 150 de M. Dominique Taddei : maintien intégral des avantages acquis des agents de la caisse nationale de crédit agricole ; rejeté ; (p. 4739) : soutient l'amendement n° 151 de M. Dominique Taddei : fixant un cadre pour le décret réglant le statut des personnels de la caisse nationale de crédit agricole régis par le règlement intérieur ; rejeté. **Après l'Article 43** (p. 4739) : soutient l'amendement n° 46 de M. Jean Auroux : augmentation des tarifs de la taxe annuelle sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics et des tarifs de la taxe annuelle sur les jeux de boules et de quilles comportant des dispositifs électromécaniques ; rejeté. **Après l'Article 45** (p. 4745) : critique la loi de 1977 sur l'architecture qui a abouti à laminer la profession des maîtres d'œuvre en bâtiment ; responsabilité des députés de la majorité dans le vote de cette loi. **Après l'Article 46** (p. 4746) : demande l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements nos 158, 161, 162, 175 et 176. **Après l'Article 23** *(suite)* (p. 4751) : recevabilité de l'amendement n° 13 de M. Laurent Fabius tendant à rétablir la commémoration du 8 mai.

LE GARREC (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

LEGENDRE (Jacques)

Député du Nord
(16e circonscription)
(RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (formation professionnelle). Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (formation professionnelle) (troisième Gouvernement Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 6 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (formation professionnelle). Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle). Décret du 2 octobre 1980 [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) (troisième Gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Jean Begault : Cotisations sociales des jeunes salariés** [15 novembre 1978] (p. 7671) : accord du ministre du travail pour repousser d'un mois la date limite de dépôt des demandes.

— **M. André Labarrère : Emploi** [15 novembre 1978] (p. 7676) : adoption par le Conseil des ministres de mesures répondant aux problèmes de l'emploi.

— **M. André Delehedde : Agence nationale pour l'emploi** [15 novembre 1978] (p. 7676) : communication en Conseil des ministres envisagée après dépôt du rapport et consultation des organisations professionnelles de l'ANPE.

— **M. Jean-Claude Gaudin : Poursuite du conflit à la Solmer** [16 mai 1979] (p. 3850) : décision de la direction d'arrêter entièrement la production ; efforts des services départementaux pour trouver une solution au conflit.

— **M. Jean Bonhomme : Droit de grève dans les services publics** [16 mai 1979] (p. 3853) : pas de projet de loi en préparation.

— **M. Vincent Porelli : Cessation du travail à la Solmer** [16 mai 1979] (p. 3853) : un rendez-vous a été pris pour le même jour entre une délégation CGT de la Solmer et le ministère du travail.

— **Mme Paulette Fost : Grève à l'entreprise Alsthom** [7 novembre 1979] (p. 9540) : intervention du Gouvernement pour favoriser une solution négociée ; propositions élaborées et soumises à l'intersyndicale qui doit indiquer ce soir si elle accepte que les salariés soient consultés sur ces propositions.

— **M. Jacques Jouve : Licenciements dans une entreprise d'Ambazac (Haute-Vienne)** [12 décembre 1979] (p. 11661) : licenciements non encore effectifs ; reprise de la société, seule façon de les éviter.

— **Mme Edwige Avice : Grève à la banque française du commerce extérieur** [30 avril 1980] (p. 850).

— **M. Edmond Garcin : Fermeture des usines Prior à Marseille** [4 juin 1980] (p. 1538).

— **M. Alain Hautecœur : Menaces de licenciements à la tannerie Vaillant à Barjols dans le Var** [17 juin 1980] (p. 1899).

— **M. Christian Nucci : Suppression d'emplois à l'usine Rhône-Poulenc de Roussillon dans l'Isère** [17 juin 1980] (p. 1899) : situation du marché mondial des fibres synthétiques.

— **M. Yvon Tondon : Centre de formation professionnelle de Nancy** [19 novembre 1980] (p. 4160) : réforme de la gestion de l'ACUCES.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Antoine Rufenacht (n° 16567) : Emploi en Haute-Normandie** [1er juin 1979] (p. 4599) : modification depuis 1973 de la situation de l'emploi en Haute-Normandie qui, jusque-là, figurait parmi les régions de plein emploi ; avantages de la Haute-Normandie (ports, situation géographique, dynamisme démographique, qualité de main-d'œuvre) ; efforts de l'Etat en faveur de cette région.

— **M. Maxime Kalinsky** (n° **16721**) : **Indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer** [1er juin 1979] (p. 4600, 4601) : la loi n° 79-32 du 16 janvier 1979 prévoit la préparation en Conseil d'Etat du décret devant adapter aux départements d'outre-mer le régime métropolitain d'aide aux travailleurs privés d'emploi dans un délai maximum de dix mois ; respect strict par le Gouvernement de ce calendrier.

— **M. Serge Charles** (n° **17111**) : **Seuils d'effectifs dans les entreprises** [15 juin 1979] (p. 5214, 5215) : difficulté de supprimer l'effet des seuils ; danger de suppression de droits sociaux au nom de l'incitation à l'embauche ; mesures contenues dans le troisième pacte pour l'emploi pour l'assujettissement progressif des entreprises aux participations financières relatives à la formation professionnelle, au logement et aux transports.

— **M. Guy Ducoloné** (n° **20681**) : **Réforme de l'agence nationale pour l'emploi** [5 octobre 1979] (p. 7881, 7882) : le conseil constitutionnel a décidé que les textes relatifs à l'organisation de l'ANPE sont de nature réglementaire ; consultation des centrales syndicales par le ministre du travail ; l'agence conservera sa tâche de recensement des demandeurs d'emploi dont la mission est de se consacrer au placement et à l'orientation professionnelle des demandeurs d'emploi et demeurera un établissement public à caractère industriel et commercial ; le statut des agents relèvera du droit public.

Suppléant M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation : travailleurs manuels et immigrés :

— **M. Parfait Jans** (n° **20682**) : **Réalisations de la SONACOTRA** [5 octobre 1979] (p. 7883) : la politique gouvernementale tend à éviter la ségrégation ; avantages des réalisations des constructeurs sociaux, dont la SONACOTRA à Paris et en Ile-de-France.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1407) : les projets de la politique de formation professionnelle : une plus grande égalité de chances, une solution au problème de l'emploi ; les résultats de la politique de formation professionnelle ; les progrès de la formation professionnelle des ouvriers et des femmes ; la stabilité du taux de participation des employeurs au financement de la formation ; la formation professionnelle des agents de l'Etat et des collectivités locales ; le pacte national pour l'emploi des jeunes ; (p. 1408) : les étapes de la politique de formation professionnelle ; les deux chapitres du projet : la promotion individuelle et le congé de formation, la réforme du système de rémunération des stagiaires par l'Etat ; la complexité de l'ancien système : la distinction de six types de stages ; (p. 1409) : les abus engendrés par le système ; le remplacement des six catégories de stages par trois catégorie de stagiaires : les travailleurs salariés, les demandeurs d'emploi, les travailleurs non salariés ; le nouveau congé rémunéré pour 0,5 % des salariés de l'entreprise ; (p. 1410) : la nécessaire évolution de la formation professionnelle; les amendements du Gouvernement; (p. 1419): la nécessité de s'en tenir au texte discuté ; le maintien de l'effort des entreprises au-dessus du minimum légal ; les inégalités dans la formation initiale ; (p. 1420) : la complémentarité de la formation initiale et de la formation permanente ; l'inflation abusive des coûts de formation et de la mise en place d'un système de contrôle ; les actions à venir en faveur de l'emploi des jeunes ; l'inadéquation de la formation aux nécessités de l'emploi ; la mise en place d'un groupe de travail interministériel ; la dimension culturelle de toute action de formation ; le développement du congé individuel de formation indépendamment des intérêts étroits de l'entreprise ; (p. 1421) : la longueur insuffisante des stages ; les possibilités réelles de l'économie ; le réalisme du projet ; l'association du rapporteur à l'élaboration des décrets d'application ; les inégalités devant la formation professionnelle ; (p. 1422) : les problèmes de l'emploi des jeunes et la politique suivie pour les résoudre; l'embauche définitive des stagiaires. **Discussion des articles** [27 avril 1978]. **Après l'Article premier** (p. 1423) : son amendement n° 56 des stages de formation, moyen de contrôle ; (p. 1424) : son opposition au sous-amendement n° 75 de M. Louis Besson : possibilité pour les stages de formation d'avoir pour but de promouvoir la vie associative ; sur le sous-amendement n° 76 de M. Louis Besson : inclusion des stages de formation linguistique dans la catégorie de stages d'entretien ou de perfectionnement ; l'inutilité de mentionner les stages de formation linguistique dans la typologie de l'article 2 ; amendement n° 56 modifié par le sous-amendement n° 76 ; adopté. **Article 2 : Articles L 930-1, L 930-1-1 du code du travail** (p. 1425) : la variété des facteurs dont dépend le développement de la vie associative ; (p. 1426) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'adoption des amendements identiques n° 19 de M. Antoine Gissinger et n° 63 de M. André Delehedde : possibilité pour le congé de formation d'avoir uniquement une finalité cultu-

relle ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'adoption des amendements identiques n° 20 de M. Antoine Gissinger et n° 61 de M. Jean Laurain : possibilité pour le congé de formation d'avoir pour but l'ouverture à la vie sociale ; son accord sur l'amendement rédactionnel n° 21 de M. Antoine Gissinger ; (p. 1427) : s'oppose à l'adoption des amendements n° 1 corrigé de M. Pierre Juquin et n° 62 de M. André Delehedde : repos compensateur lorsque le stage ne s'impute pas ou s'impute partiellement sur le temps de travail ; la régression qui résulterait de l'adoption de ces amendements étant donné la nécessité d'imputer les stages suivis hors du temps de travail sur les 2 % du temps prévu pour la formation professionnelle ; [9 mai 1978] (p. 1486): sur l'amendement n° 46 de M. Jean Brocard : suppression de la référence à l'article L 940-L du code du travail dans l'article L 930-1-1 du code du travail ; propose la substitution de la référence à l'article L 900-2 à la référence de l'article L 940-2 ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sort de l'amendement n° 21 de M. Antoine Gissinger : élargissement à la branche professionnelle des conditions de l'ancienneté exigées dans l'article 2 ; (p. 1487) : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 71 de M. Hubert Voilquin : caractère non consécutif de l'ancienneté de 24 mois exigée. **Article 3 : Articles L 930-1-2 à L 930-1-6 du code du travail** (p. 1487) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Pierre Juquin : augmentation de 2 à 3 % du pourcentage de travailleurs de l'entreprise pouvant bénéficier simultanément du congé de formation ; les charges nouvelles créées par cet amendement pour les entreprises ; rejeté ; (p. 1487) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 64 de M. Jacques-Antoine Gau : caractère de droit du congé pour les stages agréés ; le caractère trop rigide de cette mesure. **Article 4 : Articles L 930-1-7 à L 930-1-11 du code du travail** (p. 1488) : sur l'amendement n° 23 de M. Antoine Gissinger : conditions du maintien de la rémunération ; procédure de l'agrément ; la simplicité du système retenu par la commission ; abandon du paritarisme ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'adoption de l'amendement n° 23 ; (p. 1489) : s'oppose à l'adoption du sous-amendement n° 79 de M. Jean Brocart : définition des personnels d'encadrement par décret ; s'oppose à l'adoption du sous-amendeent n° 3 de M. Pierre Juquin : interdiction de mettre les frais de formation à la charge du salarié ; la participation financière, contrepartie de la liberté de choix du salarié ; (p. 1490) : sur les sous-amendements identiques n° 24 de M. Antoine Gissinger et n° 65 de M. Jacques-Antoine Gau : agrément de plein droit des stages fournis par les services publics et les associations qui sont agréées par l'autorité de tutelle ; l'assainissement du marché de la formation ; le rôle joué par les organismes privés de formation ; les problèmes soulevés par les sous-amendements n° 24 et n° 65 ; l'engagement automatique de l'Etat sur le plan financier qu'ils entraînent ; son refus d'opposer l'irrecevabilité en vertu de l'article 40 ; (p. 1490) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 4 de M. Pierre Juquin : définition par des conventions collectives des personnels d'encadrement ; (p. 1491) : s'oppose à l'adoption de l'amendement de suppression n° 66 de M. Jacques-Antoine Gau : la nécessité de respecter les possibilités financières des entreprises ; l'absence d'arbitraire dans le choix des bénéficiaires du congé de formation ; (p. 1492) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 25 de M. Antoine Gissinger : mention des cours de promotion sociale dans l'article L 930-1-10 en raison de l'absence de définition de cette notion dans la loi. **Article 5 : Article L 930-1-12 du code du travail** (p. 1492) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 48 de M. Jean Brocard : suppression d'une disposition relative aux salariés détachés dans des fonctions d'enseignement. **Article 6 : Article L 930-2 du code du travail** (p. 1493) : son amendement n° 53 : limitation de l'article 6 aux jeunes n'ayant pas de diplômes professionnels ; adopté ; sur l'amendement n° 6 de M. Pierre Juquin : suppression de la condition d'ancienneté dans l'entreprise remplacée par une condition d'activité professionnelle ; propose le remplacement des mots « activité professionnelle » par ceux de « présence dans la branche professionnelle » ; demande le rejet des amendements identiques n° 28 et n° 7 de M. Pierre Juquin : nécessité de l'agrément de l'Etat pour les stages prévus à l'article 6 ; (p. 1494) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Jean Brocard : conséquence de l'amendement n° 46 à l'article 2. **Après l'Article 6 :** se rallie à la position de M. Antoine Gissinger sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Juquin : interdiction d'accroître le travail des autres salariés en raison des absences pour congé de formation ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Antoine Gissinger : imputation des dépenses faites pour les divers congés de formation sur le 1 % fixé par la loi de finances pour 1978 ; l'absence de butoir introduit par cet amendement et la création d'une disposition juridique nécessitant l'imputation. **Article 9 : Articles L 930-3 à L 960-9 du code du travail** (p. 1495) : sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Juquin : agrément automatique de l'Etat lorsqu'il y a congé de formation rémunéré ; son refus de l'instauration de l'agrément automatique ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement rédac-

tionnel n° 30 de M. Antoine Gissinger ; (p. 1496) : l'acceptation de l'amendement n° 31 de M. Antoine Gissinger par le Gouvernement : soumet les renseignements prévus à l'article L 960-4 aux conditions existant pour le maintien de la rémunération des salariés en congé de formation ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Antoine Gissinger : analogue à l'amendement n° 31 ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Antoine Gissinger : suppression du second alinéa de l'article L 960-5 du code du travail ; accepte l'amendement n° 35 de M. Antoine Gissinger : explication de la condition d'activité professionnelle fixée à l'article L 960-6 du code du travail ; (p. 1501) : sur l'amendement n° 36 de M. Antoine Gissinger : règles juridiques applicables à tous les fonds d'assurance formation ; le développement des fonds d'assurance formation ; la spécificité des fonds des non-salariés ; propose un sous-amendement à l'amendement n° 36 : suppression de l'agrément obligatoire de l'Etat ; adopté ; son sous-amendement : agrément obligatoire de l'Etat pour les fonds d'assurance formation visés à l'amendement n° 37, à l'amendement n° 37 de M. Antoine Gissinger : règles applicables aux fonds d'assurance formation destinés aux salariés; adopté; (p. 1502) : accepte l'amendement n° 38 de M. Antoine Gissinger : création d'un article L 960-10 relatif aux fonds d'assurance-formation pour les travailleurs non salariés ; les modalités de calcul de la rémunération des travailleurs non salariés en stage. **Après l'Article 9** (p. 1503) : son amendement n° 54 : procédure des autorisations d'absence accordées par l'employeur aux salariés s'occupant de formation professionnelle ; s'oppose à l'ouverture d'un droit automatique à un crédit d'heures rémunérées ; demande un scrutin public sur son amendement n° 54 ; (p. 1504) : s'oppose au sous-amendement n° 77 de M. Louis Besson : maintien automatique de la rémunération en cas d'autorisation d'absence ; à son amendement n° 54 ; l'importance de l'amendement n° 54 ; le problème de la charge de la rémunération ; adopté avec modification ; son amendement n° 55 : pouvoirs des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle ; (p. 1505) : propose un sous-amendement à son amendement n° 55 : délai de trois semaines pour la communication des documents par le chef d'entreprise au comité d'entreprise ; s'engage à informer l'Assemblée sur les décrets d'application de la loi; conclut au rejet du sous-amendement n° 78 de M. Louis Besson : caractère obligatoire de l'avis favorable du comité d'entreprise sur le plan de formation professionnelle, à son amendement n° 55 ; adopté ; (p. 1506) : sur l'amendement n° 15 de M. Pierre Juquin : fixation à 2 % de la contribution des employeurs au financement de la formation professionnelle ; l'impossibilité d'exiger des entreprises une participation de 2 % en raison du contexte économique ; demande le rejet de l'amendement n° 16 de M. Pierre Juquin : conclusion des stages pratiques en entreprise par des contrats d'embauche définitive ; (p. 1507) : demande le rejet de l'amendement n° 17 de M. Jack Ralite en raison des difficultés de contrôle de son application : prise en compte de la formation acquise par le salarié pour sa classification et son salaire. **Article 10 :** l'accord du Gouvernement sur l'amendement de coordination n° 41 de M. Antoine Gissinger. **Article 11** : accepte l'amendement de coordination n° 42 de M. Antoine Gissinger ; (p. 1508) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 44 de M. Antoine Gissinger : soumission des décrets d'application à la délégation permanente du Conseil national de la formation professionnelle. **Article 13** : son accord sur l'amendement formel n° 45 de M. Antoine Gissinger. **Article 4. Seconde délibération. Article L 930-1-17 du code du travail** (p. 1509) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Antoine Gissinger : modification de la procédure d'agrément et modalités de la rémunération des salariés stagiaires ; le respect de la règle du paritarisme. **Article L 930-1 du code du travail** : l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 3 de M. Antoine Gissinger : limitation des charges incombant aux employeurs occupant moins de dix salariés ; à l'amendement n° 2 ; la possibilité de prendre en compte les capacités financières réelles des entreprises ; adopté avec modification. **Explications de vote** (p. 1511) : les nombreux amendements adoptés ; l'esprit d'ouverture du Gouvernement ; le progrès représenté par l'avenant de 1976 et le projet du Gouvernement ; la formation permanente, objet d'un large consensus. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3161) : son intention de présenter les observations du Gouvernement lors de l'examen des amendements. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3161) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Antoine Gissinger ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission ; (p. 3162) : hostilité du Gouvernement à l'imputation sur le temps de travail de la préparation à l'exercice de responsabilité dans la vie associative ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission ; possibilité d'inclure la formation linguistique dans les stages d'adaptation ou de conversion ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Louis Besson. **Article 2** (p. 3163) : diffi-

culté de cerner l'aspect culturel d'un stage de formation ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission ; avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. André Delehedde ; rappelle l'adoption par le Sénat à la demande du Gouvernement du principe d'un congé pour le passage d'un examen ; refuse d'aller au-delà ; demande à M. Antoine Gissinger de retirer l'amendement n° 11 de la commission ; (p. 3164) : nécessité d'une loi pour accroître la charge des entreprises en prévoyant que des jours de congé seront accordés pour la préparation aux examens. **Article 4** : amendement n° 1 rectifié du Gouvernement : durée du maintien de la rémunération antérieure accordée aux salariés bénéficiant d'un congé de formation porté à 16 semaines ou 600 heures pour le personnel d'encadrement ; problème de la définition du personnel d'encadrement ; amendement n° 1 rectifié adopté ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission ; (p. 3165) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Jacques-Antoine Gau ; soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : limite l'intervention d'une réglementation par décret des conditions de présentation de demande de congé de formation au cas des travailleurs non couverts par l'avenant de 1976 ; adopté. **Article 6** (p. 3166) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Antoine Gissinger ; amendement du Gouvernement : application de l'article L 930-2 du code du travail à certains jeunes salariés dans leurs deux premières années d'activité professionnelle ; adopté ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. **Article 6** *bis* (p. 3167) : soutient l'amendement n° 3 corrigé du Gouvernement ; introduction dans le code du travail des dispositions de l'article 6 *bis* ; adopté ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. **Article 8** : avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission ; (p. 3168) ; nécessité de la moralisation mais aussi du maintien du pluralisme dans le domaine de la formation professionnelle ; avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. **Article 9** (p. 3169) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 du Gouvernement : possibilité pour l'Etat de verser sa participation à la rémunération des stagiaires avant que l'entreprise ait rempli ses obligations ; adopté ; avis favorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 26 de la commission après sa rectification ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 21 du Gouvernement : reversement par les fonds d'assurance formation au Trésor de leurs fonds non utilisés et de leurs dépenses non admises par les agents commissionnés visés à l'article 950-8 du code du travail ; adopté ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission. **Article 9** *bis* **A** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée à propos de l'amendement n° 23 de la commission. **Article 9** *bis* (p. 3171) : soutient l'amendement n° 5 formel du Gouvernement ; adopté. **Article 9** *ter* **A** (p. 3171) : soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement : intervention du décret fixant les modalités de la protection sociale des salariés désignés pour siéger dans un comité traitant des formations professionnelles ; adopté ; soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement : de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement : protection sociale des salariés agricoles désignés pour siéger dans un comité traitant de formation professionnelle ; adopté. **Article 9** *ter* (p. 3172) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de la commission. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [1er juillet 1978] (p. 3792) : regrette l'introduction d'une définition du personnel d'encadrement ; acceptation par le Gouvernement du texte de la commission mixte paritaire. **Condoléances de l'Assemblée nationale et du Gouvernement à la suite de la mort de M. Aldo Moro** [9 mai 1978] (p. 1484) : associe le Gouvernement aux condoléances adressées au président de la Chambre des députés italienne et au peuple italien.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Discussion générale** [1er juin 1978] (p. 2360) : bilan du pacte national pour l'emploi : 220.000 embauches, 110.000 contrats d'apprentissage ; diminution de 46 % à 42 % entre décembre 1976 et décembre 1977 du pourcentage de jeunes de moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi ; (p. 2361) : importance des moyens demandés pour 1978 en matière d'emploi ; difficulté prévisible ; risque de démobilisation. **Discussion des articles** [1er juin 1978] (p. 2381) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 27 de M. Pierre Zarka ; volonté du Gouvernement d'inciter les chefs d'entreprises à transformer les stages en embauches mais risque d'échec d'une telle obligation. **Article 6** (p. 2407) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de la commission ; nécessité de multiplier les explications à la fois auprès des prescripteurs d'embauche, les chefs d'entreprises et auprès des jeunes.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **304**). **Troisième lecture. Discussion générale** [1er juillet 1978] (p. 3794) : souhaite l'adoption du projet dans la dernière rédaction du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. **Travail et participation - Formation professionnelle. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6830) : la politique de formation professionnelle, moyen de lutte contre le chômage ; progression de 37 % des crédits de la formation professionnelle ; (p. 6831) : existence d'un chômage d'inadéquation en France ; fiscalisation de la contribution de 0,2 % des entreprises à la formation professionnelle ; 68.000 stages de formation professionnelle en 1977 ; augmentation de la contribution légale des entreprises à la formation professionnelle ; possibilité pour les salariés de suivre des stages de formation de longue durée ; intérêt de l'apprentissage ; nécessité de simplifier les procédures ; accroissement de l'effort d'investissement dans les CFA (centre de formation des apprentis) ; et remise en ordre de la gestion des centres ; renforcement de l'inspection de l'apprentissage.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9207) : l'apprentissage, moyen d'associer l'acquisition d'une qualification et l'adaptation à un poste de travail ; facilité d'insertion professionnelle des apprentis ; information diffusée par le CEREQ (centre d'études et de recherches sur les qualifications) ; objet du texte : principe de la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales, patronales et salariales en contrepartie de la suppression de la prime pour frais de formation ; (p. 9208) : politique de forfaitisation des charges sociales ; prise en charge partielle des cotisations patronales prévues par les pactes pour l'emploi ; opposition de l'article 40 aux amendements de la commission ; charge supplémentaire représentée par l'extension à 15 salariés de la prise en charge des cotisations des entreprises ; absence de moyens d'identification des entreprises de 10 à 15 salariés par les URSSAF rendant impossible une telle mesure ; conflit inévitable entre le souci des simplifications et celui de justice ; refuse la prise en charge intégrale des cotisations sociales dues par les apprentis ; maintien du principe de la cotisation forfaitaire ; acceptation par le Gouvernement du principe de la création d'une prime pour le temps passé en CFA ; (p. 9209) ; problème posé par le financement des CFA sur crédits budgétaires ; absence d'information sur l'utilisation des fonds dégagés par la taxe d'apprentissage rendant impossible l'attribution immédiate de la prime ; non-prise en compte des apprentis dans les seuils sociaux ; absence de concurrence entre les lycées d'enseignement professionnel et l'apprentissage ; nécessité de trouver un équilibre entre maître d'apprentissage et apprenti ; enseignement en alternance devant faire l'objet d'une concertation ; (p. 9210) : volonté du Gouvernement de faire un usage modéré de l'article 40 ; reprise de l'amendement de la commission énoncé par M. Jean Brocard par le Gouvernement.

Discussion des articles [11 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9211) : propose un amendement du Gouvernement : extension aux employeurs de la 2e section du régime spécial d'Alsace-Lorraine des avantages du projet ; (p. 9212) : modicité de la cotisation de l'apprenti et amélioration de la situation des apprentis par le texte ; problème technique et administratif de la perception de cette cotisation ; volonté de maintenir le principe selon lequel toute prestation doit entraîner un effort personnel de l'assujetti ; (p. 9213) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 11 de la commission en raison des difficultés qu'il entraîne pour le recouvrement des cotisations. **Avant l'Article premier** (p. 9214) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 2 de la commission qui est à nouveau réservé. **Article 2** (p. 9215) : soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement : application de l'article 2 au contrat d'apprentissage conclu pendant la période du premier janvier 1979 au 31 décembre 1981 et durant toute la période d'application du contrat ; adopté ; (p. 9216) : sur l'amendement n° 27 de M. Jean Delaneau ; problème de seuils ; sort défavorisé des salariés des petites entreprises en matière de formation. **Après l'Article 2** (p. 9217) : sur l'amendement n° 29 de M. Jean Morellon ; nécessité d'observer la convention de l'organisation internationale du travail relative au travail de nuit des enfants ; (p. 9219) : nécessité d'une durée de cinq ans d'exercice de la profession pour permettre d'être maître d'apprentissage. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9762) : pouvoir d'appréciation laissé à l'inspecteur du travail pour accorder des dérogations dans certaines professions en matière d'horaires des apprentis ; problème posé par les mousses et les novices de Fort-de-France ; (p. 9762) : affirme le droit aux prestations sociales des apprentis ne payant pas de cotisations.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article 3** (p. 5351) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission ; impossibilité de

remplacer rapidement les stages pratiques en entreprises par une formation alternée. **Article 7** (p. 5361) : problème de la compensation des frais engagés par les maîtres d'apprentissage quand leurs apprentis fréquentent des centres de formation ; évalue à un dixième du produit de la taxe d'apprentissage la fraction de cette taxe qui serait versée à un fonds de compensation en vertu de l'article 7 ; (p. 5363) : soutient le sous-amendement n° 61 du Gouvernement à l'amendement n° 45 de M. Gissinger : précisant que la fraction de la taxe d'apprentissage définie à l'article 7 ne pourra excéder la moitié de la fraction de la taxe d'apprentissage définie à l'article L 118-3 du code du travail ; adopté. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [30 juin 1979] (p. 5922) : nécessité d'utiliser l'argent de la taxe d'apprentissage pour favoriser l'apprentissage ou des actions de formation professionnelle dans le cas du hors quota.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8963) : priorité donnée à l'emploi des jeunes ; augmentation des crédits affectés aux contrats emploi-formation pour développer les stages pratiques en entreprises ; réduction apparente des crédits du fonds de la formation professionnelle ; poursuite de l'effort en matière d'apprentissage ; la situation des apprentis ; annonce un projet de loi organisant l'enseignement en alternance ; le problème de l'attente à l'entrée de l'AFPA ; (p. 8964) : contrôle de la formation professionnelle ; amélioration de la situation des agents de contrôle ; élaboration d'un statut pour ces agents ; développement du dispositif d'information sur l'utilisation de la taxe d'apprentissage ; renforcement des effectifs de l'inspection de l'apprentissage ; augmentation du nombre de dossiers français bénéficiant de la contribution du fonds social européen ; problème de la couverture sociale des stagiaires de formation professionnelle ; indemnisation des représentants des salariés siégeant dans les commissions administratives ou paritaires de la formation professionnelle ; formation permanente ; la promotion sociale agricole.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 796) : contre la question préalable de M. Louis Mexandeau ; inadaptation du système éducatif ; propositions de loi déposées par M. Labbé et M. Revet ; champ d'application du projet ; (p. 797) : lycées d'enseignement professionnel ; valeur pédagogique de l'alternance ; pactes nationaux pour l'emploi ; participation des entreprises à la formation professionnelle ; quota-alternance venant en supplément de la taxe d'apprentissage ; (p. 804) : accoutumance au chômage ; (p. 825) : développement du service public d'éducation ; enseignement technique ; apprentissage ; (p. 826) : contrat emploi-formation ; quart-monde ; expérience d'alternance dans l'université ; champ d'application du projet ; maisons familiales rurales. **Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Article 2** (p. 835) : commission d'homologation ; soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement : notions d'attestation de qualification ; adopté. **Article 4** (p. 838) concertation existant avec la délégation permanente du conseil national de la formation professionnelle. **Article 8** (p. 841) : propose un amendement verbal du Gouvernement : délai d'un mois pour l'octroi de l'habilitation ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 856) : soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement : contrats de travail spécifiques pour les jeunes salariés désireux de bénéficier d'une formation alternée ; adopté ; (p 857) : tendance à l'allongement constant de la formation initiale. **Article 14** (p. 857) : soutient l'amendement n° 84 du Gouvernement : suppression du caractère particulier du contrat ; devenu sans objet ; (p. 858) : soutient l'amendement n° 85 du Gouvernement : contenu du contrat; adopté ; soutient l'amendement n° 1 corrigé du Gouvernement : limite d'âge, durée du contrat ; devenu sans objet ; (p. 858) : soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement : contrat emploi-formation ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 858) : propose de modifier l'amendement n° 78 de la commission : modification adoptée. **Après l'Article 16** (p. 859) : soutient l'amendement de coordination n° 2 du Gouvernement ; adopté. **Article 17** (p. 861) : volonté du Gouvernement de ne pas accroître les charges des entreprises. **Article 18** (p. 861) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : répartition des contributions des entreprises entre l'apprentissage et l'alternance; adopté. **Article 19** (p. 863) : versement au Trésor libératoire à concurrence de 75 % du montant de l'obligation ; (p. 864) ; soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : versement au Trésor ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 865) : soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : entrée en vigueur des dispositions financières; adopté; (p. 866) : soutient l'amendement n° 7 rectifié du Gouvernement : dispositions financières provisoires ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement : avantages accordés aux salariés engagés dans l'alternance ; adopté. **Article 2 : Seconde délibération** (p. 866) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : suppression du deuxième alinéa de l'article 2 ;

adopté au scrutin public ; distinction entre alternance sous statut scolaire et formation en alternance ; difficultés des maisons familiales rurales. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2285) : lutte contre la précarisation du travail des jeunes, pacte pour l'emploi ; avenir de l'apprentissage ; participation de l'université à la formation alternée; financement de l'alternance ; pacte d'apprentissage ; (p. 2286) : imputation provisoire des dépenses consacrées au financement des formations alternées sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue. **Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 20** *ter* (p. 2288) : amendement n° 1 du Gouvernement : à titre provisoire, imputation des dépenses consacrées au financement des formations alternées sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre (*suite*). — I. **Services généraux - Formation professionnelle. Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 3004) : progression du budget de la formation professionnelle ; dispersion des crédits ; plafonnement, en francs courants, des crédits du fonds de la formation professionnelle ; maintien des moyens d'intervention de l'AFPA ; (p. 3005) : nécessité de ramener l'AFPA à sa vocation qui est d'agir face aux problèmes de conversion des salariés; maintien des crédits destinés aux handicapés ; augmentation, dès 1980, des crédits de rémunération des stagiaires ; efforts accomplis dans le domaine agricole ; développement de l'apprentissage ; efforts dans le domaine du contrôle ; statut des agents des services du contrôle ; conditions de travail et information de l'Assemblée ; (p. 3006) : effort des entreprises en faveur de la formation professionnelle ; participation des entreprises au financement du pacte pour l'emploi ; caractère concerté de la formation professionnelle ; mise en place d'un plan de développement de la formation professionnelle sur cinq ans qui se substituera au pacte pour l'emploi ; orientation du système scolaire vers la formation professionnelle ; (p. 3007) : application de la loi sur l'alternance ; développement de la formation continue avec congé individuel de formation de longue durée. **Répond à la question de M. Claude Wilquin** (p. 3007) : bilan des contrats emploi-formation ; taux élevé de transformation des contrats emploi-formation en contrats de travail à durée indéterminée. **Répond à la question de M. Bernard Derosier** (p. 3008) : crédits afférents à la rémunération des stagiaires ; crédits supplémentaires en 1980 et 1981 ; situation des organismes de formation ; maintien des moyens mis à la disposition des organismes du secteur agricole ; maintien des crédits de l'AFPA. **Répond à la question de M. Philippe Séguin** (p. 3008) : crédits affectés à la rémunération des stagiaires ; difficultés rencontrées par certains organismes de formation sans liaison avec le budget ; (p. 3009) : préparation du plan de développement de la formation professionnelle ; bilan des stages pratiques en entreprise.

LÉGER (Alain)

Député des Ardennes
(*1re circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le ticket modérateur d'ordre public (n° 1624) [22 mai 1980] (p. 1242).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Marie-Thérèse Goutmann relative à l'action sociale en faveur de l'enfance (n° 1912) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Santé et sécurité sociale : sécurité sociale (n° 1977-XIII) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à revaloriser le montant minimum de **ressources** des **handicapés** adultes (n° **448**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** sur le **droit à la retraite des éducateurs scolaires** (n° **1165**) [19 juin 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, **sur le projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XIII : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** (fascicule budgétaire : travail et santé) (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, **sur le projet de loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XIII : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** (fascicule budgétaire : travail et santé (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **handicapés physiques mariés** d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de leur **impôt sur le revenu** (n° **1632**) [10 avril 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour **1981** (n° 1933). **Tome XIII : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Accès des locaux publics pour les handicapés** [21 juin 1978] (p. 3215, 3216) : mesures nécessaires pour faciliter l'accès des invalides aux bâtiments publics et aux transports et pour leur assurer la gratuité du stationnement près de leurs lieux de travail et d'habitation.

— **Incendie de l'usine de la Société générale de fonderie à Reims** [18 avril 1979] (p. 2696) : 500 salariés en chômage technique à la suite de l'incendie de cette usine ; possibilité d'accorder à tous 90 % de leur salaire sans qu'il y ait licenciement économique ?

— **Assassinat d'enfants dans l'Empire centrafricain** [23 mai 1979] (p. 4128) : silence du Gouvernement devant la férocité de la répression contre étudiants et écoliers de ce pays ; envoi de 4 milliards de francs CFA à l'empereur Bokassa par le Président de la République française après fusillade du 21 janvier.

— **Ticket modérateur d'ordre public et convention médecins - sécurité sociale** [4 juin 1980] (p. 1537).

— **Discriminations salariales à la société Essilor** [8 octobre 1980] (p. 2607) : décision du tribunal engageant la société Essilor à respecter l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

• *question orale sans débat :*

— (n° **17642**) : **Mesures en faveur de l'enfance** [22 juin 1979] (p. 5557, 5558) : caractère restrictif du thème de l'année internationale de l'Enfance adopté par la France : « Sécurité et autonomie des enfants en dehors des structures scolaires » ; quelles mesures prendra le Gouvernement en faveur des plus défavorisés ? nécessité de prendre des initiatives et d'élaborer des projets concrets.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Article 6 : Article L 930-2 du code du travail** (p. 1493) : soutient l'amendement n° 6 de M. Pierre Juquin : suppression de la condition d'ancienneté dans l'entreprise remplacée par la condition d'activité professionnelle ; le problème de la mobilité ; rejeté ; (p. 1493) : soutient les amendements identiques n° 7 de M. Pierre Juquin et n° 28 de M. Antoine Gissinger : nécessité de l'agrément de l'Etat pour les stages prévus à l'article 6 ; rejetés (p. 1494). **Après l'Article 9** (p. 1503) : soutient les amendements identiques n° 39 de M. Antoine Gissinger et n° 13 de M. Pierre Juquin : crédit d'heures rémunérées pour les représentants des travailleurs siégeant dans les instances traitant de la formation professionnelle ; rejetés par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la Sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1945) : niveau très faible du pouvoir d'achat des handicapés ; (p. 1946) : illusions créées par la loi d'orientation de 1975 ; rassemblement des organisations de handicapés contre la politique gouvernementale ; autoritarisme et austérité de la loi de 1975 ; non-respect de la loi de 1957 sur l'insertion professionnelle des handicapés conduisant ceux-ci à la marginalisation ; deux données d'une véritable politique des handicapés ; revenus suffisants par augmentation du minimum de ressources des handicapés adultes et amélioration de leur autonomie dans la vie sociale ; les communistes au côté des organisations de handicapés dans la lutte contre la politique gouvernementale.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° **147**). **Première lecture. Discussion générale** [25 mai 1978] (p. 2050) : opposition par le Gouvernement de l'enseignement public à l'enseignement privé ; inégalité des chances entre enfants du monde rural et du monde urbain ; « asphyxie » de l'enseignement ; (p. 2051) : perspectives de l'intégration progressive dans le secteur public de l'enseignement agricole ; nécessité d'une carte scolaire ; vote hostile du groupe communiste. **Explications de vote** (p. 2067) : demande un scrutin public au nom du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2374) : situation économique dans la région Champagne-Ardennes ; (p. 2375) : ampleur des liquidations d'entreprises et des licenciements ; politique de démantèlement de Rhône-Poulenc textile dans la région de Givet ; participation de l'Etat de 50 millions de francs au plan de sidérurgie.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1978]. **Article premier** (p. 2545) : son amendement n° 43 : obligation pour les entreprises de respecter les dispositions relatives à l'embauche des travailleurs handicapés pour bénéficier des dispositions de l'article premier ; 350.000 travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ; causes des handicaps ; caractère ségrégatif du recrutement des travailleurs handicapés ; demande un scrutin public sur son amendement n° 43 ; rejeté (p. 2445).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1978] : **Article 2** *(suite)* (p. 6074) : son amendement n° 34 soutenu par Mme Gisèle Moreau attribuant une demi-part supplémentaire aux grands infirmes ; régime fiscal des dirigeants de sociétés ; rejeté (p. 6075) ; [17 octobre 1978] : **Après l'Article 10** (p. 6117) : soutient son amendement n° 80 : suppression de l'avoir fiscal ; difficulté des handicapés ; nécessité d'autoriser le cumul du salaire avec l'allocation aux handicapés adultes ; ressources nécessaires à cette mesure prévues par son amendement; rejeté au scrutin public (p. 6118). **Après l'Article 24** (p. 6164) : son amendement n° 54 : perception au taux zéro de la TVA sur les voitures achetées pour les handicapés ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté. **Après l'Article 29** (p. 6170) : soutient l'amendement n° 64 corrigé de Mme Jacqueline Chonavel : suppression de l'avoir fiscal ; nécessité de dégager des crédits permettant d'améliorer le fonctionnement des crèches et de doter les hôpitaux en moyens nécessaires pour répondre aux demandes d'interruption volontaire de grossesse ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6850) : budget de la santé s'inscrivant dans la stratégie de déclin du Gouvernement; politique gouvernementale visant à réduire l'offre de soins alors que la santé des Français est ébranlée par les conséquences de la crise économique ; austérité dans le domaine de la prévention, pour les handicapés, pour les équipements destinés aux personnes âgées, pour la formation des travailleurs sociaux et des personnels hospitaliers, et dans le domaine des équipements hospitaliers; (p. 6851) : tutelle renforcée des caisses de sécurité sociale sur les médecins ; intégration du corps médical dans la mise en place d'une politique de pénurie ; raisons profondes d'une alliance durable entre les aspirations du corps médical et les objectifs de la classe ouvrière.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives nos 735 et 749. Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8954) : duplicité de la politique gouvernementale à l'égard des handicapés ; annulation au budget du travail et de la santé de crédits destinés au reclassement des travailleurs handicapés ; annulation au budget de l'éducation de crédits destinés à l'intégration dans l'enseignement public des éducateurs scolaires.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 172) : le chômage dans les Ardennes ; (p. 173) : démantèlement de la sidérurgie lourde française à la suite de décisions européennes ; intégration de la sidérurgie lourde à la sidérurgie européenne ; refus d'envisager de nouveaux investissements dans le développement de technologies nouvelles de la sidérurgie.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article premier** (p. 5344) : nécessité d'une réforme de l'assiette des cotisations sociales ; vote hostile du groupe communiste sur le projet.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première**

lecture. **Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5415) : accentuation de la politique d'austérité dans le domaine de la santé ; (p. 5416) : projet aboutissant à une révision en baisse systématique de tous les programmes d'équipement hospitalier ; déficit de la sécurité sociale provenant plus des charges indues et des conséquences du chômage que des dépenses hospitalières ; inégalité des Français devant la mort ; autoritarisme du projet ; (p. 5417): difficultés de nombreux hôpitaux ; politique de santé inspirée par le souci de l'intégration européenne. **Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 5433) : soutient l'amendement n° 15 de M. Gilbert Millet : soumettant la nomination des directeurs d'hôpitaux à l'approbation du Conseil d'administration de l'établissement ; rejeté. **Article 4** (p. 5438) : soutient l'amendement n° 19 de M. Gilbert Millet : compétence de l'assemblée régionale pour donner l'autorisation de création mentionnée par l'article 3 du projet ; rejeté ; rappelle que dans sa proposition de loi-cadre sur les collectivités locales le parti communiste demande la suppression des préfets. **Article 9** (p. 5441) : soutient l'amendement n° 24 de M. Gilbert Millet : suppression de l'article 9 ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1979] (p. 8351) : politique de rationnement sanitaire mise en œuvre par Mme Simone Veil ; volonté de rentabiliser le secteur hospitalier ; organisation de l'asphyxie « financière » des établissements et des services de longs et moyens séjours ; blocage de certains projets d'équipement dans les hôpitaux ; augmentation inéluctable des dépenses hospitalières ; coût de l'hospitalisation en France plus faible que dans les pays voisins ; l'amendement de M. Jacques Marette sur le budget social de la nation traduit le refus d'une grande politique sociale ; (p. 8352) : et conduit au renforcement de l'austérité ; nécessité de lutter contre le chômage, de relever les bas salaires et le SMIC, de mettre en œuvre une politique de prévention pour les accidents du travail, de nationaliser les grands groupes pharmaceutiques, d'étendre l'assiette des cotisations sociales aux résultats financiers des entreprises, de supprimer la taxe sur les salaires payée par les hôpitaux et la TVA sur les médicaments ; souhaite une démocratisation de la sécurité sociale.

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale. — **Travail et santé.** — I. **Section commune.** — II. **Santé et sécurité sociale,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la sécurité sociale. **Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10070) : exploitation politique du déficit de la sécurité sociale par le Gouvernement ; (p. 10071) : mesures de juillet 1979 fondées sur un accroissement de la participation financière des assurés, le démantèlement de la sécurité sociale pour certains risques et le plafonnement des dépenses de santé ; exonération des entreprises d'une participation au financement de la sécurité sociale ; pas de relation mécanique entre le poids des charges sociales et la compétitivité des entreprises ; augmentation des dépenses de santé plus rapide que celle de la PIB, due non à l'augmentation de la consommation mais à l'inflation des coûts ; importance économique et caractère productif du secteur de la santé ; pas de rapport entre l'évolution du produit intérieur brut et les besoins de santé ; politique du Gouvernement retirant leurs prérogatives aux conseils d'administration des hôpitaux et des caisses de sécurité sociale ; information insuffisante du Parlement ; (p. 10072) : s'oppose à la fixation par le Parlement d'une enveloppe globale des dépenses sociales ; nécessité d'une démocratisation du fonctionnement de la sécurité sociale ; dénonce le plan de redressement du Gouvernement reposant essentiellement sur un nouvel effort des assurés. **Sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius** (p. 10074) : estime que l'intervention orale du rapporteur n'est que le résumé du rapport qu'il a présenté à la commission ; s'inquiète de la remise en cause de l'attribution de certains rapports à l'opposition.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10486) : pénalisation des femmes enceintes dans le travail : rupture des contrats de travail, remise en cause des primes de fin d'année ; proposition communiste relative à la place et au devenir de l'enfant dans la famille et la société ; absence de mesures pour les enfants ; dégradation de la santé scolaire ; fermeture des hauts-fourneaux d'Usinor-Louvroil ; (p. 10487) : différences de classes ; politique délibérée de réduction du pouvoir d'achat des familles ; dépenses considérables occasionnées par la rentrée scolaire ; déficit en équipements sociaux ; problèmes du logement ; désir des Français d'avoir des enfants mais difficultés de leur éducation en raison de la conjoncture économique ; les décisions de l'ONU sur l'enfance ; le projet de loi-cadre communiste.

— **Rappel au règlement** [22 novembre 1979] (p. 10530) : articles 48, alinéa 8, et 89, alinéa 3, du règlement : au détriment du bon déroulement des travaux parlementaires, modification par le Gouvernement de l'ordre du jour arrêté par la conférence des prési

dents ; protestation du groupe communiste contre marque de mépris pour représentation nationale.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Article premier** (p. 10655) : soutient l'amendement n° 10 de M. Maurice Andrieux : suppression des dispositions du code de la famille et de l'aide sociale concernant l'obligation alimentaire ; rejeté. **Article 3** (p. 10658) : son amendement n° 11 soutenu par Mme Chantal Leblanc : suppression de l'article 3 ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10904) : soutient son amendement n° 11 : suppression de la référence à une situation de détresse ; rejeté par scrutin public ; (p. 10941) : son amendement n° 21, deuxième rectification, soutenu par M. Gilbert Millet : limitation des conséquences de la clause de conscience dans les services hospitaliers ; réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 51 et rejeté ; (p. 10942) : son amendement n° 123 : moyens à donner aux établissements hospitaliers publics pour la création de services d'IVG ; rejeté ; (p. 10944) : soutient l'amendement n° 115 de M. Joseph Legrand : liaison entre les petites unités hospitalières et les centres d'IVG pour l'information sur la contraception ; rejeté ; (p. 10948) : son amendement n° 116 : recettes nouvelles destinées à permettre à la sécurité sociale de prendre en charge à 100 % les frais de soins et d'hospitalisation afférents à l'IVG ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 117 : modifications de la nomenclature générale des actes professionnels de la sécurité sociale pour y inclure l'interruption de grossesse ; soutenu par Mme Myriam Barbera ; rejeté ; (p. 10951) : son amendement n° 30 : obligation pour le Gouvernement de faire un rapport sur les conditions d'application de la loi suivi d'un vote ; déclaré irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution. **Après l'Article 2** (p. 10952) : vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 107 de M. Gérard Bapt.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**), **lettre rectificative** n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11221) : contribution exceptionnelle proposée par le Gouvernement faisant à tort l'amalgame entre les officines pharmaceutiques et l'industrie pharmaceutique ; superprofits réalisés sur certains médicaments ; recherche sacrifiée à la promotion des médicaments par la publicité ; croissance des profits des sociétés pharmaceutiques ; disparition des petits laboratoires.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 51 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 83 de ses collègues. Discussion** [6 décembre 1979] (p. 11368) : condamne la banalisation de la motion de censure ; fièvre politicienne de la majorité sans rapport avec une opposition de fond aux orientations gouvernementales concernant l'austérité ; attitude du groupe RPR ne visant pas à la défense des droits du Parlement ; cohésion de classe de la majorité ; échec de la ligne politique gouvernementale visant à obtenir le consensus social ; volonté de toute la majorité d'aller plus loin que le projet relatif au financement de la sécurité sociale ; conformité de la proposition de loi de M. Berger avec les orientations gouvernementales de fond ; (p. 11369) : insuffisance des retraites du régime général ; scandaleuse exonération des employeurs pour les cotisations sociales qu'ils supportent sur les contributions au financement des régimes de retraite complémentaire.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Article 7** (p. 11929) : son amendement n° 128 corrigé soutenu par M. Pierre Goldberg : critères d'affiliation à la MSA basés sur le revenu ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 132) : industries agro-alimentaires ; Champagne-Ardennes ; coopératives ; production de sucre ; (p. 133) : production française de betteraves ; coopératives. **Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 22 E** (p. 259) : son amendement n° 150 : prise en compte des productions hors sol dans l'application de l'article 188-2 du code rural ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 902) : influence du travail féminin, de la contraception et de la législation sur l'avortement sur la natalité ; retard de l'âge du mariage ; chômage ; (p. 903) : profit du patronat français ; conditions de travail ; travail posté ; travail féminin. **Discussion des articles** [7 mai 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 954) : soutient l'amendement n° 146 de Mme Myriam Barbera : rejeté ; naissances prématurées ; durée du congé prénatal ; (p. 955) : rapport maternité et travail ; (p. 956) : soutient l'amen-

dement n° 148 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; rejeté. **Avant l'Article 5** (p. 961) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Myriam Barbera ; rejeté ; [27 mai 1980] : **Article 10** (*suite*) (p. 1287) : politique raciste du Gouvernement ; (p. 1288) : vote hostile du groupe communiste sur le sous-amendement n° 192 de M. Maurice Tissandier. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article 6** (p. 2314) : incitation à la surveillance sanitaire par le versement fractionné des allocations postnatales ; (p. 2316) : protection maternelle et infantile ; familles du Quart-Monde. **Article 11** *bis* (p. 2321) : champ d'application de l'allocation différentielle.

— **Rappel au règlement** [13 mai 1980] (p. 1002) : discussion de la proposition de loi du docteur Berger.

— **Rappel au règlement** [28 mai 1980] (p. 1344) : ordre du jour de l'Assemblée ; proposition de loi du groupe communiste tendant à la suppression du ticket modérateur d'ordre public ; proposition de loi Berger ; convention médecins - sécurité sociale.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° 1598). **Première lecture. Discussion des articles** [3 juin 1980]. **Article 3** (p. 1488) : pouvoirs des préfets ; projet de loi sur les responsabilités des collectivités locales. **Article 5** (*suite*) : **Article L 482-7 du code de la santé publique** (p. 1504) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** *(suite)* (p. 2776) : soutient l'amendement n° 88 de M. Paul Balmigère : augmentation du taux de la taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement lorsque des terres agricoles changent d'utilisation ou sont achetées par des étrangers ou des non-agriculteurs ; rejeté ; productivité et revenus agricoles ; pénétration, dans l'agriculture, des sociétés industrielles.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — II. Santé et sécurité sociale, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la sécurité sociale. **Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4020) : problème des liens entre la protection sociale et l'emploi ; poids des prélèvements sociaux n'expliquant pas les faiblesses de l'économie française ; (p. 4021) : dégradation du pouvoir d'achat et creusement des inégalités sociales ; dépenses de santé favorisant l'emploi en stabilisant la demande ; importance économique du secteur de la santé ; domination étrangère sur l'industrie pharmaceutique ; augmentation des profits et diminution des investissements ; coût du chômage pour la sécurité sociale ; (p. 4022) : importance des subventions sociales inscrites au budget des charges communes ; (p. 4038) : politique de prévention ; attaque menée contre les centres médicaux mutualistes; conception communiste de la santé prise dans son environnement professionnel, familial et social ; discriminations sociales devant la maladie et la mort ; accord avec la mutualité sur la création d'un fonds destiné à réaliser des actions de prévention.

— **Fait personnel** [17 novembre 1980] (p. 4060) : propos insultants de M. Farge sur le parti communiste français.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 1600). **Lettre rectificative** (n° 2098). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Avant l'Article 17** (p. 4667) : son amendement n° 100 : attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux assujettis à l'impôt sur le revenu célibataires ou mariés bénéficiaires de la carte d'invalidité ; rejeté. **Article 17** (p. 4669) : son amendement n° 111 : suppression de l'Article 17 ; rejeté. **Article 17 :** permettant d'interrompre brutalement le versement de l'allocation aux adultes handicapés à 60 ans révolus même si les démarches n'ont pas été entreprises pour la perception d'un avantage vieillesse. **Avant l'Article 19** (p. 4671) : son amendement n° 163 : institution d'une nouvelle taxe assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés en vue de financer le versement d'une allocation d'éducation spéciale à tous les enfants handicapés ; rejeté ; [5 décembre 1980] : **Article 19** (p. 4680) : soutient l'amendement n° 164 de M. Vizet : majoration de la taxe sur les voitures particulières des sociétés en vue de dégager des ressources permettant de donner aux familles modestes les moyens de se rendre chaque mois auprès de leur enfant handicapé placé en internat ; rejeté. **Article 19** *bis* (p. 4680) : renforçant les pouvoirs du ministre de la santé sur les organismes de gestion de la sécurité sociale ; intervention du ministre contraire au droit du travail. **Après l'Article 23** (p. 4685) : réaction du mouvement mutualiste contre le décret du 15 janvier 1980 instituant le ticket modérateur d'ordre public ; (p. 4686) : nécessité de faire abroger par l'Assemblée l'article 20 de l'ordonnance du 21 août 1967 constituant le support du ticket modérateur d'ordre public.

LEGRAND (Joseph)

Député du Pas-de-Calais
(14e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants droit du régime minier (n° 1147) [10 avril 1980] (p. 295).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à créer une allocation sociale pour les personnes sans emploi ne disposant d'aucune indemnité (n° 1627) [29 mai 1980] (p. 1463).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant amélioration des **retraites minières** (n° **99**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité** servies par le régime de sécurité sociale dans les **mines** (n° **173**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à l'amélioration des **prestations sociales minières** (n° **266**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la **loi de finances rectificative n° 73-1128** du 23 décembre 1973 à l'ensemble des **travailleurs des mines,** minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion (n° **442**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer la **taxe à la valeur ajoutée** sur les **attributions de charbon** aux agents des houillères (n° **443**) [22 juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome XIII : Santé et famille - Sécurité sociale** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au **régime minier** le bénéfice du régime spécial (n° **625**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à élargir les conditions d'attribution de la **médaille d'honneur du travail** (n° **646**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'organisation de la **sécurité sociale dans les mines** (n° **673**) [14 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi :

1° (n° 442) : tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la **loi de finances rectificative n° 73-1128** du 21 décembre 1973 à l'ensemble des **travailleurs des mines,** minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion ;

2° (n° 502) : tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la **loi de finances rectificative n° 73-1128** du 21 décembre 1973 à l'ensemble des agents des houillères ayant fait l'objet d'une mesure de conversion ;

3° (n° 532) : tendant à faire bénéficier les mineurs des houillères de bassin reconvertis avant le 30 juin 1971 des dispositions de l'article 11 de la **loi de finances rectificative pour 1973 n° 73-1128** du 21 décembre 1973 ;

4° (n° 639) : tendant à faire bénéficier l'ensemble des anciens agents des houillères de bassin ayant fait l'objet d'une mesure de conversion des dispositions de l'article 11 de la **loi de finances rectificative n° 73-1128** du 21 décembre 1973 (n° **786**) [13 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative aux **centrales électriques houillères** (n° **881**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 673) relative **à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines** (n° **972**) [17 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice de la **majoration de deux ans** de la durée d'assurance vieillesse par enfant **aux ayants droit du régime minier** (n° **1147**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** relative **à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang** (n° **1463**) [5 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 99) **portant amélioration des retraites minières** (n° **1467**) [6 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1463) relative **à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang** (n° **1779**) [5 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1627) tendant à créer une **allocation sociale pour les personnes sans emploi ne disposant d'aucune indemnité** (n° **2176**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Information des parlementaires** [9 mai 1979] (p. 3543) : analyse par la presse d'un rapport confidentiel de l'administration dont la communication est refusée aux parlementaires.

— **Licenciements dans l'entreprise Poclain** [19 novembre 1980] (p. 4157) : prise de participation de la société américaine Case Tenneco dans la société Poclain ; licenciements prévus de 15 % des personnels de l'usine de construction mécanique de Carvin.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1957): harmonisation de la sécurité sociale et régimes spéciaux ; disparités dans le régime minier ; extension de la suppression de la notion de rente sur la loi du 3 janvier 1975 aux régimes spéciaux ; suite donnée au rapport de la direction des Charbonnages de France et des syndicats de mineurs ; conséquences sur les régimes spéciaux de la politique de vérité des prix dans les entreprises nationalisées.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article 4** (p. 3481) : son amendement n° 8, soutenu par Mme Jacqueline Chonavel : augmentation du congé prénatal ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre 1er du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5510) : soutient les amendements identiques n° 37 de M. Lucien Villa et n° 234 de la commission saisie pour avis : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux conflits collectifs du travail et aux licenciements pour motif économique ; conflits de compétence entre les prud'hommes et les tribunaux administratifs en matière de licenciements économiques ; amendements nos 37 et 234 rejetés par scrutin public ; (p. 5512) : soutient l'amendement n° 104 de M. Lucien Villa : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux conflits collectifs d'ordre juridique ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Après l'Article 25** (p. 6165) : son amendement n° 57 soutenu par M. Jacques Jouve : abrogation des dispositions de la loi du 13 juillet 1978 concernant la détaxation d'un revenu investi en actions ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et santé. — II. Travail et participation : Formation professionnelle. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6827) : coup d'arrêt à la construction de logements pour les immigrés ; aide au retour ; diminution de la subvention du ministre du travail au fonds d'action sanitaire et sociale ; expulsion arbitraire de milliers d'immigrés ; absence de mesure pour les immigrés demeurant en France ; nécessité de réformer les structures de la SONACOTRA. **Examen des crédits** [27 octobre 1978] (p. 6835) : **Etat B - Titre IV :** soutient l'amendement n° 119 de M. Maurice Niles : réduction des crédits du titre IV ; répartition des travailleurs immigrés entre les communes ; répression à l'égard des travailleurs immigrés ; négociation avec les comités de résidants pour régler les conflits existant dans les foyers ; rejeté. — **I. Section commune.** — **III. Santé et famille,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la sécurité sociale. **Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6843) : déficit de la sécurité sociale prévu pour 1979 ; inapplication de l'article 10 de la loi Royer prévoyant une assiette des charges sociales sur l'ensemble des éléments d'exploitation de l'entreprise ; proteste contre l'utilisation des excédents des allocations familiales pour la couverture des autres branches ; pas de généralisation effective de la protection so-

ciale par la loi de 1978 ; injustice de l'imposition des indemnités journalières d'assurance maladie ; (p. 6844) : observations de la commission des affaires culturelles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats** (n° **647**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8173) : projet gouvernemental ayant le tort de s'attaquer au problème de la retraite complémentaire avant d'avoir résolu celui du régime de base ; archaïsme du régime de base ; problème des avocats ayant déjà souscrit à des régimes facultatifs de retraite complémentaire ; (p. 8174) : nécessité d'une large consultation des avocats. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8179) : son amendement n° 7 : date d'entrée en vigueur du régime de retraite complémentaire ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 8181) : son amendement n° 9 : prise en compte des droits acquis par les avocats ayant cotisé à des régimes complémentaires facultatifs ; rejeté. **Article 4** *bis* (p. 8183) : son amendement n° 8 : pension de réversion au minimum égale à 60 % ; sans objet.

— **Projet de loi sur les archives** (n° **306**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 11** (p. 8811) : son amendement n° 41 : interdiction de toute destruction d'archives classées ; devenu sans objet.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4141) : baisse du pouvoir d'achat des retraités ; (p. 4142) : politique de la santé aggravant les difficultés des personnes âgées ; réclame le paiement mensuel des retraites et une augmentation des prestations vieillesse.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1979] (p. 4644) : proteste contre les brutalités des CRS contre les travailleurs de la cokerie de Carmaux ; plusieurs blessés, dont un conseiller régional communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 8398) : soutient l'amendement n° 121 de M. Parfait Jans : extension de l'abattement d'impôt sur le revenu accordé aux personnes seules, aux mères travailleuses mariées qui ont des enfants en garde gagée par la suppression de l'avoir fiscal ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8947) : effort financier de l'Etat pour les handicapés insuffisant ; transfert des charges de l'Etat vers les caisses d'allocations familiales pour l'allocation handicapés ; souhaite l'accroissement du dépistage des causes de handicap ; l'insertion professionnelle des handicapés dans le monde du travail doit être prioritaire ; (p. 8948) : difficultés des handicapés aggravées par la crise ; souhaite une amélioration du niveau de vie des handicapés.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1979] (p. 10649) : pression sur le pouvoir d'achat des salariés et des retraités ; profits accrus ; exemple de la société Bull ; atteinte à la protection sociale des chômeurs ; projet de loi tirant les conséquences du démantèlement du service public de l'emploi ; (p. 10650) : suppression du droit pour toute personne inscrite comme demandeur d'emploi à l'ANPE de bénéficier d'une protection sociale ; volonté de dégonfler les statistiques du chômage et de maintenir au profit des seuls chômeurs indemnisés le droit à la protection sociale ; inexistence de l'assurance personnelle ; accroissement des charges de l'aide sociale entraînant un transfert de charges sur les communes ; 60.000 personnes ne seront plus couvertes par la protection sociale automatique ; allongement des périodes de chômage ; perte des droits à l'assurance-vieillesse; obstacle de l'obligation alimentaire. **Discussion des articles** [23 novembre 1979]. **Article 2** (p. 10657) : reprend l'amendement n° 21 de M. Antoine Gissinger : prolongation de la période d'assurance pour les jeunes primo-demandeurs d'emploi ; rejeté. **Article 4** (p. 10659) : soutient l'amendement de suppression n° 12 de M. Daniel Boulay, rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10944) : son amendement n° 115 soutenu par M. Alain Léger : liaison entre les petites unités hospitalières et les centres d'IVG pour l'information sur la contraception ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**) ; **lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11225) : s'oppose à l'article 25 de la lettre rectificative qui prévoit de donner aux médecins conseils la possibilité de saisir eux-mêmes les instances ordinales des abus qu'ils peuvent constater ; volonté du Gouvernement de jeter la suspicion sur le corps médical ; grève nationale des médecins ; possibilité d'améliorer le fonctionnement du

contrôle médical sans modifier le code ; suppression de la liste d'aptitude sur le recrutement des médecins conseils et de l'accord des conseils d'administration pour leur nomination ; (p. 11226) : volonté du Gouvernement de transformer les médecins conseils en fonctionnaires de police ; défend la liberté de prescription et la médecine libérale. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12413) ; fiscalité de classe qui fait peser l'effort fiscal sur le contribuable des catégories les plus modestes ; ponction de 1.300 millions de francs sur les retraites ; diversité et inégalité du système de retraite en France.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1445) : politique charbonnière ; (p. 1446) : actions des mineurs de Sabatier dans le Nord et du puits Destival dans les Cévennes ; participation minière des charbonnages de France dans les pays étrangers ; gazéification ; programme de recherche de gaz naturel dans le Nord - Pas-de-Calais ; travaux du bureau de recherche géologique et minière (BRGM).

— **Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger** (n° **1692**) **(rapport n° 1766). Première lecture. Discussion génnérale** [3 juin 1980] (p. 1514) : intégralité de la cotisation à la charge du salarié ; absence de prestations familiales et de retraite complémentaire ; situation excédentaire du régime des Français à l'étranger ; exemple des travailleurs de la construction.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° **1598**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 juin 1980]. **Article 5 : Après l'Article L 482-12 du code de la santé publique** (p. 1505) : soutient l'amendement n° 57 rectifié de M. Gilbert Millet ; rejeté par scrutin public ; (p. 1506) : soutient l'amendement n° 67 de M. Gilbert Millet ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'article 2** (*suite*) (p. 2781) : son amendement n° 170 : exonération de TVA pour les combustibles vendus aux mineurs pour leurs besoins personnels ; rejeté.

Deuxième partie :

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3148) : insuffisance des moyens pour faire respecter la législation du travail ; aggression policière contre Radio-Quinquin ; peu de condamnations d'employeurs coupables d'infraction à la législation du travail ; droit à l'emploi ; diminution de l'emploi industriel ; insuffisance des moyens des inspecteurs du travail ; (p. 3149) : multiplication des délits d'entrave ; projet sécurité et liberté ; multiplication des entreprises de travail temporaire ; représentation des salariés des petites entreprises.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article 3** (p. 4388) : problème de la consultation des organismes de sécurité sociale ; nécessité d'éviter que le travail à temps partiel n'entraîne une minoration des cotisations patronales ; diminution de la part patronale dans la masse des recettes de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse ; soutient l'amendement n° 19 de Mme Colette Goeuriot : suppression de l'article 3 ; rejeté par scrutin public. **Article 4** (p. 4390) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Myriam Barbera : suppression de l'article 4 ; rejeté ; retards de paiement et dettes des employeurs à l'égard de la sécurité sociale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article premier : Article L 122-32-2 du code du travail** (p. 4412) : son amendement n° 4 : supprimant la référence à la notion de force majeure pour les contrats à durée déterminée ; rejeté. **Article L 122-32-6 du code du travail** (p. 4417) : son amendement n° 8 : suppression de la possibilité d'avances de la sécurité sociale aux entreprises de moins de 100 salariés pour le versement des indemnités ; adopté.

LEIZOUR (François)

Député des Côtes-du-Nord
(4e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692) [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les circonstances de **l'échouement de l'« Amoco-Cadiz »**, ses conséquences catastrophiques pour la population et la région bretonnes, et les moyens de prévention et de lutte contre la pollution des rivages marins par les **hydrocarbures** (n° **141**) [26 avril 1978].

— **Proposition de loi** portant amélioration des pensions et retraites et fixant à 1.300 francs le **revenu minimum des personnes âgées** (n° **256**) [25 mai 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Fermeture de gares et de lignes de la SNCF** [20 décembre 1978] (p. 9749) : gêne pour les usages due au démembrement du réseau ferré national en Bretagne ; désertification de cette région favorisée par la fermeture des gares et l'abandon des lignes de chemin de fer.

— **Trafic ferroviaire en Bretagne** [9 mai 1979] (p. 3543) : démantèlement du réseau ferroviaire prévu dans le plan Guillaumat ; le trafic voyageurs sur la ligne Guingamp-Paimpol sera-t-il supprimé, malgré son intérêt économique et touristique ?

— **Marée noire en Bretagne** [9 avril 1980] (p. 150) : naufrage du pétrolier *Tanio.*

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2**) : **Conséquences du naufrage de l'« Amoco-Cadiz »** [21 avril 1978] (p. 1295, 1296, 1297) : insuffisance des mesures prises depuis la catastrophe du *Torrey-Canyon ;* l'indemnisation insuffisante ; création d'une taxe frappant les compagnies pétrolières ; création d'une commission d'enquête sur les conditions de la catastrophe et d'un conseil supérieur de la protection de la mer et du littoral.

— (n° **38724**) : **Dégradation du revenu agricole** [21 novembre 1980] (p. 4250) : conclusions de la commission des comptes de l'agriculture sur l'évolution des revenus agricoles ; (p. 4251) : les quatre milliards et demi de francs nécessaires pour compléter les revenus agricoles ; l'absence de mesures nécessaires dans le projet de loi de finances rectificative ; fixation des prix agricoles au-dessous du taux de l'inflation.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1978] (p. 7279) : **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 310 : réduction de 500.000 F de crédits du titre IV primant la volonté de l'Assemblée de voir supprimer les montants compensatoires monétaires ; adopté par scrutin public.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 4 : Article L 122-1 du code du travail** (p. 8839) : son amendement n° 1 soutenu par Mme Angèle Chavatte : interdisant de conclure des contrats à durée déterminée pour des emplois ayant un caractère permanent ; rejeté. **Article 4 : Après l'Article L 122-3-3 du code du travail** (p. 8850) : son amendement n° 6 corrigé soutenu par Mme Angèle Chavatte : consultation par l'employeur du comité d'entreprise ou des délégués du personnel avant la conclusion d'un ou de plusieurs contrats à durée déterminée ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11120) : austérité accrue et généralisée pratiquée par le Gouvernement ; diminution des emplois en Bretagne ; (p. 11121) : augmentation du nombre des chômeurs ; difficultés des activités de la pêche ; dégradation des services publics ; agriculture bretonne frappée de plein fouet par la politique européenne avec les montants compensatoires et la taxe laitière de coresponsabilité ;

possibilité d'activités en Bretagne, notamment dans le domaine de la recherche.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article 3** (p. 11802) : son sous-amendement n° 578 à l'amendement n° 14 de la commission soutenu par M. Pierre Girardot : limitation du rôle du fonds de promotion ; rejeté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 121) : politique foncière ; Bretagne ; politique agricole commune ; document « Terres, propriété et travail des hommes » de la commission sociale de l'épiscopat ; (p. 122) : GFA ; prix des fermages ; cumuls ; prix agricoles ; prix de la terre ; SAFER ; GFA mutualistes ; SCPI. **Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 22 C** (*suite*) (p. 256) : son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 78 de la commission : suppression de l'autorisation de droit pour le demandeur non professionnel ; rejeté au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2775) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jean Jarosz ; rejeté ; prix et revenus agricoles.

LE KER (Paul)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(5e circonscription)
(RPR).

En remplacement, le 3 novembre 1980, de M. Michel Cointat, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2603).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2769), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection (3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir des **mesures urgentes en faveur des chômeurs** et de leur famille (n° **69**) [18 avril 1978].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Attribution de billets de congés payés aux chômeurs** [13 juin 1979] (p. 4999) : nécessité d'accorder aux chômeurs la réduction de 30 % sur le billet SNCF de congés payés et d'étendre cette mesure aux préretraités.

• *question orale sans débat :*

— (n° **20987**) : **Projet de vignettes sur les motos et situation de l'industrie du motocycle** [12 octobre 1979] (p. 8198, 8199, 8200) : menace d'instauration d'une vignette sur les motos de plus de 750 cm³ ; promesses faites aux motards par le ministre de la jeunesse et des sports et non tenues ; mesures anti-motards ; anti-jeunes ; importance nulle de notre production nationale de motos ; difficultés de l'entreprise Motobécane alors que le gouvernement pourrait en faire un secteur national de la moto ; mort économique de la région de Saint-Quentin en cas de disparition de cette entreprise.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2363) : soutient l'amende-

ment n° 19 de M. Roger Combrisson : possibilité pour les chômeurs de surseoir au versement du solde de l'impôt sur le revenu pour 1977 ; compensation par abrogation de l'avoir fiscal ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1978]. **Article premier** (p. 2543) : son amendement n° 1 : obligation d'embauche définitive pour bénéficier de la prise en charge des cotisations ; absence de garantie d'embauche dans le premier pacte pour l'emploi ; rejeté en scrutin public ; (p. 2544) : soutient l'amendement n° 2 de M. Daniel Boulay : suppression de l'obligation de fixer par décret la durée minimale d'emploi des salariés embauchés ; accroissement de la précarité de l'emploi des jeunes ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. Travail et participation : Formation professionnelle. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6770) : 12,5 millions de travailleurs manuels ; augmentation des cadences de travail ; situation des travailleurs handicapés ; insuffisance des mesures prises pour les travailleurs manuels ; nombre de bénéficiaires de l'avancement de l'âge de la retraite très limité ; (p. 6771) : nécessité d'une politique de revalorisation du travail manuel ; insuffisante progression des crédits de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; nécessité de généraliser l'obligation de constitution de comités d'hygiène et de sécurité, d'aménager les horaires de travail, de limiter le travail en équipes et de créer des services de médecine du travail autonomes.

Jeunesse, sports et loisirs. I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7601) : inexistence de la notion de sport dans l'entreprise dans le budget : nécessité de nombreux cadres bénévoles pour la pratique du sport au sein de l'entreprise ; demande la création d'une subvention patronale représentant 3 % au moins de la masse salariale pour les budgets des comités d'entreprise ; utilisation des équipements communaux par les clubs d'entreprise représentant un transfert de charges au détriment des collectivités locales ; effort particulier à faire pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans.

— **Projet de loi tendant à favoriser la mobilité des salariés à l'étranger** (n° **701**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8827) : prévisions du plan : croissance ralentie, chute de l'emploi industriel ; politique gouvernementale sacrifiant des installations industrielles modernes au mythe de redéploiement ; profits des sociétés multinationales ; politique d'affaiblissement du potentiel de production incapable de résoudre le problème du chômage ; (p. 8828) : propositions communistes : nouvelle activité économique basée sur la relance de la consommation intérieure grâce au relèvement du pouvoir d'achat des masses populaires ; timidité des projets ponctuels du Gouvernement : durée maximale hebdomadaire du travail, création d'entreprises par les salariés privés d'emplois ; projet visant à préparer l'opinion publique à l'exportation des hommes en octroyant une prime à l'expatriation ; importance de l'endettement des groupes s'expliquant par celle de leurs investissements à l'étranger ; propositions communistes en matière de lutte contre le chômage. **Discussion de l'Article unique** (p. 8832) : son amendement n° 3 : prise en charge par l'entreprise française ou sa filiale du complément des frais de transport du travailleur et de sa famille, des frais de déménagement, de réinstallation et de frais de retour en France du travailleur ; rejeté ; son amendement n° 4 : référence à l'application des règles françaises du droit du travail dans les contrats de travail conclus par des Français travaillant à l'étranger ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Après l'Article L 351-8 du code du travail** (p. 9856) : son amendement n° 73 : régime d'aide publique, devenu sans objet. **Article 3 L 351 du code du travail** (p. 9860) : son amendement n° 82 de suppression, soutenu par M. Maxime Kalinsky ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8954) : remise en cause des libertés et des acquis des travailleurs ; (p. 8955) : utilisation de la main-d'œuvre intérimaire par le patronat pour briser les grèves ; importance des licenciements de délégués syndicaux autorisés par le ministre du travail ; refus du patronat de mettre en œuvre les acquis de mai 1968 ; publication des statistiques relatives aux infractions constatées par l'inspection du travail ; prolifération d'emplois précaires.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 626) : rôle des cadres et de la maîtrise ; absence de

possibilités d'extension du dispositif de participation à la gestion aux salariés non cadres ; volonté de marginaliser les organisations syndicales ; absence d'élection des représentants des cadres au conseil d'administration sur des listes syndicales ; (p. 627) : détérioration des conditions de travail et d'existence des cadres ; application des droits des comités d'entreprise ; nécessité d'instituer des commissions spécifiques de cadres auprès du comité d'entreprise.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **2022**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4421) : échec de la loi de 1979 qui n'a intéressé qu'une infime minorité des chômeurs ; politique gouvernementale de suppressions d'emplois ; volonté de culpabiliser les chômeurs ; (p. 4422) : projet dérisoire et révoltant.

LEMOINE (Georges)

Député de l'Eure-et-Loir
(1re circonscription)
(S).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 25 juin 1981] (p. 1779).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela afin d'éviter la double imposition en matière de transport maritime et aérien, signée à Caracas le 4 octobre 1978 (n° 1519) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant la ratification de l'accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part, et de l'accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part (n° 2019) [6 novembre 1980] (p. 3689).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 132), autorisant l'approbation **de l'accord de coopération culturelle, scientifique, technique et économique** entre le **Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de Sao Tomé et Principe** signé à Sao Tomé le 14 janvier 1976 (n° **245**) [18 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 135) autorisant l'approbation de **l'accord** entre le **Gouvernement de la République française** et **l'Office international des épizooties** relatif au **Siège de l'Office international des épizooties** et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, ensemble deux annexes, signé à Paris le 21 février 1977 (n° **301**) [25 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 649) autorisant la ratification de **l'accord** entre la **Communauté économique européenne** (CEE) et **la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, Etats membres de cette communauté (Etats membres),** d'une part, et l'**Association internationale de développement (association),** d'autre part, signé à Bruxelles le 2 mai 1978 (n° **697**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 576) autorisant l'approbation de la **Convention** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie** sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signée à Paris le 23 février 1978 (n° **725**) [23 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1519), autorisant **l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela afin d'éviter la double imposition en matière de transport maritime et aérien, signée à Caracas le 4 octobre 1978** (n° **1685**) [7 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2019), autorisant la ratification de l'**accord de coopération** entre les Etats membres de la **Communauté économique européenne** et la **Communauté économique européenne,** d'une part, et la **République socialiste fédérative de Yougoslavie** d'autre part, et de l'**accord** entre les **Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier** et la **Communauté européenne du charbon et de l'acier,** d'une part, et la **République socialiste fédérative de Yougoslavie,** d'autre part (n° **2118**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Application du décret du 20 septembre 1978 dans l'université** [18 octobre 1978] (p. 6326) : précarité de l'emploi des enseignants vacataires ; concertation nécessaire pour éviter la désorganisation de l'enseignement supérieur et de la recherche.

— **Difficultés dans le secteur de la machine-outil** [3 octobre 1979] (p. 7718) : dégradation du secteur de la machine-outil en France ; cessation d'activité du groupe GSP Forest à Courbevoie et Châteaudun.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2705) : volonté du Gouvernement de donner l'image d'une France exemplaire parmi les pays industrialisés et réalité d'une France seulement soucieuse de sauvegarder sa clientèle ; diminution de l'engagement financier de la France à l'égard des pays en voie de développement ; (p. 2706) : déplore la préférence du Gouvernement pour les accords bilatéraux faisant de nos partenaires des pays assistés ; nécessité de renforcer les missions d'assistance culturelle.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6921) : ambiguïté de la politique étrangère française ; ambition du maire de Paris en matière de politique étrangère ; insuffisante information du Parlement ; (p. 6922) : mainmise du Président de la République sur la politique étrangère ; politique en Afrique ; critique l'intervention au Zaïre ; croissance des apports privés au développement de l'Afrique ; changement de Gouvernement au Tchad ; attitude vis-à-vis de l'Afrique du Sud ; se félicite de la politique d'entente avec l'Union soviétique et la République populaire de Chine ; (p. 6924) : insuffisance des échanges commerciaux avec la Chine.

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7063) : dispersion des compétences en matière de coopération ; augmentation du montant de l'aide publique au développement par l'inclusion du montant de l'aide de la France aux DOM-TOM ; (p. 7064) : insuffisance de l'effort de coopération.

Jeunesse, sports et loisirs. — **I. Jeunesse et sports. Examen des crédits** [17 novembre 1978] : **Etat B - Titre IV** (p. 8025) : soutient l'amendement n° 351 de M. Jean Laurain ; suppression des mesures nouvelles prévues en faveur des centres d'information et de documentation pour la jeunesse ; nécessité d'affecter cette somme à une majoration des subventions aux associations de jeunesse et d'éducation populaire et aux centres de vacances ; rejeté.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, Etats membres de cette communauté (Etats membres), d'une part, et l'association internationale de développement (association), d'autre part, signé à Bruxelles le 2 mai 1978** (n° **649**), rapporteur de la commission des affaires étrangères, **Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8159) : modalités de participation de la CEE au programme spécial d'action destiné à certains pays en développement contracté à l'occasion du dialogue Nord-Sud ; gestion de la contribution de la Communauté européenne par l'association internationale de développement ; propose l'adoption du projet de ratification.

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un accord général de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre, signé à Kinshasa le 22 mai 1974** (n° **131**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8162) : proteste contre le délai de quatre ans et demi qui s'est écoulé entre la signature de l'accord et son examen par le Parlement ; risque d'interventions directes des assistants militaires techniques ; instabilité de la situation intérieure au Zaïre ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12343) : 44 % de l'aide française aux pays en voie de développement concernant l'aide aux DOM-TOM ; situation des Africains en France ; reconnaît les mérites de nombreux projets de coopération technique ; (p. 12344) : diminution de l'aide publique au développement ; sclérose des administrations conduisant la politique de développement ; (p. 12345) : regrette que la France n'ait pas consenti l'effort nécessaire pour former plus de techniciens ; aggravation de la situation économique des pays les plus pauvres ; problèmes alimentaires ; complexité excessive des structures administratives de la coopération.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 138) : loi d'orientation agricole de 1960 et parité entre l'agriculture et les autres secteurs ; prix de la terre ; Eure-et-Loir ; installation des jeunes agriculteurs ; (p. 139) : industries agro-alimentaires.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1839) : limitation des pouvoirs du juge ; répression des mouvements sociaux ; (p. 1840) : notion de menace et de tentative de menace ; délit d'intrusion ; répression de la dégradation et de la détérioration des biens ; police des chemins de fer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part, et de l'accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part** (n° **2019**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4766) : accord marquant les bases d'une coopération renforcée entre la Communauté européenne et la Yougoslavie ; augmentation du déficit des échanges commerciaux de la Yougoslavie vis-à-vis de la Communauté ; prise en compte par la Communauté économique européenne de la position originale de la Yougoslavie : Etat non aligné à caractère européen et méditerranéen mais membre du groupe des 77 pays considérés comme en voie de développement ; problème du contingent d'importation de viande bovine ; durée indéterminée de l'accord ; clauses de réexamen ; prêts de la banque européenne d'investissement ; libre accès des produits yougoslaves sur le plan industriel ; régime de contingent pour la chaussure, la sidérurgie et le meuble. **Article 29** : clause d'industrialisation ; dispositions concernant les ressortissants yougoslaves travaillant dans la Communauté ; création d'un conseil mixte de coopération.

LÉOTARD (François)

Député du Var
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er novembre 1980] (p. 2561).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 1er novembre 1980] (p. 2561), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Président de cette commission [8 novembre 1978] (p. 7287).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative **à la retraite des anciens avocats et officiers ministériels intégrés directement dans la magistrature** (n° **1146**) [19 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Pollution pétrolière en Méditerranée** [18 avril 1978] (p. 1152).

— **Développement de la violence dans le Var** [21 mai 1980] (p. 1133) : attentat à l'explosif commis à Hyères ; effectifs de police ; milices privées.

— **Immigration clandestine** [12 novembre 1980] (p. 3759).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6613) : réorganisation du ministère de l'environnement ; prise en compte du changement de notre croissance ; possibilité de mettre en œuvre une protection de la Méditerranée et de développer le programme de pistes cyclables ; (p. 6614) : décentralisation nécessaire des décisions relatives à l'environnement.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2656) : estime les communistes peu qualifiés pour défendre la liberté d'expression ; projet sans rapport avec les libertés publiques mais visant à la protection du paysage français dégradé par les excès de l'affichage ; nécessité de sanctions dissuasives ; (p. 2657) : approuve le principe selon lequel les collectivités locales sont maîtresses de leur cadre de vie. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2726) : approuve l'amendement n° 5 de la commission contenant un rappel nécessaire du principe de la liberté d'expression. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 8** *ter* (p. 8039) : aboutissant à introduire une dérogation pour que le maire déroge ses propres arrêtés.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9094) : concurrence internationale en matière de tourisme ; insuffisance de l'étalement des vacances ; évolution négative des dépenses d'équipement ; avenir inquiétant de la politique du littoral ; (p. 9095) : nécessité d'une nouvelle répartition des compétences et des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; augmentation des subventions aux syndicats d'initiative ; approuve la priorité donnée à l'exportation.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9469) : déstabilisation générale du monde ; remise en cause de notre développement et menace sur nos libertés; évolution globalement positive de notre effort de défense ; évolution favorable des crédits d'équipement ; limite de l'effort nucléaire et nécessité de disposer de forces conventionnelles de qualité ; (p. 9470) : déséquilibre des forces en Europe en faveur du pacte de Varsovie ; incertitude croissante pesant sur la réalité et la durée de l'engagement américain ; problèmes des troupes de marine, des troupes d'intervention et des capacités du transport aérien militaire ; souhaite que le corps social prenne mieux conscience des nécessités de la défense ; demande la réintégration dans leurs droits de ceux qui ont combattu sur ordre en Algérie.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9840) : nécessité d'un effort de la nation à l'égard des rapatriés ; problème de la mobilisation auprès des banques de leurs titres de créances sur l'Etat ; problème de la révision des barèmes ; nécessité d'une actualisation des sommes déjà perçues par les rapatriés ; problème non réglé de l'amnistie.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3183) : fragilité des sociétés démocratiques ; attentat de la rue Copernic ; renforcement des moyens de la sécurité civile

et de la police nationale pour répondre au terrorisme international ; formation des policiers et des sapeurs-pompiers ; équipes de déminage ; installation de matériel de détection dans les lieux publics ; création d'emplois dans la police nationale ; lutte contre les incendies de forêt.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3419) : effort accompli en faveur des rapatriés ; modification nécessaire des lois de 1970 et 1978 ; revendications des associations de rapatriés ; (p. 3420) : problème de l'amnistie et problème des Français musulmans de la deuxième génération.

LEPELTIER (Antoine)

Député du Calvados
(5e circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. Olivier Stirn, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 12 mai 1978] (p. 2060).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 929).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [24 octobre 1978] (p. 6547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représen-

tants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1301) [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6643) : problème de l'utilisation, de la disponibilité et du prix de l'eau ; (p. 6644) : exigences de l'administration décourageant la construction de maisons individuelles ; souhaite l'assouplissement des procédures des plans d'occupation des sols.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7604) : nécessaire développement de l'animation sportive et associative dans les communes rurales ; lourde charge du fonctionnement des piscines intercommunales pour les communes, notamment la rémunération des maîtres nageurs ; aide aux petits clubs sportifs ; nécessité de promouvoir le tourisme en milieu rural notamment par l'aide à la création de terrains de camping et par l'aménagement de chambres d'hôtes ; effort fait pour la création de postes de professeurs d'éducation physique ; possibilité de créer des postes de professeurs itinérants.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8521) : texte ne s'appliquant qu'à une des composantes du prix de l'eau, la part reçue par les distributeurs ; différence des prix de l'eau suivant les régions ; politique tarifaire trop brutale pouvant menacer les investissements des concessionnaires.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Après l'Article 5** (p. 2731) : soutient le sous-amendement n° 133 de M. René Benoît à l'amendement n° 15 de la commission : préservant la possibilité d'installer dans les champs d'expérimentation agricole des pancartes fournissant des précisions d'ordre technique sur les variétés cultivées ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5703) : abolition de la peine de mort risquant de conduire à une remise en cause de tout le système pénal ; nécessité de réduire le nombre de cas où la peine de mort peut être requise ; hostilité d'une grande partie des Français à l'abolition ; danger d'un développement de l'autodéfense ; (p. 5704) : demande la suppression de la guillotine.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9657) : insuffisance des crédits pour l'amélioration sanitaire du bétail ; prix de l'eau trop élevé en milieu rural en raison de l'insuffisance des subventions aux travaux d'adduction d'eau.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10844) : inapplication de la loi répressive de 1920 avant le vote de la loi Veil ;

constate qu'il est impossible de revenir à la situation antérieure malgré son opposition personnelle à la pratique de l'avortement ; nécessité de mieux appliquer l'article relatif à l'entretien avec le médecin ; (p. 10845) : nécessité de maintenir la clause de conscience ; problème posé par la responsabilité pénale du patron opposé à toute interruption de grossesse ; nécessité d'améliorer la diffusion de l'information sur les moyens de contraception et d'assurer, dès l'école, une éducation sexuelle de qualité et de meilleures possibilités d'accueil de l'enfant.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11704) : diminution de la population active agricole ; possibilité d'accélérer l'installation des jeunes agriculteurs en rendant la profession naturellement attractive par un développement de l'agro-alimentaire permettant une politique des prix raisonnable et l'organisation de débouchés pour les productions ; libération des terres par la revalorisation des retraites. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 131) : revenus agricoles ; prix agricoles ; (p. 132) : industries agro-alimentaires ; formation des agriculteurs ; retraites agricoles ; pluriactivité ; statut du conjoint d'exploitant. **Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 2** *quater* (p. 169) : son amendement n° 246 : intervention des chambres d'agriculture pour l'extension des règles ; rejeté ; [10 avril 1980]. **Article 22 C** (*suite*) (p. 255) : son sous-amendement n° 296 à l'amendement n° 78 de la commission : maintien de l'exploitation familiale initiale dans le cadre d'une cession père-fils faite par paliers ; devient sans objet.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1830) : méconnaissance de la justice par l'opinion ; adaptation nécessaire du code pénal ; croissance de la criminalité ; détention provisoire ; autodéfense ; suppression de la tutelle pénale ; sursis ; indemnisation de la victime. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Article 53** (p. 2111) : son amendement n° 26 : appréciation par la juridiction de l'indemnisation de la partie lésée en fonction des capacités financières du prévenu ; sans objet. **Après l'Article 60** (p. 2116) : fonds d'indemnisation des victimes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3649) : résultats de la politique agricole commune ; parité des revenus agricoles ; notion de prix communautaires ; (p. 3650) : nécessité de résorber les excédents par la mise en place d'une politique communautaire d'exportations agricoles.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3734) : problème de l'entretien des équipements sportifs ; formation des instituteurs à l'éducation sportive.

Articles et articles additionnels non rattachés (18 novembre 1980]. **Après l'Article 42** (p. 4117) : soutient le sous-amendement n° 168 de M. Schneiter à l'amendement n° 136 du Gouvernement : suppression de l'exonération des abris-bus ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4194) : avis favorable de Mme Signouret ; donner à la femme la place qui lui revient dans la société ; accélérer l'évolution en cours ; participation des femmes à la vie municipale ; conditions d'exercice du mandat municipal ; amélioration du statut de l'élu ; égalité des sexes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées** (n° **2018**). **Première lecture,** rapport suppléant de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4283) : projet prévoyant que les billets de banque contrefaits ainsi que le matériel ayant servi à la contrefaçon seront confisqués et remis à la Banque de France ; obligation pour tous détenteurs de faux billets ou de fausse monnaie de les remettre à la Banque de France ou à l'administraton des monnaies et médailles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4538) : croissance du prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales ; succès de la dotation globale de fonctionnement rattachée à la TVA ; solidarité intercommunale et critère du potentiel fiscal ; problème de l'indemnisation du logement des instituteurs.

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère
(8e circonscription)
(S).

Ministre de la mer.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [J.O. du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Ministre de la mer (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1631).

Fin de ses fonctions de ministre de la mer (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692) [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Aimé Kerguéris relative aux congés payés des marins pêcheurs rémunérés à la part (n° 1848) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome XXII : Universités** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XXII : Universités** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XXII : Universités** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi** relative à la création d'une **commission d'enquête** après les **accidents de mer** (n° **1589**). [27 février 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'affaire dite des **écoutes** du *Canard enchaîné* (n° **1643**) [17 avril 1980].

— **Proposition de loi** relative au **risque technologique majeur** (n° **2191**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la crise de la marine marchande française** (n° **2228**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de loi** relative à la place des **langues et cultures des peuples de France** dans l'enseignement, dans l'éducation permanente, dans les activités culturelles, de jeunesse et de loisirs, dans les émissions de la radio et de la télévision et dans la vie publique (n° **2269**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Construction de bateaux de pêche artisanale** [25 avril 1979] (p. 3033) : inefficacité du plan de relance de pêche artisanale par le blocage des constructions de bateaux, faute de décision de la commission de relance sur les demandes de constructions en instance.

— **Suites judiciaires du naufrage de l'« Amoco Cadiz »** [2 mai 1979] (p. 3333) : le Gouvernement entend-il faciliter l'action en justice des collectivités locales sinistrées de Bretagne auprès du tribunal fédéral de Chicago ou maintiendra-t-il sa complaisance à l'égard des multinationales.

— **Entreprises agro-alimentaires de Quimperlé** [17 octobre 1979] (p. 8323) : fermeture de plusieurs unités agro-alimentaires : découpe des dindes Frandis ; conserverie coopérative Coat-Ker ; conserverie Raphalen frères ; opération syndicale « Quimperlé, ville morte » ; restructuration de l'agro-alimentaire dans le Finistère sud.

— **Cours du poisson** [7 mai 1980] (p. 927) : rôle du fonds d'intervention et d'organisation des marchés.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **771**) : **Navigation sous pavillons de complaisance** [28 avril 1978] (p. 1459, 1460):

application aux pavillons de complaisance de l'article 246 du code des impôts ; interdiction des pétroliers battant pavillon de complaisance dans les ports français ; création d'un service public de remorquage ; son inquiétude devant les projets de l'OMCI à l'égard de la circulation dans la Manche.

— (n° **15723**) : **Lutte contre la pollution marine** [4 mai 1979] (p. 3519, 3520, 3521) : mesures contre la pollution marine insuffisantes ; nécessité d'un débat devant l'Assemblée nationale ; condamnation des « produits dispersants » ne réduisant pas la toxicité ; danger potentiel de la cargaison du *Gino*.

INTERVENTIONS

— **Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les informations sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises** (n°s **5, 10**). **Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1605) : les poursuites judiciaires engagées ; (p. 1606) : l'insuffisance des mesures prises après la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz ;* l'insuffisance des mesures prises en matière de contrôle de la navigation ; la solution du radio-guidage ; les problèmes d'assistance ; la création d'un service de garde-côtes chargé de missions de remorquage en haute mer ; insuffisance des effectifs d'inspecteurs de la navigation ; la suppression du corps des inspecteurs du travail maritime ; la nécessaire révision du droit et des usages maritimes ; la possibilité de prendre des mesures unilatérales ; l'interdiction de séjour des pétroliers battant pavillon de complaisance dans les ports français ; (p. 1607) : la proposition de taxer les navires inférieurs aux normes de sécurité ; la révision de la notion de passage inoffensif au large des côtes européennes ; le financement du radio-guidage ; la lutte contre les catastrophes et pollutions marines par hydrocarbures. **Discussion de l'Article unique** (p. 1611) : son amendement n° 1 : élargissement de la mission de la commission d'enquête au contrôle des navires inférieurs aux normes ou battant pavillon de complaisance ; la responsabilité des pavillons de complaisance dans les catastrophes maritimes ; (p. 1612) : demande un scrutin public sur son amendement ; (p. 1613) : son refus de la rédaction restrictive de la proposition de résolution ; l'exemple de l'enquête sur le groupe Dassault ; l'absence d'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains du fait de cet amendement ; repoussé par scrutin public ; (p. 1614) : sa demande de réunion de la commission des lois pour l'examen des amendements ; son sous-amendement n° 3 : introduction de la mention des navires inférieurs aux normes dans l'amendement n° 2 de M. Emmanuel Aubert ; adopté (p. 1615).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2366) : son amendement n° 40 soutenu par Mme Marie Jacq : contribution financière des sociétés pétrolières de 1 F par hectolitre de produits pétroliers mis à la consommation au financement des équipements nécessaires à la lutte contre les marées noires ; rejeté (p. 2367).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion générale [11 octobre 1978] (p. 5967) : insuffisance des dotations budgétaires de l'enseignement primaire ; alibi démographique camouflant une politique d'austérité ; maintien d'une structure scolaire, conditions de la permanence d'une vie locale dans les petites communes ; (p. 5968) : cas particulier du Finistère.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6646) : multiplication par quatre des lignes budgétaires concernant la prévention et la lutte contre la pollution accidentelle des mers par les hydrocarbures ; passage de quatre à six du nombre des ministères intervenant dans l'action de prévention et de lutte contre la pollution des mers ; souhaite l'élargissement des missions du centre de documentation, de recherches et d'expérimentation ; (p. 6647) : absence d'une politique d'ensemble en matière de lutte contre la pollution accidentelle des mers.

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7388) : demande l'octroi des primes de développement régional en cas de reprise des bateaux ; nécessité de relancer l'investissement pour la pêche industrielle ; rejet de l'accord des huit de Berlin. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7397), sur l'amendement n° 319 de M. Le Drian ; carences du FIOM ; nécessité d'aider à équilibrer l'exploitation des navires de pêche.

Universités, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [16 novembre

1978] (p. 7740) : regrette de ne pas avoir reçu de réponse ministérielle à certaines de ses questions ; rejet par la commission des affaires culturelles de ses conclusions tendant au rejet des crédits des universités ; (p. 7741) : dégradation des conditions de vie des étudiants ; démocratisation insuffisante ; encadrement en enseignants inférieur à celui dont bénéficient les étudiants allemands ; avenir précaire des personnels vacataires ; recherche universitaire sacrifiée aux tâches d'enseignement et secondarisation de l'enseignement supérieur ; élaboration d'une carte universitaire par le ministère sans concertation.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins** (n° **989**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4725) : projet constituant plus un rattrapage qu'un progrès ; situation dramatique de la flotte de commerce et de la flotte de pêche ; décalage croissant entre les salaires réels et les salaires forfaitaires servant d'assiette aux cotisations sociales ; demande la validation des périodes de chômage dues aux intempéries, le chômage technique et le chômage « quota » ; (p. 4726) : demande la fixation à 75 % du taux de la pension de réversion des veuves de marins. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4730) : déplore la non-prise en compte des périodes de chômage dû aux intempéries et de chômage technique. **Article 6** (p. 4731) : soutient l'amendement n° 8 de M. Claude Evin : suppression de l'article 6 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Avant l'Article 15** (p. 8644) : soutient l'amendement n° 81 de M. Laurent Fabius : assujettissement à un impôt annuel progressif sur les fortunes des personnes physiques ayant en France une résidence habituelle ; prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des caisses d'épargne ; rejeté. **Article 15** (p. 8648) : soutient l'amendement n° 82 corrigé de M. Laurent Fabius : augmentation du taux de participation patronale à la formation professionnelle ; suppression du versement de 0,2 % que les entreprises effectuent auprès du Trésor ; rejeté.

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8811) : augmentation du déficit de la balance des paiements en ce qui concerne les produits de la mer ; nécessité de protéger et de développer les ressources françaises, exemple de la guerre de la langoustine ; insuffisance des études conduites par l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; vétusté de la flotte de pêche ; demande la mise en place d'un plan pluriannuel de renouvellement de la flotte. **Examen des crédits** [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8836) : nécessité d'organiser la continuité territoriale entre le continent et les îles du Finistère sans diminuer pour autant les moyens de l'office national de la navigation ; (p. 8839) : sur l'amendement n° 331 de M. Guy Guermeur : s'oppose à une réduction des crédits de la SNCF.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9648) : coût social de l'exode rural ; emplois directs dans l'agriculture ; (p. 9649) : nécessité de choisir entre deux types d'agriculture, une agriculture nombreuse, solidaire et économe et une agriculture productiviste, élitiste et plus capitalistique ; les mesures inscrites au budget vont-elles contribuer au maintien du nombre des actifs agricoles et inverser la tendance constatée en matière d'installation des jeunes.

Universités, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [9 novembre 1979] (p. 9751) : budget de régression pour les universités ; stabilisation des personnels hors statut ; poursuite des transformations d'emplois ; (p. 9752) : problème de l'intégration des vacataires ; insuffisance des créations d'emplois et vieillissement du personnel universitaire ; stagnation des crédits d'action sociale en faveur des étudiants ; avenir inquiétant de la recherche universitaire ; malaise créé par la réforme du CNRS ; accent prétendûment mis sur l'entretien et la sécurité des bâtiments au détriment des constructions nouvelles ; réforme du statut de certains enseignants par les décrets d'août 1979 apparaissant comme un coup porté à l'autonomie des universités ; (p. 9753) : désinvolture du ministre. **Répond au rappel au règlement de M. Pascal Clément** : affirme n'avoir employé aucun terme qui n'ait été prononcé en commission.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture, discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11617) : importance du volet foncier ; (p. 11618) : inapplication de la législation sur les cumuls en raison de l'insuffisance des sanctions ; nécessité d'étendre la procédure de contrôle total à tous les départements qui le désirent et de démocratiser les commissions des cumuls. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11759) : soutient le sous-amendement n° 698 de M. Louis Besson (mention de la politique consacrée à la montagne et aux zones défavorisées qui doit viser à compenser les surcoûts de ces régions et à organiser la pluriactivité) à l'amendement n° 9 de la commission, devenu sans objet ; [14 décembre 1979] : **Article 15** (p. 11966) : soutient

l'amendement n° 434 de M. Claude Michel : harmonisation du texte avec les propositions faites dans l'amendement à l'article 14 ; rejeté : [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** *(suite)* (p. 12043) : nécessiter de redonner pleinement effet à l'interdiction des cumuls ; inapplication et inefficacité de la législation actuelle sur les cumuls ; rareté des sanctions administratives ; importance des brèches dans l'interdiction des cumuls ; absence d'autorisation de cumul pour une première exploitation, simple déclaration pour l'agrandissement d'une exploitation au nom d'un enfant, exclusion des ventes d'herbes et des contrats de façade ; nécessité d'étendre la procédure du contrôle total ; (p. 12049) : son sous-amendement n° 724 : diminution du seuil d'application du contrôle des cumuls ; soutenu par M. Roland Huguet, rejeté ; (p. 12050) : son sous-amendement n° 725 à l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : limitation de la liberté d'installation aux personnes apparentées jusqu'au troisième degré ; soutenu par M. Roland Huguet, adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 921) : limite de l'accès des enfants de familles nombreuses aux équipements collectifs ; crèches ; écoles maternelles ; proposition de loi sur la famille déposée par le groupe socialiste.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1576**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1010) : rôle des femmes dans la société ; crise de l'université ; discrimination sociale dans l'accès à l'université ; professionnalisation des personnels de surveillance et d'éducation ; diminution des bourses ; manque de moyens budgétaires de l'université.

— **Discussion de la conclusion du rapport** (n° **1824**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2347) : attaque contre la loi d'orientation de 1968 ; tutelle croissante du ministre ; surreprésentation des professeurs ; diminution de la représentation des assistants, des personnels non enseignants et des étudiants ; vote hostile du groupe socialiste. **Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article premier A** (p. 2348) : soutient l'amendement n° 2 de M. Louis Mexandeau ; rejeté ; soutient l'amendement n° 4 de M. Louis Mexandeau ; rejeté ; (p. 2353) : soutient l'amendement n° 12 de M. Louis Mexandeau ; rejeté. **Article premier** (p. 2355) : soutient l'amendement n° 15 de M. Louis Mexandeau ; rejeté. **Article 3** (p. 2357) : soutient l'amendement n° 20 de M. Louis Mexandeau ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3733-3734) : compensation financière pour les clubs touchés par l'interdiction de buvettes sur les stades.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3658) : développement agricole ; mise en place d'une réforme visant les filières de progrès et création d'un réseau national d'expérimentation et de développement ; soumission des agriculteurs aux intérêts immédiats des industries agro-alimentaires ; (p. 3659) : loi d'orientation agricole visant à créer une agriculture moderne confrontée au marché mondial et une agriculture assistée.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3994) : grève de la marine marchande ; dégradation des retraites des marins et rapport Dufour.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4099) : évolution des bourses d'enseignement supérieur ; (p. 4100) : complément de bourse accordé pour compenser les transferts du lieu de résidence des étudiants touchés par les modifications de la carte universitaire ; ségrégation sociale à l'université.

LEPERCQ (Arnaud)

Député de la Vienne
(3e circonscription)
(RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166), [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre dc la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 26 novembre 1980] (p. 2756).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **exploitants agricoles, producteurs d'eau-de-vie naturelle,** d'une **franchise de droits** sur une partie de leur production (n° **176**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les **dispositions relatives aux élections professionnelles** (n° **534**) [1er juillet 1978] ; retrait de cette proposition [13 juin 1979] (p. 5047).

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de rassembler les informations sur les **distorsions de concurrence** créées au sein de la **CEE** par l'instauration et le maintien des **montants compensatoires** monétaires et d'étudier les handicaps subis par les productions agricoles françaises du fait de ces distorsions ainsi que les mesures nationales et européennes qui permettraient de les neutraliser et de les éviter (n° **719**) [22 novembre 1978].

— **Proposition de loi** ouvrant à tous les salariés la possibilité d'être candidat dès le premier tour aux **élections pour le comité d'entreprise** (n° **842**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à créer un organisme unique, chargé de percevoir, contrôler et redistribuer certaines des charges sociales dues par les entreprises industrielles, commerciales, artisanales, les professions libérales, les sociétés civiles et associations de quelque nature que ce soit, employant moins de 50 salariés** (n° **1153**) [19 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1657**) : **Importations de viande porcine** [9 juin 1978] (p. 2770, 2771) : concurrence abusive des producteurs étrangers, l'Allemagne en particulier ; nécessité de fermer les frontières aux importations.

— (n° **9462**) : **Exportations britanniques d'ovins** [1er décembre 1978] (p. 8661) : exportations illégales de moutons de Grande-Bretagne vers les pays de la CEE.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7131) : nécessité de rétablir une certaine équité dans l'attribution des sursis en matière de service national ; cas des étudiants en chirurgie dentaire injustement défavorisés par rapport aux étudiants vétérinaires ; durée des études identiques pour les étudiants vétérinaires et les étudiants en chirurgie dentaire.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7254) : crise de la production de porcs et de moutons due aux montants compensatoires ; poids intolérable des importations venant des pays de l'Est ; nécessité d'un règlement communautaire sur l'élevage ovin ; importation des moutons d'Irlande ; nécessité de renforcer la formation agricole ; problème de la construction du collège agricole de Montmorillon : (p. 7255) : nécessité de multiplier les possibilités de création de groupements fonciers agricoles ; dynamisme du Crédit agricole dû à son statut spécifique.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7562) : retard dans les raccordements téléphoniques en zones rurales ; (p. 7563) : dégradations du service des postes ; conséquences incalculables des grèves des postes sur les entreprises.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (nos **735 et 749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 3** (p. 8967) : ses amendements nos 25, 26, 27 et 28 : modification de la période d'exercice des

exploitants en fonction du cycle cultural et des entrées de paille dans leurs fermes ; retirés (p. 8968).

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8885) : insuffisance de la formation des personnels ; nécessité d'inclure la notion de polyvalence dans la formation professionnelle ; souhaite une simplification des formalités administratives ; sa proposition tendant à créer un organisme unique chargé de percevoir, contrôler et redistribuer les charges sociales dues par les employeurs ayant moins de 50 salariés ; souhaite l'extension aux entreprises commerciales du bénéfice des primes à la création d'entreprises ; nécessité de revoir les critères d'attribution de l'aide prévue à l'article 52 de la loi d'orientation.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9658) : problème du mouton ; le futur règlement communautaire ovin ; (p. 9662) : amputation des crédits nécessaires à la formation permanente en agriculture ; construction des locaux du collège agricole de Montmorillon.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10854) : existence de la vie dès la conception ; se déclare hostile à la légalisation de l'avortement et annonce qu'il votera contre le projet.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Après l'Article 2** (p. 11790) : son sous-amendement n° 294 à l'amendement n° 12 de la commission : progressivité dans la réservation des aides aux producteurs organisés ; soutenu par M. Gérard César ; rejeté ; (p. 11794) : son sous-amendement n° 295 à l'amendement n° 12 de la commission : possibilité de différenciation des aides par région ; adopté ; son sous-amendement n° 296 à l'amendement n° 12 de la commission : sauvegarde du pouvoir de direction des clefs d'exploitation ; adopté ; (p. 11797) : retire son sous-amendement n° 298 à l'amendement n° 13 de la commission : nouveau régime fiscal agricole ; (p. 11798) : retire son sous-amendement n° 300 à l'amendement n° 13 de la commission : fixation d'un délai pour le dépôt des conclusions du comité d'études sur la fiscalité. **Article 3** (p. 11805) : son amendement n° 301 devenu sans objet ; [14 décembre 1979] : **Article 4** (p. 11916) : son amendement n° 302 : inclusion obligatoire dans les statuts de l'interprofession d'une clause de recours à l'arbitrage ; devenu sans objet. **Article 5** (p. 11922) : son sous-amendement n° 303 à l'amendement n° 20 corrigé de la commission (délai de l'extension) devenu sans objet. **Article 12** (p. 11951) : son amendement n° 309 : caractère paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité ; non soutenu. **Après l'Article 13** (p. 11953) : son sous-amendement n° 311 à l'amendement n° 40 de la commission : impossibilité de bénéficier d'un régime d'aide plus favorable pour les époux mettant en valeur séparément une exploitation agricole ; soutenu par M. Gérard César, retiré. **Article 14** (p. 11958) : son sous-amendement n° 619 à l'amendement n° 41 de la commission : rôle des commissions communales, intercommunales ou départementales précisé par la création de deux sections : une section aménagement foncier et une section chargée du répertoire des terres ; soutenu par M. Gérard César ; adopté ; (p. 11959) : son sous-amendement n° 658 à l'amendement n° 41 de la commission : suppression du dernier alinéa du paragraphe I de l'amendement n° 41 ; retiré. **Article 15** (p. 11966) : retire son amendement n° 312 : suppression de l'augmentation de la valeur vénale par un coefficient fixé par décret prévue à l'article 15 ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12019) : son amendement n° 313 à l'amendement n° 51 de la commission : élargissement de la portée de l'amendement n° 51 aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole ; devient sans objet ; (p. 12021) : son sous-amendement n° 314 à l'amendement n° 51 de la commission : obligation pour les GFA de consentir des baux à long terme ; devient sans objet ; (p. 12023) : son sous-amendement n° 315 à l'amendement n° 52 de la commission : obligation pour le GFA de donner ses terres en fermage par bail à long terme et de s'interdire d'exploiter par une clause expresse de ses statuts ; retiré. **Article 13 précédemment réservé** (p. 12027) : soutient l'amendement n° 244 rectifié de M. Xavier Deniau : régime de co-exploitation des époux agriculteurs de droit ; devient sans objet ; son amendement n° 310 : régime de co-exploitation des époux agriculteurs de droit ; devient sans objet. **Avant l'Article 22** (p. 12035) : son sous-amendement n° 316 à l'amendement n° 53 de la commission : mention de l'objectif d'agrandissement des petites et moyennes exploitations ; soutenu par Mme Marie-Madeleine Dienesch, adopté ; (p. 12036) : son sous-amendement n° 317 à l'amendement n° 53 de la commission : rédactionnel ; soutenu par M. Gérard César, retiré ; (p. 12037) : son sous-amendement n° 318 à l'amendement n° 53 de la commis-

sion : schéma directeur départemental préparé par le préfet ; soutenu par M. Gérard César ; retiré. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12062) : son sous-amendement n° 327 à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : élargissement du texte de la commission spéciale aux opérations d'aménagement foncier et aux interventions d'une SAFER ; soutenu par M. Gérard César, retiré ; son sous-amendement n° 328 : notification de la décision ; soutenu par M. Gérard César, retiré ; (p. 12065) : son sous-amendement n° 329 : précision rédactionnelle ; soutenu par M. Gérard César, adopté ; son sous-amendement n° 330 à l'amendement n° 59 de la commission : précisant que la SAFER fait partie de ceux qui sont intéressés par la mise en valeur du fonds ; retiré ; (p. 12067) : son sous-amendement n° 331 à l'amendement n° 60 de la commission : précisant que le propriétaire ne peut être admis à assurer la valeur des biens que s'il participe aux travaux d'exploitation d'une façon effective et permanente ; soutenu par M. Gérard César, retiré ; (p. 12070) : son sous-amendement n° 332 à l'amendement n° 62 de la commission : extension de la procédure de l'astreinte ; soutenu par M. Gérard César, retiré ; son amendement n° 319 : conditions d'expérience ou de compétence exigées de ceux qui s'installeront en agriculture ; soutenu par M. Gérard César, retiré. **Après l'Article 29** (p. 12104) : son amendement n° 334 rectifié : avis de la chambre départementale d'agriculture sur toute utilisation des sols à des fins autres qu'agricoles dans les zones réservées à l'agriculture ; soutenu par M. Gérard César ; rejeté. **Article 31** (p. 12107) : son amendement n° 340 (possibilité pour la SAFER de traiter directement avec le maître d'ouvrage lorsqu'elle aura constitué des réserves foncières sur l'emplacement de l'emprise) soutenu par M. Gérard César, adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 2** *quater* (p. 169) : son amendement n° 45 : intervention des membres de la chambre d'agriculture pour l'extension des règles ; rejeté ; [10 avril 1980]. **Article 14** *bis* **C** (p. 221) : son amendement n° 46 : place de l'organisation des jeunes agriculteurs dans la composition de la commission départementale ; adopté ; (p. 222) : son amendement n° 47 : représentation du CNJA ; retiré. **Article 22 C** (p. 244) : son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 78 de la commission : zone ayant fait l'objet d'une opération de remembrement ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :* **Discussion des articles** [21 octobre 1980]. **Avant l'Article 3** (p. 2884) : son sous-amendement n° 217 à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; importance du capital fixe dans l'agriculture ; nécessité de relancer l'acquisition de matériel neuf ; aide à l'investissement incitant les agriculteurs à passer au système du bénéfice réel.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3676) : insuffisance des crédits consacrés aux équipements ruraux ; cas des chemins ruraux et des chemins d'exploitation ; hydraulique agricole ; indifférence du Gouvernement vis-à-vis du rôle des entreprises agricoles qui emploient de la main-d'œuvre ; inclusion de l'agriculture dans l'aide fiscale à l'investissement ; (p. 3679) : pose une question au nom de M. Pierre Lataillade ; application de la loi sur l'enseignement agricole privé ; retard des agréments ; disparités régionales ; (p. 3680) : pose une question au nom de M. Pierre Lataillade ; taxe sur le défrichement ; nécessité d'en exonérer les agriculteurs des Landes.

LEROY (Roland)

Député de la Seine-Maritime
(3e *circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **sauvegarde et le développement de la conchyliculture française** (n° **541**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** portant **amnistie** de certaines infractions commises en relation avec les manifestations du **23 mars 1979** (n° **1854**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Revendications des travailleurs de la régie Renault** [7 juin 1978] (p. 2599) : solidarité du groupe communiste avec les travailleurs de Renault ; caractère exemplaire de la lutte des ouvriers de Renault ; refus de la direction de recevoir les syndicats.

— **Accréditation auprès du ministère de la défense d'un journaliste de l'Humanité** [5 octobre 1978] (p. 5607, 5608) : retrait de l'accréditation d'un journaliste de *l'Humanité* auprès du ministre de la défense ; mesures discriminatoires à l'égard des journalistes communistes.

— **Ordonnance sur la presse** [18 octobre 1978] (p. 6238) : acquisition d'un nouveau quotidien par M. Hersant, en violation de l'ordonnance de 1944 sur la presse.

— **Exercices franco-allemands** [14 mai 1980] (p. 1051) : déchargement de munitions destinées à l'armée allemande à Rouen.

— **Dépôt de bilan de l'entreprise la Chapelle-Darblay** [10 décembre 1980] (p. 4802) : nécessité d'un débat sur la politique de l'industrie du papier en France ; constitution d'une commission d'enquête ; liberté de la presse.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17188**) : **Jeunes condamnés à la suite des manifestations du 23 mars** [15 juin 1979] (p. 5215, 5216, 5217, 5218) : injustice des condamnations prononcées à l'encontre de plusieurs jeunes gens innocents à la suite de la manifestation du 23 mars 1979 ; que compte faire le garde des sceaux pour que l'amnistie leur soit accordée ? ; grossière provocation organisée par le ministre de l'intérieur ; lutte des députés communistes pour l'indépendance de la justice à l'égard de l'exécutif, l'abrogation de la procédure de flagrant délit, la constitution d'une commission d'enquête sur les événements du 23 mars, la démission du ministre Christian Bonnet, l'amnistie des innocents.

— (n° **38722**) : **Demandeurs d'emploi non indemnisés** [21 novembre 1980] (p. 4255, 4256) : accroissement de 9 % du chômage de longue durée ; dossier alarmant du secours catholique ; chômage, conséquence de la politique du Gouvernement ; options du VIIIe Plan ; développement des emplois précaires ; loi du 28 décembre 1979 supprimant le droit à une couverture sociale pour les chômeurs non indemnisés ; proposition de M. Georges Marchais.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2613) : **soutient la question préalable de M. Jack Ralite** ; dégradation depuis 1974 des programmes, de la création, de l'information, de la situation des personnels ; croissance du besoin d'information et nécessité de la décentralisation de la vie nationale ; progrès scientifiques permettant de répondre à ce besoin ; (p. 2614) : changement d'attitude du Gouvernement à l'égard des radios libres avant et après les élections ; donne des exemples de la manipulation de l'option publique à laquelle se livre l'ensemble de l'information à la radio et à la télévision soumises aux ordres du Gouvernement : caricature de la politique du parti communiste français et des propos de ses dirigeants, information incomplète sur la politique française en Afrique ; (p. 2615) : deux significations du mot monopole : service public ouvert à tous ou monopole gouvernemental autoritaire ; nécessité de décentraliser et régionaliser l'information, la radio et la télévision ; dénonce la discrimination qui frappe les journalistes communistes à la radio et à la télévision ; rejetée par scrutin public (p. 2616).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6718) : solidarité des parlementaires communistes avec les travailleurs de la SFP ; s'indigne de la campagne de presse dirigée contre la SFP ; (p. 6719) : déficit de la SFP dû au déclin de la télévision française ; nécessité d'un retour de la SFP au service public et d'une démocratisation de ses structures ; besoins grandissants d'information que peuvent satisfaire les progrès de la tech-

nique ; mainmise du président de la République sur les grands moyens d'information ; partialité et anticommunisme de la radio et de la télévision en France ; (p. 6720) : s'indigne de la diffusion d'un film sur Eva Braun ; nécessité de libérer la France d'une information caporalisée ; souhaite la création de radios locales.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi (n° 795). Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9801) : **oppose la question préalable au nom du groupe communiste ;** mépris du Gouvernement à l'égard du Parlement ; projet inacceptable ; opération menée de concert avec le CNPF pour contraindre les organisations syndicales à s'incliner ; ingérence de l'Etat dans la liberté de négociation des partenaires sociaux ; remise en cause des conventions antérieures ; (p. 9802) : nécessité de débattre des problèmes de la sécurité sociale ; cause réelle du déséquilibre de la sécurité sociale ; nécessité d'un débat sur la situation de la sidérurgie ; opposition à tous les licenciements dans la sidérurgie ; solution définitive consistant en la nationalisation de la sidérurgie ; nécessité d'un débat sur la panne d'électricité du mardi 18 décembre 1978 ; politique de régression sociale menée par le Gouvernement ; (p. 9803) : solidarité des députés communistes avec les travailleurs en lutte ; (p. 9804) : opposition de la CFDT au texte ; rejet de la question préalable par scrutin public n° 151 (p. 9804) : liste des votants (p. 9811, 9812).

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'information publique** (n° **901**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1649) : anticommunisme de la télévision ; information mensongère sur la sidérurgie ; mainmise du pouvoir sur l'information ; mesure discriminatoire écartant les journalistes communistes de la radio et de la télévision ; (p. 1650) : dégradation de la profession de journaliste ; violation des ordonnances de 1944 ; comptabilité du journal *l'Humanité* ; existence du parti populaire européen révélée par *l'Humanité*. **Discussion de l'Article unique** [15 mars 1979]. **Rappel au règlement** (p. 1660) : remplacement du texte de la proposition de résolution soumis à l'Assemblée par un autre ; information de tous les groupes de l'Assemblée sauf du groupe communiste au sujet de cette substitution ; participation du groupe socialiste à la discussion du nouveau texte « autoritarisme du pouvoir » ; « inutilité des commissions ». **Explications de vote** [15 mars 1979] (p. 1664) : vote hostile du groupe communiste sur la proposition de commission d'enquête et vote positif sur la censure.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. — Information. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9057) : politique du Gouvernement traduisant sa peur de la démocratie et de la communication ; (p. 9058) : rend hommage aux ordonnances de 1944 sur la presse constamment violées aujourd'hui ; invasion du marché par la presse d'argent ; exemple du groupe Hersant et Hachette ; falsification de l'information dans la presse ; poids excessif des tarifs postaux qui grève le budget des journaux ; application de l'article 39 *bis* du CGI relatif aux investissements aux entreprises de presse conduisant à enrichir France Presse ; (p. 9059) : approuve pour l'essentiel les propositions contenues dans le rapport Vedel au Conseil économique et social ; nécessité de réformer les aides publiques à la presse et de mettre en œuvre une politique de fabrication du papier ; souhaite que les Nouvelles Messageries de la presse parisienne soient soustraites à l'emprise du groupe Hachette.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Article premier précédemment réservé** (p. 10953) : maintien, par l'article premier, de l'article 317 du code pénal réprimant l'avortement ; inefficacité de cet article 317.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 605) : grèves et manifestations ; (p. 606) : aggravation des conditions de travail des Français ; recherche du consensus social par le patronat ; précarité du travail ; « récupération » des travailleurs ; (p. 607) : intervention de M. Pierre-Bloch ; incompatibilité entre les fonctions de membre des conseils d'administration et de surveillance et celles des représentants du personnel ; liste des candidats arrêtée par le chef d'entreprise ; limitation de la participation à la gestion aux seuls cadres ; (p. 608) : conclusions du groupe de travail pour les « conceptions économiques et sociales dans la communauté » ; offensive contre les libertés syndicales ; campagne anti-communiste ; procès contre les organisations de la CGT ; droit de grève à l'EDF ; propositions communistes ; renforcement des droits et des moyens des comités d'entreprise ; (p. 609) : contrôle par les salariés et les parlementaires de l'activité des sociétés multinationales en France.

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne
(3e circonscription)
(UDF).

En remplacement de M. René de Branche, décédé le 15 avril 1981 [*J.O.* du 17 avril 1981] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 5 mai 1981] (p. 1251).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 mai 1981] (p. 1313).

LE TAC (Joël)

Député de Paris
(26e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [5 octobre 1978] (p. 5693).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Démissionne de cette commission [20 avril 1979] (p. 2932).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981. Culture et communication : Radiotélévision (n° 1976-12) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la communication de certaines **rémunérations** dans le cadre du service public de la **radiodiffusion-télévision française** (n° **86**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 74-696** du 7 août 1974 relative à la **radiodiffusion et à la télévision** (n° **87**) [18 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. **Annexe n° 12 : Culture et communication - Radiotélévision** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative à **l'exercice de la prostitution** (n° **938**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** relative à **l'organisation des radios locales** (n° **999**) [24 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **abolir la pratique de la vivisection** (n° **1170**) [19 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 12 : Culture et communication - Radiotélévision** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** portant **interdiction du tir aux pigeons vivants** (n° **1422**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à confier à l'établissement public de diffusion l'exploitation de l'ensemble des réseaux de diffusion des programmes de **radiodiffusion et de télévision** (n° **1616**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 12 : Culture et communication - Radiotélévision** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à fixer certains principes relatifs à l'**organisation des moyens d'information et de communication** en France (n° **2242**) [20 décembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à ouvrir dans la loi du 29 juillet 1881 sur la **liberté de la presse** une action en répétition à la suite d'un jugement corroborant la vérité d'imputations ayant donné lieu à une condamnation pour diffamation (n° **2273**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Réfugiés vietnamiens du détroit de Malacca** [15 novembre 1978] (p. 7672) : devoir pour la France d'accueillir les fugitifs vietnamiens réfugiés à bord d'un cargo.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2632) : inadaptation du code des télécommunications ; justification du monopole : risque de mercantilisme audiovisuel ; raison technique relative aux fréquences radioélectriques (exemple italien) : risque de discrimination dans l'attribution des fréquences ; (p. 2633) : insuffisance des informations locales et des radios régionales ; développement de la télévision régionale ; expériences menées par FR3 sur ses stations régionales ; nécessité d'assurer le développement des radios locales sous la protection du monopole. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2640) : soutient l'amendement n° 3 de la commission identique à son amendement n° 1 : compétence de l'établissement public de diffusion créé par la loi d'août 1974 pour assurer l'exploitation et l'entretien de la totalité des réseaux et installations de diffusion situées sur le territoire français ; demande l'annulation de la dérogation consentie à la station de Radio Monte-Carlo, atteinte au monopole ; (p. 2641) : absence de problèmes diplomatiques posés par le texte ; possibilité d'établir des termes de redevances entre Radio Monte-Carlo et TDF. **Après l'Article unique** (p. 2642) : son amendement n° 2 : possibilité d'accorder des dérogations au monopole de programmation à des stations locales de radiodiffusion placées sous le contrôle des sociétés régionales ; retiré (p. 2642).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur spécial de la commission des finances de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6710) : crise actuelle de la radio-télévision et particulièrement de la SFP ; injustice du mécanisme actuel de répartition de la redevance télévision créant artificiellement un climat de concurrence entre les sociétés ; propose au nom de la commission des finances que soit créé un organisme coordonnateur auquel les sociétés de programmes seraient associées afin de répartir la redevance avec des primes à la qualité et non plus à l'audience ; souhaite que la survie de la SFP soit assurée par le transfert de la moitié de son capital aux sociétés de télévision ; (p. 6711) : nécessité d'une séparation nette entre les activités de service public liées à la production audiovisuelle et les activités commerciales de production cinématographiques qui pourraient être confiées à une filiale de la SFP ; nécessité d'une convention pluriannuelle entre l'INA et l'Etat permettant de préciser les objectifs de l'INA ; problèmes posés par la distribution internationale des programmes de télévision assurés par l'INA ; nécessité pour les pouvoirs publics de mettre à l'étude un dispositif permettant de limiter la progression des recettes de publicité à la télévision ; problèmes de la direction et du personnel de la SFP ; (p. 6712) : rejet par la commission des finances de l'article 62 de la loi de finances relatif à la répartition de la redevance télévision. **Examen des crédits** [26 octobre 1978]. **Article 62** (p. 6737) : soutient l'amendement n° 177 de la commission : suppression de l'article 62 ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5700) : caractère absurde de la revendication « la vie sauve à tout prix » que les criminels présentent aux Français par parlementaires interposés ; estime inutile, dérisoire et inopportun le débat sur la peine de mort ; naïveté et sensiblerie des abolitionnistes ; maintien de la peine de mort permettant d'éviter le développement de l'autodéfense ; caractère dissuasif de la peine de mort.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiotélévision, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [26 octobre 1979] (p. 9038) : demande que soit

réformé le mécanisme de répartition de la redevance télévision ; souhaite que le Parlement soit informé de l'ensemble des modifications au cahier des charges des sociétés de programme prévues pour chaque année, notamment en ce qui concerne les relations avec le cinéma ; attribution de la carte de production à TF 1 et Antenne 2 dans le but de développer les engagements de ces sociétés dans la production cinématographique ; (p. 9039) : interroge le ministre sur les intentions du Gouvernement concernant les radios locales ; demande au Gouvernement de fournir au Parlement des indications sur les modalités selon lesquelles il a l'intention de développer les nouvelles technologies audiovisuelles et notamment les satellites de diffusion directe ; nécessité de maîtriser et d'assurer la continuité de la révolution de l'audiovisuel dans le cadre du service public ; souhaite connaître l'avis du ministre sur la possibilité de confier à l'INA (institut français de l'audiovisuel) la responsabilité d'une agence française d'images. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Article 57** (p. 9052) : répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision ; s'oppose à l'amendement n° 360 de M. Jack Ralite : réduction du taux de TVA sur la redevance télévision.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (première lecture) déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. François Mitterrand et 49 de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues, et par M. Robert Ballanger et 85 de ses collègues. Explications de vote** [20 novembre 1979] (p. 10381) : dénonce les attaques lancées par le Premier ministre contre le RPR ; son vote favorable sur la motion de censure présentée par le groupe socialiste faute d'avoir pu voter contre un budget escamoté grâce à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10810) : tentation de considérer l'avortement comme le suprême recours de la contraception ; manque de rigueur dans l'exécution de la loi de 1975 et absence d'une politique familiale rigoureuse ; (p. 10811) : son abstention sur le projet.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 530) : principe de l'autodétermination du peuple palestinien ; droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues ; Tchad.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Après l'Article 13** (p. 2040) : son amendement n° 151 : répression du tir aux pigeons vivants ; adopté ; (p. 2041) : cruauté envers les animaux.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Article 2** (p. 2795) : son vote hostile sur l'amendement n° 50 de la commission ; charge supplémentaire imposée aux consommateurs par l'augmentation de la TVA sur les aliments des animaux de compagnie ; (p. 2797) : participation des sociétés d'aliments pour animaux au financement du service public de la télévision.

Deuxième partie :

Radiotélévision, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3518) : bilan de la loi de 1974 ; réforme du système de la répartition de la redevance ; mode de répartition ne tenant pas compte de la situation particulière de Radio-France et de FR 3 ; (p. 3519) : liens entre la télévision et le cinéma ; nécessité d'accentuer l'effort de recherche de programmes originaux en vue de nourrir les nouveaux circuits de l'audiovisuel ; problèmes du financement des futures radios locales ; multiplication des radios pirates ; succès des trois expériences de radios locales ; rente de situation des postes périphériques ; déontologie des collaborateurs des services publics de la radio et diffusion ; haute autorité de l'audiovisuel ; rôle de la direction générale des télécommunications ; (p. 3520) : problème du renouvellement des présidents des sociétés de programmes ; interdiction de la violence à la télévision.

LE THEULE (Joël)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
(RPR).

Ministre des transports.
Ministre de la défense.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Ministre des transports (troisième Gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de ministre des transports. Est nommé ministre de la défense. Décret du 2 octobre 1980 [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Décédé le 14 décembre 1980.

Son éloge funèbre est prononcé le 17 décembre 1980 (p. 4960).

DÉPOTS

En qualité de ministre des transports :

— **Projet de loi** prorogeant les dispositions de l'article premier de la **loi n° 77-1410** du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des **transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **566**) [2 octobre 1978].

— **Projet de loi** modifiant **certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins** (n° **989**) [18 avril 1979].

— **Projet de loi** relatif **aux transports de voyageurs à l'intérieur du périmètre des transports parisiens** (n° **1054**) [11 mai 1979].

— **Projet de loi** relatif **à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**) [30 juin 1979].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

En qualité de ministre des transports :

— **M. Vidal : Situation des transports scolaires dans l'Aude** [18 avril 1978] (p. 1147) : mesures envisagées par le Gouvernement pour rétablir les relations entre le conseil général de l'Aude et les courriers du Roussillon et du Languedoc.

— **M. Villa : Grève à la société des courriers du Roussillon-Languedoc** [18 avril 1978] (p. 1148) : mission d'un inspecteur général des transports terrestres chargé d'examiner les points de vue du département et de la société exploitante.

— **M. Bariani : Survol de Paris par des avions supersoniques** [18 avril 1978] (p. 1152) : enquête en cours pour s'assurer que les trajectoires définies sont bien respectées.

— **M. Royer : Prévention et réparation des calamités publiques** [18 avril 1978] (p. 1153) : renforcement du contrôle des ouvrages d'art ; travaux immédiatement entrepris lorsque des défauts sont révélés ; dispositif de réparation d'urgence et création de ponts provisoires ; effondrement du principal pont sur la Loire à Tours.

— **M. Sudreau : Surveillance et entretien des ponts** [26 avril 1978] (p. 1366, 1367) : intensité de la circulation et tonnage accru des camions ; causes des incidents graves qui ont touché plusieurs ponts sur la Loire ; nécessité d'augmenter le nombre et la qualité des visites de surveillance ; faire appel à des ingénieurs et moderniser les moyens d'investigation ; augmenter les crédits.

— **M. Defferre : Licenciements dans divers groupes industriels** [10 mai 1978] (p. 1557, 1558) : situation du groupe Terrin à Marseille ; mise en règlement judiciaire permet la poursuite de l'exploitation ; le déséquilibre d'exploitation dû au sureffectif.

— **M. Jean-Claude Gaudin : Groupe de réparation navale Terrin** [10 mai 1978] (p. 1560) : dispositions prises pour l'ensemble de la réparation navale ; nécessité de restructurer l'entreprise Terrin.

— **M. Edmond Garcin : Réparation et construction navales** [17 mai 1978] (p. 1762, 1763) : situation des établissements Terrin de Marseille ; effort du Gouvernement en faveur de la construction navale ; lutte contre les pavillons de complaisance et le dumping dans la construction navale.

— **M. Alex Raymond : Fermeture de gares et suppression d'emplois à la SNCF** [17 mai 1978] (p. 1763, 1764) : aucune ligne omnibus n'a été fermée depuis 1974 par décision gouvernementale ; possibilité pour les régions de substituer le transport par route au transport par voie ferrée ; aucune fermeture de ligne dans la région de Toulouse et d'Auch n'a été présentée.

— **M. Claude Evin : Situation de la construction navale** [22 mai 1978] (p. 1981) : plan gouvernemental d'aide à la construction navale.

— **M. Robert Montdargent : Politique aéronautique de la France** [24 mai 1978]

(p. 1981) : politique gouvernementale définie avec précision.

— **M. Maxime Kalinsky : Augmentation du prix de la « carte orange »** [24 mai 1978] (p. 1982) : l'augmentation prévue ne peut être annulée.

— **M. Pierre Jagoret : Situation des compagnies régionales d'aviation** [14 juin 1978] (p. 2880) : restructuration à l'étude avec les compagnies et les collectivités publiques intéressées.

— **M. Roger Corrèze : Billets de la SNCF pour les colonies de vacances** [21 juin 1978] (p. 3216, 3217) : tarifs maintenus en juillet et août 1978. Réduction ramenée à 40 % à partir de septembre.

— **M. Claude Wilquin : Difficultés de la pêche artisanale** [5 octobre 1978] (p. 5606) : mesures gouvernementales à l'étude.

— **M. François d'Harcourt : Compostage des billets de la SNCF** [10 octobre 1978] (p. 5863) : amélioration apportée par le compostage des billets SNCF par les usagers.

— **M. Roger Gouhier : Grèves à la SNCF** [10 octobre 1978] (p. 5866) : aucun licenciement à la SNCF ; caractère inexplicable et injustifié des mouvements ponctuels de grève qui se produisent actuellement ; préjudice qu'ils entraînent.

— **M. Pierre Jagoret : Navigation sous pavillon de complaisance et recrutement de personnels étrangers** [10 octobre 1978] (p. 5867) : pourcentage des pavillons de complaisance plus faible en France que dans les autres pays de l'Europe occidentale ; marins étrangers employés seulement sur certains cargos au long cours en fonction de dispositions de 1880.

— **M. Sébastien Couepel : Centres bretons d'examen du permis de conduire** [18 octobre 1978] (p. 6240) : maintien en activité de tous les centres secondaires d'examen du permis de conduire.

— **M. Jean-Claude Gaudin : Port de Marseille** [18 octobre 1978] (p. 6241) : aux difficultés du groupe Terrin s'ajoutent des grèves dans le secteur maritime ; situation contraire à l'intérêt des travailleurs.

— **Mme Florence d'Harcourt : Centres d'examen du permis de conduire** [18 octobre 1978] (p. 6242) : dégagement des crédits nécessaires au fonctionnement des centres secondaires.

— **M. Pierre Pasquini : Conséquences de certaines grèves sur les transports maritimes vers la Corse** [25 octobre 1978] (p. 6625) : le problème de la grève paralysant les ports français ; le Gouvernement se tient au courant de la situation en Corse et fera face immédiatement en cas de difficultés pour les ravitaillements, les soins de santé ou le transport des passagers ; non-existence d'un monopole en matière de navigation.

— **M. Georges Lazzarino : Grève dans la marine marchande** [25 octobre 1978] (p. 6627, 6628) : respect par la France du droit maritime, des normes de sécurité et de protection de l'environnement ; gravité de la grève illimitée déclenchée par la CGT ; blocage du ravitaillement des îles, risque de provoquer des arrêts de travail technique, situation du commerce extérieur ; décision de la nouvelle compagnie de paquebots de recourir à une société de prestations de service pour assurer l'activité hôtelière des paquebots, seule chance de survie de l'activité de croisière en France ; décision du personnel du *Massalia ;* refus de la France de recourir aux pavillons de complaisance.

— **M. Michel Crépeau : Grève dans la marine marchande** [25 octobre 1978] (p. 6628, 6629) : respect du droit maritime français ; maintien d'une flotte de paquebots dans notre pays ; acceptation par le personnel de la solution préconisée par la nouvelle compagnie de paquebots (personnel hôtelier étranger) ; gravité des conséquences de la grève illimitée pour l'économie française.

— **M. Loïc Bouvard : Menace de dépose d'une voie ferrée** [8 novembre 1978] (p. 7227) : la SNCF n'a pris aucune décision pour la dépose ou la fermeture de la voie Loyat-Mauron dans le Morbihan.

— **M. Jean Bozzi : Liaisons maritimes avec la Corse en cas de grève des marins** [8 novembre 1978] (p. 7229) : la réglementation du droit de grève est du domaine législatif ; un service minimum entre la Corse et le continent existe ; amélioration souhaitable des liaisons avec les ports secondaires.

— **M. Marcel Bigeard : Amélioration de la circulation sur la RN 4** (6 décembre 1978] (p. 8883, 8884) : coût important des travaux à réaliser ; difficultés à les financer sur un seul exercice.

— **Mme Florence d'Harcourt : Accidents sur l'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly** [4 avril 1979] (p. 2222) : insuffisance des aménagements de sécurité déjà réalisés sur cette avenue, mais coût considérable du projet évoqué ; examen de ce dernier devant le conseil régional d'Ile-de-France.

— **M. Pierre Golderg : Autoroute A 71** [18 avril 1979] (p. 2697) : concession du tracé Orléans-Bourges à Cofiroute en novembre 1977, mais recours soumis au Conseil d'Etat ; budget 1979 en a prévu les crédits ; pour l'autoroute Bourges-Clermont, fin des travaux prévue pour 1983 ; consultation des collectivités locales.

— **M. Claude Evin : Situation de l'emploi dans la région de Saint-Nazaire** [25 avril 1979] (p. 3032, 3033) : décision du Gouvernement d'éviter tout licenciement dans la construction navale ; politique de diversification industrielle et de commandes pour lesquelles est intervenu le ministère de l'économie ; développement portuaire.

— **M. Louis Le Pensec : Construction de bateaux de pêche artisanale** [25 avril 1979] (p. 3033) : succès du plan de relance de pêche artisanale ; subventions importantes accordées par le Gouvernement pour la construction de bateaux ; 63 demandes de construction en instance, mais crédits suffisants pour leur donner une suite favorable.

— **M. Guy Guermeur : Problèmes maritimes et pollution par les hydrocarbures** [2 mai 1979] (p. 3328) : amélioration des conditions de circulation dans la Manche grâce à des négociations à la CEE ou à l'OMCI (organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) ; accident du *Gino*.

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Voies d'accès au tunnel routier de Fréjus** [2 mai 1979] (p. 3330) : les travaux du côté italien sont moins avancés que du côté français ; le Gouvernement français insistera auprès des Italiens pour que les accès soient dégagés plus rapidement.

— **M. Jean-Yves Le Drian : Mesures à prendre après l'accident du *Gino*** [2 mai 1979] (p. 3333) : collision du *Gino* hors des rails de circulation ; responsabilité probable du bateau norvégien ; bon fonctionnement du système de protection français.

— **M. François Leizour : Trafic ferroviaire en Bretagne** [9 mai 1979] (p. 3543) : déficit considérable de la ligne Guingamp-Paimpol ; le ministre jusqu'ici n'est saisi d'aucune proposition de suppression ni de la SNCF ni de la région.

— **M. Aimé Kerguéris : Plan de relance de la pêche artisanale** [16 mai 1979] (p. 3850) : réunion de la commission du plan de relance le 15 juin ; crédits suffisants pour faire face aux demandes en instance ; examen en cours de la possibilité pour le crédit maritime mutuel disposant du fonds du FDES d'accorder des prêts aux dirigeants de chantiers navals.

— **M. Jean-Claude Pasty : Ligne SNCF Ussel-Felletin** [23 mai 1979] (p. 4130) : suppression par la SNCF de la ligne Ussel-Felletin en raison de son déficit, mais création d'un service de cars ; décision pour le schéma régional des transports renvoyée à une date ultérieure par l'établissement public régional.

— **M. Robert Montdargent : Hausse des tarifs des transports publics** [30 mai 1979] (p. 4359) : limitation à 34 % de la part versée par les usagers des transports publics ; aucune ville de France ou des pays étrangers où cette part soit aussi faible.

— **M. Marcel Rigout : Interdiction de vol de l'Airbus aux Etats-Unis** [30 mai 1979] (p. 4360) : dépêche choquante des Etats-Unis interdisant le vol de l'Airbus au-dessus de leur territoire, mais non appliquée ; excuses présentées au Gouvernement français quelques heures plus tard ; excellent état, après vérification, des DC 10 de la compagnie française UTA.

— **M. Henri Ferretti : Sécurité des avions gros porteurs** [13 juin 1979] (p. 4997) : Airbus 300 certifié d'abord en France et en Allemagne fédérale ; certification européenne plus sévère que celle des Etats-Unis ; réaction du Gouvernement dix minutes après l'annonce d'une éventuelle suspension de l'Airbus ; regrets exprimés par l'administration américaine et communiqué annonçant que l'Airbus n'était pas concerné ; attitude réservée des pays européens face aux décisions de la FAA (Federal aviation agency).

— **M. Daniel Le Meur : Attribution de billets de congés payés aux chômeurs** [13 juin 1979] (p. 4999) : convention de 1937 liant l'Etat à la SNCF et prévoyant que tout allégement de tarif doit être compensé par une subvention budgétaire ; la SNCF ne peut intervenir que dans le cadre du montant de la subvention de compensation qui lui est allouée par le budget pour 1979.

— **Mme Paulette Fost : Tarifs des transports en commun** [13 juin 1979] (p. 5000) : paiement par l'utilisateur des transports en commun dans la région parisienne de 34 % du prix de son billet ; nécessité de résoudre le problème d'équilibre budgétaire du syndicat des transports parisiens ; métro parisien le moins cher de France et du monde.

Suppléant M. Yvon Bourges (ministre de la défense) :

— **M. Jean-Louis Goasduff : Salaires des personnels ouvriers des établissements de la défense** [27 juin 1979] (p. 5724) : les négo-

ciations en cours entre les syndicats et le ministre ; les garanties enviables liées à la situation des ouvriers des arsenaux ; caractère inadmissible de certaines formes de revendications faisant l'objet de poursuites judiciaires.

— **M. Claude Dhinnin : Conflits du travail dans les ports français** [27 juin 1979] (p. 5725) : la situation critique des ports français du fait des grèves interrompant la régularité du service ; fixation par l'Etat du montant de l'indemnité d'inemploi après concertation avec les partenaires sociaux ; organisation de réunion de concertation à l'échelon local.

— **M. Guy Guermeur : Conséquences des grèves des dockers dans les ports** [27 juin 1979] (p. 5726) : les nombreuses professions affectées par les mouvements épisodiques de grève dans les ports ; application de la loi de 1947, ouverture de négociations sur le plan local.

— **M. Charles Ehrmann : Prix des transports à destination de la Côte d'Azur** [27 juin 1979] (p. 5728) : le tarif Paris-Nice n'est pas le plus élevé d'Air Inter ; moitié des passagers bénéficient de tarifs réduits ; réorganisation du Métrazur ; rapprochement progressif du montant des péages des autoroutes ; taux relativement modique de l'autoroute de contournement de Nice (carte orange).

— **M. Louis Odru : Nécissité d'écarter toute épreuve de force dans l'approvisionnement pétrolier** [27 juin 1979] (p. 5730) : continuité de la politique de défense du général de Gaulle, du Président Pompidou et du Président Giscard d'Estaing ; réorganisation de l'armée de terre par la suppression des brigades ; le regroupement de deux brigades de parachutistes dans la XI[e] division ; démenti formel des commentaires.

— **M. Maxime Kalinsky : Insonorisation des logements aux abords d'Orly** [27 juin 1979] (p. 5730) : taxe parafiscale prélevée sur les usagers de l'aéroport pour financer l'insonorisation des bâtiments d'enseignement et médicaux ; extension aux logements mais urbanisation excessive de la zone d'Orly ; étude relative au transfert des activités aériennes d'Orly vers Roissy.

— **M. Jean-Marie Caro : Contrôle technique des véhicules de tourisme** [3 octobre 1979] (p. 7725) : question en cours d'examen ; prise en charge des dépenses entraînées par ce contrôle.

— **M. Michel Cointat : Tarifs de la SNCF** [10 octobre 1979] (p. 8005) : liberté pour la SNCF de fixer ses tarifs de transport de marchandises ; augmentation de 15 % en moyenne de ces tarifs à égalité de distance de Paris, qu'il s'agisse d'Anvers ou de Saint-Brieuc ; anomalies créées par certains textes réglementaires et législatifs pour les avantages sociaux consentis par la SNCF (43 % des cartes de réduction de familles nombreuses sont accordées aux ressortissants des ex-AOF et AEF).

— **M. André Jarrot : Contentieux résultant du tracé du train à grande vitesse Paris-Lyon** [17 octobre 1979] (p. 8327) : le ministre des transports sera représenté à une réunion qui aura lieu à l'initiative du préfet de Saône-et-Loire le 26 octobre.

— **M. Alain Gérard : Arraisonnement d'un bateau de pêche** [17 octobre 1979] (p. 8326, 8327) : refus de la Grande-Bretagne de respecter les règles communautaires de la pêche ; soutien par le Gouvernement français des pêcheurs victimes des arraisonnements britanniques ; la commission de Bruxelles a décidé de poursuivre la Grande-Bretagne devant la cour de justice de Luxembourg.

— **M. Jean-Marie Daillet : Sécurité des aéroports** [17 octobre 1979] (p. 8328) : l'avion reste moyen de transport sûr ; installation de barrières de sauvetage sur les aérodromes n'est pas apparue prioritaire aux instances internationales de l'aviation civile ; mesures prises pour améliorer la sécurité des appareils au décollage et à l'atterrissage.

— **M. Jean-Paul Fuchs : Extension du bénéfice des billets de congés payés aux chômeurs** [17 octobre 1979] (p. 8328) : le chômeur peut bénéficier de la réduction de son épouse salariée ou pensionnée ; extension de la réduction de 30 % aux préretraités : coût à la charge de l'Etat.

— **M. Paul Alduy : Reconstruction du pont du Tech** [24 octobre 1979] (p. 8867) : huit millions de francs regroupés pour la reconstruction de ce pont ; début des travaux au mois de décembre.

— **M. Jacques Médecin : Port de commerce de la Côte d'Azur** [24 octobre 1979] (p. 8868) : dégâts très graves occasionnés par le raz de marée du 16 octobre dernier ; vote du budget du ministère des transports qui permettra à l'Etat de tenir ses engagements ; conséquences fâcheuses de cet accident pour la chambre de commerce de Nice et diverses collectivités locales qui devront saisir les services administratifs de leurs propositions.

— **M. Irénée Bourgois : Trafic du port de Dieppe** [31 octobre 1979] (p. 9260) : commerce de bananes n'est pas arrêté à Dieppe, il existe un certain nombre de liaisons trans-Manche ; la ligne de transbordeurs SNCF est déficitaire ; vulnérabilité aux problèmes sociaux du trafic trans-Manche.

— **Mme Hélène Constans : Temps d'antenne à la radio-télévision pour les organisations syndicales à l'occasion des élections prud'homales** [31 octobre 1979] (p. 9261) : le problème des temps d'antenne est strictement de la compétence des présidents de chaîne.

— **M. Jean-Claude Gaudin : Grève des contrôleurs de la circulation aérienne** [7 novembre 1979] (p. 9536, 9537) : effort considérable du Gouvernement en matière de sécurité, tant sur le plan des personnels que financier ; pas de démantèlement de la navigation aérienne, mais augmentation de 4 à 5 du nombre de centres de navigation aérienne, un poste étant créé à Reims.

— **M. Jean Bonhomme : Droit de grève dans le secteur public** [7 novembre 1979] (p. 9539) : ordre du jour fixé par la conférence des présidents ; mouvements de grèves dans les transports aériens déclenchés à l'initiative de certains syndicats, contrairement à la loi prévoyant la continuité du service de navigation aérienne ; faute de service qui sera sanctionnée ; situation à part accordée par l'Etat au corps des contrôleurs aériens, impossibilité d'aller plus loin ; salaires et conditions de travail des diverses catégories de contrôleurs.

— **M. Maxime Kalinsky : Revendications des contrôleurs de la navigation aérienne** [7 novembre 1979] (p. 9541) : jadis trois centres de contrôle de la navigation aérienne ; construction du quatrième à Reims approuvée en 1976 ; pas de protestation communiste auparavant ; Reims possédera un radar ; pas de démantèlement de la navigation aérienne, sauf celui créé par l'arbitraire syndical.

— **M. Claude Martin : Utilisation de feux de croisement** [14 novembre 1979] (p. 10011) : port obligatoire de la ceinture de sécurité et usage des feux de croisement de nuit en agglomération ; tentative gouvernementale de limiter le nombre des accidents en étendant à toute la France des dispositions en vigueur depuis longtemps dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et dans plusieurs pays étrangers ; caractère expérimental de cette mesure.

— **M. Edmond Garcin : Construction navale** [21 novembre 1979] (p. 10458) : le Gouvernement fera tout pour que la construction de nouveaux navires pour l'armement Vieljeux soit confiée à des chantiers français.

— **M. Alex Raymond : Grève des contrôleurs aériens et choix du moteur de l'A 310** [21 novembre 1979] (p. 10460) : réponse sur la grève des contrôleurs aériens lors des questions d'actualité et par circulaire envoyée aux députés ; problèmes posés par Airbus à Air France qui n'a pas fait son choix ni pour les moteurs d'Airbus ni pour la remotorisation des Boeing 747.

— **M. Martin Malvy : Relations ferroviaires dans le grand Sud-Ouest** [21 novembre 1979] (p. 10460) : effort important pour l'amélioration des relations ferroviaires dans le grand Sud-Ouest ; relation Brive-Rodez conventionnée ; déficit de la liaison Sarlat-Saint-Denis près Martel, qui pourrait être remplacée par un transport routier ; pas d'intention de supprimer la ligne Cahors-Capdenac.

— **M. Jacques Godfrain : Grève des contrôleurs aériens** [28 novembre 1979] (p. 10820, 10821) : le Gouvernement n'est pas responsable du blocage des négociations ; impossibilité d'admettre la révision complète du statut particulier voté par le Parlement et la révision partielle du statut général de la fonction publique pour qu'il ne soit pas appliqué aux contrôleurs de la navigation aérienne ; établissement des tableaux de service ; gravité de conséquences de cette grève pour la Corse, pour Air France et pour Air Inter ; les vols d'entraînement d'Airbus ont été empêchés ; il n'y a pas eu de sanction mais les mesures administratives appliquées aux grévistes sont irréversibles ; le Gouvernement souhaite le rétablissement d'un service public ; ce n'est pas aux syndicats de faire la loi.

— **M. Jean-Louis Goasduff : Naufrage du caboteur danois « Peter-Sif »** [5 décembre 1979] (p. 11262, 11263) : contenu des soutes du *Peter-Sif* ; présence d'un bâtiment support de plongeurs qui ont réussi à stopper les remontées d'huile et étudient les possibilités de renflouement du navire ; demande par la marine nationale à la Comex de lui faire propositions pour le pompage de la soute ; pollution très faible ; pas de gêne pour la navigation ni la pêche.

— **M. Gilbert Sénès : Situation des compagnies aériennes régionales** [12 décembre 1979] (p. 11658) : conflit des officiers contrôleurs de la navigation aérienne avec les pouvoirs publics en voie de règlement ; recherche par le ministre de l'économie et celui des transports de moyens d'aide efficaces envers les compagnies régionales subissant les conséquences du mouvement déclenché par les contrôleurs ; examen par le Gouvernement de tous les points soulevés par les organisations syndicales ; seul problème : celui des rémunérations des contrôleurs de la navigation aérienne déjà supérieures à la moyenne de la fonction publique.

— **M. Claude Labbé : Usage des feux de croisement en ville** [19 décembre 1979] (p. 12307, 12308) : augmentation du nombre

de piétons victimes d'accidents dans les agglomérations ; le décret du 12 octobre ne sera pas modifié avant étude des statistiques jusqu'au printemps.

— **M. Hubert Voilquin : Réalisation de l'autoroute Nancy-Dijon** [19 décembre 1979] (p. 12309) : l'autoroute Lorraine-Bourgogne entre Toul et Langres concédée le 24 août 1978 ; réalisation de la tranche conditionnelle Allain-Montigny ; à l'ordre du jour de la réunion d'un comité interministériel début janvier.

— **M. Jean-Paul Fuchs : Fermeture de lignes de la SNCF** [19 décembre 1979] (p. 12310) : possibilité pour la SNCF de fermer certaines lignes déficitaires ; remplacement de la liaison ferroviaire Sainte-Marie aux Mines - Sélestat par un transport routier ; approbation par le conseil régional d'Alsace.

— **M. Sébastien Couepel : Prévention des naufrages de navires** [9 avril 1980] (p. 149) : mesures mises en œuvre pour lutter contre la pollution due au naufrage du *Tanio.*

— **M. François Leizour : Marée noire en Bretagne** [9 avril 1980] (p. 151) : institution de rails de circulation dans la Manche : mise à disposition de remorqueurs dans les ports.

— **M. Lucien Villa : Revendications des ouvriers chargés du nettoiement dans le métro** [9 avril 1980] (p. 152) : sous-traitance par la RATP des tâches de nettoiement à une dizaine d'entreprises appartenant à la profession de la manutention ferroviaire ; impossibilité d'intégrer ces personnels dans la RATP.

— **M. Jean-Claude Gaudin : Autoroute du Val de Durance** [16 avril 1980] (p. 424).

— **M. Pierre Lataillade : Ostréiculteurs du bassin d'Arcachon** [16 avril 1980] (p. 427).

— **M. Paul Quilès : Nettoyage du métro de Paris** [16 avril 1980] (p. 428).

— **M. Edouard Frédéric-Dupont : Grève des services de nettoyage du métro** [23 avril 1980] (p. 634) : son opposition à l'octroi d'une carte de transport gratuite sur le réseau pour les personnels des compagnies de nettoyage ; problème des salaires ; poursuite des négociations.

— **M. Louis Le Pensec : Cours du poisson** [7 mai 1980] (p. 927) : rôle du fonds d'intervention et d'organisation des marchés.

— **M. Jean-Yves Le Drian : Conséquences de l'accord du 30 mai 1980 à Bruxelles sur les pêches françaises** [4 juin 1980] (p. 1534) : principe de l'égalité d'accès à la ressource.

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Tunnel du Fréjus** [11 juin 1980] (p. 1741).

— **M. Robert Montdargent : Prix de la carte orange et des transports en région parisienne** [17 juin 1980] (p. 1894).

— **M. Paul Granet : Grève des inspecteurs du permis de conduire** [17 juin 1980] (p. 1900) : réorganisation du service national des examens du permis de conduire.

En qualité de ministre de la défense :

— **M. Pierre Jagoret : Objecteurs de conscience** [19 novembre 1980] (p. 4160, 4161) : situation des Français ayant renvoyé leur livret militaire pour protester contre la politique militaire de la France.

En qualité de ministre des transports :

Réponse à la question orale avec débat de :

— **M. Guy Hermier** (n° 2279) **: Construction navale** [2 juin 1978] (p. 2465, 2474) : la politique de concertation menée avec les chantiers navals ; l'absence d'un plan communautaire ; la crise modiale (expansion du tonnage de la flotte mondiale, commerce international stagnant) ; maintien d'équipages nationaux sur les bateaux de pavillon français ; lutte contre les pavillons de complaisance ; (p. 2466) : la réparation navale ; situation à Marseille ; l'aide budgétaire à la construction ; la concurrence internationale ; (p. 2467) : la flotte de commerce française vient au second rang des pays de la communauté ; les efforts du Gouvernement pour lutter contre la crise et favoriser la reprise ; (p. 2474) : redéfinition des modalités de l'aide à la construction navale ; information du Parlement ; (p. 2475) : crise mondiale de la construction navale ; le projet de Naviplane ; modernisation de notre flotte ; situation de Dieppe ; la flotte de la compagnie générale maritime ; les liaisons avec la Corse ; (p. 2476) : la diversification du travail sur les chantiers navals (usines sur berges, usines de dessalement) ; l'objectif du Gouvernement : maintien du maximum d'effectifs sur les chantiers.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Gérard Longuet** (n° 2344) **: Route Paris-Nancy** [2 juin 1978] (p. 2477, 2478) : nécessité de concilier l'urgence d'une série d'opérations prioritaires avec les réalités bud-

gétaires ; déviations de Ligny-en-Barois et de Toul.

— **M. Henri Colombier** (n° **2379**) : **Transports des bananes des Antilles** [9 juin 1978] (p. 2762, 2763) : livraison imminente des porte-conteneurs bananiers commandés en 1976 ; aménagements portuaires aux Antilles ; choix du Havre comme port de réception.

— **M. François Autain** (n° **6811**) : **Plan de charge et emploi à la SNIAS** [6 octobre 1978] (p. 5757) : études en cours par la SNIAS et le ministère des finances pour assurer le maximum de travail aux entreprises sous-traitantes françaises ; importance des négociations en cours avec la Grande-Bretagne, sous-traitant étranger.

— **M. Alain Richard** (n° **14635**) : **Liaison ferroviaire Paris-Pontoise** [6 avril 1979] (p. 2416) : réalisation de la liaison ferroviaire Paris-Saint-Lazare - Cergy-Préfecture ; règles habituelles de la concertation respectées lors de la réduction du service sur la ligne Paris-Pontoise.

— **M. Claude Wilquin** (n° **15484**) : **Marine marchande nationale** [27 avril 1979] (p. 3279, 3280, 3281) : doublement de la flotte marchande française en tonnage ; aucune diminution envisagée, contrairement aux recommandations du rapport Desprairies ; contrat d'entreprise avec la CGM ; insuffisance des accords bilatéraux, souhait d'une position commune des pays de la CEE à la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement).

— **M. Michel Sainte-Marie** (n° **14581**) : **Rocade de l'agglomération bordelaise** [4 mai 1979] (p. 3515) : coût trop important de l'enterrement de la rocade ; possibilité de réaliser une protection phonique.

— **M. Eugène Berest** (n° **15711**) : **Lutte contre la pollution marine** [4 mai 1979] (p. 3516, 3517) : bon fonctionnement du dispositif français dans l'affaire du *Gino* pour l'intervention antipollution ; surveillance et traitement de la zone du naufrage ; examen en cours avec la Grande-Bretagne d'un système de navigation intégré pour l'ensemble de la Manche ; fonds international d'indemnisation ; coopération européenne pour la lutte contre la pollution ; crédits accordés au CEDRE (Centre d'études, de documentation et de recherche pour la lutte contre la pollution accidentelle des eaux).

— **M. Adrien Zeller** (n° **15718**) : **Transports en commun en milieu rural** [4 mai 1979] (p. 3518, 3519) : importance des transports interurbains à courte et moyenne distance ; décisions les concernant du ressort des autorités départementales ou locales.

— **M. Louis Le Pensec** (n° **15723**) : **Lutte contre la pollution marine** (4 mai 1979] (p. 3520) : risques de pollution dus au naufrage du *Gino* limités vu la nature du produit ; surveillance du lieu du naufrage et du bateau ; intervention de la France pour un renforcement des règles de sécurité pour la navigation auprès de l'OMCI (Organisation maritime consultative intergouvernementale) et de la CEE.

— **M. Christian Laurissergues** (n° **15724**) : **Construction d'un pont à Agen** [4 mai 1979] (p. 3521, 3522) : effort du Gouvernement pour désenclaver le Sud-Ouest ; fin des travaux de l'autoroute A 61 (Bordeaux-Narbonne) dans deux ans ; crédits d'études engagés pour le pont de Beauregard ; discussion en cours avec le district d'Agen.

Suppléant de M. Jacques Dominati (secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre) :

— **M. Michel Aurillac** (n° **15725**) : **Réforme du corps des administrateurs civils** [18 mai 1979] (p. 4009, 4010) : caractère interministériel du corps des administrateurs civils ; mobilité satisfaisante de ces fonctionnaires ; gestion du corps ; rapport Lavaill ; étude en cours sur la création d'un grade d'administrateur général ; difficulté de concevoir le rôle d'un conseil de direction du corps.

— **M. Marc Lauriol** (n° **8561**) : **Crise de la marine marchande** [18 mai 1979] (p. 4011, 4012) : décision de la communauté d'élaborer un code de conduite maritime présenté à la CNUCED ; surveillance des pays de la CEE contre concurrences déloyales ; aide à l'investissement pour enrayer le « surcoût » du pavillon français ; primes d'équipement pour les commandes de navires neufs ; bonification des intérêts des crédits de financement ; augmentation de notre flotte de commerce.

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **15712**) : **Liaison en mer du Nord - Méditerranée** [18 mai 1979] (p. 4013, 4014) : priorité donnée aux travaux d'aménagement des voies existantes ; volonté du Gouvernement rappelée par le Président de la République de voir réaliser la liaison Rhin-Saône ; dépôt prochain d'un projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône ; crédits dans le budget 1980 pour l'acquisition de terrains ; schéma directeur des voies navigables non souhaitable.

— **M. Jean Bardol** (n° **16214**) : **Crise des pêches maritimes** [18 mai 1979] (p. 4015, 4016) : sa réponse risquant d'être trop

longue, demande à M. Bardol de lui poser une question écrite à laquelle il sera répondu immédiatement ; crédits suffisants pour satisfaire les demandes de subvention pour la construction des bateaux de pêche.

— **M. Jean-Yves Le Drian** (n° **16310**) : **Financement des superstructures des ports de pêche** [18 mai 1979] (p. 4016, 4017) : accord pour l'organisation d'un débat ; l'Etat assure la construction, l'entretien et l'exploitation des infrastructures ; le concessionnaire de l'outillage public prend en charge les superstructures ; impossibilité d'assimiler les équipements pour l'agriculture à ceux de la pêche.

Suppléé par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

— **M. Jean Bernard** (n° **16857**) : **Contournement routier de Vitry-le-François et de Châlons-sur-Marne** [8 juin 1979] (p. 4890).

— **M. Guy Hermier** (n° **17352**) : **Réparation navale marseillaise** [15 juin 1979] (p. 5210, 5211, 5212) : amélioration de la situation de la réparation navale marseillaise ; pas de responsabilité du Gouvernement dans la mauvaise gestion du groupe Terrin ; vocation maritime de la France ; attitude dissuasive favorisant la réparation en Italie.

— **M. Charles Miossec** (n° **15690**) : **Transports routiers du Finistère** [22 juin 1979] (p. 5553, 5554) : pas question de revenir sur les objectifs de sécurité et de progrès social ; le taux de risque d'accident croît avec la durée de l'amplitude qui est plus forte la nuit que le jour ; impossibilité pour le Gouvernement de revenir sur les normes adoptées ; l'amélioration des axes routiers devrait faciliter les transactions commerciales ; la répartition des licences sera décidée en fonction de l'éloignement de certaines entreprises.

Suppléant de M. Yvon Bourges (ministre de la défense) :

— **M. Eugène Berest** (n° **17653**) : **Reclassement des maîtres retraités de la marine nationale** [22 juin 1979] (p. 5554, 5555) : les pensions des maîtres retraités ont été calculées en fonction du nombre effectif d'annuités requises ; recherche d'une solution atténuant les conséquences psychologiques de la réforme qui a été bénéfique pour la détermination des indices ; impossibilité de créer un échelon de solde spécial pour les retraités.

— **M. Jack Mellick, suppléant de M. Michel Rocard** (n° **20201**) : **Voies navigables** [12 octobre 1979] (p. 8205, 8206) : reconstruction du barrage d'Ablon hors d'usage alors que le plan d'ensemble de remise en état des ouvrages sur la Seine en amont de Paris est pratiquement terminé ; pas de lettre du Premier ministre visant à la suppression ou au démantèlement de l'Office national de la navigation ; Gouvernement non favorable à un schéma directeur des voies navigables qui feront l'objet de deux débats au cours de cette session.

Suppléant de M. René Monory (ministre de l'économie) :

— **M. Michel Noir** (n° **20644**) : **Rapport sur l'aide de l'Etat aux entreprises** [12 octobre 1979] (p. 8207, 8208) : soutient de l'Etat aux entreprises contribuant à la réalisation de grands objectifs nationaux ; aide au problème de reconversions industrielles grâce au Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI) et au Fonds spécial d'adaptation industriel (FSAI) ; inutilité de la publication du rapport sur l'aide de l'Etat aux entreprises, document préparatoire aux délibérations gouvernementales.

Suppléant de M. René Monory (ministre de l'économie) :

— **M. Jean-Yves Le Drian** (n° **20625**) : **Epargne populaire** [12 octobre 1979] (p. 8208, 8209) : nécessité d'assurer une concurrence équitable au sein du système bancaire ; non-rétroactivité de l'interdiction de cumul du livret bleu du crédit mutuel et du livret A de la caisse d'épargne, qui vise à éviter que les avantages fiscaux en faveur de l'épargne populaire soient détournés de leur objet.

— **M. Marc Lauriol** (n° **21121**) : **Crise de la marine marchande** [23 novembre 1979] (p. 10667, 10668, 10669) : doublement de la capacité de la flotte française en quinze ans ; état non catastrophique de l'armement français ; mesures prises par le Gouvernement pour le renouvellement progressif de la flotte, le renforcement des positions commerciales à l'étranger et l'allégement des charges pesant sur les armements français ; concours lancé pour la réalisation d'un navire dont les performances seraient maximales ; lutte contre les pavillons de complaisance ; situation difficile de la CGM soutenue par dotation budgétaire ; pas de vente de navires à perte par les armateurs français ; pas de monopole français sur les lignes desservant les DOM-TOM sauf pour les bananes ; règlement prévisibles des difficultés d'accès à certains ports du Tiers-Monde.

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **21862**) : **Airbus** [30 novembre 1979] (p. 11056, 11057), commandes d'Airbus et rythme de

développement commercial tout à fait remarquable, en particulier pour l'A 310 ; augmentation des cadences de production ; approvisionnement en titane assuré pour quatre ans et à cette date usine de production d'éponges de titane construite ; mesures prises par la SNIAS pour adapter les moyens humains aux augmentations de productivité ; nouveaux programmes susceptibles d'être lancés par Airbus Industrie.

— **M. Lucien Dutard** (n° **22625**) : **Suppressions de lignes de chemin de fer** [30 novembre 1979] (p. 11058, 11059) : contrat d'entreprise signé entre Etat et SNCF et donnant à celle-ci les moyens d'assurer son avenir en rétablissant son équilibre financier et accroissant son autonomie de gestion, prévoyant qu'il faut procéder au transfert sur route et à la suppression d'une ligne dont le coût est disproportionné au service rendu ; déficit de la ligne Sarlat - Saint-Denis-près-Martel ; contacts seront pris par la SNCF avec élus et préfet pour arrêter projet de desserte routière satisfaisante ; pas de modification prévue pour Périgueux-Agen et Périgueux-Brive.

— **M. Maurice Andrieu** (n° **23033**) : **Traversée de Toulouse par l'autoroute A 61** [30 novembre 1979] (p. 11060) : la liaison autoroutière Toulouse-Bordeaux sera achevée en 1982 avec contournement ouest, mais véritable continuité du réseau routier en 1985 avec rocade est traversant la vallée de l'Hers, projet très onéreux mais objectif essentiel ; crédits inscrits au projet de budget pour 1980 pour la construction de la rocade ouest et ses prolongements ; formule d'abonnement expérimentée pour trois ans pour les usagers locaux de l'autoroute.

Suppléant de M. Maurice Papon (ministre du budget) :

— **M. Lucien Richard** (n° **22520**) : **Mensualisation des pensions de retraite** [30 novembre 1979] (p. 11062) : mise en œuvre progressive de la réforme instituant le paiement mensuel des pensions depuis le 1er avril 1975 ; dépenses supplémentaires entraînées par cette réforme ; transfert d'Angers au centre informatique de Nantes est nécessaire et rend impossible la fixation de la date à laquelle la mensualisation sera appliquée aux pensionnés de Loire-Atlantique.

Suppléé par M. André Giraud (ministre de l'industrie) :

— **M. Yves Lancien, suppléé par M. Arthur Dehaine** (n° **13365**) : **Eclairage des automobiles** [7 décembre 1979] (p. 11480, 11481).

Suppléé par M. Olivier Stirn (secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères) :

— **M. Jean-Jacques Barthe** (n° **23830**) : **Construction de l'autoroute A 26** [14 décembre 1979] (p. 11910, 11911).

— **M. Pierre Lagourgue** (n° **32812**) : **Autorisation des vols charters vers la Réunion** [27 juin 1980] (p. 2400) : difficultés du tourisme dans tout l'océan Indien ; (p. 2401) : demande de la société Minerve.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des transports :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7314) : discussion par fascicules budgétaires ne correspondant plus aux structures du ministère ; coordination nécessaire entre les différents modes de transports n'apparaissent pas au projet de budget ; impossibilité de juger de la politique des transports en examinant le seul budget.

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7325) : importance du trafic ferroviaire en France par rapport à celui de l'Allemagne ; modernisation du réseau routier et autoroutier ; problème de l'harmonisation des taux de péages ; programme de mise en service d'autoroutes pour 1979 et 1980 ; problème du tracé de l'autoroute Orléans - Clermont-Ferrand ; (p. 7326) : politique de désenclavement de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif central ; répond aux questions de MM. Gabriel Péronnet, Daniel Benoist, Francis Hardy et Michel Aurillac ; voies navigables, parents pauvres du projet de budget ; annonce le commencement de la mise à grand gabarit de la Seine en amont de Paris ; réalisation de la liaison mer du Nord-Méditerranée conforme aux prévisions ; importance des investissements consacrés à l'amélioration de la sécurité dans les transports.

Examen des crédits [9 novembre 1978]. **Etat C - Titre V** (p. 7328) : souhaite le rejet de l'amendement n° 306 de la commission de la production et des échanges ; inachèvement des études consacrées à la liaison Saône-Rhin ; s'engage à entreprendre une étude sur les possibilités d'application pratique du schéma directeur des voies navigables. **Article 61** (p. 7329) : soutient l'amendement n° 311 du

Gouvernement : augmentant de 15 millions de francs le montant de la subvention versée aux départements en contrepartie du déclassement du réseau routier national secondaire ; adopté.

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7340) : problème du financement du déficit des services publics des transports par le contribuable ou par l'usager ; pas de contradiction entre la notion de service public et celle d'équilibre financier ; rapport Guillaume ne constituant pas un plan d'action du Gouvernement ; (p. 7341) : effort de modernisation réalisé sur le réseau ferroviaire ; augmentation de la productivité à la SNCF sans dégradation des conditions de travail ; filiales routières de la SNCF ne représentant que 1 % du parc français en matière de transport à grande distance ; effort d'investissements dans la région parisienne ; politique de simplification dans le domaine de la réglementation et de contrôle plus strict du respect des règles de sécurité en matière de transport routier ; situation difficile de la batellerie ; problème du trafic lourd sur les autoroutes et les transports en régions de montagne ; (p. 7342) : aide de l'Etat aux agglomérations s'engageant dans une politique active de promotion des transports collectifs ; préparation d'un projet de loi sur l'organisation des transports collectifs dans la région parisienne ; mise en place des schémas régionaux de transport ; volonté de l'Etat de parvenir rapidement à la liberté des prix pour la SNCF ; accepte l'idée d'un transfert aux établissements régionaux des crédits affectés par l'Etat aux services omnibus déficitaires ; premier résultat décevant des études sur le projet europole. **Examen des crédits** [9 novembre 1978] (p. 7343) : étude par les services du ministre de l'économie de la possibilité de rétablir les crédits prévus pour le prolongement de la ligne de métro n° 7 à Villejuif.

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7354) : réfute les déclarations de M. Robert Montdargent sur le déclin de la compagnie Air France et sur les atteintes portées à la sécurité de la circulation aérienne ; (p. 7362) : priorité donnée à l'amélioration du fonctionnement et au développement de l'équipement des services de la navigation aérienne ; progression des crédits d'équipement pour la navigation aérienne ; amélioration des conditions de travail dans les centres de contrôle ; accès à la quatrième génération de la concurrence entre les compagnies desservant l'Atlantique Nord ; (p. 7363) : études en cours pour les liaisons aériennes avec la Corse ; grande variété de tarifs pour les liaisons aériennes avec la Réunion ; problème des liaisons de la Polynésie avec les Etats-Unis et le Japon ; succès commercial de l'Airbus ; problème du lancement d'un second élément de la famille Airbus ; (p. 7344) : volonté gouvernementale de développer la famille Airbus ; négociations engagées avec la Grande-Bretagne sur sa participation au GIE Airbus industrie ; avantages tirés par le département de la Loire-Atlantique de la réalisation du programme Airbus ; réalisation du moteur CFM 56 ; affirme son attachement à la poursuite des recherches dans le domaine supersonique ; transfert de l'école et de l'établissement d'études et recherches météorologiques ; (p. 7365) ; qualité de la desserte aérienne de Strasbourg ; nécessité d'aider l'aviation de troisième niveau. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7368) : problème des tarifs des liaisons Réunion-France ; monopole d'Air France.

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7370) : maintien en vigueur de la loi de 1928 ; (p. 7377) : remplacement du secrétariat général de la marine marchande par une direction générale de la marine marchande ; (p. 7385) : doublement du tonnage de la flotte française de commerce ; absence de concertation sur les problèmes de pêche entre socialistes français et britanniques ; (p. 7386) : propose 500.000 F de crédit supplémentaire pour la société nationale de sauvetage en mer ; (p. 7391) : contradiction entre l'opinion exprimée par les rapporteurs et l'avis de leur commission ; renforcement des moyens de surveillance : mise en place de trois nouveaux centres de sécurité, création d'emplois pour l'armement des CROSS ; existence d'une réglementation stricte contre les pavillons de complaisance en France ; augmentation de la subvention à l'ENIM et de la subvention à l'AGEAM ; (p. 7392) : assainissement financier de l'AGEAM ; rapprochement des formations pour la pêche et le commerce ; politique d'organisation du marché de la pêche ; volonté de faire respecter par les partenaires européens les principes du libre accès à la mer communautaire ; refus de l'accord de Berlin ; attitude anticommunautaire de la Grande-Bretagne ; volonté de freiner les ventes de navires par le maintien de l'aide au FIOM et de l'aide aux carburants ; prise en charge partielle de la charge d'intérêt résiduelle des unités non vendues ; vieillissement des unités de la pêche artisanale ; (p. 7393) : mise en place d'organisations de producteurs ; négociations en cours avec les Canadiens au sujet de Saint-Pierre-et-Miquelon ; existence d'une mission de contrôle spéciale pour la construction navale ; crise mondiale du transport maritime

entraînant une crise de la construction navale; caractère durable de cette crise car elle s'accompagne d'un changement profond de la géographie maritime mondiale ; plan gouvernemental : soutenir l'activité des chantiers navals par des commandes publiques, renouvellement de la flotte avec la Corse ; (p. 7394) : renouvellement du parc des dragues des ports autonomes, réalisation d'un dock flottant au Havre ; soutien des chantiers par l'armement national ; aide aux exportations ; attributions d'une aide correspondant à plus du tiers du prix de revient de la construction des bateaux pour faire face à la commande polonaise ; diversification de l'activité des chantiers navals : usines flottantes, usines de dessalement d'eau de mer, équipement offshore ; création d'emplois en dehors de la construction navale ; encouragement à la restructuration industrielle et financière des chantiers français ; restructuration opérée dans la réparation navale ; situation du groupe Terrin ; responsabilité des syndicats dans la crise des réparations navales ; (p. 7395) : mesures prises en faveur des transporteurs de vrac et des navires de ligne ; mauvaise présentation des crédits de la police maritime ; développement des moyens destinés aux navires de surveillance ; plan de réorganisation de la CGM (compagnie générale maritime) ; volonté de promouvoir le trafic Trans-Manche sous pavillon français. **Examen des crédits** [9 novembre 1978] (p. 7396). **Etat B - Titre IV :** sur l'amendement n° 319 de M. Le Drian ; nécessité de maintenir les crédits du FIOM. **Après l'Article 79** (article additionnel) ; (p. 7399) : nouvelle présentation budgétaire envisagée.

— **Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article premier de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° 566). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8167) : modalités de concertation entre le Gouvernement et le conseil régional de l'Ile-de-France ; politique commerciale de la SNCF relevant de sa seule responsabilité ; (p. 8168) : rôle important du FDES dans le financement des transports en commun de la région d'Ile-de-France ; annonce l'ouverture d'une enquête sur les conditions de la réalisation du parc de stationnement de Saint-Nom-la-Bretèche. **Discussion de l'article unique** [22 novembre 1978]. **Article unique** (p. 8168) : demande un scrutin public sur l'article unique du projet. **Après l'article unique** (p. 8169) : sur les amendements n° 2 de M. Jacques Brunhes et n° 1 de M. Paul Quilès : rappelle l'engagement pris par le Gouvernement d'organiser lors de la prochaine session un débat sur les transports en Ile-de-France ; se demande si les amendements n°s 1 et 2 ne s'apparentent à des propositions de résolution devenant de ce fait irrecevables.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° 682) et **projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8735) : problème de l'allégement des pétroliers au large de Barfleur ou à Antifer ; (p. 8736) : prix élevé d'un bateau pompe pour le port du Havre ; (p. 8737) : possibilité d'équiper des remorqueurs de façon qu'ils puissent remplir des fonctions analogues à celles d'un bateau pompe au port du Havre ; (p. 8738) : souci du Gouvernement de tirer les conséquences de l'expérience de la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz ;* qualités du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée ; indemnisation rapide des victimes de l'*Amoco-Cadiz ;* amélioration du dispositif de prévention ; actions du Gouvernement auprès des instances internationales et de la CEE ; préparation d'un décret créant le brevet de pilotes hauturiers : (p. 8739) : adoption d'un projet de directives européennes relatif aux conditions minimales exigées de certains bateaux citernes pour les mouvements dans les ports de la CEE ; élaboration trop lente d'une décision communautaire en matière de normes techniques des navires ; sévérité de la France à l'égard de la navigation de complaisance ; position avancée de la délégation française à la conférence des Nations unies sur le droit de la mer ; accepte que l'augmentation des peines prévues pour les navires transportant des hydrocarbures soit étendue aux navires transportant des matières dangereuses ; (p. 8740) : problèmes de l'information de l'état côtier sur l'action des navires d'assistance et de remorquage ; projet de loi fixant un nouveau montant de pénalités prévoyant l'immobilisation du navire et créant le délit de pollution par imprudence ; existence d'une responsabilité sans faute des pollueurs dans le domaine civil et nécessité de l'étendre au domaine pénal ; (p. 8741) : impossibilité de se limiter à la sanction de la pollution volontaire ; (p. 8741) : problème de l'inégalité de traitement entre navires français et étrangers au point de vue pénal.

— **Projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article premier : Article premier de la loi n° 64 du 26 décembre 1964 modifiée**

(p. 8747) : s'oppose aux amendements n° 3 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et n° 16 de M. Guy Guermeur ; nécessité d'instituer un délit de pollution involontaire par imprudence. **Article 2** (p. 8748) : maintien en vigueur des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 applicables aux navires étrangers ; (p. 8749) : textes relatifs au droit maritime faisant traditionnellement référence au capitaine du navire ; (p. 8750) : sur les amendements n° 8, deuxième rectification, de M. Henri Baudouin et n° 10 de M. Guy Guermeur, texte du Gouvernement correspondant au vœu de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* (p. 8751) : ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 10 de M. Guy Guermeur ; (p. 8752) : ne s'oppose pas au texte résultant des amendements n° 8, deuxième rectification, de M. Henri Baudouin et n° 10 de M. Guy Guermeur. **Après l'Article 10** (p. 8754) : sur l'amendement n° 1 de M. Guy Ducoloné, convention de Bruxelles rendant responsable civilement le propriétaire du navire devant satisfaire les auteurs de l'amendement n° 1 ; caractère discriminatoire de l'amendement n° 13 de M. Jean Foyer appliquable seulement aux navires français. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9637) : suppression par la commission mixte paritaire de la référence à la zone des 200 milles ; acceptation par le Gouvernement du texte de la commission mixte paritaire sous réserve de la rectification d'une erreur matérielle dans l'article 4 *bis.*

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° **682**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8743) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Maxime Kalinsky n'apportant rien à la législation existante. **Article 3** (p. 8745) : sur l'amendement n° 121 de M. Guy Guermeur, notion de continuité de l'information des autorités maritimes tendant à alourdir le texte ; souhaite le retrait de l'amendement n° 11 de M. Guy Guermeur, repris par le groupe communiste. **Après l'Article 3** (p. 8746) : accepte l'amendement n° 8 de M. Vincent Porelli si la référence à une durée minimum d'immobilisation disparaît. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9636) : texte de la commission mixte paritaire confirmant l'extension du régime des sanctions aggravées aux navires transportant des substances dangereuses ; suppression de la possibilité d'incriminer un capitaine qui n'aurait pas communiqué aux autorités certaines indications sur un navire en difficultés ; suppression des dispositions obligeant en cas de déroutement d'un navire à procéder à des visites d'inspection.

— **Projet de loi portant modification du statut des courtiers d'assurances maritimes** (n° **583**). **Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8755) : dispositions actuelles plaçant les courtiers jurés dans une situation d'infériorité par rapport à leurs concurrents étrangers.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° **630**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9638) : reprise par la commission mixte paritaire des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture. **Discussion des articles** [18 décembre 1978]. **Article 13** (p. 9639) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement ; procédure de récusation des commissaires aux comptes ; adopté. **Article 29 :** soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : durée du mandat des commissaires aux comptes ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux transports publics d'intérêt local** (n° **680**). **Première lecture. Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3573) : problème des rapports entre la SNCF, propriétaire de terrains et de lignes déclassées, et la collectivité locale à laquelle elle désire les céder ; communication à la commission du projet de décrets d'application de la loi ; (p. 3574) : vétusté de la législation en vigueur ; projet traduisant une volonté de décentralisation ; possibilité pour les régions habilitées par décret à mettre en œuvre un schéma régional de transports, de bénéficier du projet ; possibilité pour les collectivités locales de passer des conventions avec la SNCF ; contrat d'entreprise entre la SNCF et l'Etat ; allégement de la tutelle sur les autorités organisatrices. **Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Après l'Article 6** (p. 3578) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission qui n'apporte aucune garantie nouvelle aux collectivités locales. **Article 7** (p. 3579) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. René Gaillard ; nécessité de réserver la possibilité d'une pollution tarifaire conjoncturelle. **Après l'Article 11** (p. 3582) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. René Gaillard ; nécessité de ne pas accroître les charges des entreprises dans la situation économique actuelle.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier**

(p. 4717) : rappelle que la municipalité socialiste de Saint-Nazaire était favorable à la construction et au péage du pont de Saint-Nazaire. **Article premier** *ter* (p. 4718) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 17 de M. Jean Foyer dont l'adoption mettrait à la charge du département les responsabilités de l'exploitation et de l'entretien de l'ouvrage et en même temps lui interdirait d'utiliser une partie des recettes du péage pour assurer l'équilibre de la régie départementale ; (p. 4720) : accepte l'amendement n° 17 de M. Jean Foyer avec la modification qui permet d'assurer la rémunération de l'entretien et de l'exploitation de l'ouvrage. **Article 3** (p. 4721) : inutilité de l'amendement n° 15 de M. Roland Beix. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5884) : maintien des dispostions de la loi de 1880 selon laquelle le péage est l'exception et la gratuité la norme en matière de voirie ; affirme que la circulation sur les autoroutes sera gratuite quand les concessions passées avec les sociétés privées auront expiré ; responsabilité des collectivités locales dans l'acceptation des budgets des sociétés concessionnaires : exemple du pont de Saint-Nazaire. **Discussion des articles** [29 juin 1979]. **Article premier** *ter* (p. 5885) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Roland Beix ; article premier *ter* de nature à régler le problème particulier de la régie départementale de Charente-Maritime ; (p. 5886) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 7 de M. Claude Evin.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code des pensions de retraite des marins** (n° **989**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4728) : projet ayant pour objectif la réduction des inégalités qui affectent les droits des assurés relevant de l'établissement national des invalides de la marine ; se déclare prêt à accepter un alignement plus complet du régime des marins sur le régime général ; (p. 4729) : problème des salaires forfaitaires ne relevant pas du domaine de la loi ; pas de démantèlement de la flotte de commerce française ; extension au régime des marins par décret en Conseil d'Etat des mesures votées par le Parlement pour le régime général ne constituant pas un dessaisissement du législateur ; son intention de revoir le problème posé par les cotisations payées avant le 30 juin 1930 par des marins qui ne réunissent pas quinze ans d'activité dans la navigation. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4730) : soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement : suppression de la condition d'une durée minimale de navigation; adopté ; refuse la validation des périodes de chômage dû aux intempéries. **Article 6** (p. 4732) : approbation de l'article 6 par le Conseil d'Etat ; système du décret en Conseil d'Etat permettant d'étendre rapidement au régime des marins le bénéfice des dispositions qui seront prises dans le cadre du régime général. **Après l'Article 6** : soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement : suppression de la bonification du temps de campagne sur les bateaux armés à la grande pêche mais non sur les bateaux-hôpitaux ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8774) : possibilité pour les régions qui demanderont le transfert sur route d'une ligne omnibus de bénéficier des économies réalisées pendant sept ans ; (p. 8780) : exprime sa volonté de trouver une solution en matière de subventions aux départements pour la voirie nationale déclassée (art. 56) ; (p. 8785) : annonce l'inscription à l'ordre du jour à la fin du mois de novembre 1979 du texte relatif à la Compagnie nationale du Rhône ; (p. 8792) : insuffisance de l'organisation portuaire française ; (p. 8793) : action syndicale irresponsable conduisant à des détournements de trafic aux dépens du port du Havre ; effort fait par le ministère pour une présentation claire du budget des transports ; (p. 8797) : importance de l'étoile autoroutière de Langres ; (p. 8798) : mise à l'étude de la réalisation d'une usine de production de titane ; nécessité d'études durant deux ou trois ans pour choisir les nouvelles orientations du programme Airbus ; (p. 8805) : travaux considérables prévus pour la région nord dans le domaine fluvial ; (p. 8808) : dément tout projet de démantèlement de l'ENIM ; (p. 8809) : pas d'abandon du trafic trans-Manche aux Anglais ; (p. 8810) : procédure de détermination des tracés d'autoroutes ; ampleur des travaux envisagés pour l'amélioration de la nationale 20 dans le département du Tarn-et-Garonne ; (p. 8812) ; rôle considérable de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; efforts accomplis pour les liaisons Corse-continent ; liberté accordée aux charters pour desservir la Corse ; (p. 8825) : importance du transport dans l'économie nationale ; objectif de la politique gouvernementale : sécurité, concurrence entre les différents modes de transports, situation internationale meilleure pour les intérêts maritimes français, aides aux chantiers navals et développement de l'aéronautique ; budget en augmentation de 11,6 % par rapport à 1979 ; nouvelle présentation en cinq sections : section commune, aviation civile, marine marchande, transports intérieurs, météorologie ; (p. 8826) : 17 milliards affectés à la SNCF ; 7 milliards pour l'entretien et la construction des infrastructures ; 2 milliards pour les programmes

aéronautiques civils et les aides à la construction et à la réparation navales ; 192 millions pour les pêches maritimes ; 1 133 millions pour les problèmes de sécurité et de contrôle de la circulation terrestre et aérienne ; budget complété par les dépenses des collectivités locales et des entreprises nationales ; effort considérable pour l'investissement dans les transports collectifs ; problème de la sécurité maritime ; rôle des CROSS (centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage) mise en place de centres de sécurité dans les ports principaux ; amélioration de la signalisation maritime ; (p. 8827) : lutte contre les pavillons de complaisance ; amélioration du niveau de sécurité du trafic aérien du fait du progrès technique des systèmes de contrôle ; importance des dépenses d'entretien de l'infrastructure et de la signalisation assurées par la SNCF ; problème préoccupant de la sécurité routière ; nécessité de mieux connaître les causes des accidents et les moyens de protéger les accidentés ; programme gouvernemental d'économie d'énergie prévoyant la limitation de la consommation moyenne des voitures vendues en 1985 à 7,3 l aux 100 km ; caractère économique des voitures françaises ; (p. 8828) : souhaite le développement des limiteurs de vitesse pour les poids lourds ; effort en matière de recherche météorologique ; évolution favorable des crédits d'investissements routiers bénéficiant surtout aux régions en difficultés, Vosges, Massif central, Bretagne ; continuation des travaux de construction de la rocade A 86 en Ile-de-France et du plan Sud - Ouest ; étude du contournement d'Argenton-sur-Creuse par la RN 20 ; mise en service de 450 km d'autoroute et de voie rapide urbaine en 1980 ; (p. 8829) : dessertes régionales assurées par des routes à deux fois deux voies moins coûteuses que les autoroutes; diminution des programmes de renforcement coordonné ; justifie le fait que les crédits de paiement augmentent moins vite que les autorisations de programme ; crédits accordés aux ports permettant de poursuivre les opérations déjà engagées ; problème du nouveau port de Nice ; prospérité de nombreux ports moyens ; budget des voies navigables permettant de poursuivre les grandes opérations en cours ; Rhin-Rhône, liaison Nord-Belgique, entretien du canal du Midi ; (p. 8830) : examen prochain du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône ; politique de rachat des bateaux vétustes aux artisans âgés ; extension du réseau ferroviaire en Ile-de-France ; dotation accordée aux métros de Lille, Marseille et Lyon ; réalisation de l'aérogare Charles-de-Gaulle n° 2 ; déficit de la balance du commerce extérieur des produits de la mer ; problème de l'accès à la ressource pour la pêche ; pas de concession à la Grande-Bretagne qui remet en cause les réglementations européennes ; guerre de la langoustine ; confiance du monde de la pêche dans l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; nécessité d'une coordination de la recherche en matière de pêche ; (p. 8831) : augmentation sans précédent de l'aide aux investissements permettant de poursuivre la modernisation de la flotte de pêche ; 6 millions pour les installations conchylicoles et aquacoles ; poursuite du soutien de l'Etat à l'industrie navale ; doublement en quinze ans de la capacité de notre flotte en matière de transports ; nécessité de développer la construction de navires plus productifs et économes en énergie grâce à des aides sélectives ; (p. 8832) : problème du trafic trans-Manche ; nécessité d'améliorer les modalités d'intervention de l'ENIM et le régime social des marins ; situation favorable de l'aéronautique civile ; problème du lancement d'un supersonique d'une nouvelle génération ; succès de l'Airbus ; dispositions prises pour faire face sur le plan industriel à ce succès commercial ; problème des approvisionnements en titane ; (p. 8833) : commande de 500 moteurs CFM 56 ; problème du choix des moteurs pour les Airbus A 310 d'Air France ; subventions aux associations aéronautiques ; problème de la tutelle des entreprises publiques ; mise au point des contrats d'entreprises ; situation financière d'Air France permettant d'améliorer la desserte des départements et territoires d'outre-mer ; relations avec Air Inter ; desserte insuffisante de l'aéroport de Toulon ; (p. 8834) : contrat d'entreprise signé avec la SNCF ; mise à l'étude du problème de la gare de Luçon ; liberté des tarifs dans le secteur marchandises ; effort de productivité accompli par la SNCF ; fermeture de lignes restant très limitée ; situation financière dégradée de la CGM (compagnie générale maritime) ; problème des relations aériennes et maritimes avec la Corse. **Examen des crédits** [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8835) : s'oppose à l'amendement n° 320 de M. François d'Harcourt qui supprime les mesures nouvelles en faveur de l'aquaculture pour augmenter l'aide au carburant ; (p. 8836) : s'oppose à l'amendement n° 318 rectifié de M. Jean-Louis Goasduff, la desserte des îles relevant du département et non de l'Etat ; nécessité de maintenir l'office national de la navigation ; (p. 8837) : s'oppose à l'amendement n° 331 de M. Guy Guermeur ; rappelle le système actuel d'aide au carburant ; (p. 8838) : nécessité d'agir en aidant plutôt l'investissement ; s'oppose à une réduction des crédits de la SNCF ; (p. 8840) : s'oppose aux amendements n° 242 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et n° 340 de M. Gilbert Gantier, l'approbation de la subvention à la RATP et à la SNCF ne constituant pas l'approbation d'un projet de loi sur les transports en région parisienne ; (p. 8841) : difficultés

d'élaborer un contrat d'entreprise avec la RATP qui réunirait une foule de signataires. **Article 56** (p. 8842) : demande la réserve de l'article 56.

— **Associe le Gouvernement** à l'hommage rendu à la mémoire de M. François de Clermont-Tonnerre, ancien député [10 décembre 1979] (p. 11512).

— **Projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11513) : possibilité d'une adoption définitive du projet avant la fin de 1979; (p. 11515): intérêt du canal pour les régions traversées ; financement européen n'ayant pas un caractère prédominant ; cite des déclarations du général de Gaulle en 1961 favorables à la réalisation du canal Rhin-Rhône ; problème évoqué pendant tout le débat sur le VII[e] Plan et lors de chaque débat budgétaire ; (p. 11516) : continuité du vocabulaire du parti communiste ; nécessité de relier la France à l'axe Rhin - Main - Danube ; (p. 11522) : estime que les arguments que le parti communiste oppose au projet doivent également porter contre un canal qui traverserait la Lorraine ; (p. 11527) : caractéristiques techniques de l'ouvrage ; rappelle que 85 % du parcours mer du Nord-Méditerranée sont déjà accessibles à la navigation à grand gabarit ; liaison Rhin-Rhône constituant le premier pas vers la constitution d'un réseau de voies navigables à grand gabarit ; raccordement de la France à l'ensemble du réseau navigable européen ; avantages du projet sur le plan de l'aménagement du territoire ; mutations technologiques de la navigation fluviale faisant d'elle un moyen de transport d'avenir ; nie le caractère exceptionnel du projet Rhin-Rhône ; (p. 11528) : difficultés de calculer son taux de rentabilité ; économies d'énergie que permet le transport fluvial ; bilan énergétique positif du canal ; (p. 11528) : reconnaît que les trains qui circulent la nuit en utilisant la production électrique coûtent moins cher ; problème des relations entre le projet de liaison Saône-Rhin et l'environnement ; pas d'impact négatif sur les paysages ; problèmes des effets du canal sur le régime et la qualité des eaux ; stabilisation du niveau des nappes phréatiques ; pas de risque de pollution des eaux du Doubs par un apport des eaux du Rhin ; (p. 11529) : pas de dommages prévisibles pour la faune ; problème des prélèvements effectués sur les terrains agricoles ; pas de licenciements de personnels de la navigation ; justifie le choix de la Compagnie nationale du Rhône comme maître d'œuvre ; statut particulier de la Compagnie nationale du Rhône ; élargissement de son conseil d'administration ; (p. 11530) : problème du financement du projet ; effort du budget de l'Etat accompagné d'une participation de tous les partenaires économiques ; utilisation des ressources tirées de l'hydroélectricité ; cohérence du projet avec la réalisation de la liaison Rhin-Main-Danube. **Discussion des articles** [10 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11531) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Vincent Porelli ; approuve l'amendement n° 13 de M. Jean Valleix. **Article 2** (p. 11532) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Vincent Porelli ; (p. 11533) : accepte l'amendement n° 3 de M. Gaston Defferre. **Article 6** : accepte que le conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône comprenne 30 membres sans que ces nouveaux sièges soient affectés à des représentants du Parlement ; (p. 11534) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gaston Defferre ; s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Vincent Porelli. **Après l'Article 8** (p. 11535) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Gaston Defferre qui aurait davantage sa place dans le projet de loi portant approbation du VIII[e] Plan. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12432) : souci de l'Etat de voir assurer l'entretien des ouvrages de navigation en particulier des berges des sections traitées en canaux ; volonté du Gouvernement de limiter aux tiers des crédits affectés à la navigation ceux qui seront consacrés à la liaison Rhône-Rhin ; (p. 12433) : s'engage à demander aux dirigeants de la CNR de procéder, dans toute la mesure du possible, à une tâche d'information auprès des collectivités locales. **Explications de vote** [20 décembre 1979] (p. 12433) : divergence de vues au sein du parti communiste ; le discours prononcé à Mulhouse par M. Georges Marchais.

— **Projet de loi modifiant les articles 22, 28 et 30 de la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transports maritimes** (n° **1074**). **Première lecture, discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11537) : projet traduisant les conséquences du développement de la conteneurisation.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à des sociétés civiles d'exploitation agricole** (n° **454**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11538) : recommande l'adoption du texte de la CMP.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères** (n° **1771**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2232) : protection des entreprises françaises contre les abus dans l'application des législations étrangères en ma-

tière de concurrence ; pratiques judiciaires et administratives des Etats-Unis ; loi du 28 juillet 1968 relative à la communication de documents et de renseignements dans le domaine du commerce maritime ; contentieux lié à l'application de la législation antitrust américaine ; pratiques d'investigation en France de la part d'une puissance publique ou de personnes privées étrangères ; affaires du cartel de l'uranium ; (p. 2233) : effort d'information des sociétés françaises sur le droit américain de la concurrence ; nécessité d'organiser la récupération des sommes indûment payées par nos entreprises en exécution de jugements étrangers.

En qualité de ministre de la défense :

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3035) : information du Parlement ; accroissement de l'effort financier en faveur de la défense ; rend hommage à son prédécesseur, M. Yvon Bourges ; respect des prévisions de la loi de programmation ; priorité donnée à l'équipement des forces, et au développement des forces nucléaires stratégiques et tactiques ; missiles M4 à têtes multiples ; (p. 3036) : développement du système air-sol moyenne portée ; poursuite de la modernisation des forces conventionnelles ; renouvellement de la flotte de combat ; modernisation de la flotte de transport aérien ; développement de la protection de bases contre les menaces aériennes ; équipement de la gendarmerie en véhicules blindés ; logements des gendarmes ; croissance des crédits consacrés aux études et recherches ; limitation des dépenses de fonctionnement ; (p. 3037) : créations d'emplois dans la gendarmerie ; augmentation du prêt des appelés ; effort pour les crédits de carburant ; maintien des activités des forces à leur niveau de 1979 ; problème de la valeur de la référence au produit intérieur brut ; baisse de la part du nucléaire dans les dépenses d'équipement mais maintien de la priorité qui lui est accordée ; (p. 3038) : effort de construction dans la marine ; activités de service public de la marine ; retard de certains programmes d'équipement ; cas du Mirage 2000 ; nouvelle répartition des crédits entre le titre III et le titre V ; (p. 3039) : situation matérielle des appelés ; crédits d'aide sociale ; mesures en faveur des retraités militaires ; position de la France face au désarmement ; (p. 3040) : pas de décision de réalisation de la bombe à neutrons ; préparation de la V[e] loi de programmation ; position du parti communiste sur la force nucléaire ; difficultés de la détente ; conflits dans le tiers-monde ; caractère de puissance mondiale de la France ; (p. 3041) : participation française à la défense de l'Europe ; maintien de la stratégie de dissuasion ; rénovation du plateau d'Albion ; modernisation de l'armement nucléaire tactique ; système air-sol moyenne portée ; modernisation des équipements conventionnels ; forces d'intervention extérieure ; (p. 3062) : information du Parlement ; préparation de la prochaine loi de programmation ; effort en faveur de la marine nationale ; construction de porte-aéronefs à propulsion nucléaire et modernisation de l'arsenal de Brest ; répartition des travaux entre le secteur public et le secteur privé pour les constructions de la marine ; (p. 3063) : effectifs et encadrement de la marine ; construction du char franco-allemand ; équipement des forces d'intervention ; présence militaire française à l'étranger ; programme Mirage 2 000 ; composante aérienne de la force nucléaire stratégique ; (p. 3064) : pas de décision de construction de la bombe à neutrons ; doctrine d'emploi de la bombe à neutrons ne remettant pas en cause la stratégie de dissuasion ; service national ; taux des exemptions et universalité du service ; durée et forme du service ; organisation des réserves ; statut de l'objection de conscience ; (p. 3065) : création d'emplois dans la gendarmerie ; problème du logement ; recours à la procédure HLM prévu dans le prochain DDOF ; situation des retraités militaires ; remodelage des échelles de solde ; mesures de dégagement des cadres des personnels civils ; effet positif des exportations d'armes sur l'emploi et la technologie. **Examen des crédits. Article 15** (p. 3066) : indépendance de la commission juridictionnelle chargée d'accorder le statut d'objecteurs de conscience ; accident survenu à des appelés en Nouvelle-Calédonie ; caractère de juridictions spécialisées des juridictions militaires. **Article 16** (p. 3069) : information du Parlement sur le détail des crédits d'entretien programmé de l'armée de terre ; (p. 3070) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission des finances ; possibilité de virement de crédits d'un budget à l'autre ; amendement n° 19 conduisant à priver le SGDN d'une partie importante de ses ressources.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Article 33** (p. 4729) : complexité des situations des personnels de la défense ; (p. 4730) : importance des statuts effectivement publiés ; pas de solution idéale au problème des ingénieurs des études et techniques d'armement ; s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission des finances ; (p. 4731) : s'oppose au sous-amendement n° 191 de M. Jean-Yves Le Drian à

l'amendement n° 29 de la commission des finances qui aurait des conséquences néfastes sur l'équilibre entre les corps ; impossibilité de négocier tous les statuts à la fois. **Article 36** (p. 4733) : conditions de constitution du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications ; décision d'annulation prise par le tribunal administratif de Paris ; nécessité de valider ces nominations ; (p. 4734) : amendement n° 48 du Gouvernement : intégration dans le corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications des techniciens d'études et de fabrications et des agents sous contrat inscrits après examen professionnel sur les listes d'aptitude complémentaires ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 183 de M. Jean-Yves Le Drian à l'armement n° 48 du Gouvernement ; recrutement en 1981 de nouveaux ingénieurs techniciens d'études et de fabrications afin de couvrir les besoins de la direction technique des constructions navales ; (p. 4735) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Girardot et au sous-amendement n° 184 M. Jean-Yves Le Drian à l'amendement n° 48 du Gouvernement. **Article 38** (p. 4736) : s'oppose aux amendements n° 32 de la commission des finances et n° 103 de M. Robert Vizet ; article 38 favorable au logement du personnel d'active.

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire
(5e circonscription)
(App. UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignation [27 avril 1978] (p. 1430) et [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2616).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 4 avril 1981] (p. 952).

DEPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 40 : Services du Premier ministre - Industries agricoles et alimentaires** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Assurance construction** [20 juin 1979] (p. 5341) : les difficultés d'application de la

loi du 4 janvier 1978 nécessitant la réunion d'une commission ; l'augmentation prévisible des coûts de construction.

— **Certificats de qualification des produits industriels** [25 juin 1980] (p. 2256) : labels de qualité ; utilisation du label de qualité « Fleur bleue ».

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Explications de vote** [22 juin 1978] (p. 3334) : projet tendant à favoriser l'emploi en renforçant les fonds propres des entreprises ; mauvaise situation financière des entreprises ; diminution depuis 1973 des investissements en France ; épargne des ménages mal orientée ; nécessité d'une consolidation de l'épargne liquide en épargne à long et moyen terme ; (p. 3335) : conséquences du projet : pas de bouleversement des circuits financiers, nouveaux avantages accordés aux PME, réanimation de la bourse, naissance et développement d'un nouvel actionnariat ; vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6341) : crise des sociétés d'économie mixte ; déficit des sociétés d'économie mixte de construction, notamment en matière d'aménagement et d'opérations en centre ville ; responsabilité de l'administration ; nécessité de prévoir un meilleur étalement dans le temps du remboursement des emprunts déjà souscrits ; (p. 6342) : remboursement des prêts Gimixte ; nécessité d'allonger les prêts de la caisse des dépôts aux sociétés d'économie mixte ; inscription dans la comptabilité communale des travaux en mandats.

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6617) : double intérêt présenté par les sociétés d'économie mixte pour les collectivités locales ; (p. 6618) : structures de sociétés de droit privé, association du capital public du département et des communes aux capitaux privés ; existence de 350 sociétés d'économie mixte dans le domaine immobilier ; difficultés financières graves de ces sociétés ; risque d'entraîner la mise en jeu des garanties financières accordées par les collectivités locales ; nécessité de prévoir un étalement dans le temps du remboursement des emprunts souscrits et d'octroyer un nouveau régime pour l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des sociétés d'économie mixte ; (p. 6619) : les sociétés d'économie mixte, outil irremplaçable pour la politique d'aménagement et de construction des collectivités locales.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 61** (p. 7985) : sur l'amendement n° 289 de M. Maurice Pourchon : succès de la taxe parafiscale perçue par le Conseil national du cuir et le centre technique du cuir.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 6** (p. 8247) : son amendement n° 2 : inapplication du texte aux loyers réglementés dans le cadre des contrats de prêts conclus entre les sociétés d'économie mixte et le Crédit foncier de France ; (p. 8248) : amendement n° 2 : adopté.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1978]. **Article premier : Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9350) : sur l'amendement n° 93 de la commission : définition trop restrictive de la ville centre par l'amendement n° 93 ; (p. 9352) : s'oppose au sous-amendement n° 171 de M. Jacques Boyon ne proposant pas une définition suffisante des communes pouvant bénéficier d'une dotation particulière.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9463) : évolution de l'agriculture caractérisée par la modernisation de l'exode rural ; nécessité d'aménager le milieu rural pour conserver sa population ; nécessité de garantir aux agriculteurs un niveau comparable à celui des autres catégories sociales ; d'améliorer l'environnement en milieu rural et d'assurer la formation théorique et pratique des agriculteurs ; nécessité d'un allégement des charges, des conditions financières et des contraintes à l'installation des jeunes agriculteurs ; (p. 9464) : plan de développement européen peu accessible en France ; insuffisance de l'indemnité viagère de départ dont le taux doit être révisé ; problème des successions ; nécessité de tenir compte dans le partage des droits acquis par l'exploitant grâce au travail agricole accompli avant la succession.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **386**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juin 1979]. **Article 3** (p. 4785) : soutient son amendement n° 56 :

inapplication de la loi aux ventes d'immeubles à construire ou aux ventes clés en mains réalisées dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977 ; excluant du champ d'application de la loi les ventes d'immeubles auxquels procèdent les organismes HLM et les sociétés d'économie mixte ; devient sans objet ; reproche au projet de créer à l'égard des sociétés d'HLM et aux sociétés d'économie mixte une méfiance injustifiée.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5025) : développement de la liberté d'entreprendre, meilleur moyen de faire face à la concurrence étrangère ; (p. 5026) : estime sage de ne pas déterminer pour la période du VIII[e] Plan un taux de croissance indicatif ; priorité à donner aux politiques de l'énergie, à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires ; nécessité de mener une politique de toutes les industries visant à réduire les charges sociales, atténuer la fiscalité, diminuer les taux d'intérêts et alléger les réglementations ; développement des filières techniques et de l'apprentissage ; collaboration de la recherche et des entreprises ; (p. 5027) : crise démographique ; persistance des besoins en logement : reproche à l'Etat de vivre au-dessus des moyens des Français et des entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9181) : nouveau régime des aides au logement satisfaisant ; difficulté des sociétés d'économie mixte dans l'application de cette réforme ; utilité des sociétés d'économie mixte d'aménagement et de rénovation ; souhaite la parution du cahier des charges réglant les modalités pratiques pour les opérations nouvelles dans les centres et quartiers existants.

Agriculture, BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9660) : possibilité d'améliorer la qualité de nos productions d'élevage par l'amélioration génétique, la modernisation des bâtiments d'élevage et la protection sanitaire ; insuffisance du budget de 1980 pour favoriser l'amélioration de la qualité de l'élevage.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9931) : institution de la dotation globale de fonctionnement portant préjudice aux communes moyennes ou grandes ; demande que le minimum accordé aux communes progresse en fonction de la hausse des prix constatés ; nécessité de modifier la définition de la commune centre en fonction de critères qualitatifs et non quantitatifs.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11612) : nécessité d'améliorer la situation des 800.000 femmes d'agriculteurs et d'établir dans le droit la coresponsabilité des époux agriculteurs ; droit des agricultrices à une véritable retraite ; nécessité de dissocier le capital foncier du capital d'exploitation par l'incitation à la constitution de GFA, par la création d'un bail de carrière ; l'agro-alimentaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. Industries agricoles et alimentaires, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3238) : place des industries agro-alimentaires dans l'économie française ; solde positif des exportations ; faible rentabilité et insuffisance des efforts d'investissement ; exportations constituées par trop de produits agricoles bruts ou peu transformés ; insuffisance des industries de seconde transformation ; augmentation des crédits du fonds d'intervention stratégique ; réduction des dotations destinées à la prime d'orientation agricole ; procédure des conventions de développement ; (p. 3239) : recherche ; nécessité de renforcer les structures publiques d'aide aux exportations ; réforme de la société pour l'expansion des ventes et des produits agricoles et alimentaires SOPEXA ; mise en place du fonds de promotion créé par la loi d'orientation agricole.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3364) : réforme en cours des sociétés d'économie mixte ; (p. 3365) : réglementation imposée aux sociétés d'économie mixte en matière de fonds propres.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4540) : succès de la dotation globale de fonctionnement ; progression plus forte pour les communes rurales que pour les villes ; (p. 4541) : effet de l'attribution de la dotation en fonction du potentiel fiscal ; charges particulières des grandes villes ; expérience de l'application de la dotation particulière ; dotation de fonctionnement minimale ; conditions d'attribution de la dotation aux villes centres d'unités urbaines. **Discussion des articles** [2 décembre 1980] **Article 8** *ter* (p. 4559) : son amendement n° 2 : étendant la qualité de communes

centres aux communes représentant au moins 25 % de la population de l'arrondissement dont elles font partie ; rejeté ; (p. 4560) : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 28 de M. René de Branche : faisant de certains groupements de communes des unités urbaines dont le chef-lieu pourrait bénéficier de la répartition particulière affectée aux villes centres ; rejeté.

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn
(2e circonscription)
(RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (troisième gouvernement Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 6 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (troisième gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Jean-Claude Pasty : Développement du département de la Creuse** [17 mai 1978] (p. 1761) : classement de la Creuse en « zone de rénovation rurale », permettant de percevoir l'aide spéciale rurale ; effort pour développer l'élevage, les activités forestières et le tourisme vert.

— **M. Jean-Louis Goasduff : Ouvriers des arsenaux** [21 juin 1978] (p. 3216) : évolution identique des rémunérations de l'ensemble du secteur public et nationalisé.

— **M. Eugène Berest : Grève dans les arsenaux** [21 juin 1978] (p. 3217, 3218) : grève inégalement suivie dans les arsenaux ; maintien des principes fixés par le Gouvernement pour l'évolution des rémunérations.

— **M. Gérard Bapt : Grève dans les arsenaux** [21 juin 1978] (p. 3213) : maintien de l'emploi dans les arsenaux ; application aux ouvriers de l'Etat des principes qui régissent les rémunérations publiques.

— **M. Francis Geng : Aides à l'aménagement du territoire** [21 juin 1978] (p. 3218) : primes possibles dans les localités où existent des problèmes graves d'emploi du fait de fermetures d'établissements et dans les zones agricoles défavorisées.

— **M. Etienne Pinte : Attentat contre le château de Versailles** [28 juin 1978] (p. 3593, 3594) : acte criminel qui pourrait faire restreindre la diffusion des valeurs culturelles ; frais de restauration en partie couverts par la loi de programme sur les musées ; souscription souhaitable pour que chacun prenne conscience de la valeur du patrimoine détruit.

— **M. Charles Miossec : Rentrée universitaire à Brest** [10 octobre 1978] (p. 5865) : avis défavorable des organismes compétents sur la demande d'habilitation de la maîtrise présentée par l'université de Brest ; études de la carte universitaire en cours.

— **M. Jean-Pierre Abelin : Aides à l'aménagement du territoire** [15 novembre 1978] (p. 7671) : existence d'une procédure permettant l'attribution de primes à des zones non classées quand la situation de l'emploi y devient préoccupante ; rôle du FDES ; situation de la région de Châtellerault.

— **M. Philippe Séguin : Situation du journal « l'Aurore »** [29 novembre 1978] (p. 8475) : la France est le pays occidental le moins touché par la concentration de la presse ; nécessité d'éviter l'intervention du Gouvernement dans la gestion d'un quotidien ; étude des problèmes de presse par le Conseil économique à la demande du Premier ministre.

— **M. Roland Beix : Concentration dans la presse** [29 novembre 1978] (p. 8480) : interdiction pour le Gouvernement de se prononcer sur le cas de M. Hersant, dont sont saisies les instances judiciaires ; problèmes de concentration de la presse soumis à l'étude du Conseil économique et social.

— **M. Guy Ducoloné : Financement des élections aux communautés européennes** [13 décembre 1978] (p. 9365) : impossibilité pour le Gouvernement d'ajouter ce texte à l'ordre

du jour prioritaire du Sénat, déjà trop chargé ; le problème relève de la conférence des Présidents du Sénat.

— **M. Emmanuel Hamel : Dégradations commises dans un train de permissionnaires** [25 avril 1979] (p. 3039) : le ministre de la défense actuellement en mission aux Antilles fera prochainement une communication d'ensemble sur cette question.

— **M. Joseph Legrand : Information des parlementaires** [9 mai 1979] (p. 3543) : le Parlement doit demander des informations sur l'action du Gouvernement et non sur les rapports destinés à son information.

— **M. Jacques Marette : Facturation de certaines émissions de chèques** [9 mai 1979] (p. 3546) : aucune disposition ne règle l'éventuelle facturation par les banques des frais de tenue de compte ; diminution souhaitable du nombre de petits chèques ; développement de la concurrence, élément essentiel de la politique gouvernementale à l'égard du secteur bancaire.

— **M. Pierre-Charles Krieg : Délégations parlementaires pour les communautés européennes** [13 juin 1979] (p. 4999) : souhait du Gouvernement que le Parlement soit en mesure d'adopter cette proposition de loi avant la fin de la session.

Suppléant de M. Yvon Bourges (ministre de la défense) :

— **M. Jean-Michel Boucheron : Grève des travailleurs des arsenaux** [13 juin 1979] (p. 5002) : incidents regrettables du 25 mai 1979 à l'arsenal de Cherbourg ; date des réunions prévues pour examiner les conditions de rémunération et de travail pour les travailleurs des arsenaux fixée au 19 juin ; faible pourcentage des grévistes.

— **M. Gaston Defferre : Politique africaine du Gouvernement** [5 décembre 1979] (p. 11265) : un débat sur la politique africaine sera inscrit à l'ordre du jour.

— **M. André Delehedde : Ordre du jour de l'Assemblée ; célébration du 8 mai** [7 mai 1980] (p. 926).

— **M. Gaston Defferre : Ticket modérateur d'ordre public** [7 mai 1980] (p. 927).

— **M. Jacques Piot : Prix agricoles** [7 mai 1980] (p. 932).

— **M. Marcel Tassy : Droit des Français à l'information** [29 octobre 1980] (p. 3260) : loi du 7 août 1974.

— **M. Antoine Porcu : Crédits du fonds européen de développement régional** [5 novembre 1980] (p. 3572) : crédits sous quota et crédits hors quota ; dossier de demandes de concours pour le Sud-Ouest ; utilisation par la France des 17 % du FEDER pour financer les investissements régionaux ; aide du FEDER à la Lorraine.

— **M. Robert Vizet : Situation de l'université de Paris XI** [26 novembre 1980] (p. 4385) : report de l'audience prévue entre les représentants de Paris XI et le ministre des universités.

— **M. Guy Ducoloné : Débat sur le projet du VIII^e Plan** [3 décembre 1980] (p. 4580, 4581) : motifs de la non-inscription de ce texte à l'ordre du jour.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Jacques Baumel** (n° **1102**) : **Agrément de création d'entreprises et redevance d'équipement dans la région parisienne** [19 mai 1978] (p. 1906, 1907) : la délivrance des agréments est un instrument de décentralisation industrielle ; création d'emplois tertiaires ; taux de chômage en région parisienne inférieur à la moyenne nationale.

— **M. Raymond Maillet** (n° **3532**) : **Grève des ouvriers des arsenaux** [23 juin 1978] (p. 3415, 3416) : tendance à la reprise du travail ; évolution des salaires en fonction de l'indice des prix ; désir du Gouvernement de reprendre les négociations.

— **M. Claude Biwer** (n° **3913**) : **Politique d'aménagement du territoire dans le département de la Meuse** [30 juin 1978] (p. 3738, 3739) : les aides accordées au département de la Meuse ; prime de développement régional, exonérations fiscales, prime de localisation des activités tertiaires ; maintien des services publics en milieu rural.

— **M. Henri Emmanuelli** (n° **3813**) : **Elevage des oies et canards gras** [30 juin 1978] (p. 3739, 3740, 3741) : les dispositions transitoires prévues jusqu'au 15 août 1981 ; recherche de solutions techniques propres à concilier nos engagements vis-à-vis de la CEE et les intérêts des éleveurs du Sud-Ouest.

— **M. Michel Barnier** (n° **6119**) : **Situation économique dans la vallée de la Tarentaise** [8 décembre 1978] (p. 9117, 9118) : la fermeture de l'usine de Moûtiers, conséquence de l'évolution intervenue dans les techniques de fabrication des aciers spéciaux ; efforts de l'entreprise pour éviter au maximum les licenciements ; incitations de la DATAR pour l'implantation des entreprises dans la région ; défense par le Gouvernement de la position de l'industrie française de l'acier et particu-

lièrement des aciers spéciaux ; les crédits du fonds d'adaptation industrielle ne seront pas réservés à la sidérurgie lourde.

— **M. René Visse** (n° **15170**) : **Statut du soldat** [20 avril 1979] (p. 2920) : effort considérable fait en faveur des appelés (prêt du soldat, permissions et transports) ; jouissance par tous les militaires de leurs droits civiques, mais nécessité pour eux de respecter les règles imposées par le service des armes et de garder une neutralité philosophique, religieuse et syndicale ; armée doit répondre à la violence internationale.

— **M. Bernard Stasi** (n° **15201**) : **Services publics en milieu rural** [20 avril 1979] (p. 2921, 2922, 2923) : depuis 1974, freinage par le Gouvernement des fermetures de service public ; recherche de l'adaptation de certains services au milieu rural ; politique nationale des services polyvalents ; 32 mesures nouvelles.

— **M. Philippe Séguin** (n° **15361**) : « **Plan Vosges** » [27 avril 1979] (p. 3264, 3265, 3266) : crédits consacrés à l'aménagement des nationales 57 et 59, à l'humanisation de l'hôpital de Gérardmer et à l'amélioration des logements ; renforcement des activités économiques du département (textiles - bois - artisanat - tourisme) ; effort en faveur de la formation professionnelle et création d'activités nouvelles, donc de nouveaux emplois.

Suppléant M. Maurice Plantier (secrétaire d'Etat aux anciens combattants) :

— **M. Loïc Bouvard** (n° **15484**) : **Préoccupation des anciens combattants** [27 avril 1979] (p. 3267, 3268) : revalorisation du niveau des expertises et recours éventuel à un contrôle médical hospitalier pour éviter les abus en matière de pensions militaires d'invalidité ; aucune atteinte ne sera portée aux droits à réparation, pas de fiscalisation même partielle des pensions, pas d'interdiction de cumul entre pension et salaire, pas de suppression des suffixes, ni fixation d'un nouveau plafond ; procédure pour l'attribution de la carte aux anciens combattants d'AFN similaire à celle appliquée à tous les mobilisés des guerres antérieures.

Suppléant M. Christian Beullac (ministre de l'éducation) :

— **M. Claude Dhinnin** (n° **14727**) : **Remplacement des instituteurs** [27 avril 1979] (p. 3268, 3269) : les instituteurs suppléants éventuels ne sont engagés en cette qualité que pour trois ans ; les instituteurs remplaçants non titulaires constituent une catégorie en voie d'extinction (plus de recrutement, plan de titularisation) ; politique suivie en matière de remplacement ; limitation du champ d'intervention des remplaçants ; amélioration du régime des indemnisations.

— **M. Paul Quilès** (n° **16819**) : **Conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire** [1er juin 1979] (p. 4607) : droit du parlementaire de poser des questions mais droit du Gouvernement de faire répondre par le ministre de son choix.

Suppléant de M. Pierre Méhaignerie (ministre de l'agriculture) :

— **M. Henri Emmanuelli** (n° **23506**) : **Eviscération des volailles** [7 décembre 1979] (p. 11485) : délai autorisé avant de procéder à l'éviscération ; compétence du conseil des ministres de l'agriculture de la Communauté pour accorder une dérogation ; intention de M. Méhaignerie d'obtenir une décision satisfaisante.

— **M. André Delehedde** (n° **29288**) : **Emploi dans la région d'Arras** [11 avril 1980] (p. 316) : aides au développement régional ; société Oldham ; contrats de pays.

— **M. Jean-Marie Daillet** (n° **29289**) : **Contrats de pays** [11 avril 1980] (p. 317) : décentralisation ; ville de Carentan.

— **M. Roger Gouhier** (n° **29670**) : **Transfert de services de la SNCF** [18 avril 1980] (p. 559) : décentralisation des activités tertiaires ; plan de localisation de la SNCF ; aide professionnelle au personnel transféré ; contrat de localisation signé entre la SNCF et la ville de Lyon.

— **M. Jean-Louis Masson** (n° **29213**) : **Création d'un train à grande vitesse Paris-Metz** [18 avril 1980] (p. 561) : aéroport régional lorrain.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **29665**) : **Liaison Rhin - Rhône** [18 avril 1980] (p. 562) : nouvelles missions de la Compagnie nationale du Rhône ; modalités de financement de la liaison Rhin-Rhône.

— **M. Rodolphe Pesce** (n° **31570**) : **Bibliothèques et prix des livres** [30 mai 1980] (p. 1471) : solidarité gouvernementale ; projet de loi sur les bibliothèques publiques ; projet de loi relatif aux compétences des collectivités locales ; interdiction des prix conseillés ; (p. 1472) : problème de la création littéraire ; politique favorable aux livres de culture ; grandes surfaces.

— **M. Jack Ralite** (n° **31879**) : **Prix du livre** [6 juin 1980] (p. 1637) : liberté des prix ; nombre de librairies ; progression du chiffre d'affaires des libraires-papetiers indépendants ; application aux libraires du régime spécial de provisions institué pour favoriser

la constitution de stock d'ouvrages à rotation lente ; développement de la vente de livres par les grandes surfaces.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **31878**) : **Pollution dans le Rhône** [6 juin 1980] (p. 1640) : industrie de la région Rhône-Alpes ; action de la direction interdépartementale de l'industrie ; programmation des investissements engagés pour réduire les rejets polluants par les industriels ; agence financière du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ; action contre la pollution atmosphérique de la raffinerie de Fezin ; (p. 1641) : existence du centre de traitement spécialisé des déchets toxiques dans la région lyonnaise ; création d'une commission d'enquête par le conseil général du Rhône ; protection de la nappe phréatique du Garon.

— **Mme Paulette Fost** (n° **31794**) : **Imprimerie Chaix** [6 juin 1980] (p. 1642) : conditions d'une reprise de l'activité de l'imprimerie Chaix.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** (n° **29703**) : **Enseignement agricole privé** [6 juin 1980] (p. 1643) : application de la loi du 28 juillet 1978 et de son décret d'application du 7 novembre 1979 ; progression des subventions aux établissements d'enseignement agricole privé ; assouplissement à apporter aux critères de l'agrément.

— **M. Jean-Louis Masson** (n° **32207**) : **Conversion industrielle de la Lorraine** [20 juin 1980] (p. 1995) : sidérurgie lorraine ; projet Garolor ; contournement autoroutier de Thionville ; agence nationale contre la pollution de l'air ; projet Eurobois ; institut national de recherches sur les économies de matières à Metz ; projets industriels du secteur automobile.

— **M. Martin Malvy** (n° **36360**) : **Elevage de veaux et de moutons** [10 octobre 1980] (p. 2676, 2677) : « Charte du veau » tendant à rééquilibrer le marché ; règlement communautaire signé à Bruxelles relatif aux moutons ; garantir le revenu des éleveurs ; protection contre les importations de Nouvelle-Zélande ; plan pluriannuel de développement de l'élevage.

— **M. Henri Michel** (n° **36468**) : **Chaptalisation des vins de la vallée du Rhône et de la Drome** [10 octobre 1980] (p. 2678) : refus d'autoriser la chaptalisation de ces vins ; enrichissement par moûts concentrés ; aide communautaire à cette méthode.

— **M. Maxime Kalinsky** (n° **36480**) : **Attentats fascistes et racistes** [10 octobre 1980] (p. 2680, 2681, 2682) : fermeté du Gouvernement contre les mouvements se réclamant d'idéologie fasciste ou néo-nazie ; procédure disciplinaire engagée contre l'inspecteur Durand ; rôle de la police républicaine : assurer le respect de la loi et la sécurité des personnes ; attaques injustifiées portées contre la police ; éviter la chasse aux sorcières.

— **Mme Hélène Constans** (n° **36478**) : **Habilitations universitaires** [10 octobre 1980] (p. 2682) : renforcer la qualité des formations et la valeur des diplômes ; regroupement des formations ; recherche universitaire.

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **38956**) : **Marché à terme des matières premières** [28 novembre 1980] (p. 4498, 4499) : création de la commission des marchés à terme de marchandises, son rôle ; dépôt prochain d'un projet de loi.

— **M. Maxime Gremetz** (n° **39099**) : **Région Picardie** [28 novembre 1980] (p. 4499, 4500) : consultation du conseil régional de Picardie ; examen de la demande d'un crédit de rattrapage.

— **M. Pierre Juquin** (n° **39498**) : **Sécurité des personnes** [5 décembre 1980] (p. 4707, 4708) : droit à la sécurité ; distinction entre la criminalité et la petite délinquance ; politique de la police préventive ; occupation irrégulière des locaux ; monopole des communications.

— **M. Gilbert Gantier** (n° **39499**) : **Gratuité des manuels scolaires** [5 décembre 1980] (p. 4709) : simplification de la gestion des stocks ; répartition des crédits laissés à l'appréciation des établissements ; prêt des livres pendant les vacances.

— **M. Emile Koehl** (n° **39500**) : **Mensualisation des pensions de retraite des fonctionnaires** (5 décembre 1980] (p. 4710) : mise en œuvre progressive de l'article 62 de la loi de finances pour 1975, paiement mensuel dans 57 départements depuis 1980 ; mensualisation de deux nouveaux centres de pensions dès janvier 1980.

— **M. Pierre Pasquini** (n° **39051**) : **Assurance des victimes d'attentats en Corse** [5 décembre 1980] (p. 4710) : renforcement des garanties offertes par les systèmes actuels d'indemnisation contractuelle.

— **M. Pierre Giacomi** (n° **39143**) : **Ordre public et administration en Corse** [5 décembre 1980] (p. 4711, 4712) : condamnation des actes de violence ; effort exceptionnel de solidarité nationale fait en faveur de la Corse ; renforcement des services de police en Corse ; création d'un service régional de police judiciaire.

— **M. Jean Bozzi** (n° **39142**) : **Création d'un institut de développement industriel de la Corse** [5 décembre 1980] (p. 4713) : le principe de la solidarité interrégionale ; rôle de l'établissement public régional corse ; délégation en Corse des crédits d'équipement des PME ; développement de l'action des banques populaires en Corse.

— **M. Jean-Paul de Rocca Serra** (n° **39144**) : **Agriculture de la Corse** [5 décembre 1980] (p. 4714) : production des clémentines ; aides aux agriculteurs ; attribution de primes communautaires pour favoriser la reconversion et le classement parcellaire.

— **M. Jean-Pierre Cot** (n° **39393**) : **Pluriactivité en montagne** [5 décembre 1980] (p. 4716) : article 11 de la loi du 28 décembre 1979, portant diverses mesures de financement de sécurité sociale ; versement des cotisations correspondant à une pluriactivité ; politique d'aide aux zones de montagne ; revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne.

— **M. Jean Royer** (n° **40202**) : **Aménagement du territoire** [19 décembre 1980] (p. 5100) : autorisation donnée aux établissements publics régionaux de primer la création d'entreprises industrielles ; décret du 13 mai 1980 instituant un taux unique pour l'ensemble des régions ; aides accordées par le CIASI et par les sociétés de développement régional en fonction du plan de redressement ; difficultés de modifier la carte d'aménagement du territoire.

INTERVENTIONS

— **Modification de l'ordre du jour** [1er juin 1978] (p. 2408) : retrait de plusieurs projets de loi.

— **Modification de l'ordre du jour** [16 novembre 1978] (p. 7764) : report de la discussion des crédits du ministère et de l'artisanat.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Henri Lucas** [2 octobre 1978] (p. 5424).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7774) : réussite de la politique d'aménagement du territoire depuis 20 ans ; 1 million d'emplois industriels créés en province ; limitation de l'accroissement du grand Paris ; nouvelle croissance, vieillissement démographique et changement des habitudes et valeurs des Français sont les trois nouvelles données de la politique d'aménagement du territoire ; renforcement des actions en faveur de la création d'emplois ; nouvel élan donné à la politique engagée au bénéfice des espaces sensibles ; accroissement des primes de développement régional ; modification du système des aides au développement régional ; extension aux trois régions de l'ouest atlantique des procédures d'instruction accélérée, création d'une prime spéciale pour les gros investissements ; (p. 7775) : assouplissement des conditions d'attribution de la prime de localisation des activités tertiaires ; création d'un fonds spécial d'adaptation industrielle ; accent mis sur la revitalisation du monde rural ; augmentation des crédits de rénovation rurale ; aide spéciale rurale accordée aux cantons situés en zone défavorisée ; poursuite de la politique contractuelle d'actions locales, régionalisée depuis 1976 ; politique d'amélioration des services publics en milieu rural ; protection et mise en valeur des espaces naturels axées sur les actions de sauvegarde du littoral ; politique de restructuration de l'habitat minier ; caractère de crédit d'étude des crédits affectés à la mission pour la protection de l'espace naturel méditerranéen ; (p. 7776) : accord du Gouvernement français sur les quotas fixés par la CEE pour la participation des Etats au fonds européen de développement régional ; situation relativement favorisée de la région parisienne ; modalités d'attribution de l'aide spéciale rurale ; existence de limitation en matière européenne pour l'octroi des primes ; réunion prévue pour l'aménagement hydraulique de la Loire.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7787) : présence du Premier ministre lors du débat sur l'adaptation du VIIe Plan ; rapport d'adaptation du VIIe Plan ayant pour objet de concentrer les efforts sur le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur, l'adaptation de l'industrie au contexte mondial et l'amélioration de la situation de l'emploi ; marche vers la désinflation ; (p. 7788) : augmentation de 16,9 % du budget du commissariat général du Plan ; renforcement des moyens d'action du centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; exécution satisfaisante des programmes d'action prioritaire ; maintien des moyens du centre d'étude sur les revenus et les coûts (CERC) ; augmentation de la subvention au centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC) ; intégration au statut du CNRS de nombreux chercheurs du CORDES (comité d'organisation de la recherche pour la planification et le développement économique et social).

— **Proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-798 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques** (n° 648). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9640) : promet une sortie rapide des décrets d'application de la loi.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne** (n° 777). **Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9641) : nécessité d'une modification de l'article 49 de la Constitution pour l'organisation d'un débat suivi d'un vote sur la politique européenne du Gouvernement.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Philippe Séguin et Guy Ducoloné** [4 janvier 1979] (p. 2, 3) : le Gouvernement ne doit pas prendre position sur des questions concernant soit les ordres du jour complémentaires soit les rapports entre les deux Assemblées.

— **Sur les rappels au règlement de MM. Georges Fillioud et Louis Odru** [26 avril 1979] (p. 3150) : aucune raison pour le Gouvernement de modifier l'ordre du jour ; précaution législative et constitutionnelle prise par l'opposition.

— **Sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** [16 mai 1979] (p. 3860) : lettre du garde des sceaux non en tant que membre du Gouvernement, mais représentant du pouvoir judiciaire ; mise en cause du pouvoir judiciaire.

— **Sur le rappel au règlement de M. Gaston Defferre** [2 octobre 1979] (p. 7621) : l'ordre du jour prioritaire est la chose du Gouvernement ; impossibilité d'un vote sur ce sujet qui reviendrait à déposer une motion de censure camouflée ; l'intention du Gouvernement n'est pas d'organiser un débat de politique générale.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° 12227). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1979] (p. 8218) : approuve au nom du Gouvernement la proposition de loi de M. Jean Foyer ; nécessité de maintenir le statu quo là où le ressort d'un conseil de prud'hommes s'étend sur celui de plusieurs tribunaux de grande instance ; intention du Gouvernement de présenter un amendement réaffirmant le principe de non-rétroactivité des lois ; (p. 8220) : demande le retrait de la question préalable de M. Marcel Rigout ; confirme que les élections prud'homales auront bien lieu le 12 décembre 1979 dans l'ensemble du territoire. **Discussion de l'Article unique** [12 octobre 1979]. **Article unique** (p. 8221) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : réaffirmation du principe de la non-rétroactivité des lois ; adopté ; (p. 8222) : volonté du Gouvernement d'organiser les élections prud'homales conformément à la loi du 18 janvier 1979.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Avant l'Article 13** (p. 8616) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Jean Bardol : instauration au titre de 1980 d'un prélèvement exceptionnel et progressif sur la fortune des personnes physiques ; (p. 8618) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Laurent Fabius : nouveau régime des droits de succession, dont l'objet est trop important pour être abordé au cours de la discussion budgétaire ; (p. 8619) : reprend à son compte au nom du Gouvernement l'amendement n° 306 de M. Edmond Alphandery : relevant le plancher d'exonération du droit de timbre de dimensions prévu à l'article 901-1 du code général des impôts ; propose un sous-amendement tendant à supprimer le gage de l'amendement n° 306 ; sous-amendement adopté. **Avant l'Article 15** (p. 8645) : suppression des engagements d'épargne à long terme décidée par le Parlement ; amendement n° 267 contraire à la règle de non-affectation des recettes. **Article 15** (p. 8647) : l'amendement n° 82 corrigé par M. Laurent Fabius aurait pour effet de porter de 2,6 % à 3,6 % le poids du prélèvement global supporté par les entreprises au titre de la formation professionnelle ; il entraînerait en outre une diminution des recettes de 1.400 millions de francs. **Article 19** (p. 8651) : caractère conventionnel du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers ; progression de 14,3 % des autorisations de programme du FSIR ; (p. 8652) : les discussions sur la dotation globale d'équipement relèvent de la loi sur les collectivités locales et non pas de la discussion budgétaire. **Article 20** (p. 8655) : répond à M. Henry Canacos à propos du taux de prélèvement de TVA au profit des collectivités locales ; le Gouvernement veillera à une parfaite coordination des textes.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — IV. Commissariat général du Plan. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9950) : justifie les diminutions de crédits du chapitre « recherche en socio-économie » ; majoration des crédits du CREDOC, du CERC et du CEPII : centre d'études prospectives et d'informations internationales ; maintien des objectifs normatifs dans les plans par les programmes d'action prioritaire qui sont assortis d'engagements financiers ; évolution de la notion de plan due à la crise économique qui empêche la fixation d'un taux de croissance à moyen terme ; (p. 9951) : nécessité de développer les travaux d'analyse et de prévision globales et sectorielles en dehors de l'administration ; précise que le rejet des crédits du commissariat général du Plan, par la commission de la production et des échanges, s'est faite en raison d'un partage égal des votes en commission.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9968) : constance de l'effort budgétaire consenti en faveur de l'aménagement du territoire ; politique d'aménagement du territoire complémentaire de la politique industrielle ; continuation de l'effort à l'égard de l'Ouest ; la Bretagne, première région de France pour la création d'emplois salariés ; (p. 9969) : les investissements étrangers en France ; caractère modéré du montant global des incitations ; politique du renouveau rural ; création du FIDAR ; organisation de la polyvalence administrative en milieu rural ; action entreprise au bénéfice des zones fragiles ; renouveau économique de la montagne ; arrêt de la dégradation du littoral ; restructuration des zones minières ; mesures à l'étude en faveur des banlieues ; (p. 9970) : opportunité offerte par le développement de la télématique ; mise en place du schéma directeur de l'informatique régional en Lorraine et en Provence - Côte d'Azur ; politique de régionalisation de la recherche et de la technologie ; possibilité offerte à l'aménagement du territoire par le développement des énergies nouvelles ; suite du rapport Mayoux ; l'axe nord-sud ; plan décennal de développement du grand sud-ouest ; efficacité de la DATAR.

— **Sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius** [20 octobre 1979] (p. 8646) : la lettre du Président de la République chargeait le Gouvernement d'effectuer des recherches.

— **Sur le rappel au règlement de M. Michel Debré** [21 novembre 1979] (p. 10462, 10463) : date de la discussion des motions de censure fixée au mardi 20 novembre contre la volonté du Gouvernement qui souhaitait qu'elle ait lieu le lundi pour que le débat sur la famille commence à la date prévue.

— **Sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [6 juin 1980] (p. 1639) : ordre du jour.

— **Déclaration du président de l'Assemblée nationale sur l'attentat de la rue Copernic** [7 octobre 1980] (p. 2584) : associe le Gouvernement à la déclaration prononcée par le président de l'Assemblée nationale sur l'attentat de la rue Copernic.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. André Billoux** [15 octobre 1980] (p. 2724).

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2851) : amendements n° 16 de M. Laurent Fabius et n° 155 de M. Adrien Zeller ; problème de la substitution d'un crédit d'impôt à une déduction du revenu imposable ; amélioration de l'isolation thermique des logements grâce à la déduction fiscale ; (p. 2852) : organisation d'un débat sur les propositions de réforme fiscale.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3275) : succès des aides à la localisation des activités ; fonds spécial d'adaptation industrielle ; primes de localisation des activités tertiaires ; (p. 3276) : carte universitaire et problèmes des habilitations ; réaffirmation des priorités régionales ; efforts accomplis pour la Bretagne, la Corse, le Nord - Pas-de-Calais, le Grand Sud-Ouest, le Massif central et l'Ile-de-France ; nouvelle politique en faveur des zones rurales fragiles ; action du FIDAR ; politique en faveur de la montagne ; poursuite de la politique des contrats de pays ; (p. 3277) : valorisation des ressources régionales pour l'initiative locale ; intervention des EPR dans le développement économique et social des régions ; effort consenti en faveur du conservatoire du littoral ; lenteur de la répartition des crédits affectés à la restructuration des zones minières ; plan Nord - Pas-de-Calais ; financement des bâtiments industriels.

— **Répond à la question de M. Jean de Lipkowski** (p. 3278) : mesures à prendre en Poitou-Charentes.

— **Répond à la question de M. Michel Inchauspé** (p. 3279) : mesures à prendre au pays basque.

— **Répond à la question de M. Loïc Bouvard** (p. 3279) : coordination et équilibre des services publics en milieu rural ; FIDAR ; mesures à prendre en faveur de la Bretagne centrale.

— **Répond à la question de M. Claude Biwer** (p. 3280) : situation de la Meuse ; services publics ; carte des aides en milieu rural.

— **Répond à la question de M. Jean-Marie Caro** (p. 3280) : programme de renforcement de l'industrie textile ; (p. 3281) : révision de la carte des aides.

— **Répond à la question de M. André Rossinot** (p. 3281) : rôle des EPR dans le domaine de l'aménagement du territoire.

— **Répond à la question de M. Aimé Kerguéris** (p. 3281) : attitude du Conservatoire du littoral à l'égard des activités aquicoles.

— **Répond à la question de M. Pierre Cornet** (p. 3281) : problèmes des zones si défavorisées qu'il est exclu d'attendre d'elles des initiatives ; recrutement par la DATAR à propos des contrats de pays d'assistants techniques.

Services du Premier ministre. — IV. **Commissariat général du Plan. Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3288, 3289) : dépôt du projet du VIII[e] Plan sur le bureau de l'Assemblée dès la fin de son examen par le Conseil économique et social ; caractères de l'année 1981 ; augmentation de 11 % des crédits du CREDOC et de 10 % de ceux du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) ; forte augmentation des crédits de recherches du commissariat général du Plan traduisant la volonté du Gouvernement de soutenir la recherche française ; délais de transmission des réponses aux demandes de rapporteurs ; progression des postes prioritaires pour l'avenir de la Nation.

— **Répond à la question de M. Pascal Clément** (p. 3290) : prise en considération des suggestions des commissaires participant à l'élaboration du VIII[e] Plan.

— **Répond à la question de M. Gérard Longuet** : (p. 3290) : PAP n° 23 concernant l'effort en faveur des zones rurales ; coût des rendements des primes d'aides à la création et au maintien d'emplois en milieu rural.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches (n° 927). Deuxième lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4164) : modification de l'article premier de la loi du 28 septembre 1942 ; extension du champ d'application de ce projet de moralisation de la profession aux gérants salariés et aux directeurs d'agence ; (p. 4165) : énumération détaillée des causes empêchant l'exercice de cette profession ; (p. 4166) : question préalable de M. Gaston Defferre ; procédure de la déclaration d'urgence. **Discussion des articles** [19 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4168) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Didier Julia : tendant à exiger la nationalité française pour exercer les fonctions de dirigeant ou d'agent dans une agence privée de recherches ; (p. 4169) : moralisation de la profession et harmonisation européenne sans établissement d'un statut ; s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Didier Julia. **Article 3** (p. 4170) : amendement rédactionnel n° 1 du Gouvernement ; adopté.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Gaston Defferre** [19 novembre 1980] (p. 4163) : discussion du projet de loi sécurité et libertés ; procédure d'urgence ; composition de la commission mixte paritaire ; amendement relatif à la prolongation du délai de garde à vue.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1980] (p. 4638) : justifie la procédure des DDOF ; simplification des procédures fiscales et domaniales ; amélioration des conditions de concurrence ; garantie du titre des métaux précieux ; situation des personnels de la fonction publique ; régime des aides aux investissements dans les DOM ; exonération de la taxe professionnelle pour les ports autonomes ; problème des ingénieurs et techniciens d'études et de fabrications et des ingénieurs des constructions navales. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4639) : s'oppose aux amendements n° 39 de M. René Gaillard et n° 95 de M. Jacques Jouve : régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production. **Article 2** (p. 4642) : amendement n° 67 du Gouvernement : fixant au 1[er] janvier 1982 la date d'entrée en vigueur de l'exonération de taxe d'habitation des emplacements de stationnement non couverts ; adopté ; amendement n° 68 du Gouvernement : suppression de la disposition prévoyant que les garages et emplacements de stationnement couverts donnés en location ne sont imposables à la taxe d'habitation que s'ils sont situés dans un immeuble d'habitation ou en constituent une dépendance immédiate ; adopté ; amendement n° 69 du Gouvernement : exonération de la TVA des locations portant sur des garages et emplacements de stationnement couverts passibles de la taxe d'habitation ; devient sans objet ; (p. 4644) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Hubert Dubedout. **Article 4** (p. 4645) : s'oppose aux

amendements n° 96 de M. Jacques Chaminade et n° 120 de M. Dominique Taddei ; archaïsme du régime de dégrèvement de taxe foncière pour perte de récoltes et de bétail ; (p. 4646) : amendement n° 10 du Gouvernement : réduction du taux de la taxe additionnelle sur les contrats d'assurance des véhicules agricoles ; devient sans objet. **Après l'Article 7** (p. 4647) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission des finances ; hostilité du Gouvernement à l'extension des possibilités de dégrèvement pour inexploitation en cas de location nue d'immeubles industriels et commerciaux ; amendement n° 15 de la commission des finances risquant de favoriser la rétention des immeubles. **Article 8** (p. 4648) : sur l'amendement n° 16 de la commission des finances : accepte que le délai donné au propriétaire pour se manifester soit porté à neuf mois. **Article 11** (p. 4650) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission des finances ; nécessité de maintenir l'article 11 tendant à faire coïncider le dépôt de la déclaration des stocks des débitants de tabac avec la date d'entrée en vigueur de nouveaux prix. **Après l'Article 11** (p. 4651) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Georges Gosnat ; inutilité de l'amendement n° 43 rectifié de M. Dominique Taddei. **Article 12** (p. 4652) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission des finances ; nocivité des produits de remplacement du tabac ; estime anormal que ces produits aient un régime fiscal plus favorable que le tabac. **Article 14** (p. 4654) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Jacques Chaminade ; article 14 n'ayant pas pour effet de soumettre les petits éleveurs intégrés visés par l'amendement au régime du bénéfice réel ; s'oppose à l'amendement n° 152 de M. René de Branche portant atteinte au statut de la coopération agricole ; problème de l'intégration. **Article 15** (p. 4655) : amendement n° 1 du Gouvernement : précisant que l'article 15 ne vise que les mutations de biens qui ne font pas l'objet d'une exploitation agricole ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 4656) : s'oppose à l'amendement n° 78 de la commission des finances qui conduirait à réduire l'assiette de l'impôt sur le revenu à la seule partie du revenu qui est consommé ; déductibilité des cotisations aux régimes obligatoires de sécurité sociale justifiée par le caractère redistributif de ces régimes. **Avant l'Article 16** (p. 4657) : difficultés du marquage d'origine pour les produits élaborés ; marquage risquant d'avantager les produits étrangers et constituant une sorte de restriction à l'importation au sens du traité de Rome ; (p. 4658) : souhaite que l'Assemblée laisse le Gouvernement négocier avec les partenaires européens une déontologie du marquage. **Article 16** (p. 4659) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Christian Pierret ; nécessité de simplifier les échanges standards ; risque de rétorsion des pays étrangers en cas d'adoption de l'amendement n° 123 ; (p. 4660) : sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 22 de la commission des finances : suppression de l'exigence concernant les marchandises identiques ; adopté ; sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 22 de la commission des finances : suppression dans l'amendement n° 22 du paragraphe définissant l'intitulé d'un chapitre du code des douanes qui est de nature réglementaire ; adopté. **Après l'Article 16** (p. 4662) : refuse une réforme du système d'incitation à l'investissement dans les DOM prévu par l'article 79 de la loi de finances pour 1980 ; s'oppose à l'amendement n° 108 corrigé de M. Lagourgue; (p. 4663) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Flosse : financement des investissements industriels dans les TOM ; accepte l'amendement n° 23 de la commission des finances ; régime d'aide à l'investissement dans les TOM ; (p. 4664) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission des finances vidant de son sens l'article 35 A du code général des impôts visant les opérations spéculatives ; nécessité d'un débat approfondi avant une réforme de la taxation des plus-values ; (p. 4665) : s'oppose à l'amendement n° 140 rectifié de M. de Branche qui vise à durcir le système de taxation des plus-values sur les terres agricoles ; s'oppose à toute modification sectorielle de l'imposition des plus-values ; (p. 4666) : s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Gantier : dispositif de l'article 70 de la loi de finances pour 1980 adopté pour lutter contre la fraude fiscale internationale. **Avant l'Article 17** (p. 4667) : amendement n° 44 corrigé de M. Fabius déjà satisfait par l'article 2 du projet de loi de finances pour 1981 ; s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Léger ; impossibilité d'accorder une demi-part supplémentaire de quotient familial aux ménages dans lesquels un seul des deux conjoints est invalide ; (p. 4668) : amendement n° 177 de M. Hamel satisfait par la rédaction actuelle de l'article L 124-7 du code du travail. **Avant l'Article 19** (p. 4671) : s'oppose au dispositif fiscal prévu par l'amendement n° 163 de M. Léger qui tend à taxer des provisions ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4678) : accepte l'amendement n° 108, deuxième rectification, de M. Lagourgue et le reprend au nom du Gouvernement en supprimant le gage ; (p. 4679) : approuve l'amendement n° 23 de la commission des finances et propose de supprimer le paragraphe relatif au gage. **Article 19** : amendement n° 70 corrigé du Gouvernement : attribution d'un complément d'allocation d'éducation spéciale à certaines familles dont l'enfant handicapé est placé en internat ; adopté. **Article 19** *bis* (p. 4680) : introduisant

plus de souplesse dans les relations du ministre de la santé et des organismes de sécurité sociale. **Article 19** *quater* (p. 4682) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Taddei : attachement du Gouvernement au régime conventionnel avec les laboratoires d'analyses médicales. **Article 21** : amendement n° 71 du Gouvernement : application de l'article 21 aux sommes dues sur les salaires versés en 1980 ; adopté. **Article 22** (p. 4683) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Goldberg ; visant à supprimer des exonérations totales en matière de cotisations sociales et à faciliter la restructuration des exploitations et la libération des terres au profit des jeunes agriculteurs ; (p. 4684) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Tissandier ; anomalie juridique constituée par la possibilité donnée aux caisses de mutualité sociale agricole de consentir des exonérations de cotisations. **Après l'Article 23** (p. 4687) : amendement n° 180 du Gouvernement : modalités de la révision des salaires forfaitaires servant de base au calcul des contributions des armateurs et des cotisations et des pensions des marins ; adopté ; (p 4688) : approuve l'amendement n° 26 de la commission des finances et propose la suppression de son gage ; approuve l'amendement n° 57 de M. Hamel ; (p. 4690); estime inopportun l'amendement n° 65 de M. Tranchant ; nécessité d'attendre les conclusions de la cour des comptes sur le problème de l'indexation des ressources sociales sur le chiffre d'affaires d'EDF-GDF ; (p. 4692) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Tranchant et au sous-amendement n° 75 de M. Martin et demande que lui soit appliquée l'irrecevabilité tirée de l'article 40 de la Constitution ; (p. 4718) : sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 81 de la commission des finances : suppression du gage ; adopté ; approuve l'amendement n° 138 de M. Delalande facilitant pour les petites sociétés appartenant à un groupe la mise en œuvre de la participation ; s'oppose à l'amendement n° 186 de M. Ginoux portant atteinte aux recettes de la sécurité sociale. **Avant l'Article 24** (p. 4719) : accord de modération passé par la profession bancaire rendant sans objet l'amendement n° 27 ; (p. 4721) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Martin : possibilité de coordonner les enquêtes de la commission de la concurrence et les enquêtes administratives ; (p. 4721) : s'oppose aux amendements n° 89 corrigé de M. Martin et n° 45 de M. Malvy qui bouleversent les rapports entre l'exécutif et le législatif ; (p. 4722) : procédure d'élaboration des projets de loi relevant de la stricte compétence du Gouvernement ; caractère d'organisme administratif et non juridictionnel de la commission de la concurrence. **Article 25** : composition de la commission de la concurrence ; nécessité d'augmenter l'effectif des sections plutôt que d'en créer de nouvelles ; (p. 4723) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Malvy ; estime suffisante la publication dans le bulletin officiel des services des prix des avis de la commission de la concurrence ; nécessité de ne pas surcharger le « Journal officiel ». **Après l'Article 26** (p. 4724) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. de Gastines : législation en matière d'installation de débit de boissons instituée en vue de lutter contre l'alcoolisme. **Article 29** (p. 4727) : amendement n° 72, deuxième rectification, du Gouvernement : saisie obligatoire de tout ouvrage d'or, d'argent ou de platine trouvé non marqué chez un marchand ; adopté. **Après l'Article 31** (p. 4728) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Jean Bégault ; compétence du parlement pour fixer le titre des métaux précieux ; réputation de qualité de la production française de bijoux ; attachement des Français à la qualité des objets en métaux précieux. **Article 33** (p. 4729) : retard pris par l'administration dans l'application de la loi du 30 octobre 1975 ; complexité de la réforme des statuts des corps militaires d'ingénieurs ; s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission des finances qui rendrait plus complexe une révision des situations individuelles. **Article 42** *bis* (p. 4738) : s'oppose à l'amendement n° 104 rectifié de M. Jacques Chaminade ; permettant de régler la situation des fonctionnaires du Crédit agricole qui ne souhaitent pas opter pour l'intégration dans le nouveau règlement ; règles d'accès à la fonction publique ; affirme que le Gouvernement n'a pas de projet tendant à modifier le statut de la Caisse nationale de Crédit agricole ; caractère réglementaire des dispositions de l'amendement n° 150 de M. Dominique Taddei. **Article 43** (p. 4739) : retire l'article 43. **Article 44** (p. 4740) : s'oppose aux amendements n° 11 de M. Jean-Claude Pasty et n° 105 de M. Jacques Chaminade ; compétences du service des douanes ; nécessité de renforcer le contrôle sur les opérations financées par le FEOGA effectuées en régime intérieur. **Article 47** (p. 4748) : retire l'article 47. **Après l'Article 47** (p. 4749) : amendement n° 185 du Gouvernement : assurant le dépôt des fonds collectés par le syndic à la caisse des dépôts et sanctionnant le non-respect de cette obligation de dépôt : adopté. **Après l'Article 23** *(suite)* (p. 4751) : demande que l'amendement n° 13 de M. Laurent Fabius : tendant à rétablir la commémoration du 8 mai ; soit déclaré irrecevable aux termes de l'article 98 alinéa 5 du Règlement. **Seconde délibération** (p. 4751) : demande au nom du Gouvernement une seconde délibération sur les articles 2, 4, 15 *bis* et 15 *ter* du projet ; présente les amendements du Gouvernement et demande en application de l'article 44 alinéa 3 de la

Constitution un vote unique sur l'ensemble du projet modifié par ces amendements. **Article 2** : amendement n° 1 du Gouvernement : exonération de la TVA des locations portant sur des garages et emplacements de stationnement couvert passibles de la taxe d'habitation : réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 4** (p. 4752) : amendement n° 2 du Gouvernement : rétablissement de l'article 4 : réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution par scrutin public. **Article 15** *bis* : amendement n° 3 du Gouvernement : suppression de l'article 15 *bis* : réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution par scrutin public. **Article 15** *ter* : amendement n° 4 du Gouvernement : suppression de l'article 15 *ter* ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution par scrutin public.

— **Sur les rappels au règlement de MM. Gaston Defferre** et **Jean Jarosz** [9 décembre 1980] (p. 4789) : demande un scrutin public sur l'ordre du jour complémentaire ; impossibilité de voter sur l'ordre du jour prioritaire.

— **Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Robert Ballanger** [2 avril 1981] (p. 2).

LIOGIER (Albert)

Député de l'Ardèche
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées. [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Vice-président du bureau [*J.O.* du 1er novembre 1979] (p. 2725).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10553) : absence de statut social de la mère au foyer conduisant trop de femmes à travailler ; (p. 10554) : estime que des dizaines de milliers de femmes abandonneraient leur emploi si on leur offrait un salaire maternel décent assorti de droits sociaux ; bon équilibre de la famille passant par la femme au foyer ; rejette comme déraisonnable l'égalitarisme dogmatique des sexes ; nécessité d'un contrôle du ministère de l'éducation sur le contenu des manuels scolaires ; dénonce l'immoralité de certains manuels ; laisser-aller général de la société.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10845) : l'avortement est un meurtre ; droit à la vie de tout être humain, à partir de sa conception ; condamne l'avortement thérapeutique ; condamnation de l'avortement par l'église ; (p. 10846) : non-respect de la volonté dissuasive du législateur de 1975 ; transformation de l'avortement en méthode de régulation des naissances ; nécessité d'un statut de la mère de famille ; illusoire libération des femmes par le travail hors du foyer ; utilité du salaire pour la mère au foyer ; (p. 10847) : critique l'éducation sexuelle faite à l'école ; précocité des femmes désireuses de recourir à l'IVG.

— **Rappel au règlement** [29 novembre 1979] (p. 10884) : regrette d'avoir dû « bâcler », par la faute de la présidence, la conclusion de son intervention dans la discussion générale du projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 944) :

statut social de la mère de famille ; mère au foyer ; congé de maternité ; allocations pré et postnatales ; (p. 945) : accès aux équipements collectifs ; revenu minimum familial ; cas des non-salariés ; mère au foyer.

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime (5e circonscription) (RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** visant la **protection sociale** accordée aux **épouses des ostréiculteurs** et des **mytiliculteurs** inscrits maritimes relevant de la caisse de retraite des marins (n° **868**) [20 décembre 1978].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [19 avril 1978] (p. 1243) : l'attitude des partenaires européens de la France ; le sommet de Copenhague ; la nécessité de défendre les pays européens contre la baisse du dollar ; l'absence de politique communautaire ; son adhésion à une Europe confédérale ; l'incapacité de l'Europe à s'exprimer d'une seule voix dans le dialogue nord-sud ; la coopération franco-africaine ; (p. 1244) : l'insuffisance du budget de la coopération : les conditions du développement des liens avec l'Algérie ; la politique française au Liban ; la participation de la France à la force des Nations unies ; le plan de désarmement projeté par le Président de la République ; le problème de la non-prolifération des armes nucléaires et de l'interdiction des expériences.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8438) : concurrence étrangère dans les secteurs pilotes définis par le rapport sur le VIIe Plan ; difficultés de la région Poitou-Charentes et de la Charente-Maritime ; nécessité d'un effort particulier en faveur de l'aquaculture et l'ostréiculture ; (p. 8439) : nécessité d'une aide particulière dans la perspective de l'élargissement de la CEE.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9835) : risque d'augmentation du taux des cotisations consécutif au projet contraire à la promesse du programme de Blois de geler les cotisations sociales ; pénalisation de l'emploi et excès des charges sociales pesant sur les petites entreprises ; fermeture de la filiale de CIT ALCATEL à La Rochelle ; nécessité d'une planification pour le centre ouest intermédiaire ; demande la création d'emplois dans la télématique dans cette région.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1692) : colère de la population de la Charente devant l'immobilisme des pouvoirs publics face à ses problèmes ; carence de la formation professionnelle scolaire et postscolaire ; poids excessif des charges sociales sur les PME ; nécessité de revoir la taxe professionnelle qui pénalise l'investissement et freine l'embauche ; (p. 1693) : souhaite la décentralisation en Charente d'une partie des emplois créés grâce au développement de la télématique ; nécessité de crédits spéciaux pour le développement de l'ostréiculture et l'aquaculture ; sous-équipement de l'ouest de la France dans le domaine agro-alimentaire.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4710) : projet destiné à s'appliquer à des situations très diverses et mettant en cause le principe de la liberté de circulation des personnes et des marchandises ; (p. 4711) : problème des utilisateurs pour qui un équipement routier constitue un lieu de passage obligé ; nécessité d'un texte plus précis établissant la gratuité pour certaines catégories d'usagers ; atteinte portée au principe de l'égalité des citoyens devant les charges publiques par la diversité des attitudes des conseils généraux. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** (p. 4717) : s'étonne de l'abstention des socialistes sur un amendement qui rappelle un principe de droit

républicain. **Article premier** *ter* (p. 4719) : approuve l'amendement n° 17 de M. Jean Foyer ; nécessité de ne pas perpétuer la redevance en la transformant en une sorte de taxe dès lors que l'ouvrage est amorti. **Article 3** (p. 4721) : amendement n° 15 de M. Roland Beix laissant une trop grande latitude d'appréciation aux conseils généraux ; soutient son amendement n° 4 : exemption des habitants des îles côtières et des usagers exerçant leurs activités professionnelles dans l'île, dès que l'amortissement du coût de l'ouvrage d'art aura été réalisé ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11703) : souhaite que la loi d'orientation soit complétée par une loi de programme financière ; insuffisance de la formation et de la recherche agricoles ; nécessité de développer les industries agro-alimentaires et les interprofessions ; impératifs de la conservation de l'espace agricole ; (p. 11704) : approuve l'institution d'une procédure de remembrement - aménagement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 127) : recherche et formation des agriculteurs ; interprofessions ; bureau interprofessionnel du cognac ; installation des jeunes ; (p. 128) : zonage ; Poitou-Charentes ; revenu agricole ; propositions de prix de la Communauté européenne ; endettement des agriculteurs ; cognac ; politique agricole commune et politique de la Grande-Bretagne.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 494) : Iran ; Afghanistan ; responsabilité des Etats-Unis dans la dégradation de la situation mondiale ; (p. 495) : France et non-alignement ; réaction de la France à l'intervention en Afghanistan ; détente ; indépendance de la force atomique française ; Moyen-Orient ; Liban ; frontières d'Israël ; patrie des Palestiniens ; (p. 496) : accords de Camp David ; conférence de Madrid ; dialogue Nord-Sud ; échec du développement occidental ; Amnesty international.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :* **Discussion des articles** [16 octobre 1980] : **Article 4** (p. 2816) : augmentation des droits sur les alcools ne frappant que les liqueurs, le cognac, l'armagnac et le calvados et non le whisky et les apéritifs anisés ; arrêt de la Cour de justice des communautés européennes; difficultés des producteurs de cognac ; [17 octobre 1980] : **Article 4** (*suite*) (p. 2830) : approuve l'amendement n° 4 de M. Hardy ; contradiction entre les arrêts de la Cour de justice des communautés européennes ; apéritifs anisés échappant à la taxe spéciale contre l'alcoolisme ; difficultés des producteurs de cognac.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Services généraux - Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3278) : difficultés de la région Poitou-Charentes ; chômage en Charente-Maritime ; nécessité de faire bénéficier la région de l'aide du FIDAR; décentralisation tertiaire ; développement de l'estuaire de la Gironde.

Taxes parafiscales. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3433) : problème du financement des sections régionales du comité interprofessionnel de la conchyliculture.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3671) : nécessité de demander à la communauté européenne de reconduire la distillation préventive des vins de cognac.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [16 décembre 1980] (p. 4909) : conséquences dramatiques de l'article 4 relatif aux droits sur les alcools pour les producteurs de cognac ; texte épargnant le groupe financier des apéritifs anisés ; (p. 4910) : caractère équitable de l'amendement Hardy voté en première lecture ; nécessité d'un amendement du Gouvernement reprenant ce texte ; son vote hostile sur l'ensemble du budget.

LONGUET (Gérard)

Député de la Meuse
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre des conseils d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision ; première chaîne de télévision [15 juin 1978] (p. 3006) [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre I[er] du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9776).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Ferretti tendant à étendre aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions du titre I[er] du Livre V du code du travail relatif aux conseils de prud'hommes (n° 1529) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1301) [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à aménager les dispositions du droit local applicable en Alsace-Lorraine en matière de juridiction prud'homale (n° 1663) [14 mai 1980] (p. 1071).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : services du Premier ministre : fonction publique (n° 1980-III) [9 octobre 1980] (p. 2651).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edmond Alphandery tendant à supprimer les limites d'âge pour l'accès à la fonction publique (n° 1961) [20 novembre 1980] (p. 4242).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 321) portant **modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail** relatives aux **conseils de prud'hommes** (n° **561**) [2 octobre 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1979**

(n° 560). **Tome III : Services du Premier ministre - Fonction publique** (n° **574**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **799**) [14 décembre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome III : Services du Premier ministre - Fonction publique. — Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre - Services généraux** (n° **1296**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présent au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — III. **Services du Premier ministre - Fonction publique. — Fascicule budgétaire : Services du Premier ministre - Services généraux** (n° **1565**) [7 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à un renforcement accru de la concurrence par l'**harmonisation de notre législation commerciale** avec celle de nos **partenaires de la communauté européenne** (n° **1650**) [23 avril 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome III : Services du Premier ministre - Fonction publique** (n° **1980**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission élue spécialement pour examiner la proposition de résolution (n° 1641), portant **mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski,** ministre d'Etat, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 (n° **2250**) [2 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Information sociale à la télévision** [12 décembre 1979] (p. 11664) : nécessité d'une information régulière sur la vie économique et sociale à l'initiative et sous la responsabilité des organisations intéressées ; possibilité de ces émissions prévue par le cahier des charges de TF1, mais absence de textes réglementaires d'application.

— **Maintien du pouvoir d'achat des retraités** [17 décembre 1980] (p. 4968) : augmentation des retraites inférieure à celle des prix.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2344**) : **Route Paris-Nancy** [2 juin 1978] (p. 2477, 2478) : manque de sécurité de la route nationale 4 ; réalisations des déviations de Ligny-en-Barois et de Toul.

— (n° **17812**) : **Organisation d'une bourse d'information et d'échange sur les entreprises en difficulté** [12 octobre 1979] (p. 8201, 8202) : opportunité de créer cette bourse pour permettre aux syndics ou administrateurs judiciaires ainsi qu'aux créanciers d'être mieux informés des possibilités de reprise des entreprises en difficulté et pour mettre fin aux solutions actuelles de démembrement ou de location-gérance ; obstacles et raisons de l'organisation du « marché de l'entreprise d'occasion ».

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre I du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5427) : trois caractères des conseils de prud'hommes : paritarisme, élection des conseillers, compétence professionnelle limitativement définie ; urgence d'une réforme ; lenteur de la juridiction des prud'hommes ; problème de la création d'une nouvelle juridiction à vocation sociale composée de magistrats de métier ; (p. 5428) : contenu du projet : généralisation géographique et professionnelle de la compétence des conseils de prud'hommes, opposition du Gouvernement à l'extension aux conflits collectifs de la compétence des prud'hommes, amélioration de la représentativité des conseils de prud'hommes par mise en place de trois grands collèges électoraux et adoption du scrutin proportionnel pour la désignation des conseillers, amélioration de la formation et de la rémunération des conseillers prud'hommes, étatisation du fonctionnement des conseils de prud'hommes ; objectifs de la commission : refus de l'extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux conflits collectifs, restitution aux conseils de prud'hommes de leur caractère de juridiction professionnelle ; (p. 5429) : maintien du caractère paritaire des conseils de prud'hommes, création d'une section des cadres, amélioration de la représentativité des conseillers, adoption d'un système de vote par correspondance et

du principe de vote pondéré dans les collèges des employeurs, condamnation du « nomadisme juridictionnel » du projet ; (p. 5430) : refus par la commission de l'extension aux prud'hommes de la protection dont bénéficient les délégués du personnel et les délégués syndicaux ; statut des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes ; avis favorable de la commission sur le projet. **Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Article 1 : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5514) : soutient l'amendement n° 40 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 41 de la commission : généralisation de la compétence en premier ressort des conseils de prud'hommes, nullité de toute convention dérogatoire à l'exception du compromis d'arbitrage ; adopté avec modifications ; s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Pierre Joxe conduisant à une situation inextricable pour les chefs d'entreprise ; [5 octobre 1978] : **Article premier** *(suite)* : **Article L 513-3 du code du travail** (p. 5614) : soutient l'amendement n° 43 de la commission : possibilité de créer plusieurs conseils dans le ressort du même tribunal de grande instance ; adopté ; soutient l'amendement n° 44 de la commission : consultation des syndicats les plus représentatifs et des chambres consulaires pour la création des conseils ; adopté. **Article premier : Article L 511-4 du code du travail** (p. 5615) : soutient l'amendement n° 45 de la commission : suppression de l'article L 511-14 du code du travail relatif aux audiences foraines ; adopté (p. 5615). **Article premier : Après l'Article L 511-4 du code du travail** (p. 5616) : soutient l'amendement n° 46 de la commission : rétablissement de la division des conseils de prud'hommes en sections autonomes ; adopté. **Article premier : Article L 512-2 du code du travail** (p. 5617) : soutient l'amendement de coordination n° 47 de la commission ; adopté. **Article premier : Article L 512-2 du code du travail** : soutient l'amendement n° 48 de la commission : organisation des mécanismes de fonctionnement des sections ; adopté. **Article premier : Article L 512-4 du code du travail** (p. 5618) : soutient l'amendement n° 49 de la commission ; adopté. **Article premier : Article L 512-5 du code du travail** (p. 5618) : soutient l'amendement n° 50 de la commission : vote par élément dans les assemblées générales des prud'hommes ; adopté avec modifications. **Article premier : Article L 512-8 du code du travail** (p. 5620) : soutient l'amendement n° 51 de la commission ; possibilité de créer des chambres au sein des sections d'un conseil de prud'hommes ; adopté avec modification. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail** : soutient l'amendement n° 52 de la commission : abaissement de l'âge de l'éligibilité à 16 ans ; adopté ; (p. 5623) : soutient l'amendement n° 53 de la commission : extension aux titulaires d'un contrat d'apprentissage de la capacité électorale ; adopté ; soutient l'amendement n° 54 de la commission : nécessité d'une ancienneté de trois mois dans l'emploi pour obtenir la capacité électorale ; adopté ; (p. 5624) : exprime sa préférence pour la condition d'activité pendant six mois au cours des 12 derniers mois, de préférence aux contrôles exercés par l'agence nationale pour l'emploi pour accorder la capacité électorale aux travailleurs sans emploi ; (p. 5625) : soutient l'amendement n° 55 de la commission : transfert des agents de maîtrise et assimilés dans le collège des cadres ; adopté ; soutient l'amendement n° 56 de la commission : définition du collège des cadres : critère de la formation et critère de la double notion de formation et de commandement ; adopté avec modification ; (p. 5628) : soutient l'amendement n° 57 de la commission : système de vote pondéré en fonction du nombre de salariés employés pour les électeurs employeurs ; représentativité nécessaire des conseils de prud'hommes ; adopté ; (p. 5629) : protection des salariés due à l'unité du corps des employeurs. **Article premier : Article L 513-3 du code du travail** (p. 5631) : soutient l'amendement n° 60 de la commission : abaissement de l'âge d'éligibilité à 21 ans ; sans objet ; (p. 5632) : soutient l'amendement n° 61 de la commission : suppression de la limite d'âge maximum d'éligibilité ; sans objet ; soutient l'amendement n° 62 de la commission : suppression de l'exigence d'un an de résidence dans le ressort du conseil pour être éligible ; adopté. **Article premier : Après l'Article L 513-3 du code du travail** (p. 5634) : soutient l'amendement n° 63 de la commission : inscription obligatoire des électeurs sur les listes électorales prud'homales par l'employeur ; adopté ; (p. 5636) : soutient le sous-amendement n° 263 de la commission à l'amendement n° 63 de la commission : cas d'inscription personnelle ; rejeté ; soutient l'amendement n° 64 de la commission : sanction pénale en cas d'inobservation de l'article L 513-3-1 ; amendement n° 64 modifié ; rejeté (p. 5637). **Article premier : Avant l'Article L 513-4 du code du travail** (p. 5646) : soutient l'amendement n° 65 de la commission : fixation des conditions de vote par correspondance ; adopté. **Article premier : Article L 513-2 du code du travail, précédemment réservé** (p. 5647) : retire l'amendement n° 59 de la commission : suppression du texte proposé par l'article L 513-2 du code du travail. **Article premier : Article L 513-4 du code du travail** (p. 5648) : soutient l'amendement n° 66 de la commission : coordination ;

adopté ; (p. 5651) : hostilité de la commission à un monopole de présentation des candidatures pour les élections prud'homales ; insuffisance des critères de représentativité syndicale remontant au lendemain de la Libération. **Article premier : Article L 513-7 du code du travail** (p. 5657) : soutient l'amendement n° 67 de la commission : respect de la parité même en cas d'effectif incomplet du conseil de prud'hommes ; retiré. **Article premier : Article 514-1 du code du travail** (p. 5659) : soutient l'amendement n° 68 de la commission : fixation à 6 semaines du montant maximum d'autorisations d'absence accordées à un conseiller prud'homme pendant son mandat ; adopté. **Article premier : Article 514-3 du code du travail** (p. 5662) : soutient l'amendement n° 69 de la commission : en cas de non-fonctionnement d'un conseil de prud'hommes, désignation par la cour d'appel d'un autre conseil de prud'hommes compétent ; adopté avec modification. **Article premier : Article L 514-4 du code du travail** (p. 5663) : soutient l'amendement n° 70 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 71 de la commission : rédactionnel ; adopté avec modification. **Article premier : Article L 514-5 du code du travail** (p. 5664) : soutient le sous-amendement n° 264 de la commission à l'amendement n° 155 de M. Lucien Villa : en cas de dissolution d'un conseil de prud'hommes, compétence temporaire du conseil le plus proche dans le même ressort de la cour d'appel ; adopté ; soutient l'amendement n° 72 de la commission : en cas de dissolution d'un conseil de prud'hommes, compétence temporaire d'un autre conseil désigné dans les conditions prévues à l'article L 514-3 ; devient sans objet. **Article premier : Article L 514-13 du code du travail** (p. 5665) : soutient l'amendement n° 73 de la commission : procédure juridictionnelle en cas de refus de servir par un conseiller prud'homme ; adopté avec modification formelle (p. 5666). **Article premier : Article L 515-1 du code du travail** (p. 5669) : soutient l'amendement n° 75 de la commission : coordination ; adopté. **Article premier : Article L 518-1 du code du travail** (p. 5670) : soutient l'amendement n° 76 de la commission : suppression de l'intitulé du chapitre IX ; émoluments, indemnités et droits alloués aux secrétaires, greffiers, huissiers et témoins ; adopté. **Article premier : Article L 51-10-2 du code du travail** (p. 5671) : soutient l'amendement n° 77 de la commission : mettant à la charge de l'Etat les frais d'entretien de locaux, de chauffage, d'éclairage et de sanitaire des conseils de prud'hommes ; adopté ; soutient l'amendement n° 78 de la commission : coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 79 de la commission : régime des vacations versées aux conseillers prud'hommes ; devient sans objet ; (p. 5672) : soutient l'amendement n° 81 de la commission : prise en charge par l'Etat des frais de premier établissement des conseils de prud'hommes ; retiré ; soutient l'amendement n° 82 de la commission : prise en charge par l'Etat des frais de matériel, de documentation, de fournitures de bureau et de téléphone des conseils de prud'hommes ; adopté ; soutient l'amendement n° 83 de la commission : suppression des frais d'audience foraine de la liste des frais de conseils de prud'hommes pris en charge par l'Etat ; adopté ; retire l'amendement n° 82 de la commission : prise en charge par l'Etat des frais de déplacement des conseils de prud'hommes appelés à prêter serment. **Article 7** (p. 5678) : soutient l'amendement n° 261 de M. Didier Julia : modalités d'intégration des secrétaires et secrétaires adjoints dans les corps des fonctionnaires ; retiré. **Article 11** (p. 5681) : soutient l'amendement n° 87 de la commission : suppression de l'article 11 ; adopté. **Après l'Article 12** : soutient l'amendement n° 88 de la commission : dépôt des dessins et modèles industriels auprès de l'institut national de la propriété industrielle ou au greffe du tribunal de commerce ; adopté ; (p. 5682) : soutient l'amendement n° 265 de la commission : éligibilité des personnes ayant rempli les conditions d'inscription sur les listes électorales prud'homales pendant trois ans au moins ; retiré. **Seconde délibération du projet de loi. Article 512-5 du code du travail** (p. 5684) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 513-2 du code du travail** : soutient l'amendement n° 4 de la commission : suppression du vote par procuration ; adopté. **Article 513-3-1 du code du travail** (p. 5685) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : inscription personnelle des travailleurs à domicile ou répartis sur plusieurs établissements ; adopté (p. 5686). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9678) : problème de la compétence des conseils de prud'hommes à l'égard des litiges relatifs aux licenciements individuels pour motif économique ; atténuation du système de vote pondéré instauré au sein du collège employeur ; adoption par la commission mixte paritaire d'une proposition obligeant l'employeur à transmettre aux maires les éléments nécessaires à la constitution des listes électorales de salariés électeurs aux conseils de prud'hommes ; possibilité de vote par correspondance.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier (n° 563) du projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 564). Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978]

(p. 5878) : absence de débouchés pour les 35 millions de tonnes prévus dans le grand programme acier du parti communiste ; nécessité de l'ouverture internationale de la sidérurgie française ; maintien de la compétitivité ; (p. 5879) : avenir de Neuves-Maisons ; nécessaire conversion de la Lorraine.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6449) : exploitation imparfaite de la forêt française ; insuffisante valorisation du produit des forêts françaises ; déficit spectaculaire de l'industrie du meuble ; (p. 6450) : effort exceptionnel du Gouvernement en faveur de l'industrie de la pâte à papier ; crise de l'industrie du panneau ; sous-utilisation des possibilités françaises en matière de bois de trituration ; nécessité d'une aide au développement de la filière thermique du bois.

Environnement et cadre de vie. — **1. Environnement. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6638) : politique d'urbanisme des communes rurales fondée sur le lotissement ; inadaptation de la ZIF aux communes rurales ; propose l'élaboration d'une convention d'amélioration du logement en faveur des personnes âgées ; nécessité d'augmenter la pression fiscale appliquée aux propriétaires laissant à l'abandon leurs bâtiments.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6930) : nécessité d'assurer la protection des Français qui demeurent à l'étranger ; 1.265.000 Français ; insuffisance des moyens d'assistance à l'égard des Français de l'étranger contraints de revenir en métropole ; constitution d'un fonds de secours ; aide aux associations bénévoles ; problèmes de l'indemnisation des personnes spoliées de leurs biens lors de leur rapatriement ; sort des 1.300 Français bloqués en Indochine ; situation des Français de confession islamique.

Services du Premier ministre. — **1. Services généraux - Fonction publique,** rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [3 novembre 1978] (p. 7032) : moyens du secrétariat d'Etat paraissant faibles au regard des effectifs de la fonction publique ; nécessité de créer un institut régional d'administration en Corse ; insuffisance des crédits sociaux destinés à compenser l'absence de prestations extra-légales versées par les caisses d'allocations familiales et les comités d'entreprises aux salariés du secteur privé ; renouveau de la politique contractuelle dans la fonction publique ; maintien en 1978 du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; souhaite l'achèvement rapide de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; problèmes posés par l'actuelle grille indiciaire ; (p. 7033) : absence de caractère interministériel réel du corps des administrateurs civils ; conséquences sur la fonction publique de la future réforme des collectivités locales.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° **655**). **Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8499) : possibilité d'affecter une partie de l'enveloppe consacrée à l'humanisation des hôpitaux à la reconstruction d'hôpitaux anciens ; reconstruction du centre hospitalier de Bar-le-Duc.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3408) : traité de paix israélo-égyptien concentrant le conflit du Proche-Orient sur le Liban ; (p. 3409) : souhaite que la France prenne des initiatives en faveur de l'unité du Liban.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9047) : pessimisme excessif des rapporteurs sur la situation de la télévision ; perte d'audience due aux grèves qui ont marqué le début de l'année 1979 ; banalisation de la télévision et développement du sens critique des téléspectateurs ; (p. 9048) : développement de nouvelles techniques en matière de télévision ; procès d'intention fait par l'opposition aux journalistes de télévision ; situation de force des chaînes face aux annonceurs publicitaires ; demande l'instauration d'une notation sélective selon le type d'émission des chaînes de télévision ; impossibilité d'une harmonisation rigide des programmes dans un système de concurrence.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9930) : problème de l'entretien des églises.

Services du Premier ministre. — **1. Services généraux - Fonction publique,** rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [14 novembre 1979] (p. 9995) : nécessité de concilier deux objectifs contradictoires : amélioration de la situation matérielle des fonctionnaires et prise en compte de l'effort de rigueur du budget de l'Etat ; insuffisance des moyens de la direction générale de l'administration de la fonction publique ; diminution des crédits rattachés à la formation des fonctionnaires en francs constants ; absence de

prestations extra-légales servies par les caisses d'allocations familiales pour les employés du secteur public ; (p. 9996) : limite de la politique contractuelle ; politique de relèvement des salaires réalisée au détriment des catégories moyennes ; les conclusions du groupe de travail sur la protection sociale des non-titulaires et sur les droits syndicaux ; surqualification des candidats aux concours de la catégorie B.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11689) : difficultés de l'agriculture dans la Meuse : dépeuplement, colonisation des régions les moins riches, abandon des productions animales ; souhaite un allongement des prêts aux agriculteurs.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12353) : politique de présence de la France en Afrique constituant un devoir, une chance et une ambition ; nécessité pour l'Afrique de rester en dehors des conflits des grandes puissances ; (p. 12354) : continuité de la politique française en Afrique depuis 30 ans ; importance des relations personnelles de confiance avec les hommes politiques africains ; succès de la lutte menée par la France contre les tentatives de déstabilisation de l'Afrique.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 4** *bis* (p. 441) : son amendement n° 28 : retiré.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 570) : rapport de force entre le commerce et l'industrie.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 591) : nombre des défaillances d'entreprises ; fonds propres des entreprises ; insuffisance des dispositions applicables aux gérants majoritaires de SARL ; statut de la petite entreprise ; fiscalité pénalisant l'incorporation des réserves dans les capitaux ; échéance des effets commerciaux ; crédit bancaire ; poids excessif des charges virtuelles des entreprises ; (p. 592) : absence de liens entre les procédures administratives de redressement ; problème de l'information ; conséquences juridiques du signal d'alarme. **Discussion des articles** [13 mai 1980]. **Article 9 : Seconde délibération** (p. 1040) : procédure d'alerte externe ; possibilité pour le commissaire aux comptes d'alerter le président du tribunal de commerce ; responsabilités sociales de l'entreprise.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 938) : allongement du congé de maternité ; cas des femmes d'agriculteurs ; allocations postnatales ; contrôle sanitaire ; accès aux équipements collectifs ; revenu familial minimum ; cas des non-salariés ; existence d'une politique familiale ; (p. 939) : liberté des familles ; travail des femmes.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1766) : départementalisation économique ; agriculture et production de sucre aux Antilles ; production agricole de contre-saison ; (p. 1767) : industrie et artisanat ; tourisme ; activités de services ; équipements portuaires.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1793) : malentendu entre les professionnels de la justice et le ministère de la justice ; (p. 1794) : inexistence de toute concertation ; débat sur la question judiciaire ; rapport entre juridiction du siège et du parquet ; travaux de la commission ; exposé des motifs du projet ; notion de récidive générale ; distinction entre dégradation et détérioration ; notion d'intrusion ; notion de « tentative de menace » ; modification des procédures ; réparation par les auteurs de l'infraction ; (p. 1795) : individualisation des peines ; harmonisation des sanctions ; notion de réitération ; compétence du juge de l'application des peines ; détention provisoire ; procédure délictuelle ; (p. 1796) : nécessité d'introduire la possibilité d'un deuxième sursis lorsque la première condamnation était légère. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Article 747-2 du code de procédure pénale** (p. 2058) : son amendement n° 213 : possibilité d'accorder le sursis à des délinquants frappés d'une peine d'emprisonnement inférieure à deux mois ; rejeté. **Article 747-3 du code de procédure pénale** (p. 2059) : son sous-amendement n° 214 à l'amendement n° 56 de la commission : limitation à un an du plafond au-delà duquel le sursis avec mise à l'épreuve ne pourra plus être accordé ; rejeté. **Avant l'Article 7** (p. 2061) : ses amendements n^{os} 176, deuxième rectification, 177 rectifié, 178 rectifié et 179 rectifié : correctionnalisation des

faux en écriture publique ; rejetés ; (p. 2062) : son amendement n° 180 : augmentation des amendes applicables aux infractions prévues par l'article 150 du code pénal ; retiré. **Article 19** (p. 2064) : problème de l'application des peines ; responsabilité du juge de l'application des peines. **Après l'Article 23** (p. 2071) : soutient l'amendement n° 115 de la commission : condition dans lesquelles sont délivrées les ordonnances de placement en détention provisoire ; motivation de ces ordonnances ; rejeté ; assistance du greffier. **Article 27** (p. 2074) : inutilité du pourvoi en l'absence de délai et de sanction. **Article 32** (p. 2083) : son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 126 de la commission : régime de la convocation par procès-verbal ; remise au prévenu d'une copie de la notification du procureur de la République ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3164) : charges entraînées pour les entreprises par la réparation des accidents du travail dus à une faute inexcusable du salarié.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3194) : reconstruction des ouvrages détruits pendant la guerre ; cas du pont de Pagny-sur-Meuse.

Services du Premier ministre. — VI. **Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3250) : attribution aléatoire de la prime d'orientation agricole.

Services du Premier ministre. — IV. **Commissariat général du Plan. Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3290) : PAP n° 23 concernant l'effort en faveur des zones rurales ; coût et rendements des primes d'aides à la création et au maintien d'emplois en milieu rural.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux - Fonction publique,** rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [5 novembre 1980] (p. 3555) : politique salariale de la fonction publique, pivot de la politique du Gouvernement ; accord salarial d'avril 1980 ; légère dérive du maintien du pouvoir d'achat ; efforts poursuivis en faveur des rémunérations les plus basses ; refonte d'ensemble de la structure hiérarchique de la grille indiciaire des salaires de la fonction publique ; effort en faveur des retraités ; incorporation d'un point de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension ; mensualisation ; revalorisation du taux de réversion ; insuffisance de l'information sur les fonds de concours ; (p. 3556) : affaiblissement de la direction générale de l'administration et de la fonction publique ; implantation d'un institut régional d'administration dans le Sud-Ouest ; comité interministériel des services sociaux : aide-ménagère aux anciens fonctionnaires ; effort de résorption de l'auxiliariat ; surqualification, ses effets sur la promotion interne ; régionalisation des carrières ; improduction du temps partiel dans l'administration ; (p. 3557) : limitation du nombre de fonctionnaires d'autorité.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3846) : nécessité d'autoriser les compagnies d'assurances, les sociétés d'investissements à capital variable et les caisses de retraite à acquérir des actions ou parts de société non côtées.

LUCAS (Henri)

Député du Pas-de-Calais
(11e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Décédé le 30 juillet 1978 [*J.O.* du 1er août 1978] (p. 2967].

Son éloge funèbre est prononcé le 2 octobre 1978 (p. 5424).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant extension dans les **PTT** des dispositions en vigueur en matière de comité d'hygiène et de sécurité, de médecine du travail, d'amélioration des **conditions de travail** et de prévention des accidents du travail (n° **359**) [7 juin 1978].